

**Du projet scientifique des Lumières aux  
géographies nationales.  
France, Prusse et Grande-Bretagne (1780-1860)**

**Laura Péaud**

Thèse pour l'obtention du Doctorat de géographie  
Présentée et soutenue publiquement le 17 novembre 2014

Membres du jury :

Henri Desbois, Maître de conférences HDR à l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense  
(rapporteur)

Isabelle Lefort, Professeur de géographie à l'Université Lyon 2 (directrice)

Ulrich Päßler, wissenschaftlicher Mitarbeiter à l'Université Humboldt de Berlin

Philippe Pelletier, Professeur de géographie à l'Université Lumière Lyon 2 (président)

Jean-Yves Puyo, Professeur de géographie à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (rapporteur)





*À la mémoire d'Isabelle Thomas-Pottier*

# Remerciements

Même si le travail de recherche est solitaire, cette thèse n'aurait jamais pu voir le jour sans le concours de nombreuses personnes que je tiens à remercier particulièrement.

Comme l'a écrit Alexander von Humboldt à son ami le peintre François Gérard, « on ne travaille bien que là où d'autres travaillent mieux autour de vous ». En vertu de cette belle devise, je remercie très sincèrement ma directrice de thèse, Isabelle Lefort, grâce à qui j'ai appris à me construire en tant que jeune chercheuse. J'ai tout particulièrement apprécié sa disponibilité scientifique et humaine, qui ne s'est jamais démentie au fil de l'avancement de cette thèse, et sa bienveillance. Je la remercie aussi pour m'avoir guidée vers des voies aussi riches qu'inattendues, tout en m'ayant permis, et cela est infiniment précieux, de rester profondément libre.

Je tiens à remercier ensuite les membres du jury, qui ont accepté de prendre le temps de lire et d'évaluer mes recherches. Merci à Philippe Pelletier d'avoir accepté d'être président du jury, à Henri Desbois et Jean-Yves Puyo d'être les rapporteurs de ce travail et à Ulrich Päßler d'avoir fait le déplacement depuis Berlin.

Je remercie le CIERA (Centre interdisciplinaire d'études et de recherche sur l'Allemagne) qui m'a fait bénéficier de financements grâce auxquels j'ai pu réaliser un séjour long à Berlin.

Ich möchte meinen deutschen Freunden und Kollegen danken. Ich danke die Forscher der Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaften für ihre Nettigkeit, Ansprechbarkeit und ihre ewige gute Laune : die nette Kaffepause kann ich nie vergessen ! Dank Eberhard Knobloch, Ingo Schwarz, Regina Mikosch, Romy Werther, Thomas Schmuck und Ulrich Päßler waren meine Berliner Aufenthalte sehr angenehm. Ich danke auch sehr herzlich Ann-Christine und Johannes für ihre Freundlichkeit : Bier, Kaffee, Pancakes und schöne Wanderungen waren eine sehr gute Hilfe !

Je dois des remerciements à plusieurs de mes professeurs, sans qui je n'aurais pas eu le goût de la géographie, de l'histoire et des lettres. Merci tout d'abord à Alice Schégerin, que j'ai retrouvée avec plaisir il y a quelques mois. Mes pensées vont tout spécialement à Isabelle Thomas-Pottier, qui m'a prodigué des précieux conseils. Merci à mes professeurs d'hypokhâgne et de khâgne du lycée Guist'hau à Nantes. Merci à Yves Touchefeu pour sa très grande bienveillance. Merci à Robert Cheize pour m'avoir fait découvrir et aimer la géographie. Merci surtout à Gilles Candar pour son extrême gentillesse, sa passion pour l'histoire, qu'il a réussie à me transmettre et que j'essaie de développer, et son amour des bonnes choses ! Je tiens aussi à remercier Myriam Houssay-Holzschuch, qui m'a convaincue de l'intérêt de se poser des questions sur ce qu'on fait et m'a encouragée dans la voie des recherches en histoire de la géographie.

Les séances de travail à Bron-sur-mer n'auraient pas été les mêmes sans la joyeuse bande qui a animé l'IRG ces dernières années. Un énorme merci à Pascale, ma grande sœur de thèse avec qui j'ai pu régulièrement exprimer mes doutes scientifiques et pédagogiques, autour d'un thé et de quelques douceurs ! Merci à Quentin, joyeux luron grâce à qui je me sentais moins seule dans mon champ épistémologique ! Un grand merci à tous les autres, Adrien, Clémentine, Jérôme, François, Ferréol, pour leur bonne humeur quotidienne. Un remerciement tout spécial à Anne-Laure, notre gestionnaire-ange gardien de Bron !

Je remercie très chaleureusement ma *dream team* de relecteurs de thèse : un grand merci à tous

ceux qui ont pris du temps, parfois sur leurs vacances, pour relire un morceau de ce travail. Disponibilité, efficacité et bienveillance ont été les maîtres mots de ce travail à plusieurs : un trio gagnant ! Vous aurez les gâteaux au chocolat promis !

Une pensée va à mes amis, qui sont là depuis longtemps avant la thèse. Merci à Élodie et Élise, mes sœurs de cœur. Merci à mes Nantaises adorées : Amélie, Amandine, Karell, Mailys, Élisabeth, Gwenaëlle. Un merci spécial à Amandine et Karell, mes thésardes préférées, pour n'avoir pas déserté pendant l'été ! Merci à la petite bande de Lyonnais, fidèle depuis les amphis de Bron, et qui continue de s'agrandir : Audrey, Sophie, Matthieu, Jean, François, Geoffroy, Marion, Maria, Louis, Louna et Calixte. Un merci particulier à Claire, Matthieu, Maria et François de m'avoir régulièrement prêté leur canapé lyonnais ! Merci aux Clermontois, notamment Corinne et Philippe. Pour terminer le tour de France, merci aux Toulousaings : merci à Nesrine pour les soirées en terrasse, merci à Céline pour les séances de sport salvatrices, merci aux copines de la chorale !

Je remercie ma maman, Marie, d'être toujours là quand j'ai besoin d'elle et plus encore. Je remercie ma sœur, Clémence, mon soleil brésilien, et Lucas. J'adresse une pensée à mes grands-mères, qui doivent être rassurées que j'aie enfin terminé mes études. Je remercie mon père, Jean-Jacques, pour m'avoir transmis la curiosité pour le monde qui nous entoure.

Un très grand merci enfin à Rémy, qui a supporté quotidiennement et patiemment mes errements existentiels de thésarde (parfois) en détresse et qui a toujours répondu présent.

À vous tous, je veux dire très sincèrement : Merci beaucoup ! Herzlichen Dank !



Cette thèse a été réalisée avec le soutien du CIERA (Centre interdisciplinaire d'études et de recherche sur l'Allemagne) via le programme d'aide à la mobilité vers les pays germanophones.

The logo for CIERA, featuring the word "ciera" in a stylized, teal-colored, italicized serif font. The letters are lowercase, and the 'i' has a distinct dot. The overall style is elegant and academic.

# Sommaire

Remerciements.....	4
Sommaire.....	7
Introduction générale.....	10
Introduction de la première partie.....	34
Chapitre 1. 1780-1815 : Pluralité et variété des savoirs géographiques.....	37
Chapitre 2. 1790-1815 : Affirmations nationales et augmentation de la demande de savoirs géographiques.....	68
Chapitre 3. L'information d'une discipline géographique naissante par le politique.....	96
Chapitre 4. Déclinaisons individuelles autour de l'ambition universaliste.....	143
Conclusion de la première partie.....	179
Introduction de la deuxième partie.....	184
Chapitre 5. La création de lieux dédiés aux savoirs géographiques.....	190
Chapitre 6. Les gestes du géographe : apparition et fixation progressive de figure(s) de géographes.....	250
Chapitre 7. Mettre géographiquement le monde en récit.....	298
Chapitre 8 : Entre Nationalgefühl et Universalismusgebot, positionnement et discours des géographes.....	374
Conclusion de la deuxième partie.....	390
Introduction de la troisième partie.....	394
Chapitre 9. Entre résistance et délitement de l'exigence universaliste : la situation des savoirs géographiques au milieu du XIXème siècle.....	398
Chapitre 10. L'ambition coloniale comme horizon des savoirs géographiques ?.....	460
Chapitre 11. Nations et savoirs géographiques : entre collusion et distanciation.....	517
Conclusion de la troisième partie.....	561
Conclusion générale.....	566
Bibliographie.....	578
Annexes.....	598
Index.....	614
Table des figures.....	617
Table des matières.....	621





# INTRODUCTION GENERALE

---



# Introduction générale

## *Retour sur un épisode lisboète*

Alors que je participais à Lisbonne à un colloque sur le thème très vaste et très riche de la science coloniale en novembre, un épisode à la fois curieux et très intéressant s'est déroulé devant moi, qui a contribué à renforcer mes choix de recherche. Je présentais à cette occasion une communication dans une session portant sur les enjeux de cartographie, de détermination des frontières et, plus généralement, des connaissances géographiques des territoires coloniaux. Une fois les présentations achevées, un temps de questions permettait de prolonger les réflexions soulevées par les différents intervenants. La discussion s'engagea alors sur le rôle et la place des savants en contexte colonial, en particulier dans leur lien avec les instances politiques et militaires. Mais elle dépassa aussi, d'une façon très naturelle et intéressante, le strict contexte colonial : la question fut ainsi déportée vers toutes les situations dans lesquelles le monde scientifique se trouve en relation, plus ou moins étroite, avec le monde du pouvoir (qu'il soit entendu au sens politique, militaire ou économique). Une interrogation, à mon sens essentielle, émergea alors au fil de la discussion : au-delà du contexte colonial, qui constitue sinon une forme de parangon des interactions entre science et savoir, comment peut-on, ou doit-on, en tant que savant se situer par rapport au pouvoir ? Dans la mesure où, et les intervenants comme le public présent dans la salle semblaient en être intimement convaincus, le politique et le scientifique sont essentiellement connectés, comment en tant que chercheur parvenir à prendre conscience de cet état de fait et à l'intégrer dans ses recherches ? Cela revient en définitive à questionner la posture à adopter par le corps scientifique vis-à-vis de la situation de plus ou moins grande proximité dans laquelle il se trouve par rapport au politique. Nous en étions là de nos interrogations lorsqu'une chercheuse, d'âge mûr, prit la parole. Quelle ne fut pas ma surprise de l'entendre dire que, pour sa part, elle ne se sentait absolument pas concernée par la discussion en cours, puisque, je rapporte ses propos de mémoire, elle n'avait jamais fait ses recherches avec le champ politique, que celui-ci n'avait strictement rien à faire avec sa pratique de recherche et qu'elle parvenait sans peine à produire du savoir « neutre », c'est-à-dire détaché de toute contingence politique voire même culturelle. Elle finissait par mettre en cause la pertinence même de nos propos précédents : pourquoi s'intéresser aux rapports entre science et politique, puisque ces deux sphères fonctionnent indépendamment ? Tel était en substance le fond de sa pensée. Un échange de regards gênés s'en est suivi entre les différents participants à la discussion, personne ne sachant réellement comment répondre à ce qui m'est apparu comme la manifestation d'une naïveté que je ne soupçonnais pas au sein du corps scientifique. Sa remarque était peut-être porteuse d'une très grande provocation, mais je crois plutôt, au contraire

qu'elle dénotait l'adhésion à l'évidence de la neutralité scientifique. Une neutralité qui a participé à la fabrication même de la science, dans la mesure où elle lui a historiquement servi de substrat.

Au-delà de l'étonnement évident suscité par de telles remarques, en particulier dans le cadre d'un colloque qui manifestement dans le choix de son thème mettait indubitablement l'accent sur les liens entre science et pouvoir, cette intervention a donné à ma propre réflexion du grain à moudre. Si j'étais déjà intimement convaincue de l'intérêt de mon objet d'étude, les relations entre savoirs géographiques et sphère politique, et sûre du bien-fondé et de la légitimité d'un tel objet, cet échange m'a confortée dans mon approche et démarche. Cette question des rapports entre savoir et pouvoir, maintes fois posée en histoire et en épistémologie des sciences (Foucault, 1975 ; Gauchet, 1985, 2003 ; Weber, 2002) mérite de continuer à être travaillée, en géographie. Cet épisode lisboète m'a apporté la preuve de l'importance qu'il y a aujourd'hui à réfléchir au contexte de production de la science, que ce contexte soit une situation coloniale ou non.

### ***Écrire une thèse en histoire et en épistémologie de la géographie***

Cet épisode lisboète m'a profondément décontenancée, mais m'a aussi permis d'asseoir la légitimité des interrogations scientifiques que je porte depuis plusieurs années. En ce sens, il a permis la vérification, à travers la continuation d'un processus réflexif sur *mes* propres pratiques, de ma posture scientifiques et a largement contribué à affirmer et à assurer mon positionnement.

### ***Retour sur un parcours de recherche***

Pour commencer, cet épisode a balayé les doutes que je pouvais encore nourrir quant à la légitimité de faire une thèse en histoire et en épistémologie de la géographie. Car cette posture m'est toujours apparue comme relativement inconfortable, bien que parfaitement assumée. En dépit d'un *cursus* en géographie, mon appétence pour l'histoire me place dans une position d'entre-deux qui suscite parfois dans la sphère académique une certaine réticence. Même si ce champ de recherche se développe largement depuis plusieurs années, faire de l'histoire de sa discipline ferait dans une certaine mesure sortir du champ de sa propre discipline. Et ce pour plusieurs raisons. D'une part, car la géographie doit se préoccuper du temps présent, du contemporain ; elle s'est construite historiquement sur cet horizon (Lefort, 2014), et dans une moindre part sur celui de la prospection, et laisse à sa rivale l'histoire le champ du passé. D'autre part, et c'est particulièrement vrai pour la géographie française, la discipline géographique fonde sa légitimité sur une pratique du terrain. Cette pratique constitue un élément essentiel de structuration et d'identification de la géographie (Calbérac, 2010). De plus, si la pratique réflexive s'impose peu à peu à la géographie, à l'instar des habitudes cultivées dans les autres sciences humaines, elle demeure encore un *habitus* à affirmer. Pour ces raisons majeures, faire le choix d'une thèse en histoire et en épistémologie de la géographie contribue encore, d'après les critères énoncés plus haut, à me placer partiellement hors-champ. Hors de la pratique du terrain, car mes recherches reposent sur un travail d'archives ; hors de l'horizon contemporain, car j'interroge un



moment passé ; hors de la dimension pratique fortement implantée en géographie, car je me situe sur une posture réflexive et critique.

Pour autant, il m'est apparu très tôt que *faire* de la géographie sans réfléchir à ce que recouvre ce terme, du point de vue des pratiques, des méthodes, de outils, des concepts, bref en prenant en compte tout l'outillage épistémologique et sociologique qui soutient et structure le savoir-faire disciplinaire contemporain, était vain et appauvrissait considérablement ce *faire*. En quelque sorte, il m'apparaissait nécessaire d'appréhender cette science en conscience, d'interroger ce qui fait son essence et comment elle *fait* science.

Mes propres réflexions s'inscrivent dans un certain renouveau historiographique au sein de la discipline géographique française, bien visible depuis une vingtaine d'années, et amorcé depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle. La sphère de la géographie française rattrape ainsi son retard sur le monde anglophone, et même germanophone, bien plus habitués à réfléchir sur les modalités du *faire* géographique. Ces deux sphères cultivent en effet une vraie tradition de la réflexivité et de l'historicisation des pratiques géographiques (voir par exemple : Clout, 2009 ; Engelmann, 1983 ; Livingstone, 2005 ; Schröder, 2011 ; Withers, 2007). Du côté français, quelques travaux portent sur la dimension historique de la discipline, mais souvent de manière érudite (Broc, 1972). Et, mis à part quelques pionniers, notamment Philippe Pinchemel (voir Pinchemel, 1988, 2005), l'intérêt pour les questions historiques et épistémologiques ne se développe réellement qu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Cet intérêt prend appui sur quelques moments forts de la discipline : l'après 1870 pour Isabelle Lefort (Lefort, 1992) et surtout le moment vidalien, qui constitue une période essentielle d'interrogations pour les géographes, notamment pour Marie-Claire Robic (Robic, 2001) ou Olivier Orain (Orain, 2003). De plus, un véritable courant de géohistoire apparaît, notamment grâce aux travaux novateurs et inspirants de Christian Grataloup (Grataloup, 1996, 2007). La géographie se positionne ainsi progressivement comme une science ayant une véritable légitimité à réfléchir elle-même à la manière dont elle produit ses savoirs, sans laisser cette partie à l'histoire, à la sociologie ou à la philosophie (même si cette habitude se nourrit bien sûr des relations fécondes entretenues avec ces champs). Les réflexions historiques et épistémologiques se structurent peu à peu par leur institutionnalisation progressive : au sein par exemple de l'équipe d'accueil E.H.G.O. (UMR Géographie-cité). Un développement contemporain de ce type de recherche est également bien visible parmi les géographes français, en particulier au sein de la jeune génération. Que ce soit sur des moments ou des courants géographiques, je pense à la thèse de Gaëlle Hallair sur la *Landschaftkunde* de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle (Hallair, 2010), sur des pratiques, par exemple à travers la thèse de Yann Calbérac sur le terrain (Calbérac, 2010), sur des objets : Nicolas Canova s'est penché sur les liens entre géographie et musique (Canova, 2014), ou encore sur des géographes, notamment le travail de Ségolène Débarre sur les géographes allemands de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle (Débarre, 2011), les travaux en histoire et en épistémologie de la géographie se multiplient ces dernières années, constituant pour certains une vogue historiographique (Robic,

2006(b)).

### *S'inscrire dans des préoccupations contemporaines*

Sans constituer un déferlement, il est indéniable que les questionnements historiques et épistémologiques constituent désormais une vague de fond dans la géographie française contemporaine. Les thématiques de recherche actuelles et les grands courants qui traversent la discipline soutiennent mes recherches et forment des axes de réflexion tout à fait heuristiques.

Tout d'abord, je souscris à - et m'inscris pleinement dans - la montée en réflexivité constatée depuis plusieurs années en géographie, mais aussi dans l'ensemble de la sphère des sciences humaines et sociales. Cette injonction à réfléchir à ce que l'on fait procède d'un retour en grâce du sujet et, plus généralement, de la subjectivité dans les modalités de production scientifique. L'ère de la post-modernité revalorise le lien objet-sujet, et ce faisant, plutôt que de s'attacher à en démontrer la distance, elle vise au contraire à mettre à jour les relations complexes qui nouent le chercheur à son objet (De Certeau, 1990 ; Latour, 1989 ; Latour et Woolgar, 1996). Comprendre en effet comment l'on passe d'un sujet (compris au sens individuel comme collectif) à une production scientifique, ce qui se joue dans le passage de l'intentionnalité à l'effectivité me paraît en effet très riche de sens. Faire acte de réflexivité de manière contemporaine à ses propres travaux semble la meilleure façon de savoir d'où l'on part, d'où l'on parle, pour comprendre où l'on arrive. Mais l'exigence de réflexivité peut aussi s'entendre sur le temps long de la discipline : convoquer le passé pour (ré)envisager le présent rend possible un jeu de miroir réfléchissant. C'est cette perspective que j'embrasse depuis mes recherches de master, qui portaient sur Alexander von Humboldt (Péaud, 2009, 2011), à savoir conjuguer un enjeu réflexif à une dimension historique. C'est également ce qui anime cette recherche doctorale, dans laquelle j'interroge les manières de faire géographiques dans une perspective croisée entre France, Prusse et Grande-Bretagne au début du XIX<sup>ème</sup> siècle.

D'autres inspirations provenant du courant de géographie culturelle nourrissent mes recherches, ce courant s'inscrivant lui-même dans le tournant plus vaste des *cultural studies* (Hunt, 2013). En posant le caractère situé des savoirs géographiques, le tournant culturel pousse depuis une vingtaine d'années à interroger les liens entre notre discipline et son contexte sociétal (Claval et Staszak, 2008). Cette approche, qui met en avant l'importance essentielle de l'environnement, social, économique, politique et culturel, dans le processus de production des faits sociaux, peut tout à fait être intégrée dans des questionnements épistémologiques. Elle rejoint de ce fait les travaux de Bruno Latour, qui conçoit la production scientifique comme un fait social semblable à tous les autres (Latour, 1989, 1998). Cet apport combiné du *cultural turn* et du *spatial turn* est particulièrement fécond, dans la mesure où il me permet d'envisager les liens entretenus par les savoirs géographiques avec le politique, ce qui nous intéresse ici au premier chef, de manière systémique tout en distinguant les particularités propres à chaque sphère. La problématique des savoirs situés me paraît d'une très grande richesse

heuristique, et je la fais pleinement mienne à l'occasion de ces recherches doctorales. Je reviendrai plus avant par la suite sur les usages que j'en fais.

Ensuite, les apports du tournant culturel sont pour moi de plusieurs ordres, qui s'articulent les uns aux autres. Tout d'abord, en termes d'objets : il invite à penser politique et géographie comme des univers particuliers, dotés d'éléments matériels et surtout idéels qui les définissent. Ces univers se déclinent à l'échelle collective et aussi individuelle. Cette dernière, celle du géographe pour moi, est particulièrement mise en valeur dans la géographie culturelle et encourage la mobilisation de matériaux originaux relevant du domaine de l'intime (correspondances, journal de voyage, croquis). En termes de matériaux, le tournant culturel offre donc de nouvelles possibilités. Le texte, figure scientifique majeure de l'ère moderne (Berthelot, 2003), laisse aussi la place à des supports matérialisant le caractère évolutif et toujours finalement transitoire, ou intermédiaire, de la production scientifique (Hébert, 2009). Enfin, et c'est le troisième enjeu que je relèverai, aux représentations devenues objets à part entière, et que le tournant culturel permet de révéler à travers une mobilisation de nouveaux matériaux, s'articule une approche culturelle qui vise à leur associer un/des mode(s) de conception de l'espace. La géographie culturelle, en valorisant bien évidemment la dimension spatiale, permet en effet de mettre à jour des schèmes spatiaux associés à des groupes ou à des individus (Besse, 2004). Dans la mesure où cette thèse interroge les relations entre le champ des savoirs géographiques et le champ du pouvoir au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, cette approche culturelle de l'espace s'intègre pleinement à mes réflexions.

Les apports de la géographie culturelle sont donc multiples et ouvrent des horizons très riches aux recherches en histoire et en épistémologie de la géographie. Pour autant, ils soulèvent aussi quelques difficultés sur le plan méthodologique. La convocation de matériaux de différentes natures et de différents statuts pose par exemple le problème de leur articulation. De plus, la géographie culturelle convoque des approches venues d'autres champs disciplinaires (sociologie, histoire, philosophie, philosophie des sciences) et appelle à la trans- et pluridisciplinarité ; mais cette injonction remet en question la délimitation de chaque disciplinaire et soulève en creux l'enjeu de l'identité de la discipline géographique. À l'occasion d'une journée d'étude tenue en mars 2014, Quentin Morcrette et moi-même soulevions justement cet enjeu qui traverse aujourd'hui la géographie<sup>1</sup>. Deux questions centrales : qu'apporte-t-on en tant que géographe dans l'interaction avec les autres sciences sociales ? Et, surtout, que reste-t-il du projet géographique dans le dialogue qui s'engage avec les autres disciplines ? Le tournant culturel invite en effet à se questionner sur l'effet miroir qu'engendre la mobilisation de nouvelles approches, c'est-à-dire sur la capacité qu'a la mobilisation de savoirs et savoir-faire venus d'autres disciplines à révéler les habitudes, mais aussi les failles méthodologiques ou théoriques de la géographie. Sans prétendre faire un sort à cette interrogation très vaste, cette thèse

---

1 Cette journée d'étude a eu lieu le 21 mars 2014 à l'ENS de Lyon, dans le cadre de l'UMR 5600 – EVS. Elle portait sur les approches historiques et épistémologiques en géographie aujourd'hui et visait spécialement à interroger les nouvelles approches et nouveaux objets que la géographie fait siens depuis quelques décennies.



entend apporter quelques éclairages sur ce sujet. Le regard porté vers les sphères germanophone et anglophone permet de continuer à ouvrir l'horizon géographique français à d'autres habitudes et façons de faire disciplinaires et de participer au courant de l'histoire transnationale (Heilbron, 2009).

En positionnant ce travail dans les axes de réflexion contemporains de la discipline, je revendique une inscription pleine et entière dans le champ de la géographie. Mes incursions dans des champs disciplinaires connexes (histoire, sociologie) et le choix d'embrasser des questionnements historiques et épistémologiques participent au renouveau historiographique engagé depuis plusieurs années dans la géographie française.

### ***Présentation du sujet de thèse***

« États et savoirs sur le monde en France, Prusse et Grande-Bretagne (1785-1860) » : que cache exactement ce titre ? Après avoir affirmé fortement mon positionnement dans le champ de l'histoire et de l'épistémologie de la géographie, il est temps d'entrer dans le cœur de mon objet de recherche.

### ***Articuler géographie et politique***

Mon mémoire de master 2 portant sur la question des relations entre sphère scientifique et sphère du pouvoir a été l'occasion de travailler sur le parcours d'Alexander von Humboldt. Cet exemple m'a semblé être un axe de réflexion à poursuivre. Le champ politique, interrogé dans son rapport à l'histoire des sciences, devient un enjeu croissant de la réflexion épistémologique (Gauchet, 1985, 2003 ; Weber, 2002). L'élucidation des relations entre champ scientifique et champ politique émerge peu à peu en épistémologie de la géographie, mais demeure un questionnement encore mineur, alors même que les autres sciences humaines en ont fait un objet à part des interrogations historiographiques. Les travaux fondateurs de Michel Foucault ne sont bien sûr pas étrangers à cet intérêt (Foucault, 1969, 1975). Les champs de la géographie et du politique ne sont pourtant pas dissociables l'un à l'autre. Géographie et politique sont tout d'abord articulés dans leurs usages. Ceux-ci relèvent de la cartographie, d'une part, et du domaine de l'expertise et de l'intervention, d'autre part (Palsky, 1996). Historiquement, la géographie est un domaine de l'expertise, au service de l'État, comme le montre parfaitement Henri Desbois (Desbois, 2012). Ensuite, les champs de la géographie et du politique sont liés dans le registre des modalités : les connaissances géographiques sont en effet traditionnellement mobilisées dans les entreprises de maillage politique des espaces. L'exemple de Vidal de la Blache aidant au tracé de la frontière entre Brésil et Guyane française ou l'actualité plus récente du découpage régional en constituent deux exemples parmi d'autres. Enfin, ils sont articulés du point de vue des périmètres d'objet reconnus par les géographes. Le « politique » fonctionne comme un objet de la géographie, dont les modalités analytiques ont largement évolué. Claude Raffestin dans *Pour une géographie du pouvoir* (1980) démonte et démontre bien comment l'on est passé d'une géographie politique centrée sur l'État (Ratzel, 1923 (1897)) à une géographie politique centrée sur l'analyse du pouvoir (Claval, 1978 ; Lacoste, 1976, 2002, 2003). Il insiste sur la notion de dissymétrie,

qui est centrale pour comprendre les relations que peuvent tisser deux acteurs.

Aujourd'hui, les travaux épistémologiques en viennent à considérer le politique (voir définition infra) comme un opérateur de la fabrique géographique (Besse, Blais, Surun, 2010 ; Blais, 2005). Bien que les champs de la géographie et du politique aient déjà été l'objet de regards croisés, peu de travaux ont encore été réalisés de manière systématique sur la place du politique dans le développement et la construction de la discipline. Dans le cas de la géographie, ces recherches sont seulement esquissées par plusieurs chercheurs. Et paradoxalement, ces chercheurs ne sont eux-mêmes pas géographes de formation. Cette question intéresse des philosophes, comme Jean-Marc Besse (Besse, Blais et Surun, 2010), ou bien des historiens, tels que Hélène Blais ou Isabelle Laboulais-Lesage (Blais, 2005 ; Laboulais-Lesage, 1999, 2008). Ce projet fait le pari que les géographes eux-mêmes peuvent s'emparer de manière opératoire de cette question. Partir des notions de dissymétrie et de pouvoir, utilisées plus traditionnellement dans la géographie politique appliquée à un territoire, permettrait de s'attacher à un champ de l'histoire et de l'épistémologie des sciences encore peu exploré. C'est justement la notion de dissymétrie, à travers ses manifestations et ses motivations, qu'il s'agira d'explorer, dans le cadre d'une analyse relationnelle de deux champs distincts.

Pour ce faire, une définition des deux objets en jeu est nécessaire. Le premier pôle de l'analyse relationnelle se situe du côté des savoirs géographiques. Entre 1780 et 1860, la discipline moderne telle que nous la connaissons et pratiquons aujourd'hui est en voie de constitution. À l'instar d'autres sciences à cette époque, telles que l'histoire, elle connaît un processus d'individuation et d'institutionnalisation (Claval, 2004, 2001). Le paysage scientifique européen se transforme : d'un projet encyclopédiste et universaliste émergent progressivement plusieurs disciplines individualisées (Besse, Blais, Surun, 2010 ; Schröder, 2011). La géographie voit son épistémologie peu à peu stabilisée : on passe progressivement de savoirs géographiques, marqués par une essentielle pluralité de leurs modalités de production, à une science géographique. Les savoirs géographiques font peu à peu science, c'est-à-dire corps autour de pratiques, d'objets, d'outils et de méthodes disciplinaires, la fondation des premières sociétés de géographie entre 1820 et 1830 en témoigne (Lejeune, 1993). C'est dans l'atmosphère intellectuelle des Lumières que celle-ci trouve des conditions favorables à sa construction. Les philosophies du contrat social, telle celle de Rousseau, qui croient en une société perfectible, donnent un nouvel élan à la géographie politique. Parallèlement, l'usage des statistiques se développe (Bourguet, 1989 ; Palsky, 1996). La géographie se préoccupe alors du devenir de la société et constitue, dans une mesure qu'il s'agira d'évaluer et de qualifier, un véritable outil au service du politique. Sa place et le contenu de sa production évolue au fil de la période : l'épisode révolutionnaire de même que le développement des entreprises coloniales redéfinissent son rôle.

En regard des savoirs géographiques, un autre objet complexe est convoqué dans cette étude : le champ politique. Tout d'abord, la nature, la taille ou encore la stabilité du maillage politique considéré sont différents dans les trois sphères culturelles abordées (France, Prusse et Grande-

Bretagne<sup>2</sup>). Un des enjeux de cette thèse réside précisément dans la prise en compte différenciée de ces trois sphères et dans la mise en perspective de ces trois contextes avec les modalités de production des savoirs géographiques qui y président. Ensuite, le champ du politique comprend deux niveaux distincts mais néanmoins liés : il est fait de l'imposition d'un pouvoir sur/dans un territoire ; cette imposition étant mise en œuvre par des institutions, des normes, des organes et acteurs. Même si les facteurs du politique prévaudront dans cette recherche doctorale, il est évident que des éléments (diplomatiques, économiques...) de la politique menée par ces différents États ne sauraient être évacués. Si l'accent est mis sur le premier terme, le binôme conceptuel *politics/policy* (le politique/la politique) constitue le deuxième pôle de l'analyse. Lorsque j'emploie le terme « le politique » dans le cours de cette thèse, cette expression recouvre les acteurs, voire les actants de la décision politique, qui seront précisés à mesure de leur convocation dans les analyses. Ce qui intéresse *in fine* cette recherche se situe dans l'interface entre la construction, effective et envisagée, d'un projet étatique et la fabrication de la science géographique. L'analyse des éléments constitutifs de la relation (acteurs, finalités, stratégies, *media* de la relation, composantes spatiales et temporelles) constitue une entrée opérationnelle pour interroger, qualifier, mesurer la relation entre le champ des savoirs géographiques et le champ du politique.

#### *Comparer et croiser trois sphères culturelles : France, Prusse et Grande-Bretagne*

Le périmètre géographique de cette recherche propose d'emblée une perspective comparatiste et croisée, dans la mesure où il embrasse trois sphères culturelles à la fois proches et distantes de par leur histoire et leurs caractéristiques politiques et culturelles. Il concerne la France, État constitué et centralisé, la Prusse, royaume à l'origine de l'unification allemande, et enfin la Grande-Bretagne, État fait d'une mosaïque de différentes nations. Le choix de ces trois pôles, prussien, britannique et français, n'est évidemment pas le fruit du hasard. Au cours de ce moment de transition et d'évolution aussi bien politique que scientifique que constitue la période 1780-1820, ces trois ensembles ont des fonctionnements à la fois très semblables et spécifiques aussi bien sur les plans scientifique que politique. Tout d'abord, ce sont trois espaces de l'institutionnalisation précoce de la géographie. Les premières sociétés de géographie y voient le jour (Lejeune, 1993). Je reviendrai bien évidemment sur cet épisode majeur. Selon des calendriers différents, ces trois espaces s'engagent aussi dans le processus de construction nationale (Aguilhon, 1979), voire dans le processus colonisateur (France et Grande-Bretagne). Mais de grandes divergences marquent aussi ces espaces. Sur le plan intérieur, ils ne connaissent pas tous des régimes politiques de même nature. La France est marquée par une certaine instabilité, entre Révolution et Restauration. La Prusse initie au XIX<sup>ème</sup> siècle sa construction nationale et soutient l'idée d'une unité nationale allemande. La Grande-Bretagne a sans doute le régime

---

2 Lorsque je parle de « la France », « la Prusse » et « la Grande-Bretagne » dans la suite de la thèse, j'opère un raccourci qui ne doit pas cacher la complexité de ces termes. Je suis consciente que cela procède d'un nominalisme facilitant, qui ne doit pas cacher les acteurs (notamment et en particulier les classes politiques), que je serai amenée à préciser au fur et à mesure des développements.

politique le plus stable des trois, car sa révolution date de la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle, mais elle est aux prises avec les multiples nationalités constitutives du pays : anglaise, galloise, écossaise, irlandaise, cette dernière étant particulièrement problématique (Kenny, 2004). Sur le plan extérieur, l'horizon de la colonisation se dessine : ces trois pôles y sont engagés d'une façon qui bouleverse le rapport à l'espace-monde et la gestion de l'espace (Grataloup, 2007), mais de manière inégale. La France et la Grande-Bretagne relancent ce processus fortement, alors que la Prusse se concentre sur son espace national.

Ces trois sphères constituent le support de l'analyse relationnelle entre politique et géographie qui forme le cœur de cette recherche. En considérant ces trois espaces ainsi que leurs extensions territoriales variables au fil de la période (évolution des frontières nationales, processus de colonisation), cette recherche s'inscrit de fait dans la problématique des savoirs situés (Jacob, 2007). Cette approche pose que le contexte, social, culturel et politique, dans lequel sont produits des savoirs possède un effet structurant sur ceux-ci, et pas seulement encadrant. Interroger le processus de construction disciplinaire, c'est-à-dire le passage des savoirs géographiques à une science géographique, dans un périmètre géographique comprenant trois sphères culturelles et politiques, invite *de facto* à mettre l'accent sur la manière dont chaque environnement politique informe, ou non, ce processus. Dans quelle mesure les relations entre géographie et politique sont-elles fondées sur des invariants d'une sphère à l'autre ? Comment, au contraire, peut-on identifier des modalités relationnelles propres à chacune des trois ensembles convoqués ici ? Pour le dire autrement, en quoi le processus de renforcement national à l'œuvre dans ces trois États donne-t-il lieu à des façons de faire nationales ? L'enjeu consiste donc à identifier comment la volonté de construire des États-nations, sur le plan politique, rejaillit sur les modalités de construction d'une science géographique. Car l'hypothèse qui structure l'ensemble de ce travail pose que l'examen des modalités de la production des savoirs géographiques ces trois sphères révélera des particularités nationales. Il s'agit donc à la fois d'identifier des manières nationales de faire de la géographie et d'identifier dans quelle mesure ces conditions de production sont influencées, informées ou suggérées par le politique, c'est-à-dire les acteurs qui agissent en fonction de projets, de stratégies et d'idéologies.

En faisant le choix de ces trois ensembles politiques et géographiques, cette recherche n'a de plus pas vocation à être seulement une pierre à l'édifice de l'épistémologie et de l'histoire de la géographie. Cela ne lui conférerait qu'une dimension rétrospective. Ce faisant, je souhaite au contraire éclairer le présent de la discipline, dont l'ouverture, la circulation et les intersections mobilisent aujourd'hui la dimension européenne (voire internationale). À ce titre, mobiliser les espaces français, prussien (et germanophone par extension) ainsi que britannique revient aussi à interroger la question du fait circulatoire, mobilitaire et réticulaire dans la pratique géographique. Dans le passage du siècle des Lumières à celui des nationalismes se joue le maintien d'un esprit universaliste. Or, l'enjeu de libre circulation des savoirs n'est pas étranger à la fabrique géographique contemporaine, dans la mesure où

elle s'insère dans l'internationalisation et la mondialisation des savoirs et y participe (Caillé et Dufoix, 2013). Dans un jeu de miroirs inversés par rapport à la situation contemporaine, l'examen de la période 1780-1860 devrait permettre d'apporter des clés de compréhension quant au fonctionnement actuel de la discipline.

Si le titre annonce une répartition égale des analyses, une hiérarchie s'opère en fait entre ces trois sphères géographiques, pour des raisons de temps mais aussi d'affinité. La France et la Prusse fonctionnent comme les pôles principaux de cette recherche. Ces deux sphères forment un diptyque fort, tandis que la sphère britannique fait l'objet d'éclairages ponctuels. Ces espaces n'ont donc pas le même statut au sein de ce travail, mais ils concourent tous à proposer une réflexion comparée et croisée.

### *Embrasser un temps long : de 1785 à 1859*

Outre un périmètre géographique étendu, cette recherche fait également le choix d'embrasser un temps long de l'histoire de la discipline. La période allant de 1785 à 1859 présente une unité temporelle sur les plans politique et géographique, de même qu'une périodisation assez marquée. En appui des paragraphes suivants, un tableau synoptique situé en annexes permet de revenir tout au long de la lecture au déroulement chronologique (voir annexe 1).

Le croisement de ces différents champs et échelles permet de faire ressortir la période 1785-1859, c'est-à-dire un long premier XIX<sup>ème</sup> siècle, comme les bornes temporelles de notre sujet. Ces deux dates correspondent à des symboles forts. 1785 voit en effet le départ de La Pérouse pour son voyage autour du monde, tandis que 1859 correspond à l'année de décès de deux géographes prussiens majeurs, Humboldt et Ritter, ainsi qu'à la parution de *L'origine des espèces* de Darwin, qui va modifier le contexte scientifique européen, voire mondial. Au-delà cependant de ces symboles, en quoi la période allant de 1785 à 1859 constitue-t-elle une matrice temporelle efficiente pour aborder la question des liens entre le champ politique et la sphère géographique en cours de construction ? Cette périodisation ne s'impose pas d'elle-même, mais tient compte de différents facteurs, qui sont de plusieurs ordres. Notre interrogation portant essentiellement sur les interactions entre les champs politique et géographique, ces derniers forment deux jalons essentiels à l'élaboration de la périodisation. Le champ de l'histoire des sciences doit également être mobilisé, ainsi que celui plus vaste de l'histoire culturelle. De plus, dans l'optique d'une histoire comparatiste et, plus encore, d'une histoire croisée (Werner et Zimmermann, 2003) sur laquelle nous nous appuyons, il faut dépasser la simple juxtaposition des chronologies nationales et cloisonnées, et faire interagir l'histoire de différents champs mobilisés, qu'ils soient thématiques ou spatiaux. Le choix de la période du travail doctoral procède d'une démarche de croisement entre ces multiples facteurs. Ceux-ci se déclinent à plusieurs échelles géographiques. Tout d'abord, c'est bien le contexte européen, dans une dimension d'histoire politique et culturelle, qui est pris en compte : il englobe et déborde la situation respective

des trois entités géographiques choisies, ainsi que les champs politique, scientifique et géographique. Ensuite, chacune de ses entités, France, monde germanique et Grande-Bretagne, possède une chronologie qui lui est propre, que le travail prend également en charge. Là encore, l'enjeu est de saisir conjointement les enjeux liés aux champs politique et géographique. À plus grande échelle et au sein de la sphère géographique, la chronologie des institutions et des individus est aussi d'importance et sera prise en compte dans le corps de la recherche.

Le choix de ce qu'on peut appeler le « moment 1800 » (Journée d'étude du Centre Alexandre Koyré, 2003) comme moment de focalisation relève tout d'abord d'un certain renouveau historiographique pour le premier XIX<sup>ème</sup> siècle. Sylvie Aprile souligne que l'histoire économique a ouvert la porte à un renouveau de la vision du XIX<sup>ème</sup> siècle (Aprile, 2010). Les dimensions économiques sociales et culturelles, prises en charge notamment par la *Revue d'histoire du XIX<sup>ème</sup> siècle*, permettent ainsi d'élargir l'historiographie de cette période. Ces nouvelles thématiques sont enrichies de plusieurs façons nouvelles de faire de l'histoire. L'histoire globale ou connectée d'une part, portée au départ par des chercheurs anglophones (Bayly, 2004 ; Cannadine, 2007) envisage les connexions globales de questions auparavant traitées localement. La colonisation et les transferts scientifiques et culturels constituent notamment des axes de réflexion. D'autre part et de façon complémentaire, l'histoire croisée (Frank et du Réau, 2002 ; Werner et Zimmermann, 2004) propose depuis la chute du mur de Berlin et l'affirmation du processus de construction européenne d'interroger des objets historiques à la lumière de croisements temporels et spatiaux. L'ensemble de ces renouveaux historiographiques enjoint à changer de regard sur le premier XIX<sup>ème</sup> siècle. Sans dénier l'importance du politique à cette époque, il s'agit de l'articuler avec d'autres champs.

Ce changement de vision historiographique intervient aussi chez les historiens de la géographie. Dans leur introduction à *Géographies plurielles*, Hélène Blais et Isabelle Laboulais-Lesage (2006(a)) remarquent en effet que la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle et le début du XIX<sup>ème</sup> siècle constituent un impensé collectif chez les géographes. Pris en tenaille entre l'âge d'or des explorations (XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles) (voir les travaux de Broc : 1972) et la création de l'École française de géographie (Berdoulay, 1995 ; Robic, 2006(a)), cette époque a longtemps été perçue comme digne d'une moindre attention. Cela s'avère également une réalité de la bibliographie anglophone (Withers, 2006). Le monde germanophone a plus tôt fait une place à cette période, en considérant notamment de façon hagiographique les deux héros de la discipline, Humboldt et Ritter (Engelmann, 1983). Cette tendance générale à impenser cette période s'inverse cependant depuis une dizaine d'années. Des historiens ont engagé ce mouvement : Marie-Noëlle Bourguet, Hélène Blais, Isabelle Laboulais-Lesage ou encore Isabelle Surun soulignent, entre autres, la richesse et la multiplicité des géographies et géographicités du moment 1800. Des philosophes des sciences poursuivent également ce mouvement. Les travaux de Jean-Marc Besse s'inscrivent par exemple dans cette tendance : après avoir porté sur les XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècle (Besse, 2003(a), 2004), ils se décalent temporellement vers le XVIII<sup>ème</sup> siècle (Besse,

Blais, Surun, 2010). Au tour des géographes de poursuivre l'examen de cette période passée sous silence, sous prétexte d'un manque d'intérêt et d'un écrasement par les moments encadrants.

Sans entrer ici dans le détail précis de la périodisation, voici rapidement quelques clés de lecture de ce long moment 1800 qui permettent de découper la période 1785-1859 en trois temps. Sur le plan politique, il faut constater une permanence de l'horizon révolutionnaire au cours de cette période, avec quelques épisodes marquants (1789-1815, 1848) que l'on retrouve dans les trois sphères, bien que les modalités soient distinctes, ce que nous serons amenés à repréciser. En outre, cette période est aussi celle des affirmations nationales : l'esprit des Lumières laisse place à la montée progressive des nationalismes, qui résultent pour une bonne part de la Révolution française (Aprile, 2010). Ainsi, chaque sphère engage un processus de consolidation nationale interne, dont, là encore, les modalités devront être examinées (Caron et Vernus, 2004 ; Droz, 1945). Sur le plan scientifique, et du point de vue des savoirs géographiques plus particulièrement, cette période correspond à une volonté de disciplinarisation<sup>3</sup>. Celle-ci touche bien d'autres sphères que la géographie (Dhombres et Dhombres, 1999 ; Schulze, 2007). D'une manière concomitante dans les trois sphères de cette étude, ceux qui commencent alors à se définir comme géographes prennent conscience de la nécessité de faire science et s'en donnent peu à peu les moyens (institutionnels, intellectuels, méthodologiques). Ce processus en cours tout au long de cette période interpelle, dans la mesure où sa chronologie coïncide avec les bouleversements politiques à l'œuvre. Un élément symbolique l'illustre : la décennie 1820 voit la création de trois sociétés de géographie dans chacune des villes capitales (Paris, Berlin, puis Londres), alors même que ce moment est aussi celui d'une prise de conscience politique et culturelle de plus en plus marquée en faveur du fait national. Il s'agira de questionner plus avant ce parallélisme apparent : au-delà de la coïncidence, peut-on identifier des processus communs à ces deux mouvements, la montée des nationalismes et la montée en discipline des savoirs géographiques ? Cette question constitue l'un des enjeux principaux de cette recherche, dans la mesure où elle vise à mettre au jour à la fois des invariants dans la disciplinarisation géographique à l'échelle européenne et des particularités nationales.

Pour terminer sur l'élément temporel, un découpage en trois sous-périodes paraît pertinent :

- 1785-1815 : à un moment de bouleversement politique répond une restructuration complète du système scientifique européen. Cette période est celle d'une valorisation politique et étatique des savoirs géographiques et de leur reconnaissance sociétale. Cela s'accompagne de la part de ceux qui commencent à se reconnaître comme géographes de l'expression d'une volonté disciplinaire.

---

3 Ce concept est ici convoqué en référence aux travaux foucauldien. Pour Foucault, la disciplinarisation comprend deux volets conjoints : un premier qui tient à la fabrication disciplinaire, au sens de transmission des savoirs, et un deuxième volet, intrinsèquement lié au premier, qui s'attache à la normalisation des modalités de l'organisation et de la production scientifique (Foucault, 1969, 1975).

- 1815-1840 : ce moment est celui de la recherche d'un nouvel ordre politique à l'échelle européenne, qui passe par une montée des nationalismes. La nation devient alors l'échelon majeur à travers lequel les territoires européens sont pensés et administrés par le politique : cette délimitation devient alors une catégorie de pensée de l'espace pour soi. La disciplinarisation des savoirs géographiques s'amorce, grâce à l'impulsion du champ scientifique lui-même, mais en suivant les cadres nationaux qui s'imposent. Elle passe par la création d'institutions dédiées : les sociétés de géographie, qui symbolisent cette profonde volonté de faire discipline. L'enjeu réside à comprendre en quoi la nationalisation des cadres de pensée et la disciplinarisation des savoirs géographiques fonctionnent non seulement parallèlement, mais de manière systémique.
- 1840 à 1860 : du côté politique, ce dernier temps connaît une exacerbation des aspirations nationales, notamment à travers le développement de la colonisation pour la France et la Grande-Bretagne et d'une progressive nationalisation des territoires germanophones autour de la Prusse. Les géographes poursuivent leurs efforts de disciplinarisation : après l'étape de l'institutionnalisation, ce sont les cadres épistémologiques qui font l'objet d'une attention particulière, entre exigence universaliste et tentation nationale.

De 1785 à 1860, les savoirs géographiques passent donc bien d'une reconnaissance officielle, de nature étatique, à la nécessité de rendre effective une reconnaissance scientifique. Ce processus s'effectue en parallèle de bouleversements politiques majeurs, qui interrogent la possibilité d'une montée en discipline indépendante de la sphère du pouvoir. Ce tableau dressé à grands traits, et à l'échelle européenne, soulève bien des enjeux qui seront au cœur de cette thèse.

### *Problématique générale et principales hypothèses*

Pour rassembler les différents questionnements soulevés jusqu'ici, une problématique construite sur une dialectique entre universel et national constitue le fil conducteur de cette thèse : en quoi le processus de montée en discipline des savoirs géographiques engagé simultanément en France, en Prusse et en Grande-Bretagne dans la période 1785-1860 se trouve-t-il fondamentalement en tension entre, d'une part, une exigence universaliste portée à l'échelle européenne par le champ scientifique et, d'autre part, la nationalisation progressive des savoirs géographiques ? Pour le dire autrement, comment la disciplinarisation progressive des savoirs géographiques qui commence dans ce long premier XIX<sup>ème</sup> siècle est-elle constamment empreinte d'une double influence : à la volonté, dans un esprit humaniste et hérité des Lumières, de construire un champ scientifique autonome et au service du progrès de l'humanité, semble répondre une présence toujours plus forte du politique et, en particulier, de l'échelon national ? L'enjeu de cette thèse réside donc très précisément dans l'identification des modalités d'articulation de ces deux polarités et de leurs effets sur la construction du champ géographique.



Cette interrogation générale doit s'entendre à différentes échelles et différents plans. À différentes échelles tout d'abord, car selon l'approche du *spatial turn* et la problématique des savoirs situés qui guident mes analyses, l'endroit dont on parle importe. Je fais l'hypothèse que les variations d'échelle révéleront des manifestations différenciées de la dialectique qui est au cœur de cette recherche. Il s'agit donc d'envisager ce questionnement général à l'échelle européenne dans un premier temps : comment se manifeste la tension universel/national si l'on envisage à petite échelle le processus de mise en discipline des savoirs géographiques ? Ensuite, l'échelon de la nation doit bien sûr faire l'objet de toutes les attentions : en quoi cette tension possède-t-elle des particularités nationales ? Ou, pour le formuler différemment, en quoi existe-t-il des manières française, prussienne ou britannique d'articuler ces deux polarités ? Enfin, en m'inspirant des apports de la géographie culturelle, et des *cultural studies* d'une manière générale, je souhaite également interroger l'échelle individuelle. À travers un *corpus* de matériaux variés, il s'agit de questionner le différentiel possible entre le collectif (qu'il soit européen ou national) et l'individuel. Je fais le pari que l'analyse à l'échelle individuelle révélera des modalités particulières de la gestion de la dialectique universel/national.

La problématique générale se décline de plus sur différents plans, en gardant toujours à l'esprit qu'ils s'entendent aussi aux échelles présentées ci-dessus :

- 1° sur un plan épistémologique : il s'agit avant tout de questionner l'objet, ou les périmètres d'objet, la finalité, les méthodes et les pratiques qui président à la disciplinarisation des savoirs géographiques. Ce questionnement précède et s'articule à la manière dont le champ politique peut influencer l'épistémologie de la discipline géographique. Il s'agit donc d'identifier la manière par laquelle l'épistémologie géographique est progressivement définie : dans quelle mesure le facteur politique influence-t-il et informe-t-il les méthodes, outils, pratiques, objets et finalités des géographes et des savoirs géographiques produits au tournant du XVIII<sup>ème</sup> et du XIX<sup>ème</sup> siècle ?
- 2° sur un plan historiographique, ensuite, cette thèse vise à interroger les modes de restitution et d'écriture des savoirs géographiques. Quelle écriture du monde se met alors en place dans la période 1785-1860 ? Peut-on identifier des marqueurs politiques jusqu'au cœur de cette écriture ? En quoi l'écriture des savoirs géographiques porte-t-elle l'empreinte de l'intrication du scientifique et du politique ? Cette empreinte se différencie-t-elle d'une sphère culturelle à l'autre ? L'enjeu consiste sur ce plan à déterminer si des stratégies rhétoriques de l'écriture du monde se développent spécifiquement dans chacune des sphères.
- 3° sur un plan sociologique et institutionnel, cette recherche questionne enfin les lieux, personnalités, réseaux en un mot l'organisation générale de la production des savoirs géographiques. Il s'agit sur ce plan, plus particulièrement, d'interroger et de confronter les organisations d'ensemble, qui représenteraient des manières collectives de faire, et les

pratiques individuelles. L'enjeu réside dans la mise au jour d'éventuels écarts aux modes d'organisation collectifs. De plus, la part du politique est aussi à mesurer : comment le politique participe-t-il ou non de l'institutionnalisation et de l'affirmation disciplinaire de la géographie ? Peut-on mettre en évidence des spécificités individuelles qui constitueraient des écarts aux modèles aussi bien disciplinaires que politiques ?

Cette multitude d'interrogations repose sur deux grandes hypothèses, qui transparaissent partiellement dans mes développements précédents :

- La première hypothèse pose que le politique (*politics*) et la politique (*policy*) sont des opérateurs indissociables de la construction des savoirs géographiques. Du point de vue des pratiques et des finalités de la discipline scientifique, la sphère du pouvoir intervient et informe les savoirs produits. En posant clairement comme postulat de départ que le contexte social, culturel, linguistique, économique et politique constitue un facteur structurant, et pas seulement encadrant, de tout processus social, j'affirme ainsi dans le cadre de ce travail le rôle d'opérateur du politique et de la politique dans le mouvement de disciplinarisation géographique. Tout l'enjeu consiste ensuite à identifier dans quelle mesure le couple *politics/policy* agit sur le processus de production des savoirs géographiques.
- La deuxième hypothèse réside dans la grande labilité des relations entre savoirs géographiques et politique. Je pose qu'en fonction des acteurs, des situations, des enjeux, mais surtout des lieux selon lesquels on l'envisage, l'analyse relationnelle de ces deux pôles fera émerger une grande variété de configurations académiques, intellectuelles et de postures individuelles. Cette deuxième hypothèse postule des situations dynamiques, renégociant selon les contextes les systèmes de relation entre géographie et politique. Elle met surtout en avant le caractère essentiellement situé des relations entre pouvoir et savoir.

### ***Méthodologie et approches***

Cette recherche porte en elle une part de défi méthodologique. Je l'ai souligné au début de cette introduction, écrire une thèse en histoire et en épistémologie de la géographie achoppe sur bien des obstacles. Objet situé à la limite du périmètre disciplinaire, braconnage du côté des autres sciences humaines, non-pratique du terrain tel qu'il s'entend chez les géographes sont autant de difficultés à surmonter, et à affirmer. La question de la méthode adoptée rejoint tous ces obstacles et les condense, car l'approche suivie se fait le marqueur d'une filiation disciplinaire. De plus, le sujet choisi augmente les difficultés : mettre en relation deux polarités majeures (politique/géographie), croiser trois sphères culturelles (France, Prusse et Grande-Bretagne) et décliner le sujet à plusieurs échelles (européenne, nationale, individuelle) demande de mettre en œuvre une méthodologie qui permet de tout tenir ensemble, de rendre compte du système que je cherche à décrire.

### *Affirmer ma géographicit *

C'est bien le périmètre de la discipline géographique qui constitue le cœur de mes réflexions. J'entends ainsi déployer les méthodes et les concepts géographiques. Les notions de réseau, de centralité, de nodosité, de pouvoir tiennent une place capitale dans l'analyse relationnelle à mener. De même, la construction systémique des objets d'étude relève des méthodes géographiques. L'analyse du politique et de la géographie doit passer par une phase de spatialisation des acteurs, des lieux, des relations qui structurent leur fonctionnement. Mais j'entends aussi mobiliser des démarches de nature historique, sociologique et issue de science politique. Ces postures, que l'on peut, à cette étape du travail, identifier comme des décentrages d'approche, doivent en miroir me conduire à analyser le processus même d'individuation disciplinaire. Elles permettront donc d'interroger des effets-limites et des effets-frontières entre disciplines.

### *L'entrée par l'approche externaliste*

Située dans la continuité des travaux récents d'épistémologie et d'histoire de la géographie, mon approche est résolument externaliste, seule légitime dans la perspective qui est la mienne. Cette perspective pose la figure et la production scientifiques comme intrinsèquement situées. Elle envisage ainsi la prééminence des facteurs externes dans la détermination de l'évolution et de l'élaboration de la science et vise à mesurer l'influence de ces facteurs. Elle s'oppose à l'approche internaliste, qui ne considère que les logiques internes qui président à la fabrication scientifique (enchaînement des faits scientifiques, logiques de déduction, etc.). Dans ma démarche, la construction de la géographie fait système : il s'agit d'un tout, à comprendre et à saisir comme tel, en pleine évolution au tournant du XIXème siècle. Un système est une entité définissable et délimitée, mais qui est articulée à son environnement immédiat (société, contexte, régime politique, etc.) par de multiples relations (Walliser, 1977). Un système interagit en permanence avec ce qui l'entoure. Questionner les savoirs géographiques, dans leur construction moderne, au regard des liens qu'ils tissent avec le champ politique, enjoint alors à interroger des relations de nature systémique.

De fait, l'approche externaliste trouve ici une place de premier choix dans la conduite de mes analyses, car elle envisage non pas les savoirs uniquement dans leur dimension épistémologique, mais comme des éléments constitutifs d'un système, participant d'un environnement culturel, social et politique complexe. Le but n'est pas d'évacuer radicalement l'approche internaliste, c'est-à-dire la science écrite, act e, qui recèle aussi bon nombre d'informations utiles pour ma recherche, mais de parvenir à l'articuler avec l'approche externaliste qui est ici privilégiée. Ce couplage me semble nécessaire dans une démarche réflexive et/ou de déconstruction de certains objets historiques. Il rejoint d'ailleurs un autre couplage que je fais même ici ; celui de l'individu et du collectif.

## *L'entrée par l'histoire croisée*

En plus d'une approche externaliste et systémique, j'ai l'intention de déployer une double approche méthodologique historique pour faire tenir ensemble les trois espaces étudiés. Cette méthodologie s'inspire de l'histoire comparée et de l'histoire croisée. L'histoire comparée formalisée depuis Marc Bloch (Bloch, 1928) constitue un courant épistémologique central de l'historiographie contemporaine. Elle propose une approche comparative d'un même objet d'étude, envisagé variablement dans le temps ou dans l'espace (Veyne, 1996). Dans le cas de ce sujet, l'angle d'approche comparatif est pertinent, dans la mesure où cela permet de mettre sur le même plan les différents espaces et figures considérés et d'en proposer une lecture cohérente. Cette première méthode sera doublée d'une seconde, l'approche issue de l'histoire croisée. Elle a été théorisée par Michael Cerner et Bénédicte Zimmermann (Espagne et Werner, 1988 ; Werner et Zimmermann, 2004) et forme un nouveau courant fort de l'historiographie contemporaine. Elle s'empare à la fois de l'histoire comparée et de l'histoire globale (notamment de la question des transferts culturels), et propose un renouvellement historiographique autant sur le plan de la méthode que de l'approche. En effet, l'histoire croisée plaide pour le croisement des points de vue et des démarches. Elle postule l'importance des transferts transnationaux et apparaît, dans une démarche d'analyse relationnelle, comme une entrée méthodologique pertinente. L'histoire croisée propose en outre une histoire de l'Europe à géométrie variable, dans la variation des échelles d'analyse et des objets d'étude par exemple, interrogeant en profondeur la catégorie d'État-nation. Dans le cadre de ce sujet de thèse, cette approche doit permettre d'opérer un décroisement géographique des figures et des institutions étudiées. En recherchant les points d'intersection entre les pays, les objets et les conceptions géographiques, ce travail pourrait mettre au jour une configuration inédite des liens entre géographie et politique. Il tendrait également à proposer une nouvelle vision de l'espace européen au tournant du XIX<sup>ème</sup> siècle.

## *Le texte comme terrain*

Enfin, l'analyse textuelle conduit ce travail. Elle fonctionne selon deux niveaux de grille d'analyse. D'une part la situation du texte ne saurait en aucun être évacué, d'autre part la dimension personnelle de la figure géographique fait aussi pleinement sens. Cette analyse est donc l'occasion de confronter deux matrices explicatives : celle de l'individu (micro) et celle située à plus petite échelle (macro). Le texte possède ici le statut de terrain, si cher aux géographes. Ce terrain fonctionne d'après Jean-Michel Berthelot dans l'articulation de trois caractéristiques. Pour lui, le texte scientifique exprime une intention de connaissances, il est reconnu par une communauté savante et s'inscrit dans un espace de publication (Berthelot, 2003). Le statut de « texte scientifique » sera bien sûr à discuter et à ajuster selon le type de sources envisagé, car les textes scientifiques ne constituent pas l'ensemble de mon *corpus*. Les correspondances, mais aussi les productions informelles, telles que les carnets, comptent pour une part des textes mobilisés, ils sont considérés comme des matériaux à part entière

dans les analyses (Beaurepaire, 2002 ; Haroche-Bouzinac, 2002 ; Hébert, 2009).

Ce terrain textuel est facilement accessible, en raison de la numérisation d'un grand nombre de matériaux que j'ai utilisés, mais également parce qu'il se situe dans des aires linguistiques et culturelles proches de la mienne. Je tiens à signaler que, même si *mon* terrain diffère par sa nature de celui, plus académiquement reconnu, des autres géographes, il possède tout de même de nombreuses caractéristiques communes. Les expériences du déplacement, du dépaysement, de l'altérité ont aussi été faites à l'occasion de ce travail. Déplacement et dépaysement dans le temps, vers un ailleurs historique, mais aussi déplacement dans l'espace, à l'occasion de plusieurs séjours de recherche à Berlin. Depuis mon premier mémoire de master 1, en 2009, j'ai effectué quatre séjours longs dans la capitale allemande (de 2 à 3 mois à chaque fois), ainsi que 3 séjours courts (quelques jours), ce qui porte ma présence sur place en cumulé à environ un an. Je ne reviendrai pas ici sur l'importance de vivre son terrain, mais ce temps sur place a été pour moi d'une très grande richesse. À cela s'ajoutent des allers et retours réguliers entre Lyon et Paris. Je n'ai malheureusement pas eu le temps nécessaire pour me rendre à Londres dans le cadre de cette recherche, mais des contacts institutionnels et bibliographiques prolongés m'ont aussi permis d'investir la sphère britannique à distance.

### *Méthodologie en discussion(s)*

Dans la mesure où la méthodologie représente un des enjeux de ma recherche, je garde pour le corps du texte les développements conséquents qu'il appelle. Je me contente ici de présenter les grandes lignes de mon approche, que viennent structurer et alimenter cinq temps de discussion méthodologique disposés aux moments nécessaires au fil de ma démonstration :

#### 1. Liste des discussions méthodologiques de la thèse

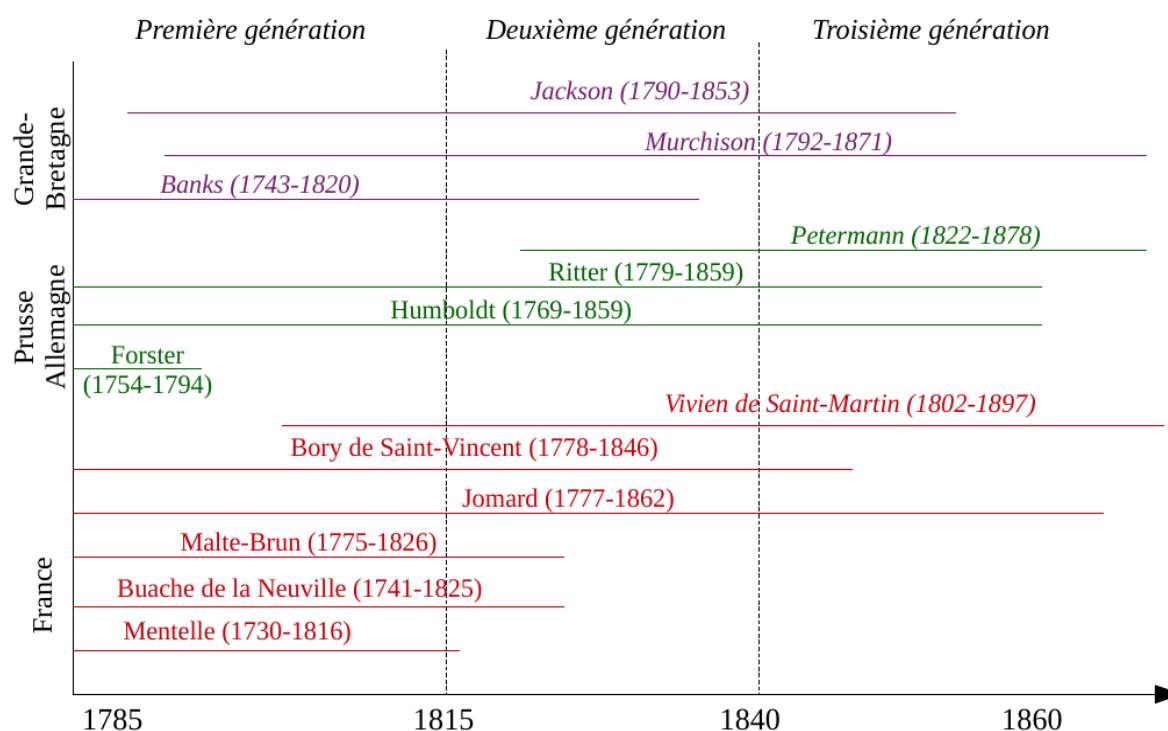
- Discussion 1 - Être ou ne pas être discipline ?
- Discussion 2 – Bourdieu, Latour et le *practical turn*
- Discussion 3 – Enjeux et apports du *spatial turn*
- Discussion 4 – Approche internaliste et externaliste
- Discussion 5 – Provincialisme méthodologique ou globalisation inter- et transdisciplinaire ?

### ***Présentation du corpus***

Mon *corpus* est constitué de sources de natures plurielles, qui embrassent les trois aires culturelles et prennent en charge un certain nombre de figures géographiques majeures. Si l'on choisit une entrée par la nature des matériaux travaillés, ces sources se répartissent entre : les éditions scientifiques, les revues, les correspondances, les textes réglementaires, les textes d'enseignement et les archives des sociétés de géographie.

En matière de figures géographiques sélectionnées, je fais délibérément le choix d'individus impliqués dans le processus de construction disciplinaire tout au long de la période. Des figures principales forment le cœur et l'essentiel de mes analyses : du côté prussien et allemand, les géographes Georg Forster, Alexander von Humboldt, Carl Ritter sont les représentants majeurs de la géographie de cette période, leurs correspondances constituent une source exceptionnelle à exploiter ; du côté français, les géographes Edme Mentelle, Jean-Nicolas Buache de la Neuville, Conrad Malte-Brun, Edme-François Jomard et Bory de Saint-Vincent sont les figures centrales de ce *corpus*. Enfin, les grands noms de la géographie britannique, tels que Joseph Banks, Julian Jackson ou Roderick Impey Murchison font l'objet d'éclairages complémentaires, au même titre que Louis Vivien de Saint-Martin et August Petermann qui se situent à l'extrémité temporelle de notre période. Un schéma permet de situer ces figures les unes par rapport aux autres d'un point de vue temporel et géographique<sup>4</sup> :

## 2. Présentation des géographes du *corpus*<sup>5</sup>



*Banks (1743-1820)*

Figure du corpus secondaire

*Malte-Brun (1775-1826)*

Figure du corpus principal

Tous les géographes ne font pas l'objet du même degré d'investigation mais, dans la mesure du possible, leur contribution à la géographie est considérée du point de vue de leurs publications

4 Sauf mention contraire, les productions graphiques ou cartographiques et les tableaux proposés dans cette thèse sont mes propres productions.

5 La couleur rouge représente les géographes de la sphère française, la verte ceux de la sphère prussienne et allemande et le violet ceux de la sphère britannique. Ce code couleur se retrouve au fil des figures présentées dans cette thèse.

officielles (articles, ouvrages) et de leur production informelle (correspondances, carnets). Les figures principales font l'objet d'un résumé biographique en annexes (voir annexe 2).

Du point de vue institutionnel, on s'appuiera sur les bulletins et revues des sociétés de géographie de Paris, Londres et Berlin, ainsi que quelques revues (*Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire* (1807-1814) ; *Nouvelles annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire* (1819-1872)). Ces sources sont référencées comme suit dans le corps du texte (voir figure 3) : chaque source est répertoriée par un acronyme reprenant les initiales de la publication, par l'année de la parution ainsi que le numéro de série (si besoin) et le numéro du tome dans cette série. Par exemple, la notation suivante : « BSGP, 1827 (S1, T7) » se lit « bulletin de la Société de Géographie de Paris, année 1827, du tome 7 de la première série ». Lorsque les bulletins ou revues ne font l'objet que d'une série, seuls les numéros de tome seront indiqués.

### 3. Référencement des sources institutionnelles dans le texte

Source/Série → ↓	Référen- cement	Série 1	Série 2	Série 3	Série 4	Série 5	Série 6
Bulletin de la Société de Géographie de Paris	<b>BSGP</b>	1821-1833	1834-1843	1844-1850	1851-1860		
Bulletin de la Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin	<b>BGFE</b>	<i>Jährliche Berichte</i> 1833-1839	<i>Monats-berichte</i> 1840-1853	<i>Zeitschrift</i> 1853-1866			
Bulletin de la Royal Geographical Society	<b>BRGS</b>	1830-1860					
<i>Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire</i>	<b>AV</b>	1807-1814					
<i>Nouvelles Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire</i>	<b>NA</b>	1819-1826	1827-1833	1834-1839	1840-1844	1845-1854	1855-1860
<i>Petermann Geographische Mitteilungen</i>	<b>PGM</b>	1855-1878					

Enfin, la géographie scolaire fait également l'objet de quelques éclairages ponctuels, dans la mesure où la cette sphère interagit aussi avec la sphère de la géographie institutionnelle et la sphère du pouvoir. Elle ne constitue pas pour autant le cœur du *corpus*, car le choix a été fait de se concentrer sur les liens entre géographie institutionnelle et académique et champ du pouvoir. Mais elle est abordée à travers les différentes figures du *corpus* et offre des éclairages parfois très riches qu'il ne faut pas négliger.

L'analyse croisée des différents types de sources forme le cœur du dispositif de cette recherche. Une présentation détaillée du contenu du *corpus* se trouve dans la partie bibliographique de ce travail.

### ***Lecture et circulation au sein de la thèse***

En vertu du temps long embrassé par cette recherche, j'ai opté pour un plan chronologique. La présentation linéaire est renforcée par la mise en forme par le récit de mon écriture. Cela ne s'oppose en aucun cas à la vision systématique que j'adopte parallèlement, mais participe d'une mise en scène simple et claire des relations complexes que je mets au jour. À l'image des géographes que j'ai lus qui écrivaient leur conception du monde sur un mode littéraire, je tente à mon tour à travers le mode du récit de rendre compte de *leur* monde. Par récit, j'entends ici au sens de Paul Ricoeur tout acte de prise de parole ou d'écriture qui produit et révèle une « identité narrative ». Celle-ci se construit à la croisée entre fiction et non-fiction, imaginaire et histoire, dimension personnelle et collective (Ricoeur, 1985). Le choix du récit, qui s'accompagne ici d'une progression temporelle, vise à articuler ces différents niveaux.

Le découpage temporel en trois sous-périodes présenté plus haut sert de cadrage général. Une première partie vise donc à élucider les liens entre savoirs géographiques et politique dans la période 1785-1815 ; la deuxième entre 1815 et 1840 et la troisième entre 1840 et 1860. Cette tripartition n'est évidemment pas aussi stricte que cela dans le corps du texte, puisque certains éléments de la relation constituent des invariants, qui seront identifiés et signalés comme tels. À l'intérieur de chaque partie, une progression scalaire est systématiquement mise en place : les chapitres alternent entre vision à l'échelle collective et à l'échelle individuelle, entre la dimension politique et la dimension proprement géographique.

Le temps du récit propose aussi quelques interludes en forme de gros plan. À la manière des études de cas si chères aux géographes et pour entrer au mieux dans un moment ou dans le monde d'une figure géographique, la thèse offre quelques temps d'arrêt. Ce temps d'interruption du récit sert à éclairer un élément développé dans le propos général, mais se lit aussi indépendamment du plan. Ce changement de focale procède d'une méthode très géographique, celle de la variation des échelles, qui permet de mieux saisir le fonctionnement en système des relations entre champ géographique et champ politique. Ces gros plans ont un double statut : ils constituent un matériau à part entière de la thèse, en même temps qu'ils viennent en exemplification de points déjà abordés :

#### 4. Liste des « gros plans » de la thèse

- Gros plan 1 - L'emprise de la géographie universelle
- Gros plan 2 - La pratique géographique de Georg Forster
- Gros plan 3 – L'Expédition d'Égypte



- Gros plan 4 – L'aventure des *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire*
- Gros plan 5 – Jomard ou la bataille du cabinet des cartes
- Gros plan 6 – Ritter et la collection géographique
- Gros plan 7 – Les parcours de Jomard et Ritter
- Gros plan 8 - La lutte pour Tombouctou
- Gros plan 9 - Le voyage asiatique de Humboldt, des compromis à la censure
- Gros plan 10 - Bory de Saint-Vincent, un géographe dans l'armée française
- Gros plan 11 - Jomard et *Les Monuments de la Géographie*
- Gros plan 12 - Humboldt et la volonté cosmopolitique
- Gros plan 13 - Ritter et la *reine Geographie*
- Gros plan 14 - L'aventure des *Petermann Geographische Mittheilungen*
- Gros plan 15 – L'avance théorique prussienne
- Gros plan 16 – Les parcours de *Privatgelehrter* de Petermann et de Vivien de Saint-Martin
- Gros plan 17 – L'exploration scientifique de l'Algérie (1839-1842)
- Gros plan 18 – L'Algérie de Bory de Saint-Vincent

Enfin, la partie des annexes offre une dernière occasion d'aller plus loin, en explorant notamment des documents partiellement ou rapidement cités dans le corps du texte, et en fournissant quelques éléments de cadrages généraux. Les documents placés en annexes permettent ainsi une plongée en profondeur dans le monde des savoirs géographiques de la période 1785-1860 que cette thèse se propose maintenant d'entamer.



**PREMIERE PARTIE**  
**1780-1815 : TENTATION**  
**NATIONALE ET**  
**DISCIPLINAIRE**

---



## Introduction de la première partie

L'étude du *corpus* a permis de dégager trois périodes, toutes marquées par des modalités spécifiques tenant aux relations entre pouvoir et savoirs géographiques. Chacune constitue un point focal de ce travail, à partir duquel j'interroge l'articulation de ces deux champs. La première d'entre elle s'étend de 1785 à 1815 environ<sup>6</sup>, de la fin de l'Ancien Régime en France à la fin de l'épisode révolutionnaire marquée par l'exil de Napoléon. Ce moment est doublement intéressant, puisqu'à la fois les champs du pouvoir et ceux du savoir (des savoirs géographiques comme de l'ensemble des savoirs d'ailleurs) connaissent des bouleversements majeurs. Sur le plan politique, ce moment voit émerger les revendications et les constructions nationales, qui entraînent à leur tour de nouvelles demandes de savoirs sur l'espace. Le contexte politique influence et informe alors la production géographique, au moins en termes d'intérêts et sous la forme de la reconnaissance sociétale des savoirs géographiques. Les évolutions politiques rencontrent également celles qui se jouent sur le plan scientifique. En effet, le moment révolutionnaire, avec ses conséquences nationales et européennes, révèle de nouvelles aspirations scientifiques : affirmation au sein de la société, spécialisation et partition des champs du savoir, institutionnalisation par la création de tribunes, constituent quelques processus que les savoirs géographiques partagent avec les autres champs scientifiques. Ainsi, les aspirations politiques trouvent-elles un écho dans les ambitions scientifiques naissantes concernant les savoirs géographiques. Ces changements n'intéressent en outre pas seulement l'échelle nationale, considérant la France et la Prusse séparément, mais fonctionnent à l'échelle du continent européen sous la forme parfois d'un système. L'articulation des échelles ainsi que des deux espaces nationaux forme également un questionnement transversal de cette recherche.

La période comprise entre 1785 et 1815 constitue le seuil de mon interrogation et fonctionne aussi comme un moment liminaire pour la construction de la géographie moderne en tant que champ disciplinaire identifié, doté d'une sociologie et d'une épistémè propres. Si ce processus s'effectue à l'échelle européenne, puisque des tribunes continentales apparaissent, il s'envisage surtout et d'abord à l'échelle nationale. On passe en effet entre 1785 et 1815 d'une production de savoirs géographiques nationalement indifférenciés, à portée universaliste affirmée dans la plupart des cas, à la mise en place progressive d'écoles disciplinaires nationales, de plus en plus influencées par l'autorité politique tutélaire. À la veille de la Révolution française, les savoirs géographiques sont produits sans réel encadrement disciplinaire, puisque la géographie n'est pas reconnue en tant que champ bien identifié et

---

6 Les bornes chronologiques délimitant chaque partie ne constituent pas des absolus, mais sont envisagées comme des points charnières pour la réflexion générale, laissant cependant la place à une certaine dilatation temporelle, qui sera indiquée le cas échéant.

délimité (Besse, Blais, Surun, 2010). Elle est par exemple très peu voire pas du tout reconnue à l'Académie Royale des Sciences de Paris<sup>7</sup>, au contraire de d'autres champs (histoire, mathématiques, par exemple). Ce sont donc les savants eux-mêmes, de manière individuelle mais néanmoins portés très largement par des aspirations universalistes héritées de l'esprit encyclopédiste, qui définissent le champ propre de leur production géographique. Or, le contexte politique contribue à l'élaboration et à la fixation d'un cadre disciplinaire, par la demande de savoirs sur l'espace qui doivent être neufs et utiles, sinon utilitaires. De 1785 à 1815, les attentes politiques et militaires rencontrent l'aspiration des géographes eux-mêmes à former et structurer un collectif disciplinaire, ce qui se conclue effectivement dans les quinze années suivantes notamment avec la création de sociétés de géographie nationales : à Paris en 1820, à Berlin en 1828 puis à Londres en 1830, pour ne citer que les principales. Bien qu'elle y soit largement engagée et puise dans cette période une partie de ses fondements, la structuration des savoirs géographiques autour d'objectifs nationaux s'amorce seulement entre 1785 et 1815. Ce moment est encore celui du maintien de tentations universalistes, par delà un désir d'institutionnalisation et de consolidation nationale. L'enjeu de cette première partie réside donc dans l'élucidation et la compréhension des différents mouvements à l'œuvre : émergence des nationalismes et des espaces politiques nationaux ; augmentation de la demande politique de savoirs sur l'espace ; création de champs des savoirs géographiques sur des horizons nationaux, soutenus et consolidés par des attendus politiques ; maintien de la tentation universaliste dans la production de savoirs géographiques.

Il s'agit plus précisément de réfléchir à l'articulation des ces différents processus et de manière systémique, dans le but de démêler les liens entre les différentes sphères et la généalogie qui conduit à la production de savoirs géographiques. Plusieurs questions générales guide les analyses : dans quelle mesure l'émergence des nationalismes européens contribue-t-elle à augmenter les demandes de savoirs sur l'espace ? Comment ces savoirs ne sont-ils pas seulement transformés en quantité, mais aussi en qualité, par les bouleversements politiques en cours ? Pour le dire autrement, les demandes politiques de savoirs sur l'espace contribuent-elles à des modifications épistémologiques de ces derniers ? Si oui, il s'agira d'identifier sur quel(s) plan(s) : l'influence politique se fait-elle sentir en termes pratiques, méthodologiques, théoriques, conceptuels ?

L'enjeu consiste, ce sera également le cas pour les parties suivantes, à mettre à jour, sous la forme d'un système, la nature des liens qui lient le champ politique et le champ des savoirs géographiques. La saisie de l'articulation scalaire de ces multiples processus constitue un autre objectif de cette partie. En effet, il s'agit de penser les champs du politique et des savoirs géographiques à plusieurs échelles et selon les différentes sphères mobilisées dans cette recherche. Pour ce qui est du politique, les analyses iront de l'échelle européenne, trans- et internationale, à l'échelle nationale ; pour le champ des savoirs géographiques, de celle du collectif<sup>8</sup> dans toute son ampleur (qu'elle soit locale,

---

7 Sauf dans le cas bien précis de Philippe Buache, qui obtient une chaire de géographie sous Louis XV à l'Académie Royale des Sciences (Broc, 1975).

8 À dessein, j'emploie le terme de « collectif » plutôt que celui de « communauté » de géographes. En effet, l'existence

nationale ou européenne) à celle de l'échelle de l'individu, premier maillon de la chaîne de production scientifique. L'enjeu réside aussi dans une élucidation différenciée (entre nation et universel, entre collectif et individus) des relations pouvoir-savoirs géographiques. Cette thèse pose en effet l'hypothèse d'une différenciation de ces liens lorsqu'on les envisage à plusieurs échelles, selon l'approche mobilisée par le *spatial turn* et la problématique des savoirs situés (voir discussion 3) mobilisée tout au long de ce travail.

Afin de démêler au mieux les nœuds historiques et épistémologiques de ce moment liminaire, un parcours scalaire jalonne cette première partie. Dans un premier chapitre, un panorama général dresse un état des lieux de la production des savoirs géographiques à l'aube du moment révolutionnaire, façonné par l'ambition universaliste. Ce chapitre s'ouvre sur une première discussion méthodologique, qui jalonne l'ensemble du propos: qu'est-ce qu'une discipline scientifique ? Avant d'élucider l'influence que le politique possède sur la production des savoirs géographiques de cette période, il s'avère en effet nécessaire de questionner leur nature. Les problèmes soulevés par ce premier encart seront discutés au fil de ce chapitre liminaire et des suivants. Le deuxième chapitre traite ensuite les bouleversements politiques alors en jeu, afin d'en saisir les aspects nationaux et européens, ainsi que les conséquences sur la demande de savoirs sur l'espace. La restructuration politique de ces années retentit en effet sur la considération accordée aux questions spatiales. Ensuite, le troisième chapitre interroge l'influence du contexte politique sur l'information de collectifs géographiques à l'échelle de chaque aire culturelle et linguistique. Ce troisième moment adopte le point de vue du collectif des géographes. À la manière de Pierre Bourdieu (Bourdieu, 2001), il s'agit de mettre en lumière les *habitus*, aussi bien en termes sociologiques que spatiaux ou épistémologiques d'un collectif en train de se former : peut alors parler d'écoles nationales ? Quels traits communs apparaissent à l'échelle européenne. Ce dernier chapitre convoque donc, en écho au chapitre précédent, les travaux de Bruno Latour et examine à l'échelle des individus « la science en action » (Latour, 1989). La double focale des deux derniers chapitres, collective puis individuelle, appuyée sur des travaux bien distincts de deux sociologues des sciences, vise également à soulever un enjeu méthodologique de ce travail doctoral ; à savoir interroger d'un point de vue méthodologique les échelles d'examen et d'élucidation des rapports entre champ scientifique et champ politique. En guise de transition entre les troisième et quatrième chapitres, une discussion méthodologique s'ouvrira sur le choix de l'échelle d'analyse à adopter : entre le collectif et l'individu, quelle meilleure pertinence épistémologique, quel intérêt à comparer et faire résonner les deux ? Considérant leur travaux et leur insertion dans les réseaux scientifiques, cette première partie en général et le quatrième chapitre en particulier s'intéressent majoritairement à quelques géographes du *corpus* : Buache de la Neuville, Mentelle, Malte-Brun et Humboldt pour l'essentiel, éclairés par les travaux de Ritter et Jomard.

---

même d'une communauté scientifique, quelle soit d'ailleurs le champ ou l'époque envisagés, me semble sujette à débat. Le terme de « collectif » paraît en outre plus adéquat à la situation de la charnière entre le XVIII<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle, puisque les géographes sont alors loin de partager et de cautionner une même épistémè.

# Chapitre 1. 1780-1815 : Pluralité et variété des savoirs géographiques

Les savoirs géographiques du XVIII<sup>ème</sup> siècle se placent résolument dans le giron de l'esprit encyclopédiste qui règne alors en Europe. Plus précisément, ils résonnent avec l'ambition universaliste que philosophes et savants assignent alors aux sciences : celle d'amener l'Humanité plus avant moralement. Leur production se fait à la fois à l'échelle individuelle, celle du géographe, et de réseaux transnationaux, européens, organisés non par des institutions ou des tribunes disciplinaires mais par des figures polarisantes. Ces dernières symbolisent l'esprit de collaboration qui préside à l'élaboration des savoirs géographiques communs, en dépit de l'absence de structures collectives ; cela transcrit également l'esprit universaliste et humaniste de la science d'alors. Malgré le partage général de l'esprit universaliste, les savoirs géographiques de la fin du XVIII<sup>ème</sup> et du début du XIX<sup>ème</sup> siècles reflètent une très grande pluralité, qu'on les envisage en termes d'objets, de pratiques, de méthodes ou même de finalités. Les modalités de leur production ne relèvent pas d'un processus fixe et récurrent, mais s'expriment selon des choix essentiellement individuels. C'est à ce titre que j'utiliserai plus volontiers l'expression plurielle « savoirs géographiques » que « géographie » pour qualifier les productions et les pratiques analysées. Avant de saisir l'information du politique sur la production de savoirs géographiques dans le contexte révolutionnaire, le premier temps consiste à saisir les modalités mêmes de cette production en interrogeant le paradigme de la pluralité et de la variété. Celui-ci a été bien mis en évidence par Jean-Marc Besse et *alii* (Besse, Blais, Surun, 2010), et permet de faire résonner l'épistémè d'une production de savoirs scientifiques avec son contexte sociologique et politique. Ces travaux fondent la trame de ce premier chapitre, suivant ce questionnement général : en quoi les savoirs géographiques produits et diffusés à la fin du XVIII<sup>ème</sup> et au début du XIX<sup>ème</sup> siècles sont-ils marqués du sceau de la pluralité, tant d'un point de vue épistémologique, sociologique, que dans leurs liens avec le politique ?

---

## Discussion méthodologique 1 - Être ou ne pas être discipline ?

Avant de plonger au cœur de la fabrique des savoirs géographiques de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, revenons un instant sur une notion problématique et pourtant centrale dans ce travail, celle de « discipline scientifique ». Un des objets centraux de mes interrogations porte effectivement sur la définition même de ce qui fait discipline géographique, ou plutôt sur le passage de savoirs pluriels et indéfinis au début du XIX<sup>ème</sup> siècle à la reconnaissance unanime, de la part de ceux qui produisent des

savoirs géographiques<sup>9</sup>, des autres champs scientifiques et du politique lui-même, de pratiques, de méthodes et d'objets qui définissent la géographie en tant que science à part entière. Ce processus demande à être questionné à l'échelle de chaque nation et à l'échelle européenne pour en cerner les traits communs et surtout distinguer d'éventuelles spécificités nationales. De prime abord, ce qui interroge dans le moment pré-révolutionnaire est précisément l'absence de discipline géographique, telle que l'on peut l'envisager à partir des années 1820 en Europe, notamment en regard de l'histoire ou d'autres sciences qui paraissent elles structurées et polarisent des hommes et des pratiques. Or, un des buts de ce travail doctoral consiste précisément, sinon à saisir, du moins à questionner ce qui fait ou non discipline, et comment s'y manifeste ou non l'influence du politique. S'accorder sur les enjeux de cette notion me paraît donc essentiel avant toute chose.

D'autant plus que les perspectives de l'histoire des sciences et des disciplines ont évolué depuis la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui et que les travaux récents invitent à repenser ce qui conduit à identifier une discipline comme étant une discipline. Les travaux de Michel Foucault ont posé les jalons des grands questionnements autour de l'objet « science » : quels liens entre savoir et science ? Comment s'effectue le passage de l'un à l'autre (Foucault, 1969) ? Dans *Surveiller et punir* (1975), il interprète la montée en discipline à l'aune du double sens de ce terme : la disciplinarisation passe pour lui d'une part par une institutionnalisation des modalités de la production scientifique et d'autre part par une normalisation de ces mêmes modalités. Ainsi, la discipline scientifique est ce qui a le pouvoir de s'imposer face aux autres champs, dans la mesure où elle fait autorité et que cette autorité est reconnue. Cette interprétation est ensuite associée à d'autres conceptions de la science. Les années 1970 et 1980 se sont tout d'abord prises de passion, en Europe, pour la « science normale » de Thomas Kuhn (Kuhn, 1983). Selon cette matrice d'intelligibilité de la fabrique scientifique, la notion de crise tient une place centrale, puisqu'elle permet de comprendre la remise en question du paradigme dominant et l'installation d'un nouveau ouvrant alors une nouvelle période de science normale. Chaque science ou discipline fonctionne alors de façon périodique, suivant un cycle de vie prédéterminé : la science normale est construite sur un paradigme rassembleur qui, peu à peu remis en question, engendre un moment de crise débouchant à son tour sur un paradigme neuf fondant une nouvelle période de consensus général, où les objets, pratiques, méthodes et finalités possèdent l'assentiment du plus grand nombre. Cette vision structurale a séduit bon nombre d'historiens des sciences par les cadres clairs qu'elle propose pour élucider ce qui fait une discipline scientifique. En effet, la science normale de T. Kuhn se définit par la reconnaissance collective d'un paradigme, de pratiques et d'institutions qui font communauté. Autant de bornes jalonnées à repérer pour qui veut se pencher sur l'histoire d'une science. O. Orain a par exemple interrogé la géographie vidalienne au prisme de la

---

9 Par commodité, dans la suite de ce travail je parlerai de « géographes » pour qualifier ceux qui produisent alors des savoirs géographiques, en gardant bien à l'esprit que ce terme est anachronique. En effet, au moins jusque dans les années 1830-1840, très peu se qualifient comme géographes. Cela tient au fait que le champ disciplinaire n'est pas encore nettement identifié et que les savants participent en général à plusieurs sphères scientifiques, dans un esprit encyclopédiste.



manière kuhnienne d'intelligibilité de la science (Lefort, 2011 ; Orain, 2003). Dans sa démonstration, on retrouve ici la notion de normalisation disciplinaire proposée par M. Foucault. Jusqu'à la dernière décennie, la compréhension de l'histoire de la géographie a été largement empreinte de l'esprit kuhnien : dans le cas de la géographie, les travaux sur la crise de la discipline identifiée pour le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle sont en particulier légion<sup>10</sup> et l'on en trouve également pour la période entre fin XVIII<sup>ème</sup> et début XIX<sup>ème</sup> siècle, pensée généralement comme le moment de fondation de la discipline moderne. L'ouvrage d'Anne-Marie Godlewska, *Geography unbound. French Geographic Science from Cassini to Humboldt*, paru en 1999, se situe précisément dans cette veine épistémologique. Son argument central explique le passage de la géographie classique à la géographie moderne par une période tourmentée, mais surmontée et qui a ainsi permis une continuité scientifique dans son renouveau. Le paradigme de la crise y est essentiel, ainsi que le rappelle l'intitulé de sa première partie : *Geography's Fall*, littéralement la chute de la géographie. Cette partie liminaire déroule les raisons de cette chute, en insistant spécialement dans le deuxième chapitre sur la perte de direction et de positionnement de la géographie (*Geography's Loss of Direction and Status*). Une des principales raisons réside pour elle dans la multiplicité des directions prises dans la production des savoirs géographiques, ce qui éloigne d'une science normale centrée autour d'un unique paradigme. Elle met notamment l'accent sur la confusion régnant alors entre géographie de terrain et de cabinet, qui contribue au mouvement centrifuge de la discipline. Pour A.-M. Godlewska, la géographie des années 1780-1820 est ainsi perdue dans un imbroglio de pratiques et de productions. Embrassant pleinement la vision structuraliste kuhnienne, sa deuxième partie propose ensuite les clés de lecture de la sortie de crise qui intervient ensuite. La notion de crise intervient dans sa perception comme le moyen d'un sursaut et, en même temps, d'une continuité entre le XVIII<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle. La crise ne constitue en effet qu'une sorte de seuil dans le temps de la discipline, qui donne l'occasion d'évolutions heuristiques sur le plan des méthodes ou des pratiques, mais sans complètement remettre en question son épistémologie. La période 1780-1820 n'apparaît ainsi que comme un intermède heuristique et nécessaire à une féconde refondation. La notion de crise elle-même n'a dans cette analyse rien de dévastateur : elle offre seulement l'occasion d'innovations épistémologiques.

Au contraire de la vision d'une géographie en crise pendant le moment 1800, Jean-Marc Besse préfère quant à lui développer une lecture de la pluralité. Ce qui fait sens pour lui dans la production des savoirs géographiques de l'époque réside précisément dans la multiplicité de pratiques, d'objets et d'approches qui sont alors développés. Prenant le contre-pied de l'analyse kuhnienne d'un seul et unique paradigme structurant, J.-M. Besse s'attache à démonter l'idée de crise de la discipline. Il introduit notamment l'ouvrage collectif *Naissances de la géographie moderne (1760-1860). Lieux, pratiques et formations des savoirs de l'espace* (Besse, Blais, Surun, 2010) en prenant le contre-pied

10 Cette lecture s'est en effet stabilisée aussi par les manuels de la discipline et les différents ouvrages d'histoire ou d'épistémologie qui se sont multipliés depuis quelques années. Voir entre autres : Calbérac, 2010 ; Claval, 2001, 2004 ; Clerc, 2012 ; Robic, 2006(a).

de l'idée selon laquelle la question de l'unité serait centrale dans les débats sur la nature du savoir géographique à cette époque. Comme il l'écrit,

le point de départ de ce livre est constitué par l'hypothèse que le champ de savoirs qui est appelé à cette époque « géographie » est en réalité traversé par de nombreuses stratégies de *différenciations*. (*ibid.* : 7) (il souligne).

Il plaide donc pour la reconnaissance du foisonnement de pratiques et de formes dans la production des savoirs géographiques, et qui en seraient alors intrinsèquement constitutifs, tout en relevant deux difficultés majeures. La première est d'ordre épistémologique : pour Besse, il est indispensable de combiner une approche internaliste de la production de savoirs scientifiques à une approche externaliste, tenant compte des institutions, des pratiques administratives ou encore des imaginaires personnels, selon l'idée que « [l]es matières géographiques ne se réduisent pas aisément à l'intérieur des frontières d'une discipline. » (*ibid.* : 8) et que plusieurs « cultures géographiques » (*ibid.* : 9). Or, cette articulation, bien que de plus en plus admise par son apport heuristique en histoire des sciences, n'est pas toujours chose aisée. La nature des matériaux consultés dans l'approche externaliste sont pour la plupart encore largement inédits pour les géographes : les correspondances, les journaux et les carnets de voyages, les croquis, les notes personnelles, bref toutes les nouvelles archives (Robic, 2006(b)) convoquées par les historiens des sciences qui n'ont pas valeur de texte scientifique à proprement parler, car relevant de l'ordre du ressenti, ont longtemps été considérées comme non susceptibles d'être pensées (Berthelot, 2003). Et elles ont de fait été longtemps impensées. Mais le courant de la géographie culturelle et avant lui la géographie du paysage ont tout de même ouvert la voie du sensible à l'analyse géographique et rendent cette approche tout à fait possible (Claval, 2001). L'impensé est donc levé. Mais plus encore que l'appréhension de ces matériaux en eux-mêmes, c'est leur articulation avec l'approche internaliste, qui se concentre elle uniquement sur les textes scientifiques reconnus comme tels, par des normes de scientificité en place à un moment donné, qui pose problème. Cette articulation problématique pose essentiellement la question de la place du sujet (le je, l'individu) dans le processus de création scientifique. La seconde difficulté est intrinsèquement liée à la première ; elle se situe dans l'ordre historiographique et concerne

la conception plus ou moins implicite des normes de la scientificité que l'historien des savoirs met en œuvre pour ainsi dire rétrospectivement au cours de ses investigations. (*ibid.* : 8).

Besse insiste sur l'idée que ce qui définit une science ne se résume pas seulement à l'écart (ou aux points communs) avec les sciences dures, les sciences dites galiléennes (les mathématiques par exemple). Dans le cas de la géographie, on ne peut entendre l'envisager comme science sur la seule « éthique de la précision » (*ibid.* : 8) qui se développe alors. Au-delà de la pratique stricte de la mesure, il s'agit également de prendre en compte dans le cas des pratiques géographiques l'existence d'un « empirisme non expérimental » (*ibid.* : 8), complémentaire des normes de scientificité affichées, et qui se situerait d'avantage dans le registre d'un rapport personnel, voire intime avec le monde. Cet

appel à considérer des compléments aux normes de scientificité galiléennes plaide pour une pluralité et une continuité des pratiques géographiques, et appuie également l'intérêt d'un recours aux nouvelles archives par les historiens des sciences.

Jean-Marc Besse affirme la coexistence de plusieurs cultures géographiques au sein de cette même période et rompt avec une lecture kuhnnienne, basée sur l'idée de science normale. La notion même de discipline s'en trouve bouleversée, le consensus collectif enfermé dans des instances communes garantes d'un paradigme consensuel perd de son sens. L'échelle d'appréhension de la production de savoirs passe ainsi du collectif, du groupe, à celle de l'individu, qui devient alors instance créatrice de ses propres modalités normatives. Si tant est que l'on puisse alors encore parler de normes, puisque si celles peuvent changer d'un individu à l'autre, le facteur temps peut bien sûr aussi les affecter chez un même agent. La défense d'une vision plurielle implique donc pour le chercheur, moi en l'occurrence, de changer d'approche, ou du moins de multiplier les approches, pour être en mesure de cerner les diverses facettes présidant à la production de savoirs scientifiques.

Bien que la vision kuhnnienne offre des clés de lecture séduisantes, l'approche par la pluralité résonne d'avantage avec mes présentes recherches. Elle les imprègne, puisqu'elle offre la possibilité d'interroger l'influence d'un élément qui se situe hors des frontières de la science : le politique ; tout en convoquant des archives relativement inédites en histoire de la géographie : les correspondances qui, combinées aux ouvrages des géographes du *corpus*, me font ainsi entrer dans l'aire scientifique d'un individu. C'est la comparaison de ces aires personnelles, entre elles, mais aussi avec les attentes du politique, qui fera émerger des éléments partagés ou en tension dans les savoirs géographiques. Ce travail est donc aussi l'occasion de vérifier, en actes, les apports de la vision plurielle défendue par Besse, d'en mesurer les intérêts et les limites dans l'appréhension de l'influence politique sur les modalités de production des savoirs géographiques du début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Il s'agira aussi de rediscuter la notion de « discipline » au regard des éléments qui ressortiront de cette étude.

—

Fort de ses premières remarques, le chapitre liminaire consiste à montrer en quoi la notion de discipline géographique ne fait effectivement pas sens dans le contexte pré-révolutionnaire. Une interrogation forte de Besse structure mon cheminement : « Dans quels dispositifs épistémiques, mais aussi matériels et institutionnels ces cultures géographiques se sont-elles rencontrées, reconnues, ignorées, repoussées et mélangées ? Est-il possible d'identifier, au bout du compte, divers modes de rationalité savante et divers types de savoirs de l'espace, qui auraient coexisté au sein de la géographie moderne ? » (*ibid.* : 9). Si la pluralité prévaut, celle-ci n'en est pas moins organisée et structurée en points nodaux : des « modes de rationalité » multiples existent, certains se réduisant à un ou quelques individus, mais quelques-uns prédominent et adoptent des positionnements épistémologiques repérables. C'est justement sur la mesure de la distorsion que ce premier chapitre se penche. En quoi

peut-on identifier plusieurs systèmes de rationalités géographiques coexistant en Europe durant la période pré-révolutionnaire ? Par quelles modalités épistémologiques, théoriques, pratiques, en un mot par quelles normativités scientifiques, sont-ils soutenus ? Peut-on mettre à jour des aires d'implantation de ces systèmes, qui coïncident avec des sphères culturelles et politiques ? Si oui, en quoi le contexte peut-il être envisagé comme un facteur structurant ? Dans quelles mesure ces systèmes sont étanches ou au contraire poreux les uns aux autres ? Sont-ils inscrits dans un processus de circulation et d'évolution de la fabrication géographique ? En partant de l'hypothèse d'une pluralité de « modes de rationalité » géographique, la notion de « discipline » ne figure donc pas, au moins dans un premier temps, en tant que concept structurant de mes recherches, dans la mesure où je prends le parti de la pluralité. C'est bien pour cette raison que l'emploi de « savoirs géographiques » sera préféré à celui de « géographie », de même que « collectif » par rapport au terme de « communauté ».

## A) À la fabrique des savoirs géographiques

La pluralité des savoirs géographiques s'appréhende à différents niveaux : du point de vue de leurs finalités, de leurs objets, des pratiques et des méthodes mises en œuvre pour les produire, du point de vue de leur public mais également de leurs producteurs et lieux de production. Les savoirs produits à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle se caractérisent par-delà une multiplicité certaine, par l'héritage de l'esprit des Lumières qui les informe encore largement.

### 1 – L'emprise de l'esprit universaliste et humaniste dans la science européenne

Comme la plupart des sciences européennes, la géographie puise ses motivations et ses aspirations dans l'esprit à la fois universaliste et humaniste développé tout au long du siècle des Lumières. L'ouvrage emblématique de la science du XVIII<sup>ème</sup> siècle est bien évidemment l'*Encyclopédie*, projet monumental coordonné par Denis Diderot et Jean d'Alembert. Publiée de 1751 à 1772 sous le titre intégral de *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une Société de Gens de Lettres*, cette entreprise éditoriale et intellectuelle d'ampleur européenne synthétise les aspirations scientifiques du siècle des Lumières. L'explication du frontispice du premier tome en éclaire les buts :

Sous un Temple d'Architecture Ionique, Sanctuaire de la Vérité, on voit la Vérité enveloppée d'un voile rayonnante d'une lumière qui écarte les nuages et les disperse.

A droite de la Vérité, la Philosophie & la Raison s'occupent l'une à lever, l'autre à arracher le voile de la Vérité.

A ses piés (sic), la Théologie agenouillée reçoit la lumière d'en-haut.

En suivant la chaîne des figures, on trouve du même côté la Mémoire, l'Histoire Ancienne & Moderne ; l'Histoire écrit les fastes et le Temps (sic) lui sert d'appui.

Au-dessous, sont groupées (sic) la Géométrie, l'Astronomie & la Physique.

Les figures au-dessous de ce groupe (sic), montrent l'Optique, la Botanique, la Chymie (sic) et l'Agriculture.

En bas sont plusieurs arts et professions qui émanent des Sciences.

A gauche de la Vérité, on voit l'Imagination, qui se dispose à embellir et couronner la Vérité.

Au dessous de l'Imagination, le Dessinateur a placé les différens (sic) genres de Poésie,

Epique, Dramatique, Satyrique, Pastorale.

Ensuite viennent les autres arts d'imitation, la Musique, la Peinture, la Sculpture & l'Architecture. (D'Alembert et Diderot, 1751 : NP<sup>11</sup>)

Cette description donne à voir l'ambition de l'œuvre, à savoir embrasser toute l'étendue des champs scientifiques et artistiques de l'époque, dans le but de faire régner la « Vérité », facteur nécessaire du progrès humain. En ce sens, l'entreprise encyclopédique est à la fois universaliste, puisqu'elle propose une ambition holiste, et humaniste, puisque son ambition est au service du genre humain. Elle engage ainsi la plupart des sciences du siècle des Lumières à participer au progrès de l'humanité. Cette théorie dominante connaît quelques oppositions, dont Zeev Sternhell analyse les mécanismes dans son ouvrage *Les Anti-Lumières. Une tradition du XVIII<sup>ème</sup> siècle à la guerre froide* (2006)<sup>12</sup>. Bien que les détracteurs des Lumières se manifestent, surtout dans la dernière partie du siècle, l'esprit universaliste et humaniste colore pourtant la plupart des productions scientifiques de l'époque des Lumières. Cet esprit domine d'autant plus qu'il trouve un de ses plus importants théoriciens en Immanuel Kant, qui s'efforce de le promulguer. Dans sa réponse à l'interrogation *Qu'est-ce que les Lumières ?* datant de 1784 et parue dans la revue *Berlinische Monatschrift*, Kant déclame leur objectif essentiel :

Les Lumières, c'est la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. On est soi-même responsable de cet état de tutelle quand la cause tient non pas à une insuffisance de l'entendement mais à une insuffisance de la résolution et du courage de s'en servir sans la conduite d'un autre. Sapere aude ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des Lumières. (Kant, 2006 : 43).

Pour Kant comme pour l'ensemble des tenants des Lumières, l'utilisation et la libération du propre entendement de chaque individu ne peut passer que par la multiplication et la libération des savoirs de tous les champs. Cet idéal anime donc l'ensemble du champ de la production de connaissances.

Il rejoint également l'enjeu plus global du mode de production des savoirs scientifiques, qui occupe également une place centrale dans les débats du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Le courant universaliste dominant rejoint une fois de plus les écrits que Kant développe dans la *Critique de la Raison Pure* (publiée en 1781 et 1787). De nombreux points communs se retrouvent entre les deux, qui influencent pour plusieurs décennies la pratique et la vision des sciences propres au XVIII<sup>ème</sup> siècle. On trouve ainsi dans le *Discours préliminaire* de l'*Encyclopédie* :

Le premier pas que nous ayons à faire dans cette recherche, est d'examiner, qu'on nous permette ce terme, la généalogie & la filiation de nos connoissances (sic), les causes qui ont dû les faire naître, & les caractères qui les distinguent ; en un mot, de remonter jusqu'à l'origine & à la génération de nos idées. Indépendamment des secours que nous tirerons de cet examen, pour l'énumération encyclopédique des Sciences & des Arts, il ne sauroit (sic) être déplacé à la tête d'un ouvrage tel que celui-ci.

---

11 Les initiales NP signifient que la citation n'a pas de référence paginée dans l'édition utilisée.

12 Z. Sternhell postule dans cet ouvrage que la généralisation de l'esprit des Lumières aux savants, écrivains et philosophes du XVIII<sup>ème</sup> siècle, et jusqu'à nos jours, est abusive. Derrière le courant européen des Lumières se cache aussi de violents détracteurs, tels que Herder pour la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, qui mettent à mal les arguments progressistes de leurs opposants et construisent à leur tour un système philosophique, historique et culturel complet.

On peut diviser toutes nos connoissances (sic) en directes & en réfléchies. Les directes sont celles que nous recevons immédiatement sans aucune opération de notre volonté, qui trouvant ouvertes, si on peut parler ainsi, toutes les portes de notre ame (sic), y entrent sans résistance & sans effort. Les connoissances (sic) réfléchies sont celles que l'esprit acquiert en opérant sur les directes, en les unissant & en les combinant. (*Encyclopédie*, 1772 : i-ii)

Ces quelques paragraphes ne sont pas sans rappeler la théorie kantienne de la production de connaissances, développée dans la *Critique de la raison pure* :

Il y a deux souches de la connaissance humaine, qui viennent peut-être d'une racine commune, mais inconnue de nous, à savoir la sensibilité et l'entendement ; par la première, les objets nous sont donnés, par la seconde, ils sont pensés. (cité in Ricœur, 2004 : 68).

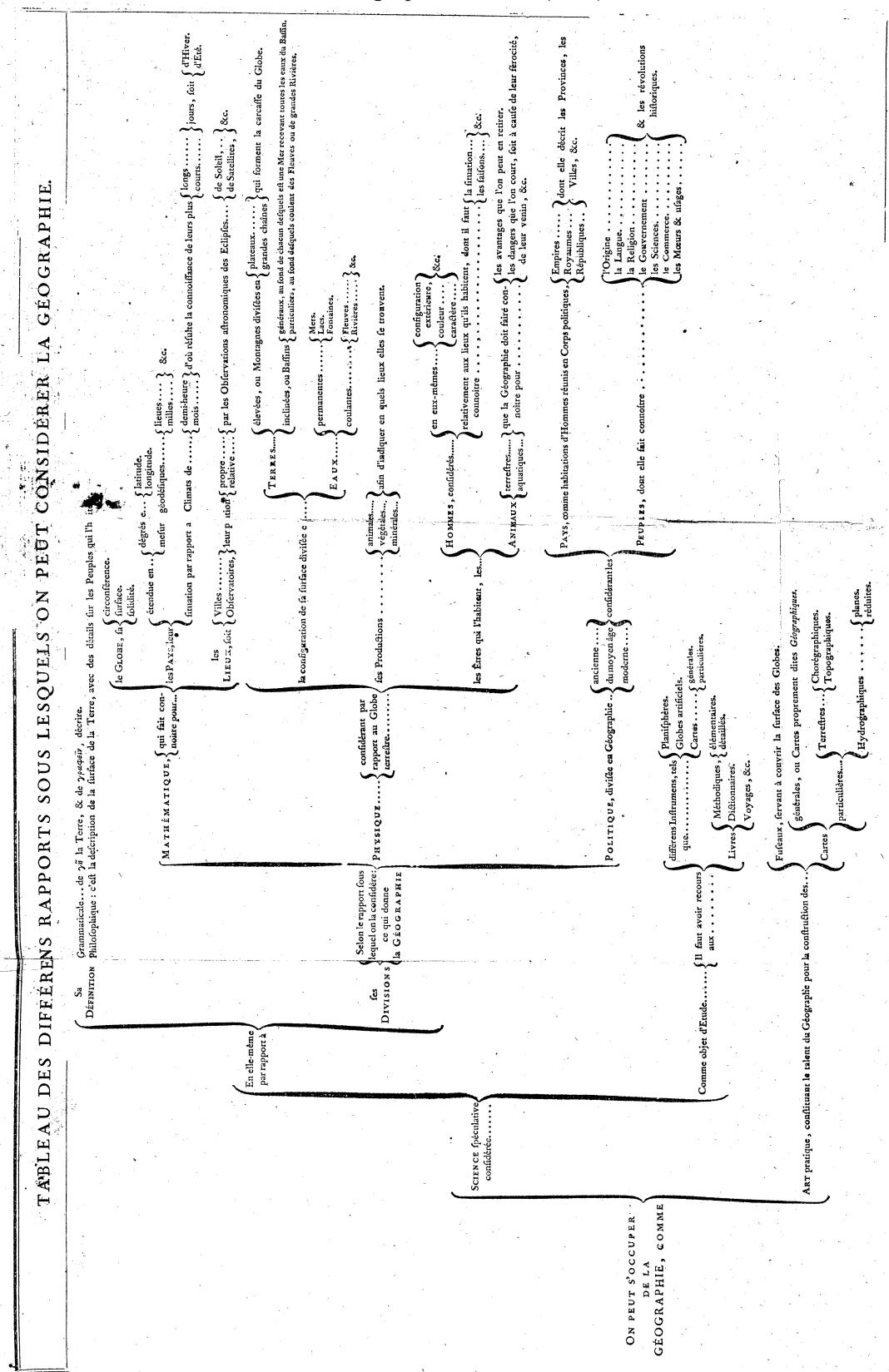
Le rôle de la raison et de l'entendement est donc central dans les modalités de création des connaissances. Les modalités d'élaboration des connaissances scientifiques sont d'importance, puisque ce travail vise à saisir celles qui président à la production des savoirs géographiques et aux évolutions possibles tout au long de la période envisagée. L'analyse relationnelle pouvoir/savoir consiste aussi à déterminer dans quelle mesure le politique influence la production raisonnée de connaissances sur l'espace et comment il s'articule aux différentes manières de construire un savoir géographique.

---

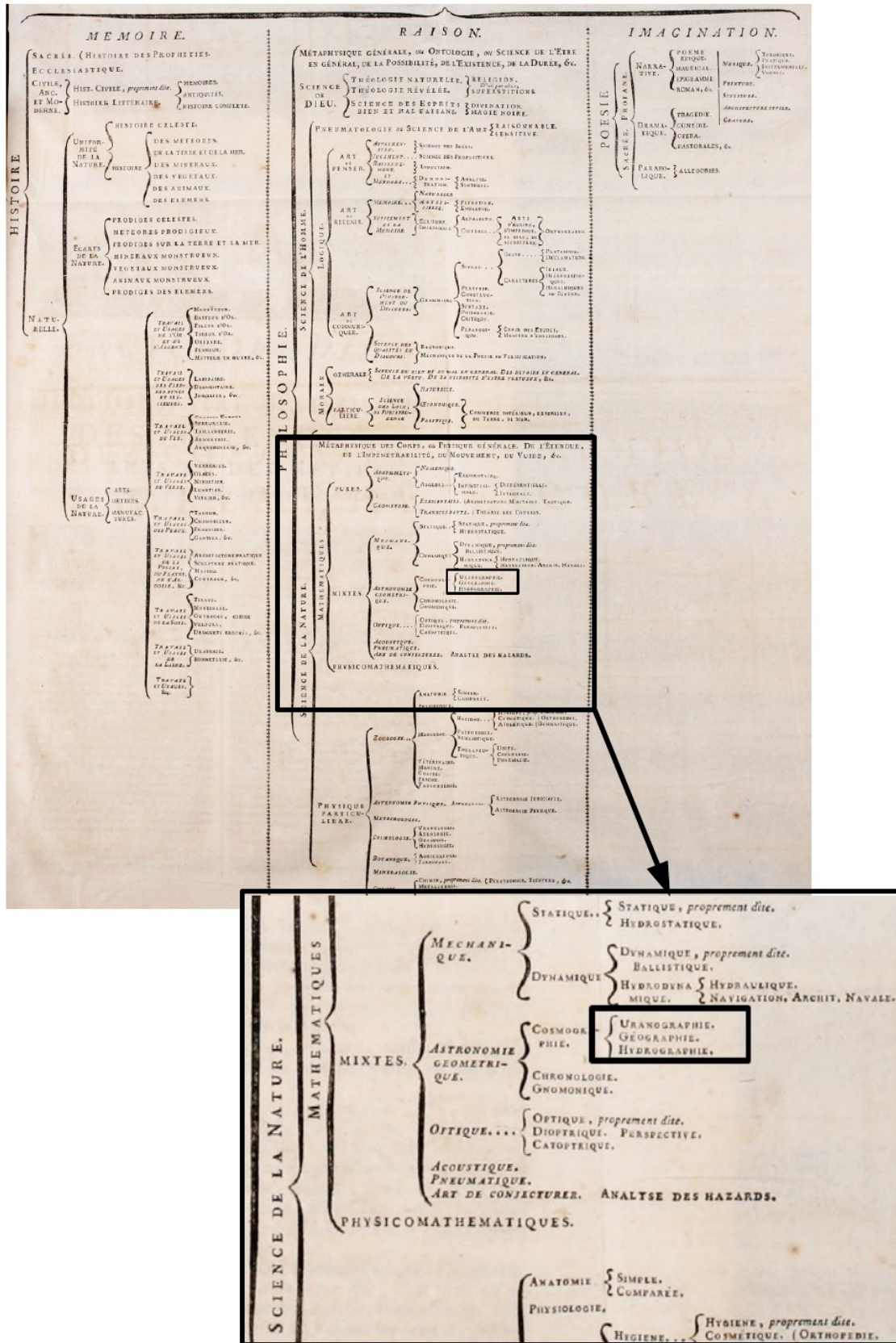
## **Gros plan 1 - L'emprise de la géographie universelle**

L'ambition universaliste et humaniste ne passe pas à côté des savoirs géographiques produits à la fin du XVIII<sup>ème</sup>. Concernant les géographes mobilisés dans notre *corpus*, la plupart satisfont à cette vision des savoirs géographiques comme devant concourir, d'une part, à saisir le monde dans son ensemble, et, d'autre part, comme étant facteurs du progrès humain. La figure suivante, issue de la *Géographie ancienne* d'Edme Mentelle (1787) plaide pour l'insertion des savoirs géographiques dans un système scientifique holiste (voir figure 5). L'arborescence de ce système des savoirs géographiques renvoie directement à l'objectif holiste de la science des Lumières (voir figure 6) et fait écho au fonctionnement complémentaire de tous les champs scientifiques les uns par rapport aux autres, en vue de couvrir le monde. Mais Mentelle cherche, contrairement au système encyclopédique qui relègue la géographie en bout de la branche philosophique avec l'uranographie et l'hydrographie, à affirmer la place de savoirs jusque là quelque peu oubliés.

5. « Tableau des différens (sic) rapports sous lesquels on peut considérer la géographie ». E. Mentelle, *Géographie ancienne* (1787)



6. « Planche du système des connaissances humaines », in l'*Encyclopédie* (1772)



Source : gallica.bnf.fr



Mentelle fait référence tout au long de son œuvre à l'universalité des savoirs géographiques, il cherche à leur conférer une réelle consistance et à améliorer leur situation au sein du système général des sciences. Il collabore avec Malte-Brun, un autre géographe de notre *corpus*, pour une géographie universelle, la *Géographie universelle ancienne et moderne, mathématique, physique, statistique, politique et historique des cinq parties du monde*, écrite en 16 volumes et publiée de 1803 à 1808 ; alors que Malte-Brun lui-même, et seul cette fois, a également entamé en 1810 la publication d'un *Précis de la géographie universelle*, dont six volumes seront rédigés<sup>13</sup>. Le sous-titre du tome d'ouverture de cette dernière est éclairant sur la persistance et l'importance de l'esprit des Lumières chez les géographes. Le titre complet figure ainsi :

Description de toutes les parties du monde sur un plan nouveau, d'après les grandes divisions naturelles du globe ; Précédée de l'Histoire de la Géographie chez les Peuples anciens et modernes, et d'une théorie générale de la Géographie Mathématique, Physique et Politique ; Et accompagnée de Cartes, Tableaux analytiques, synoptiques et élémentaires, et d'une Table alphabétique des noms de Lieux. (Malte-Brun, 1810 : NP)

La longueur du titre seule laisse sous-entendre l'étendue du champ couvert par cet ouvrage, ou du moins l'ambition que Malte-Brun assigne à cet ouvrage. La présence des adjectifs « tout », « général » et bien sûr « universel », qui apparaissent dans ce titre et régulièrement sous la plume des géographes de l'époque, les place pleinement dans la continuité de l'héritage des Lumières. En cette période, on compte en effet plusieurs entreprises de géographies universelles, qui ne portent pas nécessairement ce titre, mais dont les ambitions trouvent de nombreuses similitudes. Iris Schröder note en particulier les cas de Malte-Brun, évoqué ci-dessus, ainsi que le projet de John Pinkerton qui publie en Angleterre une *Modern Geography* en 1802 (Schröder, 2011). Son titre entier laisse lui aussi entendre l'étendue de l'ambition de son auteur : *A Description of the Empires, Kingdoms, States and Colonies ; with the Oceans, Seas and Isles ; in All Parts of the World : Including the Most recent Discoveries, and Political Alterations*. Mais il n'y consacre cependant que deux volumes alors que Malte-Brun, Mentelle ou encore Ritter sont beaucoup prolifiques. Carl Ritter lance aussi l'entreprise monumentale de son *Allgemeine Erdkunde* dans les années 1810, dont le premier tome paraît en 1817 et qui en comprendra une vingtaine au total (Ritter, 1817-1859). Tous ces projets, bien que différents du point de l'organisation générale, partagent le même objectif, la continuation de l'esprit des Lumières. Malte-Brun et Mentelle laissent penser la pérennité de cet esprit dans leur préface :

Une *géographie universelle*, telle que nous la concevons, doit présenter un tableau complet, précis et raisonné de l'état du globe terrestre et du genre humain, pris à une époque quelconque. Cette définition générale admet des modifications, selon le but particulier qu'un auteur peut se proposer. Ainsi la géographie des tems (sic) les plus modernes forme l'objet principal de notre ouvrage ; cependant nous embrasserons aussi dans notre plan les changemens (sic) qui ont le plus influé sur l'état du monde, et nous traiterons spécialement de la géographie ancienne classique. (*ibid.* : X)

---

13 Malte-Brun ne pourra finir avant sa mort, mais son associé Jean-Nicolas Huot prendra alors le relais. Il contribuera également au succès de l'entreprise, en soutenant plusieurs rééditions augmentées.

En sus de l'esprit universaliste, la dimension progressiste des ouvrages (au sens kantien) n'est pas non plus en reste. Ainsi, Edme Mentelle commence-t-il souvent ses ouvrages en rappelant les desseins humanistes qui l'animent. À l'ouverture de sa *Géographie comparée* (1785), il écrit par exemple :

Je n'ai pas besoin sans doute de faire remarquer qu'autre mérite de l'exactitude, j'ai joint dans l'occasion celui du désintéressement. (Mentelle, 1785 : iv-v)

Exactitude et exigence de vérité, désintéressement personnel au profit du bien public apparaissent presque ici comme les devises de la cause géographique, et scientifique plus généralement. Cet état d'esprit se manifeste également chez Georg Forster et explique en grande partie son engagement révolutionnaire. À partir de sa nomination comme bibliothécaire de l'Université de Mayence en 1788, Forster prend très à cœur son rôle de passeur d'information et met tout son zèle à remplir les rayons de la bibliothèque de la façon la plus vaste et exhaustive possible. Sa correspondance renferme de nombreuses demandes destinées à Johannes Müller, son interlocuteur auprès de Son Altesse Électorale de Mayence. Il plaide la cause de la bibliothèque, dans un esprit d'universalité d'accès au savoir. Le 18 mars 1792, il lui écrit par exemple en ces termes :

Monsieur,

J'ai à Vous demander une grace (sic), et je Vous conjure par le service qui nous réunit, par la cause des lettres et de ceux qui les cultivent, enfin s'il est permis de le dire, par l'amitié que Vous avés (sic) eu pour moi à Cassel et dont j'ai depuis reçu tant de témoignages précieux, - daignés me l'accorder, daignés parcourir tous les papiers que je prends la liberté de Vous envoyer, et en les mettant devant les yeux de Son Altesse Électorale, daignés lui dire quelques mots à mon sujet. (...)

Faut-il donc compter pour rien cette utilité générale, moyennant laquelle on fait parler de l'Université de Mayence comme d'un foyer de lumières ? Est-il à croire que des hommes, qui ne lisent pas, et qui ne publient presque pas, - et qui ne sont pas lus, lorsqu'ils publient, est-il à croire, dis-je, que ces hommes puissent donner des renseignements au Bibliothécaire sur ce qu'il doit acheter ? (Forster, 1989 : 76, 79).

L'ambition universaliste, porteuse de l'enjeu du progrès et *in fine* de l'accomplissement de l'humanité, imprègne donc largement les travaux des géographes dans la période pré-révolutionnaire. Elle détermine l'étendue du périmètre d'objets des géographes, qui englobe le monde entier, sinon l'univers, tout en fixant leurs objectifs dans la participation à l'élévation morale de l'homme. Cette influence façonne donc en partie l'épistémè de la géographie de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, dont les héritages persistent nettement jusqu'au début du siècle suivant. Contredisant quelque peu l'image plurielle dégagée précédemment, la dimension universaliste qualifie la plupart des savoirs géographiques ; leur pluralité intervient dans les mises en œuvre de cette ambition.

## **2 – Qui produit des savoirs géographiques, où et comment ?**

Cerner les modalités d'élaboration des savoirs géographiques de la fin du siècle des Lumières ne passe pas seulement par la mise en évidence de l'esprit et de l'ambition qui les animent, mais aussi par l'identification de leurs producteurs. Il n'existe pas une figure du géographe, mais plutôt des postures diverses de géographes. Il faut d'abord distinguer entre deux catégories : les géographes dits

professionnels et les géographes dits savants. Paul Claval rappelle dans son *Histoire de la géographie* (2004) le divorce de plus en plus important entre cartographes et géographes au cours du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Cela tient à la professionnalisation du métier d'ingénieur géographe, créé par la révolution cartographique. Le siècle des Lumières est en effet celui de la cartographie, en particulier en France avec l'opération menée par la dynastie des Cassini à l'échelle du pays tout entier. Cette entreprise entraîne la formation d'un véritable corps professionnel, parfaitement identifié, qui pratique le terrain, consulte les archives et produit des cartes. Les ingénieurs géographes et cartographes se distinguent de plus en plus des géographes, qui s'appuient sur leur travail des premiers, qu'ils commentent et analysent. L'arpentage de terrain tend ainsi à être réservé à cette première catégorie, qui développe une vraie appétence pour l'observation et la pratique du monde, à l'instar des naturalistes (Jacob, 1976). En effet, bien que les résultats du maillage Cassini aient d'abord été destinés à l'État (Pelletier, 2002), la finesse et la précision de ce travail qui couvre une grande partie de la France (180 feuilles au 1/86 400<sup>ème</sup>) a permis l'appréhension du territoire par les géographes depuis leur cabinet, grâce à la médiation cartographique. Ce projet contribue au divorce entre terrain et cabinet, en distinguant les rôles et surtout en mettant en avant une corporation professionnelle définie par des méthodes et objets délimités. Si ces géographes professionnels sont clairement identifiables, par leur corporation et leurs pratiques, et contribuent de fait à une progressive stabilisation disciplinaire, les géographes « savants » eux sont confrontés à un enjeu identitaire grandissant au cours du siècle.

#### *a) Géographes de terrain versus géographes de cabinet*

Une des raisons de ce questionnement identitaire, facteur de pluralité, se situe sur le plan du rapport entretenu avec l'espace. Une partition s'effectue entre les géographes de cabinet et ceux pratiquant le terrain<sup>14</sup>. La majorité des géographes regardent et étudient l'espace depuis leur cabinet, c'est-à-dire sans jamais se rendre physiquement et corporellement sur le terrain. L'archétype de cette pratique se trouve chez Immanuel Kant, qui donne des cours et s'occupe de géographie physique à Königsberg sans jamais, ou presque, avoir quitté sa ville. Bien que les objets des géographes de cabinet soient parfois très vastes et lointains, puisqu'ils commentent souvent des relations et matériaux de voyage, ou des cartes, leurs productions se construisent dans la distance et la distorsion avec eux. Cette modalité de rapport à l'objet géographique perdure au-delà du XVIII<sup>ème</sup> siècle, il faut attendre véritablement la deuxième partie du XIX<sup>ème</sup> siècle pour que le terrain s'institutionnalise en tant que pratique proprement géographique et revendiquée comme telle (Claval, 2004). Cependant, la pluralité des pratiques marque le XVIII<sup>ème</sup> siècle, qui voit se renforcer les pratiques de terrain. Sous l'influence des ingénieurs cartographes mais également de grandes figures se faisant les avocats de l'arpentage, le terrain tend progressivement à trouver sa place chez les géographes. Alexander von Humboldt compte notamment comme un des premiers naturalistes à d'une part, affirmer le rôle de la géographie, et

14 L'emploi du terme « terrain » est encore anachronique à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, mais c'est au regard des pratiques actuelles, ce qui qualifie le mieux la situation de l'époque et permet de mettre en perspective la géographie de cabinet. Pour de plus amples détails sur la pratique de terrain, voir la thèse de Y. Calbérac (Calbérac, 2010).

d'autre part, à systématiser la pratique du terrain. Dès ses plus jeunes années, il fonde son désir de comprendre le monde sur la nécessité de le voir et de le vivre. Dans une lettre datée de 11 juillet 1793 à V. J. Sojmonov, Humboldt exprime cet élan :

Je n'ai que fort peu de besoins, je n'ai qu'un but, que l'ambition de travailler aux progrès de l'Histoire naturelle. C'est pour cela que je fuis les villes pour vivre dans le fond des montagnes ; c'est pour cela que j'embrasse toute occasion de voir le monde. (Humboldt, 1973, p. 255)

Mais Humboldt n'est pas l'unique géographe à mettre en avant un contact immédiat avec le monde.

---

## Gros plan 2 - La pratique géographique de Georg Forster

Le parcours de Georg Forster manifeste également une pratique affirmée et répétée du terrain, qu'il envisage lui aussi comme une nécessité. Forster commence par faire ses humanités et des études classiques, mais puise dans l'expérience paternelle le goût de voir le monde (Gilli, 2005). Par hasard, il s'embarque avec James Cook dans son deuxième tour du monde, de 1772 à 1775, ce qui lui donne le goût de voir et de parcourir le monde. Sa correspondance exprime très souvent son envie, qui relève à la fois d'un désir d'accomplissement personnel et d'une exigence scientifique. L'occasion manquée de voyager en Russie donne par exemple lieu à de grandes effusions de sa part en 1787 et 1788. On trouve notamment dans une lettre à son père, Johann Reinhold Forster, le 6 août 1787 :

Die Reise soll vier Jahre währen, und sie wollen vorzüglich die russische Küste südlich von Ochotsk ; sowie auch den Teil der amerikanischen Küste untersuchen, den Cook unerforscht gelassen hat. (...) Ich bin froh über diese Gelegenheit, die sich anbietet, um mich aus diesem unglückliche Lande zu ziehen, und aus der unangenehmen Lage, in der jeder Gelehrte sich hier befinden muss, wenn er in seinem Fache tätig sein will.<sup>15</sup> (Forster, 1981 : 24-25)

La perspective d'explorer un nouveau terrain et donc un nouveau champ des possibles scientifiques le transporte donc d'enthousiasme. Celui-ci se communique d'ailleurs à ses collègues, puisque c'est Forster lui-même qui convainc Humboldt des vertus de l'arpentage de l'espace, à l'occasion d'un voyage qu'ils réalisent en 1790 de Mayence à Londres et Paris, en descendant la vallée du Rhin. Tout deux, en parcourant le monde, développent et valorisent fortement cette appétence particulière pour le terrain ; ils la cultivent et la promeuvent comme une pratique constitutive de la production géographique. Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des expéditions de terrain et projets de Forster, après son retour en 1775 de son tour du monde. Celui-ci offre un contraste saisissant avec les cas d'Edme Mentelle, Jean-Nicolas Buache de la Neuville et Conrad Malte-Brun, géographes du *corpus* présents dans cette première période, se distinguant eux par l'inexistence de leurs pratiques de

---

15 Remarque : sauf mention contraire, toutes les traductions des citations données dans le corps du texte sont de moi. Traduction : Le voyage doit durer quatre années, et nous voulons parcourir les côtes russes situées au sud de Ochotsk ; de même que la partie des côtes américaines que Cook a laissé inexplorée. (...) Je me réjouis de cette occasion qui me permet de quitter ce pays malheureux et cette triste condition, dans laquelle chaque savant doit se trouver ici, s'il veut être utile dans son domaine.

terrain et s'inscrivant pleinement dans la géographie de cabinet. On remarque ici une différence de pratiques entre les sphères française et germanophone. Du moins au sein de notre *corpus*, les géographes allemands se distinguent par une pratique précoce et assidue du terrain, tandis que les géographes français se montrent plus frileux et correspondent bien plus au modèle du savant de cabinet. Habitude culturelle ou simple coïncidence statistique, cette distinction géographique peut s'expliquer en partie par l'influence des écoles pestalozziennes au-delà de la rive droite du Rhin<sup>16</sup>. Ce contraste des rapports entretenus avec l'espace étudié plaide en tout cas pour une pluralité des cultures géographiques. Je reviendrai plus avant sur cette différence de pratiques géographiques (voir chapitre 6).

#### 7. Les terrains de Georg Forster entre 1775 et 1794

Terrain	Date	Durée	Lieux visités	Objectifs	Remarques
Autour de Kassel (Allemagne)	1778-1784	Plusieurs arpentages d'une journée à quelques semaines	Alentours de Kassel et vallée du Rhin	Connaître la botanique et la zoologie locale	
Lituanie	1784-1788	Plusieurs arpentages d'une journée ou de quelques jours	Plaines lituanienne	Connaître la botanique locale	
Russie-Asie	Début en 1788	Quatre années	De la Russie à l'Inde	Commande scientifique de la tsarine Catherine II	Projet avorté pour cause de guerre
« Ansichten der Niederrhein » <sup>17</sup>	1790	Trois mois	Vallée du Rhin, Royaume des Pays-Bas, Angleterre	Envie personnelle, projet d'ouvrage sur la région Initiation au terrain du jeune Humboldt	En compagnie d'Alexander von Humboldt

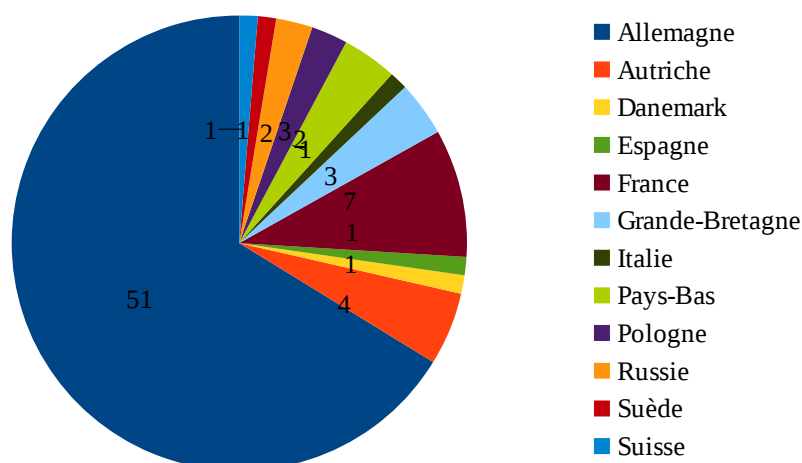
Mais si elles ne sont pas physiques et directement métriques, la mobilité et la circulation constituent des pratiques essentielles des géographes du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Elles passent en grande partie par des relations épistolaires et donc topologiques, dont l'existence se joue de la métrique, qui dessinent un réseau de connaissances interpersonnelles, aux nœuds géographiquement localisés et marqué par des polarités. Le recours aux relations épistolaires vient ainsi compenser le caractère somme toute très individuel et solitaire de la production des savoirs géographiques. En effet, l'absence de champ scientifique géographique identifié et reconnu comme tel entraîne également l'absence d'institutions ou de tribunes collectives dédiées à ces savoirs. Néanmoins, les réseaux tissés par la

16 Le courant pestalozzien, que Ritter a fréquenté quelques années, repose sur l'idée d'une éducation des enfants dans la proximité immédiate avec le monde. Le déploiement des sens y joue un rôle particulier, puisque ce sont eux qui amènent à une première formulation des connaissances sur leur environnement par les enfants eux-mêmes. L'intervention du professeur doit y être minimale. Les écoles pestalozziennes, très répandues en Allemagne, contribuent ainsi à la valorisation de la pratique du terrain, dans la mesure où elles tendent à rompre avec une appréhension médiée et distancée du monde.

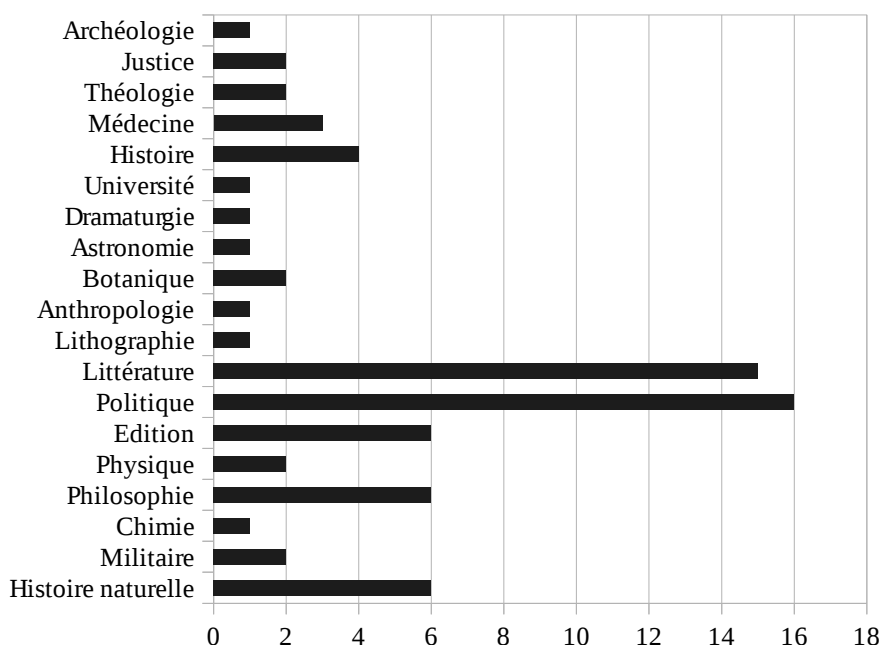
17 D'après le titre de l'ouvrage qui paraît à la suite de ce voyage : *Ansichten von Niederrhein, von Brabant, Flandern, Holland, England und Frankreich im April, Mai und Junius 1790*, in *Georg Forster's Werke, Sämtliche Schriften, Tagebücher, Briefe* (Forster, 1958).

correspondance autorisent une production de savoirs géographiques, sinon collectifs, du moins collaboratifs et partagés. Le réseau de correspondants entretenu par Georg Forster permet de saisir ce mode de fonctionnement marqué par une mobilité épistolaire. Dans le cas de Forster, celle-ci redouble une mobilité physique très importante, mais la plupart du temps, la circulation épistolaire des savoirs lui supplée.

#### 8. Pays d'origine des correspondants de Georg Forster (1784-1794)



#### 9. Champs d'activité des correspondants de Forster (1784-1794)<sup>18</sup>



Le réseau épistolaire fait apparaître un maillage européen assez complet, avec une polarisation allemande forte (68% des correspondants). À cette pluralité géographique s'ajoute une pluralité de champs couverts par les correspondants (voir figure 9) : Forster est en contact non seulement avec des

<sup>18</sup> Cette figure a été réalisée à partir des correspondances de Forster publiées.

scientifiques (naturalistes, physiciens et botanistes pour l'essentiel), mais également avec des philosophes, historiens, écrivains, hommes politiques. L'analyse conjointe de la géographie et de la nature de son réseau fait écho à la non détermination nationale des savoirs géographiques et à leur ineffectivité en tant que champ autonome, ce qui enjoint à un braconnage scientifique dans de nombreux champs. L'exemple de Forster résonne notamment avec le cas humboldtien, dont la vastitude du réseau épistolaire couvre à la fois le monde entier et l'ensemble du champ des savoirs (Päßler, 2008 ; Péaud, 2009). La mise en place de réseau de savoirs, transnationaux et transdisciplinaires, constitue plus généralement une caractéristique commune à l'ensemble des géographes du *corpus*. Cette capacité réticulaire traduit, à travers une grande propension relationnelle, le caractère encore indéfini et non exclusif des savoirs géographiques.

### *b) Géographes en réseau*

Bien que de nature individuelle, les savoirs géographiques se produisent aussi à l'échelle européenne au sein d'un vaste réseau scientifique et littéraire. La nature plurielle du réseau de Forster reflète à ce titre la portée universelle de la science du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Le mode épistolaire permet une circulation rapide et efficace des matériaux nouveaux (ouvrages, récits de voyage, échantillons, cartes, etc.) et assure un lien continu entre les membres du réseau. En ce qui concerne les savoirs géographiques, le réseau est de plus fermement soutenu par quelques figures polarisantes. On entend ici par figure tout individu capable d'atteindre le réseau dans toute l'ampleur des membres et de l'étendue géographique de celui-ci ; capable de le connecter avec d'autres réseaux (représentant d'autres champs thématiques ou géographiques) ; capable enfin de l'animer en y faisant circuler des personnes, des idées, des matériaux. Suivant cette définition, Georg Forster, Edme Mentelle, Conrad Malte-Brun, ainsi qu'Alexander von Humboldt dans notre *corpus*, mais encore Joseph Banks ou Alexander Darlymple en Grande-Bretagne apparaissent comme des figures polarisantes majeures dans la structuration de la production et de la diffusion des savoirs géographiques européens. Ils permettent de mettre en évidence également une tri-polarisation géographique, entre France, Grande-Bretagne et Allemagne, ou plutôt Paris, Londres et Berlin. Ce sont en effet les capitales qui forment déjà le support majeur des activités géographiques (Schalenberg et Vom Bruch, 2004). Cette structuration liminaire est d'importance, puisqu'elle soutient par la suite la formation des premières écoles nationales de géographie.

À acteurs pluriels des savoirs géographiques, lieux pluriels. Malgré l'existence de réseaux structurés, l'absence de lieu de réunion des hommes et de rassemblement des savoirs géographiques est la règle. Cela tient encore une fois la non-existence disciplinaire de la géographie. Sans cette reconnaissance, pas d'autonomie scientifique ni de visibilité à travers des institutions ou des tribunes. L'absence au sein des institutions scientifiques est d'ailleurs bien ce qui qualifie la géographie de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Une visibilité plus grande existe pour les cartographes, dans la mesure où leur

travail est centralisé par l'État dès le début du siècle. Le Dépôt des Cartes et Plans de la Marine créé en 1720 ou bien, plus généralement, les Ministères de la Guerre et de la Marine centralisent et commandent leur travail. Au contraire, les savoirs géographiques ne relevant pas directement d'une entreprise cartographique ne connaissent pas ou peu d'encadrement institutionnel. Bien que l'on fasse de la géographie dans les sociétés savantes et dans les académies royales, celle-ci se fait discrète. Une exception tout de même, lorsque Louis XV crée pour Philippe Buache une chaire de géographie à l'Académie des Sciences, que son neveu Buache de la Neuville occupe par la suite. Elle compte cependant peu par rapport aux autres chaires. En France, il faut véritablement attendre 1795 et la création éphémère de l'Institut, qui remplace justement l'Académie Royale de Paris, pour que la géographie soit reconnue comme classe à part entière (Dhombres et Dhombres, 1989). Avant cela, les savoirs géographiques s'éparpillent entre l'histoire, l'astronomie, les mathématiques et plus généralement l'histoire naturelle. La difficulté de la classer traduit d'ailleurs la pluralité de ses objets et donc sa variété scientifique. Numa Broc souligne dans *La Géographie des Philosophes* (1972), qu'outre une absence remarquable du mot même de géographie, au début de la Révolution Française on fait assez peu de géographie, contrairement à des sciences comme la chimie qui se développe alors fortement. La situation est assez semblable à Berlin et à Londres : les savoirs géographiques existent, mais de manière éparpillée, récupérés tour à tour par les autres disciplines représentées dans les académies royales des sciences. L'*African Association* créée à Londres en 1788 par Joseph Banks constitue cependant une exception notable, puisqu'elle vise à fédérer toutes personnes intéressées dans les progrès des connaissances sur le continent africain. Elle ne se construit pas sur la promotion exclusive des savoirs géographiques, car elle rassemble des savants de toutes disciplines, mais contribue néanmoins à leur développement et leur valorisation en centrant les recherches sur un objet de recherche spatialisé et spécifique. En dépit de ce contre-exemple, la production des savoirs géographiques se distingue encore à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle par une absence de lieu qui lui soit dédié, ce qui encourage sa dispersion et son caractère pluriel. Il faut attendre les années 1820 pour une centralisation institutionnelle et géographique de la production géographique (voir chapitre 5).

### **3 – Quelles formes prennent les savoirs géographiques ?**

En dépit d'un manque de visibilité institutionnelle, sociale et épistémique, les savoirs géographiques s'identifient toutefois par des formes de production spécifiques.

#### *a) Rassembler le monde : de la collection...*

Tout d'abord, les géographes pratiquent la collection : au même titre que les naturalistes ou les botanistes par exemple, ils collectent des matériaux, des ouvrages, des récits de voyage, qui donnent parfois lieu à de véritables cabinets de curiosité. Cette pratique n'appartient pas en propre aux géographes ; on la retrouve dans de nombreux champs des sciences de la nature, comme autant de manifestations de l'esprit universaliste, visant la reconstitution du monde dans le microcosme d'un



intérieur. La question est celle du classement et de la manière de penser ce qui est classé, comme l'écrit Georges Pérec :

Que me demande-t-on, au juste ? Si je pense avant de classer ? Si je classe avant de penser ? Comment je classe ce que je pense ? Comment je pense quand je veux classer ? (Pérec, 2003 : 151)

La pratique de la collection symbolise la volonté de mettre en ordre le monde, de le penser en le classant et réciproquement. La collection géographique concerne des objets de diverses natures : échantillons minéraux, végétaux ou animaux, cartes de toutes échelles, ouvrages scientifiques, récits de voyage constituent l'essentiel des pièces recensées. Ceux-ci proviennent soit des terrains des géographes eux-mêmes ou résultent le plus souvent de l'intense circulation qui anime les réseaux scientifiques. Ils sont ainsi à la fois les preuves matérielles des productions des géographes et les bases préalables à un nouveau travail : dans la nature et l'origine de la collection amassée se retrouve donc aussi la partition entre géographes de terrain et géographes de cabinet. Quelles que soient les habitudes des géographes, la collection reste une forme majeure d'accumulation et de mise à disposition des savoirs au XVIII<sup>ème</sup> siècle et même encore jusqu'au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Et de fait, la pratique individuelle de la collection tend à structurer des collectifs, naturalistes et géographiques autour d'objets communs. Entre 1799 et 1804, alors qu'il parcourt l'Amérique, Alexander von Humboldt accumule ainsi plusieurs dizaines de caisses de matériaux à ramener en Europe et leur accorde une attention toute particulière. En 1802, de Quito, il écrit par exemple à José Clavijo y Fajardo :

Le nombre de nos Manuscrits, plans, dessins, collections a tellement augmenté que la crainte de les exposer par le Voyage aux Philippines et au Cap comme la Considération que nos intrumens (sic) commencent à se déranger, nous a fait prendre la résolution de pas retourner par l'Asie, mais de revenir par Lima, Acapulco, le Mexique (sic) et la Havane. (Humboldt, 1993 : 181)

La préservation de sa collection grandissante au fil de son itinéraire constitue donc un enjeu de taille de son voyage américain, puisqu'elle doit à terme rejoindre l'Europe et alimenter à la fois son propre cabinet, mais encore les musées d'histoire naturelles de Paris ou de Berlin, des jardins botaniques royaux européens, etc. Ces matériaux revêtent parfois des enjeux politiques, puisque symboles de puissance et de rayonnement scientifique. Frédéric-Guillaume III le rappelle d'ailleurs à Humboldt au retour de son périple américain :

Le cadeau que vous voulez faire de vos collections à mon cabinet minéralogique mérite mes cordiaux remerciements, non seulement à cause de sa valeur exceptionnelle, mais encore parce qu'il prouve votre indiscutable amour pour votre patrie. Je les attends avec impatience, ainsi que le rare morceau de platine dont vous voulez enrichir mon cabinet; et je ne suis pas moins reconnaissant que vous ayez pensé à enrichir mon jardin botanique de semences rares. (Humboldt, 1905 : 236)

#### *b) ... aux livres*

En aval des collections se trouvent ensuite d'autres productions géographiques relevant la

plupart du temps de leur exploitation. Bien que Numa Broc souligne la faiblesse de la géographie sous la Révolution française<sup>19</sup> et ce jusqu'à l'expédition d'Égypte (Broc, 1972), de nombreux ouvrages de nature géographique paraissent pourtant à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Edme Mentelle, Georg Forster ou encore le Comte de Volney constituent des auteurs assez prolixes de cette période. Les parutions recouvrent une pluralité de thématiques, mais plusieurs genres dominants peuvent être identifiés. Les relations ou compilations de voyages forment souvent un stade intermédiaire entre le terrain et la collection d'un côté, et l'élaboration d'autres ouvrages de l'autre. Par exemple, Volney publie en 1787 son *Voyage en Syrie et en Égypte, pendant les années 1783, 1784 & 1785* ; Forster transforme son voyage de 1790 avec Humboldt en *Ansichten von Niederrhein, von Brabant, Flandern, Holland, England und Frankreich im April, Mai und Junius 1790* (Forster, 1958) ; Humboldt publie avec Bonpland la *Relation historique* de leur voyage américain à partir de 1814. Les autres ouvrages géographiques s'organisent selon une partition thématique récurrente : géographie mathématique, géographie physique, géographie historique (ou politique) et cosmographie. Cela reflète l'indétermination ou plutôt la pluralité épistémologique qui prévaut alors dans les savoirs géographiques. Leur filiation est multiple. La géographie mathématique est affiliée à l'astronomie et aux mathématiques, et vise à la détermination de la position des lieux. La géographie physique se penche sur l'organisation topographique de la Terre et s'appuie sur les sciences de la nature (physique, géologie, etc). L'histoire forme la discipline tutélaire de la géographie historique ou politique, qui s'attache à décrire les sociétés présentes et passées. Enfin, les formes cosmographiques regroupent les trois précédents genres et satisfont ainsi aux exigences universalistes. On voit clairement les partitions dans un ouvrage de Mentelle, *Cosmographie élémentaire* (1781) :

La Géographie est la description de la surface du globe terrestre.  
On peut appeler Géographie mathématique, celle qui donne les dimensions de la Terre et de ses principales divisions ; Géographie physique, celle qui traite seulement des Terres, des Eaux et des productions de la Terre en général, ou de quelque pays en particulier ; et Géographie civile ou politique, celle qui décrit les Empires, les Royaumes et les Républiques.  
(Mentelle, 1781 : 247)

Ainsi s'organisent la plupart des ouvrages, qui apparaissent comme des recensions très descriptives des savoirs géographiques. Il faut noter cependant une tradition plus moderne du côté allemand, notamment avec les œuvres de Büsching (1797-1805) ou Gaspari (1797-1805), qui inspire ensuite les tenants de la *reine Geographie*, la géographie pure proposée par Ritter, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, tandis que la France développe une géographie ancienne ou historique, telle que la pratiquent encore Barbié du Bocage ou Jomard<sup>20</sup> par exemple (Broc, 1975). Un des enjeux identitaires de la formation de la géographie moderne réside en partie dans le choix de la dimension contemporaine ou historique (synchronie/diachronie). La géographie historique constitue à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle un

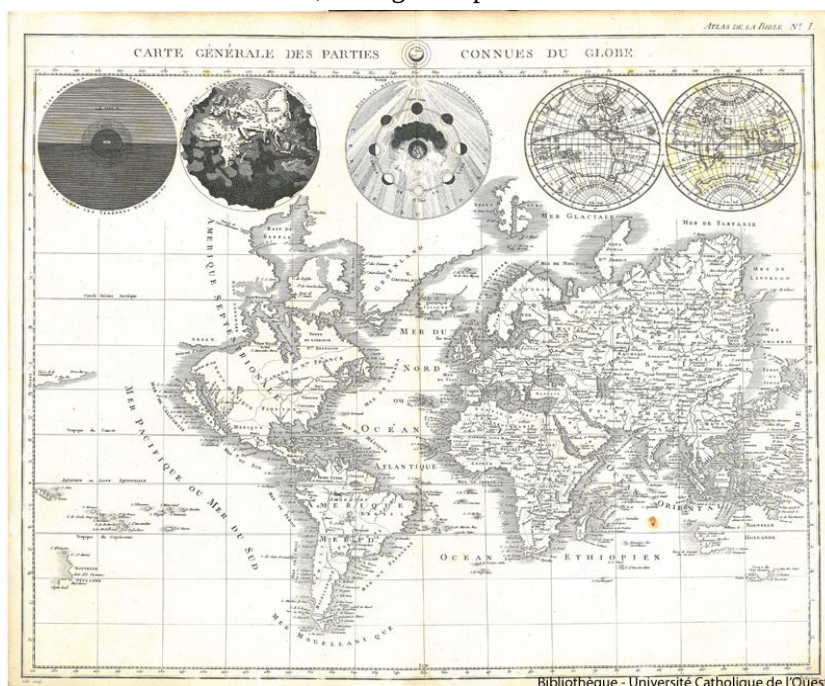
19 Cela s'explique en partie par le nombre moindre d'expéditions au long cours engagées durant ces années, du fait de la guerre, et donc moins de matériaux rapportés sur le continent européen pour grossir les collections géographiques.

20 L'œuvre de Jomard se situe à la fois dans l'ordre d'une géographie historique, dans les premiers temps de ses travaux ; mais il bifurque ensuite plus clairement vers une géographie moderne (Laissus, 2004).

courant majoritaire des études géographiques et structure fortement leur épistémè. Les travaux de Gosselin ou Barbié du Bocage font autorité, et inspirent par exemple fortement Jomard dans ses ouvrages égyptiens. Une des tensions épistémologiques de cette période réside justement dans le passage d'une géographie dite historique à une géographie qualifiée de « moderne » par ses partisans, se détachant de la tutelle disciplinaire séculaire de l'histoire et s'affirmant de façon autonome. Cette tension ne tourne pas à une querelle entre Anciens et Modernes, mais constitue néanmoins un des leviers de l'aspiration disciplinaire du début du XIX<sup>ème</sup> siècle.

### c) Cartographier le monde

10. Carte générale des parties connues du globe, Edme Mentelle (1804), in *Cours de géographie et d'histoire*, carte gravée par Tardieu



(Source : uco.fr)

La cartographie constitue également une forme essentielle de production de savoirs géographiques. Elle peut être utilisée en tant que mode de restitution des savoirs ou en tant qu'outil, en vue d'une exploration ou d'un commentaire. Grâce au constant perfectionnement des instruments (baromètres, chronomètres pour déterminer la longitude), qui constituent un objet récurrent de discussion entre géographes<sup>21</sup>, les cartes gagnent en exactitude. La reprise des expéditions au long cours à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle (celles de James Cook, Nicolas Baudin, Jean-François de La Pérouse par exemple) permet peu à peu de « combler les blancs de la carte » (Laboulais-Lesage, 2004) et de tendre toujours plus vers l'ambition holiste que se sont assignées les hommes des Lumières. Les cartes à l'échelle du globe symbolisent alors le degré d'avancée des géographes vers la connaissance totale de

21 Voir notamment les correspondances de Forster, Humboldt, ou encore les premiers bulletins de la Société de Géographie de Paris, dans les années 1820. Ces différentes sources montrent en quoi les progrès techniques supportent les progrès disciplinaires.

l'espace terrestre, telle celle que propose Mentelle pour son cours d'histoire et de géographie en 1804 (voir figure 10).

11. Carte du relief de l'Europe, *Atlas de l'Europe*, Carl Ritter (1806)



(Source : Staatsbibliothek Berlin)

En proportion, on trouve assez peu de cartes régionales ou à une autre échelle que celle du globe dans son entier : là encore, on retrouve dans le choix de cette échelle privilégiée la trace de l'ambition universaliste qui anime les géographes. Quelques cartes réalisées à une plus grande échelle apparaissent tout de même au fil du *corpus*. Alors qu'il donne des cours aux enfants de la famille Bethmann-Hollweg à Francfort, Ritter produit plusieurs cartes du continent européen (voir figure 11). Ces cartes servent avant tout une visée pédagogique, mais constituent aussi les prémisses de sa conception régionaliste de la géographie. La carte de Ritter est également remarquable, car il choisit de représenter en clair les reliefs et en foncé les plaines, contrairement à l'usage déjà courant à cette époque. Son intérêt cartographique se porte donc aussi dans la sémiologie graphique qu'il teste et fait évoluer. Dans les mêmes années, Humboldt va plus loin sur la curiosité régionale, notamment lorsqu'il réalise les atlas qui accompagnent ses œuvres américaines. Dans l'*Atlas du Mexique*, support



graphique de son *Essai sur le royaume de la Nouvelle-Espagne* (1811), il propose quelques planches à une échelle régionale, voire locale (voir figure 12).

12. Détail de la « Carte de la vallée de Mexico et des montagnes voisines », extrait de l'*Atlas géographique et physique du Royaume de la Nouvelle Espagne*, par Humboldt (1811)



Les réalisations à grande échelle restent rares, mais celles proposées par Humboldt et Ritter annoncent d'ores et déjà une préoccupation multiscale et régionaliste de la géographie. La question de l'échelle est centrale dans ce moment de construction disciplinaire et rejoint celle des objets pris en charge par la discipline. Quelle que soit son échelle, le *medium* cartographique revêt un enjeu stratégique considérable, dans la mesure où il renferme des informations de nature à intéresser les politiques. Nombre de cartes sont d'ailleurs issues de commande ou font l'objet d'une récupération politique, ce qui engage à interroger les liens existants entre savoirs géographiques et politiques au seuil de notre période (Desbois, 2012).

Les savoirs géographiques de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle et du début du XIX<sup>ème</sup> siècle se caractérisent donc par la coexistence de plusieurs « cultures », pour reprendre le mot de Jean-Marc Besse (Besse, Blais, Surun, 2010 : 9), qui attestent de la validité d'une conception plurielle pour cette période. Entre terrain et cabinet, entre géographie ancienne et géographie moderne, entre approche cosmique ou régionale, les méthodes, les finalités et les objets des géographes de cette période connaissent une très grande variété, dont les lignes de fracture coïncident plus ou moins avec les frontières étatiques. Cette dernière intuition reste à confirmer dans la suite des analyses. La mise en évidence de l'essentielle pluralité des savoirs géographiques pose un enjeu identitaire, celui de la

création de la discipline moderne. Selon quelles modalités passe-t-on du paradigme de la pluralité à celui de l'unicité ? Quels facteurs conduisent à sa revendication et à sa mise en place ? Quels éléments épistémologiques et sociologiques de la pluralité initiale vont contribuer à la fonder ? Comment s'effectue cette élaboration aux échelles nationales ? Existe-t-il de nettes différences nationales et pourquoi ? Quel rôle le politique joue-t-il dans ce processus de fondation de la géographie moderne ?

## **B) Une distance proximale avec le politique**

Avant de poursuivre plus avant la question de la fondation de la géographie moderne et de ses modalités, terminons l'état des lieux des savoirs géographiques à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle en examinant les liens noués avec l'élément politique<sup>22</sup>. Ces liens apparaissent paradoxaux. En effet, les savoirs géographiques sont assez peu encadrés par le politique, comme ils sont d'ailleurs peu encadrés par des instances scientifiques ; néanmoins en dépit de cette distance, les géographes, en tant qu'individu, ont souvent recours au politique pour soutenir leurs activités. Ce paradoxe d'une distance collective doublée cependant d'une proximité interpersonnelle est à souligner, puisqu'il soulève d'emblée plusieurs enjeux que ce travail vise à examiner et démêler.

### **1 – Géographie et politique : des relations a priori distantes**

Globalement, le politique intervient peu dans le processus qui vise à produire des savoirs géographiques à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Cela s'explique de la même manière que la faiblesse de l'encadrement institutionnel : les pratiques géographiques étant dispersées, plurielles, et existant avant tout dans l'ordre individuel, l'encadrement politique ne se manifeste pas sur le plan du collectif. Seules les Académies royales en auraient la possibilité, mais la partition des savoirs géographiques en empêche la lisibilité et donc le contrôle au moins partiel.

L'encadrement politique s'exerce cependant dans le domaine de la cartographie, au sens qu'il forme un corps professionnel identifiable : le Dépôt des Cartes et Plans est, par exemple, placé directement sous la surveillance royale, de même que le Dépôt Général de la Guerre, et leurs pendants le *Generalstab* à Berlin et l'*Ordnance Survey* à Londres. Des commandes officielles animent leur activité, déterminant ainsi des orientations objectales et thématiques à destination politique. Cette situation d'orientation épistémologique n'existe pas sous cette forme précise dans le cas des savoirs géographiques généraux. La pratique de la commande n'est pas largement répandue, comme cela peut être le cas pour la cartographie. La production des savoirs géographiques semble, pour la période pré-révolutionnaire, peu encadrée par le politique, que ce soit dans les pratiques ou les discours. D'un point de vue épistémologique, une grande variété et liberté caractérisent les productions géographiques. En termes d'objets étudiés, les périmètres du connu, du quotidien et du territoire à administrer n'englobent

---

22 On entend ici par « politique » les facteurs du politique, c'est-à-dire non pas les éléments de la politique (diplomatie, économique, etc) menée par les États, mais bien ce qui recouvre les actions et les modalités de l'action du politique. Pour plus de précision, voir les éléments de définition donnés en introduction.

pas tous les travaux. Ceux-ci se portent au contraire au loin : Humboldt tourne ses regards très tôt vers l'Asie et l'Amérique par exemple ; Forster se passionne pour les Indes orientales et les mers du Sud, parcourt la Lituanie, la vallée du Rhin, les Pays-Bas ou encore l'Angleterre et la France, et ne se cantonne jamais dans ses études au périmètre du royaume dans lequel il trouve ; Mentelle, Malte-Brun, Ritter ou encore Pinkerton développent tôt leur idée d'une géographie générale ou universelle. Ainsi les objets de recherches des géographes ne coïncident-ils pas avec les périmètres d'action politique. Dans ses années, les limitations ou orientations ne viennent pas du politique, mais plutôt des éditeurs. Forster s'y confronte régulièrement ; engagé dans de nombreuses entreprises de publication, il doit bien souvent ses disponibilités à ses éditeurs. À Ch. F. Voß, il exprime par exemple en 1790 sa gratitude de le laisser entreprendre un nouveau voyage en Angleterre :

Jetzt erlauben mir Ew Wohlgebornen noch von dem zu sprechen, was in diesem Augenblick für mich das Wichtigste ist, nämlich von meiner eigenen kleinen Reise nach England.<sup>23</sup>  
(Forster, 1980 : 198)

Au niveau des pratiques, la mobilité scientifique des géographes ne connaît jusqu'au moment révolutionnaire pas d'entraves particulières. Peut-être parce qu'elle est limitée, la pratique de terrain ne constituant pas encore une norme, on constate au sein du *corpus* une relative facilité de circulation dans les années jusqu'aux années révolutionnaires. Avant les années 1792-1793 et l'éclatement de la guerre, qui porte un coup d'arrêt aux mobilités européennes pour des raisons diplomatiques, les circulations se font aisément, ce qui change ensuite (Bourguignat et Venayre, 2007). Par exemple, lorsqu'Humboldt entreprend un court voyage scientifique avec Stephen van Geuns l'année 1789 dans le nord-ouest de l'Allemagne, aucune entrave ne leur est opposée. Humboldt indique seulement dans sa correspondance qu'ils doivent se signaler lorsqu'ils arrivent dans un nouveau royaume et qu'ils ont des contacts avec les différentes cours :

Die Reise geht über Magdeburg, Helmstädt, Braunschweig und Nordeim. Ohnerachtet ich in alle diesen Orten mich aufhalten muß, besonders in Braunschweig, wo ich an den Hof gehen muß (...).<sup>24</sup> (Humboldt, 1973 : 47)

Aucune autre remarque concernant des obstacles de nature politique à circuler n'apparaît dans sa correspondance. Pas plus de difficulté n'est signalée par Forster, qui semble devoir cependant rendre quelques comptes, à ses éditeurs et aussi au monde politique. À la veille de son voyage avec Humboldt en 1790, il écrit par exemple :

Ich habe vom Kurfürsten Urlaub auf drei Monate und kann folglich fünf Wochen in London bleiben, welches mir eben recht ist.<sup>25</sup> (Forster, 1980 : 33)

---

23 Traduction : Maintenant que Votre Grandeur me permette de parler une nouvelle fois de ce qui m'importe le plus en ce moment, à savoir de mon propre petit voyage en Angleterre.

24 Traduction : Le voyage passe par Magdebourg, Helmstädt, Braunschweig et Nordhein. Je dois sans doute séjourner dans tous ses lieux, notamment à Braunschweig où je dois me rendre à la cour.

25 Traduction : J'ai de la part du Prince Électeur des vacances de trois mois et je peux donc rester cinq semaines à Londres, ce qui me convient tout à fait.

Ces exemples ne permettent pas bien sûr de conclure à l'absence totale d'encadrement politique des déplacements des géographes, puisque Forster demande une autorisation, mais révèle tout de même une certaine facilité mobilitaire. La situation politique en Europe dans les années 1780 plutôt calme, puisque les troubles les plus importants se manifestent en effet de l'autre côté de l'Atlantique, soutient une mobilité scientifique aisée et importante jusqu'au déclenchement du conflit révolutionnaire. Cette facilité circulatoire permet aussi l'animation transnationale des réseaux géographiques.

## **2 – Des liens parfois étroits**

Malgré une apparente distance entre les géographes et la sphère politique, les liens entre ces deux champs peuvent pourtant s'avérer très étroits. En effet, si le politique n'intervient pas sur l'orientation thématique ou la possibilité de mobilité, il demeure un facteur essentiel de la production scientifique et géographique, en tant qu'il le finance et en forme le principal mécène. Cela s'avère d'autant plus important pour les géographes qu'ils ne disposent alors pas d'institutions ou de tribunes dédiées, susceptibles de soutenir matériellement ou financièrement leurs travaux. Cet état de fait place donc bien souvent les géographes dans le giron, voire sous la tutelle du politique et questionne, ou du moins relativise, le constat précédent de distanciation des deux champs. Plusieurs exemples de cette proximité, bien souvent fondée sur une dépendance financière, apparaissent dans notre *corpus*.

Georg Forster offre un premier cas saisissant. Placé à son retour en Europe en 1775 dans une situation financière exsangue, il consacre une grande partie de son temps et de son énergie à rechercher des fonds lui permettant, non seulement de poursuivre ses travaux, mais surtout de vivre. Sa correspondance reflète la précarité financière et l'inconfort permanent de sa situation. En 1790, il écrit plusieurs fois à Johannes Müller, qui s'occupe de l'Université de Mayence et se charge de faire l'intermédiaire avec Son Altesse Électorale de Mayence, le tenant des fonds, pour lui demander de le financer plus largement :

J'ai déjà dépensé cette année-ci plus de 3000 florins, et il en reste encore presque trois mois auxquels il faudra faire face. Vous sentés (sic) bien qu'il faut furieusement travailler pour fournir le supplément nécessaire aux 1800 florins que ma place me donne. Qu'en résulte-t-il ? Que mes meilleures années s'évanouissent insensiblement dans la pénible occupation de Traducteur ; que les forces et les talents quelque petits qu'ils soient, dont je me sens pourvu, ne pourront jamais être mis en action pour le bien du public. (Forster, 1980 : 20-21)

Vous voudrés (sic) bien dans l'occasion mettre mes hommages aux pieds de S.A.E. [Son Altesse Électorale] En l'assurant de mon zèle et de mon dévouement. S'il pouvait être question de m'accorder quelque soulagement dans ce moment, où je trouve le prix des choses nécessaires considérablement haussé, je Vous aurais la plus grande obligation, si Vous pouviez suggérer l'idée de me mettre sur le pied des Conseillers de la cour actuels, auxquels on accorde le chauffage qui me fait un article de près de 300 florins, somme vraiment disproportionnée, lorsqu'on la compare à mon salaire. (*ibid.* : 156)

Forster exprime dans le premier extrait toute sa frustration de devoir occuper un travail alimentaire, au



détriment du « bien public », expression des Lumières s'il en est, c'est-à-dire à l'avancement de ses projets scientifiques. La dépendance financière dans laquelle il se trouve fait jouer un rôle au politique en termes de production scientifique : il le détourne de ses travaux géographiques. Le deuxième extrait montre encore plus que le précédent la dépendance dans laquelle il se trouve. Pour la période où il réside à Mayence, le Prince Électeur endosse pleinement le rôle topique de prince protecteur des arts et des sciences. Cette relation de mécénat, qui place Forster dans une situation de dépendance, soulève plusieurs questions sur les modalités de production de ses travaux géographiques. Dans quelle mesure Forster peut-il s'adonner à ses projets en toute liberté ? Le soutien financier engagé par ses différents mécènes n'entraîne-t-il pas l'orientation des travaux, dans leurs thèmes, leurs objectifs, ou encore leurs échelles ? C'est donc un enjeu d'indépendance de la production scientifique qui est soulevé, ainsi qu'un enjeu identitaire concernant la délimitation des savoirs géographiques. Ces questionnements prennent également sens en observant la pratique régulière de la dédicace au début des ouvrages de Forster. Chacun ou presque de ses ouvrages fait référence, sinon révérence, au prince qui l'a soutenu. Il dédie par exemple son ouvrage *Geschichte der Reisen* (1791) au Comte von den Schulenburg-Kehnert, en déclinant ainsi tous ses titres :

An  
S[ein]e Hochgräfl[iche] Excellenz  
Herrn  
Friedrich Wilhelm Grafen von der Schulenburg-Kehnert,  
General-Lieutenant von der Kavallerie, wirklichen Geheimen Staats- Krieges-  
und Kabinets-Minister,  
Präsidenten des Ober-Kriegs-Kollegii, Ritter des schwarzen Adler-Ordens, Landdrost  
zu Meurs, Dorst zu Wittmar in Ostfriesland, Erbherrn auf Kehnert, Utz, Sandfort,  
Cobbel, Mehlwinkel, Bertingen, Zibbrick und des Amts Erdeborn, Chef der  
Banque und der allgemeinen Wittwen-Verpflegungs-Anstalt, etc.<sup>26</sup> (Forster, 1791 : NP)

Le fait de dérouler tous ses titres semble avoir pour but de mettre Forster sous la protection de son puissant mécène, général et ministre prussien. Chaque dédicace porte en elle un étonnant paradoxe : elle maintient, tout en espérant aussi le renforcer, le lien de protection et de soutien financier, alors qu'elle est le reflet d'une dépendance profonde et susceptible d'entraver des progrès scientifiques. Cette pratique pose en outre plus généralement la question des modalités de production des savoirs : quel contexte peut amener un scientifique, dans le cas présent Forster, à accepter une tutelle politique ? Et quelles peuvent en être les conséquences, à la fois personnelles et épistémologiques ?

La pratique des dédicaces se retrouve aussi très largement de l'autre côté du Rhin, notamment au seuil des ouvrages d'Edme Mentelle. Il introduit ainsi sa *Cosmographie élémentaire* (1781) d'une épître au Duc d'Angoulême, fils du futur Charles X et membre de la cour française auquel il enseigne la géographie, rédigée comme suit :

26 Traduction : A son Excellence comtale, Monsieur Frédéric-Guillaume Comte de Schulenburg-Kehnert, Lieutenant-Général de la Cavalerie, Ministre de cabinet et d'Etat chargé de la guerre, Président du collège supérieur de la guerre, Chevalier de l'Ordre noir aristocratique, administrateur de Meurs, de Wittmar dans l'Ostfriesland, héritier de Kehnert, Utz, Sandfort, Cobbel, Mehlwinkel, Bertingen, Zibbrick et de l'administration de Erdeborn, Chef de la Banque et du centre général d'aide aux veuves, etc.

Monseigneur,  
 S'il est honorable pour moi d'avoir obtenu que mon ouvrage parût sous les auspices de Votre Altesse Royale, il n'est pas moins flatteur d'espérer qu'il pourra bientôt contribuer à son instruction. Cet avantage est le plus précieux, sans doute, de ceux auxquels il me fût possible d'aspirer. J'ai principalement cherché, dans cette *Cosmographie*, à présenter d'une manière simple & élémentaire les vérités sublimes que l'on a découvertes sur le Système du Monde, & que l'on ne doit pas ignorer dans le siècle éclairé où nous vivons.  
 Quel que soit, d'ailleurs, le succès de mon travail, daignez voir, Monseigneur, dans cet effort de mon zèle, une faible preuve de mon empressement à seconder les sages vues qui dirigent votre éducation, ainsi que du très-profond respect avec le quel je suis,  
 De Votre Altesse Royale,  
 Monseigneur,  
 Le très-humble et très-obéissant serviteur,  
 Mentelle. (Mentelle, 1781 : NP)

Cette citation ne peut se comprendre qu'en lien avec la position particulière de Mentelle, comparable d'ailleurs à celle de Jean-Nicolas Buache de la Neuville. Tous deux sont en effet directement dans l'escarcelle du pouvoir royal français, puisque géographes du roi. Chez les Neuville, il s'agit même d'une position quasi-dynastique, puisque Jean-Nicolas est le neveu de Philippe Buache. Edme Mentelle donne également des cours à l'École militaire, mais leur tâche à la cour consiste essentiellement à enseigner la géographie aux enfants de la cour et notamment de Louis XVI. L. Drapeyron souligne à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle le caractère stratégique d'enseigner la géographie aux princes français, en citant Buache lui-même :

« Entre toutes les sciences qui conviennent davantage à un grand prince, tel que Monseigneur le Dauphin, le premier rang est pour l'histoire, et ensuite pour la géographie, qui en est comme inséparable, l'histoire ayant toujours passé pour être l'école et la science des princes, et la géographie leur guide. La géographie surtout est l'étude qui embrasse le plus de notions à l'usage des rois et des grands princes, non seulement pour les marches militaires, les routes et les campagnes des armées, mais aussi pour la connaissance et les bornes des États voisins et des plus éloignés, pour les droits et les usurpations des souverains les uns sur les autres, les intérêts des principes, les généalogies des grandes maisons, pour la possession des terres qui en portent les noms, la politique des États différents, le génie des peuples, et enfin tant d'autres usages dont la géographie sait faire l'application pour le service des princes ». (Buache, in Drapeyron, 1887 : 244 )

L'enseignement de la géographie aux dauphins revêt donc une importance toute particulière. Remplissant cette fonction, Mentelle fait même à cet effet construire un globe terrestre en relief pour mieux enseigner les savoirs géographiques à ses élèves. Parallèlement à leur devoir de cour(s) les deux géographes poursuivent leurs travaux géographiques : Buache de la Neuville sur les îles des mers du Sud essentiellement (Buache de la Neuville, 1775), Mentelle à l'élaboration d'œuvres pédagogiques destinées à l'apprentissage facilité de la géographie de la Terre (Mentelle, 1781, 1791). C'est le but que se donne d'ailleurs sa *Cosmographie élémentaire* (1781), dédiée au Duc d'Angoulême qui fut son élève. Cet ouvrage résulte donc directement de sa position à la cour et de ses relations privilégiées avec la famille royale. Il est difficile de mesurer en quoi les ouvrages écrits à cette époque par Mentelle et Buache portent l'influence du roi ou de la cour, mais le contexte de leur production même soulève bien des questions.

Une des questions en jeu dans ce travail doctoral concerne l'existence ou non de registres nationaux, voire de modèles, dans la manière d'appréhender les relations entre savoir et pouvoir. Pour le dire autrement, des habitus relationnels se mettent-ils en place aux échelles nationales ? L'examen de la période 1780-1790 ne fait pas apparaître de modèles nationaux évidents dans les rapports entretenus par les géographes avec le monde politique. Une autre caractéristique se révèle cependant ; ces rapports ont en commun d'être noués sur un mode interpersonnel et ne doivent donc être envisagés qu'en tant que cas particuliers. Les liens pouvant exister entre un géographe et un politique apparaissent d'une étroite proximité, la situation personnelle des géographes contrastant ainsi avec leur situation collective. Un paradoxe surgit d'emblée, lorsque l'on se penche sur les liens entre pouvoir et savoir géographique. Le pouvoir manifeste sa présence comme relevant d'une nécessité, parfois vitale comme pour Forster, ou soutenant au moins des carrières, pour Mentelle, Buache de la Neuville, ou encore Humboldt que je n'ai pas évoqué ici<sup>27</sup>.

Bien que révérees et référencées dans les dédicaces, ces relations de dépendance apparaissent pourtant critiques au sein des correspondances privées. Comme Humboldt le conseille à son ami Aimé Bonpland en 1805, « [f]aites vous une liste des gens qu'il faut louer perpétuellement (...) » (Humboldt, 1905 : 190) : qu'il faille le faire sincèrement, cela, il ne le précise pas. La distorsion entre la pratique et la sincérité de cette même pratique questionne la réalité de la nature des relations entre politique et géographes. Les régulières dédicaces et autres références révérencieuses interrogent donc quant à la présence et à l'influence du politique dans les modalités de production des savoirs géographiques. Celle-ci semble encadrée, à l'échelle des individus, sinon strictement surveillée, mais dans quelle mesure cette influence est-elle acceptée ? Les prochains développements visent précisément à tracer ces relations, aussi bien sur un plan individuel que collectif et dans les différents cadres nationaux qui vont se mettre en place. Comment ces relations évoluent-elles ? Quelles influences ont-elles sur l'épistémologie naissante de la géographie moderne ? Quelles relations négociées se mettent éventuellement en place ? Peut-on à la suite de cette période liminaire déterminer des façons de faire nationales, distinguant ainsi des modalités françaises, prussiennes et britanniques ?

## **Conclusion du chapitre 1**

Tant sur le plan sociologique qu'épistémologique, les savoirs géographiques des années 1780-1800 se situent sur l'horizon de la pluralité. D'un point de vue sociologique d'abord, cette pluralité s'exprime par une production essentiellement individuelle. Bien que des réseaux collectifs existent à l'échelle européenne, la production de ses savoirs se fait en grande majorité au niveau des individus. En effet, cette échelle s'affirme en miroir de l'absence d'institutions encadrantes. Les seules structures supra-individuelles existent par le fait de figures polarisantes animant des réseaux, notamment épistolaires, à l'échelle européenne. D'un point de vue épistémologique, l'absence de structures

---

27 Humboldt obtient un poste comme directeur des mines du Freiberg en 1793 grâce à des appuis politique et sollicite également un soutien politique pour son départ en Amérique en 1799 auprès de la cour espagnole (Gayet, 2006).

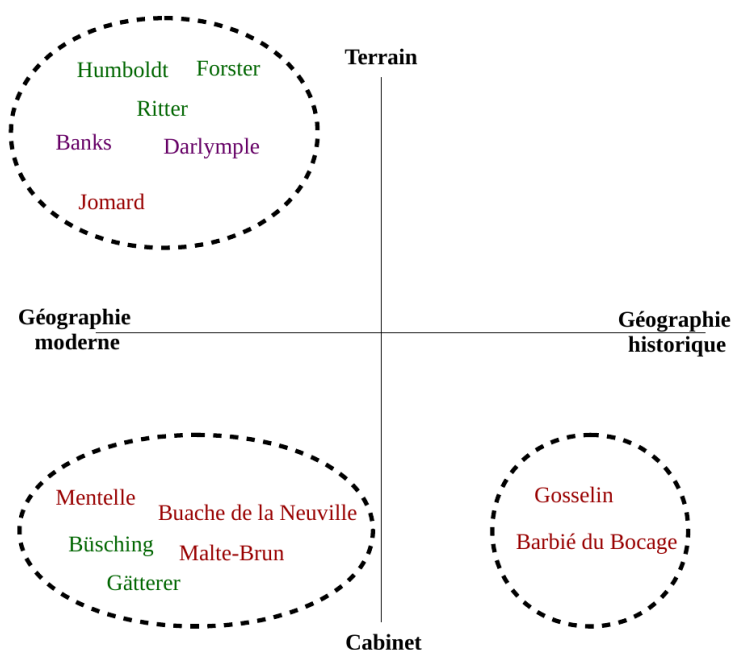
collectives institutionnalisées entraîne une liberté en termes d'objets, de méthodes et d'ambitions. Liberté qui fait largement écho à l'esprit universaliste de la science des Lumières. Chaque géographe développe ainsi sa propre façon d'envisager et de produire des savoirs géographiques, appuyant l'idée d'une coexistence de cultures géographiques (Besse, Blais, Surun, 2010), par delà des frontières disciplinaires ou nationales.

### 13. Coexistence de différentes cultures géographiques de la fin du XVIII<sup>ème</sup> au début du XIX<sup>ème</sup> siècle

Géographes		Terrain	Cabinet	Géographie ancienne	Géographie moderne
<b>France</b>					
Corpus	Mentelle		x	x	x
	Buache		x		x
	Malte-Brun		x	x	x
	Jomard	x	x		x
Hors-Corpus	Gosselin		x	x	
	Barbié du Bocage		x	x	
<b>Allemagne</b>					
Corpus	Forster	x			x
	Humboldt	x			x
	Ritter	x			x
Hors-Corpus	Götterer		x		x
	Büsching		x		x
<b>Grande-Bretagne</b>					
Hors-Corpus	Banks	x			x
	Darlymple	x			x

Le tableau et le schéma font apparaître l'existence de cultures nationales voire régionales différenciées entre France et Allemagne, en particulier sur la question du terrain. Mais c'est globalement la pluralité interindividuelle qui domine. En effet, la comparaison terme à terme entre les deux espaces culturels ne tient pas complètement ; en dépit de grandes tendances nationales, c'est l'échelle des individus qui dessine les options épistémologiques prises dans la fabrication des savoirs géographiques. Cela signe et explique l'essentielle pluralité constatée en matière de production géographique à l'aune du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les chapitres suivants devront poursuivre ces analyses et questionner la manière dont les savoirs géographiques se structurent peu à peu en domaine scientifique. Ce processus s'effectue-t-il de manière homogène à l'échelle européenne ou voit-on s'exacerber des lignes de fracture entre les espaces nationaux ?

#### 14. Schéma des différentes « cultures géographiques » entre 1780 et 1810



Le paradigme de la pluralité s'exprime également dans les liens entretenus avec le politique. En effet, la présence du politique apparaît essentiellement dans des rapports interpersonnels. Au contraire d'autres disciplines scientifiques, la position du politique se déporte donc du collectif vers l'individu. Les rapports se négocient donc de manière interpersonnelle et intéressent plutôt les conditions de vie des géographes et les conditions matérielles de la production scientifique. Le politique endosse en effet le rôle du prince protecteur, mécène financier, mais semblant garder ces distances avec les enjeux proprement épistémologiques. Néanmoins, cette proximité ne laisse pas d'interroger l'influence du politique et de la politique sur la production des savoirs géographiques, alors que le contexte européen se trouve profondément modifié à partir des années 1790. Le processus révolutionnaire français, initiateur de bouleversements majeurs tant aux plans politique que social, entraîne en effet des évolutions dans les modalités de production des savoirs scientifiques en général et initie en particulier l'institutionnalisation nationale des savoirs géographiques. L'enjeu des chapitres suivants consiste donc à articuler les bouleversements politiques à l'œuvre avec les évolutions plurielles des modalités de production des savoirs géographiques, dont l'une des plus importantes réside dans l'apparition d'échelles nationales de leur production et de leur diffusion.

## **Chapitre 2. 1790-1815 : Affirmations nationales et augmentation de la demande de savoirs géographiques**

L'année révolutionnaire 1789 ouvre une période d'une quinzaine d'années de profonds remaniements de l'espace européen. De 1790 à 1815, les bouleversements politiques qui touchent l'Europe entière ont d'abord des répercussions en termes d'organisations territoriales, spatiales et politiques. Les différentes entités politiques amorcent en effet un processus d'affirmation nationale, qui prend toute son ampleur au XIX<sup>ème</sup> siècle, mais dont les jalons sont posés à partir de la Révolution française (Jeismann, 1992). Bien que le XVIII<sup>ème</sup> fonctionne déjà globalement sur des bases nationales, celles-ci ne sont pas nécessairement intégrées par les souverains d'Europe et ne s'avèrent pas toujours structurantes. De plus, en dépit parfois d'affrontements bilatéraux, l'universalisme culturel qui règne dans l'Europe des Lumières favorise les relations transnationales, à l'échelle du continent. Certains philosophes rêvent d'une Europe politique unie, pourtant c'est un mode d'organisation et des perceptions du continent de nature plus en plus nationale qui se met en place.

Les évolutions politiques et territoriales du moment 1800 ne sont pas sans lien avec celles qui touchent la production de savoirs géographiques. Le recentrement politique à une plus grande échelle, celle du royaume, ou de l'État-nation, appelle de nouveaux savoirs sur cet espace. Pour maîtriser le nouveau territoire ainsi conquis et/ou consciemment délimité, la nécessité de le connaître se fait sentir (Bourguet, 1989). On constate alors au niveau européen que le politique, se faisant commanditaire de nouveaux savoirs sur l'espace, informe la production des savoirs de nature géographique. Cette information opère d'abord et avant tout au niveau institutionnel, au niveau des cadres de production, mais également au niveau épistémologique, du point de vue des cadres intellectuels. Ce faisant, le politique redéfinit le rôle scientifique et sociétal des géographes, en leur conférant une place inédite dans les champs sociétal et scientifique. En identifiant et en nommant les géographes, il amorce ainsi une future reconnaissance disciplinaire et institutionnelle. Parallèlement, il influence également l'épistémè des savoirs sur l'espace. Que ce soit dans la création d'institutions, dans la définition de leurs objets, finalités ou modes de restitution, les politiques nationales impriment leurs marques aux savoirs géographiques alors produits. Le politique tend particulièrement pendant cette période à orienter les périmètres d'objets des géographes.

L'enjeu est de comprendre les ressorts de ce processus ainsi que d'examiner les éventuels modèles nationaux ainsi mis en place. Il s'agit également de comprendre dans quelle mesure les demandes du politique rencontrent ou suscitent certaines aspirations scientifiques, ou au contraire si elles font face à des résistances ou du moins à des réponses différenciées. L'intérêt politique pour les

objets spatiaux entraîne de nouveaux modes de production géographique, sans pour autant l'uniformiser dans ses objets ou ses pratiques. L'enjeu de ce travail doctoral réside aussi dans l'examen, sinon des oppositions, du moins des hiatus qui peuvent exister entre géographie et politique et bien sûr des différentes cultures qui peuvent cohabiter en Europe à cette période. Les analyses visent à identifier si les aspirations politiques engagent les savoirs géographiques d'une part dans la voie d'une disciplinarisation qui mettrait le collectif au dessus du plan individuel et d'autre part si cette disciplinarisation s'opère différemment selon les aires nationales. En prenant d'abord le point de vue du politique, ce deuxième chapitre s'appuie donc sur le questionnement général suivant : en quoi les bouleversements politiques à l'œuvre au moment de la Révolution française amènent à un recentrement national et entraînent conjointement une redéfinition du rôle et des objets des géographes dans le cadre d'une demande politique accrue de savoirs sur l'espace ? Il sera complété par les chapitres 3 et 4 qui interrogent eux les conséquences de ces bouleversements d'un point de vue interne à la sphère géographique, au niveau du collectif puis des individus.

## **A) 1790-1815 : le moment des affirmations nationales**

Cette première partie ne vise pas à retracer la chronologie des épisodes politiques principaux qui se déroulent entre 1790 et 1815, mais cherche plutôt à montrer en quoi, d'une part, la Révolution française engendre des bouleversements politiques et territoriaux de grande ampleur sur le continent européen et, d'autre part, en quoi ceux-ci président à un recentrement national en France et dans le monde germanique à partir de la Prusse.

### ***1 – La nation française entre Révolution et Napoléon***

Le processus révolutionnaire français se fait l'initiateur d'un recentrement national sans précédent en Europe. Alors que les puissances monarchiques s'élèvent contre la France pour défendre le maintien d'un ordre politique séculaire, celui-ci se fissure et laisse la place à une nationalisation du système politique européen. La Révolution française ne prend une ampleur européenne qu'à partir de l'année 1792, lorsque la guerre éclate entre la France et les principales puissances monarchiques opposées à la révolution en cours<sup>28</sup>. L'état de guerre ne cesse, à quelques moments d'accalmie près cependant, qu'en 1815 au moment de la défaite définitive de Napoléon Bonaparte. Pendant plus de vingt ans l'esprit révolutionnaire, compris au sens large avec toutes les modifications qu'il connaît durant cette période, et la guerre qui en résulte, vont modeler l'espace européen et contribuer à une nouvelle organisation politique. Plusieurs étapes importantes dans le cadre de cette recherche marquent cette période.

Tout d'abord, la déclaration de guerre en 1792 de la France révolutionnaire à l'Autriche, puis aux

---

28 Pour les principales dates et événements, voir le tableau synoptique en Annexes (voir annexe 1). Il faut noter que les entrées en guerre des différents belligérants se font de façon progressive, mais que la guerre touche quasiment toute l'Europe sous l'ère napoléonienne.

autres puissances basculant par le jeu des alliances, signe le début de l'affrontement de deux ordres politiques et idéologiques distincts. La même année voit également l'instauration officielle de la République en France, ajoutant une distance supplémentaire entre elle et le reste de l'Europe. Témoin direct de l'avancée des armées françaises de l'autre côté du Rhin, Georg Forster présente dans sa correspondance la confusion régnant alors en Europe, et particulièrement à Mayence qui, comme toute la région rhénane, fait l'objet de multiples convoitises. Il présente par exemple en mai 1792 à son beau-père Heinrich Heyne les différentes forces européennes en présence et les tensions afférant à la situation :

Nun gewöhnen wir uns in Mainz auch an den Anblick der 3färbigen Kokarde. Der neue französische Gesandte Villars ist seit Montag hier. Er hat am Donnerstag mit dem Minister v. Erthal conferirt und wird heute beym Kurfürsten Audienz haben. Es scheint, die Franzosen wollen mit dem Reich nicht brechen und das kann den Fürsten jezt gelegen genug seyn, am meisten uns, die wir exponirt sind. Sonst giebt es nichts neues. Wenn die Franzosen fortfahren so uneinig zu seyn, sieht es nicht gut aus um sie ; es verlängert wenigstens die Periode der Anarchie.<sup>29</sup> (Forster, 1989 : 112)

La correspondance de Forster fait apparaître les différentes échelles en jeu dans le processus révolutionnaire : les Français sont placés en face du puissant Empire austro-hongrois dans un premier temps, puis finalement face à une bonne partie de l'Europe au cours de l'année 1792 et de la suivante. Les velléités politiques de chacun s'expriment aussi de façon géographique, la ville de Mayence attendant de voir son sort réglé par l'un ou l'autre. Ceux qui sont exposés (*exponirt*), pris en tenaille entre les deux, constituent l'enjeu territorial du conflit. En procédant par extension spatiale, l'un et l'autre camp entendent en effet asseoir leur suprématie idéologique et politique. L'ordre défendu n'est alors plus européen, puisqu'une rupture sans retour apparaît avec la mise à mort de Louis XVI, suite de la proclamation de la République.

La France s'isole ainsi du reste de l'espace européen et renforce un processus de recentrement national. L'isolement politique appelle en effet une revendication des particularités nationales françaises. Celles-ci s'expriment avant tout de manière spatiale : il s'agit de délimiter et d'exposer la nation française. À ce titre, la création des départements français en 1789 constitue une des premières pierres de la construction et de l'unification de la nation française née sous les auspices révolutionnaires. Les instances administratives mises en place structurent désormais par échelles l'ensemble du territoire géré. Daniel Nordman et Marie-Vic Ozouf-Marinier exposent dans *l'Atlas de la Révolution française* qu'ils coordonnent comment la souveraineté populaire s'exprime désormais spatialement, en uniformisant le territoire national (Nordman et Ozouf-Marinier, 1989). Cette nouvelle souveraineté, fondée sur les principes des Lumières, redéfinit d'ailleurs complètement la notion de

---

29 Traduction : En ce moment à Mayence, nous nous habituons aussi à la vue de la cocarde tricolore. Le nouvel envoyé Français, Villars, est ici depuis lundi. Jeudi, il a tenu conférence avec le Ministre von Erthal et a aujourd'hui une audience avec le Prince Électeur. Il apparaît que les Français ne veulent pas rompre les liens avec l'Empire et cela peut être suffisant pour le Prince pour le moment, et surtout pour nous, qui sommes exposés. Sinon, il n'y a ici rien de nouveau. Si les Français continuent à être si désunis, cela n'augure rien de bon pour eux ; cela prolonge au moins la période d'anarchie.



territoire, en le délimitant de façon claire et en lui imposant un nouveau cadre administratif et législatif. Jean-Marc Besse, qui étudie les représentations géographiques de l'espace français sous cette période, montre à travers l'exemple des noms de rues parisiennes en quoi le territoire de la France se trouve ainsi repensé. Le nouveau projet de toponymie des rues et lieux de la capitale apparu dans les années 1793-1794 vise à représenter, et à fédérer par la même occasion, l'espace national (Besse, Blais, Surun, 2010). Pour rompre avec l'ordre ancien et refonder un nouveau consensus national, les axes de la capitale sont nommés non plus d'après d'illustres saints ou hommes politiques mais d'après l'espace national défendu et partagé. L'idéologie politique passe par son implantation spatiale sur le nouvel espace national délimité par la Révolution et Paris devient une France en miniature, symbolisant à elle seule le nouvel ordre territorial. Besse souligne ainsi « combien la référence à la géographie était puissante dans le dessin de cet espace imaginaire » (*ibid.* : 281) et éminemment idéologique. La France est ainsi le premier pays européen à associer aussi fortement idéologie politique, nationalité et géographicit  . Elle engage ainsi le processus de recentrement national qui se poursuit dans l'Europe entière jusqu'après les guerres napoléoniennes<sup>30</sup>.

Pendant toute cette période de guerre intermittente, la conquête territoriale reflète la puissance idéologique du système politique défendu. Les premières années de conflit 1792-1793, auxquelles Forster assiste, en témoignent, mais l'affirmation de la nation française se réalise peut-être encore plus lors des campagnes napoléoniennes sous l'Empire. Portée par une figure ambitieuse, la nation française se porte sur des théâtres plus lointains, poussant jusqu'en Russie les vellétés de conquête territoriale. On sait l'issue de ces campagnes pour la France : l'appétit napoléonien est finalement vaincu en 1815 et la France échoue donc à dilater son territoire à l'échelle de toute l'Europe. La période napoléonienne est aussi remarquable en ce sens qu'elle poursuit l'effort de construction nationale de la France de l'intérieur : en instaurant notamment le Code civil et en poursuivant la centralisation administrative et territoriale entamée par la Révolution, l'ère napoléonienne contribue à affirmer la nation française. L'imaginaire spatial est donc central dans le processus révolutionnaire : il permet à une nouvelle idéologie politique de s'implanter, de se matérialiser dans les contours refond  s de la nation française. Si l'espace compte autant pour le politique, il s'agira de s'interroger en retour sur la manière dont les savoirs géographiques intègrent cette nouvelle réalité.

## **2 – Le sursaut national prussien**

Les conséquences des invasions napoléoniennes ne se manifestent pas seulement en France. Elles ont en effet des retentissements sur la construction nationale d'autres nations européennes, en particulier la Prusse. Michael Jeismann interprète d'ailleurs le moment des guerres napoléoniennes comme fondateur pour la construction nationale prussienne, dans la mesure où elles permettent à la Prusse de se fédérer autour d'un ennemi commun (Jeismann, 1992). En 1806, l'armée française défait

---

30 L'indépendance de la Belgique obtenue en 1830 résulte par exemple directement des bouleversements géographiques que la région des Flandres et des Pays-Bas a connu pendant ces guerres.

l'armée prussienne à la bataille de Iéna et Berlin se retrouve consécutivement envahie par les troupes napoléoniennes. La cour et la population du royaume ressentent très durement le choc de l'invasion, la capitale et la cour doivent même être relocalisées à Königsberg pendant quelque temps. M. Jeismann analyse la défaite de 1806 non pas seulement comme une crise militaire, mais comme une crise politique et nationale :

Die Niederlage Preußens gegen des napoleonische Frankreich bei Jena und Auerstedt mußte zunächst als Krise der preussischen Monarchie verstanden werden. Erst aus der Perspektive und durch die Propaganda von Arndt, Jahn, Fichte, u. a. konnte diese Krise überhaupt als nationale Krise empfunden werden – und damit eine ganz andere Dimension annehmen. Ähnliches gilt für die französische Niederlage von 1871.<sup>31</sup> (*ibid.* : 13)

Alexander von Humboldt, rentré depuis peu de son périple américain dans sa patrie, se trouve dans sa ville natale et assiste à l'arrivée des Français. Témoin de la défaite subie par son pays, il exprime dans une lettre du 12 février 1807 à son ami François Gérard ce que tout le peuple prussien ressent alors :

Les événements (sic) qui viennent d'écraser notre indépendance politique, comme ceux qui ont préparé cette chute désastreuse et qui la faisaient prévoir, tout m'a fait regretter mes bois de l'Orénoque et la solitude d'une nature aussi majestueuse que bienfaisante. Après avoir joui d'un bonheur constant de dix à douze ans, après avoir erré dans des régions lointaines, je suis rentré pour partager les malheurs de ma patrie ! L'espoir de me rapprocher de vous me console un peu. (Humboldt, 1905 : 217)

L'expression de l'attachement à la patrie sous la plume de Humboldt est assez rare pour être signalée, car le naturaliste prussien se décrit plus souvent comme un citoyen du monde qu'un défenseur de sa propre nation. Les mots de Humboldt reflètent la puissante réaction de rejet des Prussiens face à la présence française sur leur sol. Ils la vivent comme une invasion, qui va déclencher une réaction de défense. L'expression « ma patrie » dans la correspondance humboldtienne témoigne du processus enclenché par la présence des Français. Jusqu'alors, l'ensemble des États allemands constitue un ensemble morcelé, territorialement, politiquement et culturellement ; seuls la langue et le passé commun au sein de l'Empire romain germanique fondent quelques piliers communs. Il n'existe pas de nation allemande et aucun des États ne peut être considéré comme une nation non plus. La Prusse, bien qu'un des plus puissants et vastes de ces multiples royaumes, ne fait pas exception. Cependant, l'intrusion française déclenche dans ce royaume une réaction nationale et la volonté de s'ériger en « patrie ». Le mot patrie signifie le partage d'un territoire et de valeurs, reconnus par le plus grand nombre. L'entreprise engagée par le souverain Frédéric-Guillaume III consiste précisément en l'érection d'une patrie, mais trouve d'abord son expression la plus forte chez les écrivains. Comme M. Jeismann le souligne, ce sont en particulier Fichte et Arndt, ce dernier étant alors exilé en Russie, qui exaltent le sentiment patriotique et appellent au renouveau de *Deutschland*. M. Jeismann cite dans son ouvrage un poème de Arndt, *Vaterlandslied*, le chant de la patrie, qui donne une idée du mouvement

---

31 Traduction : La défaite de la Prusse contre la France napoléonienne à Iéna et Auerstedt devait d'abord être comprise comme une crise de la monarchie prussienne. Seulement d'après la perspective et la propagande développées par Arndt, Jahn, Fichte et les autres, cette crise a aussi pu être ressentie surtout comme une crise nationale – et prendre alors une toute autre dimension. Il en va de même pour les Français et la défaite de 1871.

alors en cours :

Laßt brausen, was nur brausen kann,  
In hellen, lichten Flammen !  
Ihr Deutschen alle, Mann für Mann,  
Fürs Vaterland zusammen !  
Und hebt die Herzen himmelan !  
Und himmelan die Hände !  
Und rufet alle, Mann für Mann :  
Die Knechtschaft hat ein Ende !<sup>32</sup> (Arndt, 1892 : 100)

Les ouvrages de Fichte, dont *Les discours à la nation allemande* parus en 1807, comptent également parmi les contributions les plus importantes à ce soulèvement patriotique. Celui-ci est d'une intensité inédite en Prusse. Il s'exprime essentiellement sous une forme littéraire dans un premier temps, puis passe dans le giron de l'État.

Le gouvernement Hardenberg prend en effet le relais de cette agitation d'abord culturelle :

Das nationale Engagement in dieser Zeit fand sich schwerpunktmäßig im preußischen Staatsgebiet und stand in unmittelbarem Zusammenhang mit den Bemühungen um die Reform des preußischen Staates.<sup>33</sup> (Jeismann, 1992 : 31).

Pour M. Jeismann, les réformes engagées sont le résultat de la mobilisation combinée de la sphère culturelle et de la sphère politique. Corroborant ces analyses, Barbara Vogel qualifie les réformes de « Revolution von oben » (Vogel, 1983 : 9), c'est-à-dire de révolution par le haut, contrairement à ce qui se passe en France. Les réformes engagées ne se situent pas dans l'ordre d'un remaniement social, mais sur l'horizon de créer, renforcer et structurer un sentiment national. Comme l'écrit Vogel, « weit mehr als Engagement für sozialen Reformen forderte er [Hardenberg] Patriotismus von den Bürgern »<sup>34</sup> (*ibid.* : 226). C'est donc un modèle contraire à celui qui agite la France qui s'instaure en Prusse.

Mais comme de l'autre côté du Rhin, cela passe par un remaniement profond du système politique, qui commence juste avant le choc napoléonien sous la houlette du Chancelier Karl August von Hardenberg. Celui-ci affirme la nécessité de reprendre la main sur le territoire prussien, en prévision d'une probable guerre, ce qu'il exprime encore d'autant plus après le choc de la défaite. Ainsi dès 1805, Hardenberg crée le premier bureau de statistiques prussien, dont l'objectif consiste à mieux connaître le royaume pour rationaliser son mode d'administration. C'est une des premières décisions du chancelier : connaître l'espace prussien, pour mieux le gérer. La Prusse fait alors le choix d'une approche statistique, que l'on retrouve aussi du côté français (Bourguet, 1989). Ce choix, qui vise à

---

32 Traduction : Laissez gronder, ce qui peut maintenant gronder, / Dans les flammes claires et lumineuses / Vous Allemands, tous, homme par homme, / Tous ensemble pour la patrie ! / Et élevez les cœurs vers le ciel / Et vers le ciel vos mains ! / Et criez tous, homme par homme : / La servitude a une fin !

33 Traduction : A cette époque, l'engagement national se trouvait essentiellement dans le domaine étatique prussien et se trouvait dans un rapport immédiat avec le processus de réforme de l'État prussien.

34 Traduction : Bien plus qu'un engagement pour des réformes sociales, il [Hardenberg] revendiquait le patriotisme par les bourgeois.

rendre le territoire national connu et appréhendé de manière quantitative, tient sans doute à la tradition statistique allemande, développée notamment à Göttingen tout au long du XVIII<sup>ème</sup> siècle (Garner, 2008). La couverture cartographique prussienne ne débute que dans les années 1830, sous l'égide du *Generalstab*, équivalent du Dépôt de la guerre français qui prend en charge la cartographie du territoire français à partir des années 1820.

Après Iéna, Hardenberg poursuit ses réformes par une réorganisation administrative, militaire et scolaire du royaume, dans le but de fédérer la nation prussienne. En 1812 il promulgue une réforme administrative majeure, qui rationalise la gestion du royaume (Schoeps, 2001). Le train de réformes passe ainsi par une centralisation administrative : dans le but de gommer les disparités régionales et locales, Berlin devient ainsi le cœur politique de la Prusse. Les services sont réorganisés dans le but d'avoir des yeux sur toute la Prusse. Pendant plus d'une décennie, la Prusse fait donc peau neuve.

15. La *Humboldt Universität* aujourd'hui, derrière la statue d'A. von Humboldt, sur *Unter den Linden*, Berlin

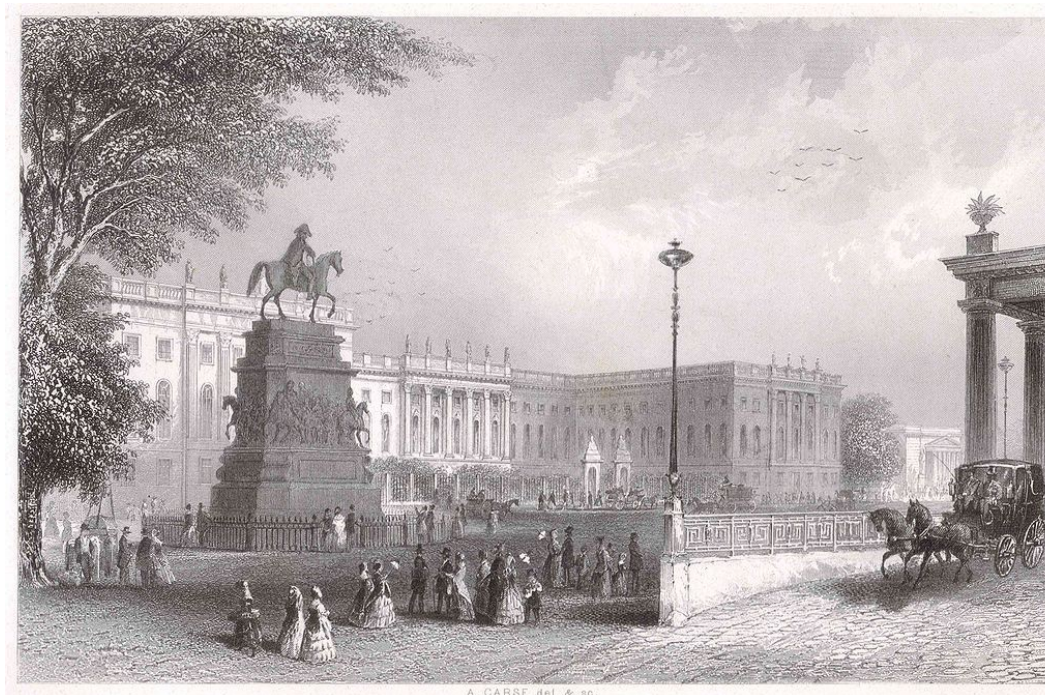
(Source : L. Péaud, 2011)



La capitale Berlin se métamorphose sous les décisions du roi : l'avenue *Unter den Linden* devient le reflet du renouveau et des ambitions du royaume. Les nouveaux bâtiments qui s'y élèvent témoignent de la naissance d'une nouvelle nation. Face au *Staatsoper*, l'Opéra construit par Frédéric le Grand au milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, s'élève à partir de 1809 l'Université de Berlin, aujourd'hui *Humboldt Universität*, fondée à la demande de Frédéric-Guillaume III et Hardenberg par Guillaume de Humboldt, frère d'Alexandre. La construction de la nation ne passe donc pas seulement par une réorganisation politique et administrative, mais s'appuie largement aussi sur les champs du savoir qui doivent être portés au plus haut. Berlin entend ainsi rivaliser avec Londres ou Paris (Schalenberg et Vom Bruch, 2006) pour compter à son tour parmi les grandes métropoles culturelles européennes. Sur le plan militaire enfin, la *Kriegsschule*, l'académie militaire, doit permettre de donner à la Prusse une envergure européenne et surtout ne plus subir de telles défaites. Le géographe Carl Ritter fait d'ailleurs

partie des premiers enseignants de ces deux institutions. Entre 1806, année de l'invasion de la ville et 1815, Berlin se pare donc de hauts-lieux politiques, administratifs, militaires ou scientifiques, devant porter haut les ambitions et les valeurs de la nation prussienne au sein de l'Europe. Le processus national prussien, voire allemand, s'engage donc à la suite de l'humiliation infligée par les Français.

16. *Unter den Linden* vers 1820, vue sur l'Université de Berlin depuis le *Staatsoper*, gravure par A. Carse



(Source : gallica.bnf.fr)

La débâcle face aux troupes napoléoniennes enclenche le sursaut national prussien et pose également les jalons de la nation allemande. La Prusse nourrit en effet une plus vaste ambition, celle de faire revivre le Saint Empire Romain Germanique et de fédérer l'ensemble des royaumes de langue et de culture allemande. Cette ambition apparaît dans le sillage de la structuration politico-administrative des années 1805-1810, mais ne résulte pas directement d'une mobilisation du pouvoir. Au contraire, ce désir s'exprime lui davantage à l'initiative des cercles culturels de l'Allemagne et engendre la naissance de ce qu'on appelle un nationalisme culturel. Les milieux culturels prussiens portent dans un premier temps le réveil allemand, qui se répand ensuite dans tous les royaumes au cours de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Parmi les plus engagés dans ce processus, on compte Herder, établi une grande partie de sa vie à Weimar, et Fichte, qui résida à Berlin. Le premier est célèbre pour ses écrits d'histoire et de philosophie culturelle. Il est un des premiers à théoriser la hiérarchisation des civilisations européennes et à plaider pour un relèvement de la nation allemande. Bien qu'il meurt en 1803, à la veille donc du sursaut national prussien, son œuvre et ses idées ne se répandent véritablement qu'à partir des années 1805-1810. De nombreux philosophes et écrivains de langue allemande trouvent dans ses ouvrages les arguments pour la création d'un État allemand<sup>35</sup>. Zeev

35 Parmi ses œuvres majeures : *Idées pour une philosophie de l'histoire de l'humanité* (1784-1791) et *Une nouvelle philosophie de l'histoire* (1774).

Sternhell analyse dans les *Anti-Lumières* l'œuvre de Herder, comme une réaction nationaliste aux idées des Lumières (Sternhell, 2010), au même titre que celle de Burke en Angleterre par exemple. En ce sens, le processus national allemand est d'une toute autre nature que celui qui a cours en France au même moment. Alors que le recentrement national français se fait, au moins à l'origine, sur la base d'une souveraineté populaire cherchant à s'élever sur l'héritage des Lumières, le processus allemand et prussien s'établit contre celui-ci et la visée nationaliste recouvre donc d'autres aspirations. Le second, Fichte, se rend célèbre par ses *Discours à la nation allemande*, parus en 1808. Aux côtés des non moins célèbres Schelling et Hegel, il passe pour un des plus importants représentants de l'idéal allemand (*deutsches Idealismus*). Ses discours de 1808 prennent pied sur la défaite prussienne subie l'année précédente et exhortent le peuple allemand à réaliser son unité dans les plus brefs délais. Fichte relaie en même temps qu'il encourage les velléités allemandes :

In einem solchen Zeitraume befindet sich nun gerade jetzt Deutschland in Absicht der grossen Mehrzahl seiner gebildeten Bewohner (...).<sup>36</sup> (Fichte, 2008 : 121)

Il ne confond pas pour autant en un seul bloc toutes les aires germanophones, l'Autriche demeurant selon lui bien différente du reste de la sphère allemande. Car l'enjeu, comme le souligne bien Fichte dans la suite de ses discours, n'est pas de s'affirmer pour s'affirmer, mais de tenir son rang parmi les autres nations européennes.

### **3 – Les balbutiements britanniques au milieu des bouleversements européens**

La France et la Prusse s'animent donc au même moment d'aspirations nationales, mais selon des modalités et des motifs distincts. Elles devancent en l'engendrant pour partie le grand mouvement de nationalisation des peuples européens qui s'étend tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. Le troisième espace qui nous occupe secondairement, la Grande-Bretagne, participe lointainement et selon une moins forte intensité à ce processus. Elle connaît une vague de nationalisme culturel, essentiellement contre la Révolution Française. Le principal tenant de ce courant est Edmund Burke, philosophe anglais particulièrement virulent contre la France et qui appelle l'Angleterre à revendiquer ses différences avec ce pays<sup>37</sup>. La Grande-Bretagne ne connaît pas cependant de bouleversements territoriaux ou administratifs à l'image de la France ou de la Prusse, peut-être pour la simple raison que sa propre révolution s'est effectuée dès 1688 et que son illégitimité lui permet d'affirmer depuis longtemps ses particularités nationales.

La Grande-Bretagne partage cependant un processus commun avec la France et la Prusse : exporter et étendre le plus possible, ses valeurs et son empire. Ce moment de recentrement national s'accompagne en effet aussi d'une volonté de dilater le périmètre national, notamment à travers une

---

36 Traduction : Dans un tel moment, l'Allemagne se trouve désormais précisément dans la perspective de la grande majorité de ses habitants instruits.

37 Pour une analyse des travaux d'E. Burke, voir l'ouvrage de Zeev Sternhell, les *Anti-Lumières. Une tradition du XVIII<sup>ème</sup> siècle à la guerre froide* (2010).

relance de la colonisation. Cela apparaît nettement pour la Grande-Bretagne et la France, qui élargissent leur cadre national respectif et développent de nouvelles modalités d'encadrement de cet élargissement. Bien que la conquête de nouveaux territoires ne reprennent pour la France que dans les années 1830 et 1840, avec l'Algérie, le pays affiche nettement ses velléités coloniales à partir des années 1798-1810. Avec l'expédition d'Égypte engagée par le Général, puis Consul, Napoléon Bonaparte entre 1798 et 1801, la France ne concentre plus uniquement ses efforts à l'intérieur du territoire national, mais vise aussi à l'élargissement de son périmètre idéologique. Certes, cette expédition est présentée comme une entreprise scientifique, mais son ampleur et les ambitions affichées en font un outil au service de la cause politique française. La présence même de Napoléon sur le sol égyptien ainsi que la fondation d'une annexe de l'Institut au Caire en témoigne. Malgré un succès politique relatif, puisqu'elle attise l'adversité à la fois de l'Empire ottoman et de la Grande-Bretagne, cette campagne permet à la France, sinon de réaliser, du moins d'exprimer ses ambitions coloniales. Celles-ci connaissent de maigres résultats jusqu'en 1830, la France vendant la Louisiane en 1803 et perdant Saint-Domingue en 1804. Malgré tout, les aspirations extra-territoriales s'affichent nettement. Leur réalité est plus tangible pour la Grande-Bretagne. Si son territoire métropolitain ne connaît guère d'évolutions notables sous la période révolutionnaire, ce n'est pas le cas pour son territoire colonial qui continue alors d'enfler. Que ce soit du côté du Canada, du Pacifique ou de l'Inde, la Grande-Bretagne construit peu à peu sa domination maritime mondiale. Du côté de l'archipel métropolitain, elle s'assure aussi une continuité nationale renforcée en promulguant en 1800 l'Acte d'Union avec l'Irlande. De plus, la Grande-Bretagne s'élève de plus en plus comme un arbitre de la colonisation européenne, en interdisant la traite des esclaves dès 1807. La Grande-Bretagne affirme donc sa puissance non pas tant, comme la France et la Prusse, sur un plan intérieur, mais en extériorisant les principes qui dirigent la nation. Pour la Prusse, le processus diffère quelque peu des autres États. En effet, l'enjeu pour ce royaume ne consiste pas, dans un premier temps, à s'étendre outre-mer mais d'abord à réaliser l'unité allemande. On peut considérer cependant que, à l'instar des deux autres, l'enjeu réside aussi dans l'extension et l'unification du périmètre national. Les balbutiements du nationalisme allemand développés d'abord dans le champ culturel expriment en effet cette volonté. Ce décalage chronologique dans la réalisation de l'unité nationale, de la même façon que l'Italie, explique pour partie le caractère tardif de la colonisation allemande qui ne se développe véritablement qu'après 1871. Le partage d'une ambition de développement du périmètre national par ces trois États, bien que selon des modalités différentes, est d'importance, puisqu'il entraîne alors des une augmentation et un renouvellement des demandes de savoirs sur l'espace.

La période révolutionnaire s'étendant de 1789 à 1815 se singularise donc par un processus de construction ou de renforcement de la structuration nationale à travers toute l'Europe. Chaque entité géographique le réalise de manière propre. Pour la Grande-Bretagne, cela passe essentiellement par une accélération de la colonisation ; la nation s'exportant alors outre-mer. Pour la France, la



souveraineté populaire érigée en État cherche, par une réorganisation administrative et territoriale essentiellement métropolitaine, à forger et unir la nouvelle nation. Enfin, pour ce qui est de la Prusse, l'amorce de la construction nationale se situe dans un sursaut défensif contre la France. Ces deux entités se construisent donc sur des bases tout à fait différentes : la première sur la base de convictions idéologiques héritées des Lumières ; la seconde précisément contre les manifestations militaires, politiques et territoriales de ces mêmes convictions. Quelles qu'en soient les modalités, ce qui domine l'Europe à cette période réside bien dans le passage de l'esprit universaliste dominant à un fonctionnement désormais cloisonné par les limites des nations. Ce processus entamé par la France se poursuit ensuite tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle. La construction nationale apparaît comme l'affaire de l'Europe jusque dans les années 1880. Parmi les géographes du *corpus* témoins de ces bouleversements à la fois politiques et territoriaux, Conrad Malte-Brun donne une lecture à la fois contemporaine et *a posteriori* du processus de nationalisation de l'Europe à l'œuvre à partir des années 1790 et surtout 1800. Ce questionnement anime bon nombre d'écrits de Malte-Brun et en particulier les *Tableaux politiques de l'Europe* qu'il donne dans les années 1820. Celui de 1821 insiste tout particulièrement sur les velléités nationales des années 1815 à 1820 que l'Europe traverse (Malte-Brun, 1821). Il dresse en effet le tableau d'une Europe parcourue de part en part par des aspirations nationales, héritées de l'initiale Révolution française. Ces aspirations sont pour lui des états de fait à prendre en compte, mais aussi un phénomène légitime. Les deux extraits suivants éclairent sa posture face à ces changements :

(...) il est impossible que les hommes d'état ignorent que les droits légitimes des nations, aussi sacrés que ceux des rois, sont les meilleures garanties d'une monarchie. (*ibid.* : 40)

Nous n'avons pas dissimulé, dans notre précédent Tableau, que nous regardons comme juste et légitime ce vœu de l'Italie [de devenir une nation] (*ibid.* : 29)

Ce texte souligne donc, en le commentant de façon contemporaine, le passage progressif de l'Europe universaliste à l'Europe des nations. Malte-Brun expose clairement tout au long de ce texte que ce qui fait alors la particularité de l'Europe consiste dans l'affirmation des caractères nationaux, qu'il s'agit désormais prendre en compte comme une donnée essentielle. Donnée d'autant plus essentielle qu'elle transforme considérablement à partir des années 1790 les modalités de production des savoirs scientifiques, et en particulier géographiques, en Europe.

## **B) Nouvelles organisations des fabriques scientifiques**

Les processus de construction nationale s'accompagnent d'une restructuration sans précédent de la fabrique scientifique en Europe. Ou plutôt des fabriques scientifiques, le pluriel rendant compte des différentes stratégies mises en œuvre au sein des chronologies et des contextes nationaux distincts. Les sciences en effet s'organisent peu à peu dans le giron d'une stratégie nationale. Elles sont alors pensées comme devant servir la nation et la refléter. Mettre en œuvre ces ambitions nécessite dans un premier



temps la réorganisation des modalités de production des savoirs. L'enjeu ici consiste donc à montrer comment, d'une part de manière générale, les sciences sont au service de la nation, et, d'autre part, comment chaque entité politique développe sa propre stratégie. Les chronologies diffèrent, puisque la France engage des changements dès les années 1790, tandis qu'ils sont amorcés à partir de 1805 en Prusse. Les raisons de ces évolutions expliquent également les différences observées.

### **1 – Le centralisme scientifique français**

Du côté français, les évolutions de la fabrique scientifique apparaissent dès le début de la période révolutionnaire. Jean et Nicole Dhombres exposent en détail dans leur ouvrage *Naissance d'un nouveau pouvoir : sciences et savants en France 1793-1824* (1989) comment l'idéologie de la Révolution française s'appuie largement sur la science pour construire son système politique. Ils posent l'année 1793 comme une année décisive, à partir de laquelle politique et science se répondent et fonctionnent conjointement. Il s'agit alors de mettre à mal la science d'Ancien Régime, tout en promouvant le caractère utile et universel de la science. Le discours révolutionnaire est simple : il faut transformer la science destinée à une élite en une science au service de la souveraineté populaire. C'est ainsi qu'en cette année 1793 l'Académie des Sciences disparaît, mais que le savant-citoyen devient une figure essentielle de la Révolution. D'autant plus que la France en guerre a besoin des connaissances et de la participation de ses savants à l'effort national. La mobilisation des savants dans la guerre est inédite et signale, même si la plupart d'entre eux ne siègent pas au Comité de Salut Public, que la proximité entre pouvoir et savoir grandit. L'exemple que J. et N. Dhombres donnent est la nomination du mathématicien Gaspard Monge au Ministère de la Marine<sup>38</sup>. J. et N. Dhombres évoquent une « méthode révolutionnaire » (Dhombres et Dhombres, 1989 : 87), que Jomard décrit dans ses souvenirs :

Je prends Monge en 1792 seulement ; il avait alors quarante-six ans ; l'Europe était coalisée contre nous ; le gouvernement d'alors comprit que la lutte serait inégale s'il n'appelait pas la science à son secours ; avec la science il pouvait rétablir l'équilibre ; c'est ce qui est arrivé. (Jomard, 1853 : 3)

De plus, et c'est ce qui fait l'originalité française, le politique est alors demandeur et pourvoyeur d'universel. Il se trouve alors à l'unisson des aspirations scientifiques, qui visent elles aussi à penser le monde selon la nature et non plus selon les organisations humaines. L'éternel et l'universel doivent l'emporter sur le temporaire et le spécifique. C'est le cas en chimie avec les travaux de Lavoisier, mais c'est surtout par la recherche de mesures universelles que cela s'exprime. Dès 1791, une commission des poids et mesures est chargée de déterminer les unités de base à partir desquelles fonctionnera tout

---

38 L'exemple de Gaspard Monge donne à penser la proximité entre savoir et pouvoir qui se met alors en place. À l'instar de quelques autres savants, tels que Berthollet, il construit sa carrière scientifique en lien étroit avec les plus hautes autorités politiques. Ministre de la Marine en 1792, il devient Membre de l'Institut dès 1785, enseigne à l'École Normale la même année, part avec Bonaparte en Italie puis en Égypte, devient sénateur et président du Sénat dans les années 1806-1807. Il contribue également à fonder l'École Polytechnique avec Berthollet. Pour plus de détails sur Monge, voir le texte de Jomard : *Souvenirs sur Gaspard Monge et ses rapports avec Napoléon*, 1853.

le système : les futurs mètre et kilogramme. La France n'entend pas ces mesures servent seulement la nation, mais toutes les nations :

L'idée de rapporter toutes les mesures à une unité de longueur prise dans la nature s'est présentée aux mathématiciens dès l'instant où ils ont connu l'existence d'une telle unité & la possibilité de la déterminer. Ils ont vu que c'était le seul moyen d'exclure tout arbitraire du système des mesures, & d'être sûr de conserver toujours le même, sans qu'aucun autre événement, qu'aucune révolution dans l'ordre du monde pût y jeter de l'incertitude ; ils ont senti qu'un tel système n'appartenant exclusivement à aucune nation, on pouvait se flatter de le voir adopter par toutes. (Borda, Lagrange, Laplace, Monge et Condorcet, 1791, *in* Guedj, 1997 : 354)

Cette entreprise de recherche d'universalité marque un moment, court mais inédit, de collaboration entre le scientifique et le politique, ces deux champs visant alors le même horizon. Ce moment ouvre une longue épopée de fixation de la mesure du monde, puisque cet objectif détermine une bonne part des questions géopolitiques et diplomatiques de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le choix d'un méridien unique remplace la question de la détermination du mètre dans les années 1880, mais n'en soulève pas moins le même enjeu : celui de la tension entre universalisme et velléité nationaliste (Dias Duarte, 2003).

Cette habitude d'interaction entre science et politique touche également le champ de l'éducation et voit notamment la mise en place de l'École des Armes, créée en 1794 : les citoyens appelés à la guerre y sont formés autant aux nouvelles connaissances et techniques qu'aux idéaux révolutionnaires. Un nouveau mode d'instruction se développe donc, associant science et idéologie. De plus, une communauté scientifique se reconstruit peu à peu à partir de 1794, sous la houlette et avec les encouragements du pouvoir. Avant cela et depuis la suppression de l'Académie, les scientifiques ne disposent plus d'un lieu de rencontres et de discussions. L'École Polytechnique est créée en mars 1794. Plus important encore, sous l'impulsion de Fourcroy ou encore Boissy d'Anglas, l'Institut ouvre ses portes le 25 octobre 1795. Bien qu'il n'existe pas encore à proprement parler de politique scientifique clairement éditée, l'Institut apparaît bientôt comme le « lieu d'expertise au service de la Nation » (Dhombres et Dhombres : 78). Cette année-là voit également la création de l'École Normale. Destinée à former les professeurs des écoles centrales de chaque département, elle prend place dans le renouveau du système éducatif français. Un réseau d'écoles primaires voit le jour, maillant le territoire français. Pour former leurs enseignants, des écoles centrales apparaissent dans chaque département ; elles sont elles-mêmes encadrées par l'École Normale parisienne. Science et instruction vont de pair dans le nouvel ordre, puisque la plupart des enseignants de l'École Normale de l'An III animent aussi l'Institut (Monge, Laplace, Lagrange, Berthollet par exemple)<sup>39</sup>. D'autres institutions renaissent ou se créent : Muséum, Observatoire, etc. Et chacune associe recherche et enseignement. J. et N. Dhombres soulignent que les cartes scientifiques sont rebattues puisque désormais, « chaque titulaire de chaire savante savait désormais à quel domaine consacrer ses recherches et y était tenu par l'organisation d'un cours » (*ibid.* : 87). La période révolutionnaire accentue donc le phénomène de spécialisation

39 Pour aller plus loin sur la formation de l'École Normale, voir les cours de l'An III qui ont été publiés aux éditions Dunod dans les années 1990. Pour les cours de géographie en particulier, voir Nordman, 1994.

scientifique, tout en orientant les finalités disciplinaires vers le service de la jeune nation.

Les années suivantes se situent globalement dans la continuité, même si l'École Normale connaît un éphémère destin (elle n'est ouverte que quelques mois). L'Institut subit quelques remaniements, notamment la suppression de la Classe des Sciences Morales et Politiques, dont la géographie faisait partie, mais se maintient dans sa forme et ses modalités de fonctionnement sous l'ère napoléonienne. Il constitue de plus en plus le centre de la vie scientifique française ; en lien avec la Société d'Arcueil créée en 1806 par Berthollet et Laplace entre autres. D'une manière générale et malgré quelques adaptations, du Consulat à l'Empire, Napoléon Bonaparte contribue très largement à la structuration scientifique de la France et à son association de plus en plus forte avec le pouvoir. Illustrant la « méthode napoléonienne » en écho à l'expression de J. et N. Dhombres, le mémoire de Jomard sur la vie de Monge offre un témoignage percutant sur les rapports du savant avec le Général puis Consul et enfin Empereur :

Il y a eu entre ces deux hommes, Monge et Napoléon, plus de rapports qu'on ne penserait avoir pu en exister entre un savant et un conquérant, entre un géomètre et un personnage politique ; entre le créateur de la géométrie descriptive et celui qui affecta, pour ainsi dire, en Europe, la monarchie universelle. [...] de cette rencontre est sorti un vif sentiment d'estime et d'affection réciproques, et de là des rapports qui ont influé à leur tour sur les affaires publiques, sur des événements importants ; c'est ce que je veux montrer, sans songer le moins du monde à répéter ce que tout le monde sait du grand capitaine. (Jomard, 1853 : 1-2)

L'expédition d'Égypte forme sans doute l'exemple le plus marquant de l'interaction entre science et pouvoir qui s'officialise alors. Napoléon, en tant que Consul et plus tard Empereur, associe volontiers les scientifiques à la pratique du pouvoir. De nombreux membres de l'Institut y prennent part, au premier titre desquels Monge, Laplace ou encore Berthollet. Napoléon Bonaparte nomme au retour de cette expédition plusieurs scientifiques ministres ou conseillers d'État, tel Chaptal nommé au Ministère de l'Intérieur entre 1800 et 1804. Bon nombre d'entre eux occupent également des postes de préfet, comme Fourcroy dans le département de l'Isère (Laissus, 2004). Les participants à la campagne égyptienne maintiennent en général avec le pouvoir des liens forts à leur retour et surtout complètent bien souvent leurs recherches d'une activité politique. La période napoléonienne poursuit donc les évolutions engagées dès les années 1795. Une spécialisation et une autonomisation disciplinaire affirmées se mettent peu à peu en place, en parallèle de la reconstruction d'une communauté scientifique visible. Cette visibilité découle en grande partie des liens noués avec les autorités politiques. De plus, la science développe une dimension utilitaire très marquée, que ce soit dans ses liens avec le pouvoir et notamment l'art de la guerre ou dans le domaine de l'instruction. Science, éducation et politique forment le trinôme essentiel de cette période. Le retour de la Monarchie en 1815 ne remettra pas complètement en cause la nouvelle organisation scientifique, mais apportera quelques transformations.

Les actions des nouveaux régimes révolutionnaire, consulaire et impérial, contribuent à dessiner

un système scientifique français unique et original dans le paysage européen, où idéologie politique et désir d'universalité se conjuguent.

## **2 – Le savoir au service du renouveau national prussien**

Du côté de la Prusse, les transformations de la fabrique scientifique relèvent de mécanismes semblables mais qui ne produisent pas le même résultat. La chronologie est plus tardive, puisque c'est consécutivement à la défaite et à l'invasion de 1806 qu'une réorganisation apparaît, mais les ressorts sont les mêmes qu'en France. Peut-être encore plus fortement, science et politique se trouvent très étroitement liées dans le royaume prussien.

Le sursaut prussien se trouve en effet intrinsèquement lié aux réformes administratives menées par Hardenberg, qui redéfinissent alors aussi les objectifs et les modalités des productions scientifiques (Vogel, 1983). La création de l'Université de Berlin le 16 août 1809 constitue le temps fort des transformations engagées par la Prusse (Engelmann, 1983). Wilhelm von Humboldt est chargé de sa fondation, en étroite collaboration avec le roi et le Chancelier Hardenberg. L'Université trouve place dans un palais abandonné sur *Unter den Linden* et constitue un des plus forts symboles du relèvement prussien. La vision de Wilhelm von Humboldt associe la recherche et l'enseignement et vise surtout à l'exercice libre et encouragé de toute pratique scientifique. Son programme est très vaste et s'inspire de l'exemple français : il cherche à favoriser l'autonomie de la production de savoirs. Il y parvient dans une certaine mesure, puisque les disciplines enseignées trouvent une reconnaissance officielle par le fait même qu'elles soient enseignées en plus haut lieu. Mais l'influence toujours présente de Hardenberg limite ce processus d'autonomisation : l'Université de Berlin est avant tout au service d'une politique d'État (*ibid.*). Elle n'en transforme pas moins le paysage scientifique de la capitale. La nouvelle université s'appuie en effet sur l'Académie Royale des Sciences, qui trouve un élan supplémentaire dans un contexte d'encouragement scientifique. Quatre facultés existent à l'origine : celles de droit, de médecine, de théologie et de philosophie, cette dernière englobant alors les sciences de la nature. Parmi les premiers enseignants, on trouve le philosophe August Böckh ou encore le géographe Carl Ritter, sur la fonction duquel nous reviendrons dans un prochain chapitre<sup>40</sup>.

L'Université et l'œuvre de Wilhelm von Humboldt contribuent également à la refondation du système éducatif prussien. L'aîné des frères Humboldt s'intéresse depuis sa jeunesse à la question de l'éducation et reçoit avec intérêt les réflexions issues de Pestalozzi ou de la période révolutionnaire. Philosophe et linguiste, il est aussi une grande partie de sa vie au service de l'État prussien, comme diplomate et comme éphémère ministre de l'éducation. Le 28 février 1809, il prend en effet la direction du Département du culte et de l'éducation au ministère de l'intérieur (Hohendorf, 1993), alors dirigé par le Comte von Dohna. Des mésententes personnelles et intellectuelles entre les deux empêchent Humboldt de mener sa réforme de l'éducation jusqu'au bout et il ne reste finalement que seize mois à

---

40 Ritter devient professeur en 1820, avant lui c'est August Zeune qui assure les cours de géographie.

son poste. Son séjour à Königsberg lorsqu'il suit le gouvernement lui permet de visiter de nombreuses écoles primaires et de s'intéresser plus avant au système de Pestalozzi. Mais son retour rapide au Ministère des Affaires Étrangères ne lui permet pas de poursuivre la réforme du système scolaire. Son idée de déconnecter éducation et gouvernement ne trouve pas d'oreilles bienveillantes et, de fait, le système éducatif prussien se construit au contraire sur des liens étroits avec le pouvoir.

À l'Université de Berlin on doit associer également la *Kriegsschule*, chargée notamment de pallier les déficits d'éducation géographiques des officiers de l'armée. On y retrouve Carl Ritter, qui y enseigne également pendant plusieurs années (à partir de 1820 et jusqu'en 1853). La politique scientifique prussienne passe aussi par l'encouragement individuel des savants, sous forme de rétribution financière et/ou de soutien matériel. De plus, dans le but de faire de Berlin une nouvelle capitale scientifique européenne, le roi Frédéric-Guillaume III n'hésite pas à renforcer les institutions existantes voire à en créer de nouvelles. L'apogée scientifique berlinoise, et prussienne par extension, ne se réalise cependant que dans les années 1820. Mais ce sont bien les années 1805-1815 qui lancent ce processus. La correspondance d'Alexander von Humboldt mentionne par exemple le projet de construction d'un Observatoire, défendu par lui de longue date, qui aboutit dans les années 1820. Dans une lettre à son ami Friedrich Bessel en 1828, il écrit :

Mein eifrigstes Bestreben ist die Gründung einer Sternwarte in der Hauptstadt, und wenn ich mich persönlichen Gewogenheit des Monarchen (der in seinem nahen Umgange unendlich viel Liebenswürdige hat) erfreue, so ist es (Sie glauben es mir wohl) nicht aus Ehrgeiz, sondern in der Hoffnung, in dieser Stellung bisweilen den Wissenschaften nützen zu können.<sup>41</sup>  
(Bessel et Humboldt, 1994 :39)

Les aspirations personnelles de Humboldt se concluent heureusement, car elles rencontrent la volonté royale d'élever la Prusse au rang des grandes nations scientifiques européennes. Alexander von Humboldt participe également à la tenue du premier congrès des naturalistes allemands en 1828, que le souverain conçoit comme une démonstration de force politique de la Prusse, à travers les travaux et la renommée de ses savants. Ce congrès peut vraiment être considéré comme le résultat, très publicisé, des transformations engagées dès les années 1800. Si Humboldt le traite avec quelque dédain, il ne se trompe cependant pas sur l'importance du rendez-vous dans le processus de construction nationale prussienne, comme il l'écrit en juin 1828 à Arago :

Nous avons ici du 18-26 septembre, l'irruption des naturalistes nomades... Il y aura cependant 400 grands hommes et petits docteurs. Cela est aussi effrayant pour moi que perfide. Je serai ruiné en leur donnant une fête, mais on met une importance nationale à cette affaire assez niaise. (Humboldt, 1907 : 40)

Que ce soit en France ou en Prusse, la période 1790-1815 est celle des remaniements tant politiques que scientifiques, dans le but de construire et d'asseoir une nation. Les sciences fonctionnent

---

41 Traduction : Mon zèle appliqué va à la création d'un observatoire dans la capitale, et si je jouis de la bienveillance personnelle du monarque (qui a dans son entourage proche une infinité de gens tout à fait aimables), cela est bien (vous me croyez sans peine) non par vanité, mais dans l'espoir d'être en position de pouvoir parfois être utile aux sciences.

à la fois comme les instruments et le reflet de la puissance acquise et de la visibilité de l'État à l'échelle européenne. En ce sens, les modalités de production des savoirs scientifiques changent, dans la mesure où ils servent le pouvoir et sont reconnus par celui-ci, même si les objectifs de ce service diffèrent d'une sphère à l'autre. Le sort des géographes et des savoirs géographiques en France s'articule pleinement aux évolutions de la période 1790-1815 et prend place dans cette période de profondes transformations de la fabrique scientifique.

### **C) Accroissement de la demande de savoirs sur l'espace de la part des États**

Le processus de recentrement national observé à l'échelle de l'Europe a des conséquences en termes de production scientifique, au plan épistémologique et pas uniquement institutionnel. Parmi les domaines particulièrement touchés par la collusion savoir-pouvoir, les savoirs spatiaux, et concernant spécifiquement le territoire national, se situent au premier rang. Les bouleversements politiques de la période révolutionnaire qui amènent à un recentrement national pour de nombreux États génèrent en effet de nouvelles demandes de savoirs sur les espaces définis comme le périmètre des patries naissantes. Selon l'expression de Jürgen Habermas, on observe alors une scientification du politique (1989). Celui-ci investit le champ scientifique, muni de requêtes précises en appelant à connaître le territoire national, afin de mieux le gérer et surtout de le fédérer. Les nations manifestent alors des besoins de connaissances sans précédent sur leurs espaces respectifs, besoins qui se trouvent du même coup politiquement orientés. Elles lancent des commandes de très vaste ampleur, entraînent la mise en place de nouveaux outils d'enquête et surtout valorisent les savoirs de nature géographique.

#### ***1 – En France, des statistiques nationales aux ambitions coloniales***

La nouvelle idéologie politique révolutionnaire vise entre autres à uniformiser la gestion du territoire et à faire en sorte que la souveraineté populaire s'exerce partout de manière égale. Pour ce faire, les autorités françaises ont besoin d'une connaissance fine, homogène et cohérente de l'ensemble du territoire national. Elles mettent alors en place plusieurs outils en vue de collecter des données ordonnées et classées sur le territoire à administrer.

La période révolutionnaire et napoléonienne se fait d'abord statisticienne. Les collectes et les traitements de connaissances en tous genres, économiques, sociales, etc, se multiplient, dans le but de dresser le tableau le plus fidèle et le plus utile possible de la France. Une des plus grandes et emblématiques entreprises lancées au cours de cette période consiste à dresser des statistiques départementales. Marie-Noëlle Bourguet, dans son ouvrage *Déchiffrer la France : la statistique départementale à l'époque napoléonienne* (1989), en expose l'esprit ainsi que les grands principes. Tout d'abord, elle explique en quoi cette volonté d'accumulation de connaissances n'est pas neuve. La tradition statistique existe dès le règne de Louis XIV ; mises en place par Colbert, les enquêtes ont alors une dimension essentiellement fiscaliste. M.-N. Bourguet souligne que dès le XVII<sup>ème</sup> siècle, les

statistiques sont en étroit rapport avec l'État<sup>42</sup>. D'emblée leur est donc assignée une dimension utilitariste, entrant en jeu dans la gestion politico-administrative de l'État. La campagne statistique des années 1789-1815 s'appuie sur cette antériorité, mais également sur la tradition allemande née après la Guerre de Trente Ans. En effet, la situation politique confuse des années 1650 a entraîné la mise en place d'une école de statistiques à Göttingen, qui s'impose peu à peu comme un modèle en Europe. Elle s'appuie notamment sur l'usage du tableau, qui devient instrument de connaissance pour les autres puissances européennes et que la France reprend à son compte à partir des années 1790. M.-N. Bourguet parle du tableau comme d'une « méthode d'exposition organisée conformément à la raison d'État et aux besoins de l'administration. » (*ibid.* : 47). Le politique met donc en place ses propres instruments, dont il informe l'objectif bien sûr mais aussi la méthodologie, les outils ainsi que la forme de restitution finale.

Le calendrier français se divise en deux périodes d'intenses campagnes de collecte de données. M.-N. Bourguet parle à partir de 1793 une fièvre statistique, qui se développe sous le fait des contraintes militaires, politiques et économiques qui pèsent alors sur la France révolutionnaire. Il apparaît en effet alors urgent de connaître l'état des ressources alors que la guerre fait rage. Une diminution du nombre des collectes a lieu sous le Directoire et le Consulat, plus serein et moins dans l'urgence d'obtenir des données sur le pays. Puis, elle signale de nouveau à partir de 1811 une nouvelle poussée statistique. Jean-Claude Perrot date lui « l'âge d'or de la statistique régionale » entre l'an IV (1795-1796) et 1804 (Perrot, 1976). Quelle que soit la chronologie retenue, les différentes phases contribuent à roder une nouvelle machine administrative, qui se renforce lors de chaque campagne. Les enquêtes statistiques s'appuient sur l'échelon départemental créé en 1789 et sur les fonctionnaires nouvellement placés à leur tête, les préfets. Ce sont eux qui doivent dresser un portrait fiable et complet de chaque département français. En alliant campagnes de terrain et compte-rendus réguliers, la tâche des préfets est d'informer régulièrement le ministère de l'Intérieur<sup>43</sup>. À la manière allemande, l'habitude de dresser des tableaux chiffrés plutôt que rédiger des compte-rendus d'enquête se généralise peu à peu. La tendance est donc à l'utilisation du chiffre et à la mise en place de méthodes quantitatives. Le rôle du ministre F. de Neufchâteau est à souligner dans la mise en place d'une méthodologie d'enquête basée sur le tableau (*ibid.*). Porté par l'optimisme encyclopédique des Idéologues, il entend tout décrire et tout analysé. Mais toute latitude est dans un premier temps laissée aux préfets, qui déterminent eux-mêmes le contenu de leurs portraits départementaux. Dès l'an IV, les commissaires du Directoire reçoivent l'ordre de dresser des tableaux de leurs départements. Sous le ministère de J.-A. Chaptal, les indications se font encore plus précises. Les préfets doivent d'abord décrire ce qui est et non les dynamiques en cours : l'État a en effet besoin d'un état des lieux de la France et non de prospections à plus ou moins long terme. Une circulaire du 19 germinal an IX

---

42 Pour plus de détails sur les traditions statistiques pré-révolutionnaires, voir Bourguet, 1989.

43 La fréquence des compte-rendus est annuelle en général, mais lorsque Chaptal devient Ministre de l'Intérieur au début de l'an IX, il demande des comptes de trimestre en trimestre. Pour plus de précision, voir : Bourguet, 1989.

indique plusieurs catégories essentielles : topographie, analyse structurelle de la population, état de la société, industrie et commerce, puis agriculture doivent cadrer et homogénéiser tous les rapports. Les dimensions physiques, démographiques, sociales et économiques constituent donc les jalons des rapports censés couvrir l'espace français. Celui-ci est donc encore une fois abordé d'un point de vue utilitariste et pragmatique. L'Empire relance les enquêtes à partir de 1811 en reprenant les approches développées précédemment. Une fois encore, le contexte de guerre justifie de nouvelles collectes statistiques et préside à leur amélioration méthodologique.

L'État français, que ce soit sous le Comité de Salut Public ou l'Empire, ne se contente donc pas d'émettre une demande de savoirs sur son territoire, il imprime fortement sa marque sur les objets et les outils mis en œuvre lors de ses campagnes statistiques. La méthode descriptive naturaliste, prédominante au départ, laisse peu à peu la place au chiffre. La passion taxinomique propre au XVIII<sup>ème</sup> siècle s'efface donc progressivement devant une méthodologie quantitative, pensée dans une dimension utilitariste. Bourguet souligne en outre que l'État contribue même à faire naître un intérêt de nature géographique et anthropologique. Elle fait part de la remarque suivante :

Attaché à comprendre les formes et le fonctionnement d'une société, véritable programme ethnographique, ce questionnaire invite à se demander si la préoccupation politique n'est pas l'une des voies les plus directes qui consistent à l'émergence d'une curiosité anthropologique. (Bourguet, 1989 : 79)

Par la demande de savoirs sur l'espace qu'il génère, l'État français se fait acteur scientifique, en délimitant des objets et des méthodologies précises. Certes, les préfets restent des fonctionnaires et ne deviennent pas des savants engagés dans une entreprise politique, mais cette vaste campagne statistique pose de façon ferme des périmètres d'objets, ceux du territoire national et du département, et des outils, le chiffre et le tableau. Les travaux d'I. Laboulais-Lesage sur le grand commis d'État Coquebert de Montbret laissent en tout cas penser que cette approche tend à devenir un *habitus* à la fois politique et scientifique au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle (Laboulais-Lesage, 1999). I. Laboulais-Lesage montre à travers l'exemple de ce grand fonctionnaire d'État du début du siècle comment le pouvoir tend à transformer les pratiques spatiales, que ce soit l'enquête de terrain dans ses dimensions pratiques ou bien l'approche générale des territoires à gérer. Pour elle, le politique contribue alors à la transition d'une production « spontanée » à « raisonnée » des savoirs géographiques :

Coquebert de Montbret illustre le passage d'une géographie spontanée à une géographie raisonnée, la passage d'une pratique où la curiosité et l'immédiateté l'emportent dans la saisie du monde, à une pratique fondée sur une collecte plus rigoureuse des faits localisés. (*ibid.* : 53)

La rigueur dont fait preuve Coquebert de Montbret trouve sa source dans les consignes politiques qu'il reçoit. L'enjeu consiste donc, l'exemple précédent nous y invite d'autant plus, à examiner dans quelle mesure les géographes de la période révolutionnaire puisent dans l'orientation politique ainsi formulée. L'information d'une méthode statistique par le politique soulève plusieurs questions : dans quelle



mesure les savants, et notamment les géographes, désireux de participer à l'effort national, disposent-ils d'une marge de manœuvre épistémologique ? Pour le dire autrement, l'information politique est-elle totale ou bien partielle ? Comment les géographes reprennent-ils ou les discours et influences politiques, en termes de pratiques, de méthodes, d'objets ou encore de finalités ? Les possibles discordances entre projet politique et production géographique constituent un des axes de ce travail.

---

### Gros plan 3 - L'expédition d'Égypte

L'augmentation de la demande de savoirs sur l'espace ne concerne pas uniquement le cadre du territoire national. Dans le cadre du renouveau des ambitions coloniales de la France, l'État se porte également sur des terrains plus lointains et en particulier l'Égypte. J. et N. Dhombres parlent à ce titre du « laboratoire d'Égypte »<sup>44</sup> pour qualifier ce qui s'y déroule entre 1798 et 1801 en matière de collecte de données scientifiques en contexte guerrier (Dhombres, 1989). La campagne égyptienne projette véritablement les ambitions françaises à l'extérieur du périmètre de la nation et anticipe les grandes campagnes de Morée ou d'Algérie qui auront lieu dans les années 1820 et 1830. M.-N. Bourguet explique dans *L'invention de la Méditerranée : Égypte, Morée, Algérie* que cette première expédition militaire française au XIX<sup>ème</sup> siècle contribue à forger une « catégori[sation] du discours savant » par le politique, que l'on retrouve par la suite dans toutes les entreprises coloniales (Bourguet, 1998 : 8).

Le décret du 12 avril 1788 lance l'expédition en entendant faire de l'Égypte une conquête militaire. À sa suite, une Commission des Arts et des Sciences est créée qui doit accompagner le Général Bonaparte, lui-même siégeant depuis peu à l'Institut, sur le sol africain. Les savants Monge et Berthollet en sont les principaux animateurs. D'emblée, la campagne égyptienne est placée sous le double patronage de l'armée et de la science. L'opportunité apportée par le politique rencontre un fort engouement scientifique, puisque la moitié de l'Institut part, amenant avec elle force livres et instruments. Nombre d'ingénieurs embarquent aussi à Toulon et remplissent un rôle d'intermédiaire entre science et pouvoir (Dhombres et Dhombres, 1989). La présence d'ingénieurs en nombre doit être remarquer, puisqu'elle témoigne de la professionnalisation des corps scientifiques, à mettre en lien avec la volonté de développer des disciplines au caractère utilitaire. C'est notamment le cas d'Edme-François Jomard, qui s'embarque en tant qu'ingénieur cartographe en Égypte. Son parcours est typique de la tendance du moment 1800 : d'abord formé en tant qu'ingénieur, il embrasse dans un deuxième temps une carrière plus académique (Laissus, 2004). J. et N. Dhombres soulignent de plus le caractère inédit de la proximité ainsi créée entre le militaire et le scientifique. La dimension scientifique prend donc une part très importante dans la campagne égyptienne, d'une part en raison du contingent de savants embarqués, et d'autre part par la création de l'Institut du Caire dès l'arrivée en Égypte, pensé comme une annexe de celui de Paris. La reproduction, tout en la délocalisant, d'une structure de

---

44 Cette expression constitue le titre de leur deuxième chapitre.

production de savoirs française, traduit la double modalité de la conquête. À la fois par la force des armes et par celle du savoir, Bonaparte entend faire du territoire égyptien un appendice français. Dans ses souvenirs sur Gaspard Monge, Jomard donne un aperçu de la nature de l'engagement de son mentor, qui donne l'esprit de l'expédition :

(...) mais alors la voix de la patrie parlait plus haut que le danger ; on ne comptait pas les sacrifices dans ces temps d'enthousiasme et de noble dévouement. La France était sauvée, elle avait conquis la paix partielle ; elle était déjà grande, mais il fallait consolider sa grandeur et conquérir, par un effort de plus, la paix avec l'Angleterre.

C'était tout ensemble un touchant et singulier spectacle que de voir de tels hommes réunis dans une pensée commune, à la fois scientifique et politique, et associant tous deux [Monge et Berthollet] leur destinée à celle d'un jeune homme de vingt-neuf ans qui, malgré de brillants succès, n'avait pas encore, comme eux, une fortune de gloire toute faite. (Jomard, 1853 : 30-31)

Durant trois ans, l'Institut du Caire mène d'importantes recherches, en fonction cependant du contexte militaire. Car, comme le rappelle Bernard Lepetit, « le déroulement des opérations guerrières dessine les conditions de possibilité de l'observation scientifique. » (Lepetit, 1998 : 104). Cette campagne mobilise pendant trois ans de nombreux savants, dont les résultats sont publiés, sous la direction de Jomard essentiellement, à partir de 1809 et jusqu'en 1822 sous le titre *Description de l'Égypte ou Recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Égypte pendant l'expédition de l'armée française*.

Cette expédition et la publication de ses résultats constituent un des principaux sujets de discussion scientifique sous la période révolutionnaire. Conrad Malte-Brun publie dans ses *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire*, créées en 1807, de nombreux articles qui lui sont consacrés et des extraits de la *Description*. Dans la rubrique « Bulletin des voyages » du numéro 17, Malte-Brun présente avec une certaine emphase le premier article extrait de la *Description d'Égypte* qu'il publie dans sa revue :

Les grandes idées ne sont jamais entièrement perdues pour l'humanité. Semblables à ces semences fortes qui, bravant la froidure de l'hiver, tirent un aliment de la neige qui les recouvre, et se lèvent, au printemps, brillantes de jeunesse, les grands et nobles projets que la mauvaise fortune traverse, arrête ou fait échouer, laissent toujours après eux quelques résultats que bénira la postérité et qu'admireront les siècles. L'expédition d'Égypte est du nombre de ces grandes entreprises qui, même en manquant leur but prochain, laissent d'éternels souvenirs. Sans vouloir nous permettre de demander à l'avenir ses secrets ; sans examiner d'un œil indiscret si l'étoile de la France lance encore vers les rivages du Nil quelques rayons d'espérance, disons que le magnifique ouvrage dont nous commençons ici l'analyse, suffira pour conserver à jamais, et surtout pour faire apprécier avec justice les grandes pensées du héros qui l'a fait naître. (Malte-Brun, *Annales des voyages*, 1811 (T17) : 228-229)

17. Le général Bonaparte s'entretient à bord de l'Orient avec les savants de l'expédition d'Égypte, Potrelle (1798)



(Source : collection École Polytechnique)

L'expédition égyptienne est donc la grande affaire scientifique du début du XIX<sup>ème</sup> siècle, d'autant plus importante qu'elle engage tous les domaines scientifiques majeurs de l'époque. À ce titre, elle ne cesse de soulever des questions en termes de relations entre savoir et pouvoir. L'avant-propos de la seconde édition du tome 1 présente l'entreprise scientifique, sans quasiment évoquer le contexte dans lequel elle se déroule. Une seule phrase le mentionne très succinctement :

La France avait réuni tous ses efforts pour la conquête de cette contrée ; tous les efforts des arts ont été employés pour sa description. (*Description d'Égypte*, 2<sup>nde</sup> édition, tome 1 : NP)

Cette ellipse étonne d'autant plus que la campagne militaire figure dès le titre de l'ouvrage. Cela soulève donc l'enjeu des rapports entretenus entre science et pouvoir lors de l'expédition. Bourguet note que la campagne d'Égypte, tout comme par la suite la Morée et l'Algérie, se comprend dans l'association de ces deux champs et que cela interpelle sur les modalités de saisie de l'espace :

Ainsi se trouve transférée vers un horizon proche et appliqué à l'exploration territoriale une pratique jusqu'alors réservée à la découverte des mers lointaines, celle de la mission scientifique, lancée sous la tutelle de l'État, patronnée par des institutions officielles (Institut, Académies), menée par un corps de savants recrutés à cette fin et travaillant en la présence, parfois avec la collaboration directe, de l'armée. Cette émergence soudaine, et éphémère, du modèle de l'expédition militaro-scientifique suscite un premier questionnement, qui touche aux rapports entre la science et la guerre, en particulier sous l'angle des modes d'appréhension et de connaissance de l'espace. (Bourguet, 1998 : 15)

Bien que le terrain ne soit pas le même que celui appréhendé par les enquêtes statistiques, des questionnements surgissent à l'examen des conditions de réalisation de l'expédition égyptienne. En

quoi les savoirs sur l'espace produits dans un contexte d'engagement politique et/ou militaire sont-ils informés, dans leurs objets, leurs échelles, leurs méthodes, leurs analyses, bref dans toutes leurs diverses modalités d'existence, par la demande orientée de l'État français ? D'un point de vue des périmètres d'objets intéressant le politique, on remarque que les échelles nationale, par le biais du département, et régionale, en vue d'un processus de colonisation dans un espace relativement proche de la métropole, sont privilégiées. L'échelle plus lointaine est pour le moment délaissée, la France perdant Saint-Domingue et vendant la Louisiane à cette même période, au contraire de la Grande-Bretagne qui poursuit l'élargissement mondial de son périmètre national.

## **2 – En Prusse, la fièvre statistique à l'échelle du royaume**

Du côté de la Prusse, le processus est à la fois semblable et différent de ce qui se passe en France. Semblable, car un important usage des statistiques accompagne les réformes administratives. Différent en même temps, puisque la Prusse ne mène pas encore de campagnes extra-nationales. Un décalage chronologique apparaît en effet entre France et Prusse du point de vue des ambitions coloniales. Entre 1805 et 1815, le choix prussien se porte en priorité sur la construction et l'unification du royaume, voire éventuellement de l'Allemagne. Les demandes de savoirs sur l'espace se limitent donc à l'échelle nationale et un peu européenne, si l'on prend en compte les aspirations germanistes.

Le recours aux statistiques relève en Prusse d'une tradition plus ancienne et plus structurée qu'en France. Statistiques et géographie ont d'ailleurs tendance à se confondre, puisque leur but réside sur une étude descriptive de l'État. Il s'agit d'une géographie mathématique, centrée sur les études quantitatives et se caractérisant par une « perception politisée de l'espace » (Garner, 2008 : NP). L'école de Göttingen est à cet égard très active au cours du XVIII<sup>ème</sup> siècle et fournit l'essentiel des modèles utilisés en Allemagne. G. Garner explique qu'au contraire de la France, la statistique connaît dans la sphère allemande un moment de crise sous la Révolution et au début de l'Empire. Cela résulte des bouleversements et des refontes quasi-permanente des frontières politiques pendant cette période (*ibid.*). La statistique universitaire, telle celle qui était pratiquée à Göttingen, se retrouve profondément affaiblie, de par la disparition ou la transformation constante de ces objets. En revanche, le sursaut prussien oriente à partir de 1805 la statistique vers une science et une pratique utilitariste au service de l'État, d'inspiration essentiellement libérale. C'est l'état d'esprit dominant du premier Bureau de Statistique prussien fondé en 1805 par le chancelier Hardenberg. Il disparaît en 1806 mais est refondé dès 1808. G. Garner qualifie cette fondation d'« exemple le plus net de mettre la statistique tabellaire au service d'un programme de politique économique d'inspiration « libérale » » (*ibid.* : NP). À l'échelle de la Prusse, la pratique de la statistique relève donc directement de la politique de redressement national engagée par Frédéric-Guillaume III et Hardenberg. D'une part pour unifier le royaume, d'autre part pour connaître ses ressources et faire la guerre à la France, la collecte de ses données relève d'une importance stratégique. La production de ses savoirs ressortit donc de raisons très semblables à celles qui poussent la France à mailler statistiquement son territoire. Seules les modalités pratiques en

différent, la Prusse ne s'appuyant pas sur un échelon spécifique, puisque il n'y a pas d'équivalent à la structure française. En outre, ces rapports cherchent surtout à évaluer la situation économique du royaume, alors que les statistiques françaises ne portent pas uniquement sur cet aspect. Les revenus des grands domaines sont ainsi pris en compte, dans une optique physiocratique que Leopold Krug, le premier directeur du Bureau, partage avec Hardenberg. Il s'agit en effet de chercher à relever la Prusse économiquement.

G. Garner montre également en quoi le rapport à l'espace dans ses enquêtes administratives diffère du cas français. En effet, les enquêtes font référence à un espace homogénéisé, « délesté de ses disparités administratives » (*ibid.* : NP), alors même que le maillage prussien n'obéit pas à une structure aussi identifiable qu'en France. Pour contourner cette difficulté, les enquêtes prussiennes en font fi et postulent un territoire homogène. La seule distinction maintenue est celle entre les États se situant dans l'Empire (Brandebourg) et la Prusse, hors Empire. De plus, la subdivision stricte en entités administratives bien distinctes n'est pas toujours respectée, que ce soit chez Krug ou Hoffmann son successeur. Les modalités pratiques ne sont donc pas tout à fait identiques à ce qui passe en France au même moment, mais l'accent est bien aussi mis sur le balisage du territoire national. L'urgence de la situation militaro-politique de la Prusse explique pourquoi les enquêtes se concentrent sur l'amélioration des connaissances de l'état du royaume. L'échelle nationale constitue la priorité affirmée dans les études commandées par le pouvoir, de même qu'au niveau du système scolaire qui est lui aussi réformé. La création de la *Kriegsschule* en 1810<sup>45</sup> ainsi que la réforme de l'école primaire reflètent autant que l'augmentation des activités statistiques l'accent mis sur le périmètre national. Anticipant de soixante années ce que fera la France après la défaite de Sedan, la Prusse décrète en effet indispensable la formation de ses officiers, et dans les écoles primaires de ses sujets, à la géographie du royaume. La *Kriegsschule* recrute dans ses rangs Carl Ritter de 1820 à 1853, qui enseigne en parallèle à l'Université de Berlin, pour satisfaire à cette nouvelle exigence. Quand aux programmes des écoles primaires, ils mettent l'accent sur l'apprentissage des bornes de l'espace prussien, notamment par l'usage renforcé du *medium* cartographique (Engelmann, 1993 ; Lüdecke, 2002).

La demande de savoirs sur l'espace de la Prusse se concentre véritablement sur le royaume lui-même, à l'échelle de la nation à inventer, sans tentative ni réelle tentation de regarder en dehors, comme la France avec l'Égypte ou comme la Grande-Bretagne le fait en renforçant son empire.

### **3 – En Grande-Bretagne, la cartographie comme modalité de connaissance de l'Empire**

Même si les bouleversements politiques sont nettement moindres qu'en France ou en Prusse, la Grande-Bretagne s'engage elle aussi dans des entreprises de reconnaissance et de connaissance de son territoire national d'une part, et de son territoire colonial d'autre part.

---

45 La *Kriegsschule* ferme de 1813 à 1815, pendant les guerres de libération de la Prusse face à la France. Elle rouvre en 1816 sous le nom d'*Allgemeine Kriegsschule*, soit Ecole Militaire Générale.

Sur le plan intérieur, la Grande-Bretagne entreprend de fédérer son territoire métropolitain. La signature de l'Acte d'Union avec l'Irlande entre dans ce cadre, ainsi que le développement statistique qui s'opère notamment en Écosse (Whiters, 2007). Dès les années 1790, Sir John Sinclair propose de mettre en œuvre une recherche rationnelle et cohérente afin de mieux gouverner ce royaume. À partir du maillage construit à l'échelle des paroisses, il s'agit de remplir un tableau qualitatif composé de 160 questions. Il propose au gouvernement central britannique son projet en 1799, afin que celui-ci analyse les données collectées. On retrouve ainsi une part de l'esprit qui anime les enquêtes statistiques en France : le but réside là aussi dans la connaissance approfondie du territoire, afin de l'administrer de façon efficace et homogène. L'exemple écossais diffère du cas français par l'échelle choisie ainsi que par le statut du décisionnaire : il ne s'agit en effet pas de l'État central, mais d'un administrateur. Cependant, le fait que le gouvernement récupère les données et reconduise également cette opération à d'autres niveaux (notamment en Irlande après 1800 par exemple<sup>46</sup>) prouve l'importance accordée, même en Grande-Bretagne, au renforcement de l'échelon national. C'est l'*Ordnance Survey* qui se charge de ses opérations cartographiques à l'échelle du royaume. Créé en 1791 à la suite de diverses initiatives, cette administration est chargée de mailler l'ensemble du territoire britannique de manière cohérente et centralisée. Elle ne prend son envol qu'à partir de 1801 avec le début de la parution des *one-inch maps* (Schröder, 2011). Inspirées de l'entreprise des Cassini, ces cartes d'une échelle d'un *inch* par *mile* représenté (ce qui correspond à 1 : 63360<sup>e</sup>) permettent une couverture progressive et homogène de tout l'espace national. Au début des années 1820, l'Angleterre et le Pays de Galles sont terminés, et dans la décennie suivante, le bureau s'occupe de l'Irlande. De fonctionnement assez comparable au Dépôt de la guerre français, le bureau britannique a de la même façon que son homologue français recours à des ingénieurs-géographes. Il contribue ainsi à la reconnaissance et à la professionnalisation de la figure du cartographe. Les travaux de l'*Ordnance Survey* inspirent par la suite le *Generalstab* prussien, qui se met en place un peu plus tardivement, à partir des années 1830 (*ibid.*). Avec parfois quelques années de décalage et selon des modalités plutôt statistiques et/ou cartographiques, la France, la Prusse et la Grande-Bretagne font preuve dans les années 1800-1810 d'une volonté inédite de connaître et d'appréhender scientifiquement et rationnellement leur territoire national. Pour I. Schröder, ces projets symbolisent la volonté de fonder une « Transparenz der Räume »<sup>47</sup> (*ibid.* : 221), où le recours pratiquement incontournable au medium cartographique traduit le projet de rendre visible, de cerner et de s'appropriier les espaces nationaux.

La Grande-Bretagne met également en œuvre de telles entreprises au niveau de son empire, dans lesquelles les méthodes et outils cartographiques rencontrent une aspiration politique. L'empire britannique grandissant représente pour une grande partie un monde inconnu. Or, pour une meilleure gestion, et également pour éviter ou du moins limiter les risques de révolte, il s'agit de le connaître. La cartographie devient le moyen par excellence de le faire, à l'échelle métropolitaine ou coloniale

---

46 Voir le livre de K. Kenny, *Ireland and the British Empire*, 2004.

47 Traduction : Transparence des espaces.

d'ailleurs (Desbois, 2012). L'entreprise la plus vaste engagée au début du XIX<sup>ème</sup> siècle se situe en Inde : le gouvernement associe en effet aux actions militaires de conquête et de maintien de l'ordre des actions d'arpentage géographique, sur le modèle métropolitain. Charles Whithers commente en ces termes le rôle de la cartographie dans la construction de l'empire britannique :

Mapping was a material form of state governance and spatial ordering in the Age of Reason, not just a metaphorical procedure for the classification of knowledge.<sup>48</sup> (Whithers, 2007 : 13)

La carte fonctionne comme un instrument politique de domination par la connaissance spatiale. Les mêmes méthodes que celles appliquées en Écosse président à la cartographie indienne en termes d'approche de l'espace et de structuration de la connaissance, ce qui plaide en faveur d'une volonté de continuité nationale de la métropole aux colonies (Edney, 1997). Un *Census of India* est mis en place, visant à la couverture cartographiée de l'espace colonial. Le lancement d'entreprises cartographiques de grande ampleur, en Inde surtout, mais que l'on retrouve aussi au Canada ou en Afrique du Sud, atteste de l'intérêt grandissant pour les colonies en Grande-Bretagne. Tous ces travaux visant à accentuer les stocks de savoirs sur l'espace de la Grande-Bretagne elle-même et de ses colonies trouvent précisément un certain renouveau à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle en raison du contexte européen. L'instabilité continentale engage le royaume d'une part dans un recentrement métropolitain, qui se tourne au premier rang vers l'Irlande et l'Écosse, et d'autre part sur une échelle mondiale dans le renforcement d'un processus colonial entamé de longue date. La Grande-Bretagne cherche à élargir, par l'association du savoir et des armes, son périmètre national à l'échelle du monde entier.

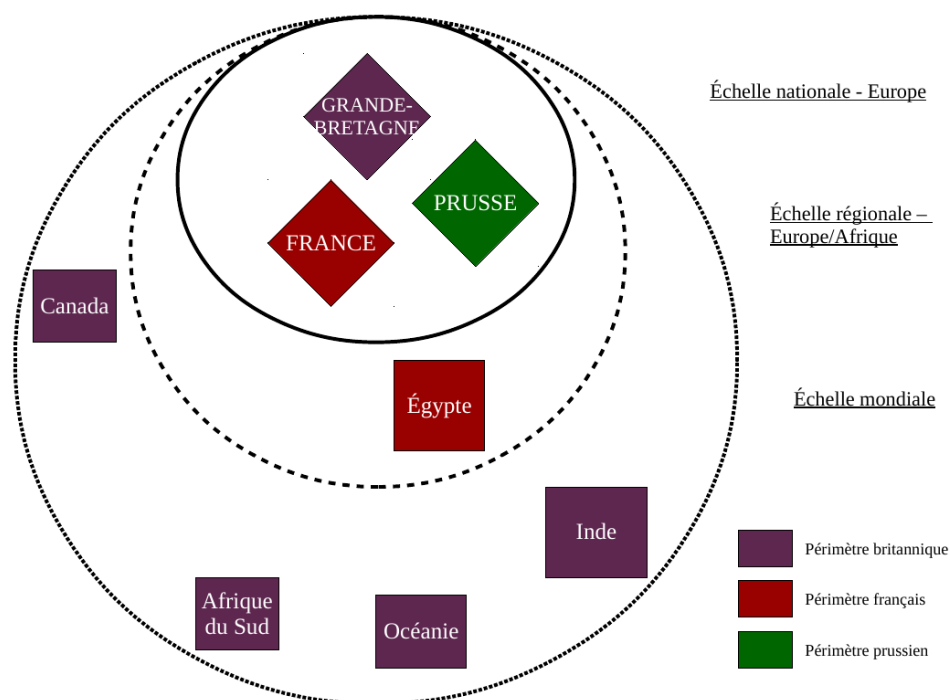
## Conclusion du chapitre 2

La période 1790-1815 se distingue dans l'histoire européenne par les bouleversements politiques sans précédent qui s'y déroulent. Sous l'impulsion du processus révolutionnaire français et sous l'effet d'enchaînements causaux, les principaux États européens opèrent un recentrement national inédit, dont les entreprises de couverture statistique et/ou cartographique symbolisent l'importance. Les conséquences de la détermination nationale se font sentir sur les plans administratif, territorial mais aussi scientifique. En effet, le politique s'appuie sur les champs de la connaissance pour asseoir son pouvoir et fédérer son territoire. Cela entraîne parallèlement une restructuration de la fabrique scientifique autour de nouvelles institutions étroitement liées au pouvoir et d'une accentuation de demandes de savoirs sur l'espace. Ces demandes visent l'unification et la maîtrise du territoire. Le politique oriente ainsi ses demandes en termes de périmètres d'objets : l'échelon national se trouve examiné par le renforcement des statistiques et, pour la France et la Grande-Bretagne, les regards se tournent aussi vers l'extérieur (voir figure 18).

---

48 Traduction : A l'époque de la raison, la cartographie était une forme matérielle de gouvernance étatique et d'ordonnement spatial, et pas uniquement une procédure métaphorique de classification des connaissances.

## 18. Les périmètres nationaux de la France, de la Prusse et de la Grande-Bretagne entre 1790 et 1815



Le politique met donc en avant des périmètres d'objets bien délimités (nation, colonies) et des méthodes associées (statistiques, cartographie). À la manière de Michel Foucault dans *Surveiller et punir* l'on peut dire qu'« [e]n fait, le pouvoir produit ; il produit le réel ; il produit des domaines d'objet et des rituels de vérité. » (Foucault, 1975 : 227). Ici, le pouvoir produit entre autres des objets, dont il sera intéressant de voir s'ils coïncident avec ceux des géographes. Il est également remarquable de noter que si les processus engagés sont globalement semblables entre les trois sphères de cette étude, chacune développe tout de même des façons de faire qui lui sont propres. Ne serait-ce qu'en termes de périmètres concernés, un gradient s'observe de la Grande-Bretagne à la Prusse en passant par la France en fonction de l'étendue de l'horizon national (intégrant ou non des espaces coloniaux). En matière d'approche de ces territoires, des spécificités apparaissent aussi selon l'espace concerné, alors même la méthode statistique et l'usage cartographique s'affirment comme des invariants. Le recours aux statistiques ne s'effectue pas toujours selon des modalités identiques. L'échelle de prédilection n'est par exemple pas la même : du niveau national en Prusse elle passe à l'échelon départemental pour la France. Du côté prussien, on insiste davantage sur les aspects économiques, alors que ceux-ci ne sont qu'une partie des indicateurs en France ou en Grande-Bretagne. Ainsi, les contextes politiques et culturels semblent marquer de leur empreinte la façon dont les savoirs sur l'espace sont recueillis et produits.

Les analyses précédentes montrent en quoi le pouvoir oriente les modalités et les conditions de la fabrique scientifique ; ce qui soulève consécutivement l'enjeu de l'articulation entre savoir et pouvoir. La proximité de la science en période révolutionnaire avec le pouvoir en France ou en Prusse, et en dépit des différences détectées entre ces deux sphères, met profondément en question la liberté



intellectuelle et pratique des savants. En quoi les savoirs produits alors relèvent-ils d'une information politique ? Quelles sont les marqueurs, en même temps que les limites de cette information ? Et en quoi la fabrique scientifique relève-t-elle également d'autres influences, c'est-à-dire incorpore d'autres modalités épistémologiques, sociologiques et pratiques dans la production savante ? Ces réflexions doivent être transposées au cas précis des savoirs géographiques qui nous intéressent au premier chef : comment se traduit l'augmentation de la demande en savoirs sur l'espace en termes épistémologiques ou sociologiques sur la production des savoirs géographiques ? Car si l'on constate bien la mise en place de conditions spécifiques pour la production scientifique en contexte révolutionnaire, il s'agit de renverser le miroir et de se focaliser désormais sur les conséquences engendrées dans la sphère géographique. En outre, plusieurs échelles sont à examiner. L'échelle européenne, qui est le cadre premier de cette étude ; l'échelle nationale, qui permet d'identifier des manières de faire culturelles : les spécificités nationales mises en jour en termes de fabrique scientifique et de rapport général entre pouvoir et savoir s'avèrent-elles aussi vraies pour le domaine des savoirs géographiques ? Enfin, l'échelle individuelle offre une dernière focalisation : si l'influence du politique se ressent effectivement sur les pratiques et productions d'un collectif géographique (européen ou national), selon des normes proposées, sinon imposées, l'échelle individuelle permet-elle de révéler des écarts à ces normes ? Comment, pour le dire autrement, les géographes mettent-ils en place des stratégies d'évitement ou de négociation ? Celles-ci se manifestent-elles uniquement à l'échelle individuelle ? Pour cerner cet aspect, il sera par exemple intéressant de comparer les périmètres d'objet identifiés pour les États avec ceux des géographes. L'existence de modèles nationaux surgit aussi à la suite de ces interrogations. Existe-t-il en effet des modalités nationales spécifiques dans la fabrication des savoirs géographiques ? En quoi les savoirs géographiques français se distinguent-ils dans leurs modalités de production et dans leurs rapports au pouvoir avec ce qui se fait en Prusse ? Voici posés quelques-uns des questionnements que la suite du travail doit soulever et tenter d'élucider.

### **Chapitre 3. L'information d'une discipline géographique naissante par le champ politique**

Si le politique associe alors largement des scientifiques à un projet idéologique tourné vers la nation, il contribue aussi pour le cas des géographes à fonder une ébauche de collectif disciplinaire. En effet, en ce qui concerne les autres domaines scientifiques, le politique s'appuie sur des champs déjà plus ou moins délimités, que ce soit épistémologiquement ou sociologiquement (Dhombres et Dhombres, 1989) et représentés par des institutions dédiées. L'histoire ou les mathématiques disposent par exemple de chaires exclusives dans les académies des sciences. Ce qui distingue le champ des savoirs géographiques réside précisément dans le rôle que joue le politique dans son identification et dans sa formation. À cette époque, dans le cadre de l'augmentation des demandes de savoirs sur l'espace, le pouvoir contribue aussi à informer la production de savoirs géographiques (voir chapitre 2). Les géographes, associés aux idéologies spatiales des nouvelles nations, connaissent les retombées des bouleversements politiques à l'œuvre pendant cette période : tout d'abord, en assignant un rôle nouveau aux géographes et en les reconnaissant en tant que collectif scientifique, en contribuant ensuite à la création d'institutions propres, en orientant enfin, et tout l'enjeu consiste à voir dans quelle mesure, les thématiques et les objets de recherche des géographes. Le politique informe sociologiquement et épistémologiquement un collectif géographique tendu vers sa structuration. L'hypothèse défendue consiste à poser une corrélation, sinon un rapport de causalité, entre le processus de recentrement national qui s'opère alors en Europe et les ébauches de construction disciplinaire qui s'observent alors au sein des collectifs géographiques. Il s'agit donc ici d'examiner les changements qui s'opèrent alors dans la fabrique des savoirs géographiques, à l'échelle du collectif, en identifiant la part des influences venant du politique dans les balbutiements d'un champ disciplinaire. Une des hypothèses principales de ce travail doctoral pose le parallélisme des processus de constructions politique et disciplinaire, qui passerait toutes par l'échelon national. Un des enjeux de ce troisième chapitre réside par conséquent dans l'analyse comparée des contextes français et prussien, et britannique dans une moindre mesure, dans le but de d'identifier des « façons de faire » nationales.

Le questionnement de la réception des informations et aspirations politiques est également au cœur de ce chapitre : les projets politiques rencontrent-ils certains des souhaits exprimés par les géographes eux-mêmes ? L'information progressive du champ des savoirs géographiques ne coïncide-t-elle pas avec une demande de structuration du champ géographique, alors que les autres champs scientifiques sont déjà nettement individualisés ? Les demandes politiques ne peuvent-elles pas alors être considérées comme des opportunités pour le champ géographique naissant ? Mais la notion même

d'opportunité invite à questionner l'instrumentalisation que pourrait connaître la disciplinarisation des savoirs géographiques effectuée dans le giron politique. Il faut, dans un effet miroir, envisager aussi la distance que le projet géographique peut prendre et maintenir avec la sphère politique. Certaines transformations opérées ou suggérées par le politique rencontrent-elles au contraire des oppositions ou suscitent-elles des tensions ? Une confrontation entre projets politiques et aspirations géographiques montre que les savoirs géographiques alors en voie de structuration ne se construisent pas uniquement par/avec le politique, mais aussi parfois sans, voire contre lui. L'articulation de ces questionnements engage à scruter l'existence d'un éventuel gradient de positionnements vis-à-vis du politique et à identifier les modalités qui président à ces positionnements.

D'un point de vue méthodologique, ce troisième chapitre se structure autour de la notion bourdieusienne d'*habitus* (Bourdieu, 1975) qui interroge les façons de faire scientifiques d'un point de vue collectif. Dans ses cours au Collège de France, compilés dans l'ouvrage *Science de la science et réflexivité* (2001), P. Bourdieu rappelle l'enjeu de questionner les modalités de production scientifique, non seulement au regard d'objectifs proprement savants, mais également en fonction du contexte social. Il écrit ainsi :

C'est pourquoi il m'a paru particulièrement nécessaire de soumettre la science à une analyse historique et sociologique qui ne vise nullement à relativiser la connaissance scientifique en la rapportant et en la réduisant à ses conditions historiques, donc à des circonstances situées et datées, mais qui entend, tout au contraire, permettre à ceux qui font la science de mieux comprendre les mécanismes sociaux qui orientent la pratique scientifique et de se rendre ainsi « maîtres et possesseurs » non seulement de la « nature », selon la vieille ambition cartésienne, mais aussi, et ce n'est sans doute pas moins difficile, du monde social dans lequel se produit la connaissance de la nature. (*ibid.* : 8)

Cerner le contexte social et sociétal qui préside à la création de savoirs géographiques en voie d'homogénéisation, voici précisément ce qui occupe ce troisième chapitre. La matrice bourdieusienne guide donc ici le propos, pour démêler aux alentours du moment 1800 les mécanismes collectifs de production de savoirs géographiques. Quelles sont les habitudes disciplinaires géographiques qui tendent à se mettre en place dans cette période, alors même que le contexte politique et culturel est en plein bouleversement ? Et, surtout, en quoi l'affirmation disciplinaire et l'apparition d'un collectif géographique se fait-elle grâce au contexte politique, et avec lui, mais aussi, dans un deuxième temps, contre lui ? Le but de ce chapitre réside donc dans l'examen, à l'échelle du collectif, des transformations à l'œuvre qui amorcent une structuration et une normalisation disciplinaire des savoirs géographiques. Il s'agit de comprendre en quoi le contexte sociétal spécifique du début du XIX<sup>ème</sup> siècle, en particulier sa dimension politique, influe sur les cadres non seulement sociaux et institutionnels, mais également épistémologiques de la production géographique. Pour le dire autrement, comment les « conditions historiques » interfèrent-elles avec le processus d'institutionnalisation d'une discipline géographique ?

## **A) Un nouveau rôle assigné aux géographes : servir la patrie**

L'information des savoirs géographiques par le politique commence tout d'abord par une reconnaissance sociétale de la fonction des géographes. Le fait d'accorder à l'espace une place nouvelle dans le processus national tend en effet à assigner aux géographes de nouveaux rôles, qui sont scientifiques et sociétaux. Deux rôles majeurs leur incombent peu à peu : instruire la nation quant à son territoire et proposer des expertises spatiales. Cela contribue par ricochet à leur reconnaissance en tant que collectif disciplinaire identifié et leur confère une certaine visibilité, si ce n'est en tant que « communauté » à proprement parler, du moins en tant que groupe scientifique.

### ***1 – Enseigner la géographie***

Un des enjeux majeurs de la construction de nouvelles entités politiques centrées sur l'idée d'une nation consiste à en inculquer les limites à la population. On enseigne d'abord des savoirs géographiques aux citoyens dans le cas de la France révolutionnaire, puisqu'il importe que le principe de souveraineté populaire s'exprime sur un territoire qui soit connu de tous : sa maîtrise passe d'abord par l'esprit et la raison. On enseigne ensuite l'espace aux sujets du royaume, voire aux militaires dans le cas particulier de la Prusse, puisque la défaite infligée par Napoléon en 1806 est largement imputée à un déficit de connaissances géographiques<sup>49</sup>. Les motifs et modalités des enseignements géographiques diffèrent entre les deux entités politiques, reflétant leurs programmes idéologiques distincts.

#### *a) L'enseignement géographique français : le cas de l'École Normale de l'an III*

Chronologiquement, le pouvoir français accorde d'abord à l'enseignement de la géographie une nouvelle place dans l'éducation des citoyens de la nation. La France révolutionnaire refonde un système scolaire tout à fait neuf : l'école primaire est réorganisée ainsi que le cycle secondaire ; les universités sont supprimées et remplacées par un système de grandes écoles. Ce faisant, la géographie du système scolaire coïncide avec la nouvelle centralisation administrative du pays : au canton l'école primaire, au département le cycle secondaire, à l'État et Paris les grandes écoles. Dans ce système rénové chargé d'instruire les citoyens et de soutenir le fonctionnement démocratique du pays, l'éducation géographique obtient une place nouvelle.

Cela s'observe à toutes les échelles et en particulier au travers de l'expérience de l'École Normale mise en place en l'an III. À partir de 1795, elle doit former les enseignants des écoles centrales, à l'échelle de chaque département donc, qui eux-mêmes forment les professeurs destinés à faire cours au sein des écoles primaires. La création de l'École Normale ne relève cependant pas

---

<sup>49</sup> Il est intéressant de noter ici les points communs de la situation prussienne des années 1800-1810 avec celle de la France après 1870. Dans les deux cas, une défaite militaire et une déroute politique sont à l'origine d'une révision de l'enseignement, dans lequel la géographie trouve une place inédite : le relèvement du pays doit passer par une connaissance meilleure et généralisée de sa géographie. Pour plus de détail sur le cas français des années 1870 voir : Lefort, 1990.

uniquement du champ de l'instruction ; elle se trouve en effet profondément liée avec l'Institut, haut-lieu des sciences qui remplace à partir de 1795 l'Académie Royale des Sciences. Au même moment, entre 1794 et 1795, la géographie apparaît explicitement comme champ identifié dans deux institutions scientifiques nouvellement créées par le pouvoir révolutionnaire. Daniel Nordman, qui a proposé une édition des leçons d'histoire, de géographie et d'économie politique de l'École Normale de l'An III, considère comme remarquable le nombre de cours dévolus à la géographie : treize leçons et sept séances de débats ont lieu en quelques mois (Nordman, 1994). Edme Mentelle et Jean-Nicolas Buache de la Neuville officient tour à tour à ce poste. Mentelle se distingue par sa participation à toutes les innovations institutionnelles dans le domaine de l'éducation. Il passe ainsi de la cour au Lycée Républicain, en passant par l'École Normale, mais aussi les écoles centrales du Panthéon et des Quatre-Nations (Paris). Il poursuit son œuvre pédagogique jusque sous l'ère napoléonienne, en participant notamment aux différentes commissions d'instruction. Buache vient également de la cour, il montre cependant moins d'activité que Mentelle. Malgré un passage comme géographes du roi, les deux travaillent au même moment à la réalisation de l'idéologie révolutionnaire au sein de l'École Normale. Ce passage de la cour royale à la scène des nouvelles institutions d'enseignement de la jeune république ne laisse pas d'interroger sur les rapports de ces deux géographes avec les régimes successifs. Ces exemples prouvent la relative indépendance des deux champs, du moins d'un point de vue social, puisque Mentelle et Buache passent finalement sans trop d'encombres dans les mailles révolutionnaires. Mais ils questionnent l'évolution de leur discours et de leurs objets. Ce qui frappe à la lecture du premier cours donné à l'École Normale, c'est l'adhésion des professeurs à l'esprit du nouveau pouvoir. Dans son édition des cours, D. Nordman rappelle une phrase prononcée par Mentelle lors de la première leçon :

Maintenant, surtout, que le génie de la liberté, uni à celui du commerce, doit étendre nos relations sociales, rien de ce qui appartient à la géographie pourrait-il être étranger à un citoyen français ? (Nordman, 1994 : 171)

Voici donc posé en une phrase l'enjeu de l'enseignement de la géographie : servir la construction de la démocratie et de la nation française. L'introduction de Mentelle indique en outre que la géographie se pose en science pratique, devant servir le commerce, assertion qui est relativement inédite du côté français<sup>50</sup>. Les applications commerciales, mais aussi stratégiques et militaires sont posées. Les savoirs dispensés doivent avoir d'une manière générale une dimension utilitaire. Si les leçons n'abordent pas du tout les différents régimes politiques, laissés aux bons soins de l'histoire, les savoirs géographiques prodigués doivent avoir une utilité pratique immédiate. C'est le cas lorsqu'ils évoquent la Russie dans la dixième leçon :

Je passe actuellement aux différents peuples qui composent la population générale de l'empire de Russie. Ces connaissances doivent entrer nécessairement dans celles qui forment la géographie politique de cet empire ; et cette simple indication peut offrir à la politique un

---

50 NB : Les liens entre géographie et commerce sont bien plus développés en Grande-Bretagne à cette époque, notamment via la Compagnie des Indes qui fait le relais entre la sphère économique et la sphère savante (Schröder, 2011).

aperçu utile, puisque les différentes manières dont vivent les peuples, les opinions religieuses, etc., influent sur les avantages que l'État dont ils font partie peut en obtenir. (*ibid.* : 286)

« Utile » pour la sphère politique, la précision est d'importance. Mentelle contribue de fait à inscrire les savoirs géographiques dans la sphère politique, qui à ce même moment est justement demandeuse de ce type de savoirs. On trouve là un premier indice de l'influence réciproque de la sphère géographique et de la sphère politique, du moins en France. La dimension pratique ne colore pas seulement les cours de géographie, elle s'impose dans le nouveau système scolaire français. La suppression des universités en 1794 au profit de la création de grandes écoles s'inscrit dans cette perspective.

Outre cet aspect pratique, quelle image de la géographie Buache et Mentelle construisent-ils dans ce cours ? Ils tiennent à affirmer d'une part que les savoirs géographiques ont une place non négligeable dans le système des sciences et que d'une part, plusieurs branches se distinguant, elle peut être séparée en plusieurs courants. Leur cours s'organise en trois parties : géographie mathématique, géographie physique et géographie politique<sup>51</sup>. Les divisions classiques sont donc reprises, elles font apparaître le caractère à la fois universaliste et pluriel du champ géographique. La méthode descriptive est préférée : il s'agit de procéder à un « simple exposé des faits » comme Mentelle le rappelle lors de la première leçon (*ibid.* : 179). Chose étonnante, les objets du cours ne concernent pas du tout le territoire français, loin de là. Partant du ciel pour aller jusqu'à la présentation de la Russie, les leçons cherchent à embrasser l'ensemble du monde connu. Elles s'attardent longtemps sur les dimensions mathématiques et physiques, laissant peu de place à la géographie politique. L'absence de l'objet France pose question : s'agit-il d'un manque de temps<sup>52</sup> ou bien d'un choix délibéré ? D. rappelle dans ses commentaires que la position délicate de Mentelle et Buache, anciens géographes de la cour, les engage peut-être à censurer leur cours de toute remarque éventuellement sensible concernant la France. L'enseignement de la géographie à part entière constitue donc davantage un programme qu'une réalité.

Dans les faits le jumelage entre histoire et géographie devient quasi-systématique, comme l'écrit notamment Mentelle dans la *Décade philosophique, littéraire et politique* de l'an V :

Il n'en est pas de l'histoire comme des sciences positives dont la marche est toute tracée : cependant, on trouve dans cet enseignement des données générales dont il ne faut pas s'écarter, telle est la liaison de la narration des faits, ou de l'histoire proprement dite, avec les tems (sic) où ils ont eu lieu, ce qui constitue la chronologie, et les pays où ces faits se sont passés, ce qui est l'objet de la géographie. (...) Il est important que les élèves se préparent au cours d'histoire par l'étude de quelques bons ouvrages de géographie (...). (Mentelle, an V : 11)

Les éléments de l'enseignement géographique surviennent le plus souvent au sein des cours d'histoire,

---

51 Remarque : on retrouve ces divisions dans l'arborescence proposée par Mentelle dans sa *Géographie ancienne* (voir chapitre 1)

52 L'École Normale n'existe en effet que quelques mois, les cours sont dispensés de janvier à mai 1795.

ce qui affaiblit le projet d'enseigner une discipline à part entière. En dépit des limites de l'expérience, l'éphémère existence de L'École Normale, avec séparation nette entre géographie et histoire (les cours de cette discipline étant alors assurés par Volney), démontre cependant la volonté politique d'affirmer la reconnaissance d'une discipline distinguée par son caractère stratégique. Cela se retrouve par la suite dans la présence constante d'enseignements géographiques dans les programmes primaires de 1793 à la fin de la période napoléonienne. En raison d'un nouveau rapport à l'espace développé par le pouvoir, l'enseignement de savoirs géographiques participe, d'une part, à l'édification du nouvel ordre politique français et, d'autre part, à la reconnaissance de la géographie comme science à part entière.

#### *b) L'enseignement géographique prussien*

Tout comme en France, les bouleversements politiques donnent lieu en Prusse à une refondation du système scolaire, dans lequel les enseignements géographiques prennent peu à peu une place importante. Comme Gerhard Engelmann le souligne : « Die preussischen Reformen, die den niedergeschlagenen Staat wiederaufrichten wollen, sahen die Erneuerung in der Erziehung. »<sup>53</sup> (Engelmann, 1983 : 3).

Et pour cela, la réforme se fait à tous les niveaux, du primaire à l'Université. Les réformes du Chancelier Hardenberg entraînent la création d'un échelon primaire uniforme et cohérent avec le secondaire. Des cours de géographie du royaume et de l'espace allemand apparaissent à tous les niveaux, dans le but là encore de soutenir le programme politique mis en place en plus haut lieu. La discipline bénéficie d'une reconnaissance par les fonctions éducatives et formatrices qu'elle recèle, sur le créneau du sentiment de défense patriotique. Les plus emblématiques restent ceux dispensés dans le système supérieur. Après l'expérience éphémère de l'École Normale de Paris, l'Université de Berlin est la première à ouvrir une chaire de géographie, en 1820 : elle est alors attribuée à Carl Ritter qui devient le premier professeur ordinaire de géographie de Berlin. Avant cette institutionnalisation officielle, August Zeune y dispense quelques cours de géographie physique. Bien que la chaire n'existe en tant que telle qu'à partir de 1820, la géographie est représentée dès l'ouverture de l'Université. Elle ne bénéficie cependant pas du même statut que les enseignements de médecine, théologie, droit et philosophie, qui constituent les piliers fondateurs (Schoeps, 2001). Chargé aussi de cours de littérature allemande, en particulier sur Fichte, Zeune s'affirme finalement par la qualité de ses travaux scientifiques, notamment sa *Gea* parue en 1808, qui lui ouvre la possibilité de donner plus de cours dans son domaine de prédilection (Engelmann, 1983). Il collabore d'ailleurs avec Ritter jusqu'en 1835. Les cours de Zeune ne se limitent pas à l'espace prussien ou allemand, ils proposent un panorama général de la géographie physique du globe. Ayant lui-même perdu la vue et étant très impliqué dans l'éducation des jeunes aveugles, il met au point pour ses cours à l'Université un globe en relief resté célèbre. Dans un premier temps au moins, la géographie dispensée dans les murs de cette nouvelle

---

53 Traduction : Les réformes prussiennes, qui visent à rénover l'État défait, voient le renouveau dans l'éducation.

institution ne sert pas directement les intérêts de l'État prussien ; elle ne fait que participer, mais au même titre que tous les autres cours, à la formation de ses citoyens.

La défense et la promotion du royaume de Prusse dans le système éducatif passe bien davantage par la création de la *Kriegsschule*. Créée en 1809 par décret du chancelier Hardenberg, elle ne se développe réellement qu'après 1813 lorsqu'elle devient l'*Allgemeine Kriegsschule*. Elle constitue une des institutions qui portent alors la géographie en tant que savoir stratégique. Elle joue un rôle essentiel dans les guerres de libération de la Prusse à partir de 1812-13, puisqu'elle forme les officiers de l'armée. Des cours de cartographie, au sens de lecture et de réalisation de cartes, et de géographie y sont dispensés dès sa fondation. La formation se fait en trois ans, en alternant théorie et pratique. L'orientation des cours oscille entre connaissances militaires, culture scientifique théorique et dimension pratique. À partir des années 1815, c'est plutôt la voie des savoirs pratiques qui est privilégiée, sous l'impulsion du nouveau directeur Clausewitz. Ritter développe également à partir de son arrivée en 1820 la dimension pratique de la formation, en initiant les jeunes officiers au terrain. Au bout de trois ans, ils doivent donc sortir de l'école avec des connaissances géographiques générales et pratiques :

Als Vorbildung wurden Grundkenntnisse in Geographie und Statistik verlangt, die für einen weiteren militärischen Unterricht notwendig waren. Ebenso wollte für die Terrainlehre das Verständnis für Begriffe und Ansichten über den Bau der Erdoberfläche vorhanden sein. (Lüdecke, 2002 : 10)<sup>54</sup>

Dans le cas de la *Kriegsschule*, les savoirs géographiques dispensés, bien que généraux et pas uniquement centrés sur l'espace prussien, se teintent d'emblée de patriotisme et prennent un caractère stratégique. C'est bien le rayonnement de la nation prussienne qui est ici en jeu, à travers son armée, où la qualité de la formation de ses officiers est essentielle.

Dans le cas de *Kriegsschule* ou de l'Université, et quel que soit le contenu enseigné, la géographie trouve en tout cas sa place dans le giron des disciplines enseignées et ce grâce à l'impulsion de l'État prussien. Il est à signaler que la France et la Grande-Bretagne doivent attendre la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle pour que des cours pérennes de géographie soient introduits au sein des universités. Une exception prussienne apparaît donc. Un tournant s'effectue à partir de 1820, date où Carl Ritter est nommé à la fois à l'académie militaire et à l'université. Il s'agira dans un chapitre prochain de mesurer l'apport de Ritter à ses deux institutions.

Pour la période jusqu'à 1815, on constate qu'en Prusse, de la même manière qu'en France, l'élévation de la géographie au rang de discipline enseignée est permise par le rôle qu'elle joue dans la structuration idéologique du royaume. Le politique envisage dans les deux sphères française et prussienne les savoirs géographiques comme des éléments nécessaires à la formation des habitants de

---

54 Traduction : En guise de formation, les connaissances essentielles en géographie et en statistiques sont étendues à celles qui étaient utiles à des études militaires futures. De la même façon, la compréhension des concepts et des phénomènes concernant la construction du sol terrestre complétait aussi l'apprentissage du terrain.



la nation. Cette reconnaissance politique des savoirs géographiques amorce un processus d'identification scientifique et sociétale d'une discipline géographique qui est propre à chaque sphère nationale considérée.

## **2 – Expertiser l'espace national**

La reconnaissance des géographes ne passe pas seulement par leur nouvelle fonction d'enseignants de l'espace, national ou pas, mais aussi de plus en plus par le constat de leur aptitude à lire et à analyser les territoires. En ce sens, c'est également en tant qu'experts de l'espace que le pouvoir les sollicite. Ce rôle n'est d'ailleurs pas sans lien avec l'enseignement, comme l'orientation des leçons de Mentelle et Buache le rappelle. Les savoirs géographiques portent en eux une dimension essentiellement utilitaire, mobilisable aussi bien pour le développement des ambitions nationales qu'au sein du système économique libéral naissant. La valeur des savoirs sur les espaces est ainsi reconnue. Le fait de se procurer des savoirs spatiaux et de savoir les utiliser revêt alors une dimension stratégique importante. La période 1785-1815 se singularise donc aussi par l'augmentation des demandes d'expertises spatiales auprès des géographes. Plusieurs exemples ressortent de notre *corpus*.

### *a) Forster et la Russie*

Le premier se situe du côté de Georg Forster. En 1787, alors qu'il travaille depuis trois ans à l'université de Wilna<sup>55</sup> pour le compte du roi de Pologne, Forster se voit proposer par le pouvoir russe la possibilité d'entreprendre un voyage au long cours. Dans une lettre de juin 1787, il transmet à son beau-père Heine la lettre de l'Ambassadeur Stackelberg :

La satisfaction que j'ai eue, Monsieur, de Vous connaître à Grodno m'enhardit à Vous recommander le porteur de cette lettre, M. Moulovsky, Capitaine de Hautbord des Flottes de S.M. Impériale. Passant par Vilna, il cherchera à Vous voir et à Vous connaître, Monsieur. Vous pouvez ajouter entièrement foi à tout ce qu'il Vous dira, et je souhaite que Vos entretiens eussent les succès les plus désirables pour Vous et pour lui. Vos talents (sic) et Votre réputation Vous donnent des droits à tous les avantages dans une carrière plus étendue. Je prendrai toujours infiniment de part à tout ce qui peut et ce qui pourra contribuer à Vous mettre à Votre place et je Vous prie d'être du parfait attachement avec lequel je suis Monsieur, Votre très humble et très obéissant serviteur Stackelberg. (Forster, 1978 : 690-691)

Par l'intermédiaire de son ambassadeur, la tsarine de Russie Catherine II sollicite Forster en raison de ses compétences et de sa réputation, pour participer à l'exploration des côtes indiennes, asiatiques et américaines. Le but du voyage est de découvrir le fameux passage du Nord-Ouest, auquel James Cook n'a pu parvenir et qui mobilise dans les premières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle tant d'énergies. Ce voyage revêt une dimension stratégique très forte pour la Russie et nécessite le recrutement de nombreux savants, qui ne sont d'ailleurs pas systématiquement russes comme l'exemple de Forster le montre<sup>56</sup>. Bien que ce voyage n'aboutisse pas, en raison de l'éclatement de la guerre entre la Russie et

---

55 Il s'agit de la ville de Vilnius, en Lituanie.

56 Les États ont de moins en moins recours à des savants extra-nationaux après la Révolution Française : du fait du recentrement national, les contingents savants, c'est le cas pour l'Égypte, se doivent d'être issus de la nation.

l'Empire ottoman, le recrutement de Forster en tant que géographe reconnu s'appuie sur ses compétences, « Votre réputation » faisant référence à l'expérience acquise lors de son tour du monde avec Cook. Ses habitudes de parcourir et d'analyser l'espace sont ici requises. Il est intéressant de noter que la lettre insiste plus sur les avantages que Forster pourra en retirer pour lui-même que sur l'importance de l'expédition pour la Russie. Mais l'intérêt commun qui relie ici savant et pouvoir se situe sur l'horizon de l'espace, dans sa dimension stratégique. Le géographe endosse peu à peu une fonction d'expert, au service du politique.

#### *b) Humboldt, expert géographique en Amérique*

D'autres exemples de l'affirmation de cette nouvelle fonction se trouvent du côté d'Alexander von Humboldt. Le naturaliste prussien se voit accordé un rôle d'expert lors de son voyage en Amérique (1799-1804) et surtout au retour de celui-ci. En 1804, alors qu'il y séjourne plusieurs mois, Humboldt dresse le tableau géographique et statistique de la Vice-royauté du Mexique, à la demande du Vice-Roi lui-même. Il établit une véritable monographie du Mexique du début du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>57</sup>. Il remet son ouvrage sous le titre *Statistiques du Mexique* à José de Iturrigaray, accompagné d'une lettre justifiant sa démarche :

V.E. Tratando conmigo de los varios trabajos que he hecho en este Reyno, se ha dignado insinuarme el deseo que tiene que le comunicasse algunos materiales interesantes para el Gobierno de estos vastos Dominios ; Esta insinuación ha sido para mi una Orden con laqual he cumplido tanto mas gustosamente que mis viajes no llevan otro fin que el de contribuir con mis cortas luces al bien publico del qual por la felicidad de estas Regiones nadie esta mas ocupado que V.E.

He reunido en el papel adjunto todo quanto he calculado sobre la superficie o área, la población, la agricultura, las minas, el comercio... de estos vastos dominios. Me lisongeo que este penoso trabajo que me atrevo dedicar a V.E. Como una debil prueba de mi eterna Gratitude, no desagradara a un Virey que desde los primeros dias de su feliz Gobierno ha dado tan bellas y repetidas pruebas de su amor por la humanidad. La superficie del Reyno de Nueva España cinco veces mayor que la de la Peninsula, por falta de buenas observaciones astronómicas nunca ha sido calculada antes. En el dibujo y en mis tablas encontrara V.E. El tamaño y la fuerza política de todos las Yntendencias. No se pude juzgar del bien o mal poblado de un pays sin conocer la area sobre laqual su población esta repartida. Noticias que he saccado del Arzobispado me han facilitado los medios de corregir los errores de la Numeracion del Conde de Revillagigedo y de reducirla al año 1803 epoca del Gobierno de V.E. Mis calculos fundados sobre los datos de la Arithmetica política daran a V.E la consolante Noticia que la Poblacion de estos Dominios, tan rebaxada por varios escritores enemigos de la Nación y del Gobierno Español, llega ya a mas de cinco millones y medio. La mayor parte de los Materiales que he usado no existen en la Secretaria de este Vireynato y esta reflexion sola me dixa creer que mi trabajo tendra algun interes para V.E. En el caso que lo tenga se copieren ambos papeles en pocos días para ahorrar a V.E. el fastidio de mi lettra Prusiana.

Suplico a V.E. de disculpar la libertad que uso. Cerca de salir de estos Dominios he pensado dar esta ultima y pequeña prueba de la rendida Veneración y del tierno agradecimiento que me ha inspirado la alta Protection de V.E. y con el qual sere toda mi vida.

---

57 Les principaux thèmes sont repris dans les chapitres de l'*Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne* (Humboldt, 1811).

Exmo Sr  
de V.E.  
El mas rendido servido q.b.l.m. de  
V.E.  
El Baron de Humboldt<sup>58</sup> (Humboldt, 1993 : 264-265)

La livraison de Humboldt répond donc à une demande de la part du pouvoir quant à la situation démographique, économique, sociale du Mexique. Humboldt est donc à cette occasion investi d'une fonction d'expert de l'espace mexicain et il endosse pleinement ce rôle, comme le montre sa lettre au Vice-Roi. Marquant à la fois sa déférence et ses compétences, Humboldt se place ainsi au service du politique. La réponse de Iturrigaray fait écho à cette position : Humboldt est reconnu comme un spécialiste capable de faire le diagnostic de l'espace mexicain :

Muy Sor. mio. He recidibo con la atenta Carta de V.S. De 3 de este mes el papel que acompaña relativo a sus observaciones sobre la area, poblacion, agricultura e industria de este Pais; y siendo este un documento que al paso que acredita los profundos conocimientos de V.S. me proporciona adquirir algunos muy utiles para el gobierno de estos dominios, doy a V.S. las debidas gracias deseandole un feliz viage, y asegurandole qe desde todas partes oiré con gusto su nombre y celebraré ocasiones de complacerle. Dios &.<sup>59</sup> (*ibid.* : 265-266)

Les travaux que Humboldt propose en 1804 trouvent un écho jusqu'aux balbutiements de la jeune république mexicaine, créée en 1821. En effet, son premier Président, Lucas Alaman, le remercie de nouveau en 1824, en soulignant que l'ouvrage de 1804 a grandement servi la nation en la rendant consciente de son espace. Il écrit en ces termes :

---

58 Le texte en espagnol est reproduit tel qu'écrit par Humboldt. Traduction de Cécile Codet : Votre Excellence, en évoquant avec moi les divers travaux que j'ai effectués dans ce Royaume, a daigné me confier son désir que je lui transmette certains matériaux intéressants pour le gouvernement de ces vastes domaines. Cette confiance a été pour moi un ordre auquel j'ai obéi avec d'autant plus de plaisir que mes voyages n'ont d'autre fin que celle de contribuer, à l'aide de mes pauvres lumières, au bien public, duquel, pour le bonheur de ces régions, personne ne se préoccupe autant que votre Excellence. / J'ai rassemblé dans le document ci-joint tout ce que j'ai calculé concernant la superficie ou le territoire, la population, l'agriculture, les mines, le commerce... de ces vastes domaines. J'aime à croire que ce pénible travail que j'ose dédier à votre Excellence comme une faible preuve de mon éternelle gratitude, ne déplaira pas à un Vice-Roi qui dès les premiers jours de son heureux gouvernement a donné de si belles et si constantes preuves de son amour pour l'humanité. La superficie du Royaume de la Nouvelle Espagne, cinq fois supérieure à celle de la Péninsule, n'a jamais été calculée auparavant, faute d'observations astronomiques de qualité. Sur le dessin et dans mes tableaux, votre Excellence trouvera la taille et l'importance politique de toutes les Intendances. On ne peut juger si un pays est bien ou mal peuplé sans connaître la surface sur laquelle sa population est répartie. Des informations que j'ai obtenues auprès de l'Archevêché m'ont donné les moyens de corriger les erreurs des chiffres du Comte de Revillagigedo et de les ramener à l'année 1803, époque du gouvernement de votre Excellence. Mes calculs, basés sur les données de l'arithmétique politique, donneront à votre Excellence la nouvelle réconfortante que la population de ces domaines, si sous-estimée par divers écrivains ennemis de la Nation et du gouvernement espagnol, atteint déjà plus de cinq millions et demi d'habitants. La plupart des matériaux que j'ai utilisés ne sont pas connus de l'administration de cette vice-royauté, et cette seule réflexion me laisse croire que mon travail sera de quelque intérêt pour votre Excellence. Au cas où il le serait effectivement, qu'on fasse en quelques jours copie des deux documents pour éviter à votre Excellence l'ennui de ma prose prussienne. / Je prie votre Excellence de pardonner la liberté dont je fais usage. Alors que je suis sur le point de quitter ces domaines, j'ai pensé vous donner cette dernière et maigre preuve de la complète vénération et de la tendre gratitude que m'ont inspiré la haute protection de votre Excellence, sentiments que je lui vouerai aussi longtemps que je vivrai.

59 Traduction de Cécile Codet : Cher monsieur, J'ai reçu, avec votre lettre du 3 de ce même mois le document qui l'accompagne relatif à vos observations quant à la surface, la population, l'agriculture et l'industrie de ce pays. Et puisqu'il s'agit d'un document qui, en même temps qu'il confirme vos profondes connaissances, me permet d'en acquérir de fort utiles pour le gouvernement de ces domaines, je vous remercie comme il se doit en vous souhaitant un bon voyage, et en vous assurant que de toute part j'entendrai avec plaisir votre nom et je me réjouirai des occasions qui me seront données de vous être agréables. Adieu.

C'est par vos lumineux ouvrages que l'on peut se former une idée de ce que le Mexique deviendrait sous une bonne constitution, puisqu'il possède lui-même tous les éléments de prospérité. La nation entière est pénétrée de gratitude pour vos travaux qui ont fait connaître au monde tout ce qu'elle est capable de devenir. Le gouvernement suprême concourt cordialement à l'existence de ce sentiment général. Il me charge, comme son ministre des affaires étrangères, de vous exprimer la satisfaction avec laquelle il a appris que vous aviez l'intention de retourner encore une fois dans ce pays. Nous espérons que vous mettrez ce projet à exécution, et que nous pourrons nous féliciter de compter parmi les habitants de cette république un homme aussi illustre et aussi justement estimé civilisé. (Humboldt, 1865 : 225-226)

La qualité de ses travaux permet donc à Humboldt d'être peu à peu reconnu comme un expert des questions spatiales et territoriales. Cela fonctionne avec le Mexique et encore plus fortement avec sa propre patrie, la Prusse. En effet, ses atouts scientifiques résonnent avec les ambitions politiques de Frédéric-Guillaume III dès son retour en Europe. Le roi de Prusse l'accueille à l'été 1804 par la lettre suivante, qui marque l'emprise politique qu'il pose désormais sur les travaux de celui qui reste son « féal ». Il exprime ainsi clairement l'appropriation politique des entreprises scientifiques humboldtiennes, car celles-ci renferment des éléments stratégiques pour la « patrie » :

Cher et particulièrement affectionné féal,  
J'ai vu avec le plus vif intérêt, par votre lettre du 3 de ce mois, que vous êtes revenu sain et sauf de votre voyage, qui est si important pour l'histoire naturelle et pour l'ethnographie, et que vous pensez à présent de rentrer (sic) dans votre patrie, après avoir fini vos affaires littéraires à Paris et visité votre frère à Rome, pour vivre à Berlin pour la science et pour vous occuper de la publication de vos manuscrits sud-américains et de vos dessins. Je vous accorde sans hésitation la permission de rester jusqu'à l'été prochain en France et en Italie, car il faut que je rende justice aux motifs qui vous y décident, malgré le vif désir de faire la connaissance d'un homme qui, par amour pour la science, s'est exposé, avec une persistance jusqu'alors inconnue, pendant des années aux plus grandes peines et aux plus grands dangers, et *qui a par là enrichi son pays d'une nouvelle gloire*. J'ajoute à cette permission l'assurance, que vous recevrez après votre retour, non seulement la distinction due à votre glorieux mérite, mais encore un traitement annuel, qui vous permettra de vivre pour vous et pour les sciences. *Le cadeau que vous voulez faire de vos collections à mon cabinet minéralogique mérite mes cordiaux remerciements, non seulement à cause de sa valeur exceptionnelle, mais encore parce qu'il prouve votre indiscutable amour pour votre patrie*. Je les attends avec impatience, ainsi que le rare morceau de platine dont vous voulez enrichir mon cabinet; et je ne suis pas moins reconnaissant que vous ayez pensé à enrichir mon jardin botanique de semences rares. Je reste, avec une estime toute spéciale,  
Votre gracieux roi. (Humboldt, 1905 : 175-176) (je souligne)

Ces deux exemples tirés du *corpus* montrent en quoi les géographes sont peu à peu investis d'un nouveau rôle : celui de stratège et de promoteur de l'espace national. Indépendamment de leur nationalité à l'aube de la Révolution puis progressivement accaparés par leur propre « patrie », les géographes se situent donc de plus en plus au service du pouvoir. C'est précisément leurs compétences spatiales qui sont demandées et mises au service d'un projet politique et idéologique, comme la commande mexicaine à Humboldt l'illustre.

Le politique participe donc de la reconnaissance des savoirs géographiques comme champ disciplinaire identifié, dans la mesure où il accorde aux géographes de nouveaux rôles qui prennent

place dans la construction nationale. En tant qu'enseignants ou en tant qu'experts, les géographes sont reconnus par les services rendus au pouvoir. Dans les deux cas, il s'agit de participer au rayonnement national, en dispensant une étude du territoire ou en l'analysant. Les géographes sont au fur et à mesure de l'avancement de la construction nationale réduits au service de celle-ci : le cas humboldtien bien montre en ce sens le passage du géographe « libre », exerçant ses compétences indépendamment de sa nationalité et au gré de ses envies, au géographe attaché au service d'un monarque et d'une nation. Cette posture devient la norme dans les années 1800-1815, comme nous le verrons par la suite. Le parallélisme du processus en France et en Prusse, en dépit d'un décalage temporel de quelques années, est également à souligner : dans ces deux États, la fonction sociétale et politique des savoirs géographiques est reconnue dans des contextes semblables de construction nationale. L'assignation de rôles aux géographes engage ainsi la reconnaissance d'un champ disciplinaire et ouvre conjointement la voie à son autonomisation et à son institutionnalisation.

## **B) Une institutionnalisation scientifique dans le sillage du politique.**

L'hypothèse de ce travail pose que la mise en place des premières institutions de la géographie résulte de l'augmentation des demandes de savoirs sur l'espace, qui entraîne à son tour une réévaluation des rôles sociaux et politiques des géographes. Sans présumer d'un lien de causalité exclusif, certaines corrélations apparaissent en effet entre les situations politiques et scientifiques. La période révolutionnaire puis napoléonienne constitue un moment liminaire dans l'histoire de la discipline géographique : celui de l'engagement de son autonomisation et de son institutionnalisation. Il faut noter d'emblée que ce processus se fait à l'échelle nationale : on passe d'une fabrication universaliste à une fabrication nationalisée des savoirs géographiques, première marque de l'influence de la situation politique. De plus, le calendrier et les modalités de cette institutionnalisation distinguent des façons de faire prussienne et française. Cette partie cherche à montrer en quoi on peut comprendre le début de la construction de la géographie en tant que science moderne sous l'influence des programmes politiques. Cela passe dans un premier temps par un éclairage national sur les nouveaux lieux, au sens d'institutions et de tribunes scientifiques, dans lesquels les savoirs géographiques sont produits.

### ***1 – La reconnaissance d'une discipline enseignée***

L'institutionnalisation s'attache notamment à faire accéder la géographie au rang de discipline d'enseignement, dont nous avons détaillé les modalités précédemment. La reconnaissance des savoirs géographiques et leur identification en tant que champ scientifique se fait aussi par le truchement de l'enseignement dans les deux États. Le calendrier diffère cependant quelque peu entre les deux.

En France, l'année 1795 constitue la date charnière, puisque les savoirs géographiques disposent d'un cours à part entière dans la toute nouvelle École Normale (Nordman, 1994). En dépit de la brièveté de cette expérience, l'existence de ses leçons est d'importance : elle signale que les savoirs

géographiques doivent être enseignés et appris, au même titre que d'autres. Ce faisant, c'est tout le système scolaire français révisé qui octroie une place réservée à la géographie. Du côté de l'enseignement supérieur, une chaire d'histoire et de géographie moderne est créée à la Sorbonne en 1809 : elle devient chaire de géographie historique en 1812. La création de cette chaire marque véritablement la reconnaissance de la géographie comme discipline d'enseignement et scientifique, même si elle est encore largement affiliée à l'histoire et qu'elle n'existe que quelques années (Claval, 2004). Du reste, Napoléon crée une éphémère chaire de géographie au Collège de France peu avant sa chute de 1814. La période révolutionnaire crée donc des opportunités inédites pour les savoirs géographiques, mais leur enseignement systématique et autonome n'est pas pérennisé.

Du côté prussien, les savoirs géographiques sont de plus en plus visibles dans le système d'instruction. Ils font leur apparition dans le primaire suite aux réformes de Hardenberg, puis il faut cependant attendre 1820 avant que l'Université de Berlin n'ouvre une première chaire de géographie. Un décalage d'une dizaine d'années existe donc si l'on compare l'ouverture des chaires française et prussienne et vingt-cinq ans si l'on se base sur les cours de l'École Normale. Cela coïncide peu ou prou avec les calendriers politiques respectifs de chaque entité, marqués par une quinzaine d'années de différence. Les savoirs géographiques trouvent en Prusse jusqu'en 1815 une seule véritable tribune dans le domaine de l'enseignement : la *Kriegsschule*. En revanche, la présence des savoirs géographiques dans le système scolaire prussien est pérenne, au contraire de ce qui se passe en France à la même époque. Sur le plan du système scolaire, des différences tant en termes de calendrier que de représentation des savoirs géographiques existent donc entre France et Prusse. La France, première dans l'ordre des transformations politiques, l'est aussi dans celui de l'intégration à part entière des savoirs dans son système d'enseignement.

Une question apparaît en outre lorsqu'on affirme la reconnaissance, partielle ou totale, de la géographie comme discipline enseignée : produit-on alors les mêmes savoirs géographiques pour l'enseignement que pour le champ proprement scientifique ? Si l'élévation au rang de discipline scolaire suppose une transmission de savoirs, de quels savoirs s'agit-il ? On peut remarquer dans un premier temps une certaine adéquation entre géographie scientifique et géographie scolaire, lorsqu'on examine par exemple conjointement les cours dispensés en 1795 et les travaux de Buache ou Mentelle. La tripartition entre géographie mathématique, physique et politique se retrouve par exemple de chaque côté. Cette proximité observable en 1795 subit-elle cependant des évolutions au cours de notre période ? Bien que la géographie scolaire ne constitue pas le cœur des questionnements de ce travail doctoral, le fait même qu'elle connaisse aussi lors de cette période charnière des transformations appelle quelques éléments de comparaison. L'idée d'une géographie enseignée et pensée comme un domaine utilitariste s'installe durablement dans l'enseignement français. Même sous la Restauration, les géographes intègrent l'habitude de travailler sous la houlette du pouvoir. Il s'agira par la suite de questionner les motifs de cet *habitus* aussi bien savant que scolaire.

## ***2 – L'apparition de la « géographie » dans les hauts lieux de la fabrique scientifique***

Les savoirs géographiques ne s'institutionnalisent pas uniquement dans le champ de l'enseignement, mais fondent aussi leur visibilité sur leur insertion dans le champ académique. L'institutionnalisation du champ des savoirs géographiques s'opère plus tôt en France ; on retrouve ainsi la distinction observée précédemment entre les deux calendriers. Jusqu'en 1815, la Prusse se situe nettement en retrait par rapport à la France dans ce processus. Cela tient sans doute pour une part au décalage du calendrier politique.

### ***a) Manque de pérennité institutionnelle pour la géographie en France***

Du côté français, la reconnaissance des savoirs géographiques se fait en lien étroit avec ce qui se passe à l'École Normale en 1795. Les travaux géographiques apparaissent avec la création de l'Institut, qui remplace à partir de 1795 l'Académie Royale des Sciences supprimée par le pouvoir révolutionnaire. Au sein de l'Institut, les champs scientifiques se partagent en trois classes : classe des sciences physiques et mathématiques, classe des sciences morales et politiques et classe de la littérature et des Beaux-Arts. L'apparition de la deuxième classe constitue en soi quelque chose de remarquable, puisque l'idée de sciences morales et politiques n'existait pas auparavant. L'Institut contribue ainsi à définir les champs scientifiques existants, et à les distinguer et à les autonomiser. Dans cette deuxième classe, on trouve six sections : analyse des sensations et des idées, morale, science sociale et législation, économie politique, histoire et enfin géographie. L'apparition du terme « géographie » est d'importance : il signale la reconnaissance scientifique et institutionnelle d'un champ disciplinaire à part entière. Cette situation est inédite, puisque jamais auparavant la géographie n'avait existé pour elle-même au sein d'institutions scientifiques. De plus, positionner la géographie dans cette classe ne va pas nécessairement de soi. En effet, même si l'histoire et la géographie forme un tandem ancien aisément envisagé, la géographie noue aussi des liens très étroits avec les mathématiques et l'astronomie, comme les cours ou ouvrages de Mentelle le montrent (Nordman, 1994). La Révolution fait donc le choix d'affirmer ses liens avec les sciences morales et politiques, plutôt qu'avec les sciences physiques. Cependant, la réalité de 1795 est de courte durée, puisque la classe des sciences morales et politiques disparaît dès 1803 sur décision du Consul Bonaparte qui estime qu'elle manque de loyauté envers le régime. L'Institut est après 1803 divisé en quatre classes : sciences physiques et mathématiques, langue et littérature française, langues anciennes et histoire et enfin la classe des beaux-arts. Cette organisation donne de fait moins de visibilité aux savoirs géographiques, qui n'existent pas dans une seule section, mais sont de nouveau écartelés entre leur filiation historique et les liens qu'ils entretiennent avec les sciences de la nature. De même que pour l'École Normale, la visibilité de la discipline géographique est courte. Cette expérience de quelques années témoigne néanmoins de la reconnaissance grandissante de la géographie par le pouvoir, puisque l'Institut résulte directement de décisions issues de l'idéologie révolutionnaire, mais signale

conjointement la difficulté à envisager la géographie comme un champ pérenne et non soumis à une contingence politique.

Un autre projet traduit en France l'oscillation des savoirs géographiques entre affirmation et dissimulation au sein de la fabrique scientifique. Il s'agit du Musée de Géographie envisagé en 1795, que Numa Broc considère comme l'ancêtre de notre Institut Géographique National (Broc, 1974). Intitulé « Musée de Géographie, de Topographie militaire et d'Hydrographie », il doit regrouper en un seul lieu les divers dépôts cartographiques de Paris, en particulier le Dépôt de la Guerre, celui de la Marine et celui des Affaires Étrangères. Il vise donc une centralisation des documents cartographiques, entamée dès 1793 par le général Calon, directeur du Dépôt de la Guerre, et rendue nécessaire en 1794 en raison du contexte de guerre. En 1794, le Comité de Salut Public décide d'unifier les Dépôts de la Marine et de la Guerre, il crée aussi une Agence des cartes. Le projet de 1795 est ensuite destiné à assurer la fusion complète des services. L'article premier du titre un du projet décrit en ces termes le but de ce Musée :

« Il sera formé un établissement central pour pratiquer et perfectionner sous tous ces rapports la science de la Géographie, en l'appropriant aux vues du Gouvernement et de l'utilité publique. » (*in* Broc, 1974 : 39)

Il est remarquable de noter tout d'abord la terminologie employée : le projet parle bien de « science de la géographie », signifiant par là qu'une identification et une circonscription disciplinaire a bien été opérée. De plus, ce premier article affirme, ainsi que cela est apparu plusieurs fois depuis le début de ce travail, le caractère politiquement stratégique de cette science. L'article premier du titre un du projet le réaffirme également comme suit :

« Le Musée de la Géographie est sous la surveillance immédiate du Comité de Salut public, ou du Comité exécutif ; l'administration de cet établissement lui rendra un compte-rendu détaillé de ses opérations. » (*ibid.* : 41)

Le projet de 1795 échoue cependant, en raison peut-être nous dit Broc d'une « rivalité séculaire » entre les départements de la Guerre et la Marine (*ibid.* : 43). Finalement, en dépit de son échec, ce projet en dit malgré tout long sur la place de la « science géographique » pendant la période révolutionnaire. L'existence même d'un tel projet démontre que la reconnaissance des savoirs géographiques et leur élévation au rang de discipline est, sinon parfaitement réalisée, du moins balbutiante et surtout qu'elle découle dans une large mesure du regard et de l'influence du politique. Celui-ci nomme et, par là-même, attribue une existence attestée à la discipline, tout en conférant les modalités pratiques et matérielles de cette existence.

#### *b) Le tournant des années 1810 en Prusse*

Du côté de la Prusse, l'institutionnalisation de la géographie apparaît plus tardivement, dans les années 1820, grâce à la création de la première chaire de géographie à l'Université de Berlin.



Toutefois, comme en France, une certaine effervescence entoure la fabrique scientifique d'une façon générale et les savoirs géographiques en particulier. Une décennie après la France, la Prusse engage une réforme de l'Académie des Sciences de Berlin, de 1806 à 1812. Elle trouve pleinement place dans la réforme administrative globale menée alors par Hardenberg. De la même manière que toutes les autres administrations du royaume, l'Académie des Sciences doit harmoniser son fonctionnement et se mettre surtout au service du pouvoir et de la reconstruction du royaume prussien. Dès sa formation, et contrairement à celles de Londres et de Paris, l'académie berlinoise distingue deux classes : celle des *Naturwissenschaften* et celle des *Geisteswissenschaften*, les sciences de la nature et celles de l'esprit. Mais l'enjeu est le même pour les savoirs géographiques, qui s'écartèlent entre ces deux tentations. La réforme de 1812 confère à l'Académie un nouveau statut, qui la place dans un rapport hiérarchique de dépendance par rapport à la nouvelle université. À partir de 1815 se développe alors en son sein une nouvelle forme de travail scientifique : les commissions. Plus d'une cinquantaine se créent entre 1815 et 1850. Celles-ci embrassent des objets plus délimités et permettent de travailler en comité réduit. Bien souvent, ces commissions prennent une orientation pratique, en lien avec les préoccupations contemporaines du pouvoir. Alexander von Humboldt et Carl Ritter participent régulièrement à certaines d'entre elles, tissant d'ailleurs des ponts avec la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, la société de géographie, dont ils sont également membres<sup>60</sup>. Les savoirs géographiques trouvent dans ce fonctionnement par commission l'occasion d'une visibilité plus importante, bien qu'ils ne soient pas explicitement identifiés comme tels. Découvrant la situation du pays après Iéna et les réformes partiellement engagées lorsqu'il rentre à Berlin en 1806, Humboldt déplore l'état des sciences prussiennes en comparaison de ce qu'il a connu à Paris. Il présente un tableau contradictoire, composé de scientifiques avides d'avancer et d'absence de soutien, reflétant la transition à l'œuvre dans les institutions scientifiques prussiennes. Une lettre à Georges Cuvier datée d'août 1806 montre comment certains scientifiques se passionnent pour les sciences naturelles et se trouvent pourtant contraints par le manque d'encadrement :

(...) mais dans un pays où l'on s'occupe aussi peu des sciences que de son existence politique, il ne faut pas compter sur le Gouvernement.

L'Académie – notre Académie de Berlin – vient de faire ce qu'elle aurait dû faire il y a longtemps. Elle vient de vous nommer, conjointement avec le chevalier Banks, membre étranger par acclamation. Cela ne contribue en rien à votre gloire. Puisse cette faible marque de notre attachement vous prouver qu'au milieu de ce grand hôpital nous sommes une petite société d'amis (Klaproth, Tralles, Karsten, Willdenow, Ancillon, Erman, Bode, Walther, Jean Müller et Léopold de Buch) qui savons admirer vos travaux. J'ai été chargé par l'Académie de vous témoigner préalablement de ses sentiments, le secrétaire, M. Mérian, aura l'honneur de vous l'annoncer plus formellement. (...) (Humboldt, 1905 : 212-213)

La situation des savoirs géographiques en Prusse dans les années 1800-1810 est donc plus instable qu'en France : elle est marquée par des volontés individuelles, à l'image de Humboldt, par des prises de conscience politiques, qui président à la création de la *Kriegsschule* dans laquelle la

---

60 À partir de 1828, date de la création de la Société de Géographie de Berlin.

géographie a toute sa place, mais cette situation manque encore en général de reconnaissance institutionnelle.

Que l'on se place du côté français ou du côté prussien, l'institutionnalisation de la géographie n'en est encore qu'à ses débuts. Des réalisations éphémères existent en France, qui témoignent des transformations en cours. Une visibilité grandissante des savoirs géographiques s'observe par rapport au pouvoir et d'une manière générale au sein de la fabrique scientifique. Pour ce qui est de la Prusse, l'affirmation de la production de savoirs géographiques identifiée et reconnue demeure encore très discrète, mais se renforce alors que l'horizon politique s'éclaircit dans les années 1810. Ces balbutiements apparaissent néanmoins et ont en commun de se placer sous un patronage politique fort, qui régit les modalités de leurs manifestations.

### **3 – La création de tribunes par les géographes eux-mêmes**

Les savoirs géographiques du tournant XVIII<sup>ème</sup>-XIX<sup>ème</sup> siècle ne trouvent cependant pas uniquement de soutien du côté du politique. Les savants eux-mêmes, commençant à revendiquer l'importance des savoirs géographiques, contribuent également à leur plus grande visibilité. Le processus d'institutionnalisation scientifique de la géographie qui s'opère entre 1790 et 1815 est en effet loin d'être uniquement le fait d'une reconnaissance de nature politique. Certes, la sphère politique l'influence nettement, ne serait-ce que dans la terminologie employée - le mot « géographie » apparaît sans détours sous la Révolution, mais on observe également l'apparition d'une nouvelle tribune, portant la parole et les aspirations de ce qui se veut une nouvelle communauté scientifique.

---

#### **Gros plan 4 – L'aventure des *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire***

Cette tribune naît en 1807 sous la forme d'une revue : les *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire*, coordonnée et largement fournie par Conrad Malte-Brun. Le titre complet de la revue décline un véritable programme épistémologique, au sens d'I. Lakatos (1994) : *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire ou Collection des Voyages nouveaux les plus estimés, traduits de toutes les Langues Européennes ; des Relations Originales, inédites, communiquées par des Voyageurs Français et Étrangers ; Et des Mémoires Historiques sur l'Origine, la Langue, les Mœurs et les Arts des Peuples, ainsi que sur le Climat, les Productions et le Commerce des Pays jusqu'ici peu ou mal connus*<sup>61</sup>. Ce programme entend fonder une science et une discipline académique à part entière, sur des bases universalistes, mais en proposant cependant une voie à la française.

Dans son « Discours Préliminaire », Malte-Brun souligne l'ambition que se donne cette revue, qui est bien de fonder une nouvelle discipline, dont la nécessité est pressentie depuis longtemps. À la manière d'autres sciences, il est temps que les « sciences géographiques » fassent enfin corps et

---

61 Le titre est par la suite abrégé en *Annales des voyages*.

discipline :

Enfin, il est temps qu'à l'exemple de l'Histoire naturelle, de la Chimie et de la Médecine, les Sciences Géographiques possèdent un dépôt où les hommes voués à ce genre d'études, puissent consigner en commun des travaux qui tendent au même but, discuter les difficultés qui les arrêtent, faire un échange continu de lumières et de Découvertes, et surtout répondre de plus en plus le goût de ces Connaissances, en offrant aux gens du monde une variété agréable de ces petits morceaux où l'instruction se cache sous l'attrait d'un tableau neuf et piquant. (Malte-Brun, 1807 : 7)

Cet extrait apporte plusieurs informations d'importance. Tout d'abord, Malte-Brun semble se faire le porte-parole d'un collectif d'hommes réunis par l'envie de faire progresser les sciences géographiques. Cette entrée en matière entend faire école et fonder un nouveau champ académique. La construction de celui-ci doit se faire doublement d'après Malte-Brun : en se construisant d'abord contre les autres sciences, histoire naturelle, chimie, etc., en déterminant des « travaux qui tendent au même but », en délimitant un périmètre épistémologique donc. Le pluriel employé dans cette terminologie de même que le titre de la revue (voyages, géographie et histoire) laissent entendre que le périmètre épistémologique de ce collectif s'entend encore de manière vaste et plurielle, n'étant peut-être pas encore tout à fait délimité de manière précise. Ensuite, sa construction doit passer par une offre inédite au public : elle doit répondre à une curiosité intellectuelle, correspondant notamment aux demandes formulées par le politique et plus généralement à l'intérêt porté alors à la géographie et à l'espace, en particulier à travers le goût pour les voyages qui se développent (Venayre, 2002). Afin d'appuyer la force de sa proposition disciplinaire, Malte-Brun continue en dressant la liste de ceux qu'il considère comme géographes. En procédant ainsi, il circonscrit d'emblée un collectif géographique qui se reconnaît dans certains buts « commun[s] », l'emploi de cet adjectif étant à souligner. Malte-Brun montre par là que la constitution d'un nouveau champ disciplinaire, identifié et visible, ne relève pas uniquement du politique mais bien de ceux qui se reconnaissent eux-mêmes comme géographes. Cela passe par l'emploi liminaire du pronom personnel « nous », marqueur de la réalité du collectif présenté :

Nous avons l'espérance certaine que les Arrowsmith, les Barbié du Bocage, les Bougainville, les Bourgoing, les Brédow, les Brunss, les Buache, les Choiseul, les Corrèa, les Darlymple, les Deguigne, les Dusheil, les Ebert, les Fabri, les Fleurieu, les Forestier, les Gaspari, les Gosselin, les Heeren, les Humboldt, les Jacotin, les Langlès, les Lapie, les Larcher, les Lévêque, les Lichstenstern, les Lowenorn, les Mannert, les Mentelle, les Meusel, les Millin, les Münster, les Olivier, les Péron, les Rosily, les Sainte-Croix, les Sacy, les Sanson, les Sonnini, les Volney, les Walckenaer, les Weyland, les Zach, les Zimmermann, et en un mot, tous ceux qui cultivent l'histoire et la géographie, contribueront, les uns par leurs conseils et leurs suffrages, les autres par leurs talents (sic) et leurs travaux, au succès du *seul* Recueil consacré à cette branche des études, dans la langue de l'Europe la plus répandue. (Idid : 8-9)

La liste reflète, par sa longueur et son caractère transnational, l'épaisseur du collectif géographique et vient donc justifier la mise en place de la revue. La mise en italique du mot « seul » par Malte-Brun lui-même permet de mettre en lumière le caractère inédit de l'entreprise qu'il propose, affirmant par là un manque et donc un besoin de fonder une discipline nouvelle. Cependant, le manifeste de Malte-

Brun accole encore la géographie à l'histoire, comme si l'indépendance absolue ne pouvait pas encore être complètement envisageable, ou plutôt que la complémentarité avec cette discipline n'est pas contradictoire avec l'autonomie de la géographie. Cette mention, dès le titre d'ailleurs, étonne pourtant, d'autant plus que la lecture du « Discours préliminaire » fait au contraire apparaître une forte volonté d'émancipation. Mais il ne faudrait pas oublier le caractère transitoire du moment : Malte-Brun s'empare là d'une question délicate, et la nature même de sa proposition rappelle la difficulté de faire science et la progressive stabilisation du champ géographique.

La revue des *Annales des voyages* ne possède pas d'équivalent en Prusse dans la période 1790-1815. Elle trouve cependant un modèle dans une éphémère revue, les *Annalen der Geographie und der Statistik*, créés en 1790 par Eberhard von Zimmermann dans le Braunschweig. Cette revue ne paraît que jusqu'en 1792, à raison d'un volume par an. Sa pérennité est donc limitée, mais elle inspire malgré tout Malte-Brun pour son projet (Broc, 1975). Chaque volume recense toutes les actualités géographiques les plus récentes. Des contributions allemandes, mais aussi françaises, de Buache de la Neuville par exemple, anglaises ou italiennes, donnent un caractère européen à la revue. Le premier volume dresse par exemple la liste des nouveaux départements français, récemment découpés et nommés (Zimmermann, 1790). Bien qu'elle n'existe que trois années, cette initiative traduit l'ébullition géographique alors en jeu en Europe, prenant naissance en grande partie dans les bouleversements politiques à l'œuvre. L'intitulé de la revue allemande indique l'importance de la tradition statistique de l'autre côté du Rhin, alors que Malte-Brun construit la sienne d'abord en relation avec l'histoire.

Le succès et l'ampleur des *Annales des voyages* témoignent de la plus grande visibilité des savoirs géographiques en France et de leur institutionnalisation en cours. De plus, cette revue s'appuie sur les institutions déjà existantes, notamment l'Institut de France, et appelle ainsi à une reconnaissance encore plus vaste, en plaçant par exemple indirectement pour le rétablissement de la classe des sciences morales et politiques et de la réintroduction de la géographie en tant que section identifiée :

Nous avons soumis et nous soumettons le plan et l'exécution de cet ouvrage au jugement de la première et de la troisième classe de l'Institut national. Instruits que la publication d'un semblable recueil était conçue et provoquée, depuis plusieurs années par des membres de l'Institut ; mais en même temps certains que les vœux de ces savans (sic) n'avaient pu se réaliser, nous avons voulu donner à cette société savante une marque de dévouement et de respect en invitant tous ses membres à se servir de la voie des Annales, pour la publication de tout ce qu'ils désireront porter promptement à la connaissance du public, et qui sera relatif à notre plan. Nous étendons cette même invitation à toutes les Académies étrangères, aux membres des Sociétés Philomatique et Philotechnique, à tous les voyageurs et à tous les savans (sic) et gens de lettres qui s'occupent d'une branche quelconque des sciences historiques et géographiques. Enfin, nous prions MM. les conservateurs et Directeurs des Bibliothèques et des Dépôts publics, de nous continuer la bienveillance avec laquelle ils nous ont permis de puiser dans les trésors confiés à leur garde. (*ibid.* : 8)

Les *Annales des voyages* doivent donc fonctionner, dans l'esprit de Malte-Brun, comme le tremplin à la fondation disciplinaire de la géographie. La construction d'un collectif géographique

s'avère par cet exemple des *Annales des Voyages* bien plus avancé en France qu'en Prusse. Elle semble de plus se faire selon des choix méthodologiques ou théoriques qui laissent de côté certaines propositions venues des autres sphères culturelles. Cela annonce-t-il pour autant une disciplinarisation géographique sur une base nationale ? Du côté français, les savoirs géographiques tendent, malgré quelques revers, à trouver peu à peu une place dans la fabrique scientifique nationale, en étant portés par le pouvoir ainsi que par des aspirations scientifiques collective. En Prusse, bien que reconnus dans leur utilité sociale et politique, ils affichent une discrétion encore forte au sein des institutions scientifiques. Que l'on se situe dans l'une ou l'autre sphère politique, la période 1785-1815 n'est de toute façon que celle des balbutiements de l'institutionnalisation géographique, en comparaison de ce qui passe ensuite durant la décennie 1820 dans toute l'Europe. De plus, mis à part l'exemple remarquable des *Annales des voyages* créées en 1807, l'institutionnalisation des savoirs géographiques semble être majoritairement le fait du politique. Si la dimension sociologique et institutionnelle est nettement marquée par le politique, en est-il de mêmes des discours élaborés alors par les géographes ? Il s'agit donc d'envisager également cette influence du point de vue de l'épistémè des savoirs géographiques alors produits.

### **C) Discours et pratiques de géographes : entre volonté d'unité et réalités plurielles**

Que l'on envisage la valeur nouvelle accordée aux savoirs sur l'espace ou l'amorce de leur institutionnalisation, le politique semble exercer une certaine influence sur la reconnaissance des savoirs géographiques en tant que champ de savoir. Le politique contribue ainsi à identifier et délimiter un collectif géographique. Il s'agit maintenant de se placer du point des discours produits par les géographes à cette époque : l'influence observable sur les plans sociologiques et institutionnels existe-t-elle également sur le plan discursif ? Dans la mesure où les géographes eux-mêmes tendent à s'affirmer comme tels, ainsi que nous le montre l'entreprise des *Annales des voyages*, il semble intéressant d'examiner sous quels auspices se réalise la progressive autonomie scientifique de ce champ. Nous verrons que si l'influence du politique y est palpable, les savoirs géographiques se construisent aussi sans lui, et même parfois contre lui. En outre, bien que sous l'influence politique justement l'élaboration des savoirs géographiques s'opère de plus en plus à une échelle nationale, la tentation universaliste héritée des Lumières demeure très vivace.

#### **1 – Les Annales des voyages, ou fonder l'unité épistémologique de la géographie**

Malte-Brun va en effet plus loin qu'un appel à faire corps, il propose des cadres épistémologiques, qui témoignent d'une orientation précise des savoirs géographiques et reflète une manière de faire française tout en maintenant des exigences universalistes. À ce titre, son projet apparaît comme un des premiers programmes épistémologiques cohérents pour soutenir la discipline

géographique.<sup>62</sup>

a) *Faire de la géographie une discipline d'actualité et universelle*

L'objectif essentiel de Malte-Brun, énoncé dans le premier numéro des *Annales des Voyages*, est de suivre les « mouvemen[t]s » de la géographie :

En général, les nouvelles mesures de l'élévation des Montagnes, les révolutions physiques qu'une contrée quelconque pourrait subir, l'analyse des Cartes nouvelles avec indications des principales positions que les Observateurs auront déterminées, les Découvertes des Régions nouvelles, les entreprises des Voyageurs, les changemens (sic) que les États subissent dans leurs limites, population et forces ; un mot, les *mouvemens* (sic) de la Géographie seront soigneusement recueillis dans le Bulletin qui termine chaque cahier. (*ibid.* : 13) (en italique dans le texte)

Cela signifie, d'après les précisions données par Malte-Brun, collecter les nouveautés géographiques disponibles et les faire circuler ; donner à voir que d'un point de vue physique, mathématique ou politique, la géographie du monde évolue. L'objet de la revue réside par conséquent en l'actualisation régulière des informations géographiques, auquel la forme de la revue doit répondre au mieux. Un coup d'œil aux tables des matières permet de constater cette dimension actualisante : les savoirs géographiques s'inscrivent pleinement dans le présent. Isabelle Lefort note dans un récent article que les savoirs géographiques se sont précisément structurés autour d'une injonction à l'actualisation (Lefort, 2014). De fait, dans les années 1820, les sociétés de géographie se donnent pour tâche essentielle de mettre à jour les informations qu'elles ont sur le monde (voir partie 2). Malte-Brun inscrit ainsi son projet dans une continuité épistémologique avec son époque. Il rappelle cet enjeu fondamental, ainsi que les difficultés à le cerner, dans le premier livre du *Précis de la géographie universelle* :

Le globe terrestre a-t-il toujours été dans l'état que nous décrivons ? C'est une question qui n'intéresse pas moins l'histoire de l'homme que celle de la nature : mais est-ce une question de géographie physique ? Est-ce même une question que, dans l'état actuel des sciences, on puisse discuter avec fruit ? Nous n'entreprendrons point de le résoudre ; mais nous présenterons à la réflexion du lecteur tous les faits dont l'imagination des géologistes (sic) compose de si brillans (sic) et de si vains systèmes. (Malte-Brun, 1810(a) : 4)

Bien qu'ardu, le pacte conclu avec le lecteur s'affiche clairement dans les deux cas : rédiger de la manière la plus exacte et la plus actualisée possible la géographie de la Terre. Quant à la mise en œuvre concrète de ce programme, les options méthodologiques, pratiques et théoriques prises par Malte-Brun tendent à orienter la géographie dans une voie précise, mais pas tout à fait consensuelle.

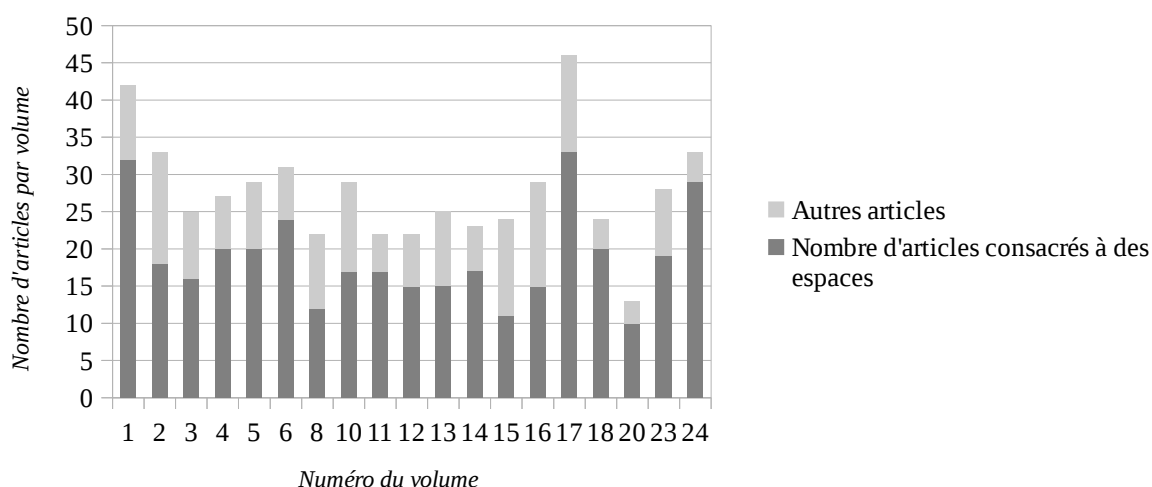
Ce discours délimite aussi les objets et périmètres propres à la science géographique. Ce que Malte-Brun met clairement en avant dans son texte est le positionnement sur l'espace. L'espace constitue à la fois l'objet, la méthodologie et l'ambition des savoirs géographiques. Cette affirmation nous paraît aujourd'hui banale, mais elle ne va pourtant pas de soi au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ce choix

---

62 Cette sous-partie fait l'objet d'une procédure de publication en cours avec les *Annales de géographie*.

reflète bien l'affirmation d'un positionnement épistémologique nouveau et qui entend structurer la production des savoirs géographiques. L'exemple est donné dans les *Annales des voyages*, dont la majorité des articles portent sur des objets spatiaux<sup>63</sup>. Dans tous les numéros sans exception, la proportion d'articles abordant une thématique spatiale ou spatialisée dépasse les 50%. Le reste des articles concerne pour la plupart des cas des annonces de parution d'ouvrages, des sujets historiques ou anthropologiques. Les articles ayant pour objet l'espace se divisent en plusieurs catégories : les récits de voyage, description régionale, analyse économique d'un État ou éléments de géographie culturelle (langue, religion essentiellement) sont les articles les plus fréquents.

#### 19. Nature des articles des *Annales des Voyages*



Ensuite, la seconde option méthodologique est simple et claire : c'est celle de la description de l'espace. De *tous* les espaces pour être précis, dans un esprit d'explorateur. Il s'agit de relayer et compiler les données des voyageurs, de manière à compléter le tableau terrestre, à combler les blancs des cartes (Laboulais-Lesage, 2004) :

Une foule de Voyages très-intéressants (sic) restent perdus pour le Public Français, ou reçoivent trop tard les honneurs de la Traduction. Nous nous emparerons de cette riche mine, soit en traduisant promptement les Voyages les plus estimés à mesure qu'ils paraissent, soit en présentant par extrait ce qu'il y a de bon dans ceux que nous ne jugerons pas utiles de traduire en entier. (...) Aucune langue, aucune nation, aucune partie du Monde ne resteront étrangères à nos recherches (...). (Malte-Brun, 1807 : 11-12)

L'ambition est ainsi très clairement affichée, que l'on retrouve dans le *Précis de la géographie universelle* : « Les autres [volumes] seront consacrés à la description successive de toutes les parties du monde. » (Malte-Brun, 1810 : 4). Mais si Malte-Brun désire embrasser la Terre entière, à petite échelle comme la tradition géographique le faisait alors, il s'intéresse également à des échelles plus

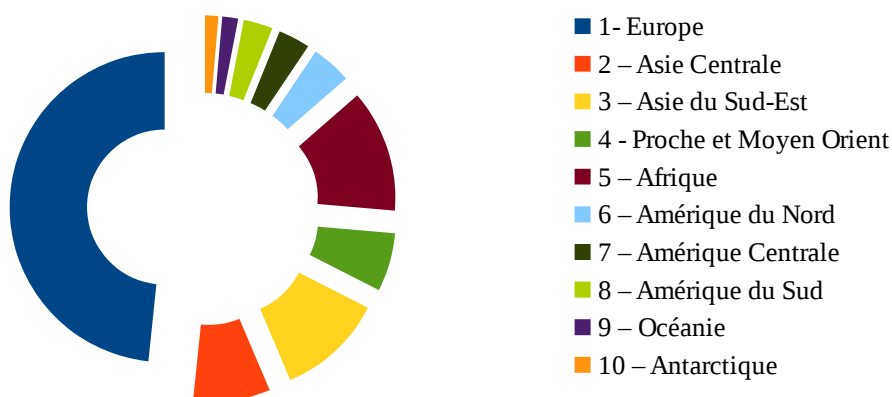
63 Les graphiques suivants (figures 19 à 21) portent sur les numéros des *Annales des voyages* disponibles sur le site Gallica. Le fonds est constitué de 24 volumes parus entre 1807 et 1814, date à laquelle la parution s'arrête (elle reprend ensuite en 1819 sous le titre les *Nouvelles Annales des Voyages*), et numérisés par Gallica. Cinq numéros sont manquants (volumes 7,9, 19, 21 et 22). Ce corpus fait l'objet dans cette recherche d'une analyse quantitative et statistique.

grandes, ce qui constitue une innovation certaine pour la géographie française. Car si les géographes allemands, encouragés en cela par l'importance des statistiques, pratiquent déjà des descriptions régionales, ce n'est pas encore le cas en France qui préfère une tradition cosmographique (Godlewska, 1991). Nous le voyons apparaître en regardant simplement les tables des matières des numéros des *Annales des Voyages*, ou en constatant l'importance accordée aux villes dans le *Précis de la géographie universelle*. L'ambition de Malte-Brun consiste également à dresser un tableau géographique du monde entier, dans la continuité de la tradition universaliste et holiste des Lumières :

Aucune langue, aucune nation, aucune partie du monde ne resteront étrangères à nos recherches ; nous décrirons l'Isle de la Trinité d'après le Voyageur anglais Maccallum, et l'Isle du Prince de Galles d'après Sir Home Popham. Nous retracerons l'état actuel des Açores d'après Hebbe, Suédois ; et celui des Isles Feroë et des Isles de Nicobar, d'après plusieurs Relations Danoises. Ces exemples suffisent pour démontrer combien de renseignements précieux restent perdus faute d'un Recueil où l'on puisse les réunir. (*ibid.* : 12)

Les deux graphiques ci-dessous présentent les espaces sur lesquels portent les articles de la revue. Ils sont regroupés en grandes aires régionales, pour des raisons de lisibilité. En analysant les articles des volumes des *Annales des Voyages*, la prédominance des territoires européens s'affirme nettement. L'Europe représente en effet presque cinquante pour cent des articles consacrés à des aires régionales. Dans le cas du *Précis de la géographie universelle* la partie « Europe » est également plus volumineuse que pour les autres continents. Cela tient sans doute pour une grande part à la plus grande facilité d'obtenir des données consacrées à cet espace, car en dépit de l'amélioration des moyens de transport, rares sont les voyageurs qui s'aventurent encore à l'intérieur des continents africain, asiatique et américain. Cette domination de l'espace européen dénote aussi pour une autre part le prisme avec lequel les géographes voient le monde, en particulier alors que les guerres napoléoniennes font rage et que cette partie du monde se transforme : l'actualité géographique se situe pour une grande part à l'intérieur de ce continent. Avant la reprise des conquêtes coloniales et la passion africaine de l'Europe, le vieux continent reste donc la principale affaire des géographes.

20. Proportion des aires régionales dans les *Annales des voyages*

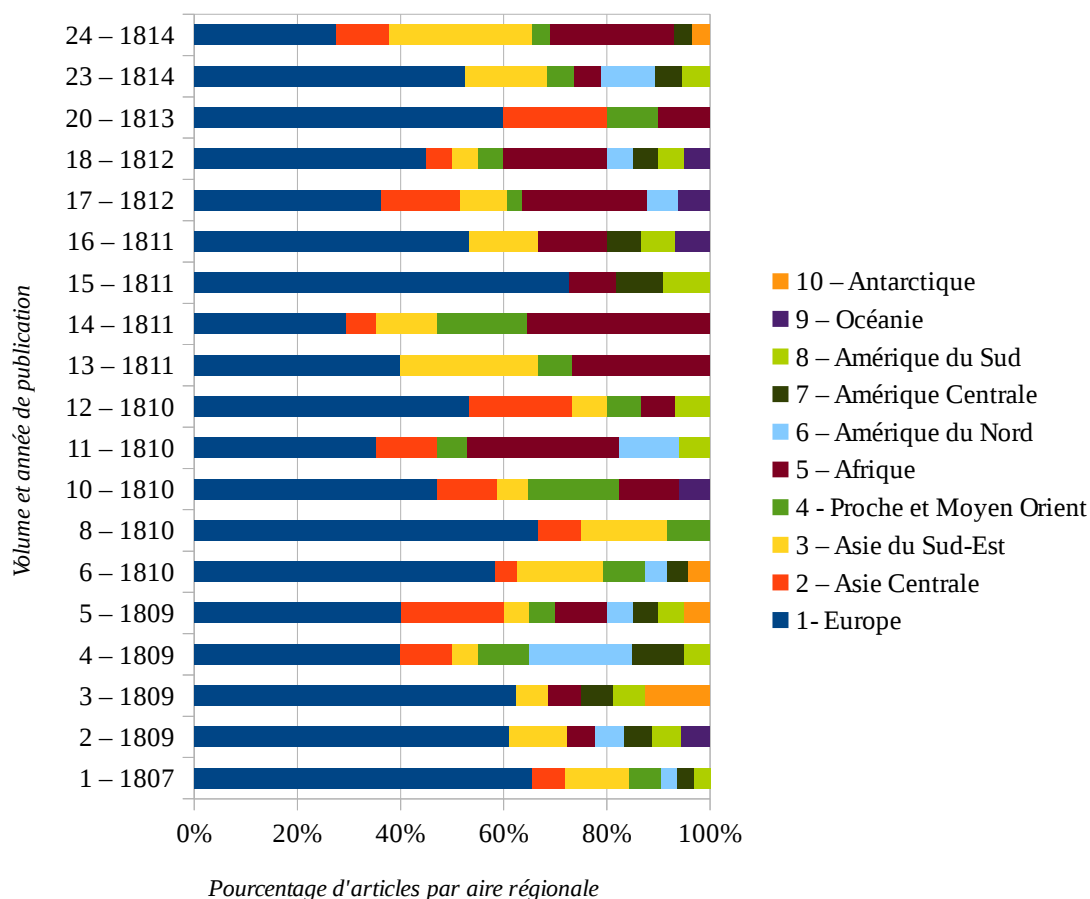


L'analyse statistique des articles des *Annales des voyages* répond à l'annonce faite en 1807 de n'oublier aucune partie du monde. Seule la région de l'Arctique n'apparaît pas du tout au fil des 24 numéros.



Certains espaces font des apparitions sporadiques, comme l'Océanie ou l'Antarctique, mais il est à noter que tous les espaces sont représentés. Un nombre non négligeable de numéros, environ un tiers (4, 5, 10, 11, 13, 14, 17, 18 et 24), ne font pas de l'Europe et de ses espaces leur thème majoritaire, même si celle-ci est globalement prédominante.

## 21. Analyse régionale des articles des *Annales des voyages*



Ces mêmes aspirations holistes, plus ou moins satisfaites, animent aussi une autre œuvre de Malte-Brun, son *Précis de géographie universelle*, dont le premier volume paraît en 1810. Le premier livre « Sur l'étude de la Géographie en général » renferme quelques lignes qui font très largement écho aux *Annales des voyages* et qui étayent l'idée selon laquelle les savoirs géographiques souhaités par Malte-Brun se situent à la fois sur un horizon spécialisé et émancipé, mais aussi directement dans la lignée universaliste et holiste :

Nous nous proposons de renfermer dans une suite de discours historiques, l'ensemble de la géographie ancienne et moderne, de manière à laisser, dans l'esprit d'un lecteur attentif, l'image vivante de la terre entière, avec toutes ses contrées diverses et avec les lieux mémorables qu'elles renferment et les peuples qui les ont habitées ou les habitent encore. Cette tâche paraît immense, si nous considérons combien de détails variés il faut réunir dans un tableau de peu d'étendue ; ce dessein paraît même téméraire, si nous réfléchissons sur la nature de la matière que devons traiter, matière qui ayant été abandonnée, chez les modernes, à des plumes plus doctes qu'élégantes, passe généralement pour n'admettre ni l'éclat des compositions littéraires, ni la profondeur des méditations philosophiques.

Toutefois la défiance que devait nous inspirer la considération de tant de difficultés, a cédé à une conviction intime qui nous faisait entrevoir, dans la science géographique, moins ce qu'elle était que ce qu'elle pouvait et devait être. Nous nous sommes dit : la géographie n'est-elle pas la sœur et l'émule de l'histoire ? Si l'une règne sur tous les siècles, l'autre n'embrasse-t-elle pas tous les lieux ? Si l'une a le pouvoir de ressusciter les générations passées, l'autre ne saurait-elle fixer, dans une image immobile, le tableau mouvant de l'histoire, en retraçant à la pensée cet éternel théâtre de nos courtes misères, cette vaste scène, jonchée de débris de tant d'empires, et cette immuable nature, toujours occupée à réparer par ses bienfaits les ravages de nos discordes ? Et cette description du globe n'est-elle pas intimement liée à l'étude de l'homme, à celle des mœurs et des institutions ? n'offre-t-elle pas à toutes les sciences politiques des renseignements précieux ; aux diverses branches de l'histoire naturelle un complément nécessaire ; à la littérature elle-même un vaste trésor de sensations et d'images ? » (Malte-Brun, 1810(a) : 1-2)

Le fait même de se lancer dans l'entreprise d'une géographie universelle marque bien la volonté de Malte-Brun de faire date, de fixer l'état des savoirs géographiques à un moment M, c'est-à-dire en posant une discipline fondée sur l'actualité. Une première tentative de sa part avec Mentelle avait déjà donné lieu à une *Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde* ; mais l'intitulé même de la seconde somme, entamée après le lancement des *Annales des voyages*, illustre la résolution de son auteur de marquer une rupture franche. Malgré un biais européen identifiable dans ses travaux, l'ambition de Malte-Brun n'en demeure pas moins la description du monde dans son entier.

Cette aspiration universaliste essentielle explique l'importance absolue qu'il accorde aux récits de voyageurs, qui constituent la matière première de ses textes. L'objectif premier de la géographie se présente donc clairement sous la plume de Malte-Brun et applique à la lettre l'étymologie du mot : décrire le monde, ce qui implique de localiser les lieux encore inconnus ou mal connus, identifier les nouveautés physiques ou politiques de la planète et en rendre compte. À ce titre, l'objectif de Malte-Brun rejoint celui de bien d'autres géographes, tel un Humboldt désirant dès son voyage américain (1799-1804) embrasser le monde, au sens cosmologique, dans son entier. Il s'inscrit de fait dans la tradition des géographies universelles, qui séduit, à l'époque bon nombre de géographes. En cette période, on compte en effet plusieurs entreprises de géographies universelles, qui ne portent pas nécessairement ce titre, mais dont les ambitions trouvent de nombreuses similitudes (Malte-Brun et Mentelle, 1816 ; Pinkerton, 1802 ; Ritter, 1817-1859). I. Schröder souligne en particulier les cas de Malte-Brun, ainsi que le projet de John Pinkerton qui publie en Angleterre une *Modern Geography* en 1802 (Schröder, 2011). Mais ce dernier n'y consacre que deux volumes alors que Malte-Brun, Mentelle ou encore Ritter sont beaucoup plus prolifiques. Carl Ritter lance aussi l'entreprise monumentale de son *Allgemeine Erdkunde* dans les années 1810, dont le premier tome paraît en 1817 et qui en comprendra une vingtaine au total. Tous ces projets, auxquels on peut associer les nombreux ouvrages de nomenclature, diffèrent du point de l'organisation générale mais partagent le même objectif, la continuation de l'esprit des Lumières : embrasser l'entière du monde. Malte-Brun et Mentelle laissent penser la pérennité de cet esprit dans la préface de leur ouvrage commun :

Une *géographie universelle*, telle que nous la concevons, doit présenter un tableau complet, précis et raisonné de l'état du globe terrestre et du genre humain, pris à une époque quelconque. Cette définition générale admet des modifications, selon le but particulier qu'un auteur peut se proposer. Ainsi la géographie des tems (sic) les plus modernes forme l'objet principal de notre ouvrage ; cependant nous embrasserons aussi dans notre plan les changemens (sic) qui ont le plus influé sur l'état du monde, et nous traiterons spécialement de la géographie ancienne classique. (Malte-Brun et Mentelle, 1816 : X)

La géographie défendue par Malte-Brun repose donc sur une ambition exploratrice, visant, dans la tentation conjuguée du singulier et du général, à l'appréhension complète et totale du monde. Elle également pose la question de savoir si le socle géographique repose uniquement sur un effort de localisation des phénomènes, essentiel à l'époque dans la mesure où les cartes demandaient précisions et compléments.

#### *b) Description versus analyse*

Si l'ambition assignée à la géographie s'affiche clairement sous la plume de Malte-Brun, sa mise en œuvre théorique et méthodologique est moins aisément identifiable. Du moins laisse-t-elle entrevoir que les années 1800 et 1810 sont celles d'une stabilisation progressive, mais non encore parfaitement réalisée, des cadres épistémologiques de la géographie. D'un point de vue théorique d'abord, Malte-Brun semble dénier à l'analyse tout rôle à jouer dans la construction d'une géographie moderne : la description, rien que la description, telle pourrait être sa devise. Un paragraphe du livre introductif du *Précis de la géographie universelle* invite à interroger l'épaisseur du bagage théorique convoqué par Malte-Brun :

*Nous circonscrivons même la géographie moderne dans de justes limites, qui, sans la réduire à une aride et insignifiante nomenclature, l'empêcheront de se confondre avec d'autres sciences. Sans doute, les esprits bien nés aiment souvent à réunir sous le même point de vue les résultats des Sciences les plus différentes par leur marche et la nature de leurs objets. Sans doute, semblable à l'histoire, la géographie ne doit pas être blâmée de s'intéresser à tout ce qui influe sur le sort des nations et des empires ; on doit, au contraire, avouer qu'elle rend un service à d'autres sciences, en rappelant leurs découvertes pour les placer dans un jour nouveau. Que, par exemple, l'économie politique pèse dans sa balance les forces d'un état ! Qu'elle évalue, canton par canton, le rapport existant entre superficie du terrain et nombre des habitants (sic) ! Les résultats de ces recherches pénibles peuvent souvent être de nature à intéresser l'histoire ; souvent aussi, placées et groupées dans les vastes tableaux de la géographie politique, ces vérités arides s'embellissent d'un éclat et d'un intérêt qu'elles ne devront qu'au voisinage des grands aperçus géographiques auxquels on les aura associées. Cette espèce de commerce d'échange anime toute la république des sciences et des lettres. Mais les diverses contrées de cette république ont leur langue, leur constitution et leurs intérêts à part ; ce sont des objets qu'il ne faut point confondre. Toute discussion de politique, de religion, de morale ; toute recherche d'histoire, de chronologie et d'antiquité qui ne toucherait pas directement aux changemens (sic) géographiques ; tout calcul de haute géométrie ; toute application ou citation superflue des thèses de chimie et de physique, tout détail d'histoire naturelle qui ne saurait être exprimé qu'en termes de naturaliste, ou qui ne formerait point un trait essentiel dans le tableau physique d'un pays, voilà ce que nous considérons comme absolument étranger à une bonne géographie universelle, quoique plusieurs de ces choses puissent entrer convenablement dans des traités spéciaux de géographie mathématique, physique ou politique. (Malte-Brun, 1810(a) : 8-9) (je souligne)*

Ce passage ne laisse pas d'étonner par le désengagement assumé et conscientisé que Malte-Brun opère vis-à-vis de toute espèce d'analyse. Suivant son raisonnement, pour ne pas verser dans le danger de faire autre chose que de la géographie, mieux vaut ne pas convoquer d'éléments explicatifs qui proviendraient d'autres disciplines. Deux phrases de ce paragraphe retiennent en particulier l'attention (indiquées en italique) : la première, qui met en avant ce péril, et la seconde qui dit le choix de mise à distance de tout élément explicatif trop éloigné de la géographie. Au prétexte de garantir strictement l'identité de la géographie et son indépendance, qui est le cheval de bataille de Malte-Brun, celui-ci se prive délibérément des apports d'autres disciplines. Ce qui limite *de facto*, la portée de ses travaux et des futurs qu'il appelle de ses vœux, dans la mesure où il ampute la description des lieux de la terre d'éléments analytiques et explicatifs. Il délaisse ainsi les propositions faites par l'histoire naturelle ou la philosophie d'engager la science dans la voie analytique. Lamarck expose par exemple cette mission en ces termes :

Rassembler les faits observés, et les employer à découvrir des vérités inconnues, c'est, dans l'étude de la nature, la tâche que doit s'imposer d'une manière inébranlable quiconque se dévoue à concourir à ses véritables progrès. (Lamarck, 1820 : iv)

Contrairement à d'autres géographes, tels que Ritter (1852), Humboldt (2004 (1845-1859)) et les géographes de la sphère allemand d'une manière générale, Malte-Brun ne conduit pas les savoirs géographie sur la voie théorique. Son projet épistémologique ne vise pas à mettre à jour les grandes lois qui président à l'organisation de la nature, mais à rendre compte de la variété de la nature et des organisations humaines. Ce positionnement épistémologique influence pour une part la géographie française du XIX<sup>e</sup> siècle et contribue à la différencier nettement de sa consœur allemande (Felsch, 2013) nettement tournée vers la dimension analytique.

Plutôt qu'un esprit analytique, Malte-Brun choisit l'option de la littérarité. Le « contrat scientifique » (Rancière, 1992) de la géographie s'inscrit ainsi dans un horizon littéraire très explicitement exprimé dans le *Précis de la géographie universelle* :

Outre la disposition générale, il a fallu encore trouver la méthode particulière pour la description de chaque pays. Après avoir examiné toutes les prétendues classifications des objets de la géographie spéciale, nous avons reconnu que c'est précisément l'emploi trop rigoureux de ces méthodes abstraites qui donne aux livres de géographie tant de sécheresse. Grâce à ce vain appareil, la géographie, cette image vivante de l'univers, ne semble en être que la froide et triste anatomie ; la jeunesse la redoute, les savants la négligent, les gens du monde la dédaignent. Nous avons donc cru devoir suivre les principes généraux de l'art d'écrire ; et, variant d'après la nature des objets, non seulement le ton, mais même l'ordre de la description, nous avons cherché à inventer, pour la peinture de chaque pays, un cadre particulier qui convînt à la grandeur relative des objets. Un pays offre-t-il le spectacle d'une riante culture, nous en détaillons avec soin les diverses productions. Est-il inculte, nous retraçons plus en grand le caractère que la nature lui a imprimé. (...) Quinze ans de lectures et d'études géographiques nous ont démontré que cette marche libre et animée ouvre plus sûrement l'accès du sanctuaire des sciences historiques, que ne le ferait une de ces méthodes rigoureuses, abstraites et applicables seulement aux sciences exactes. Nous avons voulu faire un livre, et non une table des matières. (Malte-Brun, 1810(a) : 5-6)

Malte-Brun recherche donc une manière vivante et pittoresque de faire sa géographie, dans laquelle « l'art d'écrire » compte autant que ce que l'on dit. Comme le constate A.-M. Godlewska, « il insiste sur le fait que seul le talent littéraire peut rendre la science et l'érudition agréables » (Godlewska, 1991 : 196). Malte-Brun trahit par là ses habitudes plus journalistiques que scientifiques : la force des mots l'emporte sur l'analyse des faits. En ce sens, la littérarité ne se limite pas à un artifice rhétorique mais participe pleinement à l'élaboration du discours scientifique. Il s'agit encore une fois d'une stratégie de démarcation par rapport aux sciences exactes, réputées arides. Comme il l'écrit, l'enjeu porte plus pour lui sur l'invention du cadre littéraire propice à la description de chaque lieu et phénomène, plutôt que leur explication. Bien que rendant sans aucun doute la lecture plus attractive, cela n'en pose pas moins le problème d'une unité théorique et méthodologique et interroge profondément le projet épistémologique global de Malte-Brun. Cela ne reflète d'ailleurs pas les aspirations d'autres géographes, les Humboldt et Ritter par exemple, qui s'interrogent eux très largement sur la cohérence, dans un sens théorique et méthodologique, de la langue géographique. Dès son voyage américain (1799-1804), Humboldt réfléchit par exemple à la transcription des langues indigènes (Kraft, 2013) en même temps qu'il questionne la traductabilité des concepts scientifiques d'une langue à l'autre (Humboldt, 1905) (voir chapitre 7). En ce sens, le projet de Malte-Brun est à la fois innovant car si l'attention à la littérarité perdure dans la géographie jusqu'à aujourd'hui, elle est rarement autant revendiquée, et limitatif car il ferme l'horizon théorique de la géographie française. Sur ce sujet, il ne propose donc effectivement aucune unité à la nouvelle discipline qu'il entend pourtant défendre.

### c) Géographe versus voyageur

Cette distorsion sur les défis de la géographie se retrouve également d'un point de vue méthodologique sur la question du terrain. Alors que l'injonction de la présence au monde comme préalable à tout discours scientifique s'impose peu à peu parmi les producteurs de savoirs géographiques (Livingstone, 2003 ; Schröder, 2011), Malte-Brun opère encore une séparation stricte entre activité de terrain et production proprement géographique. Cela transparaît très nettement dans la manière d'envisager la réalisation même des *Annales des Voyages*, alors même que celles-ci, le titre suffit à le prouver, s'appuient largement effectivement sur les récits et données des voyageurs. Mais les informations matérielles et immatérielles qu'ils rapportent de leurs périples ne deviennent savoirs géographiques qu'une fois tamisées par le filtre du cabinet. Alors qu'il associe voyage et géographie, Malte-Brun dissocie en termes de statut le travail du voyageur et celui du géographe. Ce dernier est pour lui nécessairement un homme de cabinet, qui se doit de prendre de la distance par rapport aux données brutes :

À la vérité, la publication d'une foule de Voyages, la plupart traduits de l'Anglais, a vivement excité le goût du Public français pour les connaissances si utiles et si intéressantes dont les Voyageurs apportent les matériaux, et dont les Géographes élèvent et consolident l'édifice.

(...) nous décrivons l'Isle de la Trinité d'après le Voyageur Anglais Maccullum, et l'Isle du Prince de Galles d'après Sir Home Popham. Nous retracerons l'état actuel des Açores d'après Hebbe, Suédois ; et celui des Isles Feroër et des Isles de Nicobar, d'après plusieurs relations Danoises. (Malte-Brun, 1807(a) : 6-7 et 12)

S'ils sont pourvoyeurs de la matière première de la revue, les voyageurs n'en acquièrent pas pour autant le titre de géographe. Malte-Brun distingue ainsi la dimension pratique (le recueil d'informations) et la dimension intellectuelle (la mise en ordre de ces informations) dans la chaîne de production géographique. La répartition des rôles transparaît clairement dans la première citation : les hommes de terrain « apportent les matériaux », alors que seuls les vrais géographes, les hommes de cabinet qui regardent le monde avec recul, sont en mesure d'« élève[r] et consolide[r] l'édifice ». Malte-Brun opte pour un choix méthodologique qui ne fait pas consensus, car il exclut de fait un bon nombre de ceux qu'ils désignent pourtant comme ses collègues géographes. Pour ne prendre qu'un exemple, Humboldt encourage au contraire l'articulation et l'association systématique du travail de terrain et de cabinet (Péaud, 2014(c)). Loin de participer à la consolidation méthodologique de la discipline, Malte-Brun participe aussi à travers le problème du terrain à l'affirmation d'une culture géographique, qui n'est pas unanime.

Le projet de Malte-Brun reflète les possibilités en même temps que les difficultés auxquelles se trouve confrontée la géographie du début du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, et plus spécifiquement en France. Animée d'une pluralité d'approches et d'initiatives individuelles, elle se distingue par sa grande labilité, en dépit de quelques projets de fondation disciplinaire. La proposition que Malte-Brun développe à partir de la fin des années 1800 est à ce titre remarquable, car elle se démarque par sa volonté ferme et solide d'opérer un rassemblement identitaire. Sa principale force réside d'ailleurs dans l'appel à la réunion des forces vives de la géographie sous une même et unique bannière. Malte-Brun est en effet un des rares, non pas à souhaiter l'érection de la géographie en science à part entière, indépendante et reconnue comme telle, mais à formuler un projet épistémologique cohérent. Sa proposition constitue à ce titre un moment essentiel dans l'histoire de la géographie, dans la mesure où elle contribue à son élaboration et à sa stabilisation.

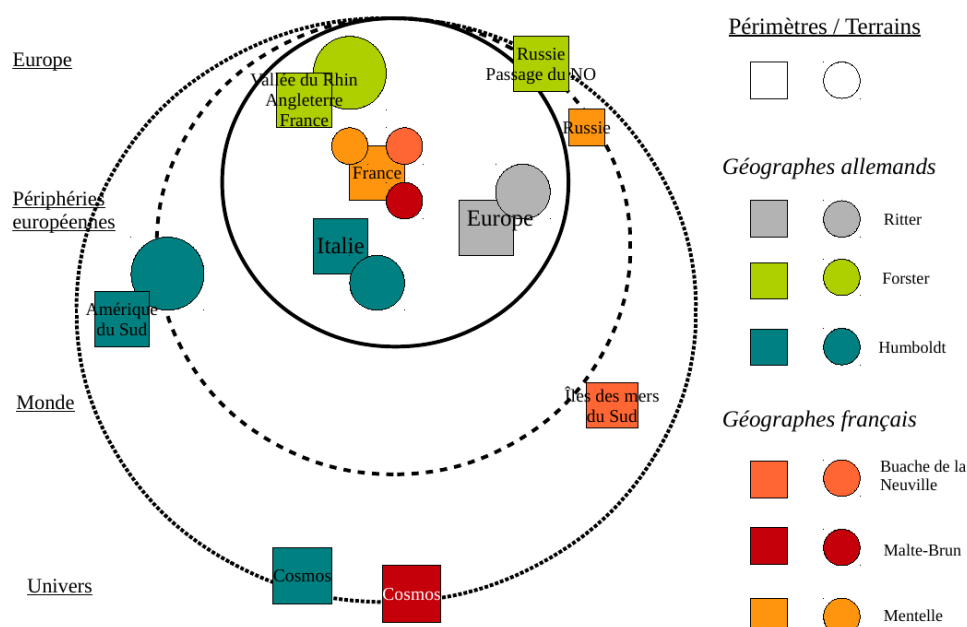
## **2 – Le maintien du paradigme de la pluralité**

Ce que l'exemple des *Annales des voyages* révèle également en creux, c'est que le paradigme de la pluralité reste la norme dans la production de savoirs géographiques au début du XIX<sup>ème</sup> siècle dans l'Europe entière. En France, alors même que les *Annales des voyages* sont lancées en 1807, et encore plus nettement en Prusse où aucune entreprise de ce genre n'a lieu, l'épistémè géographique est loin d'être fixée.

### a) Une pluralité de pratiques géographiques

En termes d'objets, de pratiques, d'outils ou de productions géographiques, la pluralité domine au détriment des aspirations à l'unité. Dans les faits, les pratiques géographiques constituent encore nettement des affaires solitaires. Cela s'explique par la faiblesse des institutions les soutenant mais aussi par la nature encore floue du champ des savoirs géographiques. L'exemple des *Annales des voyages* montre, en dépit d'une réelle volonté de fédération collective et intellectuelle, que dans ce champ gravite une très grande variété de thématiques. En élargissant un peu le point de vue, cela se vérifie aussi lorsqu'on interroge les périmètres d'objets étudiés par les géographes du *corpus*. À la manière de la figure 14 proposée dans le chapitre précédent, le schéma suivant représente les objets dont s'occupent les géographes du *corpus*.

#### 22. Périmètres de recherche et terrain de géographes, 1785-1815



Ce schéma plaide pour le maintien d'une pluralité géographique certaine au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. La production des savoirs géographiques se fait encore largement à l'échelle de l'individu, chacun décidant de son objet de prédilection, sans que cela ne prenne véritablement corps dans un programme épistémique collectif. L'échelle et l'étendue topographique des objets vont de l'espace national au Kosmos, l'ampleur des objets étant aussi vaste du côté allemand que français. À la variété d'objets s'ajoute la variété des méthodes scientifiques. Si le terrain se développe, notamment sous l'impulsion d'un Humboldt (Péaud, 2011(b)) ou d'un Ritter, l'arpentage systématique de l'espace-objet du géographe ne constitue pas encore la règle (Claval, 2004), l'exemple des propositions de Malte-Brun suffit à s'en convaincre. En comparant les deux items de cette figure, on constate une inadéquation entre les terrains des géographes et leurs objets d'étude. La portion d'espace terrestre

couverte par le terrain des géographes du *corpus* ne coïncide pas parfaitement avec les périmètres d'objet mis en évidence dans leurs travaux. Pour certains cependant, il y a adéquation entre objets et terrains arpentés : c'est le cas pour Humboldt, Forster.

Une dichotomie entre France et espace germanique apparaît ici, puisque les trois géographes de langue allemande de notre *corpus* pratiquent le terrain, tandis que les géographes français représentent encore la géographie de cabinet. Ce schéma ne permet évidemment pas de conclure à une différence essentielle de pratique entre Allemagne et France, mais cela confirme l'intuition d'une différenciation à l'œuvre des habitudes pratiques et méthodologiques de part et d'autre du Rhin. Du côté germanique, l'important développement des écoles pestalozziennes peut expliquer en partie cet attrait pour le terrain (Claval, 2004). Carl Ritter lui-même fait son instruction dans ce genre d'établissement (Beck, 1979). Cette prédilection pour le terrain ne concerne pas tous les géographes allemands, et certains tels que August Zeune, connu pour ses travaux de géographie sur la Prusse, ou Johann Gottfried Hoffmann<sup>64</sup>, ne le pratiquent pas du tout (Garner, 2008). De même, certains géographes français, ou du moins des ingénieurs ou militaires portés vers les études géographiques, sont aussi des arpenteurs<sup>65</sup>. Néanmoins, la tentation du terrain semble plus forte du côté allemand que français. En France prévaut encore la géographie de cabinet, qui arpente la littérature scientifique au lieu de l'espace. Elle fait donc largement œuvre de compilation, méthode qui préside assez nettement à la construction des *Annales des voyages*. La table des matières ci-dessous, qui correspond au tome II de la revue, témoigne des façons de faire. Les articles procèdent de la collecte des dernières informations géographiques d'importance, sélectionnées par le rédacteur. L'arpentage se fait donc dans un réseau de voyageurs, géographes et autres savants. Les *Annales des voyages* fonctionnent sur le mode de la collection, visant à l'exhaustivité des données (voyages, parutions d'articles, d'ouvrages, de cartes, etc), mais ne fonctionnant que sur le mode d'une confrontation indirecte avec le monde.

### 23. Table des matières du tome II des *Annales des voyages*, 1809

VOYAGE à Madagascar, en 1802, 1803 ; par M. FRESSANGE, communiqué par M. PERON. (Des Ports, Baies, Lacs, Rivières, Bois et Montagnes. De la Forme du Gouvernement. Des usages. Des Curiosités naturelles.)
VOYAGE à la Baie de Sainte-Luce ; par M. LISLET-GEOFFROY, communiqué par M. PERON.
EXTRAIT du Journal du Voyage du Capitaine J. L. DUBOIS, de Surate en France ; par Mer et par Terre, fait en 1793.
TOPOGRAPHIE de l'Isle de Balambangan, au nord de celle de Bornéo, par ALEXANDRE DALRYMPLE ; communiqué par M. LANGLES.
RAPPORT sur une partie de l'Ile de Bornéo, fait à la compagnie des Indes Anglaises ; par M. JESSE.
De l'Etat civil et moral des Juifs ; par LE REDACTEUR.
OBSERVATIONS faites pendant un Voyage dans la Grèce et principalement dans les îles de l'Archipel ; par feu M. DANSSE DE VILLOISON, de l'Académie des Inscriptions, de l'Institut de France, etc. ; extraites littéralement de ses papiers inédits. (Remarques générales. Femmes grecques. Langage. Aspect des îles, Climat, maladies dominantes.

64 Ces deux géographes font partie des figures complémentaires entrant dans le *corpus*.

65 Jomard ou Bory de Saint-Vincent par exemple, mais qui parcourent alors le terrain, respectivement Égypte et îles des mers du Sud, sous la contrainte politico-militaire.



Remèdes. Productions. Habitations. Meubles. Culte, Clergé, Missions catholiques. Bibliothèques, Monumens. Festins, Sociétés, Noces. Divers Usages singuliers.)

SUR les Travaux géographiques D'ORTELIUS, par M. de MACEDO, ci-devant Secrétaire de la Légation Portugaise à Paris. Communiqué par M. WALKEN AER.

DESCRIPTION de la Finlande Suédoise, tirée des Ouvrages Suédois les plus récents ; par le REDACTEUR. (Economie Rurale, obstacles à la Culture. Administration, Revenus. Moeurs, Usages, Langue des Finlandois. Description topographique. Sur la forteresse de Svéaborg et sur la Flottille. Sur les Isles d'Aland. Sur les Quènes, Kaines ou Cayaniens. Considérations sur la Diminution des Eaux dans le golfe Bothnique.)

SUR les Peuples qui mangent de la Terre ; par M. DE HUMBOLDT ; tiré de ses TABLEAUX DE LA NATURE (Ansichten der Natur).

*DESCRIPTION Géographique et Historique des trois Provinces dites Vascongades ; savoir, de la Guipouscoa, de la Biscaye et de l'Alava, ainsi que du Royaume de*

Navarre ; par M. JOSEPH MARCHEN A. (§. Ier Guipouscoa. § II. Biscaye. § III. Alava. § IV. Royaume de Navarre.)

NOTICE sur le Val-Ombrosa en Toscane, extraite d'un Voyage inédit, par A. L. CASTELLAN.

LETTRE Sur la Statistique des États confédérés du Rhin ; par M. MENTELLE, Membre de l'Institut de France, Géographe de Sa Majesté le Roi de Hollande.

HISTOIRE Littéraire des Anciens Voyages, premier Cahier ; par M. BECKMANN, Professeur à l'Université de Gottingue. (Premier Extrait, par M. I. B. E.)

BULLETIN DES VOYAGES, DE LA GEOGRAPHIE ET DE L'HISTOIRE

NOUVEAUX Ouvrages Anglais.

CARTES Géographiques nouvelles.

VOYAGE dans l'Intérieur de la Louisiane, de la Floride Occidentale et dans les Iles de la Martinique et de Saint-Domingue ; par M. ROBIN.

SUR l'Édition complète des Ouvrages de M. d'ANVILLE.

REGLEMENT pour les Juifs établis ou tolérés à Francfort ; par S. A. E. le Prince PRIMAT ;

SUR la Tontine LAFARGE.

OUVRAGES nouveaux sur la Statistique de l'Autriche.

STATISTIQUE Générale de l'Empire d'Autriche, par M. le Professeur BILSINGER.

TABLEAU STATISTIQUE de l'Empire d'Autriche, par M. le Professeur HASSEL.

NOUVEAUX détails sur le Voyage de M. SEEZEN,

LETTRE relative au Voyage de M. LEDRU.

NOUVELLES Limites du Royaume d'Italie.

*IL Monte-nero. Canti tre. Di Nicolo Ivellio. Venise, 1806, c'est-à-dire, le Montenegro, poème en trois Chants, etc., etc.*

SIX Cartes de l'Europe, avec un Texte Explicatif ; par C. RITTER. Schnepfenthal, à la Librairie Philanthropique.

DIVERS Ouvrages relatifs aux Colonies européennes en Amérique.

PERSPECTIVE des Rapports politiques et Commerciaux de la France dans les deux Indes, sous la Dynastie régnante ; par J. F. DE PONS, ex-Agent du Gouvernement

Français à Caracas, etc.

SUR la Canne à Sucre d'Otaïti, tiré des APERCUS DE LA NATURE ; par M. HUMBOLDT.

(Source : gallica.fr)

Les modalités de production des savoirs géographiques varient encore beaucoup entre terrain ou

cabinet, collecte de données ou compilation. La pluralité de pratiques, d'outils et d'approches domine, tout en dessinant des manières de faire nationales qu'il conviendra d'examiner plus avant pour les décennies suivantes.

#### *b) Une faiblesse théorique partielle*

La pluralité des savoirs géographiques s'explique aussi en partie par l'absence ou le peu de concepts fédérateurs. La géographie souffre alors d'une faiblesse de conceptualisation, qui affaiblit les tentatives fédératrices. Il faut attendre encore quelques décennies pour fixer les cadres intellectuels communs dans lesquels les géographes travaillent et qui encadrent leurs productions.

Néanmoins, et cela tend à montrer que cette période est un moment de stabilisation épistémologique pour les savoirs géographiques, le début du XIX<sup>ème</sup> siècle voit émerger certains grands concepts encore utilisés aujourd'hui. Un des plus importants est sans doute celui de *milieu*, qui trouve un point de fixation épistémologique dans les travaux de Humboldt, et dont les implications sont à la fois conceptuelles et théoriques pour la géographie. Sans en employer la terminologie exacte, Humboldt jette les bases de ce concept dans son *Essai sur la géographie des plantes* de 1805, qui régit en fait toutes ses recherches géographiques et contribue à infléchir celles de ses contemporains. Pour lui, la géographie des plantes,

C'est cette science qui considère les végétaux sous les rapports de leur association locale dans les différens (sic) climats. Vaste comme l'objet qu'elle embrasse, elle peint à grands traits l'immense étendue qu'occupent les plantes, depuis la région des neiges perpétuelles jusqu'au fond de l'Océan, et jusque dans l'intérieur du globe, où végètent, dans des grottes obscures, des cryptogames aussi peu connues que les insectes qu'elles nourrissent. (Humboldt, 1805 : 14)

Apparaît ici le souci humboldtien de penser de manière systémique, bien que le terme soit anachronique, les milieux locaux. À ce premier niveau s'ajoute l'ambition holiste qui anime ses travaux, puisque leur horizon se situe dans le périmètre complet du globe. Le jeu scalaire se dessine également dans cet ouvrage, car Humboldt insiste sur la nécessité de croiser les échelles et de les faire dialoguer. En jetant quelques fondations conceptuelles (penser les phénomènes en lien les uns avec les autres) et méthodologiques (envisager les lieux de façon multiscalaire), Humboldt contribue à la structuration de son œuvre et à celle des savoirs géographiques du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ses façons de faire individuelles (terrain, réflexion multiscalaire, etc.) s'installent peu à peu en *habitus* disciplinaires. La nature singulière et essentiellement individuelle de la pratique géographique, par manque de structuration collective et institutionnelle, demeure encore dominante face à la mise en place d'*habitus* ou de façons de faire collectives. L'expédition humboldtienne en Amérique de 1799 à 1804, même si elle s'avère après coup d'une importance majeure pour le progrès des sciences géographiques, se réalise sans soutien collectif. Son financement, son organisation et sa décision sont le fait de facteurs individuels.

Pour ce qui est du début du XIX<sup>ème</sup> siècle et malgré les tentations fédératives de Malte-Brun, c'est bien encore l'échelle individuelle qui domine les savoirs géographiques et amène une pluralité de pratiques et de productions. L'entreprise des *Annales des voyages* ne signe pas encore la naissance d'un véritable collectif géographique. Des tendances se distinguent (le terrain du côté allemand, une revue du côté français) qui s'appuient sur des velléités institutionnelles et surtout sur la reconnaissance publique et sociale de l'intérêt des savoirs sur l'espace. À la manière de Besse et *alii*, on constate néanmoins que la pluralité préside encore largement l'élaboration des savoirs géographiques (Besse, Blais, Surun, 2010). Cette pluralité semble trouver des voies d'unification aux échelles nationales ; intuition qui reste à vérifier et confirmer à travers les prochains chapitres.

## **D) Une construction avec ou contre le politique ?**

La faiblesse de l'unité pose doublement la question de l'influence du politique sur la production de discours géographiques. Tout d'abord, comment cette influence s'exerce-t-elle, dans la mesure où il n'y a pas encore de collectif géographique véritablement identifié, que ce soit à l'échelle de chaque État ou même en Europe ? La question qui se pose ici est celle de l'emprise du politique et de ses modalités d'action. Ensuite, la deuxième interrogation porte sur la part du politique dans la construction d'un champ géographique : en quoi le politique l'oriente-t-il ? L'enjeu réside donc dans le questionnement d'une éventuelle surface de recouvrement entre discours géographiques et champ politique. Or, il s'avère que malgré l'augmentation de la demande de savoirs sur l'espace, l'influence du politique sur les discours et productions géographiques demeure marginale au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. De plus, les géographes, au moins du côté français via les *Annales des voyages*, affichent une certaine défiance face à la sphère politique.

### **1 – Politique et géographie de l'espace national**

Le tableau ci-dessous synthétise et met en regard les différents types de discours géographiques, développés d'un côté par le champ politique et de l'autre par le champ scientifique. Il permet de saisir plus directement la surface de recouvrement pouvant exister entre politique et savoirs géographiques. Plusieurs remarques émanent à sa lecture. Tout d'abord, en dépit de décalages temporels dans la politique française et prussienne, les discours relatifs à l'espace de chaque État possèdent de nombreux points communs. Le processus de construction/affirmation nationale procède globalement des mêmes modalités en termes de discours sur l'espace de part et d'autre du Rhin. Seuls les échelles et terrains diffèrent véritablement, en raison du calendrier précisément et d'ambitions territoriales dans un premier temps moindres en Prusse. Si on les compare deux à deux, les discours politiques se différencient assez nettement de ceux produits par les géographes. La surface de recouvrement entre les deux est mince, un peu plus importante cependant du côté de l'Allemagne.

24. Tableau de comparaison des géographies politique et savante entre 1785 et 1815<sup>66</sup>

Modalités des productions géographiques	Géographie politique		Géographie savante	
	France	Allemagne	France	Allemagne
<b>Quoi ? Les objets</b>	Territoire national	<b>Territoire national</b>	Monde/Kosmos	Monde/Kosmos <b>Territoire national</b> (Hoffmann, Zeune)
<b>Où ? Les échelles</b>	Locale (Paris) Départementale <b>Nationale</b> Régionale (Méditerranée)	Locale (Berlin) <b>Nationale</b> Régionale (Allemagne)	<b>Nationale</b> (Mentelle) Régionale (Asie, Pacifique) (Mentelle, Buache) Mondiale (Buache, Mentelle, Malte-Brun)	<b>Nationale</b> (Hoffmann, Zeune) Régionale (Amérique, Europe Orientale, Europe) (Humboldt, Ritter, Forster) Mondiale (Hoffmann, Zeune)
<b>Où ? Les terrains</b>	Départements Egypte	Nation	France	Amérique du Sud (Humboldt) Europe rhénane et du Nord (Forster)
<b>Pourquoi ? Les ambitions</b>	Construction nationale Ambition coloniale	<b>Construction nationale</b>	Connaître le monde, désir d'exhaustivité	Connaître le monde, désir d'exhaustivité <b>Intérêt national</b> (Hoffmann, Zeune)
<b>Qui ? Les exécutants</b>	Ingénieurs : cartographes, statisticiens	Ingénieurs : cartographes, statisticiens <b>Géographes</b> (Zeune, Hoffmann, Humboldt)	Géographes (individus)	<b>Géographes</b> (individus)
<b>Comment ? Les méthodes et outils</b>	Terrain (relevés statistiques et cartographiques) Analyse statistique	<b>Terrain</b> (relevés statistiques et cartographiques) Analyse statistique	Compilation/cabinet (Buache, Malte-Brun, Mentelle) Géographie historique (Jomard, Barbié du Bocage) Peu de terrain	Compilation/cabinet (Hoffmann, Zeune) <b>Terrain</b> (Forster, Humboldt, Ritter)
<b>Quelle forme ? Les productions matérielles</b>	Tableaux statistiques <b>Cartes</b>	Tableaux statistiques <b>Cartes</b>	<b>Cartes</b> Cosmographies Monographies régionales (plus rares) Revue des <i>Annales des voyages</i>	<b>Cartes</b> Cosmographies Monographies régionales (Ritter sur Europe, Hoffmann et Zeune sur Prusse/Allemagne)

La différence observée en termes de périmètres d'objets envisagés résume la distorsion qui peut exister

66 Remarque : les marques de couleur indiquent les surfaces de recouvrement pour chaque pays

entre les deux discours. La comparaison de deux cartes présentées plus haut, celles représentant le périmètre d'objet des trois États (figure 18) et celui des géographes du *corpus* (figure 22) permet de le constater graphiquement. Tandis que les États français, prussien, et dans une moindre mesure britannique, se situent sur l'horizon d'un renforcement national, qui oriente et recentre le périmètre spatial considéré, les géographes se positionnent encore majoritairement dans une dimension universaliste, visant une appréhension holiste du monde. Une dichotomie essentielle entre affirmation nationale et tentation universaliste distingue nettement politique et savoirs géographiques, dans leurs ambitions, leurs objets, leurs méthodes et leurs productions.

Pourtant, en dépit de cette tension entre nation et cosmos, le politique tend à infléchir certains éléments du discours et de la fabrique géographique. Cela s'observe en comparant deux à deux les colonnes relatives à l'Allemagne. Dans celle de gauche, du politique donc, on relève l'incursion de quelques figures géographiques. En effet, certains géographes produisent des discours de nature à servir les entreprises politiques. Pour Humboldt, on l'a vu plus haut, cela s'opère par la récupération de ses écrits et résultats américains par Frédéric-Guillaume III. Son discours ne peut en ce sens pas être considéré comme orienté par le politique, mais il lui est *a posteriori* utile. Pour Zeune et Hoffmann, les choses sont un peu différentes. Tous deux commencent par s'occuper de géographie descriptive à l'échelle du monde, à la manière des *Erdbeschreibungen* allemandes d'alors<sup>67</sup>. August Zeune écrit par exemple en 1808 sa fameuse *Gea : Versuch einer wissenschaftlichen Erdbeschreibung*, dont le titre résume l'ambition et l'esprit (traduction : *Gea : Essai d'une description scientifique de la terre*). À partir des années 1815, ils produisent de tout autres écrits et se penchent sur une autre échelle : celle de la nation prussienne. En 1815, Zeune écrit un livre au titre évocateur : *Der Rheinstrom, Deutschlands Weinstrom, nicht Deutschlands Rainstrom* (traduction : *Le Rhin, fleuve de larmes de l'Allemagne, pas fleuve frontière*). Puis, en 1817, Hoffmann publie son *Übersicht der Bodenfläche und Bevölkerung des Preussischen Staats* (traduction : *Aperçu de l'étendue et de la population de l'État prussien*). Les deux auteurs, à l'image de bien d'autres, tel que Leopold Krug<sup>68</sup> (Garner, 2008), montrent un intérêt nouveau pour l'échelle nationale (Prusse et Allemagne). Le politique devient un objet de leurs travaux, ce qui n'est pas le cas dans les *Erdbeschreibungen* uniquement concentrées sur la description des formes naturelles du monde. Au contraire, les titres de leurs ouvrages indiquent que de nouveaux objets (frontière, État, population) sont pris en compte. Leur géographie se fait nettement le reflet des préoccupations politiques prussiennes du moment : ces travaux géographiques se colorent d'un caractère stratégique et utilitaire pour le politique. Que ces ouvrages aient fait l'objet d'une demande ou non, ils mettent de toute façon en avant une orientation de leurs discours et de leurs objets par le contexte et les aspirations politiques du moment. Il est intéressant de noter que Zeune fait référence à

67 « *Erdbeschreibung* » signifie littéralement description (*Beschreibung*) de la terre (*Erde*). C'est le titre classique des cosmographies alors produites en Allemagne, tradition qui découle de l'esprit universaliste qui se maintient encore nettement. Humboldt sacrifie lui-même à cette tradition, en sous-titrant ainsi son *Kosmos* (1845).

68 Il publie en 1805 *Betrachtungen über den Nationalreichtum des preussischen Staates und über den Wohlstand seiner Bewohner* (Considérations sur la richesse nationale de l'État prussien et sur la prospérité de ses habitants).

l'Allemagne, marquant par là le sursaut d'intérêt porté à l'unification des États allemands. L'évolution se remarque également en observant les titres des ouvrages : le terme *Beschreibung*, qui signifie description et possède une connotation universaliste forte disparaît presque complètement à cette époque. Il n'est pas encore remplacé par le terme *Geographie* ou *Erdkunde*, mais l'on trouve des expressions telles que *Übersicht*, le point de vue, le regard, qui indique une échelle plus restreinte d'étude, des objets spatiaux moins vastes qui reflètent l'intérêt pour l'échelle nationale, voire régionale. Du côté français, de telles orientations thématiques et objectales apparaissent aussi, comme chez Mentelle qui publie en 1791 *Méthode courte et facile pour apprendre aisément et retenir sans peine la nouvelle géographie de la France*. Le terme « géographie », toujours au singulier, apparaît lui nettement dans le discours des géographes français, comme si, contrairement à l'Allemagne, le champ disciplinaire y était mieux délimité ou du moins mieux envisagé par les scientifiques eux-mêmes. Du fait des bouleversements politiques en cours, l'échelle nationale interpelle les géographes et oriente une partie de leurs travaux. L'échelle supra-étatique ou régionale (l'ensemble allemand, l'Égypte) intéresse également politique et géographes, mais les périmètres d'objet recouverts par l'un et l'autre ne coïncident pas tout à fait. Le politique tend en tout cas à devenir un objet des savoirs géographiques, ce qui en constitue une première orientation.

Une autre influence réside dans l'imputation d'un caractère sinon stratégique du moins utilitaire aux savoirs géographiques. En effet, la demande politique en termes de savoirs sur l'espace se porte, comme nous l'avons vu plus haut, sur des données utiles à la gestion immédiate du territoire national. C'est le cas dans les enquêtes statistiques menées en France à l'échelle départementale et cela motive aussi la création du premier Bureau des Statistiques prussien en 1805. Ces demandes influencent la production de savoirs géographiques dans une dimension plus technique et opérationnelle : la géographie revêt pour l'administration étatique des objectifs pratiques et utilitaires. En orientant ainsi le but des productions géographiques, le politique accentue consécutivement la distinction entre géographie professionnelle et géographie académique (en voie de constitution). Le politique s'appuie en effet, et l'engouement pour les statistiques en témoigne, sur des corps professionnels bien identifiés : ingénieurs cartographes, statisticiens, arpenteurs chargés de relevés de terrain essentiellement, dont les champs d'action se spécifient et se différencient nettement des autres géographes (Bourguet, 1989). Le discours et ses modalités se précisent aussi : usage de l'inventaire, du tableau, développement de la méthode quantitative. Ces pratiques percolent en partie du côté des géographes savants, notamment le terrain et l'utilisation des tableaux statistiques sur lesquels par exemple Humboldt s'appuie, mais elles ne constituent pas encore une norme disciplinaire.

Le politique, en accentuant et orientant ses demandes de savoirs sur l'espace, dessine une ligne de démarcation entre géographie professionnelle et géographie scientifique. Son influence s'exerce donc en creux sur les géographes scientifiques, dans la mesure où ces deux champs se distinguent dans leurs objets, leurs échelles et leurs ambitions. Au sein de l'épistémè construisant les savoirs

géographiques, on peut identifier la tension dichotomique entre structuration nationale et tentation universaliste : d'un côté, des savoirs au service de l'État, de l'autre, des savoirs encore résolument portés par une ambition holiste et universaliste. La période 1785-1815 montre donc de réelles inflexions dans la production de savoirs géographiques, avec une tendance à la nationalisation, qui s'exprime dans la demande de l'État et dans l'institutionnalisation progressive d'un champ scientifique. Mais elle relève profondément d'un moment de transition. Transition car le désir d'unité se heurte à des réalités plurielles ; transition encore car la progressive nationalisation des savoirs géographiques, portée par les États français et prussien, fait face à un désir universaliste fortement affirmé et affiché.

## **2 - Se construire sans/contre le politique, l'esprit des Annales des voyages ?**

L'influence du politique dans un moment où les sciences géographiques plaident pour leur autonomisation, relève d'un enjeu pleinement identitaire et pose la question de la filiation, de l'ascendance des savoirs géographiques. Les sciences géographiques cherchent avant tout à se démarquer de l'histoire et des sciences physiques, de l'histoire naturelle en particulier. Il s'agit, en proposant une épistémè spécifique qui distingue ses objets, méthodes, buts, etc, des autres sciences, d'affirmer un champ scientifique identifié. C'est bien ce que défend l'avant-propos de Malte-Brun dans les *Annales des voyages* : pour exister en tant que telles, les sciences géographiques doivent se poser contre les autres champs disciplinaires, ou à tout le moins à côté d'eux : contre l'histoire en choisissant l'espace et contre les sciences physiques en se plaçant du côté des sciences morales et politiques. Avant de s'insérer dans un système scientifique général et d'apporter leurs pierres à l'édifice, les sciences géographiques doivent faire acte de rupture. Toute filiation doit être rompue, pour recréer ensuite des complémentarités. Complémentarité, dans le sens où les deux champs se situent sur un pied d'égalité et non plus dans un rapport de subordination. C'est là tout l'enjeu du processus d'autonomisation disciplinaire engagé. Les phrases introductives des *Annales des voyages* le rappellent distinctement :

Elle [la géographie] ne diffère de l'Histoire que parce que l'une se règle sur le Temps, et l'autre sur l'Espace. (Malte-Brun, 1807 : 5)

Enfin, il est temps qu'à l'exemple de l'Histoire naturelle, de la Chimie et de la Médecine, les Sciences Géographiques possèdent un dépôt où les hommes voués à ce genre d'études, puissent consigner en commun des travaux qui tendent au même but (...). (*ibid.* : 7)

Or, cet enjeu identitaire qui consiste à se construire contre pour se construire soi ne vaut pas uniquement pour les champs scientifiques pouvant éventuellement concurrencer les savoirs géographiques. Il vaut aussi pour le champ politique. Les *Annales des voyages* semblent se poser contre l'esprit politique du temps, façon d'affirmer peut-être que la construction disciplinaire entend se faire sans intervention ni influence aucune du politique. Un enjeu d'indépendance intellectuelle et épistémologique résonne en effet au fil du texte. Plusieurs extraits éclairent cette idée. D'abord, la toute première phrase du « Discours préliminaire » interpelle :

Il peut quelquefois être de la politique des Rois de cacher leurs vues, et d'exagérer leurs

ressources ; la seule bonne politique de l'Écrivain est d'exposer franchement et son but et ses moyens. C'est respecter le Public, c'est se respecter soi-même, que de mesurer exactement l'étendue des ses promesses sur celle de ses forces, et d'évaluer ses forces plutôt sur ce qu'on a déjà fait que sur ce qu'on espère faire. (*ibid.* : 3)

Remarque déguisée adressée aux tendances napoléoniennes de s'infiltrer dans les affaires scientifiques de l'Empire ? Le terme de la comparaison avec le travail littéraire et scientifique soulève en tout cas bien des interrogations. Cette entrée en matière ne dresse pas un portrait bien glorieux du politique et invite à éviter toute collusion en n'adoptant à aucun prix ses mauvaises habitudes. Le deuxième extrait se situe à l'extrême fin de l'article et ne manque pas non plus d'interpeller :

La Science véritable, les recherches sérieuses, les Connaissances positives, se trouvent, par leur nature même, placées hors de la sphère du moment, sous les yeux du monde savant et devant le tribunal de la Postérité. Elles excluent donc également l'intolérance qui est la première vertu de parti, et la nullité qui est la seule neutralité dont aucun parti ne s'offense. Ce noble caractère, d'une indépendance respectable, appartient éminemment à une Science qui, dans ses descriptions impartiales, embrasse ce vaste Univers, et qui, élevée au-dessus de l'arène des factions, n'épouse d'autres intérêts que ceux du genre humain. (*ibid.* : 15)

Ainsi Malte-Brun conclut-il le premier article de sa toute neuve revue. Ses propos prennent ici un tour programmatique, dans l'affirmation une fois de plus répétée de l'ambition universaliste qui anime la revue. L'univers doit en être l'objet, les « intérêts du genre humain » son ambition. L'héritage des Lumières et de Kant transparaissent ici clairement et prennent surtout place après une dénonciation de « la sphère du moment », du contexte social et politique. Malte-Brun n'énonce encore une fois aucun reproche de façon directe, mais sous-entend que l'esprit du temps serait préjudiciable ou contraire à la « Science véritable ». Il oppose ainsi d'un côté des ambitions universalistes et humanistes à l'esprit de parti de l'autre : communauté contre particularisme, indépendance contre subordination, tolérance contre intolérance, compétence contre nullité, voici autant d'antonymes qui s'affrontent dans ces quelques lignes.

Derrière ce jeu d'oppositions se cachent les deux tentations auxquelles les sciences en général, et la géographie en particulier, peuvent succomber : d'un côté, une exigence d'indépendance et de vérité, dirigée vers le bien de toute l'humanité, embrassant le monde entier sans distinction ; de l'autre un esprit partisan et fragmentaire, dont l'ambition ne sert que son égoïsme. Une fois encore, l'allusion à la situation politique du temps fait sens dans l'interprétation de ces quelques phrases. Malte-Brun, en opposant deux visions du monde, fait aussi s'affronter deux systèmes politiques et deux fabriques scientifiques. Ce dernier paragraphe défend clairement l'universalité scientifique et comme tout le reste de son texte semble ainsi prendre le contre-pied du contexte politique. En se posant contre le moment, il entend aussi produire sans lui les savoirs géographiques et faire des *Annales des voyages* un espace indépendant et libre. Dans un moment fondateur d'un champ disciplinaire neuf, Malte-Brun exprime donc conjointement sa volonté de se construire contre les autres sciences et sans le politique. L'encadrement liminaire et final contribue par des remarques de cet ordre à renforcer son affirmation. Pourtant, dans d'autres ouvrages, Malte-Brun souligne au contraire la nécessité d'affirmer les savoirs



géographiques dans leurs spécificités nationales. Aussi trouve-t-on par exemple dans la Préface de la *Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde* rédigée avec Mentelle cette idée clairement défendue :

Passant ensuite à la description particulière de chaque état, nous avons cherché encore au milieu des détails innombrables et nécessaires, à établir un certain ordre qui nous éloignât de la marche fastidieuse des nomenclateurs allemands, sans nous jeter dans le vague et le vide où tant de voyageurs anglais se plaisent à errer au gré de leur imagination. (Malte-Brun et Mentelle, 1803 : XII-XIII)

Dans son discours et ses évolutions, Malte-Brun exprime les tensions alors en jeu dans la construction des savoirs géographiques modernes. La possibilité qu'il choisit consiste à défendre à la fois l'espace national et le champ européen, sans toutefois se compromettre avec le politique.

Plus largement, Malte-Brun, à travers l'entreprise des *Annales des voyages*, soulève l'enjeu reposant dans le processus de construction et d'autonomisation de la géographie. La construction proposée ici, et soutenue par d'autres dont Humboldt (voir chapitre 4), doit remplir un double rôle : se faire en rupture avec les autres sciences et sans le politique. Le « Discours préliminaire » des *Annales des voyages* constitue l'exemple d'un mode de rapport au politique et d'injonction à construire une science indépendante. Mais d'autres modalités de relation existent, comme le prouve la mobilisation massive des savants français dans l'expédition d'Égypte. Ces exemples posent la question de la place accordée par le collectif savant au politique. Or, l'influence du politique sur la fabrique géographique, si elle n'est pas dans un premier temps épistémologique, est au moins institutionnelle. Le politique structure et encadre les modalités pratiques de production géographique, via l'Institut, l'École Normale, la *Kriegsschule* notamment. La résolution de la tension existante, entre d'un côté le rôle d'encadrement du politique et d'autre part l'exigence d'indépendance du côté des sciences géographiques constitue un des enjeux majeurs des décennies suivantes. Elle soulève la question des modalités de négociation entre autonomie et influence politique, mais aussi celle de la constitution d'un collectif sur un programme intellectuel commun.

### Conclusion du chapitre 3

À observer la production des savoirs géographiques d'un point de vue collectif au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, plusieurs caractéristiques émergent sous forme de deux couples antinomiques, universalité/particularité nationale et unité/pluralité, qui résonnent et fonctionnent ensemble. Les savoirs géographiques de la fin du XVIII<sup>ème</sup> et du début du XIX<sup>ème</sup> siècle relèvent essentiellement d'une tension entre universalité et particularité nationale. En effet, les contextes politiques semblables en France et en Prusse, bien que différant par leurs calendriers respectifs, conduisent à une information des savoirs sur l'espace selon des modalités communes à la fois communes (utilitarisme des savoirs produits, échelle nationale, usage des statistiques et de la cartographie, renforcement de corps de professionnels (ingénieurs, cartographes, statisticiens)) et spécifiques aux contextes nationaux

(échelon départemental et tentation coloniale pour la France, travail de terrain côté prussien). Mais toutes ces modalités sont autant d'éléments encadrant une production de savoirs géographiques destinés à une utilisation nationale. Le politique informe donc une demande de savoirs spatiaux spécifiques, en fournissant les cadres discursifs mais aussi pratiques de leur production et en tendant à leur nationalisation progressive. Ce processus de différenciation nationale, qui n'est en 1815 qu'ébauché, fera l'objet des analyses des chapitres suivants, dans le but de déterminer si il s'accroît ou non. À cela s'oppose la tentation universaliste encore grande chez les géographes, qui fonctionne selon un autre cadre : universalité des savoirs, échelle du monde voire de l'univers, domination de l'analyse descriptive, émergence du terrain mais encore force du cabinet, ces géographes, représentés et portés notamment par les *Annales des voyages*, fondent leur ambition dans l'intérêt et l'élévation du genre humain. Les périmètres sont donc quelque peu antithétiques, entre d'une part un particularisme étatique défendant une affirmation nationale et investissant alors les savoirs spatiaux de valeurs stratégiques et, d'autre part, un universalisme scientifique visant, dans une optique toute kantienne, le progrès de la raison humaine.

Les deux champs semblent donc s'opposer dans leurs projets et leurs discours spatiaux. Pourtant, un périmètre commun les réunit : la reconnaissance de la géographie comme science identifiée. Cela se vérifie dans un premier temps davantage en France qu'en Prusse, pour laquelle ce processus conjoint se concrétise plutôt au cours de la décennie 1820. Le mouvement de l'unité et de l'autonomisation s'engage en effet du côté du politique et du côté des géographes. Il ne parvient pas à un aboutissement complet, puisqu'en France la reconnaissance institutionnelle des savoirs géographiques fait long feu (École Normale, Institut) et que le projet d'unité de Malte-Brun se heurte encore à quelques résistances et apories. Néanmoins, du côté français ou prussien, les prémices d'une autonomisation disciplinaire de la géographie trouvent leur moteur dans les deux champs. Le politique endosse ici un rôle d'encadrement pratique et partiellement épistémologique d'une production scientifique. Du côté français, l'encadrement se fait de manière pratique (par des lieux), alors qu'en Prusse l'influence politique s'observe aussi d'avantage dans les thématiques et l'information objectale des savoirs géographiques produits : la construction nationale devient objet de recherche. L'influence politique ne s'exerce donc pas complètement sur les savoirs géographiques, c'est-à-dire à la fois sur toutes les modalités pratiques ou discursives, car ceux-ci n'offrent pas le visage d'un champ unique et unifié. De chaque côté du Rhin, il n'existe pas encore à proprement parler de collectif géographique, ce qui limite l'emprise politique et soulève un enjeu identitaire, celui des modalités de construction de ce collectif. Malte-Brun, dans son appel de 1807, invite à construire une unité disciplinaire, qui fédère des individus, mais aussi des façons de faire, des objets et des ambitions. Or, ce projet se construit sur des bases différentes, voire même tout à fait contraires aux aspirations politiques.

L'enjeu posé relève d'une question identitaire et épistémologique forte : la production des savoirs géographiques se fait-elle dans la continuité ou dans la rupture avec les projets politiques nationaux ?

L'examen des processus en cours dans cette première période 1785-1815 permet de mettre au jour une tension, entre affirmation nationale et tentation universaliste. L'enjeu du choix/de la réalité de la continuité entre politique et savoirs géographiques est proprement identitaire, dans la mesure où cela fonde profondément le projet épistémologique du champ géographique. Les décennies qui suivent 1815 continuent à être fortement emprises du contexte politique : processus colonial grandissant, révolutions de 1848 ne sont que deux exemples de la poursuite des constructions nationales. Les savoirs spatiaux y ont encore certainement un caractère idéologique marqué. La suite de ce travail doit donc se pencher sur l'évolution des liens entre politique et savoirs géographiques, identifier ces rapports en France et en Prusse. Dans cette analyse relationnelle, la mise en évidence de stratégies d'évitement ou de négociation, collectives ou individuelles, françaises ou prussiennes, pouvant exister face à la présence du politique fera l'objet de futures analyses.

---

## **Discussion méthodologique 2 - Bourdieu, Latour et le *practical turn***

Le chapitre trois soulève une autre dimension méthodologique de ce travail. En effet, le postulat de départ d'appréhender l'information de la discipline géographique à l'échelle collective, suivant la matrice bourdieusienne, ne se révèle pas aussi satisfaisant et éclairant qu'initialement envisagé. La pensée bourdieusienne envisage la science, entendue globalement mais aussi chacune des disciplines qui la constituent, de même que le monde politique, comme des champs (Bourdieu 1975, 2001). Un champ forme un système structuré sur des bases spécifiques, délimité et aisément repérable. Il est essentiellement pour Bourdieu un espace de lutte pour les acteurs qui y évoluent, dans la mesure où il fonctionne également comme un champ de forces. Il se distingue par ses acteurs mobilisant des capitaux, c'est-à-dire des atouts de nature économique, culturelle, relationnelle, etc, pour défendre des enjeux et des positions stratégiques, en actionnant des ressorts de concurrence. Bourdieu propose une lecture à l'échelle macroscopique du champ, envisageant les relations des acteurs entre eux. Pour lui, le fonctionnement du champ se fait d'une manière relativement autonome vis-à-vis de l'espace social qui l'entoure, une fois ses structures mises en place. En son sein, des *habitus* s'installent : ils constituent un système de pratiques, de visions, de dispositions, qui définissent et caractérisent chacun des champs. Transposés dans le but d'appréhender le fonctionnement d'une discipline, les *habitus* désignent alors l'ensemble des habitudes méthodologiques, pratiques et épistémologiques qui la structurent et en font un champ bien identifiable. Or, en se positionnant dans le chapitre trois à la manière de Bourdieu, et donc à l'échelle d'un collectif géographique envisagé comme tel, cherchant à repérer et analyser des *habitus* partagés, une difficulté et une limite apparaissent. D'abord, une difficulté épistémologique se situe précisément dans le fait de trouver des *habitus*, car la période 1785-1815 est encore loin de fonctionner sur le mode disciplinaire et donc collectif. La production des savoirs géographiques n'obéit pas encore à une normativité scientifique absolument réglée. Même si quelques habitudes de travail transparaissent dans certains groupes, à l'échelle nationale notamment, en distinguant par exemple la

tradition du terrain côté allemand et celle du cabinet en France, ou suivant l'impulsion donnée par le politique en matière d'enseignement, la structuration du collectif géographique apparaît très parcellaire et en cours de réalisation. La réalité du principe de pluralité affaiblit ainsi la lecture en termes d'*habitus*. Cela permet aussi par conséquent la mise en évidence d'une limite, d'ordre méthodologique cette fois, celle de l'approche bourdieusienne en termes de champ, et donc par l'échelle du groupe. Si l'on considère que la notion d'*habitus* disciplinaire n'est pas réellement valable à cette époque, alors l'analyse relationnelle ne peut pas seulement se contenter de l'échelle du collectif. Cela est d'autant plus vrai que la pensée bourdieusienne envisage le champ dans une relative autonomie vis-à-vis de l'espace social environnant. Les faits macro- comme microsociologiques sont ainsi gommés, au profit essentiellement du fonctionnement collectif. Cependant, ces constatations ne doivent pas invalider totalement la pertinence de la matrice bourdieusienne pour notre réflexion. Elle a en effet permis de mettre en évidence des éléments importants de l'analyse relationnelle entre savoirs géographiques et politiques dans ce premier moment. Elle apparaît seulement insuffisante au regard de la période 1785-1815 et appelle une approche complémentaire, centrée davantage sur l'échelle individuelle, qui est majoritairement celle de la production des savoirs géographiques à cette époque, et tenant compte de l'influence des faits micro- et macrosociologiques sur cette production.

Cela signifie donc changer l'approche de notre analyse et se placer cette fois du point de vue des individus, qui semblent, au moins pour la période 1785-1815, une échelle plus pertinente pour appréhender la production des savoirs géographiques et leurs liens avec le politique. L'enjeu reste le même : appréhender la tension entre universalité et spécificité nationale, unité et pluralité, mise au jour au chapitre trois, en décentrant simplement le regard. Dans la mesure où le paradigme de la pluralité domine, il semble pertinent de faire parler l'échelle individuelle, afin d'envisager autrement les liens entre politiques et productions géographiques. À la manière d'un Bruno Latour, il s'agit ici de comprendre ce qui, à l'échelle de l'individu, préside à l'élaboration d'énoncés ou de faits géographiques, en se plaçant du côté des facteurs politiques. Ceux-ci peuvent être compris comme un des faisceaux d'influence que le savant reçoit lorsqu'il fabrique des faits scientifiques, ils font partie de ce que B. Latour et S. Woolgar appellent « les facteurs macrosociologiques » (Latour et Woolgar, 1996 : 114). Le postulat de B. Latour, qui constitue aussi sa lecture de la sociologie des sciences, consiste à poser des interactions entre le savoir et la société. Comme il le dit dans *La science en action* : « Il n'y a pas d'un côté le « savoir » et de l'autre la « société ». Il y a de nombreuses épreuves de force au cours desquelles la solidité ou la faiblesse des liens se révèlent. » (Latour, 1989 : 484). Cela rompt avec la vision du champ bourdieusien relativement isolé de l'espace environnant. L'approche latourienne des sciences envisage également davantage l'échelle microsociologique, celle des individus. Les scientifiques constituent pour lui ses objets de recherche. Alors que P. Bourdieu prend en compte des communautés, B. Latour les étudie dans des lieux précis, notamment les laboratoires. Il considère les liaisons entre les acteurs, dans leur aspect matériel ou immatériel.

Développant l'idée d'interaction des réseaux, il pose l'idée que le fait scientifique est social et construit. En liant les facteurs macrosociologiques à l'échelle individuelle, B. Latour propose ainsi une analyse essentiellement réticulaire. Les faits de circulation, de transmission et de déplacement d'information sont au cœur de son analyse de la production et de la transformation des objets scientifiques.

La matrice latourienne ne modifie pas seulement l'approche choisie pour l'analyse relationnelle, elle entraîne également un questionnement sur les matériaux à mobiliser par le sociologue et l'historien des sciences et invite à l'inédit et l'original. En effet, le passage de l'échelle collective à l'échelle individuelle propose de se pencher sur d'autres matériaux : correspondances (Haroche-Bouzinac, 2002), journaux de voyages, carnets de terrain (Hébert, 2009), écrits personnels relevant parfois de l'intime, et qui éclairent différemment les modalités de production des savoirs. Cette mobilisation de nouvelles sources ne vaut pas seulement dans le cas des savoirs géographiques, mais prend place dans ce qu'on appelle le *practical turn*<sup>69</sup>. Développée depuis les années 1990 d'abord en philosophie, cette approche vise à revenir aux faits, à saisir leur matérialité dans une dimension phénoménologique. Étendu ensuite à l'ensemble des sciences humaines, en particulier l'histoire, le *practical turn* se traduit surtout en termes de matériaux utilisés par le chercheur. Cela implique en effet une multitude de sources utilisées et variété de matériaux : les revues, les récits de voyage, les ouvrages, cartes et éléments graphiques, les journaux de voyages, les correspondances, etc, deviennent alors des sources à part entière. Comme l'explique Iris Schröder, qui mobilise cette approche dans son ouvrage (2011), le *practical turn* permet dans un premiers temps l'intégration de sources plus diverses dans l'histoire des sciences. Il permet aussi d'intégrer les moments situés avant et après la production textuelle et scientifique en tant que telle. Le produit scientifique « fini » (le livre, l'article) n'est plus le seul à être envisagé, les moments de terrain, les périodes d'hésitation et de tâtonnements sont aussi pris en compte. L'idée n'est plus au centre de l'enquête de l'historien des sciences, les pratiques et les artefacts deviennent ses objets de prédilection. Pour le dire avec Christian Jacob :

Mettre l'accent sur les pratiques, c'est donc considérer que les savoirs ne sont pas uniquement des contenus mentaux et strictement individuels, mais qu'ils deviennent tels en s'objectivant dans des artefacts, dans des discours, dans des inscriptions, dans des performances. (Jacob, 2014 : 37)

Ce faisant, les « figures des textes scientifiques » (Berthelot, 2003) s'élargissent. Ne sont plus seulement pris en compte les ouvrages ou textes officiellement publiés par des canaux ou via des tribunes estampillées comme scientifiques. La production scientifique ne se limite ainsi plus à une production finie et délivrée en tant que telle à un moment M, mais s'ouvre temporellement en intégrant un avant, celui du terrain, celui des préparatifs, et un après, celui de la réception ou de la modification de travaux, celui de la bifurcation vers d'autres sphères de recherche. Du reste, le *practical turn* ne se réduit pas à l'examen de terrains contemporains, mais concerne aussi des moments historiques. La

---

<sup>69</sup> Le *practical turn* se penche sur les pratiques savantes et contribue à en faire un objet de recherche à part entière. On pourrait le traduire par « tournant pratique » ou « tournant méthodologique », non parce que la méthode change mais parce qu'à partir de ce moment, les méthodes et pratiques scientifiques sont interrogées pour elles-mêmes.

distance temporelle ne compromet pas l'enquête, elle la déplace seulement vers d'autres types de sources et d'artefacts (Jacob, 2014). Méthodologiquement, cela ouvre ainsi une réelle discussion sur la nature des textes et matériaux à utiliser en histoire des sciences. Le « texte scientifique » sort en effet de la définition donnée par Berthelot notamment, pour qui il doit exprimer une intention de connaissances, être reconnu par une communauté savante comme honorant cette prétention et s'inscrire enfin dans un espace de publication spécifique (*ibid.* : 16). Avec le *practical turn*, la thématization des textes dits scientifiques éclate et s'élargit presque à l'infini, faisant apparaître de nouvelles interrogations. Quelles productions garder pour l'analyse et jusqu'où aller ? Comment les articuler avec les autres sources ? Du reste, les sources débordent désormais les matériaux uniquement textuels, pour se pencher sur des pratiques, des savoirs-faire. Dans le cadre d'un travail historique, le texte demeure un support majeur de l'enregistrement de ces pratiques (le carnet de voyage pour le terrain par exemple), mais il n'en est plus le seul : les croquis, les dessins, les instruments utilisés apparaissent comme autant de matériaux à combiner aux sources textuelles. Le panel de matériaux mobilisables semble quasi infini, dans la mesure où ils servent de façon cohérente et justifiée le travail engagé. Comment intégrer ces sources non-textuelles, comme la pratique du terrain par exemple ? Et quel statut leur conférer ?

Ces quelques questionnements issus du *practical turn* rejoignent également une interrogation plus vaste portant sur le statut de l'individu, en tant que sujet et acteur, dans la pratique scientifique. Cette question n'est pas spécifique à la géographie, mais préoccupe depuis quelques dizaines d'années l'ensemble des sciences humaines et sociales : quelle part accorder à la dimension biographique et émotionnelle, au ressenti individuel, personnel dans le processus de production scientifique, longtemps perçu comme intrinsèquement objectif et détaché du je-sujet ? Comment l'intégrer à une analyse d'histoire des sciences ? Que faire de la catégorie de l'intime dans une perspective comparatiste visant à saisir la mise en ordre du monde et d'une discipline. C'est bien l'articulation de la dimension subjective propre à chaque individu avec son discours scientifique et avec l'ensemble des discours d'une époque que le *practical turn* soulève également, en suggérant de nouveaux matériaux à l'histoire des sciences. En outre, faire l'anthropologie des pratiques scientifiques interroge en retour les pratiques mêmes de l'archéologie. Comme l'écrit C. Jacob,

Ceci me conduit à souligner un trait essentiel de cette archéologie des pratiques savantes : son caractère réflexif, critique et introspectif. Car cette archéologie n'a de sens que si l'archéologue réfléchit constamment à ses propres pratiques, à ses méthodes, à ses outils, à ses options dans la palette des choix possibles. Construire cette archéologie des pratiques de savoir comme un champ de recherche repose sur le va-et-vient constant entre les acteurs et les situations étudiés et le lieu de savoir que nous occupons aujourd'hui, qui détermine nos questionnements, nos outils, la bibliothèque sur laquelle nous pouvons nous appuyer. (Jacob, 2014 : 35)

L'intérêt du *practical turn* réside donc aussi dans le développement d'une habitude réflexive et critique vis-à-vis de nos propres façons de faire, en un jeu de miroir. La géographie s'intègre aussi dans ce

nouveau champ de réflexion, en se penchant notamment sur la question du terrain et du voyage. Le renouveau de l'intérêt porté à la géographie des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles depuis quelques années prend notamment place dans cet ensemble et s'étend jusqu'à notre pratique contemporaine du terrain. Acte fondateur de la géographie moderne, le voyage est depuis environ deux décennies un objet au cœur des préoccupations des historiens des sciences. H. Blais (2005) ou S. Venayre (2002) s'intéressent, avec une vision d'historiens, aux voyages savants réalisés dans la première partie du XIX<sup>ème</sup> siècle. Dans ce courant, le voyage ne vaut plus tant seulement par ses apports scientifiques que par le vécu des individus qui le réalisent. L'approche par les trajectoires et les émotions individuelles est ainsi largement mobilisée. Les géographes s'insèrent également dans ce champ de réflexion : ils interrogent de plus en plus leurs pratiques de terrain, en faisant leur la dimension individuelle du voyage et du terrain, que ce soit de façon historique ou contemporaine. Depuis quelques années, sous l'impulsion notamment des recherches menées par A. Volvey sur le corps (2000), les géographes se penchent, en effet, sur la dimension affective et émotionnelle de leurs missions de terrain, partie essentielle de leurs recherches s'il en est. Ces travaux soulèvent la question des modalités de construction des savoirs géographiques ainsi que celle de la coexistence du sujet chercheur et de son objet dans ses pratiques de productions scientifiques. La relation entre le géographe et son objet se caractérise-t-elle par une distance infranchissable ou bien par une continuité heuristique, qui entrerait en jeu et structurerait une production scientifique ? Le questionnement peut être formulé autrement : la mobilisation des sens du géographe, c'est-à-dire d'une dimension sensorielle, participe-t-elle de la création de sens, de la mise en ordre du monde ? La prise en compte de l'approche proposée par le *practical turn*, de même que la matrice latourienne, appelle à pousser quelque peu ces réflexions. Je fais tout de même l'hypothèse dans ce travail, et notamment dans le prochain chapitre, que la dimension de l'intime et du ressenti personnel participe, dans une mesure qui reste à déterminer pour chaque géographe, à la production et à la structuration des savoirs géographiques. Je postule donc une continuité entre l'objet étudié et le sujet cherchant, dont l'analyse passe par l'intégration des correspondances, carnets et journaux de voyage précédant et prolongeant la parution de matériaux textuels officiellement publiés et reconnus comme scientifiques.

À la lumière des pratiques et des discours individuels, le chapitre suivant propose ainsi une autre approche, tout en continuant d'interroger la pertinence des méthodes d'analyse relationnelle. Non pas contre P. Bourdieu, mais plutôt en complément d'une approche par le collectif et la notion d'*habitus*, la matrice latourienne doit permettre de poursuivre cette analyse, en balayant sous un autre angle la période 1785-1815, en mettant les stratégies personnelles en regard des aspirations collectives et des influences politiques. Le décentrement à l'échelle des géographes du *corpus* doit permettre de mettre en évidence la complexité de la production des savoirs géographiques et démontrer leur pluralité. Le chapitre 3 a fait le constat qu'il n'existe pas, en dépit des balbutiements d'unité, de construction unifiée et cadrée des savoirs géographiques, mais une multiplicité de pratiques, de savoir-faire et de façon de

faire. De la même façon, le positionnement face au politique doit refléter cet état de fait et complexifier le tableau lorsqu'on envisage chaque géographe individuellement. L'hypothèse faite à l'orée du chapitre quatre, en privilégiant cette fois-ci une approche latourienne, est celle de l'existence d'une multitude de postures personnelles distinctes, formant un gradient de situations dans une proximité plus ou moins grande et assumée avec le politique. Cela devrait aussi appuyer l'idée selon laquelle l'influence du politique ne peut encore s'exercer à l'échelle d'un collectif, mais se réalise dans la mise en place de relations interpersonnelles. Peut-être cette autre approche estompera-t-elle aussi les différences apparues entre France et Prusse. Ce qui motive le chapitre quatre consiste donc à examiner à l'échelle des géographes du *corpus* les modalités relationnelles entretenues avec le politique. Comme dans le chapitre trois, notre regard se penche aussi bien sur les pratiques, les discours, les méthodes que les objets des individus, sans oublier leurs liens personnels avec le monde du pouvoir.



## Chapitre 4. Déclinaisons individuelles autour de l'ambition universaliste

Le chapitre 3 fait apparaître une tension assez forte entre l'entreprise nationale menée par les différents champs politiques de cette analyse et la construction d'une discipline géographique centrée sur l'idée d'universalisme. Il se conclut sur le constat que la structuration de la géographie en tant que science à part entière se nourrit aussi bien d'une information politique que d'aspirations proprement scientifiques, mais qu'elle n'en demeure pas moins partielle et encore balbutiante. Il n'est alors pas encore possible de délimiter un collectif géographique rassemblé autour de et structuré par des pratiques et des ambitions communes, même si des spécificités nationales transparaissent ; la production des savoirs géographiques est alors essentiellement marquée du sceau de la pluralité. Le but de ce chapitre 4 consiste à prolonger la réflexion sur ce constat. L'analyse se penche cette fois-ci, en contraste avec le chapitre 3, sur l'échelle individuelle et en mobilisant la manière latourienne. L'enjeu de décentrer le regard du groupe vers l'individu consiste à interroger la tension mise en évidence entre nation et universalité, tout en examinant plus avant la pluralité des pratiques et discours géographiques, plus facilement saisissable à l'échelle du sujet-géographe.

Ce chapitre se structure donc autour de la comparaison des diverses situations des géographes du *corpus*, d'une part sur le plan de leurs liens avec le politique, sur les postures politico-sociétales qu'ils développent, et d'autre part sur le plan de leurs discours scientifiques. Questionner les postures individuelles doit permettre de montrer la multiplicité des rapports entretenus par les géographes avec le politique. Ces rapports ne se réduisent pas en effet à l'information collective des savoirs géographiques par les instances du pouvoir, mais s'envisagent aussi de manière interpersonnelle, dans le tissage de liens complexes et évolutifs entre des individus. La comparaison de ces postures individuelles distinctes révèle un gradient de proximité avec le politique. Ce premier gradient pourra être mis en regard des discours géographiques développés alors, autour de la déclinaison d'un projet universaliste. Il s'agit de conforter l'idée proposée par le chapitre 3, selon laquelle tous les géographes (ou en tout cas leur grande majorité) nourrissent une ambition universaliste, plus ou moins affirmée mais qui constitue bien un élément partagé. L'examen des objets, méthodes et discours individuels met en évidence le partage de l'échelle universelle, en contradiction avec les aspirations politiques situées à l'échelon national. La mise en place de cette ambition relève, elle, de modalités bien distinctes. Les projets de géographies universelles qui fleurissent alors, celles de Malte-Brun, Pinkerton ou encore Ritter, en prouvent l'importance dans les trois sphères de notre analyse. Mais d'autres programmes individuels choisissent d'autres voies, qu'il s'agit de mettre ici en évidence pour saisir la variété des

discours et des possibles, renforçant une vision de la pluralité des savoirs géographiques. La déclinaison épistémologique à l'échelle individuelle de l'ambition universelle et universaliste peut ainsi donner lieu à un deuxième gradient, celui des discours, à comparer avec le premier, les postures. Avant de poursuivre l'analyse relationnelle sur la période 1815-1840, le dernier chapitre de cette partie propose un autre point de vue de la tension qui se joue alors entre affirmation nationale et tentation universaliste. En croisant les postures et les discours des géographes, il s'agit de mettre à jour une typologie des situations individuelles, propres à faire apparaître des catégories de configurations relationnelles.

Ce chapitre s'ouvre sur la double problématique suivante : en quoi une lecture à l'échelle individuelle permet d'envisager la relation entre champ des savoirs géographiques et champ du politique d'une façon plus complexe et complète ? Et dans quelle mesure les évolutions politiques et scientifiques à l'œuvre dans ce moment charnière redéfinissent-elles les postures individuelles sur le mode de la tension entre affirmation nationale et ambition universaliste ? Le chapitre 4 s'organise selon les deux gradients définis ci-dessus (les discours et les postures des géographes) et vise à qualifier sur le mode de la rupture ou de la continuité les liens entre géographes et champ politique. Les géographes et leurs particularités structurent également l'ensemble du chapitre. De Forster à Humboldt, un panorama général des situations individuelles articule les volets posturaux et discursifs. Tous les géographes du *corpus* ne sont pas convoqués à part égale, je fais ici le choix de décortiquer quelques épisodes ou cas particuliers qui servent ma démonstration. Ritter par exemple n'est pas présent pour l'instant, l'essentiel de sa carrière se jouant à partir des années 1815-1820. Chaque examen met en perspective, dans un jeu de miroirs, les postures et les productions discursives du ou des géographes, dans le but de faire apparaître une continuité et/ou une rupture entre les deux.

## **A) Forster : du géographe au politique**

Le cas de Georg Forster se situe tout à fait à part dans le faisceau des situations analysées, dans la mesure où il s'implique totalement dans les événements politiques de son temps et en devient un acteur et pas seulement un témoin.

### ***1 – Forster financé par le politique***

Forster doit une grande partie de sa carrière et de ses travaux au soutien politique, qu'il soit moral mais plus encore financier. Tout son parcours se comprend dans les interactions qu'il noue avec le politique. Qu'il s'agisse de son tour du monde avec James Cook, réalisé à la demande du pouvoir britannique, le poste à Wilna obtenu grâce au roi de Pologne, ou bien le poste de bibliothécaire de l'université de Mayence placé sous les ordres de Johannes Müller et du Prince Électeur (voir chapitre un), Forster dépend toute sa vie de la qualité des relations qu'il tisse avec des acteurs politiques. À Susanne Jacobi en 1784, il expose par exemple l'opportunité financière que représente pour lui le poste de Vilnius :

Auf der angehenden Universität Wilna will mich der König von Polen und sein Bruder der vortrefliche Prinz Michael Poniatowski (Bischof zu Plozk) als Lehrer der Naturgeschichte hinziehen. Ich bekomme 400 Dukaten Gehalt, freye Wohnung, und geheimen Raths Charakter. Noch hat man 200 Gulden für Correspondenz zugelegt, und mir die Disposition eines jährliches kleinen Fonds zur Vermehrung des Naturalienkabinets und der dabeyseyenden Büchersammlung, zur Unterhaltung des botanischen Gartens und zu lithologischen und botanischen Excursionen, überlassen.<sup>70</sup> (Forster, 1978 : 31)

Cet extrait montre en quoi les opportunités professionnelles offertes par le politique permettent à Forster non seulement de vivre, mais encore de poursuivre ses travaux. La relation de mécénat domine donc. Malgré ces opportunités, sa situation personnelle est toujours financièrement très tendue, ainsi que les appels fréquents à Johannes Müller en témoignent dans sa correspondance. La lettre suivante de 1790 offre un exemple représentatif du type de demandes récurrentes que Forster lui adresse, se trouvant dans la dépendance du politique pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille :

Vous connaissez (sic) mes occupations ; j'écris et je traduis avec une assiduité que les besoins de ma famille exigent et je gagne mon pain à la sueur de mon front. Mais des attaques répétées de maladie, dont quelques-unes furent assez graves et dont je me ressentirai encore longtemps, me forcent enfin de convenir que j'ai outrepassé la mesure de mes forces. Je sens surtout que mon intellect a besoin de repos, je suis entièrement épuisé de ce côté-là ; mes forces physiques sont partiellement affaiblies, et je crains que je pourrais abrégier ma carrière, si j'osais me forcer d'y aller même train qu'auparavant. Or, je dois me conserver pour ma famille.

Que faire cependant, quand il faut travailler pour vivre ? Il m'est venu une idée ; elle m'offre l'avantage d'un travail moins pénible et qui aurait l'attrait de la prédilection que j'ai toujours eu pour le genre. J'entends parler de la publication de mes descriptions de plantes nouvelles, cueillies dans les isles (sic) de la mer du Sud au péril de ma vie. Vous savez (sic) que ce n'est pas ma faute, qu'elles n'ont pas encore paru. Mon père eut malheureusement des disputes avec le ministre Sandwich ; il s'en tira mal, et dès lors (sic) on me refusa tous les secours, dont j'aurais eu besoin pour publier cet ouvrage. Mais ceci n'est pas une publication lucrative ; à peine pourrai-je trouver un libraire qui se charge des frais (sic) et du risque de l'impression. Qui voudra me dédommager du temps que ce travail me coûtera encore ? Car je veux bien compter pour rien celui qui qu'il m'a déjà coûté, il y a seize ans.

[...] Me tromperais-je en me flattant qu'elle [cette idée] pourrait être accueillie même de Son Altesse Électorale ? (...) Il s'en faut de beaucoup que les gens de lettres soient encouragés comme les chanteurs et les danseurs dans notre siècle éclairé ; mais un Prince qui apprécie les talents (sic) et les hommes peut beaucoup faire à peu de frais (sic), et pour sa gloire, et pour l'avancement des sciences, et pour le bonheur de ceux qui les cultivent. (Forster, 1980 : 369)

Cet extrait signale à la fois la dépendance dans laquelle se trouve Forster vis-à-vis du politique, mais également l'inconfort que cela génère. Ici s'exprime le paradoxe de la protection politique : nécessité vitale pour Forster, elle peut aussi être vécue comme une entrave ou un obstacle dans la poursuite continue et fluide de ses travaux. Cette position se retrouve parfois chez Humboldt dans ses lettres, en particulier à son frère Wilhelm (Humboldt, 1880), lorsqu'il fait part de son dilemme : choisir l'aide du

---

70 Traduction : Le roi de Pologne et son frère l'excellent Prince Michael Poniatowski (Évêque de Plozk) veulent me nommer Professeur d'Histoire Naturelle de la future université de Vilnius. Je reçois 400 ducats de salaire, un logement gratuit et le titre de conseiller secret. On a encore ajouté 200 couronnes pour la correspondance, et on laisse à ma disposition un petit fonds annuel pour augmenter le cabinet et la collection de livres, pour créer un jardin botanique et mettre en place des excursions botaniques et lithologiques.

politique se fait-il au détriment d'une liberté individuelle et intellectuelle (Péaud, 2011(b)) ? La question des possibilités matérielles de s'adonner aux recherches scientifiques rencontre donc celle des entraves épistémologiques.

## 2 – Le choix du politique

Pour Forster, la résolution de cette tension a lieu à la suite des événements révolutionnaires et s'opère de manière radicale. Aux premières loges de l'avancée de troupes françaises de l'autre côté du Rhin, Forster suit avec intérêt la situation mayençaise. Avec tant d'intérêt qu'il embrasse peu à peu la cause révolutionnaire. Il est en effet chargé de faire l'intermédiaire entre le Général Philippe de Custine et le Prince Électeur von Erthal. Au contact du Français et des troupes révolutionnaires, Forster souscrit à l'idéologie révolutionnaire. Comme il l'écrit à son éditeur Voß à la fin de l'année 1792, il soutient l'idée d'une importation de l'esprit révolutionnaire en Allemagne :

Ich habe durchhaus eine Idee in unsern Revolutionszeiten zu verfolgen gesucht : nämlich, dass wir in Deutschland uns ein Beispiel an Frankreich nehmen mögen, um das nicht zu thun, was da geschieht, und dass wir zu einer Revolution noch nicht reif sind ; dass es aber bei unserer jetzigen Aufklärung und dem Grade von allgemeiner Einsicht und Beurtheilungskraft, der sich einmal verbreitet hat, schlechterdings zu nicht helfen, vielmehr die Nation erbittern und reizen kann, wenn man sie als dumme und unwissend behandelt, und sie daher (wie der aristokratische Club des Tiers-etat in Hannover) geradezu über Dinge, die sie schon besser weiss, zu belügen wagt. Ich halte dafür, man sagt die reine Wahrheit, man schimpft nicht auf Freiheit und Republikanismus, man nennt des Gros, was wirklich so ist ; aber man zeigt, dass wir einen bessern Zeitpunkt abwarten können, oder vielmehr dass die moralische Bildung unserer Nation, wenn sie mit der des Kopfs Schritt hält, uns wie von selbst frei machen muss.<sup>71</sup> (Forster, 1989 :189)

Les événements politiques ne viennent pas inquiéter sa situation personnelle, même si de telles angoisses apparaissent au début de l'année 1792, mais éveillent en lui des aspirations idéologiques. Forster les développe, jusqu'à faire un choix radical : celui de choisir le politique à ses ambitions scientifiques. En effet, il s'engage à Mayence même, puis il part en délégation en France, pour représenter les intérêts de la République sœur de Mayence à la Convention, et ne rentre jamais en Allemagne<sup>72</sup>. La correspondance qu'il tient entre la fin de 1792 et 1793 témoigne de son choix : il abandonne ses travaux pour se consacrer, d'une autre manière, au progrès de l'humanité. Car, que ce soit dans ses ouvrages ou dans son combat politique, Forster place le genre humain au centre de ses préoccupations. Profondément marqué par l'héritage des Lumières, il passe d'un champ à l'autre pour mieux remplir ses aspirations. Il l'explique à Müller en ces termes en novembre 1792 :

---

71 Traduction : J'ai absolument cherché, dans notre époque révolutionnaire, à poursuivre une idée : à savoir qu'en Allemagne nous aimons prendre exemple sur la France pour ne pas reproduire ce qui s'y est passé et que nous ne sommes pas encore mûrs pour une révolution ; mais qu'en regard de notre niveau actuel de lumières, de notre discernement général et de notre capacité de jugement qui se sont propagés, malheureusement sans nous aider, cela peut finir par exaspérer et irriter la nation si on la regarde comme bête et ignare et si on ose lui mentir (comme l'aristocratique club du Tiers-Etat de Hanovre a fait) sur des choses qu'elle sait déjà de meilleure façon. Je suis pour que l'on dise la plus pure vérité, qu'on ne se fâche pas sur les idées de liberté et de républicanisme et que l'on qualifie d'important ce qui l'est vraiment ; et l'on montre que l'on peut espérer des temps meilleurs, ou bien plutôt que la construction morale de notre nation, si elle se fait par l'avancée de l'esprit, peut nous rendre libres par nous-même.

72 Forster meurt en effet à Paris en janvier 1794.

Vous savés (sic), que la Liberté a toujours été et sera toujours à mes yeux, le plus grand, le plus précieux de tous les biens ; sans elle à mon avis point de véritable bonheur, point de félicité publique. (*ibid.* : 245)

Ou encore à son éditeur Voß au même moment :

Dem Enthousiasmus der Freiheitseiferer kann nichts widerstehen<sup>73</sup> (*ibid.* : 250)

Son engagement politique prend le pas sur son engagement scientifique, comme il le signifie au Général de Custine au début de 1793 :

Citoyen Général, je vous demande justice au nom de tout ce qui peut vous intéresser, au nom de la République, de la nation, de la réputation française. Je vous la demande pour mon ami, c'est vous dire que j'insisterai avec constance, et qu'il n'y a que le bien de la patrie, qui puisse me faire renoncer au projet de tout sacrifier, de tout oser pour réussir dans mon interposition. Heureusement qu'aujourd'hui ces deux intérêts, celui de la patrie et celui de l'amitié, sont confondus dans un seul, puisqu'un refus de justice ne manquerait pas de flétrir la République, en même temps qu'il comblerait la mesure des malheurs de l'homme respectable dont je vais vous parler. (...) J'ai tout abandonné pour concourir à l'affranchissement de mes concitoyens. (*ibid.* : 297-298)

L'engagement politique de Forster et la voie qu'il choisit de prendre restent exceptionnels dans le cortège des géographes et des savants de l'époque. Cette direction marque un changement majeur dans sa carrière scientifique, puisque le politique prend le pas sur ses ambitions scientifiques. Se mettre au service du politique devient pour Forster la façon de satisfaire au mieux ses aspirations universalistes et humanistes. Le renoncement scientifique auquel il consent s'effectue donc en raison de son projet politique, et non pas comme Humboldt par exemple, parce qu'un projet politique lui fait obstacle. Forster procède à un décentrement de son regard. Ses relations avec le politique changent de nature : il se pose avec le projet révolutionnaire français et contre ce qu'il considère comme l'enlisement politique allemand. Pour cela, il abandonne ses rêves scientifiques. Cette démarche radicale constitue un mode de renouvellement des relations entre politique et scientifique : ici, dans la perspective forsterienne, le champ politique réifie le champ scientifique dans la mesure où il est envisagé comme plus à même de mener à la fin souhaitée (Craig, 1969). Les autres cas présents dans le *corpus* sont loin d'être aussi radicaux et se situent davantage dans la négociation régulière et renouvelée au gré du contexte des relations avec le politique.

### **3 – Politique et scientifique au service d'un même but**

Georg Forster se singularise nettement en choisissant l'engagement politique et idéologique de la Révolution française, au détriment de ses travaux scientifiques. Pourtant, ces deux entreprises, la scientifique et la politique, remplissent pour lui un but identique et sont seulement deux voies différentes pour l'atteindre, plus opportunes en fonction du contexte extérieur et de son propre ressenti. Les ambitions universalistes et humanistes du siècle des Lumières ont toujours coloré les travaux scientifiques de Forster. L'extrait ci-dessous provient du récit de son voyage en Angleterre réalisé avec

---

73 Traduction : Rien ne peut s'opposer à l'enthousiasme de la liberté.

le jeune Humboldt en 1790, dans le but de recueillir des ouvrages savants. Son récit de ce périple regorge de remarques sur les mœurs du pays, Forster accordant une attention toute particulière aux inégalités et à leur traitement. Décrivant le procès de Hastings à Westminster, il compare le système judiciaire anglais à ce qui se passe sur le continent.

Es können wenigstens 500 000 Britten Zeugen von dem Gerichte gewesen seyn, welches hier über ihren Mitbürger gehalten wird. Göttliche Publicität ! erhabne Würde der Gerechtigkeit, die nicht das Licht scheuet ! Dass kein Volk, kein Land, keine Stadt es wage, sich frei zu nennen, so lange ihre Richter bei verschlossenen Thüren über das Schicksal ihrer Mitmenschen entscheiden ! Ich hasse des ewige Kreischen von Freiheit, das Gekrächz dere, die nicht wissen, was frei seyn heisst, und das goldenen Vorrechtes nicht wertg sind : ich hasse die Sklaven, die nur sprechen, und nicht handeln. Aber kein Ausdruck ist zu hart, um Abscheu gegen den Tyrannen zu erwecken, der seines Volkes Vater zu seyn vorgiebt, und es im Verborgenen richtet. Im Verborgenen richten, ist Meuchelmord ; und kein Zusatz vom Umständen, keine Modifikation, kann dieses Verfahren je so weit entschuldigen, dass sie ihm diesen Namen wieder nehmen könnte. Jeder, den ein Rechtsurtheil traf, das im Verborgenen gefällt und motivirt wurde, ist ein Tyrannenopfer, gegen das man alle Gerechtigkeit aus den Augen setzte ; mithin ist er zurückgestossen aus dem Bunde der bürgerliche Gesellschaft, in die Sphäre des natürlichen Lebens, wo jeder sein eigenes Vertheidiger und Rächer ist.<sup>74</sup> (Forster, 1979 :551-552)

Le discours scientifique de Forster constitue souvent l'occasion d'une tribune pour défendre ses opinions idéologiques. Celles-ci se positionnent sur le créneau de la défense de l'égalité et de la liberté des individus. Ses ouvrages sont toujours envisagés comme les relais de ses idées et comme des moyens de faire progresser l'humanité. L'introduction de sa *Geschichte der Reisen* (1791) en offre un bon exemple de la manière avec laquelle il construit et dirige son discours dans l'ambition de servir le genre humain. Dans cet ouvrage, Forster se fait passeur, en traduisant plusieurs relations de voyage de l'anglais vers l'allemand (celle de John Meares par exemple). Ce travail ne vaut pas seulement pour la qualité de sa traduction, mais surtout parce qu'il porte à la connaissance d'un plus grand nombre des éléments qu'il juge importants. Les premières phrases en donnent l'esprit général :

Der Zeitpunkt nähert sich mit schnellen Schritten, wo der ganze Erdboden dem Europäischen Forschungsgeiste offenbar werden und jede Lücke in unseren Erfahrungswissenschaften sich, wo nicht ganz ausfüllen, doch in so weit ergänzen muss, dass wir den Zusammenhang der Dinge, wenigstens auf dem Punkt im Aether den wir bewohnen, vollständiger übersehen können. Bald ist es Nationaleitelkeit, bald politisches Interesse, Spekulation des Kaufmanns oder Enthusiasmus für Wahrheit, was auf jenes Ziel hinarbeitet und dem wichtigen Endzwecke mit oder ohne Bewusstsein dienen muss. Wie greifen alsdann die Räder des

---

74 Traduction : Cependant, cinq cent mille Anglais, assis sur plusieurs bancs disposés en forme d'amphithéâtre, peuvent assister au jugement qu'on va prononcer sur un de leurs compatriotes. Divine publicité ! Justice auguste et sainte qui ne fuit jamais la lumière ! Que nul peuple, nul pays, nul (sic) ville n'ose se dire libre, si leurs juges décident à huis-clos sur le sort du dernier de leurs concitoyens ! Je hais ces vociférateurs empoulés (sic), ces énergomènes fougues (sic) et plus souvent menteurs, qui ont sans cesse le mot de liberté à la bouche, sans savoir même ce que c'est que liberté, ou qui sont indignes d'en savourer les ineffables douceurs. Je hais ces esclaves qui parlent sans exécuter, car de simples paroles et les convulsions d'une éloquence passive suffisent-elles, lorsqu'il s'agit d'exciter l'horreur que tout être doué d'une étincelle de raison doit concevoir pour l'odieux tyran qui, se disant le père de son peuple, ose le juger en secret ? Tout jugement secret est un assassinat, et d'autant plus odieux qu'il est revêtu des formes juridiques. Nuls motifs, de quelque nature qu'ils puissent être, ne peuvent légitimer un pareil attentat. L'individu que l'on juge en secret ; est une victime de la tyrannie, s'il peut s'y soustraire, il rentre dans tous les droits naturels de l'homme physique, à tout être qui respire ; il rentre sous la sauvegarde de lui-même, et devient avec justice son propre vengeur. (Forster, 1795 :25-26). Cette traduction provient de la publication Ch. Pougens en 1795 en France du *Voyage philosophique et pittoresque en Angleterre et en France fait en 1790, suivi d'un essai sur l'Histoire des Arts dans la Grande-Bretagne* (Forster, 1975).

grossen komischen Mechanismus so wunderbar in einander ! Könige müssen mit der Macht des Willen verbinden, die Erkunde zu erweitern (...).<sup>75</sup> (Forster, 1791 : 3)

Le but de Forster réside dans l'extension du domaine de la vérité scientifique, dans la participation, aussi infime soit-elle, aux mécanismes qui y contribuent. Forster envisage son travail comme un rouage, destiné à incrémenter à la mesure de ses moyens l'édifice scientifique et humain. Il se pense en citoyen actif du monde (Promies, 1995). Ses écrits scientifiques ne sont pas toujours la scène de ses opinions, mais légitiment aussi ses interventions dans le théâtre social. Sa visibilité scientifique lui sert régulièrement de paravent pour exprimer, comme il le fait dans un petit écrit, *Über Proselytenmacherei* dans lequel il discute un article de Bender paru dans le *Berlinischer Monatsschrift* et défend la liberté religieuse :

Verschiedenheit der Meinungen war nie ein Grund, der Sie bestimmt hatte, jemanden Ihre Freundschaft zu erziehen. Nie versagten Sie Ihre Hochachtung einem rechtschaffenen Manne, der aus Überzeugung und nach Grundsätzen, diese mochten von den Ihrigen so abstechend als möglich sein, ohne Beeinträchtigung der Rechte des einzelnen Menschen oder des gesellschaftlichen Vertrages handelte. Nur der Unwürdige war Ihnen verächtlich, der die Stimme der natürlichen Gerechtigkeit in seinem Busen übertäuben, und gegen besseres Wissen vorsetzlich die Befriedigung seines Willens auf Kosten der Freiheit und des Eigenthums seines Mitmenschen suchen konnte.<sup>76</sup> (Forster, 1970 : 93)

Dans cet extrait, Forster se fait l'ardent défenseur de la liberté d'opinion et d'expression. Il profite de sa notoriété scientifique pour publier dans des tribunes littéraires et politiques ses opinions idéologiques.

Il mêle ainsi au cœur même de ses recherches scientifiques ses opinions personnelles. Le politique finit même par prendre le pas sur ses travaux, puisque son engagement dans la création de la République de Mayence et la poursuite des buts révolutionnaires se fait en rupture totale avec ses occupations précédentes. Comme il l'écrit à Custine, il a « tout abandonné » (Forster, 1989 : 298) pour servir la cause humaine. L'engagement complet pour la cause révolutionnaire, ce qui signifie pour Forster la cause humaine au sens le plus large possible, se traduit de manière radicale sur le plan discursif : il arrête de produire des ouvrages savants. En effet, la dernière année de sa vie, entre 1793 et janvier 1794, il se consacre exclusivement au combat politique. Celui-ci s'effectue d'abord à Mayence, à partir de laquelle il rêve d'étendre les propositions révolutionnaires à toute l'Allemagne, puis de France. Son discours se fait de plus en plus intense. Ainsi écrit-il en 1793 :

Maintenant ce sont les peuples qui mènent la guerre contre les régents et les bourgeois contre

75 Traduction : Le moment approche à grands pas, où toute la terre sera ouverte aux esprits cherchant européens et où chaque portion de science, car chacune n'est pas encore également nourrie, pourra s'étendre aussi loin que possible, pour que nous puissions embrasser complètement l'ensemble des éléments, ou du moins l'éther que nous peuplons. Bientôt s'exprime l'engouement national, bientôt l'intérêt politique, la spéculation des marchands ou l'enthousiasme pour la vérité, que chaque entreprise doit travailler à atteindre et qui doit servir la fin de toutes choses, avec ou sans conscience. Comme les roues de ce grand et étrange mécanisme s'entraînent les unes les autres !

76 Traduction : La divergence d'opinions n'a jamais été une raison qui vous a décidé à élever votre amitié pour quelqu'un. Jamais vous n'avez refusé votre grandeur à un homme droit, qui agissait avec conviction et d'après ses propres raisons, même si celles-ci pouvaient être très éloignées des vôtres, sans atteindre au droit de l'homme individuel et au contrat social. Seule l'indignité vous était méprisable, celle qui pouvait étouffer la voix du droit naturel dans sa gorge et qui pouvait délibérément chercher contre un gain la satisfaction de sa volonté au prix de la liberté et de la propriété de son prochain.

les nobles et les privilégiés. Nous sommes aussi maintenant au nombre des peuples qui mènent la guerre. Nous nous battons aussi pour la souveraineté populaire, la liberté et l'égalité. (...) Ou bien les Francs doivent abandonner les régents, les nobles et les privilégiés, ou bien les bourreaux des régents nous étrangleront, nous et plusieurs millions de Francs. A-t-il déjà existé un moment aussi critique dans l'histoire ? La proclamation « la liberté ou la mort ! » n'est donc pas un slogan vide de sens, mais le fruit d'une mûre réflexion. (Gilli, 2005 :104)<sup>77</sup>

Le discours politique de Forster se structure fortement autour de l'idée de liberté et sur celle d'égalité. Il trouve dans le politique une autre façon, un autre mode discursif, pour parvenir au but final qu'il s'est fixé. L'exemple forsterien montre la radicalité d'un choix et le passage d'un mode de discours à un autre, toujours dans la perspective de servir les ambitions humanistes. Le discours de Forster propose donc un mode spécifique de résolution de la tension entre universalité et particularisme national : son engagement politique à Mayence puis en France lui permet de tenir les deux ensemble.

## **B) Buache de la Neuville et Mentelle, les derniers géographes de cour**

### **1 – Deux parcours parallèles**

#### *a) Deux géographes du roi...*

Jean-Nicolas Buache de la Neuville constitue l'archétype du géographe de cour du XVIII<sup>ème</sup> siècle, en même temps que le symbole de la fin des relations par mécénat. L'exemple de Buache de la Neuville pose de plus la question de l'adaptation des géographes aux bouleversements politiques. Il fait partie d'une dynastie de géographes du roi de France : en tant que neveu de Philippe Buache, célèbre géographe de Louis XV, lui-même gendre de Guillaume Delisle, Buache fréquente les cercles géographiques et royaux très tôt (Lagarde, 2010). Tout comme son oncle, il est nommé historiographe et géographe du roi, sous Louis XVI cette fois-ci, et reprend sa chaire à l'Académie des sciences. Avec Edme Mentelle qui le rejoint à Versailles, il enseigne aux dauphins du roi de France et participe pleinement à la vie de cour. Son rôle consiste alors essentiellement à enseigner la géographie de la France et du monde aux princes royaux (Drapeyron, 1887, 1888). Il fournit de nombreuses contributions à la géographie scolaire, notamment sa *Géographie élémentaire moderne et ancienne* (1772). La dimension pédagogique compte pour une bonne partie de son œuvre. Il poursuit également en parallèle des recherches sur les îles des mers du Sud, qui forme son sujet de prédilection : *Observations sur l'existence de quelques îles peu connues, situées dans la partie du Grand Océan comprise entre le Japon et la Californie*, en 1796 (An 4) ou encore *Considérations géographiques sur les îles Dina et Marseveen*, en 1801. Buache de la Neuville pratique une géographie de cabinet.

Ce parcours ressemble beaucoup à celui de Mentelle, qui n'arpente pas non plus de lointains terrains et se consacre largement au volet scolaire des savoirs géographiques. Edme Mentelle connaît cependant un parcours moins linéaire que Buache de la Neuville. Il s'essaye au théâtre et à la littérature

---

<sup>77</sup> Ce texte est extrait de « Rede im rheinisch-deutschen Nationalkonvent am 20. März 1793 », paru dans le *Neue Mainzer Zeitung*, le 24 mars 1793. Je le reproduis ici dans sa version française, traduite par Marita Gilli (2005).



avant de pencher vers la géographie et l'histoire. En 1760, il devient professeur à l'École royale militaire. À cette occasion, il inaugure ses travaux dans le domaine scolaire en publiant un manuel géographique, chronologique et historique. En 1778, il donne des cours au Comte d'Artois, le frère de Louis XVI, et accède au poste d'historiographe du roi. Les cours donnés par la suite aux princes royaux, frère et dauphin du roi, lui inspirent l'idée d'un globe pédagogique, qu'il présente en 1788.

*b) ... dans la tourmente révolutionnaire*

Après leur passage à la cour, Buache de la Neuville et Mentelle voient ensuite leur environnement professionnel et scientifique totalement bouleversé par la chute de la monarchie. Les cadres mêmes de leur exercice n'existent plus et leur fréquentation de la cour les rend suspects aux yeux des révolutionnaires.

Mentelle s'en sort plus aisément dans un premier temps, car il évolue dans le cercle de Mirabeau, très en vue au début de la Révolution. Mais la disgrâce de ce dernier en 1790 le jette dans une situation embarrassante. Mentelle et Buache doivent alors prouver aux cadres du régime révolutionnaire que malgré leur proximité passée avec la cour, ils peuvent tout à fait participer à l'effort révolutionnaire. Pour Mentelle, cela s'avère plus simple que pour Buache, dans la mesure où il partage une grande partie des nouveaux projets politiques. En 1791, il publie un pamphlet : *Lettre d'un auteur citoyen de la Commune de Paris en faveur de la liberté de la presse* et intègre également le groupe de rédacteurs du *Patriote français*. Il ne cache pas en outre sa proximité avec Brissot et le groupe des Girondins au début de la Révolution. Il réussit à surmonter la chute des Girondins en 1793 et à trouver sa place dans le nouveau régime, en dépit des obstacles apparents. Il obtient un poste de géographie comparée au Louvre en 1793 et l'année suivante est appelé avec Buache de la Neuville à l'École Normale (voir chapitre 3). Michael Heffernan explique comment durant sa carrière

he also possessed a chameleolike ability to reinvent himself continuously as the political climate demanded<sup>78</sup> (Heffernan, 2005 : 274)

qui lui permet de se maintenir malgré les multiples changements politiques. Pour M. Heffernan, ses cours sont notamment le reflet de sa situation politique : s'ils restent dans le domaine de la description et de la pédagogie, et s'ils présentent consécutivement la géographie comme quelque chose à développer par la mémoire et non par une pratique, cela s'explique par l'attention extrême qu'il doit porter à ses positions. M. Heffernan pose l'hypothèse selon laquelle Mentelle ne s'aventure pas en dehors de ce qu'on attend de lui, ce qui lui permet de glisser au travers des régimes sans encombre. Mentelle adapte son discours en termes d'objets, il ne publie quasiment plus que des ouvrages destinés à un usage pédagogique et scolaire<sup>79</sup>, mais aussi en termes de contenus et de méthodes. Il fait le choix

78 Traduction : Il possédait également une capacité digne du caméléon pour se réinventer constamment quand le climat politique le demandait.

79 Parmi ceux-ci, on compte entre autres : *Méthode courte et facile pour apprendre aisément et retenir sans peine la*

de demeurer dans le pur domaine de la description, en ne se concentrant que sur ce qui fait un absolu consensus. M. Heffernan l'exprime en ces termes :

In the absence of clear or consistent guidelines from an unstable and fickle polity, and confronted by students of widely varying abilities, Mentelle's emphasis on uncontroversial, if occasionally uninspiring, facts, was entirely understandable.<sup>80</sup> (*ibid.* : 290)

Cette stratégie discursive lui permet de surmonter les différents changements de régime et même, d'après M. Heffernan, de devenir le géographe officiel de la Révolution jusqu'au Directoire. Il dispense des cours d'histoire et de géographie aux nouveaux lycées républicains parisiens en 1794, à l'École Normale au début de 1795, ainsi qu'aux écoles centrales du Panthéon et des Quatre-Nations de 1796 à 1804. En 1795, il est nommé parmi quelques scientifiques comme pouvant prétendre au soutien financier et à l'encouragement officiel de la nation, en raison de ses services très utiles. La même année, il s'engage également dans le projet de Musée de la Géographie. M. Heffernan souligne en outre son élection à la classe des sciences morales et politiques, en raison de son habileté à manier les techniques statistiques et les données géographiquement stratégiques. Jusqu'au Directoire, Mentelle apparaît donc comme le géographe du pouvoir. Celui-ci se fait même commanditaire de certains de ses textes, comme en 1795 *La géographie enseignée par une méthode nouvelle ; ou, Application de la synthèse à l'étude de la géographie*, spécialement demandé par le Comité d'Instruction Publique.

La situation de Buache de la Neuville jusqu'au Directoire ressemble à celle de Mentelle, sans autant d'éclat. Comme son collègue, il s'insère dans les institutions du nouveau régime en dépit de son passé de géographe de cour : en 1795, il donne des cours à l'École Normale (voir chapitre 3) et est également nommé au Bureau des Longitudes. Il parvient donc à s'adapter aux nouveaux cadres politiques. Cependant, sa carrière ne brille pas autant que celle de Mentelle et il n'obtient pas la même reconnaissance. Il disparaît plus ou moins de la scène à la fin des années 1790, publiant encore quelques ouvrages pédagogiques. Buache ne montre en effet pas les mêmes capacités d'adaptation que Mentelle, dont le positionnement et le discours ont évolué en fonction du contexte politique. Mentelle (1730-1815) et Buache (1741-1825) sont de la même génération, formés au cœur de la cour, mais ne connaissent pas la même fin. Buache continue ses recherches dans la discrétion, tandis que Mentelle s'affirme de nouveau comme le géographe du pouvoir. Avant sa mort, il obtient même de Louis XVIII, avec le retour de la monarchie donc, la légion d'honneur pour ses services rendus. Cette distinction illustre pour M. Heffernan son aptitude de caméléon à embrasser les ambitions de chaque régime successif. Seule la période napoléonienne lui réussit moins, en raison d'une opposition personnelle entre les deux hommes. Il se maintient tout de même dans l'imaginaire géographique collectif, puisque

---

*nouvelle géographie de la France*, 1791 ; *Abrégé élémentaire de géographie, ancienne et moderne*, 1804 ; *Cours complet de cosmographie, de géographie, de chronologie et d'histoire ancienne et moderne avec 166 tableaux et un atlas de 20 cartes enluminées, dressées d'après les derniers traités de paix*, 1804

80 Traduction : En l'absence de lignes de conduite claires et cohérentes de la part d'une politique instable et volage, et confronté à des étudiants d'aptitudes grandement variables, l'insistance de Mentelle sur des faits qui ne soient pas controversés, et occasionnellement qui n'étaient guère inspirant, était tout à fait compréhensible.

Nicolas Baudin nomme d'après lui un cap en Australie lors de son périple (Heffernan, 2005).

Buache de la Neuville et Mentelle apparaissent tous deux comme les derniers géographes de cour en France. Leur position initiale en 1789 les place dans une difficile situation politique. Pourtant, ils traversent la Révolution et l'ère napoléonienne jusqu'à la Restauration, redéfinissant leurs relations avec le champ politique. Celles-ci s'inscrivent désormais dans le cadre d'institutions nouvellement créées et portant le projet politique du moment. Ces deux géographes montrent une capacité d'adaptation de leurs discours et surtout de leur positionnement. Mentelle parvient, plus que Buache, à saisir les demandes de chaque régime et à adapter ses productions et ses discours géographiques en fonction. En se reportant sur l'objet France et sur le genre scolaire, Mentelle maintient sa position dans le champ scientifique et parvient même à une reconnaissance politique très forte. La tension de sa situation personnelle se résout donc dans le choix d'une adaptation au politique.

## **2 – Des discours volontairement épurés ?**

De même que leur posture ambivalente, les discours de ces géographes font également résonner la tension universalisme/particularisme national et étatique. M. Heffernan s'interroge en particulier sur la neutralité des discours qu'Edme Mentelle développe au cours de la période révolutionnaire (Heffernan, 2005), ce que Daniel Nordman relaie dans son édition des cours d'économie politique, d'histoire et de géographie de l'École Normale (Nordman, 1994). Buache et Mentelle endossent le rôle de professeurs de géographie de la Révolution et de l'Empire, en dépit de leur passé commun de géographes de cour. L'hypothèse formulée ici suggère que leur discours géographique se trouve alors orienté par le rôle social qui leur est assigné. Plusieurs arguments étayent cette idée. Tout d'abord, comme il a été souligné précédemment, ils se situent désormais essentiellement sur le créneau de la géographie scolaire. Cela peut bien évidemment être par goût, mais leur discours scientifique se situe assez strictement dans les cadres d'action que le pouvoir leur accorde, ici le domaine de la pédagogie. À eux deux, ils publient plus d'une dizaine de manuels ou de contributions pour le Comité d'Instruction Publique. Et cela vaut aussi pour la période post-révolutionnaire (voir *corpus*). Cela signifie-t-il que le politique, en les plaçant et en reconnaissant leur rôle de géographes scolaires, les enferme dans un mode discursif défini ? Cette hypothèse trouve des états.

Nordman souligne dans ses commentaires aux cours de Buache et Mentelle à l'École Normale de l'an III la faiblesse du discours géographique produit, en tout cas en termes d'affirmation comme science majeure. L'organisation en trois parties, mathématique, physique et politique, reprend la partition classique. Mentelle et Buache font en outre le choix d'évacuer les données sur les systèmes politiques du monde, cela trouve place dans le pré carré de l'histoire, leur partie de géographie politique se limitant à l'examen des délimitations territoriales, notamment étatiques. De plus, Nordman remarque que la géographie qu'ils proposent dans leurs cours est une science close. Close dans son horizon théorique, centré sur la description, et close dans son objet, au contraire de ce que des Malte-

Brun ou des Humboldt peuvent affirmer. Ce cours offre l'image d'une science pratique, enseignée pour des commerçants, des navigateurs et des militaires. Un coup d'œil au sommaire des leçons reflète cette idée.

25. Tableau synthétique des cours de géographie de l'École Normale

Leçon	Enseignant	Contenu
Première	Buache et Mentelle	La place de la géographie dans les cours de l'E.N. Cours ont un double objet : exposer les principales vérités géographiques et le moyen de les enseigner
Deuxième	Mentelle	Géographie astronomique, les principaux mécanismes
Troisième	Mentelle	Suite du cours 2 : soleil, lune, éclipses, etc. Description et explication des phénomènes
Quatrième	Buache	Le système des saisons; la division de la terre en zones
Cinquième	Mentelle	Description des différentes cartes géographiques
Sixième	Mentelle	Présentation du monde (océans, chaînes de montagne, relief)
Septième	Mentelle	Didactique: Géographie doit être analytique dans le primaire et synthétique dans écoles centrales
Huitième	Mentelle	Géographie ancienne
Neuvième	Mentelle et Buache	Connaissances géographiques des Anciens
Dixième	Mentelle	Géographie du Moyen-Âge. Cours sur la Russie : étendue, faune, flore, climat, relief et géographie politique.
Onzième	Mentelle	Russie : économie, finance, commerce
Douzième	Mentelle	Russie : villes et liens avec Chine. Quelques autres populations d'Asie
Treizième	Mentelle	Résumé général du cours

(Source : d'après Nordman, 1994)

Pour autant, les discours géographiques de Mentelle et de Buache ne sont pas si clos que cela, du moins en termes d'objets. En effet, les cours et les manuels produits ne se cantonnent pas à l'objet France, mais explorent l'ensemble du globe. De plus, Mentelle, au moins, maintient des ambitions universalistes, puisqu'il s'associe à Malte-Brun dans l'entreprise de la *Géographie universelle, ancienne et moderne, mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde*, qui paraît entre 1803 et 1808 en seize volumes. Cet ouvrage fait écho à la *Cosmographie élémentaire* que Mentelle publie en 1781 : il continue le genre cosmographique par-delà les injonctions politiques à centrer les travaux sur l'échelle nationale. L'esprit de cette somme géographique consiste à articuler la description générale de la terre avec des tableaux régionaux :

Pour lier la partie descriptive à ces articles généraux, un anneau intermédiaire devenait nécessaire. On le trouvera dans les introductions que nous plaçons à la tête de la description de chaque partie du monde. Dans chacune de ces introductions on trace la géographie physique de toute une partie du monde divisée d'après ses régions naturelles, avec un choix d'observations thermométriques, pour caractériser chaque climat ; des tables détaillées réunissent les mesures les plus modernes de la hauteur des montagnes, ensuite des tables également détaillées sur l'hydrographie, tant maritime que terrestre ; un précis de statistique comparée, qui montre l'étendue, la population, les forces militaires, les revenus de chaque État, et le caractère moral et politique, qui distingue chaque peuple des cinq parties, dans lesquelles nous divisons le globe habité. (Malte-Brun et Mentelle, 1803 : XII-XIII)

Un atlas d'une quarantaine de cartes complète le tout, symbolisant la volonté illustrative et graphique des productions géographiques d'alors. Buache de la Neuville, quant à lui, poursuit aussi au cours de sa carrière ses travaux sur les îles des mers du Sud. Dans ses mémoires et articles, son immense curiosité pour l'ensemble du globe transparait. Habité par l'aspiration holiste des Lumières, il ne vise rien de moins, tout comme Mentelle, que la couverture parfaite de la terre. En l'an IX de la République, Buache publie des « Considérations géographiques sur les îles Dina et Marseveen » (Buache, An 9), dans lesquelles il tient ces propos :

La géographie a ses fables comme l'histoire : comme elle aussi elle doit en conserver le souvenir dans tous les temps, avec l'espoir de reconnaître un jour les vérités qui s'y trouvent cachées. Les considérations que je vais présenter sur les îles *Dina* et *Marseveen*, peuvent nous donner cet espoir, et conduire peut-être quelque savant à des découvertes plus importantes : c'est dans cette vue seule que je me suis déterminé à les communiquer. Leur résultat principal est bien de supprimer ces deux îles de la liste des terres que l'on a considérées jusqu'à présent comme bien connues ; mais, sous ce point de vue, elle ne pouvaient inspirer qu'un faible intérêt, parce qu'il y a infiniment moins de danger à laisser subsister sur les cartes plusieurs îles qui n'existent pas, qu'à en supprimer une qui existe. (*ibid.* : 367)

Dans un précédent mémoire, il écrit également :

Il importe peu aujourd'hui par qui se fassent les découvertes qu'il reste à faire pour compléter la description du globe ; les prises de possession usitées ci-devant par les navigateurs à la rencontre d'une terre nouvelle, ne sont plus des titres de propriété pour les puissances dont on y arbore le pavillon ; on commence à respecter les droits de l'humanité, trop longtemps méconnus ; et la liberté, qui est le premier de ces droits, ne peut plus être ravie impunément : mais il importe beaucoup pour le progrès des sciences en général, et pour le bonheur des peuples, qui dépend de l'étendue de ces connaissances, que toutes les parties du globe soient découvertes, et qu'on détermine avec exactitude leur position et leurs différentes propriétés. (Buache, an IV : 475)

Ces deux extraits inscrivent l'œuvre de Buache dans l'ambition universaliste et holiste héritée des Lumières. Le travail du géographe consiste selon lui à amender le champ de la connaissance humaine sur le plan de l'espace.

Ici, l'encadrement de ces deux géographes par le politique ne se traduit pas spécifiquement en termes d'objets, puisqu'ils aspirent tout deux à embrasser le vaste monde, ni de genres, car même si leurs contributions s'effectuent essentiellement dans le domaine scolaire et pédagogique, ils publient aussi dans le genre des monographies et des cosmographies. L'encadrement semble plutôt se

manifestent par la tonalité du discours adoptée et le contenu factuel de leurs ouvrages : la neutralité domine, comme si leur position individuelle instable appelait une modération et un strict contrôle des propos. La tension entre aspirations universalistes et encadrement national s'exprime donc dans le cas de Buache et Mentelle dans le registre de la tonalité discursive : celle-ci vise à garantir qu'aucun débordement scientifique ne vienne menacer une position individuelle. C'est aussi en adaptant leur discours au contexte politique que Buache et Mentelle travaillent aussi à la promotion des savoirs géographiques. On retrouve ce balancement dans les *Considérations générales sur l'Instruction Publique. Mémoire lu à la Classe des Sciences morales et politiques de l'Institut National* de Mentelle, qu'il propose en 1797 (An 5). Dans ce discours, il commence par adhérer aux vues de l'État sur les buts et les ambitions de l'instruction publique :

Un Gouvernement, en fait d'instruction générale, ne doit s'occuper que de ce qui, contribuant au bien particulier de chaque individu, forme le bonheur de tous et la prospérité de l'État. Je dis la prospérité et non la gloire : car la gloire, à prendre ce mot dans son sens absolu, n'est qu'une espèce d'illusion pour soi et pour les autres. (Mentelle, 1797 : 5)

Il termine ce même discours par quelques phrases de défense de la géographie :

Je regarde donc comme indispensable :

1° Que la géographie, enseignée comme elle doit l'être, soit admise dans les écoles centrales, puisqu'elle est aux sciences morales et politiques ce que les Mathématiques sont aux autres sciences, ce que le Dessin est à presque tous les arts ;

2° Que l'on forme l'esprit des enfans (sic) à l'étude de l'histoire par une méthode raisonnée qui leur abrège le travail, et par des réflexions qui les disposent à tourner à l'avantage du siècle présent la longue expérience des siècles passés.

J'ai dit que la Géographie est au moins aussi nécessaire que le Dessin, les Mathématiques, etc. Ceci n'a pas besoin de grands développements, puisque la politique, la marine, le commerce, les lettres, la société y puisent des connaissances indispensables. (*ibid.* : 24-25)

L'adaptation de son discours lui permet de ménager à la fois sa position individuelle, et donc la possibilité de poursuivre ses travaux, ainsi que certaines de ses aspirations. Ici, Mentelle s'aligne sur la présentation de la géographie comme une science utile et pratique, ce qui constitue une modalité de sa défense et de sa promotion.

Mentelle et Buache semblent donc bien adapter leurs discours géographiques au contexte politique, et plus précisément au danger potentiel qu'il représente pour eux, non pas tant en termes de périmètres d'objet que de tonalité et d'économie générale de leurs propos. En restant dans le genre descriptif d'une part et en servant les intérêts politiques d'autre part, ils garantissent leur intégrité par le choix de la neutralité.

### **C) Malte-Brun ou l'élan universel**

Le parcours de Malte-Brun offre une autre configuration relationnelle avec le politique. Émigré danois arrivé en France en 1799, Malte-Brun s'insère très rapidement dans les réseaux scientifiques et géographiques de la capitale et fréquente notamment Edme Mentelle. L'examen de son parcours entre

les années 1800 et 1815 révèle une tension assez forte entre, d'une part, une volonté de satisfaire aux exigences des régimes successifs, à la manière de Buache et Mentelle, et, d'autre part, son inébranlable ambition de rédiger un nouveau traité géographique universel et moderne. À ce titre, il se situe dans la veine des géographes modernistes et universalistes des années 1800, tels John Pinkerton en Angleterre ou Carl Ritter dont les aspirations universalistes s'affirment aussi dès ce moment.

### **1 – Amours et désamours politiques**

La position de Malte-Brun se situe dans des configurations semblables à celles de Mentelle et de Buache, sur le plan des évolutions et adaptations nécessaires de sa position au fil des régimes politiques. Arrivé pétri d'idéaux révolutionnaires en France au moment du coup d'État du 18 brumaire, Malte-Brun admire Bonaparte mais voue une haine féroce à Napoléon, qui vient de se rendre maître de la France. Pendant les premières années de son séjour en France, il montre son hostilité dans plusieurs articles, mais est bientôt réduit au silence. En dépit de son opposition avec le pouvoir, il trouve sa place dans les cercles scientifiques français, collaborant avec Mentelle à une *Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde* (1803-1807), en devenant en 1806 le rédacteur du *Journal des débats* (Broc, 1975) et bien sûr en fondant les *Annales des voyages* en 1807 (voir gros plan 4). L'avant-propos de cette revue renferme d'ailleurs quelques propos amers destinés à Napoléon (voir chapitre 3). Profondément opposé à lui en tant qu'individu, il n'en est pas moins attaché au régime impérial qui se développe jusqu'en 1815. Le problème qui se pose à lui au moment de la Restauration consiste donc à se fondre dans le nouveau régime, en faisant oublier son adhésion au précédent. Dans la revue le *Spectateur* qu'il publie à partir de 1814, le premier et le dernier articles s'intitulent respectivement *Alliance de la Monarchie et de la Liberté* et *Apologie de Louis XVIII*. Cette tonalité étonne quand on sait les idéaux révolutionnaires avec lesquels Malte-Brun arrive en France et surtout son soutien à l'Empire. Dans le second article, il exalte la montée de Louis XVIII sur le trône, en en faisant le véritable héros de la renaissance française :

Ce prince eût pu, presque sans obstacle, rétablir l'ancienne monarchie avec tous les préjugés qui l'ont décréditée ; il eût pu ressaisir le pouvoir despotique de ses ancêtres ; mais, vraiment sage et magnanime, il dédaigna ce facile succès ; il aima mieux donner à sa patrie le degré de liberté dont il crut la nation susceptible ; et se dépouillant de tous les préjugés qui semblent innés aux rois, bravant même les opinions contraires de ses conseillers et de sa cour, il borna lui-même son autorité par une charte constitutionnelle, obligatoire pour ses successeurs, et environnées de plus de garanties que n'en offrit la *magna charta* des Anglais. (Malte-Brun, 1815 : 5)

Sincère admiration ou tentative de protéger sa situation personnelle, les propos de Malte-Brun en faveur du retour de la monarchie étonnent lorsqu'on les compare à ceux du « Discours préliminaire » de 1807. Tout l'article procède, comme son titre l'indique, à une véritable apologie, saluant les efforts engagés et exprimant la conviction de l'auteur de la future réussite du nouveau monarque. Il loue avec une certaine emphase la prudence et l'habileté de ses manœuvres :

Les affaires de la religion présentaient un problème semblable à celui de la situation des émigrés. Il fallait ménager les préjugés nouveaux et les préjugés anciens, ne pas heurter de front la secte des athées et des déistes, secte puissante, intolérante et vindicative ; il fallait en même temps relever les autels, rendre au clergé des moyens d'exister, fournir des pasteurs aux églises qui en manquent, repeupler les séminaires déserts, et ranimer, chez la nation, les sentiments (sic) d'une piété éclairée. Le roi marcha dans cette carrière épineuse avec une extrême circonspection ; il accorda moins d'honneurs et moins de secours au clergé catholique que l'Empereur Napoléon ne lui en avait accordé dans les années de prospérité ; la cour fut des moins dévotes de toute l'Europe catholique ; le roi ne remplissait que les devoirs prescrits par l'Église ; et si son illustre *Antigone*, la duchesse d'Angoulême, ajoutait à l'observation des rites catholiques une dévotion aussi touchante que sincère, l'intolérance et la phrénésie (sic) de l'impiété pouvaient seules se permettre d'interdire à une princesse, née chrétienne, des actes que lui dictait sa conscience. (*ibid.* : 9)

À la manière d'un Mentelle, Malte-Brun semble donc adapter au moins sa position à l'arrivée du nouveau pouvoir. Reste à examiner si la modification de son positionnement personnel coïncide également avec une labilité de ses discours et de ses pratiques scientifiques et géographiques. L'enjeu se pose surtout pour la deuxième période de ce travail, celle qui s'ouvre précisément en 1815. Le retour de la monarchie en France engendre-t-elle une (r)évolution de sa façon de produire des savoirs géographiques ? La question concerne bien sûr tous les géographes du *corpus*, mais, au regard de son discours, encore plus Malte-Brun.

## **2 – Malte-Brun résolument moderniste et universaliste**

Avant d'en venir à son discours scientifique sous la Restauration, notons que Malte-Brun se distingue dans les années 1800-1815 par une volonté inflexible de produire des savoirs géographiques qui soient modernes, universels et universalistes. Ce programme lui est inspiré par un élan européen général, qui promeut alors une nouvelle manière de mettre en ordre la géographie du monde. Les travaux de John Pinkerton, qui écrit en 1802 une *Modern Geography. A Description of the Empires, Kingdoms, States and Colonies ; with the Oceans, Seas and Isles ; in All Parts of the World : Including the Most recent Discoveries, and Political Alterations*, lui fournissent en particulier un modèle essentiel. Après lui, c'est Carl Ritter qui prend le relais de l'universalisme et de l'universalité, en envisageant dès la fin des années 1810 un programme très ambitieux. Les projets de ces deux géographes permettent de lire celui de Malte-Brun comme faisant partie d'un plus vaste élan à l'échelle européenne, tendu vers l'universel et la modernité, pensés alors comme deux voies de structuration des savoirs géographiques.

### **a) Le projet universaliste de Malte-Brun**

À côté donc de ses accointances parfois paradoxales avec le pouvoir français, Malte-Brun apparaît surtout comme le champion de la cause moderne et universelle. Ses écrits des années 1799-1815 sont assez inspirés des idéaux des Lumières et de ceux de la Révolution française et leur application au domaine scientifique relaie des aspirations universalistes et humanistes très fortes. Surtout, Malte-Brun promeut l'échelle universelle, visant à couvrir l'ensemble du monde, voire parfois



du Kosmos, dans une perspective moderniste, c'est-à-dire en se détachant de la géographie dite historique qui est alors majoritaire. Cela s'observe nettement avec l'entreprise des *Annales des voyages*, dont l'analyse du « Discours préliminaire » et des tables des matières révèle une ambition holistique affirmée (voir chapitre 3). C'est surtout la collaboration avec Edme Mentelle qui renforce fortement cette aspiration et ce positionnement épistémologique : entre 1803 et 1808 ils rédigent ensemble une *Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde*, en 16 tomes.

Cet ouvrage constitue un premier galop d'essai pour Malte-Brun, qui se lance ensuite seul dans l'aventure de la première géographie universelle. Car son ambition est alors de doter la France d'un traité de géographie d'une nature nouvelle, à la manière de ce que Pinkerton publie en 1802. Ce deuxième ouvrage-somme donne également le ton de ses aspirations scientifiques et reflète l'ensemble de l'œuvre de Malte-Brun : il l'intitule *Précis de la géographie universelle*, dont le premier tome paraît en 1810 (Malte-Brun, 1810(a)). Dans un contexte de constructions nationales en Europe, Malte-Brun affirme ne pas vouloir biaiser son regard, mais au contraire l'ouvrir au monde entier. Le titre complet du *Précis* l'indique d'emblée : *Précis de la géographie universelle, ou Description de toutes les parties du monde sur un plan nouveau d'après les grandes divisions naturelles du globe ; précédée de l'histoire de la géographie chez les peuples anciens et modernes, et d'une théorie générale de la géographie mathématique, physique et politique ; accompagnée de cartes, de tableaux analytiques, synoptiques, statistiques et élémentaires et d'une table alphabétique des noms de lieux, de montagnes, de rivières, etc.* Développant ce programme ambitieux, l'extrait suivant présente l'esprit général de sa vaste entreprise :

Nous nous proposons de renfermer dans une suite de discours historiques, l'ensemble de la géographie ancienne et moderne, de manière à laisser, dans l'esprit d'un lecteur attentif, l'image vivante de la terre entière, avec toutes ses contrées diverses et avec les lieux mémorables qu'elles renferment et les peuples qui les ont habitées ou les habitent encore. Cette tâche paraît immense, si nous considérons combien de détails variés il faut réunir dans un tableau de peu d'étendue ; ce dessein paraît même téméraire, si nous réfléchissons sur la nature de la matière que devons traiter, matière qui ayant été abandonnée, chez les modernes, à des plumes plus doctes qu'élégantes, passe généralement pour n'admettre ni l'éclat des compositions littéraires, ni la profondeur des méditations philosophiques.

Toutefois la défiance que devait nous inspirer la considération de tant de difficultés, a cédé à une conviction intime qui nous faisait entrevoir, dans la science géographique, moins ce qu'elle était que ce qu'elle pouvait et devait être. Nous nous sommes dit : la géographie n'est-elle pas la sœur et l'émule de l'histoire ? Si l'une règne sur tous les siècles, l'autre n'embrasse-t-elle pas tous les lieux ? Si l'une a le pouvoir de ressusciter les générations passées, l'autre ne saurait-elle fixer, dans une image immobile, le tableau mouvant de l'histoire, en retraçant à la pensée cet éternel théâtre de nos courtes misères, cette vaste scène, jonchée de débris de tant d'empires, et cette immuable nature, toujours occupée à réparer par ses bienfaits les ravages de nos discordes ? Et cette description du globe n'est-elle pas intimement liée à l'étude de l'homme, à celle des mœurs et des institutions ? n'offre-t-elle pas à toutes les sciences politiques des renseignements précieux ; aux diverses branches de l'histoire naturelle un complément nécessaire ; à la littérature elle-même un vaste trésor de sensations et d'images ?

C'est ainsi que nous avons été entraînés par l'espoir d'élever à la géographie un monument qui ne fut pas indigne de figurer à côté de ceux dont s'enorgueillit l'histoire. Sans doute il eût fallu encore de longues années de loisir pour donner à un semblable ouvrage toute la perfection désirable. Si nous le publions tel qu'il est, les demandes instantes qu'on nous fait d'un livre élémentaire de géographie, doivent nous servir d'excuse. Malgré quelques imperfections, l'essai que nous offrons au public satisfera, nous l'espérons, aux vœux des personnes qui se plaignent de manquer absolument d'un ouvrage dans lequel on puisse apprendre la géographie sans courir risque d'être dégoûté à jamais de cette étude.

Nous osons croire que ce *Précis* pourra servir de guide à tout professeur jaloux d'enseigner la géographie avec fruit ; qu'il pourra être entre les mains des élèves dans les écoles supérieures, et qu'il ne déplaira point aux gens du monde qui désireraient s'inscrire sans maître.

Surtout, puisse cet ouvrage obtenir les suffrages de ces vrais philosophes qui, dans toutes les sciences, apprécient et chérissent moins l'utilité matérielle des résultats que les nobles jouissances de l'étude en elle-même ! (*ibid.* : 1-2)

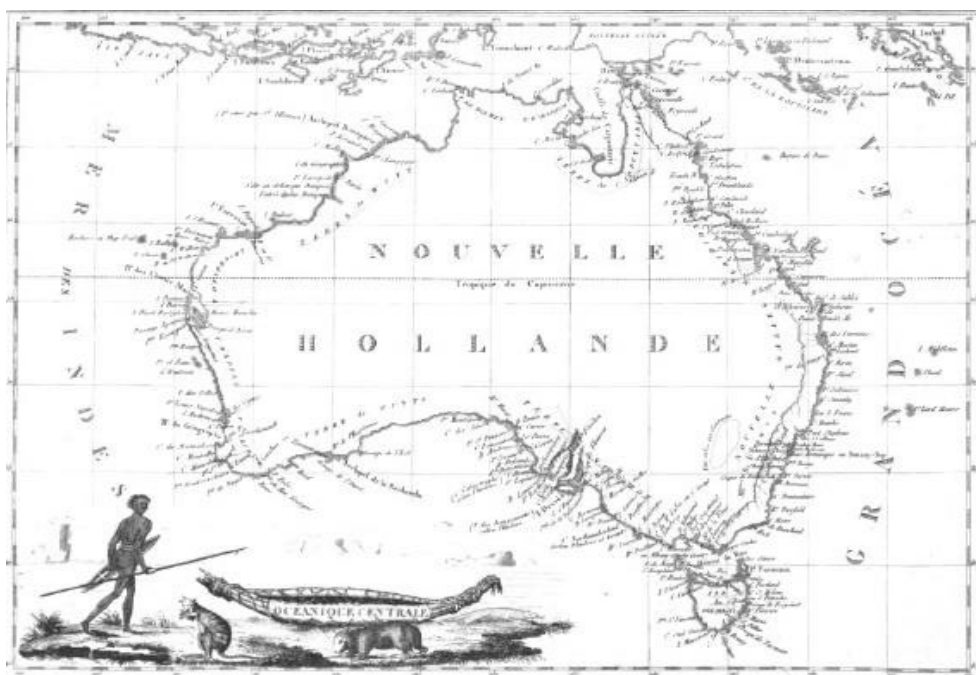
L'économie générale du propos rappelle largement celles du « Discours préliminaire » ou même de la préface coécrite avec Mentelle en 1803 (Malte-Brun et Mentelle, 1803(a) et 1803(b)). Malte-Brun conçoit sa géographie universelle comme l'aboutissement de ses propres travaux et comme le phare des savoirs géographiques modernes. Malte-Brun entend en effet rompre avec la géographie ancienne et historique des Gosselin, Barbié du Bocage ou encore Jomard. Et, tout en se plaçant dans la droite ligne des cosmographies de la Renaissance et de l'héritage des Lumières, par l'ambition de couvrir le monde qu'il défend, il marque une claire rupture en termes de modalités de production des savoirs géographiques. Ceux-ci doivent être distingués de l'histoire, bien qu'ils maintiennent certains liens, et élever la géographie en tant que « monument », que discipline à part entière donc. Il défend également l'idée d'une géographie attrayante et enthousiasmante, reflet du monde :

(...) il a fallu encore trouver la méthode particulière pour la description de chaque pays. Après avoir examiné toutes les prétendues classifications des objets de la géographie spéciale, nous avons reconnu que c'est précisément l'emploi trop rigoureux de ces méthodes abstraites qui donne aux livres de géographie tant de sécheresse. Grâce à ce vain appareil, la géographie, cette image vivante de l'univers, ne semble en être que la froide et triste anatomie ; la jeunesse la redoute, les savants la négligent, les gens du monde la dédaignent. (Malte-Brun, 1810(a) : 13).

Malte-Brun défend en effet l'idée que le récit du monde doit enchanter son lectorat. Il propose dans ses ouvrages la même approche qui prévaut dans ses *Annales des voyages* (voir chapitre 3). Pour ce faire, la rhétorique abstraite et sèche de la géographie ancienne doit être abandonnée, au profit d'une nouvelle langue géographique, qui s'inscrit dans le champ de la modernité. Contrairement à un Barbié du Bocage dont les travaux portent en grande partie sur la cartographie et la topographie de l'ancienne Grèce, Malte-Brun se tourne vers le monde contemporain. Sans négliger les apports du passé dans l'organisation du monde présent, car il garde un sens historique aiguisé, son but est bien de mettre en récit le monde qui l'entoure. De ce point de vue, il engage aussi le lecteur de son *Précis*, en lui promettant une écriture vivante comme la terre :

Pourquoi une description du Monde ne ressemblerait-elle pas à notre terre elle-même, où les déserts les plus arides offrent de temps à autre une source limpide et de frais ombrages ? (*ibid.* : 13)

26. Carte de l'Océanique Centrale (Malte-Brun, 1812)



(Source : gallica.bnf.fr)

La « géo-graphie », au sens étymologique de l'écriture du monde, ne peut donc se faire pour lui qu'en correspondance avec lui, en reflétant par le style le décor terrestre. Malte-Brun fait le choix, avec d'autres, tels Humboldt, d'une littérature affirmée, qui ne peut passer que par une importance nouvelle accordée au présent visible. Continuant ce que l'on peut appeler un pacte avec ses lecteurs, comme pourrait le qualifier Jacques Rancière (Rancière, 1992), il explique :

Il y a encore un point de vue qu'il nous paraît nécessaire d'indiquer aux lecteurs de cet ouvrage. Les principes mathématiques et physiques de la géographie sont immuables, mais l'état des connaissances humaines varie ; les peuples s'éteignent, les royaumes s'écroulent, les villes tombent en ruines et finissent par ne point laisser de traces de leur existence.

On peut donc se figurer une série de géographies, dont chacune, très différente de celles qui la précèdent ou qui la suivent, serait pourtant vraie ; exacte et complète pour l'année ou même pour le siècle auquel elle appartient. L'usage a consacré en quelque sorte une triple partition de la science sous ce rapport ; on comprend Géographie ancienne tout ce qui est antérieur à l'an 500 de J.-C. Ou à la grande migration des peuples ; la Géographie du moyen-âge (sic) descend jusqu'à la découverte de l'Amérique ; le reste est regardé comme le domaine de la Géographie moderne. Mais si l'on voulait mettre le langage dans une rigueur scientifique, on devrait distinguer autant de géographies qu'il y a eu de nations et de siècles marquants. (...) Nous circonscrivons même la géographie moderne dans de justes limites, qui, sans la réduire à une aride et insignifiante nomenclature, l'empêcheront de se confondre avec d'autres sciences. (*ibid.* : 14).

Malte-Brun entend de plus promouvoir la géographie pour elle-même, indépendamment des autres disciplines connexes, telles que l'histoire :

Elle est assez vaste, sans tout cet attirail étranger, la science du géographe ; elle offre assez de difficultés, assez d'épines. (*ibid.* : 15)

Le *Précis* vise donc non seulement à fonder une nouvelle langue géographique, construite sur l'horizon de la modernité et à l'échelle universelle, mais promeut encore son autonomie disciplinaire.

*b) Malte-Brun et les autres projets universalistes européens*

Une semblable promotion trouve un écho très net avec l'ouvrage de John Pinkerton, construit sur les mêmes fondements épistémologiques, et dont Malte-Brun semble s'être largement inspiré. Chez Pinkerton, la modernité se justifie par l'inflation des découvertes et changements du début du siècle :

No period of time could be more favourable to the appearance of a new system of geography, than the beginning of a new century, after the elapse of the eighteenth, which will be memorable in all ages, from the gigantic progress of every science, and in particular of geographical information ; nor less from the surprising changes which have taken place in most countries of Europe, and which of themselves render a new description indispensable.<sup>81</sup>  
(Pinkerton, 1802 : I)

Mais c'est bien plus l'absence d'une géographie moderne, complète et indépendante qui le pousse à écrire sa *Modern geography*, comme le premier paragraphe de sa préface le suggère :

For much remained to be done ; and many literary men have long admitted, that great advantage might be derived from a new and improved system of modern geography, the latest popular works of this nature not only abounding with numerous and gross mistakes, but being so imperfect in their original plans, that the chief geographical topics have been sacrificed to long details of history, chronology, and commercial regulations, wholly extraneous to the very nature of such a design. When to this it is added, that the most recent and important discoveries are either omitted, imperfectly illustrated, or so defectively arranged as to embarrass and baffle the research of the most patient inquirer, there is no reason to be surprised at the general confession, that such compilations are only used because there is no better extant.<sup>82</sup> (*ibid.* : I)

Pinkerton insiste largement sur la nécessaire indépendance de la science géographique, ce que Malte-Brun reprend aussi à son compte, indépendance qui doit présider à la refondation moderne de cette discipline. Dans les remarques sur l'organisation générale de son propos, il promet au lecteur de se focaliser uniquement sur les objets géographiques et de passer sur les considérations historiques ou commerciales qui, selon lui, polluent alors beaucoup trop les ouvrages de géographie :

---

81 Traduction : Aucune période ne pourrait être plus favorable à l'apparition d'un nouveau système géographique que le début d'un nouveau siècle, après l'écoulement du XVIII<sup>ème</sup>, qui sera mémorable dans tous les âges par le progrès gigantesque de chaque science, et en particulier de l'information géographique ; pas moins non plus par les surprenants changements qui ont eu lieu dans la plupart des pays d'Europe et qui d'eux-mêmes rendent une nouvelle description indispensable.

82 Traduction : Beaucoup reste encore à faire ; et de nombreux hommes de lettres ont longtemps admis que de grands avantages pourraient dériver d'un système nouveau et amélioré d'une géographie moderne, que les derniers travaux populaires de cette nature non seulement regorgent de nombreuses et grossières erreurs, mais sont aussi tellement imparfaits dans leurs plans originaux, que les sujets géographiques majeurs ont été sacrifiés aux longs détails de l'histoire, de la chronologie et des régulations commerciales, complètement étrangers à la nature première d'un tel projet. Quand il s'ajoute à cela que les découvertes les plus récentes et les plus importantes sont omises, imparfaitement illustrées ou arrangées d'une manière si défectueuse qui embarrasse et bafoue les recherches du plus patient enquêteur, il ne faut pas être surpris de la confession générale que ces compilations sont utilisées seulement parce qu'il n'en existe pas de meilleures.

It may here suffice to observe, that the objects most essentially allied with each other, instead of being dispersed as fragments, are here gathered into distinct heads or chapters, arranged in uniform progress, except where particular circumstances commanded a deviation ; and instead of pretended histories, and prolix commercial documents, the chief attention is devoted to subjects strictly geographical, but which in preceding systems have often appeared in the form of a mere list of names, the evanescent shades of knowledge.<sup>83</sup> (Pinkerton, 1802 : VI)

L'économie générale de son ouvrage diffère quelque peu de ce que Malte-Brun produit quelques années plus tard. Publiant seulement deux volumes, contre huit plus un atlas, réalisé par Lapie, du côté français à partir de 1810, la géographie de John Pinkerton n'en fait pas moins date. Elle s'inscrit dans la tradition de ce que Iris Schröder appelle les *Allgemeine Geographien*, les géographies générales (Schröder, 2011 : 71), dont la somme de Büsching, son *Erdbeschreibung* (1787-1805), forme alors le parangon. Cette ligne épistémologique des géographies universelles naît dans la deuxième partie du XVIII<sup>ème</sup> siècle dans l'aire allemande et prend le relais des cosmographies médiévales. Cette mode ne passe pas au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, comme le prouvent avec force les exemples de Pinkerton et Malte-Brun, mais se renouvelle sur l'horizon de la modernité. Comme l'écrit Malte-Brun, « Nous avons voulu faire un livre, et non une table des matières. » (Malte-Brun, 1810(a) : 14). Il s'agit de rompre avec la rhétorique de la liste, de la pure nomenclature, pour engager celle de la description, de l'analyse et de la comparaison, bref passer d'une langue géographique aride à un style vivant. C'est ce qu'il essaye aussi de faire avec l'atlas qui accompagne le *Précis* (Malte-Brun, 1810(b)). À côté de Malte-Brun et Pinkerton, Carl Ritter apparaît comme un troisième représentant majeur des géographies universelles et modernes de ce début de siècle. L'ambition demeure la même, seules changent les dispositions épistémologiques mises en place. Iris Schröder souligne notamment qu'à la différence de Pinkerton dont l'ouvrage brille de concision, Ritter s'engage lui dans la voie de la typologie, choisissant d'aller du continent le moins civilisé, l'Afrique, vers le plus rayonnant, l'Europe. À l'intérieur de chaque chapitre et partie, une organisation d'après la topographie prévaut. S'il entreprend cette œuvre monumentale dès les années 1810, il faut attendre 1822 pour que paraisse le premier tome de *Die Erdkunde im Verhältniss zur Natur und zur Geschichte des Menschen, oder allgemeine, vergleichende Geographie*. Je reviendrai plus amplement sur cette entreprise dans la seconde partie. Bien qu'un peu décalés temporellement, ces trois projets portés par Pinkerton, Malte-Brun et Ritter traduisent tous l'élan universel européen qui constitue une des voies de la structuration de la discipline géographique, renouvelée par une incursion moderniste.

Si la vision universaliste de Malte-Brun constitue le trait essentiel de son œuvre, elle coexiste également dans les années 1814-1815 avec une étonnante défense du pouvoir français. À la manière d'un Buache ou d'un Mentelle, la position de Malte-Brun sort fragilisée du changement de régime, du passage de l'Empire à la Monarchie Constitutionnelle. Cela amène Malte-Brun à produire des textes

---

83 Traduction : Il peut suffire ici d'observer que les objets essentiellement alliés entre eux, au lieu d'être dispersés sous forme de fragments, sont ici regroupés sous des titres et des chapitres distincts, arrangés dans une progression uniforme, excepté quand des circonstances particulières commandent une déviation ; à la place de prétendues histoires et de prolixes documents commerciaux, l'attention majeure est consacrée aux sujets strictement géographiques, qui dans les systèmes précédents sont souvent apparus sous la forme d'une simple liste de noms, de nuances évanescences du savoir.

étonnants, qui tranchent singulièrement avec les idées qu'il défend par ailleurs, tels que l'*Apologie de Louis XVIII* qu'il publie en 1815 (Malte-Brun, 1815). L'étonnante tonalité de ce texte interroge sur la nature et le contenu des discours écrits après cette date. Comment concilie-t-il sa nouvelle posture politique avec ses ambitions géographiques ? Renonce-t-il à ses aspirations universalistes pour des raisons macrosociologiques, comme le dirait B. Latour ? L'hypothèse qui ressort de la lecture de *L'Apologie de Louis XVIII* est celle du choix d'une posture de continuité entre travaux scientifiques et contexte politique. Malte-Brun, dans un repli défensif, semble en effet prendre conscience à travers ce texte de la précarité de sa situation et opte pour un ralliement au nouveau pouvoir. Ce ralliement est difficilement envisageable sans quelque condition qui toucherait le contenu ou l'objet de ses discours. Cette hypothèse fait l'objet d'une partie de la discussion de la deuxième partie.

## **D) Alexander von Humboldt, entre liberté et récupération politique**

### ***1 – Humboldt ou la liberté contrariée***

Alexander von Humboldt défend tout au long de sa vie l'ambition de pratiquer et de produire des savoirs scientifiques en toute indépendance. Dès ses années de formation, la liberté de faire ses propres choix prime sur toute autre contrainte (Péaud, 2011(b)). Pourtant, la notoriété acquise lors de son voyage américain entre 1799 et 1804 entraîne la récupération de ses travaux par le champ politique prussien, qui s'en empare comme une pierre à ajouter à l'édifice national. Le tournant s'opère à son retour en Europe en 1804, ainsi que la lettre adressée par Frédéric-Guillaume III en témoigne (voir chapitre 3), mais ne devient palpable pour Humboldt qu'en 1806 alors qu'il rentre à Berlin à la demande du roi. Le séjour à la cour de Prusse en 1806-1807 constitue un tournant dans les relations que Humboldt entretient avec le champ politique prussien. Contre son souhait, il rentre à l'Académie des Sciences et le roi le gratifie d'un poste de chambellan assorti d'une pension. Humboldt mentionne de manière répétée les bontés dont le roi le couvre. Se trouvant ruiné après son voyage américain, il ne dispose pas des moyens de refuser et ne l'envisage d'ailleurs pas. Sa dépendance financière et matérielle à l'égard du roi de Prusse va s'accroissant, puisqu'en 1815 il reçoit la somme de 24 000 francs pour mener à bien son entreprise éditoriale. Le roi mobilise fortement ses fonds pour faire de Humboldt et de son aura scientifique une nouvelle sorte de capital et le reflet du redressement prussien. Le savant-voyageur négocie avec difficulté son positionnement entre ses attentes scientifiques et ses nouvelles obligations politiques. Entre 1805 et 1822, et bien qu'il réside essentiellement en France, Humboldt devient l'obligé de Frédéric-Guillaume III. À Paris, il endosse la fonction d'ambassadeur scientifique et remplit pour lui quelques missions diplomatiques (Päßler, 2009 ; Théodoridès, 1972, 1988). En 1814, il rejoint le roi à Londres ; en 1818 il répond à ses sollicitations pour le congrès d'Aix-la-Chapelle. Enfin en 1822 il est contraint de l'accompagner plusieurs mois au congrès de Vérone. Si cette contrainte n'est pas officiellement exprimée, du moins découle-t-elle logiquement de toutes les marques de reconnaissance offertes par la Prusse. L'analyse de

cet exemple anticipe un peu sur la période suivante, mais permet de bien saisir ce qui est à l'œuvre pour Humboldt à son retour d'Amérique. Il décrit à son ami Boussingault les obligations auxquelles il se soumet :

Quoique j'ai assez de plaisir de revoir le Vésuve et que le voyage avec le roi de Prusse à Naples me paraisse comme un voyage à Saint-Cloud, cela me contrarie un peu. Ce sera de peu de mois et il n'y avait pas de moyen de refuser. C'est un témoignage très public de la bienveillance du roi, témoignage important pour ma famille et la situation politique de mon frère.<sup>84</sup>

L'entracte des deux voyages italiens, entre 1805 et 1822, constitue un tournant décisif pour Humboldt. Cette période d'une petite vingtaine d'années entérine la structuration durable des liens entre le naturaliste et la cour de Prusse. Bien que débordant sur le deuxième moment de notre enquête, le voyage en Italie de 1822 en offre un exemple parlant, puisqu'il constitue pour Humboldt un véritable « tourbillon » diplomatique. Déclenché par une circonstance politique, effectué dans le sillage du roi, le voyage dépend entièrement du calendrier politique prussien. Les descriptions que Humboldt envoie à ses correspondants font toutes état, de mois en mois, d'une frustration scientifique, causée par un trop-plein d'obligations politiques et mondaines :

Je me trouve avec le Roi dans tout le tourbillon de ce qui l'environne ici. [...] La vie que je mène est celle que tu connais: cela commence à 8h et ne finit ici à cause des spectacles qu'à minuit. On rentre entre les deux actes pour souper. Nous avons dîné hier chez le Viceroy à la villa reale : de toutes les curiosités que j'ai revues si souvent ici, la vue du haut du dome (sic) et le Rafael de Brera (celui que Longhi a gravé) est toujours ce qui me produit le plus d'effet. Je regrette que l'intérêt du Roi soit presque exclusivement sur Rome et sur Naples et qu'il n'ait pas eu le tems (sic) d'aller d'ici à Gênes. (Humboldt, 1880 : 93-96)

Mes lettres se ressentent [...] je suis trop stupide pour y répondre le moindre mot je crains bien que je ne sois pas avec Vous avant la fin de Janvier ou le commencement de Février, le Roi doit se rendre à Paris par Berlin, du moins cela me paraît ainsi. Vous savez que c'est comme le sort, que je n'y puis rien (...). (Humboldt, 1965 : 12)

Ennuyé pendant deux mois par des soins minutieux, retenu journallement 14 heures dans une voiture, dans une loge ou à des fêtes de Cour, je suis devenu si stupide que je crains presque de prendre la plume pour écrire à un ami comme toi. (Humboldt, 1907 : 7)

Ces trois extraits sont tout à fait représentatifs du discours que Humboldt tient plus généralement à l'égard du roi de Prusse durant cette période. Il y décrit l'aliénation que le champ politique exerce sur le champ scientifique. Humboldt se perçoit comme un animal sauvage dompté par le roi et les obligations politiques. Il écrit même à son frère depuis l'Italie : « je suis en cage » (Humboldt, 1880 : 101). Les expressions du regret, de la frustration et de la stupidité se retrouvent ainsi très régulièrement dans sa correspondance personnelle pour décrire l'effet de l'influence politique sur ses projets scientifiques. Le champ politique dans son ensemble, pas seulement le roi de Prusse, y est

---

84 Les lettres entre Humboldt et Boussingault sont en voie de publication par la Humboldt-Forschungsstelle (2014), les extraits reproduits ici proviennent des transcriptions que Ulrich Päßler et Thomas Schmuck m'ont laissé consulter à l'Académie des Sciences de Berlin. Je les remercie infiniment de m'avoir donné cette permission. Les extraits ne sont en revanche par paginés. Cet extrait provient d'une lettre datée du 22 août 1822.

perçu comme le geôlier du géographe, le contraignant physiquement et intellectuellement. Ces impressions ne se démentent pas dans la suite de sa carrière mais trouvent leur fondement dans la période de son retour d'Amérique (1804-1820). Un autre voyage, celui qu'il réalise en Asie en 1829, constitue l'occasion d'un paroxysme de la contrainte politique à son endroit (Humboldt, 2009) : ce moment donne lieu à une analyse plus avant dans ce travail mais doit être lue dans la lignée de ce qui se joue alors.

Le parcours et le discours d'Alexander von Humboldt présentent encore une autre configuration des relations entre champ politique et champ scientifique. Ils s'inscrivent dans une situation paradoxale, dans laquelle le géographe recherche par dessus tout une liberté scientifique absolue, mais qui se trouve sans cesse contrainte ou perturbée par l'influence plus ou moins grande du monde politique. Ce paradoxe régit toute la carrière humboldtienne et trouve ses racines dans les prémices de ses activités géographiques, alors qu'il envisage une œuvre de grande ampleur. Humboldt commence sa carrière au service du roi de Prusse : il occupe en effet au terme de ses études le poste d'*Oberbergmeister*<sup>85</sup> de Prusse, chargé d'administrer les mines du royaume. Cela l'amène dans les mines du Freiberg et dans la région de Bayreuth pendant quelques années, entre 1792 et 1796. Il se trouve alors sous les ordres du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III et, plus directement, du ministre Hardenberg avec qui il entretient une correspondance nourrie. Les échanges épistolaires sont fréquents entre le gouvernement et son haut-fonctionnaire, dont la mission et les occupations se trouvent totalement encadrées :

Berlin, den 5. jul. 1795.

An der Oberbergrath von Humboldt zu Bayreuth  
Die Ergiebigkeit der Kaulsdorf Gruben betreff.

Mit ausnehmendem Vergnügen haben Wir aus eurem Bericht vom 13. v.M. Uns vortragen lassen, wie ergiebig der erst angefangene Gruben-Bau bey Kaulsdorf ausgefallen ist. Eurer gründlichen Einsicht in Bergwerkssachen und Eurer Thätigkeit ist dieses vorzüglich zuzuschreiben, und indem wir Euch dieserhalb unsere ausgezeichnete Zufriedenheit gern bezeugen, geben Wir Euch die Versicherung, dass Wir Uns das fernere Aus-Kommen und den Flor der Bergwerke jederzeit aufs Beste wollen empfohlen seyn lassen.

Berlin den 5. Jul. 1795

Hardenberg. <sup>86</sup> (Humboldt, 1973 : 444)

Cette lettre illustre la mainmise du pouvoir prussien sur les affaires minières et plus généralement scientifiques. Touchant à l'approvisionnement en ressources minérales, le travail de Humboldt se révèle essentiel à l'avancement économique, mais aussi politique, de la Prusse. La manière dont Hardenberg souligne le caractère stratégique de ses activités en témoigne. En dépit de l'avancement

85 Il s'agit du poste de haut responsable des activités minières à l'échelle du royaume.

86 Traduction : Berlin, le 5 juillet 1795. A l'Oberbergrath de Bayreuth, A. de Humboldt. À propos du rendement de la mine de Kaulsdorf. Avec un plaisir immense avons nous constaté d'après votre compte-rendu du 13 mars combien s'avère rentable l'ouverture engagée de la première mine de Kaulsdorf. Cela doit être attribué tout à fait à votre profond discernement dans les affaires minières et dans votre capacité et, alors que nous affirmons notre complète satisfaction, nous vous donnons l'assurance que nous souhaitons encourager à la fois le développement des recherches sur les ressources et la flore montagneuses.



professionnel que ce poste lui procure, Humboldt souffre de cet encadrement, comme il l'exprime très régulièrement à ses amis. À Marc-Auguste Pictet, un géographe suisse, il écrit par exemple en septembre 1795 :

Au lieu de trouver Mr de Hardenberg à Bâle, nous le vîmes déjà à Bern. Il avait l'intention de faire un tour des Alpes du côté du Hasli, Grindelwald et Lautebrunn. Étant depuis longtemps attaché à sa famille, il me pressa de l'accompagner, et *il fallut céder à ses instances*. Je l'ai suivi sur son retour de Thun, par le Emmenthal, Soleure (le Weisse Stein et Hasenmatt, cime du Jura) à Bâle. Il avait l'idée de se préparer d'abord pour une nouvelle tournée qu'il voulait faire par Neuchâtel, à Genève et Chamouny, il me pressa d'arranger mes affaires à Schafhouse et Constance, et de le rejoindre de nouveau. Mais les affaires politiques ont changé de face aussi subitement que tous les plans de Mr de Hardenberg sont dérangés. Quoique depuis 4 jours je manque de ses nouvelles, je m'imagine qu'il ne voudra pas quitter Bâle dans un moment où les Républicains sont à Carlsruh, Stuttgard, Darmstadt, Francfort et Wetzlar !!! *Quelque mécontent que je sois de tous ces dérangements*, il ne me reste que de profiter du peu de beau temps que je dois espérer. (*ibid.* : 458) (je souligne)

Dès le début de sa carrière, Humboldt déplore donc le manque de temps qu'il lui échoit, quand il se trouve ainsi au service total du ministre. Cet état de fait se poursuit tout au long de sa vie, manque de temps et frustration constituant un invariant du ressenti humboldtien. La situation de 1795 est d'autant plus particulière qu'il participe aux négociations militaires et diplomatiques qui ont lieu dans le cadre des guerres révolutionnaires. En 1796, il écrit à Samuel Thomas Sömmerring pour lui dire sa lassitude d'être ainsi lié au politique. Son temps dévolu à la pratique scientifique se réduit en effet à peau de chagrin :

Ich kam nach Berlin, um hier mein MSS über den Nerven- und Muskelreiz zu vollenden, aber meine Hofnung ist sehr vereitelt worden. *Der Minister von Hardenberg blieb leider ! bis jezt noch hier*. Er nahm Bayreuthische Angelegenheiten mit dem Kabinetts-Ministerium vor und liess mich arbeiten. Alle meine Zeit ging darüber verloren, und ich konnte nur rhapsodische Stunden auf Versuche wenden.<sup>87</sup> (*ibid.* : 504-505) (je souligne)

Cela se poursuit également lorsqu'Humboldt doit négocier avec le Général français Moreau, pour le compte du prince de Hohenlohe. Sa bonne connaissance de la France et de la langue française font de lui un intermédiaire privilégié entre le pouvoir révolutionnaire et le comte allemand désespéré de voir ses terres occupées par l'armée française. En août 1796, il raconte l'épisode à son ami Carl Freiesleben, en stipulant que cette position ne lui convient pas du tout :

Ich bin von der fransösischen Armee zurück im hiesigen Hauptquartier des Fürstens von Hohenlohe. Ich habe so viele Dinge getrieben, *welche meine Natur und Denkart so schnurstraks entgegenlaufen*, dass es mir Bedürfniss und Freude zugleich ist, an Dich, guter Karl, zu schreiben.<sup>88</sup> (*ibid.* : 520) (je souligne)

---

87 Traduction : « Je suis venu à Berlin pour terminer ici mes recherches sur les fibres nerveuses et musculaires, mais mes espérances ont été fortement contrecarrées. Le ministre von Hardenberg, hélas !, était jusqu'ici resté là. Il s'occupait de l'affaire de Bayreuth avec le cabinet ministériel et me faisait travailler. Tout mon temps filait, perdu, et je n'ai pu sauver que quelques heures de travail rhapsodiques. »

88 Traduction : « Je suis de retour au quartier général du comte de Hohenlohe après ma visite au sein de l'armée française. J'ai manigancé tellement de choses que ma nature et ma façon de penser réprouvent tellement, que c'est tout à la fois un besoin et une joie de t'écrire, cher Carl. »

La proximité de Humboldt avec le politique prussien ne lui apporte pas de satisfaction. Les mots écrits à Freiesleben sont durs : cela va à l'encontre de sa nature, de son opinion et contraint trop ses activités scientifiques. Le paradoxe de la situation humboldtienne se joue bien dans la contradiction entre sa posture publique, encadrée par le politique, et ses ambitions scientifiques envisagées dans une parfaite liberté d'esprit et de mouvement. De fait, la période précédant son expédition américaine<sup>89</sup> est loin d'être la plus prolifique. La distance apportée par ce voyage va lui inspirer au contraire une grande partie de ses ouvrages.

## **2 – Humboldt au-delà des considérations politiques**

À partir de 1796, sa situation personnelle change, ce qui entraîne une modification radicale de ses objets d'occupation et de son discours. Après la mort de sa mère, il dispose d'un pécule confortable qui lui donne l'occasion d'assouvir ses désirs scientifiques. Malgré les protestations du roi et de Hardenberg, il démissionne de son poste et se consacre à partir de la fin de l'année 1796 à sa passion : le monde. Il n'a plus alors affaire au politique que dans le cadre de ses déplacements, l'obtention de visa demandant en effet parfois des intermédiaires haut-placés<sup>90</sup>. Sa libération vis-à-vis du politique libère aussi son discours et dilate ses ambitions scientifiques : Humboldt ouvre son horizon objectif, passant des mines prussiennes au monde entier. Ainsi qu'il l'écrit à Willdenow en décembre 1796, il projette un voyage longtemps désiré :

Meine Reise ist unerschütterlich gewiss. Ich präparire mich noch einige Jahre und sammle Instrumente, ein bis anderthalb Jahr bleibe ich in Italien, um mich mit Vulkanen genau bekannt zu machen, dann geht es über Paris nach England, wo ich leicht auch wieder ein Jahr bleiben könnte (denn ich eile schlechterdings nicht, um recht präparirt anzukommen), und dann mit englischem Schiffe nach Westindien.<sup>91</sup> (*ibid.* : 560)

À la fin de l'année suivante, il envoie une lettre à Pictet, dans laquelle il l'informe de l'avancement de ses projets. L'enthousiasme scientifique retrouvé en quittant le service de l'État nourrit alors son discours :

Je suis occupé à mettre la dernière main à plusieurs ouvrages physico-chymiques qui doivent paraître sous peu. Je me prépare pour mon grand tour des Indes, que je compte commencer en automne 1799. Je me hâte de passer avant ce tems (sic) à Naples pour étudier les Volcans; c'est une grande force, que ce feu Volcanique, qu'il faut avoir vu agir avant que de quitter l'Europe. J'ai passé l'été dans le jardin botanique de Schönbrunn. Je m'arrête ici jusqu'au mois de Février ou Mars pour attendre le repos de l'Italie et pour finir quelques expériences sur l'analyse de l'air atmosphérique (de la plaine et des montagnes) que j'ai commencé (sic) il y a deux ans. (*ibid.* : 599)

Son horizon ne se limite plus aux objets d'intérêts du pouvoir, mais à tout ce que le regard et l'activité

---

89 Humboldt part entre 1799 et 1804 sur le continent américain.

90 C'est le cas de l'Ambassadeur de Saxe en Espagne, le baron von Zach, qui lui obtient ainsi qu'à Aimé Bonpland, les visas nécessaires à leur embarquement pour l'Amérique. Sur les conditions de son départ en Amérique, voir Péaud, 2011(b).

91 Traduction : Mon voyage est absolument certain. Je me prépare encore pendant quelques années et rassemble des instruments, pendant un an à un an et demi je reste en Italie, pour me familiariser avec l'étude des volcans, ensuite je vais en Angleterre en passant par Paris, où je pourrai rester aussi de nouveau au moins un an (je ne me hâte absolument pas, afin de partir parfaitement prêt) et ensuite je pars vers les Indes Orientales avec un bateau anglais.

scientifique peuvent embrasser, comme le montre la citation précédente. Humboldt affirme dans ce projet de voyage, qu'il réalise ensuite pendant cinq ans en complète autonomie par rapport à sa cour de tutelle, son aspiration holistique et universaliste. L'affirmation de son désir de voir et de saisir le monde dans son entier est sans doute la plus forte parmi tous les géographes du *corpus*. Il le fait au travers de sa correspondance, comme à Pictet, Freiesleben, ou encore à l'astronome et membre de l'Institut Jérôme Lalande lorsqu'il part :

Un voyage entrepris aux dépens d'un particulier qui n'est pas très-riche, et exécuté par deux personnes zélées, mais très-jeunes, ne doit pas promettre les mêmes fruits que les voyages d'une société de savans (sic) de premier ordre, qui seroient (sic) envoyés aux dépens d'un gouvernement; mais vous savez que mon but principal est la physique du monde, la composition du globe, l'analyse de l'air, la physiologie des animaux et des plantes, enfin les rapports généraux qui lient les êtres organisés à la nature inanimée, ces études me forcent d'embrasser beaucoup d'objets à la fois. (Humboldt, 1993 : 68)

Puis, ce sont tous ses ouvrages qui relaient cette aspiration essentielle. À titres d'exemples, on peut citer *l'Essai sur la géographie des plantes* de 1805 et le *Voyage aux régions équinoxiales du globe*, dont le premier volume paraît en 1814 :

C'est cette science [la géographie des plantes] qui considère les végétaux sous les rapports de leur association locale dans les différens (sic) climats. Vaste comme l'objet qu'elle embrasse, elle peint à grands traits l'immense étendue qu'occupent les plantes, depuis la région des neiges perpétuelles jusqu'au fond de l'Océan, et jusque dans l'intérieur du globe, où végètent, dans des grottes obscures, des cryptogames aussi peu connues que les insectes qu'elles nourrissent. (Humboldt, 1805 : 14)

Je m'étais proposé un double but dans le voyage dont je publie aujourd'hui la relation historique. Je désirais faire connaître les pays que j'ai visités, et recueillir des faits propres à répandre du jour sur une science qui est à peine ébauchée, et que l'on désigne assez vaguement par les noms de *Physique du monde*, de *Théorie de la terre*, ou de *Géographie physique*. De ces deux objets le dernier me parut le plus important. J'aimais passionnément la botanique et quelques parties de la zoologie ; je pouvais me flatter que nos recherches ajouteraient de nouvelles espèces à celles qui sont déjà décrites : mais préférant toujours à la connaissance des faits isolés, quoique nouveaux, celle de l'enchaînement des faits observés depuis long-temps, la découverte d'un genre inconnu me paraissait bien moins intéressante qu'une observations sur les rapports géographiques des végétaux, sur les migrations des plantes sociales, sur la limite de hauteur à laquelle s'élèvent leurs différentes tribus vers la cime des Cordillères. (Humboldt, 1814 : 2-3)

Ces quelques extraits transcrivent l'esprit scientifique de Humboldt et le but de ce voyage, qui rejoignent les aspirations des géographes universels tout en les dépassant. Son objet coïncide avec l'ensemble des phénomènes physiques du globe. Dans une vision transaréale des espaces et des phénomènes naturels (Ette, 2010)<sup>92</sup>, Humboldt prend donc le monde comme objet essentiel. Contre la tendance au cloisonnement politique de l'espace terrestre, qu'il subit lorsqu'il sert l'État prussien, il prend le parti d'une recherche holistique et universelle. Son discours scientifique se construit sous la forme d'une rupture non seulement épistémologique, mais également relationnelle, avec le politique.

---

92 Ottmar Ette qualifie la science humboldtienne de transaréale, dans la mesure où elle propose une conception globale du monde qui met en relation toutes les régions du monde entre elles. Les réflexions géographiques humboldtienes sont de ce fait toujours trans-régionales (Ette, 2007, 2010, 2011).

En choisissant une carrière solitaire et indépendante, en affirmant le monde comme son objet essentiel, et le progrès des sciences et de l'homme comme ambition finale, Humboldt prend donc, finalement, le contre-pied du pouvoir prussien.

Cette aspiration essentielle de se départir de l'influence d'un souverain dans la production de ses ouvrages se traduit aussi dans un traitement courageux et assumé des questions politiques. Deux exemples puisés dans son œuvre américaine illustrent cette idée : d'un côté, les enjeux sociaux entre castes dans l'*Essai sur le Royaume de la Nouvelle-Espagne*, de l'autre, le traitement de la toponymie indigène dans son *Atlas du Mexique*. Ces ouvrages paraissent respectivement en 1808 et 1811, quelques années seulement donc après son retour. Dans le premier, Humboldt propose un tableau géographique et statistique de la colonie espagnole, qui couvre les dimensions économiques, administratives, religieuses et sociales de la vice-royauté. Cet essai forme une version élargie des tableaux statistiques que le géographe remet en main propre au vice-roi José Iturrigaray en 1804. D'une manière remarquable pour l'époque, Humboldt n'élude en rien les enjeux sociaux de la région. S'appuyant sur des données quantitatives fournies par l'administration mexicaine elle-même, il décrit dans quelques formules laconiques, mais non moins lapidaires, la désastreuse situation des Indiens. Son parti est clair :

Quant aux facultés morales des indigènes mexicains, il est difficile de les apprécier avec justesse, si l'on ne considère cette caste souffrante sous une longue tyrannie que dans son état actuel d'avilissement. Au commencement de la conquête espagnole, les Indiens les plus aisés, et chez lesquels on pouvait supposer une certaine culture intellectuelle, périssaient, en grande partie, victimes de la férocité des Européens. (Humboldt, 1997 : 123)

Tels sont les principaux résultats auxquels j'ai été conduit. Puisse ce travail commencé dans la capitale de la Nouvelle-Espagne devenir utile à ceux qui sont appelés à veiller sur la prospérité publique ; puisse-t-il surtout les pénétrer de cette vérité importante que le bien-être des blancs est intimement lié à celui de la race cuivrée, et qu'il ne peut y avoir de bonheur durable, dans les deux Amériques, qu'autant que cette race humiliée, mais non avilie par une longue oppression, participera à tous les avantages qui résultent des progrès de la civilisation et du perfectionnement de l'ordre social. (*ibid.* : 804)

Humboldt développe deux éléments de son projet épistémologique par cette question : sa vision transaréale du monde, puisque les faits trouvent aussi toujours des points de comparaison avec la situation européenne, et son engagement humaniste et universaliste. Celui-ci trouve d'ailleurs son paroxysme dans l'*Essai politique sur l'île de Cuba* paru en 1826 dans lequel il rédige un véritable réquisitoire pour l'abolition de l'esclavage (Humboldt, 1989 : 102-103). Mais dans les années 1805-1815, c'est surtout la question indigène qui le taraude. Que ce soit dans ses textes, comme dans l'*Essai sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*, ou ses cartes, cet élément reparaît sans cesse, sorte de leitmotiv thématique. Un détail de carte extraite de l'*Atlas du Mexique* (1811) fournit un exemple très parlant. Humboldt fait ici un choix sémiologique remarquable, en juxtaposant une toponymie espagnole et une toponymie indigène. Cette coprésence interpelle d'emblée, de part le message politique qu'elle véhicule. De plus, d'un point de vue quantitatif, les dénominations indigènes sont

majoritaires et, surtout, elles se suffisent à elles-mêmes puisqu'elles ne sont jamais redoublées de la toponymie espagnole choisie par l'administration coloniale. Humboldt opère ainsi un choix clair : pour les villages créés et baptisés après l'arrivée des colons, il conserve l'espagnol ; mais pour les autres, il redonne toute sa place à la civilisation présente antérieurement. Par conséquent, et cela rejoint le plaidoyer présent dans l'*Essai sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*, il fait aussi exister la caste des Indiens en les faisant apparaître cartographiquement.

Le traitement humboldtien des questions sociales du nouveau continent se départit donc complètement du contexte politique local : le géographe peint un tableau exhaustif du royaume, sans éluder des dimensions embarrassantes, expose ses propres opinions et propose même des solutions au règlement de ce qui lui apparaît comme un problème majeur de cette région. C'est donc dans une complète liberté de propos et de ton qu'Humboldt investit la géographie du Mexique. Il lui est certainement plus facile d'exprimer ainsi ses opinions alors qu'il se trouve à distance de son propre souverain, néanmoins ces deux exemples témoignent de la distance épistémologique prise avec les objets politiques et sociaux du nouveau continent, qu'il n'hésite pas à aborder et à bousculer. Ses investigations reçoivent d'ailleurs un écho très favorable du vice-roi Iturrigaray, puisqu'il demande à Humboldt dès 1804 un tableau politique du royaume, entreprise qu'il amende encore dans les années suivantes (Péaud, 2014(a)).

27. Détail de la « Carte du Mexique et des pays limitrophes », *Atlas du Mexique* (Humboldt, 1811)



(Source : humboldtportal.de)

Bien que le politique, prussien et mexicain, s'empare finalement de ses travaux américains, et

qu'Humboldt lui-même y consente, ceux-ci ne découlent pas d'une commande et d'instructions préalables spécifiées. Le voyage américain se réalise dans une indépendance financière, mais également intellectuelle et épistémologique complète (Péaud, 2011(a)). Son discours scientifique, en tant que tel, n'est pas informé par le politique. Serait-ce d'ailleurs pour cette raison que les instances mexicaines, puis prussiennes, s'en approprient les résultats ? De réelles contraintes épistémologiques surgissent en revanche à l'occasion du deuxième voyage majeur de sa carrière : le périple asiatique réglé par la coupe russe posera bien plus la question de l'encadrement du politique dans la production des savoirs géographiques humboldtiens (voir gros plan 9). Pour la période allant jusqu'en 1815, le discours humboldtien se caractérise au contraire par le mouvement de libération et d'ouverture engagé en 1796 et concrétisé par le voyage américain.

### **E) Jomard et le service de la France en Égypte**

Le cas d'Edme-François Jomard présente pour finir une toute autre configuration. Produit des nouveaux systèmes de formation révolutionnaire puis impérial, son parcours suit de près les bouleversements et entreprises politiques français jusqu'en 1815, qui rejaillissent très nettement sur ses productions scientifiques. Jomard fournit le seul exemple, hormis Forster mais selon des motivations tout à fait inverses, de coïncidence de sa posture et de son discours avec les attentes politiques du moment.

Jomard fréquente toutes les nouvelles institutions révolutionnaires parisiennes et s'engage ainsi très tôt dans le service de la jeune République. Il passe d'abord au collège des Quatre-Nations, où il fait ses humanités classiques. Puis, il suit quelques cours du Nouveau Muséum d'Histoire Naturelle, que la Convention a substitué en 1793 au vieux Jardin du Roi. En 1794 il entre ensuite à l'École des Ponts et Chaussées, ce qui lui permet d'éviter la réquisition pour la levée en masse. Déçu par les Ponts, il demande à rejoindre la nouvelle École centrale des travaux publics, future École polytechnique, créée en 1794 à l'instigation de Monge et Lamblardie. Il profite alors des cours de Monge, Fourcroy, Berthollet, Chaptal ou encore Prony et développe son sens du patriotisme, puisque l'école est à la pointe de la construction nationale. Cinq catégories d'ingénieurs sont formées : ingénieurs militaires, ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs géographes, ingénieurs des mines et ingénieurs constructeurs de vaisseaux. Jomard choisit la troisième catégorie, un choix encore assez osé. Comme le souligne son biographe Yves Laissus, « [a]u moment, en effet, où il décide d'embrasser la carrière d'ingénieur géographe, le statut de cette profession paraît mal assuré, disputée qu'elle est entre civils et militaires. » (Laissus, 2004 : 33). Il rentre à l'école des ingénieurs géographes en 1797, date de son ouverture, placée sous la responsabilité de Prony. Par son choix, Jomard participe à la reconnaissance de la discipline géographique, mais en lien étroit avec le pouvoir, puisque les ingénieurs géographes fournissent des savoirs stratégiques. Sa carrière commence donc d'une part dans le cadre des nouvelles institutions révolutionnaires, dont il est le pur produit, et du côté de la géographie professionnelle

d'autre part.

Le tournant s'opère pour lui quand il est choisi pour prendre part à l'expédition d'Égypte lancée par Bonaparte. Là encore, son parcours continue à se confondre avec les opérations militaires et politiques françaises. Il participe à plusieurs opérations cartographiques de grande envergure. En arrivant, il dresse avec Coraboeuf et Bertre le plan de la ville d'Alexandrie, à l'échelle d'un millimètre par mètre. Après avoir assisté à plusieurs des séances de l'Institut du Caire, Jomard prépare la carte générale de l'Égypte : il part vers le sud, sur la rive gauche du Nil, du côté de Gizeh, Beni-Souef et Fayoum, mesure la hauteur de la pyramide de Gizeh. Il rejoint ensuite Jacques Bertre en moyenne Égypte, avec qui il pénètre dans la dépression du Fayoum. En tout, Jomard arpente le terrain égyptien pendant plus d'un mois. La situation militaire l'enjoint de revenir au Caire où il assure, avec la cohorte des ingénieurs géographes, la réalisation de la carte au 1/200 000ème du pays. En arrivant au Caire, Jomard trouve l'avis de sa nomination au grade d'ingénieur géographe de deuxième classe, dans le nouveau corps militarisé. D'après les décisions de Bonaparte, les ingénieurs géographes sont en effet dorénavant intégrés au corps militaire : l'étroitesse des liens entre pouvoir et géographie se renforce. Dans les premiers temps de l'expédition d'Égypte, Jomard fait donc l'apprentissage du terrain, mais d'un terrain militarisé et hautement politisé. Sa production savante possède à ce titre une valeur stratégique : il n'y a alors aucune rupture entre sa posture et le discours qu'il fournit, dans la mesure où ce dernier dépend des attendus politiques français, par ses modalités de production et sa finalité. Alors que Bonaparte est contraint de revenir en France, les opérations de reconnaissance du pays se poursuivent sous les ordres du général Kléber. Le 19 novembre 1799, celui-ci crée une commission chargée de recueillir tous les renseignements propres à faire connaître l'état moderne de l'Égypte. Fort des galons acquis dans les mois précédents, Jomard fait partie du groupe, et participe entre autres à des missions sur le site de Gizeh. Les ingénieurs géographes sont cependant gênés dans leurs relevés topographiques par la crue du Nil, et reportent donc leur attention sur la carte du Caire, dressée au 1/2000ème. À Jomard est confié en particulier le soin d'inscrire sur le nouveau plan de la ville les noms exacts des établissements publics et monuments, ceux des quartiers et des rues, de recueillir des renseignements sur l'industrie et le commerce. Ce travail lui prend plusieurs mois et lui permet d'assister aux scènes de la vie quotidienne, d'amasser des matériaux considérables sur la situation de l'Égypte moderne. Cet épisode ouvre l'horizon de Jomard en termes d'objet : intéressé d'abord essentiellement par l'antiquité égyptienne, il se penche alors sur les aspects contemporains du pays, dimension essentielle de ses futurs travaux. Jamais membre de l'Institut d'Égypte, Jomard y présente pourtant quelques mémoires avant son retour en France en janvier 1802 (Laissus, 2004). Ayant obtenu une reconnaissance à la fois militaire et scientifique pour ces travaux égyptiens, l'un n'allant pas sans l'autre dans le cadre de cette expédition, il obtient à son arrivée le grade de capitaine, ingénieur de deuxième classe.

La suite de sa carrière dans les années 1800 et 1810 découle totalement de son expérience

égyptienne, qui est pour lui formatrice à tout point de vue. Après un intermède bavarois en 1802, Jomard s'installe pour de bon à Paris. En 1804, alors qu'elle existe depuis deux ans déjà, Jomard devient secrétaire de la Commission d'Égypte. Son travail consiste à coordonner le travail et les contributions des différents auteurs, chargés de mettre en forme tous les matériaux collectés durant l'expédition. Cette commission résulte directement de la volonté de Bonaparte, devenu entre-temps Napoléon I<sup>er</sup>, et rend ses comptes auprès du pouvoir. Tout doit être initialement livré en 1807, mais la charge à abattre est telle que l'entreprise de la *Description d'Égypte* prend périodiquement du retard sur le calendrier prévu. Jomard relance régulièrement les contributeurs, tels Fourier qui, absorbé dans sa fonction de préfet de l'Isère, renâcle à écrire la préface du grand ouvrage. Lorsque Jomard est nommé officiellement commissaire et directeur de la Commission d'Égypte le 28 décembre 1807, déjà cinq ans ont passé et toujours aucun ouvrage. Les premières livraisons paraissent enfin en 1810 dans les pages du *Moniteur universel* ; elle se poursuivent jusqu'à la fin des années 1820. Le rôle de Jomard est d'importance dans cette entreprise, puisqu'il fonctionne comme le relais entre le pouvoir impérial commanditaire et les différents auteurs. Il laisse au Dépôt de la guerre le soin de chapeauter la cartographie égyptienne, calquée sur le modèle de Cassini (Laissus, 2004), mais coordonne tout le reste. Il se fait lui-même aussi contributeur, en écrivant plusieurs chapitres de la partie « Antiquités »<sup>93</sup>.

Dans les chapitres qu'il rédige, Jomard propose une géographie essentiellement historique. Ses objets sont les lieux et monuments de l'antiquité égyptienne et romaine, parfois arabe. Mais son contact prolongé avec l'Égypte contemporaine lui ouvre aussi les portes de la modernité, veine qu'il exploitera cependant davantage dans ses ouvrages postérieurs. La citation suivante, extraite du chapitre II du tome 1, décrivant la ville de Syène, donne une idée de la rhétorique jomardienne alors à l'œuvre :

Je viens de conduire le lecteur à travers la ville des Arabes, et j'ai dit que la ville antique avait presque entièrement disparu sous les constructions du premier siècle de l'islamisme. Ces dernières, à leur tour, se sont écroulées et n'offrent plus que des débris. Déjà celles des Romains, bâties sur les ruines de la ville égyptienne, avaient elles-mêmes subi un pareil sort. C'est ainsi qu'à Syène, plus que partout ailleurs, on voit se succéder les peuples et les âges divers ; chaque peuple, chaque génération, a laissé des traces de son existence ou de son passage ; et ce mélange confus offre un chaos à l'œil, un aliment à la curiosité, un champ vaste à la méditation.

À la ville arabe a succédé la ville moderne, que l'on croit bâtie du temps de Selym. Son emplacement est plus à l'est et dans un fond ; elle est entourée, au nord-est, d'un bois de dattiers, et de jardins qui s'étendent très-loin sur une plage basse, marécageuse après l'inondation ; au midi est la montagne, escarpée et toute remplie de carrières ; au levant, un grand espace occupé par des maisons rasées jusqu'au sol : la longueur de la ville est d'environ huit cent mètres ou quatre cent toises. (Jomard, 1821 : 131-132)

Bien que ne développant pas un discours de nature hautement stratégique, la *Description d'Égypte* ne peut se comprendre sans l'influence politique extrêmement forte qui préside à sa rédaction. De la même manière que les travaux des commissions de Morée (1829-1831) et d'Algérie

---

93 La *Description d'Égypte* se divise entre les parties « Antiquités », « Histoire naturelle » et « État moderne ».



(1839-1842) dans les décennies suivantes, la commission égyptienne offre un exemple paroxystique du degré possible d'intrication entre champ politique et champ scientifique. Marie-Noëlle Bourguet souligne le caractère inédit d'une telle connivence :

(...) les expéditions sont à considérer comme des « dispositifs » : leur mise en place et leur déploiement sont, à la fois, une opération d'intervention et une expérience de connaissance qui fabriquent d'un même mouvement du savoir et du pouvoir sur les territoires et sur les hommes auxquels elles s'appliquent. (Bourguet, 1998 : 15)

L'analyse de l'expédition d'Égypte à travers le cas de Jomard démonte une partie de ce dispositif, en montrant comment posture et discours des savants sont réglés par les attentes du politique. Une fois cette entreprise terminée, la carrière de Jomard prend des voies bien plus variées, mais pour ces premières décennies, c'est bien une continuité complète, exceptionnelle à plus d'un titre, entre le politique et sa production géographique, que l'on observe.

## **Conclusion du chapitre 4**

L'examen des positionnements de chacun des géographes du *corpus* fait apparaître une multiplicité de configurations relationnelles entre les géographes et le champ politique. Tous oscillent entre tentation de dépendance et nécessité d'un soutien, mais les réponses diffèrent grandement d'un individu à l'autre. Il apparaît d'abord que la continuité complète, aussi bien relationnelle que discursive, est loin d'être la règle. Si l'on envisage une typologie des rapports discursifs et relationnels des géographes par rapport au politique, trois ensembles se distinguent. Le degré d'interrelation avec le politique va de la conscience de l'impossibilité de rompre les liens (Humboldt), à l'adaptation du discours scientifique en fonction du contexte (Mentelle, Malte-Brun, et Buache dans une moindre mesure) jusqu'à la réification du scientifique par le politique (Forster). Le tableau suivant synthétise les différentes postures, ou relations, que les géographes entretiennent avec le politique, ainsi que les discours géographiques produits. L'analyse de matériaux de nature épistolaire et relevant de l'intime donne à voir la tension qui parfois s'exerce dans la sphère individuelle : comment concilier un positionnement social avec son discours scientifique ? De quelle manière traiter des objets politiques ? Autant de questions qui ressortent d'enjeux autant épistémologiques qu'éthiques, voire ontologiques, comme l'exemple humboldtien en témoigne. Considérant ces interrogations et la variété des rapports individuels au politique, c'est aussi la participation des géographes à la construction politique nationale que l'on peut mesurer. Une approche semblable dans les parties suivantes devra permettre de constater des évolutions diachroniques.

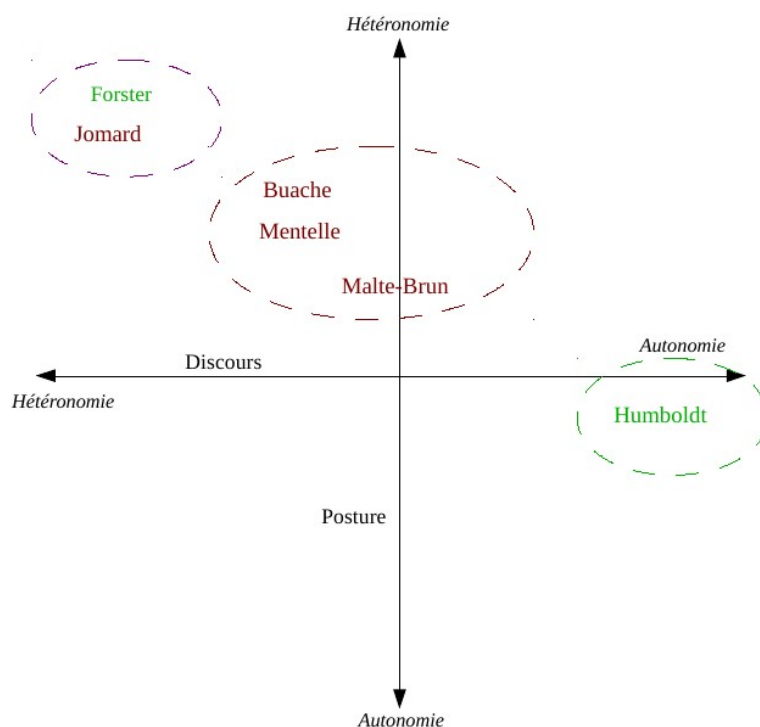
## 28. Configurations relationnelles entre politique et géographes, 1785-1815

Espace	Géographe	Posture	Discours
<b>ALLEMAGNE PRUSSE</b>	FORSTER	Engagement politique radical => <i>continuité</i>	1° Discours scientifique empreint d'idéaux humanistes (égalité, liberté) 2° Renoncement au discours scientifique : le discours politique doit remplir les mêmes buts => <i>réification du scientifique par le politique</i>
	HUMBOLDT	Du service de l'État à l'indépendance professionnelle, à la récupération politique => <i>rupture voulue / continuité subie</i>	1° Réduction de son périmètre d'objet au service de l'État prussien 2° Ouverture à l'horizon du monde entier. Objets vastes : universalité en termes d'objets => <i>rupture</i>
<b>FRANCE</b>	BUACHE DE LA NEUVILLE	Adaptation au contexte politique => <i>continuité</i>	Neutralité du ton => <i>continuité</i> Objets vastes : universalité en termes d'objets => <i>rupture</i> => <i>continuité négociée</i>
	MENTELLE	Adaptation au contexte politique => <i>continuité</i>	Neutralité du ton => <i>continuité</i> Objets vastes : universalité en termes d'objets => <i>rupture</i> => <i>continuité négociée</i>
	MALTE-BRUN	Opposition à Napoléon => <i>rupture avec la personne / continuité avec le régime</i>	Objets vastes : universalité en termes d'objets => <i>rupture</i>
	JOMARD	Continuité avec le contexte politique => <i>continuité</i>	Objets centrés sur une demande étatique : France et Égypte essentiellement => <i>continuité</i>

Ce chapitre confirme pour l'instant l'idée que d'une part, il n'y a pas encore d'*habitus* collectifs bien implantés et que le paradigme de la pluralité domine encore largement et, d'autre part, que cela se double d'une emprise politique relativement hétérogène et portant surtout sur le positionnement des géographes plus que sur leurs discours. Les relations entre champ politique et champ des savoirs géographiques se règlent encore à un niveau interpersonnel. Des tensions apparaissent dans le règlement de ces relations : postures individuelles, professionnelles pourrait-on dire, et discours ne coïncident pas nécessairement. Certains, comme Mentelle, Buache et Malte-Brun jouent les équilibristes entre une position à l'abri du politique et des discours plus ou moins émancipés.

Humboldt navigue entre plusieurs configurations, mais affirme son indépendance aussi bien intellectuelle que personnelle. L'approche latourienne par le micro, en l'occurrence l'individu, permet de préciser les éléments soulevés précédemment. Le chapitre 3, envisageant l'échelle collective selon une approche bourdieusienne, met en évidence l'influence du politique dans le processus balbutiant de disciplinarisation, d'institutionnalisation et de nationalisation de la production de savoirs géographiques. L'examen à l'échelle individuelle révèle cependant de très nombreuses nuances et l'absence de ce qu'on pourrait appeler un collectif géographique.

## 29. Discours et postures géographiques vis-à-vis du politique



Cela met donc aussi l'accent sur le caractère transitoire de la période 1785-1815 : de nombreuses trajectoires possibles se dessinent, à la fois pour la construction de la géographie en tant que discipline à part entière, ainsi qu'en termes d'intensité de la participation à cette construction. L'exemple de Malte-Brun engage un certain nombre de questions à ce propos : alors que son discours tend au départ vers la compréhension du monde, dans une perspective holistique, universaliste et découplée du contexte politique, à partir de 1815 son positionnement et ses contributions le situent au contraire dans ce qui semble être une posture continuiste. L'information politique de la production géographique s'intensifie-t-elle alors ? Quelles sont les réponses sinon communautaires, du moins collectives, et individuelles ? Les chapitres suivants doivent donc prolonger l'analyse diachronique. Ils doivent aussi permettre de continuer à confronter les différentes méthodes d'analyse relationnelle. Pour ce qui concerne la période 1785-1815, l'approche latourienne colle avec le caractère transitoire qu'elle revêt : l'échelle des individus permet de mieux saisir les enjeux à l'œuvre dans la production des savoirs géographiques du moment 1800. Si la lecture bourdieusienne met en lumière l'autonomisation et

l'émancipation engagée du champ des savoirs géographiques, la pluralité encore très grande de leurs pratiques, méthodes, discours et finalités nécessite aussi une approche par le micro. L'enjeu des pages suivantes, en se penchant sur les périodes 1815-1840 puis 1840-1860, consiste, outre la poursuite de l'analyse de façon diachronique, à déterminer l'approche la plus adéquate. La structuration progressive du champ des savoirs géographiques donne-t-elle lieu à la création de certaines habitudes relationnelles avec le politique ? Et comment les aborder ?

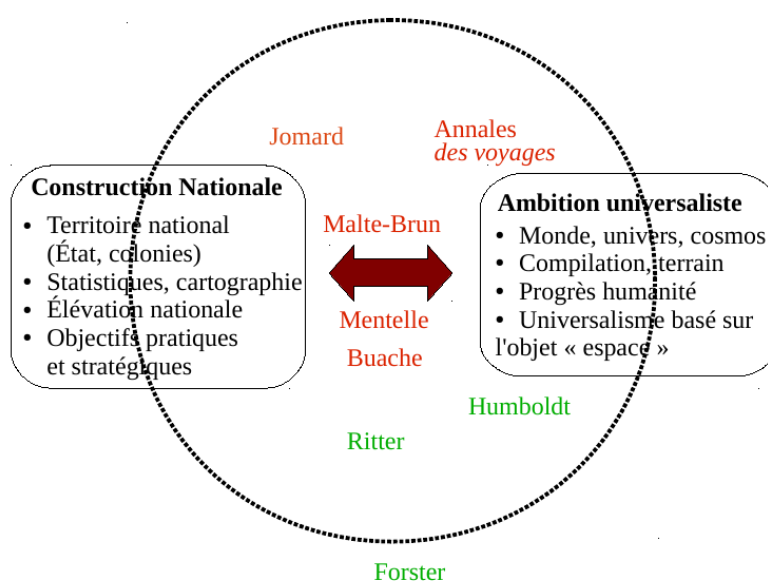
## Conclusion de la première partie

La période 1785-1815 se distingue par son caractère transitoire, tant sur le plan politique que scientifique. Du côté du politique, la charnière du moment 1800 initie le processus de construction nationale. Selon des modalités et des calendriers différents, la France, par le mouvement révolutionnaire puis les ambitions napoléoniennes, puis la Prusse, par ricochet et sursaut défensif, s'envisagent peu à peu en nations. Cette construction passe dans les deux pays par une révision de l'administration étatique et, conséquemment, par une demande renouvelée de savoirs sur le territoire national, voire en vue d'une expansion coloniale dans le cas de la France (à l'instar de la Grande-Bretagne). L'intérêt des deux États quant aux questions spatiales s'inscrit dans une dimension politique, pratique et stratégique : il s'agit de connaître pour maîtriser et surtout affirmer le territoire national. Cette demande, orientée sur des objets et ciblant des objectifs précis, associe également le champ scientifique, dans la mesure où le politique le sollicite pour satisfaire ses objectifs. France et Prusse réorganisent donc les modalités de production des savoirs en orientant, d'une manière générale, les sciences dans une perspective pratique et appliquée.

Le champ des savoirs géographiques connaît les conséquences de cette réorganisation, tout d'abord au sens où il est reconnu et valorisé. En effet, l'espace devient un objet d'intérêt politique, dont la maîtrise recèle une valeur stratégique. Si le politique informe la production des savoirs géographiques, c'est surtout par leur reconnaissance sociétale et politique : ils trouvent place dans le processus de construction nationale à l'œuvre, car ils en deviennent des outils. L'information du champ géographique par le politique passe aussi par une institutionnalisation partielle : visible mais de façon éphémère en France (École Normale et Institut), elle ne s'affirme que faiblement en Prusse (*Kriegsschule*) où il faut attendre 1820 pour la création d'une chaire de géographie à l'université de Berlin. Ces initiatives politiques ne trouvent d'ailleurs qu'un faible écho du côté des géographes eux-mêmes. Malgré l'essai des *Annales des voyages* de Malte-Brun, le collectif des géographes ou des scientifiques produisant des savoirs géographiques n'apparaît ni identifié spatialement, dans des « laboratoires » dirait B. Latour, ni épistémologiquement par des *habitus* discursifs ou méthodologiques. Cette période apparaît comme transitoire du point de vue de la construction d'une discipline géographique à part entière : le politique la valorise, les géographes y aspirent, mais c'est la décennie 1820 qui en voit le réel aboutissement. Reconnue au cœur des lieux scientifiques nationaux (chaire de l'université de Berlin en 1820), mais aussi construite par les géographes eux-mêmes au sein des sociétés de géographie qui fleurissent dans les capitales, la discipline géographique s'affirme réellement à partir des années 1820.

Chaque géographe dessine de plus une configuration épistémologique et relationnelle particulière, qui plaide pour une information seulement partielle de la géographie par la sphère du pouvoir. Celle-ci ne fonctionne pas encore comme une discipline à part entière sur laquelle le champ politique a complètement prise prise. Le moment 1785-1815 est cependant celui de l'engagement de nombreux processus et de l'apparition de tensions, qui se retrouvent ensuite. Plusieurs processus engagés, méritent d'être remarqués et surtout pistés dans les périodes suivantes, car ils témoignent de l'accointance particulière que ces deux champs entretiennent l'un avec l'autre. La construction nationale en constitue une des plus importantes : le politique oriente en direction de son territoire national, ce dernier fonctionnant à la fois comme son objet, son échelle et sa finalité. Cela inaugure distinction entre une géographie perçue comme un domaine pratique ou une science apparaît. Elle distingue les aspirations du politique et celles des scientifiques, qui se différencient également de part et d'autre du Rhin. Ensuite, il faut noter le processus à l'œuvre de construction nationale, voire coloniale pour la France, qui soutient le premier. Enfin, l'héritage des Lumières, porteur d'aspirations humanistes et universalistes forme un dernier processus. L'ensemble de ces tensions et mouvements dessine un paysage encore flou et pluriel du champ des savoirs géographiques et ne révèle pas une configuration relationnelle dominante ou structurante avec le politique. Le schéma suivant représente la situation et les modalités de production des savoirs géographiques dans les années 1785 à 1815 :

### 30. La situation des savoirs géographiques entre 1785 et 1815



La période 1785-1815, par son caractère transitoire, ouvre donc plus de questions qu'elle n'en résout. Comment le processus de disciplinarisation se poursuit-il dans les périodes suivantes ? Cette question essentielle implique d'orienter la réflexion dans deux directions. Il s'agit dans un premier temps de prendre la mesure épistémologique de cette montée en discipline : quelles modalités et quels facteurs engagent l'institutionnalisation accélérée et nationalisée des savoirs géographiques dans les deux décennies suivantes ? Quels discours produisent les géographes ? Peut-on parler de

« collectif » géographique dans les années 1820 et 1830 ? Si oui, sur quel(s) mode(s) est géré le contexte politique ? Ensuite, il s'agit de prendre en compte la part du contexte politique national dans ce processus de disciplinarisation des savoirs géographiques : quelle place les savoirs géographiques continuent-ils à prendre dans les processus de construction nationale ? Les contextes français, prussien/allemand et britannique les considèrent-ils différemment ? Peut-on distinguer des discours nationaux, et donc identifier des *habitus* nationaux ? Si oui, en quoi coïncident-ils avec les discours et la rhétorique politiques ? La période suivante (1815-1840) étant à la fois celle de l'institutionnalisation nationale de la géographie et du renforcement des constructions nationales, notamment sur l'horizon colonial pour la France, l'enjeu majeur consiste, si on veut le résumer, à examiner si les relations entre politique et champ des savoirs géographiques s'organisent au moment d'une disciplinarisation accrue sur l'horizon de la rupture, de la continuité ou de l'un et l'autre à la fois.





**DEUXIEME PARTIE**  
**1815-1840 : LA PRISE DE POUVOIR**  
**D'UN COLLECTIF**  
**GÉOGRAPHIQUE**

---



## Introduction de la deuxième partie

La première partie de ce travail a mis en évidence le caractère transitoire de la situation des champs politique et scientifique dans la période 1785-1815. Les modalités d'exercice du pouvoir subissent des évolutions, voire des révolutions, majeures, qu'on les envisage aux échelles nationale ou transnationale : la conception de l'État, en lui-même comme celle des liens avec les États voisins, se modifie nettement en faveur d'un recentrement national. L'année 1815 vient renforcer cette tendance, puisqu'à la faveur du Congrès de Vienne et du règlement des guerres napoléoniennes, l'Europe entière voit ses frontières, et donc son organisation politique, modifiées. À partir du cadre fixé par les vainqueurs, les États-nations s'affirment dans les décennies suivantes. Le cadre de la nation devient alors le référentiel spatial du politique. Les travaux d'A.-M. Thiesse montrent en quoi le contexte international, européen, des premières années du XIX<sup>ème</sup> siècle contribue à l'élaboration d'un nouveau cadre politique qui devient la norme (1999). Elle articule également l'évolution politique à une réévaluation culturelle et sociétale. En posant l'idée de nation(s), c'est la question de l'identité nationale qui surgit :

Une nouvelle théorie de la culture est formulée, qui permet de poser le national comme principe créateur de la modernité. (Thiesse, 1999 : 23)

Amorcé avant 1815, ce processus s'accélère après le Congrès de Vienne, dans la mesure où il entérine les cadres spatiaux dans lesquels évoluent les nations. La recherche d'une langue commune, d'une histoire nationale et d'épopées fondamentales devient un but politique majeur pour objectiver la nation en tant que groupe et espace identifiés et justifie la mobilisation de l'appareil scientifique et culturel par le pouvoir. Dans la période 1815-1840, cela se manifeste de manière différenciée entre la France, la Grande-Bretagne et la sphère germanique : si la France, grâce à son centralisme politique historique, ouvre peu à peu son horizon national à une ambition coloniale, la Prusse prolonge la réflexion engagée dans les décades précédentes sur l'unité germanique et germanophone. Quant à la Grande-Bretagne, elle poursuit pleinement sa construction nationale dans l'élargissement de son empire colonial. Le cadre national constitue dans tous les cas l'objet à défendre et à assurer, mais selon des modulations propres aux héritages politiques et culturels de chaque sphère. Du point de vue politique, la période 1815-1840 se situe ainsi dans la continuité et l'accélération des processus engagés dans la période révolutionnaire.

Parallèlement et en écho au processus d'affirmation sans précédent des nations, la période 1815-1840 est aussi celle de la structuration graduelle des savoirs géographiques en des cadres disciplinaires à affermir. La première partie de ce travail a révélé une progressive reconnaissance scientifique des

savoirs géographiques, mais essentiellement grâce à des impulsions politiques, tandis que les velléités disciplinaires se font encore très discrètes chez les géographes eux-mêmes – l'entreprise de Conrad Malte-Brun constituant à ce titre une exception notable. Une rupture nette apparaît dans ce deuxième moment de l'analyse, puisque la construction d'une discipline géographique moderne semble désormais s'opérer d'après la volonté de ceux qui se reconnaissent alors comme géographes et qui, surtout, entendent se faire reconnaître ainsi. Un processus de disciplinarisation, entendu au double sens foucauldien : à la création d'une discipline, pour produire et transmettre des savoirs, s'ajoute une démarche de normalisation des modalités d'organisation de la production et de la transmission (Foucault, 1969, 1975). La différence fondamentale avec la période précédente réside dans la prise en charge par les géographes eux-mêmes de l'édification de cadres, institutionnels surtout, ainsi que méthodologiques et conceptuels, préluant à la fondation d'une discipline géographique. Les savoirs géographiques se structurent peu à peu et, ce faisant, s'affirment comme un champ de force à part entière, en regard des autres disciplines scientifiques et de l'appareil politique. L'ambition affichée est bien alors celle d'une montée en discipline, devant assurer une autonomie disciplinaire scientifique. L'enjeu de cette partie consiste à identifier les modalités institutionnelles, sociologiques et épistémologiques de cette disciplinarisation.

La grande préoccupation de la période consiste avant tout à se doter de lieux de production, de concentration et de diffusion des savoirs géographiques, indépendants des grandes institutions scolaires, militaires ou administratives auxquelles le champ géographique est jusqu'alors rattaché. C'est l'objectif assigné aux sociétés de géographie, qui fleurissent dans la décennie 1820 en France, en Prusse et en Grande-Bretagne. À ces sociétés sont associés d'autres lieux soutenant l'affirmation de la géographie : bibliothèques et surtout cartothèques. Ces fondations semblent s'inscrire dans un élan européen et multinational, puisque plusieurs États sont simultanément touchés, mais elles doivent d'abord être envisagées à l'échelle nationale, car chaque société se positionne bien avant tout dans son cadre étatique. On ne peut à cet égard pas vraiment parler de phénomène transnational, dans la mesure où l'impulsion ne provient pas d'une entité supranationale, mais bien de l'échelon étatique. La création de ces espaces de rassemblement s'inscrit dans une problématique plus large, soulevée depuis plusieurs années en histoire des sciences, celle des lieux du savoir et des savoirs situés. Elle rejoint plus généralement la question de l'apport du *spatial turn* dans les sciences humaines et sociales, et en particulier pour nous dans le champ des *sciences studies*. En articulant à la démonstration générale les réflexions venues des sphères française (Besse, 2003(a), 2004 ; Clerc, 2011, 2012 ; Jacob, 1992, 2007, 2011, 2014), allemande (Schröder, 2011 ; Schlögel, 2006) et britannique (Livingstone, 2003 ; Livingstone et Withers, 1999, 2005), le questionnement sur la fondation des sociétés de géographie, comme lieux symbolisant la fondation disciplinaire des savoirs géographiques, participe donc aussi de l'écriture d'une histoire spatiale des sciences dont les méthodes et les outils suscitent encore de nombreuses discussions.

L'étape de l'assignation de lieux dédiés à une pratique scientifique n'est pas seulement symbolique : elle marque l'identification de pratiques et de préoccupations partagées et surtout la reconnaissance d'un entre-soi, d'un collectif, sinon encore d'une communauté. Je préfère pour cette période utiliser encore le terme « collectif » à celui de « communauté » géographique pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que, bien qu'une volonté de fondation disciplinaire s'affirme bel et bien, celle-ci reste encore jusqu'en 1840 partiellement inachevée. Pour autant, il ne faudrait pas minorer cette velléité, réelle et durable, qui correspond à ce que Ludwig Fleck nomme un « collectif de pensée » (Fleck, 2008). L'épistémologue allemand développe cette idée qui, me semble-t-il, correspond bien à la réalité de la géographie, encore aujourd'hui. Pour lui, on peut identifier des moments, plus ou moins loin longs, de convergence au sein de groupes de préoccupations scientifiques, objets, méthodes, concepts et plus globalement tout ce qui participe d'un outillage de pensée, moments qui font sens par leur cohérence et permettent en retour de cerner un collectif. Suivant la proposition de L. Fleck, le terme « collectif » paraît plus adéquat pour qualifier l'état des savoirs géographiques dans la période 1815-1840 que l'expression kuhnienne de paradigme. T. Kuhn d'ailleurs s'avouait assez peu à l'aise avec cette idée de collectif trop sociologisant pour lui (Braunstein, 2003), et lui préférait une analyse plus psychologisant du groupe.

Dans le cas des savoirs géographiques, si l'on observe une réelle volonté de rassemblement et structuration disciplinaires, la réflexion sur les objets, les méthodes, l'outillage théorique et conceptuel de la production de savoirs géographiques n'aboutit pas encore à des positionnements parfaitement cohérents et univoques. Les interrogations d'ordre épistémologique fleurissent alors que les géographes tendent à s'identifier comme un champ scientifique à part entière<sup>94</sup>, mais sont encore émaillées d'incertitudes. La montée des concurrences nationales joue d'ailleurs un rôle non négligeable dans ce processus, en différenciant les prises de position aux échelles nationales. L'emploi préférentiel du mot « collectif » se justifie aussi dans la mesure où, de même que sa structuration intellectuelle reste fragile, la professionnalisation et l'exclusivité de la géographie ne vont pas tout à fait de soi. Les géographes, même s'ils commencent alors à se reconnaître comme tels, ne produisent pas exclusivement des travaux géographiques et s'inscrivent encore pour une part dans une tradition encyclopédiste, ou bien s'engagent dans des voies distinctes. L. Fleck précise dans son ouvrage qu'il est tout à fait possible pour un individu de faire partie de plusieurs collectifs en même temps, cette pluralité d'appartenance ouvrant d'ailleurs des possibilités de faire évoluer les faits scientifiques, en confrontant plusieurs styles de pensée (2008). Les identifier constitue un pan de ce travail.

L'enjeu principal de cette deuxième partie consiste donc à identifier les modalités de montée en discipline des savoirs géographiques. Sur la base de quel(s) projet(s) épistémologiques le nouveau champ de savoir se construit-il ? Ou, pour le dire autrement, quelle géographie est-elle donnée à voir à

---

94 Ces préoccupations épistémologiques constituent un souci pour-soi, au sens sartrien du terme, car elles visent à déterminer l'essence de la discipline géographique en construction et à faire prendre conscience de cette essence.

travers les différents collectifs qui la pratiquent ? Plusieurs questionnements s'articulent à cette interrogation générale :

Dans un premier temps, il s'agit de se pencher sur la mise en lieu de ces savoirs : comment s'organisent les lieux qui leur sont désormais dédiés ? Par organisation, on entend aussi bien ce terme dans un sens logistique, ou matériel, qu'institutionnel. Le fonctionnement matériel recouvre notamment des enjeux financiers qui résonnent directement avec la problématique générale de ce savoir : qui finance ces lieux et leur existence courante ? Les modalités du fonctionnement proprement institutionnel en disent long sur un autre aspect, lié au précédent : qui participe à ces sociétés, à quelle fréquence, quel est le rôle de chacun ? Au cœur même de la dimension organisationnelle de ces lieux peut donc se lire d'emblée des liens avec le politique.

Dans un second temps, ce sont les pratiques, les méthodes et les outils mis en œuvre pour produire ces savoirs géographiques qui doivent être au cœur de l'analyse. La première des questions à se poser est : qui produit ces savoirs géographiques ? Qui revendiquent l'étiquette de « géographe » ? Cela recoupe le premier temps du questionnement, mais appelle à aller plus loin en identifiant des figure(s) des géographes : qui incarne le projet disciplinaire géographique ? Cette interrogation ne se limite pas à cerner des individus, elle invite à mettre en question leurs pratiques, leurs méthodes. Quelles sont ces pratiques ? Et dans quelle mesure la production des savoirs géographiques répond-elle à des pratiques unifiées ? Il s'agira de distinguer à la fois les pratiques mises en œuvre au sein d'une même aire culturelle et entre elles.

Dans un troisième temps, c'est la dimension discursive qui doit faire l'objet du questionnement. L'enjeu consiste ici à plonger à l'échelle des mots de la géographie : comment dire le monde de manière géographique ? Les mots constituent en effet la manière et la matière ultime grâce à laquelle les savoirs géographiques sont mis en forme et diffusés. Même si bien sûr les mots de la géographie sont là avant que la discipline ne se mette en place et qu'ils portent en eux déjà des acceptions et des significations préconçues, les choix terminologiques révèlent une épistémè. Interroger les figures des textes géographiques doit permettre de saisir les objets de prédilection mobilisés, les modalités de leur écriture et, bien sûr, le contenu scientifique qui constitue le produit fini de la discipline géographique.

Ces trois temps du questionnement s'articulent entre eux selon une logique scalaire, des lieux aux mots en passant par les pratiques, qui convoquent plusieurs matrices théoriques : *practical turn*, approche internaliste et *spatial turn*. L'articulation permet d'analyser la science en train de se faire, en action pour reprendre la terminologie latourienne (Latour, 1989) et la science faite, c'est-à-dire stabilisée. De plus, l'approche par le *spatial turn* structure chacun des trois moments de questionnement, selon l'idée forte qu'à chaque lieu analysé correspond une configuration épistémologique particulière. La dialectique collectif/singulier sous-tend chaque interrogation spécifique, ce qui implique de travailler les échelles du groupe et de l'individu dans chaque sphère.

Mais c'est surtout l'articulation entre les échelles européenne et nationale qui est sollicitée, dans le but de révéler des spécificités nationales. L'enjeu consiste à mettre au jour en quoi la discipline géographique proposée dans la sphère française diffère-t-elle et/ou concorde-t-elle avec les projets prussiens et britanniques. Par-delà les ressemblances *a priori* des processus à l'œuvre dans ces trois sphères, les interrogations se portent également sur les lignes de convergence ou de divergence nationales.

Le deuxième enjeu lié à cette période réside dans l'évolution des liens entretenus entre le contexte politique et la production de savoirs géographiques. Le processus d'institutionnalisation de la discipline repose largement sur l'ambition d'indépendance et d'autonomisation vis-à-vis des autres sciences bien sûr, mais surtout du pouvoir qui jusque là confère sa visibilité à la géographie. L'effectivité de cette autonomie constitue la deuxième grande interrogation de cette partie : dans quelle mesure, alors que les cadres nationaux se renforcent, la velléité d'indépendance de la géographie en train de se constituer comme discipline, velléité qui semble transnationale, n'a-t-elle pas la consistance d'une chimère ? En effet, dans la mesure où d'emblée les institutions créées le sont dans des cadres nationaux, et plus spécifiquement au cœur des capitales, et non d'une manière collective à l'échelle européenne, on peut douter du degré d'indépendance dont jouissent les sociétés de géographie et, par extension, les savoirs qui y sont produits. En dépit de l'exigence d'autonomie, c'est encore pour une part l'hétéronomie politique qui l'emporte. Plusieurs éléments de convergence, sur un plan institutionnel comme épistémologique, apparaissent avec les projets politiques nationaux. La proximité géographique et sociale du pouvoir avec les sociétés de géographie, que nous montrerons dans le chapitre 5, en constitue un premier indice. À celui-ci s'ajoutent certaines concordances en matière d'objets, de méthodes et d'outils, en dépit des affirmations répétées de l'exigence d'universalisme (chapitre 6). Pour ne donner que quelques exemples, l'intérêt porté en France et en Grande-Bretagne pour les horizons ultra-marins et coloniaux se retrouve aussi bien du côté du pouvoir que des sociétés de géographie ; la dimension économique libérale se développe sensiblement dans les trois sphères ; enfin, l'importance de plus en plus grande accordée au travail de terrain est à mettre en parallèle avec les missions d'exploration menées par des militaires (Bourguet, Lepetit, Nordman, Sinarellis, 1998). Il s'agit donc d'identifier et d'expliquer les coïncidences observées entre les modalités de structuration des savoirs géographiques et les projets politiques.

L'analyse vise à mettre en lien deux projets, celui politique, visant clairement le renforcement des cadres nationaux, et celui géographique, tendant à une institutionnalisation de la discipline sur des bases épistémologiques construites, dans la continuité avec la période précédente, sur les exigences d'universalisme et d'autonomie scientifique. En distinguant bien les spécificités propres à chaque cadre national participant à cette étude, le but est d'interroger surtout la coïncidence temporelle de la création de lieux et de projets géographiques et le renforcement des encadrements nationaux. L'hypothèse théorique qui soutient cette deuxième partie pose que la structuration d'une discipline géographique

s'accompagne de tensions plurielles, résumées dans le paradoxe d'affirmer un universalisme à toute épreuve alors que les champs politiques nationaux se renforcent parallèlement. I. Wallerstein rappelle que ce qui se joue dans le tournant entre le XVIII<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle consiste pour les sciences justement à se dégager de la philosophie et à se situer dans une zone de neutralité quant aux valeurs, esthétiques, éthiques ou politiques. Cela entraîne d'après lui une

barrière majeure entre la quête de la vérité et celle du bien et de la beauté, ce qui justifia la prétention des scientifiques d'être « neutre quant aux valeurs » (Wallerstein, 2004 : 14).

Pourtant, cette séparation franche ne trouve aucune effectivité assurée. D'ailleurs, les projets politiques profitent du processus engagé par les géographes et s'appuient sur celui-ci pour conforter l'échelon national, dans une mesure qu'il faut prendre. En rebondissant sur le titre de cette deuxième partie, la période 1815-1840 voit bien l'affirmation d'un « collectif » géographique, qui manifeste des velléités certaines de fondation disciplinaire, mais dont la mise en place indépendante et totale est encore perturbée ou contrainte par le facteur politique, pour une part, dont la mesure reste à prendre. Bien que l'on observe une prise de pouvoir effective dans le paysage scientifique européen d'un collectif géographique érigé en discipline, qui encourage des ambitions universalistes à la portée européenne, cette prise de pouvoir demeure contre-balançée par la réalité politique d'exacerbation nationale.

En quoi la structuration, au plan sociologique, institutionnel, méthodologique et épistémologique, des savoirs géographiques qui s'opère dans les années 1815 à 1840 articule-t-elle un souhait premier d'indépendance disciplinaire à visée universaliste et une influence politique entraînant son recentrage national ? Il s'agira de montrer comment la construction de cadres scientifiques pour une discipline géographique, dans toutes leurs dimensions et basés sur l'appropriation et l'investissement de l'idée d'universel et d'universalisme, constitue une rupture identitaire majeure en comparaison de la période précédente, tout en contribuant tout de même au renforcement des cadres étatiques nationaux dont les bases ont été jetées précédemment. Le chapitre 5 travaille dans un premier temps sur la construction des lieux du savoir géographique, en particulier les sociétés de géographie, et montre en quoi ces lieux sont fondés à la fois sur la distance et la proximité avec le pouvoir. Le chapitre 6 propose une réflexion sur la figure, ou plutôt les figures de géographes qui se développent alors entre le maintien d'une pluralité de pratiques et la tension vers la fin de l'amateurisme et une professionnalisation de la production géographique. Le chapitre 7 interroge ensuite le projet proprement épistémologique des géographes et les modalités de construction d'un discours géographique, en n'éludant pas ses incertitudes, et en faisant la part belle aux croisements avec les projets politiques nationaux. Le chapitre 8 vise, enfin, à évaluer les postures individuelles des géographes du *corpus*, dans un gradient de situations entre autonomie et hétéronomie par rapport au champ politique.

## Chapitre 5. L'établissement de lieux dédiés aux savoirs géographiques

Dans la décennie 1820, trois sociétés de géographie surgissent dans le paysage scientifique européen : celle de Paris en 1821, celle de Berlin en 1828 et enfin celle de Londres en 1830<sup>95</sup>. Ces fondations sont suivies tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle d'une kyrielle d'autres, aussi bien en Europe que dans le monde entier (voir la liste des fondations en annexe 4). Les trois premières sociétés possèdent cependant plusieurs spécificités. Tout d'abord, leur relative antériorité temporelle par rapport aux autres : il faut attendre véritablement le milieu du siècle pour constater une inflation géographique. De plus, elles se situent dans des villes symboliques, les capitales de grandes puissances européennes, ce qui leur confère une légitimité et une visibilité incomparables, par rapport notamment à celles de Francfort ou Mexico fondées dans la décennie suivante. Il faut véritablement attendre 1845 et la création de la société de géographie de Saint-Petersbourg pour trouver un équivalent. Associées à d'autres lieux de production des savoirs géographiques, en particulier la chaire de l'université de Berlin et les cours dispensés à la *Kriegsschule*, ces sociétés traduisent le processus d'institutionnalisation de la discipline géographique engagé en Europe, dont la France, la Prusse et la Grande-Bretagne constituent les fers de lance. Les sociétés fournissent une impulsion remarquable, car inédite, et encouragent la fondation ou le renforcement de nouveaux lieux : bibliothèques et cartothèques entre autres. D'emblée le décalage dans l'instauration de chaires universitaires entre ces trois pays apparaît tout de même frappant : dès le début des années 1820 pour la Prusse, alors qu'il faut attendre les années 1850 et 1880 pour la France et la Grande-Bretagne. Du côté prussien, on dispose en effet dès la fin des années 1820 d'un ensemble institutionnel solide où s'enseignent et se produisent les savoirs géographiques.

Le but de ce chapitre consiste à comprendre les enjeux qui président à l'activité des nouveaux lieux du savoir géographique en Europe, en mettant en lumière leurs points communs en termes de fonctionnement institutionnel, de préoccupations et d'objectifs scientifiques. L'analyse porte essentiellement sur les sociétés de géographie, qui symbolisent l'engagement dans la voie disciplinaire des géographes car elles lui sont dédiées, et sur leurs relations avec les autres institutions où l'on fait, écrit, enseigne ou diffuse de la géographie. Il s'agit aussi de cerner les liens que ces lieux entretiennent

---

95 Cette chronologie étonne, dans la mesure où Londres semble plus avancée sur le plan de l'exploration du monde que Paris et Berlin (en raison de l'existence d'un empire déjà étendu), et dans la mesure aussi où le gouvernement français est en 1820 plutôt conservateur. Mais en 1820, Londres dispose déjà de plusieurs sociétés scientifiques remplissant plus ou moins l'office d'une société de géographie : l'*African Association* notamment, ainsi que le *Raleigh Club* ou la *Palestine Association*. Du côté français, rien n'explique réellement ce soudain engouement, si ce n'est la volonté de faire date et de se distinguer. Pour ce qui est de Berlin enfin, cette fondation trouve place dans la suite des réformes engagées par Hardenberg et participe au renforcement de la capitale prussienne comme haut lieu de savoir. Elle bénéficie aussi sans conteste du retour définitif de Humboldt l'année précédente.



entre eux, ce qui pose la question du cadre de prédilection de la production géographique : en dépit d'ancrages nationaux évidents, les sociétés de géographie parviennent-elles à fonctionner en réseau à l'échelle européenne, voire mondiale ? Sont-elles alors en mesure de perpétuer l'ambition universaliste ? Autrement dit, comment la structuration disciplinaire qui passe par l'affirmation du cadre national, et par le renforcement du rôle des capitales politiques, peut-elle ménager des ambitions universalistes affichées ? Cette question soulève une contradiction essentielle qu'il s'agira de confirmer ou d'infirmer. En effet, il y a un hiatus à questionner entre des intentions universalistes affichées et la création de sociétés nationales, cloisonnées par des frontières étatiques. Il s'agit non seulement d'interroger ce paradoxe apparent, mais également de se pencher sur les spécificités nationales qui surgissent de cette institutionnalisation. Car, si en apparence chaque société fonctionne sur le même modèle que ses consœurs, leur inscription particulière dans des espaces politiques et culturels distincts suggère de rechercher des modalités de fonctionnement particulières. Cela confirmerait l'hypothèse selon laquelle la configuration spatiale et territoriale singulière dans laquelle les savoirs géographiques s'inscrivent influence les modalités de leur production, selon la problématique des savoirs situés. Dans le cadre de cette recherche, la question des liens avec le pouvoir se pose particulièrement : en quoi le politique peut-il être considéré comme un facteur structurant de l'animation des lieux de la géographie ? Dans quelle mesure favorise-t-il l'échelle nationale, au détriment d'une circulation transnationale et de la constitution d'un véritable réseau géographique ?

---

### **Discussion méthodologique 3 - Enjeux et apports du *spatial turn***

Avant d'engager l'analyse proprement dite des nouveaux lieux des savoirs géographiques, une discussion méthodologique préalable sur l'approche par les lieux s'impose. Loin de ne porter que sur les faits de localisation, chers aux géographes, l'entrée par les lieux de savoir ouvre sur bien des questionnements qui animent l'ensemble des sciences humaines et sociales. Depuis une quinzaine d'années, l'espace s'est affirmé comme une catégorie pertinente pour interroger les faits sociaux et historiques. Au même titre que pour signaler l'incursion de la culture, du genre, des catégories subalternes, on parle désormais du *spatial turn* dans les sciences humaines et sociales. Convoqué aussi bien par les historiens que les sociologues ou les économistes, l'espace a supplanté l'histoire jusqu'alors catégorie dominante dans les travaux modernes (Staszak, 2001). Ce renversement de priorité va de pair avec une posture idéologique, la fin de l'Histoire, bien décrite par Francis Fukuyama dans son ouvrage *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* (1992). À partir des années 1970, F. Fukuyama considère la fin progressive des dictatures en Europe (Espagne, Portugal, Grèce) et en Amérique latine, ainsi que le début de l'éclatement du bloc soviétique et conclut sur la disparition des obstacles à la démocratie et au libéralisme. Dans la mesure où ceux-ci n'ont plus d'entraves, la guerre devient de plus en plus improbable : la démocratie libérale prendrait alors à sa charge le désir de reconnaissance qui fait, selon l'auteur, l'essence de l'homme. C'est dans cette perspective de fin de

l'Histoire que le *spatial turn* trouve ses développements et qu'il imprègne les différents champs scientifiques. Comme le constatent en 2010 Yann Calbérac et Aurélie Delage dans l'introduction d'un numéro de la revue *Tracés*, consacré à la question « À quoi sert la géographie ? », les géographes n'ont en effet plus le monopole de l'espace (Calbérac et Delage, 2010). Cette catégorie est au contraire l'objet de multiples convoitises disciplinaires, qui y trouvent l'occasion d'un renouveau problématique et analytique<sup>96</sup>. Penser par l'espace et en particulier par la catégorie du lieu, non sans poser quelques difficultés théoriques et méthodologiques, tend ainsi à devenir une approche partagée par les sciences humaines et sociales.

L'histoire des sciences ne fait pas exception au tournant spatial : ce champ y puise depuis plus de dix ans l'inspiration pour étayer théoriquement une histoire spatiale du savoir. Cette tendance a trouvé son développement premier dans l'histoire globale et notamment coloniale, voulant rompre avec une vision unilatérale et hégémonique située uniquement du point de vue de l'homme blanc et conquérant. La sphère anglophone a, dans ce domaine, jeté beaucoup de bases à la réflexion, reprises ensuite largement en France. L'approche par l'espace et les lieux a d'abord consisté à décentrer le regard et à envisager les lieux dans toute leur pluralité : ceux du centre métropolitain, mais aussi ceux des périphéries colonisées, ceux de l'entre-deux circulatoire, et à toutes les échelles. Ce sont les travaux d'Edward Said qui ouvrent la voie à un déplacement du regard (2003). L'apport majeur de E. Said réside surtout dans l'idée que toute construction, savante ou littéraire, n'est au fond qu'une représentation, ni vraie ni fausse, mais porteuse des valeurs d'un contexte politique et social spécifique :

Ou encore, une certaine représentation, toutes les représentations, parce qu'elles sont des représentations, ne sont-elles pas d'abord enchâssées dans la langue, puis dans la culture, les institutions, tout le climat politique de celui qui les formule ? Si c'est bien le cas (ce que je crois), nous devons alors être prêts à accepter le fait qu'une représentation est *ipso facto* impliquée, entrelacée, enchâssée dans beaucoup d'autres choses en dehors de la « vérité », qui est elle-même une représentation. Cela doit nous amener à considérer méthodiquement les représentations (vraies ou fausses, la distinction n'est, au mieux, qu'une question de degré) comme occupant un domaine commun que définit pour elles, non un unique sujet commun qui leur est inhérent, mais un certain univers du discours, une histoire, une tradition communs. (Said, 2003 : 454)

E. Said invite ainsi l'environnement discursif, et pas seulement le discours lui-même, approche qui fait *florès* en sciences humaines. On retrouve ces influences en France dans les travaux des historiens H. Blais, F. Deprest et P. Singaravélou qui ont dirigé ensemble *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial* (2011) ou du côté de la géographie chez Pascal Clerc (2011). Les études en contexte colonial et, plus généralement, et dans le domaine des *subaltern studies* ont constitué un terreau fertile au questionnement sur les lieux de savoir. Elles ont montré que l'espace structure et influence des situations sociales, culturelles, politiques, etc., et qu'en fonction du type d'espace ou de

---

<sup>96</sup> Le tournant spatial recouvre en effet d'autres champs que la géographie : en histoire, il a notamment permis une considération nouvelle des catégories de paysage ou de culture (Torre, 2008) ; en historiographie littéraire, certains auteurs ont mis en évidence une récente importance de la spatialisation de l'écriture littéraire (Cabo Aseguinolaza, 2011).

lieux dont on parle, les configurations spatiales et donc sociales évoluent. Ces études ont introduit surtout la question essentielle de la position, celle des acteurs comme du chercheur : en fonction du lieu où l'on se trouve, le tableau change d'exposition et divers éléments sont alternativement mis en lumière. Le tournant spatial contribue donc, de fait, à réinterroger les conditions mêmes d'expression de discours antérieurs. Par la mobilisation de l'espace comme catégorie première, ce sont ainsi toutes les productions scientifiques (celles des géographes comme des autres) qui sont repensées et ré-envisagées. Cela permet notamment de dénaturer les catégories de pensée scientifiques, mais, ce faisant, cela peut aussi déstabiliser. Comme l'explique I. Lefort dans un récent article, le tournant spatial ne contribue pas tellement à une sur-valorisation de la géographie dans le champ des sciences humaines, car cela place les géographes en première ligne sur le front de la remise en question épistémologique (Lefort, 2014).

Le tournant spatial, bien que porteur sans doute de quelques tourments, se révèle cependant particulièrement riche. C'est notamment par cette vision des choses que la question des lieux s'impose peu à peu en histoire des sciences, à travers la problématique des savoirs situés, que je fais mienne dans le cadre de ce travail. De la même manière que n'importe quel autre fait historique, la production, la diffusion et l'appropriation des savoirs ne s'envisage pas de la même manière selon l'endroit où l'on se trouve. Le *spatial turn* s'invite donc en histoire des sciences par un effort de décentrement, mais s'impose ensuite comme une approche des plus pertinentes pour comprendre et retracer l'histoire des savoirs. Comme l'écrit Ch. Jacob dans l'introduction au premier tome des *Lieux de savoir*, les apports de la géographie à l'histoire semblent infiniment riches :

Dans quelle mesure la géographie ouvre-t-elle un accès à l'histoire des savoirs ? Les rapports de distance et de proximité, la relativité de tout centre par rapport à ses périphéries, les pragmatiques d'un lieu-carrefour dans un espace de flux et de trajectoires, la notion de réseau, s'appuyant sur les points qui en définissent la structure comme sur la matérialité des voies de communication qui assurent l'acheminement des personnes, des biens et des informations : tels sont les différents facteurs qui déterminent une échelle géographique et permettent d'appréhender les phénomènes historiques de la mobilité culturelle (...). (Jacob, 2007 : 33)

L'espace devient à ce titre une catégorie essentielle de l'histoire des sciences, convoquée de plus en plus et dans bon nombre de sphères culturelles. Même si la primauté de son importation revient à l'anglosphère, par les travaux du duo composé par D. N. Livingstone et Ch. Withers dès la fin des années 1990 (Livingstone et Withers, 1999, 2005 ; Livingstone, 2003 ; Withers, 2007), ces questionnements investissent également largement les sphères française et allemande. Du côté français, l'immense travail réalisé par Jacob et ses collaborateurs pour parvenir à deux tomes des *Lieux de savoir* (tome 1 : « Espaces et communautés », 2007 ; tome 2 : « Les mains de l'intellect », 2011) symbolise l'intérêt très fort porté à cette thématique. Son introduction au tome 1 possède une valeur synthétique :

La spatialité est ici considérée comme un élément qui structure toute activité humaine : si les religions, les arts, les littératures ont pu être étudiés et éclairés sous la forme de l'atlas, il en va

de même des savoirs et des sciences, des langues et des techniques. Mettre le lieu au premier plan revient à s'interroger sur les modalités de l'inscription spatiale des savoirs : espaces d'interaction et de performances, constitué par les acteurs qui s'y rassemblent, dans le temps d'un événement unique ou cyclique ; lieu matérialisé et construit, qui se prête à l'accumulation de l'archive comme au déploiement des instruments et des objets, et qui en vient à refléter une conception particulière du savoir, indépendamment des individus qui le pratiquent : écoles, laboratoires, musées, bibliothèques, *scriptoria*. L'émergence de ces lieux dédiés, fixes ou éphémères, ouvre la voie à une approche dynamique des savoirs : en termes de zones d'influence, de forces centrifuges et centripètes, mais aussi de circulation et de traduction. (...) Fonder, délocaliser, circuler, explorer, converger, déployer un réseau, aller du centre vers la périphérie, agir depuis le centre sur la périphérie, autant d'actions qui nous semblent constitutives d'une histoire spatiale des savoirs : ces opérations inspirent un questionnement portant aussi bien sur la matérialité des voies de communication que sur les dynamiques sociales de la circulation, autant sur la construction des configurations locales et régionales que sur leur représentation réflexive, dans les textes savants eux-mêmes. (*ibid.* : 24-25)

Ch. Jacob objective ici un véritable programme de recherche, au cœur duquel l'espace prend une valeur structurante sur l'histoire des savoirs. L'approche par l'espace et les lieux constitue de ce point de vue une vraie plus-value théorique, dans la mesure où elle ouvre à de nouveaux champs et thèmes de recherche et permet de poursuivre le décentrement analytique engagé par les *subaltern studies*. D'un point de vue méthodologique, le *spatial turn* invite de plus à croiser plusieurs échelles, en partant de l'idée qu'un changement d'échelles modifie les modalités de production des savoirs, à l'échelle du collectif mais aussi des individus. Ce postulat est pour moi d'une importance capitale, dans la mesure où cette recherche convoque et articule ces différentes échelles. Les lieux de savoir ne valent donc pas uniquement par les configurations spatiales qu'ils dessinent, mais aussi par leur performativité, c'est-à-dire par leur capacité à influencer la production et la circulation des savoirs. Cette notion de performativité n'est d'ailleurs pas sans intérêt pour qui veut essayer de cerner les modalités de l'articulation entre savoir et pouvoir. Jérôme Denis rappelle ainsi la nouvelle conception de la performativité, après son développement permis par le tournant linguistique, a des implications pour saisir des objets d'étude économiques, sociaux voire politiques. Il donne quelques clés de lecture et d'utilisation de ce concept, que je reprends ici à mon compte :

La définition renouvelée de la notion de performativité n'est pas sans conséquence politique. Sous ces nouveaux visages, celle-ci apparaît comme un moyen de lutter contre toute tentation naturaliste ou au contraire culturaliste. Dès lors que le caractère performé de certaines dimensions de notre réalité est mis en lumière, elles peuvent être à nouveau publiquement débattues. (...) Comprendre la part performative des activités qui constituent notre monde, c'est-à-dire comprendre en quoi elles sont en partie composées d'actes de langage situés, distribués et éprouvés, c'est ainsi refuser d'admettre aveuglément, et trop vite, les « naturalités » de toutes sortes : scientifiques, organisationnelles, économiques, juridiques. (Denis, 2006 : 9)

Ce programme recouvre les préoccupations du *spatial turn* et de la problématique des savoirs situés, qui visent aussi à mettre en lumière que les discours ne peuvent pas être naturalisés.

Ce souci qui se développe en France depuis quelques années est largement partagé par les historiens britanniques et allemands, et en des termes très proches ; la question de l'histoire spatiale

des savoirs semblant à ce titre générer un consensus européen. Livingstone formule ainsi les grandes lignes qui structurent sa perception :

Scientific knowledge is made in a lot of different places. Does it matter where ? Can the location of scientific endeavor make any difference to the conduct of science ? And even more important, can it affect the content of science ? In my view the answer to these questions is yes.<sup>97</sup> (Livingstone, 2003 : 1)

D'une manière comparable, la sphère allemande a aussi pris acte de ce tournant. On le constate notamment à travers les travaux de Karl Schlögel, qui mène depuis les années 2000 des recherches sur l'impact du *spatial turn* dans l'ensemble des sciences humaines et sociales germanophones. Dans son ouvrage de synthèse, *Im Raumen lesen wir die Zeit*, il note le *Wiederkehr des Raums* (le retour de l'espace) (Schlögel, 2006 : 11) qui modifie les approches des disciplines : intérêt porté sur les faits de localisation et de répartition, curiosité pour les questions réticulaires, pour K. Schlögel, à la manière du tournant global, le tournant spatial propose un nouveau point de vue et ouvre ainsi de nouvelles perspectives. I. Schröder, dans son récent ouvrage *Das Wissen von der ganzen Welt* (2011), dans lequel elle défend une vision historique globale de la production des savoirs géographiques entre 1790 et 1870, prend aussi acte de la domination du *Paradigma des Raumes* (le paradigme de l'espace) dans la sphère allemande (Schröder, 2011 : 15). À son tour, et plus spécifiquement à propos de la géographie, elle convoque les faits de localisation pour mieux comprendre l'organisation spatiale de la production géographique du début XIX<sup>ème</sup> siècle. Elle se penche notamment sur les lieux centraux que sont les capitales Berlin, Londres et Paris à cette époque, et sur les effets de périphérisation de certains espaces. Les flux et réseaux, les faits de circulation identifiables, trouvent aussi une place dans son analyse. I. Schröder commente aussi les effets de l'incursion générale du *Raumdebatte* dans l'historiographie contemporaine, en soulignant les difficultés que cela peut engendrer :

Die neuere Raumdebatte hat, wie oben angedeutet, vor den Geschichtswissenschaften nicht haltgemacht. Und so wird inzwischen, vor allem was die deutsch- und englischsprachige Historiographie betrifft, eine Vielfalt an Thesen und Themen mit dem wiederentdeckten Raumparadigma verknüpft. Während einige den interdisziplinären Dialog mit den Kommunikations- und Medienwissenschaften bevorzugen und vorrangig auf soziologische Theoreme rekurrieren, um so die soziale Konstruiertheit von Örtlichkeit und Räumlichkeit zum Gegenstand historischer Analyse avancieren zu lassen, versuchen andere, klassische sozialhistorische Arbeitsfelder, wie die Stadtgeschichte, in einer verräumlichten Perspektive umzuschreiben.<sup>98</sup> (*ibid.* : 15)

Par cette analyse, elle prend à la fois acte de l'appropriation générale de la catégorie spatiale et de son utilisation différentielle. Dans les paragraphes liminaires de son ouvrage, elle pose ainsi l'intérêt du

---

97 Traduction : La connaissance scientifique est produite en bien des lieux. Est-ce que cela importe vraiment de savoir où ? La localisation d'une entreprise scientifique peut-elle faire une différence dans la conduite de la science ? Et encore plus important, cela peut-il affecter le contenu scientifique ? De mon point de vue la réponse à ces questions est oui.

98 Traduction : Comme précisé plus haut, le nouveau débat sur l'espace ne s'est pas arrêté devant les sciences historiques. Il a été entre-temps accompagné, surtout dans l'historiographie en langue allemande et anglaise, d'une multiplicité de thèmes et de thèses sur le paradigme spatial redécouvert. Quand quelques-uns affectionnent le dialogue interdisciplinaire avec les sciences de la communication et des médias et se réfèrent en premier lieu à des théorèmes sociologiques, dans le but de promouvoir la construction sociale du lieu et de l'espace au rang d'objet de l'analyse historique, d'autres essayent de circonscrire le champ classique de l'histoire sociale, comme l'histoire urbaine, dans une perspective spatialisée.

recours à l'approche spatiale, qui offre une perspective décentrée, et souligne aussi les difficultés induites par cette approche. À l'instar d'autres ouvrages d'histoire des sciences choisissant au moins partiellement cette approche, celui d'I. Schröder soulève une question récurrente : celle de la mise en œuvre méthodologique de l'approche par les lieux de savoir. Car si l'injonction de la convocation de l'espace, catégorie générique déclinée de manière ponctuelle (lieu, *place*) ou zonale (*Raum*), semble partagée, son traitement n'apparaît pas toujours clairement et pèche par un défaut conceptuel et une méthode souvent réduite à faire la nomenclature des lieux de savoir. Séduisante et innovante sur le papier, l'approche spatiale en histoire des sciences peut vite se révéler en acte une simple liste ou la juxtaposition d'espaces anecdotiques sans toujours un effort synthétique d'analyse qui l'accompagne. Les propositions faites trouvent pourtant grâce, et à très juste titre, aux yeux des historiens et géographes qui s'intéressent à l'histoire de la discipline ; mais les outils conceptuels et méthodologiques du géographe, alors même que l'on plébiscite l'espace, ne semblent pas toujours conviés à la fête. Sans discuter aucunement de l'intérêt scientifique de ces études et de ce courant, je ne m'interroge donc pas moins sur les manières de les convoquer et de les utiliser. Alors que le XIX<sup>ème</sup> siècle construit un système scientifique basé sur l'historicisme, le XXI<sup>ème</sup> semble prendre le tournant du géographisme, puisque l'espace est désormais revendiqué par de nombreuses sciences sociales. Mais, dans un effet de symétrie, historicisme et géographisme posent tous les deux la question du déterminisme et du possibilisme, de la structure et de la superstructure. Il ne faudrait pas, passant de l'un à l'autre, oublier de questionner précisément ce qui relève de la dialectique de la nécessité et de la contingence ; dialectique que le *spatial turn* a trop tendance à évacuer à mon avis.

Les difficultés à surmonter et les efforts à mener sont à mon avis de plusieurs ordres, mais ressortissent tous d'un défaut fréquent de réflexion théorique sur ce que recouvre cette approche. Tout d'abord, la question des objets qui se cachent sous les termes génériques « espace » et « lieu » me semble problématique. En effet, l'approche spatiale ouvre à une inflation des lieux de savoirs envisagés : les institutions, les réseaux, les tribunes, les faits mobilitaires sont intégrés et de l'échelle la plus grande à la plus petite. Cela ne pose pas de problème en soi, mais plutôt dans la mise en place d'une analyse systématique qui doit intégrer des lieux de tailles, de formes et d'échelles variées. Ainsi quelle cohérence donnée à cet ensemble d'objets disparates et qui, même s'ils s'intègrent dans une même problématique, n'en recouvrent pas moins des réalités plurielles ? Cela a à voir, dans un second temps, avec le traitement souvent anecdotique de ces lieux : la forme de la liste l'emporte parfois sur une réflexion systémique, comme si l'exhaustivité et la singularité autorisait à faire l'économie d'une vraie analyse qui ne comporte pas seulement une prise de conscience que les lieux comptent mais s'interroge sur le pourquoi et sur l'interaction des facteurs qui y concourent. Un troisième écueil réside dans l'oubli partiel des méthodes et outils géographiques, qui pourraient pourtant conduire à identifier des facteurs explicatifs et donc à dépasser le travail, nécessaire mais insuffisant, de nomenclature. Cet oubli ne concerne pas tant les concepts (réseau, circulation, localisation, etc) que leur articulation : la

dialectique des échelles si souvent convoquée n'est que rarement menée à son terme. Bien souvent, on observe une présentation de lieux dont le rayonnement varie, mais peu nombreuses sont encore les réflexions véritables sur la notion d'échelle. En quoi notamment les lieux peuvent-ils être considérés simultanément à différentes échelles et en quoi cela éclaire l'organisation spatiale du savoir ? Voici quelques questionnements qui pourraient en tirer parti. De plus, l'oubli souvent général des outils graphiques et surtout cartographiques dont disposent les géographes et qui pourraient apporter un éclairage significatif sur ces questions me paraît très préjudiciable. Il n'est pas rare en effet de trouver des ouvrages revendiquant une approche par l'espace et les lieux qui ne présentent aucune production graphique et surtout cartographique (Livingstone, 2003 ; Schröder, 2011). Or, si l'on s'accorde sur le fait que l'approche spatiale apporte une plus-value dans l'étude des savoirs, pourquoi le consensus ne concerne-t-il pas non plus l'intérêt de la représentation des lieux ? Cela permettrait de dépasser la simple nomenclature et d'engager une vraie analyse, en mettant par exemple la localisation des lieux de savoir en lien avec les lieux de pouvoir.

Toutes ces réflexions animent le champ de l'histoire des sciences et constituent un des enjeux des prochaines années : tirer tout le parti possible de l'approche par les lieux, par l'espace et par le territoire. Car ce sont toutes ces catégories qui sont concernées ; et la variété de situations qu'elles recouvrent offrent d'innombrables possibilités. Je m'inscris pleinement dans ce courant et tente à l'occasion de mes recherches, de faire la preuve que le *spatial turn* peut, et doit, apporter davantage en termes de réflexion sur les modalités de production des savoirs scientifiques. Quelques auteurs proposent déjà une vraie réflexion théorique à ce sujet, et notamment le philosophe J.-M. Besse dont les travaux portent depuis plusieurs années sur l'histoire de la géographie. Dans un article de 2004, il soulève les principales difficultés et suggère quelques pistes méthodologiques et théoriques. Il commence par avancer l'objectif à atteindre :

Il faut aller plus loin, surtout, que l'idée selon laquelle l'espace constitue un simple cadre ou un contexte de l'analyse. Il faut considérer l'espace comme une dimension déterminante dans la fabrication du savoir scientifique, et, surtout, comme une clé pour la compréhension des mécanismes de cette fabrication. En particulier, il faut s'intéresser plus précisément aux spatialités, matérielles et symboliques, qui sont mises en œuvre dans la production, la diffusion et la réception des idées scientifiques considérées du point de vue social mais aussi du point de vue logique et méthodologique. (Besse, 2004 : 404)

Trois directions de recherche appuient cette proposition et doivent constituer un guide méthodologique :

- l'organisation des espaces du savoir géographique ; - les parcours effectués concrètement par l'information géographique au sein de ces espaces ; - les représentations spatiales ou exactement les schèmes spatiaux constitutifs du savoir géographique (*ibid.* : 406)

Je retiens particulièrement des propositions de J.-M. Besse l'attention accordée aux schèmes spatiaux, qui me semble relativement absente des études des spatialités du savoir. Cela fait d'ailleurs écho à des travaux antérieurs réalisés en géographie, et auxquels il serait sans doute bon de revenir et de croiser

pour les enrichir : d'une part ceux portant sur les représentations et d'autre part l'ensemble des travaux touchant aux lieux eux-mêmes, ou *places* dans l'anglosphère. N'y aurait-il pas en effet matière à redécouvrir les apports d'Armand Frémont (1976), Yi Fu Tuan (1977) ou plus récemment Guy Di Méo (2008), en matière de représentations, pour questionner la nature et la valeur des schèmes spatiaux présidant à la production et à la circulation de savoirs géographiques ainsi qu'à leur fondation institutionnelle ? Et encore plus à relire les textes fondateurs de Bernard Debarbieux dans la sphère française en ce qui concerne la valeur affective et profondément culturelle des lieux (2001, 2010) et des hauts lieux (1993) ? Pourquoi dès lors ne pas envisager les lieux de savoir dans une perspective représentationnelle, où les schèmes spatiaux comptent aussi comme des facteurs de l'organisation spatiale ? La prise en compte des sociétés de géographie comme hauts lieux de la nouvelle spatialité des savoirs géographiques paraît par exemple une entrée des plus riches. Cette proposition de J.-M. Besse me semble d'une grande portée heuristique, dans la mesure où elle permet à la géographie de participer activement à l'édifice théorique et méthodologique du *spatial turn*, dont elle peut paraître parfois un peu dépossédée.

Le tournant spatial ouvre donc des voies innombrables et renouvelées en histoire des sciences, en particulier en termes d'objets, comme en témoignent la floraison contemporaine des travaux en la matière. Mais la conjugaison de cette approche avec les outils déjà existants de la géographie ne semble pas toujours évidente. Sans prétendre à une solution définitive de cette question, puisque l'approche spatiale connaît de réguliers amendements, je souhaiterais, à l'occasion des réflexions suivantes sur la restructuration des lieux de production et de circulation des savoirs géographiques, engager un vrai dialogue entre les ambitions portées par le *spatial turn* et l'outillage géographique apte à l'enrichir. Cela passe notamment par une attention particulière portée à la cartographie des lieux et spatialités, à travers un effort cartographique et graphique, que je choisis de placer au seuil de ce chapitre.

-

La première partie de ce chapitre consiste donc en une réflexion cartographique et graphique sur la situation des savoirs géographiques dans la période 1815-1840. La suite du chapitre 5 revient ensuite sur ce *corpus* cartographique et graphique liminaire, en examinant dans un premier temps les modalités institutionnelles et fonctionnelles de la construction des nouveaux lieux du savoir géographique en Europe, en prenant spécialement en compte les sociétés de géographie. Ensuite, il s'agit de mesurer les implications de ces nouveaux lieux dans les réseaux et les systèmes de circulation des savoirs géographiques. Enfin, un dernier temps de ce chapitre vise à mesurer la proximité géographique mais aussi sociale ou économique des nouveaux lieux symboles de la montée en discipline des savoirs géographiques avec la sphère politique, et ce en comparant les trois aires culturelles de cette recherche.



## **A) Une cartographie des lieux de savoirs géographiques : interroger le triangle Berlin-Paris-Londres.**

Une entrée cartographique, centrée sur les sociétés de géographie que l'on peut identifier comme des hauts lieux des savoirs géographiques pour cette période, me paraît heuristique pour comprendre la nouvelle organisation qui prévaut à partir des années 1815-1820 pour la production et la diffusion des savoirs géographiques. De ces nouveaux et symboliques lieux que sont les sociétés de géographie découlent de nouvelles interactions spatiales et scientifiques, qu'il s'agit d'identifier. À la manière de Ch. Grataloup, je convoque ici l'outil graphique dans le but de cerner la géographie de ce moment historique où se construisent de nouveaux lieux (Grataloup, 1996). Faisant le constat que l'usage de données statistiques est subordonné à leur existence même, Ch. Grataloup appelle, notamment dans ses *Lieux d'Histoire*, à une utilisation renouvelée de la cartographie et de la chorématique :

Cette géographie historique se trouve dans une situation comparable à celles de l'histoire économique ou de la démographie historique. La barrière de la statistique réduit la portée du renouvellement éventuel de la géographie historique par l'utilisation de modèles d'analyse de l'espace des sociétés. C'est là que, peut-être, une modélisation plus simplement graphique peut procurer quelques avantages. (*ibid.* : 14)

À partir d'outils géographiques et graphiques simples, ce parcours liminaire vise à embrasser « les spatialités matérielles et symboliques » (Besse, 2004 : 404), réelles et idéelles de la fondation des lieux géographiques. Toutes les productions graphiques suivantes sont à lire d'une manière systémique, comme les composantes d'une cartographie générale, mais non exhaustive, des lieux du savoir. Elles ne représentent que des propositions de travail, dont le caractère simplificateur est pleinement assumé, mais qui doivent permettre de saisir les logiques spatiales à l'œuvre. À la manière de J.-M. Besse (2004), je propose un itinéraire cartographique et graphique en trois temps. Un premier moment cartographique de localisation des sociétés et des lieux qui leur sont liés paraît nécessaire : il s'agit d'interroger la situation géographique des centralités souhaitées du savoir géographique. Un deuxième moment vise à saisir les organisations réticulaires concourant à leur fonctionnement. Enfin, une dernière étape essaye d'envisager les schèmes spatiaux présidant à la création des sociétés de géographie et engage donc un raisonnement réflexif. Le *corpus* graphique est dans un premier temps présenté de manière brute et groupée. Ce choix résulte de la volonté de rassembler en un seul bloc les enjeux de spatialité, qui font l'objet dans la suite du chapitre de convocations régulières et croisées.

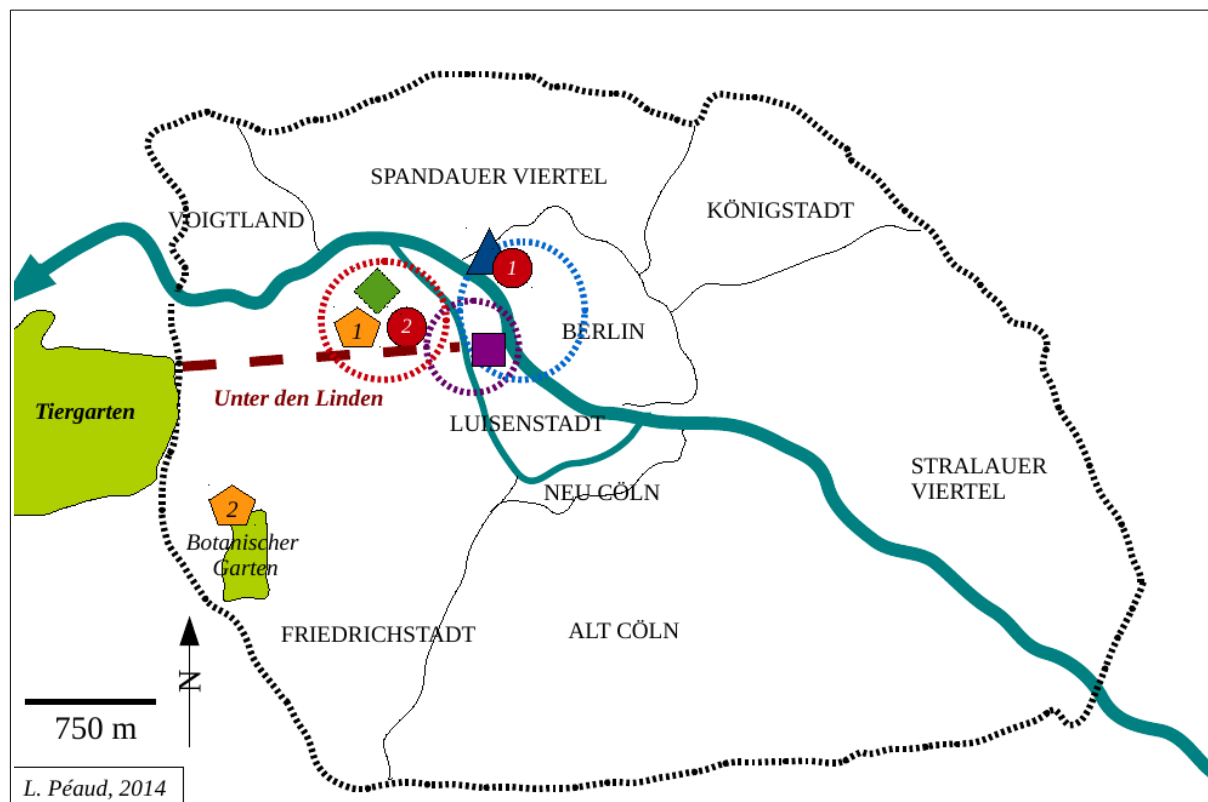
### **1 – Localisation du savoir et de pouvoir dans les trois capitales**

Les cartes proposées ci-dessous ne prétendent à aucune exhaustivité de localisation des lieux du savoir dans les trois villes. Elles entendent plutôt faire apparaître des hauts lieux du savoir en général, du savoir géographique en particulier et de leur situation par rapport aux lieux du pouvoir de ces capitales politiques. Les effets de centralité peuvent être accentués par l'échelle choisie, mais les cartes sont calquées sur les délimitations de l'époque. À ce titre, les arrondissements présents sur la carte de

Paris sont ceux en vigueur de 1795 à 1860, avant qu'ils ne soient réorganisés en vingt arrondissements que l'on retrouve encore aujourd'hui.

a) Berlin : la force de l'axe Unter den Linden

31. Carte des lieux de savoir, de la géographie et du pouvoir – Berlin (1815-1840)



1. Éléments du site

- ..... Limite de la ville
- Limites de quartier
- La Spree

2. L'axe du pouvoir

- Stadtschloss
- Unter den Linden, l'axe pouvoir-savoir de Berlin
- Quartier central du pouvoir
- Centre historique et religieux
- ▲ Académie militaire (Kriegsschule)

3. Hauts lieux du savoir et des savoirs géographiques

a) Les lieux hauts de savoir

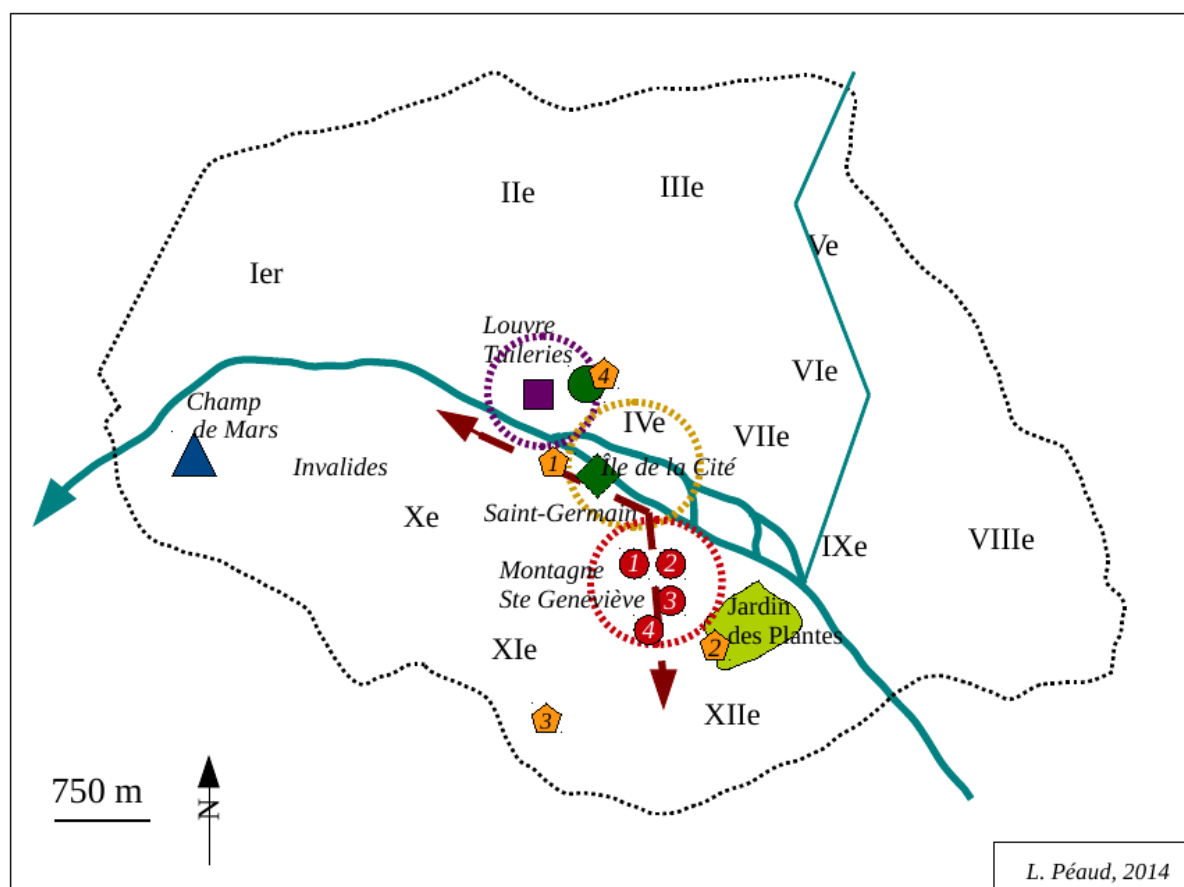
- Zone de concentration du savoir
- Hauts lieux du savoir :  
1. Académie des Sciences  
2. Jardin et musée botanique
- Hauts lieux d'enseignement :  
1. Kriegsschule, 2. Université

b) Le haut lieu géographique

- ◆ Société de géographie

b) Paris, la centralité historique du savoir

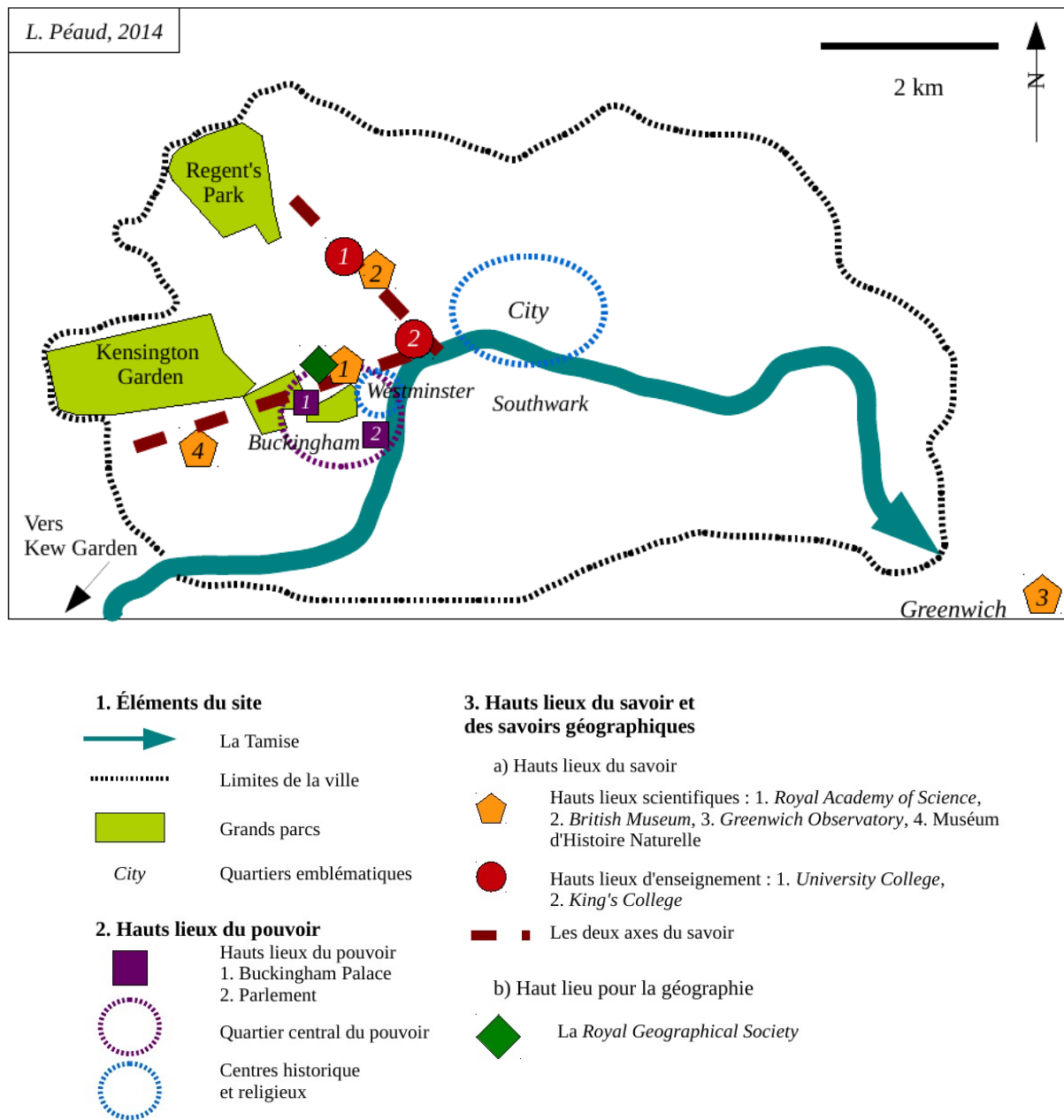
32. Carte des lieux de savoir, de la géographie et du pouvoir – Paris (1815-1840)



- |  |  |
|--|--|
| <b>1. Éléments du site</b>             | <b>3. Hauts lieux du savoir</b>  |
| ..... Limites de la ville              | ● Hauts lieux d'enseignement : 1. Sorbonne, 2. Collège de France, 3. École Polytechnique, 4. École Normale Supérieure          |
| → La Seine                             | ○ Centre historique du savoir  |
| — Canal Saint-Martin                   | ● Hauts lieux du savoir : 1. Académie des Sciences, 2. Muséum d'Histoire Naturelle, 3. Observatoire, 4. Bibliothèque Nationale |
| Ier Arrondissements                    | → Le double axe du savoir parisien   |
| Ile de la Cité Quartiers emblématiques |  |
| <b>2. Lieux de pouvoir</b>             | <b>4. Haut lieu pour la géographie</b>   |
| ■ Palais royal                         | ◆ Société de géographie  |
| ○ Quartier central du pouvoir          | ● Dépôt des cartes et plans  |
| ○ Centre historique et religieux       |  |
| ▲ Champ de Mars, haut-lieu militaire   |  |

c) Londres, entre dispersion et axialité du savoir

33. Carte des lieux de savoir, de la géographie et du pouvoir – Londres (1815-1840)

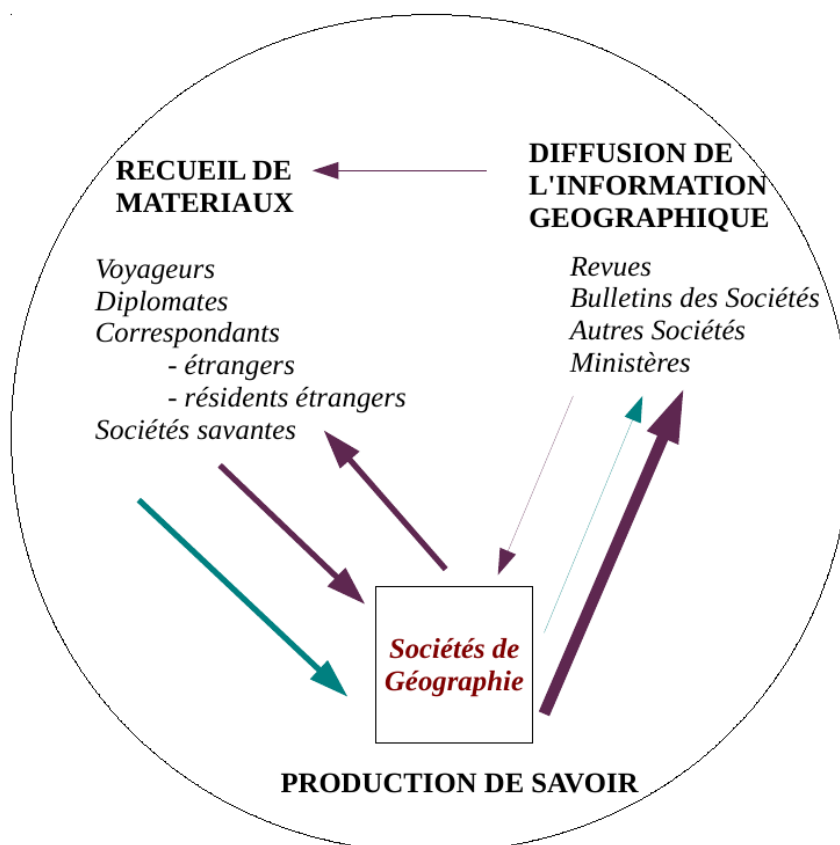


## 2 – Circulation, mobilité et réseaux

Ce deuxième temps graphique propose une réflexion sur les liens noués par les sociétés de géographie avec les autres acteurs et échelles intervenant dans l'élaboration des savoirs géographiques. Elle cherche à interroger la réalité de centralité voulue des sociétés de géographie.

### a) Les sociétés de géographie, pivots de la chaîne d'information géographique

#### 34. Le réseau de l'information géographique



#### 1. Géographie du réseau

<b>RECUEIL PRODUCTION MATERIAUX</b>	Les trois étapes du savoir géographique
<i>Voyageurs</i>	Acteurs de la chaîne géographique
<b>Société</b>	Les sociétés, pivots de la chaîne géographique

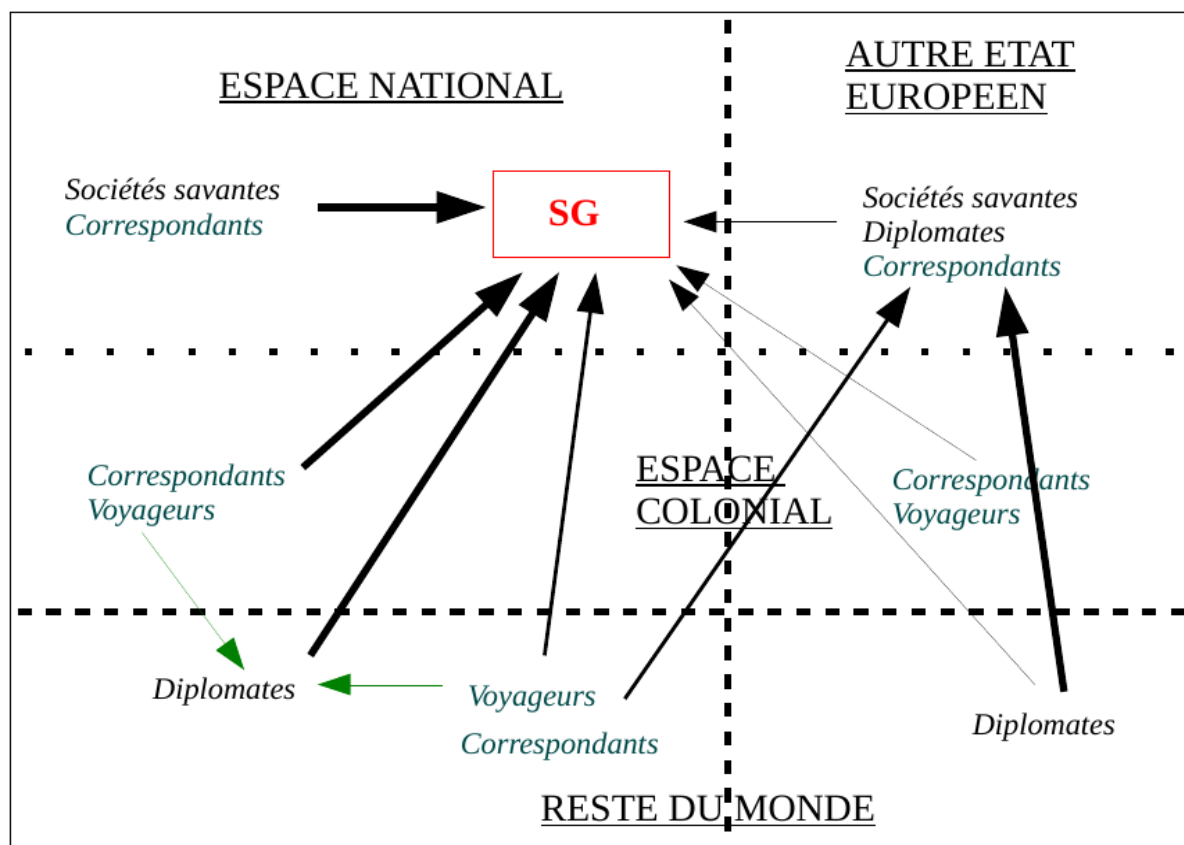
#### 2. Flux et mobilité de l'information

	Flux matériels (ouvrages, échantillons, etc)
	Flux immatériels (idées, instructions ou demandes géographiques)
	Plus ou moins grande intensité des flux

b) Les sociétés de géographie au centre d'un réseau de correspondances scientifiques

À partir des correspondances nouées par les sociétés de géographie, la figure 35 représente le réseau des différents acteurs scientifiques grâce auxquels elles entretiennent et développent un champ géographique, dans une volonté de perpétuer l'idéal de la République des Lettres.

35. Les sociétés de géographie ou l'idéal de la République des Lettres ?



**1. La convocation de tous les espaces**

<u>ESPACE COLONIAL</u>	Espace convoqué
-----	Porosité des frontières
.....	Proximité avec l'espace colonial
<b>SG</b>	La centralité des sociétés de géographie

**2. La convocation de tous les acteurs**

<i>Sociétés savantes</i>	Acteurs collectifs
<i>Voyageurs</i>	Acteurs individuels

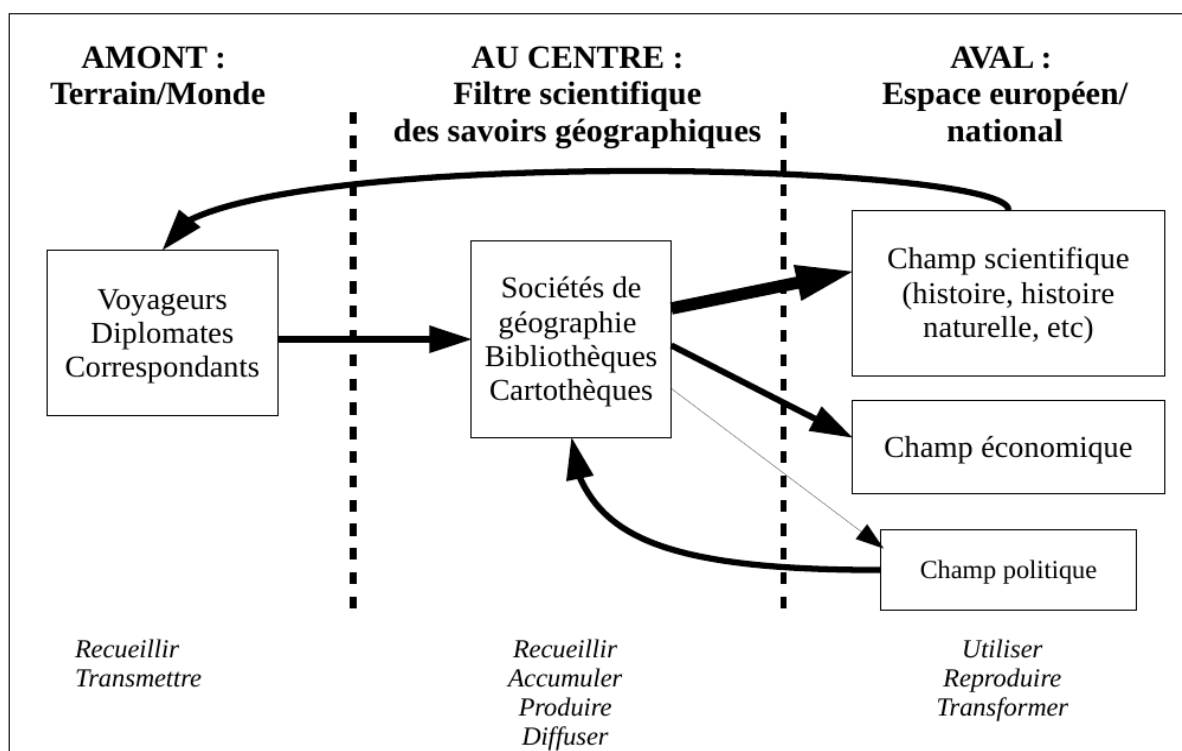
**3. Des flux transfrontaliers traduisant l'idéal de la République des Lettres ?**

→	Vers les sociétés de géographie	→	Intensité variable des flux
→	Entre acteurs	→	

### 3 – Essai graphique : quelle place pour les sociétés de géographie ?

Ce dernier moment graphique cherche à interroger les schèmes idéels, en particulier spatiaux, qui animent les sociétés de géographie, considérés comme hauts lieux de la géographie. En suivant la proposition de J.-M. Besse (2004), il s'agit là d'interroger non plus seulement les réalités matérielles qui rendent ces lieux tangibles, mais aussi de tenter d'identifier les dimensions immatérielles, idéelles, qui les traversent et qui président pour une part à leur construction. À partir de l'analyse du discours des différents acteurs, il s'agit de les retranscrire grâce à l'outil graphique, de tracer la carte mentale du projet géographique. L'outil graphique devient alors un moyen de réflexion théorique et systémique, qui a pour but d'embrasser un schème général. Il sera par la suite intéressant d'en envisager la complexité, en tenant compte de la pluralité d'acteurs qui le construisent, et de le confronter au(x) schème(s) politique(s).

#### 36. Ériger les sociétés de géographie en nouvelles centralités scientifiques



## **B) La construction de lieux dédiés à l'activité géographique**

La spécificité de la période 1815-1840 est la construction de nouveaux lieux pour la géographie, au premier rang desquels les sociétés de géographie, et le renforcement de la part prise par les savoirs géographiques dans des espaces du savoir déjà existant. Ce qui tranche avec la période précédente réside dans le caractère dédié de certains lieux aux savoirs géographiques, à leur production, diffusion, discussion ou accumulation. Et au contraire de la période précédente, ces créations ne sont pas le fait des autorités politiques, mais des collectifs géographiques eux-mêmes, dans l'esprit de Malte-Brun dans ses *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire* (1807-1814) de fédérer un groupe de géographes. Seulement, les sociétés de géographie, que l'on peut qualifier de « hauts lieux » (Debarbieux, 1993) de la géographie du XIX<sup>ème</sup> siècle, possèdent une matérialité physique et une pérennité que n'avait pas la revue. De plus, elles sont animées d'une volonté de durer et de s'inscrire fortement dans le champ scientifique européen, d'assurer leur autonomie. Le fait que ceux qui se reconnaissent comme géographes décident de prendre en main la construction disciplinaire des savoirs géographiques fait sens. Il s'agit de montrer en quoi les différents lieux fondés, ou renforcés, à cette période, qui s'articulent tous aux sociétés de géographie, relais et carrefours de la production et diffusion de savoirs géographiques, traduisent une volonté collective de structurer un espace disciplinaire.

### **1 – Les sociétés de géographie : les hauts lieux des savoirs géographiques**

Quelques recherches existent sur les sociétés de géographie, notamment en France l'ouvrage de Dominique Lejeune, *Les sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au 19<sup>ème</sup> siècle* (1993). Mais cet ouvrage, comme les articles consacrés à ce sujet, sont souvent de l'ordre de la notice : ils prennent acte du mode de fonctionnement de ces sociétés (adhésion, différents types de séance), de leur sociologie (nombre et origine des membres) et de leur évolution, mais se penchent finalement assez peu sur les finalités qui les sous-tendent. Avec ce que J.-M. Besse appelle les « schèmes spatiaux » (2004), il s'agit au contraire ici d'envisager la construction de ces lieux comme faisant sens et participant de la fondation d'un espace disciplinaire.

Baliser et étendre la géographie des savoirs géographiques, assurer et pérenniser la matérialité des savoirs géographiques, tel pourrait être, en résumé, l'objectif commun des sociétés de géographie parisienne, berlinoise et londonienne. Cela passe par la symbolique des lieux, chargés de rendre publics et visibles l'existence d'un nouveau champ disciplinaire et ses objectifs. Les trois sociétés dans des quartiers emblématique des capitales, à proximité d'autres hauts lieux du savoir (voir figures 31 à 33). La Société de Géographie de Paris s'installe successivement au 12 rue Taranne (1821), au 36 passage Dauphine (1827), au 23 rue de l'Université (1833) puis au 3 rue Christine (1853). Elle reste donc dans le quartier de l'Odéon et de Saint-Germain des Prés, qu'elle occupe encore aujourd'hui, au 184 boulevard Saint-Germain, dans un bâtiment dédié depuis 1878. La *Gesellschaft für Erdkunde zu*



*Berlin* ne dispose pas de lieu fixe avant 1899, alors qu'elle prend place dans le Palais Fürstenberg, au 23 de la Wilhelmstrasse, qui est aussi le ministère des Affaires Étrangères, bâtiment dans lequel elle reste jusqu'à après la guerre (Lenz, 2003). Les membres se rassemblent ici et là, chez certains membres, comme Ritter qui accueille plusieurs séances, ou bien dans certaines salles de l'Académie des Sciences, mais toujours dans le quartier historique central. L'absence de lieu dédié en propre ne facilite pas l'activité de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, dont les séances se tiennent à une fréquence moindre que les autres et signalent une activité moins forte (Surun, 2006(a)). Mais même si elle n'est pas physiquement matérialisée, cette société s'inscrit dans la même logique d'institution d'un haut lieu géographique. Enfin, la *Royal Geographical Society* s'installe dans un premier à Whitehall Place et à partir de 1854 au 21 Regent Street, à proximité immédiate de Buckingham Palace. Les trois sociétés possèdent une histoire différente, qui explique les différences de situation et de fonctionnement. La société parisienne ne possédera ses propres locaux qu'en 1878 (Lejeune, 1993) ; avant cette date, elle loue ses lieux de réunion, grâce aux cotisations de ses adhérents et aux dons ou facilités accordés par certains mécènes : à partir du moment où la charte de la Société de Paris est approuvée par le roi en 1827, elle dispose de quelques facilitations matérielles. La société est en effet déclarée d'utilité publique (*ibid.*) et voit converger les bonnes volontés vers elle, en particulier celles des ministres de Louis XVIII qui font partie de ses membres. Le ministre de la marine Chabrol de Crouzol, alors président de la société, octroie par exemple une aide à la famille de Malte-Brun en 1827 (BSGP, 1827 ((S1, T7)) et facilite le transfert d'informations entre son ministère et la société. À Berlin, c'est un système de débrouillardise qui prime dans le domaine pratique, ce qui s'explique par des adhésions moins nombreuses et une affiliation moins évidente avec les sphères du pouvoir. Par contre, du côté de Londres, la situation financière est plus aisée. D'une part, car la cotisation est grande et le nombre de membres important depuis le début, d'autre part car le parrainage immédiat de la société par le roi Guillaume IV lui octroie d'emblée quelques avantages. La première résolution adoptée à Londres rappelle bien

that the Society, having been honoured with the gracious patronage and permission of His Majesty, be called « The Royal Geographical Society of London .»<sup>99</sup> (BRGS, 1831 (T1) : viii)

La filiation est donc clairement annoncée et assumée.

Toutes présentent donc des particularités en termes de contexte de fondation ou de disposition matérielles et financières dont elles disposent. Mais pour autant, les sociétés, dans leur matérialité même, représentent ce que B. Debarbieux appelle des « lieux de condensation » (2010 : 28) . Cette expression paraît ici appropriée, pour deux raisons : ces sociétés sont les lieux de sociabilité d'un collectif géographique qui décide de se rassembler autour d'un projet partagé, autour d'une identité à construire.

---

<sup>99</sup> Traduction : que la Société, ayant été honorée par le gracieux patronage et la permission de Sa Majesté, est appelée « La Société Royale de Géographie de Londres »

37. Les trois sociétés aujourd'hui (en haut à gauche la *Royal Geographical Society* ; en bas à gauche la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* ; à droite la Société de Géographie de Paris)



©L. Péaud

#### a) Développer des lieux de sociabilité...

Lieux de condensation, ces sociétés le sont d'abord car elles rassemblent des hommes autour d'un projet et aspirent à faire société. La lecture des statuts des trois associations fait apparaître un premier point commun : fonder un collectif, rassembler toutes les forces vives pour participer à l'édification d'un champ disciplinaire solide et légitime. C'est le sens de la lettre adressée par Barbié du Bocage, Fourier, Jomard, Langlès, Letronne, Malte-Brun, Rossel, Walckenaer le 7 novembre 1821 au Roi Louis XVIII, qui paraît dans le premier *Bulletin* :

Dans l'article 4 du règlement arrêté par cette Société, à sa seconde séance, il est dit : *Les Étrangers sont admis au même titre que les Régnicoles.*

L'article 3 du même règlement porte que *les personnes qui se sont déclarées Souscripteurs jusqu'à la nomination de la Commission Centrale, forment la Société de Géographie.*

Tous ceux qui veulent concourir au but que se propose la Société, qui veulent participer à ses travaux, et qui partagent les espérances qu'elle a conçues dans le zèle et les lumières des Hommes éclairés de toute l'Europe, sont prévenus que la Société se réunira le 15 décembre prochain, à huit heures du soir, dans une des salles de l'Hôtel de Ville, pour se constituer définitivement en nommant, aux termes de son Règlement, son Bureau et sa Commission centrale.

Ceux qui, d'ici à cette époque, désirent faire partie de la Société, doivent verser, avant le 10 dudit mois de décembre, la somme de 36 francs, montant de la cotisation annuelle, entre les mains de M. Chapellier, notaire, rue de la Tixeranderie, n°13 ; il leur sera délivré une quittance avec laquelle ils devront se présenter le jour de l'Assemblée, afin d'être inscrits sur la liste des Membres de la Société qui doivent procéder en ce jour deux nominations. Il sera délivré, ce jour-là, à tous les Membres présents, un exemplaire imprimé du Règlement, et la Liste imprimée des Souscripteurs. (BSGP, 1822 (S1, T1) : 2-3)

Les fondateurs de la société parisienne en appellent à tous les individus intéressés par l'avancement du savoir géographique. Et ce, par-delà les appartenances nationales, comme ils le soulignent : ce sont bien « tous ceux » qui veulent participer de cette aventure qui sont conviés, moyennant une cotisation. Le même esprit préside aux fondations des sociétés berlinoise puis londonienne. Le succès est cependant inégal : Berlin ne rassemble qu'une trentaine de membres à sa fondation alors que Paris en compte 217 et Londres plus de 530, cela sans compter pour aucune les membres étrangers honoraires. L'ampleur du collectif n'est donc pas comparable, mais dans les trois contextes nationaux se structure un désir scientifique inédit autour d'un noyau de passionnés.

Ce qui soude ces premières sociétés ne relève pas seulement d'un désir scientifique, mais d'une capacité à faire corps et à construire les modalités d'une sociabilité géographique. Il serait trop long et fastidieux de faire la liste exhaustive des pratiques qui attestent d'un fonctionnement de club, qui reprend celui des sociétés savantes, mais quelques exemples peuvent éclairer cette idée. Tout d'abord, si l'on se penche sur la sociologie des membres, une forte appartenance à l'élite, politique, aristocratique ou grand-bourgeoise apparaît, qui a été bien mise en évidence par D. Lejeune du côté français (Lejeune, 1992, 1993). Les membres font ainsi corps, ils se reconnaissent comme appartenant de la même classe sociale : des réseaux de familiarité et d'adhésion se dessinent ainsi assez nettement. Du côté britannique, les premiers adhérents proviennent ainsi quasiment tous du monde militaire (BRGS, 1831 (T1)) : les savoirs géographiques apparaissent comme une occasion supplémentaire de se réunir, mais prolongent en fait des habitudes sociales depuis longtemps admises. Les sociétés développent cependant des modes de sociabilité fondés sur quelques pratiques structurantes. Pour commencer, le principe d'un rassemblement régulier est adopté par chacune d'elles, c'est le premier moyen de faire société. Ensuite, au cœur même des activités de ces clubs se trouvent des pratiques destinées à accroître les liens entre les membres. Des repas ont parfois lieu, en grand ou petit comité : Humboldt rappelle très souvent dans sa correspondance qu'il déjeune avec tels ou tels membres des sociétés parisiennes ou berlinoises. En 1830 par exemple, il écrit à son ami Arago qu'il doit rencontrer le comte de Montalivet :

M. de Montalivet sans doute comme effet de tes bontés pour moi m'a fait inviter à dîner pour demain ; malheureusement je ne puis accepter, me trouvant engagé chez le comte Sébastiani ; je tâcherai d'aller le soir chez M. Odilon et chez M. de Montalivet (...) (Humboldt, 1907 : 95)

La sociabilité géographique se télescope parfois avec d'autres obligations mondaines, mais elle fait alors partie intégrante des habitudes humboldtiennes. Parmi ces pratiques de sociabilité se trouve celle de l'éloge, que l'on rend à un collègue en qui l'on reconnaît soit un pair soit un mentor. Cela passe par plusieurs moyens : l'écriture d'éloges à proprement parler ou la tenue de festivités. Ainsi, un décès donne généralement lieu à une rubrique nécrologique insérée dans les bulletins, comme c'est le cas en 1826 à la société parisienne pour Barbié du Bocage, un ancien président très largement salué pour son engagement et ses travaux (BSGP, 1826 (S1, T5)). D'autres occasions plus festives donnent aussi lieu à

des effusions élogieuses assorties de *satisfecit* collectif, ainsi lors de la fête donnée à la société berlinoise lors du retour de voyage de Ritter en 1838. Le président Lichtenstein signale combien cet événement s'inscrit dans la dynamique d'un collectif bien plus vaste :

Das Gefühl der Einheit und Gesamtheit, das die Gesellschaft bei dieser Gelegenheit, ihrem verehrten Führer gegenüber, durchdrang, und das durch Herrn Mindings sinnigen Dichtergruß noch erhöht ward, mag als das bedeutendste Symptom ihres gefunden und kräftigen Zustandes betrachtet werden, mag allein und für sich genügend, Zeugniß ablegen von dem Erfolg ihrer zehnjährigen Wirksamkeit und es rechtfertigen, wenn alle frommen Wünsche hier in den einen zusammengefaßt werden, dass dieser Geist der Eintracht, der Lehrsamkeit und Lernbegierde fortan und für immer der herrschende unter uns bleibe !<sup>100</sup> (BGFE, 1838 (T5) : 6)

Les occasions de saluer un confrère se transforment ainsi bien souvent en *satisfecit* collectif. Encore dans le registre de l'éloge ou de l'hommage se trouve la nomination au titre de membre d'honneur. C'est une pratique partagée par les trois sphères : en général tous les ans, chaque société accorde cet honneur à de nouveaux membres. En 1837, la société berlinoise fait la liste de tous les *Ehren-Mitglieder* (membres d'honneur) qu'elle a décorés jusque là :

38. Les membres d'honneur de la *Gesellschaft für Erdkunde* (1828-1837)

Année	Membres d'honneur nommés
1832	Alexander von Humboldt Leopold von Buch
1833	Robert Brown Philipp Friedrich von Siebold Hamilton de Lindsan General Lieutenant H. M. De Rock
1836	Alexander Burnes John Ross P.H.L.von Boguslawsky
1837	Se Durchlaucht der Fürst Maximilian zu Wied

Ce tableau fait apparaître plusieurs éléments. Tout d'abord, ces membres sont nommés avec parcimonie, c'est aussi le cas pour Paris et Londres, les statuts précisent bien pour chacune d'elles que le nombre de membres ordinaires mais que les membres honoraires ne peuvent représenter qu'une petite partie du contingent total. Ce statut possède donc un caractère distinctif très fort. Celui-ci se double en général d'une autre caractéristique, pas entièrement visible pour le cas berlinois : les membres ainsi honorés sont généralement étrangers. Cette remarque n'est pas anodine. Elle montre, en lien avec d'autres pratiques, que la sociabilité géographique ne se cantonne pas au niveau national, mais s'envisage à l'échelle européenne.

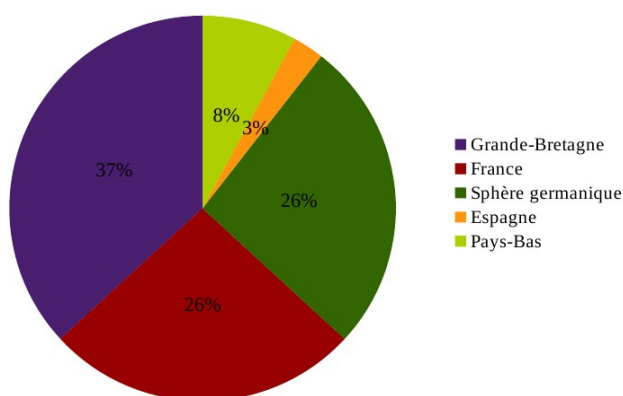
100 Traduction : Le sentiment d'unité et d'ensemble, qui a traversé la société à cette occasion, par rapport à son estimé guide, et qui a augmenté encore grâce au chantant poème de salutation de Herr Mindings, peut être compris comme le plus significatif symptôme de sa situation forte et fondée, peut être seulement et en soi suffisamment le témoin du succès de son activité depuis dix ans et le justifie ; que tous nos vœux pieux soient ici un jour rassemblés, que cet esprit de concorde, d'activité d'apprentissage et d'avidité à apprendre règne pour toujours parmi nous sur tous les autres !

Cette réalité s'aperçoit également à travers les correspondances engagées par les sociétés et les recensions des ouvrages. Les correspondances couvrent ainsi un large spectre (voir plus bas dans le chapitre) et se distinguent surtout par leur plurilinguisme : on constate ainsi que la langue nationale est parfois abandonnée au profit d'une autre langue, dans le but de favoriser le dialogue ou de le pérenniser. Par exemple, Humboldt passe souvent de l'allemand au français en fonction de son destinataire, Jackson ou Barrow de Londres correspondent régulièrement avec Jomard en français (BRGS, 1838 (T8)). Les recensions et échanges de livres font aussi apparaître une sociabilité à échelle européenne : la pratique du don et contre-don, telle que l'entend le sociologue M. Mauss (1923-1924) excède ainsi le cadre national pour dessiner une sociabilité géographique continentale. Une petite analyse des recensions britanniques sur quelques années fait bien apparaître cette réalité :

#### 39. Recensions de la *Royal Geographical Society* entre 1835 et 1840

Origine du livre	1835	1836	1837	1838	1839	Total par aire
Grande-Bretagne	10	2	1	1		14
France		1	3	3	3	10
Sphère germanique		3	2	3	2	10
Espagne			1			1
Pays-Bas			2		1	3
Total par volume	10	6	9	7	6	38

#### 40. Provenance des livres recensés par la *Royal Geographical Society* entre 1835 et 1840



Dans les premières années, la *Royal Geographical Society* fait la part belle aux ouvrages de langue anglaise (cela se voit aussi dans les numéros antérieurs), mais ensuite elle intègre de plus en plus de critiques de livres de langue française ou allemande. Ces deux sphères reviennent le plus souvent, mais la présence d'ouvrage en espagnol ou en néerlandais attestent d'une ouverture européenne. La sociabilité géographique s'élargit donc au-delà des capitales et de l'espace national.

b) ... destinés à accélérer le progrès des savoirs géographiques

Il s'est formé un grand nombre de Sociétés destinées à accélérer les progrès des Sciences et à propager certaines parties des connaissances humaines ; mais jusqu'ici, il n'a existé aucune association qui eût pour unique but la connaissance du globe que nous habitons, qui ait voulu appeler les hommes éclairés de toutes les nations à concourir, par leurs travaux et leurs richesses, au perfectionnement des Sciences géographiques si intimement liées à l'avancement de toutes les autres Sciences, aux progrès de la civilisation, à l'anéantissement de toutes les haines et de toutes les rivalités nationales, et à l'amélioration des destinées de l'espèce humaine. (BSGP, 1822 (S1, T1) : 1)

Tels sont les motifs qui ont dirigé les fondateurs de la Société de Géographie de Paris. Lieux de sociabilité, les sociétés de géographie se définissent aussi et surtout comme les lieux de reconnaissance d'une légitimité scientifique, construite sur un programme et des objectifs que l'on retrouve par-delà les frontières. Car c'est bien sûr ce qui anime la création *ex nihilo* de ces lieux dédiés à la géographie : porter un projet, dont les sociétés ne représentent que la tribune publique et physiquement identifiable. L'esprit des fondateurs procède à ce titre d'une certaine universalité, que l'on constate dans les premiers articles des statuts des sociétés. Du côté parisien, l'article premier indique ainsi les buts fixés :

Article 1 : « La Société est instituée pour concourir aux progrès de la Géographie ; elle fait entreprendre des Voyages dans les contrées inconnues ; elle propose et décerne des prix ; établit une correspondance avec les Sociétés savantes, les Voyageurs et les Géographes ; publie des relations inédites ainsi que des ouvrages, et fait graver des cartes. » (BSGP : 1822 (S1, T1) : 3)

Le programme est très simplement énoncé, et se résume dans la première phrase : les progrès de la géographie. Cette expression dit à la fois tout, c'est-à-dire la reconnaissance et les efforts en direction d'une affirmation renforcée d'un champ scientifique, et à la fois très peu, puisqu'aucune définition précise n'est donnée. Une grande latitude d'interprétation est laissée derrière ce terme, libre aux membres d'y mettre ensuite ce qu'ils veulent. Du côté berlinois, le programme fixé possède de nombreux points de concordance avec son aînée :

Artikel 1 - Der Zweck der Gesellschaft ist Beförderung der Erdkunde, im weitesten Sinne des Worts, durch freie Mittheilung.<sup>101</sup> (BGFE, 1833 (S1, T1) : NP)

La profession de foi de la société de géographie de Berlin se distingue par sa brièveté, le reste des statuts étant consacré aux modalités de fonctionnement (fréquence des réunions, élection du bureau, etc). Ce court premier article laisse lui aussi toute liberté à l'interprétation du mot *Erdkunde* (le fait d'écrire la géographie du monde). Il faut noter la distinction entre le français et l'allemand : alors que le français ne différencie pas les faits du récit, l'allemand le fait en utilisant deux mots (*Geographie* pour la réalité géographique, *Erdkunde* pour le récit scientifique que l'on en fait). Pour autant, ce que recouvre la géographie à écrire demeure encore dans le domaine de l'indéterminé. Carl Ritter

---

101 Traduction : Le but de la société est la promotion de la géographie, au sens le plus vaste du terme, grâce à une libre communication.

développe d'avantage les enjeux scientifiques dans son discours inaugural, sans pour autant lever tout à fait le voile :

Ausbildung des Menschen durch den Planeten, Ausbildung des Planeten durch das Menschengeschlecht. Der grosse Umfang dieses, seit Herder, erst in seinem ganzen Zusammenhange gedachten, humanen Themas, hat der allgemeine Erdkunde, bei jedem Denkenden, schon zu allen Zeiten, in der Seele aller Cultur-Völker, durch alle Zweige der Wissenschaften, der Natur, der Gelehrsamkeit, ein so weites Feld gebahnt, dass nur zu oft die einzelnen, hiezu gehörigen Thatsachen, leicht und öfter vereinzelt und nicht zu einem Wissenschaftlichen Ganzen gehörig erschienen. (...) Nur Neuheit und Originalität der geographischen Forschung, Entdeckung, Betrachtung, Mittheilung, wird bei der beschränkten Zeit der Versammlungen wünschenswerth, da Wiederholungen des Bekannten, und weitläufigere Erdsterungen für andere Zwecke dienlich seyn mögen.<sup>102</sup> (*ibid.* : 3-4)

Il insiste notamment sur la difficulté à structurer le champ des savoirs géographiques, éparpillés, et plaide pour que les travaux de la société engage une unification. L'activité des sociétés doit donc dans son esprit concourir à circonscrire le champ des savoirs géographiques, encore incertains. L'insistance sur le caractère neuf et original des communications est d'importance, car cette exigence anime les trois sociétés qui ont à cœur de proposer une actualisation des informations géographiques. Ritter a toutefois bien conscience des obstacles dans le contexte berlinois : le temps réduit des séances, ainsi que le faible nombre de membres qui l'enjoint plus loin à noter les difficultés à nouer des liens avec les sociétés sœurs (*Schwester-Vereine* ; *ibid.* : 4). Enfin, du côté britannique, les progrès de la géographie constituent également, et logiquement, la pierre d'angle de la *Royal Geographical Society* :

It was submitted that, among the numerous literary and scientific societies established in the British metropolis, one was still wanting to complete the circle of scientific institutions, whose sole objects should be the promotion and diffusion of that most important and entertaining branch of knowledge, Geography. That a new and useful Society might therefore be formed, under the name of The Geographical Society of London. That the interest excited by its department of science is universally felt ; that its advantages are of the first importance to mankind in general, and paramount to the welfare of a maritime nation like Great Britain, with its numerous and extensive foreign possessions.<sup>103</sup> (BRGS, 1831, T1 : viii)

L'annonce formulée par la *Royal Geographical Society* fait écho à la proposition française, dans la mesure où elle insiste sur le caractère d'utilité de la géographie, d'un point de vue à la fois universel et

---

102 Traduction : Formation de l'humanité par la planète, formation de la planète par l'espèce humaine. L'immensité de ce thème humain, envisagé seulement depuis Herder à travers l'ensemble des relations entre les éléments, a construit le champ si vaste de la géographie générale, à travers l'apport de chaque penseur, de chaque époque, à travers l'âme de tous les peuples civilisés, à travers tous les objectifs des disciplines, de la nature, des sciences, que bien trop les faits particuliers, singuliers, et assez souvent isolés n'apparaissent pas comme constituant les parties d'un tout. (...) Seules la nouveauté et l'originalité dans la recherche, la découverte, l'approfondissement et la communication géographiques trouvent leur place dans le temps réduit des séances [de la société], mais la répétition des éléments déjà connus et les autres préoccupations étendues qui concernent la Terre peuvent servir à d'autres buts.

103 Traduction : Il fut soumis que, parmi les nombreuses sociétés littéraires et scientifiques établies dans la métropole britannique, une désirait encore compléter le cercle des institutions scientifiques dont les seuls objets doivent être la promotion et la diffusion de la plus intéressante et divertissante branche de la connaissance, la géographie ; qu'une nouvelle et utile société peut par conséquent être formée, sous le nom de société géographique de Londres ; que l'intérêt produit par son département scientifique est universellement ressenti ; que ses avantages sont de première importance pour l'espèce humaine en général, et capital pour le bien-être d'une nation maritime telle que la Grande-Bretagne, avec ses nombreuses et étendues possessions extérieures.

national, et où elle fait état de sa position dans le champ des sciences. Par ces petites précisions, elle se positionne sur la même ambition que ses sœurs parisienne et prussienne : l'avancement général de la géographie, en tant que champ individualisé du savoir humain et en comparaison avec les autres sciences, mais d'une manière qui ne la définit pas d'avantage<sup>104</sup>. La lecture des textes fondateurs laisse ainsi à penser que si la volonté de créer une identité géographique est bien là, elle n'est pas encore clairement soutenue par un travail théorique et réflexif solide. Nous reviendrons sur cet aspect dans le chapitre suivant.

Les statuts initiaux donnent cependant quelques aperçus sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à cet objectif consensuel. Les objets à la charge de ces institutions, dans la variété de leur expression, ressortissent tous de la capacité de collecter et d'accumuler des matériaux (matériels, idéels ; textuels ou non), puis de les diffuser et de les mettre à disposition du plus vaste public possible. Elles doivent ordonner ce travail de collection et de publicité, en guidant tous ceux qui désirent concourir à l'avancement de la géographie. Ainsi, les sociétés de géographie se considèrent-elles également, peut-être parce que le monde change, comme les lieux de la mémoire géographique de leur époque ; mémoire construite sur la base des instructions qu'elles fournissent. C'est ce qui transparaît dans les précisions données par exemple par la *Royal Geographical Society* lorsqu'elle décline les objets qui l'occupent :

The objects, then of such a Society as is now suggested would be,

1. To collect, register, and digest, and to print for the use of the Members, and the public at large, in a cheap form and at a certain interval, such new, interesting, and useful facts and discoveries as the Society may have in its possession, and may, from time to time, acquire.
2. To accumulate gradually a library of the best books on Geography – a selection of the best Voyages and Travels – a complete collection of Maps and Charts (...)
3. To procure specimens of such instruments as experience shown to be most useful, and best adapted to the compendious stock of a traveller (...)
4. To prepare brief instructions for such as are setting out on their travels : pointing out the parts most desirable to be visited ; the best and most practicable means of proceedings thither ; the researches most essential to make (...)
5. To correspond with similar societies that may be established in different parts of the world ; with foreign individuals engaged in geographical pursuits, and with the most intelligent British residents in the various remote settlements of the Empire.
6. To open a communication with all those philosophical and literary societies with which Geography is connected (...)<sup>105</sup> (*ibid.* : vii-viii)

104 Si les projets portés par les trois sociétés se ressemblent, dans leurs objectifs et leurs modes de fonctionnement, il n'y a pas trace dans les bulletins d'une influence éventuelle exercée d'une société vers une autre. Cette influence existe nécessairement, mais elle n'est pas mise en avant. Seule la société berlinoise met régulièrement en avant ses *Schwestervereine*, ses sociétés sœurs, pour mesurer leur activité ou se comparer à elles. Mais rien ne dit explicitement le modèle ou la concurrence entre les sociétés.

105 Traduction : Les objets, maintenant qu'une telle société est suggérée, devraient être : 1. De collecter, enregistrer et assimiler, et d'imprimer pour l'usage des membres, et du public plus généralement, sous une forme bon marché et à intervalles réguliers, quelques faits nouveaux, intéressants et utiles et des découvertes que la société peut avoir en sa possession et peut de temps en temps, acquérir. 2. D'accumuler graduellement une bibliothèque des meilleurs livres de géographie – une sélection des meilleurs voyages et expéditions – une collection complète de cartes et de tableaux (...). 3. De procurer des exemplaires de quelques instruments que l'expérience a désigné comme les plus utiles et les mieux adaptés au bagage restreint d'un voyageur (...). 4. De rédiger de brèves instructions pour ceux qui se préparent à leurs voyages : en pointant les parties du monde les plus désirables de visiter ; les moyens les meilleurs et les plus pratiques sur place ; les recherches les plus essentielles à faire (...). 5. De correspondre avec des sociétés similaires qui peuvent être établies dans différentes parties du monde ; avec des personnes à l'étranger et engagées dans des buts géographiques,



Tout doit donc concourir à la collecte d'informations géographiques les plus nombreuses, variées et précises possibles. Ces objets identifiés à Londres sont aussi ceux que Paris et Berlin identifient comme leurs et qui constituent le guide de leurs travaux. En ce sens, les sociétés de géographie tendent à s'instituer en lieux d'un collectif mais aussi en lieux d'accumulation d'informations actualisées sur le monde contemporain : lieu donc des condensation pour les individus comme pour les données.

Pour satisfaire à cette ambition générale de couvrir le monde, les sociétés ressentent rapidement le besoin d'associer à leurs activités d'autres lieux qui leur sont connexes : des bibliothèques, comme cela apparaît d'emblée dans les statuts londoniens, mais aussi et surtout des cartothèques, dont la fondation devient rapidement un enjeu central et un point d'achoppement dans la reconnaissance de la discipline.

## **2 – Bibliothèques et cartothèques, ou le stockage du monde**

Alors que les sociétés engagent le plus grand nombre de personnes à contribuer à la production de matériaux géographiques, la question de leurs lieux d'archivage se pose rapidement. Ceux-ci vont prendre deux formes privilégiées : les bibliothèques et les cartothèques. Les sociétés de géographie développent progressivement un fonds bibliographique, à mesure que leur sont envoyés des ouvrages ou qu'elles les acquièrent. Les locaux de chacune des sociétés se doublent bientôt d'un autre lieu : un espace destiné à stocker la mémoire de leurs activités, en rassemblant leurs bulletins, mais aussi toute la production géographique européenne. En plus des bibliothèques, l'enthousiasme des géographes se porte sur les productions cartographiques, autres formes de retranscription de l'actualité géographique. Les sociétés cherchent donc, selon l'expression latourienne, à fonctionner en « centres de calcul » (1996) organisant autour d'elles le stockage et la circulation du savoir. Deux projets emblématiques voient le jour : un premier du côté français, avec la collection géographique souhaitée par Edme-François Jomard ; un second du côté prussien soutenu par Carl Ritter. À travers ces deux exemples se manifestent les enjeux liés à l'accumulation et au stockage des données géographiques centralisées par les sociétés, ainsi que les difficultés qui se posent encore à l'édification et à la reconnaissance d'une discipline géographique à part entière.

---

### **Gros plan 5 - Jomard ou la bataille du cabinet des cartes**

La création du cabinet des cartes au sein de la Bibliothèque royale relève d'une épopée de plusieurs décennies, alternant phase d'indépendance de ce département et bataille pour conserver son autonomie. Dès la fondation de la Société de Géographie de Paris, Jomard plaide pour la constitution d'un dépôt bibliographique et cartographique digne de ce nom, plus vaste et bénéficiant d'une réelle organisation, au sein de la Bibliothèque royale. Cette velléité s'était déjà manifestée sous Napoléon, alors que celui-ci souhaitait la création d'un vrai dépôt cartographique. Alors qu'au milieu des années

---

et avec les résidents britanniques les plus intelligents dans les colonies variées et reculées de l'Empire. 6. D'établir une communication avec toutes les sociétés philosophiques et littéraires avec lesquelles la géographie est liée (...).

1820, le projet de Description d'Égypte touche à sa fin et que son projet de musée égyptien est recalé, Jomard revient à la charge avec l'idée de créer un département de la Bibliothèque royale consacré à la géographie, sur le modèle anglais et prussien. Les dépôts cartographiques, à destination essentiellement militaire, se sont en effet multipliés dans ces deux sphères (Du Bus, 1932).

En 1828, quelques mois après sa nomination à la Bibliothèque, Jomard obtient satisfaction, puisque le ministre Martignac érige le Dépôt de géographie en cinquième département, dit « des cartes géographiques ». Cela lui confère évidemment plus d'indépendance et la possibilité de travailler en collaboration avec la Société de Géographie, avec laquelle Jomard sert de relais. Mais certains commissaires qui enquêtent sur la Bibliothèque, au sein d'une commission fondée à cet effet, sont assez critiques quant à ses actions. Jomard essaie de se prévenir des menaces en publiant en 1831 des *Considérations sur l'objet et les avantages d'une collection spéciale consacrée aux collections géographiques et aux diverses branches de la géographie*. Il doit en effet subir les attaques des autres directeurs de département sur la légitimité et l'indépendance du sien (Jomard, 1831). Malgré ses précautions, le ministère propose de replacer les cartes dans le département des livres et imprimés. Puis en 1832, la bibliothèque passant du ministère de l'Intérieur à celui de l'Instruction publique, le ministre Guizot supprime le dépôt des cartes et le rattache à celui des estampes. À partir de ce moment, la suite de la carrière de Jomard à la Bibliothèque royale consiste en une lutte incessante pour reconquérir l'indépendance perdue du dépôt. En 1835, il déclare que : « Le fait nouveau, c'est l'annihilation de la division géographique » (cité in Laissus, 2004 : 395).

Après presque deux décennies de bataille, Jomard présente en 1848, alors qu'il pressent de nouveaux bouleversements politiques, une nouvelle brochure, *De la collection créée à la Bibliothèque royale. Examen de ce qu'on a fait et de ce qui reste à faire pour compléter cette création et la rendre digne de la France*. Il y défend, comme il le fait depuis plus de vingt ans, l'utilité et la nécessité d'un fonds géographique indépendant.

Réunir sur un point les productions de tout genre auxquelles donnent naissance les sciences et les travaux géographiques pris dans leur plus grande généralité, les classer scientifiquement et dans le meilleur ordre, les conserver et les disposer de manière à recevoir les accroissements futurs ; enfin, les livrer à l'étude et les mettre à la disposition de tout le monde, tel est, en peu de mots, le principal objet de cette institution libérale. Les découvertes consignées sur les cartes étant le fruit des voyages et des excursions des ingénieurs et des explorateurs, les principales relations accompagnées de cartes et de tracés itinéraires font partie essentielle des productions géographiques qui sont à rassembler. (Jomard, 1848 : 11)

Il inscrit d'ailleurs cet objectif dans le processus général de structuration de la discipline géographique, qui doit selon lui disposer d'un espace où déployer ses collections grandissantes, symbole de l'importance toujours plus grande qu'elle prend dans le champ scientifique :

En un mot, les sciences géographiques marchent à grands pas ; ce n'est donc pas assez que de loger convenablement la collection telle qu'elle est ; il faut pourvoir à l'avenir ; cet avenir est facile à prévoir, le dépôt géographique doit s'étendre et s'enrichir de plus en plus par les

donations comme par les acquisitions ; il doit devenir un jour précieux pour les études historiques et scientifiques, utile et indispensable même pour les relations commerciales. Est-ce dans une pareille prévision qu'on pourrait songer à le restreindre ? (*ibid.* : 41)

Jomard développe, parallèlement à ce souhait, un argumentaire en faveur de l'établissement d'un musée ethnographique, destiné à rassembler les collections rapportées par les voyageurs. Il est d'ailleurs remarquable de noter que les projets ethnographiques se développent en même temps que la disciplinarisation géographique, comme ci l'un et l'autre s'alimentaient (Claval et Singaravélou, 1995 ; Robic, 2004). Ce projet est porté à la Société de Géographie de Paris par son collègue Roux de la Rochelle dès 1836 (BGSP, 1836 (S2, T6)). Le musée est adopté mais balbutie pendant quelques années, faute de moyens. Ses vœux semblent enfin entendus, puisqu'en 1854, le ministre Fortoul ressuscite le département, en soulignant qu'il veut en faire la base d'un musée d'ethnographie et des voyages. Mais de nouveau, le département est rattaché aux Estampes en 1858, à la grande fureur de Jomard à qui l'on répond qu'on ne sépare pas la géographie de l'histoire. Il faudra attendre 1942, malgré tous les efforts déployés par Cortambert son successeur, pour voir le département autonome.

---

### Gros plan 6 - Ritter et la collection géographique

Du côté de Berlin, un projet similaire voit le jour avec Carl Ritter : augmenter les collections géographiques et leur assurer une pérennité. La première bibliothèque royale de Prusse date de 1715 et comporte déjà une collection cartographique. Fondée par Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, ce n'est qu'un maigre fonds, alimenté seulement de cartes militaires. Même après l'achat en 1803 de la collection privée de Ludwig von Oesfeld qui possède des cartes de sa province en nombre, le département de la bibliothèque royale reste peu fourni en matière géographique. Mais en moins de cinquante ans, celui-ci prend une réelle ampleur, puisqu'en 1846, il compte 217 atlas et 972 cartes (Klempe, 1982). Gottlob Friedländer est alors le gérant de la bibliothèque, et il se pose la question au début des années 1850 du devenir de cette bibliothèque et des moyens de son développement.

Ce succès est en partie dû à l'activité de Ritter qui, comme à la *Gesellschaft für Erdkunde*, se fait l'animateur de cet autre lieu du savoir géographique. Quand il arrive à Berlin en 1820, il possède déjà de nombreuses cartes, mais à titre privé. Son objectif est de parvenir à réaliser une *öffentliche Sammlung* (*ibid.* : 154), une collection publique, qui soit accessible à tous et qui surtout réunisse les efforts particuliers. Les efforts de Ritter se poursuivent pendant plusieurs décennies, portant son fonds personnel au début des années 1850 à plusieurs centaines de cartes, alors que les collections de la Bibliothèque royale se développent aussi en parallèle. Mais son entreprise connaît aussi des revers, de même que celle de Jomard, qui tiennent à l'engagement partiel de l'État, celui-ci ne se mobilisant pas clairement pour un fonds géographique propre. Ainsi, quand en 1851 le chef du *Trigonometrisches Bureau* (bureau trigonométrique) de Berlin lui propose de lui vendre sa collection, Ritter est bien sûr tenté mais il souhaite avant tout que sa collection soit publique et appartienne à l'État. Or, l'État

prussien n'offre alors que 1000 Thaler et la collection part pour 1250 Thaler à l'étranger. Ritter accuse cette perte immense, de plusieurs milliers de cartes, mais ne se décourage pas.

Bientôt, une autre collection est à vendre, celle du Général Scharnhorst. Il possède environ 30000 cartes, estimées à 30000 Thaler par une commission. Ritter la défend devant les ministres, en vantant son intérêt historique, politique et national et remporte enfin un succès. Les cartes sont acquises par le gouvernement. Ritter essaye ensuite de monter un Institut des cartes à partir de la collection Scharnhorst, pour disposer définitivement d'un espace de stockage aux productions cartographiques et doter du même coup la géographie d'un autre lieu qui lui soit dédié. Il tente de convaincre le chef de la bibliothèque royale, Georg Heinrich Pertz, de créer un institut indépendant qui serait chargé de la gestion de la collection, de l'achat de nouvelles cartes et de leur classement. D'après Ritter, seuls 1000 Thaler seraient suffisants au fonctionnement annuel. Le ministre suit son conseil, et le *Königliche Kartographische Institut* (Institut cartographique royal) ouvre le 15 octobre 1856, qui doit « répondre aux attentes des géographes, des historiens, des naturalistes et des militaires » (*ibid.* :155). L'institut est géré par Heinrich Müller, qui met en place un catalogue des cartes et un classement (*Gliederung*) systématique des cartes, pour pouvoir s'y retrouver. Peu de moyens sont cependant disponibles, puisque Müller dispose d'environ 1800 Thaler pour le fonctionnement et de 500 pour achat de nouvelles cartes. La première année d'existence est malgré tout un succès : 557 volumes et 8540 cartes sont achetés. Pourtant, l'Institut est intégré à la Bibliothèque royale : le manque de moyen explique en grande partie la courte durée de son indépendance. Malgré les demandes répétées de Ritter jusqu'à la fin de sa vie pour conserver un peu d'indépendance, la fusion des deux organismes est inévitable.

Avec celui de Jomard, les deux projets ont ainsi en commun un grand étalement dans le temps et la persévérance des protagonistes pour le développement de la géographie. La défense et la constitution d'un fonds cartographique et géographique indépendant s'avère une œuvre de longue haleine, soutenue en grande partie par la dévotion de ces deux hommes. La différence est grande avec les dépôts militaires, qui eux bénéficient de plus grandes largesses. Ces exemples montrent donc à la fois l'enthousiasme qui anime alors les géographes de même que les difficultés liées à la création de lieux dédiés à leur activité.

### **3 – La mise en scène du monde ou les autres lieux de la géographie**

À côté des sociétés de géographie et de leurs bibliothèques, à côté des carto-thèques souhaitées, d'autres lieux entendent aussi constituer une mémoire de l'information géographique. Partagés ou particuliers, privés ou publics, une multitude d'endroits accueille cette information.

Tout d'abord, les matériaux et travaux géographiques ressortissent de lieux publics, des grandes institutions généralistes du savoir. Les géographes sont associés : jardins botaniques, muséums d'histoire naturelle notamment, dont les collections consistent largement en matériaux rapportés par

des voyageurs. Jean-Baptiste Bory de Saint-Vincent représente dans mon *corpus* l'archétype du voyageur en correspondance permanente avec un haut lieu scientifique, le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. Au début des années 1830, alors qu'il rédige son ouvrage sur la Morée, il demande régulièrement la permission de récupérer, pour lui ou ses collaborateurs, une partie des collections rapportées de sa mission :

Messieurs, poursuivant avec la plus grande activité la publication du voyage de Morée, et arrivant à l'histoire des Mollusques, je vous prie de vouloir bien autoriser Mr (sic) Deshayes qui a bien voulu se charger bénévolement de cette partie, à retirer sur mon reçu les mollusques fossiles et autres qui ont été rapportés par l'expédition afin de faciliter et accélérer son travail» (Fonds ancien « Am 632 » de la Bibliothèque Muséum d'Histoire Naturelle de Paris ; Le 8 mai 1832)

Dans une expédition scientifique faite par les ordres et aux frais du gouvernement, c'est au gouvernement qu'appartiennent les résultats et sur celle-ci il a naturellement destiné tous les objets d'histoire naturelle au Muséum. (*ibid.* : le 5 novembre 1834)

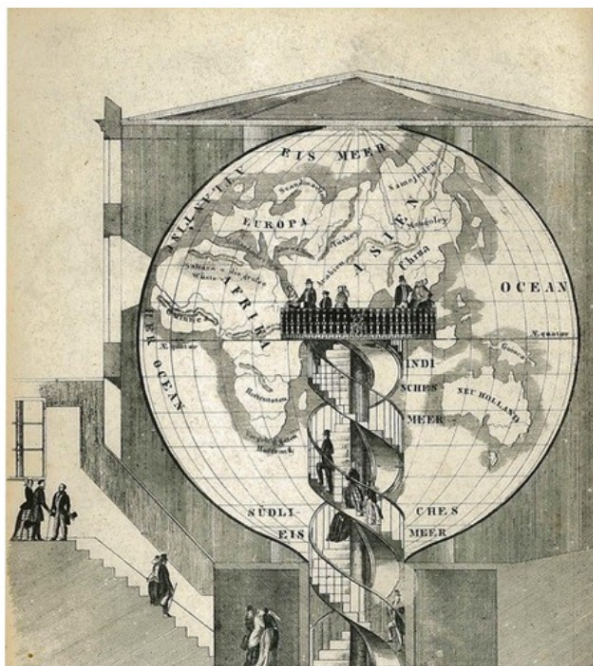
Ainsi, les recherches géographiques s'intègrent-elles dans un vaste réseau de savoirs et trouvent-elles place dans de nombreuses institutions. Bory rappelle aussi le cas particulier des missions réalisées au nom du gouvernement, dont les résultats tombent alors dans le domaine public, même s'il en conteste par endroits l'application stricte. Les savoirs géographiques ressortissent donc encore pour une large part aux lieux de disciplines tutélaires ou connexes, qui sont alors partagés. Cependant, le même processus d'accumulation y existe, la tendance des géographes à créer leurs propres lieux tenant ainsi de l'esprit de collection qui anime encore l'ensemble du champ scientifique.

Les lieux de la géographie tiennent aussi pour une autre part au goût balbutiant du public européen pour le monde. Alors que les guerres napoléoniennes ont finalement cessé de recentrer le regard sur le vieux continent, les esprits s'ouvrent à des ailleurs dont ils sont de plus en plus curieux. C'est toute l'ambition du musée ethnographique, suggéré en vain par Jomard pendant des années, soutenu par d'autres comme Siebold (1843), et qui doit constituer à la fois un « musée des autres », condensant le monde à travers les trouvailles des voyageurs, et un « musée de soi », permettant aux géographes de se reconnaître. Ce lieu-utopie fonctionne « en s'adressant à la fois au visiteur extérieur et à la communauté elle-même, que le musée vise d'ailleurs souvent à renforcer, voire à constituer. » (De l'Estoile, 2010 : 13). Bien que ce projet ne soit finalement jamais formalisé, il symbolise, avec les cartothèques et autres bibliothèques, la nécessité de (se) rassembler dans un seul lieu. Un autre exemple de rassemblement, éphémère, mais non moins symbolique de l'enthousiasme géographique, mérite d'être souligné à mon sens : les lectures publiques proposées par Alexander von Humboldt entre 1827 et 1828 à Berlin. Celles-ci font se rencontrer deux mondes : le monde savant, puisqu'Humboldt commence par donner une série de leçons à l'université de Berlin, et le public, puisque ces lectures, gratuites et ouvertes à tous, connaissent un franc succès (Humboldt, 1993).

La production et la circulation des savoirs géographiques souffrent encore d'un manque de

cadre disciplinaire, malgré son institutionnalisation progressive, et trouvent leur place dans des espaces éphémères ou très ponctuels comme les expositions. C'est le cas notamment des géoramas<sup>106</sup> qui se développent en Europe à partir des années 1820, et trouvent leur impulsion initiale en France (Fierro, 2007). Les membres de la Société de Géographie de Paris y font mention dès l'année 1829, alors qu'ils doivent rendre un avis sur le géorama de Delanglard (BSGP, S1, T13).

#### 41. Le géorama de Guérin, 1844



(Source : gallica.bnf.fr)

Celui-ci fut un échec, mais d'autres lui succèdent bientôt. Ces lieux invitent à la découverte du monde, en restant au cœur des villes : ainsi le plus célèbre construit à Paris se situe-t-il du côté des Champs Élysées (1844). Son inventeur Guérin propose là une mise en scène du monde, un microcosme de bois et d'acier visant à parcourir le monde quasiment en un seul coup d'œil. Vivien de Saint-Martin concourt à sa réalisation et Bory de Saint-Vincent en fait un rapport très élogieux à la Société de Géographie qui en souligne la grande utilité pédagogique :

Aussi tous les problèmes géographiques peuvent être parfaitement étudiés et résolus, malgré la fausse apparence sous laquelle ils sont représentés. Prise en détail, même sur les portions du globe de plusieurs degrés, la concavité des surfaces est fort peu sensible, et ne nuit en rien à l'expression des reliefs ; prise dans son ensemble, cette concavité a l'avantage de laisser voir tout le développement sphéroïde, en permettant au spectateur d'embrasser d'un seul coup d'œil les parties les plus opposées, et d'en saisir tous les rapports. Considéré sous ce point de vue, le Géorama, fruit d'une pensée ingénieuse de M. Delanglard, rendra de grands services aux études élémentaires. C'est dans ce but qu'il a déjà été apprécié par un géographe plein de zèle qui annonce l'intention de mettre ce nouvel établissement à profit en y ouvrant des cours. Utiliser le Géorama dans l'intérêt de l'instruction publique, c'est lui donner tout-à-coup une

<sup>106</sup> Un géorama consiste en une représentation inversée de la Terre sous forme de sphère concave ; il permet en général au public d'évoluer à l'intérieur de la sphère et d'approcher au plus les différents éléments du relief terrestre. Pour plus de précision, voir : Besse, 2003.

haute valeur, et le placer en quelque sort sous le patronage des amis de la science. (BSGP, 1844 (S3, T2) : 99)

Ainsi les géoramas semblent-ils faire l'unanimité parmi le public, les géographes et ceux qui enseignent les savoirs géographiques, et contribuent à placer la géographie sous les regards. Leur succès s'étend dans toute l'Europe, comme en témoigne le géorama de Wyld installé à Londres en 1851 pour l'exposition universelle de 1851 (voir chapitre 9).

Au-delà de leur caractère distrayant, les géoramas symbolisent l'entrée dans la sphère publique et scientifique de la géographie : le monde est de plus en plus réclamé et il faut le donner à voir (Besse, 2004). Sans faire la liste exhaustive de tous les lieux promouvant les savoirs géographiques, les réalisations des années 1815 à 1840 (sociétés, bibliothèques, cartothèques, géoramas, etc.), représentent l'ancrage spatial de leur production et diffusion. Les initiatives se multiplient et ouvrent une tendance pour les décennies à venir. Un maillage sans précédent se construit peu à peu, qui, même s'il se cantonne alors aux grandes capitales européennes et est loin d'être parfait, marque une spatialisation et une matérialisation dans l'espace public de la géographie. I. Schröder commente ainsi le phénomène :

Die Akademien, Universitäten und Spezialschulen, die unterschiedlichen Orte für öffentliche Vorlesungen, die Theater, die Bibliotheken und Kartensammlungen, aber auch die Gärten und Parks, die Zoos, Museen und Panoramen konstituierten in allen drei Städten insgesamt eine zuvor nie da gewesene Infrastruktur, die das von den Initiatoren der geographischen Gesellschaften lancierte Vorhaben, die Geographie zu fördern, in wirksamer Weise stützte.<sup>107</sup> (Schröder, 2011 : 33).

L'enthousiasme géographique semble donc général et se traduit matériellement par la création de lieux nouveaux ou le renforcement de lieux déjà existants pour la géographie. La mise en lieu des savoirs constitue la manifestation la plus visible de la volonté de créer et fixer un cadre disciplinaire. Cette tendance s'observe à l'échelle européenne et traduit, en dépit de réalisations distinctes selon les cadres nationaux, une ambition commune : ériger les savoirs géographiques au rang de science.

### **C) Institutionnalisation des réseaux et circulation des savoirs géographiques.**

Pour accéder au statut de discipline scientifique, édifier des lieux ne s'avère pas suffisant : encore faut-il qu'ils possèdent une certaine visibilité et une capacité de rayonnement. Les historiens des sciences identifient d'ailleurs en général les faits de circulation et la mise en réseau comme un élément essentiel à prendre en compte dans le cadre du *spatial turn* (Besse, 2004 ; Jacob, 2007 ; Livingstone, 2003 ; Schlögel, 2006). Or, les nouvelles centralités géographiques portent en elles cette exigence, qui apparaît bien souvent dès les premières lignes de leurs statuts. L'enjeu consiste à mesurer

---

107 Traduction : Les académies, les universités, les écoles spécialisées, les différents lieux de lectures publiques, les théâtres, les bibliothèques, les collections cartographiques, mais aussi les jardins et les parcs, les zoos, les musées et les panoramas constituent dans ces trois villes [Berlin, Londres et Paris] une infrastructure tout à fait inédite, qui soutient le projet lancé par les initiateurs des sociétés de géographie, celui d'encourager la géographie de toutes les manières possibles.

à la fois les ambitions réticulaires et circulatoires des sociétés de géographie, qui se pensent comme héritière de la République des Lettres, et l'écart à cet idéal en identifiant des échelles ou des espaces privilégiés de circulation du savoir géographique. Dans le chapitre suivant, la question de la circulation résonnera aussi avec celle de la réception des matériaux scientifiques.

Place is essential to the generation of knowledge. It is no less significant in its consumption. Ideas and images travel from place to place as they move from person to person, from culture to culture. But migration is not the same as replication. As ideas circulate, they undergo translation and transformation because people encounter representations differently in different circumstances.<sup>108</sup> (Livingstone, 2003 :11)

La cartographie des flux provenant des sociétés de géographie et des autres lieux de la géographie, et leur parvenant, importe donc aussi pour saisir les éventuelles transformations que les informations et discours subissent. D'autant plus que si l'idéal porté par les sociétés de géographie s'inspire du mode de fonctionnement de la République des Lettres, hérité des siècles précédents (Sigrist, 2013), la réalité fait apparaître des tentations nationales fortes qu'il s'agira de mettre en lien dans le chapitre suivant avec le discours proprement scientifique émanant de ces lieux.

### ***1 – Renouer avec l'idéal de la République des Lettres***

La configuration spatiale présidant à la création des sociétés de géographie est double. D'une part, les sociétés se pensent au sein d'un cercle de savoir digne de la République des Lettres : l'information géographique doit pouvoir circuler librement, sans faire cas des frontières nationales. L'inspiration provient de la Renaissance et de l'esprit du *respublica literaria* qui prévaut dans l'Europe de la première modernité : celui du bien commun, du partage du savoir et, par conséquent, de la libre et aisée circulation des *media* de ce savoir. Cela passe dans le cas des sociétés par un échange d'ouvrages et d'articles, d'informations de manière générale, mais surtout par l'entretien d'une activité épistolaire intense pouvant transcender les frontières nationales (Beaurepaire, 2002 ; Sigrist, 2013). D'autre part, les trois sociétés partagent également un idéal de centralité : elles se pensent comme les pôles vers lesquels le savoir converge et est redéployé. Le schème spatial des sociétés de géographie est constitué à part égale de ces deux exigences : ce qui préside, dans un consensus remarquable entre les trois sociétés, à l'édification de ces hauts lieux du savoir géographique repose véritablement dans la diffusion de celui-ci. Deux moyens privilégiés sont mis en œuvre : l'institutionnalisation de correspondances scientifiques et la création de revues attachées aux sociétés.

#### ***a) Recueillir les données géographiques...***

Entre autres rôles spécifiés dans leurs statuts, les sociétés de géographie instituent la nécessité de

---

108 Traduction : Le lieu est essentiel à la production de connaissances. Il n'est pas moins signifiant dans leur utilisation. Les idées et les images voyagent d'un lieu à un autre comme elles circulent de personne à personne, de culture à culture. Mais migration ne signifie pas forcément réplique. Quand les idées circulent, elles éprouvent des phénomènes de translation et de transformation, car les gens expérimentent des représentations de manière différente dans différentes circonstances.



recueillir et de rassembler des données provenant du monde entier. Ainsi trouve-t-on du côté britannique :

5. To correspond with similar societies that may be established in different parts of the world ; with foreign individuals engaged in geographical pursuits, and with the most intelligent British residents in the various remote settlements of the Empire. 6. To open a communication with all those philosophical and literary societies with which Geography is connected ; for as all are fellow-labourers in the different departments of the same vineyard, their united efforts cannot fail mutually to assist each other.<sup>109</sup> (BRGS, 1831 (T1) : viii)

Parmi les six objets principaux identifiés par la *Royal Geographical Society*, l'établissement de contacts fructueux et pérennes, destinés à la formation d'un stock d'informations géographiques, paraît indispensable. Du côté parisien, une des premières mesures prises est la création d'une section de correspondance, dont le but est à la fois de recueillir les missives destinées à la société et d'étendre le réseau sur lequel elle s'appuie :

Après avoir organisé le concours, la commission a pensé que le travail le plus urgent était de former des correspondances avec les savans (sic) et les Sociétés savantes, de répandre dans les provinces et dans l'étranger, nos réglemens (sic), nos programmes et nos bulletins, afin de propager, par tous les moyens, la publicité de nos entreprises. C'est la section de correspondance, qui, sous la présidence de M. de Humboldt, a dirigé ce travail aussi aride que nécessaire, dont M. le baron de Férussac a tracé le vaste plan. (BSGP, 1822 (T1, S1) : 3)

Ce n'est évidemment pas un hasard si la section de correspondance échoit à Alexander von Humboldt, puisque lui-même, grâce à sa renommée européenne voire mondiale, entretient une immense activité épistolaire. L'exigence épistolaire n'apparaît pas aussi nettement pour la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, mais constitue une activité de fait, incluse dans la phrase générale qui ouvre ses statuts (*durch freie Mittheilung*, par des moyens libres (BGFE, 1833 (S1, T1) : NP). À ce titre, les sociétés institutionnalisent toutes des correspondances avec une pluralité d'acteurs : voyageurs bien sûr, mais aussi diplomates, commerçants, résidents étrangers ou habitants des colonies et privées, sociétés savantes. Que ces acteurs soient collectifs ou particuliers, et quels que soient leurs lieux de résidence, tous participent à la chaîne de l'information géographique, en transmettant des matériaux ou des informations. Les liens interpersonnels trouvent un débouché institutionnel et officiel, puisque les lettres constituent bien souvent l'occasion de discussions lors des séances. L'intégration de membres étrangers aux collectifs participe aussi de cette logique. Les sociétés de géographie reproduisent ainsi l'idéal de la République des Lettres, en convoquant en leur sein le monde entier. Tous les acteurs doivent ainsi participer à un dialogue géographique universel.

Universel, mais tout de même orienté vers et par les sociétés elles-mêmes, qui, si elles plaident pour un réseau construit le plus largement possible, n'en négligent pas moins leur caractère central.

---

109 Traduction : 5. De correspondre avec des sociétés similaires qui peuvent être établies dans différentes parties du monde ; avec des personnes étrangères et engagées dans des buts géographiques, et avec les résidents britanniques les plus intelligents dans les colonies variées et reculées de l'Empire. 6. D'établir une communication avec toutes les sociétés philosophiques et littéraires avec lesquelles la géographie est liée ; car tous des compagnons travaillant dans différents départements mais pour le même vignoble ; l'union de leurs efforts ne peut faillir à s'entre-aider.

Une orientation centripète des flux préside donc à cet idéal universel, dans lequel les hauts lieux du savoir géographique ne sont pas un acteur parmi les autres mais des polarités structurantes. La lettre adressée par Barbié du Bocage aux membres de la Société lors de la séance fondatrice du 15 décembre 1821 plaide pour cette interprétation :

La Société que vous formez doit être le point central d'où partiront les instructions qui seront données aux voyageurs, aux marins et aux négocians (sic) ; elle correspondra avec eux et leur donnera, autant qu'il sera en elle, les moyens de profiter de leurs voyages ; elle les guidera en quelque façon comme la colonne de feu conduisait les Israélites dans le désert ; elle leur indiquera le chemin qu'ils auront à tenir, et leur signalera les dangers qu'ils auront à éviter. La Société, à son tour, profitera de leurs découvertes ; elle sera instruite de leurs courses, les annoncera au monde savant, en fera connaître les résultats utiles, et pourra se féliciter d'avoir agrandi, par ses soins, le cercle de nos connaissances. (BSGP, 1821 (T1, S1) : 10)

Les expressions « point central », « guide », « profitera » donnent les clés du schème spatial par lequel les sociétés – du moins la parisienne, mais des éléments concordants se trouvent aussi dans les discours tenus par les autres – se pensent. En se posant au centre du dispositif géographique, elles entendent ainsi s'ériger comme lieu pivot, situé entre le monde, le monde savant et la société.

En ce sens, les sociétés fonctionnent comme des lieux de condensation de l'information et de l'activité géographique. Pour rendre cette idée plus concrète et comprendre les rouages du processus, quelques examens de séances permettent de se rendre compte que les flux qui parviennent jusqu'aux sociétés s'organisent à plusieurs échelles. Examinons les flux de correspondances pour l'année 1836 dans le cas de la Société de Géographie de Paris<sup>110</sup>. Les procès verbaux des séances indiquent qui parle et d'où, et donnent ainsi de précieuses indications sur les échelles de correspondances mobilisées :

#### 42. Le système de correspondance au sein de la Société de Géographie de Paris pour le premier semestre de 1836

Provenance des correspondances			Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Total
France	Membres de la SG de Paris		2	8	6	8	7	5	36
	Autres sociétés savantes	Paris							3
		Reste de la France		1	1			1	
	Autres correspondants	Paris	2	6		1			14
		Reste de la France	1		2	1		1	
	Autres pays	Correspondants étrangers							29
		Europe	4	5	5	2	0	4	
		Reste du Monde	1	2		1	2	3	

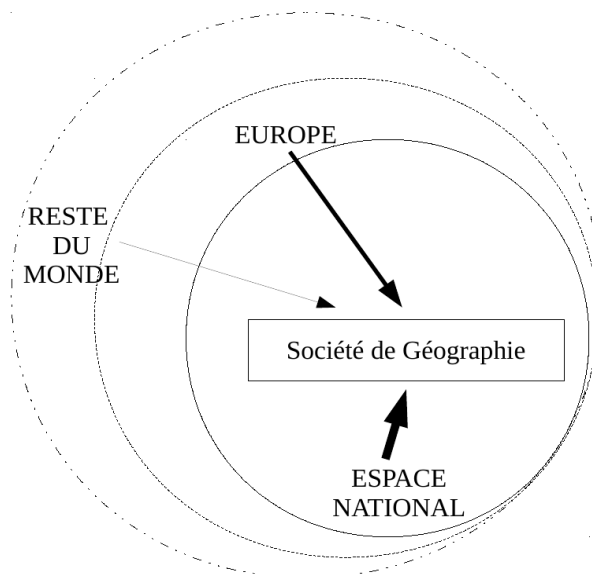
110 Ce bulletin a été choisi de manière aléatoire parmi les bulletins de la Société de Géographie de Paris, d'une part car la lecture des bulletins a donné l'intuition de ce fonctionnement à plusieurs échelles dès le départ et d'autre part, car il m'est matériellement plus complexe de mener cette analyse sur un échantillon plus vaste. Cette analyse vise donc à l'exemplification.

	Diplomates	<i>Europe</i>		1					<b>3</b>
		<i>Reste du monde</i>			1			1	
	Sociétés savantes étrangères	<i>Europe</i>		4		1		3	<b>11</b>
		<i>Reste du monde</i>			1			2	

(Source : BGSP, 1836 (S2, T5))

Ce tableau ne donne qu'un instantané du fonctionnement de la société, avec de fortes variations d'une séance à l'autre, mais permet tout de même de constater que le système de correspondance de la société parisienne fonctionne à plusieurs échelles. Un gradient s'observe, entre la France, l'Europe et le reste du monde, mais l'effort de faire remonter des informations du monde entier demeure. Cette étude de cas possède bien sûr ses limites. Ce tableau n'inclut pas les contributions sous forme d'articles qui peuvent aussi être incluses dans les bulletins, mais se concentre uniquement sur les échanges qui ont lieu lors des séances. De plus, le corps de la diplomatie apparaît ici assez peu représenté, alors qu'il peut être beaucoup plus présent dans d'autres tomes, en fonction de l'actualité géographique que l'on choisit ou non de mettre en avant. Parmi les sociétés savantes avec lesquelles Paris entretient des contacts, celles de Londres et de Lisbonne se distinguent par la fréquence des correspondances qu'elles envoient. Berlin est assez absent, alors que la société prussienne constitue un partenaire de choix pour son homologue londonienne (BRGS 1831-1840 ; BGFE 1828-1840). Malgré les variations d'une séance à l'autre, une hiérarchie de l'information apparaît, valable également pour les deux autres sociétés à la lecture des différents procès-verbaux. Si l'on prend les résultats obtenus pour les bulletins examinés, on obtient : 55 % de correspondances en provenance de la France, 30 % d'Europe et 15 % pour le reste du monde. Ce qui correspond globalement aux proportions observées dans les autres sociétés et d'une manière générale. Si l'on veut modéliser, on obtient donc le fonctionnement suivant :

#### 43. Hiérarchie du système de correspondance des sociétés de géographie



D'un point de vue géographique, plus la distance croît entre une société et ses correspondants et moins ceux-ci sont nombreux. Un réel gradient apparaît depuis les espaces proches des sociétés de géographie (espace national, Europe) et le reste du monde, qui compte peu même si tout l'espace mondial contribue à la chaîne d'information géographique. Les sociétés sont le lieu de condensation, là où s'effectue la somme des informations géographiques, et elles laissent de ce fait dans l'ombre une partie du monde, pour reprendre une métaphore empruntée à Henri Lefebvre (Lefebvre, 1959). Il s'agira de voir quelle place la catégorie « reste du monde » occupe lorsqu'on l'envisage comme objet (voir chapitre 7) et pas seulement comme opérateur de la fabrique géographique.

*b) ... pour mieux les diffuser*

Dans le réseau ainsi créé par les sociétés de géographie, la partie redistribution de l'information géographique constitue un autre temps d'importance. Il ne suffit pas en effet de rassembler les données venues du monde entier, il faut encore les faire connaître, les annoncer au monde savant comme l'écrit Barbié du Bocage. Dans sa lettre de 1821, il précise les modalités de cette diffusion :

Enfin, une troisième mesure d'Administration intérieure a été adoptée et mise à exécution. Un *Bulletin* imprimé et distribué gratuitement à tous les Membres, conserve le souvenir de nos délibérations, des rapports qu'on nous présente, des nouvelles et des projets qu'on nous adresse. C'est un moyen de faire connaître ce qui se passe dans nos séances à ceux qui n'usent pas de leur droit d'y assister. Mais la Commission n'a pas voulu faire de ces impressions administratives un nouveau journal géographique ; c'est pour la publication des Mémoires savans (sic) et des Ouvrages utiles qu'elle réserve les mesures de la Société. (BSGP, 1821 (T1, S1) : 4)

Lorsque ces intéressantes communications se seront accumulées dans nos archives, lorsque tous les membres savans (sic) que la Société renferme y auront participé, et lorsque nous aurons jugé les travaux qui pourront être envoyés au concours prochain, la Commission examinera de nouveau cette importante question, s'il convient de publier un recueil de mémoires ou une série d'ouvrages. (*ibid.* : 5)

Même si en 1821, l'outillage de diffusion n'est pas entièrement déterminé, l'exigence de faire connaître et d'étendre l'espace où circulent les savoirs géographiques est bel et bien actée. Chaque société se dote d'un bulletin interne, dont la parution est publique et destinée à tous ceux qui prêtent intérêt aux développements du champ géographique. Chacune fait selon ses moyens : le bulletin parisien paraît mensuellement, tandis que les sociétés berlinoise et londonienne adoptent au départ une fréquence annuelle, chaque bulletin étant alors l'occasion d'une rétrospective des activités et découvertes de l'année écoulée. Jusqu'en 1839, les bulletins berlinois s'intitulent d'ailleurs *Jährliche Übersicht der Thätigkeit der Gesellschaft für Erdkunde in Berlin*, aperçu annuel de l'activité de la société de géographie de Berlin. Ces moments sont autant l'occasion d'une glorification collective qu'un exposé des découvertes et nouveautés géographiques :

Wenn bei der Gründung unsrer Gesellschaft, durch einen eigenen Paragraphen ihrer Statuten den jedesmaligen Director die Verpflichtung aufgelegt ward, einen Jahresbericht über die Thätigkeit der Gesellschaft abzustatten, so war es damit ohne Zweifel weiniger darauf

abgesehen, öffentlich vor der Welt eine glänzende Vorstellung von den Erfolgen ihres Bemühens zu erwecken, als der Gesellschaft selbst in einem Rückblick auf den abgelaufenen Zeitraum die Genugthuung zu gewähren, dass sie ihre bescheidenen Zwecke in einer gedeihlichen Wirksamkeit nach innen, wohl erreicht habe.<sup>111</sup> (BGGB, 1837 (S1, T4) : 1)

Chaque société fait un choix de structuration propre de sa revue d'information, avec des distinctions en termes de fréquence de parution ou de taille des volumes, mais quelques invariants transcendent les choix nationaux. L'espace des bulletins est partagé en plusieurs sections bien identifiées : articles, recensions d'ouvrages, procès-verbaux des séances, annonces des nouveaux membres ou des ouvrages reçus. Tels sont les passages obligés, dont l'ampleur peut varier en fonction du tome ou au cours des années. L'actualité géographique influence aussi pour une part telle section au détriment d'une autre. Mais chacune d'elles vaut aussi par les résonances qu'elle possède avec d'autres, les bulletins étant ainsi conçus comme un espace de dialogue et non comme le déroulement linéaire des actualités géographiques. Ainsi, des articles peuvent répondre aux comptes-rendus de séances ou de livres, dans le même bulletin ou de manière diachronique. À l'intérieur même de cette entreprise éditoriale se tissent donc des réseaux de discussion, dessinant ainsi une toile sans cesse renouvelée d'intérêts géographiques majeurs. Pour ne prendre qu'un exemple, la question du nivellement barométrique constitue un vrai fil rouge des bulletins berlinois entre 1835 et 1839 : chaque numéro compte son ou ses articles sur le sujet, apportant leur pierre à l'édifice général sur la question (BGFE, 1835-1839 (S1, T2-T6)). Ces articles répondent également à une préoccupation que l'on retrouve aussi du côté parisien ou londonien à la même époque. Les bulletins constituent ainsi un vrai espace de discussion et de circulation de l'information.

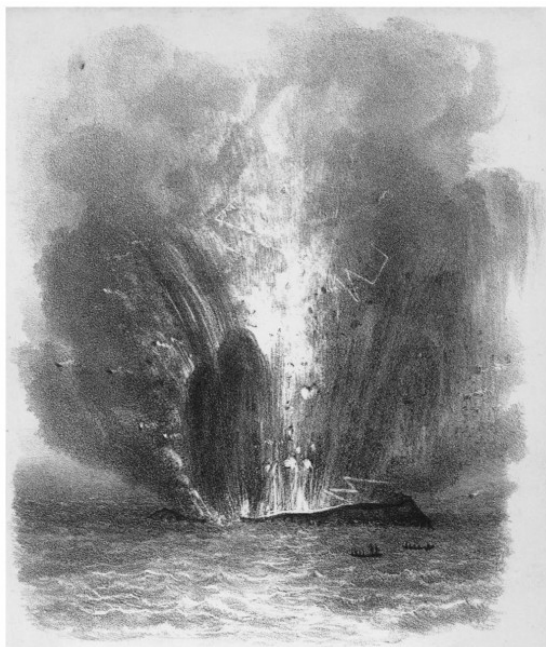
Au sein des bulletins sont déployées des stratégies parfois bien différentes, particulièrement en matière d'iconographie. Trois camps s'opposent : les bulletins berlinois se distinguent par l'absence totale d'illustrations, les bulletins français par la présence ponctuelle de planches, tandis que les bulletins britanniques en intègrent systématiquement. Il faut donc distinguer les efforts déployés. Même entre Britanniques et Français, lorsqu'il y a illustration, les stratégies iconographiques diffèrent nettement. Lorsque illustrations il y a, ce qui tend à se systématiser mais de manière progressive, la société française fait le choix de placer en fin de volumes quelques planches faisant écho à des articles ou à des discussions du numéro. Les planches sont matériellement déconnectées de l'article auquel elles se rapportent, affaiblissant ainsi leur rôle de support au propos tenu. Au contraire, les bulletins de la *Royal Geographical Society* se distinguent par une réelle habitude iconographique et un vrai soin apporté à cette partie de la revue. Dès le premier tome, en 1831, plusieurs articles sont construits dans une articulation entre texte et illustration. Celle-ci est donc directement intégrée au propos, le soutient et l'illustre. De plus, les planches peuvent être de différentes natures : cartes, gravures, dessins,

---

111 Traduction : Quand au moment de la fondation de notre société, à travers quelques paragraphes de ses statuts, l'obligation était faite au directeur de l'époque de produire un rapport annuel de l'activité de la société, sans aucun doute on n'imaginait pas donner publiquement du monde une présentation aussi brillante à partir des succès de ses efforts, alors que la société en regardant le temps écoulé depuis peut s'accorder à elle-même la satisfaction d'avoir complètement rempli les buts qu'elle s'était donnés par une prospère efficacité.

croquis, toutes les possibilités sont explorées. L'emploi de planches illustrations n'est pas systématique, mais apparaît bien plus fréquent et bien plus poussé que dans le cas français.

44. Sketch of the appearance of Graham Island, Sicilia



(Source : BRGS, 1831 (T1))

45. Carte de l'Australie



(Source : BRGS, 1837 (T7))

Ces différentes stratégies face à l'illustration peuvent s'expliquer par des différences de moyens, la société berlinoise disposant clairement de moins de possibilités financières et matérielles que ses deux homologues. Mais cela traduit également, toutes choses étant égales par ailleurs, l'importance accordée à cet outil : de superficialité à un vrai support de la réflexion géographique, un gradient s'opère qui nous parle de la manière dont est mis en forme le savoir et sur les moyens de sa diffusion. Alors que jusqu'à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, cartographie et géographie sont pratiquement synonymes, que signifie l'absence ou la présence furtive de planches cartographiques dans les bulletins ? Je reviendrai plus avant sur cette question dans le chapitre suivant.

Mises à part des stratégies parfois différentes, ces bulletins sont donc l'espace éditorial par lequel les sociétés exportent le savoir géographique, ainsi que leur succès. Ils contribuent aussi plus généralement au dynamisme d'autres entreprises de publication, telles que les *Nouvelles Annales des Voyages*, de *l'Histoire et de la Géographie*, lancées par Conrad Malte-Brun en 1819, dont les matériaux s'inspirent largement de l'activité de la société parisienne ; la *Revue des deux mondes* fondée en 1829, et à laquelle participent bon nombre de membres parisiens ; ou encore des *Annalen der Erd-, Völker- und Staatenkunde* lancées par Heinrich Berghaus en 1830<sup>112</sup>. En institutionnalisant à la fois les correspondances scientifiques et des organes de publication, les sociétés structurent ainsi une vraie

<sup>112</sup> La revue fonctionne de 1830 à 1843 et publie 28 volumes. Elle associe les grands noms de la géographie berlinoise : Ritter, Humboldt, Hoffmann.

chaîne d'information géographique. À travers l'espace réticulaire ainsi construit, tout se passe comme si elles étendaient entre le monde et le monde savant un voile de scientificité, au travers duquel les données matérielles et immatérielles leur parvenant doivent à tout prix passer avant d'acquérir le statut de savoir géographique. C'est bien ce qui ressort de la lettre de Barbié du Bocage, qui présente la société de géographie parisienne comme un sas, ou un seuil, permettant d'entrer enfin dans le champ scientifique (*op. cit.*), et qui sous-tend les modalités de fonctionnement partagées par les trois sociétés. Nous reviendrons sur les conséquences proprement épistémologiques et discursives de ce schème, mais en termes d'organisation et de perception des lieux et des espaces du savoir géographique cela accrédite l'idée d'une polarisation autour des sociétés (voir figures 35 et 43). Tel qu'elles se le figurent, les sociétés organisent autour d'elles un espace géographique dont elles sont le point d'orgue, le haut lieu.

## **2 – La réalité des flux : les sociétés aspirées par l'espace national ?**

L'idéal de la République des Lettres prôné par les sociétés de géographie semble déjà quelque peu écorné par la volonté qu'elles ont de trôner au centre du dispositif géographique. Il l'est encore un peu plus lorsque l'on se penche sur la réalité des flux qui les traversent. Il est pourtant indéniable qu'elles parviennent à générer une intense circulation d'information : les minutes retranscrites dans les bulletins font apparaître que le temps dédié à la lecture de lettres venant des quatre coins du monde représente quasiment la moitié de chaque séance ; le reste du temps étant consacré à des discussions sur la gestion de la société, les sujets de prix ou encore les instructions à envoyer sur telle ou telle région à explorer. Les correspondances entretenues le sont à plusieurs échelles : à l'échelon national, les sociétés savantes et des particuliers transmettent des données, les membres de la société se font le relais de voyageurs, diplomates quadrillant une bonne partie du monde connu, que ce soit à l'échelle des empires coloniaux frémissant ou bien dans d'autres régions. De la plus petite à la plus vaste, toutes les échelles géographiques semblent donc être couvertes par les sociétés de géographie. Sans parler des thématiques couvertes par les sociétés, les informations dont elles disposent proviennent du monde entier. L'examen des flux de correspondances dans un seul tome permet de s'en rendre compte d'une manière simple (voir figure 42). En aval des sociétés, les bulletins circulent également de manière transnationale : il n'est pas rare de constater que tel ou tel article paru à Paris est ensuite discuté à Berlin ou Londres. Les sociétés fonctionnent elles aussi en réseau : en 1834 la société parisienne procède par exemple à la lecture d'une lettre de la *Royal Geographical Society*, qui la remercie pour certains volumes reçus et offre en retour une collection de leur journal. Ainsi écrit Maconochie, le secrétaire de la *Royal Geographical Society*, au secrétaire parisien, Jomard :

Monsieur,  
J'ai l'honneur, au nom de notre Société, de vous accuser la réception, il y a quelques mois, d'une série, en trois volumes in-4°, des Mémoires publiés par la Société royale de Géographie de Paris, et d'offrir à cette savante Compagnie nos plus vifs remerciements (sic) pour cette marque d'obligeance et d'attention envers une plus jeune association.

Cette réponse eût été faite plus tôt si les livres ne fussent arrivés sans être accompagnés d'aucune lettre, ce qui nous laissait ignorer à qui nous étions redevables de ce précieux envoi. Je dois à mon tour prier la Société royale de Géographie de Paris d'accepter en échange une collection de notre journal (...). Je suis également chargé par le Conseil de notre Société d'offrir à votre Compagnie un exemplaire d'une carte d'Arménie que nous avons dernièrement publiée, et qui a été, comme le porte son titre, en partie construite sur des reconnaissances nouvelles, et en partie rédigée d'après les plus récentes autorités, par son auteur le colonel W. Monteith, du corps des ingénieurs de la compagnie des Indes Orientales, et qui a long-temps (sic) résidé en Perse.

Notre Conseil sera heureux de voir se continuer un système de mutuel échange de publications si favorablement commencé entre les deux Sociétés ; et je serai personnellement fort heureux aussi d'être l'intermédiaire des relations ultérieures. (BSGP, 1834 (S2, T1) : 249-250).

Cette lettre précise bien le fonctionnement général des sociétés entre elles, mais aussi avec les autres acteurs de la chaîne géographique. On voit clairement apparaître les contributions extérieures et la place qui leur est dévolue dans le réseau global. L'amabilité du ton suggère en outre un esprit collaboratif, tendu vers un seul et même but : la promotion universelle des savoirs géographiques. Dans ces échanges entre sociétés, la langue utilisée est couramment le français ; il n'est en tout cas pas rare de constater que la langue nationale est ponctuellement abandonnée pour faciliter un dialogue à l'échelle européenne. L'on retrouve ici le rôle de la *lingua franca* comme langue de la science et de l'universel.

Il faut pourtant apporter plusieurs nuances à ces constat premiers, qui transparaissent déjà dans les analyses précédentes. Tout d'abord, l'étendue du réseau dépend pour chacune de la situation politique de leur État respectif. Si dans le cas français et britannique, l'ouverture progressive à l'horizon colonial autorise une présence de plus en plus forte dans toutes les parties du monde connu, dans le cas prussien l'étendue du réseau résonne avec la moindre ouverture extra-nationale. Cela se conjugue en outre avec des différences d'effectifs des sociétés, dont le nombre de membres permet une plus ou moins grande activité et réactivité (cela explique notamment pourquoi il faut attendre cinq ans après la création de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* pour que paraisse son premier bulletin). Quelles qu'en soient les raisons, on constate tout de même une réelle différence en termes de périmètre couvert par les correspondants de chaque société. Ainsi, la majorité des contributions à la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* ressortit du champ national ou européen, même si l'on note une nette augmentation des rapports délivrés par des voyageurs à partir des années 1850, avec la multiplication d'explorations, telles celle des frères Schlagintweit en Asie. Mais pour la période 1830-1840, la société berlinoise dépend essentiellement des contributeurs de la sphère germanophone ou d'informations de seconde main provenant de ses consœurs. Les bulletins sont d'ailleurs restreints à la portion congrue jusqu'en 1839, ne consistant qu'en quelques feuilles. Alors que pour les deux autres, l'ancrage mondial est d'emblée visible. Pour la *Royal Geographical Society*, ce sont les avantages de l'empire britannique, notamment en Asie, qui assure un rayonnement vaste, ainsi que l'union dès sa fondation avec l'*African Association*, le *Raleigh Club* et la *Palestine Association* (BRGS, 1831 (T1)) qui lui



procure des réseaux d'informations déjà en place. Du côté de la Société de Géographie de Paris, la sollicitation du corps diplomatique est très forte et immédiate. Dès le premier bulletin, plusieurs lettres adressées par différents consuls ou ambassadeurs sont reproduites, comme celles adressées à Barbié du Bocage par M. Honoré Vidal, interprète du consul général de France à Bagdad :

Dès que M. le Chevalier de Ruffin m'eut informé de l'accueil favorable que vous aviez daigné faire à ma chétive relation de voyage dans la Mésopotamie, et de votre obligeante intention de la faire imprimer, je me hâtai de vous en témoigner ma reconnaissance, et de vous soumettre deux autres itinéraires de la route de Bagdad à Alep et Damas par le désert. (BSGP, 1821 (S1, T1) : 101)

Ce corps fournit de nombreuses informations surtout depuis l'Afrique du Nord et le Proche et Moyen-Orient, où la présence française est bien implantée. Mais d'autres zones sont des espaces aveugles du réseau des sociétés : l'Amérique du Sud en particulier.

Ensuite, même quand le contexte politique est marqué par une ouverture sur le monde, les flux possèdent une orientation nationale très nette (voir figures 43, 47, 48 et 49). Pour revenir aux contributions du corps diplomatique, celles-ci se dirigent en général vers l'entité politique dont les représentants dépendent. Et d'une manière générale, très peu de flux transgressent ainsi les limites nationales, ce qui met à mal l'idéal pourtant revendiqué de la République des Lettres. Pour illustrer cette réalité, le tableau ci-dessous présente une analyse d'un bulletin de chacune des sociétés française et anglaise, qui bénéficient en théorie du réseau le plus étendu, pour l'année 1837. Dans les deux cas, sans compter les articles relatifs au fonctionnement interne de la société (administration, membres entrants, acquisitions d'ouvrages, etc), le nombre total de contributions est du même ordre de grandeur, ce qui permet déjà une comparaison entre ces deux bulletins.

#### 46. Contributions nationales et étrangères dans les bulletins de 1837 des sociétés de Paris et de Londres

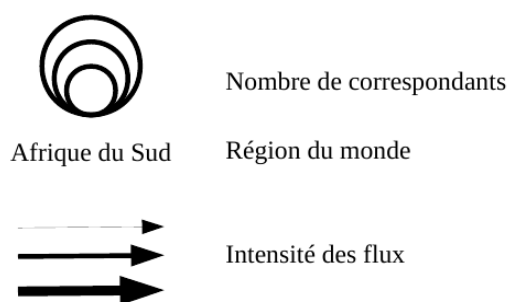
	Société de géographie de Paris	Royal Geographical Society
<b>Nombre de contributions totales</b>	37	39
<b>Contributions nationales</b>	28	28
<b>Contributions étrangères</b>	9	11 (2)

(Source : BRGS, 1837 (T7))

Ensuite, il est frappant de constater que pour ces deux sociétés, on observe peu ou prou le même ratio en termes de contributions étrangères par rapport au nombre de contributions nationales : c'est environ une pour trois, soit seulement un quart des articles de chaque bulletin. Du côté britannique, le nombre de onze peut même être reconsidéré, dans la mesure où neuf de ces contributions relèvent de compte-rendus d'ouvrages étrangers : le matériau provient de Prusse, de France ou encore de Russie, mais la notice est bien sûr rédigée côté britannique. Seules deux contributions proviennent réellement de ressortissants étrangers : une d'un Suédois en voyage au Maroc et l'autre du Révérend Renouard. De ce

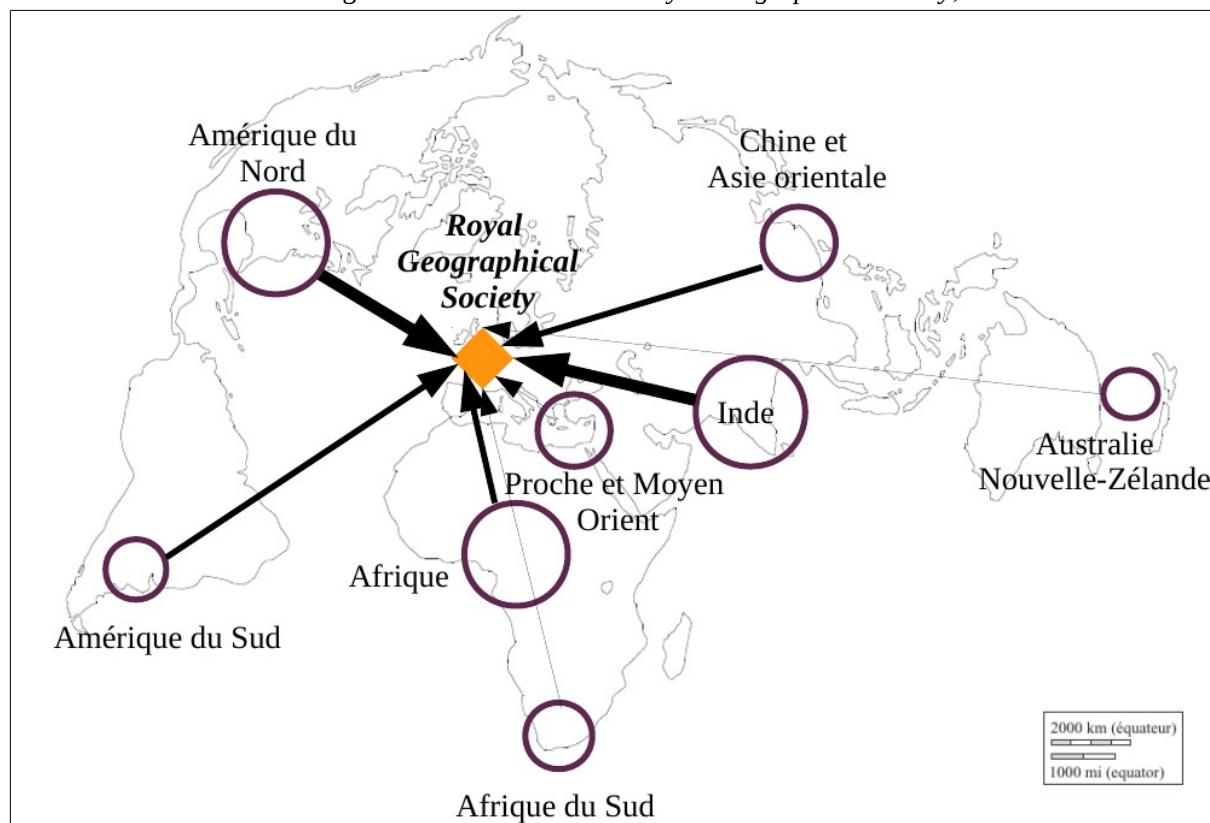
point de vue, les contributions extra-nationales constituent vraiment la portion congrue. Si l'on regarde les contributeurs nationaux, le gros du contingent est constitué de militaires en mission dans l'empire. Côté parisien, les articles provenant d'étrangers sont d'origines et de natures plus variées : quatre viennent de voyageurs anglais et un d'un espagnol, un consul anglais à Mogador, une lettre de la *Royal Geographical Society* et enfin deux lettres de princes orientaux forment ce contingent. Les corps mobilisés sont donc pluriels, à la fois collectifs et individuels. Mais il n'en demeure pas moins que l'essentiel du bulletin est aussi constitué de ressortissants français, issus de sociétés savantes, de diplomates, de voyageurs et largement aussi des membres de la société eux-mêmes. En considérant cet exemple, il apparaît donc bien que l'idéal universel se trouve fortement contrebalancé par le périmètre national, élargi seulement par l'horizon colonial. Cette analyse, dont on pourrait souligner le caractère partiel, est confirmée par une lecture globale du *corpus*. Il n'y a finalement que quelques figures des sociétés qui sont capables de satisfaire à l'exigence d'universalité du réseau géographique : Humboldt, Ritter, Jomard, Barbié du Bocage ou encore Malte-Brun pour n'en citer que quelques-uns. Ces illustres animateurs des sociétés de géographie importent leur réseau initial et en font profiter les sociétés, mais il apparaît que celles-ci, au moins pour la période 1815-1840, ne parviennent pas à l'idéal de la République des Lettres qui les animent. La *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* compte essentiellement sur l'activité et l'énergie d'un Carl Ritter, véritable relais de l'information géographique au niveau européen. Cela nuance donc aussi le caractère institutionnalisé des flux géographiques, puisque les rapports interpersonnels y sont encore pour beaucoup.

À partir des différentes indications fournies dans les bulletins, il est possible de cartographier les échanges engagés par les sociétés. Cela rend visible à la fois le caractère centripète des échanges, ainsi que des géographies différenciées selon la société considérée. Les diplomates jouant un grand rôle dans le relais de l'information localement, la géographie consulaire forme une première couche. Ensuite, on constate que la géographie économique constitue une deuxième variable : la société britannique possède des correspondants en Amérique du Sud et au Proche-Orient, alors que français et prussiens y sont peu présents. Les figures ci dessous rendent ainsi compte, d'une manière synthétique, de cette cartographie différenciée des flux en direction des sociétés de géographie. Les cartes représentent uniquement les échanges hors du continent européen, celui-ci représentant l'aire de prédilection pour toutes les sociétés.

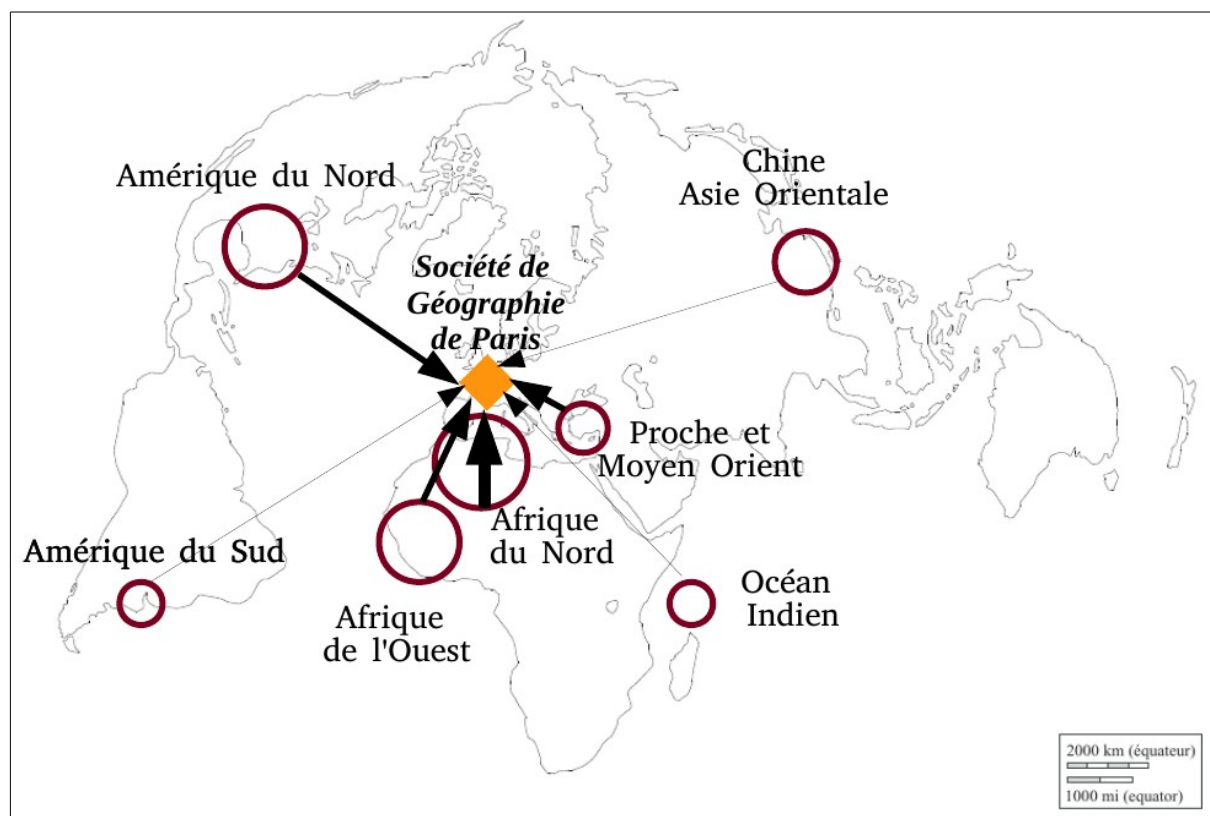


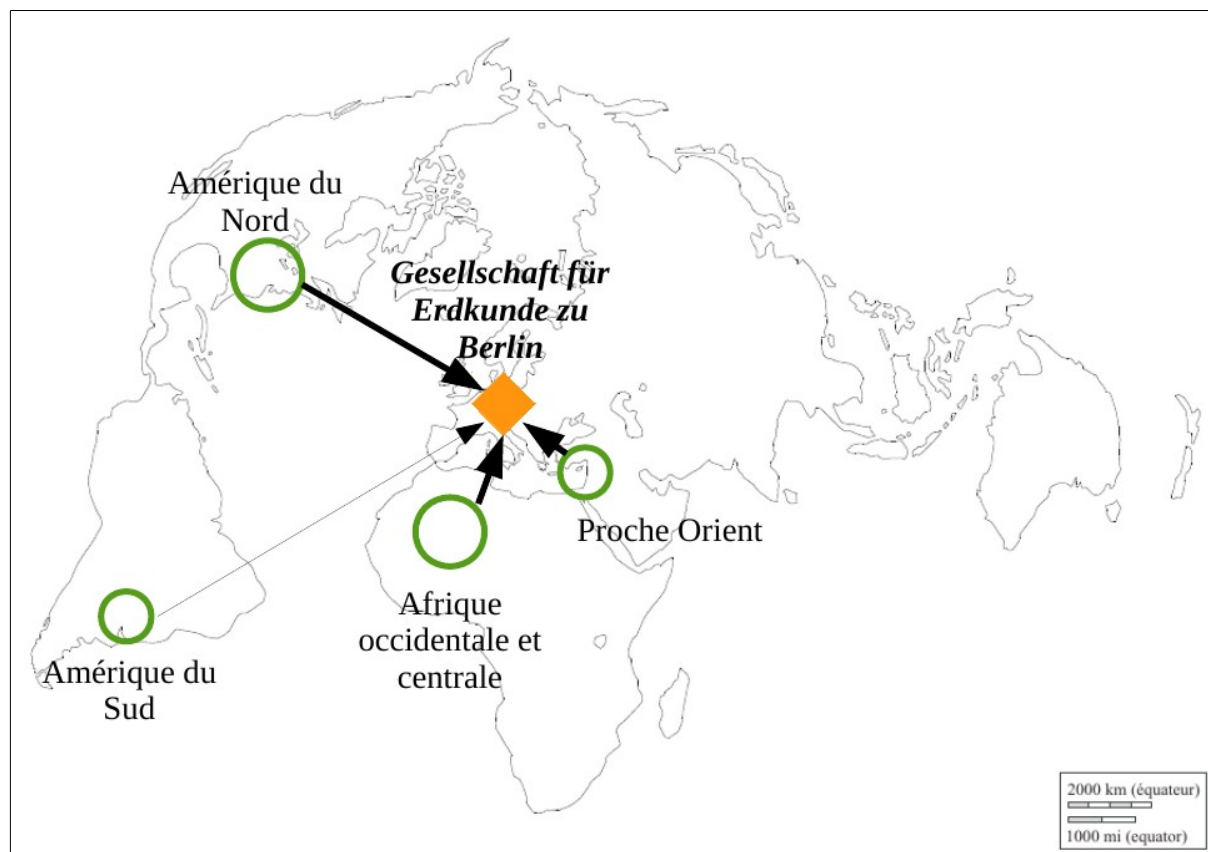
Légende des figures 47, 48 et 49

47. Flux et échanges d'informations vers la *Royal Geographical Society*, vers 1840.



48. Flux et échanges d'informations vers la Société de Géographie de Paris, vers 1840





L'utopie universaliste se heurte donc à la réalité nationale des flux enregistrés par les sociétés de géographie. Chacune d'entre elles possède une aire d'influence et de rayonnement bien spécifique, résultat de relations interpersonnelles mais aussi reflet du contexte politique. Londres possède le réseau le plus étendu, mais qui rappelle fortement son empire colonial. Paris offre une certaine polarisation africaine. Berlin enfin se manifeste par le réseau le plus étroit, symbole et reflet de son rang scientifique moindre en Europe et dans le monde. On voit bien ainsi apparaître des réseaux de savoirs géographiques différenciés, nationalisés, qu'il s'agira de confronter aux objets convoqués par les sociétés (voir chapitre 7). Ces trois cartes donnent en tout cas une première indication du caractère essentiellement situé des savoirs géographiques : situés dans leur recueil et dans leur diffusion. Toutes les sociétés développent pourtant collectivement un schème spatial et mental basé sur l'ambition d'un rayonnement universel, dont elles seraient le pivot central, animant le réseau de l'information géographique. Lors de leur fondation, elles partagent ainsi toutes des ambitions communes en termes spatiaux : fonctionner comme le lieu de rassemblement d'un collectif, comme le lieu d'accumulation et de rassemblement des informations géographiques, enfin comme le lieu carrefour ou relais jouant un rôle redistributeur de *hub* scientifique à l'échelle du monde. Elles envisagent donc leur spatialité matérielle, idéale et réticulaire sous les auspices de la centralité, régnant sur toute la chaîne des savoirs géographiques. De ce point de vue, l'objectif est atteint, dans la mesure où elles s'imposent rapidement comme des actrices incontournables de la production et de la circulation de ces savoirs. Mais l'ambition universaliste est en revanche balayée par la réalité nationale, ce qui interroge leurs

liens profonds avec le politique.

## **D) Les nouveaux lieux de la géographie, des organes au service de la nation ?**

L'approche spatiale appliquée à l'histoire des sciences ne se contente pas d'interroger les lieux de savoirs pour eux-mêmes, ni les faits de circulation ; elle engage également à réfléchir sur la position relative de ces lieux et espaces du savoir, et donc sur leur caractère situé. Le *spatial turn*, dans la mouvance des *subaltern studies*, pose en effet que la situation par rapport au contexte extérieur, social, politique, culturel, compte finalement autant que le lieu lui-même. Cela enjoint donc à élargir la focale, à considérer les lieux de savoir géographique replacés dans leur environnement, en particulier politique. D. N. Livingstone soulève dans son ouvrage la question régionale : comment des facteurs locaux donnent-ils lieu à des façons de faire scientifiques spécifiques ? Il s'agit d'interroger les facteurs influençant la production scientifique, « to get a sense of how provincial science may be shaped by the forces of political and social geography (...) »<sup>113</sup> (Livingstone, 2003 : 106). Sans rentrer dans le vif des discours, qui fera l'objet du chapitre suivant, le dernier temps de ce chapitre cinq invite donc à repositionner les nouveaux lieux des savoirs géographiques par rapport au champ politique, pour faire apparaître une proximité à la fois géographique et sociale entre les deux.

### **1 – Une proximité géographique et sociale vis-à-vis du pouvoir**

L'émergence de ces lieux dédiés, fixes ou éphémères, ouvre la voie à une approche dynamique des savoirs : en termes de zones d'influence, de forces centrifuges et centripètes, mais aussi de circulation et de traduction. (Jacob, 2007 : 25)

Suivant l'analyse de Christian Jacob, l'apparition des sociétés de géographie et des lieux connexes dédiés aux savoirs géographiques doit questionner au-delà de l'espace qu'ils recouvrent. Les notions de zones d'influence et de dynamiques centrifuges ou centripètes me semblent particulièrement pertinentes pour saisir la situation de ces lieux par rapport à leur contexte politique. L'ensemble cartographique présenté plus haut sur les trois métropoles géographiques européennes (voir figures 31, 32 et 33) permet de croiser ces deux données. Associée à une analyse sociologique des membres des sociétés, la proximité entre les nouveaux lieux dédiés à la promotion de la géographie et le pouvoir apparaît comme une caractéristique partagée par ces trois villes.

#### **a) Cartographie de la géographie institutionnelle : proximité des lieux centraux**

La première échelle à considérer est d'abord nationale : il est tout à fait remarquable de noter que ce sont les capitales politiques qui captent les sociétés de géographie, accentuant encore d'avantage le déséquilibre national en matière de production scientifique. Dans un article intitulé *London, Paris, Berlin. Drei wissenschaftliche Zentren des frühen 19. Jahrhunderts im Vergleich*, Marc Schalenberg et Rüdiger vom Bruch posent la question de la domination sans partage des villes dans le processus

---

113 Traduction : Pour percevoir comme la science provinciale peut être modelée par les forces de la géographie sociale et politique.

scientifique, mais surtout des capitales (2004). Les deux questions liminaires qu'ils se posent sont les suivantes :

Ist Wissenschaft auf einen städtischen Kontext angewiesen ? Oder ist sie eher eine freie Schöpfung des Geistes, deren Experimente, Texte und Theorien zwar an bestimmten Orten in die Welt kommen, doch ohne eine kausale Abhängigkeit von diesen ?<sup>114</sup> (Schalenberg et Vom Bruch, 2004 : 681)

Ils apportent une réponse sans appel : l'environnement urbain, et encore plus métropolitain et de capitale, influence nettement les modalités de production scientifique. Ils soulignent l'antériorité historique du rôle majeur des villes de Paris, Berlin et Londres dans la promotion et la fondation d'outils du savoir, et parlent pour ces trois capitales de *Wissenschaftmetropole* (*ibid.* : 682), métropoles scientifiques, qui règnent sur l'espace national. Bien sûr, le rayonnement de chacune d'elles diffère, car il dépend aussi des autres fonctions de ces capitales. Londres, par le développement des fonctions commerciales et financières de la *City* au XVIII<sup>ème</sup> siècle, jouit d'une influence mondiale, appuyée sur un empire colonial déjà étendu. Paris conserve encore à l'époque son rôle de capitale culturelle et linguistique de l'Europe : la prédominance du français dans les échanges entre sociétés le prouvent, de même que le désespoir de Humboldt lorsqu'il doit rejoindre Berlin en 1826-1827. Cette ville demeure pour lui un « désert moral », comme il l'écrit à son ami François Gérard dès 1807 (Gérard, 1867 : 35), en comparaison de Paris où il réside près de vingt-cinq ans et dont il chante constamment les louanges. Et de fait, Berlin est bien en retrait des deux autres au niveau européen, en dépit même des réformes entreprises au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Son rayonnement se limite à la Prusse et à une partie de l'aire germanophone, concurrencée par d'autres métropoles telles que Vienne. Elle n'en garde pas moins le statut de *primus inter pares* à l'échelle de la Prusse, en particulier d'un point de vue culturel (Schalenberg et Vom Bruch, 2004).

Allant plus loin, M. Schalenberg et R. Vom Bruch concluent sur une « Nationalisierung und Politisierung der Wissenschaftssysteme »<sup>115</sup> (*ibid.* : 698) : la localisation au sein des capitales ne serait donc pas fortuite et pas seulement le signe d'une hiérarchie nationale des lieux de savoir, mais constituerait l'indice d'une politisation de ces mêmes lieux. Au regard des cartes réalisées pour mes recherches, l'étude à l'échelle des villes cette fois-ci plaide pour la validité de cette analyse. En cartographiant les lieux du pouvoir et ceux des savoirs géographiques pour ces trois villes, plusieurs traits communs apparaissent dans l'organisation spatiale du savoir (voir figures 31, 32 et 33). Toutes choses étant égales par ailleurs, des axes du pouvoir et du savoir ressortent de manière presque parfaitement superposée de ces trois cartes. Un effet de centralité du pouvoir et des savoirs géographiques apparaît. Ces axes sont situés dans les quartiers historiques et centraux de la ville : c'est tout à fait visible à Berlin et Paris, un peu moins à Londres où un nouvel axe apparaît au nord-ouest de

---

114 Traduction : La science est-elle ordonnée par un contexte urbain ? Ou est-elle plutôt une œuvre de l'esprit, dont les expériences, les textes et les théories proviennent certes de lieux précis, mais sans pour autant leur être liés de manière causale ?

115 Traduction : Nationalisation et politisation du système scientifique

la *City*, qui correspond à un axe de l'extension urbaine de cette période. Une concentration de hauts lieux du pouvoir et du savoir s'observe le long d'axes représentant la centralité autant historique que géographique des capitales. Les hauts lieux dédiés aux savoirs géographiques ne font pas exception : ils se situent à la fois dans la proximité immédiate des hauts lieux du savoir (grands lycées, académies des sciences, universités, etc) et dans l'aire d'influence des lieux du pouvoir. Dans le cas de Berlin, il y a même concordance parfaite à la *Kriegsschule*, dans la mesure où cette institution représente à la fois un haut lieu pour la géographie et pour le pouvoir militaire. Berlin, peut-être en raison d'un effet de taille, la ville est en effet à l'époque nettement moins peuplée et étendue que les deux autres<sup>116</sup>, constitue l'exemple parfait de la concentration spatiale de ces différents hauts lieux. Bien qu'encore nomade, la *Gesellschaft für Erdkunde* tient toujours séance dans un périmètre étroit, ceint entre l'Université, l'Académie des Sciences et le *Stadtschloss* symbole du pouvoir royal. L'avenue *Unter den Linden*, marqueur de la puissance de Frédéric le Grand, devient alors également la centralité scientifique et géographique de la capitale prussienne (Trautmann-Waller, 2007). À Paris, la Société de Géographie ne quitte guère des yeux les Tuileries ou le quartier Saint-Germain, tandis que la *Royal Geographical Society* se distingue par sa proximité avec le palais de Buckingham. Ces villes pourtant s'étendent rapidement à cette époque, mais les sociétés font le choix de se positionner au cœur des capitales. Et alors même que les modalités d'intervention politique divergent fortement entre ces trois sphères, oscillant d'un centralisme absolu en France à la force des initiatives privées en Grande-Bretagne (Schalenberg et Vom Bruch, 2004), l'emplacement et la situation des lieux de savoirs géographiques font apparaître une force centripète les retenant dans l'orbite du pouvoir. Symboliquement parlant, l'emplacement des nouveaux lieux du savoir géographique est donc hautement signifiant et ne laisse pas d'interroger les liens plus profonds qui unissent ces deux champs. Pour reprendre le questionnement de M. Schalenberg et R. Vom Bruch, la situation géographique ne serait-elle pas uniquement un hasard ?

#### *b) Sociologie des sociétés de géographie : une élite militaire, économique et politique*

Pour compléter ces analyses de la situation des sociétés de géographie, leur composition sociologique et les pratiques de leurs membres offre également un matériau d'un grand intérêt. Dominique Lejeune a mené une vaste étude des membres de la Société de Géographie de Paris (Lejeune, 1992, 1993). Il remarque tout d'abord que la cotisation d'entrée est assez élevée : vingt-cinq francs pour entrer plus trente-six francs par an, ce qui forme déjà une barrière par le cens. Ensuite, il classe les membres en trois grandes catégories dominantes : les fonctionnaires, en particulier venus du monde militaire (armée et marine), constituent un premier groupe ; le deuxième est formé des employés d'État, parmi lesquels les professeurs de collège et lycée ; enfin le troisième ensemble regroupe des membres de l'aristocratie, eux aussi particulièrement nombreux. D. Lejeune distingue aussi les membres et les réels animateurs de la société, qui ne constituent au plus qu'une quarantaine

---

116 Berlin compte environ 300 000 habitants contre 900 000 et 1,9 million respectivement pour Paris et Londres.

de personnes, dont les noms reviennent en permanence dans les bulletins. Dans ce noyau dur, l'appartenance à l'aristocratie est encore plus marquée, ainsi que les liens avec l'armée. La liste des présidents de la société (voir annexe 5.1 ) donne également à voir combien les représentants du monde politique comptent dans le contingent des membres. De grands noms, tels que le Marquis De Laplace, le Marquis de Chateaubriand ou encore le Comte de Chabrol-Volvic occupent le haut de l'affiche. Même si D. Lejeune rappelle que ce titre possède une fonction essentiellement honorifique et que les présidents sont là pour donner du lustre à la société (1993), les accointances avec le politique ne se traduisent pas seulement d'un point de vue géographique.

Les deux autres sociétés partagent plusieurs points communs avec leur consœur parisienne : un droit d'entrée relativement élevé, qui de fait limite l'accès aux notables, et une participation très forte du monde aristocratique, politique et militaire. En raison de la taille moindre de la société elle-même (une trentaine seulement de membres fondateurs) et du paysage scientifique de la capitale prussienne, cela est tout de même un peu moins vrai du côté berlinois : de grands noms scientifiques l'intègrent, tels que Carl Ritter, Heinrich Berghaus, Alexander von Humboldt, mais l'aristocratie y possède un poids un peu moindre. Ce n'est en revanche pas du tout vrai du côté londonien, où les aristocrates et militaires se taillent la part du lion. Le premier bulletin (BRGS, 1831) donne la liste des membres fondateurs et la composition du conseil : rien qu'un coup d'œil à celui-ci (voir en annexe 5.2) permet de mesurer leur implantation. Pas un seul ne porte pas au moins un titre. Les sociétés de géographie apparaissent donc comme de « libres associations de notables » (Lejeune, 1992 : 162), nettement liées par la qualité de leurs membres au monde du pouvoir, ce qui là encore remet en cause l'idéal universaliste qu'elles défendent pourtant. Le monde politique entre de plain-pied dans les nouveaux lieux consacrés à la géographie, traduisant par là l'intérêt stratégique à se tenir au plus près de l'actualité scientifique sur l'état du monde.

Cela s'avère d'autant plus vrai lorsque l'on se penche sur les pratiques des membres des sociétés. Celles-ci recouvrent en effet celles des politiques et se concentrent dans des lieux emblématiques : les cafés, les clubs sont l'occasion de rencontres entre ces deux sphères qui partagent non seulement des accointances en termes de sociologie, mais encore de sociabilités et de pratiques culturelles ou de loisirs. Parmi ces pratiques, celle du banquet annuel de l'expédition d'Égypte. La célébration du souvenir de la grandeur de ce moment rassemble tous les ans des membres de la sphère scientifique et de la sphère politico-militaire, prouvant ainsi que non seulement des intérêts mais aussi des pratiques sont partagés. Jomard en déroule le fonctionnement lors de son allocution pour l'édition de 1862 :

Messieurs,

Comme toutes les créations, le banquet qui nous rassemble aujourd'hui, et qui vivra peut-être après nous, a aussi son histoire; je suis tenté de vous la raconter. Un jour, c'était quelques années après le retour de la grande expédition, plusieurs d'entre nous se réunirent en un modeste festin pour célébrer le souvenir de cet événement mémorable, événement qui avait signalé la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le commencement du suivant, qui avait couvert de gloire la France et son armée, et qui coïncidait avec le retour de l'ordre et de la prospérité de la mère



patrie.

C'étaient Geoffroy Saint-Hilaire, Costaz, Girard, Fourier, Chabrol, et d'autres avec eux; on proposa de rendre annuelle cette réunion improvisée. Il fallait choisir une époque de l'année, comme, par exemple, celle où tout le monde est encore à Paris (c'est-à-dire les premiers jours du printemps), mais qui, en même temps, fût l'anniversaire d'un fait historique très-saillant et glorieux pour nos armes. L'on ne pouvait choisir le jour de la bataille des Pyramides, qui eut lieu en plein été; l'on s'arrêta à la bataille d'Héliopolis, non moins glorieuse que l'autre. Quant au jour de la semaine, on choisit le lundi, parce que c'est celui de la séance hebdomadaire de l'Académie des sciences de Paris, Académie où l'Institut d'Égypte et la Commission des sciences et arts comptaient huit de leurs membres.

Le personnel de la réunion fut limité, dans le principe, aux membres de l'Institut d'Égypte et de la Commission des sciences. Ce n'est que plus tard que les militaires, les marins et les administrateurs furent appelés à la réunion. Plus tard encore, quand on aperçut les vides que le temps faisait dans nos rangs, on découvrit le moyen de les remplir en quelque sorte à perpétuité, en appelant à la succession les fils et les neveux; enfin, l'on trouva expédient de compléter l'assistance en autorisant les membres à inviter et présenter des voyageurs en Orient et en Égypte surtout, ne perdant point de vue que notre armée s'appelait: l'armée d'Orient.

Telle est l'origine, et tel est le but de la réunion égyptienne, qui a toujours lieu le dernier lundi de mars, c'est-à-dire du 25 au 31 de ce mois : semaine célèbre par la glorieuse victoire d'Héliopolis. (Jomard, 1862 : 1-2)

Le fait de choisir la bataille d'Héliopolis comme date de rassemblement révèle les accointances entre politique et scientifique. C'est bien un événement militaire qui sous-tend l'occasion de célébrer non pas seulement une entreprise scientifique de grande ampleur, mais la « gloire de la France et son armée », comme le rappelle Jomard. Cet exemple illustre ainsi en quoi l'aire d'influence du politique recouvre, dans des pratiques de sociabilité, celle des savoirs géographiques et scientifiques.

## **2 – Dans le sillage du politique**

### *a) Des sociétés sous le patronage du politique*

L'intérêt est réciproque, puisque les trois sociétés se placent dès leur fondation sous le patronage du pouvoir. C'est ainsi que Conrad Malte-Brun ouvre le premier bulletin de la société parisienne, en rappelant ce qu'elle doit à la « protection bienveillante » des autorités :

C'est ici le lieu de remercier, au nom de la Société, les Autorités ministérielles qui ont accordé une protection bienveillante à nos correspondances. Ce ne sont sans doute que les prémices de la protection que nous pouvons espérer d'un gouvernement trop éclairé pour ne pas apprécier l'utilité éminente du but que nous nous sommes proposé. (BSGP, 1821 (T1, S1) : 4)

La référence au « gouvernement éclairé » en dit également long sur les liens entretenus avec le pouvoir : en dépit de tous les appels à respecter la mission universaliste de la science, la société se situe malgré tout sous la tutelle du pouvoir national. On trouve de semblables marques d'allégeance du côté berlinois, ainsi les remerciements de Lichtenstein à son souverain en 1837 :

Mit besonderem Dank gegen unsern hochgepriesenen Monarchen und seine Minister müssten wir auch erkennen, dass unser Staat, wie kein anderer un gleicher Abtrennung vom Weltmeer, schon seit lange die Erforschung ferner Gebiete der Erd-Oberfläche, unabhängig von allen politischen und commerciellen Zwecken begünstigt und bedeutende Summe auf Reise-Unternehmungen verwendet hat, deren Früchte noch auf eine lange Dauer zu genießen

unserm glücklichen Vereine vergönnt ist.<sup>117</sup> (BGGB, 1837 (S1, T4) : 1 )

Le pouvoir prussien trouve une reconnaissance éternelle pour ses initiatives scientifiques, tout à fait exagérées puisque le soutien aux expéditions ne reprend véritablement que dans les années 1850. La mention de l'indépendance politique et commerciale de ces entreprises paraît bien naïve, mais Lichtenstein n'en finit pas de louer l'investissement de son monarque dans les affaires géographiques. Les séances deviennent parfois l'occasion d'un dialogue entre ministères de tutelle (ministères de l'Intérieur ou de l'Instruction). Ainsi de la lettre écrite par le comte de Chabrol à Jomard, le 8 novembre 1824 :

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, de concert avec MM. Barbié du Bocage et Malte-Brun, pour une demande de la collection des Cartes publiées par la Marine, afin de les placer dans la bibliothèque de la Société de Géographie.

J'accède bien volontiers à cette demande, et je charge M. le Comte de Rosily, Vice-amiral, Directeur du Dépôt des Cartes et Plans de la Marine, de vous faire remettre les Atlas qui composent la collection dont il s'agit, et que je vous invite à faire réclamer près de lui. Il vous enverra, à mesure qu'elles paraîtront, toutes les Cartes que publiera à l'avenir le même établissement.

Il m'est fort agréable de pouvoir offrir à la Société de Géographie, qui vient de m'inscrire au nombre de ses membres, une preuve de l'intérêt que j'attache à ses utiles travaux. (BSGP, 1824 (S1, T2) : 228)

Le ministre de la Marine et des Colonies participe ainsi directement, en sa qualité de ministre, et pas seulement par intérêt personnel, à l'activité de la société. Les interactions avec le pouvoir rentrent ainsi dès la fondation du lieu dans les habitudes de fonctionnement.



50. Logo de la *Royal Geographical Society*

(Source : *Royal Geographical Society*, Londres)

---

117 Traduction : Tout en remerciant notre souverain et ses ministres hautement bénis, devons-nous aussi reconnaître que notre État, éloigné comme aucun autre comparable du monde maritime, a depuis longtemps encouragé les explorations de domaines éloignés tout autour du globe, indépendamment de tous buts politiques et commerciaux et a engagé des sommes conséquentes sur des expéditions, dont les fruits vont encore longtemps profiter à notre heureuse société.

De plus, les sociétés de géographie nouent clairement leur sort à celui de leur nation. Le logo de la *Royal Geographical Society* mêle ainsi de manière publique et visible les attributs de la couronne à son activité. Dans la représentation même qu'elle donne, la société semble clairement assurer le lien entre le monde et les intérêts du royaume de Grande-Bretagne. Au-delà du caractère symbolique du logo, les déclarations de toutes les sociétés vont également dans le même sens. Comparons deux discours : celui du Président de la Société de Géographie de Paris Chabrol de Crouzol en 1827 et celui rédigé par Herr Lichtenstein en 1837 dans le *Jährliche Übersicht* de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*. Le premier fait suite à la parution de l'ordonnance royale par laquelle le roi Charles X reconnaît officiellement la société pour son utilité publique, tout en la plaçant sous la tutelle du ministère de l'intérieur. Chabrol réagit en saluant le patronage royal lors de l'Assemblée Générale du 14 décembre :

Les bontés du roi, Messieurs, m'ont placé à tête d'un département qui concourt le plus puissamment aux progrès de la géographie, et, dans tous les temps, le corps royal de la marine a compté dans ses rangs des hommes renommés par les travaux qui font l'objet de votre belle institution. On retracerait sans doute la plus grande et la plus utile partie de l'histoire géographique, en rappelant les cours des fameux navigateurs des quatre derniers siècles ; mais combien de fois cette enceinte n'a-t-elle pas déjà retenti des éloges dus à leur incroyable persévérance, à leurs courageux efforts et aux admirables résultats que le monde en a obtenus. Après eux, le globe se trouvait conquis par la science, mais il n'était pas suffisamment exploré, et c'est pour acquérir ces notions si diverses et dont le cercle s'étend si loin, que vous vous êtes réunis en société. (...)

Chaque jour, Messieurs, vos travaux vous donnent de nouveaux titres à la reconnaissance publique ; chaque jour vous rendez de nouveaux services à votre pays, et, par de tels efforts, vous vous associez aux pensées généreuses d'un monarque qui ne se borne pas à faire respecter son pavillon sur toutes les mers, mais qui veut encore que les officiers de sa marine contribuent, de toute l'étendue de leur expérience et de leur savoir, à la reconnaissance du globe. (...)

Heureux s'il nous était donné de l'apprendre de la bouche même de quelques-uns de ceux qui auraient survécu à cette cruelle catastrophe [la disparition de La Pérouse] ; d'écouter leurs récits, de les voir, après un si long exil, rendus à leur patrie, à leur roi, ce digne frère de Louis XVI qui traça de sa main auguste les instructions de La Pérouse ; de ce roi dont toutes les pensées ont pour objet le bonheur de son peuple et la gloire de la France, qui honore et protège les sciences, et qui vient d'acquérir de nouveaux droits à notre profonde reconnaissance, en consacrant par une ordonnance en date de ce jour, dont je suis heureux de vous apporter ampliation, l'existence de la Société de Géographie, et en donnant à ces statuts la sanction royale, à laquelle vous attachiez tant de prix. (BGSP, 1827 (S1, T8) : 242-248)

Le discours de Lichtenstein intervient dans un autre contexte. Alors que dans les premiers numéros des bulletins berlinois, Carl Ritter passe totalement sous silence les liens avec le politique, son successeur à la rédaction les placent en pleine lumière. Comme Chabrol, il souligne en particulier les interactions dynamiques que la société prussienne entretient avec son gouvernement :

Mit besonderem Dank gegen unsern hochgepriesenen Monarchen und seine Minister müssten wir auch erkennen, dass unser Staat, wie kein anderer und gleicher Abtrennung vom Weltmeer, schon seit lange die Erforschung ferner Gebiete der Erd-Oberfläche, unabhängig von allen politischen und commerciellen Zwecken begünstigt und bedeutende Summe auf Reise-Unternehmungen verwendet hat, deren Früchte noch auf eine lange Dauer zu genießen unserm glücklichen Vereine vergönnt ist.

Denn die Ausgesandten sind mit wenigen Ausnahmen in unsere Mitte zurückgekehrt, so dass kaum ein Land zu nennen ist, von welchen nicht Einer oder der Andre unter uns als

Augenzeuge Kunde zu geben vermöchte, wenn es darauf ankommt, den Werth neuer Berichte über dasselbe zu prüfen und ins Licht zu stellen. Wo ein solcher Sinn in der Regierung waltet, da wäre es Anmaßung, wenn eine Privat-Gesellschaft auf eine selbstständige Thätigkeit in gleicher Richtung hinausgehen oder sich zur Vertreterin des wissenschaftlichen Interesses aufwerfen wollte, welches da, wo die Förderung der Erdkunde den Staatszwecken dient, immerhin eine Wahrung seiner Würde in strengerer Sonderung bedürfen mag. So ist unser Verein, ohne irgend eine äußerliche Beziehung zum Staat, auf die er auch nie Anspruch zu machen gesonnen sein kann, dennoch in seinem inneren Wesen dessen Schöpfung, eine in dem belebenden und erwärmenden Licht von oben, wie von selbst von Staaten gegangen Verschmelzung verwandter Elemente zu einem wohlgefälligen Ganzen.<sup>118</sup> (BGGB, 1837 (S1, T4) : 1 )

Ces deux discours se situent dans des contextes distincts, temporellement et culturellement, pourtant ils mettent en œuvre des stratégies rhétoriques comparables visant à justifier les liens qu'entretiennent entre eux savoirs géographiques et sphère politique, tout en en minimisant la portée. Chabrol comme Lichtenstein commencent par louer leur monarque respectif et l'aide qu'il apporte à l'entreprise qu'ils représentent : le progrès des savoirs géographiques. Ces remerciements sont une convention, les sociétés ne pouvant en effet se passer des patronages royaux et devant composer avec eux. L'explicitation de cette composition forcée donne ensuite lieu à un argumentaire concessif, parfois tortueux chez Lichtenstein mais non moins efficace. Chacun rappelle tout d'abord l'ancienneté des liens qui unissent le pouvoir royal et les entreprises géographiques : c'est le sens des expressions « dans tous les temps » et « schon seit lange », elles actent une collaboration à l'épaisseur historique certaine. La suite est consacrée à démontrer que les liens noués sont bien ceux d'une collaboration, et non d'une soumission de l'un par l'autre, en l'occurrence de l'activité géographique par le champ politique. La solution trouvée consiste à prouver qu'en matière de savoirs géographiques, le pouvoir politique fait la part des choses entre son propre intérêt et celui du progrès scientifique, et donc humain. Que ce soit dans l'un ou l'autre discours, le politique apparaît en effet comme le héros de la cause universaliste. Pour Lichtenstein, les commandes politiques sont « unabhängig von allen politischen und commerciellen Zwecken » (indépendantes de tout but politique et commercial) ; quant à Chabrol il souligne que « toutes les pensées [du roi] ont pour objet le bonheur de son peuple et la gloire de la France » et qu'il « honore et protège les sciences ». Directement ou non, les deux géographes avancent donc l'argument de la déconnexion entre intérêts politiques et savoirs géographiques et assurent, partant, l'indépendance de ces derniers. Leurs monarques respectifs incarnent d'après eux l'aspiration au progrès de l'humanité, entièrement détachée de toute arrière-

118 Traduction : En remerciant tout particulièrement notre très loué monarque et ses ministres nous devons aussi reconnaître que notre État, alors qu'il se trouve coupé comme aucun autre du monde maritime, a consacré depuis longtemps à la recherche sur des objets du globe éloignés des sommes avantageuses et importantes aux voyages d'exploration, indépendamment de tous buts politiques ou commerciaux ; expéditions dont les fruits vont pouvoir être profitables encore longtemps à notre heureuse association. / Car les ambassadeurs se sont, à quelques exceptions près, ralliés à notre milieu, de telle sorte qu'il est difficile de trouver un pays pour lequel, par le témoignage de l'un ou l'autre, on ne soit pas capable de fournir de la matière à de nouvelles contributions et de placer ainsi ce pays sous la lumière. Quand un tel but règne sur le gouvernement, il serait prétentieux qu'une société privée indépendante veuille dépasser ce but ou s'ériger en représentante de l'intérêt scientifique, lequel ici, où la promotion de la géographie sert des buts étatiques, peut toutefois nécessiter une stricte séparation pour la préservation de sa dignité. Ainsi est notre association, sans la moindre relation publique avec l'État, sur laquelle il ne peut prétendre à aucune exigence, mais la nature essentielle de son œuvre, qui est de répandre une lumière vivante et éclairante, peut accepter un mélange d'éléments venant de l'État ou apparentés pour contribuer à un ensemble plaisant.

pensée politique. Plus encore que par le truchement des sciences, géographiques ou autres, c'est bien grâce au pouvoir, dans le discours de ces deux hommes, que peut se réaliser l'autonomie scientifique, puisqu'il la « protège » et constitue une condition de sa possibilité. Lichtenstein va même jusqu'à affirmer qu'il serait mal placé qu'une société savante veuille elle-même atteindre ce but, alors même qu'il est assuré par le politique. Ainsi, c'est le pouvoir lui-même qui assure une stricte séparation (« in strengerer Sonderung »).

Cela étant posé, les interactions entre les deux champs s'en trouvent d'un seul coup justifiées. Dans un sens, cela passe par la transmission d'informations géographiques vers les appareils d'État (« vous vous associez aux pensées généreuses d'un monarque »), qui ne relèvent alors pas de l'exigence mais de la conscience, car pleinement libre, participation de la sphère géographique. Dans un autre sens, l'intégration de données provenant des différents organes étatiques est elle aussi justifiée : les ambassadeurs et autres officiers de marine deviennent alors les agents du progrès des savoirs géographiques. Tout cela « ohne irgend eine äußerliche Beziehung zum Staat », sans aucune relation officielle avec l'État, mais dans la plus complète indépendance mutuelle. Pour bien terminer, ils rappellent une dernière fois l'importance de se situer dans la sphère royale : qu'on y attache « tant de prix » ou que lui trouve un caractère plaisant (« wohlgefällig »), on ne peut trouver qu'une grande satisfaction dans la collaboration engagée entre les deux sphères.

Plaisante relation, mais pour qui exactement ? Pour le politique qui trouve des partenaires alliés à ses ambitions ? Ou pour les sociétés elles-mêmes qui semblent ainsi rejeter au loin une épineuse question ? Car en trouvant une réponse du côté du politique, et non pas dans le sein de leur discipline naissante, tout se passe comme si les sociétés géographiques refusaient de poser la vraie question que soulèvent ces liens : dans quelle mesure les interactions avec le champ du politique ont-elles une incidence sur la production des savoirs géographiques et partant, sur la structuration d'un nouveau champ disciplinaire ? Cela déplace en réalité le problème du champ scientifique au champ politique : l'argumentaire réside exclusivement sur la confiance accordée au politique, sans aucune mise en doute. Ce qui revient finalement à botter en touche mais surtout à se débarrasser du problème éventuel suscité par ces interactions répétées en termes épistémologiques. Cette constatation est d'importance, puisque c'est sur la base d'une stratégie de l'évitement, sur ce refus de se confronter à la réalité des conditions de la production de savoirs géographiques, et donc de l'auto-persuasion que l'indépendance géographique est assurée, que s'érigent les jeunes sociétés et donc les cadres disciplinaires.

Cela va même plus loin, puisqu'en ce sens, dans le refus de seulement questionner la part du politique dans leur activité, les instances géographiques contribuent aussi à leur tour à fixer les bornes et l'identité des cadres nationaux dans lesquels elles s'inscrivent et qu'elles alimentent. Les analyses précédentes résonnent avec les analyses de Livingstone sur ce sujet, qui parle de complicité entre les processus scientifiques et politiques. Une certaine réciprocité dynamique semble en effet animer ces deux champs :

Such activities at once impose rational order on the seeming chaos of nature, give governments a sense of territorial coherence, and supply servants of the state with geographical data essential for fixing taxes, stimulating economic growth, exploiting resourcing, and maintaining military defense. Science endeavor is both a cause and a consequence of geographical agency.

The complicity of science in the constitution of senses of regional selfhood is particularly plain in enterprises that have had national labels appended to them – national laboratories, national surveys, national academies of science, and the like. Given its role in the genesis of the very idea of the « nation », it is not surprising that it was in France that the « national laboratory » made an especially early appearance. In the aftermath of revolution, when eminent scientists were swept into the service of the state at war, these institutions were geared to the needs of the military. Again and again, national laboratories have given expression for national unity and afforded the state the opportunity to put its technical glories on display.<sup>119</sup> (Livingstone, 2003 :124)

Bien que les sociétés de géographie ne disposent pas à proprement parler d'étiquettes nationales, délivrées par l'État, ou plutôt capitales (car elles relèvent des métropoles<sup>120</sup>), et en dépit de l'illusion d'indépendance qu'elles essayent de donner à tout prix, elles contribuent elles aussi, à la manière de laboratoires ou d'instituts nationaux, à faire profiter le pouvoir de leur gloire et de leur aura intellectuelles et matérielles. L'impossibilité à maintenir une distance géographique, sociologique et relationnelle avec le politique signe bien que les sociétés s'installent dans le sillage national et qu'elles le nourrissent. L'analyse des discours scientifiques devrait permettre de compléter cette première intuition et révéler plus clairement les stratégies (si stratégies il y a) discursives mises en place.

#### *b) Le politique, financeur des savoirs géographiques*

Le politique n'est pas uniquement un soutien moral des sociétés de géographie, il en est un des soutiens financiers majeurs. Si l'on regarde, pour parler comme Bourdieu, le capital économique (Bourdieu, 1984) et la circulation d'argent dans ces institutions, il apparaît que la sphère politique contribue fortement à alimenter les caisses des sociétés. Deux manières de faire coexistent : le politique intervient à la fois de manière officielle, par décrets ou par ordonnances, la participation étant alors inscrite dans un cadre légal, et à la fois de manière officieuse par le biais des individus qui

---

119 Traduction : De telles activités imposent un ordre rationnel à l'apparent chaos de la nature, donnent aux gouvernements un sens de cohérence territoriale, et fournit au personnel d'État des bases de données géographiques essentielles pour fixer les impôts, stimuler la croissance économique, exploiter les ressources et maintenir une défense militaire. Les entreprises scientifiques sont tout à la fois une cause et une conséquence de l'agencement géographique. / La complicité de la science dans la constitution d'une perception d'identité régionale est particulièrement vraie dans les entreprises qui possèdent des labels nationaux : laboratoires nationaux, enquêtes nationales, académies nationales des sciences, etc. Étant donné son rôle dans la genèse de l'idée même de « nation », il n'est pas surprenant que ce soit en France que le « laboratoire national » fasse son apparition si tôt. Juste après la Révolution, alors que d'éminents scientifiques étaient enrôlés dans le service de l'État à la guerre, ces institutions furent adaptées aux besoins militaires. Encore et toujours, les laboratoires nationaux ont donné l'expression d'un unité nationale et ont offert à l'État l'opportunité d'afficher leurs gloires techniques.

120 J'entends ici par métropole le sens qu'en donnent M. Schalenberg et R. Vom Bruch dans leur contribution de 2004 : « London, Paris, Berlin. Drei wissenschaftliche Zentren des frühen 19. Jahrhunderts im Vergleich. ». Ils définissent les trois capitales, Londres, Paris et Berlin comme des centralités non seulement politiques et économiques mais aussi scientifiques au sein de leur territoire national, à l'échelle européenne pour les deux premières. On peut les qualifier de métropoles scientifiques dans la mesure où elles concentrent les instances de productions scientifique de plus haut niveau. Elles n'ont pas le même degré métropolitain, Londres et Paris devançant Berlin, dans la mesure où elles rayonnent à l'échelle européenne voire mondiale.

deviennent alors mécènes. Le fonctionnement de la société de géographie de Paris donne une idée précise du rôle financier joué par le politique et des implications que cela peut avoir.

La société parisienne reçoit régulièrement des encouragements financiers de la part des ministères, voire même du roi : en 1828, le Ministre de l'Intérieur attribue par exemple 1000 francs en soutien à des voyageurs partis explorer la Colombie (BSGP, 1828 (S1, T9)) et la même année, ce même ministère s'accorde avec celui de la marine pour offrir une récompense à René Caillé pour son périple jusqu'à Tombouctou (*op. cit.*). Les prix de découvertes sont souvent l'occasion d'un engagement financier de la part de la sphère politique, qui s'affichent comme les mécènes et les supporteurs de l'exploration du monde, à titre public ou privé. À côté des membres eux-mêmes, très engagés financièrement (tels que Jomard ou Walckenaer qui offrent à plusieurs reprises quelques centaines de francs pour telle ou telle autre mission), des figures politiques marquent leur intérêt géographique, en particulier le duc d'Orléans. Mais le champ politique ne finance pas uniquement des entreprises ponctuelles, il participe régulièrement au fonctionnement des sociétés, et ce quelle que soit la sphère envisagée. Lors de la séance du 7 octobre 1831, la société parisienne rend ainsi grâce à la souscription annuelle de 600 francs octroyée par le roi de France. Le financement s'institutionnalise donc et contribue à tisser des liens étroits entre politique et savoirs géographiques. Le politique s'installe même dans l'espace des sociétés, idéellement, mais aussi matériellement. En symbole de son soutien, le ministre des Affaires Étrangères adresse le buste du roi Louis XVIII à la société de Paris en 1830. Impossible dès lors d'ignorer l'action du roi en faveur de la nouvelle institution, puisque celle-ci se rappelle aux membres par la présence de la statue.

De fait, quand le politique finance, une pratique de don et de contre-don se met en place. Comme si les nouveaux géographes avaient conscience de l'importance de ces liens et en même temps de leur fragilité, ils se répandent de manière fréquente en remerciements. Ainsi, en janvier 1829 Larenaudière, alors secrétaire de la société parisienne, présente lors de l'Assemblée générale un discours dans lequel il ne manque pas de remercier le roi et ses ministres.

Mais, avant de vous entretenir des résultats de votre persévérance, je croirais manquer à la reconnaissance la plus respectueuse et la plus sacrée si je ne commençais par vous rappeler que dans les premiers jours de l'année, Sa Majesté a daigné la présentation de vos Mémoires, féliciter les Membres de votre Bureau du zèle avec lequel vous poursuiviez vos travaux, et les assurer de son auguste protection. La même assurance leur a été donnée par LL. AA. RR. Mgr le Dauphin et Mgr le duc d'Orléans. Les Ministres du Roi, les chefs des grandes administrations se sont empressés, de leur côté, de vous communiquer les documents (sic) qui leur parvenaient ; et vous vous continuant une bienveillance toute particulière, ils vous ont mis à même de multiplier les récompenses, et d'exercer un utile patronage. (BSGP, 1829 (S1, T11) : 33)

L'hommage au roi et à son administration passe avant le bilan annuel. Larenaudière termine par une ellipse pleine de sens (« vous ont mis à même de multiplier les récompenses ») : si la société est en mesure d'exister et de fonctionner, c'est bien au roi et à ses ministres qu'elle le doit, et il ne serait

question de l'oublier. Outre les marques de reconnaissance présentes dans chaque discours, les membres de la société pratiquent aussi le don et la dédicace. Ainsi à chaque début d'année, comme une manière de transmettre les vœux de l'institution, une députation de membres va offrir au roi les mémoires de la société et ses diverses productions.

Le fonctionnement observé à Paris se reproduit également à Londres et Berlin : le politique finance largement le fonctionnement des nouvelles sociétés, s'immisçant dans ses activités et suscitant des marques de déférence fréquentes. Mais des différences d'échelle apparaissent entre ces sociétés. À Londres, sur un budget annuel de plus d'un million de livres, qui apparaît déjà en soi remarquable, le roi fournit 52 000 £ tous les ans. Cette somme reste fixe sur la période 1830-1860. Du côté de Berlin, les bulletins ne fournissent pas d'information précises, mais la petitesse de la société indique une participation moins importante. Ces donations relèvent de la pratique du mécénat, le politique servant ici de financeur de l'activité géographique. Cette activité de mécénat trouve ses origines dès l'Antiquité, mais se renouvelle à la Renaissance, où elle ne concerne plus seulement les projets artistiques et culturels mais aussi les corporations marchandes, notamment sous l'égide de la famille Médicis en Italie. Jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, cette pratique s'étend à la sphère scolaire et militaire : Mazarin fait par exemple construire le collège des Quatre Nations et Madame de Pompadour finance l'École militaire. Le mécénat dépasse donc largement la sphère purement artistique et culturelle, pour investir tous les champs d'activité. Le financement à titre officiel (par le roi) ou individuel (par certains ministres ou grandes figures politiques) des sociétés de géographie s'inscrit donc dans cette tendance historique d'élargissement des engagements politiques. À ces pratiques, il s'agira de mettre en regard les discours et modalités proprement épistémologiques de production des savoirs géographiques pour mesurer là aussi le degré d'intrication du politique.

### ***3 – Une géographie berlinoise particulière***

Avant de passer à l'analyse des pratiques et des discours scientifiques portés par les sociétés de géographie et les autres espaces qui produisent, diffusent et font circuler des savoirs géographiques, il semble important d'insister sur un dernier point : les différences très nettes entre les trois géographies nationales. On peut très clairement distinguer Berlin des deux autres capitales et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, en raison d'un effet de taille non négligeable. En 1840, la capitale prussienne compte un peu plus de 300 000 habitants, alors que Paris atteint presque le million d'habitants (930 000) et que Londres culmine déjà à 1,9 million au recensement de 1841 (Fox, 1992 ; Schalenberg et Vom Bruch, 2004 ; Schoeps, 2001). Il ne s'agit pas seulement de constater un saut quantitatif, mais surtout qualitatif entre les villes. C'est bien d'ailleurs ce que déplore Alexander von Humboldt alors qu'il revient vivre à Berlin :

Je suis depuis un mois sans lettre de Paris, un autre monde commence au-delà (sic) du Rhin !  
(Humboldt, 1907 : 18)



Si l'on peut conférer à Berlin le statut de métropole scientifique nationale, elle n'a pas encore, et de loin, un statut européen.

Cette moindre taille de la ville, comme du royaume de Prusse, encourage un certain centralisme politique, renforcé par les guerres napoléoniennes. Depuis les réformes menées par Hardenberg et consorts (voir partie I), l'État prussien a la main sur l'ensemble ou presque des institutions savantes, au premier rang desquelles l'Académie des Sciences et l'Université. Si cela est aussi pour une part le cas dans les deux autres États, la situation britannique se distingue tout de même par son moindre interventionnisme et la liberté laissée à l'initiative privée. Et bien que la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* soit aussi le fruit d'une libre association, elle n'en demeure pas moins enchâssée dans un dispositif scientifique contrôlé par l'État et essentiellement berlinois. Alors qu'en France et en Grande-Bretagne, les instances scientifiques sont aussi, au moins pour une part, provinciales (Schalenberg et Vom Bruch, 2004).

Enfin, la capitale prussienne jouit d'une primauté temporelle et quantitative quant aux lieux dédiés ou alloués aux savoirs géographiques. Sur le plan diachronique, avec la création de cours à l'Université puis d'une chaire en 1825, la revalorisation des cours de géographie et de cartographie à la *Kriegsschule* et la fondation *Gesellschaft für Erdkunde* au cours de la décennie 1820, Berlin devance les deux autres métropoles scientifiques européennes. La capitale prussienne bénéficie sans doute de l'énergie de quelques figures géographiques qui animent intensément le paysage scientifique de la ville. Arrivé en 1820, Carl Ritter officie dans ces trois institutions, se faisant ainsi un relais essentiel de l'activité géographique berlinoise. Il paraît sur tous les fronts à la fois, travaillant inlassablement à son œuvre autant qu'à la pérennisation des tribunes des savoirs géographiques (Beck, 1979 ; Lüdecke, 2002). Il peut aussi compter sur l'enthousiasme d'Alexander von Humboldt, qui propose en 1827 et 1828 des leçons de géographie physique à l'Université (Humboldt, 1934), et fonctionne comme un relais vers l'espace européen. L'ouvrage d'Ulrich Päßler, publiant les lettres échangées par Ritter et Humboldt, montre parfaitement bien l'énergie dépensée par ces deux hommes, qui compensent par leur réseau personnel le retard scientifique des institutions berlinoises (Humboldt et Ritter, 2010) et se débattent pour obtenir du pouvoir politique les moyens d'exister. Dans une même lettre du 7 juin 1839, Humboldt évoque les difficultés d'un collègue pour publier et se faire une place, parle des *Hofdemagogen* (les démagogues de cour ; *ibid.* : 72) qui perturbent le progrès scientifiques et rendent plus complexes les relations entre science et politique, dont ils sont pourtant dépendants, et termine en signalant les réalisations concrètes de la *Gesellschaft für Erdkunde* en termes d'insertion européenne :

In Berghaus steht die Uebersetzung meines französischen Aufsazes sur la Guyane aus Eyriès Annales des Voyages mit Gegeneinanderstellung meiner Karte vom Amucu und der von Schomburgk aus Journal Geographical Society.<sup>121</sup> (*ibid.* : 73 )

---

121 Traduction : Chez Berghaus [dans sa revue] se trouve la traduction de ma rédaction en français sur la Guyane des Annales des Voyages d'Eyriès avec une comparaison de ma carte d'Amucu et celle de Schomburgk parue dans le journal de la *Geographical Society*.

Plus encore que pour les sociétés parisienne et londonienne, l'activité de la société berlinoise dépend véritablement de la capacité réticulaire de telles figures à la visibilité européenne, voire mondiale pour Humboldt.

Berlin présente une géographie des savoirs géographiques tout à fait particulière, qui la distingue de ses consœurs parisienne et londonienne. Même si l'activité géographique y est un peu moindre, notamment au sein de la *Gesellschaft für Erdkunde* où les séances sont plus espacées et les bulletins plus maigres que dans les deux autres, la considération accordée aux savoirs géographiques différencie la capitale prussienne des deux autres métropoles. En analysant les thématiques de ses travaux et le contenu proprement textuel, conceptuel et théorique, de l'information géographique qui y est produite, et les comparant à ce qui se passe ailleurs, l'enjeu sera donc aussi de chercher si des logiques spatiales président à une certaine configuration épistémologique des savoirs.

## Conclusion du chapitre 5

L'approche spatiale donne à voir une grande complexité et pluralité de lieux concourant à la promotion des savoirs géographiques durant la période 1815-1840. À travers la fondation de lieux plus ou moins fixes mais fondamentalement dédiés au soutien du nouveau champ disciplinaire, à travers leur fonctionnement en réseau et en identifiant les différentes échelles impliquées, à travers enfin le positionnement relatif de ces nouveaux territoires du savoir par rapport au pouvoir, le *spatial turn* offre une entrée riche et heuristique. Il permet surtout de dépasser le simple constat de fait – de nouveaux lieux sont créés pendant cet intervalle temporel – pour en interroger les formes spatiales, les effets, mais aussi les écarts entre idéalité et matérialité. Le questionnement sur les schèmes spatiaux et mentaux qui président à la création des sociétés de géographie fait apparaître l'ambition centralisatrice et polarisante de ces lieux, alors que l'analyse des flux montre une orientation nationale très forte. De même un écart sensible se révèle entre le désir d'un espace du savoir indépendant et la situation de proximité, géographique, sociale et relationnelle, avec le champ du politique. Le politique fait partie intégrante du réseau des sociétés de géographie et, en général, interagit avec tous les lieux assurant la production et la diffusion des savoirs géographiques. Mais les modalités de cette interaction diffèrent selon la sphère envisagée ; la situation berlinoise se distinguant ici par l'exceptionnalité de sa configuration spatiale. L'approche par les lieux engage à ce titre à prendre en compte les particularités nationales mais aussi locales, en interrogeant les situations d'une manière comparée.

Il ressort globalement de cette analyse de la géographie des lieux des savoirs géographiques que ceux-ci se situent essentiellement entre deux sphères. D'une part, ils marquent leur empreinte dans le paysage scientifique, en fondant des tribunes, matériellement identifiables et donc publiquement visibles. À ce titre, les lieux ainsi créés, et en particulier les sociétés de géographie, qui sont les hauts lieux ou la poupe du mouvement d'institutionnalisation disciplinaire, servent donc un projet scientifique et en reflètent les ambitions. Lorsqu'on se penche sur les schèmes qui les sous-tendent, la

conjonction de l'idéal universaliste et l'ambition polarisante plaident aussi pour la prise de position des savoirs géographiques dans le champ des sciences. Mais cette implantation, cette prise de pouvoir qui se traduit spatialement, se heurte à la zone d'influence du pouvoir politique, ou plutôt des pouvoirs politiques – puisque les situations diffèrent selon l'aire nationale considérée. L'appartenance à un État et le sentiment national, qui s'expriment nettement malgré parfois quelques détours rhétoriques, se heurtent donc à l'exigence universaliste première de ces lieux. Entre proximité assumée et mise à distance du politique, les savoirs géographiques se situent dans un entre-deux problématique, car résultat d'une position non exactement résolue, comme les discours de Chabrol et de Lichtenstein en témoignent. I. Schröder identifie bien le paradoxe inhérent à la multiplication des lieux consacrés aux savoirs géographiques : alors qu'ils promeuvent l'universalisme, que l'on voit poindre dans les statuts des sociétés par exemple, ils s'affichent en même temps comme des instruments de défense et de construction nationale :

Für die Neuerfindung der Geographie im frühen 19. Jahrhundert konstituierte diese Ambivalenz eine entscheidende Grundbedingung, die zugleich eine Fülle an neuen Denk-, Handlungs- und Wahrnehmungsmustern vorgab. Nationalgefühl und Universalismusgebot mussten schließlich bei den eigenen Arbeiten am Raum und an den globalen Geographien stets miteinander in Übereinstimmung gebracht werden.<sup>122</sup> (Schröder, 2011 : 66)

Cette ambivalence est bien visible d'un point de vue spatial : elle appelle une prolongation des analyses dans les domaines pratique/méthodologique ainsi que textuel et discursif. Comment le projet épistémologique de ces nouveaux espaces du savoir géographique, à travers les propositions méthodologiques, théoriques, thématiques, c'est-à-dire à travers toutes les façons de faire de la géographie, intègre-t-il ce paradoxe ? L'hypothèse qui surgit à la fin de ce chapitre est que la prise de pouvoir d'un collectif géographique, qui se traduit dans un premier temps par la création de lieux qui lui sont dédiés, se trouve scientifiquement orientée et contrainte par la présence du politique, alors même que ce collectif fait le vœu d'une autonomie disciplinaire. Le pari de la suite de cette enquête est que la stratégie de l'auto-persuasion, qui vise à se convaincre d'une indépendance disciplinaire de fait, se traduit non pas seulement en termes spatiaux et sociologiques, ce qui vient d'être montré, mais également en termes pratiques et discursifs. C'est le double enjeu des prochains chapitres.

---

122 Traduction : Pour la réinvention de la géographie au cours du premier XIX<sup>ème</sup> siècle, cette ambivalence constitue une condition fondamentale et décisive, qui promeut tout à la fois une profusion de nouveaux modèles de pensée, de nouveaux modèles méthodologiques et de nouvelles modalités de perception. Le sentiment national et la proposition universelle doivent finalement toujours être pensés l'un l'autre en correspondance dans les recherches sur l'espace et sur les géographies globales.

## Chapitre 6. Les gestes du géographe : apparition et fixation progressive de figure(s) de géographes

Après avoir interrogé au chapitre précédent la création de lieux entièrement dédiés aux savoirs géographiques, le chapitre 6 propose de porter le regard sur les gestes du géographe, soit un autre aspect de ce qui participe de l'identité disciplinaire. La fondation d'une discipline ne consiste pas uniquement en l'identification d'un projet, et d'institutions le supportant, elle appelle une incarnation dans des pratiques, des gestes et des figures reconnaissables. L'apparition d'une nouvelle discipline dans le champ scientifique appelle aussi celle de ses représentants et la fixation de leur identité. Identifier une figure de « géographe » relève de la même importance que de disposer de lieux dédiés : cela contribue à la structuration et à la fixation de cadres disciplinaires bien visibles et surtout bien distincts de ceux de l'histoire ou des sciences naturelles.

Alors que la discipline tend à s'imposer dans le champ scientifique, qu'attend-on de ceux qui produisent les savoirs géographiques ? Par « on », j'entends ceux mêmes qui ont décidé d'instituer des cadres, matériels, pratiques et intellectuels, et donc disciplinaires à la production de ces savoirs. De quelle manière l'institutionnalisation de ces cadres s'accompagne de la mise en œuvre de procédés pratiques et méthodologiques ? Qui propose la structuration méthodologique de la nouvelle discipline ? Comment, c'est-à-dire d'après quelles règles, selon quels principes normatifs, de quelle manière doit-on produire des savoirs géographiques normalisés, pour reprendre l'idée foucauldienne (Foucault, 1969, 1975), pour qu'ils puissent rentrer dans le cadre disciplinaire sinon absolument fixé, du moins rêvé et idéalisé ? Cet enjeu résonne avec celui de l'identification d'une figure géographique. Faire discipline suppose en effet de pouvoir distinguer les représentants de chaque champ scientifique. Quelle(s) image(s) donner au public, aux autres sciences et à aux-mêmes les géographes ? Comment repérer ces figures, si ce n'est à travers des gestes spécifiques, des pratiques consacrées qui signent la fabriques des savoirs géographiques ? Car la question des gestes rejoint celle de la cohérence méthodologique, et pose en retour celle de l'homogénéité des pratiques et donc de l'unité disciplinaire. Mais alors que la pluralité domine encore largement dans la période précédente, comment s'organise le collectif en gestation ? Assiste-t-on, pour le dire autrement à l'affirmation d'un esprit géographique collectif, sinon commun, rassemblé autour d'une figure nettement mise en avant, ou bien des tensions centrifuges existent-elles aussi d'un point de vue pratique et méthodologique ?

L'expression de L. Fleck (2008) « collectif de pensée » coïncide encore pour la période 1815-1840 à la réalité plurielle des pratiques des géographes. Celle-ci demeure la règle, mais pourtant, quelques tendances fortes apparaissent. D'une part, la professionnalisation de l'activité géographique

s'affirme, qui va avec sa pratique de plus en plus exclusive. Une figure, ou des figures, de géographe apparaissent au cours de ces quelques décennies, centrée(s) autour de la légitimité des savoirs géographiques à exister pour eux-mêmes. Certains, mais ils ne sont pas encore majoritaires, font le choix de se consacrer exclusivement à la discipline naissante, ce qui marque un tournant majeur. Pourtant, en dépit de cette tendance, le maintien de pratiques plurielles et parfois très distinctes d'un individu à l'autre continue à régner. La pratique de terrain suscite de ce point de vue des réactions très diverses et illustre les diversités méthodologiques qui existent. D'autre part, et cela intéresse cette enquête au plus haut point, la fixation de figures de géographe semble se réaliser surtout, ou du moins d'une manière la plus avancée, à travers l'association grandissante du géographe avec le politique, et le militaire. Tout se passe comme si la volonté d'autonomie disciplinaire ne trouvait de réalisation effective que dans la coopération avec ces deux champs du pouvoir. La figure du géographe-militaire tend peu à peu à dominer ce tableau, interrogeant par là-même encore une fois l'effectivité des exigences universalistes portées à titre collectif.

Ce chapitre vise donc à élucider les modalités de l'apparition de l'apparition de figures géographiques. Entre le maintien d'une pluralité de pratiques et une professionnalisation de la production géographique, il s'agit de comprendre comment les géographes gèrent, résolvent ou subissent les tensions qui animent la création d'un nouveau champ disciplinaire. Dans un premier temps, ce chapitre fait le constat d'une professionnalisation effective de l'activité géographique, reflet de la disciplinarisation en cours. Ensuite, il revient sur une pratique spécifique, le terrain, pour montrer en quoi la pluralité des pratiques et des gestes demeure la règle. Enfin, dans un dernier temps, il pose la question de la politisation des géographes, à travers leur militarisation accrue.

## **A) La professionnalisation de l'activité géographique**

La période 1815-1840 voit s'affirmer, s'affiner et surtout se professionnaliser la figure du géographe. En effet, le processus de construction disciplinaire ne suppose pas seulement une autonomisation scientifique vis-à-vis des autres champs disciplinaires, il réclame surtout une exclusivité de plus en plus grande des pratiques géographiques : comment assurer en effet l'existence indépendante d'une nouvelle discipline si les individus qui la défendent s'impliquent également ailleurs ? L'apparition d'une figure de géographe clairement identifiable, en regard des sciences naturelles ou de l'histoire notamment, constitue une condition nécessaire et essentielle à la structuration d'un champ scientifique indépendant. Dès 1807, Malte-Brun déplore dans son premier numéro des *Annales des Voyages*, « cette activité irrégulière des Géographes et des Voyageurs » (Malte-Brun, 1807 : 7), c'est-à-dire le caractère amateur qui préside alors à la production des savoirs géographiques. Ceux-ci relèvent jusqu'alors du loisir, mais pas d'une occupation à plein temps, encadrée et autonome. Avec la création des sociétés de géographie et la volonté affichée d'élever la géographie au rang de discipline scientifique à part entière, ce sont aussi les pratiques qui sont revues :

les géographes passent peu à peu du cadre de l'amateurisme teinté d'encyclopédisme à une exclusivité et une professionnalisation de plus en plus grande de la production de savoirs géographiques.

### ***1 – Vers une plus grande exclusivité de la pratique géographique***

L'édification des sociétés de géographie marque le besoin de consacrer non seulement un lieu et du temps aux savoirs géographiques, mais aussi des individus, qui reconnaissent l'opportunité de développer cette branche. Tous les membres ne se dévouent pas entièrement à cette entreprise, puisqu'une grande partie revendique encore un esprit encyclopédiste, amateur et passionné par le progrès des sciences en général, à l'instar d'un Humboldt par exemple, mais la construction de lieux dédiés exclusivement à ce champ donne une impulsion certaine vers l'exclusivité des pratiques.

De plus en plus d'individus décident en effet de dédier leur temps et leur énergie aux progrès de la science géographique. La composition des membres indique un changement de génération sans doute propice à ce changement : entre les naturalistes participant aux sociétés de géographie, mais comme ils se consacrent aussi à d'autres sciences, et les individus qui s'identifient avant tout comme géographes, seulement quelques années de différence, cependant l'écart est perceptible. Le tournant se fait pour la génération née dans les années 1770, qui connaît alors qu'elle se forme les bouleversements politiques et scientifiques de la période révolutionnaire. Humboldt, né en 1769, participe en ce sens la dernière génération d'encyclopédistes. Non pas que les générations suivantes ne soient pas non plus pénétrées de l'idéal encyclopédiste et universaliste, mais le contexte dans lequel elles suivent leur formation intellectuelle et scientifique influence grandement leur parcours. Deux exemples illustrent cette pratique de plus en plus répandue, ceux d'Edme-François Jomard côté français et de Carl Ritter côté prussien. Nés tous deux à la fin des années 1770, leurs parcours parallèles soulignent la transformation progressive de l'intérêt accordé aux savoirs géographiques.

---

### **Gros plan 7 - Les parcours de Jomard et Ritter : à l'école de l'exclusivité géographique**

Edme-François Jomard fait partie de la première génération formée sous les auspices révolutionnaires. Comme le signale son biographe Yves Laissus, il réalise ses études dans les toutes jeunes institutions mises en place par le pouvoir républicain. Jomard suit en effet des cours du Nouveau Muséum d'Histoire Naturelle que la Convention a substitué en 1793 au vieux Jardin du Roi. En 1794, il entre ensuite à l'École des Ponts et Chaussées de Paris, où les élèves sont salariés et exemptés des obligations militaires car au service de la nation. Déçu par les Ponts, Jomard demande ensuite à rejoindre la nouvelle École centrale des travaux publics, la future École polytechnique créée en 1794 à l'instigation de Monge et Laplace. Cinq catégories d'ingénieurs y sont formées : ingénieurs militaires, ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs géographes, ingénieurs des mines et ingénieurs constructeurs de vaisseaux. Jomard choisit la troisième catégorie, alors même que cette

voie n'est en rien solide, comme l'explique Y. Laissus :

Au moment, en effet, où il décide d'embrasser la carrière d'ingénieur géographe, le statut de cette profession paraît mal assuré, disputée qu'elle est entre civils et militaires. (Laissus, 2004 : 33)

Ce choix initial structure ensuite toute sa carrière, car Jomard ne se départit jamais de son intérêt pour la géographie. Il y entre par la voie professionnalisante et la dimension militaire, faisant ses vraies armes d'ingénieur géographe sur le terrain égyptien en compagnie de l'escadron de savants escortant Bonaparte, puis passe progressivement à l'animation de la discipline naissante. Le tournant se fait alors que la *Description d'Égypte* touche à sa fin. À partir des années 1820 Jomard se lance alors à corps perdu dans la défense des intérêts géographiques (*ibid.*). Il fait partie des membres fondateurs de la Société de Géographie de Paris, entretient des réseaux de correspondance denses pour alimenter les séances et les bulletins et s'institue spécialiste *ès* Afrique. L'Égypte devient son terrain de prédilection et il joue un rôle plus qu'actif dans l'affaire Caillé en 1828 (voir gros plan 8). Il se distingue par son rôle d'animateur hors pair des débats géographiques, mais aussi comme défenseur des intérêts de la toute récente discipline. Ses actions répétées en faveur d'une bibliothèque et d'une cartothèque dédiées aux savoirs géographiques (voir gros plan 5), ainsi que son enthousiasme pour tout projet permettant une plus grande visibilité de ces savoirs, plaident pour un attachement tout particulier au champ géographique. Jomard s'engage avec un engouement réel et son parcours constitue l'une des premières carrières entièrement consacrée à ce champ.

La carrière de Ritter offre un certain nombre de points communs, bien qu'elle se déroule dans un contexte distinct. La plus grande différence entre les deux relève de la formation. Ritter ne passe pas par des écoles professionnalisantes, mais reçoit une éducation et une formation classique. Il baigne néanmoins très tôt dans une atmosphère géographique, au contact de GutsMuths et Salzmann qui lui transmettent sinon leurs méthodes du moins le goût de la géographie (Beck, 1979, 1982). Il fréquente aussi Justus Perthes, initiateur à 1785 à Gotha d'un établissement géographique, le *Geographische Anstalt*. Comme le rappelle G. Garner, même s'il ne garde que peu d'éléments de cette école, Ritter est profondément marqué par le courant de géographie camérale qui se développe alors du côté de Göttingen, notamment avec les travaux de Hassel (1816-1817) (Garner, 2006, 2008). Il baigne dans cette tradition et y puise une curiosité certaine pour les objets géographiques. Dans les années suivantes, c'est via son expérience pédagogique qu'il affermit son intérêt pour ce champ scientifique. Alors qu'il donne des cours privés dans la famille Bethmann-Hollweg à Francfort, il participe avec ses élèves à de nombreuses excursions, qui le mènent jusqu'en Suisse et jusqu'à Pestalozzi. Il découvre les préceptes pédagogiques de cet homme et fortifie ainsi son attachement au contact direct avec le monde, qui l'éloigne définitivement des sciences camérales et lui fournit les bases de sa future *Erdkunde*. Ses premières œuvres sont pédagogiques ; il teste notamment ses premières idées dans un petit ouvrage sur l'Europe accompagné d'un atlas (1804-1807), et cette dimension reste essentielle tout

au long de son parcours. Ritter se fait en effet défenseur des savoirs géographiques d'abord en les enseignant et en les transmettant. Après ses élèves de Francfort, ce sont les cadets de la *Kriegsschule* puis les étudiants de l'Université de Berlin qui forment son public. En 1820, à l'appel du Général Müffling, Ritter commence en effet à enseigner la géographie aux futurs officiers de l'académie militaire de la capitale prussienne (Lüdecke, 2002) et la même année rejoint les rangs de l'université. Son activité d'enseignement lui prend une grande partie de son temps, mais c'est aussi dans ce cadre qu'il teste une grande partie de ses intuitions scientifiques. Avec les élèves de l'école militaire, il affirme son appétence pour le terrain et le contact le plus direct avec le monde (*ibid.*), tandis qu'à l'université il s'essaye à la conception d'une *reine Geographie*, d'une géographie pure (voir gros plan 13). Mais non content d'enseigner les savoirs géographiques, Ritter les produit, les diffuse, les défend aussi en dehors des institutions de formation : l'Académie des sciences et la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* lui sont redevables d'une immense activité. J'ai déjà souligné plus haut son rôle d'animateur au sein de la société, il n'est pas qu'un membre fondateur, mais un des plus énergiques qui déploie ses réseaux au service de l'avancée des connaissances géographiques. À l'instar de Humboldt, il bénéficie d'un réseau de correspondants des plus étendus, couvrant une grande partie de l'Europe et lui permettant de se tenir au courant des dernières nouveautés.

Que ce soit dans son volet enseignement ou dans sa partie recueil, production et transmission des savoirs géographiques, Ritter se dévoue toute sa vie aux progrès géographiques. Sa présence dans plusieurs institutions majeures en fait un pivot essentiel dans la sphère berlinoise et prussienne. Sans son énergie, la société de géographie de la capitale n'aurait sans doute pas été aussi active. Il est, comme Jomard, également à l'origine d'une collection cartographique au sein de la bibliothèque royale (voir gros plan 6). D'une curiosité insatiable, Ritter représente parfaitement le passage de l'amateurisme et de l'encyclopédisme à l'exclusivité scientifique : il prouve ainsi que le progrès de la géographie exige de s'y consacrer, que cette occupation est des plus sérieuses et demande une absolue disponibilité. Ses collègues de la société ne se trompent d'ailleurs pas sur le rôle qu'il joue dans ce processus, puisqu'à sa mort en 1859, ils font paraître dans le bulletin un article de près de quinze pages, alors qu'Humboldt n'a droit qu'à une page d'hommage quelques mois plus tôt (BGFE, 1859 (S3, T7)). Ces deux parcours signent bien la tendance à l'œuvre dans les décennies 1820 et 1830 : la montée de l'exclusivité géographique. Les savoirs géographiques acquièrent une importance qui demande la consécration de carrières entières à leur progrès.

## **2 - Une professionnalisation des gestes géographiques**

Les exemples de Jomard et Ritter montrent bien le passage de l'encyclopédisme à la spécialisation. De plus, ils laissent entrevoir une dimension de l'exclusivité géographique montante : son caractère de plus en plus professionnel. Cela passe par un double mouvement concomitant, à la fois l'instrumentation généralisée de la pratique géographique, et son encadrement de plus en plus grand (Headrick, 1981). Tout cela doit concourir à une scientificité accrue des savoirs géographiques,



à leur inscription dans le champ des sciences expérimentales, et donc irréfutables. On retrouve dans cette injonction la marque du positivisme qui s'impose alors peu à peu en Europe<sup>123</sup>.

#### a) Instrumentation des gestes géographiques : le recours aux artefacts

Les géographes accordent une attention de plus en plus grande à leurs instruments, qui doivent leur permettre le recueil de leurs données et éventuellement le transport des matériaux récoltés. Pour mieux comprendre le monde qui les entoure, ils ont recours à l'utilisation d'artefacts, qui prolongent leur corps et doit autoriser une saisie plus complète et juste des phénomènes. Plus précieux que leurs propres vêtements, les instruments de mesure du monde deviennent les outils indispensables. Cette dimension instrumentale de la science n'est pas nouvelle (Bourguet, Licoppe, 1997), mais elle s'amplifie alors que les géographes veulent assurer des bases scientifiques à leur discipline. La pratique de la collection se transforme : elle n'est plus simple accumulation, elle prélude à un ordonnancement pensé et classé du monde (Pérec, 2003). Cela se traduit d'une part par une attention de tous les instants aux baromètres, thermomètres ou tout autre outil utilisé. Dès lors qu'il part en voyage ou qu'il conduit une expérience, Humboldt ne tarit pas de commentaires dans ses lettres sur l'état de ses instruments. Leur condition semble d'ailleurs souvent lui importer bien plus que sa propre situation (Humboldt, 1993). Lorsqu'il part en Italie avec le roi Frédéric-Guillaume III en 1822, ce qu'il retient est la visite de la *Specola* et de tous les instruments qu'elle contient, qui suscitent chez lui un réel émerveillement :

Après le Vésuve et ce climat délicieux où le thermomètre a été constamment (5 nov. 4 déc.) à 18°-20°, c'est la *Specola* qui m'a le plus intéressé. Quelle vue, quelle superbe façade en colonnes de marbre et de granite d'Égypte ! Tu sais que tous les instruments sont de Reichenbach et pour le plus grand malheur de l'astronome M. Brioschi (élève d'Oriani) il y a deux cercles répéteurs de 3 pouces semblables au vôtre. Les différences de chaque cercle ne vont qu'à 0''30''4, mais les latitudes données par les deux cercles varient de 1''6-1''8. Est-ce la faute de M. Brioschi ou une diablerie pour faire enrager les astronomes ? Il y a une lunette de Reichenbach de 10 piés (*sic*) et 71/2 pouces d'ouverture grossissant 600 fois, lorsqu'on ne veut rien voir, montée parallectiquement, mue par une horloge, mais tremblotant à cause de la faiblesse du pié (*sic*). L'Equatorial est très beau, mais il manque à cette *Specola* une lunette méridienne et un grand cercle comme les vôtres. Vous êtes mieux montés en instruments, c'est-à-dire en grands instruments. Reichenbach et ton ami le Doyen les ont inondés de théodolites répéteurs, de petits cercles méridiens, de montres de Memmich qui vont encore plus mal que leur pendule de Bréguet. (Humboldt, 1907 : 9-10)

Quel que soit leur rôle, ses instruments apparaissent de plus en plus comme le prolongement de lui-même, lui donnant accès en profondeur et avec plus de précision aux secrets de la nature. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Humboldt se fait régulièrement représenté entouré de ses sextants, baromètres, et autres lunettes ; certains occupent même le centre des tableaux (voir figure 51). Humboldt est l'exemple même du savant mettant son entière confiance dans la technique et

---

123 Le positivisme scientifique initié par Auguste Comte apparaît avec la parution du *Cours de philosophie positive*, écrit de 1830 à 1842. L'esprit positiviste n'en est donc qu'à ses balbutiements dans le cadre de cette enquête pour la période 1815-1840. J'emploie pourtant ce terme à dessein dans la mesure où les géographes se penchent sur les faits et visent à la recherche d'un mode d'organisation du monde à partir de ces éléments factuels.

l'instrumentation du monde : il conseille ses collègues et les encourage à faire l'acquisition d'instruments (Humboldt et Boussingault, 2014) et lance même projets de réseau d'observation magnétique du monde. La question du magnétisme le passionne depuis ses plus jeunes années et se renforce lors de son voyage en Amérique. Mais c'est surtout à partir de sa collaboration avec Gay-Lussac à partir de 1805, avec lequel il fait un voyage vers le Vésuve cette année-là, puis avec Gauss à partir de 1827 qu'il encourage ce champ de recherche. Avec son homologue de Göttingen, il promeut l'ouverture d'observatoires un peu partout dans le monde (Gauss et Humboldt, 1977). Et il connaît un certain succès, puisqu'une cinquantaine d'établissement ouvrent à travers l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie et l'Australie. En 1836, il écrit au Président de la *Royal Society* de Londres pour demander que la Grande-Bretagne poursuive cet effort et installe des établissements dans son empire. Le gouvernement répond favorablement à son appel et envoie également une expédition en Arctique sous le commandement de Ross pour continuer et étendre les recherches sur le magnétisme terrestre (Chapman, 1959). Cette dépense d'énergie illustre la confiance inébranlable que Humboldt met dans la technique et l'instrumentation du monde, qui dans son esprit doit se développer de manière trans- ou a-nationale.

51. *Humboldt und Bonpland in ihrer Dschungelhütte*, Eduard Ender (1822-1883)



(Source : [humboldt-portal.de](http://humboldt-portal.de))

Humboldt constitue un exemple parmi d'autres. Les bulletins des sociétés regorgent d'articles indiquant les nouvelles observations réalisées ici ou là et se font ainsi l'écho de cette préoccupation générale. Dès le premier bulletin de la société parisienne, M. Cailliaud présente par exemple un article sur les progrès faits grâce à l'utilisation de l'aiguille aimantée (BSGP, 1821 (S1, T1)). Et la revue

française consacre dans ses premiers numéros une section spéciale dédiée aux instruments et aux procédés, qui recense les améliorations apportées aux instruments. En 1825, il est par exemple question du perfectionnement de la boussole en lui appliquant une plaque de cuivre, réalisé par M. Arago, et de ses conséquences sur le travail géographique :

Cette découverte n'est pas seulement curieuse ; elle peut être, pour le voyageur géographe, terrestre ou navigateur, de la plus grande utilité pratique. Elle hâte et précise le travail dans les opérations de terre ; elle donne en mer le moyen de diminuer les oscillations toujours reproduites par les mouvements du vaisseau ; et comme le savant inventeur est parvenu même à calculer l'action du cuivre sur l'aiguille, de manière à reconnaître une déviation de moins de quelques secondes, on pourra désormais se garantir des erreurs que l'on commettait nécessairement lorsque, pour évaluer l'intensité magnétique de la terre, on avait recours à des boussoles dans lesquelles l'aiguille était entourée d'un cercle de cuivre, et par conséquent faire des observations magnétiques, même quand la mer sera fortement agitée. (BSGP, 1825 (S1, T3) : 150-151)

« Se garantir des erreurs », voilà bien tout l'enjeu qui réside dans l'utilisation des instruments et dans leur perfectionnement incessant. La technique ne vaut pas tant en soi que pour les services qu'elle peut rendre aux travaux géographiques. De ce point de vue, les échanges sont trans-européens et l'on constate dans les bulletins une discussion à l'échelle du continent entier sur ce sujet. Nombreux sont ceux qui se passionnent pour les perfectionnements des instruments. En 1839, Jomard rédige par exemple une note sur le procédé tout récent mis au point par Daguerre et en expose les possibilités d'utilisation pour la topographie, qu'il entrevoit à la fois comme très riches, pour deux raisons. D'une part, car cette technique simplifie le travail du géographe, et rend ses gestes plus sûrs :

Le temps serait beaucoup moindre si on s'abstenait de répéter l'opération dans les parties communes à plusieurs horizons. / Le relief des parties éloignées de la station serait un peu altéré par la perspective, mais il serait rectifié immédiatement par le transport de l'instrument sur un des points de l'horizon. Il n'y a donc nul doute que, lors de la réduction de la carte d'ensemble, le dessinateur aurait les secours suffisants pour donner la véritable forme à un terrain donné. / Il y aurait donc là un moyen assez sûr pour construire les cartes-relief proprement dites. (BSGP, 1839 (S2, T11) : 110)

L'enthousiasme de Jomard illustre les espoirs placés dans les progrès techniques, qui doivent venir assurer les gestes du géographe. Son engouement s'explique aussi car, d'autre part, ce procédé garantit un rendu fidèle au terrain étudié, or la concordance entre les observations géographiques et la réalité qu'elles doivent donner à voir constitue un critère de plus en plus important dans une recherche de scientificité accrue :

Sous le rapport de l'art et de la perspective aérienne, ce qui me paraît le plus saillant et le plus extraordinaire, c'est l'imitation parfaite de tous les plans, de tous les effets de lumière, de la transparence dans l'ombre, de la dégradation des teintes et de la profondeur de l'espace. On voit avec surprise dans le cabinet de M. Daguerre trois empreintes identiques pour le dessin, et qui cependant diffèrent totalement d'aspect, et ce par la seule raison qu'elles ont été prises le matin, à midi et le soir. (*ibid.* : 111)

Les instruments remplissent aussi un effet de réalisme, que les géographes appellent de leurs vœux. Cette injonction n'est d'ailleurs pas sans rappeler les travaux vidaliens du début du XX<sup>ème</sup> siècle (Orain,

2003).

Si les instruments doivent faciliter le travail des géographes et leur permettre de gagner en scientificité dans leurs pratiques, de créer ainsi un processus de la preuve et de la démonstration, l'usage même de ces artefacts et des gestes qu'ils imposent appellent un encadrement.

#### *b) Fixation et encadrement des gestes géographiques*

Pour s'assurer en effet que l'usage des instruments remplit correctement son rôle dans le dispositif de la preuve qui se met en place, l'encadrement des gestes des géographes se fait plus présent. Les sociétés de géographie apparaissent comme le relais privilégié de cet encadrement : elles se posent en arbitre du geste géographique, conseillant les meilleures pratiques, stigmatisant les mauvaises et, ce faisant, elles édictent ainsi un code de scientificité des gestes du géographe. Mettre en garde les voyageurs pour assurer de meilleurs résultats, voilà le sujet d'innombrables articles des bulletins des sociétés de géographie. Quelques exemples parmi d'autres illustrent le ton et l'état d'esprit de cette normalisation des pratiques et méthodes géographiques. En 1825, la société parisienne conseille sur l'usage du sextant :

Depuis plus de vingt ans, l'on connaît en France l'usage des sextants de poche. C'est un sextant réduit aux dimensions d'une simple bonbonnière. L'arc sur lequel l'alidade mesure les degrés n'a tout au plus que deux pouces de rayon et cependant il marque exactement les minutes ; il ne saurait exister beaucoup d'instruments plus portatifs, et d'un usage plus facile. C'est au point qu'on l'avait même disposé pour s'en servir à cheval. Mais l'on sait aussi qu'au moyen du sextant l'on peut obtenir les nivellements des terrains, reconnaître la hauteur des montagnes, déterminer les latitudes et les longitudes, en un mot prendre les notions les plus précises sur la Géographie des pays qu'on explore. (BSGP, 1825 (S1, T3) : 234)

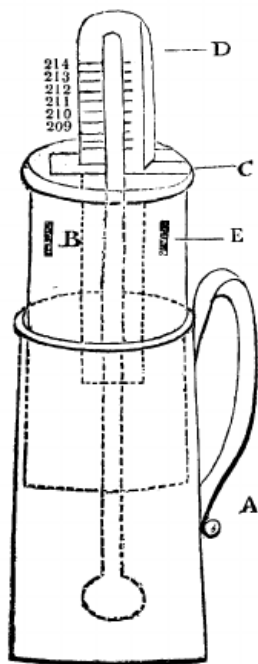
Le rôle des sociétés consiste dans ce cas à baliser l'usage des instruments, en optimisant leur utilisation dans le but d'obtenir « les notions les plus précises » possibles. L'objectif premier vers lequel tendre reste l'horizon de la vérité. Les instruments sont les moyens d'arriver à une scientificité et donc à une véracité accrue des savoirs géographiques, ce qui appelle une manipulation et une utilisation réglée et normée. Cet horizon de vérité demande pourtant à être nuancé. En 1838, Sykes envoie à la *Royal Geographical Society* un article sur l'usage du thermomètre par les voyageurs, qui rappelle aussi les limites des instruments :

Having been recently applied to by two gentlemen about to travel – the one in Africa and the other in Asia Minor – for a description of the thermometers and apparatus used by myself for some years in India for determining heights by the boiling temperature of water, I have ventured to believe that a brief account of a process which I found to produce results sufficiently near to the truth for most practical purposes, may not be unacceptable to some members of the Society(...) This instrument is very sensible, but it is very fragile from the great weight of the bulb compared with the slenderness of the stem ; moreover, there are some complex accompaniments, and the instrument is also expensive (...) I had then recourse to common thermometer, and, with certain precautions in their use, found them answer my purpose sufficiently well.<sup>124</sup> (BRGS, 1838 (T8) : 435)

---

124 Traduction : Ayant été récemment sollicité par deux messieurs sur le point de partir en voyage – l'un en Afrique et le

Dans cet article, Sykes met en garde ses collègues contre la fragilité de certains modèles de thermomètre et avance un argument des plus intéressants quant au choix des instruments à effectuer : le bon instrument est celui qui remplit les objectifs fixés et qui s'approche « sufficiently near to the truth », suffisamment près de la vérité. Même si la vérité est bel et bien l'objectif, il remet en perspective l'idée que les artefacts ne la donnent pas de manière certaine et qu'il faut garder cela à l'esprit et qu'il faut avoir leur fonctionnement en tête pour mesurer le taux de satisfaction procuré.



52. Le thermomètre de Sykes

(Source : BRGS, 1838 (T8) : 436)

Non seulement, il faut les encadrer et les assurer, mais encore faut-il standardiser les gestes géographiques, dans le but de pouvoir les comparer entre eux et d'en permettre un usage universel. Isabelle Surun note notamment le caractère ritualisé des opérations météorologiques des voyageurs en Afrique (Surun, 2003, 2006(b)), que rien ou presque ne vient perturber. Le moment du recueil obéit à un procédé mécanique, devant permettre d'en assurer l'authenticité et, peut-être plus important encore, la réutilisation pour comparaison ultérieure sur son terrain ou par rapport à celui d'un autre. Cette dimension est bien saisie par Humboldt qui, lorsqu'il voyage en Asie en 1829, s'attache consciencieusement à recourir aux mêmes méthodes mobilisées précédemment, que ce soit en Amérique ou en Europe, de manière à ce que les résultats puissent souffrir la comparaison. Depuis Ust-Kamenogorsk, il espère par exemple que ces résultats puissent être mis en relation avec les travaux parallèles de Boussingault :

Dans l'Amérique méridionale une chaîne des Cordillères sépare assez basse, celle de Cali, sépare aussi les sables aurifères et non platinifères de la pente orientale (de Popayan) des sables aurifères, et très riches en platine de l'Isthme de la Raspadura du Choco. Mr Boussingault aura peut être jetté (sic) en ce moment de nouvelles lumières sur ce gisement américain et ces observations recevront quelque intérêt de plus par celles que nous avons pu faire ici. (Humboldt, 2009 : 165-166)

Les gestes géographiques doivent désormais répondre à une exigence de scientificité, puisque les résultats qu'ils apportent sont ensuite versés au grand pot commun des savoirs géographiques. Des

---

second en Asie mineure – pour la description des thermomètres et des appareils que j'avais moi-même utilisés quelques années en Inde pour déterminer des altitudes en constatant la température d'ébullition de l'eau, je me suis risqué à croire qu'un bref aperçu du processus que j'ai trouvé pour produire des résultats suffisamment proche de la vérité pour les buts les plus pratiques, pourrait ne pas être inacceptable pour quelques membres de la Société (...) Cet instrument est très sensible, mais il est très fragile à cause du grand poids du bulbe, comparé avec la minceur de la tige ; de plus, il y a quelques accompagnements complexes, et l'instrument est aussi cher (...) J'avais donc recours au thermomètre commun et, avec certaines précautions dans son usage, trouvais qu'il répondait à mes objectifs de manière suffisamment satisfaisante.

procédures de vérification se mettent en place et chaque voyage devient l'occasion d'amender ou d'améliorer des relevés faits précédemment. Certains articles fournissent une méthode clé en main, comme Jackson pour les recherches sur la présence de seiches dans les lacs de Genève, de Zurich et de Constance qu'il propose en 1833 :

And in the hopes that some of the members of our society, or that, at their instigation, others, who may be in the vicinity of lakes in any part of the world, will take up the subject, I shall venture to offer what I conceive to be the best method of operating.<sup>125</sup> (BRGS, 1833 (T3) : 272)

Jackson entend ainsi rallier sous une même bannière méthodologique tous ceux qui s'emparent du sujet. Il fait ensuite à cet effet une liste d'une dizaine de points incontournables, parmi lesquels choisir plusieurs points d'observation ou encore marquer les différences de niveaux. Les savoirs géographiques ne doivent ainsi plus rien laisser au hasard. Et s'il y a un domaine où l'encadrement des pratiques se fait encore plus sentir, c'est bien sur le terrain, qui tend à devenir la pratique associée à la figure du géographe.

## **B) *In terrain veritas* ?**

Au cours des décennies 1820 et 1830, la professionnalisation de l'activité géographique passe en grande partie par l'affirmation du terrain comme étape essentielle, voire incontournable, de la chaîne d'information géographique. Plutôt que terrain, il faudrait parler de « voyages » ou d'« explorations », car le terme « terrain » n'est pas employé à l'époque, en dépit d'une pratique réelle. Dans le dictionnaire des géographes, ce mot n'apparaît que bien plus tardivement. Dans sa thèse, Y. Calbérac rappelle le « vide lexical » tardif, jusque dans les années 1970, pour désigner cette pratique pourtant ancienne (Calbérac, 2010 : 22). Consciente de l'anachronisme, j'emploie cependant dans les paragraphes suivants le mot « terrain », pour désigner l'activité et la pratique à laquelle s'adonnent alors ceux qui se reconnaissent comme géographes : l'exploration d'un espace donné et le recueil de données sur cet espace particulier alors que l'on s'y trouve physiquement, qu'on l'arpente et qu'on l'appréhende de manière immédiate et que l'on soumet à une méthode scientifique, dans le but de produire un savoir (Volvey, in Lévy et Lussault, 2003). Car c'est bien ce qui est en jeu dans ces quelques années : le recueil des données géographiques constitue la grande affaire de cette période et avec lui la valorisation du terrain. Cette pratique devient peu à peu une injonction, car marqueur d'un contact direct avec le monde et donc porteur d'une vérité scientifique (Blanckaert, 1996(b)). Il participe ainsi à la constitution des savoirs géographiques, dans la mesure où il constitue un moment de vérification de la véracité des matériaux. La fixation des modalités pratiques de cet instant géographique s'intègre de ce fait à une interrogation plus vaste sur les procédés géographiques à mettre en œuvre et s'articule en particulier à l'enjeu de scientification disciplinaire.

---

125 Traduction : Et dans l'espoir que certains des membres de notre société, ou que, à leur instigation, d'autres, qui peuvent à proximité de lacs dans quelque partie du monde que ce soit, prennent en charge ce sujet, je dois avancer que j'offre ce que je considère comme la meilleure méthode d'opération.

Plusieurs ambiguïtés apparaissent cependant. D'une part, si la place du terrain se renforce dans les trois sphères, son statut ne fait pas encore l'unanimité. Du côté allemand, la précocité du mouvement romantique lui confère une dimension à la fois ontologique (qui touche à l'essence du sujet géographe) et scientifique (qui apparaît comme de scientificité) ; alors que les géographes français renâclent encore à rompre complètement avec le cabinet et considèrent le terrain comme un préalable nécessaire mais dont la scientificité n'est pas assurée. D'autre part, le terrain se développe largement sous les demandes politiques, tournées de plus en plus vers l'exploration, qui sont relayées par l'action des sociétés de géographie. Ce qui soulève de nouveau la question des intrications entre politique et savoirs géographiques.

### ***1 - Les sociétés de géographie, actrices de la promotion du terrain***

Malgré quelques nuances, l'engouement pour le terrain et les voyages d'exploration apparaît général. Les sociétés de géographie s'en font les relais enthousiastes et remplissent deux rôles principaux : encourager et soutenir les expéditions et les encadrer en rédigeant des instructions, de plus en plus précises.

#### *a) Proposer des terrains d'exploration*

Les sociétés de géographie multiplient en effet les appels aux voyages et à l'exploration des territoires inconnus. Cela apparaît d'emblée dans leurs statuts : elles intègrent dans leurs objectifs et leurs fonctions cette injonction au terrain. Dans le premier bulletin de la Société de Géographie de Paris, l'importance des voyages est rapidement soulignée, ainsi que les moyens que la société souhaite développer pour les encourager :

Indiquer les projets de voyage les plus faciles à exécuter, les moins dispendieux, et les plus susceptibles d'un résultat utile ; en calculer les frais, en prévoir les difficultés, en spécifier les moyens d'exécution ; trouver les hommes capables de se charger de ces entreprises ; indiquer, au défaut de voyageurs, les diverses classes d'observateurs qui, fixés dans un lieu, seraient à portée de faire des recherches sur les objets qui, dans leurs environs, intéressent la Géographie, ou qui seraient disposés à résoudre les questions que la Société leur adresserait ; enfin, au défaut de voyageurs et d'observateurs locaux, indiquer les lacunes de la Géographie qui peuvent être remplies par des travaux de cabinet et des recherches d'érudition. (BSGP, 1824 (S1, T1) : 6)

Comblent les « lacunes », ou les blancs de la carte pour le dire autrement (Laboulais-Lesage, 2004), voilà l'objectif principal des sociétés de géographie, qu'elles transmettent à tous ceux qui participent à son activité. Et même si le travail de cabinet peut le satisfaire en dernier ressort (« au défaut de »), cela passe avant tout par l'exploration de ces blancs. Ce volet constitue une activité essentielle pour les trois sociétés, qui se posent vraiment en promotrices du travail sur le terrain, en direction d'espaces de plus en plus lointains. Les sociétés répondent à deux ambitions : tendre vers une carte complète du monde, mais aussi satisfaire aux curiosités publiques du moment. Les deux objectifs se répondent d'ailleurs : dans les premiers temps de leur existence, les questions africaines – la mythique Tombouctou (BSGP,

1828 (S1, T9 et T10)), les sources rêvées du Nil (BRGS, 1839 (T9)) – l'emportent en termes d'intérêt, alors que l'on constate une nette diversification au cours du temps, les regards se tournant par exemple vers l'exploration des mers polaires par exemple (BGFE, 1837 (S1, T4)). Au fil de l'avancée des travaux géographiques, les terrains de prédilection s'adaptent aux blancs encore à combler sur les cartes. Le terrain apparaît ainsi comme le poste avancé des géographes dans leur entreprise de couverture du monde et le moyen d'actualiser les données géographiques.

Les sociétés interviennent de diverses manières pour promouvoir les entreprises de terrain. Premièrement, elles relaient largement les informations provenant de voyageurs, que ce soit sur des terrains éloignés ou proches : les compte-rendus et autres bilans constituent le matériau principal des bulletins et des séances (voir chapitre 7). Ensuite, elles prodiguent un soutien financier aux voyageurs, comme l'indique dès sa fondation la *Royal Geographical Society* :

And it is hoped that the Society may ultimately be enabled, from its fund, to render pecuniary assistance to such travellers as may require it, in order to facilitate the attainment of some particular object of research.<sup>126</sup> (BRGS, 1831 (T1) : viii)

Les sociétés assurent un rôle de mécénat essentiel, en dépit parfois de leurs faibles moyens. En 1828, la société parisienne accorde par exemple une indemnité à René Caillé, parti sur sa propre initiative en direction de Tombouctou (BSGP, 1828 (S1, T9 et T10)). Enfin, les sociétés orientent et suggèrent des terrains à explorer, notamment par la mise en place de prix d'exploration. Elles adoptent toutes finalement un système double, avec d'une part un prix annuel pour la plus grande découverte géographique, le prix le plus prestigieux (fixé en 1828 pour Paris ; BSGP, 1828 (S1, T9)), et d'autre part des prix plus ponctuels positionnés sur des sujets précis. Le tableau ci-dessous rassemble les différents prix proposés au fil des ans par la société de Paris.

### 53. Liste des prix proposés par la Société de Géographie de Paris (1821-1860)

Année	Sujets et thèmes	Soutiens du prix (financiers, intellectuels)	Prix accordé
<b>1823</b>	Déterminer la direction des chaînes de montagnes de l'Europe, leurs ramifications et leurs élévations successives dans toute leur étendue		1200 francs
	Rechercher l'origine des divers peuples répandus dans les îles du Grand Océan		1200 francs
	Itinéraire statistique et commercial de Paris au Havre de Grâce	Baron Delessert	600 francs
	Analyse des ouvrages de géographie et de statistique, récemment publiés en langue russe	Comte Orloff	500 francs

<sup>126</sup> Traduction : Et il est souhaité que la Société puisse finalement être capable, grâce à ses fonds, de rendre une assistance pécuniaire aux voyageurs qui la requièrent, dans le but de faciliter l'atteinte de quelque objet particulier de recherche.



<b>1824</b>	Tracer une carte de la Guyane Française, en donnant une description géographique	G. Walckenaer	
	Encouragement pour voyage en Afrique, en particulier dans la Nouvelle Cyrénaïque	Barbié du Bocage	3000 francs
	Description complète des régions naturelles de la France	Coquebert de Monbret	800 francs et 400 francs
<b>1825</b>	Voyage à Tombouctou	E.-F. Jomard	2000 francs
	Voyage dans la partie méridionale de la Caramanie (Lycie, Pamphylie et Cylicie)	Malte-Brun	
<b>1826</b>	Nivellements barométriques les plus étendus faits sur les lignes de partage des eaux des grands bassins de la France	M. Perrot	10 fois 100 francs
	Etude de la côte méridionale de la Manche	M. Girard	500 francs
	Etude des antiquités américaines (village de Palenqué)	E.-F. Jomard	2400 francs
<b>1827</b>	<u>Prix annuel</u> : Nivellement de la France	M. Perrot	100 francs / an
	Exploration de l'intérieur de la Guyane		5000 francs
	Exploration de la Caramanie et de l'Himalaya		2400 francs
	Voyage dans ancienne Babylonie et la Chaldée		2400 francs
	Voyage à l'ouest du Darfour	Anonyme	500 francs
<b>1828</b>	<u>Prix annuel</u> : La plus grande découverte annuelle en géographie	E.-F. Jomard	1000 francs
	<u>Prix annuel</u> : Communication des notions utiles à la géographie		500 francs
<b>1829</b>	Exploration de la région Marawi	E.-F. Jomard	1500 francs
<b>1830</b>	Origine des populations nègres asiatiques	E.-F. Jomard	
<b>1831</b>	Tracer l'histoire mathématique et critique de toutes les opérations qui ont été menées depuis l'antiquité et la Renaissance en Europe pour tracer les méridiens et les parallèles	G. Walckenaer	
<b>1834</b>	La découverte la plus utile pour l'industrie, l'agriculture ou l'humanité par un voyageur ou navigateur	SAR le Duc d'Orléans	2000 francs
<b>1855</b>	Prix spécial pour découvertes géographiques en Afrique : exploration des communications entre Alger et le Sénégal, par Tombouctou		8320 francs

Bien que tous les prix ne portent pas sur l'exploration, ce domaine de recherche apparaît de plus en plus essentiel. Chaque prix fait l'objet d'un cahier des charges précis auquel les candidats doivent se

plier, certains sujets de prix restent ainsi sans lauréats faute de remplir tous les critères. La remise du prix pour la plus grande découverte géographique prend quant à elle des allures cérémonielles, en particulier lorsque René Caillé l'obtient (BSGP, 1828 (S1, T10) et 1829 (S1, T11)). Les sociétés sacralisent cette activité et impulsent par leurs divers soutiens une habitude méthodologique : le voyage et le terrain doivent désormais soutenir l'activité géographique. Les propositions contiennent en général force détails sur les objectifs à atteindre, telle la suggestion faite en 1838 par Mr. James Brooke, membre de la marine anglaise. Alors qu'il navigue en Asie du Sud-Est, il transmet à la *Royal Geographical Society* quelques idées de futures explorations à faire du côté de Bornéo, que celle-ci relaie dans son bulletin :

The objects in view may be briefly mentioned : - 1. A general knowledge of the Bay, and the correct position of various points, - more especially the two principal headlands at its entrance, so as to determine its outline. The westernmost of the headlands, called Sampanmange, will likewise determine the extreme north point of Borneo. 2. Inquiries for the settlement of Cochin Chinese, reported on Earl's authority to be fixed in the vicinity of Bankoka : an intercourse will, if possible, be opened with this settlement, if in existence. 3. The rivers which flow into the Bay will be carefully and minutely explored, and an attempt will be made to penetrate into the interior as far as the lake of Kini Ballù. 4. For the same purpose, every endeavour will be used to open a communication with the aboriginal inhabitants of the country, and every means employed to conciliate their good opinion ; and (if the ceremony exists in this part of the island) to enter into the bonds of fraternity (described by Mr. Dalton) with some of the chiefs.<sup>127</sup> (BRGS, 1838 (T8) : 444)

Il est intéressant de remarquer que les découvertes géographiques escomptées ne valent pas seulement pour elles-mêmes, mais bien dans une optique d'établie des liens, dont le lexique est vaste chez Brooke (« intercourse », « communication », « bonds ») avec les populations locales. Ces orientations possèdent une direction libérale, voire coloniale très claire. Toutes les instructions ne révèlent cependant pas des finalités commerciales toujours aussi clairement, la curiosité géographique prenant bien souvent le pas, comme c'est le cas pour la recherche des sources du Nil dont l'énigme entend bien être résolue pour elle-même (voir par exemple : BRGS, 1839 (T9)). L'objectif premier consiste bien à remplir la carte du monde et à lever les incertitudes proprement géographiques, les enjeux de situation et de localisation demeurent essentiels.

#### *b) Assurer la scientificité des voyages*

Dans ce processus, les sociétés posent de plus en plus les cadres scientifiques des voyages. Ceux-ci ne valent plus seulement pour eux-mêmes, mais pour la valeur des données qu'ils apportent.

---

127 Traduction : Les objets visés peut être brièvement mentionnés : 1. une connaissance générale de la baie, et la position correcte de points variés, - plus spécialement les deux caps principaux situés à son entrée, de manière à déterminer ses contours. Le plus occidental de ces caps, appelé Sampanmange, déterminera aussi le point le plus au nord de Bornéo. 2. Recherches sur l'établissement des Chinois Cochin, rapporté par l'autorité de Earl comme se trouvant dans les environs de Bankoka : une relation devra si possible être établie avec cet établissement, s'il existe. 3. Les rivières qui se jettent dans la baie seront soigneusement et minutieusement explorées, et un essai sera fait pour pénétrer dans l'intérieur aussi loin que le lac de Kini Ballù. 4. Pour la même raison, chaque entreprise sera utilisée pour ouvrir une communication avec les habitants aborigènes du pays, et tous les moyens employés pour se concilier leur bonne opinion ; et (si la cérémonie existe dans cette partie de l'île) à entrer en relation avec la fraternité (décrite par Mr. Dalton) avec quelques-uns de leurs chefs.

Pour le dire avec D. N. Livingstone, l'enjeu est alors : « How could both travel and travelers be regulated to ensure reliability ? »<sup>128</sup> (Livingstone, 2003 : 147). Assurer la fiabilité du terrain, voici une des occupations majeures des sociétés de géographie. Elles le font dans un premier temps en orientant vers telle ou telle région du globe. Mais elles vont aussi plus loin, en systématisant peu à peu les instructions données aux voyageurs. De la même manière que l'usage des instruments doit remplir certaines attentes et répondre à un processus de scientificité, il s'agit aussi de faire passer le terrain du côté de l'objectivation scientifique. À tel point que son statut scientifique en devient pratiquement impossible à remettre en cause. Avec C. Blanckaert, on peut s'étonner de ce statut d'absolu scientifique conféré désormais au terrain : comment une pratique subjective et individuelle a longtemps été considérée comme condition *sine qua non* d'un travail scientifique véridique et objectif (Blanckaert, 1996(b)) ? Il rappelle qu'« entre le sujet et l'objet s'inscrit par un écart un *projet* de connaissances révisables » (*ibid.* : 26). Cet écart est précisément investi par les sociétés de géographie, qui cherchent à encadrer et fixer un projet de connaissances géographiques universel et transposable d'un espace à l'autre. Elles se positionnent dans le but de combler l'espace entre l'individualité essentielle de l'expérience de terrain et son inscription dans une sphère de scientificité. Le terrain doit de moins en moins être une activité solitaire et doit répondre à des exigences de scientificité, comme l'indique d'emblée la société londonienne :

To prepare brief instructions for such as are setting out on their travels ; pointing out the part desirable to be visited ; the best and most practicable means of proceeding thither ; the researches most essential to make ; phenomena to be observed ; the subjects of natural history most desirable to be procured ; and to obtain all such information as may tend to the extension of our geographical knowledge.<sup>129</sup> (BRGS, 1831 (T1) : viii)

Dès le second bulletin, la Société de Géographie de Paris se penche aussi sur cet enjeu et décide de suggérer une série de questions aux voyageurs par région géographique du monde, afin d'orienter leurs travaux, dans un recueil intitulé « Questions proposées aux voyageurs et à toutes les personnes qui s'intéressent aux progrès de la géographie » :

Non seulement un recueil de questions imprimées est le moyen le plus commode pour communiquer à tous les voyageurs, à tous observateurs les idées, les vœux de la Société ; non seulement, ce mode de correspondance, en assurant de plus grands succès que l'envoi par manuscrit, n'entraînera guères (sic) un surcroît réel de dépenses ; mais il aura encore le résultat de faire naître, par la réunion successive des cahiers, un ouvrage d'une haute utilité pour les savans (sic) et les voyageurs, un monument scientifique sur lequel chaque membre de la Société pourra inscrire son nom et qui, même dans le cas d'un résultat peu favorable, attestera au monde savant les vues éclairées qui dirigent votre association. (BSGP, 1824, (S1, T2) : 71)

Ainsi pour la Perse, dans ce même recueil parisien, s'agit-il de s'intéresser en premier lieu aux relevés

---

128 Traduction : Comment le voyage et les voyageurs peuvent-ils être régulés pour assurer leur fiabilité ?

129 Traduction : Préparer de brèves instructions pour ceux qui entreprennent leurs voyages ; pointer les régions qu'il est souhaitable de visiter, les moyens les meilleurs et les plus pratiques de procéder sur place, les recherches les plus essentielles à faire, les phénomènes à observer, les sujets d'histoire naturelle les plus essentiels à obtenir, et obtenir toutes ses informations afin de tendre à l'extension de nos connaissances géographiques.

d'altitude, qui font défaut, alors que pour d'autres parties du globe il faut privilégier les dimensions botaniques ou zoologiques (*ibid.*). Ces questions sont revues périodiquement et à celles-ci s'ajoutent ponctuellement des instructions sur telle ou telle expédition. Par cette publication et par l'actualisation régulière des demandes, il s'agit donc de fixer un cadre commun, gage d'une scientificité minimale et anticipée. C'est ce qui ressort des deux citations précédentes : les voyages, pour gagner en valeur scientifique, nécessitent une préparation en amont. Il s'agit d'indiquer les espaces à explorer (« pointing out ») et de standardiser les méthodes de chacun pour construire un « monument scientifique » commun. Le terrain est donc avant tout un exercice intellectualisé : « in important ways, then, the field is constituted by academic projects and narratives. »<sup>130</sup> (Livingstone, 2003 : 47), qui prend part à l'édification réfléchie de cadres disciplinaires nouveaux.

D'après A. Vannoni, toutes les instructions de voyage apparaissent comme « des moyens d'assurer une exploitation de toutes les potentialités de cette expérience » et comme une « contribution au développement de la science et à l'information de la collectivité » (Vannoni, 1996 : 73). Elles participent au développement cognitif de l'expérience de terrain. Elle précise que les catégories de l'utilité et de la prescription constituent un trait commun à toutes les instructions, auquel les recueils de questions publiés par les sociétés ne font pas exception. Ce qui fait

des instructions l'un des instruments matériels, conceptuels et méthodologiques les plus importants parmi ceux dont le voyage se dote pour devenir une véritable entreprise cognitive (*ibid.* : 75)

Dans ces instructions, le recours à la vue trouve une place prépondérante et apparaît comme le sens à mobiliser en priorité. Comme on trouve écrit dans un bulletin de la *Royal Geographical Society*, « Descriptions should be written with the objects in view »<sup>131</sup> (BRGS, 1854 (T24) : 330). La mise en ordre du moment « voyage » ou « terrain », puisque tous les périmètres territoriaux sont concernés au moment des fondations des sociétés, qu'ils soient proches ou lointains, participe plus globalement d'une mise en ordre du monde à travers la production de savoirs géographiques et surtout d'une mise en forme disciplinaire. Les instructions ne sont pas chose nouvelle (Vannoni, 1996), mais en cherchant à assurer des cadres scientifiques au terrain, les sociétés visent surtout à légitimer leurs activités et aspirations scientifiques. Les sociétés de géographie plaident notamment pour l'utilisation systématique d'instruments, qui doivent mesurer le monde de plus en plus objectivement (Bourguet, Licoppe et Sibum, 2002). La rédaction de ces instructions s'inscrit donc dans un processus plus vaste de légitimation disciplinaire. Tout comme elles recherchent par la dilatation de leurs réseaux la multiplicité des sources d'information géographique, elles cherchent à en assurer l'origine et la valeur scientifique. Ainsi, l'encadrement du terrain participe-t-il d'une manière plus générale à la fixation des gestes du géographe et donc à la professionnalisation de cette figure scientifique. La volonté de publiciser ces instructions, qui font l'objet de parutions parallèles aux bulletins, traduit l'importance

130 Traduction : De façon importante, donc, le terrain est constitué par des projets académiques et des récits.

131 Traduction : Les descriptions devront être écrites avec les objets sous les yeux

accordée à la fois au terrain et à son cadrage épistémologique. Le terrain est valorisé, mais qu'à partir du moment où il peut apporter les preuves de sa scientificité. À ce titre, les sociétés de géographie visent à construire une catégorie universelle participant à l'élaboration des savoirs géographiques et s'imposent comme les « centres de calcul » (Latour, 1996 ; Surun, 2006(c)) garantes de cette universalité et de la scientificité de la pratique de terrain.

## ***2 – Diversité et pluralité des pratiques de terrain***

Lorsque l'on se porte à l'échelle des individus, c'est pourtant encore la variété des pratiques qui domine, démentant quelque peu l'image d'une pratique universellement adoptée. Les récents travaux d'histoire de la géographie ont montré le caractère éminemment pluriel des modes de production des savoirs géographiques (Besse, Blais, Surun, 2010 ; Blais et Laboulais-Lesage, 2006(a), 2006(b)), parmi lesquels celle du terrain. Bien que de plus en plus considéré comme une étape essentielle de la production de savoirs géographiques, le terrain se pratique en fonction de choix individuels qui peuvent se distinguer très nettement des injonctions générales. La pratique ou non du terrain permet ainsi de discriminer plusieurs collectifs de pensée. Un gradient s'observe en fonction des lieux que l'on envisage : suivant que l'on se trouve dans une société de géographie, dans le contexte d'un voyage ou d'une mission, ou dans une sphère culturelle plutôt qu'une autre, les pratiques diffèrent grandement. Le terrain révèle qu'aucune unité méthodologique collective n'existe encore vraiment, en dépit des effets d'annonce, et que les résolutions et les choix se font encore à l'échelle individuelle.

### ***a) Les sociétés de géographie : entre cabinet et terrain***

Au sein des sociétés de géographie, le rapport au terrain apparaît des plus ambigus. Ces instances promeuvent et encouragent cette pratique, tout en maintenant une certaine distance vis-à-vis d'elle. Si elles s'affirment collectivement comme donneuses d'ordre ou centres de calcul dont les instructions doivent guider les pratiques des voyageurs, individuellement, les membres de ces sociétés ne s'engagent que rarement dans une pratique effective du terrain et du voyage. Se pensant à l'amont et à l'aval des voyages, elles fournissent volontiers les lignes directrices et accueillent les informations récoltées, mais ne participent pas elles-mêmes à l'activité et au moment du terrain, comme si celui-ci représentait un hors-temps, ou un avant-temps, de la pratique géographique. Barbié du Bocage rappelle ce positionnement dans son discours d'ouverture de la société parisienne :

La Société que vous formez doit être le point central d'où partiront les instructions qui seront données aux voyageurs, aux marins et aux négocians (sic) ; elle correspondra avec eux et leur donnera, autant qu'il sera en elle, les moyens de profiter de leurs voyages ; elle les guidera en quelque façon comme la colonne de feu conduisait les Israélites dans le désert ; elle leur indiquera le chemin qu'ils auront à tenir, et leur signalera les dangers qu'ils auront à éviter. La Société, à son tour, profitera de leurs découvertes ; elle sera instruite de leurs courses, les annoncera au monde savant, en fera connaître les résultats utiles, et pourra se féliciter d'avoir agrandi, par ses soins, le cercle de nos connaissances. (BSGP, 1822 (S1, T1) : 9)

D'après Barbié du Bocage, les sociétés se situent donc dans le domaine de la réflexion, pas de l'action ;

elles coordonnent mais ne participent pas aux explorations qu'elles soutiennent. Pourtant, la voie passive indique aussi qu'elles dépendent des voyageurs et acteurs de terrain pour poursuivre leur ambition (« sera instruite »). Mais le fonctionnement même des sociétés repose sur des pratiques tout à fait sédentaires : mis à part les changements ponctuels de lieux de réunion, les séances se tiennent toujours au même endroit, à heure et date régulières ; la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* décide par exemple ainsi une réunion mensuelle tous les premiers samedis de chaque mois (BGFE, 1833). Aucune excursion n'est jamais collectivement programmée, comme cela pourra être plus tard le cas sous l'égide de l'école vidalienne par exemple. Les statuts des sociétés insistent bien sur la fonction de compilation, mais celle-ci se fait dans le cadre feutré du cabinet. Le paradigme d'une science géographique sur le terrain, *in the field* ou *auf dem Felde*, ne constitue pas du tout une priorité collective. Si chacun reconnaît l'utilité et la valeur du travail des voyageurs, il ne suffit pas d'être voyageur pour incarner la figure du géographe, il n'existe pas (ou plus) de synonymie entre ces termes.

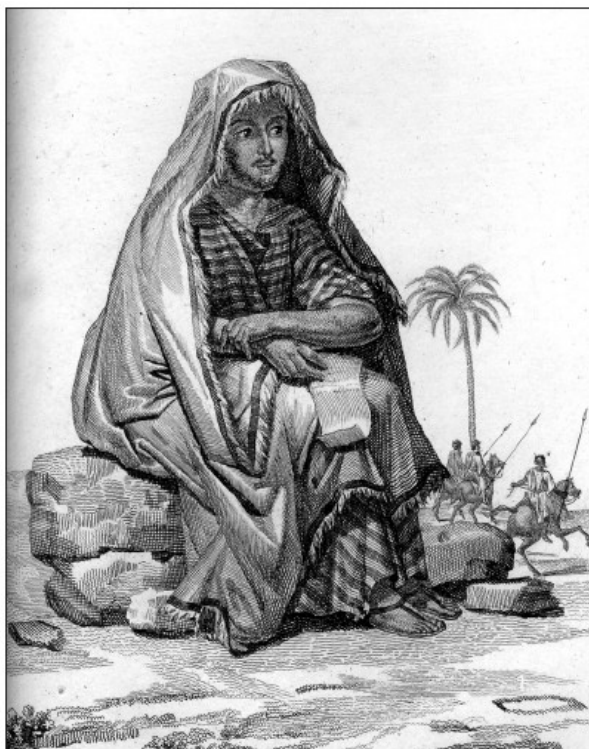
Ces deux termes peuvent pourtant se recouvrir à l'échelle de certains individus. Car en observant la réalité des pratiques des membres des sociétés de géographie, il s'avère que des géographes endossent aussi le costume et les gestes des voyageurs. Le terrain n'est pas si absent des cabinets et l'on observe plutôt un gradient de pratiques qu'une unité méthodologique parfaite, qui distingue plusieurs groupes au sein de ces institutions. Comme le rappelle D. Lejeune, les sociétés, du moins la française sur laquelle portent ses travaux, constituent des clubs métropolitains élitistes, dont la sélection à l'entrée se fait pas la cotisation élevée (Lejeune, 1993). Bon nombre des membres font partie de l'aristocratie et/ou du monde politique, la plupart sont des notables, réalité d'ailleurs commune aux trois sociétés : ce n'est pas le tout-venant qui décide d'intégrer les lieux. Le fonctionnement reproduit largement le modèle de l'académie du XVIII<sup>ème</sup> siècle, qui rassemble les figures pensantes de la géographie et maintient une certaine distance vis-à-vis de la pratique du voyage, accusée d'un défaut de scientificité. Pour rester du côté parisien, les Barbié du Bocage, Malte-Brun ou encore Walckenaer représentent bien cette tendance, qui va aussi avec la défense d'une géographie, certes tournée vers le monde, mais encore largement historique et ne nécessitant pas un contact direct avec celui-ci. Lorsque Walckenaer produit en 1821 un ouvrage sur l'Afrique, c'est par l'entrée historique qu'il le construit, en revenant sur tous les voyages qui ont fait l'exploration du continent (Walckenaer, 1821). Et comme beaucoup d'autres, il s'intéresse de près à la géographie de l'Antiquité (Walckenaer, 1839). Quant à son collègue Barbié du Bocage son occupation principale se trouve dans la cartographie des grands événements de l'Antiquité, tels que le détroit des Thermopyles à partir de la description qu'en fait Hérodote (Barbié du Bocage, 1782). L'expérience directe du monde ne constitue de fait pas encore une préoccupation consensuelle.

Il serait pourtant caricatural de réduire ces lieux à la réunion d'aristocrates de cabinet plongés dans une géographie historique et détachés du monde contemporain, pour deux raisons. D'une part, ainsi que l'écrit D. Lejeune, « il y a une opposition entre l'*otium* intellectuel de la Société de

Géographie de Paris et le *negotium* » (*ibid.* : 32). Parmi le *negotium*, plusieurs catégories d'individus prennent la voie du terrain : des aristocrates eux-mêmes, ainsi que le rappelle le parcours en mouvement d'Alexander von Humboldt, des militaires formés à l'ingénierie topographique, de plus en plus nombreux dans les sociétés, mais aussi des personnalités issues de la bourgeoisie marchande et quelques petits notables portés par le désir d'aventure. L'osmose entre géographie et exploration ne se réalise donc pas seulement en dehors des sociétés de géographie, mais mobilisent bel et bien des membres en leur sein. D'autre part, il ne faudrait de plus pas minimiser les spécificités de chaque société. Car si les sphères parisienne et londonienne se révèlent assez frileuse quant à se placer elle-même sur le terrain, laissant le champ à l'aristocratie de salon, l'habitude est déjà bien plus répandue du côté berlinois. Sans doute sous l'influence de Humboldt et Ritter, la pratique assidue du voyage et du terrain paraît moins problématique de l'autre côté du Rhin. Je reviendrai plus loin sur les écarts nationaux. Quoi qu'il en soit néanmoins des différences nationales, la sociologie des sociétés, haut lieu de la production d'informations géographiques, révèle donc un premier niveau de pluralité de pratiques, confirmée encore par l'examen des pratiques engagées lors du terrain lui-même.

*b) Le terrain des voyageurs, entre solitude individuelle et encadrement militaire*

Tout d'abord, il faut souligner les distorsions existant entre les instructions données par les sociétés et clubs scientifiques et la réalité du terrain qui impose des adaptations. Le terrain envisagé en métropoles, dans les « centres de calcul » (Latour, 1996) que sont les sociétés, ne correspond généralement pas aux expériences vécues par les voyageurs. Si les sociétés mentionnent parfois dans leurs instructions les difficultés susceptibles d'être rencontrées sur place, elles sont souvent minorées. Ainsi, I. Surun souligne que les réalités politiques locales, elle prend l'exemple du continent africain, sont en général inconnues en métropole (2006(b)), si bien que les orientations reçues doivent sans cesse être repensées en fonction des conditions réelles. Suivant la lecture proposée par M. Dettelbach (1996), le terrain de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle se réalise avant tout en co-construction avec les populations locales, autant qu'en lien avec les centres métropolitains. L'exemple de René Caillé confirme cette idée de nécessaire adaptation. Pour parvenir jusqu'à Tombouctou, le voyageur français doit en effet se déguiser et se faire passer pour un pèlerin musulman. Le fait est connu et mis en scène par Caillé lui-même dans son journal de voyage. Le terrain des sociétés, vu depuis le prisme du cabinet, ne correspond donc pas nécessairement, et parfois de loin, à la réalité vécue par les voyageurs. Selon l'endroit où l'on se situe, cette pratique ne recouvre donc pas les mêmes schèmes mentaux et spatiaux. Le fait d'explorer de nouveaux territoires met à bas certains mythes, contribue à en construire d'autres, mais révèle en tout cas de fortes distorsions entre une réalité rêvée d'un côté et intimement vécue de l'autre. Entre la pratique envisagée dans les instructions et les expériences locales, le terrain subit de sévères transformations.



54. « M. Caillé méditant sur le Coran et prenant ses notes »

(Source : Caillé, 1830, T3, pl. III)

L'adaptation n'est pas toujours facile et les conditions politiques locales constituent bien souvent des entraves, parfois tragiques, à la poursuite des voyages. Ainsi trouve-t-on dans un bulletin de la *Royal Geographical Society* de 1832 un article signalant les difficultés à voyager en Afrique. Il rassemble plusieurs lettres relatant l'expédition de Mr. Coulthurst, qui périt finalement, suite au refus d'un roi local de le laisser passer. Une de ses connaissances en fait le récit :

Sir, It is with sincere regret I inform you of the death of Mr. Coulthurst ; he died on board the barque Agnes of Liverpool on the 15th inst. on her passage from Calabar. He had got as far as the Eboe country, about a fortnight's journey from Calabar. The King of Eboe refused to let him pass, when he returned to Calabar, and took a passage in the Agnes for this place (...) <sup>132</sup>  
(BRGS, 1832 (T2) : 309)

Les conditions locales ne résonnent donc pas toujours avec les indications préalables des sociétés de géographie.

Mais les différences ne s'expriment pas seulement entre sociétés de géographie et situations locales, elles existent en effet également entre les voyageurs eux-mêmes, dans la mesure où le degré d'outillage matériel et d'organisation logistique diffère grandement d'un individu à l'autre. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, rares sont encore les expéditions subventionnées et complètement encadrées. Humboldt profite d'une telle occasion lorsque le tsar Nicolas I<sup>er</sup> l'invite à parcourir la Russie, pour un voyage totalement défrayé et organisé par le pouvoir :

<sup>132</sup> Traduction : Monsieur, c'est avec un sincère regret que je vous informe de la mort de Mr. Coulthurst ; il est mort à bord de la barque Agnès de Liverpool le 15 de ce mois lors de son passage vers Calabar. Il est allé aussi loin que possible dans le pays d'Eboe, à environ de Calabar. Le roi d'Eboe lui refusa de passer quand il revenait à Calabar, et il prit le passage sur l'Agnès pour rejoindre cette place (...).



Toute la population est venue audevant (sic) de moi, on m'a présenté le sel et le pain ! Je ne te parle plus de toutes ces distinctions embarrassantes ! Toujours des administrateurs, des officiers de la police, même des *landrätthe* nous recevaient aux frontières de leurs districts, nous précédant en voiture... malgré toutes les protestations. Partout les premières visites des Gouverneurs, des personnes décorées qui (d'après des ordres émanés d'en haut) demandent du matin au soir ce que l'on ordonne. Cet excès de politesse, tout en facilitant le voyage, ôte aussi (je ne te le dis que tout-bas) le bonheur d'être un peu à soi et à la nature. Mais cela appartient à une position qu'on ne saurait changer. (Humboldt, 2009 : 131)

Le cas d'un Humboldt, qui en vient à se plaindre de trop de sollicitudes, constitue une exception, notable certes, mais qui ne doit pas faire oublier la réalité de la majorité des voyageurs. Ce sont souvent donc les explorateurs eux-mêmes, à titre individuel, qui pourvoient à leurs besoins. Et si l'usage d'instruments est fortement recommandé, dans un souci de scientificité (Bourguet, Licoppe, 1997), leur cherté et leur fragilité rend leur généralisation difficile. Les correspondances des voyageurs de l'époque regorgent de remarques sur l'état des instruments, menacés souvent par des transports fréquents et hasardeux. Dans une lettre à Humboldt datée de juillet 1825, Jean-Baptiste Boussingault résume les éléments qui contribuent au bonheur du voyageur :

Comme vous voyez, je suis en voyage, à la Vega, au milieu des syénites, des grunstein porphyriques, de l'or de l'argent etc. Je suis le plus content des hommes si je ne suis pas le plus heureux, de bons instruments, de bons livres, de l'argent autant que j'en ai besoin pour voyager (...) (Humboldt et Boussingault, 2014, Lettre du 8 juillet 1825)

Ce tableau idyllique dépeint par Boussingault est d'autant plus souligné qu'il est précieux et qu'il ne dure souvent que quelques temps. En dépit des instructions délivrées par les sociétés de géographie, les conditions matérielles et logistiques des voyages ne s'améliorent pas visiblement. Seuls les voyageurs richement dotés, par leur fortune personnelle ou par un mécène, disposent des conditions optimales pour mener à bien les moments de terrain.

Une catégorie de voyageurs bénéficient néanmoins de conditions plus confortables : les militaires engagés dans des missions scientifiques financées et encadrées par le pouvoir. Je reviendrai plus avant sur cette question dans la suite de ce chapitre, mais quelques remarques peuvent d'ores et déjà être faites. L'association entre géographes et militaires offre de nouvelles possibilités, notamment en termes de confort et d'encadrement des pratiques scientifique, mais la pluralité des réalités domine là encore. Durant cette période, si ce n'est dans le contexte de l'empire britannique, les entreprises de grande ampleur restent encore rares (Bourguet, 1998). Entre les trois sphères nationales, la possibilité de telles entreprises varient nettement. Les Britanniques développent de nombreux *surveys*, relevés de terrain réalisés dans le but de cartographier et connaître précisément les territoires conquis, qui nécessitent l'expertise des ingénieurs topographes (Edney, 1997). Les colonies indiennes requièrent notamment un fort contingent de militaires attelés spécifiquement à cette tâche. La réalité même de l'empire offre de ce fait des possibilités de collaboration ou d'encadrement beaucoup plus nombreuses que dans les deux autres contextes. Pour ce qui est de la France, l'expédition de Morée (1829) déclenche la série des grandes missions d'explorations, mais il faut attendre la colonisation de l'Algérie

à partir de 1830 pour systématiser le recours aux militaires. Enfin, du côté prussien, l'horizon demeure national et, si quelques militaires s'aventurent à titre individuel dans quelques contrées lointaines, l'encadrement de l'activité de terrain reste largement personnelle. Ainsi, même si l'encadrement militaire se développe, le terrain et le voyage demeurent des pratiques essentiellement individuelles, guidées intellectuellement par les sociétés de géographie mais réalisées selon les arbitrages et les possibilités de chaque voyageur. Sur le champ du terrain, la variété des pratiques domine donc et il n'est pas possible de dessiner des contours communs et partagés par tous.

### c) La sacralisation du terrain côté prussien

Une autre différence notable apparaît dans la comparaison des habitudes nationales ou culturelles. Si la question du terrain s'affirme avec les sociétés de géographie comme une préoccupation disciplinaire majeure, indépendamment de ses liens avec le politique, son statut diffère encore grandement d'une sphère à l'autre. Un écart tout à fait remarquable existe à ce sujet entre les champs français et britannique d'un côté et prussien de l'autre. Alors que du côté prussien, le terrain devient un moment à part entière de l'activité scientifique, valorisé et reconnu comme pleinement scientifique, du côté français il ne semble encore qu'une étape, un passage nécessaire mais situé en amont de la production scientifique de plein droit. Cette différence se traduit en termes d'implication des géographes dans cette pratique. Quand Alexander von Humboldt et Carl Ritter arpencent assidûment le terrain de leurs recherches, et en font ainsi leurs objets premiers, les géographes français se démarquent par leur frilosité et leur propension à rester dans le sein de leur cabinet et des sociétés. Cette différence existe dès la période précédente (voir chapitre 1), et l'institutionnalisation des savoirs géographiques, paradoxalement, l'exacerbe.

Pour les géographes prussiens, l'activité de terrain et de voyage acquiert une valeur essentielle dans le processus de production des savoirs géographiques. L'*Anschauung*, le fait de voir directement le monde, d'en éprouver la réalité de ses propres yeux, s'impose comme une étape incontournable du travail de géographe, et lui confère même une bonne part de sa scientificité. C. Blanckaert, dans l'introduction à l'ouvrage collectif *Le terrain des sciences humaines* (1996(b)), explique comment le terrain s'impose peu à peu comme pratique scientifique à part entière, en partant d'une dénonciation du travail de cabinet jugé trop distant avec la réalité du monde. C'est bien toute l'ambition des géographes prussiens : voir le monde, pour mieux le donner à voir. Car s'ils ne disposent pas encore d'expression pour dire l'activité de terrain, usant en général de terme *die Reise*, le voyage, les géographes prussiens emploient régulièrement le mot *die Anschauung*. Ce mot signifie fois le fait de voir, d'éprouver le monde *de visu*, de convoquer le regard, et recoupe aussi une idée de conception, d'opinion. Faire l'expérience de l'*Anschauung* correspond donc à voir pour comprendre. C'est tout à fait ce qu'expose Ritter dans une lettre écrite à son épouse alors qu'il se trouve à Vienne en 1838 :

Ich habe dadurch, auf der Grenze der alten und neuen Welt, des Orients und des Occidents,

die mich stets innigst bewegten, auf der mir aber so vieles im Schatten und im gänzlichen Dunkel lag, neue lichtvolle Aussichten gewonnen, die mich für alle gehabten Beschwerden und Entbehrungen vielfach belohnen. Außerdem bin ich, Gott sei Dank, vollkommen gesund und unangestattet von jeder körperlichen Krankheit geblieben, und fühle mich durch die auch geistig leicht ertragenen, nun einmal unausweichbaren Beschwerden von Kälte, Nässe, schlechter Speisung, Unbequemlichkeit aller Art, Steckenbleiben im Schnee, halbe Tage langem Warten zwischen Eisschollen eingebrochener Flüsse, Hemmung in den elendesten Hütten und Kneipen, schlechter Gesellschaft, etc etc dennoch wie verjüngt, um mit bereicherter Schnellkraft und erfrischter innerlicher Anschauung der Welt in ihrer Verhältnisse meiner Familie und meinem Berufe von neuem zu leben.<sup>133</sup> (Kramer, 1875 : 86)

Dans ce passage, Ritter démontre en quoi l'expérience de terrain consiste à la fois en une vision renouvelée du monde, comme si le fait de porter son regard sur lui l'éclairait d'une lumière neuve et inédite (« neue lichtvolle Aussichten »), qui conduit à une conception intellectuelle reconsidérée de ce qui l'entoure (« erfrischter innerlicher Anschauung »). L'emploi de l'adjectif *innerlich*, qui signifie intérieurement et intimement, indique bien que c'est en lui que la transformation se fait, que le terrain, grâce au regard, permet le passage d'une réalité vécue à une réalité pensée et conceptualisée. Ritter synthétise ces idées dans son *Einleitung zu dem Versuche einer allgemeinen vergleichenden Erdkunde* (1818), la vue est l'instrument essentiel du géographe et devient la condition d'une vérité scientifique assurée :

Die Grundregel, welche dem Ganzen seine Wahrheit sichern soll, ist die : von Beobachtung zu Beobachtung, nicht von Meinung oder Hypothese zu Beobachtung fortzuschreiten.<sup>134</sup> (Ritter, 1852 : 27)

Le lexique français, cantonné aux termes « voyage » ou « exploration » ne tisse pas autant de liens entre une perception extérieure et une conception intérieure, même dans l'usage métaphorisé de ces mots. Le voyage peut aussi être intérieur, mais il exclut dans cette acception l'influence de *stimuli* extérieurs et fonctionne comme une expérience de soi en soi. Du côté allemand au contraire, sous l'influence incontestable de Kant, le terrain, l'expérience de l'*Anschauung* porte sur les deux registres. Comme l'auteur de la *Critique de la raison pure* le présente, les objets se règlent sur notre pouvoir de connaître et non l'inverse. Or, ce pouvoir de connaître procède de l'expérience, comme il l'explicite dès l'incipit de son œuvre majeure :

Que toute notre connaissance commence avec l'expérience, il n'y a là absolument aucun doute ; car par quoi le pouvoir de connaître devrait-il être éveillé et mis en exercice, si cela ne se produisait pas par l'intermédiaire d'objets qui affectent nos sens et qui, pour une part, produisent d'eux-mêmes des représentations, tandis que, pour une autre, ils mettent en

---

133 Traduction : Ce faisant, sur la frontière entre l'ancien et le nouveau monde, de l'Orient et de l'Occident, qui m'a toujours profondément touchée, sur laquelle tant de choses en moi demeurent encore dans l'ombre et dans l'obscurité totale, j'ai gagné de nouvelles perspectives illuminées, qui me récompensent grandement de toutes les difficultés et de toutes les privations endurées. De plus je suis, loué soit Dieu, en pleine santé et préservé de quelque mal physique, et je me sens aussi léger intellectuellement grâce à cela, pas une fois je n'ai pu esquiver les contraintes du froid, de l'humidité, de la mauvaise nourriture, de l'inconfort de toutes sortes, je n'ai pas eu à rester coincé dans la neige, à attendre des demi-journées entre des blocs de glace formés par des rivières dévalantes, ou à rester bloqué dans de misérables huttes ou auberges, en mauvaise compagnie, etc etc, de sorte que je me sens comme rajeuni, pour vivre d'une façon nouvelle avec davantage d'énergie et une perception intérieure renouvelée le monde dans ses rapports entre ma famille et mon travail.

134 Traduction : La règle essentielle, laquelle doit assurer sa vérité au tout, est celle-ci : avancer de l'observation à l'observation, pas de l'idée ou de l'hypothèse à l'observation

mouvement l'activité de notre entendement pour comparer ces représentations, les relier ou les séparer, et élaborer ainsi la matière brute des impressions sensibles en une connaissance des objets, qui s'appelle expérience ? En ce sens, d'un point de vue chronologique, nulle connaissance ne précède en nous l'expérience, et c'est avec celle-ci que toute connaissance commence.

Cela dit, bien que toute notre connaissance s'amorce avec l'expérience, il n'en résulte pas pour autant qu'elle dérive dans sa totalité de l'expérience. (Kant, 1997 : 93).

Les géographes prussiens ont lu Kant et pour eux, l'expérience se confond avec l'exercice du voir le monde. Voir donne à penser et donc à formuler un système de compréhension du monde.

#### 55. Les voyages majeurs d'Alexander von Humboldt

Années	Voyages majeurs	Continents
1789	Berlin - Göttingen	Europe
1789	Vallée du Rhin	Europe
1790	Vallée du Rhin, Angleterre et France (avec Georg Forster)	Europe
1799 – 1804	Amérique du Sud, Amérique Centrale, Amérique du Nord (avec Aimé Bonpland)	Amériques
1805	Alpes et Italie (avec Gay-Lussac)	Europe
1822	Italie	Europe
1829	Russie, Asie centrale, Sibérie, Russie orientale	Asie

Ce soubassement philosophique à la pratique du terrain trouve une conséquence immédiatement perceptible chez les géographes prussiens : l'arpentage régulier. Voir pour comprendre, telle est aussi la devise de Humboldt. Il exprime clairement cette volonté d'immédiateté dès 1793 à l'un de ses amis : « j'embrasse toute occasion de voir le monde. » (Humboldt, 1973, p. 255), programme qu'il met en œuvre tout au long de sa longue carrière. Le tableau ci-dessous permet de constater la récurrence de ses voyages et leur large périmètre : Humboldt est l'exemple type du géographe-voyageur curieux du monde entier. Si Ritter cantonne ses explorations au continent européen et à la région de l'Asie mineure, il n'en multiplie pas moins les excursions. H. Beck dresse la liste de ses pérégrinations entre 1824 et 1852 : Paris, Bohême, Moravie, Autriche, Slovaquie, Italie, Suisse, Allemagne centrale, Grèce, Turquie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, sud de la France, Danemark, Norvège et Suède, Angleterre, Pologne, Allemagne du sud, Espagne et de nouveau l'Italie sont ainsi successivement les objets de sa curiosité (Beck, 1979). Ses expériences de voyage en font un des meilleurs connaisseurs de l'Europe à l'époque. Les collègues de Ritter et Humboldt à la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* emboîtent le pas de leurs aînés : ils ouvrent en effet la voie à une génération de voyageurs ambitieux et aventureux, comme Heinrich Barth ou les frères Schlagintweit qui multiplient les voyages dans les années 1850. Au même moment, côté français, mis à part Bory de Saint-Vincent pour ce qui est de notre *corpus*, les

géographes reproduisent l'idéal du travail de cabinet, déconnectant complètement le moment de recueil d'informations et celui de leur mise en forme.

Pourquoi tant de différences entre ces deux sphères ? Sans prétendre régler cette question, je souhaite soulever ici quelques hypothèses explicatives. Tout se passe comme si du côté français, on se refusait à intégrer en géographie toute méthode expérimentale, alors même qu'elle s'inscrit désormais pleinement en chimie ou dans les autres sciences que l'on qualifierait aujourd'hui de dures. Cela tient-il à la peur d'être absorbé dans le champ disciplinaire des sciences naturelles, alors que les géographes français font le choix de se situer du côté des sciences morales et politiques ? Le discours d'un Malte-Brun est en particulier très clair sur le sujet (Malte-Brun, 1807(a)). Les seuls pratiquants du terrain semblent être les voyageurs naturalistes, curieux du monde, mais n'étant pas engagés nécessairement dans le processus d'affirmation disciplinaire des savoirs géographiques, ou bien les militaires sollicités par les missions dirigées par le pouvoir. Entre les deux, les géographes qui se reconnaissent comme tels paraissent dédaigner le terrain pour eux-mêmes, tout en essayant de le scientificiser via la rédaction d'instructions. D'autres explications de cette distorsion si nette se situent aussi sans doute du côté de la sphère culturelle allemande et expliquent l'implication si forte des géographes prussiens pour l'arpentage direct du monde. L'influence de Kant ne doit pas être sous-estimée, car, même si le géographe de Königsberg n'a guère quitté sa ville, il promeut un rapport direct au monde, qui est pour lui une condition de la connaissance *a priori* du monde. Sa philosophie infuse clairement les pratiques des géographes prussiens, directement mais aussi à travers les propositions pédagogiques de Pestalozzi<sup>135</sup>, fréquentées assidûment par Ritter. Celui-ci transpose les méthodes du pédagogue dans ses propres pratiques d'enseignement : dès les années 1800 à Göttingen et Francfort, et ensuite à la *Kriegsschule* de Berlin. Ce lieu devient d'ailleurs pour Ritter un laboratoire et un espace de diffusion de ses propres pratiques (Lüdecke, 2002). Il installe aux murs des cartes du monde, encourage les excursions et la lecture de cartes topographiques : il fait advenir un contact le plus direct possible entre ses élèves et le monde auquel ils seront ensuite confrontés, favorisant l'apprentissage par l'expérience.

L'importance et le développement précoce du courant romantique ne sont sans doute pas non plus étrangers à la prépondérance du terrain chez les géographes prussiens. Car si le contact direct avec le monde doit satisfaire une exigence accrue de scientificité, il doit aussi participer à un transport intime des spectateurs de la nature. À la différence de l'expression française et anglaise (*observation*), où observer signifie suivre des règles, *Anschauung* ne possède pas seulement un aspect normatif mais porte en lui une dimension affective et sensible. Il y a dans *Anschauung* une idée d'intuition du monde, qui fait référence au précepte kantien, et pas seulement une dimension normative. Les deux dimensions se révèlent d'ailleurs essentiellement liées, comme les écrits rittériens et humboldtiens le prouvent. Dans le processus d'élévation au rang de pratique empreinte de scientificité, le terrain fait

---

135 La « méthode Pestalozzi » s'appuie sur quelques principes : l'intuition, l'expérience et le concret comme point de départ de tout apprentissage, le passage progressif du simple au complexe, la découverte de ce que l'on apprend, et la marche vers l'autonomie.

d'abord l'objet de stratégies textuelles chargées de démontrer sa qualité de faire advenir et de faire sentir le monde. L'être-au-monde est ainsi essentiel dans la démarche de terrain développée côté prussien. Le fait de pouvoir dire « j'y étais », de rapporter des détails précis que seuls un témoin direct est capable de produire est une première façon de procéder. Ainsi, les géographes s'attellent-ils à écrire des carnets de voyage les plus exhaustifs possibles, à envoyer de nombreuses lettres depuis leur terrain. Humboldt met par exemple un point d'honneur à publier la *Relation historique* de son voyage avec Bonpland dès son retour d'Amérique, comme s'il fallait s'empresse de prouver qu'il avait toute légitimité à parler du continent américain.

Une relation historique embrasse deux objets très-distincts : les événements plus ou moins importants (sic) qui ont rapport au but du voyageur, et les observations qu'il a faites pendant ces courses. Aussi l'unité de composition qui distingue les bons ouvrages d'avec ceux dont le plan est mal conçu, ne peut y être strictement conservée, qu'autant qu'on décrit d'une manière animée ce que l'on a vu de ses propres yeux, et que l'attention principale a été fixée, moins sur des observations de sciences que sur les mœurs des peuples et les grands phénomènes de la nature. Or le tableau le plus fidèle des mœurs est celui qui fait connaître le mieux les rapports qu'ont les hommes entre eux. Le caractère d'une nature sauvage ou cultivée se peint, soit dans les obstacles qui s'opposent au voyageur, soit dans les sensations qu'il éprouve. C'est lui que l'on désire voir sans cesse en contact avec les objets qui l'entourent, et son récit nous intéresse d'autant plus qu'une teinte locale est répandue sur la description du paysage et des habitants (sic). (Humboldt, 1814 : 30)

Les détails des sensations viennent donc pour Humboldt attester sa présence dans un ailleurs, justifier sa capacité à en parler et accréditer les descriptions qu'il en donne. Ritter produit comme son aîné de nombreux textes autour de ses excursions, notamment une correspondance fournie, éditée par Gustav Kramer (1875). Dans ses lettres, se lisent à la fois le souci de reporter fidèlement les éléments du paysage, mais aussi le transport intérieur vécu par le géographe. Car les voyages ne donnent pas seulement à voir le monde, ils fournissent des occasions d'un bouleversement sensoriel, affectif voire ontologique (Péaud, 2012). Ritter écrit ainsi depuis Constantinople en 1837 :

Kaum traue ich meinen eigenen, daß ich Dir aus Constantinopel schreiben kann, so wunderbar kommt es mir selbst vor, hier, an der Fülle des Golden Horns des alten Byzanz zu sitzen, und mit meinen Gedanken über Balkan (Hämus), Donau, Ungarn und die Karpathen hinüber zu fliegen zu Dir. Und doch ist es so, und es ist so natürlich und einfach zugegangen, daß ich unter den Augen des Großsultans jetzt ganz friedlich von meinem Lager aufstehe und seinen Prachtpalast an der Spitze des Serai erblickte und Dir dabei meinen heißen Morgengruß hinübersende durch die klaren mit leichten Schäfchen lieblich durchwebten Lüfte, welche die Wipfel der Cypressen schaukeln und die Segel der Tausende von Wasten im schönsten Hafen der Welt schwellen !<sup>136</sup> (Kramer, 1975 : 58)

Dans son *Kosmos*, Humboldt signale également la dimension esthétique et sensible du terrain, qui semble être non pas seulement l'expérience de réception du monde, mais aussi celle de bouleversement

---

<sup>136</sup> Traduction : À peine puis-je croire moi-même que je peux t'écrire depuis Constantinople, cela me paraît si incroyable d'être assis là, devant l'exubérance de la corne d'or de Byzance, et que je peux faire voler mes pensées vers toi par-delà les Balkans (la montagne), le Danube, la Hongrie et les Carpates. Et pourtant cela est bien réel, et c'est arrivé si naturellement et si facilement, que je me lève maintenant de ma place sous les yeux du sultan tout à fait en paix et que je regarde son palais au sommet du serail et que je t'envoie ce faisant mes salutations matinales à travers les airs clairs tissés d'un léger voile moutonneux, qui font ondoyer la cime des cyprès et se gonfler les voiles des milliers de mâts du plus beau port du monde !

intime de l'individu spectateur :

Une autre jouissance est celle que produit le caractère individuel du paysage, la configuration de la surface du globe dans une région déterminée. Des impressions de ce genre sont plus vives, mieux définies, plus conformes à certaines situations de l'âme. Tantôt c'est la grandeur des masses, la lutte des éléments déchaînés ou la triste nudité des steppes, comme dans le Nord de l'Asie, qui excitent nos émotions ; tantôt, sous l'inspiration de sentiments plus doux, c'est l'aspect des champs qui portent de riches moissons, c'est l'habitation de l'homme au bord du torrent, la sauvage fécondité du sol vaincu par la charrue. Nous insistons moins ici sur les degrés de force qui distinguent les émotions que sur les différences de sensations qu'excite le paysage, et auxquelles ce caractère donne du charme et de la durée. (Humboldt, 1846 : 5-6).

Le voyage meut donc l'esprit, mais aussi le corps et l'âme du géographe, idée que l'on retrouve dans le concept d'*Anschaung* : celui-ci renferme tout à la fois l'idée de voir, celle de penser le monde grâce à un bouleversement intérieur. Chez Ritter, la pratique du terrain confine même parfois à la sacralisation, dans une lecture providentialiste du paysage (Debarre, 2010). Côté prussien, le terrain possède ainsi un double statut, inspiré de la tradition expérimentale et du courant romantique : il apparaît à la fois comme une étape de légitimation du travail géographique et une occasion d'un transport quasi ontologique du voyageur lui-même. C'est à ce double titre que la valorisation de cette pratique s'opère fortement de l'autre côté du Rhin, et que les géographes prussiens ne déconnectent pas le terrain de la production des savoirs géographiques, alors que les géographes français l'envisagent d'une manière plus neutre et moins empreinte d'individualité et d'affectivité. Les missions d'exploration, c'est-à-dire une approche essentiellement normative, semblent pour eux la seule voie de conciliation du terrain avec leur activité géographique. Le terrain n'est ni mieux ni moins bien appréhendé d'un côté ou de l'autre du Rhin : son approche différenciée révèle simplement des habitudes nationales spécifiques, qui s'accroissent avec la disciplinarisation des savoirs géographiques.

Dans tous les cas, la pratique du terrain apparaît ainsi comme un élément de distinction très fort au sein du collectif des géographes. En fonction de l'endroit d'où l'on parle, cette méthode ne correspond qu'à un amont nécessaire de l'information géographique ou au contraire à une étape essentielle et valorisée de ce travail. Le terrain révèle que la résolution des tensions ou des incertitudes inhérentes à la construction d'un champ disciplinaire se réalise encore largement au niveau des individus eux-mêmes. Il met également et surtout en lumière l'influence des habitudes nationales, nourries de différences culturelles et intellectuelles.

### **3 – Les géographes sur le terrain des concurrences nationales**

Le terrain n'est pas seulement un révélateur d'habitudes culturelles et méthodologiques distinctes selon la sphère dans laquelle on se situe, il contribue aussi à forger et à affirmer des positions nationales. Par leurs efforts d'exploration, les géographes s'inscrivent aussi de fait dans des entreprises de nature politique. Et c'est d'ailleurs, et paradoxalement, dans cette association avec les champs du politique et du militaire que la figure du géographe de terrain, ou du géographe voyageur pour employer le vocable de l'époque, tend à s'affirmer le plus clairement. L'injonction généralisée du

terrain apparaît certes comme une recherche affirmée d'universalité scientifique, mais pourtant elle achoppe elle aussi sur des cadres nationaux de plus en plus présents et qu'elle tend en retour à renforcer.

#### *a) Lutte pour la connaissance du monde*

L'écart entre l'amont, le terrain prévu, et la réalité concrète, le terrain vécu, s'affirme d'emblée dans la lutte pour la primauté de la reconnaissance du monde. Alors que l'un des objectifs principaux énoncés par les sociétés de géographie consiste à combler les blancs des mappemondes, en particulier pour les régions intracontinentales, il n'est pourtant pas toujours question de faire front commun pour atteindre ce but. L'enjeu du savoir rencontre là directement celui du rayonnement national et génère quelques épisodes tendus voire conflictuels entre géographes issus de sphères concurrentes.

---

### **Gros plan 8 - La lutte pour Tombouctou**

Entre Anglais et Français, la découverte de Tombouctou par leurs champions respectifs, Laing et Caillé, donne en particulier lieu à un vif débat. Pendant quelques années, de 1828 au début des années 1830, chaque rive de la Manche se bat pour voir accepter la reconnaissance de la ville par le ressortissant de leur pays. Cette lutte prend place dans une dimension mythique, voire mystique, puisque comme le rappelle I. Surun, Tombouctou exerce une fascination exceptionnelle sur les voyageurs européens (Surun, 2002). Elle souligne d'ailleurs le paradoxe du caractère mythique octroyé encore à cette ville, alors même que les géographes s'engagent dans un nouveau système scientifique marqué par une volonté nouvelle de rationalité et d'objectivité. Du côté français, René Caillé s'engage d'abord dans cette aventure sans aucun soutien : il voit l'appel lancé par la Société de Géographie de Paris pour la recherche d'un itinéraire qui mènera à la capitale du commerce sahélien et part. En novembre 1828, la société parisienne publie, via les lettres du consul Delaporte à Tanger, les informations envoyées par Caillé depuis l'Afrique et en particulier depuis Tombouctou et décide de lui accorder une assistance financière, au regard des avancées que son voyage a permises. À partir de là, les relations avec la Grande-Bretagne se tendent. La société parisienne se vante des succès de Caillé, allant jusqu'à affirmer le caractère premier de sa découverte, alors que les Anglais rétorquent par l'exploit du major John Laing, parvenu dans cette même ville en 1826. Fin novembre 1828, John Barrow fait parvenir une lettre à Jomard dans laquelle il entend bien rétablir la vérité :

Je vois par le supplément du 66<sup>e</sup> Bulletin, publié par la Société géographique de Paris, qu'un Français du nom de Caillé a réussi à atteindre la ville de Tombouctou (sic), et que M. Delaporte, vice-consul à Tanger, observe dans la lettre qu'il vous a écrite, pour vous annoncer l'arrivée de M. Caillé, que ce voyageur se console des fatigues qu'il a souffertes, par l'idée qu'il est le seul Européen qui ait réussi jusqu'à présent à amener à une heureuse fin une entreprise dans laquelle tant de courageux voyageurs ont succombé.

Loin de moi de concevoir la pensée de diminuer le mérite de ce voyageur entreprenant et aventureux, ou de blâmer le juste orgueil qu'il doit ressentir pour avoir donné à sa tentative



une heureuse issue ; mais la justice qui est due à la mémoire d'un autre voyageur, qui a péri par la main barbare d'un assassin, exige que je vous expose, Monsieur, que M. Caillé n'est pas le seul Européen qui a visité Tomboctou (sic), ni le premier.

Feu le major Laing est celui qui a mis le premier les pieds dans Tomboctou, et je vais vous le montrer par l'autorité la plus irrécusable, sa propre signature, et par celle de son serviteur, qui est maintenant à Tripoli. Dans une lettre adressée à M. le consul Warrington, et maintenant sous mes yeux, datée de Tomboctou (sic), 21 septembre 1826, le major dit qu'il est arrivé dans cette ville le 18 du mois d'août précédent, qu'il devait la quitter le lendemain de la date de sa lettre, c'est-à-dire le 22 septembre, et qu'il avait l'intention de continuer par la route de Sego ; ensuite, il entre dans beaucoup de détails touchant cette ville et donne un grand nombre de documens (sic) curieux qu'il a réunis sur ce sujet, et d'autres matériaux qui, sans aucun doute, seront publiés en temps convenable. (BSGP, 1828 (S1, T10) : 230-231)

L'argumentaire de Barrow relève pour une grande part de la concession : certes, Caillé n'est pas démeritant (« loin de moi la pensée de diminuer le mérite de ce voyageur »), mais pour autant pas celui à devoir être saluer pour son exploit. Car il n'est pas le « premier ». L'universalité et la communauté des savoirs géographiques passent ainsi clairement derrière l'enjeu de la primauté nationale. Le mot « orgueil » est d'ailleurs lâché, et même s'il est écrit en direction de Caillé, c'est bien la question principale ici. Ce qui compte ici n'est pas que Caillé comme Laing aient contribué tout deux à éclaircir de grands et anciens questionnements géographiques, mais qu'une nation puisse se prévaloir d'un inédit géographique. Dans ce but, Barrow fait parler la chronologie, et uniquement elle, chaque étape lui servant de preuve de la priorité britannique. Malgré un ton qui se veut courtois, le discours est clair. D'autant plus que Barrow choisit de s'exprimer en français, comme s'il ne voulait laisser aucune marge d'interprétation à Jomard et aux français. La réponse de Jomard déplace le problème, de manière à assurer aussi à la France sa ration de succès :

Monsieur, Quoique étranger à la lettre qui fait le sujet de votre réclamation, je n'aurais jamais voulu anticiper, même indirectement, à une assertion contraire à la vérité, ou à la réputation du courageux voyageur dont vous défendez justement les intérêts. Personne moins que moi n'est accessible aux idées exclusives de nationalité, et c'est aussi dans l'intérêt général de l'humanité que je suis dévoué à la cause des sciences et de leurs progrès indéfinis. Je me serais donc réjoui sincèrement de signaler en France le retour et les succès du major Laing, ainsi que j'ai été assez heureux pour le faire à l'arrivée du capitaine Clapperton et du major Denham. (...)

Maintenant, Monsieur, voici les propres expressions qui sont l'objet de votre réclamation : « Il est le seul Européen (M. Auguste Caillé), qui soit parvenu jusqu'à ce jour à terminer avec succès une entreprise dans la quelle ont succombé tant de courageux voyageurs.

Vous voyez, Monsieur, qu'il s'agit de l'heureux retour du voyageur dans sa patrie, et non pas de la découverte de Tomboctou. On ne lui fait pas le mérite d'y être allé le premier. (*ibid.* : 232-232)

Jomard commence par se décharger de la responsabilité de la lettre commentée par Barrow, se dédouanant quelque peu d'être à l'origine de la discorde. Puis, tout comme Barrow l'avait fait avant lui, il rassure son collègue. Mais surtout, il déplace complètement le problème sur le succès du retour de Caillé dans sa « patrie », chose que Laing n'a jamais pu réussir. Sous couvert de reconnaître la valeur

de l'exploit de Laing, il n'en dépose pas moins son champion sur un piédestal. Jomard joue donc avec un argumentaire concessif, ne déniait pas à son adversaire le mérite qui revient à son champion, mais veillant surtout à s'assurer que le sien propre ait droit à une part de reconnaissance. Dans la suite de la lettre, il ne manque pas de signaler que les documents produits par Laing ne sont que des chimères tant qu'ils ne sont pas retrouvés, ce qui limite de fait la valeur de son entreprise. Jomard réitère enfin son attachement à l'universalité du savoir, mais dont la sincérité est mise en doute par la tension liée à cette affaire :

Je m'honore d'avoir contribué à établir comme principe, dans les règlements (sic) de la Société de Géographie, que les voyageurs de toutes les nations ont un égal droit à son attention, que les récompenses appartiennent à tous, quelle que soit leur patrie ; enfin, qu'il n'y a aucune distinction dans le sein de cette Société, entre les étrangers et les régnicoles. (*ibid.* : 233)

Jomard dit en partie vrai, car certaines communications de la société émanent des apports d'étrangers et quelques prix ont été décernés à des Anglais ou des voyageurs européens (dont John Ross en 1834), mais la réalité des flux prouve tout de même une centralisation nationale et, surtout, l'importance de l'affaire Caillé exprime tout le contraire de sa lettre. Il se débat en effet pour afficher partout l'exploit de Caillé, qui reçoit notamment le prix de la découverte géographique la plus importante de l'année pour 1828 – ce qui contredit au passage ses propos à Barrow, et ne manque pas d'en souligner le caractère d'exception. Les Anglais répliquent en 1829 par l'envoi du capitaine West qui, par ordre du gouvernement, est chargé de faire mieux que Caillé sur le terrain africain. L'emballement de l'affaire contredit donc le ton poli de Jomard et Barrow et traduit bien l'intrication politique dans la conduite des entreprises de terrain. Cet exemple représente à la fois une exception, par l'ampleur que prend cette concurrence nationale, en même temps qu'un parangon de l'enchevêtrement entre terrain scientifique et terrain politique. Il est d'ailleurs remarquable que de chaque côté, on bâtit le même argumentaire où sont savamment dosés d'une part l'affirmation d'un attachement à l'universalité et au partage des savoirs et d'autre part l'attachement au rayonnement national. Tout se passe comme si le positionnement national des savoirs géographiques n'étant pas encore assumé pleinement, le recours à l'ambition universaliste permettait tout à la fois de s'en prévaloir et de s'en défendre.

#### *b) Quelques collaborations transnationales*

Malgré tout, dans sa dimension concrète, le terrain peut aussi être l'occasion de rapprochements transnationaux inattendus. Les conditions locales transforment en effet à la fois les instructions et les relations avec les autres pays : « the field is a space where the structures of social life are at once reproduced and destabilized »<sup>137</sup> (Livingsstone, 2003 : 42). La réalité du terrain donne souvent lieu à des décalages par rapport aux prévisions initiales et aux schémas élaborés par les sociétés. Que ce soit d'ailleurs en termes d'objets d'étude, de modalités pratiques et de relations avec les populations locales

---

137 Traduction : Le terrain est un espace où les structures sociales sont à la fois reproduites et déstabilisées.

ou les autres européens présents sur place. Le fait même d'être sur place appelle une adaptation des schèmes mentaux des voyageurs. I. Schröder souligne que le terrain entraîne souvent l'oubli de son appartenance nationale et favorise la construction d'une identité européenne, où l'union fait la force contre les conditions politiques, sanitaires ou climatiques locales :

Nationale Differenzen scheinen in diesen lokalen Zusammenhängen insgesamt kaum eine Rolle gespielt zu haben. Vielmehr hatte sich in den meisten der genannten Orte eine kleine, separate europäische Gesellschaft ausgebildet, zu der die Reisenden sowohl bei ihrer Ankunft als auch auf ihrer späteren Rückreise ohne Weiteres Zugang fanden.<sup>138</sup> (Schröder, 2011 : 137)

Les réalités locales imposent donc leurs propres règles, où cette fois-ci l'universalité du terrain et du savoir semblent d'avantage respecter qu'en métropole. La correspondance humboldtienne fait très régulièrement apparaître le fonctionnement transnational du terrain, puisque Humboldt est régulièrement sollicité pour produire des lettres de recommandation, pour de jeunes gens français, anglais ou autres, à destination de tel ou tel consul. C'est particulièrement vrai de l'aide qu'il apporte à Jean-Baptiste Boussingault dans les années 1820, lui écrivant des lettres à destination des gouvernements mexicain ou américain (Humboldt et Boussingault, 2014). La réalité concrète des voyageurs et du terrain entraîne donc à dépasser le cadre strictement national d'exercice : un décalage certain entre centres du savoir et lieux de terrain existe donc. I. Surin note également que les moments de voyage constituent toujours une co-construction entre les attentes métropolitaines, impulsées par des centres de calcul nationaux, et les réalités locales où la collaboration entre ressortissants d'États rivaux et avec la population indigène est indéniable :

Même si le savoir d'exploration s'inscrit dans le cadre d'une entreprise globale de connaissance du monde dont l'impulsion vient d'Europe, le savoir ne se construit que dans la négociation d'individus avec des réalités locales, dans la rencontre et dans l'interaction avec d'autres individus, représentant d'autres sociétés. (Surin, 2006(b) : 223)

L'universalité scientifique, de moins en moins possible dans les capitales, semble encore possible outre-mer. Mais la tendance de la période va vers une concordance de plus en plus grande du terrain avec l'exigence nationale. Ce qui était encore possible au début du XIX<sup>ème</sup>, à savoir élaborer des recherches sur le terrain avec des ressortissants de plusieurs nations, comme Humboldt le fait avec Bonpland en Amérique ou avec Gay-Lussac en Italie, apparaît plus difficile car contrôlé par le politique.

L'exemple du terrain révèle que la figure du géographe se construit à travers la fixation de gestes et de pratiques, peu à peu acceptées collectivement et qui deviennent les marqueurs d'un savoir-faire disciplinaire. Les efforts de scientification et d'autonomisation de la production géographique, la première apparaissant comme la condition de la seconde, se heurtent pourtant à deux obstacles. D'une part, la pluralité méthodologique brouille le message disciplinaire en instillant une variété de

---

138 Traduction : Les différences nationales semblent n'avoir joué qu'un petit rôle dans les conditions locales. Une petite société européenne, séparée du reste, s'est bien plutôt construite la plupart du temps dans ces lieux, que les voyageurs rejoignaient d'emblée dès leur arrivée comme avant leurs voyages de retour.

pratiques. Et, d'autre part, la récupération par la politique tend à nuancer l'effort d'autonomie ou plutôt à le biaiser. Les biais qui apparaissent sont de plusieurs ordres : ils concernent les objectifs, mais aussi les méthodes et les pratiques du terrain.

### **C) Politisation et militarisation du géographe**

Il apparaît en effet qu'au-delà des efforts de scientification de l'activité géographique par les nouvelles instances géographiques elles-mêmes, une des voies privilégiées de la professionnalisation géographique consiste à l'intégrer dans une logique politique, voire militaire. Ce détour par le politique constitue en effet au cours de la période un des moyens de parvenir à une figure nette et identifiée du géographe, envisagé comme un professionnel, mais qui pose encore une fois la question de l'indépendance réelle des conditions de production savoirs géographiques.

#### ***1 – Des géographes politisés malgré eux ?***

La politisation des géographes relève pour une part de configurations individuelles et personnelles négociées entre un géographe et le champ politique, elle n'est pas de nature institutionnelle ou fixée par les sociétés de géographie ou le politique lui-même. Mais il apparaît que même au niveau individuel, une politisation s'observe, supportant ou favorisant le développement de ce processus à l'échelle de la discipline.

##### ***a) Humboldt et Ritter, le rêve universaliste dans le giron politique ?***

Du côté prussien, les cas de Ritter et Humboldt laissent voir à la fois une participation active aux dynamiques nationales en cours, tout en défendant un discours scientifique fondé sur un désir d'indépendance et une exigence d'universalisme. Que ce soit Ritter avec sa *reine Geographie* ou Humboldt avec ses projets cosmopolitiques (voir chapitre 7), les deux visent une géographie et une science autonome. Pourtant, ces deux figures berlinoises sont aussi pleinement présentes jusque dans les plus hautes institutions du pouvoir prussien. Cela fait l'objet d'une espèce d'impensé pour Ritter, qui jamais ne remet en question, ou du moins n'interroge, les relations entre sa posture au monde et son discours scientifique. Humboldt développe un regard beaucoup plus critique, fustigeant régulièrement les obligations mondaines et politiques qui le détournent de ses travaux et semble avoir une conscience plus aiguisée des contraintes proprement épistémologiques que sa situation peut engendrer. J'ai souligné déjà à plusieurs reprises sa propension à se défier des filets politiques dans lesquels il évolue pourtant de plus en plus. Spécialement lors de son expérience asiatique de 1829, Humboldt constate les difficultés à maintenir un discours autonome alors qu'il doit compter avec l'omniprésence du pouvoir russe. Cet épisode révèle tout particulièrement la complexité des interactions savoir-pouvoir et répond au moment algérien vécu par Bory (voir gros plan 17).

---

## Gros plan 9 - Le voyage asiatique de Humboldt, des compromis à la censure<sup>139</sup>

Sans l'intervention du tsar Nicolas I<sup>er</sup> et de son ministre des finances Georg Cancrin, le projet du voyage asiatique serait resté lettre morte (Ette, 2007), alors même que Humboldt le considère comme un élément essentiel de son programme scientifique et qu'il l'envisage très tôt comme un pendant du voyage américain<sup>140</sup>. En le rendant possible, le tsar et son ministre lui ouvrent une perspective scientifique qu'il ne peut décliner. Ils mettent en œuvre l'expédition et en sont les acteurs principaux grâce aux capitaux et moyens matériels mis à disposition. Mais en lui offrant la possibilité de ce périple, les autorités politiques russes s'octroient aussi un droit d'encadrement assez serré, qui touche à la gestion du temps du voyage et à sa matérialité même. L'itinéraire est proposé par les projets humboldtiens, mais finalement décidé et encadré par les autorités russes. Humboldt et ses compagnons, les professeurs Rose et Ehrenberg, doivent en effet endurer la présence perpétuelle de cosaques à leurs côtés et satisfaire aux innombrables obligations mondaines qui leur incombent. À la fois opportunité inestimable et contrainte perpétuelle, l'intervention du pouvoir russe oblige ainsi le voyageur à une « ewige Nothwendigkeit der Repräsentation »<sup>141</sup> (Humboldt, 2009(a) : 116) et à se plier aux règles de la cour, omniprésente tout au long de son expédition. Ch. Suckow le qualifie même de « Prinz Humboldt » (Suckow, 2006), tant les égards sont notables à son endroit. L'extrait suivant d'une lettre à son frère Guillaume donne la mesure de la mainmise russe sur le déroulement de l'expédition:

J'ai écrit hier quelques lignes au Prince W. pour remercier le Roi de tout ce que ses recommandations pour la famille Impériale renfermaient d'honorable pour moi. (...) L'Empereur, depuis que je suis ici, m'a comblé de grâces et de distinctions, bien au delà même, qu'on pouvait croire. Il m'a fait écrire le lendemain de mon arrivée de venir sans cérémonie vers les 3h, il m'a gardé à dîner seul à 4 couverts, avec l'Impératrice et Madame de Wildermet. (...) Après table, il m'a pris sous le bras pour me montrer seul tous les magnifiques appartements du Palais d'Hiver, il m'a fait entrer chez tous ses enfans (sic), montré les points ravissants de la vue sur la Neva, dont on jouit des différentes fenêtres. Le 2 au soir il y a avait une grande fête chez l'Ambassadeur de France, où j'ai trouvé un grand nombre d'anciennes connaissances. Partout l'accueil a été le plus distingué. M. Cancrin m'a fait remettre par ordre de l'Empereur 20,000 roubles au lieu de 10,000. Ce matin j'ai encore été à la cour. (*ibid.* : 111)

Sans cesse une agitation mondaine entoure Humboldt, ce qui le charme en partie, mais le plus souvent le désole car le voyage scientifique s'en trouve d'autant plus perturbé. Car si l'expédition est contrainte en termes de calendrier et d'itinéraire, elle l'est surtout en termes d'objets d'étude. Dès 1827, Cancrin le

---

139 Les réflexions portant sur le voyage asiatique de Humboldt ont déjà fait l'objet de plusieurs publications ou communications de ma part : voir Péaud, 2011(a), 2012, 2014(a).

140 Le voyage asiatique est rêvé par Humboldt depuis le début de carrière scientifique. À son retour d'Amérique (1799-1804), il l'envisage très sérieusement (voir la lettre du 7 janvier 1812 au Baron de Rennenkampf, *Briefe aus Russland* 1829), mais le contexte diplomatique l'empêche de le mettre en œuvre. Une autre occasion manquée se présente de nouveau en 1818. Humboldt sait en 1829 que c'est là très certainement sa dernière chance de parcourir le continent asiatique.

141 Traduction : une éternelle nécessité de représentation

sollicite à propos de la « Platinamünze »<sup>142</sup> (*ibid.* : 79) et soulève des questions liées à l'industrie minière, et le tsar l'interroge également sur la présence de diamants en Russie. Humboldt effectue donc le voyage asiatique dans la posture de l'expert géographique, du *Gutachter*, dont les réponses scientifiques trouvent un écho directement politique. Mais en plus d'une orientation bien précise, le pouvoir russe lui impose des limitations strictes. Nicolas I<sup>er</sup> et son ministre lui demandent explicitement de ne pas s'intéresser dans ses travaux au volet humain et social de l'Empire russe, spécialement au servage et aux conditions des classes inférieures. Humboldt y consent, le rappelant sans détour dans une lettre à Cancrin :

Es versteht sich von selbst daß wir uns beide nur auf die todte Natur beschränken und alles vermeiden was sich auf Menschen Einrichtungen, Verhältnisse der untern Volks-Classen bezieht : was Fremde, der Sprache ankundige, darüber in die Welt bringen, ist immer gewagt, unrichtig und bei einer so complicirten Maschine, als die Verhältnisse und einmal erworbenen Rechte der höhern Stände und die Pflichten der untern darbieten, aufreizend ohne auf irgend eine Weise zu nützen.<sup>143</sup> (Humboldt, 2009(a) : 148)

Cette exigence le soumet à une très forte obligation de réserve, qu'il intègre parfaitement comme une condition *sine qua non*, s'il veut réaliser jusqu'au bout son voyage. Humboldt accepte donc que les conditions matérielles et intellectuelles de l'expédition se trouvent sous la coupe russe. Et de fait, pour le dire avec Ottmar Ette,

Anders als in den spanischen Kolonien Amerikas war Humboldt in Rußland weit weniger Herr seiner Reise und – wie die vielen offiziellen Einladungen zeigen, denen er sich nicht entziehen konnte – seiner selbst.<sup>144</sup> (Ette, 2007 : 21)

Tout pendant qu'il se trouve sur le sol russe, il ne se laisse jamais aller à une critique poussée du pouvoir russe, sachant trop bien que son courrier peut être lu. Avec son frère et Arago principalement, il ose quelques remarques, toujours nuancées par l'éloge des soins dont il bénéficie. L'essentiel des critiques arrive après le voyage, lorsque Humboldt foule de nouveau le sol prussien. À l'abri de retombées fâcheuses, il s'autorise, mais toujours seulement dans sa correspondance privée, des remarques plus incisives. En 1830, d'un trait cynique, Humboldt mentionne son discours à l'Académie des Sciences de Saint-Petersbourg de décembre 1829, conclusion du voyage en même temps que dernière courbette obligée devant le pouvoir impérial. Alors qu'il l'évoque avec Cancrin comme le point d'orgue de son séjour, il ironise en 1830 avec Varnhagen von Ense :

Ich freue mich, zu hören, dass Sie meinen cri de Pétersbourg, eine Parodie vor dem Hofe

---

142 Ce qui intéresse Cancrin et Nicolas I<sup>er</sup> au premier chef porte sur la production monétaire : Humboldt est donc sollicité dans le but d'identifier des filons de platine dans les monts de l'Oural.

143 Traduction: Il va sans dire que tous les deux [Humboldt et Ehrenberg] nous nous limitons uniquement à la nature morte et évitons tout ce qui concerne les organisations des hommes et les relations des classes inférieures : ce que des étrangers, qui ne maîtrisent pas la langue, diffusent dans le monde, est toujours périlleux, inexact et à côté d'une machine aussi compliquée que les relations sociales, les droits déjà acquis des classes supérieures et les devoirs des classes inférieures, cela est agaçant et ne peut être utilisé d'aucune façon.

144 Traduction : D'une manière distincte de sa situation dans les colonies espagnoles, en Russie Humboldt était bien moins maître de son voyage et – comme le montrent les nombreuses invitations, auxquelles il ne peut se soustraire – de lui-même.

gehalten, freundlich behalten wollen, - ein gedrängtes Werk zweier Mächte, ein Versuch zu schmeicheln ohne Erniedrigung, zu sagen was sein sollte.<sup>145</sup> (Humboldt, 1860 : 7)

Dans les années suivantes, alors qu'il s'occupe de rédiger son les résultats de son périple, Humboldt continue de prendre la mesure des restrictions épistémologiques qu'il a acceptées dans le contexte russe. Bien que Humboldt tire de cette expédition plusieurs ouvrages, les *Fragmens asiatiques* (1831) et son *Asie centrale* (1843), et qu'elle fournit les matériaux de plusieurs chapitres de son *Kosmos* (1845), le sentiment qui domine est l'amertume et la frustration de ne pas avoir pu exécuter son projet scientifique dans sa totalité. Dans une lettre écrite à son ami Schumacher il commente l'écriture de la dédicace de son *Asie Centrale* en termes non équivoques :

Es hat mir viel gekostet, die 3 Bände meiner „Asie Centrale“ dem Russischen Kaiser zu dediciren. Es musste geschehen, da die Expedition auf seine Kosten geschehen war. Mein Verhältnis zu dem Monarchen ist mannichfaltig seit 1829 zerrütet wegen meiner politischen Sendungen nach Paris. Die Dedication, mit Arago selbst verabredet und durchgesprochen, ist meiner würdig und geschickt. Der Kaiser hat mir sein Portrait geschickt : es würde mich gereizt haben, wäre gar keine oder eine kältliche Antwort (avec économie de chaleur, à température philosophique) erfolgt.<sup>146</sup> (Humboldt, 1979 : 112)

Ainsi que le commente O. Ette, « Humboldt a dû se taire », ce qui a entraîné l'« effacement général de la dimension cosmopolitique, interculturelle et surtout démocratisante de compréhension de la science » (Ette, 2010 : 26), dimension qui lui tient pourtant particulièrement à cœur. Le sentiment d'échec ou de frustration lié à cette expédition ressort d'autant plus lorsqu'on lit l'enthousiasme de Humboldt en 1812, alors qu'il envisage déjà sérieusement de repartir pour un périple transcontinental :

J'accepterai avec empressement les propositions que le Gouvernement voudra bien me faire par voye officielle, si l'on daigne me donner des éclaircissements géographiques sur les régions que l'on désire me faire examiner. Il m'en coûtera beaucoup d'abandonner l'espoir de voir les bords du Ganges, le climat des bananes et des palmiers. J'ai aujourd'hui 42 ans; j'aime à entreprendre une expédition qui dure 7 à 8 ans, mais pour sacrifier les régions équinoxiales de l'Asie, il faut que le plan qu'on me trace soit vaste et large. (Humboldt, 2009(a) : 58)

Le sacrifice consenti, en conscience, par Humboldt ne remplit pas son but. Surtout, l'exemple asiatique nuance la posture de retrait du géographe, ou du moins la possibilité même de son effectivité, face au politique. Le moment russe de Humboldt fait ressortir l'extrême complexité des interactions entre savoirs géographiques et pouvoir durant cette période et informe sur l'absence d'orientation claire et absolue des liens qui peuvent exister entre ces deux champs. En dépit pourtant de résolutions *a priori* fermes et claires de la part du géographe et alors même que son impact ne devait être que matériel, l'exemple du voyage russe montre en quoi le champ du pouvoir s'insinue de fait dans les rets de la production géographique et en influence profondément la dimension épistémologique.

---

145 Traduction : Je suis charmé d'apprendre que vous voulez bien garder mon cri de Pétersbourg, parodie que j'ai lue à la cour ; c'est l'œuvre hâtive de deux nuits, un essai de flatter sans s'abaisser, et de dire ce qui devait être.

146 Traduction : Cela m'a beaucoup coûté de dédicacer les trois tomes de mon *Asie Centrale* au tsar de Russie. C'était indispensable, alors que l'expédition a été réalisée à ses frais. Mes relations avec le monarque se sont dégradées depuis 1829 à cause de mes envois politiques à Paris. La dédicace, rédigée et discutée avec Arago lui-même, est à mon avis digne et adroite. Le tsar m'a envoyé son portrait : cela m'aurait ravi, si aucune ou froide réponse (avec économie de chaleur, à température philosophique) n'avait suivi.

b) Malte-Brun, Bory et Jomard : une adéquation entre le travail intellectuel et le devoir national ?

Alors que c'est du côté berlinois que les savoirs géographiques apparaissent les plus avancés dans le processus d'institutionnalisation pour la période 1815-1840 et qu'ils sont produits en lien étroit avec le politique, ne serait-ce que par leur situation institutionnelle au sein de la *Kriegsschule* ou de l'Université, les géographes prussiens semblent posséder une capacité de distanciation bien plus forte vis-à-vis du politique que leurs homologues français. Bien que les exemples humboldtien et rittérien démontrent que ces rapports ne sont pas nettement tranchés, une vraie différence s'affiche côté français.

Les choix et positions de Jomard, Malte-Brun et Bory de Saint-Vincent ont été déjà partiellement évoqués : leurs parcours personnels illustrent, bien que de manière distincte de l'un à l'autre, un penchant net, choisi ou subi, conscient ou non, vers des préoccupations nationales et politiques. Pourtant, tous adhèrent aux institutions nouvelles de la géographie ainsi qu'au projet épistémologique qui l'accompagne, à savoir combler les blancs de la carte du monde, conforter les savoirs existants et diffuser dans une optique universaliste toute information géographique nouvelle ou amendée. Ces hommes participent aussi à l'animation de réseaux vastes et le plus souvent transnationaux, visant à reproduire l'idéal de la République des Lettres : Malte-Brun bénéficie de ses attaches nordiques, Jomard tisse des liens étroits avec l'Égypte et une grande partie de l'Afrique via ses relations consulaires et diplomatiques, enfin le parcours européen de Bory de Saint-Vincent (Ferrière, 2009) l'enjoint aussi à dépasser l'échelon national. Que ce soit dans leurs pratiques relationnelles ou bien dans leurs déclarations d'intention, tous ces géographes s'inscrivent encore dans la tradition des Lumières : le discours préliminaire des *Annales des Voyages* de Malte-Brun le rappelle (1807), de même que les aspirations au progrès que Jomard appelle de ses vœux en Égypte (1836) ou encore l'exigence de Bory de Saint-Vincent de « renverser toutes les idées reçues » (Lauzun, 1908 : 310.). Il faut également rappeler l'énergie dépensée par Jomard dans la constitution d'institutions pérennes dédiées aux savoirs géographiques, dans le but de mieux les sécuriser et surtout de les mettre à disposition de tous (voir gros plan 5). Dans le registre des intentions, rien ne distingue les géographes français des géographes prussiens.

Pourtant, dans l'ordre des discours et des positionnements, l'hétéronomie des savoirs géographiques produits et diffusés est assumée ou du moins ne soulève pas de question. Le politique, contrairement à ce qui se passe chez Ritter ou Humboldt, n'est pas envisagé comme un élément dont il s'agirait de se distancer, mais plus comme un élément présent, avec lequel on compose. Alors que Ritter s'éloigne dans sa *reine Geographie* de tout déterminisme politique pour penser l'espace et que Humboldt développe un regard très critique quand aux contraintes dont ses travaux peuvent faire l'objet, les géographes français acceptent cet état de fait. Et bien que leurs intentions soient dans le prolongement de la tradition universaliste, leur discours les positionnent plus nettement du côté des préoccupations nationales. Pour Jomard et Bory de Saint-Vincent, leur formation dans les nouveaux



corps d'ingénieurs et au sein de l'armée constitue une part de l'explication de leur posture. Leur situation sociale et leur carrière dépendent en effet étroitement de la sphère politico-militaire : ils font partie de cette génération de transition, nourrie à la fois d'universalisme et du service de la nation (Ferrière, 2009 ; Laissus, 2004). Ce positionnement n'est pas anodin, car il oriente leurs objets d'étude : Jomard privilégie l'Afrique, objet de plus en plus de convoitises et de concurrences franco-anglaises avec le cadre de la nation toujours en arrière-plan, tandis que Bory de Saint-Vincent trouve ses objets d'étude au gré des pérégrinations imposées par son service militaire (Espagne, États allemands, Morée, Algérie ; Ferrière, 2009). Pour ces deux géographes, leur situation au contact du politique semble déterminer aussi bien les axes de recherche que les approches mobilisées. Pour Malte-Brun, le passage est plus progressif, il se montre au début de sa carrière assez critique vis-à-vis de la monarchie française (Malte-Brun, 1807), mais son opportunisme et sans doute ses intimes convictions le poussent à privilégier l'échelon national et à participer aux dynamiques politiques de la Restauration (Malte-Brun, 1821). Il ne faudrait donc pas oublier de nuancer le constat d'hétéronomie discursive en rappelant la complexité des parcours individuels, qui ne sont jamais linéaires : les exemples de Malte-Brun, Bory de Saint-Vincent ou même Humboldt le prouvent. Chacun à leur manière, ces géographes mettent en évidence les éléments de complexité, qu'ils soient synchroniques ou diachroniques, idéologiques et/ou épistémologiques, les deux n'étant d'ailleurs pas systématiquement opposés (Ricoeur, 2002), sociaux et culturels, qui peuvent s'instiller dans les rapports entre politique et production des savoirs géographiques.

De la même manière que les géographes développent et maintiennent une pluralité de pratiques méthodologiques, ils développent aussi des relations variées avec la politique, en négociant au cas par cas les contingences du contexte, et avec le politique, dont le résultat provient de négociations. Une dichotomie France/Prusse s'esquisse cependant au regard des choix et des discours des géographes du *corpus*. Et bien que les cadres disciplinaires dessinés dans les années 1820 et 1830 s'établissent sur la base d'une exigence universaliste et transnationale, l'examen des parcours individuels plaide pour une politisation au moins des postures sinon des discours. Cette tendance se renforce d'autant plus qu'à cette politisation s'ajoute une militarisation progressive de l'activité géographique.

## **2 – La militarisation de l'activité géographique**

La professionnalisation de l'activité se réalise aussi et de plus en plus sur le mode d'une reconnaissance du caractère stratégique des savoirs géographiques. Comme l'expose Yves Lacoste dans *La géographie ça sert, d'abord, à faire la guerre* (1976), le champ politique prend la mesure de l'utilité de ce type de savoirs et surtout de la nécessité d'encadrer leur production, aussi bien en termes de contenus proprement dits que de méthodologie. Dès le tournant des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles, les militaires prennent pied sur la fonction cartographique (Desbois, 2012), tandis que le rôle assigné aux géographes portait plutôt sur l'enseignement de l'espace national. Dans la période 1815-1840, les deux figures tendent à fusionner, en particulier à l'occasion de l'élargissement du champ national vers

l'horizon colonial. Cela conduit à l'affirmation d'une figure géographique de plus en plus clairement identifiée, celle du géographe-militaire.

*a) Encadrement militaire de l'activité géographique : du côté des sociétés*

En dehors des efforts fournis par les sociétés de géographie, la professionnalisation de l'activité géographique passe surtout par la mise en place de formations en contexte militaire, qui encadrent, tout en orientant, la production et l'utilisation des savoirs géographiques. Le parcours de Jomard le signale déjà, le géographe est de plus en plus un ingénieur-géographe, formé pour répondre à des missions précises et concrètes de relevés de terrain. Il doit dans ce cadre répondre à des injonctions politiques, celles de la connaissance de l'espace national, puis colonial. Cette professionnalisation est d'emblée associée au champ militaire : ce sont des institutions tels que le Dépôt de la Guerre, associé à l'École Polytechnique, la *Kriegsschule* ou l'*Ordnance Survey* qui prennent en charge la formation des nouveaux géographes, qui perdent peu à peu leur statut civil au profit d'une intégration dans la sphère militaire. Toutes ces écoles redéfinissent leurs offres de formation entre les années 1790 et 1810 pour mieux satisfaire aux contextes politiques et militaires (voir partie I). Les cours de géographie y occupent une place désormais prépondérante, en termes de lecture et de production de cartes, mais aussi de relevés de données sur le terrain. Il s'agit alors de former des géographes qui soient experts du territoire national, et colonial pour la France et la Grande-Bretagne. Comme le souligne V. Scharfenort, le but de ces écoles réside dans la

Darstellung der Entwicklung und Beschaffenheit der Erdoberfläche und der Beziehungen, in denen diese sowie die verschiedenen Erzeugnisse des Anbaues mit den militärischen Bedürfnissen stehen<sup>147</sup> (Scharfenort, 1910 : 8)

Le lien entre exploration, activité militaire et géographie y est ainsi omniprésent. Ces institutions, si elles contribuent à améliorer et standardiser les pratiques déployées par les ingénieurs-géographes, et inscrivent ainsi les savoirs géographiques dans une recherche de scientificité accrue, associent aussi l'activité géographique au champ militaire. Cela se traduit à partir des années 1815-1820, alors que les premières générations sortent de ces écoles, à travers la fixation de la figure du géographe militaire. Le rôle du géographe s'en trouve ainsi clarifié, il se place, ou plutôt est placé, au service des instances politiques.

Cette affirmation, ou confirmation, des liens entre savoirs géographiques et champ politico-militaire pose la question de la nature des enseignements fournis, et donc des liens entre géographie savante, représentée dans et par les sociétés, et géographie militaro-scolaire. Il ne faudrait pas envisager deux modes de fonctionnement complètement parallèles et distincts. Ces deux sphères s'entrecroisent au contraire d'une manière complexe, ce qui rend impossible une lecture univoque des relations entretenues entre elles. Plusieurs indices permettent de plaider pour une interaction de ces

---

147 Traduction : la représentation du développement et des qualités de la terre et des rapports dans lesquels ces éléments ainsi que les productions industrielles des cultures se trouvent avec les besoins militaires.

domaines plutôt qu'une opposition. Tout d'abord, le rôle de formation des institutions militaires est en grande partie assuré par la présence en leur sein de géographes venus du monde savant. Le cas de Ritter dispensant des cours à la *Kriegsschule* pendant plus de trente ans signale bien l'interaction de ces deux mondes. Cornelia Lüdecke note qu'à partir de 1816, l'académie prend conscience de la nécessité d'inculquer aux futurs officiers une réelle formation scientifique :

Als Vorbildung wurden Grundkenntnisse in Geographie und Statistik verlangt, die für einen weiteren militärischen Unterricht notwendig waren. Ebenso wollte für die Terrainlehre das Verständnis für Begriffe und Ansichten über den Bau der Erdoberfläche vorhanden sein.<sup>148</sup> (Lüdecke, 2002 : 10).

À la manière d'une école polytechnique, la *Kriegsschule* accorde plus de place à la pratique et dispense une multiplicité de cours. Ritter doit répondre à cette nouvelle exigence alors qu'il est recruté en 1820. Il dispose, selon les années de quatre à six heures hebdomadaires pour ses cours, qu'il conçoit en liens étroits avec ses propres travaux. Grande spécialiste de son travail à l'académie, C. Lüdecke constate ainsi que

(i)n den Geographievorlesungen behandelte er den Zusammenhang zwischen der Natur und den Menschen sowie die Wechselwirkung zwischen der physischen Eigenart der Länder und der Entwicklung ihrer Völker und ihrer Staatsgebilde.<sup>149</sup> (*ibid.* : 26)

Ensuite, pour preuve de l'interaction des domaines scolaires, savants et militaires, Ritter développe aussi un aspect critique important sur l'histoire de la discipline et les sources. Il ne limite donc pas ses cours au champ militaire, mais fait rentrer le champ géographique savant dans l'institution, même s'il cantonne souvent ses cours à l'espace du continent européen. Avec les encouragements du nouveau chef du *Generalstab* (le chef de l'état-major), Müffling, Ritter favorise à partir de 1821 le volet cartographique de son enseignement. Il répond en cela aux demandes de ses supérieurs, qui désirent inculquer aux futurs officiers des compétences de lecture de cartes et de détermination de coordonnées, mais il profite aussi de cette orientation, puisqu'il peut s'appuyer sur ses recherches et les poursuivre par la même occasion. Les réalisations de cartes dans le moment des cours lui sont par exemple utiles pour son atlas africain qui paraît entre 1825 et 1831 :

General Müffling hatte übrigens Wort behalten und ließ mit Unterstützung durch Militärgeographen für Ritters Erdkunde Karten zeichnen.<sup>150</sup> (*ibid.* : 32)

Les cours donnés par Ritter dans le cadre de la *Kriegsschule* ressortissent donc d'une interaction entre demandes militaires et projet scientifique, et ne sont pas drastiquement contraints par le type de public auquel il a à faire. Géographie militaire et géographie savante interagissent donc au sein de ce genre

---

148 Traduction : Comme formation seront exigées des connaissances de base en géographie et en statistiques, qui seront nécessaires à un apprentissage militaire plus poussé. De la même manière, pour l'apprentissage de terrain la compréhension des concepts et des notions liées à la constitution de la surface terrestre est souhaitable.

149 Traduction : Dans les leçons de géographie, il traitait des rapports entre la nature et l'homme ainsi que des interactions entre les spécificités physiques des pays et le développement de leurs peuples et de leurs édifices étatiques.

150 Traduction : Le Général Müffling avait du reste tenu sa parole et avait montré, à travers les géographes militaires, du soutien pour les cartes de la Géographie de Ritter.

d'institutions.

Le dialogue entre géographes et militaires existe également au sein des sociétés de géographie, en premier lieu par leur nombre, puisque les ingénieurs-topographes forment un contingent non négligeable parmi les adhérents. Au cours de la période, leur nombre ne cesse d'augmenter alors même que les officiers occupent aussi une place de plus en plus prépondérante, en termes quantitatifs mais aussi en termes de responsabilités dont ils sont dotés. Ils se révèlent des animateurs énergiques des sociétés de géographie, en particulier sur la question du terrain et des voyages. Les situations diffèrent cependant d'une sphère à l'autre, l'implication nationale dans le projet colonial donnant d'autant plus de poids à la présence militaire. Entre la Prusse et la Grande-Bretagne, un gradient existe donc. Prenant la situation britannique, I. Schröder note un vrai changement en la matière après 1815 :

Anders als in der Ära, in der Joseph Banks die *African Association* dominierte, waren unter den Reisenden nach 1815 viele ehemalige Militärangehörige – Männer, auf die John Barrow und später Roderick Impey Murchison bevorzugt zurückzugreifen pflegten. (...) Für sie war die Karriere als Forschungsreisender offenbar anschlussfähig an die frühere Laufbahn beim Militär oder bei der Marine.<sup>151</sup> (Schröder, 2011 : 129)

Deux choses ressortent de ce constat : d'une part, que les militaires, ou anciens militaires, sont de plus en plus sollicités par les géographes, et d'autre part que la carrière scientifique constitue un débouché important pour les anciens officiers. Cela s'explique par la qualité de leur formation, qui en fait des géographes rompus aux pratiques de relevés de terrain, de lecture de cartes et habitués aux conditions parfois rudes des voyages.

Cela n'est pas sans conséquence sur les choix épistémologiques qui sont alors faits par les sociétés. D'un côté, cette intégration croissante de militaires encourage et soutient la recherche d'une scientificité plus grande des gestes géographiques. Cet enjeu est bien compris par les sociétés elles-mêmes, qui souhaitent un concours plus systématique des corps des ingénieurs. C'est par exemple en ce sens que Montalivet s'exprime devant ses collègues en 1834 :

Sans doute, si la Société était réduite à ses seules ressources, le nombre si restreint de ses membres, et les limites que sa constitution même lui impose, ne lui permettraient que difficilement d'élever un monument aussi vaste, et de tracer la carte minéralogique et hydrographique de la France ; mais ce secours dont elle a besoin, c'est auprès de l'administration qu'elle doit le chercher. / Déjà une fois la Société de Géographie s'est adressée au ministère de l'intérieur pour obtenir le concours des corps savans (sic) des ingénieurs des ponts-et-chaussées et des mines. / Quel résultat, en effet, ne pourrait-on pas espérer lorsque les richesses isolées et partielles que ces deux corps possèdent viendront se réunir aux précieux matériaux recueillis par les ingénieur-géographes ! (BSGP, 1834 (S2, T2) : 276)

D'un autre côté, cette implication et cette intégration du militaire pose question en termes d'encadrement de la pratique, de choix des objets d'étude et surtout des finalités qui sont poursuivies.

---

151 Tradition : D'une manière différente que pendant l'ère où Joseph Banks dominait l'Association Africaine, après 1815 se trouvent parmi les voyageurs de nombreux anciens membres de l'armée – des hommes, dont John Barrow et plus tard Roderick Impey Murchison avaient soin de solliciter en priorité. (...) Pour eux [ces hommes], la carrière de voyageur scientifique était souvent liée à un précédent parcours militaire ou dans la marine.

La présence des militaires joue à la fois à l'amont des voyages et sur le terrain lui-même. En amont, dans le sein des sociétés de géographie, ils influencent la rédaction des instructions données aux voyageurs et les orientations données aux recherches dans ce champ. En 1836, lors de son discours à l'assemblée générale de la Société de Géographie de Paris, son président, le lieutenant-général Pelet, qui est aussi directeur général du Dépôt de la guerre, insiste longuement sur les liens entre géographie et projets politiques :

La politique, comme science ou comme art du gouvernement, exige la connaissance spéciale du pays qu'elle régit et de tous les États avec lesquels il peut avoir des rapports. C'est sur l'évaluation des populations, des richesses, des forces militaires et maritimes ; c'est d'après la situation respective et la configuration des territoires que les gouvernements règlent leurs projets, assurent le présent et maîtrisent l'avenir. Tous ces éléments constituent la puissance réelle des États et leur balance militaire ; celle-ci offre seule des garanties de sécurité, à une époque où la moindre étincelle peut de nouveau embraser le monde. (BSGP, 1836 (SER2, T6) : 259-260)

La géographie doit être pour lui un art au service du politique. Grâce aux informations géographiques, le politique est en mesure d'assurer son autorité sur le territoire qu'il domine et de régler les relations qu'il a avec les autres États. Ce que Pelet exprime, c'est bien le caractère stratégique, mais aussi essentiellement idéologique, des savoirs géographiques. Mais, comme il le souligne ensuite, les relations ne sont pas univoques. Dans un effet de retour, il explique en quoi les progrès de la géographie sont subordonnés aux avancées militaires :

La guerre favorise aussi les conquêtes de la géographie. Les armées françaises explorent maintenant les contrées dans lesquelles les voyageurs ne pouvaient pénétrer. L'an dernier, le prince royal portait l'étendard français sur les chaînes de l'Atlas, vers l'ancienne Victoria. Les officiers attachés à cette glorieuse expédition nous ont envoyé des levés, des reconnaissances, des paysages, tout ce qui peut faire connaître la Mauritanie césarienne, et nous donner les moyens de faire une excellente carte de la province d'Oran. (*ibid.* : 261)

Pelet décrit ainsi un système vertueux, où le militaire nourrit le champ géographique et réciproquement. Cette vision idyllique questionne la nature réelle des relations qu'entretiennent ces deux champs, d'autant que cet encadrement de la production géographique par le politique n'est pas uniquement théorique, il s'incarne de plus en plus dans les moments d'exploration. Alors que jusqu'à présent, le militaire se cantonnait à l'espace national, dans un rôle de cartographie essentiellement, il s'exporte aussi outre-mer.

#### *b) Encadrement militaire de l'activité géographique : du côté du terrain*

Sur le terrain même de la pratique géographique, les militaires sont en effet aussi pourvus d'un rôle d'encadrement affirmé. Cet encadrement se fait dans un premier temps de manière ponctuelle, à l'occasion de telle ou telle entreprise d'exploration bien précise. I. Schröder souligne par exemple que lors de sa première expédition Mungo Park part seul, alors qu'en 1805 il se retrouve accompagné de 44 personnes, dont 36 soldats (Schröder, 2011 : 131-132). Et pour reprendre l'exemple de Humboldt, lui aussi connaît un encadrement militaire très fort lors son périple russe : les cosaques lui assurent une

protection tout en surveillant étroitement ces gestes. Dans ce cas d'encadrement ponctuel, c'est l'opportunité d'une exploration géographique qui déclenche la survenue d'un encadrement militaire, qui possède une fonction de protection essentiellement. Mais cette première fonction possède en elle également une tendance à orienter l'activité scientifique. C'est le cas pour Mungo Park, puisque si le gouvernement britannique lui octroie une escorte, il n'en attend pas moins des retombées en termes commercial ; c'est encore plus vrai en ce qui concerne l'expédition russe de Humboldt, car les soldats du tsar doivent l'empêcher de se frotter trop près à certains sujets.

Ces quelques exemples annoncent l'inflation de la présence militaire dans les entreprises d'exploration des décennies 1820 et suivantes. Cette tendance d'abord ponctuelle, associée à certaines expéditions particulières, s'accroît en effet avec le renouveau des grandes missions d'exploration (Bourguet, Lepetit, Nordman, Sinarellis, 1998). À partir des années 1820, les grandes expéditions se multiplient, mais selon un rythme différent selon la sphère considérée, avec un écart très net entre France et Grande-Bretagne d'un côté et Prusse de l'autre :

56. Les principales missions d'exploration commanditées par les gouvernements de France, Grande-Bretagne et Prusse (1820-1840)

Années	France	Grande-Bretagne	Prusse
1815-1820	- Australie de l'Ouest et Pacifique Sud - Java et Philippines		- Passage du Nord-Ouest (financée par Romanzof, russe)
1820-1825	- Amérique du Sud et Pacifique (sur la <i>Coquille</i> ) - Indochine	- Arctique (Franklin, Parry) - Afrique (Clapperton, Laing) - Hawaï - Antarctique	- Pacifique Nord (financée par la Russie)
1825-1830	- Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji (sur l' <i>Astrolabe</i> ) - Morée (Bory)	- Mer de Bering - Amérique du Sud et Terre de feu (sur le <i>Beagle</i> ) - Indes occidentales (Owen)	- Alaska (financée par Russie) - Sibérie (financée par Russie)
1830-1835	- Océan indien et Pacifique sud (sur la <i>Favorite</i> ) - Islande et Groenland	- Afrique (Lander) - Amérique du Sud (sur le <i>Beagle</i> )	
1835-1840	- Amérique du Sud, Pacifique, Océan Indien - Pôle sud et Océanie (d'Urville) - Algérie	- Amérique du Sud - Antarctique (Ross)	

Ces missions répondent à des demandes politiques, elles ne surgissent pas d'une curiosité individuelle ou collective venue du champ scientifique. La France et la Grande-Bretagne disposent à la fois de moyens plus importants ainsi que d'ambitions expansionnistes, ce qui explique le nombre d'expéditions lancées par leurs gouvernements. Quant à la Prusse, ses ressortissants ne sont engagés que dans des expéditions financées par le gouvernement russe, à la manière d'un Humboldt en 1829. Il faut attendre le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle pour que des expéditions au nom de la Prusse soient

entreprises. En dépit des différences observées, le nombre des missions engagées plaident pour un enthousiasme fort du politique pour les questions d'exploration géographique. Le renouveau de ces missions répond en outre à une réalité de plus en plus concurrentielle entre les nations. Le politique prend désormais en charge l'exploration du monde, du moins en partie, dans le but d'assurer une primauté d'occupation et donc de domination. Le savoir se trouve ainsi subordonné au pouvoir et doit le servir, directement ou indirectement. Au même titre que l'épisode Caillé-Laing, ces expéditions illustrent le caractère extrêmement sensible et de plus en plus nationalisé du terrain. L'exploration devient alors exclusivité nationale, comme cela se passe en Morée en 1829 ou en Algérie en 1840-1842. Du côté français, l'expédition d'Égypte sert clairement de modèle d'exécution, elle est régulièrement convoquée comme une ambition à reproduire. Ainsi Bory de Saint-Vincent compare-t-il l'expédition en Morée à laquelle il participe avec la grande entreprise bonapartiste :

Tandis que vous cherchez là bas à faire nommer Lamarque, moi qui ne cherche quoi que ce soit non plus qu'à me faire nommer la moindre chose, voilà que sur une rumeur de capacité sur laquelle je ne comptais pas, une Commission de l'Institut me désigne au Ministre de l'Intérieur qui me nomme en chef dans une Expédition Scientifique qui va faire en Morée ce que fit autrefois la Commission d'Égypte sur les bords du Nil. (Bory, 1908 : 302)

Toutes les grandes missions qui se développent alors ambitionnent d'égaliser le précédent égyptien. Le modèle d'action demeure le même, y compris du côté britannique, construit sur une association étroite et dynamique entre savoir et pouvoir. Comme l'écrivent M.-N. Bourguet et *alii*,

(...) les expéditions sont à considérer comme des « dispositifs » : leur mise en place et leur déploiement sont, à la fois, une opération d'intervention et une expérience de connaissance qui fabriquent d'un même mouvement du savoir et du pouvoir sur les territoires et sur les hommes auxquels elles s'appliquent. (Bourguet, Lepetit, Nordman, Sinarellis : 15)

Opération de pouvoir et de savoir en même temps, ces expéditions disposent d'une logique propre. De là un changement de chronologie essentiel : les militaires, jusqu'alors appelés en renfort ou en soutien, deviennent les piliers des missions d'exploration. Non seulement, ils doivent assurer la possibilité même de pénétrer dans un territoire, par leur action armée, mais ils sont également sollicités pour leur maîtrise des techniques et des savoir-faire scientifiques, notamment en matière de cartographie de l'espace. Les grands voyages britanniques entrepris dans la période 1815-1840 sont par exemple le fait de militaires, mandatés généralement par le gouvernement : John Ross, John Franklin pour ne citer que les plus connus. Ces figures ont été formées dans des institutions militaires et possèdent de réelles capacités scientifiques, elles assument donc une double fonction et accentuent ainsi la collusion entre champ du pouvoir et champ du savoir.

Mais les grandes missions ne sont pas uniquement le fait de militaires, elles associent des géographes, requis en tant qu'experts de l'espace, en même temps que soumis aux demandes politico-militaires. Et comme le rappellent M.-N. Bourguet et *alii*, le temps du savoir est soumis au temps de l'armée et du pouvoir. Il faut en général aller vite pour produire des résultats (*ibid.*) et ceux-ci doivent

satisfaire à des commandes précises. Cette association entre champs du pouvoir et du savoir aboutit à la construction et à l'identification d'une figure de géographe-militaire. Les gestes du géographes deviennent ceux imposés par le militaire, voire les mêmes gestes que ceux du militaire. Le parcours de Bory de Saint-Vincent constitue un bon exemple de cette confusion entre géographie et champ militaire.

---

### **Gros plan 10 - Bory de Saint-Vincent, un géographe dans l'armée française**

Contrairement à Jomard ou d'autres savants de la même génération, Bory ne bénéficie pas d'une formation parisienne dans les nouvelles institutions formées sous la Révolution ou héritées de cette période. Il est un autodidacte gascon, un provincial, porté sur l'histoire naturelle, avec l'ambition très affirmée de faire une belle carrière (Ferrière, 2009). Il parvient à se faire recruter dans l'expédition de Baudin en 1800, après une campagne de promotion de lui-même très active. Mais alors que l'équipage repart de l'île Maurice, Bory reste sur place et est accusé de désertion l'expédition. Il argue d'une atmosphère délétère entretenue par Baudin, mais cette mésaventure lui est ensuite préjudiciable, puisque malgré quelques parutions, certaines assez mal reçues, il peine à trouver une place dans les instances scientifiques parisiennes. Bory possède toujours une ambition sociale très forte, et l'échec de sa campagne de recrutement au Muséum d'Histoire naturelle le laisse profondément insatisfait. De plus, d'après H. Ferrière, Bory souffre d'une politique scientifique napoléonienne basée sur la continuité des savants en poste (*ibid.*). L'idée d'une science utile lui est, à l'origine, étrangère, et Bory choisit d'incarner dans un premier temps, la figure de l'opposant politique.

C'est ainsi qu'il se voit contraint en 1804 de rejoindre l'armée, pour disposer d'un revenu mais aussi pour espérer poursuivre ses travaux et son ascension sociale. Il reste finalement dans ce corps tout le reste de sa carrière et Ferrière souligne cette particularité de Bory de Saint-Vincent :

Nous touchons ici une particularité de la carrière de géographe de Bory : le Gascon réalisera toujours des études géographiques sur des commandes émanant de l'armée sans avoir réellement une démarche scientifique novatrice ou des velléités de recherches personnelles. Depuis déjà quelques siècles, la géographie sert d'abord à faire la guerre. (*ibid.* : 96)

Car l'armée va véritablement constituer le tremplin scientifique de Bory. Sous la période napoléonienne, il arpente les États allemands, l'Autriche, la Hollande ou encore la Pologne et, surtout, fait la campagne d'Espagne. Pendant cinq ans, entre 1808 et 1813, il sillonne la péninsule ibérique au gré des mouvements des troupes françaises, tout en essayant de poursuivre ses recherches. Ses missions sont avant tout celles d'un officier, comme il l'écrit à son ami Dufour en 1810 :

Nous avons traversé le Tage, et revenu sur nos pas, M. le Maréchal fut appelé à Madrid, il y a environ quinze jours. Le général m'avait continuellement employé aux reconnaissances les plus difficiles ; je lui avais fait des cartes assez bien ; il me prit en amitié, me mena avec lui, demanda pour moi beaucoup de choses, voulait me prendre pour aide de camp et tout s'embellissait pour moi dans l'avenir, quand, avant-hier, je ne sais pourquoi, il se brouilla avec le Roi et se décida à partir dans la nuit pour Paris, comme un coup de canon ; de sorte que je



suis demeuré auprès du Général Dessolle qui me garde et que je vais graver ici quelques-uns de mes ouvrages. (Bory de Saint-Vincent, 1912 : 3-4)

Ses productions de nature géographique, comme les cartes qu'il mentionne, résultent des commandes passées par l'état-major. Pour autant, Bory profite aussi de ses courses pour élargir ses perspectives scientifiques :

Depuis ce temps, cette course militaire [en Andalousie] s'est transformée en l'une des excursions les plus intéressantes. Il suffira de vous désigner les lieux que nous avons visités pour vous inspirer le regret de n'avoir pas été du voyage. (*ibid.* : 7)

Cette remarque mise en perspective avec l'extrait précédent souligne bien qu'il existe une réciprocité dynamique entre les interventions de l'armée et les recherches proprement scientifiques. Les unes interfèrent avec les autres. Après l'Espagne, Bory connaît un long intermède : sa disgrâce politique, qu'il partage avec quelques dizaines de personnes, le contraint à l'exil d'abord en Belgique puis à Berlin, où il obtient le droit de s'installer grâce à Alexander von Humboldt. Il n'obtient un retour en grâce qu'en 1822, encore n'est-il réintégré qu'avec une demi-solde. Bory dépense une énergie importante à plaider pour sa réhabilitation pleine et entière. Sa carrière entière, et sa vie, dépendent ainsi des décisions prises par les ministres. Il obtient peu de succès auprès de Villèle, mais d'avantage de la part de Martignac, qui lui permet de participer à l'expédition que la France entreprend en Morée.

Sans avoir fait la moindre démarche, et sans que j'y songeasse, on m'a désigné pour aller faire en petit chez les Grecs ce que l'Institut fut autrefois faire si pompeusement en Morée. On m'a donné des adjoints et voilà que c'est moi qui suis chargé d'explorer la terre des grands souvenirs. Vous aurez donc par moi des Stictes pris sur les chênes de Dodone, des conferves de Pénée et tout ce que je pourrai trouver là-bas. (Bory de Saint-Vincent, 1908 : 305-306)

Au-delà de cet étonnement de façade, Bory est très fier de cette nomination, car il compte sur cette opportunité pour relancer sa carrière et atteindre enfin les sommets espérés. Pour autant, sa correspondance laisse aussi apparaître la complète dépendance dans laquelle il se trouve vis-à-vis du gouvernement français alors qu'il part pour le Péloponnèse. À son ami Dufour, il relate régulièrement les envois qu'il fait au gouvernement, qui possède tout ce qu'il trouve et met à jour :

J'ai adressé hier un grand envoi au Gouvernement, fruit de deux mois de recherche. Il consiste en : 14 boîtes d'insectes ; 12 grands paquets de plantes sèches ; 4 grandes caisses de fossiles, roches et minéraux ; une plus grande caisse d'animaux rembourrés ; une autre de reptiles et petites bêtes de toute classe dans des bocaux d'eau-de-vie ; enfin, en deux grands barils, des poissons et reptiles. J'espère que la douane et la santé ne me bousculeront pas cela. Il y aurait de quoi désespérer. (*ibid.* : 309)

Mais Bory lui-même ne dispose en propre d'aucun matériau, puisqu'il doit tout adresser au Muséum d'Histoire Naturelle. De plus, d'un point de vue matériel et logistique, Bory dépend entièrement du bon vouloir de ses ministères de tutelle, comme il l'exprime dans cette lettre de février 1830 :

Monseigneur,  
Lorsque la Commission scientifique de Morée fut formée, les membres qui la composaient reçurent du Ministère de l'Intérieur qui faisait alors les fonds de l'entreprise une indemnité de

route jusqu'à Toulon, qu'on porta à 1000 francs, pour chacune des trois directeurs et à 500 francs pour MM les adjoints. Il nous fut donné l'espoir qu'au retour la même somme nous serait allouée, parce que les dépenses de quarantaine qui sont très fortes, ajoutant aux frais de route, nous la rendrait encore plus nécessaire. Le Ministère de la Guerre qui, par la suite, se chargea des dépenses et qui se montra si généreux en ajoutant à nos traitements des indemnités de vivre et de transport, le ministère de la Guerre qui a contribué si puissamment par ses secours à la brillante réussite de nos explorations, le ministère de la Guerre enfin ne mettra-t-il pas le comble à notre reconnaissance, en nous accordant l'indemnité de retour égale à celle du départ, en continuation de nos transports et vivres jusqu'à la conclusion du voyage ? Dans l'espoir où je suis que votre Excellence nous sera toujours propice, je prends la liberté de lui adresser l'état des membres de l'Expédition qui n'ont jamais abandonné leur poste, et qui ne sont rentrés en France qu'après avoir consciemment rempli leurs engagements au dépend même de leur santé. (*ibid.* : 313)

Par cette lettre, Bory tente de faire valoir auprès du ministre de la Guerre l'activité de son équipe pour obtenir une indemnisation financière. Il met très clairement en avant le service de la France (« n'ont jamais abandonné leur poste », « consciemment rempli leurs engagements ») pour obtenir gain de cause, sans cacher pour autant sa colère. Cet épisode de Morée n'est pas sans faire écho à l'expérience de Humboldt en Russie, alors qu'il voyage dans l'encadrement strict du tsar Nicolas I<sup>er</sup> (Péaud, 2012) et résonne aussi avec la mission qu'il mène en Algérie une décennie plus tard (voir gros plan 17).

L'épisode de Morée, et plus largement tout le parcours de Bory, met en évidence une figure de géographe-militaire, située à la jonction entre les champs du politique/militaire et du scientifique. Cette figure n'est pas encore dominante, mais elle s'impose peu à peu et apparaît incontournable dans les décennies suivantes. Pour la France, le tournant a lieu lors de l'exploration de l'Algérie commencée en 1839, qui s'inscrit dans un contexte colonial et donc dans un cadre idéologique spécifique. Côté britannique, les missions poursuivies en Inde ou dans l'empire accentue aussi la fixation de cette figure. Je reviendrai sur ces questions dans la partie suivante. D'ores et déjà, il s'avère que les missions gouvernementales, voire même certains épisodes privés, contribuent à une articulation de plus en plus forte entre ces champs. Les gestes du géographe s'imprègnent des pratiques militaires, des contraintes temporelles, matérielles ou intellectuelles imposées par cette entité. Sans conclure à une mainmise du champ militaire sur les savoirs géographiques, puisque bon nombre de géographes défendent encore l'idée d'une science universaliste, celui-ci alimente de manière énergique la discipline en construction, en dialoguant avec les géographes et en s'immisçant dans les questions méthodologiques et pratiques. Et de fait, il contribue à placer la figure du géographe dans le champ du militaire et du politique et donc à la confondre avec les animateurs de ces sphères.

## Conclusion du chapitre 6

De la même manière que l'enjeu d'une organisation institutionnelle s'affirme, celui d'affirmer une figure de géographe apparaît de manière nette entre 1815 et 1840. Ces deux aspects doivent en effet contribuer à établir des cadres disciplinaires nettement identifiables, permettant d'une part aux géographes de se reconnaître entre eux, par leurs pratiques ou leurs lieux de rencontre, tout en se

différenciant d'autre part des autres champs scientifiques. Mais comme pour tout ce qui touche alors au projet d'une discipline géographique, rien ne semble de ce côté-là non plus tout à fait assuré.

Si les géographes cherchent à améliorer le professionnalisme de leurs pratiques, en se consacrant de plus en plus exclusivement aux savoirs géographiques et en fixant leurs gestes, c'est-à-dire en se spécialisant, la pluralité des pratiques demeurent encore. Et quand cette pluralité s'efface, c'est au profit d'une homogénéisation et d'une unification des pratiques sous la figure du géographe militaire, mettant de nouveau en avant l'influence du politique et posant la question de l'effectivité du souhait d'autonomie qui guide la disciplinarisation en cours. La figure du géographe militaire semble en effet prendre en charge l'effort fourni pourtant par les sociétés de géographie dans une optique d'indépendance scientifique, ou plutôt devrait-on dire alors même qu'elles visent une indépendance scientifique. Tout se passe comme si l'effort d'autonomisation était réifié dans le passage d'une hétéronomie scientifique à une hétéronomie politique et militaire. Pour autant, l'orientation qui semble prise de glisser vers le politique ne relève pas nécessairement d'un manque d'exigences épistémologiques, voire idéologiques. Elle constitue le résultat de multiples facteurs ainsi que, bien souvent, d'un certain pragmatisme scientifique : pour Humboldt, le cas du voyage russe est édifiant et explique bien comment la présence du politique, non voulue au départ mais acceptée en vertu d'objectifs scientifiques supérieurs, finit en réalité par contraindre ses travaux. Cet épisode, de même que le parcours de Bory de Saint-Vincent, révèle également que la résolution des tensions se fait à l'échelle de l'individu, d'une manière empirique, en dépit d'ambitions exigeantes mais finalement sapées par les coups de boutoir de la réalité : ne sont pas seulement en jeu des enjeux épistémologiques ou disciplinaires ; des dimensions pratiques, logistiques, concrètes de la pratique scientifique interviennent pleinement dans ce processus. Entre le domaine de l'idéalité et celui de l'effectivité des modalités de la production des savoirs géographiques, les individus doivent souvent arbitrer en défaveur de leurs projets épistémologiques. Le pragmatisme, ou le réalisme, l'emportent bien souvent, ce qui laisse le champ libre au politique, et prouve en retour la faiblesse du collectif géographique en voie de constitution mais non encore parfaitement stabilisé.

## Chapitre 7. Mettre géographiquement le monde en récit

---

### Discussion méthodologique 4 - Combiner l'approche externaliste et l'approche internaliste

Les chapitres précédents ont fait la part belle à la question du contexte social et spatial dans lequel se construisent et s'envisagent les savoirs géographiques. C'est l'approche privilégiée depuis quelques années par l'histoire et la sociologie des sciences, que l'on qualifie d'externaliste. Celle-ci a pris le pas depuis environ deux décennies sur l'approche internaliste, qui a longtemps prévalu. Cette dernière se focalise sur la dimension objectivable et le contenu cognitif des sciences. Elle vise essentiellement à mettre en évidence les apports des disciplines et leurs modes de capitalisation. La notion de « paradigme » développée par Thomas Kuhn dans les années 1960 cadre totalement avec cette perspective épistémologique, qui cherche essentiellement à comprendre la dimension cyclique de la production scientifique, hors de toute considération pour le contexte dans laquelle elle s'effectue (Kuhn, 1983). Seule compte alors l'évolution interne de la boîte noire que constitue la science normale, c'est-à-dire les méthodes, les concepts et les théories mobilisés.

Le caractère partiel de cette approche ainsi que sa tentation inhérente d'isoler toute pratique scientifique de son environnement sociétal a été critiqué (Besse, Blais, Surun, 2010 ; Latour, 1998) et a ouvert la voie à de nouvelles perspectives de recherche. D'une part, les historiens des sciences s'intéressent désormais aux dimensions sociologiques et anthropologiques qui participent de la création et de la diffusion de savoir : réseaux, acteurs, pratiques concrètes et lieux de production du savoir scientifique sont à présent au cœur du questionnement historique. Le *spatial turn* trouve d'ailleurs sa place dans la droite ligne des critiques adressées à l'hégémonie de l'approche internaliste. L'enjeu réside dans la capacité des historiens et sociologues des sciences à décentrer le regard, à « impenser » la construction et l'histoire des sciences (Wallerstein, 1995). Les travaux de B. Latour ont largement contribué à la création de nouvelles approches (Latour, 1989 ; Latour et Woolgar, 1996). De même qu'une tribu primitive de la forêt amazonienne est l'objet de recherche d'un anthropologue, la communauté scientifique peut elle aussi être appréhendée ethnographiquement par la sociologie des sciences dans ses pratiques, son organisation, son fonctionnement. Si B. Latour a concentré ses travaux sur les modalités de fonctionnement des sciences dites exactes ou dures, l'approche externaliste a gagné rapidement les sciences sociales. Celles-ci ne sont plus envisagées de manière essentialiste, mais dans leur environnement social, culturel et politique. Cela a permis, notamment grâce au développement du champ de l'histoire globale (Grataloup, 2007, 2013) et aux propositions méthodologiques nouvelles faites aux sciences humaines en termes de réflexivité (Wallerstein, 1995,

2003), de porter un regard distancié sur des pratiques et des modalités de production scientifique. L'apport d'E. Wallerstein est à ce titre essentiel, puisqu'il propose un questionnement général sur la manière dont il faudrait impenser les sciences humaines et sociales, qu'ils présentent idéologiquement construites depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle et le tournant de la Révolution française (Wallerstein, 1995). Depuis la décennie 2000, les travaux se multiplient dans ce sens, qui sont souvent le fait d'historiens ou de philosophes des sciences, mais qui ont permis de largement renouveler la manière dont les géographes pensent leur histoire disciplinaire, et ont ouvert la voie à une interrogation plus systématique des liens entre pouvoir et géographie. Dans cette lignée, l'ouvrage coordonné par P. Singaravélou en 2008, *L'Empire des géographes*, propose une déconstruction de certains objets historiques, en considérant par exemple d'un œil neuf les implications du pouvoir colonial dans la diffusion des savoirs géographiques. La vision essentialiste de la science ayant progressivement disparu, le champ politique, peu interrogé jusqu'alors dans son rapport à l'histoire des sciences, devient un enjeu croissant de la réflexion épistémologique (Besse, Blais et Surun, 2010 ; Blais, 2005, 2008(a), 2008(b) ; Clerc, 2008, 2011 ; Laboulais-Lesage, 1999, 2004).

L'approche externaliste porte ses fruits, comme son volet spatial le montre dans le chapitre précédent. Pourtant, en dépit de ses apports et des critiques adressées à l'approche internaliste longtemps dominante, il n'est pas possible de faire l'économie d'une analyse précise du contenu scientifique lui-même. C'est bien d'ailleurs l'exigence qui anime les travaux de P. Singaravélou, qui appelle notamment dans son *Empire des géographes* à un couplage, dans une démarche réflexive, entre les éléments contextuels et le contenu des savoirs géographiques dits coloniaux. Pour savoir jusqu'où le contexte, l'environnement social, culturel, et, dans le cadre de cette recherche, politique s'insinue dans le processus de production scientifique, la dimension internaliste apparaît essentielle. Elle doit permettre de mesurer plus précisément le niveau d'interaction entre les deux sphères, et donc d'aller plus loin que le constat, déjà riche de sens, d'une proximité géographique et sociale entre les deux. J'ai déjà souligné l'importance que les écrits de l'intime et de la sphère privée trouvent dans mon travail ; la dimension textuelle officielle, au statut scientifique reconnu, constitue le deuxième pan de l'analyse des discours des géographes du *corpus*. Les textes scientifiques possèdent pleinement pour moi le statut de terrain, si cher aux géographes, au même titre que les textes relevant du domaine privé et personnel et que les configurations spatiales révélées plus haut. C'est dans l'articulation heuristique de toutes ces dimensions que les liens entre politique et savoirs géographiques me semblent trouver leur expression la plus complète.

Le terrain textuel, pour ce qui concerne les textes dits scientifiques, fonctionne d'après J.-M. Berthelot dans le croisement de trois caractéristiques. Pour lui, le texte scientifique exprime une intention de connaissances, il est reconnu par une communauté savante et s'inscrit dans un espace de publication (Berthelot, 2003). Le statut de « texte scientifique » recouvre bien sûr ici plusieurs types de sources : ouvrages, articles, bulletins de sociétés savantes, notices, etc. J.-M. Berthelot envisage

donc des normes de recevabilité et normes de scientificité, qui sont susceptibles d'évolutions historiques. Il relève d'ailleurs deux types d'appréciation et de révision de ces textes.

Le premier est synchronique, car « le texte s'insère dans un moment disciplinaire où il est reconnu comme texte scientifique » (*ibid.* : 36). Cette reconnaissance est donc à la fois institutionnelle et cognitive. Le deuxième type est diachronique : la révision « ne s'inscrit pas seulement dans la science en acte, mais dans le travail de réflexivité et de retour sur soi mené par ses modalités et ses effets » (*ibid.* : 38). Ce travail est bien sûr quand même lié au premier, car les deux visent à dégager des règles de recevabilité et épurer les éventuelles scories. Dans le cadre du moment de construction disciplinaire des savoirs géographiques, l'attention portée aux textes scientifiques apparaît donc d'importance : d'une part, dans le but de saisir les cadres théoriques, conceptuels et méthodologiques qui soutiennent et accompagnent le mouvement d'institutionnalisation de la géographie, et d'en comparer les modalités selon la sphère politique envisagée ; d'autre part, dans le but de confronter le discours géographique au discours politique et d'en mesurer les surfaces de recouvrement éventuelles.

Après avoir élucidé la question du positionnement spatial et social des nouveaux lieux de savoir géographique et avant d'interroger les situations individuelles des géographes, un détour par le contenu proprement discursif s'impose donc dans ce nouveau chapitre.

-

La création de nouvelles centralités et la fixation de gestes consacrés aux savoirs géographiques s'accompagnent également d'un mouvement de fixation discursive et épistémologique de la discipline. La période 1815-1840 se caractérise en effet aussi par l'engagement d'une recherche identitaire, qui touche à sa dimension idéale et proprement épistémologique. Au-delà de spatialités et de pratiques partagées, l'enjeu consiste en effet et avant tout à s'accorder sur un discours scientifique, porteur de méthodes, d'objets et d'ambitions communes. Les objectifs ont déjà été partiellement révélés à l'occasion des chapitres précédents, puisque les lieux et gestes des savoirs géographiques répondent à l'existence préalable de schèmes mentaux et spatiaux. Ces schèmes traduisent plusieurs ambitions : tout d'abord, celle d'imposer une nouvelle polarité scientifique, au même titre que l'histoire par exemple ; d'autre part, dans l'organisation spatiale des nouveaux lieux transparaît la volonté des sociétés de géographie de filtrer les données géographiques pour leur conférer ensuite un statut scientifique. La position assumée des sociétés d'être des cautions de scientificité géographique interroge quant aux filtres établis entre l'information brute, venant des voyageurs, des diplomates, etc, et ce qui à la sortie se trouve estampillé comme savoir géographique digne d'être diffusé. L'enjeu principal revient maintenant à interroger ce qu'on considère alors comme un savoir géographique.

Il s'agit donc de porter le regard sur la question de la langue géographique, sur la manière dont on écrit alors la géographie du monde. Et l'enquête porte ici bien sur la langue, dans un sens pluriel. Tout d'abord, suivant la définition qu'en donne Ferdinand de Saussure dans ses cours, il faut distinguer

la langue du langage :

Le langage est un phénomène ; il est l'exercice d'une faculté qui est dans l'homme. La langue est l'ensemble des formes concordantes que prend ce phénomène chez une collectivité d'individus et à une époque déterminée. (Saussure, 2002 : 129)

Dans le cadre qui nous occupe, c'est donc la question la langue qui importe, dans la mesure où elle est le marqueur caractéristique d'un collectif et d'une époque. L'enjeu consiste donc à appréhender la manière dont les savoirs géographiques sont mis en mots. La question des mots rejoint celle de la terminologie employée et des concepts choisis pour dire et décrire le monde. L'hypothèse ici défendue est que la mise en mots du monde, son écriture, procède aussi d'une conceptualisation des réalités géographiques. En ce sens, quels concepts sont présents dans les glossaires, pas nécessairement livresques mais mentaux, de la nouvelle discipline ? Quelles réalités se cachent derrière ? Pour le dire autrement, sous quelle forme, c'est-à-dire avec quels mots, les savoirs géographiques négocient-ils leur montée en scientificité ? Ce qui importe de bien cerner ne relève donc pas du style discursif mais, comme l'écrit J. Rancière dans *Les mots de l'Histoire*, de la « signature de la science » (Rancière, 1992 : 21) :

La signature n'est pas l'appendice personnalisé d'un discours, mais la marque de son identité, le nom propre qui met ensemble les noms propres et les noms communs, les mots et les choses, l'ordre des êtres parlants et celui des objets de connaissance. Une telle étude relève de ce que j'ai choisi d'appeler une *poétique du savoir* : étude de l'ensemble des procédures littéraires par un discours se soustrait à la littérature, se donne un statut de science et le signifie. La poétique du savoir s'intéresse aux règles selon lesquelles un savoir s'écrit et se lit, se constitue comme un genre de discours spécifique. Elle cherche à définir le mode de vérité auquel il se voue, non à lui donner des normes ou à invalider sa prétention scientifique. (*ibid.*)

Dans le cas de savoirs géographiques, comprendre la « signature de la science » vise donc à saisir comment s'effectue la scientification de la mise en récit du monde. C'est-à-dire comment l'on passe de la *géographie*, dans le sens de réalités géographiques, à la *géo-graphie*, c'est-à-dire à l'écriture de ces mêmes réalités, et selon quelles modalités se réalise cette écriture du monde. Cet enjeu articule plusieurs questionnements. Tout d'abord : quels sont les principaux objets d'intérêt ? C'est-à-dire sur quels objets spatiaux porte l'écriture du monde ? La question des objets a également à voir avec leur appréhension : par quels cadres théoriques, conceptuels et méthodologiques sont-ils appréhendés ? Dans le but d'identifier l'existence ou d'un collectif ou de plusieurs collectifs de pensée, on peut également interroger le caractère consensuel des objets et des méthodes et concepts convoqués : leur mobilisation fait-elle l'objet de rudes discussions ? Ou au contraire, assiste-t-on à un relatif consensus autour des modalités de l'écriture du monde ? La mise en forme des savoirs géographiques au début du XIX<sup>ème</sup> siècle est une opération inédite de rassemblement, de fixation et de discussion sur des concepts dont nous sommes encore deux siècles plus tard les dépositaires et les héritiers. Comprendre de quoi retourne la poétique des savoirs géographiques paraît donc indispensable, non seulement dans une optique synchronique mais aussi diachronique. La question de la langue recoupe également deux autres questionnements : celui des fondements de l'écriture

géographique et celui des modalités d'écriture (Goody, 1979). Autrement dit : sur quelles bases écrire la géographie du monde et avec quels procédés ? Cela permet aussi d'envisager les fondements communs préalables à la réalisation d'une géo-graphie (histoire, standards de mesure) ainsi que les places respectives du texte et de la cartographie dans la mise en récit du monde.

Enfin, l'enquête porte également sur la variabilité ou sur l'homogénéité de cette écriture dans les trois sphères de cette étude. Les différences linguistiques et culturelles sont évidemment présentes, mais dans quelle mesure la langue géographique en construction diffère-t-elle d'une aire linguistique et politique à l'autre ? On pressent déjà, bien sûr, que des particularités demeurent, qu'il s'agira de mettre en évidence. Cette interrogation vise tout de même à identifier comment, et surtout à quel degré, une langue scientifique, en l'occurrence géographique, peut transcender des barrières linguistiques : comment certains concepts ou certaines conceptions du monde circulent-elles ? Cette circulation ne peut être une simple traduction, l'enjeu réside donc dans la mise au jour des modalités de transcription - voire de trahison – qui se jouent dans le passage d'une langue à l'autre. Les différences d'un pays à l'autre soulèvent aussi l'enjeu de l'influence du politique dans le processus de construction et de fixation épistémologique. La proximité géographique et sociale du politique et des lieux du savoir géographique donne-t-elle également lieu à une hétéronomie discursive ? L'hypothèse à creuser ici pose que les différences linguistiques et conceptuelles ne relèvent pas uniquement du facteur culturel, mais tiennent pour une part au facteur politique. Alors que les sociétés semblent vouloir élaborer des savoirs géographiques dans un cadre autonome et indépendant, à partir d'un *Universalismusgebot*, d'une injonction à l'universel, la tentation du *Nationalgefühl*<sup>152</sup> s'exprime aussi très fortement (Schröder, 2011 : 102). Cette tentation oriente pour partie le discours géographique en cours d'élaboration, notamment en termes d'objets. Dans la continuité du précédent, ce chapitre vise donc à questionner les modalités de construction de la discipline géographique du point de vue de la langue, en cherchant à démêler la place et la part des projets nationaux eux aussi en cours d'élaboration.

## **A) À la recherche des fondements géographiques communs**

Vouloir écrire le monde et mettre sous forme discursive les savoirs géographiques témoigne de la volonté de disciplinarisation qui anime les géographes : l'acte même de l'écriture participe en effet de la montée en discipline en cours. Cette mise en récit pose cependant question et appelle dans un premier temps la recherche de fondements communs, comme préludes à la stabilité disciplinaire. Cela constitue une des préoccupations récurrentes de cette période pour les géographes des trois sphères. Il s'agit en effet, dans le but d'écrire au mieux les savoirs géographiques, de se mettre d'accord *a minima* sur les modalités et les modes de cette écriture. Cette recherche passe par trois objets principaux : inscrire l'histoire des savoirs géographiques dans un temps long, repenser la place de la cartographie, tendre enfin à la standardisation de la mesure du monde, pour atteindre une cohérence et une

---

152 Traduction : le précepte universel et le sentiment national



intelligibilité plus grande des discours géographiques. Ce processus s'inscrit dans le mouvement de scientification des gestes géographiques : tout comme les pratiques, il s'agit aussi d'encadrer et d'objectiver les modalités de l'écriture du monde. Ces perspectives donnent lieu à un véritable bouillonnement réflexif sur les manières d'inscrire les savoirs géographiques dans un cadre disciplinaire renouvelé et assuré.

### **1 – Écrire l'histoire de la discipline**

La véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver. (Thiesse, 1999 : 11)

De la même manière qu'il s'agit dans le courant du premier XIX<sup>ème</sup> siècle de construire un récit mythique de la nation pour mieux en assurer les fondements (Martin et Venayre, 2005 ; Thiesse, 2005), les géographes se penchent eux aussi sur l'histoire de leur discipline afin de mieux asseoir sa légitimité. Dans un parallélisme saisissant avec le processus de construction nationale, ils tendent à prouver l'antériorité historique de leur discipline ainsi que ses innombrables et riches apports à l'édifice scientifique tout entier. Comme l'écrit A.-M. Thiesse, « le retour aux origines est en fait œuvre d'avant-garde » (*ibid.* : 21). C'est exactement ce que l'on constate chez les géographes de cette période : le retour aux sources de la discipline, dans le but d'en assurer la pérennité scientifique. Alors que les États européens se cherchent au même moment des génies nationaux, les géographes entreprennent eux de célébrer leurs héros et monuments.

---

### **Gros plan 11 - Jomard et *Les Monuments de la Géographie***

Cette tendance se traduit par quelques entreprises emblématiques, comme celle d'Edme-François Jomard, un des plus fervents animateurs du savoir géographique pour cette période, qui se propose de compiler une mémoire cartographique. À partir de 1828, Jomard défend son projet de collection géographique à la bibliothèque royale et se lance en même temps dans un ouvrage d'envergure, les *Monuments de la géographie*. Il met plusieurs années à les publier : quelques planches sont gravées en 1842, mais il faut attendre 1862 pour que la vingtaine de planches initialement prévues paraissent, et 1879 pour qu'Eugène Cortambert écrive une introduction à cet ouvrage qui paraît sans texte à l'origine (Laissus, 2004). Dans l'édition de 1862, Jomard insère cependant une petite note préliminaire, dans laquelle il revient sur l'esprit de cette entreprise :

Ayant conçu, dès 1828, lors de la création d'une *Collection Géographique* à la grande Bibliothèque Nationale, l'idée et le plan d'une publication des plus anciennes cartes connues, et ayant commencé, dès le même temps, l'exécution d'une entreprise qui n'est pas sans difficulté, lorsqu'en Europe personne n'avait rien annoncé de semblable : persuadé de l'utilité qu'il pouvait y avoir, pour les savants, pour les historiens, pour les amis des études géographiques, d'avoir un recueil de cartes *fac-simile*, où les découvertes géographiques seraient consignées de la manière la plus authentique, et, par là, les titres des peuples navigateurs mis, pour ainsi dire, au-dessus de toute discussion ; convaincu de l'avantage qu'il y aurait pour les hommes de cabinet de pouvoir consulter, sans déplacement, des monuments

totalement ignorés, ou très-peu connus, dispersés dans l'Europe entière en trente endroits différents ; pensant, enfin, qu'une telle collection serait, en quelque sorte, une *histoire de la Géographie écrite par elle-même*, nous ne ménagions ni soins, ni correspondances, ni voyages dispendieux, afin de nous mettre en état de remplir cette tâche d'une manière satisfaisante pour le public (...). (Jomard, 1862 b : NP)

L'objectif de Jomard apparaît donc la redécouverte et la mise à disposition du collectif géographique d'une compilation cartographique des plus grands travaux de la discipline.

57. Extrait de la planche 21 des *Monuments de la géographie*, Mappemonde de Gérard Mercator, Duisbourg (1569)



La liste des 21 planches publiées au final (voir annexe 6) montre que Jomard a arpenté tous les terrains européens, ainsi que le bassin méditerranéen, mais en se concentrant sur la période du haut Moyen Âge et de la Renaissance (du XI<sup>ème</sup> au XVI<sup>ème</sup> siècle). On retrouve généralement chez les géographes

de cette époque, comme chez Humboldt, une sorte de fascination quasi mystique pour la période des grandes découvertes, qui constitue le plus gros des cartes sélectionnées. Pour les géographes du XIX<sup>ème</sup> siècle occupés à construire un nouveau moment de l'histoire de la discipline, la période des grandes découvertes forme un temps mythique, l'âge des héros à célébrer. Comme la figure ci-dessus l'illustre, un des leitmotiv de Jomard consiste à représenter l'avancée progressive des découvertes géographiques et donc à replacer les savoirs géographiques dans une perspective diachronique. Mercator représente à ce titre un des héros les plus loués : son apport à l'histoire des savoirs géographiques et de leur représentation. Les progrès réalisés en matière de projection, mais aussi de sémiologie graphique ne sont bien sûr pas étrangers au choix opéré par Jomard. La mappemonde de Mercator forme de plus le dernier opus cartographique sélectionné par Jomard dans ses *Monuments de la géographie*, comme s'il voulait signaler que les savoirs géographiques du XIX<sup>ème</sup> siècle prennent racine dans la tradition renaissante de la cosmographie. Ce faisant, l'auteur projette ainsi les lecteurs de son ouvrage, principalement ses collègues donc et le public curieux de géographie, vers un âge d'or de la discipline, perçu et mis en avant comme tel.

L'entreprise de Jomard ne se distingue pas seulement par la volonté de recréer et de redorer un passé disciplinaire. Elle contient également les indices d'une tension dans l'écriture de cette histoire, qui signalent les enjeux dont elle est investie. Il fait mention rapidement de deux projets parallèles, ceux du vicomte de Santarem, qui dès 1842 fait paraître à Paris un ouvrage concurrent : *Recherches sur la priorité de la découverte des pays situés sur la côte Occidentale d'Afrique, au-delà du cap Bojador, et sur les progrès de la science géographique, après les navigations des portugais au XV<sup>e</sup> siècle, accompagnées d'un atlas composé de mappemondes, et de cartes pour le plupart inédites, dressées depuis le XI<sup>e</sup> siècle jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle*, et de Joachim Lelewel qui publie un ouvrage sur la géographie du Moyen Âge. Celui de Lelewel ne constitue pas vraiment un danger pour Jomard, mais l'entreprise de Santarem est perçue comme une vraie menace, d'autant plus qu'il se positionne sur le même créneau temporel. Il commente dans sa note préliminaire à ses *Monuments* combien cette parution lui fait l'effet d'un coup de massue :

Dire que notre zèle n'en a pas été ralenti, même un peu refroidi, serait contraire à la vérité ; tout le monde conçoit ce qu'il peut y avoir de pénible, quand on s'est mis avec les grands établissements scientifiques de l'Europe pour en obtenir des communications bienveillantes, des copies ou des descriptions de matériaux inédits et rares, de se trouver, sans s'en douter, en concurrence avec d'autres personnes, réclamant de la bienveillance des savants étrangers les mêmes communication, les mêmes services. (*ibid.* : NP)

Lors de la séance du 4 mars 1842, Jomard s'offre un droit de réponse à la Société de géographie de Paris, dans laquelle il affirme sa primauté intellectuelle quant à ce projet :

Personne, dit M. Santarem, n'avait conçu cette idée ; ainsi l'auteur de cette singulière assertion oublie que la pensée de publier les anciennes cartes est émanée au sein de la Société de Géographie, quinze ans au moins auparavant ; il perd de vue sa propre déclaration, qui date de plus de cinq ans. En effet, quand il communiqua, en 1842, les premières feuilles gravées de

ses cartes du moyen âge, sans dire un seul mot de ceux qui avaient travaillé avant lui sur ce sujet, une vive réclamation fut faite immédiatement, et alors il déclara que *loin de contester à M. Jomard la priorité de ses projets de publication il mentionnait lui-même, dans le volume destiné à accompagner son atlas, les travaux de son collègue* (BSGP, 1842 (S2, T22) : 4-5)

L'affaire pourrait être interprétée comme une simple anecdote, mais elle révèle à mon sens les tensions à l'œuvre dans l'écriture de l'histoire de la discipline naissante. Celle-ci représente un tel enjeu identitaire que son appropriation fait l'objet de concurrence entre les géographes eux-mêmes, et, à travers eux, entre les nations européennes. Santarem persévère en publiant un *Atlas* accompagnant son ouvrage de 1842, et entre 1848-1852 un *Essai sur l'histoire de la cosmographie et de la cartographie pendant le moyen-âge ; et sur les progrès de la géographie après les grandes découvertes du XV<sup>e</sup> siècle*. Dans ces ouvrages, il vante la primauté de la nation portugaise en termes de découvertes et se fait ainsi le champion de son pays. Écrire l'histoire de la géographie ne se réduit donc pas seulement à prendre connaissance d'un passé commun, mais permet d'inscrire dans le marbre les priorités nationales si prégnantes dans le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est bien d'ailleurs le propre de toute historiographie, que d'aller au-delà d'une simple convocation du passé : celui-ci n'est jamais mobilisé par hasard, et la confrontation des entreprises de Jomard et de Santarem montre bien le caractère nécessairement partiel car partial de ce genre d'entreprises.

Les bulletins des sociétés de géographie renferment également nombre d'articles ou de notices portant sur les grands « classiques » de la discipline. La convocation de ces classiques par les géographes révèle parfois quelques dissonances sur les grands noms à élever au titre de héros. Mais généralement, ce sont toujours les mêmes références qui reviennent, d'une manière consensuelle. Ainsi par exemple Hérodote, Strabon ou encore Ptolémée sont-ils régulièrement mobilisés pour l'Antiquité. Du côté du Moyen-Âge, ce sont les auteurs arabes que l'on redécouvre : en 1839, la société parisienne annonce par exemple la réédition des travaux d'El-Idrisi (BSGP, 1839 (S2, T11)) pour lesquels elle se passionne. Mais ce sont surtout, à la manière de Jomard et Santarem, les héros de la Renaissance que l'on célèbre, les navigateurs ayant ouvert la porte du nouveau monde et permis le renouveau de l'exploration. Cela signifie qu'il existe déjà des classiques et que c'est donc une certaine histoire de la discipline que l'on cherche à mettre à avant. D'autant plus que ces classiques coïncident aussi avec ceux convoqués dans la sphère scolaire et dans la sphère militaire. À côté de la Renaissance, c'est bien souvent aussi l'antiquité romaine qui est mobilisée dans la sphère scolaire (Simencourt, 1830). L'héritage géographique semble ainsi être partagé entre les trois sphères, savante, scolaire et militaire. Dans ses leçons publiques données à Berlin en 1827 et 1828, Humboldt invite au premier rang de ces héros Christophe Colomb (Humboldt, 1993(b)). Mais il est en fait présent tout au long de son œuvre géographique. Son héritage est alors revisité et largement commenté. Christophe Colomb trouve un fervent partisan en la personne d'Alexander von Humboldt, qui lui consacre un ouvrage paru en trois volumes entre 1836 et 1837, *Histoire de la géographie du nouveau continent*. En dépit du titre très généraliste, c'est bien la figure de Colomb qui est présentée majoritairement. À travers ce livre,

Humboldt vise deux choses. D'abord, il cherche à retracer le fil des recherches géographiques, à tracer une continuité historique de la discipline, pour lui en assurer des bases aussi anciennes que solides :

En examinant les événements qui ont conduit à la découverte de l'autre hémisphère, je me suis efforcé surtout de faire voir cette continuité d'idées, cette liaison d'opinions qui rattachent la fin du quinzième siècle, à travers les prétendues ténèbres du moyen-âge, aux temps d'Aristote, d'Eratosthène et de Strabon ; j'ai voulu prouver qu'à toutes les époques de la vie des peuples, ce qui tient aux progrès de la raison, a ses racines dans les siècles antérieurs. (Humboldt, 1836-1837 : XVII)

Il s'agit, comme il l'écrit, de « faire voir cette continuité d'idées » qui président encore aux travaux qui lui sont contemporains ; un objectif qu'il partage avec Jomard. L'idée de continuité rejoint la volonté de faire discipline, et de prouver la légitimité à faire discipline par une épaisseur temporelle déjà importante. On retrouve ici le socle de la Renaissance tant vanté par Jomard dans ses *Monuments de la géographie* et qui semble constituer l'âge d'or auquel la géographie du XIX<sup>ème</sup> siècle se réfère et qui lui sert de modèle. Le quinzième siècle en particulier, c'est-à-dire le temps des grandes découvertes et de la dilatation géographique du monde (Grataloup, 2007) fascine. Peut-être les géographes du XIX<sup>ème</sup> siècle y trouvent-ils un certain parallélisme avec le double mouvement de conquête coloniale et de révolution des transports alors à l'œuvre, qui participe aussi à l'ouverture de l'horizon européen et au changement de grandeur de la terre (Besse, 2003(a)). Cette continuité sert en miroir le but que Humboldt, au même titre que d'autres de ses collègues, se donne, à savoir éclairer le moment de refondation de la discipline moderne. Humboldt cherche à mettre l'accent sur le quinzième siècle et les résultats obtenus par Colomb et ses acolytes, et construit ainsi pour la géographie du XIX<sup>ème</sup> siècle un horizon mythique censé la légitimer encore d'avantage :

Le quinzième siècle dont je m'occupe de préférence dans cet ouvrage, offre un intérêt qu'on pourrait appeler de position dans l'échelle chronométrique des progrès de la raison. Placé entre deux genres de civilisation, il offre comme un monde intermédiaire appartenant à la fois au moyen-âge et aux temps modernes. Le quinzième siècle est celui des grandes découvertes dans l'espace, de nouvelles voies tracées aux communications des peuples, des premiers aperçus d'une géographie physique embrassant tous les climats et toutes les hauteurs. Si, pour les habitants (sic) de la vieille Europe, il a « doublé les œuvres de la création », le contact avec tant de choses nouvelles, en donnant un vaste essor à l'intelligence a aussi modifié insensiblement les opinions, les lois et les mœurs politiques. Jamais une découverte purement matérielle, en étendant l'horizon, n'avait produit un changement moral plus extraordinaire et plus durable (...). (*ibid.* :VIII-IX)

Dans ce travail de légitimation de la géographie contemporaine par son antériorité historique, on constate un réel parallélisme avec les efforts fournis au niveau national. Tel Herder qui revient sur les Germains et s'échine à construire un glorieux passé au peuple allemand en puisant dans le Panthéon des peuples héroïques. D'une manière comparable, Humboldt, s'il n'oublie pas les contributions plurielles qui ont prévalu à ces changements, fait irrémédiablement converger son regard vers Christophe Colomb, et son compagnon Juan de la Cosa, qui exercent chez lui une fascination certaine :

Toutefois, en comparant les cartes postérieures, celles d'Andrea Bianco, de Benincasa, de Giacomo de Giroladis, de Fra Mauro et de Martin Behaim, à une mappemonde que vous avons

reconnue récemment, M. le baron Walckenaer et moi, être de 1500 de la main de Juan de la Cosa, compagnon de Colomb, ont est surpris qu'un demi-siècle ait suffi pour produire un changement si grand, je ne dirai pas seulement dans les idées cosmographiques, mais dans le tracé et l'accord des lignes de gisement. (*ibid.* : 7)

Le fait que Humboldt fut de son vivant appelé le « second découvreur de l'Amérique » n'a sans doute pas peu contribué à cet attachement particulier pour Colomb et à son élévation au Panthéon géographique. D'autres géographes contribuent également à l'écriture de l'histoire collective, notamment Carl Ritter qui consacre une série de leçons à l'histoire des découvertes et de la géographie à l'Université de Berlin, publiées en 1862. C'est donc un souci partagé par l'ensemble du collectif et qui porte de plus sur les mêmes figures et essentiellement sur la période de la Renaissance.

De plus, ces diverses études tendent à renouveler la place du facteur historique dans les travaux géographiques. Avec le travail d'autonomisation engagé notamment vis-à-vis de l'histoire, le maintien de l'intérêt pour les choses du passé ne va pas nécessairement de soi. Pourtant, comme l'on prend conscience de l'importance de connaître son histoire disciplinaire, le facteur historique s'impose comme un des facteurs explicatifs majeurs des phénomènes géographiques. Cette attention est particulièrement forte du côté allemand, avec les contributions de Humboldt et Ritter. À eux deux, ils plaident pour une compréhension large des faits, incluant le facteur temporel. Humboldt applique ce précepte lors de ses voyages, ainsi lorsqu'il consulte longuement les archives de Mexico en 1804, grâce auxquelles il rédige ensuite son *Essai sur le Royaume de la Nouvelle-Espagne* (Humboldt, 1811). Que ce soit le temps long géologique ou le temps court politique, il tient en haute importance de toujours resituer ses objets d'étude. Ritter théorise cette approche dans une intervention faite en 1833 à l'Académie des Sciences de Berlin, *Ueber das historische Element in der geographischen Wissenschaft* (sur le facteur historique dans la science géographique) :

Die geographische Wissenschaft kann aber eben so wenig des historischen Elementes entbehren, wenn sie eine wirkliche Lehre der irdischen Raumverhältnisse sein will, und nicht ein abstractes Machwerk, ein Compendium, durch welches zwar des Rahmen und das Fachwerk zur Durchsicht in die weite Landschaft gegeben sind, aber nicht die Raumerfüllung selbst in ihren wesentlichen Verhältnissen und in ihrer innern und äussern Gesetzmässigkeit.<sup>153</sup>  
(Ritter, 1852 : 153)

Pour en capter la dimension vivante et évolutive, le facteur historique ne doit donc pas servir uniquement à s'interroger sur l'épaisseur temporelle de sa discipline, mais à élaborer les savoirs qui en constituent le socle scientifique. Comme le commente O. Ette à propos de l'œuvre humboldtienne, la géographie est alors considérée comme « eine Wissenschaft in Bewegung und aus der Bewegung »<sup>154</sup> (Humboldt, 2009 : 16), capable d'intégrer la dimension évolutive de la nature. Cela vaut particulièrement du côté allemand, où la place de l'élément historique fait l'objet d'un vrai effort de

---

153 Traduction : La science géographique peut encore moins se priver de l'élément historique, si elle veut être un véritable enseignement des interactions spatiales sur la Terre, et pas une œuvre abstraite, un *compendium*, dans lequel le cadre et le treillage du vaste paysage sont donnés à l'examen, mais pas la réalisation totale de l'espace dans ses rapports capitaux et dans son organisation interne et externe.

154 Traduction : une science en mouvement et sur le mouvement

théorisation. Des côtés français et britannique, l'importance du facteur temporel n'en est pas moins vraie, mais ne paraît aussi conscientisée que dans la sphère prussienne.

## 2 – *L'écriture géographique est aussi cartographique*

L'enjeu de l'écriture géographique ne passe pas seulement par le fait de s'accorder sur une histoire commune, il s'exprime également à travers le recours aux signes graphiques. Dans cette perspective, l'écriture graphique, et surtout cartographique, articule à la langue géographique le recours à une parole, pour reprendre une terminologie de F. de Saussure et de R. Barthes, dont les signes sont des symboles (Barthes, 1964). Ces symboles, ces signes participent aussi à la disciplinarisation des savoirs géographiques, dans la mesure où ils font aussi l'objet d'un processus de normalisation (à tel signifiant est associé de manière systématique un signifié). De plus, la normalisation des usages graphiques participe au « dispositif spatial de triage de l'information » sur le monde que les savoirs géographiques opèrent (Goody, 1979 : 155). Le recours à la cartographie permet à l'écriture géographique d'articuler deux modes discursifs complémentaires : un premier qui est dans l'ordre des mots et un second qui est dans l'ordre graphique.

### a) *La fascination cartographique*

Si une modalité d'écriture de la géographie semble apparemment faire consensus, c'est l'écriture cartographique. L'exemple des *Monuments de la Géographie* plaide pour ce constat : Jomard ne présente en effet dans cet ouvrage que des planches cartographiques, et aucun texte ne les accompagne. Dans son esprit, faire l'histoire de la géographie consiste à faire l'histoire des productions cartographiques, les grandes figures de la cartographie devenant de fait les héros de la discipline géographique. Son « histoire de la Géographie écrite par elle-même » (Jomard, 1862(b) : NP) prend clairement le parti de la cartographie comme support graphique privilégié pour écrire et transmettre les savoirs géographiques. Cet engouement se traduit aussi dans l'énergie dépensée par Jomard et Ritter dans la création de cabinets des cartes à Paris et Berlin et dans l'effort général, bien que varié dans ses concrétisations, de rendre visible les matériaux cartographiques dans les bulletins des sociétés (voir gros plans 5 et 6). En dépit d'écarts parfois importants, les sociétés de géographie expriment une réelle préoccupation et un véritable attachement au support cartographique. En outre, dans les premières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle, le nombre d'atlas produits augmente considérablement, qu'ils accompagnent un texte ou soient publiés pour eux-mêmes. Ne serait-ce que dans le *corpus* analysé pour ce travail, les productions cartographiques représentent une part non négligeable des travaux réalisés, en particulier du côté prussien où Humboldt et Ritter accordent une attention toute particulière à l'iconographie cartographique de leurs ouvrages et à celles des autres. Humboldt accompagne quasiment chacun ses textes sinon d'atlas complets, du moins de cartes : il consacre un ouvrage entier de cartes et de planches avec ses *Vues des Cordillères et monuments des peuples indigènes* (1810) ; l'*Atlas de Mexico* (ou *Atlas géographique et physique du Royaume de la Nouvelle*

*Espagne* (1811)) et l'*Atlas géographique et physique des régions équinoxiales du Nouveau Continent* (1814) suivent son périple américain ; ses *Fragmens asiatiques* (1831) et son *Asie centrale* (1843) contiennent chacun quelques réalisations cartographiques ; de même que son *Kosmos* (1845) et ses *Kleinen Schriften* (1853) dans les dernières années de sa vie. Chaque ouvrage majeur possède son pendant cartographique. Cela est d'ailleurs aussi vrai pour Ritter, qui double ses ouvrages sur l'Europe et son *Erdkunde* d'atlas. Certaines de ses cartes sont d'ailleurs remarquables, par les choix sémiologiques qui y président : ainsi la carte de l'Europe de 1806 (voir figure 11) où le relief apparaît de couleur claire. L'examen des correspondances laisse apparaître que la construction de ses atlas réclame autant d'énergie, voire plus, que les textes. Avec son éditeur Cotta, Humboldt échange longuement et régulièrement sur cet objet, qu'il veut parfaitement soigné (Humboldt, 2009(b)). Cet enjeu est d'autant plus fort qu'en général ce n'est pas Humboldt lui-même qui produit ses cartes, mais que celles-ci résultent en général d'une collaboration : Arnold, Poirson, Arrowsmith, Berghaus entre autres participent aux ouvrages humboldtiens.

Les cartes ne sont pas seulement produites, elles font aussi l'objet d'intenses commentaires dans les lieux du savoir géographique. Les bulletins des sociétés renferment de nombreux articles rapportant les progrès de la cartographie de telle ou telle région ou vantant la réalisation de tel cartographe. Les productions cartographiques participent en ce sens pleinement de l'écriture du monde et des représentations que l'on s'en fait. La Société de Géographie de Paris s'extasie par exemple en 1834 sur les avancées de la carte de France (BSGP, 1834 (S2, T1)). Dans les trois sphères, Les réalisations d'Arrowsmith, célèbre cartographe anglais, sont particulièrement commentées aussi, surtout lorsqu'il publie son atlas la même année. Il en va de même pour le cartographe Alexander Keith Johnston, dont les productions sont universellement louées (Felsch, 2014). Ritter se fait une spécialité de commenter les avancées et nouveautés en matière de cartographie, en plus de contribuer lui-même à la production de planches. En 1832, il tire le bilan de la cartographie de la région de l'Himalaya lors d'une séance à l'Académie des Sciences de Berlin, faisant la chronologie de cette entreprise à l'occasion de la parution d'un nouvel essai par Arrowsmith précisément. Ritter souligne le défi que représente la cartographie précise de cette région, alors que certaines parties de l'Europe ne le sont même pas encore parfaitement retranscrites de manière graphique. Il exprime dans son intervention sa confiance dans la technique et dans le progrès infini des connaissances géographiques, dont les cartes sont le symbole :

Wenn in dem Europäischen so benachbarten Alpengebirge, selbst nach dem aussordernde Vorgange eines unermüdet wandernden und forschenden Saussure (seit 1760), noch manche Theile dieses Gebirgssystems zu den unbekannten Erdstrichen gehören, so kann man auf keine Weise erwarten, dass ein dreimal so grosses, fernliegendes, Asiatisches, ganzes Alpengebirgsland in so kurzer Zeit ganz hätte erforscht werden könne, und erst nach einem Jahrhunderte fortgesetzter Arbeiten wird man der Lösung einer solcher grossen Aufgabe näher gerückt sein.<sup>155</sup> (Ritter, 1832 : 99)

155 Traduction : Alors même que dans le massif européen des Alpes pourtant voisin, après pourtant l'avancée extraordinaire réalisée par un Saussure infatigable et curieux (depuis 1760), de nombreuses parties de ce système montagneux



Mais les cartes possèdent une valeur qui va bien au-delà du symbole de l'avancée de la connaissance du monde. Elles complètent, soutiennent et prolongent l'écriture géographique et possèdent un statut propre, à la fois indépendant du texte géographique et l'enrichissant. La carte n'est ainsi pas seulement envisagée comme l'illustration des progrès géographiques ou des productions textuelles qui en résultent, elle représente un mode d'écriture à part entière, une réalité nouvelle du monde, construite et symbolique (Jacob, 1992). De même que l'écriture de l'histoire de la discipline, les productions cartographiques recouvrent différents styles de pensée parmi les producteurs de savoirs géographiques. Pour n'en développer qu'un seul, la contribution humboldtienne révèle parfaitement en quoi la carte fonctionne comme un véritable support et facteur de la réflexion géographique, l'encourage et ouvre de nouvelles possibilités à l'écriture des savoirs géographiques. La cartographie chez Humboldt appelle une recherche à part entière, mais je voudrais ici souligner quelques apports majeurs qu'il fournit ainsi à la réflexion sur l'écriture géographique. Pour lui, la carte représente une information du monde qui permet d'aller beaucoup plus loin que le texte, grâce aux possibilités graphiques infinies qu'il exploite, voire invente.

#### *b) La production cartographique humboldtienne*

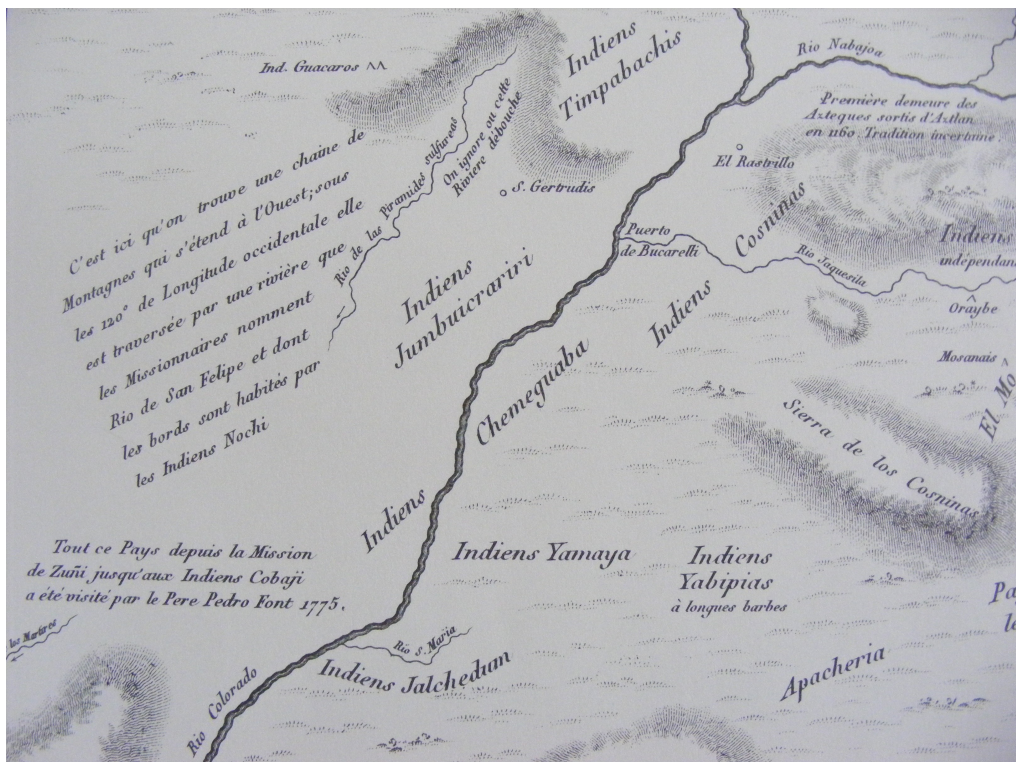
Dans les cartes issues de son périple américain, Humboldt ne se contente pas de donner des éléments de localisation. Dans le détail de la figure suivante, on observe des indications de nature ethnologique (la localisation des tribus indiennes et certaines spécificités, comme leur barbe « Indien Yapibias à longue barbe ») et de nature historique (histoire de la civilisation aztèque, histoire des découvertes avec la mention de la présence de missionnaires au XVIII<sup>ème</sup> siècle : « Tout ce pays depuis la Mission de Zuni jusqu'aux Indiens Cobaji a été visité par le Père Pedro Font 1775 »). Il indique aussi les creux de la carte (« on ignore où cette Rivière débouche »), ne cherchant pas à masquer les lacunes de sa production. En indiquant les manques géographiques, Humboldt signale une validité scientifique limitée, qui appelle une prolongation du travail engagé. La carte ne veut pas ainsi chez lui une simple transcription graphique de la réalité, elle porte en elle ses modalités de production, ses difficultés et reflète ainsi le degré de progression des savoirs géographiques. La carte devient ainsi un lieu de condensation de différentes informations géographiques et scientifiques, superposant plusieurs couches de données de nature différente. Humboldt va donc bien plus loin que l'apposition d'informations topographiques sur une représentation miniature d'une portion d'espace, il confère à la carte et à l'écriture cartographique une véritable valeur épistémologique, qui font ainsi jeu égal avec le texte. Sur certaines cartes, Humboldt ajoute même des informations relevant de son expérience personnelle de voyageur. Sur la figure 59, on peut lire quelques commentaires adossés au Chimborazo, qui transcrivent pallier par pallier les impressions des grimpeurs. De bas en haut, à mesure de l'ascension, on lit ainsi : « Les voyag. ont commencé à saigner des yeux, des lèvres et des gencives »,

---

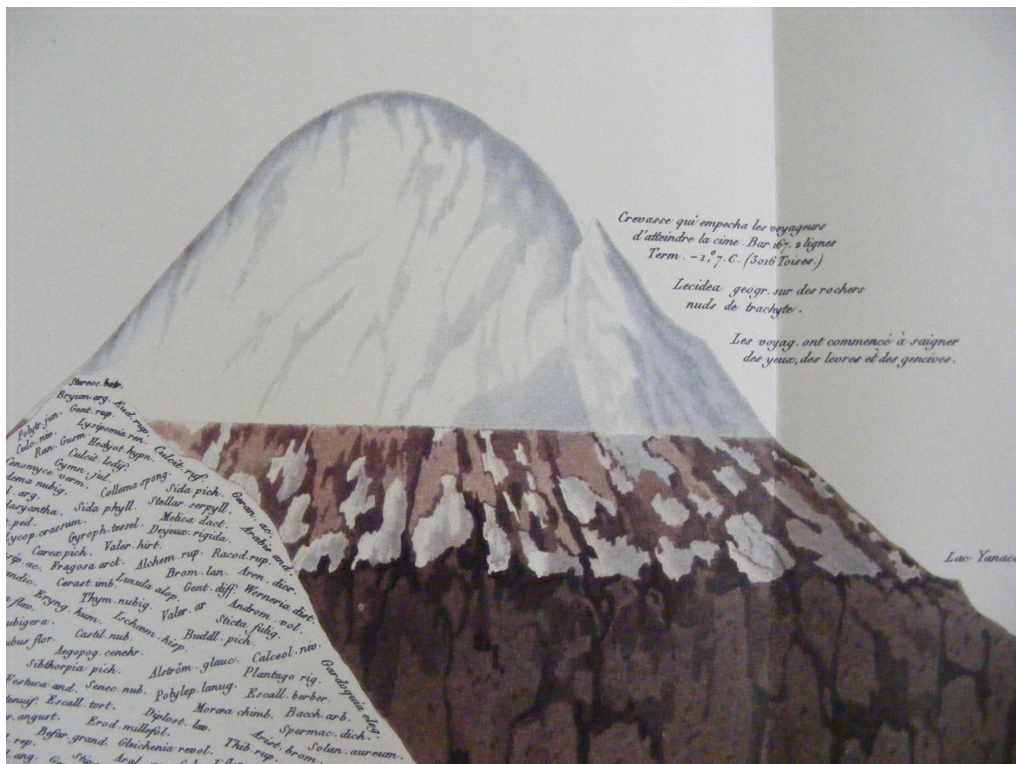
appartiennent encore aux parties inconnues de la terre, on ne peut d'aucune manière attendre qu'un massif alpin asiatique lointain et trois fois plus grand puisse être complètement exploré en si peu de temps ; et cependant après seulement un siècle de travail acharné nous nous rapprochons fortement de l'exécution complète de cette tâche.

« Lecidea geogr. sur des rochers nus de brachyte » et « Crevasse qui empecha les voyageurs d'atteindre la cim. Bar 167. 2 lignes. Term. -2°,7C (3016 toises) ».

58. Détail de la Carte générale du Royaume de la Nouvelle-Espagne, Atlas de Mexico (1811)



59. Détail de la coupe du Chimborazo, Atlas du Nouveau Continent (1814)

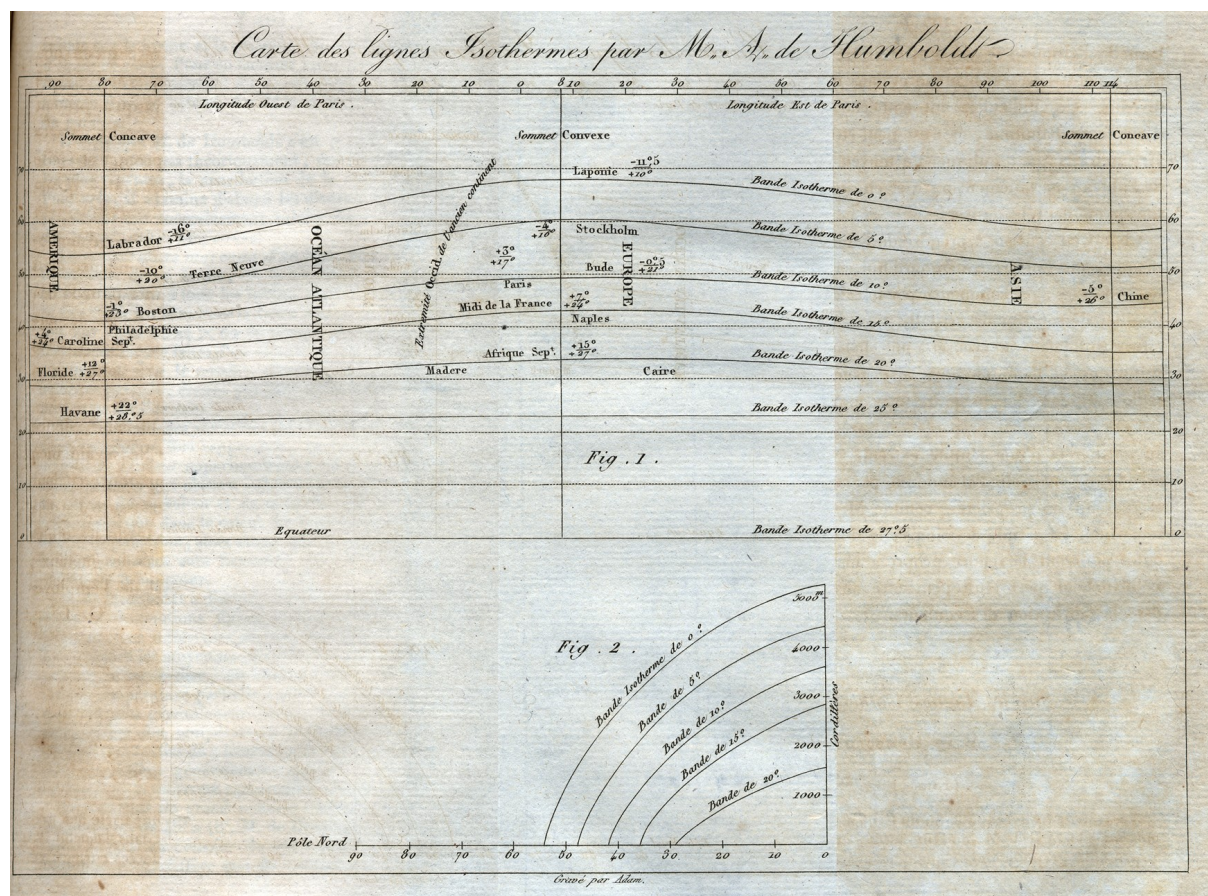




La carte peut aussi devenir la trace d'un vécu géographique, qui sert en retour à appuyer une stratégie de scientificité. La superposition dans l'espace graphique d'impressions physiques, les saignements occasionnés par l'altitude, et les données recueillies grâce aux instruments, permet ainsi au voyageur de justifier par sa présence même sur les lieux de la véracité des informations qu'il délivre. En apposant sur la carte à la fois le témoignage d'un « j'étais là » et des données recueillies grâce à ses instruments appuie la construction scientifique de la carte : celle-ci porte alors en elle les conditions même de sa réalisation et le sceau de la vérité scientifique. Cette pratique reste assez rare et signe la volonté humboldtienne de pouvoir tracer la scientificité de son travail, il offre la démonstration de la preuve sur l'objet final qu'il produit.

Les figures 58 à 62 qui ne sont qu'un échantillon des productions humboldtiennes, donnent aussi à voir une grande variété de formes graphiques, qui sont articulées entre elles. Humboldt utilise souvent d'une manière concomitante les possibilités qu'offrent les cartes en plan et les coupes.

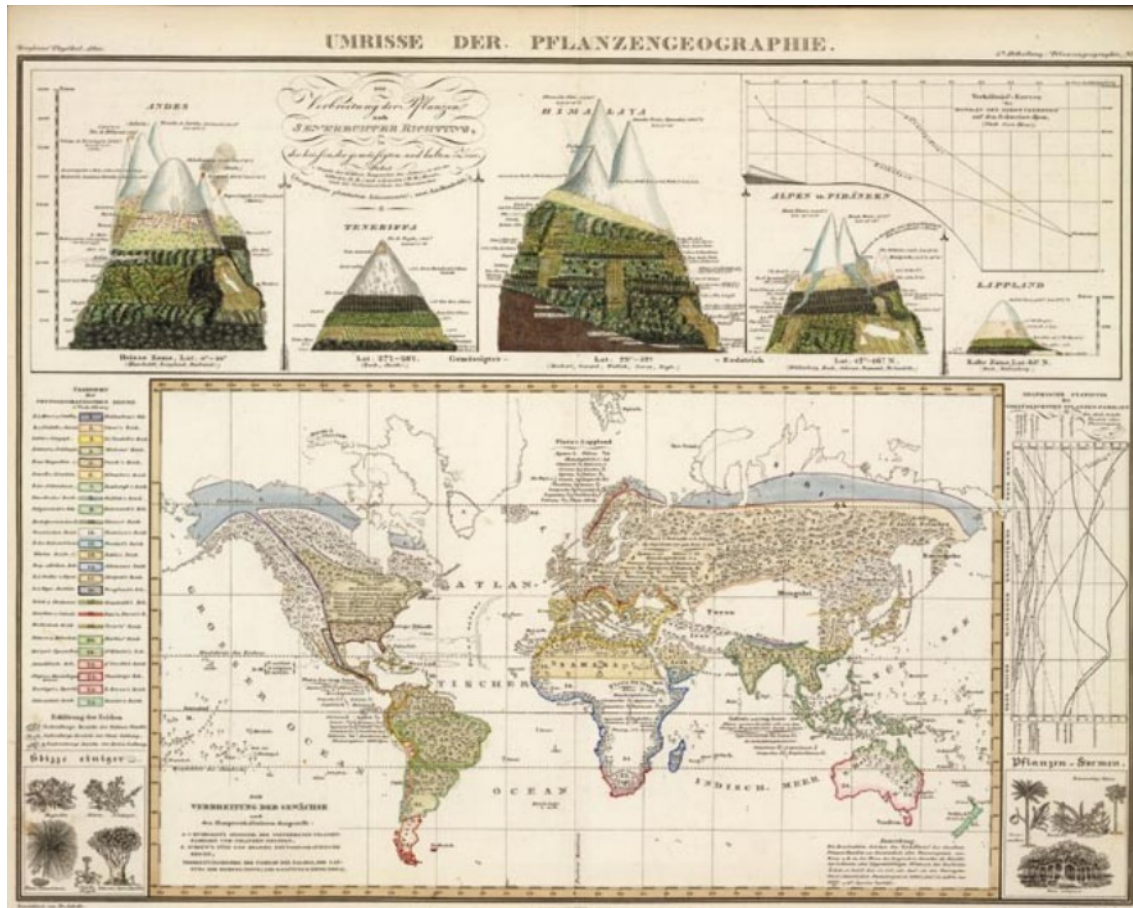
60. Carte des lignes isothermes, *Atlas du Kosmos* (1845)



Ces figures montrent également sa capacité à innover en termes de représentation graphique – et cartographique. Avec la carte des lignes isothermes, il représente idéalement les lignes de même température et y superpose des noms de régions ou de villes. On retrouve ici l'inspiration ancienne de Strabon, qui réfléchissait déjà en termes de zonation climatique, Humboldt lui donnant forme. Il

article sur cette même planche une dimension de localisation et une dimension de modélisation, montrant par là des capacités de généralisation, de changement d'échelles et d'articulation des phénomènes entre eux. Humboldt amène ces modalités d'écriture cartographique encore plus loin en développant ce qu'il appelle la pasigraphie.

#### 61. Umriss der Pflanzengeographie, *Atlas du Kosmos* (1845)



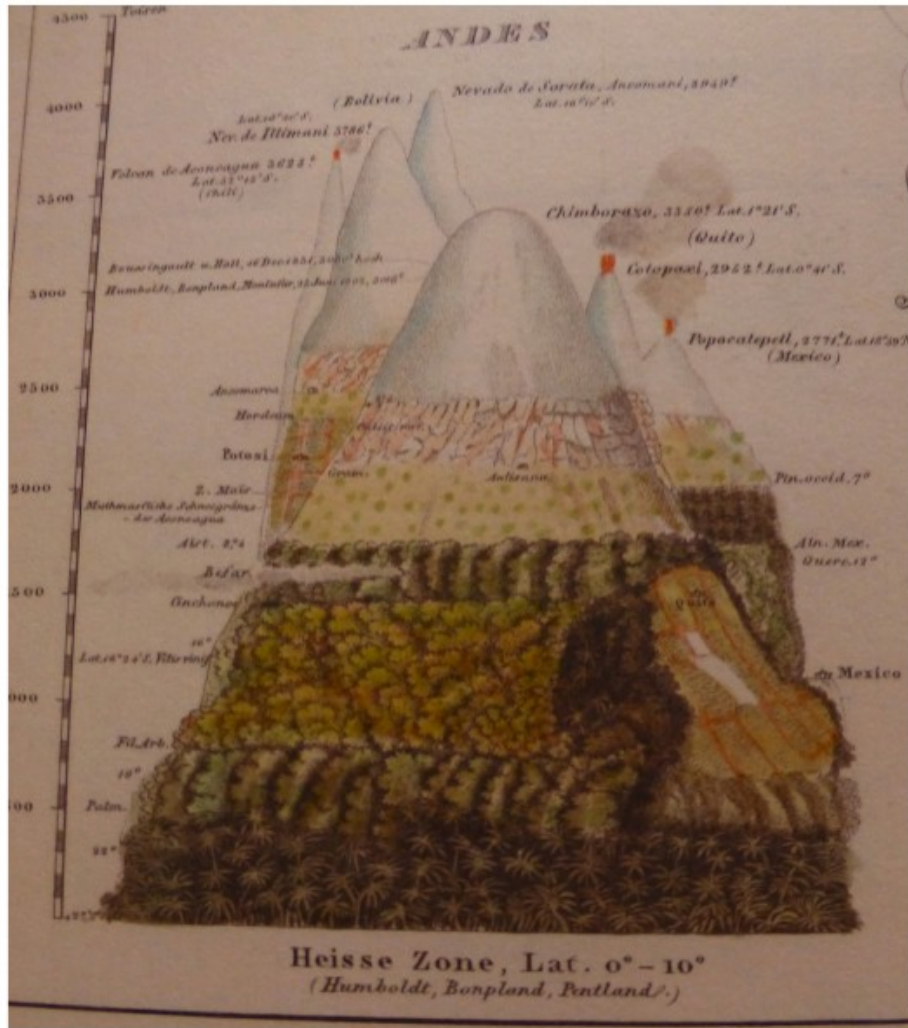
Humboldt parvient à cette conception cartographique en commençant par des représentations de profils, qu'il expérimente dès son passage à Ténériffe (1799). Ce sont ensuite les cartes des lignes isothermes, qui vont peu à peu l'y amener. À partir de ces profils, il imagine un mode de représentation universel, qui soit plus satisfaisant que la langue écrite :

hatte Humboldt den Eindruck, die Sprache allein könne nicht die Fülle seiner Versuche nicht genau beschreiben oder führe zu sinnverwirrender pedantischer Ausführlichkeit. So entwickelte er Buchstabenformeln, auf die er größten Wert legte. (...) Von diesen Gedanken ausgehend entwickelte er die Idee einer Pasigraphie, eine allgemeinverständlichen Schriftzeichensprache, und verstand bald darunter die exacte, übersichtliche und leichtbegreifliche Darstellung geognostischer und geographischer Erscheinungen durch Buchstaben, Richtungspfeile, Symbole und abgekürzte Bezeichnungen für Formationen und Gesteine.<sup>156</sup> (Beck, 1986 : 137)

156 Traduction : Humboldt avait l'impression que la langue seule ne pouvait pas décrire exactement des sensations de son essai ou craignait d'être trop loin du sens ou pédant. Il développa donc des formes de signes, auxquels il accordait une grande valeur. (...) A partir de ces constatations, il développa donc l'idée d'une pasigraphie, d'une langue universelle par les signes, et comprit tout de suite l'importance d'une représentation claire et simple des faits géognostiques et géographiques par le biais de lettres, de flèches et de symboles et de signes simplifiés pour les formations et les roches.



62. Détail de Umriss der Pflanzengeographie, *Atlas du Kosmos* (1845)



La pasigraphie consiste en une représentation en trois dimensions du monde, ou de certaines régions, car elle s'entend à différentes échelles, associée à une standardisation des signes graphiques utilisés. Dans la figure 61, deux éléments sont remarquables. D'une part, Humboldt accompagne une carte du monde de coupes de chaînes de montagne représentées en trois dimensions. Cela qui permet de mettre en correspondance plusieurs échelles (globale avec le monde, régionale avec chaque chaîne) et de montrer plusieurs phénomènes (les grandes formations végétales sur la carte, l'étagement bioclimatique sur les coupes). D'autre part, Humboldt juxtapose différents lieux, chaque chaîne de montagne attendant d'être comparée aux autres : on retrouve le principe de vision transaréale du monde, qu'il applique ici à ses lieux de voyage (de gauche à droite : Andes (figure 62), Pic du Teide à Ténériffe, Himalaya, Alpes, Lappland). Humboldt donne ainsi à voir le monde comme un paysage aux multiples dimensions et aux phénomènes interconnectés : il reproduit sous forme cartographique les principes qui président à ses voyages et à sa conception du monde. Cette innovation est une des plus importantes contributions humboldtiennes à la cartographie. À travers la pasigraphie, il tente de résoudre le conflit entre singulier et général, idiographie et nomothétie. En effet, le choix de signes uniques pour représenter les mêmes faits au fil des cartes, et dans les différents pays, plaide pour une

universalisation de la science, une positivisation passant par la modélisation. Cette technique cartographique doit permettre d'apporter des « grandes vues », un principe humboldtien essentiel, à partir d'analyses idiographiques. La juxtaposition de profils particuliers, tel que celui des Andes (figure 62), à la carte du monde est un des moyens pour y parvenir. Ses différentes innovations offrent à Humboldt de multiples possibilités pour écrire le monde géographiquement, sans jamais réifier la carte sous la matérialité du texte. Au contraire, il dépasse souvent ce que les mots permettent, en conciliant par exemple graphiquement l'idiographique et le nomothétique, tout en rendant visible la dialectique des échelles.

Si sa contribution passe pour exceptionnelle dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, en termes d'innovation et d'attention accordée au medium cartographique, l'exemple de Humboldt révèle l'attention portée à ce support et le fait que cet exercice infuse une grande partie de la géographie européenne. Même si tous ne poussent pas la réflexion aussi loin que lui, l'écriture cartographique est définitivement géographique. Mais pas uniquement, puisqu'elle fait aussi de plus en plus l'objet de convoitises du côté du politique. Comme l'indique H. Desbois (2012), la carte est aussi l'apanage du militaire, puisque la cartographie des espaces nationaux passe à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle aux mains de l'armée. En Grande-Bretagne, l'*Ordnance Survey* s'en charge depuis 1791 ; en France, l'entreprise de Cassini est nationalisée en 1793 et relancée avec la carte de France dressée par le Dépôt de la Guerre. Et avec le développement de l'entreprise coloniale, l'activité cartographique passe de plus en plus du côté politique, si ce n'est comme mode de connaissance et de contrôle de l'espace, du moins comme symbole d'une domination territoriale. Je reviendrai sur ces aspects dans la troisième partie.

### **3 – Standardiser la mesure et la représentation du monde**

Écrire géographiquement le monde passe aussi par sa mesure : se mettre d'accord sur les unités de longueur, de poids, de volume, etc., ressortit pleinement d'une mise en dialogue collective intelligible du monde et un préalable à sa mise en mots. La fixation des standards de mesure n'intervient certes que dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>157</sup>, mais alors que les géographes s'échinent à mettre le monde en ordre, en lieux et en mots, cette interrogation apparaît déjà comme un fil conducteur de ces décennies. Dès les années 1820, l'on s'interroge en effet sur « die mangelnde Einheit der Maße »<sup>158</sup> (Schröder, 2011 : 92). Ces réflexions interviennent alors que surgit un engouement général pour la question de la mesure. Dans un moment de constitution de cadres scientifiques, le positivisme s'impose peu à peu comme un gage de scientificité : il faut non seulement couvrir l'ensemble du monde du regard, mais encore le mesurer dans toutes ses dimensions. Les bulletins des sociétés de géographie regorgent ainsi de discussions sur les différentes façons de relever des données barométriques, hypsométriques, thermiques, etc. Prendre conscience des dimensions planétaires et en rendre compte devient un véritable leitmotiv. Les sociétés communiquent à la fois sur

---

157 À travers choix du méridien de Greenwich par exemple.

158 Traduction : le manque d'unité des mesures

les nouveaux résultats obtenus et sur les améliorations méthodologiques les plus récentes. En 1840, Mahlmann présente par exemple une communication « über Princep's Untersuchungen der täglichen Barometerschwankungen in Indien und über barometrische Höhenmessungen »<sup>159</sup> (BGFE, 1840 (S2, T1)). Les bulletins de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* se distinguent d'ailleurs par un intérêt encore plus vif pour ses questions : environ un tiers des articles est consacré au rapport d'entreprises de mesures et de considérations méthodologiques sur ce sujet, alors que cela reste plus sporadique pour les Français et les Anglais.

Mais dans les trois pays se développe le même souci de s'accorder sur les unités de base de la mesure du monde. Cette recherche résonne avec l'instrumentation de plus en plus grande du monde (chapitre 6) mais elle bute sur les réalités nationales et surtout sur les concurrences internationales de plus en plus prégnantes. En 1833, Costaz propose par exemple à la Société de Géographie de Paris un mémoire sur la façon d'exprimer de façon absolue les hauteurs géographiques et il plaide pour une uniformisation de leurs modes d'écriture, qui dépasserait les contingences culturelles et politiques.

Chaque nation, on peut même dire chaque observateur, a voulu évaluer avec ses mesures particulières. Les uns les ont énoncées en mètres, d'autres en toises, d'autres en pieds, soit français, soit anglais, soit du Rhin, soit de Russie, etc. Il en est résulté une diversité, pour ne pas dire une confusion nuisible aux progrès de cette partie intéressante de la géographie et qui les a beaucoup retardés. (BSGP, 1833 (S1, T19) : 66)

Il propose un remède à cette difficulté, qui permettrait une utilisation universelle des mesures :

Les grands nivellemens (sic) entrepris pour les travaux publics pourraient être exprimés dans la même langue avec toute la précision possible, si on avait soin de les lier à un ou plusieurs points dont les altitudes seraient connues. Alors les nivellements faits dans toutes les parties du monde par les ingénieurs de toutes les nations, seraient immédiatement comparables. (*ibid.* : 73-74)

Mais le positionnement du côté de l'universel n'est donc pas encore tout à fait assuré, ni assumé. C'est aussi ce que constate D. N. Livingstone :

In all these, standardization is needed to triumph over the local, to gather the world together, and to reassemble it from standardized units of measurement.<sup>160</sup> (Livingstone, 2003 :177)

Il précise pourtant que la standardisation se fait en général d'abord au niveau national, entre autres pour la cartographie. Je reviendrai plus avant sur la question cartographique dans la troisième partie de ce travail, puisque les grandes entreprises se développent surtout à partir des années 1850.

Bien que cette entreprise de standardisation reste encore à l'époque largement incomplète, elle soulève tout du moins des ambitions et voit même apparaître quelques programmes, comme celui que Jomard propose dans son *Mémoire sur l'uniformité à introduire dans les notations géographiques* de

---

159 Traduction : sur les recherches essentielles des variations barométriques quotidiennes aux Indes et sur les mesures barométriques des altitudes

160 Traduction : Dans tout ceci, la standardisation est nécessaire pour triompher par-delà le local, pour unir le monde et pour l'assembler à partir d'unités de mesure standardisées.

1847 :

L'on se plaint depuis longtemps du défaut d'uniformité dans les notations de toute sorte adoptées par les géographes ; chacun voit le mal, personne n'a pu y apporter le remède. Il est vrai que la plupart considèrent ce mal comme incurable et désespèrent d'y rien corriger. Pourtant, rien ne s'oppose à ce qu'on étudie cette question, tout au moins comme un sujet de spéculation scientifique, sujet difficile sans doute, mais grave par son objet, important par les conséquences que peut amener cette étude ; personne ne pourrait prétendre que si des hommes ayant autorité, et tout à fait exempts de préventions nationales, cherchaient de bonne foi, en commun, ce qu'il y a de mieux à faire, fussent-ils de sentiments opposés, cette discussion n'amènerait aucun résultat, et que du choc des opinions, il ne jaillirait aucune lumière. (BSGP, 1847 (S3, T7) : 251)

Ce n'est pas le lieu de proposer ici un remède à la confusion, un fil qui guide sûrement dans cette espèce de labyrinthe inextricable ; il appartiendra à d'autres de rechercher et d'établir une langue commune dans l'expression des distances. D'ailleurs, quelque importante que soit cette unité itinéraire, elle ne constitue qu'une faible partie de la réforme qui est devenue nécessaire ; c'est un travail d'ensemble que les géographes, et le public européen tout entier, doivent désirer et appeler de tous leurs vœux. (*ibid.* : 253)

Jomard situe ce problème dans sa généralité : la question d'une « langue commune dans l'expression des distances » ne vaut pas tant pour elle-même que comme une partie de la réforme globale à apporter à la géographie. À ce titre, il se borne donc à poser les priorités, formulés en six points : choisir un méridien, et un seul ; adopter une mesure commune pour les sondes en mer ; fixer la notation hypsométrique ; simplifier et unifier les divisions des océans, pour les navigateurs ; déterminer les branches des fleuves et des rivières et donc leur sources véritables (cette priorité faisant écho aux recherches sur le Nil qui font alors florès) ; s'accorder sur une orthographe et une nomenclature uniques. Ainsi tout est lié pour Jomard : de la nomenclature aux concepts en passant par les mesures diverses et les modalités de représentation graphique :

La description graphique des lieux de la terre, ou le tracé, le dessin des cartes, n'ont pas moins besoin d'une amélioration, c'est-à-dire de l'adoption de quelques règles générales. Il est vrai que le dessin, comme tous les beaux-arts, est une langue universelle ; mais celui de la géographie est à part ; il repose presque en totalité sur des conventions. Depuis les projections de toutes sortes jusqu'aux signes topographiques, tout est soumis à des conventions pour ainsi dire artificielles ; aussi le plus grand arbitraire y règne-t-il dans le mode d'expression du terrain. L'ingénieur, le dessinateur, le graveur se servent de procédés très variables ; aucun de ces modes n'a encore résolu le difficile problème qui consiste à représenter exactement le relief et la forme du sol ; et d'abord il faudrait régler un point qui est resté douteux : le choix de l'emploi de la lumière oblique et celui de la lumière verticale. On produit de sérieux arguments en faveur de l'un et de l'autre mode. (*ibid.* : 258)

La question de la mesure de la Terre trouvent des incidences à toutes les étapes de la chaîne d'information géographique, depuis l'amont lors du recueil des données qui doivent permettre en aval de représenter les résultats et donc d'avancer le tableau général du monde. Pourtant, l'universalité essentielle de ce projet trouve des obstacles dans les frontières nationales, qui s'érigent de plus en plus en carcans scientifiques. C'est bien le constat fait dans cet article de 1851, qui prouve que l'imposition de standards internationaux est une lutte dans la durée et surtout que les géographes en ont une pleine conscience.



Le plus grand obstacle à surmonter est le sentiment d'amour-propre national qui porte les gouvernements à vouloir imposer leur premier méridien aux autres États. L'Angleterre offre celui de Greenwich ; l'Espagne, celui de Cadix ; la Russie, l'observatoire de Pulkowa ; les Etats-Unis, le capitol de Washington. Dans aucun de ces pays, on ne veut faire usage du méridien de Paris ; et les Français, de leur côté, n'ont aucun motif de préférer Londres à Berlin ou Vienne à Saint-Petersbourg. La solution du problème dépend donc complètement du choix d'un méridien qui n'éveillerait aucune susceptibilité nationale. (BSGP, 1851 (S4, T1) :199)

Les susceptibilités nationales se mettent donc en travers de la volonté des géographes de construire une langue universelle, en particulier en matière de standardisation de la mesure et de la description du monde. L'obstacle que semble offrir « l'amour-propre » national méritera une enquête plus avant, je reviendrai sur ces questions dans la dernière partie de ce travail.

Il est par ailleurs remarquable de noter que, en dépit d'une volonté marquée de construire le discours géographique sur des bases communes, et sinon universelles du moins consensuelles, des manières de faire nationales apparaissent. Marqués ou non du sceau du pouvoir, les fondements de la nouvelle discipline semblent à tout le moins pris dans un balancement entre une volonté de bâtir un universel scientifique et la manifestation de particularités nationales. Cela s'observe dans les modalités du récit historique de la discipline, où les susceptibilités nationales transparaissent, mais aussi dans les manières de faire cartographiques, la sphère prussienne semblant avoir davantage réfléchi à ce mode d'écriture, et encore plus dans l'enjeu de la standardisation de la mesure du monde. La question des fondements de l'écriture géographique révèle donc un premier niveau d'hétéronomie entre universel et national.

## **B) Les périmètres et objets de recherche**

La tension entre l'universel et le national s'exprime également en termes d'objets d'intérêt des géographes, qui oscillent entre l'ambition de combler les blancs des mappemondes et les services à rendre à leurs gouvernements respectifs.

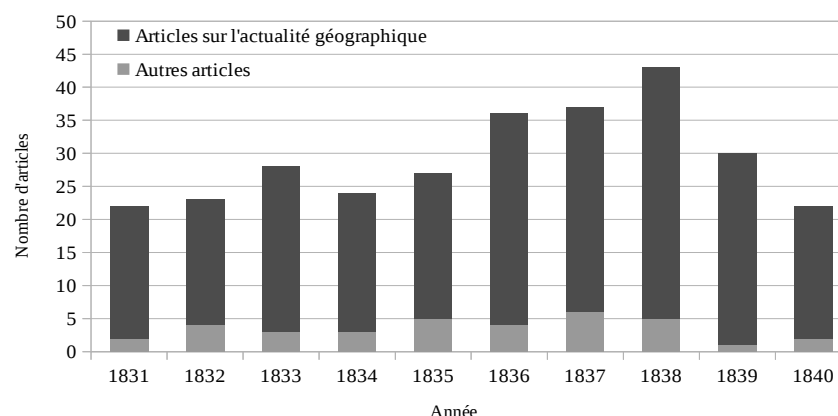
### ***1 – Actualiser la carte (des ressources) du monde, entre curiosité universelle et prémisses coloniaux***

#### ***a) Actualité versus recul critique ?***

Le but des géographes semble être avant tout de prendre à leur compte l'actualisation des connaissances sur le monde. Les discussions lors des séances des sociétés, ainsi que le contenu des bulletins et des revues spécialisées, en particulier les *Nouvelles Annales de Géographie* proposées par Malte-Brun à partir de 1819, sont en effet essentiellement consacrés à relayer et diffuser les informations qui parviennent du monde entier. Proportionnellement, ce genre de contribution représente en général plus de 80 % des productions géographiques (voir figure 63). Les sociétés construisent leur projet scientifique sur la mise à disposition du monde au public : par leurs bulletins, bibliothèques, et cartothèques, ou en défendant les géoramas par exemple. Leurs statuts, détaillés au chapitre 5, portent avant tout l'ambition d'étendre la connaissance du monde, mais sans chercher à

considérer son organisation d'un regard critique.

63. La primauté de l'actualité géographique dans les bulletins de la *Royal Geographical Society* (1831-1840)



Bien que certains géographes développent des réflexions sur la langue ou les concepts de la nouvelle discipline, signalées plus bas dans ce chapitre, la majorité semble encore en faire l'économie et se concentrer uniquement sur le développement des informations géographiques. D'ailleurs, le souci des cadres de pensée ne se développe surtout qu'à partir des années 1840, comme les remarques de Jackson à Jomard en témoignent :

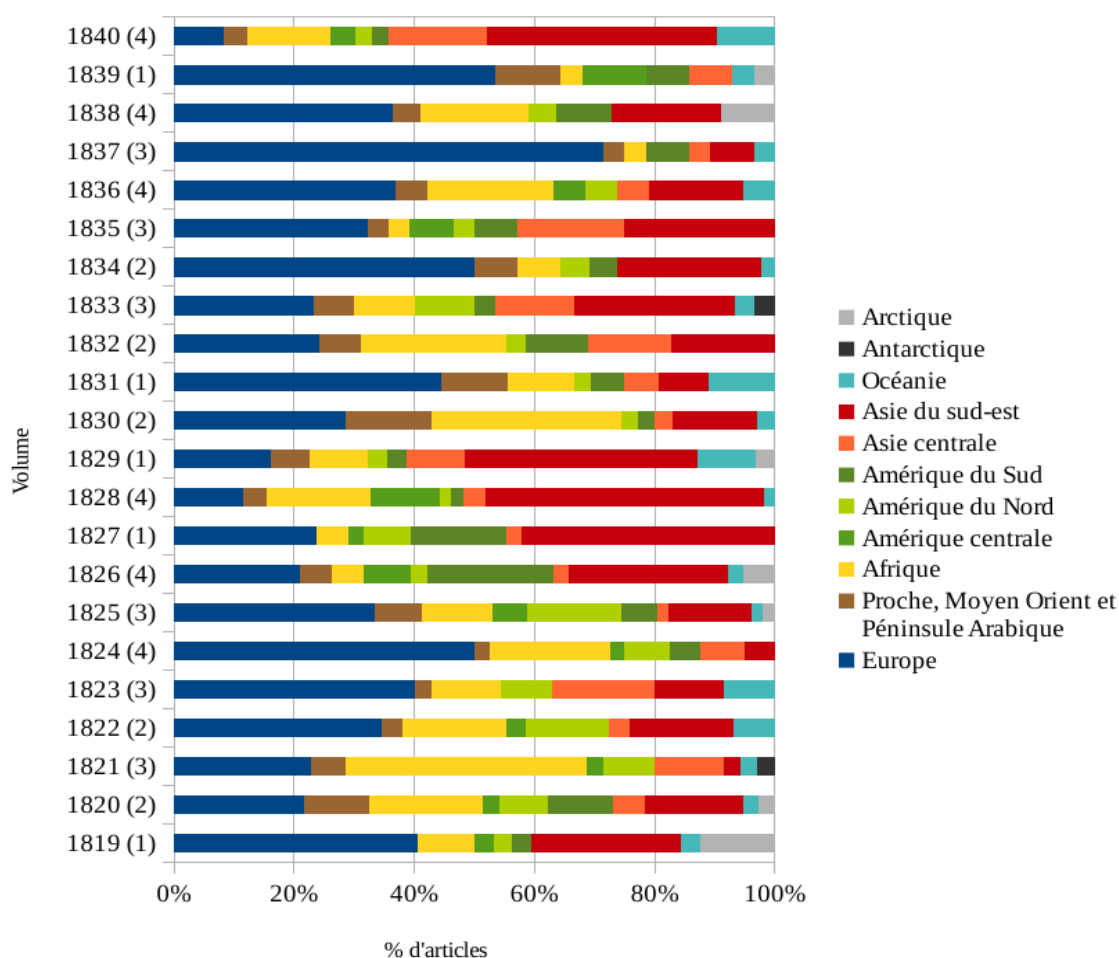
Il n'y a plus de très grandes découvertes à faire, bien que de nombreux détails manquent encore pour compléter la connaissance de l'intérieur de l'Afrique, du centre de l'Asie et du sud de l'Amérique ; avec le temps, on obtiendra ces notions, et le tracé cartographique de la terre deviendra assez complet, autant du moins qu'il est permis de l'espérer, pour remplir les blancs qui existent encore et pour rectifier graduellement ce qui pourrait encore se trouver inexact. Ce dont nous avons maintenant besoin, c'est de construire un bel et complet édifice avec les abondants matériaux réunis jusqu'à ce jour (BSGP, 1847 (S3, T8) : 81)

Selon les aveux mêmes de Jackson, les géographes privilégient dans cette période de bouillonnement le contenu informationnel à sa mise en forme conceptuelle et théorique. Est-ce à dire alors que ce premier moment, en faisant la part belle à l'actualité immédiate, ferait alors l'économie de la réflexion sur les cadres de pensée des objets géographiques ? Tout laisse penser en tout cas que l'enthousiasme disciplinaire, l'institutionnalisation, le développement de tribunes de publication de l'information, occultent en partie la nécessité de construire aussi un cadre épistémologique au projet géographique. La priorité est de satisfaire à l'actualisation des données sur le monde, et pas encore à leur mise en ordre. Cela ne semble pas contradictoire avec la volonté exprimée par ailleurs de faire discipline, de proposer un réel projet scientifique : le projet réside précisément dans un souci d'actualité géographique. Cette injonction possède de fortes conséquences épistémologiques : les savoirs géographiques doivent se situer sur l'horizon du temps présent (en opposition avec l'histoire) et contribuer à une connaissance complète de la terre.

b) Les espaces privilégiés de l'actualité géographique : Europe, Afrique et les mystères de la nature...

En se penchant sur les objets de prédilection des géographes, cette actualité se distingue aussi par une certaine sélectivité. Certes, c'est bien le monde entier que l'on cherche à donner à voir, mais le monde apparaît de manière déformée. Une analyse statistique de deux parutions éclaire cette constatation : celle des *Nouvelles Annales des Voyages*, revue qui paraît dès 1819 à raison de quatre numéros par an et donne une vision assez globale de la géographie à la fois française et européenne ; elle est complétée par une l'analyse des volumes de la *Royal Geographical Society* parus pendant cette période (voir figures 64 à 66)<sup>161</sup>.

64. Analyse des numéros des *Nouvelles Annales des Voyages* (1819-1840) par aire régionale

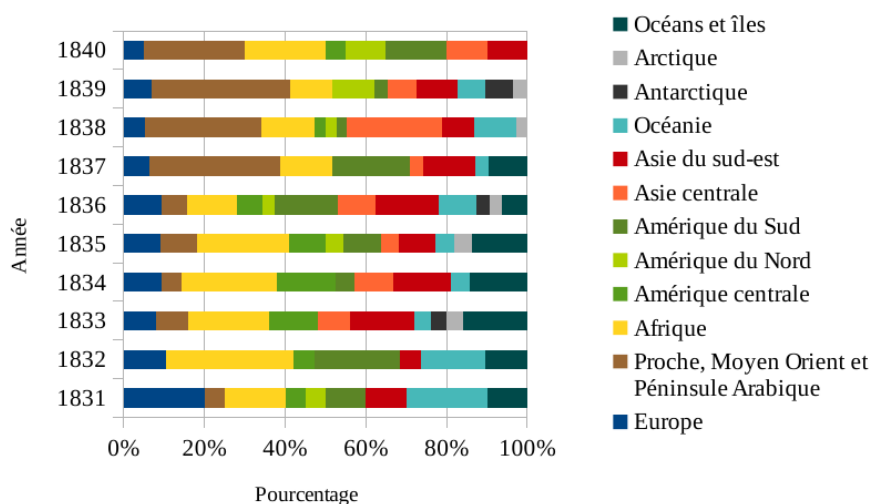


En analysant rapidement ces deux figures et en les comparant aux bulletins des sociétés française et prussienne, il apparaît tout d'abord que les géographes prennent bien en charge le monde dans son ensemble. Toutes les aires régionales et continentales sont plus ou moins représentées, mais l'intérêt

161 Les bulletins de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* ne présentent pour la période qu'un bilan général de l'activité : ils ne permettent pas de produire une analyse quantitative. Le choix de préférer les *Nouvelles Annales de Géographie* aux bulletins de la Société de Géographie de Paris se justifie triplement : d'une part les *Nouvelles Annales* permettent de sortir du cadre de l'institution et donc de couvrir un champ plus large ; d'autre part, elle se révèle être la première revue consacrée à la nouvelle discipline ; enfin, elle est largement alimentée par les travaux et les participants de la société parisienne, dans leur esprit les deux entreprises se recouvrent largement.

géographique s'étend bel et bien jusqu'aux confins de la planète, les régions polaires faisant même l'objet de quelques articles. Dans les bulletins, l'expression d'une couverture du monde revient d'ailleurs sans cesse : « Elle est universelle, notre Société, Messieurs, il faut qu'elle répande ses lumières sur le monde entier. » clame Barbié du Bocage dès la fondation de la société parisienne (BSGP, 1821 (S1, T1) : 261) ; Ritter appelle quant à lui de ses vœux une « *allgemeine Erdkunde* »<sup>162</sup> (BGFE, 1833 (S1, T1) : 3). Le caractère général des recherches géographiques est avancé dans ces deux sociétés, tandis que du côté britannique, l'objet se situe d'avantage du côté des découvertes. Le premier volume du bulletin ne mentionne pas explicitement le monde dans son ensemble comme objet de curiosité : il s'agit pour la société britannique de combler les lacunes. Mais de fait, et quelle que soit l'expression employée, l'ambition universaliste trouve donc une traduction directe dans la couverture complète du monde.

#### 65. Analyse des bulletins de la *Royal Geographical Society* (1831-1840) par aire régionale



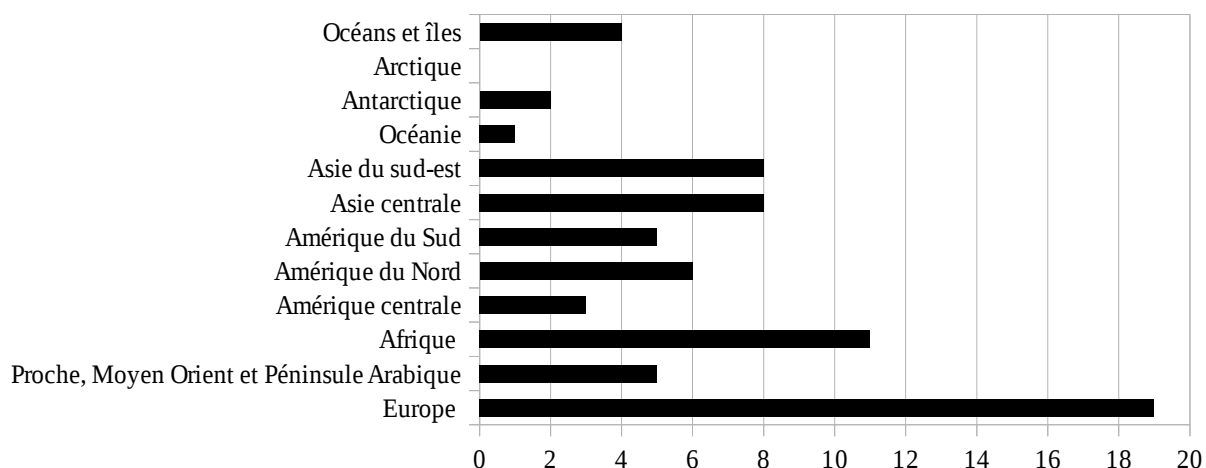
Pourtant, l'analyse précise des contenus des nouvelles tribunes révèle certains espaces de prédilection. Toutes les régions du monde ne sont pas également objet de curiosité. Un premier gradient apparaît dans l'analyse des *Nouvelles Annales* entre l'Europe et le « reste du monde ». Dès les premiers bulletins de la société parisienne, un distinguo est nettement opéré entre l'Europe et les autres continents, qui ne sont explorés et examinés que grâce à « l'esprit de civilisation » (BSGP, 1825 (S1, T4) : 267). Du point de vue français, le « reste du monde » constitue donc quelque chose à élever au niveau européen, par l'acte même d'acquérir des informations géographiques. Du côté prussien s'exprime cette même idée de civilisation, Ritter évoquant « *der Seele der Cultur-Völker* »<sup>163</sup> (BGFE, 1833 (S1, T1) : 3). La géographie est pour lui une activité de culture, qui sépare de fait le continent européen des autres parties du monde. Ritter consacre d'ailleurs un essai au découpage continental du monde en 1826, dans lequel il met clairement en relation la position relative de chaque continent et le niveau de développement et de ressources dont il dispose. Son découpage du monde consiste en un

<sup>162</sup> Traduction : géographie générale

<sup>163</sup> Tradition : l'âme des peuples de culture

gradient, allant du plus (l'Europe) vers le moins (l'Afrique) (Ritter, 1852). Cette organisation préside d'ailleurs à son *Erdkunde*, puisqu'il part du continent le moins civilisé, l'Afrique, pour atteindre le vieux continent (Ritter, 1817-1859). Du côté français comme prussien, le reste du monde est donc pensé, dans une perspective morale et civilisationnelle, comme un négatif de l'Europe, dans une logique de soustraction. Cela donne lieu encore à une prédominance du vieux continent dans les bulletins des sociétés. Un exemple pris au hasard côté français donne à voir cette préférence continentale :

66. Répartition des aires régionales dans un bulletin de la Société de Géographie de Paris (1825)



(Source : BSGP, 1825 (S1, T3))

Au contraire côté britannique domine d'avantage une vision opportuniste : les autres continents ne sont pas à la marge, mais représentent des potentialités, un ajout potentiel, dans une vision tout à fait libérale du monde (voir figure 65). Le reste du monde est l'espace de tous les possibles et de toutes les découvertes futures. Et de fait, les articles britanniques insistent en général largement sur les ressources existantes, comme cet article du premier tome portant sur Panama :

The vegetable productions of the Isthmus are most luxuriant ; and in the vigour and the varieties of its woods its challenges competition, in Mr. Lloyd's opinion, with any other part of the world.<sup>164</sup> (BRGS, 1831 (T1) : 71)

Côté britannique, toutes les parties du monde se valent, à partir du moment où elles soutiennent la compétition et ont quelque chose à offrir. Cela explique aussi pourquoi dans les bulletins britanniques, l'Europe est en bonne place mais ne domine pas autant l'attention qu'en France ou en Prusse (voir figure 65). Au-delà de visions culturelles différentes, la première place européenne s'explique également par la facilité à arpenter désormais ce continent, dans un contexte politique apaisé et grâce à l'amélioration des transports. Attention cependant aux effets de loupe. I. Schröder souligne tout de même dans son ouvrage que « l'Europe » des géographes est assez restreinte : les périphéries nord et

164 Traduction : Les productions végétales de l'Isthme sont des plus luxuriantes ; et en termes de vigueur ou de variétés de bois, d'après l'opinion de Mr Lloyd, elles supportent la compétition avec n'importe quelle autre partie du monde.

sud sont négligées, alors qu'au contraire les confins orientaux sont surreprésentés, de la même manière que les pays d'Europe de l'Ouest, ceux-là mêmes qui écrivent la géographie. Elle explique cela par le fait que « war die geographische Europaforschung kein Testfeld für Neuenentwürfe »<sup>165</sup> (Schröder, 2011 : 241), elle ne possède pas l'attrait de la nouveauté comme l'Afrique. Même si tout le continent n'est pas également objet de curiosité, elle ajoute que l'Europe de l'ouest fait en revanche l'objet d'intérêt en ce qui concerne le domaine politique et les questions de tracés frontaliers, considérablement remaniés après le congrès de Vienne.

Une région du « reste du monde » attire cependant particulièrement l'attention, presque à part égale avec l'Europe et quelque que soit l'aire à partir de laquelle on l'envisage : l'Afrique. En ce qui concerne ce continent, l'attraction est d'un autre ordre : ce sont les mystères de la nature qui attirent les voyageurs. Le continent africain représente en effet au début du XIX<sup>ème</sup> siècle non seulement une des principales zones aveugles du monde, qu'il s'agit de révéler, mais encore le territoire de toutes les énigmes géographiques. L'affaire Caillé-Laing illustre dès 1828 la fièvre qui accompagne le percement des secrets de l'intérieur du continent. L'exemple du bulletin parisien de 1825 montre la place essentielle de cette région du monde dans les débats. Toute information africaine figure dans les bulletins des sociétés de géographie, spécialement pour la parisienne : les discussions sont saturées d'Afrique. Jomard figure parmi l'un des animateurs les plus actifs de cette question. Après sa participation à l'expédition d'Égypte, il s'érige en spécialiste du continent et développe surtout un réseau de correspondances très précieux pour recueillir des données nouvelles. Les consuls français de Tanger ou Damiette lui fournissent de très nombreux rapports, qu'il complète avec les données rapportées par les voyageurs eux-mêmes. Parmi les principales énigmes, la situation précise des sources du Nil et le cours du Niger retiennent particulièrement l'attention : ces deux questions forment le fil rouge des questionnements pour la période 1820-1860. Dans les années 1820, la grande question est celle de la communication entre le Nil et le Niger, ou Nil Noir. Rien que pour le numéro parisien de 1825, cela représente un quart des articles consacrés au continent noir (figure 66). Jomard contribue à son actualisation régulière :

M. Jomard lit l'extrait d'un mémoire sur la probabilité d'une communication entre le Nil des Noirs et le Nil d'Égypte. La question y est examinée sous un jour nouveau ; les observations les plus récentes sur la hauteur des lieux, depuis la source du Dialli-ba jusqu'aux divers points du cours du Nil, y sont rassemblées et discutées. L'auteur avait déjà publié depuis un an plusieurs Notices sur les découvertes récentes des voyageurs anglais dans l'Afrique centrale : ses nouvelles recherches l'ont confirmé dans l'opinion que ni le Dialli-ba ni le lac Tsad (sic) ne s'écoulent dans le Nil Blanc. Son mémoire est accompagné d'un dessin qui met en rapport, d'une manière sensible, la pente du Nil et des rivières de cette partie de l'Afrique avec celle de plusieurs fleuves des deux Mondes. Il examine aussi la question qui s'est élevée, relativement à la température et à la hauteur du lieu où a péri le docteur Oudney, dans son voyage de Kouba, à l'ouest de Bornou. (BSGP, 1825 (S1, T3) : 257)

Jusqu'aux expéditions de Speke, Burton et Livingstone, le Nil demeure une source intarissable

---

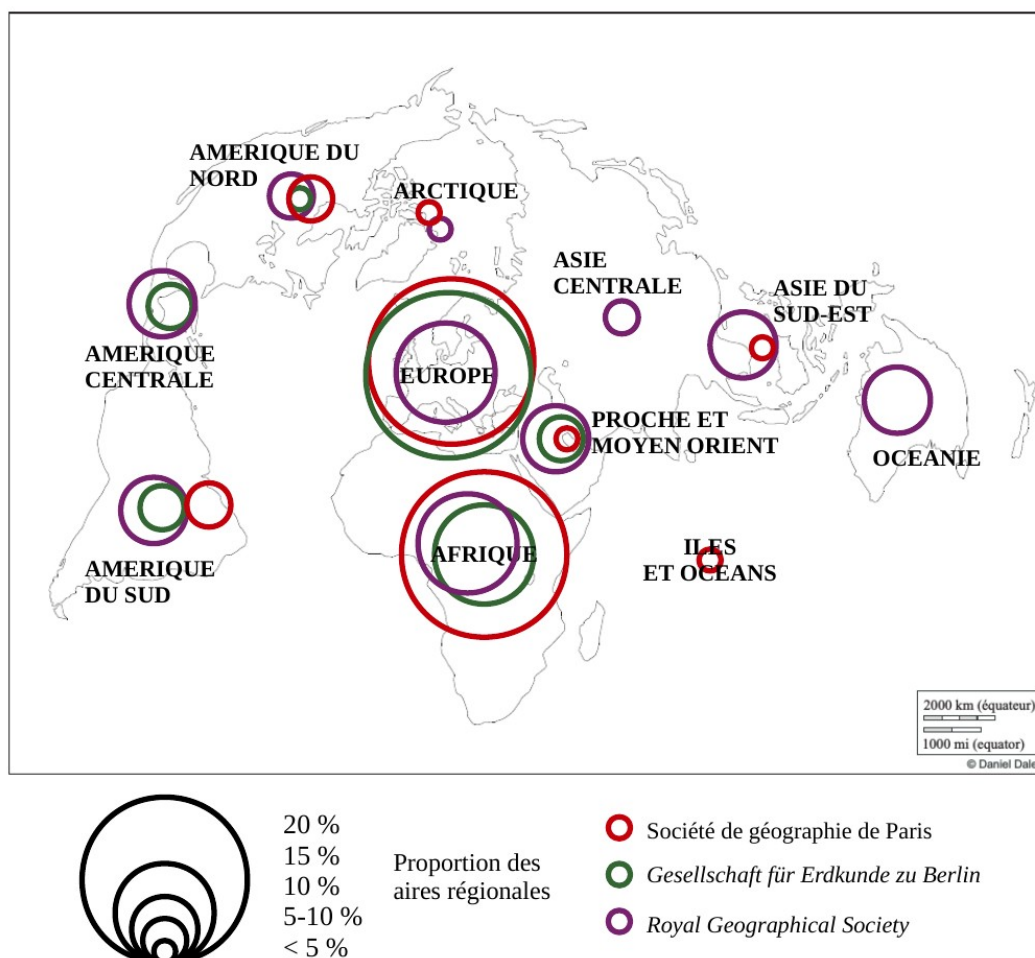
165 Traduction : la recherche géographique sur l'Europe n'était pas un terrain de test des nouvelles conceptions.

d'interrogations pour tous les géographes européens, tous pays confondus.

c) ... modulés par la montée des préoccupations économiques et coloniales

Les analyses des bulletins révèle également la présence d'autres espaces, modulée selon chaque contexte politique. L'incursion des thématiques économiques et coloniales se fait ainsi de plus en plus forte, orientant les géographes vers certaines régions du monde plus que d'autres. La carte ci-dessous permet de faire apparaître les spécificités nationales des curiosités géographiques.

67. Intérêts géographiques des trois sociétés (1820-1840)



(Source : Bulletins des SGP, GFE et RGS)

Du côté britannique, on observe une répartition un peu différente (voir figure 67). Le continent européen est en retrait, ce qui traduit une polarisation déjà importante vers les espaces coloniaux, l'empire alors en expansion. L'Asie du Sud-Est, avec l'Inde et les comptoirs chinois, sont bien représentés, de même que l'Océanie, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, alors que cette région apparaît à peine pour les sociétés berlinoise et parisienne. À partir de 1837, c'est la région du Proche-Orient qui suscite l'intérêt, alors que les Britanniques tentent de prendre pied dans cette partie du monde. Une certaine concordance apparaît donc entre contexte politique et géopolitique et centres d'intérêt des géographes. Du côté français, l'Afrique reste la grande affaire tout au long de cette

période, d'autant plus alors que la conquête de l'Algérie est lancée (voir figures 66 et 67). La concurrence qui s'exerce avec les Britanniques ne manque pas non plus de susciter l'intérêt, ainsi que le prouve l'épisode de Tombouctou en 1828. La décision prise par Louis-Philippe en 1840 d'assurer définitivement une présence coloniale en Algérie accentue ensuite largement cette tendance (voir chapitre 10). Le terrain asiatique est également toujours bien présent. Du côté berlinois enfin, les orientations sont moins dessinées, pour plusieurs raisons. La société dispose tout d'abord de moins de moyens, financiers et matériels, et en outre l'horizon prussien n'est pas encore ouvert au colonialisme. Mais les bulletins de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* mettent à jour des traits communs avec les deux autres espaces : l'attrait pour l'Afrique est partagé, de même que celui pour le Proche et Moyen-Orient. L'Asie est en revanche un peu moins présente, sans doute faute de points d'appui coloniaux. Les géographies du monde dessinées par chacune des sphères diffèrent donc légèrement, suivant les intérêts politiques et coloniaux se développant alors, mais malgré tout, les mêmes espaces font toujours l'objet de l'attention géographique. Et une absence d'intérêts politiques ou économiques ne signifie donc pas nécessairement une absence du champ géographique. L'orientation coloniale ne conditionne donc pas absolument les objets d'étude des géographes, même si elle s'affirme.

À cet enjeu s'associe souvent les enjeux économiques, dont l'importance s'affirme avec le courant libéral qui traverse alors l'Europe. Les géographes se tournent vers de nouveaux objets, de nature économique. Cela explique en grande partie pourquoi les regards se dirigent de plus en plus vers l'Amérique du Sud, continent sur lequel les Britanniques essayent notamment de prendre pied par des entreprises minières, l'Asie bien sûr et le Proche-Orient. De manière collective, on reconnaît progressivement le droit aux questions économiques de citer en tant qu'objets géographiques. C'est le sens du discours du comte de Montalivet, président de la Société de Géographie de Paris en 1834 :

Ainsi, à vos yeux comme aux nôtres, il ne faut pas que la science géographique offre seulement un guide sûr, au voyageur dans ses explorations, et au général d'armée, dans ses opérations stratégiques, mais encore elle doit évaluer, dans l'intérêt du commerce et de la propriété, la mesure de la vitesse et de la pente des eaux dans les bassins de diverses grandeurs, qui forment le relief de notre sol, et déterminer la direction et la nature des divers terrains qui les composent ou les séparent : étude nationale et féconde, où viennent prendre place successivement tous les résultats utiles à l'ouverture des communications, à l'exploitation des mines, à la rapidité du transport, à la réalisation des dessèchemens (sic), et par conséquent à tout ce qui intéresse au plus haut degré la prospérité publique, à tout ce qui est le plus propre à en vivifier les sources. (BSGP, 1834 (S2, T2) : 275)

À travers ces quelques lignes, Montalivet place les savoirs géographiques sur le registre économique, en plus du registre stratégique et exploratoire. Les géographes doivent à ce titre autant servir la connaissance objective du monde que la « prospérité publique », sous-entendue nationale. Et de fait, les expériences des géographes du *corpus* laisse entrevoir une implication, voulue ou subie, plus systématique sur ces questions. En 1829, Alexander von Humboldt doit par exemple servir les intérêts russes en cherchant pour le tsar Nicolas Ier des diamants et de l'or dans le massif de l'Oural (Péaud, 2012, 2014(a)). Pour prendre un autre exemple côté français, lorsque la même année Bory de Saint-



Vincent s'embarque au nom du ministère de la Guerre vers la Morée, la libération du peuple grec ne suffit pas à cacher les intérêts commerciaux de l'expédition (Ferrière, 2009). Et cela sera d'autant plus vrai lorsqu'il participera à l'exploration scientifique de l'Algérie dix ans plus tard (voir gros plan 18). Les enjeux économiques modèlent donc de plus en plus les préoccupations géographiques.

## **2 – Géographie et artefacts**

L'analyse des bulletins des sociétés de géographie fait apparaître une différence de traitement à la fois quantitative et qualitative entre les objets de nature et les objets de culture, en particulier les artefacts. Pendant les décennies 1820 à 1840, ce qui retient avant tout l'attention se situe du côté des objets de nature. Ce sont les énigmes de la nature qui interrogent les géographes, en particulier l'objet montagne et les questions d'hydrographie. En termes quantitatifs, la prédominance des objets de nature est très nette. En termes qualitatifs, ces objets interpellent car on cherche à comprendre l'organisation générale du monde. Sur la question de l'hydrographie africaine, de nombreuses publications paraissent dans ces années. Les réflexions de Jomard sur le cours du Dhioliba (Niger) éclaire la façon par laquelle les géographes appréhendent la question :

Tous les renseignements (sic) qu'on possède jusqu'ici sur le cours du Dhioloba, examinés et discutés avec cette attention rigoureuse que demande l'état actuel de la science géographique, sont loin d'être assez complets, assez bien liés pour donner la solution du problème relatif à l'issue de ce grand fleuve. Non seulement, on ne peut prononcer, selon moi, sur aucune des hypothèses que les géographes ont adoptées et rejetées successivement ; mais encore il est constant qu'il y a discontinuité entre les renseignements ou les informations, et par conséquent, inconsistance entre les déductions qu'on en a tirées. (Jomard, 1829 : 5)

Le lac Tsad ou Tchad serait donc au moins l'une des issues du Dhioliba, de son courant principal : bien des considérations pourraient être offertes à l'appui de cette idée assez probable, qui paraît répondre à bien des conditions, et même rendre compte de tous les faits, et que vient corroborer le témoignage de Hornemann ; mais il ne faut pas entrer dans le champ des conjectures, après avoir attaqué des idées systématiques ; et l'on doit rester dans les limites d'un ton circonspect, jusqu'à ce que les voyageurs aient bien observé tout le pays au Nord de Houssa, Goubir et Kachnah. (*ibid.* : 11-12)

Jomard dépeint un grand puzzle que les géographes s'échinent à assembler et auquel il manque encore de nombreuses pièces. Il avance prudemment (« il ne faut pas entrer dans le champ des conjectures », « ton circonspect »), traduisant la volonté générale de positiver scientifiquement les faits avant de les affirmer et attendant pour ce faire l'arrivée de plus de preuves. En termes de compréhension du monde physique, les savoirs géographiques doivent, autrement dit, faire la démonstration de la preuve et se distinguer par une grande prudence interprétative. Ces deux extraits sont tout à fait représentatifs de l'état d'esprit qui préside à la construction des faits géographiques de nature : il faut procéder par avancée progressive mais fiable. D'où les véritables feuilletons qui se déroulent dans les bulletins des sociétés de géographie concernant telle ou telle énigme.

Au-delà des interrogations portant sur l'organisation du monde physique qui accaparent largement l'attention des géographes et intéressent la majeure partie des productions géographiques,

les questions économiques qui se développent en même temps que le libéralisme s'affermir ouvrent la voie à la considération des nouveautés en matière d'artificialisation du monde. Des thèmes tels que l'accélération de la circulation des marchandises, l'amélioration des moyens de transport et l'aménagement de nouvelles infrastructures sont autant de thèmes font leur apparition pendant cette période. Les artefacts deviennent des objets géographiques, en tant qu'ils sont facteurs de transformation de la géographie du globe. Les transports possèdent à ce titre une force d'attraction importance. Dans ce thème général, un élément retient tout spécialement l'attention des géographes, le projet d'une liaison interocéanique entre l'Atlantique et le Pacifique en Amérique centrale. Cette question passionne aussi bien en France, en Prusse qu'en Grande-Bretagne. Côté prussien, Humboldt se passionne très tôt pour cette même liaison, dès les années passées en Amérique.

68. Carte des liaisons entre Atlantique et Pacifique, *Atlas de Mexico* (Humboldt, 1811)



À partir de son retour en Europe en 1804, il produit quelques cartes sur cette question et quelques textes, visant à comparer les meilleurs tracés possibles. Dans l'*Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*, Humboldt décline neuf points qu'il s'agirait de considérer pour trouver le tracé le plus adapté, d'après lui l'isthme de Tehuantepec (au Mexique dans l'État d'Oaxaca) :

L'isthme de Tehuantepec, au sud-est du port de la Veracruz, est le point de la NE dans lequel le continent présente le moins de largeur. On y compte depuis l'océan Atlantique jusqu'à la mer du Sud, 45 lieues de distance. Les sources rapprochées des rivières de Coatzacoalcos et

de Chimalapa paraissent favoriser le projet d'un canal de navigation intérieure (...). Lorsque nous donnerons des renseignements sur l'intendance d'Oaxaca, nous reviendrons sur cet objet important pour toute l'Europe civilisée. Nous nous bornons à considérer ici le problème de la communication entre les deux mers dans toute la généralité dont il est susceptible. Nous présenterons dans un même tableau neuf points, dont plusieurs ne sont pas assez connus en Europe, et qui offrent tous une possibilité plus ou moins grande, soit de canaux, soit de communications intérieures par des rivières. Dans un moment où le Nouveau Continent, profitant des malheurs de l'Europe et de ses dissensions perpétuelles, fait des progrès étonnants vers la civilisation ; à une époque où le commerce avec la Chine et celui de la côte nord-ouest de l'Amérique deviennent d'année en année, plus importants, l'objet que nous traitons ici sommairement offre le plus grand intérêt pour la balance du commerce et pour la prépondérance politique des nations. (Humboldt, 1997 : 50)

Cette liaison transocéanique fait l'objet d'intenses discussions tout au long du premier XIX<sup>ème</sup> siècle et ne s'arrête pas avec Humboldt. Dès 1831, dans son premier bulletin, la *Royal Geographical Society* se penche sur la question (BRGS, 1831 (T1)) et, en 1834, le bulletin de la Société de Géographie de Paris retranscrit le mémoire de Juste Parades, qui, rebondissant sur un projet de liaison par chemin de fer entre les deux océans, donne la mesure de l'intérêt porté à ce projet :

De tous les projets que ce siècle de progrès a fait éclore, il n'en est aucun qui soit d'une importance plus grande que celui qui a pour objet d'ouvrir une communication entre l'Océan Atlantique et la mer Pacifique au travers de l'isthme de Panama. On a beaucoup parlé de cette conception depuis la découverte de l'Amérique, comme propre à faciliter les relations commerciales du monde entier ; mais pendant la longue domination de l'Espagne, il a été impossible d'en obtenir la mise à exécution, et il a fallu abandonner ce projet jusqu'à une époque plus propice.

Depuis que les colonies espagnoles ont secoué le joug, cette question a repris une existence nouvelle.

Elle a fixé l'attention des gouvernemens (sic) et des particuliers : tous les hommes entreprenans (sic) de l'Amérique comme de l'Europe, voient dans son exécution le moment désiré qui opérera par les intérêts du commerce le rapprochement matériel et intellectuel des individus des différens (sic) points de la terre, géographiquement trop éloignés les uns des autres, pour avoir entre eux des relations fréquentes. (BSGP, 1834 (S2, T2) : 189)

Si ce projet fascine tellement (« il n'en est aucun qui soit d'une importance plus grande »), ce n'est pas seulement par les possibilités qu'il ouvre en matière commerciale, certes exceptionnelles, mais parce qu'il représenterait un des premiers changements majeurs opérés par les hommes sur la géographie du monde. Relier les deux océans au niveau de l'isthme de Panama ne réveille pas seulement les appétits financiers, cela vivifie l'idée d'un monde à la géométrie transformable selon les besoins des sociétés humaines. On touche là au domaine de l'imaginaire, de l'utopie, dont il ne faudrait pas négliger la capacité à mouvoir les partisans de la nouvelle discipline. Grâce aux progrès techniques, la géographie du monde suscite rêves et ambitions démiurgiques.

Le caractère inédit du projet de Panama alimente par exemple pour plusieurs décennies les rêveries géographiques d'un Humboldt et d'un Ritter. Ils échangent en effet nombre de lettres (Humboldt, Ritter : 2010) et de discussions à la *Gesellschaft für Erdkunde* ou à l'Académie des Sciences de Berlin (Päßler, 2010) sur le thème de la perfectibilité de l'espace terrestre (*ibid.*). Car c'est

bien de cela dont il s'agit. Pour eux, le monde doit être équilibré en termes physiques, culturels et économiques et de ce point de vue, la percée d'un canal transocéanique apparaît comme la suppression d'un obstacle à cet équilibre et une condition pour y parvenir. Humboldt écrit en ce sens dès son retour d'Amérique :

La fortune publique, qui est le patrimoine commun de la civilisation, se trouve différemment répartie entre les peuples des deux mondes ; mais peu à peu l'équilibre se rétablit (...).  
(Humboldt, 1814 : NP)

Quant à Ritter, il développe en particulier cette idée dans une intervention à l'Académie en 1850, *Über räumliche Anordnungen auf der Außenseite des Erdballs und ihre Functionen im Entwicklungsgange der Geschichten* (Ritter, 1852) : la nature et l'histoire ensemble contribue à façonner l'espace terrestre. Ritter l'explicite à propos de l'isthme centre-américain : la modification de l'ordre naturel peut être regardé comme nécessaire et utile, « wenn die Kultur sich in Harmonie mit der Natur zu setzen versteht »<sup>166</sup> (*ibid.* : 229). Cette idée de perfectionnement de l'espace terrestre et des territoires des sociétés humaines puise sa source dans l'intime conviction qu'ont les géographes prussiens dans le progrès de l'humanité. Nourris des préceptes kantien, que l'on retrouve moins explicitement du côté français ou même britannique, Humboldt et Ritter développent dans leurs rêveries sur Panama des rêves de grandeur pour le genre humain. Car leur perspective est loin d'être uniquement commerciale, comme on le constate davantage dans les deux autres sphères : les artefacts et les progrès techniques offrent dans leur esprit la possibilité d'atteindre à l'harmonie de la nature. Il est d'ailleurs remarquable de noter que ces deux géographes avancent la même idée, alors que Ritter est mû par un aspect théologique (et téléologique) évident, quand Humboldt est loin de ses préoccupations. Mais la vision proposée par Humboldt et Ritter porte en elle une empreinte européenne : l'harmonisation du monde doit se faire selon le modèle occidental. L'exemple de l'isthme de Panama fait à mon sens un lien exemplaire entre la volonté de tendre vers l'actualisation universelle des informations géographiques, sans distinction d'intérêts, et la tentation pourtant grandissante des intérêts particuliers, commerciaux et civilisationnels dans le cas présent, car ils n'en demeurent pas moins envisagés d'un point de vue européen.

Pour terminer sur ce sujet, il est remarquable de noter que le traitement de l'artefact « canal transocéanique » diffère grandement de celui accordé aux objets de nature. Les discours géographiques ne sont pas dans le registre de l'interrogation, mais dans celui de l'admiration et de la fascination, ne laissant ainsi que peu de place à la critique et à l'analyse scientifique. Est-ce parce qu'ils sont contemporains des transformations opérées par l'homme ? En tout cas, ces sujets semblent leur poser moins de problème que ceux relevant de l'ordre de la nature. Le protocole de la démonstration scientifique se perd au profit d'un éloge sans fin des progrès permis par la technique. Même quand cela est soutenu par une vision humaniste, celle de Ritter et Humboldt par exemple, le regard n'en demeure

---

166 Traduction : si la culture se comprend dans une situation d'harmonie avec la nature

pas moins béat et oublie la rigueur scientifique dans l'exposition des faits. Les géographes, passant de l'analyse à la prospective, à l'anticipation des avancées permises, en oublient la distance scientifique de rigueur, qu'ils plaident pourtant par ailleurs

### **3 – La « nation », objet géographique**

Les enjeux coloniaux et commerciaux, liés à l'artificialisation du monde et au développement des artefacts, interrogent en outre la part faite aux objets proprement politiques par les géographes. Ceux-ci s'invitent de plus en plus dans les discussions et certains géographes se trouvent même engagés, volontairement ou non, dans une activité politique.

#### *a) La question européenne et méditerranéenne passionne*

Alors que le congrès de Vienne consacre une nouvelle organisation politique de l'Europe, les géographes ne sont pas en reste pour questionner la situation du vieux continent. Une différence assez nette d'analyse apparaît entre l'Europe, entendue au sens large et comprenant une partie du bassin méditerranéen, et le reste du monde : alors que l'Afrique, l'Asie et l'Amérique sont convoqués pour satisfaire à la curiosité géographique universelle, partiellement orientée par des intérêts économiques et/ou coloniaux mais centrée sur l'actualisation de la connaissance du monde, l'Europe, dont la géographie est déjà connue, intéresse autrement. Les géographes se penchent en effet sur la création des États-nations et sur la question plus générale de la réalisation nationale.

La convocation d'objets politiques passe par deux types de préoccupations. D'une manière générale, les savoirs géographiques intègrent de plus en plus les avancées des relevés topographiques réalisés nation par nation et s'intéressent aux résultats scientifiques obtenus par l'action militaire. Cette thématique est très présente dans les bulletins des sociétés de géographie ou dans la correspondance qu'entretiennent Ritter et Humboldt par exemple, qui évoque souvent les actions du *Generalstab*, l'état-major. Les entreprises cartographiques sont ainsi au centre des discussions sur l'espace national. Dans sa revue *Annalen der Erd-, Völker- und Staatenkunde*, Berghaus consacre une rubrique entière aux questions géodésiques, dans laquelle de nombreux articles font écho aux différents nivellements réalisés dans le monde mais aussi au sein de la sphère allemande. En 1836, il donne par exemple les résultats d'une série de nivellements barométriques en Thuringe, une autre fois c'est la Prusse qui est concernée (Berghaus, 1830-1843). Au croisement entre curiosité universelle, où les connaissances s'affinent et se renouvellent avec l'amélioration des instruments, et recentrement sur l'espace national, ces opérations possèdent le même statut que les *surveys* réalisés dans l'empire britannique (Edney, 1997). Elles ne diffèrent que par l'échelon de travail, qui est alors national, et qui tend à prendre une place essentielle : la proportion d'articles consacrés au continent européen en légère mais constante augmentation en témoigne. Du côté britannique, l'intérêt pour ces opérations est aussi grand, puisque l'empire apparaît comme une prolongation de l'espace national. Les différents *surveys* excitent la curiosité de la *Royal Geographical Society*, qui leur consacre un certain nombre d'articles, comme

celui de Jervis un capitaine de l'armée britannique et ingénieur en 1837 :

A summary and popular account of the origin, progress, and actual state of the surveys carrying on under the auspices of the Honourable East India Company, has doubtless been considered a desideratum by many who are interested in geographical discovery, more especially as the results have recently been brought before the public, and have naturally suggested some inquiries as to the methods pursued, and the degree of confidence to be placed in what has been thus submitted to its criticism.<sup>167</sup> (BRGS, 1837 (T7) : 127)

Les questions de méthode et d'instrumentation du monde rejoignent ainsi la préoccupation d'une continuité de la connaissance du territoire nationale, voire impérial (Headrick, 1981).

Un autre intérêt s'articule à cette préoccupation. Les géographes développent en effet de plus en plus dans leurs travaux des interrogations sur les formes du pouvoir, et en particulier sur la réalisation nationale. Deux exemples situés du côté français me semblent révélateurs de cet intérêt : le tableau européen produit par Malte-Brun au début des années 1820 et la passion de Jomard pour le développement égyptien. Malte-Brun publie en 1821 un *Tableau politique de l'Europe au commencement de l'an 1821*, paru initialement dans les *Nouvelles Annales des Voyages* et qui fait écho à un premier texte de 1820. Ce texte étonne d'abord par la virulence du ton et des convictions défendues. Malte-Brun, pourtant royaliste, y prend en effet fait et cause pour les mouvements révolutionnaires qui s'éveillent dans l'Europe entière : il dénonce les exactions commises par le code des Cortès en Espagne, s'enthousiasme pour la révolution avortée à Naples, et soulève même la question de l'indépendance belge. Au-delà du récit de ces différents épisodes, les analyses proposées s'articulent toutes autour de la question de la nation, qui revient sans cesse. À propos par exemple de la situation napolitaine, Malte-Brun écrit :

Rien n'annonçait, rien ne motivait à Naples une révolution violente, puisque tout y marchait vers une régénération paisible sous les auspices de l'autorité légitime.

Mais un foyer commun brûlait sous toute l'Italie, et ceux qui en dirigeaient l'activité choisirent Naples pour théâtre de la première explosion. Ce foyer était celui de l'esprit italien, suscité par le spectacle des grands événemens (sic) du dernier quart de siècle et exalté par les efforts d'une franc-maçonnerie politique, la société des *carbonari*. « Pourquoi ne sommes-nous pas une nation ? » (...)

Nous n'avons pas dissimulé, dans notre précédent Tableau, que nous regardons comme juste et légitime ce vœu de l'Italie. (Malte-Brun, 1821 : 28-29)

Même si les modalités de mise en place d'un cadre politique italien tel que suggéré par les Carbonari ne satisfont pas Malte-Brun, qui demande le maintien des autorités légitimes déjà en place, la reconnaissance de la légitimité du vœu national interpelle. La nation, l'État-nation, s'est en effet imposée comme cadre de pensée de l'organisation politique européenne, et comme objet d'intérêt scientifique. Bien plus, la nation apparaît comme un idéal vers lequel tendre, comme le prouvent les

---

167 Traduction : Un récit résumé et populaire de l'origine, du progrès et de l'état actuel des *surveys* entrepris sous les auspices de l'honorable *East India Company* a indubitablement été considéré comme un desiderata par tous ceux qui trouvent intérêt dans les découvertes géographiques ; d'autant plus que les résultats ont récemment été présentés au public et ont naturellement soulevé quelques questions sur les méthodes utilisées et le degré de confiance que l'on peut accorder à ce qui est ici soumis à la critique.

commentaires donnés sur la situation napolitaine. Pour Malte-Brun, la nation ne doit cependant pas se construire sur les vœux populaires, mais affermir les autorités royales et se bâtir sur elles :

(...) le seul moyen qui reste pour sauver l'ordre social et moral de l'Europe, l'établissement complet et franc de la monarchie constitutionnelle composée de la royauté, de l'aristocratie et de la démocratie légitime. (*ibid.* : 167)

L'horizon national à la mode européenne constitue un modèle pour nombre de géographes, à l'instar de Jomard, qui donne une lecture de l'Égypte de Méhémet Ali tournée vers le vieux continent. Depuis son retour de l'expédition d'Égypte, Jomard consacre une bonne part de son énergie à suivre l'actualité égyptienne et à se battre pour voir le pays se développer. Il organise par exemple la venue de jeunes Égyptiens en France, afin qu'ils se forment dans les plus grandes écoles. Régulièrement, il donne des nouvelles du pays dans le cadre des sessions de la société de géographie, informant des progrès et des difficultés auxquels l'Égypte doit faire face. Son discours se réfère constamment à l'Europe, qui fonctionne comme un idéal à atteindre et à étendre à ses pourtours méditerranéens. Jomard ne se leurre pourtant pas sur la situation du pays, comme il l'écrit dans son *Coup d'œil sur l'Égypte* (1836) :

Personne n'ignore que l'ancien gouvernement de l'Égypte était le plus despotique et le plus violent qui existât, sans avoir les avantages de l'unité. (Jomard, 1836 : 19)

Il est regrettable d'avoir à placer des ombres à ce tableau du progrès de l'Égypte, mais c'est un devoir de signaler avec impartialité le mal à côté du bien. (*ibid.* : 51)

Malgré ses réserves, il s'enthousiasme pour tous les progrès qui ont été faits depuis que les Anglais ont été repoussés, en 1807. Ces progrès entraînent l'Égypte vers un développement économique, culturel et politique, qui peu à peu la font ressembler aux modèles européens – et français :

Si l'Égypte manque encore des institutions qui caractérisent la civilisation européenne, elle n'est pourtant pas entièrement dépourvue de ces assemblées où sont accueillies les plaintes des sujets (...) (*ibid.* : 22)

L'Europe, vue comme la civilisation dominante et à reproduire, constitue donc toujours un point de comparaison. Et le cadre national s'impose comme un idéal à atteindre. À travers ces deux exemples, il semble que la nation ait infusé le cadre de pensée à la fois politique et scientifique des géographes, qui en font à la fois un objet et une idéalité à développer et à reproduire.

Du côté britannique, l'idée de nation voyage aussi dans le reste du monde. La géographie politique des colonies importent aussi, dans la mesure où il s'agit d'assurer la prolongation et la continuité du royaume britannique par-delà les mers. L'idée de nation se transmet à la fois au niveau de l'empire, dont il faut assurer la cohérence, mais également au niveau de chaque colonie. Dans un article de 1838 du bulletin de la *Royal Geographical Society*, le capitaine Vecth se penche sur le cas de l'Australie. Il insiste en introduction sur l'importance de créer des liens qui structurent le territoire :

The extent and boundaries of empires, states, and provinces, and the still lower political divisions of the earth's surface, have but too generally arisen out of accidental circumstances, mere caprice, or have been determined by impure and interested motives ; so that the want of wise design and systematic arrangement in this departement of politics is as manifest as it is unfortunate : for if we consider these divisions and subdivisions of States to be the organs and channels of government and link of social institutions, their defects cannot but prove highly detrimental to the true and complete administration of the laws, the peace and prosperity of the people.<sup>168</sup> (BRGS, 1838 (T8) : 157)

Faire cohésion territoriale lui semble donc indispensable, du plus haut au plus petit niveau de l'empire. Les solutions proposées passent en partie par une révision du découpage des divisions administratives et surtout de leur nomenclature. Vetch propose de trouver un équilibre subtil entre les *native names* qui désignent déjà certains lieux et les nouveaux noms importés par les colons, dans le but d'apporter une certaine cohérence propre à structurer le territoire australien (*ibid.* : 163). Tout comme les nations réfléchissent à l'articulation et à l'équilibre entre les différents peuples qui les composent, l'empire pose aussi cette question. L'idée de nation infuse donc la vision des organisations politiques que les géographes prennent à leur compte.

#### b) Les géographes politiques ?

Certains vont même plus loin, puisqu'ils passent, ponctuellement ou non, du côté du politique lui-même en s'en faisant les agents. Le sujet politique passionne les géographes, mais tous ne s'impliquent pas pour autant de la même manière : la plupart se tiennent à une distance mesurée et refusent une participation active et parmi ceux qui revendiquent un rôle politique, les positions sont variées. Un gradient d'activité s'observe nettement.

#### 69. Gradient d'activité politique des géographes du *corpus*

Aucune activité	Activité mesurée	Activité revendiquée
Buache de la Neuville Mentelle	Humboldt Jomard Ritter	Malte-Brun

Du côté des plus actifs, Malte-Brun. Grâce à sa présence dans de nombreux périodiques, le *Journal des débats littéraires et politiques*, le *Journal de l'Empire* ou encore la *Quotidienne*, il a plusieurs tribunes à disposition, grâce auxquelles il communique ses opinions et s'inscrit directement dans le champ politique. Pour Malte-Brun, son activité scientifique ne le contraint nullement à un devoir de réserve ou de distanciation. Au contraire, il met sa double renommée d'éditorialiste et de

168 Traduction : L'étendue et les frontières de l'empire, des États, des provinces, et de toutes les divisions politiques inférieures à la surface de la terre, ont été trop généralement déterminées par des circonstances accidentelles, voire des caprices, ou par des motivations intéressées et impures ; de telle sorte que le vœu d'une organisation sage et d'un arrangement systématique dans ce département de la politique est aussi manifeste qu'infortuné : car si on considère que ces divisions et subdivisions des États sont les organes et les canaux du gouvernements le lien des institutions sociales, leurs imperfections ne peuvent se révéler que grandement nuisible à la vraie et complète administration des lois, la paix et la prospérité du peuple.



géographe pour exprimer ses avis (Godlewska, 1991). Ce qui lui permet notamment dans son *Tableau de l'Europe* de prendre clairement position pour un renouveau moral de la France :

Au moment où nous écrivons, nous avons les plus fortes raisons pour croire que le gouvernement français est occupé de réaliser cette réorganisation, la seule possible, la seule légitime. Nous avons pour garantie de cette assertion le langage des journaux officiels et la liberté avec laquelle, dans une feuille politique censurée [*Journal des Débats*], nous avons pu nous-mêmes développé toutes ces idées. » (Malte-Brun, 1821 : 111)

Il développe à cette occasion longuement la nécessité de rétablir un cadre moral et religieux en France, dont l'absence est source selon lui de tous les maux dont souffre le pays. Malte-Brun se pose clairement en acteur politique, possédant une force de soumission et surtout de moyens de communication nombreux.

L'insertion aussi nette dans le champ du politique n'est pourtant pas le fait dominant de la période, et la posture de Malte-Brun représente une exception. L'expérience d'Alexander von Humboldt montre aussi en quoi la participation aux activités politiques peut être beaucoup plus nuancée. Comme je l'ai montré dans les chapitres précédents, Humboldt possède une conscience politique, ainsi que sociale et culturelle, lorsqu'il parcourt l'Amérique ou l'Asie. Il ne fait pas disparaître les noms indigènes au Mexique (Humboldt, 1997), s'intéresse de près à la question de l'esclavage à Cuba (Humboldt, 1989) contre lequel il rédige un véritable plaidoyer, ou encore fait part au tsar Nicolas I<sup>er</sup> de la situation des prisonniers Polonais alors qu'il traverse l'empire russe :

Parmi les dons généreux dont Votre Majesté Impériale a daigné me combler, il n'y en a pas de plus noble et de plus digne d'un Monarque puissant, que le devoir de la franchise que plus d'une fois Elle m'a imposé.

Des expressions coupables ayant une tendance politique ont fait exiler, il y a 5 à 6 ans, trois jeunes gens de famille noble, élèves de la seconde classe du Gymnase de Kroze (du Gouvernement de Wilna) comme simples soldats, au Krepost d'Orsk : Jean Witkiewicz, âgé alors de 14 ans; à Werchne Uralsk : Aloisius Pässleck, âgé alors de 17 ans; au Krepost de Troitzk, Victor Iwaschkewiez, âgé alors de 13 ans.

Ayant été chargés de fer pendant le cours d'un long et pénible voyage ayant servi dans de petits Kreposts de la ligne comme simples soldats pendant plus de 5 ans à la plus grande satisfaction de leurs supérieurs, repentans (sic) des fautes et des imprudences du Gymnase, ces pauvres jeunes gens sont dignes de l'auguste clémence de Votre Majesté Impériale. Je me prosterne aux piés (sic) du Monarque pour solliciter leur pardon et leur liberté entière, mais si par de graves motifs Vous ne pouvez, Sire, m'accorder ce bonheur (en voyageur des forêts de l'Orénoque et de l'Altai je me livre hélas! à un espoir instinctif!) j'implore la grâce : que les droits civils de noblesse soient rendus à ces jeunes gens; que Jean Witkiewicz (d'Orsk) qui est plein de talent et qui sait le Kirguise-tatare et le Persan, puisse être employé à la Commission des limites à Orenbourg, et que Aloisius Pässleck et Victor Iwaschkewiez puissent être proposés à Votre Majesté Impériale et promus aux grades de Bas-Officiers et d'Officiers. (Humboldt, 2009 : 233)

Toutes ces actions prouvent que Humboldt dispose d'une sensibilité aiguisée, généralement cantonnée au champ scientifique mais qui trouve des voies ponctuelles d'expression politique. Car généralement, Humboldt répugne à intervenir de quelque manière que ce soit dans la conduite des affaires de son

pays – s'il intervient en Russie et sur l'enjeu de l'esclavage en Amérique, c'est peut-être d'ailleurs en vertu de la distance qu'il possède avec ces espaces. Pourtant, il est constamment sollicité par son monarque depuis son retour en Europe en 1804. De la participation au congrès de Vérone en 1805 au poste de chambellan obtenu en 1826 à son retour à Berlin, en passant par un poste proposé, mais refusé, de directeur de musée, il ne peut échapper à intervenir, en dépit de son aversion pour les affaires de pouvoir. Il l'exprime clairement à son frère en 1829, alors que celui-ci lui suggère de prendre le poste de directeur du *Neues Museum* :

J'aurais abandonné ma position de Paris, je serais rentré dans ma Patrie, pour devenir directeur d'une Galerie de tableaux, pour accepter une place de M. de Forbin, pour m'occuper de choses diamétralement opposées à tout ce qui m'a donné quelque réputation dans le monde. Cela serait trop humiliant et je refuserais net, même si l'on m'avait déjà nommé sans me consulter. (...) Je refuserai non seulement la place de directeur, mais encore toute direction, présidence permanente d'une commission qui dirigerait. Je serai aux ordres du Roi, pour tout ce qui est transitoire comme tu l'es aujourd'hui, je serai même heureux de te débarrasser de ce qui pourrait peser sur toi (...). D'ailleurs à mon départ, j'ai exposé clairement et prudemment à Albr. Witzl. et Wittg., comment d'aucune manière, je voulais appartenir à un établissement, auquel je pourrai être utile, comme je l'ai été jusqu'ici, en travaillant dans la Chancellerie du Roi. Je répéterai ces assertions dans les lettres que j'écirai d'ici et je te conjure, mon cher frère, de faire partout cette déclaration en mon nom. Je sais, que tu l'as déjà fait, et je t'en remercie infiniment. (*ibid.* : 144-145)

Pour autant, et en dépit de ses protestations, l'insertion politique de Humboldt ne s'arrête pas là : elle culmine entre 1835 et 1847, alors que lui est confiée une mission diplomatique. Les rois de Prusse Frédéric-Guillaume III et IV l'enjoignent en effet de mettre à profit ses séjours parisiens pour fournir des rapports sur la situation politique française (Théodoridès, 1972, 1988). Même si Humboldt essaye toujours au fil de ses rapports de se détacher de son rôle, se piquant de petites remarques soulignant son incompétence en la matière,

J'aime à me flatter de l'espoir que Votre Majesté, comme en d'autres tems (sic), daignera parcourir avec indulgence ce Rapport incohérent. Ce n'est pas sur les bords de l'Orénoque qu'on apprend à écrire une dépêche. (Théodoridès, 1972 : 71),

il n'en reste pas moins happé pendant douze ans par cette fonction de diplomate (Péaud, 2014(b)). Le champ politique monopolise alors son temps et sa disponibilité et constitue donc un frein à son activité scientifique.

Au-delà de la contrainte matérielle et physique que cela génère, cette intrication des géographes dans la sphère du politique, qu'elle soit active, revendiquée ou subie, pose la question de l'autonomie ou de l'hétéronomie épistémologique de leurs pratiques scientifiques. Alors qu'ils réfléchissent aux cadres disciplinaires devant désormais structurer la géographie, l'enjeu du positionnement par rapport au politique et des liens entre projet scientifique et contexte idéologique apparaît comme essentiel à interroger.

## C) Trouver le ton juste de la nouvelle langue géographique

Identifier des périmètres d'objets et des fondements à l'écriture de la nouvelle langue géographique sont deux enjeux majeurs, que rejoint un troisième : celui de la tonalité à adopter, qui définit aussi, de la même manière que les concepts, un style de pensée (Fleck, 2008). Ce style implique d'interroger à la fois les modalités linguistiques et stylistiques de la mise en récit scientifique du monde. Comment passer d'un récit littéraire à un récit scientifique ? Ou pour le dire avec J. Rancière, quel « contrat scientifique » offre l'écriture des savoirs géographiques (Rancière, 1992) ? Cette question pose celle des arbitrages faits en matière de scientificité : quelle tonalité adopter pour écrire géographiquement ? Dans quelle langue écrire ? C'est-à-dire, quelles caractéristiques font la langue géographique ?

### 1 – Le contrat géographique

Dans son ouvrage *Les mots de l'Histoire* (1992), J. Rancière rappelle que le XIX<sup>ème</sup> siècle constitue pour les sciences humaines et sociales le moment où elles affirment leur scientificité. Cela passe la création d'un nouveau type de discours, plus objectif, mais qui ne signifie pas pour autant le renoncement à recourir à d'autres modes de discours :

Sans doute concerne-t-elle tout particulièrement ces sciences dites humaines ou sociales qui, depuis deux siècles, tentent avec des fortunes diverses de gagner leur place dans le concert des vraies sciences, d'écarter le soupçon interminable d'appartenir aux œuvres de la littérature ou de la politique. Mais elle ne se propose pas de confirmer ce soupçon, de rappeler l'histoire ou la sociologie, de leurs ambitions scientifiques à leurs procédés littéraires et à leurs présupposés politiques. Elle prend plutôt acte du caractère constitutif de cette triple articulation. Les sciences humaines et sociales sont filles de l'âge de la science : l'âge d'un certain nombre de révolutions décisives dans les sciences fondamentales mais aussi l'âge de la croyance scientifique, l'âge qui conçoit la rationalité de toute activité selon une certaine idée de la rationalité scientifique qui n'a pas de lien nécessaire avec les révolutions en question. Mais, on l'oublie trop aisément, l'âge de la science est aussi celui de la littérature, celui où celle-ci se nomme comme telle et sépare la rigueur de son acte propre des simples enchantements de la fiction comme des règles de la division des genres poétiques et des procédés convenus des belles lettres. Il est enfin, on le « sait » davantage, l'âge de la démocratie, l'âge où celle-ci, aux yeux mêmes de ceux qui la combattent ou la redoutent, apparaît comme le destin social de la politique moderne, l'âge des larges masses et des grandes régularités qui se prêtent aux calculs de la sciences, mais aussi d'un désordre et d'un arbitraire nouveaux qui en perturbent les rigueurs objectives. (*ibid.* : 21)

L'objectif de la poétique du savoir consiste précisément à comprendre comment s'articulent les différentes influences que J. Rancière évoque : l'injonction à la scientificité, l'héritage littéraire et les bouleversements sociaux.

Je l'ai déjà souligné à l'occasion d'un paragraphe précédent, l'exigence qui sous-tend l'écriture des savoirs géographiques, en particulier en ce qui concerne les objets de nature, consiste avant tout à faire œuvre scientifique. En ce sens, l'argumentaire relève de la démonstration, de la preuve et aussi de la prudence. La progression se fait pas à pas, avec l'infirmité ou la confirmation d'hypothèses

successives. De ce point de vue, le discours géographique se veut objectivant et positiviste dans la mesure où il se base sur la connaissances des faits pour expliquer les phénomènes. Quelques exemples de formulation éclairent cette tonalité d'écriture :

1° Ritter : Die Methode, nach welcher dieser specielle Theil beobachtender Naturwissenschaft angeordnet wurde, ist diejenige, welche sehr bezeichnend die reducirende, als die *objective*, genannt worden ist, die den Haupttypus der Bildungen der Natur hervorzuheben und dadurch ein natürliches System zu begründen sucht, indem sie den Verhältnissen nachspürt, die im Wesen der Natur selbst gegründet sind. (*Einleitung zu dem Versuche einer allgemeinen vergleichenden Erdkunde* (1818), in Ritter, 1852 : 23) (je souligne)  
Die *Grundregel*, welche dem Ganzen seine Wahrheit sichern soll, ist die : von Beobachtung zu Beobachtung, nicht non Meinung oder Hypothese zu Beobachtung fortzuschreiten.<sup>169</sup> (*ibid.* : 27) (je souligne)

2° Jomard : Puisque nous ignorons presque tout encore sur les courans (sic) qui coulent vers le centre de l'Afrique septentrionale, nous devons partir du Nil inférieur, où la science a pénétré avec ses instruments. De là nous remonterons de *proche en proche* jusqu'au point où nous pourrons parvenir. (Jomard, 1825 : 5) (je souligne)  
Il ne paraît donc pas exister à l'occident et à cette distance du royaume du Bornou, de montagnes élevées comparables à celles de l'Atlas, ni même de hauteurs dignes d'être mentionnées ; et par conséquent, il ne peut en sortir de rivières dont le niveau soit assez élevé pour qu'elles s'écoulent dans le Nil. (*ibid.* : 19)

3° Jackson : Moreover, in order that nothing may be omitted which can be supposed to exercise any influence, the topographical structure of the bassin, and particularly the aspect, height, position, and nature of the hills in the immediate vicinity of the lake, if there by any ; or, otherwise, their absence must be carefully noted. / It were needless to add, that the more numerous the observations the better ; and the more that may be made simultaneously, the more satisfactory will be the result.<sup>170</sup> (BRGS, 1833 (T3) : 274)

70. Tableau d'observation assurant un discours scientifique

Observations of the Seiches of Lake _____					
made by _____			Date _____		
Time of Day.		STATION A.	STATION B.	&c.	Remarks.
Hour.	Min.				
9	0	R. or F.* 0 0 0	R. or F. 0 0 0		
	10				
	20				
	&c.				

(Jackson in BRGS, 1833 (T3) : 274)

169 Traduction : La méthode, d'après laquelle cette partie spéciale des sciences naturelles de l'observation sera organisée, est celle qui de manière très parlante est appelée la réductrice, dans le sens d'objective, celle qui cherche à faire ressortir les principaux types d'organisation de la nature et, de cette façon, à construire un système de la nature, dans lequel elle montre les traces des relations qui construisent l'essence de la nature. / La règle essentielle, laquelle doit assurer sa vérité au tout, est celle-ci : avancer de l'observation à l'observation, pas de l'idée ou de l'hypothèse à l'observation.

170 Traduction : De plus, dans le but que rien ne soit omis qui puisse exercer une quelconque influence, la structure topographique du bassin, et en particulier l'aspect, la hauteur, la position et la nature des collines dans les environs immédiats du lac, s'il y en a ; ou, sinon, leur absence devra être consciencieusement notée. / Il serait inutile d'ajouter que le plus d'observations il y a en nombre, le mieux cela est ; et le plus qui peuvent être faites simultanément et le plus satisfaisant sera le résultat.

Ces trois séries de citations font ressortir quelques grands principes de scientificisation de l'activité et, partant, du discours géographique. Tout d'abord, les trois géographes appellent à une objectivation des démarches et de l'argumentaire géographique (« als die objective » (dans le sens d'objective)) ; tout en nuancant cet objectif exigent par la notation du caractère contingent et partiel des connaissances (« jusqu'au point où nous pourrions parvenir»). Les expressions qui ressortent sont en effet celles de la progressivité des faits géographiques, de leur construction diachronique et donc de leur évolution temporelle possible (« de proche en proche » ; « fortzuschreiten » (progresser)). Enfin, pour être considéré comme véridique, l'argumentaire géographique se doit de convoquer la comparaison des faits dans leur singularité, pour parvenir ensuite à une généralisation : Ritter fait passer les « Meinung oder Hypothese » (idée ou hypothèse) après la « Beobachtung » (observation) ; Jackson demande une multiplicité d'observations (« the more numerous ») qui doivent venir remplir son tableau (figure 70) ; Jomard avance avec prudence : puisqu'aucun fait (« il ne paraît pas ») ne valide l'hypothèse de montagnes à l'ouest du Bornou, il ne peut conclure à la validité de l'hypothèse soulevée (« par conséquent »). La démonstration s'appuie sur une logique pleinement idiographique ; le singulier devant amener, par cumulativité, comparaison et confrontation à une montée en généralité et donc à l'établissement de lois. La prudence est de mise, les faits et l'observation devant être les seuls éléments capables de participer à la construction d'un savoir géographique. L'intention de scientificité de la discipline s'appuie donc sur les faits et rien que les faits, les géographes reléguant toute intuition ou conjoncture hors du champ disciplinaire. Ainsi s'affirme l'ordre d'une scientificité des savoirs géographiques.

Pourtant, les savoirs présentés ne font pas toujours et seulement la part belle à la rigueur scientifique. Cela apparaît de deux manières. D'une part, la fascination et l'enthousiasme suscités par les grands bouleversements sociaux, culturels ou techniques remplacent parfois ou, plutôt, accompagnent aussi l'exigence scientifique. C'est le cas pour les artefacts (voir l'exemple de Panama plus haut ou celui du procédé de Daguerre), mais aussi pour les évolutions civilisationnelles. Le *Tableau de l'Europe* de Malte-Brun (Malte-Brun, 1821) offre un premier exemple de texte construit sur un objet neuf, de nature sociale et politique : les transformations du vieux continent depuis le traité de Vienne passionnent en même temps qu'ils font balbutier à l'auteur son latin géographique. Malte-Brun s'enflamme :

Une année de perdue pour l'organisation sociale est un siècle de gagné pour l'anarchie./ Ce n'est pas encore assez qu'on ait négligé de faire le bien, on a encore augmenté la masse du mal. (*ibid.* : 2)

Sans cette direction, l'augmentation des produits de la culture, de l'industrie et du commerce, l'accumulation des signes représentatifs de ces valeurs, l'accroissement des revenus publics, le renforcement des armées et des flottes, n'est en définitif qu'une augmentation des moyens de faire des guerres injustes de gouvernement à gouvernement, ou des révolutions qui sont des guerres entre peuples et gouvernements (sic). Ce sont des sucs nourriciers qui, venant se corrompre dans un corps malade, ne font que donner plus d'intensité à la fièvre qui le dévore. (*ibid.* : 165)

Il multiplie dans cet ouvrage les formules exaltées, et peine à formuler une réflexion géographique rigoureuse. Comme pour les artefacts, il semble que les objets politiques et sociaux, contemporains de ceux qui les analysent, fassent perdre aux géographes leurs moyens de démonstration logique. L'écriture dans une dimension prospective souffre de l'engagement de plain-pied des géographes dans le monde. Certains y parviennent, mais l'actualité sociale happe d'avantage que les énigmes de l'ordre naturel du monde. Tout se passe comme si l'actualisation des informations géographiques, qui de fait placent les géographes sur l'horizon du présent, du contemporain, les empêchaient parfois de prendre une distance qu'ils revendiquent par ailleurs dans leur contrat scientifique.

D'autre part, le dernier enjeu consiste à arbitrer entre ce que J. Rancière appelle le contrat scientifique et le contrat littéraire (Rancière, 1992) dans le récit du monde. Car si le discours géographique se veut objectif et objectivant, il n'en demeure pas moins un récit. Et cet aspect n'entre pas en contradiction avec l'exigence de scientificité, il en forme un des éléments constitutifs, qui est généralement pleinement assumé. Tout en appuyant la disciplinarisation des savoirs géographiques sur l'usage des faits et de l'expérience, le maintien d'une certaine littérarité contribue à placer encore la géographie du côté des sciences morales et historiques. Tout d'abord, cela se traduit par le récit au jour le jour du travail scientifique, à travers des correspondances souvent fournies entre les géographes. Cette pratique n'est pas propre à la discipline géographique, mais elle encourage le maintien d'une certaine littérarité. Ensuite, l'importance de la dimension littéraire se traduit par la publication d'un nombre très élevé de récits de voyage. Ceci constitue un attendu de la part du collectif géographique européen et de la part du grand public : car la relation de voyage forme la première d'accès, au sens de sa facilité de lecture, aux savoirs géographiques. Elle fait le lien entre géographie savante et géographie publique. C'est le sens du commentaire de Jomard en appendice du journal de René Caillé :

C'est en effet dans ces résultats positifs que consistent le mérite et l'utilité d'une relation de voyage. Le lecteur attentif trouvera dans le simple journal qui est sous ses yeux plus d'un résultat de cette espèce, et sur-tout en ce qui regarde la géographie, la nomenclature et la position des lieux, le cours et l'importance des rivières, la situation des montagnes, et en général tout ce qui se rapporte aux accidens (sic) du sol. Les peuplades nomades que M. Caillé a visitées, au milieu desquelles il a vécu, présentaient aussi trop de sujets d'observation, pour qu'il n'essayât pas au moins d'esquisser leurs portraits. C'est au public instruit qu'il appartient d'apprécier ce qu'il y a de neuf et d'intéressant dans cette peinture, naïve et sans art, de nations ou de tribus à peine connues de nom en Europe (...). (Caillé, 1830 (T3) : 148)

Le récit de voyage constitue un enjeu éditorial non négligeable et un réel attendu. Toutes les relations géographiques ne sont pas également empreints de littérarité, mais toutes contiennent des éléments du récit. Le monde est une histoire à raconter. Et cela se manifeste par le temps utilisé, comme ici chez Humboldt dans sa *Relation Historique* le passé simple ou l'imparfait, ou par la succession de différents épisodes, qui structurent le récit à la manière des péripéties dans un conte ou un roman :

Arrivé à Madrid, j'eus bientôt l'occasion de me féliciter de la résolution que nous avions prise

de visiter la péninsule. Le baron de Forell, ministre de la Cour de Saxe près de celle d'Espagne, me témoigna une amitié qui me devint infiniment utile. Il réunissait des connaissances étendues en minéralogie à l'intérêt le plus pur pour des entreprises propres à favoriser le progrès des lumières. Il me fit entrevoir que, sous l'administration d'un ministre éclairé, le chevalier Don Mariano Luis de Urquijo, je pouvais espérer d'obtenir de visiter à mes frais l'intérieur de l'Amérique espagnole. Après toutes les contrariétés que je venais d'éprouver, je n'hésitai pas un instant de suivre cette idée.

Je fus présenté à la cour d'Aranjuez, au mois de mars 1799. Le roi daigna m'accueillir avec bonté. Je lui exposai les motifs qui m'engageaient à entreprendre un voyage au nouveau continent et aux Philippines, et je présentai un mémoire sur cet objet à la secrétairerie d'état. Le chevalier d'Urquijo appuya ma demande, et parvint à aplanir tous les obstacles. Le procédé de ce ministre fut d'autant plus généreux que je n'avais aucune liaison personnelle avec lui. Le zèle qu'il a constamment montré pour l'exécution de mes projets, n'avait d'autre motif que son amour pour les sciences. C'est à la fois un devoir et une satisfaction pour moi de consigner dans cet ouvrage le souvenir des services qu'il m'a rendus. (Humboldt, 1814 : 46)

Humboldt pousse relativement loin les interactions entre récit scientifique et récit littéraire. Certains évoquent même une « géopoétique » (Buttimer, 2001 ; Saadia, 1997) pour caractériser l'équilibre auquel il parvient. Comme l'écrit J. Grange, sa devise est la suivante : « Un livre sur la nature doit produire l'impression que produit elle-même la nature » (Grange, 2000 : 12). Le spectacle de la nature apparaît grâce à un recours massif à la description, Humboldt parvenant ainsi à faire advenir un effet de réel. Le géographe, bien que sujet, laisse la place à son objet d'étude en le faisant littéralement apparaître par ses mots. Il transporte ainsi le spectateur devant le monde et le sollicite dans une appréhension médiate mais sensible du monde. Cela confère à ses écrits un caractère littéraire affirmé, que Humboldt revendique pleinement dans son *Kosmos* :

Pour que cette œuvre réponde à la dignité de la belle expression de Kosmos, qui signifie l'ordre dans l'univers, il faut qu'elle décrive et qu'elle embrasse le grand Tout (τόπᾶν) ; il faut classer et coordonner les phénomènes, pénétrer le jeu des forces qui les produisent, peindre enfin, par un langage animé, une image vivante de la réalité. Puisse l'infinie variété des éléments dont se compose le tableau de la nature ne pas nuire à cette impression harmonieuse de calme et d'unité, dernier but de toute œuvre littéraire ou purement artistique ! (Humboldt, 1846 (1845) : 80)

L'utilisation de termes tels que « peindre », « langage animé », « image vivante » plaide pour une écriture géographique picturale, ainsi que les titres de certaines de ses œuvres (*Tableaux de la nature*, 1850-51). Humboldt entremêle données objectives et descriptions littéraires, créant une langue géographique hybride. Les deux extraits suivants de la *Relation historique* (1°) et des *Fragmens asiatiques* (2°) donnent une idée de la mise en œuvre discursive de cette hybridité :

1° : J'étais resté sur le tillac pour observer la culmination de quelques grandes étoiles. La pleine lune était très-élevée. Tout d'un coup il se forma, du côté de la lune, 45 ' avant son passage au méridien, un grand arc coloré de toutes les couleurs du spectre, mais d'un aspect lugubre. L'arc, par sa hauteur, dépassait la lune ; la bande irisée avait près de 2° de largeur, et son sommet semblait élevé de près de 80° à 85° au-dessus de l'horizon de la mer. Le ciel était d'une pureté extraordinaire ; il n'y avait aucune apparence de pluie ; et ce qui me frappait le plus, ce phénomène, qui ressemblait entièrement à un arc-en-ciel lunaire, ne se trouvait pas opposé à la lime. L'arc restait stationnaire, ou du moins paraissait tel pendant huit ou dix minutes de temps ; au moment où j'essayai s'il serait possible de le voir par réflexion dans le

miroir du sextant, il commença à se mouvoir et à baisser en traversant successivement la lune et Jupiter placé à peu de distance au-dessous de la lune. Il était 12h54' (temps vrai) quand le sommet de l'arc se cachait sous l'horizon. Ce mouvement d'un arc irisé remplissait d'étonnement les matelots qui étaient de garde sur le tillac ; ils prétendaient, comme à l'apparition de chaque météore extraordinaire, que « cela annonçait du vent. » (Humboldt, 1825 : 326)

2° : Les phénomènes volcaniques n'appartiennent pas, dans l'état actuel de nos connaissances, à la Géognosie<sup>171</sup> seule : considérés dans l'ensemble de leurs rapports, ils sont un des objets les plus importants de la Physique du Globe. Les volcans enflammés paraissent l'effet d'une communication permanente entre l'intérieur de la Terre en fusion et l'atmosphère qui enveloppe la croûte endurcie et oxidée (sic) de notre planète. Des couches de lave jaillissent comme des sources intermittentes de terres liquéfiées ; leurs nappes superposés semblent répéter sous nos yeux, sur une petite échelle, la formation des roches cristallines de différents (sic) âges. (Humboldt, 1831 : 1-2)

Dans le premier cas, Humboldt place le lecteur dans sa propre position de spectateur et ne manque pas de rapporter ses émotions alors qu'il se penche sur un phénomène naturel qu'il cherche à expliquer. Il convoque le regard, mais aussi toute une palette d'émotions (« me frappait », « extraordinaire », etc). Dans le deuxième extrait, le recours au sensible est moins net, mais Humboldt parle tout de même à l'imagination : il utilise des comparaisons (« paraissent », « comme des sources ») et image ses descriptions. Bien que le genre du récit de voyage de la *Relation historique* s'y prête davantage, on retrouve dans les deux extraits la même utilisation de figures de style. Surtout, Humboldt dramatise l'événement, le met en scène (« tout à coup »), ménage un suspens dans le spectacle de la nature. À côté de cette littérarité de la langue, Humboldt mène ses descriptions scientifiques de façon précise et raisonnée.

Même si tous ne poussent pas le mélange des genres aussi loin, Humboldt prouve que le contrat des savoirs géographiques peut concilier une exigence scientifique avec une certaine littérarité. La mise en récit géographique du monde, tout en affichant une exigence de scientificité, s'ancre dans la réalité du monde et ne renonce pas à une dimension poétique affirmée et affichée.

## **2 - Toponymie locale vs souveraineté nationale : traduire ou ne pas traduire ?**

Trouver le ton juste suppose aussi de s'accorder sur la langue utilisée. Dans ce cas, choisir ou non de garder les toponymes locaux dans les travaux géographiques est une question que les géographes se posent avec acuité alors qu'à tâtons se construit une discipline nouvelle. Dans cet enjeu se trouvent en balance l'universalité de la langue géographique, avec l'idéal d'une compréhension partout et par tous, et la démonstration, sinon le respect, de la différence, de l'altérité, de ce qui finalement fait le sel des savoirs géographiques.

Dès sa fondation, la Société de Géographie de Paris semble avoir conscience du problème, puisque en 1824, elle publie un recueil de mots choisis, utiles aux voyageurs, qui soit « propre à les

---

171 La « géognosie » est chez Humboldt quasiment synonyme de « géographie », mais elle désigne plus précisément l'étude de l'écorce terrestre d'un point de vue géologique.



guider et à faciliter la compréhension des vocabulaires dans les langues des pays qu'ils parcourent lorsque ces langues sont inconnues. » (BSGP, 1824 (S1, T1) : 272). Aider à la compréhension des voyageurs sur le terrain est une chose, mais qu'en est-il des toponymes employés dans les articles et les ouvrages des géographes, à l'aval du travail de recueil des explorateurs ? Faut-il traduire ou non ? La société parisienne pose ce problème l'année suivante :

Point de doute en effet qu'il ne fût très utile à chaque nation de trouver dans les dictionnaires géographiques de sa langue la manière de prononcer les noms de lieux étrangers. Mais ce vœu peut-il être satisfait ? Pourra-t-on parvenir à figurer jamais, d'une manière approchante, la prononciation locale ? Ne vaudrait-il pas mieux donner, à côté de sa traduction, le nom original lui-même dans les caractères de la langue du pays ? On pourrait varier pour le sens et la prononciation ; mais au moins le nom primitif, auquel l'œil serait bientôt accoutumé, resterait immuable. Le premier avantage qu'on obtiendrait de cette méthode, serait de ne plus être exposé, comme il est arrivé souvent, de créer autant de pays qu'on rencontrait de noms différemment écrits. (BSGP, 1825 (S1, T3) : 148)

La société londonienne penche aussi pour une attention plus importante accordée aux toponymes locaux, par exemple alors qu'elle adresse ses instructions aux chefs d'une expédition dans le Kurdistan :

Special attention is recommended to the accurate orthography of the names of places, mountains, &c., stating them in the Arabic character throughout your whole journey ; nothing likewise, whenever it may occur, the difference of names in the different languages spoken in the same place by the natives ; and copying accurately any inscriptions, particularly Greek, which may be found.<sup>172</sup> (BRGS, 1838 (T8) : XVI)

Les géographes semblent donc accorder un réel intérêt aux noms indigènes, qui doivent venir comme preuve dans les démonstrations scientifiques. Est-ce là une manière de convoquer un effet de réel ? Ou bien une façon de prouver un « j'y étais » propre à légitimer un discours scientifique ? Le recours à l'indigénité des toponymes comme preuve de la scientificité du discours semble une façon de faire partagée par les trois sphères.

Le choix de recourir à la toponymie locale ne relève pas uniquement d'un désir de scientificité. Même si les géographes ne montrent pas qu'ils en ont pleinement conscience, cette question est à la fois éminemment épistémologique et politique ; un double enjeu que Jomard exprime en 1847 dans un mémoire sur les notations géographiques présenté à la société parisienne :

Ce qu'il y a de remarquable, c'est parmi cette multitude de noms, imposé par le hasard ou la fantaisie, on a négligé précisément celui qui ne devait donner lieu à aucun double emploi, à aucune contestation, à aucune susceptibilité nationale, c'est-à-dire, partout où il existe, le nom indigène ; ce n'est que dans les derniers temps qu'on a eu le courage d'effacer des noms européens et de les remplacer par le nom local. (BSGP, 1847 (S3, T7) : 257-258)

Jomard soulève un problème essentiel, celle de la primauté politique, et nationale, sur les choix opérés

---

172 Traduction : Une attention particulière est recommandée à l'orthographe précise des noms de lieux, de montagnes, etc, en les citant en caractère arabe tout au long de votre voyage ; il n'y a rien de semblable, quand cela arrive, que les différences de noms en différents langages parlés dans le même lieu par les natifs ; et copiez consciencieusement toute inscription, surtout grecque, qui pourrait être trouvée.

en termes de toponymie. I. Schröder consacre également une partie de son ouvrage à cette question (2011), elle note par exemple le cas de George Everest donnant son nom au plus haut sommet du monde et symbolisant par là la domination britannique sur le sous-continent indien, voire sur le monde. Le nom colonial et surtout l'effacement du nom local devient alors la traduction du pouvoir irréversible imposé sur un territoire. « Insofern kollidierten auch hier Nationalgefühl und Universalismusgebot miteinander »<sup>173</sup> (Schröder, 2011 : 102), commente-t-elle ainsi la tension entre ambitions nationales et exigences scientifiques d'universel. La plupart des géographes cherchent à contourner le problème : les noms indigènes n'ont de valeur que parce qu'ils attestent d'une connaissance effective d'une région du monde. Mais la dimension civilisationnelle est en général gommée.

71. Extrait d'une carte de *Atlas géographique et physique du Royaume de la Nouvelle Espagne* (Humboldt, 1969)



Pourtant, certains géographes ne détournent pas le regard sur cette dimension, comme Alexander von Humboldt alors qu'il travaille à son atlas du Mexique. T. Kraft a montré dans une récente conférence à Potsdam comment Humboldt opère un choix radical en termes de représentation graphique : il réhabilite les toponymes indigènes au détriment des noms espagnols imposés depuis la conquête (Kraft, 2013). Il juxtapose les deux toponymies, rétablissant et redonnant ainsi une existence aux Indiens. Ceux-ci n'acquièrent pas seulement une existence justifiée par une volonté d'objectivation scientifique, Humboldt les fait advenir en tant qu'ils font pleinement partie du territoire sur lequel il

173 Traduction : Dans cette mesure, le précepte national et l'exigence universel entrent ici en collision l'un avec l'autre

travaille, en tant que composante à part entière de cet espace. D'une manière générale, Humboldt accorde aux Indiens dans son travail une place prépondérante, qu'il indique de manière systématique sur ses cartes (voir figures 59, 71 et 72). Tobias Kraft signale dans son intervention que cet acte sémiologique est éminemment politique. Peut-être cela est-il facilité par l'absence d'intérêt colonial prussien dans la région, mais cela illustre surtout la très grande conscience de l'enjeu linguistique en géographie. Ce genre de questionnements fait écho à l'intérêt contemporain récent développé pour ce qu'on appelle les *subaltern*, et dont la géographie culturelle s'est particulièrement saisie.

72. Extrait d'une carte de *Atlas géographique et physique du Royaume de la Nouvelle Espagne* (Humboldt, 1969)



Cette volonté d'accorder du crédit aux toponymes indigènes grandit, elle n'est pas seulement l'apanage d'un Humboldt se distinguant par la portée de sa vision humaniste. Comme l'illustre ce détail d'une carte de l'Afrique du Sud, présente dans un article de *Royal Geographical Society*, l'enjeu se manifeste dans toutes les sphères linguistiques, mais sans que la dimension humaniste propre à Humboldt soit aussi marquée (voir figure 73). Les lieux principaux sont certes notés en anglais (« Cape of Good Hope », « Cape Colony », « Cape Town », etc), mais les *native names* marquent aussi leur présence, certains avec des points d'interrogation (« Ramangwatoo? ») qui signalent à la fois l'effort fourni et les incertitudes persistantes. La convocation des noms indigènes relève cependant majoritairement d'un effort de scientificité ; la dimension humaniste propre à Humboldt ne se manifestant que rarement.



### 73. Détail d'une carte de l'Afrique du Sud



(Source : BRGS, 1833 (T3))

Le problème linguistique n'est pas tranché d'une manière aussi nette chez d'autres géographes, la plupart semblent avoir conscience des enjeux liés à cette question mais sans pour autant trouver de solution définitive ou entièrement satisfaisante. Le mérite de la période 1815-1840 est surtout de le soulever. L'article du capitaine Vetch de 1838 sur la toponymie à adopter en Australie indique que cette question ne porte pas seulement en elle des enjeux scientifiques, elle relève d'un arbitrage politique. Vetch lui-même, alors qu'il préconise de prendre en compte les *natives names* ne peut que courber l'échine sous le poids des toponymes d'origine anglaise ou européenne chargés de rappeler, au quotidien, la domination britannique du continent (BRGS, 1838 (T8)).

#### **D) Das Problem der Begrifflichkeit<sup>174</sup>**

Au-delà des différentes modalités de l'écriture géographique soulevées jusqu'à présent, ce sont les concepts mêmes de la nouvelle discipline qui doivent être examinés. En effet, dans un moment où les géographes cherchent à mettre en récit le monde, les mots choisis pour le dire possèdent une valeur épistémologique très forte. La mise en récit du monde par les géographes est alors problématique, dans la mesure où la discipline est neuve et encore en construction, mais aussi et surtout car les sciences du début du XIX<sup>ème</sup> siècle, sous l'impulsion de Kant, sont intelligibles au regard de la catégorie du temps, et non de l'espace. La montée en discipline des savoirs géographiques interroge donc quant aux concepts convoqués pour réaliser cette mise en récit. Les concepts traduisent les schèmes mentaux et

<sup>174</sup> Traduction : Le problème des concepts

intellectuels que les géographes se font de l'espace et donnent à voir ce dernier, d'où l'importance de les identifier. De plus, écrire le monde suppose de choisir non seulement les mots pour le dire mais également une langue, au sens de sphère linguistique. Le choix d'une langue déborde l'enjeu de l'intégration ou non des toponymes indigènes : il englobe celui de la circulation et surtout de l'universelle compréhension des concepts. Le problème des concepts, ou *das Problem der Begrifflichkeit* pour reprendre l'expression d'I. Schröder (2011 : 88), recouvre donc une double problématique : quelle réalité place-t-on derrière un mot et cette réalité est-elle la même d'une langue à l'autre, et donc d'une culture et d'un champ politique à l'autre ? La question des concepts rejoint ainsi nettement la problématique des savoirs situés : le fait d'être ici et pas ailleurs influence-t-il la façon d'exprimer scientifiquement une réalité ? Cette deuxième interrogation pose le problème de la traductabilité et de la circulation de l'information géographique d'une aire linguistique à une autre, et donc de la possibilité même de fonder une discipline au fonctionnement universaliste. Sans viser à un panorama complet du dictionnaire géographique de la période 1815-1840, les paragraphes suivants ouvrent à la réflexion sur la dimension conceptuelle des savoirs géographiques en voie de construction.

### **1 – La faiblesse conceptuelle géographique**

Avant de réfléchir aux différences entre sphères linguistiques, il est un point commun à souligner : la faiblesse conceptuelle du discours géographique, ou plutôt la stabilisation progressive et non achevée de la conceptualisation géographique. Comme si le fait même de dire le monde exemptait d'une réflexion sur les modalités de ce dire, les géographes semblent faire, dans un premier temps au moins, l'économie d'une construction conceptuelle solide.

#### *a) Indigence des dictionnaires géographiques*

Tout d'abord, il existe très peu de dictionnaires de géographie. Il faut spécifier ce que l'on entend ici par dictionnaire. Au sens que l'on connaît aujourd'hui, c'est-à-dire un ouvrage regroupant des concepts disciplinaires et les définissant, et qui s'intitulent de cette façon, cela n'existe pas pour les savoirs géographiques. La seule forme de dictionnaires qui est produite relève en revanche de l'encyclopédie, ou de la nomenclature de lieux géographiques<sup>175</sup>. Mais même pour cette catégorie, en effectuant une recherche bibliographique sur la période 1820-1830 pour les trois sphères, les résultats sont assez maigres. Cela s'explique par le processus en cours de disciplinarisation géographique, qui fait que les dictionnaires produits sont alord des ouvrages intermédiaires (en regard de ce qu'on qualifie aujourd'hui comme tel). Un panorama rapide des trois sphères donne à voir une production encore timide de ce genre d'ouvrages, ce qui est signe d'une stabilisation à l'œuvre d'un vocabulaire et donc de la langue géographique.

---

175 Cela vaut aussi pour les autres disciplines, notamment l'histoire, pour laquelle les dictionnaires sont à cette époque davantage des encyclopédies de personnages connus qu'un lexique des termes utilisés par les historiens eux-mêmes.

En France, Vosgien publie en 1825 un *Dictionnaire géographique* ; et Langlois dans les années 1830 un *Nouveau dictionnaire universel, usuel et complet de géographie moderne* (ND), ainsi qu'un *Dictionnaire classique et universel de géographie moderne* (1830). Du côté allemand, on note l'essai de Galetti en 1822, avec son *Allgemeines geographisches Wörterbuch*. Enfin, du côté britannique, on trouve la production de Conder *Dictionary of geography, ancient and modern* (1834). Voilà la moisson pour les dictionnaires généralistes. D'autres genres sont un peu plus développés, notamment les dictionnaires portant sur une région ou un État, tel que celui de Krug, *Neues topographisch-statistisch-geographisches Wörterbuch des Preussischen Staats* (1823) ; ceux portant sur la géographie ancienne, rappelant l'importance encore marquée de la géographie historique, c'est le cas par exemple du *Dictionnaire universel abrégé de géographie ancienne comparée* de Guadet (1820) ; enfin quelques dictionnaires d'itinéraires se développent, avec une utilité essentiellement commerciale, se rapportant généralement à une portion précise de territoires. Si l'on fait le compte, la forme du dictionnaire est donc loin d'être majoritaire dans les productions géographiques de cette époque. De plus lorsque des ouvrages s'intitulent « dictionnaires », s'ils possèdent bien une organisation interne sous forme de glossaire avec des entrées référencées, ils relèvent en fait davantage de géographies universelles. Ils reprennent à leur compte l'organisation en nomenclature de l'*Encyclopédie*. Il ne s'agit pas (encore) de réfléchir à la manière dont on pense le monde, mais de lister les connaissances que l'on a sur le monde. L'enjeu premier de l'actualisation des connaissances sur le monde s'exprime ainsi. C'est le cas par exemple du *Dictionnaire géographique* de Vosgien (1825) ou encore du *Dictionary of Geography ancient and modern* de Conder (1833) dont les sous-titres annoncent en fait la réalité de l'ouvrage. Pour le premier, l'auteur précise qu'il s'agit d'une « Description de toutes les parties du monde » ; pour le second, une longue description du contenu suit le titre principal :

Comprising a succinct description of all the countries of the world, their physical and political geography, the several races of their inhabitants, and their ancient as well as modern denominations ; together with a brief notice of all the capitals and principal towns ; also of seas, rivers and mountains ; and a glossary of geographical terms.<sup>176</sup> (Conder, 1833)

L'entrée est certes alphabétique, mais l'ambition de ces ouvrages recouvre largement celles des géographies universelles. Certaines fonctionnent d'ailleurs par une organisation alphabétique, tel que l'*Abrégé de géographie* de Balbi (1833). Ces dictionnaires entendent dresser un tableau, rapide mais complet, de la situation géographique du monde connu. La partie dictionnaire géographique au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire un ouvrage renfermant par ordre alphabétique les principales notions conceptuelles et théoriques de la discipline, n'apparaît qu'à la toute fin du titre. Dans le cours de l'ouvrage, elle n'est pas distinguée de la description du monde. Avant la description du terme « mountain » apparaît un article sur la ville de « Mosul » : aucune différence n'est faite entre les réalités géographiques décrites et les mots employés pour le faire, entre la chose et le mot. À la

<sup>176</sup> Traduction : Comprenant une description succincte de tous les pays du monde, de leur géographie physique et politique, des nombreuses races parmi leur habitants, et de leurs anciennes aussi bien que nouvelles dénominations ; mélangée avec une brève notice de toutes les capitales et des villes principales ; mais aussi des mers, des rivières et des montagnes ; et un glossaire des termes géographiques.

différence près que les articles consacrés à la terminologie disciplinaire sont bien plus courts que les autres (20 lignes pour « mountain », 2 pages pour « Mosul »). La même organisation interne se retrouve chez Langlois (1830). La structure du dictionnaire de Vosgien (1825) diffère quelque peu en revanche : lui seul sépare nettement en introduction un glossaire de termes géographiques, qu'il nomme « précis », de la description des parties du monde qui constitue le corps de son ouvrage. Un effort de structuration intellectuelle est donc fait entre la réalité décrite et les outils employés pour le faire. Cependant, le glossaire en lui-même ne fait que quelques pages contre plusieurs centaines pour le reste du dictionnaire. Enfin, chez Galetti (1822), la partie conceptuelle est complètement inexistante : le dictionnaire ne renferme que des réalités géographiques nommées, aucun effort de généralisation n'est fait.

D'un point de vue formel, la place accordée aux glossaires ou aux dictionnaires théoriques reflète donc un certain désintérêt quant aux concepts employés. Pour autant, l'existence même de dictionnaire atteste d'une volonté de faire discipline et de donner du sens au monde. Même si cela ressemble fort aux abrégés et que cela ne prend pas la forme du dictionnaire que nous connaissons aujourd'hui, ces ouvrages participent à la stabilisation du sens de certaines parties du monde, si ce n'est à la stabilisation et à la fixation des concepts qui servent à un méta-discours scientifique sur ces mêmes régions. Comme l'explique Alain Rey dans son *Dictionnaire amoureux des dictionnaires*, ce genre d'ouvrage est toujours un outil de connaissance à un moment donné, symbolisant un état momentané d'une langue ou d'une science (Rey, 2011). Les dictionnaires géographiques de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, même s'ils ne prennent pas encore en charge le méta-discours géographique, participent à la création des idées qui se développent sur tel ou tel lieu. C'est particulièrement le cas des régions peu ou mal connues, notamment l'Océanie. L'idée que l'on se fait de cette région se stabilise peu à peu au cours de cette période, et les dictionnaires y contribuent. On le voit apparaître parfaitement chez Vosgien, avec l'article suivant :

Océanique, dénomination nouvelle, proposée par M. Malte-Brun, pour désigner les îles du Gr. Océan, et l'Archipel, au S.E. de l'Asie, y compris la Nouv. Hollande. (Vosgien, 1825 : 416)

Vosgien signale ainsi une proposition récente de dénomination, qu'il relaie et contribue ainsi à acter. Chez Langlois dans les années 1830, le terme n'est pas encore intégré, puisqu'il parle de cette région comme une partie du Grand Océan (Langlois, 1830). Du côté de Conder, l'acceptation du terme n'apparaît pas encore en 1834, il parle comme beaucoup de géographes de la région du Grand Archipel. Mais il contribue à en fixer le découpage de la catégorie Océanie en en donnant les bornes :

2. The Great Archipelago, or Polynesian Ocean, extending from the Strait of Malacca on the W. to the Marquesas on the E., northward to the Isle of Formosa, and southward to New Zealand<sup>177</sup> (Conder, 1834 : 477)

---

177 Traduction : Le grand archipel, ou océan polynésien, qui s'étend du détroit de Malacca à l'ouest jusqu'aux Marquises à l'est, en allant vers le nord de l'île de Formose, et en allant vers le sud jusqu'à la Nouvelle-Zélande.

Enfin, pour terminer sur l'exemple de l'Océanie, on trouve chez Perrot une longue définition, dont je ne donne ici qu'un extrait :

Océanie ou Monde maritime, l'une des 5 parties du monde, située entre l'Asie, l'Afrique et l'Amérique, et comprise entre les 34° de lat. N. et 56° de lat. S., et entre les 90° de longit. E. et 111° de longit. O. La superficie des terres est évaluée à 532 000 l.c., et celle des mers à 29 378 000 l.c. Elle ne forme pas un ensemble comme les autres parties du globe, mais elle se compose d'une immense quantité d'îles de toute grandeur groupées en archipels ou disséminées dans le grand Océan. (...) (Perrot, 1857 : 261)

La progression des définitions indique bien la fonction des dictionnaires, qui est de stabiliser progressivement l'idée d'une région, ici l'Océanie. D'un terme nouveau en 1825 on est passé à une dénomination usitée et courante<sup>178</sup>. Les dictionnaires de géographie de la période, même s'ils possèdent essentiellement une fonction de glossaire, d'encyclopédie visant à actualiser les connaissances du monde, n'en permettent pas moins de faire évoluer la conception de certaines régions. En ce sens, ce sont des outils de stabilisation du discours géographique, marqueurs du processus de disciplinarisation en cours.

#### *b) Écriture géographique et légèreté conceptuelle*

Si l'on analyse maintenant les articles consacrés aux termes géographiques proprement dits, plusieurs éléments apparaissent. Tout d'abord, les géographes n'ont pas vraiment de mots pour désigner ces termes : ils n'emploient pas le terme « concepts », mais souvent celui de « notions générales » (Vosgien, 1825 ; Langlois, 1830), laissant planer un certain flou sur ce qu'elles recouvrent. Parmi ces notions générales, les géographes placent des éléments contenus de l'atmosphère à la lithosphère, de l'organisation des astres célestes aux mouvements sous-terrains, ces grands concepts doivent permettre de comprendre le fonctionnement et la structure du globe terrestre et surtout de la décrire. Vosgien opère une division entre les différentes couches, de la partie astronomique à la partie souterraine en passant par la surface du globe. Les autres dictionnaires reprennent aussi ces différents éléments, mais de manière plus éparpillée étant donné que la partie conceptuelle n'est pas séparée de la partie descriptive. Les figures suivantes présentent les différentes manières de faire : soit une séparation des notions générales, en général en introduction, et de la partie glossaire (comme chez Vosgien) ; soit plus généralement une forme en glossaire où les choses et les concepts alternent de manière indistincte et suivant seulement l'ordre alphabétique.

---

178 Le terme Océanie est véritablement proposé en 1816 par Adrien-Hubert Brué après que Conrad Malte-Brun a suggéré en 1813 le terme Océanique dans son Précis de géographie universelle. Avant, la région est désignée par Grand Océan, Mers du Sud, mais est surtout mal représentée. La fixation de cette terminologie dans les années 1820 indique à la fois une meilleure connaissance de cette partie du monde et surtout son intégration dans les schèmes mentaux des géographes.



On appelle *Univers* l'assemblage des grands corps répandus dans l'immensité de l'espace.

Ces corps ont tous la forme de globe : les uns sont lumineux par eux-mêmes, ainsi que le soleil et les étoiles fixes; les autres ne brillent que d'une lumière d'emprunt qui n'est que la réflexion de celle qu'ils reçoivent d'un corps lumineux, telles sont les planètes.

On a donné le nom de *Ciel* à cet espace immense dans lequel brillent les astres. Le ciel, à proprement parler, n'est rien, c'en est qu'une simple apparence. Les étoiles qui semblent y être fixées, le soleil et les planètes qui en parcourent les espaces; ne tiennent à rien; ils errent dans le vuide où ils obéissent, ainsi que la terre, à l'impulsion première que leur a donnée le Créateur, et aux mouvements réguliers et immuables résultant de leurs forces primitives et réciproques et d'un équilibre admirable.

GÉRY (St.) bourg (Lot.), ch.-l. de cant., arr. et à 3 l. N. E. de Cahors ☒.

GERZAT, bourg d'Auvergne (Puy-de-Dôme), à 2 l. N. E. de Clermont ☒.

GESKE, bourg du gr.-duché du Bas-Rhin, à 4 l. S. O. de Paderborn.

GENNETON-ET-MONTBERT, bourg (Loire-Infér.), à 5 l. S. de Nantes, 6 l. de Machecoul ☒.

GESSENAY. Voyez SANEN.

GESTÉ, bourg d'Anjou (Maine-et-Loire), à 2 l. E. de Clisson, 2 l. de Beaupréau ☒.

GELTRICIE, prov. de Suède, fournit fort peu de grains; mines de fer; abonde en eaux minérales. Gévale, cap.

GESULA, prov. d'Afrique, au roy. de Maroc; mines de fer et de cuivre. Hab. chaudronniers et forgerons.

(Source : Vosgien, 1825 : i ; 238)

## 75.Extrait du dictionnaire de Langlois

58°. Long. E. 78° 10' 45'. (HAM., 2<sup>e</sup> édit., 1828).

MATURATTA, poste militaire d'Asie, île de Ceylan, au S.S.E. de Candy, élevée de 2,700 p. au-dessus de la mer. D'après la nature du sol et du climat, cette partie de l'île est peut-être celle qui conviendrait le mieux à un établ. eur. permanent : tous les grains et fruits de l'Eur. y réussiraient; on a la preuve que la vigne en particulier s'y naturaliserait d'une manière avantageuse. (HAM., 2<sup>e</sup> édit., 1828).

MATUTE, b. d'Esp. (Burgos), distr. et à 4 l.  $\frac{1}{2}$  S.S.E. de Santo-Domingo de la Calzada, sit. sur le penchant d'une colline sur laquelle il y a un monastère, près de la Tovia. 700 hab. (MISANO).

MATVEIEF, île de la Russie d'Eur., qui se trouve dans l'océan glacial Arctique, près du détroit du Vaigatz. Elle appartient au gouv. d'Arkhangel. Lat. N. 69° 15'. Long. E. 49° 54'. (Vestv., MALNAM).

T. II.

MAUENSEE, pet. lac de Suisse (Lucerne), non loin de la v. de Sursée. Au milieu du lac s'élève une île dans laquelle on voit un chât. nommé Mauch. (EHEL).

MAUER, v<sup>le</sup> et chât. d'All., Autr. (Pays au-dessous de l'Ens), c<sup>le</sup> infér. du Wienerwald; il a des fabr. de produits chimiques, des scieries, 2 bains min. et 1 fabr. de smalt. 1,000 hab. (STEIN).

MAURKALKSBURG, vignoble d'AH., Autr. (Pays au-dessous de l'Ens), c<sup>le</sup> sup. du Wienerwald, prod. vins rouges ordinaires. (JULLIEN).

MAUGOW, v. de la Russie d'Eur. (Volhynie), distr. de Kowel. 1,500 hab. (GASPARI, HAMEL, etc., 3<sup>e</sup> partie, t. II).

MAUGUIO, b. de Fr. (Hérault), ch.-l. de c<sup>le</sup>, arr. et à 2 l.  $\frac{1}{2}$  E. de Montpellier, est sit. dans une contrée peu fertile, sur l'étang du même nom. 1,600 hab.

39

(Source : Langlois, vol. 3, 1830 : 305)

Quelle que soit la modalité de présentation retenue, le catalogue des géographes s'avère dans les deux cas bien réduits : le lexique de base contient quelques grandes notions, assez peu raffinées. En matière d'hydrographie, Vosgien se contente par exemple de distinguer « rivière » de « fleuves », mais ne proposent pas d'autres catégories (Vosgien, 1825); la même chose se produit avec le terme « montagne », différencié en général uniquement de « colline » et de « plateau ». Les concepts sont

donc très englobants, peu nombreux et, de fait, peu précis.

En effet, les définitions données se caractérisent par leur grande brièveté. Prenons l'exemple de la division de la terre en continents. Du côté de Vosgien, on a :

La terre se divise en continens (sic) et en îles. Le continent, appelé aussi terre ferme, est une grande partie de la terre qui comprend plusieurs régions qui ne sont point séparées les unes des autres par la mer. / Il y a deux grands continens (sic), l'ancien et le nouveau : l'ancien comprend l'Europe, l'Asie et l'Afrique : sa plus grande longueur se mesure depuis le nord de la Tartarie orientale jusqu'au cap de Bonne-Espérance ; elle est d'environ 3600 lieues. / Le nouveau continent porte le nom d'Amérique, sa plus grande longueur doit être prise du détroit de Magellan jusqu'au vieux Groënland. / Une île est une terre plus petite que le continent, entourée d'eau de tous côtés. / Dans le continent et dans l'île il y a cinq choses à remarquer, qui sont les presqu'îles, les isthmes, les caps, les montagnes, et les côtes. (Vosgien, 1825 : 3)

Pour ce qui est de Conder, voici ce qu'il indique à l'article « continent » (1834, 172) :

Continent. A vast tract of continuous land. Taken in the largest sense as used by geographers, the word denotes the two great portions of the earth's surface, sometimes called the old and the new world ; the one comprising Asia, Africa, and Europe, the other both Americas. Australia or New Holland is sometimes called a third continent from its immenses size, but with doubtful propriety, not being an assemblage of countries, but strictly a distinct island.<sup>179</sup> (Conder, 1834 : 172)

La notion de continent, prise comme une partie du globe, apparaît très floue pour les deux auteurs, dans ses caractéristiques physiques : il ne s'agit que d'une grande portion d'espace. Mais quelle taille cela recouvre-t-il ? Quelles réalités physiques ? Dans quelle proportion est-ce différent d'une île, que Vosgien amène en contrepoint ? Les descriptions se caractérisent par une certaine évanescence, que Louis Marrou a bien analysé pour les îles (Marrou, 1998, 2005), dont les critères de définition se fixent tardivement. Rien n'est dit chez Conder ; tandis que Vosgien invite pour l'île comme pour le continent à regarder quelques éléments physiques. Ceux-ci sont au nombre de cinq : est-ce à dire qu'il suffit d'examiner les presqu'îles, les isthmes, les caps, les montagnes, et les côtes pour prendre la mesure d'un continent et pouvoir le décrire dans son entièreté ? Vosgien s'arrête là, sans préciser plus avant ce qu'un cap ou une montagne doivent donner comme renseignement. Il apparaît surtout que la notion de continent est relative et culturelle : la plus forte distinction est celle faite entre le nouveau et l'ancien monde. Sans pour autant qu'aucune explication en soit apportée, comme si l'argument temporel, et civilisationnel, suffisait à cette partition. Conder ajoute une dimension culturelle, en signalant que du point de vue des îles britanniques, l'expression « le continent » (*The continent*) mentionne l'Europe. Cette indication est un indice du fait que les concepts peuvent prendre une valeur relative, car ils sont situés. Pour autant, ces deux définitions apparaissent pour le moins laconique : la définition même tient place en quatre ou cinq mots (*a vast tract of continuous land* / une grande partie de la terre) et la

---

179 Traduction : Continent. Une vaste étendue de terre continue. Pris dans un sens large tel qu'utilisé par les géographes, le mot indique les deux grandes portions à la surface de la terre, parfois appelées l'ancien et le nouveau monde ; le premier comprend l'Asie, l'Afrique et l'Europe, l'autre les deux Amériques. L'Australie ou la Nouvelle-Hollande est parfois considérée comme un troisième continent de par son immense taille, mais avec des propriétés douteuses, car n'étant pas un assemblage de pays, mais strictement une île distincte.

présentation binaire en ancien et nouveau monde tient lieu d'argumentaire.

Ce qui vaut pour la notion de continent vaut également pour les autres catégories. Pour l'idée de « montagne », Vosgien lui fait un sort en deux phrases : « La Montagne est une éminence considérable sur la surface de la terre. Les petites se nomment collines. » (Vosgien, 1825 : iii). Conder prend lui une vingtaine de lignes, et distingue « mount » de « mountain », mais les trois quarts de l'article sont occupés par les hauteurs des principaux monts de la terre. Tout se passe comme si les géographes ne prenaient pas le temps nécessaire de s'arrêter sur les concepts qu'ils développent. Quelques exceptions apparaissent cependant, comme chez Langlois, où la définition de montagne est d'avantage travaillée :

On entend par le nom de montagne, dans son acception la plus restreinte, une masse de terrain considérablement élevé au-dessus du sol environnant. Elle représente une excroissance qui approche plus ou moins de la forme conique. La partie supérieure en est le sommet ou la cime ; l'inférieure la base ou le pied ; au milieu sont les flancs qui conduisent par une inclinaison plus ou moins forte de la base au sommet. Les montagnes sont placées isolément ou par chaîne. (Langlois, ND : XIX)

Langlois continue ensuite en mobilisant le discours de géologues dans le but de donner plus de précision au terme « montagne », et surtout remarquer la très grande diversité de formes, de hauteurs que le terme peut recouvrir. Il consacre une grande partie de l'article à donner des hauteurs de sommets, mais se distingue de Vosgien et Conder par une vraie définition. Cet effort est remarquable, car il est encore rare dans les années 1820-1840. L'analyse par les articles de dictionnaires constituent une entrée réduite, à laquelle on pourrait reprocher son éloignement par rapport aux autres formes de l'écriture géographique. Après tout, un article de dictionnaire pourrait ne pas renfermer toutes les réflexions concernant la notion envisagée. Pour saisir davantage l'indigence conceptuelle avec laquelle les savoirs géographiques sont alors généralement écrits, le traitement de l'objet « montagne » chez Humboldt offre un bon exemple.

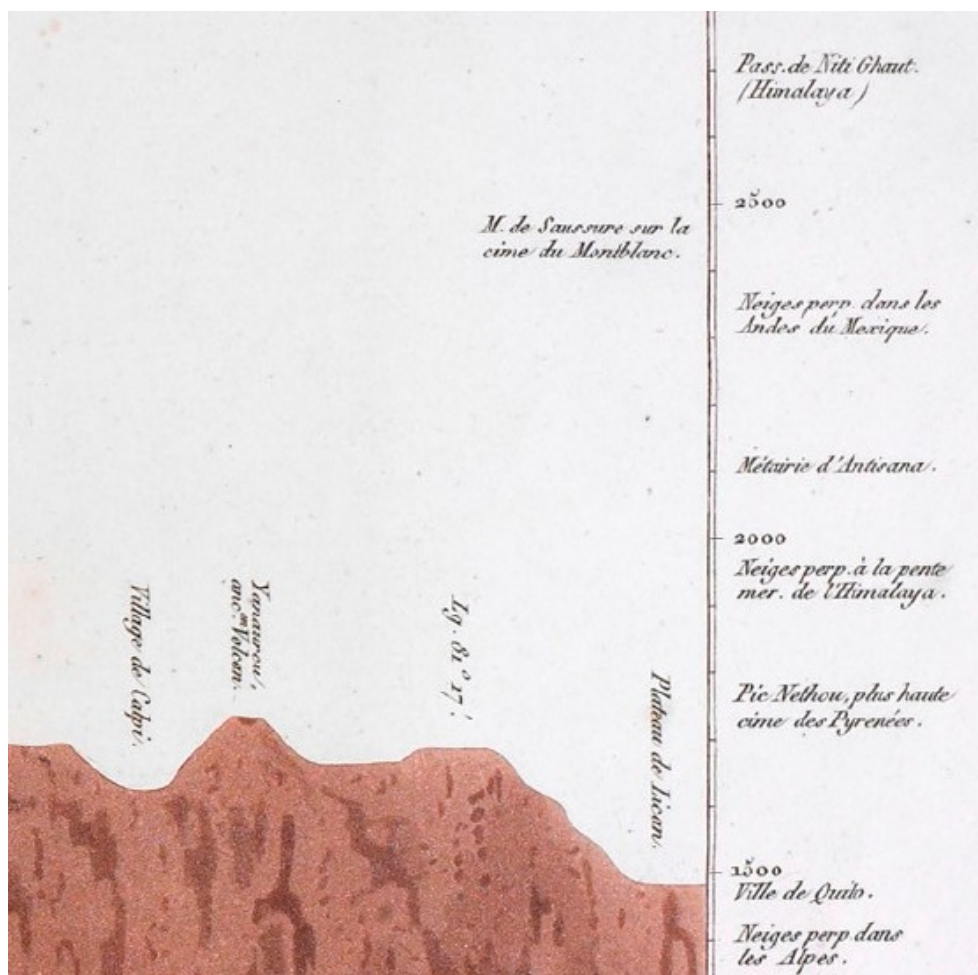
La montagne est un objet de nature qui fascine les géographes et les naturalistes (Broc, 1991) : le début du XIX<sup>ème</sup> siècle constitue le moment des premières ascensions (Humboldt parvient quasiment au sommet du Chimborazo, à près de 5000 mètres d'altitude) et celui de l'appropriation progressive de cet espace peu hospitalier. Comme N. Broc le rappelle, la montagne possède une place très particulière parmi les objets de la géographie (*ibid.*). Son appropriation scientifique coïncide avec les efforts de montée en discipline : la « montagne » dans son acception la plus générique devient le *leitmotiv* de bien des géographes, dont Alexander von Humboldt. Les montagnes sont en effet parmi les objets de nature qu'il cherche à mesurer et instrumenter : elles sont les terrains privilégiés des savoirs géographiques en cours de scientification. Pour autant, les montagnes ne font l'objet chez Humboldt d'une réflexion au sens conceptuelle du terme. S'il est soucieux de les décrire et de les insérer dans un système naturel plus vaste, il ne prend pas vraiment le temps de réfléchir à ce qui se cache derrière ce mot « montagne », ni à en préciser les sous-ensembles. Comme le fait remarquer B. Debarbieux dans un article de 2012 :

Une des tâches que se donne Humboldt tout au long de sa vie est de comprendre la forme des continents pris dans leur ensemble et la « configuration du sol » qui les caractérise. Pour cela, il a recours à une typologie des formes de relief qui est assez grossière : plaines, plateaux, collines, montagnes, vallées constituent son vocabulaire de base. Il s'efforce peu de définir chacun de ces termes consacrés par l'usage, mais il se fait fort d'en relativiser la pertinence. (Debarbieux, 2012 : §9)

Car comprendre l'organisation du relief ne semble pas aller avec un questionnement systématique des termes employés pour l'écrire. Ainsi, dans *Kosmos*, Humboldt donne-t-il à voir une certaine indigence théorique quant aux principales formes de relief :

Was wir Flachland der Continente nennen, sind aber nur die breiten Rücken von Hügeln und Gebirgen, deren Fuß in dem Meeresboden liegt. Jedes Flachland ist nach seinen submarinischen Verhältnissen eine Hochebene, deren Unebenheiten durch neue Sedimentformationen, in horizontaler Lage abgesetzt, die durch angeschwemmtes Schuttland verdeckt werden.<sup>180</sup> (Humboldt, 2004 (1845) : 149)

76. Détail de la coupe du Chimborazo (à droite), *Atlas du Nouveau Continent* (Humboldt, 1814)



Cet ouvrage doit faire la synthèse des connaissances géographiques du monde entier et constitue l'aboutissement des recherches de son auteur. Or, tout se passe comme si Humboldt ne cherchait pas à

180 Traduction : Les parties unies des continents auxquelles nous donnons le nom de plaines ne sont en réalité que les croupes extrêmement larges de collines et de montagnes dont les pieds gisent au niveau du fond de la mer. En d'autres termes, chaque plaine est un plateau par rapport au sol sous-marin, dont la platitude se construit grâce à de nouvelles formations sédimentaires qui seront cachées par des dépôts de gravats.

préciser les catégories qu'il décrit, mais juste à leur conférer une forme, une certaine apparence qui les rende reconnaissable, sans essayer d'en déterminer l'agencement spécifique. Et en effet, dans son discours, les montagnes, ou chaînes de montagne, ne sont jamais convoquées que pour être comparées l'une à l'autre, comme sur la carte « Umrisse der Pflanzengeographie » de l'*Atlas du Kosmos* (voir figure 61) ou comme sur la coupe du Chimborazo (voir figure 59). Ces deux cartes ne présentent que des éléments très généraux (rien à part les catégories de « plaine », « plateau », « cime ») ; leur intérêt principal est de donner la possibilité de comparer le relief présenté avec d'autres. La notion de « montagne » n'est ainsi jamais questionnée en elle-même dans sa pertinence et sa signification réelle. Pourtant, dans un argumentaire de géographie descriptive, s'accorder sur les termes mêmes de ce que l'on compare permettrait d'aller plus loin. Humboldt mesure, compare les montagnes, mais sans finalement jamais interroger ce terme et les relations que ce concept entretient avec d'autres (plateau, plaine), si ce n'est superficiellement, surtout que Humboldt convoque très souvent la catégorie « montagne » pour décrire l'organisation générale du monde et des continents. Sous l'influence des travaux de Philippe Buache (1752), il considère les chaînes de montagne comme des systèmes de charpente des grands ensembles continentaux, et plus encore, comme les espaces premiers des civilisations. D'un point de vue physique comme culturel, les « hautes régions » sont donc dignes d'attention :

À ces vues de géographie physique se sont mêlées bientôt en Europe des idées d'un autre ordre, des rêves historiques sur l'origine de la société humaine. Les hautes régions qui les premières avaient été abandonnées par les eaux, devaient aussi avoir reçu les premiers germes de civilisation. (Humboldt, 1843, I : 4-5)

Ses différents voyages se trouvent liés par les recherches qu'il mène sur ces régions. Humboldt applique en effet le principe connectif des phénomènes spécialement aux montagnes. Lorsqu'il se trouve en Asie (1829), il élabore une pensée générale des reliefs du monde, faisant des comparaisons entre l'Altai et l'Oural qu'il vient d'arpenter avec les Andes visitées quelque trente ans plus tôt et l'Atlas. Il consacre largement son ouvrage *Asie centrale* à ses recherches sur cet objet, toujours dans le but de relier entre eux les phénomènes observés.

Sous le rapport du relief général de l'Asie, le système des montagnes du Bolor présente un caractère très saillant. Il ne faut pas le décrire dans son isolement, s'étendant entre les parallèles de 32° ½ et 45° de latitude ; il faut le considérer comme faisant partie de cette longue série de soulèvements méridiens qui, à axes parallèles, mais alternes (sic) dans leurs positions, s'étendent depuis le Cap Comorin, vis-à-vis de l'île de Ceylan, jusqu'à la Mer Glaciale, entre les 64° et 75° de longitude, dans une direction moyenne de SSE-NNO. (Humboldt, 1843, II : 367)

La Cordillère des Andes et la chaîne du Kouen-lun, en considérant celle-ci dans son ensemble, comprenant l'Hindou-kho et l'Elbruz persan au sud de la Mer Caspienne, forment les plus grands soulèvements longitudinaux qu'offre la surface de notre planète. Il est à regretter que la chaîne asiatique ait été si longtemps négligée par les géographes, et que la partie qui s'étend à l'est du Bolor, bordant les trois Tübet vers le nord, manque assez généralement sur ces mêmes cartes qui figurent l'Hindou-kho, à l'ouest du Bolor, comme un prolongement de l'Himalaya, malgré la différence de direction et d'allure. (*ibid.* : 413-414)

Comme le note B. Debarbieux, la montagne constitue une idée omniprésente dans le travail de Humboldt, guidant ses recherches par-delà les continents, mais demeure un concept largement indéterminé (Debarbieux, 2012). Le terme « hautes régions » semble presque suffisant comme dénomination et le terme « montagne » coïncide davantage avec une forme qu'avec un concept, une idée intellectualisée.

En revanche, il s'interroge largement sur les toponymes donnés à ces formes. B. Debarbieux note à juste titre qu'il commente souvent les différents usages faits d'un même mot (*ibid.*). C'est notamment le cas à propos de l'Oural, dont il note les différentes acceptions dans son *Asie Centrale*, entre notamment l'emploi qui est en fait par les cartographes et celui qui est en fait par les populations locales.

Il est assez étrange que, d'après un usage généralement répandu, les habitants de la contrée montagneuse de l'Oural ne donnent aucunement le nom d'Oural à toute la contrée, c'est-à-dire à la réunion des divers chaînons qui forment ce que les géologues appellent le système de l'Oural ; mais qu'ils l'appliquent de préférence à un seul chaînon, à un seul mur de rochers. (Humboldt, 1843, I : 473)

Sur ce même sujet, il utilise ses mesures pour trancher dans certaines toponymies. Ainsi réfute-il le fait qu'il puisse y avoir un grand et un petit Atlas ou Altaï, pour lui il n'y a qu'une seule chaîne qu'on ne saurait séparer :

L'Altaï proprement dit, célèbre par de riches exploitations métalliques, est presque entièrement soumis à la domination de la Russie : il ne forme qu'un peu au-delà de la quatrième partie du système entier. J'ai évité à dessein dans cet exposé et dans celui que j'ai publié d'abord après mon retour de Sibérie, les dénominations impropres de Grand et de petit Altaï, division jadis très répandues dans nos géographies (...). (Humboldt, 1843, I : 247)

Ses recherches sur les montagnes le portent plus à questionner les délimitations des chaînes de relief que leur conceptualisation même. Ce qui meut alors les géographes est de comprendre l'organisation du monde, de pouvoir s'y repérer, et Humboldt ne fait pas exception à la règle. Pour autant, une certaine prise de conscience apparaît quant à l'intérêt de s'accorder sur les termes de l'écriture du monde et de les préciser.

En dépit de la faiblesse conceptuelle constatée, quelques géographes conscientisent à cette époque la nécessité de s'entendre sur une unité terminologique, c'est-à-dire à la fois d'employer les mêmes termes en parlant des mêmes réalités et donc de travailler certaines notions. Dès le premier bulletin de la *Royal Geographical Society*, son secrétaire, Julian Jackson, s'inquiète ainsi de la « confusion of ideas incident to exaggeration and ignorance. »<sup>181</sup> (BRGS, 1831 : NP). I. Schröder met en exergue les interrogations de Julian Jackson sur l'exemple de l'objet « montagne » :

[I]n what regards the classification of mountains, as to bulk, direction, disposition, continuity form, height etc, it is particularly indefinite : plateau, mountain, mount, hill, hillock, highland, chain, group, cluster, mass, range, ridge, basin, valley, vale, defile, pass, passage, ravine,

---

181 Traduction : la confusion d'idées conduisant à l'exagération et à l'ignorance.

gully, slope, face, pinnacle, needle, summit, point, cone, etc, etc, are all words no definite or precise meaning.<sup>182</sup> (BRGS, 1834 (T4) : 83)

L'anglais apparaît riche en variations et donc en hésitations potentielles, et cela se complique encore lorsque l'on compare les concepts d'une langue à l'autre : montagne, moutain et Berg ont-ils vraiment le même sens ? « Was also war überhaupt ein « Berg » ? Was war ein « Gebirge » ? Und wie verhielten sich diese Begriffe zu ähnlichen Begriffe im Englischen oder Französischen wie « mount », « mountain », « mont » oder « montagne » ? »<sup>183</sup> (Schröder, 2011 : 89). Ces interrogations font largement écho à des débats encore contemporains, comme celui qui met en regard les termes anglais de « place » et français de « lieu ». La question paraît intemporelle : comment peut-on être sûr que l'on parle de la même chose, que l'on met derrière tel concept la même réalité, à partir du moment où l'on n'emploie pas la même terminologie conceptuelle ? Cette question est intemporelle : c'est pour pallier à cette difficulté qu'Henri Baulig publie en 1956 un *Vocabulaire franco-anglo-allemand de géomorphologie* (Baulig, 1956), pour dissiper le moindre doute linguistique. Mais pour la période 1815-1840, le problème se situe en fait au-delà des termes eux-mêmes : l'enjeu est encore celui de la conception et de la compréhension du monde. Ce qui se passe derrière les mots explique en grande partie pourquoi les appels de Jackson et de quelques autres ne trouvent pas d'écho : l'indétermination conceptuelle est largement liée à des difficultés de saisie des phénomènes géographiques.

## 2 – Comprendre le monde pour mieux l'écrire

Dans les exemples développés plus haut, ce qui semble caché derrière une indétermination conceptuelle relève pour une part d'une incompréhension de l'organisation du monde physique. Car l'enjeu encore prégnant dans les années 1815-1840 ne se situe pas sur le plan du discours, mais sur celui de l'intelligibilité des phénomènes naturels. Dans l'*Abrégé de géographie* de Balbi, aux articles « Iles » et « Montagnes », apparaît l'idée que l'indicibilité d'une réalité géographique réside dans la résistance qu'elle oppose à la compréhension :

ILES. Les îles, accidens (sic) si remarquables dans le système général du globe, méritent d'être traitées avec détails ; mais leur description n'est pas sans difficulté, malgré les grands progrès de la science. Plusieurs circonstances topographique, généralement ignorées ou négligées, embarrassent souvent le géographe. Dans notre chapitre des définitions, on verra ce que nous entendons par une île ; ici nous ferons quelques remarques sur leur classification, et nous signalerons quelques-unes des anomalies offertes par certaines d'elles. (Balbi, 1833 : XXXI)

MONTAGNES. (...) Comme aucun principe fixe paraît avoir guidé les géographes et les naturalistes qui jusqu'à présent se sont occupés de la classification générale des montagnes, cette partie si importante de la science offre la plus grande confusion et les contradictions les

---

182 Traduction : En ce qui concerne la classification des montagnes, en termes de volume, de direction, de disposition, de continuité, de forme, de hauteur, etc, tout cela est particulièrement indéfini : plateau, montagne, mont, colline, butte, massif, chaîne, groupe, amas, masse, rangée, crête, bassin, vallée, val, défilé, col, passe, ravin, rigole, pente, face, pinacle, aiguille, sommet, pointe, cône, etc, etc, sont tous des mots à la signification ni précise ni définie

183 Traduction : Qu'est-ce qu'était exactement une montagne ? Qu'était une chaîne de montagne ? Et comment se comportent ces concepts vis-à-vis de concepts proches en anglais ou en français, comme « mountain », « mount », « mont » ou « montagne » ?

plus absurdes. Quelques géographes ignorent complètement le nom de *système*, ou ne veulent point l'adopter ; les uns appellent *systèmes de montagnes* ce que d'autres regardent comme des *groupes*, tandis que certains géographes appliquent cette dernière dénomination aux simples chaînes. Il ne manque pas de savans (sic), d'ailleurs estimables, qui, étrangers à la géographie proprement dite, viennent augmenter ce désordre par l'introduction des systèmes géologiques, assujétissant (sic) les caractères que tout géographe instruit doit regarder comme principaux aux caractères qui ne doivent être pour lui que secondaires. (*ibid.* : XXXII)

Cette résistances à la compréhension relève de deux éléments différents : d'une part les manques de « progrès de la science », qui conduisent à des manques de connaissances, d'autre part l'existence de controverses au sein du collectif géographique (« quelques géographes ignorent complètement »), le tout faisant surgir des « anomalies » qui pénalisent l'édifice général des savoirs géographiques. Balbi se place ainsi du côté de ceux qui souhaitent une unification terminologique et conceptuelle au sein de la nouvelle discipline, reconnaissant l'affaiblissement qui résulte de son absence. Sa posture est la suivante : comment dire clairement ce qu'on ne comprend pas ou ce qu'on comprend mal ? L'examen de quelques exemples, celui du volcanisme, de la structure du globe et des dénominations hydrographiques, révèle bien en quoi les énergies se situent encore et avant tout dans une perspective de compréhension et de règlement de controverses et pas tout à fait du côté de la mise en récit conceptualisée du monde.

#### a) Êtes-vous neptuniste ou plutoniste ?

Depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, le phénomène volcanique fascine les scientifiques et donne lieu à de multiples interprétations. Partagés entre neptunistes et plutonistes, les naturalistes s'opposent sur deux interprétations majeures. Les premiers, suivants la théorie de Werner, postulent que l'intérieur de la Terre est fait d'eau et que c'est l'interaction de cette eau avec les autres éléments (roches essentiellement) qui entraînent les transformations géologiques, dont le volcanisme constitue le symbole. Pour les seconds, partisans de Hutton, les couches profondes de la planète sont constituées d'éléments en fusion et c'est ce feu permanent qui est responsable des bouleversements observés à la surface. N. Broc note l'importance de cette controverse dans la sphère des géographes (Broc, 1972). Ce débat concentre en lui-même toutes les tensions qui s'articulent autour de l'enjeu de la compréhension du fonctionnement de la Terre.

Dans les premières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle, les plutonistes tendent peu à peu à l'emporter dans le paysage scientifique, mais le neptunisme n'est définitivement écarté que tardivement. Hervé Ferrière rappelle qu'un Bory de Saint-Vincent commence par adopter les positions neptunistes avant de se rallier au plutonisme dans les années 1800 (Ferrière, 2009) à l'occasion de son *Voyage dans les quatre principales îles des mers d'Afrique* (1804). Et si la compréhension des phénomènes volcaniques progresse, grâce aux travaux notamment de Humboldt en Amérique (autour du Pinchicha et du Chimborazo) et en Europe (autour de l'Etna avec Gay-Lussac)<sup>184</sup>, ceux-ci continuent à rester au moins

---

184 Humboldt contribue entre autres dans son *Kosmos* à l'une des premières recensions des volcans dans le monde, il parvient à plus de 400 (Humboldt, 2004 (1845)).



partiellement mystérieux. En 1831, la communauté scientifique et géographique européenne se passionne en effet pour l'apparition soudaine d'une île volcanique au large de la Sicile. Ce fait est largement relaté dans le bulletin de la société parisienne, trahissant l'enthousiasme lié à la possibilité offerte d'enfin constater *de visu* une éruption et d'en saisir les tenants et aboutissants. Un navire anglais part dans un premier temps à la rencontre de cette nouvelle île, bientôt rejoint par un bâtiment français. L'ébullition scientifique est grande, car l'on entrevoit la possibilité de trancher enfin en faveur d'une ou de l'autre alternative.

Sur la proposition de l'un de ses membres, de M. Arago, l'Académie royale des Sciences a témoigné le désir de faire examiner l'île sous le rapport géologique. Des faits de cette nature se manifestent trop rarement, en effet, pour qu'on n'ait pas le plus grand intérêt à les étudier lorsque l'occasion se présente, et cette occasion devrait être saisie le plus promptement possible, puisque l'on sait fort bien que presque toutes les îles qui sont ainsi sorties du fond des flots y sont rentrées après un temps même assez court, ce que confirme encore d'ailleurs l'opinion des officiers anglais de la *Philomède* et du *Solide*, qui pensent que l'île sera bientôt entièrement submergée. (BSGP, 1831 (S1, T16) : 93)

Chaque jour c'est un spectacle différent. La mer abandonne et reprend les bords du volcan ; de petites îles se forment aussi au milieu de cette terrible ébullition sur le flancs (sic) de l'île principale ; elles paraissent et s'évanouissent du soir au matin. (*ibid.* : 94)

Le « spectacle » possède une dimension fascinante, qu'il faut à tout prix saisir. Cette apparition volcanique fascine d'ailleurs pendant des années, puisqu'en 1836 on trouve encore des articles sur l'île Julia (BSGP, 1836 (S2, T5) : 199 *et sqq.*). L'urgence de la situation semble ne pas relever uniquement du spectacle de la nature, mais bien aussi de la primauté de sa reconnaissance et de la capacité à être présent sur les lieux. À l'envoi de deux navires anglais répond immédiatement du côté français la nécessité de se rendre sur place. Cette initiative n'est pas celle des naturalistes, mais bien celle du gouvernement :

M. de Rigny ministre de la marine, concevant toute l'importance de ce phénomène a résolu d'envoyer un bâtiment de l'État, pour reconnaître et explorer ces lieux. Le brick la Flèche, armé dans ce but, doit donc être déjà parti de Toulon, sous le commandement M. Lapierre lieutenant de vaisseau. (*ibid.* : 93)

Cet enthousiasme est comparable à celui qui accompagne le retour de René Caillé de la mythique Tombouctou : en matière de savoirs géographiques, la soif scientifique le dispute à la gloire nationale.

Au-delà de l'anecdote, cet épisode signale l'engouement immense pour cet objet géographique que sont les volcans. Loin d'être encore complètement cernés dans leur fonctionnement, mais aussi leurs positions à travers le globe, leur indétermination intellectuelle explique pour partie pourquoi les catégories « montagne » ou « relief » sont alors pauvrement conceptualisées.

#### *b) Dépasser Buache : montagnes et bassins hydrographiques*

À cet exemple fait écho la remise en question de l'héritage de Buache en matière de compréhension du relief terrestre. Un des principaux enjeux de cette période consiste à comprendre

comment s'organise le globe, et notamment le système de relief. Depuis Philippe Buache, le regard se porte en particulier sur le rôle des montagnes comme élément de la charpente terrestre (1752). Buache est en effet un des premiers à proposer une explication rationnelle à l'organisation des masses continentales et maritimes, en posant les montagnes comme l'ossature soutenant l'ensemble de l'édifice (Lagarde, 2010). Sur ses cartes, il représente les montagnes comme les éléments centraux des continents, qui déterminent et délimitent les grands bassins et plaines (voir figure 77).

77. *Planisphère physique où l'on voit du pôle septentrional ce que l'on connoit de terres et de mers, avec les grandes chaînes de montagnes qui traversent le globe*, Philippe Buache (1752)



(Source : gallica.bnf.fr)

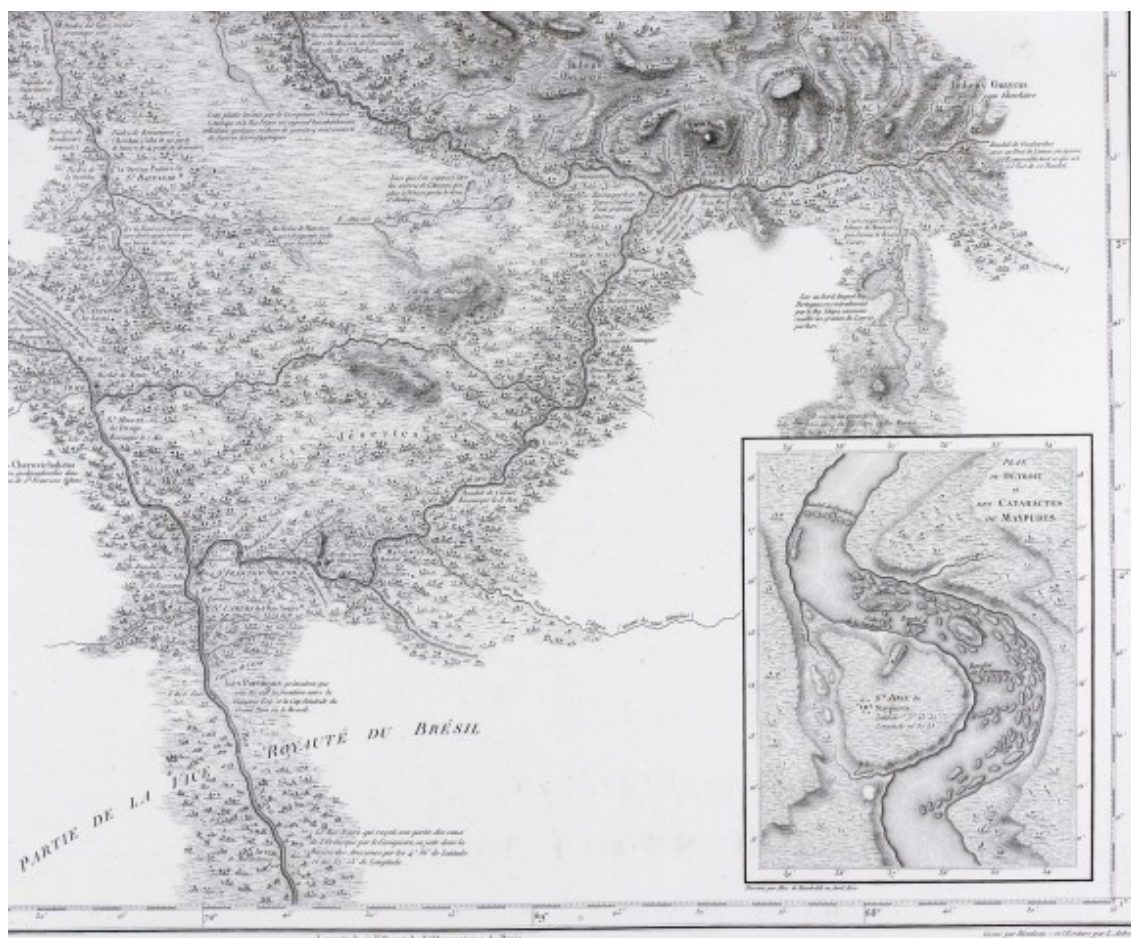
Les travaux de Buache constituent une inspiration essentielle pour les naturalistes et les géographes du XVIII<sup>ème</sup> et du début du XIX<sup>ème</sup>, dans la mesure où ils donnent matière à réflexion sur de nombreux sujets. Sa proposition d'ossature montagneuse du globe est par exemple souvent discutée et dépassée par des Humboldt ou des Ritter. Mais les théories de Buache font aussi parfois obstacles à la compréhension de la structure terrestre. C'est en particulier le cas de l'idée selon laquelle les bassins hydrographiques dessineraient les montagnes. Humboldt, explorant l'Amérique du Sud, tient absolument à prouver que les bassins de l'Orénoque et de l'Amazone communiquent entre eux, par l'intermédiaire du Cassiquiare, alors que la plupart des géographes de l'époque, suivant Buache, réfutent cette idée pourtant maintes fois soutenue. Il décrit clairement son but dans sa *Relation historique*, qui est de mettre fin à une controverse :

La carte générale de la Guyane (de Buache) publiée en 1798 (...) fait passer une chaîne de

montagnes à travers la plaine (...) Cette chaîne est supposée (...) former un point de partage entre l'Orénoque et celles du Rio Negro et du Cassiquiare (...) Dans une note ajoutée à cette carte, il est dit que 'la communication supposée entre l'Orénoque et l'Amazone est une monstruosité en géographie que la carte de la Cruz a multiplié sans fondement et que pour rectifier les idées sur ce point, il convient de reconnoître la direction de la grande chaîne qui fait le partage des eaux. (...) J'ai été assez heureux pour reconnoître cette chaîne de montagnes sur les lieux. J'ai passé, dans la nuit, avec ma pirogue, dans la partie de l'Orénoque où monsieur Buache supposait que le lit du fleuve était coupé par une cordillère. (Humboldt, 1814-1825, II : 537-8)

Pour appuyer ses dires et ses observations, il produit une carte de cette liaison :

78. Carte Itinéraire du cours de l'Orénoque, de l'Atabapo, du Cassiquiare et du Rio Negro, montrant la bifurcation de l'Orénoque et sa connexion avec l'Amazone (détail), Humboldt, *Atlas géographique et physique du nouveau continent* (1814)



Cette découverte, ou plutôt cette confirmation, d'une confluence entre deux bassins hydrographiques, révolutionne la manière de penser l'organisation des reliefs et leur rôle sur la délimitation des autres sous-ensembles géographiques. Elle permet de réfléchir d'une manière neuve à l'idée même de montagne, mais aussi de bassin hydrographique, comme Humboldt lui-même le souligne :

Accoutumés à ne considérer les rivières de l'Europe que dans cette partie de leur cours où elles sont renfermées entre deux lignes de faîtes, par conséquent encaissées dans des vallées, oubliant que les obstacles qui infléchissent les affluents (sic) ou les réceptifs (sic) principaux sont plus rarement des chaînes de montagnes que de faibles relèvements de contrepentes, nous

avons de la peine à concevoir l'existence simultanée de ces sinuosités, de ces bifurcations, de ces communications de rivières du Nouveau Monde (*ibid.* : 515)

Sa découverte, comme l'écrit B. Debarbieux, « vise surtout à promouvoir un autre mode de raisonnement sur le tracé des rivières, un raisonnement qui prenne en compte des facteurs multiples et qui ait recours à la comparaison systématique des observations dans tous les continents » (Debarbieux, 2012 : §16) :

C'est de la connaissance intime des influences qu'exercent les inégalités de terrain, la fonte des neiges, les pluies périodiques et les marées, sur la vitesse, sur les sinuosités, sur les étranglements, sur les bifurcations et sur la forme des embouchures du Danube, du Nil, du Gange, de l'Amazone, que résulte une théorie générale des fleuves, ou, pour mieux dire, un système de lois empiriques qui embrassent ce que l'on a trouvé de commun et d'analogue dans les phénomènes locaux et partiels. (Humboldt, 1823 : 63)

Les avancées de Humboldt profitent largement aux autres géographes, qui amendent conceptuellement et intellectuellement leur conception des organisations continentales. C'est le cas notamment de Ritter qui théorise dans les années 1820 la façon dont s'organise les continents et les sous-ensembles continentaux. Il présente notamment en 1826 un mémoire à l'Académie des Sciences de Berlin *Ueber geographische Stellung und horizontale Ausbreitung der Erdtheile* (Sur la position géographique et sur la prévalence horizontale des continents) (Ritter, 1852) dont l'influence provient du champ développé par Buache tout en le remettant en question. Le propos de Ritter vise en effet à montrer que les continents possèdent en effet des liaisons, des points communs, mais qui ne résument pas aux seules chaînes de montagne. Il offre un regard multiscalaire que Buache ne possédait pas, à travers la dimension horizontale :

Alle diese Hauptverhältnisse hängen nur allein von der eigenthümlichen Anordnung der Ländergruppen und der Wasserflächen, oder von jener Vertheilung und Gruppierung in Bezug auf das Ganze des Erdrundes ab, und eine grosse Reihe allgemeiner und besonderer Erscheinungen, die im Einzelnen sich leicht verfolgen lassen, findet, für alle Unterordnungen der Länder, und den besonderen Verhältnissen, die aus diesen allgemeinen der horizontalen Dimensionen unmittelbar hervorgehen, ihre hinreichende Erklärung.<sup>185</sup> (Ritter, 1852 : 114-115)

La question de la répartition des masses continentales et océaniques, le groupement des continents, les relations entre les sous-ensembles continentaux constituent en effet des thématiques récurrentes sur lesquelles les géographes se penchent depuis lui et qu'ils essayent d'améliorer.

### c) Les énigmes hydrographiques

L'exemple du Cassiquiare ouvre plus généralement la boîte à énigmes hydrographiques. J'ai déjà souligné plus haut l'engouement scientifique, mais aussi politique, pour la recherche des sources

---

185 Traduction : Toutes ces relations dépendent seulement de l'organisation caractéristique des groupements terrestres et des masses océaniques, ou de chaque partie en rapport avec le tout terrestre ; et une grande partie des phénomènes généraux et particuliers, qui se laissent facilement comprendre dans le détail, trouve une explication suffisante en ce qui concerne chaque sous-partie des masses terrestres et des relations qu'elles entretiennent entre elles et qui proviennent immédiatement des liaisons générales du point de vue horizontal.

du Nil et du Niger, pour la découverte d'une éventuelle liaison entre ces deux fleuves ou encore pour comprendre l'organisation du système des grands lacs africains. Ces interrogations sur les grands systèmes fluviaux du monde vont également de pair avec le questionnement de la nomenclature hydrographique utilisée pour dire ces catégories.

Un article paru dans le bulletin de la *Royal Geographical Society* en 1834 pose bien les enjeux liés au fait de dire, de mettre en mots les phénomènes naturels. Julian Jackson commence sa contribution en appelant de ses vœux la mise en place d'un système terminologique enfin fixé, comme il l'avait déjà fait en 1831 :

I shall venture to draw the attention of the Royal Geographical Society to a subject which I have ever regarded as of considerable importance ; - I mean the systematic arrangement of the objects of science, the establishment of a precise and comprehensive nomenclature, and the further improvement of maps.<sup>186</sup> (BRGS, 1834 (T4) : 72)

Jackson précise son souhait, en soulignant les obstacles que la géographie rencontre dans son unification conceptuelle systématique :

Hence the establishment of a definite order and nomenclature can meet with no other obstacle than that which arises from the difficulty of amalgamating the new wants of the science with its old habits, - a difficulty certainly great, but by no means insurmountable. To this object, I would invite the attention of my learned colleagues (...).

By a system, I mean only a methodized arrangement of facts and objects already known as shall serve to render our acquaintance with them more complete, our notions more precise. Unfortunately no science, perhaps, presents greater difficulties to an exact classification than geography, for in no one are the objects which compose it so naturally indefinite in their limits.<sup>187</sup> (*ibid.* : 72)

Ses remarques sont intéressantes, car d'après lui la construction scientifique des savoirs géographiques doit passer par la construction d'un système conceptuel solide, qui amène à plus de précision. Son idée sous-jacente postule donc qu'en l'état, c'est-à-dire sans ce système, la discipline géographique souffre d'un déficit théorique et d'un défaut d'intelligibilité qui lui nuit. De la même manière que les gestes, il s'agit aussi de scientificiser le discours et les mots du géographe. Les obstacles sont de deux ordres d'après Jackson, et l'on retrouve ici un diagnostique proche de celui de Balbi. D'un part, ce système subit la résistance des vieilles habitudes (« old habits ») contractées par les savants et demande un changement d'état d'esprit, une acceptation de cet arrangement systématique. D'autre part, Jackson souligne la spécificité des objets dont s'occupe la science géographique : d'après lui, ceux-ci seraient

---

186 Traduction : Je souhaite attirer l'attention de la *Royal Geographical Society* sur un sujet que j'ai toujours regardé comme étant d'une importance considérable : je veux parler de l'ordonnement systématique des objets de la science, de l'établissement d'une nomenclature précise et compréhensible, et de l'amélioration des cartes.

187 Traduction : D'où le fait que l'établissement d'un ordre défini et d'une nomenclature ne peut rencontrer d'autre obstacle que celui qui surgit de la difficulté d'amalgamer les nouvelles volontés de la science avec ses vieilles habitudes, - une difficulté certainement grande, mais en aucun cas insurmontable. Je voudrais inviter l'attention de mes collègues éclairés sur cet objet (...). / Par un système, je pense seulement à un arrangement méthodique de faits et d'objets déjà connus de manière à rendre les connaissances que nous en avons plus complètes, nos notions plus précises. Malheureusement aucune science, peut-être, ne présente de plus grande difficultés à réaliser une classification exacte que la géographie, car dans aucune autre les objets qui la composent ne sont si naturellement indéfinis dans leurs limites.

particulièrement insaisissables, car pourvus de limites indéterminées (« naturally indefinite in their limits »). N'est-ce pas une jolie formule pour dire surtout la difficulté des géographes à les appréhender ? Et à les articuler entre eux ? Car la suite de l'article plaide plutôt pour cette interprétation : l'indéfinition des objets géographiques tient non pas tant à leur nature évanescence qu'à l'incapacité des géographes à les mettre en ordre, à les hiérarchiser, ou pour résumer à les comprendre.

Pour exprimer ces difficultés, Jackson prend le cas des réseaux hydrographiques et des ramifications de ces réseaux. Il opte pour une démonstration appuyée largement sur une représentation graphique (voir figure 79), dans laquelle il compare l'organisation d'un réseau hydrographique à celui d'un delta, les deux n'ayant pour qu'une différence de degré. Le constat de Jackson ne se fait pas attendre : que ce soit dans la langue française ou dans la langue anglaise, les termes désignant les différentes branches du réseau sont pour lui insuffisants :

So far, however, from each kind of ramification, either of trees or rivers, having a name, we have in English, as applied to the former, but the two divisions of trunk and branch, and for the latter also two, those of river and brook.

The French have three distinct termes, but they are vaguely defined to be much used. Thus with them the *Fleuve* is defined *une grande rivière, qui se rend sous le même nom de sa source à la mer* ; the *Rivière*, *une eau qui coule dans un lit assez profond pour porter bateau, et qui se jette dans un fleuve* ; the *Ruisseau* is un *petit courant d'eau*.

A very little observations will suffice to show the inadequacy of these definitions.<sup>188</sup> (*ibid.* : 73)

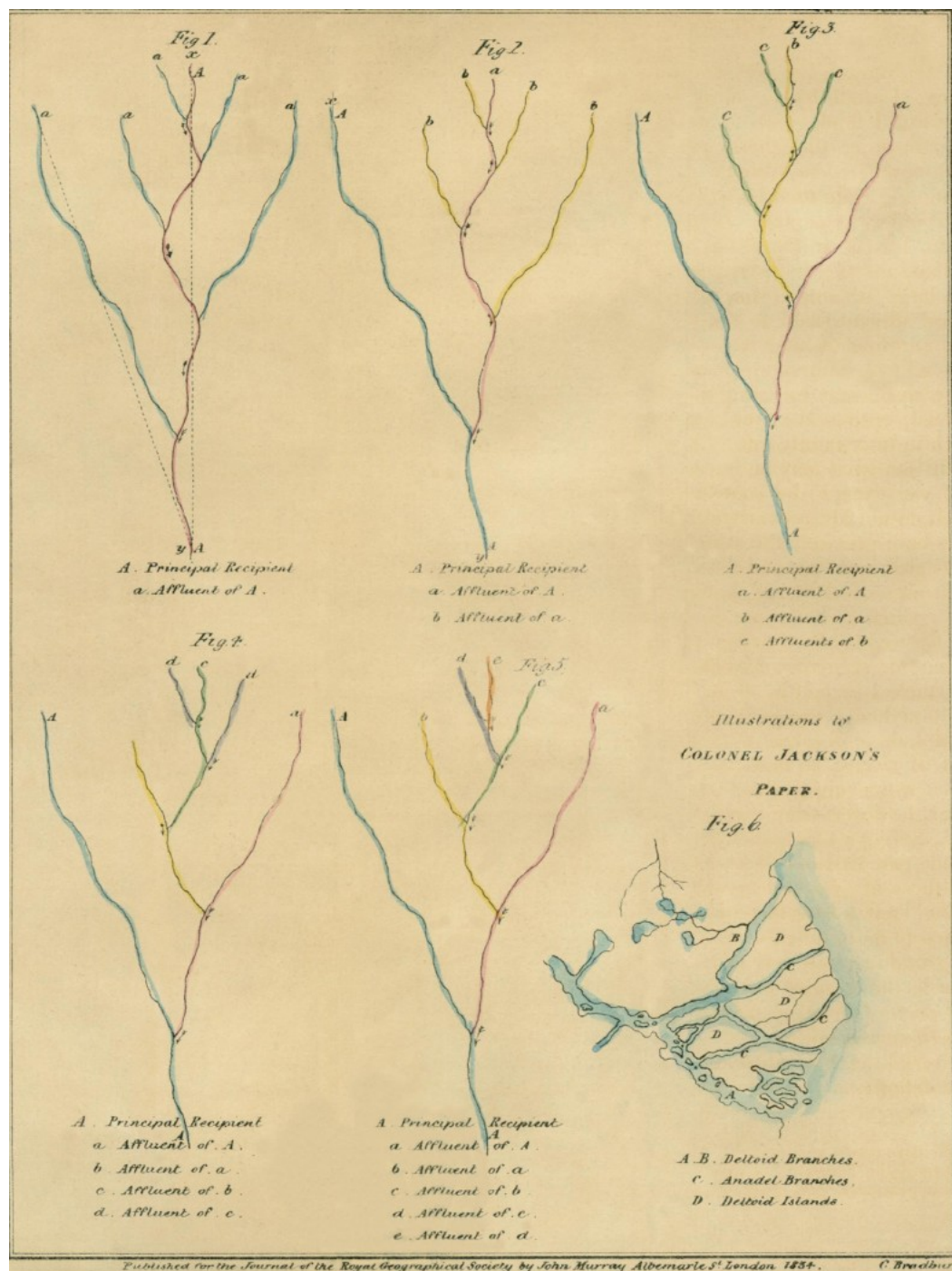
Travaillant chaque terme, Jackson se répand ensuite en critiques, questionnant les réalités cachées derrière chacun (quantité d'eau, taille, largeur, etc.) et pose une réelle et pertinente question : « what becomes of the definition ? »<sup>189</sup> (*ibid.* : 75). En déconstruisant ainsi toute la terminologie, il en vient à interroger les mots : que mettre derrière une définition ? Comme il montre sur son graphique, chaque ramification peut être considérée comme une branche principale ou comme un minuscule cours d'eau : qu'est-ce qui décide alors de leur positionnement relatif dans le réseau ? Ce questionnement fait largement écho aux innombrables recherches engagées alors en Afrique concernant les sources du Nil, celles du Niger et les liens entre ces deux fleuves. Jackson propose plusieurs classements, qu'il représente sur son graphique, en privilégiant pour chacun d'eux par exemple la longueur ou la situation. Cela suppose dans tous les cas d'avoir une connaissance parfaite des systèmes hydrographiques, chose qui n'est pas encore acquise.

---

188 Traduction : Jusque là cependant, pour chaque type de ramification, qu'il s'agisse d'arbres ou de rivières, nous avons en anglais, pour le premier deux divisions, tronc et branche, et pour le deuxième deux également, rivière et ruisseau. / Les français ont trois termes distincts, mais ils sont trop vaguement définis pour être utilisés. Ainsi pour eux, le *Fleuve* est défini comme *une grande rivière, qui se rend sous le même nom de sa source à la mer* ; la *Rivière*, *une eau qui coule dans un lit assez profond pour porter bateau, et qui se jette dans un fleuve* ; le *Ruisseau* est un *petit courant d'eau*. / Très peu d'observations suffisent à montrer l'inadéquation de ces définitions.

189 Traduction : Que devient la définition ?





(Source : BRGS, 1834 (T4))

Lorsqu'il écrit qu'une classification méthodique doit permettre de préciser les notions des géographes sur les objets connus, il oublie de préciser qu'au début des années 1830 une grande partie du globe n'est pas encore explorée. L'époque est encore, comme il en a lui-même d'ailleurs conscience, à l'actualisation des cartes du monde et pas encore à sa mise en ordre rationalisée. La tentative de Jackson traduit tout de même l'existence d'un souci quant à la mise en récit géographique du monde. Mais il faut attendre les décennies 1840 et 1850 pour qu'il s'affirme et s'affiche collectivement. Son

article souligne également un autre aspect essentiel de la langue géographique : il en existe non pas une seule, mais bien plusieurs en fonction de l'aire culturelle et linguistique dans laquelle on se situe. Si l'anglais n'a apparemment pas de mot pour fleuve, comment dès lors s'entendre par delà les frontières et construire une langue géographique qui soit réellement géographique ?

### **3 – L'intraductabilité des concepts géographiques ?**

Cette distorsion, à peine soulevée par Jackson car il s'attache surtout à démontrer la faiblesse conceptuelle des termes géographiques, relève d'un enjeu vaste et important : celui de la traductabilité, ou précisément de l'intraductabilité, des concepts scientifiques ? Alors que la science géographique se structure institutionnellement mais aussi discursivement, la question de la mutuelle compréhension des savoirs s'inscrit pleinement dans la dialectique de l'universel et du national.

#### *a) Les enjeux du problème*

Pour les savoirs géographiques en cours de structuration disciplinaire, l'autonomisation passe par la fixation d'un vocabulaire théorique et conceptuel consensuel, que l'on souhaite universel, mais qui se heurte une fois de plus aux réalités nationales. Olivier Christin, à travers l'exercice de son *Dictionnaire des concepts nomades* parle de « nationalisation des concepts des sciences sociales » (2010 : 13) qui ne peuvent échapper à leur environnement politique et culturel. Cette réalité pose le problème de l'intraductabilité de ces concepts, ou au moins de leur déformation voire transformation, au cours de leur déplacement au sein de la sphère scientifique. À la manière d'Isabelle Stengers, il s'agit d'explorer non pas le nomadisme des concepts géographiques dans les autres sphères scientifiques (Stengers, 1988), mais leur déplacement (ou non déplacement) d'une aire linguistique et culturelle à une autre. René Etiemble a également travaillé cette idée de circulation conceptuelle entre plusieurs langues scientifiques, en soulignant les difficultés du passage d'une sphère à l'autre (Etiemble, 1988). C'est ce qu'I. Schröder nomme « Das Problem der Begrifflichkeit »<sup>190</sup> (Schröder, 2011 : 88), le problème de s'entendre sur des concepts consensuels et représentant pour tous la même réalité. Ce qui concrètement revient à se demander : que mettre dans le nouveau thésaurus géographique ? Et dans quelle langue ?

Cet enjeu ressort bien des échanges entre géographes au sein et par-delà les frontières étatiques. Humboldt, au centre d'un réseau d'une étendue exceptionnelle et très sensible au phénomène du plurilinguisme, propose à travers sa correspondance un aperçu des débats qui agitent alors les géographes – au même titre d'ailleurs que bien d'autres scientifiques. En 1811, alors que son *Essai sur le Royaume de la Nouvelle-Espagne* paraît, Humboldt s'enquiert de la réception de sa traduction anglaise auprès de Marc-Auguste Pictet :

M. Widmer m'assure que malgré les imperfections de cette traduction l'ouvrage fait beaucoup d'effet, et M. Banks m'écrit d'une manière qui prouve que tout le monde là-bas ne pense pas

---

190 Traduction : Le problème des concepts



sur moi comme M. Black... (Humboldt, 1905 : 264)

En 1832, à son ami Valenciennes, il affirme le besoin de revenir à l'allemand pour écrire son *Kosmos* :

Je commence à imprimer mon travail sur les cartes les plus anciennes et la Géographie de l'Amérique et j'ai repris avec cette ardeur que donne après une longue absence le retour vers une langue dans laquelle seule on a la conscience d'un mouvement libre (toute langue étrangère gênant l'expression vive de la pensée), une Physique du Monde et la publication de mon Cours académique. (Humboldt et Valenciennes, 1965 : 62)

Dans une formule placée discrètement entre parenthèses (« toute langue étrangère gênant l'expression vive de la pensée ») Humboldt exprime là toute la difficulté à assurer l'universalité d'une langue géographique. Pour lui, le passage d'une langue à l'autre ne relève pas d'un mouvement anodin, d'un simple effort de traduction, mais induit des transformations dans les modalités de la pensée et donc dans l'exactitude de son écriture. La justesse de la langue, la précision des mots constitue une tension toujours vive chez Humboldt, comme il l'explique à Bessel lorsqu'il entame la rédaction du *Kosmos* :

Es ist das Werk meines Lebens, soll abspiegeln, was ich mir für Vorstellung und Trugbilder von dem ergründeten und nicht ergründeten Zusammenhange der Erscheinungen durch Selbsterfahren oder Nachforschen in dem in vielen Sprachen mühsam Gelesenen entworfen habe. Das Werk, das ich vor 20 Jahre (auch präentionsvoll und zu unbestimmt) das „Buch von der Natur“ nennen wollte, hat also subjektive Wichtigkeit. Ich suche, es auszustatten mit zwei heterogenen Dingen, mit den sichersten Zahlenswerthen (die der Ausdruck comischer und physischer Gesetze sind) und mit dem, was Form und Sprache nach meinen geringen Kräften von Anmuth und Leben geben können.<sup>191</sup> (Humboldt, 1994 : 80)

La langue, la forme donnée à son travail, compte autant pour Humboldt que les informations purement géographiques distillées dans son *Kosmos*. Au sein de sa langue maternelle et encore plus dans le passage d'une langue à l'autre, cette difficulté est porteuse de résonances épistémologiques fortes.

#### *b) Comparaisons de quelques concepts géographiques français, prussiens et britanniques*

En effet, l'enjeu consiste bien à s'entendre par-delà les frontières politiques et linguistiques. Car l'objectif assigné à la fondation d'une discipline géographique est celui de l'universelle compréhension et du partage des savoirs produits. Avant de conclure à la traductabilité ou à l'intraductabilité de la langue géographique, un détour s'impose dans les trois sphères nationales.

À partir des contenus des dictionnaires anglais et français qui contiennent un glossaire (Conder, 1834 ; Langlois, 1830 ; Vosgien, 1825), ainsi que d'articles tirés du *corpus* prussien pour la partie allemande (le dictionnaire de Galletti (1822) ne possédant pas de parties conceptuelles) les tableaux ci-dessous synthétisent l'emploi et la signification de termes géographiques, choisis parmi quelques champs lexicaux principaux. Pour rebondir sur ceux déjà abordés, la comparaison prend en charge le

---

191 Traduction : C'est l'œuvre de ma vie, qui doit découler ce que j'ai conçu comme représentation et illusion quant aux relations approfondies et non approfondies des phénomènes, grâce à mes expériences personnelles ou mes recherches laborieusement poursuivies dans de nombreuses langues. Cette œuvre, que je veux depuis 20 ans appeler le « livre de la nature » (de façon prétentieuse et très évasive), a donc une importance subjective. Je cherche à l'équiper avec deux choses hétérogènes, avec les valeurs chiffrées les plus justes (qui sont l'expression des lois physiques et étranges) et à pouvoir donner, à travers mes faibles forces, la forme et la langue de l'élégance et la vie.

lexique de la montagne et celui de la rivière. Enfin, pour faire écho au thème principal de cette recherche, un dernier tableau envisage les termes du découpage de l'espace. Chaque tableau renferme les termes les plus couramment utilisés se rapportant au lexique principal, il permet donc à la fois une comparaison linguistique mais aussi d'identifier l'ampleur du champ lexical donné.

#### 80. Comparaison du lexique « montagne » entre les trois sphères

		Termes français	Termes anglais	Termes prussiens <sup>192</sup>
<b>Terme générique</b>		<i>Montagne</i>	<i>Mountain, Mount</i>	<i>Gebirge</i>
<b>Synonymes</b>			Hill, Mount	Gebirgsland
<b>Définition</b>		« une masse de terrain considérablement élevé au-dessus du sol environnant » (Langlois)	« elevated ridge or range of high country » (Conder)	« Höhen der Erde » (Miltenberg)
<b>Termes connexes principaux</b>	<b>Montagne isolée</b>	Mont, montagne	Mount	Berg
	<b>Chaîne</b>	Chaîne	Mountain, Range	Kette
	<b>Cime</b>	Pic, cime, sommet	Peak	Gipfel
	<b>Plateau</b>	Plateau	Plateau, Table-land	Hochebene
	<b>Colline</b>	Colline	Hill	Hügel

Le premier tableau portant sur le lexique montagne confirme les précédentes analyses : le champ lexical est relativement pauvre. Les géographes disposent tout au plus de six à sept termes pour définir la catégorie « montagne ». Cette remarque vaut d'ailleurs également pour le champ de la « rivière », qui associé à celui du réseau hydrographique ne contient que moins d'une dizaine de concepts. Cela confirme l'idée selon laquelle les concepts géographiques sont encore peu développés, en voie de stabilisation et appellent un approfondissement de la connaissance sur ces objets-ci. Pour revenir à la catégorie « montagne », cette faiblesse se constate en particulier dans la longueur des définitions. Quelques mots suffisent pour présenter cet objet pourtant si complexe. On fait le même constat chez Vosgien, pour qui une montagne est une « éminence (sic) considérable sur la surface de la terre » (Vosgien, 1825 : 3). En outre, l'emploi de synonymes renseigne sur la labilité des concepts. Conder précise dans son dictionnaire que *mount* et *mountain* sont interchangeables, le premier désignant cependant en général une montagne isolée (Conder, 1834 : 444). De même en allemand, *Gebirge* et *Gebirgsland* sont aussi échangeables selon l'avis de l'auteur. Et si le français et l'allemand font bien la différence entre chaîne et montagne isolée, l'anglais cache toutes les distinctions possibles derrière le terme générique *mount* ou *mountain*.

192 Pour l'analyse des termes allemands, j'utilise l'ouvrage paru en 1815 de Miltenberg, *Die Höhen der Erde oder systematisches Verzeichniss der gemessenen Berghöhen und Beschreibung der bekanntesten Berge der Erde, nebst einem Anhang, enthaltend die Höhen von vielen Städten, Thälern*.

Si l'on compare cette première figure avec les suivantes, ce qui frappe est la proximité entre les lexiques français et anglais et leur nette séparation avec le lexique allemand. Les géographes français et anglais ont très clairement choisis d'avoir recours aux racines latines pour décrire la réalité du monde. Tandis que le français est très présent dans la capitale prussienne du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'allemand géographique s'appuie majoritairement sur des radicaux saxons. Faut-il y voir le signe de l'affirmation d'un style national ? En tout cas, le lexique géographique allemand se distingue nettement de ses voisins et propose un effet de germanisation bien identifiable, qui se poursuit d'ailleurs par la suite (voir chapitre 11). L'allemand joue en outre de sa structure de langue agglutinante, qui permet une très forte utilisation des préfixes/suffixes pour varier autour d'un concept. On le voit avec le passage de *Berg* à *Gebirge*, où le suffixe *ge* annonce une généralisation, mais aussi avec le terme *Gebirgsland*, qui associe au terme précédent le mot très générique de *Land* (pays, région, espace). Le caractère agglutinant de la langue allemande semble permettre une montée en généralité que le français et l'anglais ne rendent pas immédiatement possible. Pour autant, ce qui est vrai pour la catégorie « montagne » ne l'est pour la « rivière », puisque l'allemand emploie, sans variation notable, le mot *Fluss* pour désigner aussi bien la rivière que le fleuve ou le ruisseau et le terme affluent ne semblent avoir d'équivalent.

Le deuxième exemple met encore plus en exergue la faiblesse conceptuelle des termes géographiques, en faisant un large écho aux analyses de Julian Jackson sur le sujet.

#### 81. Comparaison du lexique « rivière » entre les trois sphères

Termes français		Termes anglais	Termes prussiens <sup>193</sup>
<i>Terme générique</i>	<i>Rivière</i>	<i>River</i>	<i>Fluss</i>
<b>Définition</b>	« eaux de sources qui coulent jusqu'à de plus grandes rivières et jusqu'à la mer. » (Vosgien)		
<b>Termes connexes principaux</b>	<b>Fleuve</b>	Fleuve	Fluss
	<b>Ruisseau</b>	Ruisseau, Rû	Fluss
	<b>Affluent</b>	Affluent, Branche	Branch
	<b>Lac</b>	Lac	Lake
	<b>Berge</b>	Berge	Bank
	<b>Source</b>	Source	Quelle
	<b>Estuaire</b>	Embouchure	Firth
			Mündung

En particulier du côté anglais et prussien, le *corpus* ne révèle pas d'effort de définition et fait apparaître soit une absence de termes associés (anglais) soit un amalgame de toutes les distinctions

193 Pour le lexique hydrographique en allemand, je puise dans les travaux d'Alexander von Humboldt, en particulier ses *Ansichten der Natur* (1808-1826) et son *Kosmos* (2004 (1845)).

(allemand, où tout se dit *Fluss*). Même dans le *Kosmos* de Humboldt, qui est pourtant un peu plus tardif (1845), aucun paragraphe n'est consacré à l'hydrographie. Le champ de la mer et des océans y est largement développé, mais pas celui de l'écoulement terrestre. Cela pose donc la question de la traductabilité des concepts relatifs à l'hydrographie. Les remarques faites par Jackson resurgissent : peut-on dire tout pendant que l'on ne comprend pas ce que l'on énonce ? La situation côté français n'est guère plus évidente. La définition de Vosgien (1825) est l'arbre qui cache le désert. Dans son intégralité, elle dit :

Les *Rivières* sont des eaux de sources qui coulent jusqu'à de plus grandes rivières et jusqu'à la mer. On donne le nom de *Fleuve* aux plus grandes, lorsqu'elles gardent leur nom jusqu'à la mer, où elles ont leur embouchure. (Vosgien, 1825 : iv)

Mais aucune définition du concept de rivière n'apparaît dans le Langlois (1830). Il existe bien dans son dictionnaire un article « rivière », mais derrière lequel il note immédiatement : « v. le mot qui suit » (Langlois, 1830 : 925). Rivière n'est jamais pour lui une idée en soi, le terme se rapporte directement à des rivières particulières, aucun article générique n'arrive pour monter en généralité. Il confirme d'ailleurs cette idée en introduction :

Les lacs, les fleuves et les rivières n'ont pas besoin de définition : ces termes sont assez connus. Nous observerons seulement que la rive droite et la rive gauche d'un fleuve ou d'une rivières se prennent en descendant vers son embouchure. (Langlois, 1830 : lxxxiv)

Si l'on compare enfin les racines linguistiques sur ce champ, là encore, l'anglais se trouve très proche du français, mis à part pour dire l'estuaire du fleuve, où chaque sphère se distingue par l'emploi d'un terme propre. La spécificité allemande semble se confirmer, même s'il y a moins pour ce champ lexical moins d'effets d'agglutination.

Enfin, le troisième exemple de comparaison terminologique confirme la pauvreté conceptuelle géographique, du moins le caractère encore imparfait du processus de construction conceptuelle. Si, bien sûr, les géographes possèdent des termes pour dire ses découpages, il sont quasiment absents des dictionnaires. Quasiment, car pour ce qui concerne les éléments de nature physique, comme la terre ou les continents, on trouve certains éléments de définition. Vosgien rappelle ainsi que

La terre se divise en continens (sic) et en îles. Le continent, appelé aussi terre ferme, est une grande partie de la terre qui comprend plusieurs régions qui ne sont point séparées les unes des autres par la mer. (Vosgien, 1825 : iii)

Et, note Langlois, « un continent est une grande étendue de terre qui contient plusieurs pays et qui est totalement environnée d'eau. » (Langlois, 1830 : xxix). Mais pour ce qui est des divisions administratives ou politiques, les géographes semblent s'en décharger encore plus qu'en ce qui concerne les objets de nature.

## 82. Comparaison du lexique du découpage de l'espace entre les trois sphères

	Termes français	Termes anglais	Termes prussiens <sup>194</sup>
<b>De la plus grande à la plus petite portion d'espace</b>	Terre	Earth	Erde
	Continent	Continent	Erdtheile
	Pays	Country	Land
	Frontière	Border	Grenze
	État	State	Staat
	Nation	Nation	Nation
	Région, Province	Area, Region	Provinz, Land
	Département		
	Village	Village	Dorf

Langlois propose pourtant dans son introduction une section de géographie politique, de même qu'il commence par des sections sur l'atmosphère ou les divisions de l'eau. Pourtant, alors que dans les premières parties il opte pour l'organisation en glossaire, celle-ci disparaît quand il s'agit de géographie politique : le propos n'est plus de décrire les réalités observées, mais de faire le récit historique, abrégé, des différentes constructions politiques pour aboutir à un classement des divers degrés de civilisation. Dans les autres dictionnaires, aucun effort n'est davantage fourni en vue de définir les termes de géographie politique : Vosgien s'arrête dans son glossaire à la répartition de la population, Conder ne fait aucun cas des divisions administratives, quant à Krug, qui présente pourtant un dictionnaire des divisions de la Prusse, il ne ressent pas le besoin d'interroger les catégories employées. Ce constat fait sur quelques ouvrages se retrouve également dans le reste du *corpus* : les géographes s'interrogent sur l'organisation physique du globe, mais peu sur son organisation humaine et politique. Tout se passe comme si les géographes, alors même que nombreux sont ceux qui publient des articles ou des ouvrages de géographie politique, n'étaient pas légitimes à s'interroger sur les objets politiques comme ils le sont pour les phénomènes naturels. Cela se traduit non seulement par une absence de ce champ dans les dictionnaires, mais aussi par l'indigence du champ lexical du découpage politique et administratif. On retrouve cependant la spécificité allemande, avec l'emploi de termes aux racines essentiellement saxonnes. Enfin, la particularité politique française s'affiche bien dans la terminologie, puisque l'échelon du département ne possède pas d'équivalent dans les deux autres langues. Quand les géographes allemands ou britanniques veulent dire cette réalité, ils emploient en général le terme français.

Ces différents exemples renforcent l'idée d'une faiblesse conceptuelle des savoirs géographiques, dont l'avancement est encore à l'œuvre. La mise en récit du monde passe avant tout par l'actualisation des réalités géographiques et pas par leur conceptualisation, du moins pour la période 1815-1840. En

194 Pour le lexique de l'État en allemand, j'utilise l'ouvrage de Krug, *Neues topographisch-statistisch-geographisches Wörterbuch des Preussischen Staats* (1823) et des travaux de Ritter (1852, 1863).

outre, la différence de traitement entre objets de nature et objets politiques signale que les géographes se situe encore largement du côté des sciences naturelles et pas des sciences humaines, alors même que, au contraire, le politique tend à leur attribuer un rôle stratégique voire idéologique. Les différences lexicales révèlent de plus une assez grande distinction entre l'allemand d'un côté et le français et l'anglais de l'autre. Alors que du côté prussien, les savoirs géographiques s'enracinent dans les origines saxonnes de la langue allemande, de l'autre côté c'est le latin qui assure leur scientificité. Ce choix est un peu moins vrai pour l'anglais, qui puise aussi, mais très minoritairement, dans ses racines saxonnes.

Cette différence interroge quant à l'existence de styles nationaux pour l'écriture des savoirs géographiques : y a-t-il une façon prussienne, comme il y a une manière française et anglaise, de produire des savoirs géographiques ? Peut-on parler de germanisation, de francisation ou d'anglicisation des modalités de l'écriture géographique ? Même si aucune intraductabilité majeure n'apparaît à travers ces exemples, exception faite du concept de département, l'enjeu est conscientisé par les géographes. L'hypothèse est soulevée et demande à être questionnée plus avant sur les décennies suivantes. Dans la mesure où pour la période 1815-1840, les concepts sont assez faiblement travaillés, il s'agit de chercher si dans les années qui suivent la conceptualisation des savoirs géographiques s'accompagne également de leur nationalisation.

## **Conclusion du chapitre 7**

Alors que les savoirs géographiques s'institutionnalisent et se structurent progressivement en discipline dans le paysage scientifique européen, la mise en discours scientifique ne paraît pas aussi assurée que les volontés qui l'animent. Pourtant, des discussions et réflexions s'engagent, surtout à partir des années 1830, se poursuivent pendant les décennies suivantes et semblent vouloir aboutir à un encadrement consensuel des savoirs géographiques qui doive satisfaire à une double ambition encyclopédiste et universaliste. La volonté de s'accorder sur des fondements communs, la mise en œuvre progressive de ce qu'on peut appeler un « contrat géographique » démontrent l'ambition de produire des savoirs géographiques qui soient scientifiques, d'une part, et universellement partageables, d'autre part. Comment en effet échanger ces savoirs sans modalités communes d'écriture ? Pour autant, l'analyse de l'outillage conceptuel fait apparaître une réelle difficulté à mettre géographiquement le monde en récit. Les savoirs géographiques des années 1820 à 1840 s'écrivent largement d'une manière plurielle, peu conceptualisée et théorisée. Si les géographes reconnaissent peu à peu la nécessité de s'accorder sur des concepts et un vocabulaire universellement intelligibles, ces tendances demeurent encore à l'état de propositions, de questionnements, sans solution ferme et unanime. Cette enquête démontre la stabilisation encore en cours de la discipline géographique : le processus est bel et bien amorcé, mais ne se traduit pas encore parfaitement sur le plan des discours. Car il semble que l'urgence réside dans l'actualisation de l'information géographique, et pas dans la

théorisation et la conceptualisation des réalités physiques et, encore moins, culturelles. La mise en mot des savoirs géographiques se distingue donc par son statut de transition, pris en tenaille entre un projet disciplinaire ambitieux et des difficultés à le mettre en œuvre. Tout se passe comme si les géographes ne disposent pas encore des moyens, à la fois matériels, cognitifs, conceptuels, bref de tout l'outillage intellectuel nécessaire à leur ambition universaliste. En outre, la scientification et l'universalisation de l'écriture géographique achoppent également sur la prééminence de plus en plus forte du politique et de la politique. De la même manière que les flux de correspondance des sociétés de géographie possèdent une orientation nationale, les objets d'étude des géographes tendent aussi à suivre l'intérêt politique. À cette limite près que, même s'ils se chargent de ces objets politiques, les géographes semblent encore moins capables de les interroger que les objets de nature.

## Chapitre 8 : Entre *Nationalgefühl* et *Universalismusgebot*<sup>195</sup>, positionnement et discours des géographes

Après avoir interrogé aux chapitres 5, 6 et 7 les différentes modalités de la construction des savoirs géographiques, institutionnelles, pratiques et discursives, le chapitre 8 invite brièvement à se porter à l'échelle des individus pour questionner la tension entre volonté d'universalisme et tentation nationale. Les développements précédents ont en effet révélé que le processus de construction disciplinaire s'accompagne d'incertitudes, de paradoxes voire de doutes sur sa mise en œuvre, que ce soit du point de vue discursif ou en termes de positionnement social et sociétal du collectif géographique. En dépit d'exigences épistémologiques consensuelles, visant à parvenir à une autonomie scientifique complète, les savoirs géographiques se trouvent dans une situation d'hétéronomie, au moins partielle, avec le politique. Sans parler de compromission avec les projets politiques, il apparaît que le vœu d'autonomisation absolue relève de la gageure. Ce dernier chapitre propose de revenir sur les différents enjeux soulevés dans cette deuxième partie, en se situant du côté des géographes du *corpus*. En écho au chapitre 4, il s'agit d'interroger les postures sociales et les positionnements discursifs et épistémologiques de quelques géographes. Alors que, pendant cette période de recherche de cadres épistémologiques, les savoirs géographiques apparaissent en tension entre la volonté de fixer des outils, des objets, des concepts, ou encore des unités de mesure qui soient universellement partageables et consensuels et la tentation nationale qui s'exprime de plus en plus fortement, le détour par l'échelle individuelle doit permettre de rassembler ces enjeux et de les examiner sous un autre angle.

L'intérêt de descendre à cette échelle consiste à interroger les manifestations concrètes de cette tension, en mots, en actes et d'une manière générale en termes de postures. Comment les géographes articulent-ils dans leurs propres manières de faire les nouvelles injonctions disciplinaires, le contexte politique et leurs ambitions personnelles ? Et en quoi le passage par l'échelle individuelle permet de mieux saisir la dialectique entre universel et national qui est au cœur des interrogations pour cette période ? Ou pour le dire autrement, dans quelle mesure cette dialectique s'exprime-t-elle aussi fortement dans les parcours individuels ? Un des enjeux de ce chapitre consiste à ce titre à saisir la part d'obligation qui réside dans le positionnement des géographes ainsi que, en contrepoint la part de négociation dont ils disposent pour moduler, voire alléger les injonctions dont ils peuvent faire l'objet de la part du politique ou de leur discipline. L'hypothèse de ce chapitre consiste à poser que si les

---

195 Traduction : entre sentiment national et vœu universel



géographes sont dépendants de *la* politique, c'est-à-dire des contingences amenées par les décisions des gouvernements, ils parviennent dans une certaine mesure à garder de la distance vis-à-vis *du* politique. À travers un rapide tour d'horizon des postures proposées par les géographes, et de leurs éventuelles évolutions, l'objectif est de faire apparaître un gradient. Contrairement au chapitre 4, où chaque géographe faisait l'objet d'un développement propre, celui-ci offre des perspectives croisées. Les comparaisons visent essentiellement à mettre en évidence des particularités nationales.

### **A) De l'universalité des savoirs géographiques à leur nationalisation : un gradient prusso-français**

À l'orée de l'institutionnalisation de la discipline, l'ambition générale affichée est résolument universelle et universaliste. Universelle, car c'est le monde dans son entier qui doit constituer l'objet de prédilection des géographes. Universaliste car, dans la double tradition kantienne et des Lumières encore vivace, le savoir produit doit profiter à tous. Cela ressort tout à fait clairement des premiers bulletins des sociétés de géographie, qui se font alors les hérauts d'une ambition totalisatrice et holistique, aussi bien en termes de production que de diffusion des savoirs. Celle-ci s'appuie en outre sur les différentes géographies universelles publiées jusqu'alors, notamment celle de Conrad Malte-Brun, dont la forme est un idéal à reproduire mais le contenu est à étendre grâce aux progrès des connaissances sur le monde. Le principe d'actualisation régulière des savoirs sur lequel repose le fonctionnement des sociétés traduit d'ailleurs bien le souci encyclopédiste dans la construction disciplinaire : la géographie en tant que science doit parvenir à couvrir le monde dans son ensemble et, grâce aux mêmes réseaux par lesquels elle recueille les informations, à amender et diffuser universellement cette connaissance. Même si, comme on l'a vu plus haut, dans le champ de l'application il existe un décalage entre intentionnalité et effectivité, l'exigence première, essentielle, est bien celle de l'extension et de la circulation du savoir.

La traduction en termes épistémologiques et discursifs de cette ambition peut cependant différer d'un géographe à l'autre, la période 1815-1820 étant encore marquée par une très grande pluralité de pratiques (Besse, Blais, Surun, 2010 ; Blais et Laboulais-Lesage, 2006(a), 2006(b)). Cette double exigence universelle et universaliste s'exprime plus fortement du côté prussien que français. Les parcours de Humboldt et Ritter la laissent très clairement voir, tandis que les géographes français ne semblent pas marquer d'attachement aussi net et fort au credo universaliste. Un gradient prusso-français apparaît, à nuancer tout de même par la complexité mise en exergue par les situations individuelles.

#### ***1 - Le maintien du credo universaliste...***

L'attachement au principe universaliste s'observe particulièrement du côté prussien, notamment à travers les parcours de Humboldt et de Ritter, à la fois représentatif de cette tendance en même temps qu'originaux dans leur mise en œuvre.

---

## Gros plan 12 – Humboldt et la volonté cosmopolitique : du projet à l'écriture universaliste du monde

Alexander von Humboldt est sans doute un des géographes présentant la réflexion la plus aboutie et la plus radicale en matière d'universalisme. J'ai souligné ici et à l'occasion de plusieurs travaux (Péaud, 2011(a), 2011(b), 2012) sa volonté irréprouvable de se démarquer du champ politique, que l'on peut condenser dans cette formule ramassée qu'il a en 1827 pour son ami Arago :

Plus je suis rapproché de la Cour et plus il me paraissait utile de prouver que ma première ambition est celle d'un homme de lettres. (Humboldt, 1907 : 31)

Comme un élan vital, Humboldt répète régulièrement, et avec force, cette nécessité que représente pour lui la stricte séparation d'avec le monde politique. Plusieurs lettres adressées à son frère depuis la Russie, dont la suivante, contiennent la confirmation de cet impérieux besoin. Dans la mesure de ses obligations, Humboldt tient à éviter toute responsabilité le plaçant directement sous une autorité politique :

Je refuserai non seulement la place de directeur, mais encore toute direction, présidence permanente d'une commission qui dirigerait. Je serai aux ordres du Roi, pour tout ce qui est transitoire comme tu l'es aujourd'hui, je serai même heureux de te débarrasser de ce qui pourrait peser sur toi : mais je pense que les grandes bases une fois arrêtées, ta commission se trouvera l'hiver sans s'assembler plus d'une fois ; pour moi, je prie Dieu, que Br. accepte; ce n'est que par haine contre lui qu'on s'acharne sur moi. D'ailleurs à mon départ, j'ai exposé clairement et prudemment à Albr. Witzl. et Wittg., comment d'aucune manière, je voulais appartenir à un établissement, auquel je pourrai être utile, comme je l'ai été jusqu'ici, en travaillant dans la Chancellerie du Roi. Je répéterai ces assertions dans les lettres que j'écirai d'ici et je te conjure, mon cher frère, de faire partout cette déclaration en mon nom. Je sais, que tu l'as déjà fait, et je t'en remercie infiniment. (Humboldt, 1829 : 144-145)

Pourtant, il est depuis sa jeunesse inséré dans les cercles politiques et mondains, de Prusse et de Berlin tout d'abord, puis de toute l'Europe au fil de ses déplacements. Lui-même a bien conscience de l'impossibilité pour un savant de se détacher totalement du monde politique dans lequel il évolue, comme il l'écrit à son ami Campe dès 1789 :

So schwer ist es, wenn das Wollen dem Müssen folgen soll.<sup>196</sup> (Humboldt, 1973 : 78)

Le voyage russe de 1829 et ses obligations de chambellan du roi de Prusse (1827-1859) constituent à ce titre les apogées des devoirs à rendre au politique et illustrent les difficultés immenses à garder ses distances vis-à-vis de la sphère politique.

Ne cessant pourtant de signaler et de conscientiser les dangers du monde politique, Humboldt tente par tous les moyens, réels ou rêvés, de maintenir le plus possible une distance, pour atteindre au plus près la vérité du monde et de l'univers. Cela se traduit d'une part dans son programme scientifique, bâti très tôt sur l'idée d'un système naturel général qui met à égalité toutes les

---

196 Traduction : C'est si difficile quand le vouloir doit suivre le devoir.

composantes de la planète : éléments vivants ou non, animaux, plantes, hommes, tous sont pensés comme éléments d'un ensemble naturel. C'est d'ailleurs en vertu de ce principe d'égale participation à l'ensemble *terre* ou *cosmos* que Humboldt fustige aussi les inégalités sociales et raciales. L'exemple de la carte du Mexique présenté plus haut en donne une idée, mais c'est sans doute le plaidoyer qu'il écrit contre l'esclavage dans son *Essai politique sur l'île de Cuba* qui en forme l'apogée :

Il appartient au voyageur qui a vu de près ce qui tourmente ou dégrade la nature humaine, de faire parvenir les plaintes de l'infortune à ceux qui peuvent la soulager. J'ai observé l'état des noirs dans les pays où les lois, la religion et les habitudes nationales tendent à adoucir leur sort ; et cependant j'ai conservé en quittant l'Amérique, cette même horreur de l'esclavage que j'en avais conçue en Europe. C'est en vain que les écrivains spirituels, pour voiler la barbarie des institutions par les ingénieuses fictions du langage ont inventé les mots « paysans-nègres des Antilles », de « vasselage noir » et de « protection patriarcale » : c'est profaner les nobles arts de l'esprit et de l'imagination, que de disculper, par des rapprochements illusoire ou des sophismes captieux, les excès qui affligent l'humanité et lui préparent de violentes commotions. Croit-on acquérir le droit de se dispenser de la commisération, si l'on compare l'état des noirs avec celui des serfs du moyen-âge, avec l'état d'oppression dans lequel gémissent encore quelques classes dans le nord et dans l'est de l'Europe ? Ces comparaisons, ces artifices de langage, cette impatience dédaigneuse avec laquelle on repousse, comme chimérique, jusqu'à l'espoir d'un abolissement graduel de l'esclavage, sont des armes inutiles dans les temps où nous vivons. (Humboldt, 1989 (1826) : 102-103)

Les mots sont très forts et l'intensité de cette attaque est rare pour l'époque. Ce texte illustre comment la vision scientifique de Humboldt résonne avec ses convictions sociales et politiques profondes. Il développe depuis les débuts de sa carrière ces idées d'un système phénoménal, où chaque élément, humain, animal, végétal ou minéral trouve une place à égalité des autres, qu'il expose au fil de ses ouvrages et contributions. Ses *Vorlesungen* (lectures publiques) données à l'Université de Berlin et à la *Singakademie* en 1827-1828, prémices du *Kosmos*, qu'il donne publiquement et gratuitement représentent également cette volonté d'accorder sa vision du monde avec ses actions (Humboldt, 1934).

Mais son rêve universaliste ne se laisse pas seulement comprendre en termes discursifs. Dans les années 1820, il élabore un projet de centre scientifique mexicain qu'il envisage comme l'aboutissement de son programme scientifique. Sa correspondance en fait apparaître la genèse et les grands traits. À Jean-Baptiste Boussingault, il en révèle tout d'abord le plan d'ensemble en août 1822 :

Quoique l'avenir soit couvert d'un nuage, je crois pourtant avoir la certitude de vous revoir dans cet autre Monde, je dis plus, de vous posséder dans ma maison et de partager vos travaux. Un établissement dans une des grandes villes des Cordillères, une belle collection d'instruments, des appareils météorologiques, magnétiques, distribués à de grandes distances, une centralisation des observations, une correspondance active établie depuis la Plata jusqu'à Santa Fé de Bogota, une réunion de jeunes gens instruits, courageux, actifs, propres à être employés par les différents gouvernements, et à agir d'après les mêmes vues, beaucoup d'indépendance, des facilités de la part des hommes puissants, quelque bienveillance en Europe pour se procurer tout ce qu'il y a de mieux, - cela ne peut rester en rêve. Il n'y a pas de position qui puisse être plus importante pour les progrès des Sciences. Pourquoi ne passeriez-vous pas dans une maison où vous trouveriez tous les soirs de l'amitié, l'estime due à votre rare mérite et cette indépendance morale sans laquelle il n'y a pas de bonheur. (Humboldt-Boussingault, 2014)

À son frère et confident de toujours, Wilhelm, il confie également quelques détails de son rêve :

J'ai un grand projet d'un grand établissement central des sciences à Mexico, pour toute l'Amérique libre. L'empereur du Mexique que je connais personnellement va tomber, il y aura un gouvernement républicain et j'ai l'idée fixe de terminer les jours d'une manière la plus agréable et la plus utile pour les sciences dans une partie du monde où je suis extrêmement chéri et où tout me fait espérer une heureuse existence. C'est une manière de ne pas mourir sans gloire, de réunir auprès de soi beaucoup de personnes instruites et de jouir de cette indépendance d'opinions et de sentiments (sic) qui est nécessaire à mon bonheur. Ce projet d'un établissement au Mexique en explorant de là les 19/20 du pays que je n'ai pas vu (les volcans de Guatemala, l'Isthme...) n'exclut pas une tournée aux Philippines et au Bengale. C'est une excursion très courte, et les Philippines et Cuba feront vraisemblablement des États confédérés du Mexique. On réunit en France 4 à 5 millions pour réorganiser le travail des mines au Mexique. Je n'aurai aucune responsabilité dans cette grande affaire d'argent, mais elle me sera utile, parce que les hommes les plus distingués dans les sciences, et qui désirent comme moi quitter l'Europe seront employés par ceux qui avancent ces fonds et qui suivent mes conseils chaque fois que j'ose les leur donner. Je compte dans cet établissement sur Kunth et sur Valenciennes. Je pourrais immensément enrichir dans ce voyage les cabinets du Roi ; la zoologie du Mexique est toute inconnue et combien de plantes dont on peut introduire la culture en plein air dans nos forêts ! (Humboldt, 1880 : 99-100)

Le caractère affectif du projet apparaît clairement dans la lettre à son frère : Humboldt mêle à ses désirs scientifiques des desseins personnels. L'établissement envisagé se présente comme une polarité scientifique, centralisant les travaux réalisés à travers le monde, sans précision disciplinaire très claire. On peut supposer qu'à la manière de son futur *Kosmos*, ce lieu doit permettre la rencontre de tous les savoirs sur le monde. Le projet de cet établissement constitue l'anticipation matérielle, mais seulement rêvée, de son ouvrage majeur, traduisant son ambition de réunir le monde en un point : Humboldt rêve d'un microcosme scientifique reflétant le macrocosme mondial, tenant en un seul lieu toutes les connaissances sur le monde et les acteurs qui y concourent. L'abaissement des frontières est complet dans l'esprit humboldtien : aucune interférence nationale, aucune concurrence ne peut venir troubler le mouvement scientifique conçu comme essentiellement universel et libre (Raphael, 1995). S'il fait mention des collections du roi de Prusse, ce n'est pas tellement dans l'intention de voir briller son souverain, mais de servir au mieux les progrès de l'humanité.

Ce projet mexicain, qui résonne des idées kantienne, n'aboutit cependant pas, en raison précisément des obstacles politiques qu'il tente de contourner. La politique apparaît alors comme une contingence insurmontable : la situation diplomatique l'empêche d'envisager plus avant ce projet. De plus, à la fin des années 1820, Humboldt ne dispose pas de capitaux personnels suffisants pour la continuation de ses projets éditoriaux. Se plaçant alors sous la protection du roi de Prusse, son retour définitif à Berlin en 1827 met un terme au rêve cosmopolitique. Cette utopie scientifique trouvera cependant une concrétisation éditoriale avec la publication du *Kosmos* à partir de 1845. L'introduction de ses *Vorlesungen* annonce son programme scientifique :

Natur ist Einheit und Vielheit – Inbegriff der Naturdinge und Naturkräfte. Der Mensch selbst der unkultivierte, bildet, fühlt und ahnet die Kräfte ; der gebildete richtet mehr seine Aufmerksamkeit auf die Dinge. Naturkenntniß ist demnächst : 1., die Kenntniß der Dinge

unter einander. - Naturbeschreibung. 2., die Kenntniß der Dinge nach einander – Naturgeschichte. Es ist oft gut und nothwendig beide mit einander zu verbinden, so namentlich bei der Geognosie. Die Naturkenntniß ist selbst ist a, besondere b., allgemeine ; entweder nach den Objecten oder nach der Graduation der Beschreibung der Objecte selbst z. B. die Botanik ist die Abstraction dessen, was dem ganzen vegetabilischen Leben eigenthümlich ist ; sie ist eine logische Anordnung einer großen Zahl von Thatsachen. Nach den Objecten abgetheilt kann man die Naturgegenstände an sich betrachten, wie in der Physik, oder man kann alle Körper als ein Naturganzes betrachten, wie sie in räumlicher Verbindung stehen theils mit dem Erdkörper, theils mit dem Weltganzen.<sup>197</sup> (Humboldt, 1934 : 14)

Montrer la liaison de tous les phénomènes du globe est la mission qu'Humboldt se donne et qui constitue le fil directeur de son ouvrage de synthèse, *Kosmos*. À défaut de réalisations sur un plan matériel, il met en œuvre son cosmopolitisme à travers ses écrits. Le titre de cette somme n'a rien d'un hasard et signale une fois encore la continuité de ses idées (et idéaux) politiques et sociaux avec sa conception intellectuelle du monde.

Le parcours humboldtien oscille entre l'affirmation répétée d'une distanciation politique et l'omniprésence de cette réalité. Même si *la* politique l'empêche de venir à bout de toutes ces envies, Humboldt parvient à se jouer *du* politique dans ses réalisations discursives. Sa volonté universaliste, qui prend chez lui la forme d'un cosmopolitisme, se heurte à des obstacles insurmontables dans le domaine de l'action. C'est dans la pensée du monde qu'il trouve non pas une solution à ces obstacles, mais une alternative.

---

### Gros plan 13 - Ritter et la *reine Geographie*

Parallèlement à Humboldt, Carl Ritter propose lui aussi une mise en œuvre du projet universaliste : celle-ci prend le nom de *reine Geographie*, une géographie pure. Il la défend notamment avec son mentor August Zeune. Tous les deux postulent que le contenu de cette science doit se concentrer exclusivement sur les objets de nature, les divisions naturelles du globe, et en aucun cas partir des divisions administratives et politiques de l'espace. G. Garner note que l'ambition de Ritter est d'assurer ainsi à la géographie une autonomie plus grande par rapport aux sciences camérales et statistiques jusqu'alors majoritaires dans la sphère allemande (Garner, 2008). Son objectif vise surtout à bien séparer la géographie naturelle et la géographie politique et ce dès 1806 :

Ritter y établit une bipartition : la géographie naturelle a pour finalité de dégager des « *divisions naturelles de la surface terrestre* », sur la base non pas des méridiens et des parallèles (qui représentent un principe de division « *arbitraire* »), mais des lignes de partage

---

197 Traduction : La Nature est unité et pluralité – et par excellence ce sont les éléments et les forces de la nature. L'homme lui-même, celui qui n'est pas instruit, ressent et entrevoit ces forces ; celui qui est instruit dirige plus son attention sur les éléments. La connaissance de la Nature consiste donc en : 1° la connaissance des éléments les uns à côté des autres ; c'est la description de la Nature. 2° la connaissance des éléments les uns après les autres ; c'est l'histoire de la Nature. Il est souvent bon et utile de relier les deux, ce qu'on appelle la géognosie. La connaissance de la Nature est elle-même a) spécifique et b) générale ; soit d'après les objets eux-mêmes, soit d'après la gradation de la description de ces objets. Par exemple, la botanique est l'abstraction de tout ce qui est caractéristique de la vie végétale. La connaissance de la Nature consiste en une mise en ordre logique d'un grand nombre de faits. À partir des objets séparés on peut les relier les uns aux autres, comme en physique, ou on peut considérer tous les corps comme un Tout naturel, comme s'ils se trouvaient dans une relation spatiale, en partie avec les autres corps terrestres et en partie avec le monde dans son ensemble.

des eaux qui délimitent des bassins hydrographiques, tandis que la géographie politique (« Völker- und Länderkunde ») doit présenter « *l'influence des éléments qui relèvent de la géographie naturelle, sur l'industrie, le commerce, la civilisation et les rapports civils des pays (« Länder ») et des peuples dans le moment présent* ». (Garner, 2008 : 5-6)

G. Garner souligne que les implications de cette séparation en termes épistémologiques ne sont pas négligeables :

D'une part, il découple la notion de « pays » de celle de territoire politique et juridique : la synonymie des deux termes, dans la statistique et les sciences camérales, est ici abandonnée. D'autre part, il inverse la relation traditionnellement établie entre État et espace : alors que dans la statistique et les sciences camérales, le territoire était le produit de la formation initiale de l'État, et qu'il pouvait ensuite être largement modelé ou remodelé par l'action du gouvernement en vue de l'exploitation optimale de ses ressources, il est désormais soumis au primat du pays (« Land »). (*ibid.* : 6)

Ritter l'explique dès 1806 dans ses remarques sur la pédagogie de l'enseignement de la géographie :

Der Schuler wird sich an den philosophischen Gesichtspunkt gewöhnen, dass nicht das Land an den Staat, sondern der Staat an das Land gebunden ist.<sup>198</sup> (Ritter, 1806 : 213)

D'après cette formule célèbre, l'État et les instances politiques s'effacent devant la primauté naturelle. Il joue sur le double sens de *Land*, qui signifie à la fois le sol, ou la terre, et le pays en allemand, et par là affirme le caractère premier de l'espace, au sens physique et naturel, par rapport aux découpages résultant des choix humains. Il s'agit donc bien d'opérer une rupture avec le contexte politique, pour se concentrer uniquement sur les faits de nature. La *reine Geographie* apparaît de plus à la fois comme la volonté d'autonomiser la géographie « naturelle », comme l'appelle Ritter, et de fournir un programme favorisant une plus grande scientificité à la discipline rénovée. Ce programme, il le développe dès 1806, mais l'exprime clairement en 1818 dans une communication faite à l'Académie des Sciences. Il y pose les grands principes, en commençant par rappeler la stricte indépendance, par rapport à l'humanité et à ses constructions, de tous les éléments de la nature :

Von dem Menschen unabhängig ist die Erde auch ohne ihn und vor ihm der Schauplatz der Naturbegebenheiten ; von ihm kann das Gesetz ihrer Bildungen nicht ausgehen. In einer Wissenschaft der Erde muss diese selbst um ihre Gesetz befragt werden.<sup>199</sup> (Ritter, 1852 : 6)

Ritter va de ce point de vue plus loin que Humboldt, puisque ce dernier pose l'homme à l'intérieur de la nature, et pas en dehors. Mais de la même manière que son collègue prussien, Ritter pense également l'organisation du monde à la manière d'un système, dont tous les éléments s'imbriquent en des chaînes complexes d'interaction et d'interdépendance – la grande différence entre les deux résidant dans le fait que pour Ritter la construction du théâtre de la nature répond à une œuvre divine, dans une vision téléologique (Debarre, 2010). Il expose précisément l'organisation de ce système dans

---

198 Traduction : L'élève s'habitue au point de vue philosophique, selon lequel ce n'est pas le pays qui est lié à l'État, mais l'État au pays.

199 Traduction : La terre est indépendante de l'homme et se forme aussi sans lui et avant lui le théâtre des événements de la nature ; les lois qui président à son organisation ne peuvent venir de lui. Dans une science de la terre, celle-ci doit seulement être interrogée au regard de ses lois.

l'introduction de son cours de géographie générale :

Dieser ganze Inbegriff von Naturdingen mit ihren Naturkräften ist für uns durch Raum und Zeit in ein grosses Natur-System verbunden. Die unbelebte Natur wird als sogenannte unorganische verstanden, die belebte im Gegensatz organische Natur genannt. Doch ist dies kein absoluter Gegensatz : denn in beiden ist fortschreitende Wirksamkeit, kein Stillstand, sondern im höheren, umfassenderen Sinne ein komisches Leben, das Ganze ein grosser Organismus und in demselben die sogenannte unorganische Natur nur die Grundlage und die Bedingung der belebten Natur.<sup>200</sup> (Ritter, 1862 : 2)

Après avoir ainsi posé le principe d'une liaison entre tous les faits naturels, et l'interdépendance des éléments organiques et inorganiques, Ritter insiste sur le rôle de la géographie, qui doit être de trouver, et à toutes les échelles, les lois générales qui régissent et organisent le monde :

Aber nicht nur das allgemeine Gesetz einer, sonder aller wesentlicher Formen, unter denen die Natur im Grössten auf der Oberfläche des Erdballs, wie im Kleinsten jeder einzelnen Stelle derselben erscheint, sollte Gegenstand der Untersuchung auf diesem Wege sein : denn nur aus dem Verein der allgemeinen Gesetze aller Grund- und Haupttypen der unbelebten, wie der belebten Erdoberfläche kann die Harmonie der ganzen, vollen Welt der Erscheinungen aufgesetzt werden.<sup>201</sup> (*ibid.* : 9)

De la même manière que Humboldt, Ritter vise donc à mettre au jour les lois générales qui font fonctionner la machine terrestre. G. Nicolas-Obadia souligne le fait que les géographes, en dépit de l'éclatement de leurs pratiques, ont toujours cherché à révéler « l'espace originel », les structures essentielles en mettant au point une axiomatique géographique (Nicolas-Obadia, 1984). D'après lui, la proposition de Ritter constitue un des programmes les plus aboutis, car il essaye de concilier l'idiographique et le nomothétique, en raccrochant chaque partie à un « Tout » terrestre et il suggère une géographie à la fois théorique et appliquée (Nicolas-Obadia, 1974). Surtout, il est un des premiers à expliciter véritablement les axiomes qui régissent son langage géographique. S'inspirant des travaux de Schelling et de la théorie des formes de Platon, l'ambition rittérienne vise à atteindre grâce à la compréhension du Tout un absolu, mêlant une dimension personnelle et divine (*op. cit.*)

Ses contributions des années 1820 et 1830 se concentrent sur la recherche de méthodes et d'approches permettant de comprendre et d'objectiver le fonctionnement terrestre. Il propose à l'Académie des Sciences une série d'interventions visant à accroître la scientificité des savoirs géographiques : *Ueber geographische Stellung und horizontale Ausbreitung der Erdtheile* en 1826 ; *Bemerkungen über Veranschaulichungsmittel räumlicher Verhältnisse bei graphischen Darstellungen durch Form und Zahl* en 1828 ; *Ueber das historische Element in der geographischen Wissenschaft* en

---

200 Traduction : Toute cette incarnation des choses de la nature avec leurs forces naturelles est pour nous liée dans l'espace et le temps à un grand système naturel. La nature non-vivante sera comprise comme inorganique, au contraire la nature vivante sera qualifiée d'organique. Mais il n'y a pas là d'opposition absolue : car dans les deux ne se trouve aucun repos, mais une force croissante, celle d'une vie irrésistible au sens le plus haut et complet, c'est-à-dire le tout, un grand organisme dans lequel la nature inorganique n'est que le fondement et la condition de la nature vivante.

201 Traduction : L'objet de la recherche en cette direction ne doit pas être seulement la loi générale d'une, mais bien de toutes les formes essentielles sous lesquelles la nature paraît à la surface de la terre, des plus grandes aux plus petites de ses manifestations : car ce n'est qu'à partir de l'ensemble des lois générales des formes principales et causales, vivantes ou non-vivantes, à la surface de la terre que l'on pourra faire apparaître l'harmonie du monde entier, dans sa complétude totale.

1833 ou encore *Der tellurische Zusammenhang der Natur und Geschichte in den Productionen der drei Naturreiche, oder : Ueber eine geographische Productenkunde* en 1836<sup>202</sup> : à travers ces communications, Ritter cherche à doter la discipline de cadres épistémologiques solides, objectifs qui doivent garantir l'universalité et l'indépendance des savoirs produits. Il se penche aussi bien du côté des approches historiques, graphiques ou mathématiques et réfléchit à l'articulation des différents objets convoqués par les géographes. Son attention se porte particulièrement du côté des outils mathématiques, suggérés par la théorie platonicienne :

Diese Benutzungsweise der geometrischen Figuren ist längst zum grössten Vortheil in der botanischen Terminologie eingeführt, wo die allgemeinere Verständlichkeit wohl keineswegs auf Kosten der Genauigkeit für den Zweck der Veranschaulichung berücksichtigt ward. In der geographischen Wissenschaft ist diese Beihülfe mit wenigen Ausnahmen (hie und da nur auf eine spielende Weise) noch gar nicht benutzt worden, weil man immer bei der jedesmaligen Beschreibung stehen hieb, ohne das Resultat derselben, nämlich den gewonnenen Begriff, für die Weiterführung der Wissenschaft zu handhaben.<sup>203</sup> (communication de 1828) (Ritter, 1852 : 130)

Ritter déplore donc le manque de réflexion conceptuelle, qui, à son avis, peut passer par le truchement des outils graphiques et géométriques. À l'origine de ses contributions se trouve l'idée que l'espace est neutre, rationnellement organisé et que les lois qui le régissent peuvent être révélées. Il fait à ce titre clairement fi des réalités des organisations étatiques et politiques. Je reviendrai dans la partie suivante sur la capacité d'abstraction théorique de Ritter, et des géographes prussiens d'une manière générale.

Sa posture étonne, car Ritter est pourtant pleinement investi dans le champ politique prussien ; que ce soit à la *Kriegsschule*, à l'Université, à l'Académie ou à la *Gesellschaft für Erdkunde*, il côtoie les cercles du pouvoir et les sert directement. Or, son engagement professionnel ne fait l'objet d'aucun commentaire de sa part, du moins connu. Tout se passe comme si l'inadéquation entre positionnement intellectuel et posture dans le monde constituait un total impensé dans le parcours rittérien – d'une manière tout à fait contraire à Humboldt, qui commente abondamment les rets dans lesquels il se trouve emprisonné. Les domaines de la politique et du politique paraissent réifiés complètement dans les propositions épistémologiques de Ritter. La résolution se trouve-t-elle pour Ritter dans le choix du facteur divin ? La dimension religieuse semble en effet se substituer aux cadres politiques : Ritter ne se débarrasse pas complètement d'une instance supérieure ou englobant la nature, mais la déplace du domaine séculaire au domaine divin. Cela lui permet peut-être de faire fi des contingences politiques dans lesquelles il évolue, puisqu'il trouve dans une force supérieure les modalités d'explication et de

---

202 Les contributions de Ritter portent sur : 1) Sur le positionnement géographique et la prévalence horizontale des continents ; 2) Remarques sur les moyens d'illustration des liens spatiaux grâce aux représentations graphiques à travers la forme et le chiffre ; 3) A propos de l'élément historique dans la science géographique ; 4) Le rapport tellurique de la nature et de l'histoire dans les productions des trois règnes de la nature : à propos d'une géographie des productions naturelles.

203 Traduction : Cette manière d'utiliser les figures géométriques est introduite depuis longtemps comme le plus grand des avantages dans la terminologie botanique, où la compréhension générale a été prise en compte en ne sacrifiant pas l'exactitude au but de l'illustration. Dans la science géographique cette aide n'est utilisée encore que dans peu de contributions (seulement ci et là d'une manière prépondérante), car on a toujours recours à la description à chaque fois, sans utiliser le résultat de celle-ci, c'est-à-dire le concept conquis, pour le développement de la science.



structuration des lois du monde.

Par-delà leurs différences marquées, ces deux exemples tendent à montrer qu'une insertion inévitable dans le domaine de la politique et qu'une participation active au champ du politique ne signifie pas nécessairement une renonciation complète de l'ambition universaliste. Celle-ci se déplace du domaine de l'action à celui des idées et ne trouve pas sa concrétisation dans un engagement sociétal mais dans un engagement intellectuel et discursif.

## **2 - ... associé de plus en plus à des réflexions sur l'échelon national**

Pourtant, en dépit de tous les efforts de distanciation et de scientification des savoirs géographiques, Ritter, comme la plupart de ses collègues français ou prussiens, n'échappe pas à l'influence de son environnement culturel et politique. Sa géographie, sans verser directement dans les questionnements politiques, porte en elle des questionnements civilisationnels et économiques. Si ce sont bien les régions naturelles qui le guident, il n'en propose pas moins de classer les continents du plus primitif, l'Afrique, au plus civilisé, l'Europe ; classification que l'on retrouve dans son *Erdkunde* (1817-1852). Ces réflexions annoncent partiellement celles de Friedrich Ratzel, qui d'une manière plus systématique distingue dans son *Anthropogeographie* des *Natur-* et des *Kulturvölker*, des peuples de nature et de culture, selon un gradient de civilisation (1891). De plus, Ritter ne se départit pas complètement de certaines analyses sur les découpages étatiques qui organisent l'espace politique, qui émaillent ponctuellement ses développements. En outre, il multiplie également, à l'instar de ses collègues géographes, berlinois, parisiens ou londoniens, les articles sur les enjeux économiques contemporains : en 1839, il présente par exemple une communication sur l'extension de la culture de la canne à sucre ; en 1844, il propose quelques analyses sur l'extension géographique des arbres à huile (Ritter, 1841, 1844). S'il leur donne toujours une perspective historique et se penche sur ces cultures comme un élément naturel, il inscrit tout de même ses remarques dans un moment de libéralisation économique.

Ritter ne constitue pas un cas isolé : aucun géographe ne semble pouvoir assumer totalement une posture universaliste parfaite. Si tous la valident théoriquement, dans les discours et statuts fondateurs des sociétés de géographie, dans la pratique, les objets, les approches et les discours font largement écho au contexte politique. Cette tension n'est pas vraiment réfléchie ni conscientisée, tel Ritter engagé à la *Kriegsschule* et qui prône une géographie exclusivement naturelle. Elle ne s'exprime pas non plus entre posture et discours, mais se situe au sein même de ces derniers, infusant peu à peu les approches et les thématiques privilégiées. Oscillant diachroniquement mais aussi synchroniquement, les savoirs géographiques s'inscrivent tour à tour dans une exigence d'universalisme et dans l'horizon de la tentation nationale, voire coloniale. Cette hésitation est particulièrement perceptible dans les travaux de Malte-Brun, symbolisant l'indécision prévalant à cette période. Dans son discours préliminaire des *Annales des Voyages* (1807), il se targue d'une indépendance à tout crin, se défiant à mots couverts du

politique :

La Science véritable, les recherches sérieuses, les Connaissances positives, se trouvent, par leur nature même, placées hors de la sphère du moment, sous les yeux du monde savant et devant le tribunal de la Postérité. Elles excluent donc également l'intolérance qui est la première vertu de parti, et la nullité qui est la seule neutralité dont aucun parti ne s'offense. Ce noble caractère, d'une indépendance respectable, appartient éminemment à une Science qui, dans ses descriptions impartiales, embrasse ce vaste Univers, et qui, élevée au-dessus de l'arène (sic) des factions, n'épouse d'autres intérêts que ceux du genre humain. (Malte-Brun, 1807 : 15)

Et pourtant, la suite de ses travaux ne convainc pas autant, en témoignent son *Tableau politique de l'Europe* (1821), déjà commenté, ou bien le discours de lancement des *Nouvelles Annales des Voyages* (1819) :

Après deux siècles, l'immortel Cook offre une nouvelle ère, et le succès de ses vastes recherches enflamme derechef l'ambition pacifique des nations éclairées. Suspendues par les guerres de la révolution, cette émulation semble aujourd'hui reprendre son énergie : au sein de la longue paix que nous promet la lassitude universelle, toutes les circonstances paraissent favoriser l'activité des navigateurs et des voyageurs ; les peuples les accompagnent de leurs applaudissements ; le commerce les suit d'un regard intéressé ; les gouvernemens (sic) les appuient de leur munificence. (Malte-Brun, 1819 : 3)

La guerre est aujourd'hui amie de la géographie, et les modernes Alexandres marchent, comme l'ancien, accompagnés de savans (sic) capables de décrire les pays qu'ils ont vu conquérir. (...) La géographie, en mesurant ses lacunes, aperçoit tous les moyens nécessaires pour parvenir à les remplir. (*ibid.* : 6)

Le contraste est saisissant entre les deux discours. De l'indépendance portée en étendard, Malte-Brun passe à l'association de la géographie et du pouvoir, politique et militaire. Tous les moyens semblent bons pour parvenir à l'accumulation de savoirs géographiques, y compris la segmentation nationale. Sa formule « la guerre est aujourd'hui amie de la géographie » résonne avec les discours de Pelet ou de Montalivet à la tribune de la société de géographie parisienne. Il acte une idée qui paraît généralement acquise, selon laquelle les interventions militaires et politiques constituent des opportunités au progrès des savoirs géographiques. Mais il fait sienne cette réalité sans pour autant réfléchir vraiment aux conséquences que cette acceptation peut engendrer. La volonté de développer les savoirs géographiques et de les instituer en discipline semble ainsi constituer une justification en soi de cette intrication avec le politique. Tout comme la faiblesse conceptuelle trouve une explication dans l'actualisation effrénée des savoirs géographiques et dans la course à la couverture du monde, les liens avec le politique possèdent, en vertu de ce même objectif, une sorte d'acceptabilité consensuelle. L'universalisme est ainsi nettement mis entre parenthèse, sans pour autant être renié et sans que cette relation semble soulever le moindre questionnement.

Mais si Malte-Brun propose une collaboration avec le politique, en termes d'objets il reste toujours sur une posture universelle et holistique. Certains, même s'ils constituent encore l'exception dans cette période post-napoléonienne, vont bien plus loin en politisant d'avantage encore la discipline.

Un témoin majeur et représentant de cette tendance est Adriano Balbi qui publie en 1833 avec succès un *Abrégé de géographie*. Il focalise dans cet ouvrage son regard sur la nation, objet central de sa géographie. Les sous-parties de géographie politique forment la majorité des descriptions données pour chaque région du monde. L'Europe n'est pas abordée en régions naturelles, comme chez Ritter, mais État par État, pour lesquels il précise à chaque fois la nature du régime : la France apparaît ainsi comme « Monarchie française ». Et ainsi de suite pour chaque royaume. Pour les autres continents, il procède de la même manière et ne manque pas de signaler les portions régionales contrôlées par les puissances européennes : ainsi trouve-t-on une partie « Asie portugaise », « Asie française », mais pas d'« Asie anglaise » - oubli qui indique le positionnement national de l'auteur, qui a adopté la France comme patrie après son exil d'Italie. I. Schröder souligne le grand succès de cet abrégé auprès du grand public européen, pour qui, et en particulier en Allemagne, il devient une œuvre de référence. Balbi construit son succès sur une orientation très claire :

Die hauptsächliche Provokation des Werkes, auf der vermutlich auch ihr Erfolg beruhte, lag zweifellos in der klaren Orientierung an der europäischen Staatenwelt.<sup>204</sup> (Schröder, 2011 : 210)

I. Schröder note l'exceptionnalité de cette posture. Alors que les géographes en sont pour la plupart à réfléchir aux modalités pratiques, théoriques, méthodologiques et conceptuelles de leur discipline, Balbi parvient à influencer l'opinion publique et à donner l'image d'une géographie au service du politique et construite par lui :

Während die Experten als weiter stritten, welcher Geographie aus welchen Gründen mit welchen Prinzipien der Vorzug zu geben sei, hatte sich das lesende Publikum anscheinend entschieden. Geographie sollte, den vielen Lesern Balbis folgend, also vorrangig der politisch-geographischen Verräumlichungen dienen und ihnen die Geographie eines Europas der Territorialstaaten nahebringen.<sup>205</sup> (*ibid.*)

Bien que cette posture ne soit pas dominante chez les géographes européens de la période 1815-1840, elle annonce déjà un tournant qui va s'opérer dans les décennies suivantes et amorce une nationalisation progressive des savoirs géographiques. Si la période de fondation institutionnelle néglige l'exercice de la réflexivité, que ce soit en matière conceptuelle ou bien en matière de relations avec le politique, cela n'en questionne pas moins les modalités épistémologiques de production des savoirs géographiques. En quoi cette posture, très fortement ancrée dans le paysage scientifique français, un peu moins du côté prussien, ne devient-elle pas un *habitus* disciplinaire dans les décennies suivantes ? L'oubli réflexif au profit de l'avancement et de l'affirmation d'une nouvelle discipline ne peut-elle pas finalement devenir la ligne directrice de celle-ci, et ce au profit du politique qui profiterait alors cette carence ? Si tel est le cas, quelles en sont les conséquences en termes

204 Traduction : La principale provocation de cet ouvrage, sur laquelle très certainement repose aussi son succès, se situe sans aucun doute dans la claire orientation sur le monde étatique européen.

205 Traduction : Alors que les experts continuent de se disputer pour savoir quelle géographie, à partir de quels fondements, avec quels principes, doit avoir leur préférence, le public lettré s'était apparemment décidé. La géographie devait, d'après les nombreux lecteurs de Balbi, servir en priorité les organisations politiques et géographiques de l'espace et les rapprocher de la géographie d'une Europe des États territoriaux.

institutionnels, sociétaux et discursifs ? Cette question appelle à prolonger la réflexion sur les décennies suivantes.

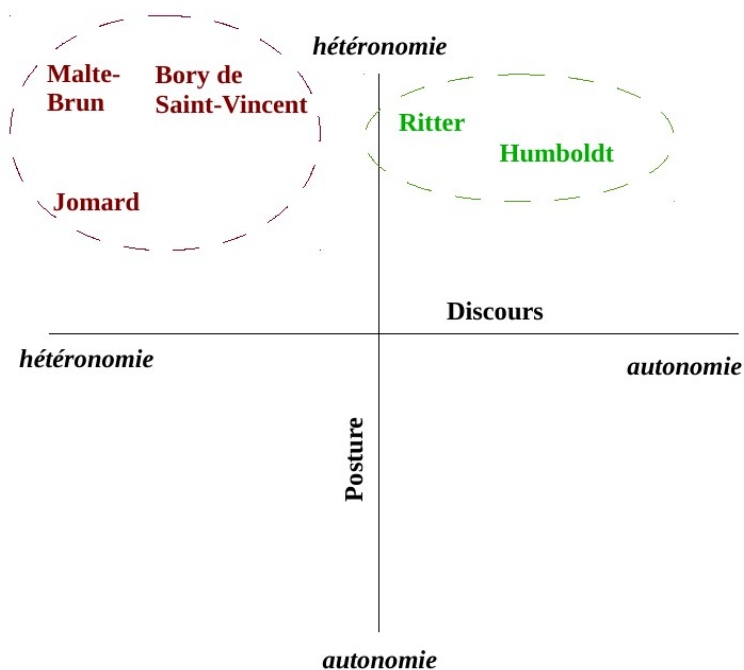
## **B) La situation des géographes du *corpus* : essai graphique et synthétique**

Ainsi, l'incursion à l'échelle des individus interpelle quant aux directions prises par les géographes du *corpus*. Deux habitudes apparaissent : du côté prussien, la volonté de se tenir scientifiquement à distance du politique, alors même qu'ils se situent au cœur de la sphère de la politique ; du côté français, l'acceptation muette de l'influence non seulement des contingences imposées par la politique mais aussi du politique, cette influence étant perçue comme en termes d'opportunité scientifique. Deux façons de gérer les relations avec la sphère du politique s'affirment, qui coïncident, semblerait-il, avec des manières de faire nationales. Du côté prussien, l'intrication avec le politique est conscientisée, même si elle n'en demeure pas moins dénoncée. Du côté français, au contraire, la nature des relations entre pratique scientifique et champ politique et les conséquences épistémologiques qu'elles entraînent paraissent paradoxalement ignorées et pleinement assumées : ignorées dans la mesure où aucun effort de réflexivité n'est formulé, assumées car les interactions nouées avec le politique possèdent le statut d'opportunités. Et c'est précisément parce qu'elles offrent des possibilités scientifiques nouvelles que ces relations ne souffrent pas, c'est en tout cas l'interprétation que j'en fais, d'être questionnées. Il s'agira bien de poursuivre cette réflexion dans les chapitres suivants, afin de vérifier cette hypothèse.

En écho à la conclusion du chapitre 4, et pour synthétiser les remarques faites jusque là, ces derniers paragraphes offrent un regard distancié sur les postures respectives des géographes du *corpus*. Par l'intermédiaire de deux représentations graphiques, il s'agit ici de situer les géographes, de comparer leurs situations entre elles dans une vision englobante, mais aussi d'identifier les évolutions réalisées depuis la période précédente. Le tableau ci-dessus offre une vision synoptique des postures et discours des géographes du *corpus*, identifiés sporadiquement au fil de mon propos que je rassemble ici pour plus de lisibilité. En regard, un graphique permet de les situer les uns par rapport aux autres, en questionnant le degré d'autonomie et d'hétéronomie des variables discours et postures. Ces deux documents révèlent à la fois l'hétérogénéité des réalités individuelles en même temps que l'apparition de tendances nationales, qui seront à confirmer ou infirmer dans la partie suivante. Mise en regard de la figure 28, le tableau tend à montrer l'orientation hétéronome de plus en plus forte que prend la production des savoirs géographiques.

83. Positionnement et discours des géographes du *corpus* (1815-1840)

Espace	Géographe	Posture	Discours
<b>PRUSSE</b>	HUMBOLDT	Récupération politique mais cosmopolitisme affiché => <i>hétéronomie subie</i>	Ouverture à l'horizon du monde entier. Objets vastes : universalité en termes d'objets  Objets ponctuellement centrés sur des demandes politiques : Russie => <i>autonomie / hétéronomie ponctuelle</i>
	RITTER	Au service de l'État => <i>hétéronomie acceptée</i>	<i>Reine Geographie</i> , élaboration d'un discours universel et universaliste Intérêt pour objets « économiques » => <i>autonomie / hétéronomie partielle</i>
<b>FRANCE</b>	BORY DE SAINT-VINCENT	Au service de l'Etat => <i>hétéronomie revendiquée</i>	Tradition universaliste Objets centrés sur une demande étatique : Morée, Algérie => <i>autonomie ponctuelle / hétéronomie</i>
	JOMARD	Continuité avec le contexte politique => <i>hétéronomie</i>	Objets centrés sur une demande étatique : Afrique et Égypte essentiellement => <i>hétéronomie</i>
	MALTE-BRUN	Activité politique => <i>continuité revendiquée</i>	Horizon national structure ses discours => <i>hétéronomie</i>

84. Le positionnement des géographes du *corpus*, vers une hétéronomie de plus en plus grande vis-à-vis du politique


Enfin, la figure 84 fait écho à la figure 29 qui conclut le chapitre 4. L'axe « posture » met en évidence les liens que les géographes entretiennent avec le domaine de *la* politique : il révèle qu'aucun ne peut s'extraire des contingences imposées par l'environnement politique dans lequel ils évoluent. L'axe « discours » fait écho avec *le* politique : il fait apparaître qu'une hétéronomie au niveau de la posture n'est pas incompatible avec une certaine mise à distance du politique au niveau des discours. Globalement, dans la période 1815-1840, un glissement progressif se fait vers une hétéronomie de plus en plus grande des géographes avec le champ politique. À ce mouvement s'ajoute également l'apparition de tendances nationales, explicitées précédemment. L'enjeu des chapitres à venir consistera donc à envisager le devenir de ces tendances.

## Conclusion du chapitre 8

L'analyse des discours scientifiques et des postures individuelles révèle un écart entre intentionnalité et effectivité. L'échelle individuelle permet de saisir la complexité grandissante des liens qui se nouent entre le champ des savoirs géographiques et le champ du politique. Aucun géographe ne semble se placer uniquement et exclusivement du côté du politique et de l'entreprise nationale, mais aucun ne semble parvenir non plus à satisfaire au credo universel et universaliste. Même lorsque des intentions d'autonomie sont très clairement exprimées, comme chez Ritter ou Humboldt, la traduction en actes et en discours ne satisfait pas aux ambitions premières. L'examen des postures et discours individuels laisse donc apparaître une incursion grandissante du politique dans le champ des savoirs géographiques. Un déplacement progressif s'opère du côté du politique, à la manière d'une translation (voir figures 29 et 84), affaiblissant du même coup l'ambition d'une discipline géographique autonome. Par rapport à la période précédente (1785-1815), un glissement net s'opère. Car même si l'objectif universaliste survit, il semble perdre de sa force de polarisation et d'attraction au profit d'une orientation de plus en plus nationale des discours et postures, encouragée par la sphère politique. I. Schröder identifie bien les termes et les enjeux de ce déplacement de forces, alors que la géographie se construit comme champ scientifique. La proximité entre politique et champ des savoirs géographiques est de nature problématique, source de tension :

Diese Nähe war zeitgenössisch offenbar schwierig, verdeutliche sie doch die Spannung zwischen den Maßgaben einer sich universell dünkenden neuen wissenschaftlichen Geographie und den immer öfter betonten Verpflichtungen, die sich aus der wachsenden Identifikation mit der eigenen Nation ergaben.<sup>206</sup> (Schröder, 2011 : 200)

Cette tension trouve sa résolution dans une négociation individuelle, cas par cas, et non collective. L'analyse des exemples du *corpus* fait en effet ressortir l'importance des relations interpersonnelles entre le champ des savoirs géographiques et celui du politique. Ce constat nuance celui plus général de l'incrustation de plus en plus grande du politique dans la sphère disciplinaire ;

---

<sup>206</sup> Traduction : Cette proximité était à l'époque manifestement difficile, elle explique cependant la tension entre les mesures d'une nouvelle géographie scientifique qui s'envisageait de manière universelle et les obligations toujours répétées qui résultaient de l'identification croissante avec la nation.

celle-ci existe bel et bien, cependant ses modalités sont décidées non pas seulement à l'échelle du collectif mais encore à l'échelle individuelle. L'identification avec le processus national ne s'opère pas de manière systématique, mais bien discutée et évolutive. La pratique de la négociation et la réalité d'un arbitrage individuel s'effacent peu à peu, mais demeurent encore partiellement structurant dans le dessin des relations entre les deux sphères. Tout ne se décide donc pas à l'échelle de la discipline, les chapitres précédents ont d'ailleurs montré la très grande labilité et pluralité des cadres disciplinaires : l'échelle individuelle compte donc pour une part non négligeable. L'enjeu des analyses portant sur les décennies suivantes (1840-1860) consiste donc à mesurer les évolutions de cette configuration : alors que la discipline continue son effort de structuration, institutionnelle, méthodologique et théorique, dans quelle mesure les individus disposent-ils encore d'une marge de manœuvre ? Les exemples humboldtien et rittérien révèlent une certaine vanité de l'exigence indépendante et universaliste ; les prochains chapitres visent la confirmation ou l'infirmité de cette tendance.

L'examen de l'échelle individuelle permet en outre une dernière constatation. Il fait apparaître un gradient prusso-français, alors qu'il n'était qu'esquissé auparavant. Du moins parmi les géographes du *corpus*, le maintien de l'exigence universaliste demeure plus tenace du côté berlinois que du côté parisien, où les sirènes nationales résonnent plus fortement. Cela peut-il s'expliquer par une construction nationale plus imparfaite en Prusse qu'en France ? Le fait que la nation prussienne n'en soit encore qu'à ses balbutiements constitue-t-il un facteur de cette différenciation ? La réponse à ces questions se trouve dans un examen prolongé des discours et positionnements des géographes au cours des décennies suivantes (1840-1860), mis en perspective des projets et réalisations politiques.

## Conclusion de la deuxième partie

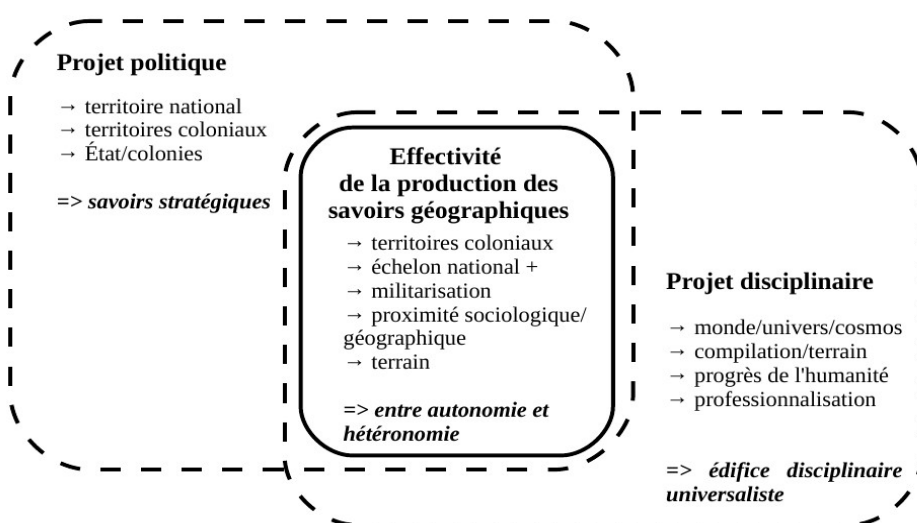
À la différence des décennies précédentes, la période 1815-1840 voit la place des savoirs géographiques s'affirmer dans le champ scientifique européen en réponse à une volonté de ceux qui se reconnaissent et se désignent alors comme géographes. Que ce soit à travers la mise en place de lieux dédiés, la construction d'un discours, d'approches et d'objets consensuels ou de la recherche d'une professionnalisation et d'une exclusivité de l'activité, les géographes entendent (dé)montrer avec force la légitimité de leur travail en tant que champ disciplinaire autonome. Cette exigence d'autonomie vise avant tout les autres sphères scientifiques, en particulier l'histoire et les sciences naturelles, mais inclut aussi l'environnement politique. À ce titre, comme je l'ai souligné plusieurs fois au cours de cette partie, les savoirs géographiques doivent se construire dans la satisfaction de la tradition universaliste héritée des Lumières. Pour satisfaire à l'ambition de fonder une discipline nouvelle et solide, plusieurs voies parallèles sont développées. La grande préoccupation de ces vingt-cinq années consiste surtout en l'édification de lieux consacrés exclusivement et explicitement au progrès et à l'accumulation des savoirs géographiques. Les sociétés de géographie constituent le fer de lance de ce programme, auxquelles sont associées des lieux connexes comme les bibliothèques et cartothèques. Du côté berlinois s'ajoutent également l'Université et la *Kriegsschule*, qui forment les postes avancés de l'enseignement de ces savoirs. Pour ce qui est de Berlin, le dispositif spatial dédié aux savoirs géographiques recouvre donc les dimensions de production, de diffusion et d'enseignement, ce qui en fait l'édifice le plus complet de ceux alors mis en place en Europe. En appui de ces lieux, les géographes tendent aussi à édifier et à fixer leur discours ainsi que leurs pratiques : les questions méthodologiques, théoriques et conceptuelles font l'objet de discussions parfois vives, même si elles ne trouvent que peu de résolutions et se situent encore sur la voie d'une stabilisation dont les modalités sont à définir. Les années 1815-1840 voient donc s'élever un enthousiasme de la part des géographes, dont le but réside dans la structuration solide et pérenne de cadres disciplinaires. Cet élan est alors partagé au niveau européen.

Pour autant, en dépit de l'énergie unanimement convoquée, le paysage dessiné par les savoirs géographiques à la fin des années 1830 est loin de correspondre aux rêves des géographes. Plusieurs éléments concourent à ce constat. Tout d'abord, le paradigme de la pluralité domine largement, en termes de pratiques, de discours, de postures. Entre les déclarations d'intention et la réalité des faits, l'écart demeure, quelle que soit l'échelle que l'on considère : entre les trois États qui participent de notre étude, entre l'échelon collectif et l'échelon individuel, la variété domine. En variant sur les échelles (collective, individuelle) et les approches (spatiale, discursive), cette partie montre qu'en dépit



des ambitions affichées, la production, la diffusion et la discussion des savoirs géographiques - ce que j'appelle la chaîne de l'information géographique, relèvent encore largement de l'échelon individuel et de modes de résolution pluriels. Cela plaide pour une lecture de la période 1815-1840 comme un moment de stabilisation progressive, mais non encore complète, de l'édifice disciplinaire géographiques. Malgré donc les volontés disciplinaires, le singulier l'emporte sur le collectif, et on ne peut pas identifier en 1840 une seule et unique discipline géographique. Il existe bien certains intérêts partagés, certaines volontés, mais pas encore les moyens de les assumer pleinement dans le champ scientifique. Lorsqu'ils sont partagés, ces intérêts semblent s'organiser selon une logique nationale, sur laquelle il faudra bien sûr revenir.

85. La situation des savoirs géographiques aux environs de 1840, à l'intersection entre projet disciplinaire et projet politique



De plus, lorsque délimitations disciplinaires il y a, comme la professionnalisation de l'activité, celles-ci apparaissent régulièrement, voire quasi-systématiquement dans le giron ou du moins l'aire d'influence politique. Tout se passe comme si l'exigence d'autonomie scientifique, exprimées vis-à-vis à la fois de l'histoire mais aussi des sciences naturelles, ne trouvait de satisfaction que dans la création de liens d'hétéronomie avec le politique. L'examen des sociétés de géographie révèle une proximité à la fois géographique et sociologique par rapport aux lieux du pouvoir ; les discours se teignent d'une coloration nationale voire coloniale et les géographes prennent de plus en plus le costume du militaire, cumulant des fonctions armées et scientifiques. Ce tableau n'est lui non plus pas univoque, car la pluralité l'emporte aussi en la matière. Au sein même d'un parcours singulier, le rapport au politique peut ne pas être unique, comme les multiples exemples tirés du *corpus* l'illustrent. Mais cette incursion du politique à tous les niveaux et à toutes les échelles de la chaîne d'information géographique met à jour une tension très forte entre universel et national, dont la résolution se fait au plan individuel mais ne trouve pas encore de réponse collective. La résolution de cette tension apparaît comme l'enjeu essentiel des deux décennies suivantes.



**TROISIEME PARTIE**  
**1840-1860 : LA GÉOGRAPHIE À**  
**LA SOLDE DU POLITIQUE ?**

---



## Introduction de la troisième partie

La période 1815-1840 constitue un moment sans précédent dans l'histoire des sciences en termes d'affirmation des savoirs géographiques en tant que champ disciplinaire à part entière. Soutenu conjointement par ceux qui se reconnaissent comme géographes, dans une perspective d'autonomisation scientifique, et par les représentants du champ politique, reconnaissant aux savoirs géographiques une valeur stratégique, ce processus se poursuit dans les décennies suivantes. En effet, l'engouement pour les savoirs géographiques ne se dément pas au cours de la période 1840-1860. Bien au contraire, il s'accroît, intéressant aussi bien les sphères scientifique, politique que publique.

Du côté scientifique, l'enjeu de cette période est de poursuivre l'effort de construction disciplinaire engagé dans les années précédentes. L'édifice géographique appelle une consolidation en termes institutionnels mais aussi épistémologiques, dans le but d'assurer une indépendance disciplinaire souhaitée. Cela passe par la poursuite de la scientification de la géographie, dans un esprit d'objectivation des savoirs produits. Les géographes prennent en effet conscience de la nécessité d'assurer à leur discipline des cadres théoriques, conceptuels et méthodologiques homogènes et cohérents, afin de garantir leur spécificité et leur légitimité disciplinaire. Ce mouvement mobilise largement l'esprit universaliste présent lors de la fondation : il s'agit d'objectiver les savoirs produits, dans le but d'une diffusion universelle. De manière interne, les géographes cherchent donc à poser les bases solides d'une discipline appelée à durer dans le concert des sciences humaines et naturelles. Les savoirs géographiques profitent en outre d'une impulsion extérieure inédite, celle d'une reconnaissance publique et politique de plus en plus forte de leur valeur. Alors que dans les décennies précédentes, leur diffusion reste cantonnée aux cercles scientifiques et politiques, celle-ci s'élargit peu à peu. L'apparition des premières expositions universelles – leur intitulé appelle d'ailleurs quelques commentaires – et leur succès témoignent de cet élan géographique public. Mais ces manifestations vont bien au-delà de la simple (re)présentation du monde : elles confèrent aux savoirs géographiques un rôle de mise en scène des ambitions nationales, de mise en images des projets de domination des nations et leurs volontés d'extension territoriale à l'échelle du globe. On retrouve ici la tension exprimée durant la période précédente : celle de la tentation universaliste récupérée par les ambitions politiques de construction nationale. Les enjeux de cette tension diffèrent cependant de la période 1815-1840, dans la mesure où à la fois le champ du politique et celui des savoirs géographiques affichent des objectifs à la fois renouvelés et renforcés.

L'enthousiasme géographique qui s'exprime d'abord à l'échelle européenne trouve de plus au cours de cette période une prolongation au-delà des bornes du vieux continent, puisqu'il s'appuie

largement sur l'accélération du processus de colonisation. Du moins des côtés français et britannique – la Prusse se concentrant avant tout sur l'objectif d'une unification nationale, l'horizon colonial devient en effet une préoccupation majeure de ces années. Le projet colonial suscite intérêt et discussions dans toutes les sphères de la société : des clubs se forment, des débats ont lieu dans les parlements nationaux. La colonisation devient alors une affaire sociétale, interrogeant tout à la fois le politique, le grand public et bien sûr le champ des savoirs géographiques, car ceux-ci viennent le soutenir. Ce soutien s'affiche d'une manière de plus en plus volontaire et consciente, dans une évolution dont il s'agit de prendre la mesure, et s'exprime aussi bien en termes institutionnels que pratiques ou discursifs. Le champ des savoirs géographiques développe en effet une proximité grandissante avec le champ politique en matière coloniale. Le choix politique de s'engager vers cet horizon mobilise pleinement les géographes, selon des modalités qui restent à identifier. L'élan colonial ne peut être compris qu'en le replaçant dans un processus plus vaste de construction et d'affirmation nationale. Car si l'horizon colonial s'affirme nettement, il ne vient qu'en soutien à la consolidation des États-nations. L'exemple prussien montre particulièrement que l'enjeu colonial ne forme qu'un appendice à une nation déjà solidement construite. Un décalage net s'opère entre France et Grande-Bretagne d'un côté et Prusse de l'autre durant ces quelques décennies : alors les deux premières nations se lancent à corps perdu dans ce qui sera bientôt la « course au clocher », la troisième cherche encore à assurer son statut de nation, l'unification allemande devenant peu à peu l'objet de toutes les passions.

Quelle que soit la situation de chacune de ces trois sphères, les géographes jouent un rôle de premier plan. S'ils bénéficient d'une réelle reconnaissance sur la scène publique et scientifique, celle-ci se fait en contrepartie des services rendus au politique. À travers la mesure du territoire national ou colonial, à travers la collecte et la mise en forme d'informations stratégiques, les géographes tendent à calquer leur fonctionnement institutionnel, pratique et discursif sur les attentes du politique. Tout se passe comme si la volonté réaffirmée d'indépendance disciplinaire était alors réifiée sous les objectifs nationaux qui s'expriment pleinement. La question principale à élucider dans cette partie est de savoir comment les orientations prises, de manière plus ou moins consciente, par les collectifs géographiques dans les années 1815-1840, se poursuivent entre 1840 et 1860. Selon quelles modalités l'alternative entre tentation nationalo-coloniale et exigence universaliste se manifeste-t-elle ? Dans quelle mesure la géographie poursuit-elle sa construction disciplinaire en se plaçant à la solde du pouvoir ? Plus encore que dans les chapitres précédents, il s'agit ici aussi de mesurer d'éventuels écarts ou au contraire convergences entre les trois sphères qui composent notre étude. D'une part, car l'enthousiasme colonial n'est pas partagé par tous à l'échelle européenne, ce qui interroge d'emblée les directions privilégiées par les géographes de chacun des États. D'autre part, car l'accent est mis par les États eux-mêmes sur l'échelon national : des manières de faire nationales, aussi bien institutionnelles, pratiques que discursives doivent donc pouvoir être identifiées.

Suivant la problématique des savoirs situés, l'enjeu de cette partie réside donc à la fois dans la

compréhension d'une dynamique globale placée sous le signe de la continuité avec la période précédente, celle du renforcement disciplinaire, et dans la détermination de spécificités locales, celles concourant à une nationalisation des discours géographiques. Enfin, outre les échelles européenne et nationale, celle des individus demande aussi à être convoquée, comme cela a déjà été fait dans les deux premières parties. L'enjeu est de saisir si les tensions à l'œuvre trouvent un écho dans les discours géographiques. La charnière 1855-1865 constitue à ce titre un moment particulier à interroger, dans la mesure où en quelques années disparaissent bon nombre de ceux qui ont contribué à fonder les cadres premiers d'une discipline géographique. Humboldt, Jomard ou encore Ritter laissent la place à une nouvelle génération, celle des Petermann, des Vivien de Saint-Martin, ou plus tard encore des Ratzel, dont les projets épistémologiques coïncident fortement avec l'idéologie politique du moment. Le passage d'une génération à l'autre interroge également les changements discursifs qui l'accompagnent.

La problématique autour de laquelle se construit cette troisième grande partie questionne donc la nationalisation accélérée des savoirs géographiques. En référence à un célèbre livre de la littérature géographique du XX<sup>ème</sup> siècle, celui d'Yves Lacoste, *La géographie ça sert, d'abord, à faire la guerre* (1976), l'enjeu consiste à comprendre comment les savoirs géographiques deviennent des armes au service des ambitions nationales affichées par les trois sphères de notre étude. Si tous les géographes de cette époque ne sont pas, loin s'en faut, nationalistes ou colonialistes, comment s'opère la nationalisation des savoirs géographiques et de leurs conditions, matérielles, institutionnelles, intellectuelles ou encore financières, de leurs modes de production ? De la même manière que pour la période précédente, il s'agit de comprendre comment s'organise la production des savoirs géographiques, en s'appuyant sur l'approche du nationalisme méthodologique. La différence réside cependant dans le fait que la période 1815-1840 est celle d'une fondation, alors que celle couvrant les décennies 1840 et 1850 est celle d'une continuation de l'édifice. Les modalités de création d'un nouveau champ disciplinaire ne sont pas au cœur du questionnement, qui se déplace de fait vers la saisie d'une évolution diachronique. Comment se construit le projet géographique, alors même qu'il n'est plus neuf, mais qu'il apparaît comme l'instrument du processus de nationalisation ? La tension universel/national qui soutient la période précédente suffit-elle à expliquer encore les dynamiques à l'œuvre entre 1840 et 1860 ? La catégorie du « national » possède de moins en moins à partir des années 1840 une valeur abstraite, mais résonne concrètement et s'incarne dans des stratégies étatiques bien identifiées. L'enjeu essentiel consiste bel et bien à identifier ces stratégies et leurs résonances en termes épistémologiques.

Trois chapitres entendent répondre à ces interrogations générales. Tout d'abord, le chapitre 9 se focalise sur la situation des savoirs géographiques au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, en termes institutionnels, mais aussi idéologiques. Il présente un tableau général, à l'échelle européenne, des modalités de production des savoirs géographiques au milieu du siècle, en insistant sur la tension qui

s'exprime alors entre universalisme et idéologie. Il revient plus précisément, à l'échelle des individus, sur le délitement de l'exigence universaliste alors qu'une nouvelle génération de géographes prend le relais dans les années 1850. Les chapitres 10 et 11 fonctionnent ensemble et se penchent tous deux sur les manières avec lesquelles le politique conditionne, ou du moins interfère sur la production, la diffusion et l'utilisation des savoirs géographiques : le chapitre 10 se penche en particulier sur le terrain colonial, embrassant les situations française et britannique, tandis que le chapitre 11 opère une montée en généralité sur le processus de renforcement national à l'œuvre, en prenant en compte la Prusse en plus des deux autres champs nationaux. L'objectif de ces deux chapitres est de saisir conjointement les dynamiques communes à ces trois sphères en même temps que les processus de différenciation engendrés dans le champ des savoirs géographiques par la nationalisation du politique. Ces trois chapitres visent également à ouvrir les réflexions vers les décennies suivantes, les très riches années 1860-1870, et à créer ainsi du lien avec les nombreux travaux qui ont déjà été écrits sur cette période de l'histoire de la discipline (Claval, 1999 ; Clerc, 2011 ; Lefort, 1992).

## **Chapitre 9. Entre résistance et délitement de l'exigence universaliste : la situation des savoirs géographiques au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle**

Dans la continuité de la période précédente, les savoirs géographiques continuent entre 1840 et 1860 à se structurer progressivement en discipline scientifique constituée et indépendante. Ils profitent alors d'un engouement renouvelé, de la part aussi bien du public, du monde politique que de la sphère savante, ce qui leur confère en retour une valeur scientifique augmentée. À la faveur de l'exploration du monde, le géographe bénéficie notamment d'une aura plus grande, qui encourage l'effort de structuration du champ disciplinaire.

Alors que dans le moment de fondation des premières sociétés de géographie (1820-1840), la question de l'organisation théorique, conceptuelle et méthodologique du champ des savoirs géographiques se pose peu, voire pas du tout, avec l'augmentation de la demande géographique, les géographes prennent conscience d'une nécessaire réflexivité disciplinaire. Celle-ci s'envisage, selon la tradition encore bien vivante des Lumières, sur des bases universalistes mais néanmoins distinctes d'un champ à l'autre. En effet, les géographes français, prussiens ou britanniques ne prennent pas également à leur charge cette volonté de scientificité géographique, chaque sphère développant des propositions épistémologiques spécifiques. L'universalité ne paraît en effet pas avoir tout à fait les mêmes traductions d'une sphère culturelle à une autre. De plus, cette exigence n'est pas non plus également partagée par tous les géographes. Si elle s'affirme d'un côté, elle tend à être parallèlement mise à mal par une montée idéologique dans les rangs des géographes. Cette montée s'effectue à l'occasion d'un tournant générationnel qui s'opère dans les années 1850. La date charnière pourrait en être 1859, alors que Humboldt et Ritter disparaissent et qu'une nouvelle génération prend peu à peu le pouvoir. Celle-ci, représentée par des figures telles que Vivien de Saint-Martin ou Petermann, n'accorde pas autant d'importance à la notion d'universalité des savoirs géographiques, considérée au niveau de leur élaboration ou de leur diffusion, mais ont en revanche une conscience plus aiguë de leur caractère stratégique. Cette nouvelle génération délaisse en outre, pour une part en tout cas, la dimension collective de l'activité scientifique et développe un aspect individualiste de la pratique géographique.

L'enjeu central de ce chapitre consiste à proposer un état des lieux de la situation institutionnelle et scientifique des savoirs géographiques à l'échelle européenne. Il s'agit dans un premier temps de mesurer l'engouement pour les savoirs géographiques. En quoi les savoirs géographiques bénéficient-ils pour la période 1840-1860 d'une reconnaissance accrue ? Et dans quelle mesure cette reconnaissance grandissante participe-t-elle de la consolidation disciplinaire ? Dans un second temps,



ce chapitre interroge les tensions, voire les contradictoires, qui parcourent le champ des savoirs géographiques. L'engouement général pour ce domaine du savoir s'accompagne en effet de mouvements contradictoires : d'une part, la recherche d'une plus grande scientification sur des bases universalistes ; d'autre part, l'idéologisation progressive de la sphère géographique. La question générale qui se pose alors et qui sous-tend les analyses de ce chapitre est la suivante : dans quelle mesure le champ des savoirs géographiques est-il marqué à la fois par une résistance de l'exigence universaliste et par son délitement ? Le dernier moment de ce chapitre revient sur la montée des discours et postures idéologiques parmi les géographes du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, en montrant en quoi les années 1850 constituent un tournant générationnel porteur de changements épistémologiques. L'enquête portera sur la manière dont les méthodes, approches, pratiques et visions géographiques se transforment avec l'arrivée de cette nouvelle génération. En contre-point du temps précédent, cette dernière sous-partie vise à mettre en lumière les contradictions, ou du moins les tensions, qui parcourent le champ géographique. En d'autres termes, il s'agit de mesurer en quoi les modalités de l'universalisation des savoirs géographiques sont empreintes de caractères nationaux. Sans négliger la problématique des savoirs situés, l'enjeu réside donc dans l'examen des tensions disciplinaires à l'échelle européenne dans, et éventuellement entre, les trois sphères de cette étude.

## **A) Un engouement géographique général**

Au milieu du siècle, les savoirs géographiques passionnent. Reflétant l'ouverture de l'horizon européen, grâce au processus de colonisation et aux innovations technologiques, en particulier la vapeur, ces savoirs suscitent un engouement revivifié après la phase de fondation des sociétés de géographie. L'intérêt accordé à ce champ disciplinaire dans la sphère publique renforce son institutionnalisation et lui confère une légitimité et une visibilité plus grandes.

### ***1 – La géographie dans la sphère publique***

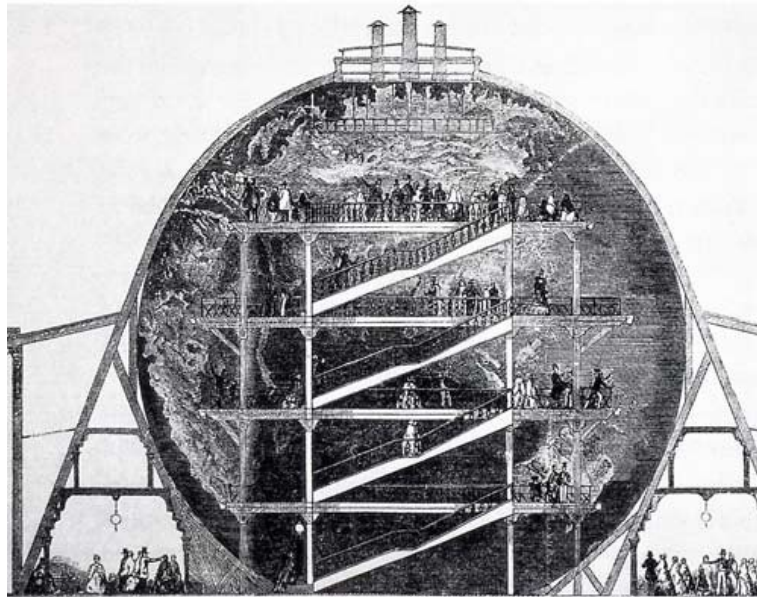
Pour commencer, les savoirs géographiques semblent au milieu du siècle s'attacher un public plus élargi que le champ de l'unique sphère institutionnelle. Ils étendent leurs productions à la faveur de cette notoriété grandissante.

#### ***a) La géographie se trouve un public***

Outre la sphère politique dans laquelle ils prennent désormais une place prépondérante, du fait de leur valeur stratégique, les savoirs géographiques s'insèrent aussi peu à peu, mais de plus en plus fortement, dans les sphères publiques et médiatiques.

I. Schröder introduit son ouvrage, *Das Wissen von der ganzen Welt* (2011), par l'allusion au succès du bâtiment construit en 1851 par l'anglais James Wyld à l'occasion de la première exposition universelle de Londres.

86. *The Great Globe*, par James Wyld, 1851



(Source : gallica.bnf.fr)

*The Great Globe* orne aussi sa première de couverture, et ce choix n'est pas anodin. En effet, au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, les géographes acquièrent le statut de montreurs du monde. Avec l'amélioration des technologies de transport, en particulier la vapeur, ainsi qu'avec l'invention du télégraphe au début des années 1840<sup>207</sup>, le monde jusqu'à ses confins devient accessible, et ce rapidement. Tous les continents sont connus, plus ou moins, et surtout la circulation de l'information s'accélère à l'échelle mondiale. Grâce aux progrès techniques, les géographes disposent avec facilité et rapidité d'une quantité inédite de données et de savoirs sur des espaces aussi bien proches que lointains. Les distances s'amenuisent, les connaissances géographiques passent outre la métrique topographique. Avec cet afflux accéléré et sans cesse renouvelé d'informations, le monde se trouve alors à la portée de tous. Et surtout, il passionne. Les actualités ultra-marines s'invitent à la une des grands quotidiens nationaux : conquête et exploration de l'Algérie pour la France (Blais, 2008(b)), guerre de Crimée pour la Grande-Bretagne



figurent parmi les gros titres des années 1840-1850. Le magazine satirique *Punch* en fait particulièrement cas, comme à travers cette caricature de Lords britanniques réfléchissant à l'état de la Turquie.

87. « A Consultation about the State of Turkey »

(Source : *Punch* (Volume 25, Jul-Dec 1853))

207 Le premier câble trans-manche est posé en 1850.

Outre les actualités militaires, les entreprises de découverte constituent des thèmes particulièrement relayés dans la presse quotidienne. L'épopée de John Franklin parti à la découverte du passage du Nord-Ouest au milieu des années 1840 et sa funeste destinée trouvent par exemple un remarquable écho dans le *Times* (Felsch, 2014) de même que dans tous les bulletins géographiques (BRGS, 1845-1860 ; BSGP, 1845-1855 ; BGFE, 1845-1855). De plus, les savoirs géographiques assoient leur présence dans les sphères de l'éducation. L'enseignement de la géographie se renforce, notamment en France où il rentre à l'université à partir de 1855 (Claval, 2004), annonce saluée par la Société de Géographie de Paris dans une de ses séances (BSGP, 1855 (S4, T9)), rattrapant ainsi le retard pris par rapport à Berlin.

Mais c'est surtout à travers le succès des expositions universelles, qui présentent le monde au prisme de la nation organisatrice, et les animations géographiques qui s'y trouvent, que se mesure le succès public dont jouit la géographie. I. Schröder commente en ces termes l'attraction du géorama de Wyld en 1851 :

Zu den grossen Attraktionen der Londoner Weltausstellung von 1851 gehörte ein ungewöhnliches Gebäude auf dem Leicester Square. Es handelte sich um einen hohen Kuppelbau, der von vier Eingangsportalen gerahmt war. Von außen fiel das Gebäude allein aufgrund seiner Grösse ins Auge, das Innere war spektakulär : Es war ein grosser Globus, eine Hohlkugel, deren Wände, aus sorgsam mit Gips modellierten Reliefkarten der Erde bestanden. In seinem Innern war der Globus begehbar, tagsüber fiel das Licht durch die Kuppel, abends wurde er mithilfe einer Gasbeleuchtung erhellt. Auf vier durch langgezogene Treppen verbundenen Ebenen konnten die Besucher ihren Blick über die Kontinente und die Ozeane schweifen lassen. Dabei erläuterte eine gut hundertseitige, kleinformatige und dicht bedruckte Broschüre, was auf welcher Ebene zu sehen war. Wie der Korrespondent der Londoner *Times* anlässlich der Eröffnung enthusiastisch formulierte, war der Globus »a monument of our present geographical knowledge«.<sup>208</sup> (Schröder, 2011 : 7)

La tradition des géoramas n'est pas neuve (Besse, 2003(b)), quelques-uns avant Wyld ont tenté l'expérience de la réduction du monde en un microcosme muséiforme (Delanglard, 1822 ; Guérin, 1844 ; voir chapitre 5). Mais l'attraction du géorama londonien en fait un véritable succès populaire. Ce succès se traduit en termes de fréquentation : le tarif d'un schilling l'entrée attire avant la fin de 1852 plus d'un million et deux cent mille visiteurs. Le monde passionne et l'entreprise James Wyld, soutenue par la *Royal Geographical Society*, symbolise l'effervescence géographique du moment. L'accessibilité, pratique, financière et scientifique du monument – il fait œuvre de vulgarisation, augmente encore son attractivité. Plus généralement, le nombre de visiteurs des expositions universelles (plus de 6 millions en 1851 à Londres ; 5,1 millions en 1855 à Paris) témoigne de

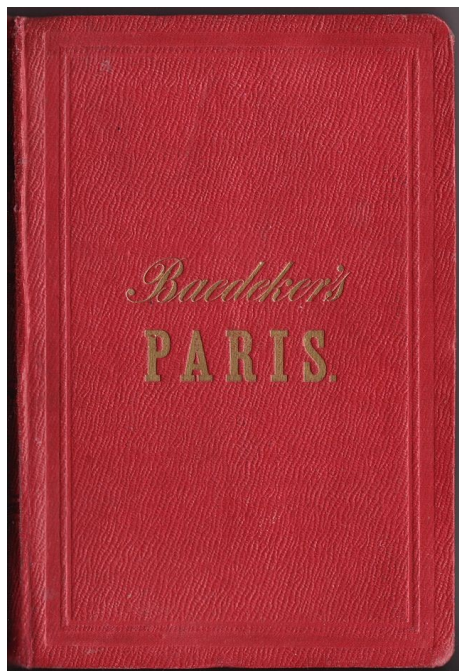
---

208 Traduction : Parmi les grandes attractions de l'exposition universelle de Londres de 1851 se trouvait un bâtiment inhabituel sur Leicester Square. Il s'agissait d'un haut bâtiment à dôme, qui était encadré par quatre portails d'entrée. De l'extérieur, le bâtiment semblait isolé du fait de sa taille, l'intérieur était lui spectaculaire : c'était un énorme globe, une sphère creuse dont les murs étaient construits à partir de plâtre soigneusement modelé en cartes en relief. À l'intérieur, le globe était praticable, de jour la lumière rentrait par la coupole, le soir il était illuminé grâce à un éclairage au gaz. Sur quatre niveaux reliés entre eux et accessibles par des escaliers allongés, les visiteurs pouvaient laisser leur regard vagabonder sur les continents et les océans. En outre, une brochure d'au moins 100 pages, en petit format et imprimée de manière épaisse expliquait ce qui se trouvait sur chaque niveau. Comme le correspondant du *Times* de Londres le formula de manière enthousiaste lors de l'inauguration, le globe était « un monument de notre connaissance géographique actuelle ».

l'engouement contemporain pour la connaissance et l'appréhension de la diversité du monde. Cet enthousiasme signale la passion géographique du moment, qui s'exprime d'autant plus fortement et clairement à l'occasion des grands événements que sont les expositions universelles.

Ces grandes messes de la géographie posent d'emblée une question, celle du rôle social des géographes. Ceux-ci servent-ils uniquement les désirs de grandeur des nations pour qui ils sont chargés de mettre en forme le monde ?

*b) Apparition d'une nouvelle littérature géographique : les guides de voyage*



Alors que le public européen s'enthousiasme pour la connaissance du monde, une nouvelle littérature géographique répond à cette nouvelle demande de savoirs sur l'espace : les guides de tourisme. De manière quasi simultanée en France, en Grande-Bretagne et dans la sphère allemande, trois collections sont fondées pour satisfaire la curiosité des nouveaux explorateurs du monde.

88. *Le guide de Paris* par Karl Baedeker, 1860

(Source : gallica.bnf.fr)

Car à la faveur du développement des lignes de chemin de fer en Europe, les voyages se réalisent plus aisément et révolutionnent la tradition du Grand Tour. Les premiers guides sont tout d'abord à destination des voyageurs, la catégorie « touriste » apparaissant plus tardivement. Mais ces guides pour voyageur incluent tous des itinéraires pittoresques ou romantiques et des indications sur les sites à ne pas manquer. La maison d'édition londonienne John Murray, alors qu'elle édite depuis plusieurs générations les grands classiques de la littérature britannique, se lance la première sur ce nouveau marché. Le premier volume de ses *Red Books*, sa collection de guides, sort en 1836 et porte sur les curiosités de la Hollande, de la Belgique et de la Rhénanie. Il devient une sorte de bible du voyageur, indiquant par un système d'étoiles, qui existe encore aujourd'hui dans bien des collections, les immanquables de chaque région. Le succès de la collection est tel que les guides sont traduits en allemand par l'Allemand Karl Baedeker et diffusés dans la sphère germanophone. Baedeker et Murray s'associent jusqu'au début des années 1870, puis chacun développe le champ d'activité dans sa propre sphère linguistique. Baedeker conserve quelques principes de son prédécesseur, notamment la fameuse couverture rouge. Traduits à leur tour en de nombreuses langues, maniables, peu encombrants et richement illustrés de cartes et de photographies, les guides Baedeker deviennent à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle la collection de tourisme de référence.

La sphère française n'est pas non plus en reste dans le domaine des guides de voyage. Alors qu'il

visite l'Exposition universelle de Londres en 1851, l'éditeur Louis Hachette s'inspire de son collègue anglais Smith. Comme le rappelle Hélène Morlier,

(...) il entreprend de créer une nouvelle collection de livres destinée à un large public utilisateur du nouveau moyen de transport alors en plein développement en France : les chemins de fer. C'est tout naturellement semble-t-il que le titre « Bibliothèque des Chemins de fer » s'impose, puisque le vocable « Bibliothèque du voyageur » avait déjà été pris par Napoléon Chaix, éditeur des indicateurs des chemins de fer, habituellement appelés « Indicateurs Chaix ». (Morlier, 2011 : § 2)

Sa première collection suit donc le développement contemporain des lignes de chemin de fer françaises. Il choisit lui aussi un rouge vif pour que ses guides soient reconnus en librairie et passe même des contrats avec les compagnies ferroviaires pour que ceux-ci soient en bonne place dans les gares (Morlier, 2011). Encouragé par ce succès, Hachette développe ensuite des guides de voyage : il rachète en 1855 le fonds de Louis Maisson, et sa collection des Guides Richard, qu'il augmente et renforce. Comme le note Hélène Morlier, ce rachat tend à fixer la ligne éditoriale de la maison :

Le rachat des Guides Maisson fixe aussi de manière définitive le cadre géographique des Guides de la « Bibliothèque des Chemins de fer » puis des Guides Joanne publiés par Hachette jusqu'en 1919 (...) : les destinations sont européennes avec quelques écarts en Orient (Empire ottoman et colonies françaises d'Afrique du Nord). Contrairement à Baedeker et Murray, la collection ne comprendra jamais de guides de l'Extrême-Orient, de l'Amérique du Nord ou des Indes. (*ibid.* : § 6)

Les guides français ont donc un périmètre plus restreint que leurs analogues allemand et britannique ; autant, ils n'en connaissent pas moins un succès éclatant et grandissant. Dans cette entreprise, Hachette à partir de 1855 collabore avec Adolphe Joanne, qui laisse la maison Richard pour son nouvel éditeur. Encouragé par la publication d'un *Itinéraire descriptif et historique de la Suisse, du Jura, de Baden-Baden et de la Forêt Noire* (1841), celui-ci entreprend pour le compte de Richard dès les années 1840 toute une série de guides semblables pour les diverses contrées ou capitales de



l'Europe, et même pour quelques grandes lignes de chemins de fer. Ses principales pérégrinations l'amènent à faire les itinéraires de l'Écosse (1852), de l'Allemagne du nord (1854) ou encore des environs de Paris (1856).

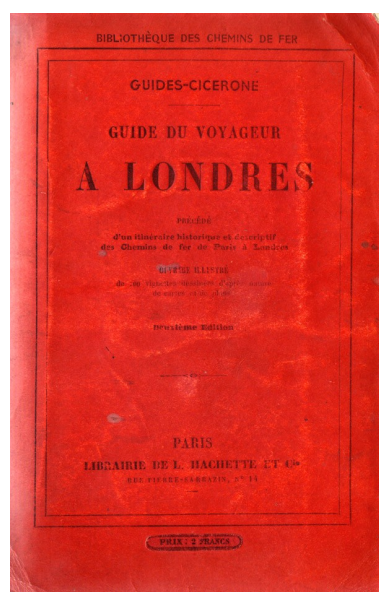
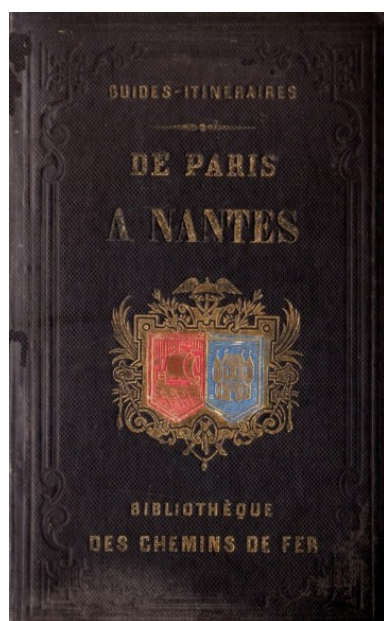
89. *Itinéraire de la Suisse*, par Adolphe Joanne, 1841

(Source : gallica.bnf.fr)



Pour Hachette, Joanne participe à la collection des guides de la Bibliothèque des chemins et de fer et de la Bibliothèque cicérone. La première fonctionne suivant le principe d'un guide-itinéraire par grande voie ferrée et la seconde propose des guides pour des villes ou des lieux plus touristiques. Car le voyageur se fait en effet peu à peu touriste, ce qui change les attendus de cette nouvelle littérature géographique. Mais certains invariants demeurent, comme l'illustration, de plus en plus riche. L'échelle change en revanche, passant de la région au territoire local, et les guides se dotent d'informations historiques et patrimoniales. À partir de 1860, Joanne dirige en outre le nouveau projet d'Hachette, *l'Itinéraire général de la France*, dans lequel le territoire national doit être entièrement couvert par un quadrillage d'une quinzaine d'ouvrages.

90. *Le guide-itinéraire de Paris à Nantes, 1854 et Le guide du voyageur à Londres, 1853 (Hachette)*



Cette nouvelle littérature de guides, déclinée en guides pour voyageurs et guides pour touristes, symbolise comme elle encourage le nouveau rapport au monde développé dans les sociétés européennes. Le monde, du moins le vieux continent, est désormais accessible, aussi bien physiquement qu'en termes de savoirs. Cet engouement ne se restreint pas à la sphère publique, il produit aussi des conséquences dans la sphère institutionnelle.

## 2 – Le développement de la géographie institutionnelle

Du point de vue institutionnel, dans un premier temps, l'engouement géographique est rendu visible, d'une part, par l'augmentation du nombre de membres qui intègrent les sociétés de géographie et, d'autre part, par l'inflation des productions géographiques (livres, revues, cartes) à la même époque.

### a) Augmentation du nombre de membres des sociétés de géographie

Alors que les effectifs des sociétés de géographie stagnent voire reculent entre les années 1830 et 1840, le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle correspond à un moment où les adhésions augmentent de nouveau.

Le tableau ci-dessous propose un bilan du nombre d'adhérents pour les trois sociétés sur toute la période 1820-1860. La société parisienne marque quant à elle un léger repli et ne semble pas autant touchée par la frénésie géographique du temps.

#### 91. Effectifs des trois sociétés de géographie (1821-1860)<sup>209</sup>

	1821	1825	1828	1830	1835	1840	1845	1850	1855	1860
Société de Géographie de Paris	217	261	307	279	167	145	158	101	165	212
<i>Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin</i>			30	40	105	150	210	220	265	280
<i>Royal Geographical Society</i>				460	580	697	684	650	804	1316

Le tableau réalisé à partir des différents bulletins des sociétés permet de rendre compte de cette évolution. Celui-ci indique plusieurs éléments. D'une part, la période 1840-1860 est bien celle d'une augmentation des membres, quelle que soit la société considérée. D'autre part, cette augmentation varie en proportion et chiffres absolus d'une société à l'autre. Les effectifs doublent pour Londres et augmentent de 40 % pour Paris, tandis que pour Berlin ils bondissent de plus de 45 %. Ces chiffres sont tous impressionnants et illustrent un enthousiasme renouvelé pour les questions géographiques. Le président de la société londonienne durant cette période, Lord Murchison, commente cet engouement avec enthousiasme. Dès 1852, il s'étonne de l'accroissement aussi rapide des membres de la société ; et en 1859 il exulte de voir que la *Royal Geographical Society* s'impose comme la première des associations scientifiques de Londres.

1<sup>o</sup> 1852 : The movement in the right direction has, I am happy to say, been fully sustained in the past year. Numbering 611 at the last anniversary, our list has now swelled to 645 members, besides eleven candidates whose names are now annouced. We have no debts, and our income has largely increased. Our spirit, I am confident, as good as hearty as that of any society of the Metropolis ; and if this « esprit de corps » should have been, in any degree increased by my efforts to engage you to meet together in my own house with other men of science, literature and art, one of my objects will have been attained.<sup>210</sup> (BRGS, 1852 (T22) : lxiii)

2<sup>o</sup> 1859 : So steadily have our number augmented, that although the Society seemed to have reached its climax last year, when I spoke of it having rapidly increased from 600 to nearly 1100 members, I have now the happiness to know that it actually possesses 1200 members, a

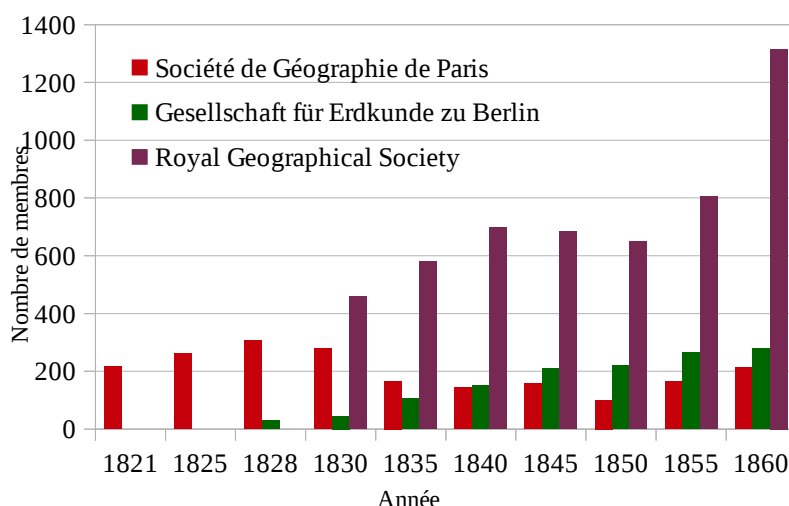
209 NB : Le tableau a été réalisé à partir des informations fournies par les bulletins de chacune des sociétés, ainsi que par les travaux de Alfred Fierro (1983) pour la société parisienne, de Clements R. Markham (2009) pour la société londonienne et les indications fournies par Christof Ellger de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* pour la société berlinoise. Certains chiffres sont des estimations à partir des données recueillies : s'ils ne reflètent pas le nombre exact, ils donnent à voir des ordres de grandeur fiables.

210 Traduction : Le mouvement dans la bonne direction a, je suis heureux de le dire, été complètement soutenu l'année passée. Dénombrant 611 membres au dernier anniversaire, notre liste en compte désormais 645, hormis les onze candidats dont les noms sont annoncés maintenant. Nous n'avons pas de dettes, et notre revenu a largement augmenté. Notre esprit, je suis confiant, aussi bon et chaleureux que dans n'importe quelle autre société de la métropole ; et si cet esprit de corps pouvait avoir été un tant soit peu augmenté par mes efforts pour vous engager à vous rencontrer ensemble dans ma propre maison avec d'autres hommes de science, de littérature et d'art, un de mes objectifs aurait été atteint.

number far exceeding that of any other scientific body in London.<sup>211</sup> (BRGS, 1859 (T29) : 343)

De telles manifestations de satisfaction, mais un peu plus nuancées, s'affichent aussi à Paris (BSGP, 1860) et Berlin (BGFE, 1859) pour les bons résultats obtenus entre 1840 et 1860. Derrière cet accroissement général se cachent cependant des réalités différentes, dès lors que l'on envisage la situation en chiffres absolus.

92. Evolution de l'effectif des sociétés de géographie (1821-1860)



Londres se distingue très nettement de ses consœurs parisienne et berlinoise par le nombre de membres qu'elle regroupe : plus de 1300 en 1860, alors que les deux autres sociétés ont encore des allures provinciales, même si Berlin dépasse Paris en 1860. Cette différence reflète la hiérarchie qui structure l'Europe scientifique ainsi que les moyens alloués dans chaque sphère au progrès des savoirs géographiques. Londres possède en effet une capacité de mobilisation financière et matérielle nettement supérieure à Paris ou Berlin (Fierro, 1983 ; Lejeune, 1993 ; Markham, 2009). Une vraie différence de degré existe donc entre les trois sociétés, bien visible à travers la figure 92. Les sociétés parisienne et berlinoise apparaissent bien en décalage par rapport à la société londonienne, dont le nombre d'adhérents en 1860 relève d'une autre échelle. Pour autant, la période 1840-1860 demeure celle d'une augmentation des adhésions quelle que soit la société considérée. Cela constitue le premier indice que l'engouement géographique touche aussi la sphère institutionnelle.

#### *b) Une production en hausse de livres et revues géographiques*

Le deuxième indice se trouve dans l'inflation du nombre de publications géographiques. Livres et revues géographiques semblent avoir trouvé leur public, car leur volume augmente au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Pour s'en rendre compte, il suffit de mesurer le nombre de pages consacrées aux

211 Traduction : Notre nombre a augmenté si régulièrement que même si la Société semblait avoir atteint son sommet l'an passé, quand je parlais qu'il avait rapidement augmenté de 600 à près de 1100 membres, j'ai maintenant la joie d'apprendre qu'elle possède en fait 1200 membres, un nombre excédant de loin celui de tout autre corps scientifique à Londres.



comptes-rendus de lecture dans les bulletins des sociétés de géographie et aux nouvelles acquisitions. Que ce soit dans les bulletins berlinois, londoniens ou parisiens, cette rubrique prend une ampleur nouvelle. Pour donner un exemple concret, rien que pour l'année 1855, la Société de Géographie de Paris reçoit une vingtaine d'ouvrages par séance, ce qui correspond à plus de cent ouvrages sur l'année (BSGP, 1855 (S4, T9) et (S4, T10)). Quant aux recensions, elles représentent entre vingt et trente articles par an. Sans la dépasser, la part de l'activité de revue d'ouvrages géographiques rivalise avec l'annonce des nouvelles découvertes et explorations. La nécessité d'une bibliothèque se renforce d'ailleurs dans ces années pour les sociétés. Murchison fait par exemple dans les années 1850 une campagne acharnée auprès du pouvoir britannique pour que la *Royal Geographical Society* dispose enfin d'un lieu de stockage de sa collection d'ouvrages (BRGS, 1852 (T22) ou BRGS, 1859 (T29)).

Outre les ouvrages, les revues dédiées aux savoirs géographiques se développent aussi, de deux manières parallèles. D'une part, les revues existantes changent à cette époque de format et, d'autre part, de nouvelles revues sont créées. Sauf les bulletins londoniens, les journaux des sociétés de géographie font tous peau neuve. En 1851, les bulletins de la société parisienne inaugure une nouvelle formule : celle-ci gagne en épaisseur, puisque les volumes passent de 250 à 500 pages en moyenne et contiennent une nouvelle rubrique, celle des « nouvelles géographiques », fortement alimentée. En 1853, c'est la *Gesellschaft für Erdkunde* qui propose à son tour un périodique renouvelé. Il prend tout d'abord le nom de *Zeitschrift für Allgemeine Erdkunde*, Journal de géographie générale, et gagne ensuite lui aussi en volume. Dans son introduction au premier numéro, Gumprecht convoque comme modèle les *Annales de Géographie* dirigées par Victor-Adolphe Malte-Brun et entend faire de cette nouvelle revue son pendant dans la sphère germanophone. Trois formes principales d'articles structurent le journal berlinois :

1) Längere Originalaufsätze von Mitarbeitern ; 2) Auszüge und kürzere Bemerkungen erdkunlichen Inhaltes aus deutschen und fremden Zeitschriften und eine möglichst vollständige Vereinigung des bezüglichen Materials ; 3) Anzeigen und Kritiken neuer wichtiger, sowohl deutscher, als fremder geographischer Werke und Karten, an welchen Inhalt sich noch die Berichte über die monatlichen Sitzungen der Berliner Gesellschaft für Erdkunde, und endlich am Schlusse des Jahres eine vollständige Bibliographie der gesamten geographischen Litteratur und ein Register anschließen werden.<sup>212</sup> (BGFE, 1853 (NF, T1) : 4)

La revue berlinoise entend donc ainsi prendre une nouvelle dimension, en se donnant de nouvelles ambitions. Il s'agit pour elle d'être à la hauteur des productions françaises et britanniques. Elle s'inscrit à ce titre dans un mouvement plus global de renforcement des revues géographiques dans les métropoles européennes. À côté des remaniements de revues existantes, de nouvelles apparaissent et viennent compléter le paysage géographique européen, telles que le *Geographische Jahrbuch*<sup>213</sup> de

212 Traduction : 1) De plus longues contributions originales des membres ; 2) Des extraits et de plus courtes notices au contenu géographique venant de journaux allemands ou étrangers et si possible une unification complète des matériaux concernés ; 3) Des annonces et des critiques des nouvelles et importantes œuvres et cartes géographiques, aussi bien allemandes qu'étrangères, auxquelles s'ajoutent les bulletins des sessions mensuelles de la Société de Géographie de Berlin, et enfin à la fin de l'année une bibliographie complète de la littérature géographique générale et un registre.

213 Traduction : L'annuaire géographique

Heinrich Berghaus qui paraît de manière éphémère entre 1850 et 1852 à Potsdam. La sphère prussienne rattrape nettement son retard lors de cette période et fournit aussi la plus emblématique des revues géographiques européennes pour le XIX<sup>ème</sup> siècle, les *Petermann Geographische Mittheilungen*.

---

### Gros plan 14 – L'aventure des *Petermann Geographische Mittheilungen*

Comme Philipp Felsch le rappelle dans son récent ouvrage, les *Petermann Geographische Mittheilungen* sont devenues à partir de 1855, date de la parution du premier numéro, « l'organe central de la géographie dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle » (Felsch, 2014 : 94). Cette revue a d'ailleurs disparu il y a seulement quelques années, en 2004, après 149 ans d'existence.

L'aventure de cette revue signe aussi le temps de la gloire pour son créateur, August Petermann, alors qu'il rejoint la ville de Gotha en 1853 après avoir vécu en Grande-Bretagne près de dix ans. Il possède déjà une solide réputation de cartographe et répand son aura sur la firme Justus Perthes, avec lequel il s'associe pour poursuivre ses activités. À l'origine entreprise d'édition, la maison Perthes s'engage en 1853 dans le champ de la géographie, qui connaît alors un véritable essor dans la sphère germanophone. Elle se rend notamment célèbre pour avoir publié le *Handatlas*, l'atlas de poche de Stieler, entre 1817 et 1823, qui connaît un grand succès.

L'entreprise s'adjoint peu à peu les collaborations de célèbres géographes, cartographes et statisticiens prussiens et allemands, parmi lesquels Heinrich Berghaus. Wilhelm Perthes, le fils du fondateur de la firme, appelle Petermann à le rejoindre en 1853, en sollicitant sa fibre patriotique allemande et en lui promettant une situation encore meilleure que celle dont il jouit à Londres. Il le flatte en publiant certains de ses travaux et lui promet surtout une place au sommet de l'entreprise (Weller, 1911, 1914). Le début de leur collaboration, entre 1853 et 1857, est consacré à la publication du voyage africain de Heinrich Barth. Mais dès son arrivée à Gotha, Petermann lance aussi le projet de parutions régulières dans le journal publié par Perthes, qui permettraient de faire connaître les dernières nouvelles géographiques, à la manière du *Geographische Jahrbuch* de Heinrich Berghaus. Comme son illustre confrère et professeur, il commence par intituler sa publication *Petermanns Geographisches Jahrbuch*, l'annuaire géographique de Petermann, qui devient vite les *Geographische Mittheilungen*<sup>214</sup>. À partir du 15 février 1855, une revue à part entière, indépendante du journal de Perthes, paraît sous le nom de *Petermanns Geographische Mittheilungen aus Justus Perthes's Geographische Anhalt über wichtige neue Forschungen auf dem Gesamtgebiet tellurischer Wissenschaft* ou *der Geographie*<sup>215</sup>. Cette entreprise dure 23 ans sous la direction de Petermann et produit jusqu'en 1878, date de sa mort, 56 volumes. L'aventure continue après sa disparition, mais c'est

---

214 Traduction : Annonces géographiques

215 Traduction : Annonces géographiques de Petermann à partir des repères géographiques de Justus Perthes sur les nouvelles et importantes recherches géographiques sur le champ général de la science tellurique ou de la géographie

bien Petermann qui en fait le succès et la réputation. Petermann réunit autour de lui les plus grands noms de la géographie allemande : Barth, Vogel ou encore Heuglin collaborent à cette nouvelle aventure. Ritter et Humboldt commentent abondamment et avec enthousiasme les parutions des premiers numéros dans leur correspondance (Humboldt et Ritter, 2009).

Plusieurs facteurs concourent au succès de la revue. Tout d'abord, Petermann se positionne sur un créneau neuf dans la sphère germanique. À part le bulletin des *Gesellschaft für Erdkunde* et quelques journaux éphémères, tels celui de Berghaus, il n'existe pas de revue géographique à proprement parler. Alors qu'il revient de Londres où la *Royal Geographical Society* se distingue par son activité foisonnante, le calme allemand le frappe. Un de ses objectifs consiste à participer au mouvement général de développement de cette branche du savoir dans la sphère germanophone. Il le rappelle à l'occasion du premier numéro :

Um die Fortschritte der Geographie zu befördern und zu verkünden, sind überall der civilisirten Welt die Fach-Männer zum gemeinsamen Streben zusammengetreten, oder einzelne haben es sich zur Lebensaufgabe gemacht, demselben Ziel nachzustreben. Auch wir fühlen uns angeregt, in die Reihen dieser unserer Vorbilder einzutreten, - nicht ohne Schüchternheit, ob wir auch dazu berufen sind. In unsern « Geographischen Mittheilungen », die sich, ihrem Wesen nach, dem « Geographischen Jahrbuch » unsers innig verehrten Lehrers, Professor Berghaus, anschliessen, wollen wir versuchen, ein geringes Scherflein beizutragen zur allgemeinen Kunde neuer oder überhaupt wichtiger Forschungen auf dem Gesamtgebiete tellurischer Wissenschaft.<sup>216</sup> (PGM, 1855 (T1) : 1-2)

Ein tiefer Drang, ein unaufhaltsames Streben nach Erkenntniss erfüllt des Menschen Brust. Sein Blick dringt weiter und weiter durch die endlose Welt am Firmament, und sein Intellekt belauscht mehr und mehr die unerschöpflichen Geheimnisse der Natur, - aber das unvollkommene menschliche Wissen bleibt offenbar in der geringer Kenntniss seiner eigenen nächsten Welt, der Scholle, auf der er geboren, des Planeten, den er bewohnt.<sup>217</sup> (*ibid.* : 1)

L'enjeu de cette revue consiste donc à s'inscrire dans le développement européen des savoirs géographiques et à en fournir un ancrage germanophone solide. Il entend participer à l'extension de la connaissance humaine. Outre le but élevé qu'il s'est fixé, Petermann propose une approche relativement innovante de la géographie. Un coup d'œil à la table des matières du premier numéro des *Petermanns Geographische Mittheilungen* (voir annexe 7) indique une organisation par régions du monde, ce qui est assez rare dans les productions de cette époque. Ensuite, sa revue vise l'efficacité. Quatre catégories permettent de faire le tour de chaque continent : les *Grössere Aufsätze*, les *Geographische Notizen*, la *Geographische Literatur* et enfin les *Karten* (les grands articles, les notices, la recension de la littérature géographique et les cartes). Chaque volume compte un très grand nombre

---

216 Traduction : Pour promouvoir et annoncer les progrès de la géographie, partout dans le monde civilisé se sont regroupés des spécialistes, ou bien quelques-uns isolément se sont fait un devoir de poursuivre cet objectif. Nous aussi nous sentons incités à entrer dans les rangs de cet idéal, - non sans timidité, si nous sommes aussi appelés. Dans nos *Geographischen Mittheilungen*, qui dans notre esprit prennent le relais du *Geographischen Jahrbuch* de notre illustre professeur, Professeur Berghaus, nous voulons essayer d'apporter notre faible obole au travail global réalisé autour des nouvelles ou surtout importantes recherches dans le champ général de la science tellurique.

217 Traduction : Une profonde envie, un élan irrésistible vers la connaissance remplit le cœur de l'homme. Son regard se porte toujours plus loin à travers l'infini du monde vers le firmament, et son intellect épie toujours plus les inépuisables secrets de la nature, - mais le savoir humain imparfait reste souvent dans une connaissance faible de son propre monde, la glèbe sur laquelle il est né, la planète qu'il habite.

d'articles, relativement courts pour la plupart, qui visent à l'exhaustivité de l'information géographique. L'accent est mis sur l'actualité géographique et la fraîcheur des informations transmises. Ensuite, d'un point de vue thématique, tout est couvert ou presque : la géographie humaine côtoie des thématiques plus physiques, pour reprendre les partitions actuelles. Et aucune partie du monde n'est oubliée. Mais ce qui participe au succès de la revue se situe surtout dans la richesse de la quatrième catégorie : les cartes. Petermann accorde en effet une place prépondérante à la cartographie, ses premières amours. Dès le premier numéro de son périodique, Petermann affirme ainsi sa volonté de les mettre en bonne place :

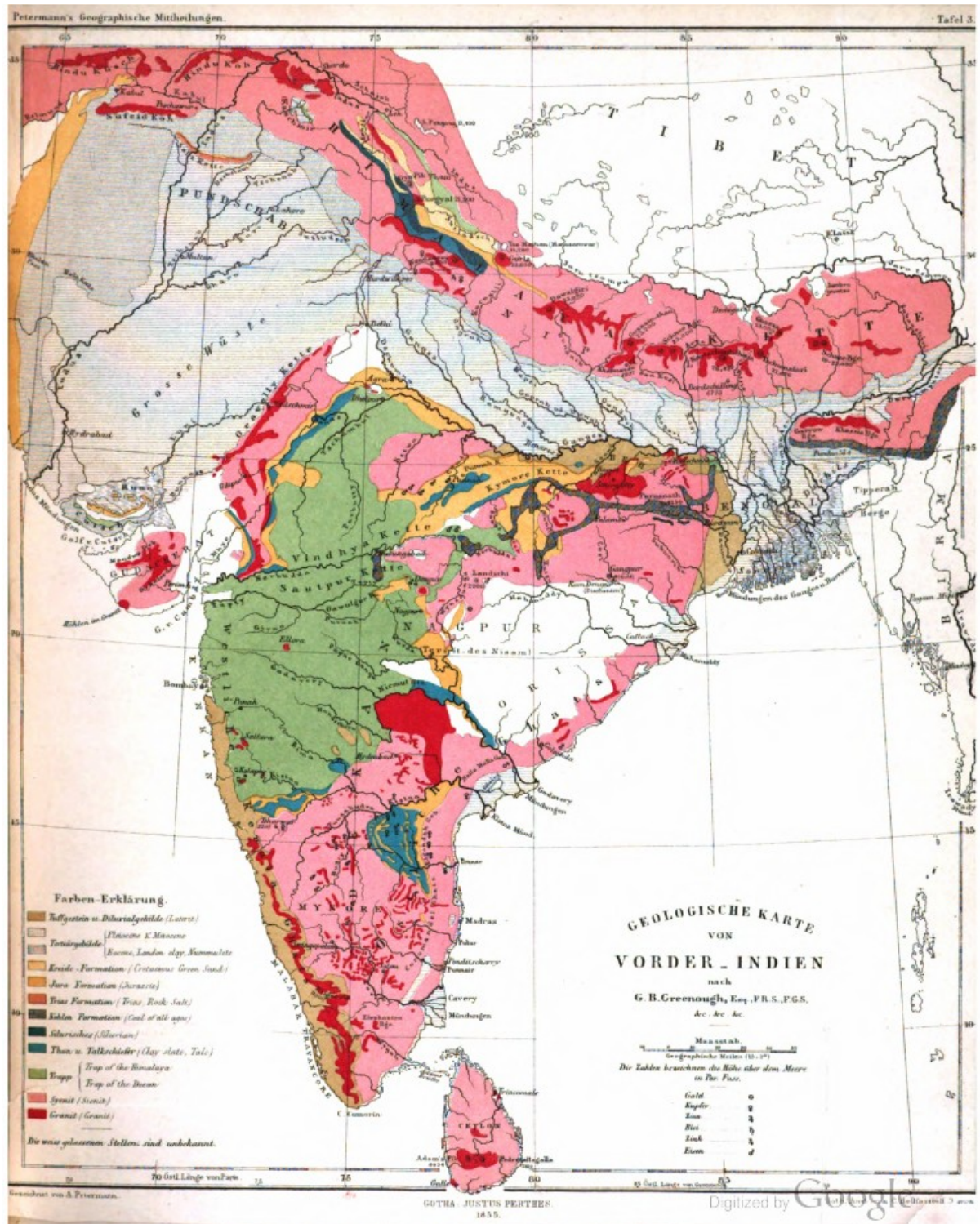
Unsere « Mittheilungen » sollen sich dadurch von allen ähnlichen Schriften unterscheiden, dass sie auf sorgfältig bearbeiteten und sauber ausgeführten Karten des Endresultat neuer geographischen Forschungen zusammenfassen und graphisch veranschaulichen. Nie wird deshalb eine Nummer unserer Schrift ausgegeben werden, ohne eine oder mehrere Karten-Beilagen, und diese werden mit besonderer Rücksicht darauf entworfen werden, dass sie allen Besitzern von Stieler's Hand-Atlas, Berghaus' Physikalischem Atlas, und anderen aus der Anstalt hervorgegangenen Kartenwerken ein fortlaufendes leicht zugängliches Supplement in handischer Form gewähren.<sup>218</sup> (*ibid.* : 2)

Plus qu'une illustration, la carte doit constituer dans l'esprit de Petermann un support à part entière de l'information géographique. Dès le premier numéro, il applique ce qu'il annonce. À chaque article répond une ou plusieurs cartes, certaines parfois d'une très grande qualité comme celle de l'Inde géologique (voir figure 93). Petermann varie les échelles : de l'échelle régionale ou continentale il passe au local, en représentant des plans de villes, sans oublier non plus les cartes aux échelles plus petites. En outre, il manifeste une réelle capacité d'articulation de ces différentes échelles, puisque bien des planches proposent des focales variées sur un même territoire (voir figure 94). Forte de ces atouts et d'une réelle originalité dans sa conception, l'entreprise de Petermann s'impose en quelques années comme un organe incontournable des progrès de la géographie européenne.

---

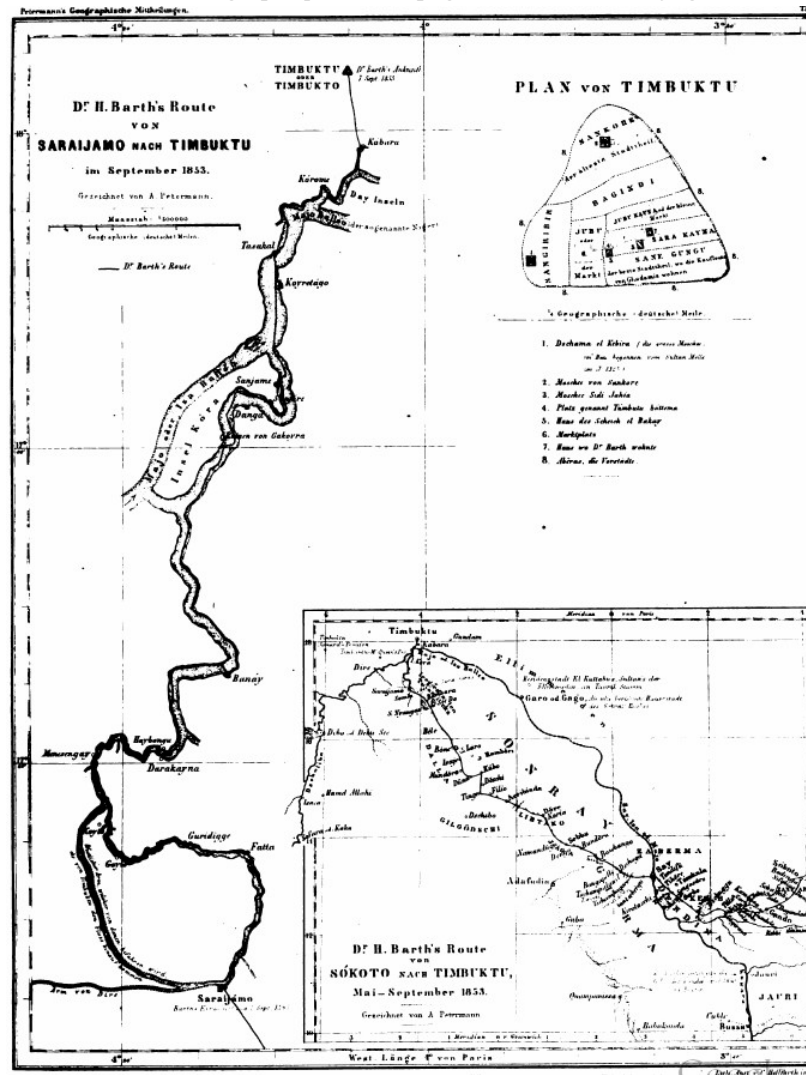
218 Traduction : Nos *Mittheilungen* doivent se distinguer de tous les autres écrits semblables, du fait qu'elles regroupent les résultats finaux des recherches géographiques sur des cartes soigneusement travaillées et proprement exécutées et qu'elles les illustrent graphiquement. C'est pourquoi jamais un numéro de notre journal ne paraîtra sans un ou plusieurs accompagnements cartographiques, et ceux-ci seront conçus avec beaucoup d'attention, de manière à ce qu'ils forment pour tous les propriétaires des *Atlas* de Stieler, à l'*Atlas physique* de Berghaus ainsi que les autres œuvres cartographiques issues d'institutions, un supplément continu et facilement accessible en format de poche.

93. Carte de la géologie de l'Inde, 1855



(Source : PGM, 1855, vol. 1)

# 94. Planche cartographique accompagnant le récit du voyage de Barth



(Source : PGM, 1855, vol. 1)

## c) Die neue Bedeutung der Kartographie<sup>219</sup>

Dans les ouvrages et les revues géographiques, et les *Petermann Geographischen Mittheilungen* en sont une illustration des plus probantes, une production apparaît en outre spécialement mise en avant durant cette période : la carte. Entre 1840 et 1860, les institutions cartographiques se développent et acquièrent une nouvelle dimension. Les cartes s'imposent comme le *medium* de prédilection des géographes et voient leur production s'accroître d'une manière remarquable. I. Schröder évoque pour qualifier le phénomène de « neue Bedeutung der Kartographie » (Schröder, 2011 : 102).

Cela se traduit matériellement par la création de nouveaux lieux de production ou de stockage des cartes, et/ou par l'augmentation du nombre de cartes produites. Le *medium* cartographique se développe de deux manières : au sein des sociétés de géographie d'une part, qui renforcent leur rôle de

<sup>219</sup> Traduction : La nouvelle signification de la cartographie.

dépositaires du savoir géographique, et au sein de nouvelles institutions privées. Dans le cadre des sociétés de géographie, les projets de département cartographique fleurissent. Chaque société comprend en effet dans ses statuts fondateurs la volonté de créer une collection cartographique de référence à l'échelle européenne et mondiale. Mais les premières années sont consacrées à d'autres objectifs (création et pérennisation de réseaux d'informations, rédaction et publication des bulletins), si bien que ces projet tombent quelque peu dans l'oubli. Deux tentatives se distinguent tout de même : celles de Jomard et Ritter, qui créent chacun un cabinet des cartes modeste mais bien réel dès les années 1820 (chapitre 5). Ces fondations prennent une réelle ampleur à partir des années 1840 et 1850, à la faveur de hasards (des dotations de fonds cartographiques, voir gros plan 5) mais surtout grâce à une réelle volonté des sociétés de géographie.

La réalisation la plus spectaculaire est celle de la *Map Room* de la société londonienne, salle des cartes créée en 1854. Comme ses consœurs, la *Royal Geographical Society* prévoit dans ses statuts de 1830 la formation d'une

complete collection of maps and charts from the earliest period of rude geographical delineations to the most improved of the present time.<sup>220</sup> (BRGS, 1830 (T1) : vii)

Les premières années ne sont pour autant guère satisfaisantes : mises à part quelques centaines de cartes glanées dans les étages de l'Amirauté, les décennies 1830 et 1840 sont pauvres en acquisitions. Il faut attendre les années 1850 et plus particulièrement 1854 pour que la collection cartographique décolle (Crone et Day, 1960). La société britannique bénéficie de l'engouement du public pour l'épopée africaine, ce qui lui permet d'appuyer ses demandes au gouvernement par un soutien très large. La collection se développe alors que la Couronne accorde à la *Royal Geographical Society* des fonds et des moyens matériels pour cette entreprise. Cinq cents livres sont octroyées pour louer un appartement propre à recevoir le stock de cartes et deux mille pour l'acquisition de nouveautés et de raretés. Quelques atlas et spécimens précieux rejoignent le giron londonien les années suivantes, tels que l'*Atlas françois* de Jaillot (1695) ou le *West Indian Atlas* de Jeffery (1775). Le succès est tel que Murchison se vante en 1857 d'une « vast augmentation of our Map Office »<sup>221</sup> (BRGS, 1857 (T27), cité in Crone et Day, 1860 : 12). Les cartes de l'*Ordnance Survey* alimentent notamment ce bureau des cartes, qui bénéficie de la multiplication des entreprises de relevés topographiques lancées par la Grande-Bretagne en métropole et dans les colonies. Profitant ainsi des productions privées mais aussi gouvernementales, la *Map Room* devient un organe essentiel de la société londonienne. Son succès, en raison des fonds alloués, est bien plus grand que celui des projets emmenés par Ritter et Jomard à Berlin et Paris. Mais, quels que soient les moyens alloués, dans ces trois sphères le medium cartographique s'impose comme un outil de transcription des savoirs géographiques autant que comme le moyen privilégié de leur diffusion.

---

220 Traduction : une collection complète de cartes et de schémas, depuis la période la plus ancienne marquée par des contours géographiques grossiers jusqu'aux plus perfectionnés du temps présent.

221 Traduction : d'une vaste augmentation de notre bureau cartographique



Outre le développement des collections institutionnelles, la période 1840-1860 connaît la création ou l'affirmation de bureaux de production cartographique. En 1839, Heinrich Berghaus, le collaborateur de Humboldt en matière de cartes, ouvre une des premières écoles cartographiques privées en Allemagne, la *geographische Kunstschule*, installée à Potsdam. Non seulement, il forme les futurs cartographes prussiens, mais il produit également dans cette école des cartes et des atlas, dont le *Physikalischer Atlas* (1837-1848) commencé seul et poursuivi avec ses élèves. Il produit en outre l'atlas qui accompagne les volumes du *Kosmos* de Humboldt, ce qui assure à l'école sa renommée. L'école fonctionne entièrement sur des fonds privés, ce qui rend son existence parfois difficile et aléatoire (Felsch, 2014) ; mais la qualité de la formation et des productions lui assure un public toujours plus nombreux. Pour autant, le plus fameux bureau cartographique reste sans doute celui de William et Alexander Keith Johnston créé à Londres au milieu des années 1820. La fabrique se rend célèbre par les innovations technologiques qu'elle encourage (gravure sur cuivre) et par les grandes entreprises cartographiques qu'elle engage : Alexander Keith Johnston contribue largement à la réalisation de la version anglaise de l'atlas du *Kosmos* de Humboldt par exemple, et lui-même lance un *National Atlas of General Geography*, dont les premières planches sortent des presses en 1843. De plus, cette entreprise fonctionne comme un véritable centre de formation pour les cartographes de l'Europe entière. August Petermann, après avoir passé plusieurs années chez Berghaus, parfait son éducation cartographique dans la firme Johnston (*ibid.*). Les cartes prennent ainsi une place de choix dans les productions géographiques, les volumes écrits s'accompagnent de plus en plus d'atlas qui forment non pas des appendices au texte principal mais des ouvrages à part entière. Humboldt met par exemple un soin aussi important à son atlas qu'à la rédaction de son *Kosmos*, en témoignent les échanges épistolaires avec son éditeur (Humboldt, 2009(b)) ou avec Berghaus lui-même (Berghaus, Humboldt, 1869(c)). Les revues accordent aussi aux cartes une place renforcée en leur sein. Cet intérêt fait écho à l'attention apportée dès le début par les rédacteurs du bulletin de la *Royal Geographical Society*, pour lesquels les encarts cartographiques sont également des éléments essentiels (voir chapitre 5). Dans la continuité de la période précédente (voir chapitre 7), la cartographie s'impose de plus en plus comme un *medium* essentiel de la production géographique.

Plusieurs facteurs concourent à la valorisation du *medium* cartographique dans le champ des savoirs géographiques et façonnent la façon dont les cartes sont établies. Tout d'abord, la cartographie rejoint le problème de la mise en ordre du monde. Alors que l'exploration physique des blancs du planisphère se poursuit, les géographes ont à cœur d'actualiser les cartes. Celles-ci représentent alors graphiquement les progrès réalisés en termes d'explorations et de connaissances. Or, le rythme des explorations s'accélère au milieu du siècle, ce qui enjoint les cartographes à revoir de manière très régulière leurs cartes. De plus, les techniques d'impression s'améliorent nettement, avec la mise en place de la gravure sur cuivre (Felsch, 2014 ; Schröder, 2011), ce qui facilite la diffusion des cartes à une échelle mondiale. Cela explique pour une part le développement très important des institutions



cartographiques au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle.

L'accélération de la reconnaissance du monde ne constitue pas la seule raison pour laquelle les géographes vouent une grande passion aux cartes. Celles-ci endossent en effet aussi le rôle de montrer et de démontrer un pouvoir politique : elles sont un moyen de faire connaître le savoir et possèdent une vertu synoptique (Schröder, 2011). En contexte colonial comme en métropole, les cartes symbolisent de plus en plus la mainmise et le contrôle politique sur un territoire. Les représentations scientifiques ne sont donc jamais bien éloignées d'objectifs politiques, d'autant que la majeure partie des cartes est produite par des instances militaires : Dépôt de la Guerre, *Ordnance Survey* ou *Kriegsschule* (Desbois, 2012). Celles-ci organisent une grande partie du système de production cartographique, de la collecte des données en amont sur le terrain à l'élaboration des cartes. Elles gèrent des projets de grande ampleur, comme celui de la carte de France mené par le Général Pelet à partir de la fin des années 1820 (*ibid.*). Le contexte colonial constitue de plus un ferment cartographique fécond (voir chapitre 10). Et même lorsque les productions cartographiques sont assurées par des entreprises privées ou des particuliers, les commandes recouvrent des objets politiques : Alexander Keith Johnston fournit par exemple au gouvernement britannique des cartes démographiques (Felsch, 2014). Les commandes et besoins politiques constituent donc un des facteurs d'explication les plus importants de l'engouement cartographique du milieu du siècle. Ici, la sphère institutionnelle réagit donc à des attentes autant publiques que politiques.

L'engouement géographique manifesté lors de la période 1840-1860 touche aussi bien les sphères publiques, politiques qu'institutionnelles. Cette demande de savoirs politiques ne se traduit pas uniquement de manière chiffrée, en termes de nouveaux membres ou de revues créées, elle coïncide également avec une remise en cause des modes de productions des savoirs géographiques. Alors que ceux-ci se généralisent et sont plus aisément accessibles, les géographes s'interrogent sur la manière dont ils les produisent et les diffusent.

## **B) À la recherche de cadres disciplinaires pour la géographie**

Les années 1840-1860 sont en effet celles d'une véritable interrogation réflexive sur les façons de faire géographiques. Alors que la période précédente est marquée par l'euphorie de la fondation des sociétés et des premières institutions géographiques, sans que les modalités intellectuelles et épistémologiques ne soient véritablement questionnées, à partir de la décennie 1840 les géographes prennent conscience de la nécessité d'établir des cadres disciplinaires solides et fondés sur une exigence de scientificité.

### ***1 – Des savoirs géographiques à la géographie, l'enjeu d'une montée en discipline***

#### ***a) Faire enfin science...***

À partir du milieu des années 1840 s'engage en effet une profonde discussion, à l'échelle du

continent européen et donc au-delà des cadres purement nationaux, quant au contenu et aux objectifs du projet géographique. L'enjeu principal qui ressort de ce questionnement est, dans la continuité des périodes précédentes, la constitution solide et pérenne des savoirs géographiques en discipline. L'intérêt des savoirs géographiques n'est plus à démontrer, en revanche la légitimité de la discipline géographique demeure à assurer. Ainsi, c'est toujours un enjeu identitaire qui s'exprime parmi ceux-là mêmes qui se définissent comme géographes, mais sans que cette appellation ne fasse encore, paradoxalement, entièrement sens.

Ce constat d'utilité des savoirs géographiques est tout d'abord intimement et paradoxalement mêlé à une indécision disciplinaire, comme Jomard l'expose en 1847 :

Les premières questions que nous avons passées en revue sont nombreuses, et cependant il existe encore d'autres non moins importantes : par exemple, la division systématique de la langue elle-même. Sans doute le domaine de la géographie s'est beaucoup élargi par les conquêtes qu'elle a faites depuis un siècle ; cependant il faut prendre garde qu'elle n'empiète sur celui des autres sciences. Comme science exacte, elle doit se renfermer sagement dans ses limites naturelles, tout en prenant l'extension qui lui appartient par l'effet du développement des connaissances. Toutes les sciences ont besoin d'elle : il n'est donné à personne aujourd'hui de pouvoir se passer des études géographiques. L'étude des cartes, aussi bien que des traités de géographie, est aussi indispensable comme fondement de l'instruction que l'est l'étude de la grammaire pour bien apprendre les langues. (BSGP, 1847 (S3, T7) : 262)

Son collègue et correspondant britannique dresse un tableau comparable, dans une lettre qu'il envoie la même année à Jomard. Le Britannique va même plus loin que son confrère en précisant la direction à prendre :

Vous connaissez mes opinions sur le sujet des notations géographiques ; je suis fermement convaincu que la géographie n'atteindra jamais ce but qu'elle mérite, comme une des sciences les plus importantes, tant que son langage ne sera pas régulièrement systématisé. Il n'y a plus de très grandes découvertes à faire, bien que de nombreux détails manquent encore pour compléter la connaissance de l'intérieur de l'Afrique, du centre de l'Asie et du sud de l'Amérique ; avec le temps, on obtiendra ces notions, et le tracé cartographique de la terre deviendra assez complet, autant du moins qu'il est permis de l'espérer, pour remplir les blancs qui existent encore et pour rectifier graduellement ce qui pourrait encore se trouver inexact. Ce dont nous avons maintenant besoin, c'est de construire un bel et complet édifice avec les abondants matériaux réunis jusqu'à ce jour. Afin d'obtenir cette parfaite symétrie et cet entier arrangement des parties, sans lesquels un édifice né peut avoir ni convenance ni beauté, il est nécessaire, avant tout, de choisir et de classer les matériaux que l'on a à élever : tant que cet arrangement ne sera pas fait, nous continuerons de réunir des objets hétérogènes en une masse informe et d'une inextricable confusion. (BSGP, 1847 (S3, T8) : 81)

De part et d'autre de la Manche, le constat est donc analogue : la géographie doit passer du stade de l'accumulation des savoirs géographiques, ces « abondants matériaux », pour reprendre l'expression de Jomard, à leur mise en ordre et à leur analyse et interprétation. Sortir de la « confusion » et parvenir à un « édifice » solide et visible, tel est l'objectif à atteindre pour les deux représentants des sociétés parisienne et britannique. Il faut donc « penser » et « classer » les matériaux collectés, pour reprendre l'expression de G. Pérec (2003). Cette volonté se retrouve également dans la capitale prussienne, où Ritter rappelle en 1848 que l'objet de la *Gesellschaft für Erdkunde* est d'assurer la « Beförderung der

Erdkunde im weitesten Sinne des Worts »<sup>222</sup> (BGFE, 1848 (NF, T5) : 4). Et pour lui, cette défense de la géographie passe, là aussi, par la revendication de sa scientificité et pas uniquement par l'actualisation des connaissances sur le monde. Quelques années plus tard, alors que la société berlinoise opte pour une nouvelle formule de bulletin, sous la forme d'un vrai journal, son secrétaire Gumprecht associe ce changement éditorial à une évolution épistémologique : la mise en œuvre d'une plus grande scientificité dans la géographie prussienne. Il l'exprime en des termes tout à fait semblables à ceux de ses confrères londonien et parisien :

Bei dem grossen Reichthum litterarischen Hülfsmittel, dessen sich in Berlin jetzt erfreut, dürfte es dagegen der Zeitschrift besonders möglich sein, auf eine andere und nicht weniger nützliche Weise, nämlich durch eine gewissenhafte Zusammenstellung, Vergleichung und Kritik des geographischen Materials, für die Wissenschaft zu wirken.<sup>223</sup> (BGFE, 1853 (S3, T1) : 2-3)

Comme l'explique parfaitement Gumprecht, l'enjeu consiste en ce sens à faire passer la multitude des savoirs géographiques à travers le tamis de la scientificité, via une méthode tout à la fois synthétique, comparatiste et critique, pour produire de la géographie. L'intervention de Gumprecht, tout comme l'échange entre Jomard et Jackson, ne dit rien précisément des modalités de cette montée en discipline, ou de cette disciplinarisation pour reprendre l'expression foucauldienne (Foucault, 1969, 1975), des savoirs géographiques. Mais ces prises de position témoignent en revanche d'une conscience aiguë de la nécessité de faire, enfin, discipline, c'est-à-dire de développer un regard réflexif sur les pratiques géographiques et leurs soubassements méthodologiques et théoriques. En quelques années, les trois sphères expriment parallèlement (avec quelques années de décalage pour la société berlinoise) le besoin de procéder à une véritable montée disciplinaire.

#### *b) ... parmi les sciences*

Pourquoi cette revendication apparaît-elle fortement entre les années 1840 et 1850 ? Qu'est-ce qui rend alors impérieux le besoin d'affirmer et de construire une scientificité géographique ? Ce moment n'a rien d'anodin, si on le considère du point plus général de l'histoire des sciences. L'enjeu ultime de la disciplinarisation géographique tient dans l'affirmation de sa lisibilité parmi le concert des autres sciences, et notamment des sciences humaines et sociales (Blanckaert, 1999), qui elles aussi entreprennent et terminent un processus similaire. Et les géographes - ils l'expriment finalement déjà depuis Conrad Malte-Brun (1807) - prennent alors pleinement conscience de la nécessité de se positionner par rapport à ces autres disciplines, dont l'identité semble plus assurée que la leur. La construction de la discipline géographique ne relève ainsi pas uniquement d'une exigence interne de montée en scientificité, mais est aussi motivée par l'inscription dans un champ de forces scientifiques, pour reprendre la terminologie bourdieusienne, où chaque science affirme sa raison d'être et ses

222 Traduction : la promotion de la géographie au sens le plus large du mot

223 Traduction : Grâce à la grande richesse de la ressource littérature, qui s'épanouit en ce moment à Berlin, il devrait être au contraire possible d'agir pour la science d'une manière autre et pas moins utile, à savoir à travers une compilation méticuleuse, une comparaison et une critique du matériau géographique.

particularismes. Or, la place de la géographie dans le concert des sciences, exactes ou non, n'est pas au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle véritablement assurée. Parmi les géographes, le Français Eugène Cortambert apparaît comme le principal théoricien de cette épineuse question. En 1852, il produit dans le cadre de la Société de Géographie de Paris un petit essai intitulé *La place de la géographie dans la classification des connaissances humaines* (BSGP, 1852 (S4, T3) : 239-245)<sup>224</sup>. Il commence par faire le constat d'un mauvais classement de la géographie parmi les sciences, source d'après lui de son déclassement :

Rien de plus commun que de voir la géographie mal classée parmi les autres connaissances humaines : dans les catalogues, dans les tables encyclopédiques, dans les sections des sociétés savantes, elle est rangée tantôt parmi les sciences historiques, tantôt parmi les sciences sociales, ou dans les sciences physiques, ou dans les sciences mathématiques. Essayons de mettre quelque ordre dans cette confusion, et de chercher la vraie place de cette noble étude. (*ibid.* : 239)

Ensuite, travaillant sur les délimitations entre art et science, puis au sein des sciences elles-mêmes, Cortambert propose une nouvelle classification. Il reprend le diptyque d'Ampère, qui dans une classification scientifique, sépare les sciences physiques des sciences morales (Broc, 1976). Il situe la géographie entre ces deux catégories, dans un positionnement intermédiaire qu'il qualifie de sciences physico-morales que les sciences géographiques partagent avec les sciences économiques (voir figure 95). Il justifie cette situation par le caractère de transition des sciences géographiques :

La géographie, mélange de descriptions physiques, politiques et morales, vient donc, suivant nous, se placer à la tête des sciences physico-morales, entre les sciences naturelles, d'un côté, et les sciences économiques et historiques, de l'autre.

Nous créons une action spéciale pour les sciences géographiques, car la description de la Terre et de ses habitants, embrassant des choses actuelles plus encore que des choses passées, ne peut être comprise dans les sciences historiques ; on ne doit pas la renfermer non plus dans les sciences sociales, car elle n'a pas pour but que la classification des peuples et des États ; ce n'est pas davantage une des sciences naturelles, puisqu'elle n'a point pour objet unique de décrire l'état naturel de la surface du globe, quoique ce soit un de ses plus importants travaux. Les sciences géographiques ont donc leur propriété, leur valeur et leur place propres et indépendantes, comme les sciences historiques ont les leurs, et elles sont, avec les sciences économiques, la transition entre les sciences physiques et les sciences morales. (*ibid.* : 243-244)

---

224 Un extrait plus grand de ce texte est disponible en annexes (voir annexe 8).

b. SCIENCES INDUSTRIELLES.	Technologie, etc.
	Physique.
	Chimie.
	Anatomie.
	Pathologie.
	Physiologie.
	Thérapeutique.
c. SCIENCES NATURELLES.	Pharmaceutique.
	Hygiène.
	Météorologie.
	Zoologie.
	Botanique.
	Géologie.
	Minéralogie.
	Cosmographie.

## 2. SCIENCES PHYSICO-MORALES.

a. SCIENCES GÉOGRAPHIQUES.	Géographie.
	Ethnographie.
	Topographie.
	Statistique.
b. SCIENCES ÉCONOMIQUES.	Economie politique.
	Economie rurale.
	Economie industrielle.

95. Extrait du *Tableau de classification des connaissances humaines*, par Cortambert (1852)

(Source : BSGP, 1852 (S4, T3) : 243)

## 3. SCIENCES MORALES.

a. SCIENCES HISTORIQUES.	Histoire.
	Chronologie.
	Biographie.
	Archéologie.
b. SCIENCES RELIGIEUSES.	Théologie.
	Mythologie.
	Philosophie.
	Morale.
c. SCIENCES PHILOSOPHIQUES.	Métaphysique.
	Logique.
	Esthétique.
	Pédagogie.

Les sciences géographiques doivent donc être considérées en fonction de leurs particularités, selon « leur propriété, leur valeur et leur place propres et indépendantes », comme le martèle Cortambert. L'autonomie disciplinaire de la géographie apparaît encore comme une revendication forte des géographes, à l'instar des décennies précédentes. L'essai de Cortambert n'est d'ailleurs pas sans rappeler l'appel de Malte-Brun en 1807 lorsqu'il inaugure sa revue des *Annales des voyages* (voir chapitre 3). Une certaine continuité d'exigences apparaît ainsi entre le début et le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. La nouveauté introduite par Cortambert repose cependant dans l'affirmation de la position transitionnelle, voire de carrefour pour reprendre une définition encore actuelle, des sciences géographiques et dans la validité de cette position. Ce n'est pas par défaut, entre deux catégories de sciences qui auraient davantage de légitimité, mais en vertu de leurs propriétés spécifiques que les sciences géographiques doivent être pensées en position intermédiaire. L'intermédiarité défendue ici par Cortambert n'a rien de péjoratif, elle vaut au contraire comme la marque de l'identité essentielle de la géographie. Cette situation augmente non seulement la lisibilité de la géographie parmi les autres sciences, mais apparaît encore comme une des conditions de sa solidité épistémologique. Et c'est aussi

tout le système de classification des sciences qui est repensé et reconsidéré : Cortambert ne s'occupe pas en effet uniquement de faire une place à la géographie, mais il réfléchit de manière systémique à l'articulation et à la hiérarchisation de tous les champs scientifiques les uns par rapport aux autres. Il faut souligner ici l'évolution que sa réflexion traduit en termes de classification des sciences. Comparé au système proposé par l'*Encyclopédie* (voir figures 5 et 6, chapitre 1), et même si la réflexion de Cortambert n'est qu'une suggestion, son schéma prouve que les sciences géographiques ont déjà gagné en visibilité. Le fait de reposer, avec fermeté et détermination, la question de leur situation, indique d'ores et déjà une amélioration de leur considération générale. Pourtant, cette place est loin d'être assurée, puisque dans les autres systèmes de classification de l'époque, ceux de Cournot et ceux de Comte, la géographie est soit démembrée (entre sciences physiques et cosmologiques et sciences politiques et historiques pour Cournot) soit superbement ignorée (pour Comte, elle fait partie du grand ensemble « Sociologie ») (Broc, 1976). L'autonomie de la géographie doit encore s'affirmer.

Pour y parvenir, le plus urgent pour Cortambert réside dans la fin du rapport de confusion, et surtout de subordination, qui existe jusqu'alors entre histoire et géographie. Dans un article de 1854, *Parallèle de la géographie et de l'histoire*, il revient sur cette liaison funeste pour l'autonomie de la géographie. Alors que Malte-Brun en 1807 dans son « Discours préliminaire » plaçait l'histoire et la géographie dans un rapport de coopération et appelait à une indépendance finalement limitée de ces deux champs, Cortambert pose leur séparation comme un facteur du renforcement scientifique de la géographie. Elle est « une science à part », qu'il ne s'agit pas de penser comme l'annexe dominée de l'histoire :

On a dit souvent que la géographie et la chronologie sont les deux yeux de l'histoire, et c'est comme un des organes de l'histoire qu'on a généralement loué la géographie : on a montré son importance dans les connaissances humaines, on a exalté sa haute utilité, en disant que l'histoire n'offrirait sans elle qu'un chaos inintelligible. Je veux prouver, dans cet humble aperçu, qu'une telle opinion sur le rang de la géographie est trop restreinte ; que la géographie ne se borne pas à être l'œil de l'histoire, qu'elle est sa sœur, son émule, souvent sa compagne sans doute, mais qu'elle peut s'éloigner librement d'elle, parce qu'elle a son rôle propre, ses fonctions indépendantes ; qu'enfin, elle n'est pas, comme on l'a dit dans presque toutes les classifications, une des sciences historiques, mais une science à part, d'un ordre parfaitement distinct et nettement séparé. » (BSGP, 1854 (S4, T7) : 220)

Il ne suffit cependant pas de dire cette séparation entre histoire et géographie, et Cortambert s'en explique. Dans la suite de l'article, il explicite les différences de chacune et, ce faisant, contribue à fixer les cadres disciplinaires de la géographie :

Je dirai plus : cette idée malheureuse, qu'on a eue longtemps, de ne considérer la géographie que comme une annexe de l'histoire, de la subordonner à l'histoire, et de ne faire généralement qu'un cours commun des deux sciences réunies, a porté un coup fâcheux à la géographie dans l'esprit de la jeunesse française. (*ibid.* : 222)

L'histoire est la connaissance des événements passés : elle déroule dans une narration plus ou moins intéressante les faits accomplis dans l'humanité, les phases diverses des États, les révolutions des empires, les mouvements des peuples, la civilisation et les mœurs des nations

dans les siècles écoulés ; elle nous instruit des vertus de certains hommes, en nous invitant de les imiter ; elle nous offre le tableau des fautes, des crimes, des malheurs d'un grand nombre, pour nous apprendre à les éviter ; elle nous charme, elle nous entraîne, elle nous touche par la peinture saisissante des drames innombrables liés aux passions du cœur humain.

La géographie est, avant tout, la connaissance du présent : c'est la description de ce globe, notre beau domaine, qu'elle nous fait connaître dans toutes ses parties. Elle nous le montre dans les aspects variés de sa surface, avec ce magnifique mélange de reliefs, de profondeurs, de plaines et d'eaux, que le Créateur y a répandus comme à dessein, pour en faire un séjour salubre et délicieux ; elle examine, elle énumère, elle indique avec exactitude les habitations des hommes ; elle dit les peuples et les tribus qui se partagent la Terre ; les grands travaux dont le génie humain a cherché à modifier et à embellir sa demeure ; les divisions artificielles et innombrables qu'il y a introduites pour l'administration plus facile des territoires. (*ibid.* : 221)

Contrairement à l'habituelle distinction faite entre ces disciplines sœurs, celle que nos esprits contemporains amènent généralement en première intention, à savoir l'histoire située sur l'horizon temporel et la géographie sur l'horizon spatial, Cortambert les place toutes deux sur un horizon temporel. À l'histoire le passé, à la géographie le présent. Cela peut surprendre, au regard de nos canons actuels, mais cela renforce l'idée selon laquelle les savoirs géographiques du XIX<sup>ème</sup> siècle se construisent et s'envisagent avant tout en lien avec l'actualité du monde. Ils prennent en charge l'actualisation des découvertes géographiques et l'actualisation des données démographiques, économiques ou politiques. Cette caractéristique s'affiche nettement à travers les bulletins des trois sociétés de géographie, dont les tables des matières synthétisent les actualités géographiques, qu'on les envisage en termes de découvertes, d'instruments et de méthodes, de bibliographie et de productions géographiques (cartes, globes, etc). Pour le dire avec I. Lefort,

[l]l'actualité a porté la géographie sur les fonts baptismaux de son projet scientifique durant le XIX<sup>ème</sup> siècle. (...) la géographie à visée scientifique est contemporaine de l'invention de l'actualité (...). (Lefort, 2014 : 97)

C'est bien cette dimension actualisante que Cortambert met en avant, tandis qu'il relègue l'histoire à l'étude du passé sur un mode de récit « plus ou moins intéressant ». Il insiste également sur la dimension spatiale de la géographie et son caractère essentiellement descriptif : même s'il ne théorise pas son propos aussi finement que ne le feront par exemple les géographes allemands et français du début du XX<sup>ème</sup> siècle (Broc, 1976), Cortambert avance aussi une géographie spécialiste des lieux, dans les « aspects variés de [leur] surface ». Il conclut d'ailleurs son article de 1854 en un appel à ses collègues de la société parisienne, et d'ailleurs, pour créer une muse de la géographie, *Eugéa*, dont l'objet est clairement indiqué : l'espace. Il résume dans ce court paragraphe son projet épistémologique. Visant à la description raisonnée, permise par un regard distancié et « intelligent », de l'espace, elle embrasse ainsi la terre entière et ses habitants humains. Cartes, plans et globes forment ses instruments aussi bien que ses productions.

Ah ! Si l'on avait imaginé une muse de la géographie, il me semble qu'on aurait pu l'accompagner d'attributs délicieux. On ne l'aurait pas ornée, comme Clio, de la couronne de

lauriers et de la trompette, signes des victoires et de la bruyante renommée ; on ne lui aurait pas donné, comme à Uranie, une couronne d'étoiles et des instruments de mathématiques, qui rappellent seulement les travaux savants et admirables, mais ardu, de l'étude du ciel. Je me la serais volontiers représentée comme une jeune déesse, d'une beauté douce, et un peu sévère cependant, la tête parée d'une guirlande élégamment formée de fleurs, de plumes délicates et de pierres variées, symboles des trois règnes de la nature ; jetant un coup d'œil intelligent et profond sur l'espace, peignant d'une main habile les paysages et les contrées qu'elle découvre au loin ; assise sur une hauteur lumineuse du voisinage de la mer, d'où elle peut contempler à la fois les deux principaux éléments qui font l'objet de ses descriptions, ayant autour d'elle plusieurs des fruits de ses nobles travaux, des cartes, des plans, des livres, un globe, des images des races humaines, quelques-uns des instruments qu'elle emploie pour ses exactes déterminations, enfin divers produits de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. (*ibid.* : 228-229)

Ce paragraphe est remarquable au regard de l'enthousiasme montré par Cortambert, souhaitant qu'une muse vienne enfin couronner l'édifice géographique, mais aussi parce qu'il liste ce qui fait encore, pour une part, l'essence de notre géographie contemporaine et invite à une réflexivité critique sur notre propre situation disciplinaire.

À travers l'Europe émerge donc au milieu du siècle la volonté de passer des savoirs géographiques à la géographie, c'est-à-dire d'être en mesure d'élaborer une vraie discipline scientifique indépendante et solidement construite.

## **2 – Universaliser et positiver les approches géographiques : enjeux et difficultés de la scientification de la géographie**

Cette volonté de scientification passe par différents moyens, mais tous ont en commun de réaffirmer la volonté d'universalité : la géographie ne pourra faire science de manière cohérente uniquement si ses méthodes, ses approches et ses productions sont universellement comparables et échangeables. La scientificité géographique doit donc reposer sur des bases communes et objectivables. Dans une logique de continuité avec les décennies précédentes (voir chapitre 6), les modalités de production des savoirs géographiques doivent de plus en plus répondre à des attentes positivistes. Pendant les décennies 1820 et 1830, les géographes montrent déjà un intérêt certain pour une professionnalisation de leurs gestes : notamment sur le terrain, l'usage des instruments augmente ainsi que le recours à la mesure du monde, qui sont des gages de scientificité. Cette tendance s'accroît fortement encore au milieu du siècle.

Dans l'article de Cortambert de 1854 analysé plus haut, on trouve également les indices de cette positivation. À plusieurs reprises, et la récurrence des remarques agit comme une litanie persuasive, il remarque que ce qui fait la valeur de la géographie réside dans sa capacité à produire des données et donc un discours véridique. Dans ce seul article, Cortambert note que la géographie produit d'« exactes déterminations » (BSGP, 1854 (S4, T7) : 228), qu'« elle examine, elle énumère, elle indique avec exactitude » (*ibid.* : 221), ou, enfin, que le caractère certain de ses travaux lui confère une valeur que les autres sciences n'ont pas :



La géographie, vivant de faits actuels, positifs, faciles à vérifier tous les jours, n'offre pas les mêmes écueils, et donne peu de prise aux écarts de l'imagination. Ses résultats sont sûrs. Elle met tout à sa vraie place ; elle donne des idées justes sur les rapports des peuples, et, nous enseignant les points d'où nous pouvons tirer les objets de nos besoins, ceux vers lesquels nous devons diriger les produits de nos arts, elle devient la règle de relations sociales qui lient les peuples entre eux. (*ibid.* : 227)

Par quoi passe l'exactitude géographique ? La philosophie positiviste scientifique d'Auguste Comte (1830-1842) pénètre, à l'instar d'autres champs scientifiques, les cercles géographiques, ce qui se traduit par un recours massif à la quantification, à la mesure du monde et au chiffre. Cela est bien visible dans les bulletins des sociétés de géographie, qui se passionnent pour les nouvelles parutions en la matière. En 1853, la société parisienne s'enthousiasme par exemple pour la *Statistique de l'Angleterre* qui accompagne un ouvrage de Duruy sur ce pays (BSGP, 1854 (S4, T6)). Tout donne motif à une approche quantifiée : les aspects aussi bien physiques, économiques que démographiques sont passés au crible de la mesure chiffrée.

La direction générale des douanes vient de publier le tableau, pour 1852, du commerce de la France avec ses colonies et avec les puissances étrangères. Les importations et exportations réunies présentent, pour cette année, une valeur officielle de 3 milliards 120 millions ; qui représente une valeur réelle de 3 milliards 72 millions. Dans ce dernier nombre, les importations figurent pour 1 milliard 392 millions et donnent un accroissement de 298 millions sur 1851. Les exportations s'élèvent à 1 milliard 680 millions, et offrent une augmentation de 160 millions sur 1851.

Le commerce spécial s'est élevé à la valeur réelle de 2 milliards 246 millions ; augmentation sur 1851 : 326 millions. Les importations y sont entrées pour 989 millions (augmentation, 224 millions) ; et les exportations, pour 1 milliard 257 millions (augmentation, 99 millions). (BSGP, 1853 (S4, T6) : 178)

## 96. Tableau de mesures météorologiques

METEOROLOGICAL JOURNAL, extracted from the notes of an Expedition down the River Barcoo (Victoria), under command of Mr. E. B. KENNEDY, with Notes by Rev. W. B. CLARKE.

Locality.	Date.	Thermometer in Shade.				Winds.	Clouds.	Remarks.
		1847.	☐	9 A.M.	☐	3 A.M.		
Gwydir River . . .	May 1	41	62.5	76	79	W.	..	Encamped on the Gwydir.
" " . . .	2	45	75	79	81	W.N.W.	Cu. Str.	Close weather, threatening.
" " . . .	3	41	53	67	74	W.	..	Box forest, clear weather.
Gwydir and Boomi . . .	4	30	49	70.5	74.5	..	..	
Boomi . . .	5	37	62.5	74	79	S.W.	Cir. Cu.	Light air at intervals.
Boomi and Barwan . . .	6	37.5	53	75	83	Calm.	..	
Barwan and Mooni . . .	7	38	47	73.5	77	N.W.S.W.	Cu. Str.	Appearance of rain towards evening.
" " . . .	8	43	60	74	73	S.W.	..	Dull morning, clear P.M.
Mooni . . .	9	39	54	77.5	78.5	W.	Cir.	Fine.
" " . . .	10	36	51	78.5	81	Calm.	..	
" " . . .	11	34	49	73	82	..	..	
" " . . .	12	36	53	79	84	N.W.	Cir. Cu.	Travelling up the Mooni.
Mooni and Balonne . . .	13	42	62	79	81.5	W.S.W.	Cir.	First 3 observations in an open box-forest; 4th, in pine-forest, with sandy soil.
" " . . .	14	39	60	76	78	N.W.	Clear.	Plains, in box-forest.
Balonne River . . .	15	29	49.5	70	74	S.	Cir.	At Camp 8, cool and pleasant.
" " . . .	16	29	51	74	76	N.E.	Cu.	Dew this morning.
" " . . .	17	43	53	71	73.5	S.	Cir. Str.	Evening looking like rain.
" " . . .	18	53	65.5	82	85	N.W.S.W.	Cu.	Unsettled weather.
Balonne and Maranoa . . .	19	34	59.5	73.5	74	E.	Cir.	Light air A.M., sandy soil.
Maranoa . . .	20	33	61.5	75	79	N.E. : W.S.W.	Cir. Str.	A.M. hazy; heavy clouds from W.S.W. in the evening.
" " . . .	21	49	60	72	76	W.S.W. & N.W.	..	A few drops of rain A.M.; fine P.M.
" " . . .	22	52	58	60	62	W.W.S.W.	Cu. Str.	Heavy rain and θ in night; drizzling till 3 P.M.
" " . . .	23	36	46	57	59	W.	Clear.	Cool, pleasant day; fresh breeze.
" " . . .	24	25	45	58.5	59	..	..	At ☐ in open pine-forest; sandy soil.
" " . . .	25	20	45	62	60	W.S.W.	..	Gusts of wind during the day.
" " . . .	26	26	52	60.5	62	N.E.	Str.	Water frozen at ☐ at the camp.

(Source : BRGS, 1852 (T22) : 272)

Les articles et communications des sociétés de géographie utilisent très souvent des tableaux, synthétiques (voir figure 96) ou statistiques (voir figure 97), pour appuyer les propos soutenus dans les

articles. Apparaissant en annexes ou dans le corps du texte, ces tableaux exposent à la vue de tous le travail sous-jacent des géographes.

#### 97. Commerce des États-Unis (1850-1851)

PRINCIPAUX PAYS de provenance et de destination.	IMPORTATION.	EXPORTATION des produits des États-Unis.	RÉEXPORTATION de produits étrangers.	TOTAL GÉNÉRAL.
	doll.	doll.	doll.	doll.
Angleterre, Écosse et Irlande. . . . .	94 847 886	109 551 612	8 414 405	212 793 901
France. . . . .	51 715 553	25 502 085	2 950 061	59 967 699
Indes { Cuba. . . . .	17 046 951	5 259 276	1 284 847	25 571 054
occident. { Porto-Rico				
espagnoles. { et autres.	2 480 529	961 410	57 209	5 498 948
Colonies anglaises de l'Amérique du Nord. .	6 695 122	9 060 387	2 954 556	18 708 045
Villes hanséatiques. . .	10 008 561	5 405 956	611 491	16 055 808
Brsil. . . . .	11 525 504	5 105 936	625 960	15 278 220
Chine. . . . .	7 065 144	2 155 945	529 542	9 550 451
Espagne. . . . .	2 162 575	5 416 044	158 547	7 717 164
Indes occident. anglaises.	1 222 610	4 697 920	187 045	6 107 575
Belgique. . . . .	2 577 650	2 709 595	142 619	5 229 642
Chili. . . . .	2 754 746	1 608 877	286 428	4 650 051
République Argentine. .	5 265 582	659 852	414 916	4 540 180
Pays-Bas. . . . .	2 052 706	1 914 115	284 054	4 247 875
Indes orient. anglaises. .	5 556 555	512 906	175 484	4 024 725
États sardes de terre fer- me, Toscane et États				
romains. . . . .	2 051 897	1 736 834	127 406	5 916 157
Haiti. . . . .	1 889 968	1 679 572	167 918	5 737 258
Nouvelle-Grenade. . . .	695 606	2 507 701	555 121	5 756 428
Venezuela. . . . .	2 580 295	854 779	189 746	5 424 820
Mexique. . . . .	1 804 779	1 014 690	567 095	5 386 562
Autriche. . . . .	750 788	2 265 575	250 894	5 227 255
Russie. . . . .	1 592 782	1 465 704	145 987	5 004 475
Autres pays. . . . .	6 744 205	6 865 551	851 186	14 458 722
Totaux. . . . .	216 224 952	196 689 718	21 698 295	454 612 945
Soit, en francs. . . .	1 157 000 000	1 052 000 000	116 000 000	2 525 000 000

(Source : BSGP, 1853 (S4, T6) : 177)

Cette importance accordée à la quantification contribue à faire de la géographie une science factuelle. Cela valorise aussi en retour l'activité de terrain, dans la mesure où celle-ci forme le moment essentiel du recueil des faits et des chiffres, et dénigre ceux qui ne le pratiquent pas. P. Felsch rappelle qu'August Petermann, géographe de cabinet à l'heure de l'exploration et de la mesure généralisée du monde, fait l'objet de quolibets de la part de ses collègues britanniques lorsqu'il séjourne à Londres (Felsch : 2014) : comment en effet parler du monde sans l'éprouver ? La géographie doit en effet être basée sur des faits sûrs, quantifiables et vérifiables *de visu*.

Le chiffre possède pour les géographes d'innombrables vertus. Tout d'abord, il constitue une effectuation de la vérité, dans le sens où il donne à voir une réalité géographique ; ensuite, il fournit une preuve de la véracité du discours géographique, car il en constitue un étai objectif, objectivé et vérifiable ; de plus, il permet une comparabilité des données ce qui fournit une possibilité d'universalité aux discours géographiques ; enfin, le chiffre offre aussi une capacité de monter en généralité, il permet aux géographes d'exercer leur regard distancié, critique et intelligent sur l'espace, comme Cortambert le détaillait (*ibid.* et BSGP, 1852 (S4, T3)).

Peu de géographes conscientisent cette importance, mais Carl Ritter théorise cette approche par le chiffre et la mesure dès la fin des années 1820. En 1828, il présente quelques *Bemerkungen über Veranschauligungsmittel räumlicher Verhältnisse bei graphischen Darstellungen durch Form und Zahl*<sup>225</sup>. Portant à l'origine sur l'usage de la géométrie en géographie, cette communication formule en fait une théorie de l'usage du chiffre dans la construction des discours et représentations géographiques. L'aide que fournit la géométrie apparaît comme un stade encore plus avancé du recours aux mathématiques. L'usage des formes géométriques est généralement « ein Vortheil bei Behandlung der Wissenschaft »<sup>226</sup> (Ritter, 1852 : 131), car elle possède plusieurs vertus pour Ritter :

Ihr Gebrauch würde auch zur deutlichen Veranschaulichung und daher zu schnellern und sicheren Vergleichung der besondern Länderräume, wie zur grössern Kürze und Bestimmtheit in einer geographischen Terminologie führen, indem mit dem geometrischen Ausdruck immer das Wesentliche der Figur eines Erdraumes bezeichnet sein musste.<sup>227</sup> (*ibid.* : 131)

L'utilisation de figures géométriques pour représenter l'espace topographique constitue ainsi pour Ritter une manière d'élever le regard géographique, car elle permet des comparaisons sur des bases analogues et donc une montée en généralité. La mathématisation, car la géométrie n'est qu'un pan de la quantification du monde, permet ainsi une objectivation en même temps qu'une abstraction des objets étudiés. Ritter précise en outre les infinies possibilités offertes par l'usage des mathématiques, en l'occurrence des statistiques dans l'extrait suivant, en matière de comparaison et de classification :

Es werden auf diese Weise nach dem Gesichtspunkt der geometrischen Kernfiguren der Länderräume gewisse Klassen und Klassenbegriffe entstehen, und sich in Bezug auf die Regel und die Abweichung auf das bestimmteste wissenschaftlich ausbilden lassen, so dass sich daraus genau ergeben wird, was der ganzen Klasse, was den Unterabtheilungen, was den lokalen Individualitäten für Verhältnisse und Eigenschaften aus den Figuren zukommen.<sup>228</sup> (*ibid.* : 134)

Ritter formule ainsi une véritable théorie de la quantification en géographie, qui, par les possibilités de comparaison qu'elle offre, permet de penser les articulations du singulier (« Individualitäten ») et du général (« ganzen Klasse »). Cette opportunité du chiffre s'appuie avant tout sur l'idée de son exactitude, ce qui permet de saisir des phénomènes mouvants et évolutifs. À l'effervescence de la nature, Ritter oppose l'immobilité du chiffre et des séries statistiques (« lebloße, ganz festehende, keine schwankenden Zahlen »), qui donnent alors l'occasion de saisir ce qui est *a priori* insaisissable (« stets wechselnden ») :

---

225 Traduction : Quelques remarques sur le moyen d'illustrer des relations spatiales par des représentations graphiques à travers la forme et le chiffre.

226 Traduction : un avantage dans le traitement de la science

227 Traduction : Son usage conduira aussi à une exemplification plus précise et par conséquent à une comparaison plus rapide et plus sûre des principales régions et aidera aussi à la plus grande brièveté et précision dans la terminologie géographique, dans laquelle l'actualité de la figure d'une partie du monde pourra toujours être caractérisée avec l'expression géométrique.

228 Traduction : De cette manière pourront s'élaborer à partir du point de vue des figures géométriques des régions des classes précises et des classifications générales, et il sera possible de les construire en fonction des règles et des décalages par rapport à ce qui est scientifiquement construit, de telle sorte qu'on verra à partir des figures pour les relations et les particularités ce qui fait partie de toutes les classes, ce qui se trouve dans les subdivisions ou dans les individualités.

So wichtig diese letztern Ausmittlungen für besondere statistische Zwecke sind, eben so lehrreich würden jene Ausmittlungen für ganz allgemeine historische und geographische Zwecke sein, um die verschiedenen Einflüsse physikalischer Formen auf Länder- und Völkertheile, nach ihrem Verhältnisswerthe in Zahlenreihen bestimmen und vergleichen zu können, was wenig Schwierigkeiten unterworfen sein kann, da sie meistens leblose, ganz feststehende, keine schwankenden Zahlen periodisch auf- und absteigender Reihen von stets wechselnden Lebensverhältnissen betreffen, wie die schwierigeren Volkszählungen und andere ähnliche.<sup>229</sup> (*ibid.* : 138)

Ritter développe donc dans ces quelques paragraphes un véritable commentaire de l'usage à faire des mathématiques en géographie, révélant ainsi l'existence chez lui d'une réelle réflexivité sur ses pratiques et objectifs géographiques. Pour lui, les mathématiques, terme regroupant à la fois le recours au chiffre et à la série statistiques ainsi que l'usage des formes géométriques, permettent une élévation du regard, dans le sens où conjointement ils offrent des possibilités de classification, et donc d'abstraction et comparaison dans l'espace, et d'évaluation des évolutions des objets géographiques. Ritter inclut l'élément historique, essentiel pour lui, qui offre en effet la possibilité d'une comparaison dans le temps. Le recours à une approche quantifiée de l'espace ne fournit pas seulement l'occasion de sa positivation, mais offre à la géographie les moyens de son abstraction, par des effets de généralisation et de mises en perspective spatiales et temporelles.

La communication de Ritter, imprégnée de l'approche positiviste, témoigne de l'engouement général des géographes pour cette utilisation de la quantification à cette époque. Elle est d'autant plus remarquable qu'elle constitue un des rares efforts de théorisation de l'usage du chiffre en géographie et, à ce titre, une véritable réflexion sur la méthodologie à adopter pour cette science et sur les moyens à adopter pour la rendre autonome et universelle.

### **3 – Langue, méthodologie et universalité des savoirs géographiques**

La positivation de la science géographique ne passe pas uniquement par un recours de plus en plus marqué de la mesure quantifiée, mais également par une réflexion sur les notations géographiques et sur la langue d'une manière générale. La scientification des savoirs géographiques rejoint en effet l'enjeu du renforcement de l'universalité de leur approche et de leur mode d'écriture.

#### **a) À la recherche d'une uniformité des notations géographiques**

Depuis la période révolutionnaire, le sujet de l'unification des notations géographiques revient périodiquement. Particulièrement en France, qui a initié avec la mesure du mètre et du kilogramme cette uniformisation (Guedj, 1997 ; voir chapitre 2), ce sujet passionne et interpelle les géographes.

---

229 Traduction : Ces derniers moyens sont si importants pour des objectifs statistiques particuliers, et tous les moyens seraient même instructifs pour tous les buts historiques et géographiques généraux, pour pouvoir affirmer et comparer les différentes influences des formes physiques des parties de la terre et des peuples, d'après leurs valeurs relationnelles à partir de séries de nombre, ce qui peut être assujéti à peu de difficultés, car elles ne concernent pour la plupart que des séries périodiquement montantes et descendantes de chiffres inertes, tout à fait certains, et aucunement chancelants à propos de relations vivantes en perpétuel mouvement, comme les difficiles comptages démographiques ou d'autres semblables exemples le montrent.

Alors qu'ils s'interrogent sur la manière de construire une science géographique autonome, positive et universellement partageable, les géographes se penchent aussi sur l'épineux problème de la disparité et la multiplicité des mesures qui existent alors d'un pays, voire même d'une région, à l'autre.

Comment en effet parler un langage géographique comparable et construit sur des bases solides alors même que les notations géographiques varient d'une sphère culturelle à l'autre ? Le constat de cette difficulté est le fait de Jomard et de son acolyte britannique Jackson à partir de la fin des années 1840. En 1847, Jomard suggère de réfléchir de nouveau, après l'échec du début du siècle, à la mise en place d'un système unique de notations géographiques :

Une occasion s'est présentée, il y a un demi-siècle : peut-être aurait-il fallu la saisir ; mais ce qui est arrivé une fois, et pendant une guerre violente, peut se reproduire, à plus forte raison, sous le règne de la paix générale. Pourquoi le succès qui a couronné la tentation de l'établissement des nouvelles mesures, fondées sur des bases nouvelles, communes à toutes les nations, ne pourrait-il pas amener un autre succès tout pareil pour l'établissement de l'uniformité dans les Unités Géographiques ? (BSGP, 1847 (S3, T7) : 251)

Jomard convoque l'exigence de naturalité de la géographie, et donc celle de son universalité, pour plaider en faveur de la mise en place d'un système de mesure unique. L'enjeu d'une communauté de notations géographiques, construite à partir de la nature elle-même, dit bien l'esprit universaliste, inspiré des Lumières et de la Révolution, qui sous-tend cette réflexion. À partir de quelques exemples, il pose plus précisément le nœud du problème :

Pour ne citer d'abord qu'un exemple, on se demande pourquoi il existe de si énormes différences dans les unités de longueur qui constituent les mesures itinéraires, telles que la lieue et le mille. Y a-t-il pour cela une raison nécessaire, comme pour les langues, un motif tiré du climat comme pour le costume ? Non sans doute ; aucunes (sic) autres causes que le hasard ou le caprice n'ont présidé à la fixation de ces mesures ; l'usage les a consacrées, mais la seule routine les a maintenues. Encore, si une même nation n'avait qu'une lieue unique, et qu'un seul mille ? Mais chez quelques unes on voit de ces mesures qui varient considérablement, même du simple au double et plus encore. La confusion est augmentée par la dissemblance du langage, et il en résulte une foule d'inconvénients, non moins graves que nombreux, pour la navigation, pour les voyages, pour les relations politiques, pour l'administration elle-même. Cependant, il n'existe qu'une géométrie pour tous les peuples, et la langue de la géométrie n'est pas la seule qui soit universelle en Europe : pourquoi ne s'accorderait-on pas à adopter une même lieue, à fixer un même mille itinéraire pour l'Europe, comme est convenu partout à peu près de fixer le mille marin ou nautique à la 60<sup>e</sup> partie du degré sexagésimal. (*ibid.* : 252)

Jomard invoque le « caprice » et le « hasard », contre la nature ou tout autre « raison nécessaire », pour qualifier le système actuel de mesures. Or, dans l'esprit des géographes du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, influencés à la fois par l'héritage des Lumières et par les travaux d'Auguste Comte, la nécessité doit l'emporter, car elle est le seul motif sur lequel construire un édifice scientifique solide et qu'elle est source d'universalité. Son collègue britannique, Jackson, abonde dans le sens de Jomard, comme le relève une partie de leur correspondance parue dans le bulletin de la Société de Géographie de Paris. Ne parlant pas spécifiquement de scientificisation ou d'universalisation des mesures, Jackson pose lui l'enjeu de la systématisation des notations géographiques :

Votre Mémoire est parfaitement de nature à appeler l'attention sur ce sujet, et il ne restera pas, je l'espère, sans porter des fruits. M. de Humboldt est certainement, comme je l'insinuais dans ma lettre précédente, la personne la plus apte à tirer l'Europe savante de son apathie à cet égard ; il le ferait volontiers sans doute, et son appel serait inévitablement suivi d'un résultat.... Cet appel, s'il est jamais fait, doit s'adresser aux gouvernements ; une ou deux personnes devraient être choisies par les différents États, envoyées et entretenues aux frais de chacun d'eux, à l'endroit désigné pour le congrès, comme Paris ou toute autre ville, dans le but de systématiser les divers sujets de la science géographique et sa terminologie. (BSGP, 1847 (S3, T8) : 82)

Jackson pousse plus loin la réflexion, en incluant dans le règlement du problème les gouvernements des principaux États européens. Il montre par là la conscience qu'il a du caractère extrêmement et essentiellement politique de cette difficulté, même si sa nature est scientifique. De plus, la suggestion de Humboldt comme ambassadeur n'est pas neutre, puisqu'il représente l'idéal même du savant cosmopolite évoluant avec aise dans plusieurs sphères en même temps et que lui aussi plaide pour la construction d'une communauté scientifique et géographique mondiale (voir gros plan 12).

Si la volonté d'un système de mesures unifié semble généralement partagée par les géographes européens, sa mise en œuvre compte pourtant bien des obstacles. En 1854, sept ans après l'appel conjoint de Jackson et Jomard, ce dernier ravive l'actualité de la question, quelque peu oubliée jusque là. Il trouve une occasion parfaite dans la tenue d'une conférence maritime à Bruxelles qui débouche sur la mise en place d'un système commun d'observations météorologiques. Jomard s'en fait le chantre enthousiaste auprès de ses confrères parisiens :

Il est difficile, mais non impossible, de s'entendre sur un méridien commun. On pourrait le faire dans une sorte de congrès scientifique des principales nations de l'Europe. Les notations pour l'altitude, pour les sondes marines, pour les mesures thermométriques et barométriques, pourraient également y être adoptées. On est parvenu récemment à un pareil concert, pour les mesures sanitaires, comme on l'avait fait, à la fin du siècle dernier, pour l'établissement d'un système métrique, fondé sur la grandeur absolue du méridien terrestre. Il y a lieu d'espérer que le nouvel exemple qui vient de se produire l'an dernier aura d'heureuses conséquences pour la réalisation d'un plan que les savants appellent de tous les vœux : il s'agit de la *conférence maritime* tenue à Bruxelles pour introduire, à la mer, un système commun d'observations météorologiques. La facilité avec laquelle cette tentative a été réalisée, le succès qu'elle promet dans un avenir prochain, les résultats importants qu'on a droit d'en attendre, tout nous engage à donner ici un aperçu de la conférence de Bruxelles. (BSGP, 1854 (S4, T7) : 280)

Cette conférence se conclut par un accord entre plusieurs États (États européens et États-Unis) sur les observations à mettre en œuvre sur terre et sur mer en matière de météorologie : l'uniformisation des mesures et des procédures de relevés est ainsi décidée. Le succès obtenu à Bruxelles pour le domaine de la météorologie laisse entrevoir en creux les efforts à faire encore pour la géographie, mais soulève aussi un véritable espoir chez Jomard, qu'il cherche à propager.

Si elles [les recommandations issues de la conférence] peuvent être un jour effectuées sur une grande échelle, par des observateurs de toutes les nations, et dans toutes les mers connues, à plus forte raison pourrait-on faire à terre des observations météorologiques sur un plan commun ; et si, un jour, ces deux espèces de travaux se faisaient simultanément et assidûment, pendant un certain nombre d'années, puis si elles étaient rapportées à un centre unique, où tous les matériaux seraient comparés, discutés et coordonnés, on peut croire que quelques-

unes des lois qui régissent les phénomènes atmosphériques et les courants des mers, finiraient par être découvertes, non pas seulement à l'éternel honneur des sciences, mais au très grand avantage de l'humanité. Tel est sans doute le but auquel tend la nouvelle association qui vient de se former en France, et qui compte, parmi ses adhérents, les premiers savants de l'Europe, comme ses plus habiles observateurs : la *Société météorologique*. (*ibid.* : 286)

Le rêve de Jomard de voir un jour un centre météorologique commun aux savants du monde entier ne laisse pas de doute sur ce qu'il souhaite pour la géographie – une égale communauté de données et d'analyse de ces données. Cette rêverie n'est pas non plus sans rappeler le projet conçu par Humboldt dans les années 1820, celui de la conception d'un établissement scientifique cosmopolite et universel basé à Mexico (voir gros plan 12). Jomard et Humboldt partage ceci qu'ils ne bornent pas leur réflexion uniquement au domaine scientifique, mais l'envisage comme un moyen de servir « l'humanité », en dignes héritiers des Lumières et de Kant.

L'enjeu de parvenir à l'uniformité des mesures et notations géographiques déborde donc la seule simplification méthodologique et pratique des approches scientifiques de la géographie, il s'inscrit dans une réflexion bien plus vaste sur la portée sociétale de la discipline. Cet élan montré par les géographes dans les années 1840-1850, mais qui reste encore un *work in progress*, constitue ainsi un prolongement de l'exigence de scientificité, qui elle-même ne s'envisage que comme porteuse d'universalité dépassant les particularismes culturels et politiques.

#### *b) L'enjeu linguistique*

La recherche de scientificité s'articule donc à l'exigence universaliste qui anime depuis le début du siècle la construction des savoirs géographiques. À la positivation plus grande de ces savoirs et à l'uniformisation des notations géographiques s'ajoute également dans les années 1840 et 1850 un autre enjeu, déjà présent, ou plutôt pressenti lors des décennies précédentes : celui du choix de la langue géographique. Certains géographes, à l'instar d'Alexander von Humboldt, qui parcourt le monde et enregistre les difficultés à communiquer scientifiquement d'une langue à l'autre, ou Jomard, posent très tôt la question de la langue : à propos de la toponymie locale ou bien concernant la langue à adopter pour écrire géographiquement le monde (voir chapitre 7). Jusqu'alors marginale, l'attention portée à cette question se généralise réellement au milieu du siècle, où une vraie réflexion émerge sur la dimension linguistique de la géographie au sein des différentes sociétés. Cette réflexion, comme celles présentées plus haut, contient quelques ambiguïtés révélatrices de la difficulté à mener à bien un projet disciplinaire véritablement universaliste. L'enjeu linguistique en géographie comporte au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle deux versants dont l'articulation souffre de quelques faiblesses.

Tout d'abord, les géographes se penchent sur l'enjeu toponymique et semblent tomber d'accord pour accorder plus d'importance à la langue d'origine. Cet enjeu se trouve déjà ponctuellement soulevé lors des décennies 1820 et 1830, par Humboldt ou Jomard ; il trouve à partir des années 1840 un écho généralement favorable dans le collectif géographique européen. Plusieurs exemples viennent à l'appui

de cette idée. En 1842, d'Avezac propose une communication à la société parisienne, *Observations préliminaires sur la transcription des noms de lieux*. Portant spécifiquement sur la géographie du pays de Sçoumal (Afrique Orientale), les remarques de d'Avezac plaident pour une prise en compte de l'orthographe locale des noms et pour sa retranscription aussi précise que possible :

Après l'intérêt de préférence, qui, dans ces matières, appartient aux renseignements itinéraires, M. d'Abbadie attache, avec raison, une grande importance à déterminer aussi approximativement que possible les prononciations indigènes des noms de lieux, au moyen d'une transcription scrupuleuse des sons qui frappent son oreille, et de l'orthographe usitée dans le pays. Dans le cas actuel, c'est l'orthographe arabe qu'il a dû prendre pour type ; mais on sait que plus d'une difficulté se rencontre dans la translation en caractères européens. Au surplus, quel que soit le système adopté pour rendre par des lettres latins les éléments de l'alphabet arabe, il suffit que le tableau de correspondance mutuelle des unes et des autres soit bien déterminé et ponctuellement suivi, pour qu'il soit aisé de restituer l'orthographe originale, et de la reproduire dans tout autre système donné. (BSGP, 1842 (S2, T17) : 82)

L'idée de d'Avezac consiste à opérer une transcription systématique de l'orthographe des noms propres dans la langue d'origine, du moins en utilisant des caractères qui s'en rapprochent le plus. Cette proposition possède deux vertus : d'une part, ce système évite les confusions terminologiques, fréquentes, et d'autre part il encourage, au moins théoriquement, ainsi la reconnaissance des autres aires linguistiques, hors du continent européen. La raison première de cette attention portée aux langues non-européennes s'inscrit dans la logique de scientification et de positivation des savoirs géographiques : il s'agit d'éviter les confusions. On retrouve là la logique de convocation des noms indigènes comme preuve de scientificité déjà mobilisée dans les années 1820 et 1830. Cette preuve de scientificité doit accompagner une comparabilité des données. C'est d'ailleurs bien ce que d'Avezac invoque en premier lieu : « reproduire dans tout autre système donné » l'orthographe d'un nom. D'autres que lui y voient également cet avantage, comme Anderson, qui met en pratique ce système de l'exploration de l'Afrique du Sud :

98. Tableau comparatif des langues indigènes d'Afrique du Sud (extrait)

COMPARATIVE TABLE of OTJIHERERO, BAYEYE, and CHYLIMANSE WORDS.

ENGLISH.	OTJIHERERO.	BAYEYE.	CHYLIMANSE.
<b>A.</b>			
Arm,	Okuko,	Engoro,	Maoko.
Arrow,	Otjiku,	Roo,	Moriene.
Arrow-point,	Omuzi (which is always fast),	Movi,	Movi.
Assegai,	Enga,	Roanga,	Mafomo.
Awl,	Otjisiini, Ondongo (?),	Etongo,	—
<b>B.</b>			
Bag,	Ondjatu,	Eshisi,	Sapo.
Bead,	Ondjendjo,	Sooli,	Ozanga.
Bead of bone,	—	Sen'gama,	Sambo, Dalira.
Bean,	Ekunde,	Memba,	Njemba.
Beard,	Orujethu,	Indezo,	Indevo.
Belly,	Eshuri,	Ora,	Mimba.
Beer,	—	Oara,	Wadoa.
Bow,	Outa,	Kota,	Outa.
Bow-string,	Omuko,	Kazenga,	Ozenga.
Boy,	Omuthandu,	Morombana,	Morombala.
Breast, woman's,	Evere (sing.), Omavere (pl.),	Mavere,	Mazuku.

(Source :BRGS, 1855 (T25) : 96)



L'intérêt du système repose dans les possibilités de comparaison qu'il offre. Si la comparabilité est assurée, alors la confrontation des particularismes locaux peut s'élever en généralisations géographiques. Cela conforte donc la scientificité du propos géographique, en permettant son universalité. De plus, et c'est là son deuxième intérêt, ce système met sur le même plan les langues européennes et les autres. La figure 98 l'illustre d'ailleurs : rien ne distingue spécifiquement la colonne « English » des trois autres. Les géographes, en reconnaissant l'existence et la valeur des autres langues, contribuent ainsi à freiner, du moins sur le papier, le caractère euro-centré des notations toponymiques locales et participent à rendre équivalentes toutes les langues. J'ajoute « sur le papier », car ces articles ne disent pas grand-chose du référentiel à partir duquel s'effectuent les transcriptions. D'Avezac précise seulement et très vaguement que cela se fait « quel que soit le système adopté pour rendre par des lettres latines les éléments de l'alphabet arabe ». Rien n'assure donc que, par exemple, le français ne prenne le pas sur l'anglais ou l'allemand comme référentiel de base. La transcription risque donc, même si elle offre un élément d'universalisation par la possibilité de comparaison qu'elle offre, de déplacer le problème entre les langues européennes. Si l'on peut comparer les langues indigènes entre elles mais uniquement par rapport à une langue, peut-on alors encore parler de monter en scientificité et en généralité des notations géographiques ? La comparabilité ne se ferait-elle alors pas sur des bases nationales, au risque de négliger la dimension universelle pourtant sous-jacente dans ce système ?

Parallèlement à cette meilleure (mais théorique) prise en compte de la variété linguistique, et c'est là le deuxième terme de l'ambiguïté, voire de la contradiction, une partie des géographes s'interroge quant à l'opportunité de construire une langue géographique commune et universelle, bâtie sur des concepts partagés. Mais ce deuxième enjeu, contrairement au premier, ne paraît pas susciter de consensus aussi large. En effet, alors même que les deux paraissent intimement liés, ils ne soulèvent pas les mêmes réactions. Cela relève même du paradoxe puisqu'au moment où les géographes clament la nécessité de renforcer les bases scientifiques de leur discipline, sur des fondements clairement universalistes, la question de la langue constitue un point d'achoppement. De fait, la période 1840-1850 n'est pas celle d'une résolution mais bien de l'aggravation du hiatus linguistique, que les hérauts de l'universalisme ne font que constater périodiquement. Le problème réside dans les distorsions induites dans le passage d'une langue européenne à une autre au moment de l'écriture et surtout dans le partage des savoirs géographiques. L'enjeu n'est là encore pas neuf (voir chapitre 7), mais s'amplifie, ou est rendu plus visible par le fait même que les géographes travaillent à assurer des bases solides à leur discipline. S'emparant vraiment de cette question à partir de la décennie 1830 et surtout 1840, quelques-uns tentent d'y apporter une réponse satisfaisante, qui doit permettre, en s'élevant au-dessus de l'échelon national, de dresser un langage consensuel sur des bases reconnues par tous. Un échange engagé en 1847 entre Jomard et Jackson, décidément présents sur toutes ces grandes questions, résume l'esprit du moment. Jomard publie un mémoire sur l'ensemble des notations géographiques, de natures

aussi bien textuelles que graphiques, dans lequel il pose le problème central : la volonté pour chaque nation de se doter d'un système propre alors qu'il faudrait tendre à un dialogue universel :

Ce qui serait une entreprise insensée serait qu'une nation toute seule voulût dicter des lois à toutes les autres, mais non qu'un concert se formât entre des hommes scientifiques chargés de les représenter pour une question européenne. (BSGP, 1847 (S3, T7) : 252).

Jomard met le doigt sur le nœud du problème : la primauté nationale qui s'exprime jusque dans l'écriture scientifique. Jackson lui répond dans le numéro suivant :

Vous connaissez mes opinions sur le sujet des notations géographiques ; je suis fermement convaincu que la géographie n'atteindra jamais ce haut rang qu'elle mérite, comme une des sciences les plus importantes, tant que son langage ne sera pas régulièrement systématisé. (BSGP, 1847 (S3, T8) : 81)

Or, la construction d'un édifice géographique de « haut rang » exige pour Jomard et Jackson de se mettre d'accord sur une langue, ou des langues, propre(s) à la construire. La question de la langue n'est pas neutre : il ne s'agit pas seulement de se prononcer pour telle ou telle aire culturelle et linguistique, car les conséquences s'expriment aussi, et surtout, en termes conceptuels. Le choix d'une langue conditionne, c'est bien ce que dit Jomard à travers sa crainte de voir une nation s'emparer de cette discipline, la manière avec laquelle on écrit la géographie. L'enjeu est bien posé par les deux hommes : il s'agit, pour construire une discipline géographique solide, de faire travailler les langues et les nations de concert, dans une optique universaliste. Mais la mise en œuvre apparaît moins évidente.

Autant sur d'autres sujets, comme l'usage du chiffre, le consensus semble général parmi les géographes, autant la question de la langue, voire même celle des notations géographiques (ces deux questions n'étant pas étrangères l'une à l'autre), posent plus de problème. En termes réflexifs, un grand pas est franchi par les géographes durant la période 1840-1850 : la dimension méthodologique constitue désormais un sujet de discussion et l'on cherche véritablement à assurer à la géographie les moyens de sa scientificité, par une universalisation des façons de faire et dans une optique universaliste réaffirmée. Pour autant, l'enjeu linguistique le montre, la scientification des cadres géographiques est encore imparfaite, elle se construit peu à peu mais se heurte aussi à des réalités nationales qui paraissent freiner les volontés exprimées. Les chapitres suivants confronteront la volonté affichée de scientification et son effectivité.

#### ***4 – La poursuite de la construction théorique des savoirs géographiques***

Comme la discussion à propos des langues entre Jomard et Jackson le montre, l'enjeu linguistique est fortement lié à l'enjeu théorique. Dire géographiquement le monde n'est jamais neutre et engage celui qui écrit ou qui dit. L'enjeu consiste à en prendre pleinement conscience et à poursuivre un effort de mise en récit analytique, et non plus seulement descriptif du monde.

Alors que l'effort théorique n'en est dans la période précédente qu'à ses balbutiements (voir

chapitre 7), les géographes prennent manifestement conscience à partir des années 1840 de la nécessité d'améliorer cette dimension de la discipline. De la même façon qu'ils engagent une plus grande réflexivité sur leurs pratiques et leurs méthodes, ils expriment une exigence accrue de théorisation du discours géographique. Le duo Jomard et Jackson se situe encore une fois aux avant-postes de cette réflexion. En 1847, année véritablement charnière en termes d'engagement de la géographie dans une plus grande scientificité, ils pointent les améliorations à effectuer :

1° Jomard : Les noms génériques données aux différentes formes des continents et des mers auraient besoin eux-mêmes de passer par une révision sévère, et d'être soumis à une définition exacte, surtout leur application aux divers lieux de la terre. (Il n'est pas question ici des noms génériques donnés par les indigènes des pays lointains, aux montagnes, aux cours d'eau, noms qui ont trompé les voyageurs les plus instruits et même de savants écrivains : cette matière tout spéciale va être traitée *ex professo*.) (BSGP, 1847 (S3, T7) : 256-257)

2° Jackson : Il n'y a plus de très grandes découvertes à faire, bien que de nombreux détails manquent encore pour compléter la connaissance de l'intérieur de l'Afrique, du centre de l'Asie et du sud de l'Amérique ; avec le temps, on obtiendra ces notions, et le tracé cartographique de la terre deviendra assez complet, autant du moins qu'il est permis de l'espérer, pour remplir les blancs qui existent encore et pour rectifier graduellement ce qui pourrait encore se trouver inexact. Ce dont nous avons maintenant besoin, c'est de construire un bel et complet édifice avec les abondants matériaux réunis jusqu'à ce jour. (BSGP, 1847 (S3, T8) : 81)

Ces deux extraits en disent long sur les progrès réflexifs réalisés. Tout d'abord, Jackson défend une nouvelle vision de la discipline, qui ne serait plus uniquement basée sur l'actualisation des données (en termes de découvertes ou en termes statistiques) mais qui, à partir de ces mêmes données, « les abondants matériaux », construirait une représentation analytique du monde. Ce changement de considération de la géographie est loin d'être anodin, car la discipline se construit précisément sur son rapport au présent et que sa valeur repose presque exclusivement dans la prise en charge de l'actualité du monde. La proposition de Jackson formule une rupture dans le temps de la discipline : son édification s'est faite dans le but de « remplir les blancs » des cartes, mais « maintenant », et cet adverbe invite à un tournant radical, il s'agit de mettre en ordre ce qui a été recueilli jusque-là. Les savoirs géographiques ne sont, de fait, plus considérés uniquement comme le résultat brut de recueil de données à travers le globe, mais bien celui d'une mise en ordre savante, critique et intelligente du monde, dans le but de le rendre intelligible. Cette rupture n'est cependant pas possible sans un réel effort conceptuel, comme l'indique Jomard dans le premier extrait. Le tournant théorique sera pris effectivement quand les faiblesses conceptuelles des « noms génériques » qui servent à désigner les différentes parties du globe seront comblées. Le tableau qu'il dresse est sans appel : il faut procéder à une « révision sévère », autrement dit étayer enfin le contenu de ces termes génériques dont le sens n'est, si on lit entre les lignes, pas universellement et communément assuré. Et son regard critique se porte sur des termes courants : continents, mers, et sans doute aussi tous les autres éléments de reliefs. Les propos de Jomard concordent en ce sens avec les analyses terminologiques effectuées au chapitre 7 : la géographie des années 1820 et 1830 pêche par son défaut de conceptualisation. Le tournant des

années 1840 entend bien rompre avec ce manque : ce ne sont plus les « blancs » des cartes qu'il s'agit de remplir, mais les vides conceptuels qui freinent l'entreprise de théorisation des savoirs géographiques et donc la compréhension du monde. La notion de « concept » ne recouvre évidemment pas les mêmes réalités que pour la géographie contemporaine. L'enjeu de conceptualisation du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle porte sur des termes génériques (les éléments de la division naturelle ou politique du globe) et pas sur des termes permettant une abstraction des réalités géographiques. Néanmoins, ce souci croissant indique une progressive stabilisation conceptuelle et théorique de l'analyse géographique.

Plus encore que pour les domaines évoqués précédemment, l'effort théorique constitue un processus en voie de réalisation pour les savoirs géographiques du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le programme annoncé par Jomard et Jackson n'est que partiellement réalisé à la fin des années 1850. Très peu de dictionnaires sous forme de glossaires paraissent, la plupart conservent une forme de nomenclatures propre aux périodes précédentes. Et lorsqu'elle existe, la partie glossaire se réduit souvent à la portion congrue. Au premier abord, rien n'évolue véritablement par rapport aux décennies 1820 et 1830. Pourtant, l'effort de stabilisation et de construction conceptuelle se poursuit bel et bien, à travers quelques parutions symboliques de l'élan engagé. Un exemple côté français permet de s'en rendre compte. En 1857, Aristide-Michel Perrot publie un *Nouveau dictionnaire de géographie universelle : description physique, politique et historique de toutes les parties du monde*, qui fonctionne comme une nomenclature mais comprend une partie glossaire consistante intitulée « Elémens généraux ». Dans cette première partie, il donne quelques définitions de ces « termes génériques » dont parle Jomard et révèle à cette occasion un effort de conceptualisation relativement avancé. Prenons l'exemple de la montagne, qui offre un contre-point frappant par rapport à celles présentées dans le chapitre s7 :

*Une montagne* est une grande élévation de terre plus étendue en longueur qu'en largeur, et dont les pentes sont le plus ordinairement raides et escarpées. La partie la plus élevée est la *cîme* (sic) ou *sommet*. Lorsque la cîme forme une espèce de cône, elle prend le nom de *pic* ; si la pointe est aiguë, on lui donne le nom d'*aiguille*, de *dent*, de *corne*, etc.

Ces montagnes sont assez rarement isolées, elles forment le plus communément des *groupes* ou des *chaînes*. Les deux grandes faces d'une chaîne sont appelées *versans* (sic), *flancs* ou *revers* ; la partie supérieure est la *crête*, l'*arête* ou le *faîte*. Les points où la crête s'abaisse et est interrompue sont appelés *passages*, *cols*, *gorges*, *défilés*, *pas*, *ports*, etc.

Les chaînes secondaires ou ramifications qui se détachent des grandes chaînes de montagnes prennent le nom de *contreforts* ou *rameaux*, et sont séparés par des excavations nommées *vallées* ; ces *rameaux* jettent souvent de nouvelles ramifications ou *chaînes secondaires*, qui forment les *vallées secondaires* ou *vallons* ; le point de jonction des chaînes se nomme *nœud*. Souvent les grandes chaînes de montagnes se lient entre elles, et forment ainsi une immense continuité d'élévations qui semblent être la charpente des continents (sic), et dessiner les limites des bassins des grands fleuves ; mais dans beaucoup de cas elles ne constituent que des masses isolées. Il faut se tenir en garde contre les travaux de certains géographes, qui ont mis des systèmes à la place de la réalité. (Perrot, 1857 : 4)

Par rapport à la brièveté des définitions proposées les années précédentes (Conder, 1834 ; Langlois, 1830 ; Vosgien, 1825), la différence est saisissante. Perrot ne se contente pas de définir ce qu'est une montagne ou de faire la liste des plus remarquables du monde, il replace cet élément de relief dans un ensemble plus vaste et joue aussi sur les emboîtements d'échelles, abordant des phénomènes locaux et généraux. Cela témoigne d'une bien plus grande conceptualisation intellectuelle de la « montagne », qui est située dans un système d'interrelations des phénomènes naturels. La dernière phrase de sa définition rappelle cependant que la trop grande abstraction n'est pas encore la règle et que la « réalité » ne saurait être pensée uniquement en termes systémiques. C'est pourtant ce que sa propre définition illustre : la capacité à articuler les phénomènes entre eux.

Faut-il voir dans cette petite remarque de Perrot une référence cachée ? L'idée de système n'est en effet pas commune et cette pique laisse penser à la différence qui existe entre les géographes français et britanniques d'un côté, portés majoritairement sur une dimension factuelle des savoirs géographiques et peu enclins à une trop grande abstraction théorique et conceptuelle, et les géographes prussiens qui eux s'affirment à la pointe de l'effort théorique européen en matière de géographie.

---

### **Gros plan 15 – L'avance théorique prussienne, regards croisés sur les œuvres de Humboldt et Ritter**

Une différence nette existe en effet entre la sphère prussienne et les deux autres. Si l'exemple de Perrot révèle un intérêt croissant porté aux concepts, il n'est rien comparé à la capacité de théorisation, d'abstraction et d'intelligence du monde montré par les géographes prussiens. Selon l'expression de M. Korinman, les scientifiques allemands, dans leur ensemble, développent au XIX<sup>ème</sup> siècle une grande capacité à penser le monde (Korinman, 1990). Les géographes possèdent une capacité de montée en généralité et de théorisation des lois d'organisation spatiale qui n'est pas présente dans les autres sphères. Les programmes scientifiques de Carl Ritter et Alexander von Humboldt, à travers deux visions du monde différentes mais néanmoins complémentaires, l'illustrent le mieux.

Les deux hommes partagent un intérêt précoce aux questions de réflexivité et de théorie scientifique. Humboldt manifeste dès sa jeunesse l'ambition de voir le monde et surtout de le comprendre. En 1793, il écrit par exemple en ces termes à Sojmonov :

Mais tout cela ne me tente pas. Je n'ai que fort peu de besoins, je n'ai qu'un but, que l'ambition de travailler aux progrès de l'Histoire naturelle. C'est pour cela que je fuis les villes pour vivre dans le fond des montagnes; c'est pour cela que j'embrasse toute occasion de voir le monde. La Souveraine à laquelle vous appartenez, a de tous les Monarques de l'Europe, protégé le plus les parties dans lesquelles je travaille. Des physiciens comme moi ne sont peut-être pas rares dans l'Étranger, mais j'ose prétendre avec hardiesse qu'il y en a peu, qui pourront m'égaler en ardeur, en amour pour les sciences, en patience pour endurer toute fatigue, dans la recherche de la Nature. (Humboldt, 1973 : 255)

Ritter n'est pas non plus en reste. L'ouvrage de compilation de plusieurs de ses essais et

communications, intitulé *Einleitung zur allgemeinen vergleichenden Erdkunde und Abhandlungen zur Begründung einer mehr wissenschaftlichen Behandlung der Erdkunde*<sup>230</sup>, indique que dès 1818 il s'interroge en effet sur les fondements de la science géographique à travers un essai, *Einleitung zu dem Versuche einer allgemeinen vergleichenden Erdkunde*<sup>231</sup>. Il souligne même la nécessité pour la géographie de se doter d'un appareil théorique plus solide, sans quoi sa qualification scientifique pourrait laisser à désirer (Ritter, 1852 : 3). Leurs parcours distincts les entraînent cependant chacun sur des voies différentes, même si tous les deux posent les bases d'une géographie comme science de la compréhension des relations spatiales entre les phénomènes.

La conception géographique de Ritter s'articule autour de deux propositions que résume Georges Nicolas-Obadia, traducteur et commentateur français du géographe :

La géographie est donc bien pour Carl Ritter « la science des relations spatiales » et c'est « dans les différences entre surfaces et formes que réside le secret du système interne et supérieur d'organisation planétaire qui est l'expression d'une infinité de forces dont les effets invisibles sont en interaction ». Ainsi se trouvent implicitement énoncés : « l'axiome chorologique » de différenciation spatiale : est géographique tout objet (au sens statistique du terme) qui différencie l'espace terrestre et son « lemme d'indifférence » inlassablement énoncé par Carl Ritter : la terre est pour le géographe l'ensemble de référence de base de la différenciation spatiale. (Nicolas-Obadia, 1974 : 17)

En effet, dès 1818 et ses premiers écrits théoriques, Ritter pose que la géographie doit s'attacher à questionner les relations que la terre entretient avec les éléments qui la composent et les relations entre ces phénomènes eux-mêmes, d'un point de vue spatial. Comme il l'écrit dans l'introduction à son cours de géographie :

Aber nicht nur das allgemeine Gesetz einer, sonder aller wesentlicher Formen, unter denen die Natur im Grössten auf der Oberfläche des Erdballs, wie im Kleinsten jeder einzelnen Stelle derselben erscheint, sollte Gegenstand der Untersuchung auf diesem Wege sein : denn nur aus dem Verein der allgemeinen Gesetze aller Grund- und Haupttypen der unbelebten, wie der belebten Erdoberfläche kann die Harmonie der ganzen, vollen Welt der Erscheinungen aufgesetzt werden.<sup>232</sup> (Ritter, 1862 : 9)

G. Nicolas-Obadia rappelle que sa théorie géographique repose en grande partie sur ses convictions religieuses et spirituelles, qui conditionnent son regard et son cadre d'interprétation du monde. En effet, Ritter pose d'abord le Tout, pour ensuite lui articuler les éléments dont il est composé ; son approche géographique est ainsi totalement inductive (à la différence de Humboldt) :

Carl Ritter a commencé par définir le TOUT terrestre puis lui a appliqué la loi de cohésion du TOUT et des parties dont il s'est efforcé de trouver la vérification dans l'étude des parties : sa démarche intellectuelle, fondée sur ses convictions mystico et philosophico-religieuses revient

---

230 Traduction : Introduction à la géographie générale comparée, essais sur les fondements d'une géographie scientifique

231 Traduction : Essai de géographie générale comparée : Introduction

232 Traduction : L'objet de la recherche en cette direction ne doit pas être seulement la loi générale d'une, mais bien de toutes les formes essentielles sous lesquelles la nature paraît à la surface de la terre, des plus grandes aux plus petites de ses manifestations : car ce n'est qu'à partir de l'ensemble des lois générales des formes principales et causales, vivantes ou non-vivantes, à la surface de la terre que l'on pourra faire apparaître l'harmonie du monde entier, dans sa complétude totale.

à pratiquer l'induction complète ou formelle. Logiquement Carl Ritter n'a fait que tirer les conséquences géographiques de l'axiome chorologique et de son lemme d'indifférence en étendant à la terre la relation d'interaction réciproque qui se trouvait impliquée dans la loi de cohésion du TOUT et des parties. Carl Ritter a ainsi réussi à isoler dans le déterminisme global ce qui revient en propre au déterminisme géographique : la détermination et l'étude des structures spatiales autonomes. Et cette découverte fondamentale pour la formation d'un langage géographique formalisé fait oublier toutes les naïvetés que Carl Ritter a écrites sur le déterminisme direct des formes géographiques car, comme le proclament les Vers d'Or de Pythagore, « le possible habite auprès du nécessaire ». (Nicolas-Obadia, 1974 : 19)

Pour le dire avec P. Da Costa Gomez, pour Ritter, la géographie est donc la science qui est capable de faire le lien entre le Tout et les parties et de trouver le lien logique entre les deux. Il faut tout simplement recourir à quelques principes de base de l'interprétation pour voir s'inscrire le « message de l'harmonie » (Da Costa Gomez, 1997(a) : 247) caché derrière le désordre apparent de la nature. Parmi ses principes, la comparaison et la généralisation sont des clés de voûte essentielles (voir gros plan 12, chapitre 8). Le travail du géographe consiste donc dans l'examen des phénomènes et de la combinaison des éléments originaux. Il consacre toute sa vie au perfectionnement de sa théorisation géographique, comme le montre la liste des essais qu'il produit sur le sujet : *Ueber geographische Stellung und horizontale Ausbreitung der Erdtheile* en 1826 ; *Bemerkungen über Veranschaulichungsmittel räumlicher Verhältnisse bei graphischen Darstellungen durch Form und Zahl* en 1828 ; *Ueber das historische Element in der geographischen Wissenschaft* en 1833 ou encore *Der tellurische Zusammenhang der Natur und Geschichte in den Productionen der drei Naturreiche, oder : Ueber eine geographische Productenkunde* en 1836<sup>233</sup>. À travers ces communications, Ritter cherche à doter la discipline de cadres épistémologiques solides, propres à étayer sa théorie générale. C'est par exemple le sens de son intervention de 1828 sur l'usage du chiffre en géographie.

Ritter partage avec Humboldt plusieurs points communs quant à la vision du monde qu'il défend et à l'approche qu'il prône. Comme le rappelle P. Da Costa Gomez, ils s'inscrivent tous deux dans une double filiation du discours géographique, inspiré du rationalisme (Descartes, Kant) et du romantisme (Herder, Schelling, Goethe). Cette double influence leur confère deux postures, qui sont intimement liées à leur approche théorique du monde : ils sont des observateurs de la nature, comblés par un plaisir esthétique, tout comme ils incarnent une posture intellectuelle visant à comprendre les lois générales de la nature (Da Costa Gomez, 1997(b)). Humboldt lui aussi cherche à rendre scientifiquement la conscience qu'il a, très tôt d'un monde connecté. Comme l'explique O. Ette, Humboldt base sa théorie géographique sur la notion de *Weltbewusstseins*, de conscience du monde (Ette, 2009 : 74). Humboldt développe en effet une approche particulière de la nature, dont il semble ressentir dans sa chair et comme une intuition les relations les plus intimes. Il relate cette expérience à l'occasion de son voyage en Asie en 1829, alors qu'il fête ses 60 ans : il associe pleinement

233 Les contributions de Ritter portent, notamment, sur : 1) Sur le positionnement géographique et la prévalence horizontale des continents ; 2) Remarques sur les moyens d'illustration des liens spatiaux grâce aux représentations graphiques à travers la forme et le chiffre ; 3) A propos de l'élément historique dans la science géographique ; 4) Le rapport tellurique de la nature et de l'histoire dans les productions des trois règnes de la nature : à propose d'une géographie des productions naturelles.

l'expérience qu'il fait du continent asiatique au moment particulier de sa vie qu'il traverse alors :

Vor 30 Jahren war ich in den Waldern des Orinoco und auf den Cordilleren. Ihnen verdanke ich es, daß dieses Jahr, durch die große Masse von Ideen die ich auf einem weiten Raume habe ich sammeln können (wir haben seit Petersburg schon über 9000 Werst vollendet) mir das wichtigste meines unruhigen Lebens geworden ist.<sup>234</sup> (Humboldt, 2009 : 184)

Chaque moment donne l'occasion du ressaisissement d'un épisode et donc d'un espace éloignés : l'Asie et l'Amérique se trouvent réunies dans l'esprit et sous la plume de Humboldt alors qu'il parcourt l'Oural. Souvent, et pas uniquement dans sa correspondance et dans le récit de sa trajectoire biographique, Humboldt pratique l'association d'espaces. Ainsi dans son *Asie centrale* fait-il advenir régulièrement l'Amérique comme point de comparaison, ou comme point d'ancrage de sa réflexion :

Il me reste à expliquer d'une manière concise les rapports et la connexité dans lesquels se trouve le livre de l'Asie Centrale avec d'autres publications qui l'ont précédé. (...) J'éprouvai un besoin toujours croissant de visiter moi-même l'intérieur du continent asiatique pour comparer la constitution géologique de son sol à celle de l'Amérique méridionale dont je traçais alors la *Carte orographique*. (Humboldt, 1843 : XVIII - XIX)

Chaque point du globe, et plus encore ceux qu'il a visités, semblent ainsi toujours présents dans l'esprit humboldtien, fragments d'un Tout dont on ne saurait retirer une partie sous peine de le défaire complètement. Pour qualifier cette vision connectée du monde, ou connective pour mieux dire puisqu'elle possède une capacité à relier tous les phénomènes entre eux (Péaud, 2014 (à paraître)), O. Ette évoque une « science transaréale » (Ette, 2009) : « Humboldt war sich der Pluralität der Welten bewusst und bemühte sich, kommunikativ zwischen ihnen zu vermitteln »<sup>235</sup> (*ibid.* : 35). L'intuition qu'il a du monde, l'inscription sensible que celui-ci marque dans son esprit l'enjoint ainsi à développer une géographie générale et causale construite en un système dans lequel tous les éléments prennent place, proche de celle de Ritter mais sans la dimension téléologique de celui-ci. À l'instar de son confrère, il propose lui aussi une approche géographique construite sur la comparaison et la généralisation, mais à la différence que les faits sont premiers dans l'ordre de construction intelligente du monde. Cette élaboration théorique imprègne une grande partie de la géographie européenne du XIX<sup>ème</sup> et du début du XX<sup>ème</sup> siècles, comme un De Martonne en témoigne quelques cinquante ans plus tard :

À lui revient incontestablement le mérite d'avoir le premier dégagé le premier degré et d'avoir appliqué les deux principes essentiels qui font de la géographie une science originale. Quel que soit le phénomène qu'il étudie, relief du sol, température, vie végétale, Humboldt ne se contente pas de l'envisager en lui-même (...) il se porte immédiatement vers les autres phénomènes qu'offre à son observation le milieu, où il se trouve, il remonte vers les causes et redescend jusqu'aux conséquences les plus lointaines. (...) À ce premier principe, qu'on pourrait appeler le principe de causalité, Humboldt en ajoute un autre, qu'on pourrait nommer

---

234 Traduction : Il y a 30 ans j'étais dans les forêts de l'Orénoque et sur les Cordillères. Je vous remercie pour le fait que, cette année, à travers la grande masse d'idées que j'ai pu collecter sur un vaste espace (nous avons parcouru depuis Saint-Petersbourg près de 9000 Werst), j'ai pu vivre le plus important de ma vie agitée.

235 Traduction : Humboldt « était conscient de la pluralité des mondes et se démenait pour développer des voies de communication entre eux.



le principe de géographie générale. (...) il reporte ses yeux vers les autres régions où s'observent des faits analogues, et c'est toujours une loi générale, valable pour toutes les circonstances semblables qu'il cherche à dégager. (...) L'application de ce principe est le renversement définitif de la barrière qui séparait la géographie régionale de la géographie générale, le rapprochement de ces deux branches d'une même science et leur fécondation réciproque. Du jour où on en a compris la signification, la géographie moderne est née. (de Martonne, 1909 (T1) : 5-16)

Humboldt va peut-être même encore plus loin que Ritter, puisqu'il transpose dans son écriture géographique la conception qu'il développe. Chacun de ses grands théoriciens publie en effet une sorte de géographie générale : le premier avec son *Kosmos* (Humboldt, 1845-1862), le second sous le nom de *Die Erdkunde im Verhältniss zur Natur und zur Geschichte des Menschen, oder allgemeine, vergleichende Geographie* (Ritter, 1817-1859). Mais alors que Ritter conserve la forme classique de la nomenclature comme structure de son ouvrage majeur, Humboldt innove en organisant son livre lui-même comme un système. L'examen du sommaire du *Kosmos* en donne un bon aperçu :

#### 99. L'organisation du *Kosmos*

Livre	Chapitre	Contenu
Tome 1	Considérations sur les différents degrés de jouissance qu'offrent l'aspect de la nature et l'étude de ses lois.	Introduction Présentation générale de l'objectif de l'ouvrage
	1° Tableaux de la nature, vue générale des phénomènes	Le ciel, la terre, la vie organique
Tome 2	2° Reflet du monde extérieur sur l'imagination de l'homme	Littérature descriptive, Influence de la peinture de paysage sur l'étude de la nature, Des collections de végétaux dans les jardins et les serres
	3° Essai historique sur le développement progressif de l'idée d'univers	Bassin de la Méditerranée. Expédition d'Alexandre le Grand en Asie. École d'Alexandrie. Période de la domination romaine. Période de la domination arabe
Tome 3	4° Résultats spéciaux de l'observation dans le domaine des phénomènes curieux	Dimension historique de l'apparition des phénomènes. Partie astronomique
Tome 4	4° Résultats spéciaux de l'observation dans le domaine des phénomènes curieux (suite)	Partie tellurique
Tome 5	4° Continuation des résultats spéciaux de l'observation dans le domaine des phénomènes telluriques	Fin de la partie tellurique générale. Domaine des montagnes

(Source : Humboldt, 1845-1862)

En dépit du caractère inachevé du *Kosmos*, son organisation interne laisse apparaître un fonctionnement à la fois inductif et déductif, qui va du plus général au particulier, mais dans lequel le particulier vient à son tour étayer le niveau général, et ce de tome en tome, mais également à l'intérieur de chaque chapitre et même de chaque sous-partie (Humboldt, 1845-1859). Humboldt retranscrit sa vision systémique du cosmos dans l'écriture même de son ouvrage. Renonçant à la forme classique de

la nomenclature, c'est-à-dire de la liste, il met en pratique la théorie du monde qu'il intellectualise et perfectionne tout au long de sa carrière. En ce sens, la théorisation du monde conçue par Humboldt va plus loin que ce que propose Ritter, dans la mesure où elle informe aussi, dans un effet de retour, sa façon de produire et d'organiser les savoirs géographiques. Leurs différences mises de côté, tous deux se distinguent par leur capacité exceptionnelle et inédite pour l'époque à faire progresser la conception géographique du monde. En proposant la vision d'un monde organisé et construit sur des interrelations spatiales, ils vont plus loin qu'aucun autre à l'époque dans la théorisation et dans l'abstraction des savoirs géographiques. Renonçant complètement à une conception de la géographie comme science de l'actualité, ou de l'actualisation des données sur le monde, ils l'engagent sur la voie de l'abstraction et de la montée en généralité. Par la profondeur de leur capacité réflexive, ils participent à ancrer la géographie prusso-allemande du côté de la théorie, tandis que les sphères française et britannique se positionnent encore très largement sur une approche empiriste et factuelle (Felsch, 2014).

La période située entre 1840 et 1860 se singularise par la volonté exprimée par les géographes de construire enfin, et une bonne fois pour toutes semblent-ils dire, la légitimité scientifique de la discipline géographique. Les bases universalistes des savoirs géographiques se trouvent à cette occasion réaffirmées. Cette ambition fonctionne plus ou moins : si le recours au chiffre et l'approche positive se généralise dans un consensus remarquable, d'autres enjeux soulèvent plus d'hésitations. La question linguistique pose le problème de la prééminence nationale, nous y reviendrons dans les chapitres 10 et 11 ; quant à l'effort théorique et conceptuel il se manifeste à des degrés différents entre Prusse d'un côté et France et Grande-Bretagne de l'autre. En dépit d'une réelle positivisation des savoirs géographiques, qui permet une scientification des discours et des approches, une bonne partie des idées exprimées ne sont qu'à l'état d'ébauches et pas encore complètement concrétisées.

### **C) D'une génération à l'autre, l'ambition universaliste mise à mal**

Alors même que la plupart des géographes des années 1840-1860 s'échinent à construire un édifice géographique solide sur des fondations scientifiques, positives et universalistes, une autre tendance s'affirme parallèlement. En effet, d'une manière concomitante à la réaffirmation des valeurs universalistes, qui engagent une coopération trans- voire a-nationale pour l'élaboration des savoirs géographiques, le tournant du XIX<sup>ème</sup> siècle est aussi celui de la fin de l'universalisme comme mode de pensée prédominant et unique. De nouvelles aspirations et façons de considérer la pratique scientifique apparaissent, qui rejaillissent aussi sur la manière dont sont construits les savoirs géographiques. À ce titre, on peut parler d'un tournant générationnel qui s'opère dans les années 1850 et qui engage la géographie dans la voie de l'idéologie.

#### ***1 – 1850-1860 : un tournant générationnel***

Entre 1850 et 1860, la démographie des géographes européens se renouvelle et fait place à une nouvelle génération, dont les aspirations ne coïncident plus avec celle qui a fondé les sociétés de

géographie et mis en place les premiers cadres de la discipline.

a) *La disparition d'une génération au service de la géographie...*

Entre 1850 et 1865, une génération complète de géographes meurt et avec elle une certaine conception de la science et de l'élaboration des savoirs géographiques. Les fondateurs des sociétés de géographie disparaissent presque tous en effet dans cette quinzaine d'années. Parmi les disparitions les plus emblématiques, trois retiennent particulièrement l'attention : celles de Humboldt, Ritter et Jomard, qui interviennent en quelques années. Alexander von Humboldt s'éteint en mai 1859, Ritter en septembre de la même année et Jomard en septembre 1862. Ainsi, autour de 1860 ce sont trois figures majeures de la géographie du premier XIX<sup>ème</sup> siècle qui quittent la scène.

Les hommages sont unanimes et nombreux à l'annonce de leur mort et les sociétés dont ils étaient membres, cofondateurs ou simples correspondants ne tarissent pas d'éloge. Leurs confrères décrivent des hommes infatigables, dévoués à la cause géographique qu'ils avaient totalement embrassée. Le motif de l'infatigabilité et de l'énergie sans cesse renouvelée revient tout d'abord dans les éloges écrits pour Humboldt :

1<sup>o</sup> hommage de La Roquette : Outre plusieurs mémoires adressés par lui dans ces derniers temps, à la plupart des Académies et Sociétés étrangères dans il était membre et à quelques journaux scientifiques, nous devons mentionner encore, pour preuve de son infatigable activité, l'immense correspondance qu'il entretenait, non seulement avec tous les savants du globe entier, mais encore avec toutes les personnes qui le consultaient, et le nombre en est grand ! (BSGP, 1860 (S4, T19) : 245)

2<sup>o</sup> hommage de la GFE : Der Vorsitzende, Herr Prof. Ritter, eröffnete die Sitzung durch Worte der Erinnerung an Alexander v. Humboldt, einen Mitstifter und ein stets eifriges Mitglied der Gesellschaft. Diese ist durch den Verlust verweist in Betreff der Verbindung mit fremden Erdtheilen, welche der Verstorbene zu vermitteln in hohem Grade verstand. Der Redner gedachte des bis in das höchste Alter stets eifrigen Fleisses, des unausgesetzten Wohlwollens, wodurch der Verstorbene die Bestrebungen unzähliger Personen wesentlich gefördert hat. Seine Leistungen in den verschiedenen Wissenschaften sind allgemein bekannt, und werden specieller durch einzelne Männer bekannt werden. Er pries den Geschiedenen als Menschen, Gelehrten, Staatsmann und offenherzigen Freund zweier König.<sup>236</sup> (BGFE, 1859 (S3, T6) : 414)

Ses biographes insistent tous sur cette capacité de Humboldt à se jeter dans le travail (Botting, 1988 ; Gayet, 2006). Toujours plein d'ardeur, jusqu'à la fin de sa vie comme le rappelle La Roquette, il multiplie les actions en faveur de la géographie mais aussi de toutes les sciences. Ces deux autres collègues jouissent également de la réputation d'une dévotion totale aux progrès de la science géographique. Dans le long article en forme d'éloge que la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*

---

236 Traduction : Le Président, Herr Professeur Ritter, ouvrit la séance par un mot à la mémoire d'Alexander von Humboldt, un cofondateur et un membre toujours assidu de la société. Celle-ci perd avec sa disparition un lien avec une partie du monde étrangère, que le disparu parvenait à faire partager à un haut degré. Le lecteur commémore le zèle qui l'anima jusque dans son très grand âge, la volonté infaillible, grâce auxquels le disparu a encouragé les efforts d'un nombre incalculable de personnes. Ses contributions dans les différentes sciences sont connues de tous, et seront spécialement connues à travers quelques hommes. Il brilla en tant qu'homme, qu'érudit, qu'homme d'État et ami à cœur ouvert du deuxième roi.

consacre à Carl Ritter comme dans l'hommage rendu à Jomard par ses collègues parisiens transparaît l'image de deux hommes pleinement engagés dans les progrès de la discipline :

1° hommage de la GFE : Um die Ausführung seines grossartigen Werkes zu ermöglichen, bedürfte es in der That der Vereinigung höchst mannichfaltiger und verschiedenartiger Eigenschaften, die in ihm durch ursprüngliche Anlage, durch eine eigenthümliche Lebensführung und die beharrlichsten Studien herbeigeführt worden war, wie sie in gleicher Weise weder von ihm, noch zu seiner Zeit sich in irgend einem Andern gefunden hat, und auch in künftigen Zeiten wohl nur höchst selten sich wieder finden wird : die Verbindung einer gewaltigen, wahrhaft genialen Kraft geographischer Gesamtanschauung und Combination mit einer auch dem kleinsten Detail unermüdlich nachgehenden Sorgfalt, ausgedehnter und lebendiger Kenntnisse auf dem Gebiete der Naturwissenschaften mit sicherer Beherrschung eines ungeheuern historischen Stoffes, endlich der Treue und Gründlichkeit gelehrter Forschung mit der Gabe der reichsten und bezeichnendsten, stets frischen Darstellung. »<sup>237</sup> (*ibid.* : 218)

2° hommage de la SGP : Edme-François Jomard, ancien ingénieur géographe, ancien membre de la commission d'Égypte, l'un des fondateurs de l'Enseignement Mutuel en France, de la Société pour l'Instruction élémentaire et l'organisateur de la première école modèle, membre de la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale, de la Commission des Antiquaires de France, de la Société d'Acclimatation, de la Société d'Ethnographie, etc., de l'Académie des Inscriptions et belles-lettres, directeur de la mission égyptienne en France, etc., etc., Conservateur du Département des cartes et documents géographiques à la Bibliothèque Impériale, appartenant à presque toutes les Sociétés géographiques et Académies des deux mondes, était président honoraire de notre Société qui le comptait au nombre de ses membres fondateurs ; il était aussi bey d'Égypte et commandeur de la Légion d'honneur. (BSGP, 1863 (S5, T5) : 82)

Ritter partage avec Jomard la particularité d'être l'un des premiers en Europe à s'être consacré exclusivement à la géographie et à ses progrès. Je ne reviendrai pas ici sur leur parcours développé par ailleurs dans ce travail (voir gros plan 7), mais il est bon de rappeler qu'en participant à la fondation des sociétés berlinoise et parisienne, en plaidant pour l'existence d'autres institutions dédiées à cette discipline (bibliothèques, cartothèques), ces deux hommes ont en commun d'avoir donné leur vie pour contribuer à édifier une géographie scientifique solide et sûre. Leurs contemporains en ont d'ailleurs une totale conscience et La Roquette, qui reste seul membre fondateur de la Société de Géographie de Paris en vie, ne dit pas autre chose lorsqu'il rappelle le zèle de Jomard pour assurer la pérennité du département des cartes et plans :

Tout était à créer dans le nouveau département, mais avec ce zèle ardent, cette activité et cet esprit de suite qui surmonte toutes les difficultés, qualités que notre confrère possédait au suprême degré, quelques mois s'étaient à peine écoulés depuis son installation, que ces archives générales des sciences géographiques qui ne renfermaient avant lui qu'un petit nombre de documents la plupart incomplets, avaient plus que décuplé, étaient ouvertes aux hommes studieux, avides de s'instruire, et pouvaient déjà être consultées avec fruit. Profitant

---

237 Traduction : Pour permettre la réalisation de son œuvre immense, cela nécessitait de fait la réunion de fort nombreuses et variées qualités, qui advinrent grâce à un talent originel, grâce à une conduite de vie caractéristique et une étude constante, comme elle s'était trouvée de la même manière à cette époque chez aucun autre que lui, et qui dans les temps à venir se trouvera aussi rarement : la réunion d'une force immense, et véritablement géniale, d'une conception géographique totale et la combinaison d'un souci infatigable et suivi du plus petit détail, la combinaison d'une connaissance vivante et vaste dans le domaine des sciences de la nature avec une maîtrise sûre d'une matière historique énorme, enfin la combinaison de la foi et la minutie de la recherche érudite avec le talent de la présentation la plus riche, la plus significative et toujours récente.

de toutes les occasions qui s'offraient à lui avec les fonds mis à sa disposition, soit par des échanges avec les puissances étrangères, soit enfin par les dons qu'il obtenait, en stimulant le zèle de ses nombreux correspondants, il est parvenu, après trente-quatre ans d'exercice, à rendre son dépôt, qui n'a pas cessé un seul instant de s'accroître, le plus riche du monde peut-être. Il est à craindre que les mesures récemment adoptées, depuis la mort de son créateur, n'aient fortement ébranlé ce bel établissement, en le réduisant à n'être qu'une succursale, un simple dépôt subordonné au Département des imprimés, et par conséquent sans initiative scientifique et sans force. (*ibid.* : 93)

Sa dernière remarque n'est d'ailleurs pas anodine : avec la disparition de Jomard, mais comme avec celle de Ritter et de Humboldt, la géographie ne perd-elle pas ses meilleurs ambassadeurs ? À qui revient dès lors l'« initiative scientifique » ?

*b) ... et la montée d'une autre au service d'elle-même*

La disparition des fondateurs, des « dernier[s] savant[s] universel[s] » (Gayet, 2006), coïncide avec l'avènement d'une nouvelle génération, représentée notamment par August Petermann ou Louis Vivien de Saint-Martin, qui incarne une autre manière de faire de la géographie et d'être géographe. Le relais qui se passe d'une époque à l'autre introduit en effet des changements notables dans la façon dont les géographes envisagent désormais leur rôle, leur posture dans la société et la pratique qu'ils ont de la géographie. Alors que les Humboldt, Jomard et Ritter incarnent la figure du savant dévoué pour la science, et plus encore pour l'humanité, dans une vision kantienne et héritée des Lumières, leurs successeurs semblent laisser de côté cette dimension et privilégier leur propre *ego*.

Pour qualifier cette attitude, P. Felsch parle à propos de August Petermann de *Privatgelehrter* (Felsch, 2014 : 151), c'est-à-dire d'érudit privé : le géographe serait alors un savant menant ses recherches à son compte et pour son propre compte, une sorte de prestataire de services pour le compte de qui veut bien de lui. La carrière géographique se professionnalisant peu à peu (voir chapitre 6) et l'existence de la discipline paraissant à partir des années 1840 assurée, les membres de la nouvelle génération, qui n'ont pas participé à la fondation des premières institutions, voient aussi, et peut-être surtout, les avantages personnels à retirer dans le fait de devenir géographe. L'avancement des connaissances humaines, et des connaissances géographiques en particulier, ne s'efface pas pour autant, elle reste une motivation forte pour embrasser cette carrière. Mais ce sont aussi, c'est en tout cas l'hypothèse que j'avance ici, les perspectives professionnelles attrayantes qui peuvent susciter des vocations, et plus uniquement une certaine dévotion pour le progrès scientifique. Les parcours de Petermann et de Vivien de Saint-Martin offrent à ce titre de bonnes illustrations de ce processus. Ils appartiennent tous deux à la même génération, celle des non-fondateurs des sociétés de géographie. Louis Vivien de Saint-Martin naît en 1802 et meurt en 1897, tandis que Petermann naît en 1822 et meurt en 1878. Malgré leur différence de vingt ans, ils partagent tous les deux une volonté de briller et de s'imposer dans la sphère géographique, mais selon des modalités néanmoins différentes.

---

## Gros plan 16 - Les parcours de *Privatgelehrter* de Petermann et de Vivien de Saint-Martin

August Petermann incarne pleinement le *Privatgelehrter*, l'érudit privé ou à son compte. Formé à l'école de cartographie d'Heinrich Berghaus, Petermann rejoint ensuite la Grande-Bretagne en 1845 : d'abord l'Écosse où il travaille avec Alexander Keith Johnston à son *Physical Atlas* (la réplique britannique du *Physikalischer Atlas* de Berghaus, 1845), puis Londres de 1847 à 1854 où il répond à des commandes cartographiques (Felsch, 2014). Comme le commente son biographe,

(...) Petermann réussit dans la capitale de la géographie. Il s'était rapidement fait une bonne renommée et la cartographie thématique, cette mine d'or, était devenue son domaine de spécialisation. Sa certitude de pouvoir transformer le monde en cartes était certainement sans limites. (*ibid.* : 49)

Sa renommée de cartographe augmente à Londres, il est admis à la *Royal Geographical Society* et fréquente les plus hauts cercles de la géographie britannique, et européenne. Il rencontre Murchison, Jackson, et profite de ses connaissances pour devenir le consultant de la société de géographie londonienne. Petermann a un irrésistible désir de briller, surtout en tant qu'Allemand en terre anglaise ; P. Felsch évoque même « une impétueuse identification avec l'Angleterre » (*ibid.* : 82) qui explique en partie ce désir. Pour ce faire, il participe aux débats du moment, et en particulier à la résolution de l'énigme que constitue la disparition de l'expédition de Franklin, partie à la découverte du passage du Nord-Ouest en 1845. Il saisit cette occasion en proposant des théories explicatives sur cette disparition : son credo est celui de l'existence d'une mer polaire ouverte dans laquelle Franklin et ses navires auraient dérivé. Après plusieurs années de discussion, le mystère reste toujours aussi épais et le vent tourne pour Petermann. Préférant partir avant de constater sa chute sur le sol londonien, il saisit l'occasion que lui offre Justus Perthes à Gotha de venir collaborer à son entreprise éditoriale. Petermann accepte et trouve là le ferment d'une nouvelle opportunité de se distinguer. Après quelques mois seulement de présence à Gotha, il lance en 1855 les *Petermann Geographische Mitteilungen*, une revue amenée à devenir une des plus importantes tribunes géographiques en Europe (voir gros plan 13).

Si le parcours de Petermann s'inscrit dans les plus grandes institutions géographiques de l'époque, il témoigne surtout d'une trajectoire tracée par des objectifs individuels. L'appel de la réussite et de la gloire orientent ses choix de carrière, placée sous le signe de l'opportunisme. Petermann prête ses services au plus offrant, en gardant en tête avant tout sa progression personnelle. Sans lui dénier tout intérêt pour les progrès des sciences géographiques, ce qu'il possède indéniablement, cet aspect tranche néanmoins nettement avec les parcours d'un Ritter ou d'un Jomard dont les choix semblent au contraire conditionnés par la trajectoire de la discipline elle-même. Un renversement des rapports entre les individus qui s'occupent de géographie et cette discipline s'opère : Petermann montre que l'on peut s'engager dans une carrière géographique avant tout par intérêt personnel. Bien sûr, des situations

intermédiaires existent entre un Humboldt et un Petermann, mais le parcours de celui-ci s'inscrit dans et traduit la transition en cours entre 1845 et 1860.

Le parcours de Vivien de Saint-Martin rejoint certains aspects de la biographie de Petermann, dans la mesure où il révèle aussi une dimension individuelle forte, mais il se distingue par son engagement dans et pour la construction d'une géographie partisane. Non seulement le développement géographique est à son service propre, mais il doit encore servir à asseoir la place de la France dans le concert des nations européennes. Pour propulser sa carrière, Vivien de Saint-Martin jette son dévolu sur les institutions déjà existantes de la géographie, qu'il reprend à son compte. Il s'illustre à partir de 1840, date à laquelle il reprend l'entreprise de Conrad Malte-Brun et dirige les *Nouvelles annales des voyages et des sciences géographiques*. Il est plusieurs fois vice-président de la Société de Géographie de Paris. Enfin, il lance à partir de 1862 une nouvelle revue, *L'Année géographique : revue annuelle des voyages de terre et de mer ainsi que des explorations, missions, relations et publications diverses relatives aux sciences géographiques et ethnographiques*. L'introduction du premier numéro donne le ton et contribue à classer Vivien de Saint-Martin dans cette nouvelle génération de géographes :

On rapporte que dans la conversation qu'il eut avec Napoléon, lorsque celui-ci se trouvait à Erfurth en 1807, Goethe aurait dit, à propos du génie scientifique de la France : « Ce qui caractérise votre nation, Sir, ce n'est pas seulement l'urbanité, l'esprit, les dispositions sympathiques, c'est de ne pas savoir la géographie. » Authentique ou non, il faut avouer que le mot attribué au grand poète exprime le sentiment de l'Allemagne, et que nous l'avons justifié sous plus d'un rapport. Nous devons reconnaître, en effet, que la géographie n'est pas précisément le côté le plus brillant de notre éducation nationale. Cette infériorité, dont nous n'avons pas à rechercher la cause, est d'autant plus affligeante qu'elle n'est pas de vieille date. Jusque vers la fin du dernier siècle, c'est la France qui a tenu en Europe la tête des sciences géographiques ; c'est à la France qu'appartenaient alors, dans cette branche des études historiques, les plus grands noms et les plus grandes œuvres. Depuis quatre-vingts ans tout a changé de face. Pendant que les saines traditions s'altéraient chez nous et se perdaient au milieu de nos bouleversements, nos voisins d'outre-Rhin, obscurs et inconnus il y a cent ans à peine, se sont rapidement élevés jusqu'à la position d'où maintenant ils laissent tomber sur nous leurs regards quelque peu dédaigneux. N'exagérons rien, cependant ; le feu sacré ne s'est jamais complètement éteint. Ce qui nous manque, ce n'est pas la science, c'est la diffusion. Il est temps d'y songer sérieusement, et de secouer l'apathie où nous nous sommes assoupis. Nous pouvons regagner bien vite la place que nous avons laissée prendre. Quand un prodigieux mouvement s'accomplit dans le domaine tout entier des études historiques, quand d'immortelles découvertes, dont l'initiative appartient à la France, renouvellent en quelque sorte les fondements de la science et en agrandissent immensément les horizons, les études géographiques, qui sont la base de toutes les autres, ne sauraient rester plus longtemps dans l'état de stagnation où elles se sont affaïssées. (Vivien de Saint-Martin, 1863 : I-II)

La posture de Vivien de Saint-Martin bouleverse tout ce que les géographes précédents ont laborieusement développé : l'idée essentielle d'une universalité des savoirs et celle, qui est liée à la première, d'une mise de ces savoirs au service de l'humanité. À travers ces deux paragraphes, il apparaît que le rapport entre géographie et humanité est renversé. Sans doute le ton vindicatif de l'auteur dérive-t-il d'une montée des tensions géopolitiques en Europe au début des années 1860, mais il semble s'inscrire dans ce contexte, voire même y participer. Alors que pendant les décennies 1830, 1840 et même 1850, nombre de géographes regardent l'actualité politique avec une certaine distance,

lui en fait un prisme d'interprétation et d'élaboration des savoirs géographiques. Vivien de Saint-Martin, contre ses prédécesseurs, dresse le portrait d'une géographie partisane, non pas au service de l'humanité mais seulement d'une partie d'entre elle. Il ne s'agit à ce titre plus de faire de la géographie, de produire des savoirs géographiques, pour encourager les progrès de l'humanité, mais d'utiliser la géographie comme un pouvoir au service des nations. Vivien de Saint-Martin va ainsi encore plus loin que Petermann : il assume une posture individuelle de la pratique scientifique (au service de sa carrière) et engage la géographie dans une voie partisane (au service des nations).

Les deux exemples de Petermann et Vivien de Saint-Martin traduisent des postures extrêmes, d'un point de vue du positionnement et d'un point de vue temporel (à l'extrême fin de notre période). Pour autant, et sans bien sûr oublier que des situations intermédiaires existent, ils illustrent le passage d'une génération à l'autre et les changements qui interviennent progressivement dans la conception et l'élaboration des savoirs géographiques. En effet, ce passage met à mal l'ambition universaliste exprimée par ailleurs et fournit peut-être une part d'explication en ce qui concerne les difficultés de sa mise en œuvre.

## ***2 – La montée des discours idéologiques : d'une géographie à l'autre***

L'exemple de Vivien de Saint-Martin invite à pousser la réflexion sur le tournant générationnel : la défense qu'il fait d'une géographie partisane ne reflète-t-elle pas l'idéologisation progressive et renforcée des savoirs géographiques ? Sans parler d'une omniprésence idéologique, les savoirs géographiques semblent en effet ne plus être animés uniquement par les exigences universalistes et humanistes qui ont contribué à les fonder. Les années 1840 et 1850 ne sont encore pas les années 1860 ou 1870, pendant lesquelles une politisation de la science s'effectue à l'occasion du contexte géopolitique européen bien particulier, mais elles annoncent de nouvelles orientations prises par la science géographique. Dans une perspective d'ouverture temporelle, les paragraphes suivants esquissent, mais sans les développer, quelques tendances qui marqueront la géographie pour la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

### ***a) Une géographie nécessairement politisée ?***

La première orientation que l'on peut identifier, et qui explique le discours de Vivien de Saint-Martin (1863), se situe dans la continuité des décennies précédentes. Elle tient dans la politisation accrue des savoirs géographiques et surtout dans la conscience que les géographes possèdent de ce processus.

Un exemple montre bien la situation en tension des géographes, qui reconnaissent cette influence en même temps qu'ils la dénoncent, et qui hésitent sur le positionnement à adopter. Le 16 novembre 1859, à la toute fin de notre période d'investigation, Élie de Beaumont, le président de la Société de Géographie de Paris, prononce un discours à l'occasion de l'Assemblée générale de



l'institution. Dans son intervention, il oscille visiblement entre le refus de participer à la politisation et à l'idéologisation des savoirs géographiques et la reconnaissance des interrelations entre ces deux sphères. Un court passage laisse en effet penser qu'Élie de Beaumont regrette les changements récents qui ont modifié les façons de faire de la discipline, lorsqu'il écrit :

Mais la science, qui fraye la route au commerce et qui s'honore de marcher dans les états-major des armées et des flottes à la tête des expéditions militaires, conserve mieux son caractère et se déploie plus complètement encore dans les missions pacifiques. Pénétrée de l'utilité qu'il y aurait, tant pour notre commerce que pour la connaissance de l'Afrique intérieure, à rattacher par un lien direct à nos possessions de l'Algérie notre colonie du Sénégal si heureusement agrandie sous la direction sagement entreprenante du colonel Faidherbe, la Société de géographie a fondé un prix de 6000 francs pour le voyageur qui réussirait à aller du Sénégal en Algérie en passant par Tombouctou. (BSGP, 1859 (S4, T18) : 303)

La référence aux « missions pacifiques », posées en contre-pied des « expéditions militaires », laisse penser que de Beaumont n'agrée pas les méthodes qui président à la fabrique scientifique. Son propos défend au contraire une indépendance géographique, permise selon lui par la paix. Pourtant, la deuxième partie du même paragraphe soulève quelques doutes quant à la sincérité de sa première assertion : « la direction sagement entreprenante du colonel Faidherbe », qui permet une mission pacifique appelée par les vœux de Beaumont, ne constitue-t-elle pas une illusion d'indépendance géographique ? De Beaumont signifie-t-il par là que seule la distinction guerre/paix est valable, même si cette dernière est sous contrôle armé ? Cela apparaît évidemment quelque peu contradictoire avec son souhait de se dégager du commerce et des états-majors. D'autant plus que le reste de son intervention ne souffre pas vraiment d'interrogation quant aux liens entre géographie et sphère politico-militaire. Pour ne citer qu'un exemple, voilà son commentaire à propos des projets de percement des isthmes de Suez et de Panama :

Des vues pacifiques avaient seules inspiré ces grands projets [canaux de Suez et Panama]. Les colonies européennes répandues dans les deux hémisphères ; nos deux colonies nouvelles de Taïti (sic) et de la Nouvelle-Calédonie qu'une heureuse prévision semble avoir placées comme des jalons sur l'une des routes plus directes que suivra principalement la navigation abrégée ; les ports de la Chine et du Japon ouverts à notre commerce ; Canton, Tourane (sic), Saïgoun (sic) récemment occupés par nos troupes suffisaient pour donner aux deux grands canaux maritimes une importance capitale ; mais comme si de pareilles circonstances ne suffisaient pas pour en déterminer l'exécution immédiate, comme si nos missionnaires mis à mort, au mépris des traités, n'appelaient pas assez vers l'extrême orient les regards et l'épée d'une civilisation où le sentiment de l'honneur commande à tous les autres, voilà que le gouvernement de cet empire du milieu qui sert de point de mire commun au percement des deux isthmes, vient faire sans provocation une attaque inqualifiable contre les pavillons si heureusement unis de la France et de l'Angleterre, et appelle ainsi vers les bords du Peï-ho (sic) quelques-uns des soldats de Sébastopol, de Magenta et de Solférino !

Un coup d'éventail du dey d'Alger a valu à la France une magnifique possession qui est devenue le foyer principal de la civilisation africaine ; espérons que les dernières injures du gouvernement de Pékin ne seront pas moins profitables à la connaissance et à la civilisation de l'Asie orientale. (*ibid.* : 302-303)

Ces deux paragraphes laissent quant à eux très peu de doutes quant aux liens entretenus entre

géographie et pouvoir. Les qualificatifs mélioratifs (« magnifique possession », « heureuse prévision », « grands projets ») employés par de Beaumont soulignent la valeur qu'il place dans les projets de canaux maritimes. Et même s'il se cache derrière l'espoir que cela serve « à la connaissance et à la civilisation » des espaces qui en profiteront, le regard porté relève avant tout d'un impérialisme européen (« attaque inqualifiable contre les pavillons si heureusement unis de la France et de l'Angleterre »). Ces considérations font ainsi planer un doute quant à la sincérité de Beaumont lorsqu'il souhaite une pratique géographique détachée des contingences politiques et militaires.

Ce simple exemple pose de nombreuses questions quant aux modalités pratiques, méthodologiques, intellectuelles de l'interaction entre science géographique et sphère politique. Il permet en tout cas de révéler un changement dans les rapports entretenus entre ces deux champs et plaide pour une politisation des savoirs géographiques. Les chapitres suivants examineront plus avant cette question, en se penchant d'une part sur l'enjeu colonial (chapitre 10) et, plus généralement, sur l'enjeu national (chapitre 11) à travers leurs influences sur la sphère géographique.

#### *b) Une vision européo-centrée du monde*

La tendance à la politisation de la géographie s'accompagne d'un autre indice de son idéologisation progressive : son européanisation accrue. Cela transparaît quelque peu à travers le discours de Beaumont, alors qu'il défend, à parts égales semble-t-il, la France et l'Angleterre, pourtant ennemis historiques, contre la menace asiatique. L'Europe, victime d'une « attaque inqualifiable » (*ibid.*), se voit ainsi opposée et valorisée face aux autres continents.

De fait, cette tendance à voir le monde au travers du prisme européen se renforce fortement au cours de la période 1840-1860. Sans aucun doute à la faveur du développement colonial, les discours pro-européens se multiplient parmi les géographes. Un des premiers à systématiser cette vision est Vivien de Saint-Martin, qui se fait un devoir de défendre la valeur de ce continent et de considérer le monde entier comme son « théâtre » de jeu. Dès 1845, il présente dans une *Histoire des découvertes géographiques des nations européennes dans les diverses parties du monde* sa conception sans ambiguïté de l'histoire et de la géographie mondiales :

Cette activité infatigable que l'homme d'Europe porte dans toutes les voies ouvertes à la curiosité humaine, a eu en effet l'Univers entier pour théâtre. Tout ce que l'homme peut rechercher et découvrir, tout ce qui lui est donné de savoir et de connaître, l'Européen a voulu le rechercher et le savoir. Sa pensée audacieuse s'est élancée dans les incommensurables profondeurs du monde immatériel, son regard a sondé les espaces infinis où gravitent les astres, ses pas ont sillonné dans tous les sens l'habitation terrestre que Dieu lui a donnée pour domaine. Les mers qui couvrent de vastes parties du Globe ont été pour lui d'impuissantes barrières ; des constructions flottantes, œuvres de son génie, l'ont transporté vers les contrées et sous les climats qui semblaient lui devoir rester à jamais étrangers. Il n'a été arrêté ni par les glaces du pôle ni par les feux du tropique ; sa curiosité, qui semble s'accroître à chaque découverte, l'a conduit partout où habitent d'autres hommes. Il a recherché sous chaque climat les productions du sol pour en enrichir sa propre patrie. Il a mesuré et décrit tous les pays qu'il a visités. Il s'est élevé sur les plus hautes montagnes pour y observer les

phénomènes de l'atmosphère qui nous enveloppe ; il est descendu dans les entrailles mêmes de la terre pour en connaître la formation et en rechercher l'origine. La Nature tout entière, dans sa vaste étendue et dans son infinie diversité, est ainsi devenue pour l'Européen un immense champ d'études qu'a fécondé sa haute intelligence, et dont les limites se reculent incessamment devant lui.

Parmi toutes les nations et toutes les races qui partagent avec l'Européen l'habitation du Globe, lui seul donc a porté sa pensée et ses investigations au-delà des bornes étroites de sa contrée natale. Les peuples mêmes les plus anciennement civilisés de l'Asie, les Hindous et les Chinois, n'ont jamais étendu leurs connaissances bien loin au-delà des mers ou des montagnes qui les bornent : pour eux, tout l'univers est dans leur patrie. La patrie de l'Européen, c'est le monde. (Vivien de Saint-Martin, 1845 : ix-x)

La dernière affirmation est pour le moins péremptoire et prétentieuse : elle traduit le prisme à travers lequel les géographes, mais aussi une bonne partie de la société, regarde désormais l'Europe. Vivien de Saint-Martin utilise pour démontrer la primauté européenne sur le reste du globe la construction des savoirs géographiques, qui viennent servir de justification à cette domination :

Au milieu de la variété de tons et de tableaux qu'il comporte, ce magnifique ensemble a néanmoins son unité qui est en même temps pour l'esprit une direction et un point de repos : cette unité, c'est le résultat même de ces explorations multipliées dont il faut raconter les incidents ; c'est la connaissance du Globe terrestre. C'est là le lien commun qui réunit et fait converger vers un même centre les innombrables rayons de ce cercle immense. Suivre à la fois dans le temps et dans l'espace la marche quelquefois lente et comme assoupie, quelquefois brusque et rapide, des événements de toute nature, des voyages, des recherches, des explorations et des découvertes qui ont élevé graduellement les connaissances géographiques des nations savantes au point où elles sont arrivées aujourd'hui ; montrer d'une manière impartiale quelle a été la part de chaque peuple dans ce résultat final ; faire ressortir la mutuelle influence des grandes découvertes géographiques sur le progrès de la civilisation générale et du progrès des civilisations sur l'avancement des découvertes, et rechercher quelle action exerce cette double cause sur le bien-être individuel des peuples et sur la destinée générale de l'humanité ; étudier de ce point de vue et l'histoire géographique de la Terre dans son ensemble le plus général, et successivement celle de chaque région en particulier ; exposer enfin, comme dernier résultat, le tableau bien complet des notions de toute nature que l'Europe possède aujourd'hui sur les pays et les peuples des autres parties du Monde qu'elle a découvertes ou explorées, c'est-à-dire sur l'Asie, l'Afrique, le Nouveau-Continent et l'Océanie : tel est le plan qui nous paraît convenir à un travail de cette nature ; tel est celui que nous nous sommes tracé. (*ibid.* : xx)

Ces longs extraits permettent de bien saisir le renversement épistémologique à l'œuvre chez les nouvelles générations de géographes. Tandis que leurs prédécesseurs construisent un socle profondément et essentiellement humaniste et universaliste aux savoirs géographiques, dont le but est de faire également progresser toutes les parties de l'humanité, la génération des Vivien de Saint-Martin renverse ce point de vue : les savoirs géographiques tendent au contraire à prouver la suprématie européenne (« La patrie de l'Européen, c'est le monde ») et à justifier la mise au service de toutes les parties du monde au profit du vieux continent. Vivien de Saint-Martin construit ainsi un discours de justification de la mainmise européenne sur le monde, en procédant à ce que J. Goody appellerait un « vol de l'histoire » (Goody, 2010) ou révélant, pour le dire avec I. Schröder, « die geographisch-politische Formierung eines Kontinents »<sup>238</sup> (Schröder, 2011 : 199). Mais ce qui est remarquable dans

238 Traduction : la formation géographico-politique d'un continent

sa stratégie, c'est sa façon d'utiliser les progrès des savoirs géographiques eux-mêmes comme les motifs de validation de la suprématie du vieux continent (« le tableau bien complet des notions de toute nature que l'Europe possède aujourd'hui sur les pays et les peuples des autres parties du Monde qu'elle a découvertes ou explorées, c'est-à-dire sur l'Asie, l'Afrique, le Nouveau-Continent et l'Océanie »). Il propose ainsi une lecture de l'histoire et de la géographie tout à fait euro-centrée qui relève pleinement à l'idéologie : le savoir confine au pouvoir, pour l'exprimer à la manière foucaldienne (Foucault, 1975).

Cet exemple de renversement des perspectives géographiques reste exceptionnel au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. La majorité des géographes partagent encore une vision universaliste, même quand ils défendent les entreprises colonialistes – je développerai cet aspect dans le chapitre suivant. Il signale tout de même l'orientation progressive prise par la science européenne, celle d'une mise en avant des intérêts nationaux et européens, conception qui n'épargne pas la sphère de la géographie.

### c) *De l'intérêt ethnologique à la classification raciale*

La rhétorique de justification de la suprématie européenne ne commence pas à imprégner les discours géographiques par hasard : ces derniers fleurissent alors qu'éclot au même moment une entreprise scientifique de justification et de naturalisation des races humaines.

La géographie a toujours comporté un volet ethnographique dans ses travaux. Dès les premiers bulletins des sociétés de géographie, un certain enthousiasme s'exprime dans les rangs géographiques pour ces questions. Jomard manifeste très tôt le désir de fonder un musée égyptien, puis un musée proprement ethnographique (Laissus, 2004). Un certain nombre d'articles sont consacrés à cette question. Les *Annales des voyages* de Malte-Brun et sa géographie universelle contiennent aussi un certain nombre de remarques sur ces questions, suivant un discours parfois un peu ambigu (Théry, 2012). En 1836, par exemple, la société parisienne relaie le récit de voyage du Gabriel Lapond et son essai *Sur les Noirs des îles Philippines et des grandes terres de la Malaisie et de l'Australie* (BSGP, 1836 (S2, T4)). La question raciale y est traitée comme les objets spatiaux : l'altérité étonne, surprend et l'on cherche à la décrire et à la présenter. L'enjeu ne consiste pas à naturaliser cette différence, mais simplement à la constater :

Les auteurs espagnols s'épuisent en conjectures sur cette origine ; je n'ai pas le temps de les suivre ; j'abandonne cette recherche à ceux qui voudront prendre la peine de nous expliquer comment les hommes, n'ayant qu'une seule et unique origine, on trouve cependant des espèces qui paraissent si différentes les unes des autres, et qui par les mêmes latitudes sont, à peu de chose près, les mêmes. (*ibid.* : 150)

Bien sûr, les entreprises de colonisation introduisent un rapport de domination entre les peuples, dont les géographes ne peuvent faire abstraction. Mais ce rapport porte sur des considérations militaires, politiques, voire économiques.

Dans les années 1850, la conception que les géographes se font de l'autre change, sous l'influence de la parution de théories raciales : elle tend à se naturaliser, à se biologiser à partir des études menées sur le sujet et reprend peu à peu une vision hiérarchique entre les peuples. Sans que le nombre d'articles à ce sujet n'augmente véritablement, le ton change. Les géographes connaissent en la matière l'influence des travaux de quelques grands auteurs : Gobineau et Darwin en particulier. Le premier publie entre 1853 et 1855 un *Essai sur l'inégalité des races humaines*, dont le retentissement est très grand en Europe. Il n'est pas le premier à s'essayer sur ce sujet : Kant, Blumenbach, Cuvier ou encore Saint-Hilaire se sont penchés sur la question des différences entre les hommes. Mais ce qui change avec Gobineau, c'est l'angle d'attaque. Il propose un cheminement historique visant à éclairer les différenciations entre les races, pour aboutir à la conclusion de la supériorité de la race blanche. En 1857, Quatrefages consacre à cet ouvrage un long compte-rendu, d'une cinquantaine de pages, dans le cadre de la Société de Géographie de Paris. La longueur même de son article traduit l'intérêt porté à ce sujet par les géographes du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Dans ces quatre volumes in-octavo, l'auteur ramène à l'histoire générale de l'espèce humaine, celles des grandes civilisations et des groupes politiques formées sous l'influence de ces dernières. Rattachant à une cause unique tous les ordres de faits moraux, intellectuels ou physiques, que peuvent présenter les peuples, il remonte aux premiers temps de l'humanité, la suit dans ses développements, et croit pouvoir prédire comment et quand elle finira. Chemin faisant, il signale l'origine première de toutes les sociétés, les suit dans leurs évolutions, précise les causes de leur décadence et de leur dissolution.(BSGP, 1857 (S4, T13) : 195)

Même s'il n'adhère pas sans critique à la conclusion générale de l'ouvrage – la suprématie totale et complète de la race blanche sur les autres, Quatrefages acquiesce globalement à toutes les propositions de Gobineau. Les idées de « peuple dégénéré », d'appauvrissement du sang primitif à l'origine des crises et de la décadence des peuples ne lui sont pas étrangères. Lui-même ne voit d'ailleurs pas de contradiction possible à l'idée d'inégalité des races humaines. Il nuance tout de même ce point de vue, en disant que chaque race n'est qu'une ramification de l'homme primitif, dont nous n'avons pas connaissance, et réfute l'idée selon laquelle certaines ne peuvent s'élever au dessus de l'état sauvage. Il ne conteste pas non plus la supériorité de la race blanche, mais ne lui confère pas pour autant de caractère absolu que Gobineau affirme avec force. Le rapport de Quatrefages se montre surtout circonspect sur la méthode employée par Gobineau, qui l'amène à des erreurs et surtout à formuler une conclusion radicale et sans nuance. Il conclut son compte-rendu sur cette double impression, qui illustre finalement autant l'embarras que l'adhésion des géographes à cette question :

Or, lorsqu'une science est en voie de se former, - et l'ethnologie en est encore à peine là, - ces essais de synthèse, alors même qu'ils reposent sur des données inexactes et conduisent à des conclusions erronées, ont toujours une grande valeur. Ils provoquent des rapprochements, ouvrent des vues d'ensemble, font naître des idées générales, et par leurs défauts mêmes préparent l'avenir. Ajoutons qu'ils ne sauraient être l'œuvre que d'un esprit ouvert et hardi. L'ouvrage de M. Gobineau présente tous ces caractères. De plus écrit dans un style animé, souvent même passionné, il se fait lire sans fatigue, entraîne et attache l'esprit. En vulgarisant des faits et des idées jusqu'à présents trop peu connus, en appelant l'attention de tous les hommes éclairés sur une foule de questions trop négligées, il sera utile à l'ethnologie, et c'est à

ce titre surtout que je propose à la Société de voter à l'auteur des remerciements (sic) mérités. (*ibid.* : 241)

Si Quatrefages se montre attentionné, mais relativement critique, vis-à-vis des théories de Gobineau, certains géographes semblent avoir fait pleinement leur ces idées. Dès 1851, dans *Les sciences historiques et géographiques envisagées dans leur mouvement actuel chez les différents peuples de l'Europe*, Vivien de Saint-Martin reprend à son compte l'idée de supériorité de la race blanche :

C'est en effet une chose bien digne de remarque, que le rôle différent départi aux différentes races, ou que la même race a rempli aux différentes époques de l'histoire, dans les grands travaux de l'exploration du globe. Je ne fais qu'indiquer, ne pouvant l'aborder ici, ce côté considérable des annales de l'humanité, digne des méditations du penseur et de l'érudit. La question s'élève et s'agrandit dès que la pensée s'y arrête, et l'on s'aperçoit bientôt que le sujet touche par tous les points à l'histoire même de l'esprit humain et aux développements généraux de la civilisation. Dans les anciens temps, comme dans les temps modernes, tous les progrès accomplis dans la connaissance graduelle du monde habitable ont été l'œuvre d'une seule portion de la famille humaine, - de cette portion qui occupe la moitié occidentale de l'ancien continent, et que les ethnologues ont désignée sous la commune appellation de races blanches ; de même que dans l'ordre intellectuel, dans l'ordre religieux et dans l'ordre moral, les plus grandes conquêtes de l'esprit humain lui appartiennent. (Vivien de Saint-Martin, 1851 : 67)

Cette naturalisation des différences entre races lui sert même de clé de lecture de l'histoire de la discipline géographique :

Au point de vues des aptitudes scientifiques et civilisatrices, l'Espèce humaine se partage réellement en deux groupes : d'un côté, les peuples blancs, - la famille Aryenne et la famille Sémitique, - d'autre part, le reste des nations du monde. Ce qui distingue éminemment les races blanches entre toutes les autres, ce qui fait avant tout leur noblesse et leur force, ce sont deux facultés qui leur sont exclusives, ou qui du moins, jusqu'à présent, ne se sont produites que chez elles, l'expansion et l'assimilation. Les grands progrès accomplis dans les sciences viennent de cette propension incessante des races blanches à se porter au dehors, à tout voir, à tout observer, à tout connaître, et de leur esprit éminemment synthétique qui fait de chaque observation nouvelle un élément de progrès. C'est à cette disposition native des peuples de notre race que sont dues les découvertes successives qui nous ont donné la connaissance complète du globe terrestre. L'Africain dans sa peuplade, le sauvage dans sa tribu, le pasteur nomade au milieu de ses steppes, l'insulaire au milieu de ses archipels, connaîtront leur territoire, les sentiers de leurs forêts, les îles de leur entourage ou même les rivages de leur mer : ils ne savent, ils ne soupçonnent rien au-delà. (Vivien de Saint-Martin, 1873 : 2-3)

Cette idée de domination de la race blanche, qui s'exprime en termes civilisationnels et donc au regard des réalisations scientifiques, on la retrouve déjà dans des considérations tenues en 1845 par Vivien de Saint-Martin (voir supra). À ce titre, il fait montre d'une nette continuité dans son discours et sa posture. Il illustre la voie prise par un certain nombre de géographes au tournant des années 1850 et 1860, comme Jules Duval en France, et annonce surtout les années 1870 et 1880, où régneront en maîtres des géographes théoriciens de la dimension politique et géopolitique de l'espace (Mackinder en Grande-Bretagne, Ratzel en Allemagne pour ne citer que deux exemples parmi les plus connus).

Ce positionnement progressif des géographes du côté de l'idéologie, qu'elle soit raciale, militaire

et/ou politique, résonne très fortement avec l'actualité scientifique plus générale : l'année 1859 est à cet égard emblématique. Elle voit en quelques mois la disparition de deux figures héroïques de la discipline, Humboldt et Ritter, symboles et représentants d'une vision universaliste de la géographie (et de la science d'une manière générale) et la parution d'un ouvrage hautement marquant dans l'histoire des sciences : *L'origine des espèces* de Darwin (1859). En une seule année, se croisent deux générations de scientifiques. La première, porteuse de valeurs héritées du siècle des Lumières, vise au progrès général de l'humanité ; la seconde, tournée vers un avenir qui se doit d'être rayonnant, s'emploie à classer et hiérarchiser les êtres humains. L'année 1859 symbolise ainsi un tournant majeur en histoire des sciences. Cette année annonce de nouvelles façons de produire des savoirs géographiques, dont les objectifs sont radicalement transformés.

## Conclusion du chapitre 9

La période du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle se caractérise par un engouement réel pour les savoirs géographiques, dans toutes les sphères : institutionnelles, publiques et politiques. À cet engouement répond un double processus, dans une certaine mesure contradictoire. D'une part, les géographes européens expriment une volonté de disciplinarisation accrue des savoirs géographiques. Ceux-ci doivent être produits selon des normes de scientificité affichées et assurées, pour mieux pérenniser et solidifier l'édifice géographique. Il faut donc faire discipline, au double sens que Foucault donne à ce terme (Foucault, 1969, 1975). Mais cette disciplinarisation prend plusieurs voies. D'un côté, et c'est la majorité des géographes qui souscrit à cette orientation, l'ambition universaliste s'affirme et se poursuit, dans la continuité des décennies précédentes. L'universalité que la géographie se doit d'atteindre touche aussi ses méthodes (comparaison, généralisation, à travers l'usage de la quantification), ses voies de diffusion (le débat autour de la langue) et ses objectifs (le progrès global de l'humanité). La disciplinarisation par la voie universaliste rencontre un certain nombre d'obstacles et reste imparfaite, car incomplète : les grands enjeux sont clairement identifiés, mais la mise en œuvre encore incertaine. La question linguistique révèle par exemple une tendance à la nationalisation qu'il s'agira de questionner plus avant. De l'autre côté, et c'est encore une minorité de géographes qui s'engage dans cette seconde voie, la disciplinarisation passe par une idéologisation de la géographie. Cette idéologisation traduit une politisation grandissante, une européanisation accrue, le prisme européen devenant pour certains géographes la focale unique à travers laquelle envisager le monde, qui va de pair avec une conception inégalitaire des races humaines. Encore une fois, la plupart des géographes de la période 1840-1860 ne souscrivent pas à ce modèle scientifique en voie d'émergence et le tableau ne saurait être caricaturé en deux postures opposées. Bon nombre de situations relèvent de l'intermédiarité, s'inscrivant à la fois dans l'un et l'autre modèle. Certains éléments questionnent particulièrement, comme la dimension politisée de la géographie qui rejoint la question nationale soulevée aussi dans le débat autour de la langue, car ils semblent constituer des points communs entre ces deux modèles. Ce chapitre pose un grand nombre d'interrogations qui appellent de plus amples

analyses. Il a procédé d'un examen de la situation de la discipline géographique à l'échelle européenne, mises à part quelques incursions à l'échelle des nations (montrant notamment un effort de théorisation plus grand du côté prussien). Cette échelle nationale demande à être questionnée plus avant, dans la mesure où les savoirs géographiques semblent de plus en plus déterminés par cet enjeu. Les deux chapitres suivants doivent donc envisager l'imbrication de ce double modèle qui préside à l'élaboration des savoirs géographiques au milieu du siècle. Comment les dimensions universalistes et idéologiques s'articulent-elles dans le processus de disciplinarisation géographique ? Le double contexte de développement colonial et de renforcement de l'échelon national a été rapidement abordé au cours de ce chapitre : il doit être plus systématiquement interrogé, dans la mesure où il paraît conditionner les manières de faire géographiques.

---

### **Discussion méthodologique 5 : Provincialisme méthodologique ou globalisation inter- et transdisciplinaire ?**

À partir des années 1840, les enjeux politiques changent en Europe. D'une part, certaines nations européennes se tournent de plus en plus vers un horizon colonial, voire impérial. La question coloniale est cependant intimement liée à celle des renforcements nationaux qui se font au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est en effet, à cette période de milieu de siècle, tout l'échelon national qui fait l'objet d'une attention particulière, alors qu'un aspect concurrentiel se développe entre États européens pour la maîtrise, économique ou militaire, du monde. D'autre part, lorsque l'enjeu colonial est secondaire, certaines cherchent à s'affirmer en tant que nations et à s'assurer de ce statut (Ruf, 2000 ; Thiesse, 1999). Les trois sphères concernées par cette recherche n'échappent pas à ce mouvement général. Mais entre elles, cependant, de nettes différences existent en ce qui concerne la montée des nationalismes. Il faut distinguer pour commencer les situations de la France et de la Grande-Bretagne dont l'unité nationale, à l'exception de quelques variations mineures, est globalement établie bien avant le début du siècle. Même si la période révolutionnaire a entraîné quelques menues modifications, en particulier avec l'extension provisoire du territoire français, ces deux nations sont clairement identifiables par leur langue, leur étendue et leurs coutumes. L'année 1848 remet également en question le système politique français, mais sans pour autant questionner l'existence de la nation française. L'enjeu national se porte en revanche pour ces nations outre-mer, vers un horizon colonial chargé d'assurer et d'étendre leur présence dans le concert des nations européennes (voir chapitre 10). Et même si les nations française et britannique ne souffrent pas de contestations ou de difficultés internes majeures, leur affirmation face à leurs concurrentes européennes constitue un enjeu majeur de cette période de milieu du siècle. En revanche, pour ce qui est de la Prusse et des États allemands, l'enjeu se situe parfaitement dans la construction d'une nation allemande unique et unifiée. Contrairement aux deux autres sphères, la nation allemande en est encore à ses balbutiements (Jeismann, 1992 ; Ruf, 2000). Au début des années 1830, quelques tentatives d'unification voient le jour : la signature du *Zollverein* sous l'impulsion



prussienne en 1833, la fête de *Hambach*<sup>239</sup> en 1834. Mais les espoirs nationaux ne s'éveillent véritablement qu'à partir des années 1840, alors qu'un véritable élan patriotique se développe. S'il faut attendre 1864 et l'arrivée de Bismarck à la tête du gouvernement prussien pour voir de réelles concrétisations politiques de cet élan national, la révolution de 1848 et la formation d'un éphémère parlement de Francfort en constituent les signes les plus forts pour les décennies 1840 et 1850.

Dans le même temps, alors que les savoirs géographiques tendent à être constitués en discipline sur des bases universalistes, ils participent au processus d'affirmation nationale, au sens qu'ils en font partie et qu'ils y contribuent conjointement. Ce hiatus a déjà été soulevé dans les chapitres précédents, mais il mérite à mon sens, avant la dernière partie de ce travail, d'être examiné d'un point de vue méthodologique. Deux raisons y concourent. D'une part, il s'agit de se demander comment aborder ce phénomène de manière historique, c'est-à-dire en historien de la géographie. Cette dimension a été abordée à l'occasion des discussions précédentes (concernant le *spatial turn* ou le *practical turn* notamment). D'autre part, cette question que je pose en historienne de ma discipline renvoie à un débat tout à fait contemporain : celui de la globalisation des sciences humaines et sociales (Feuerhahn et Rabault-Feuerhahn, 2010). L'enjeu central, qui se reflète en miroir entre 1850 et aujourd'hui, est celui de l'articulation entre les échelles nationales, voire régionales ou provinciales, et l'échelle mondiale voire globale.

La mondialisation ne concerne pas uniquement les phénomènes économiques, le fait est bien connu. Elle joue aussi dans la dimension culturelle et elle influence aussi la manière de faire et d'écrire la science. Les sciences dites dures ont inclus depuis de nombreuses années déjà dans leurs modes de fonctionnement l'injonction à la coopération transnationale et, son corollaire, la compétition entre laboratoires. Les sciences humaines et sociales intègrent peu à peu ces exigences, qui tendent à mettre en concurrence les lieux de savoir et qui modifient de plus en plus les modalités de production scientifique. La tendance est à considérer que l'échelon national serait désormais dépassé par des phénomènes supranationaux et que le cœur des phénomènes sociaux réside dans l'échelle internationale, voire globale (Beck, 2003), et que, par conséquent, l'échelle nationale ne serait plus une catégorie efficiente pour penser la production de phénomènes sociaux, savoirs compris. Dans un ouvrage récent, *Le tournant global des sciences sociales*, Alain Caillé et Stéphane Dupoux interrogent les modifications engendrées par l'apparition et la conscience du « global » dans les sciences humaines et sociales (Caillé et Dufoix, 2013). D'après eux, le premier constat à faire est celui d'une interdisciplinarité croissante. Mais le second constat qui accompagne cette première remarque est qu'il n'existe pas réellement de concepts du global. Très peu de travaux cherchent à en rendre compte théoriquement et conceptuellement. Si l'on trouve aujourd'hui des *studies* à foison (*science, social,*

---

239 La fête de Hambach est une manifestation de masse qui eut lieu du 27 au 30 mai 1832 au château de Hambach situé dans la ville de Neustadt an der Haardt (Palatinat). En pleine restauration, elle fait figure de temps fort pour l'opposition bourgeoise libérale de l'époque. Lors de la fête, des appels à l'unité allemande, à la liberté et à la démocratie furent lancés.

*cultural, postcolonial studies*, etc.), de fait il n'est pas de *global studies* véritablement identifiées. Leur questionnement soulève alors un problème majeur : peut-on penser le global avec les catégories du local, c'est-à-dire du disciplinaire et du national ou du régional ? Pour le dire avec eux :

(...) les fondateurs de l'histoire, de l'anthropologie, de la sociologie, de la géographie possédaient-ils une vision du global ? Où se trouve le global ? Le global est-il un concept adéquat ou simplement une dénomination qui appelle la conceptualisation ? Apparemment interdisciplinaire et irréductible à la question des frontières, le global est-il postnational et postdisciplinaire ? Le global pourrait-il être le cœur d'une théorie générale ? (*ibid.* : 7)

Le constat majeur de Caillé et Dufoix est qu'une théorie du global reste à inventer :

Il s'agit moins ici de saisir le sens du « global » - où se trouve-t-il ? Comment l'étudier ? S'agit-il d'une dimension spatiale supérieure ou d'un niveau d'interprétation des données ? - que de partir à la recherche des transformations que sa « découverte » a provoqué au sein des sciences humaines et sociales : naissance de nouveaux concepts, rapprochements entre disciplines, remise en cause des traditions théoriques précédentes, apparition de nouveaux mouvements académiques remettant en question la domination occidentale : *black, cultural, postcolonial, subaltern studies*, etc. (*ibid.* : 13)

Pour eux, comme pour beaucoup d'autres, partir à la recherche du global et des transformations induites par lui dans les sciences humaines et sociales ne revient pas à nier les spécificités nationales ou locales, c'est-à-dire de l'échelle micro. Car le local est porteur d'éléments structurants, au même titre que le global. Au contraire, il s'agit de réinventer les modalités de pensée de l'articulation entre ces niveaux.

Plusieurs critiques de la globalisation des sciences humaines et sociales sous-tendent cet appel à repenser la place du global. Un récent numéro de la revue *Geographica helvetica* permet de rendre compte des derniers débats en ce qui concerne la géographie (*Geographica helvetica*, n°68, 2013) La principale de ces critiques vise à pointer que le choix du global entraînerait une perte, car il écarterait de fait une partie de la discipline qui ne rentrerait pas dans le moule prédéfini du global. C'est notamment l'idée que défend la Britannique Juliet Fall (Fall, 2013(a), 2013(b)). D'après elle, un risque réel de perdre en diversité et en originalité de la pensée géographique existe si on cherche à tout prix à la globaliser. La globalisation serait donc affaire d'exclusion et donc de perte en pluralité géographique. Son questionnement renvoie plus précisément aux questions : qui parle et d'où parle-t-on ? Et, partant, comment décide-t-on de ce qui entre dans la catégorie du global ou non ? On retrouve ici une problématique relative aux savoirs situés : le lieu où l'on se situe a de l'importance, il est structurant du point de la production scientifique qui y est faite. Or, pour les géographes, le lieu et, peut-être plus encore, le changement d'échelles importent grandement. Il ne s'agirait pas de gommer ces effets scalaires dont on sait la portée. C'est justement le sens des remarques soulevées par M. Houssay-Holzschuh et O. Milhaud dans leur article :

As geographers, we know that scale matters. Applying this idea to the geography of knowledge production would mean that what is scientifically relevant at a global or international level might not be relevant at a local level, and vice versa. While such a

distinction deserves careful consideration, it also hold risks : first, we risk legitimating the exclusion of subaltern discourses ; second, we may overlook the ethical, scientific and political question of who decides what is relevant, useful, and operable and what is not.<sup>240</sup> (Houssay-Holzschuh et Milhaud, 2013 : 54 )

Il ne faudrait donc pas, en choisissant l'échelle globale, abandonner des réflexions aux échelles infragéographiques ni laisser de côté la pensée réflexive de nos pratiques. C'est également le constat que fait J. Heilbron en 2008 : la question des traditions nationales est pour lui « non seulement peu abordée dans la recherche mais également menacée de disparaître des programmes de recherche d'aujourd'hui au profit de problématiques focalisées soit sur le transnational et le mondial, soit sur le local. » (Heilbron, 2008 : 11). Or, les phénomènes étudiés, ici la production scientifique, sont structurés par le local, et par les dimensions sociales, politiques, économiques et culturelles de ce local. C'est l'idée forte défendue par le nationalisme méthodologique, que je fais évidemment mienne dans cette recherche doctorale. Les modalités de production scientifique ne subissent pas seulement une transposition en passant d'une échelle à l'autre, mais bien une réelle transformation. M. Houssay-Holzschuh et O. Milhaud citent à ce propos les recherches de H. Wismann sur les langues (Wismann, 2012), lesquelles ont montré que

« les champs de force que les langues créent entre elles, avec des problèmes qui naissent de leurs différences et parfois de leurs convergences – apparentes ou réelles, et c'est bien le problème » (Wismann, 2012 : 13) might lead to new ways of conceptualizing and articulating concepts.<sup>241</sup> (Houssay-Holzschuh et Milhaud, 2013 : 54)

Le passage d'un espace à l'autre va en effet bien souvent avec un changement linguistique, lequel n'est pas seulement anecdotique mais peut donner lieu à de réelles variations de sens. Le remarquable travail coordonné par O. Christin sur le nomadisme des concepts soulève cette question (2010). En géographie, Céline Raimbert, dans son article *Lingua(e) geographica, globalité et localité de la pensée géographique* (2011) la relaie au sein de notre discipline. Elle réfléchit, dans le cadre de la globalisation accélérée des sciences humaines, à l'emploi d'une ou plusieurs langues en géographie aujourd'hui. Le débat se situe entre les défenseurs du monolinguisme anglais, qui facilite l'intercompréhension culturelle des objets et concepts géographiques, et les défenseurs du plurilinguisme qui permet de faire exister plusieurs traditions linguistiques et géographiques. La traduction n'est pas une simple affaire de transcription, elle crée du sens et parfois des sens différents, qui peuvent d'une part limiter l'intercompréhension, mais en même temps l'enrichir de ses subtilités.

L'enjeu se situe donc dans l'arbitrage entre une globalisation déjà bien engagée de la production

---

240 Traduction : En tant que géographes, nous savons que l'échelle importe. Appliquant cette idée à la géographie de la production scientifique voudrait dire que ce qui est scientifiquement pertinent à une échelle globale ou internationale pourrait ne pas l'être à un niveau local, et vice versa. Alors qu'une telle distinction mérite la plus grande considération, elle contient aussi des risques : premièrement, nous risquons de légitimer l'exclusion de discours subalternes ; deuxièmement, nous risquons de négliger la question éthique, scientifique et politique de qui décide de ce qui est important, utile et opérable et de ce qui ne l'est pas.

241 Traduction : « les champs de force que les langues créent entre elles, avec des problèmes qui naissent de leurs différences et parfois de leurs convergences – apparentes ou réelles, et c'est bien le problème » (Wismann, 2012 : 13) pourraient conduire à de nouvelles façons de conceptualiser et d'articuler les concepts.

des savoirs et la reconnaissance de la validité d'un nationalisme méthodologique. Cette reconnaissance du lieu, du local comme éléments structurants du fait scientifique remonte à G. Bachelard, pour qui un savoir est construit sur des bases réalistes, celles qui constituent l'environnement dans lequel il est élaboré (Bachelard, 1960). Les précédentes et différentes contributions au débat visent elles aussi à réaffirmer l'importance et l'influence des bases étatiques, en montrant, à travers le jeu scalaire ou celui de la traduction, que les frontières nationales fonctionnent comme un cadre de pensée effectif. Allons plus loin, en affirmant que non seulement les cadres nationaux constituent une échelle nécessaire pour la compréhension des modalités de la production scientifique, mais que cette production influe en retour sur la structuration de ces mêmes cadres. C'est l'idée défendue par B. Debarbieux, selon qui la question nationale ne devrait pas être posée en termes de « qu'est-ce qu'une nation ? » ou « à partir de quand existe une nation ? », mais « comment est une nation ? » c'est-à-dire qu'est-ce qui la structure et l'article. Ainsi, à propos de la production scientifique,

[m]ore precisely, it will allow [him] to argue that the production of knowledge on nations and national territories by geographers shape national institutions when producing this knowledge.<sup>242</sup> (Debarbieux, 2013 : 45).

De même, J. Heilbron rappelle que

[l]'émergence d'un espace international, conçu comme lieu de rencontre des représentants les plus éminents des nations, avait, au moins dans un premier temps, renforcé les catégorisations en termes de nation. (Heilbron, 2008 : 4).

Historiquement, l'internationalisation des savoirs va de pair avec sa nationalisation. Si l'on veut comprendre les modalités de production et de circulation des connaissances scientifiques, le recours à l'échelle nationale paraît donc indispensable. Le national, le régional et le local ont en effet des impacts structurants sur la façon dont les édifices et productions scientifiques s'élaborent. Cela vaut aussi bien dans le contexte contemporain, où l'injonction à la globalisation s'affirme, que pour la période qui occupe ces recherches, dans laquelle la structuration des savoirs géographiques hésite et oscille entre l'échelle nationale et l'échelle internationale ou universelle. Cette posture ne fait pas consensus dans la géographie contemporaine, certains développant une vision globalisante des savoirs géographiques dont le ferment se situerait dans des échanges interculturels incessants (Robic, 2006(b), 2010, 2013). Bien sûr, cette position reflète une part de la construction des savoirs géographiques, pour autant les influences nationales me paraissent prédominantes et dignes d'être questionnées.

Pour mener à bien ce questionnement, je fais miennes les propositions formulées par J. Heilbron qui invite à reconceptualiser la question des traditions nationales (*op. cit.*), dans le but de mieux les intégrer aux interrogations globales qui sont légitimes. Il ne s'agit en effet pas de plaider pour un nationalisme méthodologique qui soit déconnecté de l'échelle globale ou internationale ou qui en remette en cause les effets. Au contraire, l'enjeu réside précisément dans l'articulation de ces deux

---

242 Traduction : plus précisément cela [lui] permet d'arguer que la production de connaissances sur les nations et sur les territoires nationaux modèle les institutions nationales justement en produisant ces connaissances.

dimensions. J. Heilbron propose pour cela trois axes : 1° renforcer les recherches comparatives entre pays, ce que la sphère allemande invite déjà à faire depuis plusieurs années sous l'impulsion de M. Werner notamment (Werner et Zimmermann, 2003, 2004) ; 2° prendre en compte des dimensions supra-disciplinaires (comme la notion d'*habitus* y invite), c'est-à-dire chercher des éléments communs par delà les disciplines ; 3° chercher et identifier des spécificités intellectuelles des nations, mettre en évidence des esprits nationaux, régionaux ou provinciaux, qui méritent d'être de nouveau examinés à l'heure d'une internationalisation croissante. Ces trois propositions sont au cœur de ce travail doctoral, qui vise à saisir conjointement les façons de faire nationales et collectives en matière de savoirs géographiques. Il me semble à ce titre que le recours au nationalisme méthodologique ne signifie pas un retour à une fabrique scientifique franco-française ou germano-allemande, mais éclaire au contraire les enjeux d'une internationalisation croissante des sciences humaines et sociales. En mobilisant cette approche de manière historique, comme je le fais dans le cadre de mes recherches, la compréhension du contexte contemporain s'en trouve également enrichie.

En effet, la comparaison de la situation actuelle avec le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle ne cesse d'ouvrir à des comparaisons fructueuses et heuristiques. La question linguistique, si prégnante aujourd'hui avec la domination de l'anglosphère, ne se pose-t-elle pas elle aussi alors qu'il s'agit dans les années 1820-1850 de construire une nouvelle façon de produire des savoirs géographiques ? L'intercompréhension conceptuelle n'est-elle pas également au cœur de ces deux moments de (re)fondation disciplinaire ? Que ce soit dans la période fondation disciplinaire (1820-1860) ou dans les décennies actuelles de repositionnement inter- et transdisciplinaire, l'échelon national possède une valeur heuristique qu'il ne s'agirait pas de négliger. La deuxième partie et le chapitre précédent ont ouvert le questionnement sur les façons de faire nationales et ont révélé déjà des manières de faire, des esprits nationaux, que ce soit en termes de pratiques, de méthodes ou de discours. Les deux derniers chapitres entendent aller encore plus loin en proposant une réflexion sur l'influence réciproque entre le champ des savoirs géographiques et les champs politiques, alors que les nationalismes européens commencent à s'exprimer avec force.

## Chapitre 10. L'ambition coloniale comme horizon des savoirs géographiques ?

À partir des années 1830, l'intérêt colonial se renforce en Europe et contribue à informer les modalités pratiques et intellectuelles de la production de savoirs géographiques. D'abord cantonné à la Grande-Bretagne, cet intérêt se répand peu à peu à tous les États du vieux continent au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, mais selon un différentiel d'engagement très marqué. En effet, durant les décennies 1840 et 1850 qui nous occupent ici, seules la France et la Grande-Bretagne mènent une réelle politique coloniale. La Grande-Bretagne poursuit l'entreprise impériale engagée dès la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Quant à la France, elle rejoint cet élan alors que Louis-Philippe s'enflamme pour la conquête d'Alger en 1830 et décide de faire de l'Algérie la figure de proue du futur empire français. Le contrôle de quelques comptoirs stratégiques ne suffit plus, l'accent est mis désormais sur la conquête et la domination de territoires entiers, chargés de prolonger et de représenter la nation outre-mer. Jusqu'à la deuxième moitié du siècle, la Prusse demeure en retrait de ce mouvement ; elle met avant tout l'accent sur l'unification et la construction nationale. Mais même en Prusse, l'imaginaire politique, public et géographique s'imprègne progressivement d'un horizon colonial.

Avec le choix opéré par le politique de développer le mouvement colonial, la manière de faire de la géographie change. Le passage d'une politique de comptoir à une logique de pénétration et de contrôle des territoires modifie les modalités pratiques de la production des savoirs géographiques. Comme le note Paul Claval dans sa préface à l'ouvrage *L'Empire des géographes* (2008), les géographes prennent désormais en charge la cartographie systématique des territoires, ainsi que le dénombrement des hommes et des ressources de ces mêmes territoires : « Les conditions d'élaboration des savoirs géographiques dans les espaces coloniaux se transforment donc rapidement » (Claval, *in* Singaravélou, 2008 : 17). Les géographes acquièrent alors la difficile tâche de mettre en ordre les données rassemblées sur un territoire, car les instances politico-militaires ont un besoin accru non seulement d'informations, mais surtout d'informations ordonnées, en vue de mener à bien leur entreprise de conquête. P. Claval rappelle que les Britanniques comprennent particulièrement vite l'intérêt de l'organisation systématique des données qu'ils acquièrent sur un territoire : cela se traduit par exemple par la mise en œuvre du *Census of India*, le recensement du territoire indien. L'ouvrage de P. Singaravélou souligne du reste que les géographes jouent aussi un rôle en matière de vulgarisation des savoirs sur les espaces coloniaux (Singaravélou, 2008). Leur action s'inscrit également en aval de la production des savoirs géographiques coloniaux, dans un processus de diffusion. L'expression « géographie coloniale » doit donc s'entendre de plusieurs manières : premièrement, comme une

géographie qui s'effectue en terrain colonial, c'est-à-dire en situation coloniale, et relève de pratiques déterminées ; deuxièmement, comme une activité de mise en ordre des données collectées à propos des territoires coloniaux ; troisièmement, comme une science faisant œuvre de propagation – ou doit-on parler de propagande ? - des savoirs sur les territoires coloniaux. Pour résumer, parler de « géographie coloniale » revient à s'interroger à la fois sur une pratique scientifique en territoire colonial, à propos de ce territoire colonial et participant à sa défense. Alors que le processus de colonisation est seulement engagé et ne connaît son apogée qu'à la toute fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, dans quelle mesure la géographie des années 1840-1860 peut-elle être considérée comme une géographie coloniale ? Ou, du moins, en quoi peut-on considérer que les ambitions coloniales infusent alors l'épistémologie, les manières de faire, pratiques et théoriques, des savoirs géographiques ?

L'articulation de ces différents niveaux (en, à propos et pour les territoires coloniaux) appellent une analyse précise des conditions de production des savoirs géographiques, alors que de nouveaux rôles leur sont assignés. Tout d'abord, quelles sont les conséquences institutionnelles du développement de l'entreprise coloniale ? La première partie de ce chapitre porte sur les manifestations du projet colonial au sein des sociétés et instances géographiques. Les chapitres précédents révèlent d'ores et déjà une accointance particulière entre les sociétés de géographie et le politique : dans quelle mesure se renforce-t-elle ? Et quelles formes prend-elle ? Il s'agit de nouveau d'interroger la dimension sociologique mais aussi financière de ces institutions (existe-t-il des groupes de soutien ?), ainsi que les périmètres d'objets géographiques examinés (les territoires coloniaux sont-ils majoritairement représentés ?). Ensuite, si la colonisation change la valeur accordée aux savoirs géographiques, on peut raisonnablement envisager qu'elle transforme aussi les manières de faire des géographes. En termes de pratiques et de méthodes géographiques, la colonisation interroge en particulier la militarisation de l'activité géographique et la partition traditionnelle entre géographes de terrain et de cabinet. Quel rôle est désormais attribué aux premiers ? Et cela remet-il en cause la hiérarchie établie de longue date ? Enfin, dans l'ordre du discours se pose la question de la mise en mots et donc de la mise en ordre des territoires coloniaux : comment les géographes disent-ils ces espaces ? Dans quelle mesure le fait d'écrire sur des territoires coloniaux implique-t-il une rhétorique géographique particulière ? L'hypothèse est bien sûr que les discours géographiques sur les espaces coloniaux révèlent des manières de faire nationales. En gardant bien à l'esprit les différentes acceptations du terme « géographie coloniale », il s'agit donc à travers ce chapitre de prendre la mesure de l'investissement de l'activité géographique dans le processus colonial. L'accent sera mis essentiellement sur les savoirs géographiques produits et diffusés de manière institutionnelle dans ce chapitre, avec quelques incursions ponctuelles hors du champ des sociétés de géographie.

## **A) L'ambition coloniale ou la nouvelle idéologie nationale ?**

Avant d'en venir précisément aux conséquences sur les savoirs géographiques, il paraît

important de prendre la mesure du fait colonial dans les différentes sphères de notre étude.

### 1 – L'enthousiasme français et britannique

Des côtés français et britannique, l'élan colonial est manifeste. Pour autant, l'ampleur n'en est pas semblable, que ce soit en termes d'étendue ou d'imprégnation sociétale.

#### a) Le choix des colonies

La France et la Grande-Bretagne font clairement le choix d'un développement colonial, chargé de soutenir la construction nationale. Il s'agit d'affirmer vis-à-vis des autres États une suprématie qui doit s'exprimer territorialement.

100. Tableau comparatif des possessions françaises et britanniques entre 1840 et 1860

Date	France	Grande-Bretagne
Possessions avant 1840	Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin, Saint-Barthélemy Saint-Pierre et Miquelon Guyane La Réunion Pondichéry, Mahé, Chandernagor Albreda (Gambie), Conquête de l'Algérie en cours	Antigua et Barbuda, Îles Caïmans, Dominique, Grenade, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines, îles Vierges Cap de Bonne Espérance, Sainte-Hélène, Tristan da Cunha Bermudes, Canada, Falkland Guyane britannique, Surinam Îles Sandwich, Pitcairn Malaisie, Népal, Ceylan, Inde, Indonésie Singapour, Malacca Fidji, Nouvelles Galles du Sud Seychelles, île Maurice Malte, îles Ioniennes, Gibraltar Le Cap, Aden
Territoires obtenus entre 1840 et 1860	Terre Adélie 1840 Comores 1841, Mayotte 1841 Île Saint-Paul 1842 Comptoir des Rivières du Sud (Afrique) 1843, Gabon 1843 Île Amsterdam 1843 Algérie (départements français) 1848 Concession de Shanghai 1849 Clipperton 1850, Nouvelle-Calédonie 1853 Concession de Canton 1859 Concession de Tientsin 1860	Nouvelle-Zélande 1840 Hong-Kong 1841 Basutoland 1843 Natal 1843 Gambie 1843 Côte des Mosquitos 1848 Mascate 1856 Îles Cocos 1857 Indian Raj 1858
Territoires perdus entre 1840 et 1860	Albreda (Gambie) en 1857	

Le tableau ci-dessus résume l'état et l'évolution des possessions de ces deux nations entre 1840 et 1860. En termes de calendrier et d'étendue des possessions, l'empire britannique possède une avance certaine sur la France. Après les guerres napoléoniennes, le premier empire français se désagrège presque entièrement. Il faut ensuite attendre la volonté de Louis-Philippe de se repositionner dans le concours des nations européennes, relayée largement par la politique de Napoléon III, pour que la



France prenne le tournant colonial. À la même période la Grande-Bretagne dispose déjà d'un empire conséquent, d'autant plus que le gouvernement britannique allie à une logique de comptoir une logique de domination territoriale, notamment en Inde. À partir des années 1840, la France lui emboîte le pas et développe en particulier ses possessions en Afrique, l'aventure algérienne constituant le fer de lance de son engagement colonial. Pour les deux nations, la logique de comptoir ou de possession ponctuelle domine encore largement, en dépit de quelques entreprises phares (Inde ou Algérie). Car si la période 1840-1860 voit le développement des enthousiasmes coloniaux, c'est bien le dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle et le début du XX<sup>ème</sup> qui en marquent l'apogée (Wesseling, 2009).

#### *b) Imprégnation coloniale*

Même si les empires coloniaux ne sont pas encore à leur point d'orgue, l'entreprise d'expansion territoriale n'en fascine pas moins les sociétés métropolitaines. À l'occasion de la première exposition universelle qui se tient en 1851 à Londres, les colonies font leur entrée sur la scène publique. Cette entrée est pour le moins discrète, puisque les stands réservés à ces territoires sont petits et ne rivalisent pas avec ceux de l'Angleterre, de la France et des autres pays européens, et encore moins avec la partie présentant les progrès de l'industrie. Cependant, l'Australie, le Canada et les Indes Orientales sont représentées, à travers leurs ressources naturelles et agricoles ainsi que les produits manufacturés qu'elles produisent (*Journal illustré de l'exposition universelle*, 1851). Ce ne sont donc pas les colonies elles-mêmes qui sont affichées que ce qu'elles apportent à la métropole. Pourtant, leur présence lors de cet événement inédit traduit l'infusion progressive du fait colonial dans la société civile.

Du côté britannique, l'engouement est plus anciennement implanté dans la société civile et le règne de la reine Victoria à partir de 1837 et son accession au titre d'impératrice des Indes en 1858 l'accroît encore (Chassaigne, 2003). L'enthousiasme prend alors une autre dimension.

#### 101. *British Lion attacks Bengal Tiger*, John Tenniel dans *Punch* (août 1857)



The British Lion's Vengeance on the Bengal Tiger.

La Grande-Bretagne figure régulièrement sous l'image d'un lion conquérant, par exemple sur cette gravure parue dans le magazine *Punch* en 1857 alors que la révolte des Cipayes fait rage en Inde. Le symbole du lion revient alors très régulièrement dans l'iconographie coloniale et les campagnes de

propagande, et est parfois associé à *Britannia*, l'allégorie féminisée de la Grande-Bretagne.

Les colonies ne ponctuent pas seulement l'actualité médiatique et politique, elles s'invitent également dans la vie artistique et quotidienne. Les artistes investissent en effet ce domaine, conjuguant l'influence orientaliste aux entreprises coloniales. Des peintres tels que David Roberts ou Thomas Jones Barker contribuent à installer l'empire dans l'esprit des Britanniques. Son tableau *The Secret of England's Greatness* met en scène la rencontre de deux mondes, mais surtout la soumission de l'un envers l'autre. Et le titre du tableau est évocateur : le secret de la grandeur britannique est clairement placé dans ses possessions coloniales. Linda Colley note en outre notamment dans son ouvrage, *Britons*, comment certains gestes du quotidien rappellent l'existence de colonies parfois lointaines : la consommation de thé devient par exemple le symbole de l'incursion progressive du fait colonial en métropole (Colley, 1992).

102. *The Secret of England's Greatness*, par Thomas Jones Barker (1862)



Du côté français, l'habitude coloniale n'est pas d'emblée aussi forte dans la société civile que pour les Britanniques. Pour autant, l'élan engagé par Louis-Philippe et poursuivi très fortement par Napoléon III, fascine également la société civile française, en particulier en ce qui concerne l'épopée algérienne. Celle-ci s'invite en effet dans l'actualité des débats politiques de même que dans la sphère médiatique et culturelle. Suite à la prise de la smala d'Abd-el-Kader par le duc d'Aumale en 1843, cet épisode symbolisant la fin de la résistance à la conquête française devient un motif de la peinture française. On le retrouve notamment dans un célèbre tableau d'Horace Vernet, *La prise de la smalah d'Abd-el-Kader* (1844), dans lequel le peintre reproduit la débandade des nomades ouvrant à la France la voie d'une conquête complète de l'Algérie.



Au-delà de tels événements ponctuels et hautement symboliques, l'Algérie devient un des motifs les plus importants de l'art pictural français dans les années 1840-1860. Cela tient à la fois au processus de conquête alors en cours, mais également au courant plus général de l'orientalisme qui se développe alors dans toute l'Europe. Ce courant, richement analysé par Edward Said dans *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* (1978), contribue à mythifier les régions de l'Orient, qui, dans un sens très vaste, englobent un espace allant de l'Afrique du nord jusqu'au Moyen-Orient. Comme l'écrit Victor Hugo dans la préface de ses *Orientales* (1829), l'Orient est devenu une préoccupation générale :

On s'occupe aujourd'hui, et ce résultat est dû à mille causes qui toutes ont amené un progrès, on s'occupe beaucoup plus de l'Orient qu'on ne l'a jamais fait. Les études orientales n'ont jamais été poussées si avant. Au siècle de Louis XIV on était helléniste, maintenant on est orientaliste. Il y a un pas de fait. Jamais tant d'intelligences n'ont fouillé à la fois ce grand abîme de l'Asie. Nous avons aujourd'hui un savant cantonné dans chacun des idiomes de l'Orient, depuis la Chine jusqu'à l'Égypte.

Il résulte de tout cela que l'Orient, soit comme image, soit comme pensée, est devenu, pour les intelligences autant que pour les imaginations, une sorte de préoccupation générale à laquelle l'auteur de ce livre a obéi peut-être à son insu. (Hugo, (1869 (1829)) : 8)

L'Orient infuse donc les esprits, tout en étant investi d'une part de mythe et de fantasme, dimension qui nourrit d'ailleurs les imaginaires géographiques. En fonction des intérêts de chaque nation, l'Orient s'incarne davantage dans une région : alors que les Britanniques investissent largement le Proche-Orient et l'Égypte, les Français se passionnent, à l'occasion de la conquête algérienne, pour l'Afrique du Nord (Bret, 2003). Le Sahara devient particulièrement un espace rêvé et fantasmé. Les peintres orientalistes français, tels que Eugène Fromentin, Horace Vernet, Gustave Guillaumet ou encore Léon Belly en font un motif récurrent de leurs tableaux. Cela n'est pas sans rappeler que les géographes des années 1820 mettent un point d'honneur à atteindre la mythique Tombouctou, parée



elle aussi des couleurs de l'Orient et du lointain. Les productions, littéraires, artistiques ou médiatiques, se multiplient sur l'Algérie, qui devient le nouvel horizon de la nation française. Il s'agira de mesurer l'impact de ces représentations sur les travaux menés par les géographes durant ces années : de la même manière que Tombouctou était par exemple une ville mythifiée les décennies précédentes, l'Algérie ou l'Inde n'apparaissent-elles pas à leur tour comme des espaces rêvés et investis par l'imaginaire géographique ?

104. Pèlerins allant à la Mecque, Léon Belly (1861)



### c) *Mise en question de l'entreprise coloniale*

Au-delà de l'enthousiasme constaté, l'entreprise coloniale soulève également bien des débats. Si l'essentiel de cette discussion a lieu dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, notamment sur le recours à la force et à la violence, les années 1840 et 1850 portent déjà en germe certaines grandes problématiques. Celle qui revient le plus fréquemment vise à peser les avantages et les inconvénients d'une prise de contrôle totale de territoires. S'engager dans un processus de domination d'espaces ultra-marins pose en effet une question essentielle : que faire de ces territoires ? Et comment envisager leur administration ?

Pour la France, s'emparer de l'Algérie signifie prendre pied en Afrique dans la logique de concurrence des nations européennes qui se renforce, et notamment face aux Britanniques et aux Prussiens (Nordman, 2012). Mais comment gérer ces nouveaux territoires ? Hélène Blais s'est penchée sur cette question à propos de la conquête de l'Algérie, en examinant les débats parlementaires des années 1840 (Blais, 2008(b)). Le problème ne consiste pas tant à discuter le principe même de la colonisation, mais à s'entendre sur ses modalités. Les parlementaires se partagent principalement en

deux groupes, ceux favorables à une occupation restreinte concentrée autour de quelques points d'appui, c'est l'idée défendue par Guizot, et ceux prônant au contraire une occupation totale. H. Blais le rappelle en ces termes :

La question majeure est celle du territoire algérien utile et colonisable. Le débat est bien connu : aux partisans de la l'occupation restreinte, qui souhaitent limiter la colonisation aux grandes villes et à quelques plaines fertiles, s'opposent les partisans d'une occupation plus large, obtenue au prix d'une guerre totale, et seule garantie à leurs yeux d'une colonisation durable (...). (Blais, 2008(a) : 2)

Dans les deux cas, les enjeux soulevés sont ceux de la mise en valeur du territoire et ils sont de fait essentiellement géographiques : qu'est-ce qu'Alger ? Qu'est-ce que l'Algérie ? Où commence-t-elle et où s'arrête-t-elle ? Les interrogations principales portent sur le découpage de cet espace, sur des problèmes de frontières à la fois internes et externes : faut-il intégrer l'Algérie dans un ensemble méditerranéen plus vaste. Comment délimiter l'entité « Algérie » en elle-même et comment en distinguer les principales zones ? Et, comme l'écrit Hélène Blais, « [c]es incertitudes géographiques sont au cœur du débat qui agite les parlementaires pendant les deux premières décennies de la conquête de l'Algérie. » (Blais, 2008(b) : 19).

La résolution de ces questions passe par une conception relativement malléable du territoire algérien. La théorie des points d'appui de Guizot met en avant l'importance du front pionnier, qui garantit un contrôle ponctuel mais assuré du territoire et permet aussi son extension. Car l'Algérie est essentiellement un territoire que l'on pense mouvant à l'envi : selon les besoins, la colonie doit pouvoir s'étendre. En bref, « pour les partisans de la colonisation, il faut donc inventer un territoire spécifique » (*ibid.* : 32), adaptable aux désirs politiques. En outre, la région n'est jamais vraiment perçue comme un territoire unifié et cohérent. Les débats présentent une vision fractionnée du territoire algérien, organisée en gradient selon des zones de plus ou moins grande importance et potentialité. Alger, Oran et les ports côtiers arrivent en premier, puis suit la Mitidja, la plaine qui offre des possibilités agricoles rêvées comme infinies, enfin le désert ferme la marche dans cette hiérarchie des espaces. Ce qui ressort, c'est surtout le pragmatisme politique. Celui-ci influence la construction du territoire : l'enjeu de la frontière, c'est surtout l'enjeu de savoir quelle portion du territoire est contrôlé et administré. Selon les propositions, et selon la vision coloniale, cette zone est ainsi plus ou moins grande. Florence Deprest note qu'à ce titre les délimitations entre la zone du Tell et celle du Sahara font l'objet d'un découpage en forme de palimpseste : en fonction des logiques favorisées (plus ou moins grande occupation), les limites territoriales fluctuent (Deprest, 2011) et avec elle l'identité même de ce qu'on appelle alors Algérie. Les notions des frontière, de région et d'arrière-pays sont pour le moins évolutives (Nordman, 1997). Comme l'écrit D. Nordman, la délimitation de cet espace dépend toujours de son « fonctionnement *in situ* » (*ibid.* : 970) et varie en fonction des besoins identifiés.

L'exemple du découpage du territoire algérien ne relève pas seulement de l'anecdote politique. Il interroge sur la façon dont les conceptions des espaces coloniaux sont élaborées. Dans quelle mesure

le politique décide-t-il unilatéralement de la structuration spatiale d'un territoire colonial ? Ces savoirs sont-ils construits en collaboration avec les instances géographiques ? Si tel est le cas, en quoi celles-ci modulent-elles les informations géographiques dont elles disposent à partir des objectifs politiques affichés ? L'enjeu consiste ainsi à démêler de quelle manière les interrogations politiques rejaillissent sur la façon de considérer géographiquement ces territoires ou, au contraire, comment les considérations géographiques influencent les conceptions politiques des espaces coloniaux. Nous verrons à travers l'exemple de Bory de Saint-Vincent que les relations entre projets politiques et discours géographique sur un territoire colonial peuvent être nourries d'une grande complexité.

## **2 – Le décalage colonial prussien et allemand**

Contrairement aux entreprises britanniques et françaises, le processus colonial prussien se distingue par son indigence, pour ne pas dire son inexistence complète avant l'unification allemande de 1871. Alors que les nations européennes développent aux XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles ce qu'on appelle aujourd'hui un premier empire colonial, les États allemands participent également à ce mouvement. Le Prince-électeur du Brandebourg Frédéric-Guillaume, futur roi de Prusse, parvient à implanter quelques établissements sur les côtes de l'Amérique du Sud et de l'Afrique. Grâce à une compagnie fondée en 1682, la *Kurfürstliche Afrikanisch-Brandenburgische Compagnie*, il établit une petite colonie sur la côte occidentale de l'Afrique composée de deux établissements sur la « Côte de l'Or », connus sous les noms de *Groß Friedrichsburg* et Fort-Dorothée. Mais ces quelques tentatives font long feu puisque dès les années 1720, ces enclaves brandebourgeoises sont reprises par les Hollandais. Il faut véritablement attendre la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle avant que l'Allemagne ne manifeste de nouveau de réelles velléités coloniales.

Pourquoi un tel décalage chronologique ? M. Jeismann fournit quelques explications dans son ouvrage *Das Vaterland der Feinde* (1992). La spécificité allemande de cette période tient à l'éparpillement politique et culturel. L'enjeu ne réside pas dans l'extension spatiale du territoire national, mais d'abord dans son édification. Un premier sursaut national apparaît à l'occasion des guerres napoléoniennes, dans lesquelles l'ennemi commun, la France, fournit la possibilité d'une fédération. Comme l'écrit M. Jeismann,

So schwierig das Deutsche und des Deutschen Vaterlandes zu definieren waren, so leicht schien die Frage nach dem Feind : Natürlich, Napoleon – und die Franzosen.<sup>243</sup> (*ibid.* : 76)

Après 1815, l'Allemagne perd la raison de cette unité temporaire : un ennemi commun. Pour autant, la question de l'unification demeure un enjeu essentiel. Si les rois de Prusse manifestent quelques velléités unificatrices (Schultze, 2007), les véritables concrétisations ne commencent qu'avec l'arrivée au pouvoir de Bismarck en 1864. C'est d'ailleurs après une autre guerre contre les Français, l'ennemi

---

243 Traduction : Autant il semblait difficile de définir les Allemands et la patrie allemande, autant la question de l'ennemi paraissait simple : Napoléon, évidemment, et les Français.

fondateur, que la nation allemande apparaît finalement (Jeismann, 1992). La nation prussienne, et *a fortiori* allemande, étant encore à consolider, le regard ne porte pas outre-mer vers des possessions coloniales qui ne seraient soutenues par aucune structure métropolitaine solidement établie. L'imaginaire colonial n'est pas d'actualité du côté de la société prussienne dans les années 1840.

## B) Les sociétés de géographie française et britannique, relais inégaux de l'engouement colonial

Malgré les différences marquées entre les trois sphères, l'élan colonial qui se développe à partir des années 1840 a des retentissements importants en termes de production et de diffusion des savoirs géographiques, et même du côté prussien. D'un point de vue institutionnel d'abord, la période 1840-1860 est celle d'une hétérogénéité de l'implication des sociétés de géographie dans la collaboration entre les projets coloniaux et l'entreprise géographique. Si les géographes britanniques semblent prendre la pleine mesure de l'élan engagé, les géographes français le soutiennent mais sans pour autant, apparemment, prendre l'entière mesure des implications que cela recouvrent.

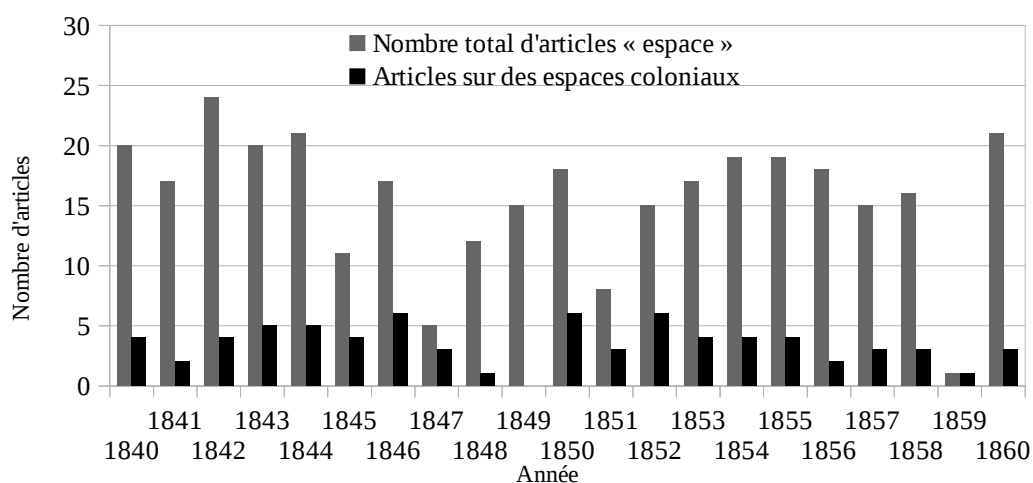
### 1 – Les colonies s'invitent dans les sociétés de géographie

Avant de constater les différences, il convient dans un premier temps de mesurer dans quelle proportion la question coloniale s'invite dans les sociétés de géographie parisienne et londonienne.

#### a) Les colonies comme sujets d'intérêt géographique

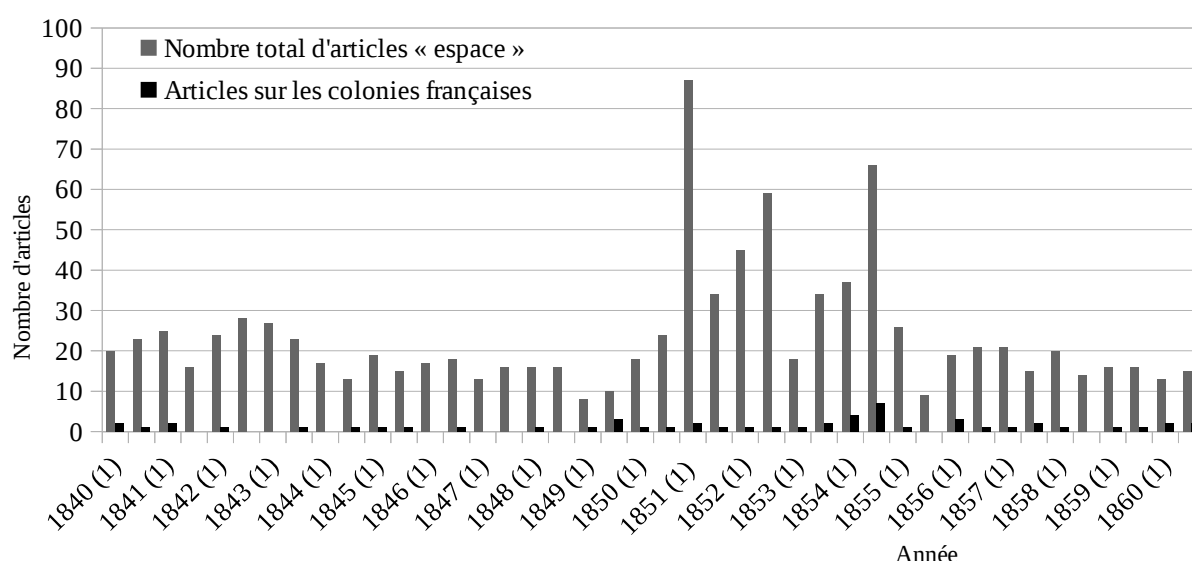
Entre 1840 et 1860, les colonies ne forment pas l'unique centre d'intérêt développé dans les séances et les bulletins des sociétés de géographie, mais leur place s'affirme. Un examen du nombre d'articles du bulletin de la *Royal Geographical Society* et de la Société de Géographie de Paris qui sont consacrés à cette question permet d'en donner un premier aperçu<sup>244</sup> :

105. Nombre d'articles consacrés à des territoires coloniaux dans les bulletins de la *Royal Geographical Society* (1840-1860)



244 Remarque : Les figures 105 et 106 prennent en considération dans ce comptage uniquement les articles portant sur des questions scientifiques, et laisse de côté les articles dévolus au fonctionnement de l'institution.

106. Nombre d'articles consacrés à des territoires coloniaux dans les bulletins de la Société de Géographie de Paris (1840-1860)



La figure 105 fait apparaître que les articles consacrés à des territoires coloniaux par la société britannique ne sont pas majoritaires, mais représentent une thématique constante. Sur les dix années prises en compte, ces articles constituent environ 30 % du nombre total d'articles. L'année 1859 forme une exception notable, car le numéro du journal est consacré presque exclusivement à un bilan de l'activité de la société londonienne et ne comporte qu'un seul article véritablement scientifique. Un regard du côté des bulletins français laisse entrevoir des proportions encore moins importantes pour ce qui concerne le volume accordé aux questions coloniales (entre 5 et 10 %), et cela quelle que soit la nation qui possède ces territoires. Sur le nombre total d'articles consacrés à des espaces géographiques, les colonies ne représentent sur la période 1840-1860 qu'une part infime. Celle-ci tend légèrement à augmenter au fil de la période, mais demeure minoritaire.

Ainsi, à travers l'examen de sa présence dans les bulletins des sociétés, l'enjeu colonial ne constitue pas une préoccupation majeure des géographes : les enthousiasmes sont encore largement portés par la reconnaissance des terres intracontinentales inconnues et par les énigmes naturelles, telles que les grands systèmes hydrographiques. Les épopées de John Franklin en Arctique, de Livingstone à la recherche des sources du Nil (BRGS, 1850-1855), de Heinrich Barth en Afrique ou encore des frères Schlagintweit en Asie centrale (BGFE, 1845-1860) passionnent bien davantage. Cependant, sans briller par son omniprésence cette question se distingue par sa présence régulière.

*b) Les colonies présentes dans la fabrication des savoirs géographiques*

Si l'on poursuit l'analyse du point de vue du fonctionnement même des sociétés, les espaces coloniaux comptent aussi de plus en plus, même si leur présence reste encore discrète. Parmi les membres collaborateurs, beaucoup vivent dans ces territoires, et les sociétés trouvent également des relais institutionnels dans ces territoires. C'est particulièrement vrai pour la *Royal Geographical*



*Society*, qui profite de l'étendue territoriale et du nombre important des possessions de la couronne. Dans le bulletin de 1859, la société fait d'ailleurs paraître la liste exhaustive de ses membres, en précisant leur origine (BRGS, 1859 (T29)). Il est ainsi possible de mesurer la part des colonies. Sur un total de 1302 membres, 68 proviennent de territoires coloniaux. Ce chiffre représente un peu plus de 5 % du total des membres, ce qui est donc nettement moins que la proportion d'articles consacrés aux espaces coloniaux. Cependant, la plupart de ces membres ont rejoint la société londonienne dans les années 1850, ce qui traduit une montée en puissance récente de ces espaces en termes d'influence. Il faut en outre ajouter les responsables de la politique coloniale qui vivent en métropole, tels que les secrétaire et sous-secrétaire du *Colonial Office*, le ministre des affaires coloniales, qui prennent aussi part aux activités de la société. Les colonies s'affirment donc discrètement mais sûrement. Du reste, la figure 107 fait ressortir une couverture géographique conséquente des territoires possédés par la couronne britannique. On retrouve certes une large prédominance de l'Inde, qui comptabilise un tiers de tous les membres résidant en territoire colonial, et une forte représentation de l'Australie, mais il faut noter aussi la présence de l'île Maurice ou de Hong Kong. Certains territoires, en revanche, ne sont pas du tout représentés. Une hiérarchie certaine s'établit donc parmi les possessions, qui reflète à la fois la surface, l'ancienneté des possessions ainsi que l'importance qui est conférée à ces espaces. Un processus semblable s'observe d'ailleurs du côté de la société parisienne : les territoires africains, et en particulier l'Algérie, y sont surreprésentés en termes de membres participant à ses activités, alors que les autres espaces sont relativement délaissés (BSGP, 1830-1860). Globalement, la proportion de membres résidant en territoire colonial y demeure aussi très faible (moins de 5 %).

107. Origine des membres de la *Royal Geographical Society* venant des colonies britanniques (1859)

Territoire colonial	Nombre de membres
Inde	23
Canada	7
Île Maurice	3
Cap de Bonne Espérance	6
Australie	18
Nouvelle-Zélande	3
Afrique	2
Canton	1
Ceylan	2
Jamaïque	1
Hong Kong	1
Bornéo	1
<b>Total</b>	<b>68</b>

Si l'inclusion de membres vivant dans des espaces coloniaux reste pour la période 1840-1860 plus de l'ordre du symbole, les sociétés peuvent aussi compter sur la participation d'institutions

scientifiques présentes dans ces territoires. Celles-ci forment des relais non négligeables dans la collecte et la diffusion des informations géographiques, en élargissant le cercle des correspondants d'une part et en assurant la consolidation de la chaîne d'informations géographiques d'autre part. Du côté britannique, la *Royal Geographical Society* peut par exemple compter sur le soutien de plusieurs associations scientifiques. En Inde, la *Geographical Society* et l'*Asiatic Society* de Bombay collaborent aux actions londoniennes, à Calcutta ce sont l'*Asiatic Society of Bengal*, le *Geological Survey of India* ainsi que la *Public Library* qui apportent leur soutien, Madras contribue avec sa société philosophique et, enfin, Singapour avec le *Journal of Indian Archipelago*. Du côté de l'Australie, on trouve un *Philosophical Institute* et la *Royal Society of Tasmania*. Du côté canadien, enfin, la *Royal Geographical Society* peut se prévaloir de la collaboration de la *Library of the Parliament of Canada* et du *Canadian Institute*, tous deux situés à Toronto (BRGS, 1859 (T29)). Tous les territoires coloniaux ne sont certes pas représentés, mais ces coopérations permettent d'en relayer les actualités scientifiques et géographiques. Pour ce qui est de la Société de Géographie de Paris, les collaborations sont un peu plus limitées : l'Algérie apparaît encore une fois en première ligne, avec la Commission scientifique développée sur place (BSGP, 1830-1860).

Les espaces coloniaux n'apparaissent donc pas comme des objets d'intérêt omniprésents et qui supplantent tous les autres. Pour autant, leur présence s'affirme, plus ou moins forte en fonction des régions concernées. De plus, la manière dont ces territoires sont convoqués renseigne sur l'intérêt qui leur est porté et donne une première indication de l'imaginaire colonial qui se développe chez les géographes métropolitains. Des schèmes géographiques distincts selon les sphères s'esquissent : du côté parisien, l'Algérie et l'Afrique semblent dominer nettement, alors que le paysage colonial britannique apparaît plus varié.

### *c) Objets coloniaux et ancrage politique des sociétés*

Toujours en considérant la présence des territoires coloniaux dans les institutions géographiques d'un point de vue institutionnel, il apparaît que celle-ci est intimement liée à la sphère politique et contribue à renforcer les liens entre sphère scientifique et sphère du pouvoir. Les colonies sont en effet abordées de deux manières principales par les sociétés qui contribuent toutes deux à faire rentrer les savoirs géographiques portant sur ces espaces dans le giron politique et, partant, à institutionnaliser les relations entretenues par ces deux champs.

Tout d'abord, les colonies font l'objet de bilans ponctuels de la part des sociétés de géographie. L'Algérie forme à ce titre pour la société parisienne l'objet colonial le plus convoqué. En 1852 et 1853, elle consacre à ce territoire plusieurs articles en forme de compte-rendu des progrès de la colonisation. La situation des établissements français en Algérie est ainsi passée au peigne fin : la pacification de la Kabylie, la fortification des établissements militaires de la colonie, le développement des bureaux arabes ou encore la comptabilité de la population européenne dans les différentes villes constituent

autant de domaines développés. Un panorama complet est proposé de la question algérienne, dont le bilan tiré apparaît largement en faveur de l'action française sur ce territoire :

La colonisation de l'Algérie fait chaque jour de nouveaux progrès. Les territoires se sont assainis pour être fertilisés ; les constructions rurales, les cultures, le matériel agricole et le bétail ont reçu des améliorations et des accroissements sensibles, dont les détails sont exposés avec étendue dans le tableau de l'Algérie. On y voit que les exploitations rurales sont mieux tenues, que la culture se perfectionne à mesure qu'elle s'étend, mais particulièrement celle des plantes industrielles ; le bétail augmente et devient l'objet de soins mieux entendus, car les colons commencent à en mieux sentir l'importance. Il existe déjà quelques fermes-modèles. (BSGP, 1853 (S4, T6) : 126)

Un article semblable est également proposé l'année suivante (BSGP, 1854 (S4, T8)) dans lequel l'Algérie est présentée de manière comparée avec les autres colonies françaises. La rhétorique change quelque peu de l'article précédent : la satisfaction quant aux actions menées ne l'emporte plus sur le souci d'information. Victor-Adolphe Malte-Brun vise dans celui-ci avant tout à renseigner sur le fonctionnement des établissements coloniaux, sa contribution contient essentiellement des tableaux statistiques, sans réels commentaires sur les actions militaires menées sur les différents espaces. Quelle que soit la nature des commentaires, la plupart des articles rédigés sur ces sujets, du moins pour ce qui est des articles français, sont écrits à partir des informations transmises par les ministères, en général ceux de la Marine, de la Guerre ou de l'Intérieur. Certains articles consistent même en retranscriptions intégrales de rapports ministériels ou de leurs analyses. Ainsi dans le même bulletin de 1854 trouve-t-on un résumé du rapport que Vaillant, alors ministre de la Guerre, a adressé préalablement à l'empereur Napoléon III sur la situation générale des colonies françaises. Le propos est peu critique et se borne surtout à vanter les louanges de la conquête :

A partir de ce moment [1847, la prise de la smala d'Abd-el-Kader], l'Algérie commençait l'ère du travail et de la fécondité. Aussi l'année 1848 allait donner à la colonie un rapide développement, si la révolution de février, qui ébranla si violemment la France, n'eût fait sentir son contre-coup au rivage africain, où la vie ne devait revenir qu'en 1851.

Le rapport que nous analysons indique les divers progrès accomplis par l'occupation militaire, les améliorations apportées dans la condition des Européens, les travaux effectués, et les résultats obtenus au point de vue de la culture et du commerce, ces deux grandes sources de la richesse des nations. (*ibid.* : 28)

Aucune réelle critique ne vient contextualiser ces tableaux. Ces articles rappellent le tableau d'Élie de Beaumont dressé en 1859, qui espère un destin heureux pour les possessions françaises (voir chapitre 9). Un échange de type don et contre-don semble se mettre en place : les sociétés tirent profit des informations collectées lors des opérations de conquête et, en retour, elles servent aussi d'agents de diffusion de ces données, relayant ainsi l'action des gouvernements. Les savoirs géographiques proposés sur ces espaces portent donc clairement le sceau des entreprises politiques qui les soutiennent.

Les sociétés de géographie ne se contentent pas d'être les réceptacles de données collectées sur

les espaces coloniaux. Elles se font aussi actrices de cette collecte, en lançant des campagnes sur telle ou telle région ; ces entreprises se faisant généralement sous le contrôle plus ou moins soutenu du politique. En 1849, la société parisienne propose ainsi une série d'instructions en vue d'une exploration politique et économique depuis Alger jusqu'au Sénégal, rédigée à la demande explicite du ministère de la Marine (BSGP, 1849 (S3, T12)). Les objectifs de cette mission sont doubles : d'une part, établir des communications entre Alger et le Sénégal, les deux fleurons coloniaux français, et, d'autre part, mettre ensuite en place des relations commerciales pérennes entre ces deux régions. L'introduction le rappelle sans détours :

Le voyage que M. Panet se propose d'effectuer comporte deux systèmes différents.

Le premier système aurait pour objet de tenter d'établir des communications directes entre le Sénégal et l'Algérie.

Et dans le cas où ce projet ne pourrait pas s'exécuter, le second système consisterait à opérer, surtout dans un intérêt commercial, une reconnaissance dans le haut du Sénégal : à redescendre le Djoliba, en le prenant au-dessus de Ségo jusqu'à Djenné, d'où l'on se dirigerait sur les contrées tout à fait inconnues de l'est. (*ibid.* : 162)

L'objectif à remplir est donc clairement libéral et commercial (« un intérêt surtout commercial ») : l'activité géographique y apparaît clairement liée à des impératifs politiques. Le fait même que ces instructions soient commandées par le ministre de la Marine indique un degré d'influence et d'impulsion de plus en plus marqué du politique sur le fonctionnement de la société parisienne. Cette incursion ne se fait pas uniquement en termes d'orientation d'objet, car le politique engage aussi le domaine financier pour que soient encouragées les recherches africaines. En 1855, la société de géographie de Paris lance un prix sur l'Afrique, dont l'objet consiste encore une fois à déterminer un itinéraire entre Alger et le Sénégal. En 1860, la société relance ce projet et sollicite des souscriptions financières ; elle en donne la répartition comme suit :

108. Liste des souscripteurs au prix pour un voyage de l'Algérie au Sénégal

Souscripteurs	Souscription (en francs)
La société de géographie	500
Le Ministère de l'instruction publique	2000
Le Ministère de l'agriculture et du commerce	2000
Le Ministère de la guerre	1000
Le Ministère de l'Algérie et des Colonies	2000
Un anonyme	300
M. J. Laroche	150
M. Tourasse	10
Feu G. Mollien, ancien voyageur	200
M. Assolant	10
Souscriptions recueillies en Algérie	50

M. Élie de Beaumont	100
<b>Total</b>	<b>8320</b>

(Source : BSGP, 1860 (S4, T19) : 434))

Le soutien politique représente pour l'encouragement de ce voyage près de 80 % du total de la somme engagée. Si les colonies s'invitent dans les sociétés de géographie, cela se fait donc en grande partie grâce aux demandes et aux appuis, moraux mais surtout financiers, des gouvernements.

Cela interroge d'autant plus sur la manière dont les savoirs coloniaux, c'est-à-dire sur les territoires coloniaux, sont produits par les géographes. Car si les espaces coloniaux sont bien présents dans l'espace matériel et intellectuel des sociétés de géographie, ils semblent l'être très largement au prisme des projets politiques qui les soutiennent et les construisent.

## 2 – *Des soutiens variés au processus colonial*

La comparaison des *corpus* français et britannique révèle que si les politiques, en matière coloniale, sont globalement semblables de part de d'autre de la Manche, les sociétés ne sont en revanche pas engagées également dans le processus colonial du point de vue idéologique. Si du côté londonien on peut nettement considérer que la *Royal Geographical Society* fonctionne comme un groupe de pression colonialiste, il n'en est pas tout à fait de même pour la société parisienne.

### a) *Soutien colonialiste du côté britannique*

L'intérêt porté au processus colonial par les géographes britanniques ne doit pas seulement être estimé au regard du nombre de membres et d'articles touchant à cette entreprise. Car si ces deux indicateurs plaident pour un intérêt réel mais mesuré, les déclarations d'intention des responsables de la *Royal Geographical Society* donnent à entendre un tout autre son : celui de l'enthousiasme plein et entier pour l'expansion coloniale, entendue comme étant au service de la gloire nationale. Il est fréquemment rappelé dans les bulletins que la société de géographie de Londres possède une *public utility*, une utilité publique (voir par exemple : BRGS, 1847 (T17) : xlviii). Celle-ci passe de plus en plus par un soutien affirmé aux entreprises coloniales lancées par le gouvernement. Parmi les membres de l'institution londonienne, Roderick Impey Murchison est un des plus fervents défenseurs du processus. Plusieurs fois président de la société, il argumente en ce sens dans les adresses annuelles qu'il déclame devant les membres (BRGS, 1844 (T14) ou 1845 (T15)). En 1859, il s'exprime en des termes qui lient très clairement les entreprises géographiques et coloniales :

All these, as well as many proprietors and professional gentlemen, take a deep interest in our progress, because they see and feel that in the diffusion of fresh knowledge, and in grappling with questions of physical geography, natural history, and the productions of distant countries, we are continually advancing the material interests of the nation.

It is for such reasons that the Secretaries of the Foreign and Colonial Departements, as well as the Board of Admiralty, never fail to supply us with materials which sustain the interest and

character of our evening meetings.<sup>245</sup> (BRGS, 1859 (T29) : 344)

Il dit sans détour le rôle que les savoirs géographiques jouent dans la construction nationale. Et la mention du secrétaire chargé des colonies inclut l'entreprise coloniale dans cet effort national. À l'occasion d'autres interventions, Murchison précise quelles doivent être les actions à mener. Dans ce processus, les géographes doivent servir le gouvernement en indiquant les meilleurs emplacements portuaires ou industriels, ainsi qu'en établissant des itinéraires commerciaux. En 1844, par exemple, à propos des progrès faits en Australie, il décrit les avantages à s'implanter dans le port de Essington :

With an outer harbour, capable of containing the whole British navy, and an inner harbour, in which twenty-five sail of the line can lie at ease ; with a climate peculiarly healthy to Europeans, in which spices, indigo, sugar-canes, the cotton and the choicest woods can be grown in abundance, whilst the sea swarms with the finest fish ; this port further offers the great advantage of having a quiet and industrious race of inhabitants in the adjacent islands, who, as well as the more active inhabitants of Timor and the neighbouring isles, and also the Chinese, are ready to flock out the settlement. I am, indeed, led to believe, that no sooner shall our government render Port Essington a permanent and independent colony of the Crown, than several rich mercantile houses in London will at once set up establishments there, and freight large vessels for the trade which they would carry on through it with the Eastern Archipelago and China. Already many of the enterprising Malays resort thither for the fisheries, and are ready to exchange their salted fish and other products for British cottons ; and as an *entrepôt* [en français dans le texte] it is daily becoming more important from the rapidly increasing intercourse between our Australian and Indian possessions.<sup>246</sup> (BRSG, 1844 (T14) : xcvi-xcviii)

Les savoirs géographiques produits sur le terrain australien et travaillés ensuite par les géographes britanniques trouvent donc immédiatement une issue dans le soutien au processus colonial. Le cheminement est ainsi très simplement exécuté : les géographes proposent, les politiques disposent. Murchison en appelle même directement au gouvernement britannique, le conseillant sur la meilleure marche à suivre (« that no sooner shall our government render Port Essington a permanent and independent colony »). Les savoirs géographiques jouent donc clairement un rôle, dans l'esprit de Murchison et de la *Royal Geographical Society*, dans la mise en valeur des territoires coloniaux et,

---

245 Traduction : Tout cela [les manifestations d'intérêt portées aux savoirs géographiques], de même que de nombreux propriétaires et *gentlemen* professionnels prennent un intérêt profond dans notre progrès, parce qu'ils voient et sentent que dans la diffusion de connaissance neuve, et dans la lutte pour les questions de géographie physique, d'histoire naturelle, et sur les productions des pays distants, nous sommes continûment en train de faire progresser les intérêts matériels de la nation. / C'est pour de telles raisons que les secrétaires des départements à l'étranger et aux colonies, ainsi que le bureau de l'Amirauté, ne faillissent jamais à nous fournir les matériaux qui encouragent l'intérêt et la tenue de nos rencontres en soirée.

246 Traduction : Avec un port extérieur capable de contenir toute la marine britannique et un port intérieur dans lequel 35 navires de lignes peuvent facilement tenir ; avec un climat particulièrement sain pour les Européens, sous lequel des épices, l'indigo, la canne à sucre, le coton et les meilleurs bois peuvent pousser en abondance, alors que la mer regorge des poissons les plus fins ; ce port offre de plus le grand avantage d'avoir une race d'habitants calmes et industriels dans les îles adjacentes, qui, comme les plus actifs habitants du Timor et des îles voisines, et comme les Chinois, sont prêts à affluer en masse vers cet établissement. Je suis en effet enclin à penser que notre gouvernement ne devrait pas tarder à faire de Port Essington une colonie permanente et indépendante de la couronne, et qu'immédiatement plusieurs riches maisons de commerce de Londres s'établiront ici et affréteront de larges vaisseaux pour le commerce qu'elles feront avec l'archipel de l'est et la Chine. Déjà de nombreux et entreprenants Malais parcourent l'endroit pour les pêcheries et sont prêts à échanger leur poisson salé et d'autres produits pour du coton britannique ; et tout comme un entrepôt, cela devient de jour en jour plus important grâce à la croissance rapide des relations entre nos possessions australiennes et indiennes.

partant, dans le soutien de la gloire nationale. La mise au service de la nation des savoirs géographiques semblent donc aller de soi et faire partie du « contrat géographique » britannique, pour parler avec J. Rancière (1992).

S'ils se placent au service de l'action coloniale, les géographes britanniques attendent aussi un retour de la part de l'expansion coloniale : qu'elle leur fournisse des occasions de compléter leur connaissance du monde. C'est en ce sens que Hamilton conclut en 1848 son adresse à la *Royal Geographical Society* :

But to do this, its influence must be extended, its members must be increased, the sphere of its utility must be enlarged. The colonies and possessions of Great Britain extend to every quarter of the globe. Her ships navigate every shore, and her sons are foremost to explore every corner of the globe. In no country, then, are there such facilities for amassing and collecting geographical information. Let us hope that the Royal Geographical Society, encouraged as it must be by the practical and positive evidences of public support, will speedily find the means of arranging and systematising this mass of information in such a manner as to meet the requirements of the public, and to fulfil, in part at least, the original intentions of its founders.<sup>247</sup> (BRGS, 1848 (T18) : lxxii)

Le but original de la société ne doit donc pas être oublié : la collecte et l'organisation de l'information géographique demeure l'objectif à atteindre. Et le processus colonial, qui donne accès à tous les endroits du globe, constitue une opportunité essentielle pour mener cet objectif à bien, quand bien même celle-ci résulte d'une instrumentalisation conscientisée et acceptée de la part des géographes britanniques. Tout se passe comme si, ayant pris conscience du rôle qu'ils jouaient, de plein gré ou non, dans le processus colonial, les géographes britanniques décidaient d'en tirer parti. Cela révèle une posture réaliste et pragmatique de leur part : comme ils ne peuvent faire sans, ils en tirent profit.

Du côté britannique, peu, voire pas, de réserves sont émises quant au bien-fondé de la conquête coloniale. Les discours prononcés à la *Royal Geographical Society* donnent à voir une adhésion complète, et même grandissante, à ce processus et surtout une participation active en vue de l'encourager et de le développer.

#### *b) Soutien conditionné au progrès des savoirs géographiques côté français*

L'adhésion à la colonisation n'atteint pas les mêmes proportions du côté français, ou du moins ne s'exprime-t-elle pas dans les mêmes termes. Les géographes français semblent en effet davantage mettre l'accent sur les possibilités qu'offrent les territoires coloniaux en matière de données scientifiques que sur la dimension glorieuse qu'ils peuvent conférer à la France. Tout comme leurs confrères britanniques, ils reconnaissent à l'expansion territoriale le mérite important d'ouvrir la

---

<sup>247</sup> Traduction : Mais pour faire cela, son influence doit être étendue, ses membres doivent être augmentés, la sphère de son utilité doit être élargie. Les colonies et possessions de la Grande-Bretagne s'étendent à chaque coin du globe. Ses bateaux naviguent sur chaque rivage, et ses fils sont surtout en train d'explorer chaque portion du globe. Ainsi, dans aucun autre pays ne se trouvent autant de facilités pour amasser et collecter de l'information géographique. Espérons que la *Royal Geographical Society*, encouragée comme elle se doit de l'être par les évidences pratiques et positives du soutien public, trouvera rapidement les moyens d'organiser et de systématiser cette masse d'informations de telle sorte qu'elle rencontre les besoins du public et qu'elle remplisse, au moins en partie, les intentions originelles de ses fondateurs.

curiosité géographique à de nouveaux objets, mais en semblant éluder l'épineuse question de la participation des géographes eux-mêmes à cette entreprise. Tout se passe comme s'ils restaient étrangers aux buts militaires et politiques et ne se concentraient que sur l'aspect purement scientifique.

Il existe pourtant clairement un lobby africaniste parmi les géographes français, qui s'appuie sur la conquête de l'Algérie et sur le renforcement de la présence française au Sénégal. Cela se traduit par exemple par la création d'un prix « Afrique » en 1855 et par l'augmentation des articles consacrés aux possessions françaises sur ce continent (voir supra). Pour autant, ce lobby porte avant tout sur l'augmentation des connaissances sur l'Afrique, sans faire de lien direct avec la gloire que la France pourrait en tirer. Dans l'article de 1849 précédemment cité, portant sur les liens à établir entre l'Algérie et le Sénégal, il est tout à fait remarquable de voir comment les instructions données au voyageur Panet, alors même qu'elles sont exigées par le ministère de la Marine, ne comportent que très peu de références au projet politique sous-jacent. Alors que l'introduction rappelle « l'intérêt commercial » (*op. cit.*) de l'entreprise, les instructions elles-mêmes demeurent à un niveau essentiellement scientifiques. Comme pour n'importe quelle autre expédition, la société met en exergue les points à éclaircir ou à vérifier et signale les difficultés potentiellement rencontrées. Au milieu de l'article, les instructions se détournent même de l'objectif initial pour mieux rejoindre le chemin du progrès des savoirs géographiques pour eux-mêmes :

Dans ce second système, on s'éloigne un peu de l'idée d'établir des communications directes entre l'Algérie et le Sénégal. Mais si le voyageur a principalement pour but de faire des recherches et d'établir des relations dans l'intérêt du commerce de notre colonie, il a l'espoir, cependant, de finir par pousser au loin des explorations précieuses à la science. (BSGP, 1849 (S3, T12) : 168)

La participation de la société de géographie à l'action coloniale – ces instructions sont tout de même rédigées à la demande directe du ministère de la Marine – semble donc justifiée, et du même coup presque oubliée, par le fait même que cette occasion pourrait fournir des renseignements géographiques. L'objectif initial de l'article tend même à être détourné :

Il est de l'honneur du gouvernement français, qui possède depuis si longtemps le Sénégal, de faire connaître enfin au monde savant une contrée dans laquelle il lui est si facile de faire pénétrer un voyageur et de recueillir des documents du plus haut intérêt. La science, le commerce, l'humanité même, le réclament. Un pareil projet, une fois signalé, ne saurait plus être abandonné. Attendra-t-on que les Anglais, partant de Mogador, nous enlèvent jusque chez nous le mérite et la gloire d'un succès qui est si bien à notre portée ? (*ibid.* : 166)

Dans l'esprit des géographes parisiens, il ne s'agirait donc pas de s'inscrire dans un projet colonialiste, mais bel et bien d'œuvrer pour l'augmentation des connaissances disponibles sur le Sénégal. La situation de domination coloniale de cette région n'en fournit qu'une occasion, elle n'est en aucun cas présentée (le cadre officiel de l'article l'en empêche peut-être) comme une contrainte à l'activité géographique. D'ailleurs, la « science » passe avant le « commerce » ; et cette entreprise n'est là que pour servir « l'humanité », rappelant l'objectif universaliste que la société s'est fixée. Allant



même plus loin, Jomard, le rapporteur de la commission chargée de rédiger ces instructions, présente cette opportunité comme s'inscrivant dans la course que se livrent les nations européennes en termes de connaissances sur le monde et de reconnaissance de toutes ces régions : il faut précéder les Anglais, non pas en termes de possessions territoriales, mais sur le terrain scientifique. Le but final du voyage, la détermination de voies de communication destinées à relier deux colonies françaises, ainsi que la participation des géographes à ce projet sont donc réifiés sous des objectifs scientifiques. Ainsi, tout se passe comme si les géographes refusaient d'admettre les finalités ultimes de l'entreprise à laquelle ils participent. Ils transforment les opérations coloniales sous les coups de boutoir de justifications scientifiques, qu'ils placent plus haut dans la hiérarchie des valeurs, la science et l'humanité encadrant le commerce mais ne s'y soumettant pas. La géographie, même liée de fait à des impératifs politiques et coloniaux, tente de maintenir son indépendance et l'universalité de ses ambitions.

De fait, de nombreux articles traitant d'espaces soumis par la colonisation française négligent ou sous-estiment la dimension politique que les informations recueillies peuvent revêtir. Comme le signale D. Lejeune, les instructions données aux voyageurs, en dehors de celles commandées par les autorités françaises, ne comportant dans ces années aucune véritable mention au processus de domination engagé (Lejeune, 1993). Certains géographes vont même plus loin dans l'esprit universaliste, en rappelant que les regards ne doivent pas uniquement se tourner vers ces territoires, mais également sur tous les autres. C'est le sens de l'article de M. Delaroche en 1859, alors qu'il commente les progrès faits sur la recherche d'itinéraires entre l'Algérie et le Sénégal :

Mais la Société de géographie ne peut pas borner son action à cette simple mesure. Elle a un grand rôle à remplir, je dirai même un devoir à accomplir. Il lui appartient de prendre l'initiative et la direction d'un mouvement, de ce que j'appellerai, à l'exemple de nos voisins d'outre-Manche, d'une agitation à organiser en France, non pour un but politique ou industriel, mais pour le progrès des connaissances humaines, pour le réveil et l'encouragement des sciences géographiques. (1859 (SER4,T17) : 376)

À l'instar de Jomard, il rappelle que le but que s'est donné la Société de Géographie de Paris ne réside pas dans « un but politique ou industriel », mais qu'elle travaille pour le progrès général des sciences. Et que si la géographie et la colonisation ont partis liés, la seconde doit aider la première et non l'inverse. Delaroche pousse sa réflexion plus loin, en remarquant que les injonctions politiques ont conduit à focaliser les regards géographiques sur certains espaces et à en détourner d'autres :

Il faut le dire, personne jusqu'à ce jour ne s'est préoccupé suffisamment, ni le gouvernement, ni le commerce français, de diriger l'esprit vers le but que nous indiquons ici. Aucun encouragement n'a été donné : la munificence impériale, qui a distribué des prix multipliés pour des cultures en Algérie, n'a point offert de récompenses pour les voyageurs qui reprendraient la route si dangereuse du Soudan. (*ibid.* : 375)

Une pointe d'amertume se distingue dans ces propos, masquée tout de suite par le rappel de la « munificence impériale » de Napoléon III. C'est là une des rares critiques, mais voilée et à peine exprimée, que l'on retrouve du côté de la société parisienne.

Les géographes français semblent donc ne pas considérer l'entreprise coloniale comme une voie d'instrumentalisation de leur pratique, mais plutôt comme une occasion, analogues à d'autres, de mieux accéder à des régions encore inconnues. Ils mettent en avant les progrès ainsi réalisés par les sciences géographiques et le soutien accordé à leurs entreprises. Leurs réflexions, laissant apparaître un manque évident de réflexivité, ne paraissent pas prendre la mesure de leur implication dans le processus colonial lui-même. Face au miroir du progrès des savoirs géographiques, les implications politiques disparaissent et ne se réfléchissent pas. Les géographes français s'emparent des territoires coloniaux, leur confèrent un statut d'objets géographiques qui laisserait glisser toutes implications politiques ou militaires. Au contraire de leurs collègues britanniques, ils ne prennent pas vraiment en considération leur propre rôle dans la production et l'utilisation des savoirs sur ces espaces ou, quand ils le font, en détournent l'objectif politique pour mieux le réifier sous de nobles ambitions scientifiques. Leur posture n'est ainsi pas du tout réaliste, comme leurs confrères britanniques, mais plutôt chimérique. Cela est d'autant plus étonnant que la pratique géographique est déjà largement informée par le contexte colonial (voir infra). Tout se passe comme si les géographes français opéraient un déni d'interaction avec le processus colonial, n'en avaient pas une pleine conscience ou refusaient d'en prendre conscience.

Cette situation change radicalement au début des années 1860 avec l'entrée de Jules Duval dans l'institution (Lejeune, 1993) qui, lui, prend fermement le parti de la participation active et consciente de la société dans l'entreprise coloniale française. Dès 1863, Duval prend clairement le parti de la colonisation française, notamment en Algérie, que les savoirs produits doivent servir à justifier et à appuyer. Dans un commentaire à l'ouvrage de Piesse sur ce territoire, il précise sans détour son état d'esprit :

L'œuvre colonisatrice accomplie par la France en Algérie, qui n'est guère indiquée que comme un incident et un accessoire dans l'Itinéraire de M. Piesse, devrait en occuper le fonds, et en composer la substance. On peut juger de son importance par un chiffre. En 1860, le mouvement commercial de l'Algérie française, constaté par les douanes, s'élevait à 263 millions de francs et plaçait cette colonie au septième rang d'importance dans l'ordre de nos échanges. Prétendrait-on que le bénéfice en revient à la société indigène et musulmane ? (BSGP, 1863 (S5, T5) : 380)

Que la colonisation forme le fonds des ouvrages géographiques, voici le souhait exprimé de Duval, encore loin d'être partagé par ses prédécesseurs. Jusqu'au début des années 1860 en effet, les géographes français, même s'ils regardent les colonies avec intérêt, mais finalement au même titre que n'importe quel autre espace, ne se positionnent pas politiquement en soutien de cette cause. Certains, tels que Bory de Saint-Vincent, le font (voir gros plan 18), mais ils s'expriment alors à titre individuel. D'un point de vue institutionnel et collectif, les géographes français maintiennent une distance vis-à-vis du fait colonial.

Cela distingue ainsi grandement la production géographique française de son pendant

britannique : alors que cette dernière fait véritablement des espaces colonisés un objet à part entière, la première n'en fait que l'occasion de recherches géographiques. Les sociétés parisienne et londonienne proposent ainsi deux modalités distinctes d'intégration du fait colonial dans le giron géographique. Elles donnent par là un premier aperçu de la nationalisation du traitement des questions géographiques.

### **C) Sur le terrain colonial : militarisation de la pratique géographique**

L'entrée du fait colonial dans le champ géographique ne modifie pas seulement les choix institutionnels ou les objets convoqués ; en termes de pratiques et de méthodes aussi les activités géographiques se trouvent influencées par le contexte politico-militaire. Le fait colonial entérine certaines pratiques, telles que le terrain et sa militarisation progressive, et impulse certaines habitudes disciplinaires. À travers le processus colonial, l'association entre le champ des savoirs géographiques et celui du politique devient désormais quasi-systémique : cela contribue à placer les géographes du côté de l'action et de l'expertise publique.

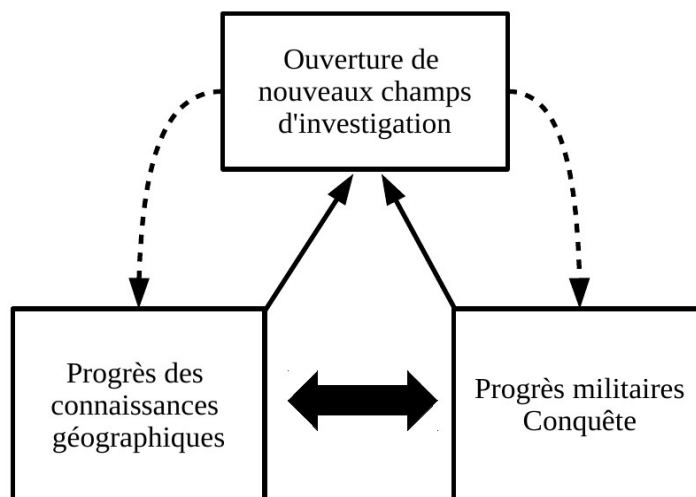
#### ***1 – Réciprocité dynamique entre actions militaires et activités géographiques***

Il ne faudrait pas conclure trop rapidement que l'association entre conquête coloniale et géographie se fait uniquement au détriment de cette dernière. Les historiens des sciences ont bien montré depuis plusieurs dizaines d'années en quoi science et colonialisme s'alimentent mutuellement (Bell, Butlin, Heffernan, 1995 ; Heffernan, 1998(a), 2009). Ainsi, les géographes profitent autant des occasions offertes par le contexte militaire que la sphère militaire ne sollicite leur appui scientifique. Ce qui rend difficilement tenable la posture des géographes français de refuser de reconnaître le rôle politique qu'ils jouent, car une réelle « réciprocité dynamique » (Monnier, 2013) se met en place entre les avancées militaires et les progrès géographiques.

Avec le développement des entreprises coloniales, les géographes deviennent des prestataires de service pour le compte de leur gouvernement. Les États eux-mêmes se font mandataires de missions d'exploration, décidant des cadres temporels, matériels et logistiques qui les régissent. Cette tendance est déjà présente dans les années 1820-1840 (voir chapitre 6), mais ne concerne surtout que des missions d'exploration sans caractère colonial. À partir des années 1840, les campagnes d'exploration revêtent aussi les habits du colonialisme. Pour ne prendre que deux fameux exemples, le gouvernement français organise aussi bien la campagne militaire que l'exploration scientifique de l'Algérie (Bourguet, Lepetit, Nordman, Sinarellis, 1998) ; de la même manière que le gouvernement britannique finance et encourage l'expédition vers le Pôle Nord de Franklin (BRGS, 1845 (T15)). Le politique se positionne ainsi sur les deux fronts à la fois, le militaire et le scientifique. Cela contribue nécessairement à modifier les relations nouées entre savoirs géographiques et pouvoir et, surtout, à entériner l'habitude selon laquelle les géographes se placent désormais pleinement au service de leur gouvernement tutélaire. Cette habitude se traduit par différents gestes et pratiques, rythmant la

participation des géographes au processus colonial et contribuant à en faire des acteurs. Pour commencer, l'envoi d'instructions et d'ordres de mission intègre de fait les géographes dans la sphère militaire pour une période donnée. Ensuite, le moment le plus important, en termes de durée mais aussi d'activité, est celui de la mission proprement dite, qui conduit les géographes sur un terrain colonial. Ce temps donné possède lui aussi ses rituels et sa temporalité spécifiques : il fonctionne selon une alternance bien réglée d'action militaire et de reconnaissance scientifique. Enfin, le dernier moment est celui du retour en métropole, qui voit la mise en ordre des informations récoltées et leur rendu au pouvoir. À chaque étape, les géographes sollicités ne sont pas forcément les mêmes : géographes de cabinet et géographes de terrain participent alternativement ou conjointement au processus général, en fonction des besoins exprimés par le politique. Mais tous sont à la solde du pouvoir et sont mobilisés selon une temporalité qui leur est imposée.

#### 109. Réciprocité dynamique entre la conquête coloniale et le progrès des connaissances géographiques



En même temps qu'ils remplissent les exigences imposées par le pouvoir, les géographes profitent aussi des opportunités qui leur sont offertes par ces missions. Il ne s'agit pas seulement de considérer l'emploi de géographes à des fins militaires ou coloniales comme une contrainte totale pour eux ; car leur action au service de leur gouvernement nourrit aussi leurs ambitions scientifiques. C'est en cela que l'on peut parler de réciprocité dynamique : agir pour le compte du pouvoir ouvre de nouveaux champs de recherche, à leur tour récupérés par le pouvoir avant de devenir les supports de nouvelles campagnes d'investigation scientifique, dans un jeu de rétroactions positives. L'exploration incite à la conquête coloniale autant que la colonisation favorise le développement de la connaissance scientifique. Le point d'orgue de ce fonctionnement est atteint dans le dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle (Bell, Butlin et Heffernan, 1995 ; Heffernan, 1998(b) ; Monnier, 2013), mais d'ores et déjà dans les décennies 1840 et 1850, les deux sphères s'alimentent mutuellement. Il faut donc envisager la présence des géographes en terrain colonial et l'activité qu'ils mènent à propos de ces objets comme procédant d'une logique dynamique, l'un entraînant l'autre, et non comme étant linéaire et unidirectionnellement causale. La schématisation du phénomène met en avant que celui-ci relève fondamentalement d'une

interaction ; celle de la conquête, et donc du champ militaire, avec celle de l'avancée des savoirs géographiques, et donc du champ scientifique. L'enjeu de cette interaction est spatial : pour les deux sphères, l'objectif est de prendre le pouvoir sur une portion élargie de l'espace terrestre.

---

### **Gros plan 17 – L'exploration scientifique de l'Algérie (1839-1842)**

Du côté français, l'expédition algérienne, commencée en 1839 et qui doit permettre de récolter des informations sur ce territoire et soutenir sa conquête, ouvre la voie à un nouveau type de collaboration entre pouvoir et savoir (Bourguet, Lepetit, Nordman, Sinarellis, 1998). Cette exploration menée en contexte colonial offre une bonne illustration des modalités du fonctionnement de cette réciprocité dynamique. Par rapport à la mission envoyée en Morée en 1829, l'exploration algérienne offre des modalités d'exécution bien différentes, non pas en degré mais en nature, par le fait même qu'une ambition coloniale l'anime. Comme l'écrit D. Nordman,

Au moins dans un premier temps, l'actualité militaire a pesé sur la délimitation du terrain. (...) À première vue, une hypothèse est plausible : dans l'ordre des sciences historiques et géographiques, la conquête et les débuts de la colonisation exigent des résultats rapides. (Nordman, 1998 : 75)

L'Algérie inaugure de nouveaux rapports entre savoir et pouvoir.

L'exploration de l'Algérie met en jeu de manière simultanée cinq types d'acteurs : 1° les savants, qui sont en charge du travail de terrain et qui, normalement, sont également les auteurs du texte final ; 2° une commission scientifique qui rassemble, anime et coordonne le travail collectif ; 3° le ministère de la Guerre, qui remplit trois rôles conjointement : il gouverne et administre le territoire algérien, conduit les opérations de conquête et dirige les opérations de la commission scientifique ; 4° une commission spécifique, dite commission académique d'Algérie chargée de la publication et des relations avec les auteurs ; 5° les éditeurs complètent la liste des acteurs. La liste des acteurs laisse apparaître un premier niveau de complexité. Dans le cadre de cette analyse, nous laissons de côté les éditeurs et la commission spécifique qui jouent un rôle essentiellement postérieur à l'expédition elle-même et nous concentrons sur les liens entre le ministère de la Guerre et les autres acteurs scientifiques. Le parcours de Bory de Saint-Vincent, acteur de premier plan de cette mission permet en outre de saisir à l'échelle d'un individu les modalités de l'articulation entre ces sphères.

La motivation première de cette exploration provient du gouvernement français, qui souhaite soutenir l'entreprise de conquête du territoire algérien par sa connaissance complète et précise. En 1838, il forme une commission chargée d'organiser scientifiquement et matériellement la collecte des informations nécessaires. Bory de Saint-Vincent se trouve à la tête de cette commission. Il remet la même année quelques notes concernant la géographie et la topographie, dans lesquelles il associe découvertes géographiques et conquête coloniale. Il commence par rappeler le devoir sacré des géographes d'appuyer par leurs travaux l'entreprise du gouvernement, mais ne manque pas pour autant

de souligner le rôle que remplit l'armée dans l'ouverture du champ d'investigation géographique. Les actions de l'un et l'autre champs semblent naturellement aller ensemble pour Bory :

(...) la prise de Constantine assurant plus de sécurité à nos mouvements (...) Il n'en est pas de la géographie comme des autres branches de nos connaissances, auxquelles aucun corps spécial n'est chargé de donner une direction dans les pays où l'on guerroye. Il existe pour elle un centre permanent organisé, où les travaux de toute nature, faits sur le terrain même où opèrent les armées, aboutissent promptement. (Bory, 1838(c) : 50)

La supériorité qu'ont montré les officiers d'état-major dans la carrière est telle, qu'un autre corps savant, en éprouvant non de la jalousie, mais une noble émulation, paraît vouloir former en Afrique une brigade d'élèves chargés de faire aussi de la topographie, au moyen de laquelle le comité du génie publiera probablement une carte à son tour. Ainsi, on le voit, la géographie africaine ne peut tarder à se compléter sans le moindre secours étranger au département de la Guerre. (*ibid.* : 51)

Bory considère même la géographie comme une branche particulière dans le système des connaissances : elle est celle qui a besoin de l'appui du militaire pour poursuivre ses menées. Alors qu'il se trouve en Algérie, il rappelle à l'envi ces liens spécifiques qui lient géographie et conquête. Au milieu de l'année 1841, il écrit à Léon Dufour :

Le gouverneur [Bugeaud] qui se montre d'une activité surnaturelle est en ce moment à Miliana. Il a ravitaillé Médéa le mois dernier ; ce qui nous a permis de voir enfin le revers méridional de ce qu'on nomme ici l'Atlas. Ce pays, au lieu de participer du désert, ressemble beaucoup au contraire au centre de la France. » (Bory, 1908 : 78)

« Jusqu'à cet été nous avons à peu près épuisé le centre et les provinces de l'Est. Je crois que celles de l'Ouest, Mascara et Tlemcen, que nous ouvre Bugeaud, deviendront le théâtre de nos recherches pour la fin de l'année, ainsi que l'hiver et le printemps de 1842. Après quoi, nous pourrions donner une Flore, une Faune et une Géologie qui dépasseront toutes les prévisions. (*ibid.* : 83)

Par ces quelques phrases, Bory exprime l'idée selon laquelle les progressions armées conditionnent entièrement les activités scientifiques de la commission sur le terrain algérien. Un lien de causalité est clairement posé entre les deux. En termes de délimitation du périmètre d'étude, l'armée possède donc une force de contrainte et, en même temps, de création d'opportunités nouvelles.

Les relations sont cependant loin d'être unilatérales, ce qu'explique aussi parfaitement Bory qui possède une pleine conscience des liens et relations complexes qu'entretiennent les géographes de la commission et le pouvoir français. Dans son *Rapport concernant la géographie et la topographie*, il démêle avec précision les différents liens enchevêtrés en un tissu complexe de relations :

Dès que la France eut définitivement établi sa domination sur cette contrée, le général Pelet, en sa qualité de directeur du dépôt de la Guerre, mit tous ses soins à recueillir les matériaux propres à en dresser un travail pareil à celui qu'on doit à l'expédition libératrice de Morée. Les officiers de l'État-Major, d'après un rapport au Ministre duquel relève le dépôt, eurent ordre de ne pas faire un pas dans le pays qu'ils n'en rédigeassent la reconnaissance selon le mode prescrit pour la confection de la carte de France ; et comme le service de ces officiers au quartier-général, ou près des généraux auxquels la plupart sont personnellement attachés, ne permettait pas toujours qu'ils obtempérassent aux demandes qui leur étaient faites de Paris, d'autres officiers également zélés, exercés et capables, ont été, à diverses reprises, envoyés en

Algérie pour s'y livrer exclusivement à des travaux de géodésie et de topographie. Chaque expédition faite dans l'intérieur des terres et les moindres marches militaires furent donc accompagnées d'officiers d'état-major auxquels on enjoignit de rédiger et de dessiner des itinéraires complets. À l'aide des beaux matériaux de ce genre, provenus de diverses opérations de guerre, on put bientôt composer des cartes de plus en plus perfectionnées, et autant que possible tenues à jour, s'il est permis d'employer cette expression, pour les approprier aux besoins de chaque moment. (Bory, 1838(c) : 49)

Ce paragraphe dit bien les demandes en connaissances géographiques formulées par les troupes armées. Ces connaissances doivent être en outre adaptées « aux besoins de chaque moment », cette expression signalant bien le caractère pérenne des relations à entretenir entre le champ des savoirs géographiques et le champ militaire. Pour gérer et administrer le territoire conquis, et donc permettre d'aller au-delà du moment ponctuel de la conquête, la maîtrise de ces données apparaît essentielle. La longue durée de ces liens se traduit d'ailleurs par le renforcement d'un corps spécifique, situé à la jonction entre les deux sphères : le corps des ingénieurs militaires, rattaché au Dépôt de la Guerre, dont la mission combine l'activité scientifique et la conquête militaire. Ces ingénieurs, qui dépendent de l'état-major, symbolisent la militarisation de l'activité géographique, déjà à l'œuvre dans les années précédentes et qui se renforce à l'occasion de l'amplification du processus colonial. Ils sont largement présents en Algérie, tout comme sur les autres missions d'exploration françaises, britanniques ou prussiennes. En Grande-Bretagne, c'est le *Topographical Survey* qui encadre ce corps ; en Prusse, la *Kriegsschule* est quant à elle mise à contribution. La mobilisation du corps des ingénieurs militaires, et tout particulièrement les topographes, constitue un invariant des interventions coloniales qui atteste, d'autant que ce corps tend à se renforcer, de l'alliance resserrée entre action militaire et activité géographique.

L'exemple algérien révèle des modalités de fonctionnement communes aux sphères française, britannique, et même prussienne : il souligne l'interaction grandissante du champ géographique avec le champ politique, mise en exergue autour de l'enjeu que représente les territoires coloniaux.

## **2 – La mesure de l'espace colonial**

La pratique géographique en contexte colonial contribue ainsi au renforcement de la militarisation du champ disciplinaire, car elle trouve dans la configuration de réciprocité dynamique avec la sphère politique et militaire l'occasion d'élargir les périmètres d'étude et donc la connaissance du monde. Cette militarisation tend du reste à favoriser deux pratiques géographiques : le recensement des ressources et la mesure de l'espace.

### **a) Recenser les ressources des territoires coloniaux**

L'un des premiers enjeux d'une mission d'exploration consiste à déceler et recenser les ressources disponibles sur un territoire en voie de conquête ou déjà dominé. Ce motif des ressources revient très fréquemment dans les bulletins des sociétés parisienne et londonienne, car la mission des

géographes présents sur les terrains coloniaux comprend notamment la détermination des ressources disponibles.

Lors d'une expédition dans l'ouest australien en 1848, le major Roe envoie un rapport au gouvernement britannique, publié par la *Royal Geographical Society*, dans lequel il souligne la pauvreté de la région et les quelques oasis rencontrées :

The country continued poor and unpromising, with some few exceptions, for 55 miles further, when we emerged from a very dense scrubby thicket, which we had found some difficulty in forcing, upon a system of waters falling into the S. coast, and were rejoiced and relieved at finding both water and grass for the supply of our half-famished horses. This proved to be a branch of the Pallinup river, which we followed downwards to our intended camp of Poilyenup, near the N.E. extremity of the Stirling range, meeting with excellent grass and abundance of water in its valley.<sup>248</sup> (BRGS, 1852 (T22) : 2)

Le repérage des points d'eau et de ravitaillement, rares dans cette partie de l'Australie, est précisément noté. Car il ne s'agit pas seulement pour le voyageur de faire son récit de voyage et des (més)aventures endurées, mais de revêtir le masque de l'éclaireur, d'anticiper les besoins d'une éventuelle future implantation coloniale et de les mettre en adéquation avec les ressources disponibles.

À l'occasion de l'exploration scientifique de l'Algérie, le recensement des ressources est également d'une extrême importance, alors que le gouvernement entend faire de cette région la figure de proue des possessions coloniales françaises. L'enjeu ne réside pas seulement dans la conquête, mais bien dans l'installation pérenne et fructueuse de colons. La capacité à nourrir cette population, voire à exporter certaines denrées agricoles, relève donc de la plus grande importance. Une des interrogations fortes concernant l'Algérie consiste à déterminer si au-delà des plaines côtières le territoire est cultivable et fertile. Bory de Saint-Vincent s'empare largement de cette question alors qu'il se trouve sur place, en remettant en cause les rapports précédents fournis au gouvernement. Dès août 1840, il s'étonne des idées fausses véhiculées sur le canton de Sétif :

Que d'idées fausses on m'en avait donné et que je reconnais de plus en plus combien le gouvernement lui-même est ignorant. Ainsi au retour de nos courses dans l'est et le centre, je lus dans le compte-rendu du Ministère de la Guerre, sur la province de Constantine, que le canton de Sétif abonde en beaux arbres à fruits et particulièrement en magnifiques noyers. Et bien, le croiriez-vous, le riche canton de Sétif, fertile en grains, dont Léon l'Africain disait cela littéralement il y a près de trois siècle, ne possède pas un buisson (...). Cependant, il y a peu de rochers à proprement parler dans le massif, où le schiste est recouvert d'un à dix mètres de la plus vorace terre végétale qui soit au monde et que couvrent, partout où l'administration militaire ne les a pas coupés pour le chauffage, des oliviers sans pareils qu'on n'a pas plus besoin d'arroser que ceux de Morée. (Bory, 1908 : 64-65)

Bory se fait toujours fort d'apprécier à leur juste valeur les ressources dont l'Algérie dispose, quitte

---

248 Traduction : Le pays continuait, pauvre et sans promesse, avec quelques exceptions peu nombreuses, quelques 55 miles plus loin quand nous émergeâmes d'un fourré broussaillieux très dense, que nous avions eu du mal à traverser, sur un système hydrographique tombant dans la côte ouest ; nous nous réjouîmes et nous sentîmes soulagés de trouver à la fois de l'eau et de l'herbe pour nos chevaux à moitié morts de faim. Cela s'avéra être une branche de la rivière Pallinup, que nous suivions en la descendant vers notre camp de Poilyenup, proche de l'extrémité nord-est de la chaîne des Stirling, où se trouvent de l'herbe excellente et de l'eau en abondance dans la vallée.



même parfois à fustiger quelque peu les actions du gouvernement quand celui-ci les met à mal :

Quoiqu'il en soit, cette Afrique brûlante, altérée, sans eau, ni verdure, dévorée d'un soleil atroce, désolée par les vents qui promènent des tempêtes d'arènes mobiles, est une région plus tempérée que la Provence, où le thermomètre centigrade (à quelque exception près de sites et de tempêtes) ne descend guère à dix et ne monte pas à trente-cinq, bien arrosée encore malgré la quantité de conduits d'eau et de fontaines que le vandalisme français et le corps du génie ont coupé ou fait tarir, où sont les plus belles forêts du monde, composées de lièges, de Quercus Mirbelii et Ilex, de lauriers, frênes, châtaigniers (que n'y vit pas Desfontaines), houx, pin d'Alep (...). (*ibid.* : 87)

Parce qu'ils n'envisagent pas uniquement le territoire pour lui-même mais en regard des ambitions territoriales de leur gouvernement, les géographes en situation coloniale abordent l'espace au prisme des ressources disponibles ou non. De fait, cette habitude place les géographes dans le champ de l'action politique et dans une logique prospective, leur expertise étant requise en vue de futurs aménagements territoriaux. Cette dimension opérationnelle, qui témoigne de la situation des géographes dans le champ de l'action se traduit dans les mots des géographes par l'emploi régulier du futur, par le passage au mode conditionnel ou par l'expression de la conscience de travailler pour le service de l'État. On peut ainsi lire chez Bory quelques marques du futur, trahissant la logique prospective dans laquelle se situe le géographe :

Que diriez-vous si la commission scientifique vous démontrait que l'Algérie entière, depuis Tunis au Maroc et de Tagurt ici ne contient que quatre cent mille âmes en tout (...) ? (*ibid.* : 81)

Chez le major Roe, à propos de la colonisation australienne, le sens du service rendu à la nation s'exprime là aussi très nettement. Il ne confond pas les intérêts géographiques (au sens de scientifiques) rencontrés et les ressources naturelles utiles pour une population ; au contraire, il les distingue nettement, le second enjeu, celui sur lequel sur joue l'avenir du territoire, prenant le pas sur le premier :

Having now as briefly as possible detailed the principal occurrences connected with my past movements and future intentions, I can but regret that the former have proved of value chiefly in a geographical point of view, although much good and available country, both arable and pastoral, has been seen in patches adapted to limited operations ; but I beg to assure his Excellency that in the remainder of my proceedings, let them be in what direction they may, for carrying out the ultimate views of the Government, my best exertions shall be used for rendering the expedition as productive as possible of public benefit.<sup>249</sup> (BRGS, 1852 (T22) : 3)

Placé en contexte colonial, l'horizon temporel des géographes s'ouvre vers un futur à la fois proche et lointain alors qu'ils participent à travers leurs recherches à l'avenir d'un territoire conquis par

---

249 Traduction : Ayant maintenant aussi brièvement que possible détaillé les principales occurrences connectées avec mes mouvements passés et mes intentions futures, je ne peux que regretter que les premiers ont montré une valeur de toute première importance d'un point de vue géographique, quoique les bonnes régions disponibles, à la fois bonnes pour les cultures et pour les pâtures, n'aient été vues que de façon morcelée, adaptées à des opérations limitées ; mais j'assure votre Excellence que dans le reste de mes investigations, peu importe la direction qu'elles prendront, toutes mes forces seront utilisées pour rendre cette expédition aussi productive que possible en termes de bénéfices publics.

le politique.

b) Mesurer et décrire l'espace colonial : une géographie quantitative et qualitative

La géographie qui se développe sur le terrain colonial répond clairement aux besoins des dirigeants qui doivent l'administrer. Il s'agit, en plus d'effectuer la collecte des ressources, de saisir l'étendue et la situation démographique des régions colonisées. La géographie pratiquée en contexte colonial et à propos de ce contexte particulier tend de ce fait à être essentiellement quantitative et à s'appuyer sur une mesure chiffrée de l'espace, ce qui répond en retour aux exigences de scientificité développées par les géographes eux-mêmes (voir chapitre 9). Mais elle tend aussi à favoriser une approche descriptive des espaces.

NOMS DES ÉTABLISSEMENTS.	Superficie en hectares.	Population.	Nombre d'hectares en culture.	PRODUIT net des cultures.	COMMERCE.	Navigation.
				fr.	fr.	navires.
ASIE. — Établissements français dans l'Inde.						
Pondichéry. . . . .	27 953	96 712	17 407	1 115 711	imp. 5 399 948 exp. 3 625 474	entr. 337 sort. 526
Karikali. . . . .	16 184	59 872	7 628	534 820		
Yanaon. . . . .	5 298	6 464	775	17 808		
Mahé. . . . .	585	3 419	510	29 600		
Chandernagor. . . . .	942	51 596	2	»		
Colonies d'Afrique.						
Sénégal et dépendances. . . . .	54	11 599	2	2	imp. 5 399 948 exp. 3 625 474	entr. 65 sort. 85
Gorée et dépendances. . . . .	17	3 197	»	»	imp. 5 623 280 exp. 2 409 481	entr. 554 sort. 341
Réunion. . . . .	231 550	10 826	64 279	14 932 899	imp. 25 805 885 exp. 15 586 400	entr. 262 sort. 254
Sainte-Marie. . . . .	90 975	5 859	2	»	»	»
Mayotte. . . . .	38 000	6 888	»	»	»	»
Nossi-Bé et dépendances . . . . .	15 000	15 178	»	»	»	»
Colonies d'Amérique.						
Martinique. . . . .	98 782	123 701	31 256	10 047 547	imp. 35 884 006 exp. 15 121 571	entr. 620 sort. 586
Guadeloupe et dépend. . . . .	542 515	152 810	24 851	9 000 000	imp. 25 967 786 exp. 11 702 579	entr. 554 sort. 552
Guyane française. . . . .	505 510	17 625	4 589	1 969 254	imp. 3 436 195 exp. 1 099 524	entr. 54 sort. 52
Saint-Pierre. . . . .	2 600	2 226	2	»	imp. 2 918 745 exp. 4 780 836	entr. 356 sort. 347
Miquelon. . . . .	18 425	2	»	»		
Colonies d'Océanie.						
Iles Marquises. . . . .	130 000	20 000	Les Français occupent depuis 1842 Nouka-Hiva et Tahouata.			
Nouvelle-Calédonie. . . . .	2 000 000	50 000 ?	Décrétée colonie française postérieurement à 1851 (en septembre 1853.)			
Iles Gambier. . . . .	»	»	La France n'exerce qu'un droit de protectorat sur ces îles.			
Ile Tahiti. . . . .	»	»				
Iles Wallis. . . . .	»	»				
Tableau récapitulatif du territoire et de la population des colonies françaises en						
Asie. . . . .	48 963 hectares.	197 863 habitants				
Afrique. . . . .	575 575	53 527				
Amérique. . . . .	965 828	276 562				
	1 590 565	527 952				
V. A. MALTE-BRUN.						

110. « Tableau statistique des colonies françaises en 1851 », V.-A. Malte-Brun

(Source : BSGP, 1854 (S4, T8) : 287)

Sur le terrain, arpentage rime avant tout avec mesure, collecte et quantification du territoire observé. Dans un article de 1854 visant à donner des *Hints to Travellers*, des indications pour les voyageurs, les membres de la *Royal Geographical Society* fournissent une fiche descriptive précise à compléter lors de l'exploration d'une région. Outre les mesures physiques classiques, une importance toute particulière est accordée aux aspects zoologiques, botaniques et ethnographiques. Il apparaît

aussi crucial de posséder des connaissances précises en termes d'étendue du territoire, de direction du relief, de climat que des données démographiques (BRGS, 1854 (T24)). La collecte de toutes ces mesures donne ensuite lieu à leur agrégation sous forme de tableaux statistiques, forme très répandue dans les bulletins des sociétés de géographie et qui semble être le moyen privilégié pour rassembler et comparer les informations obtenues sur les territoires coloniaux. On en trouve un exemple dans le bulletin parisien en 1854, où les différents établissements français sont offerts à la comparaison à travers quelques indicateurs (voir figure 110). L'Algérie fait l'objet dans ce numéro d'un traitement à part. Superficie, démographie, cultures et commerce sont les principales données à recueillir ; elles doivent fournir un tableau concis en même temps que précis et utile à l'administration coloniale. Les géographes se font ainsi administrateurs (Margairaz, 2006). Dans ce panorama quantitatif, la question démographique revêt une importance toute particulière en matière de gestion du territoire. Régulièrement, les bulletins parisiens mettent à jour les informations sur la population algérienne, sa répartition géographique et sa partition en classes (indigènes vs militaires, en particulier). En 1853, par exemple, on peut trouver une série de quelques tableaux statistiques visant à donner une vision précise de la démographie algérienne (BSGP, 1853 (S4, T6)).

Cette importance accordée à la mesure de tous les phénomènes observés sur le terrain confirme la tendance observée lors des décennies précédentes : les savoirs géographiques sont une affaire de mesure et de quantification. Leur objectivation passe par l'usage du chiffre, et par la possibilité de les comparer entre eux. La pratique en contexte colonial, dans l'objectif de répondre à des besoins politiques, favorise donc le renforcement de l'approche quantitative pour produire des savoirs géographiques, et fait donc écho aux exigences formulées hors contexte colonial par les géographes. La réciprocité entre sphère géographique et sphère politique s'affirme aussi dans la symétrie des pratiques mises en œuvre. De plus, cette approche est largement calquée sur les collectes réalisées en métropole, mises au point par les bureaux statistiques continentaux. Car l'objectif n'est pas uniquement de procéder à des relevés statistiques, mais de les unir avec ceux déjà réalisés par ailleurs, en vue d'une continuité scientifique sur tous les territoires d'une même nation et d'une comparabilité accrue. C'est bien le sens de la remarque de Malte-Brun fils lorsqu'il présente le tableau ci-dessus :

Les documents officiels sur l'état de la population, de la culture, du commerce et de la navigation de nos colonies d'Asie, d'Afrique et d'Amérique viennent de paraître en septembre 1854 ; nous croyons utile de les rapprocher de la statistique des quatre-vingt-six départements donnée au *Bulletin* d'août 1852, page 164. Ils compléteront ainsi la statistique de la France et de ses possessions d'outre-mer à la même époque, c'est-à-dire au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. (BSGP, 1854 (S4, T8) : 283)

Les recherches en contexte colonial orientent également les approches géographiques vers plus de description, mettant l'accent sur la dimension qualitative. L'article *Hints to travellers* (op. cit.) insiste sur la nécessité conjointe d'associer la qualité à la quantité des informations collectées : « Such are the appropriate ends of scientific travellers : but it should ever be borne in mind that quality, not

quantity, is the true end. »<sup>250</sup> (BRGS, 1854 (T24) : 335). Dans une rubrique « Ethnography and Statistics » du même article, les instructions précisent les points clés auxquels s'attacher. Approches statistique et descriptive sont appelées à se combiner :

*Population* – Number of Nation, Tribe, &c. ; Geographical Distribution ; Total Number ; Number of families, &c., Males, Females, Children ; Characteric Form, - dimensions, weight, colour, odour free from uncleanness, hair, features ; Unnatural modifications of form, - by pressure, mutilation, incision, &c. ; Moral and Intellectual Character ; Diseases, - corporeal and mental ; the Generation, Development, and Vitality of the Population ; Classifications of Population ; Condition of various classes.

*Habitations* – Distribution, Character, Number (...)

*Occupations* – Pastoral, Agricultural, Maritime, Arts, Manufactures, Trades, Commerce, &c. ; Ceremonies, Amusements, &c.<sup>251</sup> (*ibid.* : 358)

Il s'agit donc pour les géographes de prendre la mesure, chiffrée *et* qualitative, de la situation des territoires sur lesquels ils enquêtent. Car c'est bien une enquête qu'ils mènent, pour le compte de leur gouvernement. En effet, le contexte colonial informe les modalités et les objets des descriptions géographiques engagées. Cet article de la société londonienne n'est à l'origine pas destiné spécifiquement aux régions colonisées, mais à toute région du monde dans laquelle se trouvent des voyageurs et scientifiques britanniques. Or, quelques remarques accompagnant les fiches descriptives laissent penser que le fait colonial infuse la pratique géographique en général :

Can the traveller point out the most probable mode of civilizing and benefiting the natives ?  
(...) Collect all information that can throw light on the migration of nations.

N.B. The greatest forbearance and discretion are strongly recommended in all intercourse with the natives – never to allow an imaginary insult to provoke retaliation which may lead to bloodshed. It must be borne in mind their's is the right of soil – we are the aggressors.<sup>252</sup>  
(*ibid.* : 357)

Par défaut, les géographes britanniques sont donc placés dans un rôle de représentation de l'autorité de la Couronne, comme si toute campagne d'exploration pouvait potentiellement mener à une conquête coloniale. De fait, les géographes investissent donc une posture d'autorité et de domination, le contexte du développement impérial imprégnant leurs activités : chaque territoire est vu au prisme d'une éventuelle prise de possession. Les relevés géographiques trouvent donc toute leur place dans le

---

250 Traduction : Telles sont les finalités appropriées des voyageurs scientifiques : mais il doit toujours leur rester à l'esprit que la qualité, et non la quantité, est la vraie finalité.

251 Traduction : Population – Nombre de nations, de tribus, etc. ; distribution géographique ; nombre total ; nombre de familles, etc., mâles, femelles, enfants ; formes caractéristiques – mensurations, poids, couleur, odeur (or saleté), cheveux, traits ; modifications non naturelles de forme – par pression, mutilation, incision, etc ; caractère moral et intellectuel ; maladies – corporelles et mentales ; génération, développement et vitalité de la population, conditions des différentes classes. / Habitations – distribution, caractère, nombre. / Occupations – pastorale, agricole, maritime, arts, manufactures, artisans, commerce, etc. ; cérémonies, amusements, etc.

252 Traduction : Le voyageur peut-il souligner la façon la plus probable de civiliser et bénéficier aux indigènes ? (...) Collectez toute information qui peut éclairer les migrations des nations. / NB. Les plus grandes patience et discrétion sont recommandées dans les relations avec les indigènes – ne jamais permettre qu'une insulte imaginaire provoque une vengeance qui puisse mener à une effusion de sang. Il doit être absolument gardé à l'esprit que le droit du sol existe – nous sommes les agresseurs.

processus de réciprocité dynamique décrit plus haut : leur expertise est sollicitée aussi bien en amont qu'en aval de la colonisation et contribue à déterminer les actions du politique. Cela signale en retour une délimitation du regard géographique et des périmètres d'objets analysés. Même quand les géographes n'arpentent pas un territoire colonisé, leurs pratiques passent par le tamis du prisme colonial (Raj, 1997). Organisée différemment, cette tradition d'expertise au service du politique perdure jusqu'à aujourd'hui en géographie (Massardier, 1996).

Produire des savoirs géographiques en terrain colonial et à propos de ce terrain semble donc contribuer à l'établissement et au renforcement de certaines pratiques disciplinaires. L'habitude du terrain s'accroît, ainsi que celle de la quantification et de la mesure de l'espace. De plus, les géographes se trouvent investis d'une fonction d'expertise très affirmée, dans laquelle l'objet de leur investigation ne se situe pas uniquement dans le temps présent mais aussi, voire surtout, dans l'horizon d'un futur où l'espace arpenté serait conquis et intégré dans une administration coloniale. C'est donc surtout l'habitude de travailler en collaboration avec les autorités politiques et militaires qui s'accroît avec le développement du processus colonial.

## **D) Écrire géographiquement l'espace colonial**

Après avoir interrogé le projet politique du développement colonial ainsi que ses conséquences sur le fonctionnement institutionnel, méthodologique et pratique des savoirs géographiques, une dernière interrogation demeure quant aux modalités de l'écriture des territoires coloniaux. Comment écrire géographiquement les espaces coloniaux ? Derrière cette question générale se cachent plusieurs enjeux. Tout d'abord, quels périmètres d'objets sont abordés, c'est-à-dire quels espaces sont considérés par les géographes ? Y a-t-il une concordance entre les manœuvres politiques et les curiosités géographiques ? Ensuite, avec quels mots les géographes disent et décrivent ces espaces ? On retrouve ici un questionnement déjà soulevé dans le chapitre 7 : la mise en mots de ces espaces se fait-elle d'une manière spécifique ? Enfin, et peut-être surtout, des stratégies rhétoriques sont-elles mises consciemment en œuvre dans les discours géographiques à propos de ces territoires ? Les paragraphes précédents ont révélé que le projet colonialiste oriente les pratiques géographiques et contribue à la formation de groupes de pression. Dans quelle mesure les ambitions nationales se traduisent-elles également en termes discursifs ? Et peut-on repérer des modes d'écriture nationaux ? Pour le dire autrement, l'écriture géographique des espaces coloniaux diffère-t-elle d'une sphère à l'autre ?

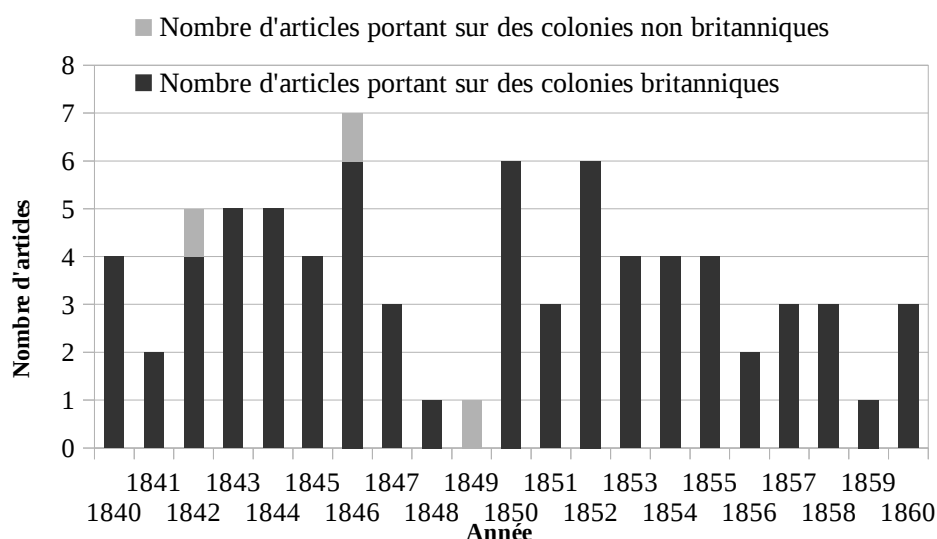
### ***1 – Des périmètres nationaux de l'écriture des territoires coloniaux***

En termes de mise en récit des espaces coloniaux, la première constatation, qui peut paraître triviale, est que les géographes écrivent d'abord *leur* espace colonial, celui de la nation dont ils dépendent. Les territoires coloniaux privilégiés par les recherches géographiques sont donc nationalement orientés. Ils possèdent en outre une géographie bien particulière, qui reflète les actualités politiques.

### a) Mettre en récit son espace colonial

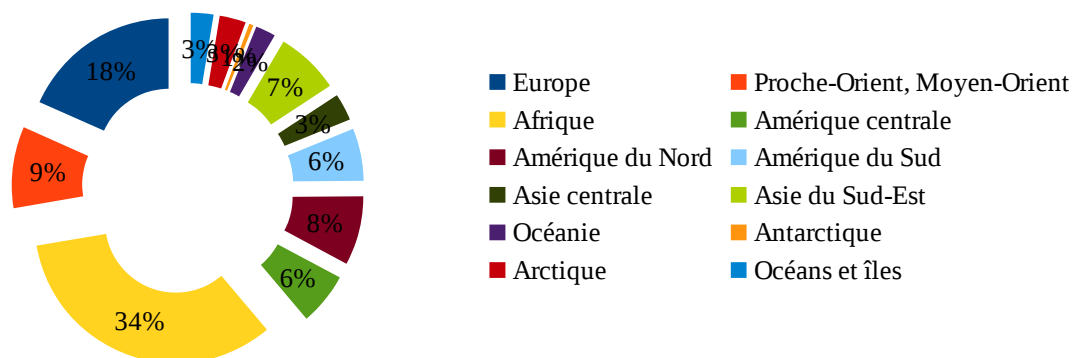
En analysant d'une manière statistique les bulletins des sociétés londonienne et parisienne, il apparaît que la carte des curiosités géographiques est calquée, du moins en partie, sur la carte des possessions coloniales du pays concerné. Quand on écrit sur des territoires coloniaux, c'est avant tout sur son propre espace colonial, du moins sur celui dont s'occupe la nation de laquelle on dépend. Cela s'avère particulièrement vrai pour la société londonienne, dont l'écrasante majorité des articles consacrés à des espaces coloniaux portent sur des possessions britanniques :

#### 111. Proportion d'articles consacrés à des espaces coloniaux britanniques dans les bulletins de la *Royal Geographical Society* (1840-1860)



Seules quelques colonies françaises ont voix au chapitre : la côte africaine en 1842, la Gambie en 1846 et Mayotte et les Comores en 1849. Pour le reste, les espaces coloniaux abordés par la *Royal Geographical Society* appartiennent tous à l'empire britannique. Cette première analyse plaide donc pour un traitement nationalisé des territoires coloniaux. Cela s'avère également vrai pour la société parisienne, qui consacre dans la période 1840-1860 environ un tiers de ses articles et communications au continent africain, alors même que les efforts coloniaux se portent essentiellement sur l'Algérie et l'Afrique de l'Ouest :

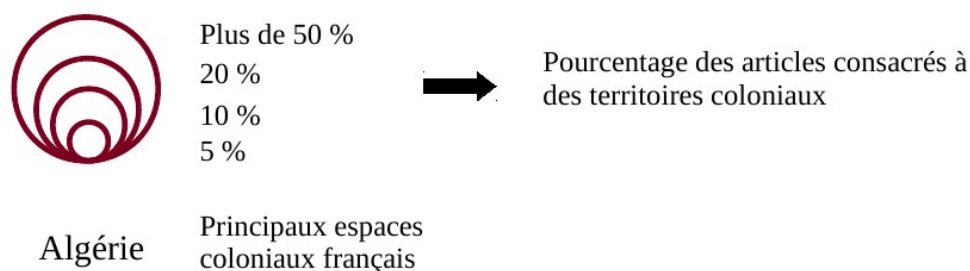
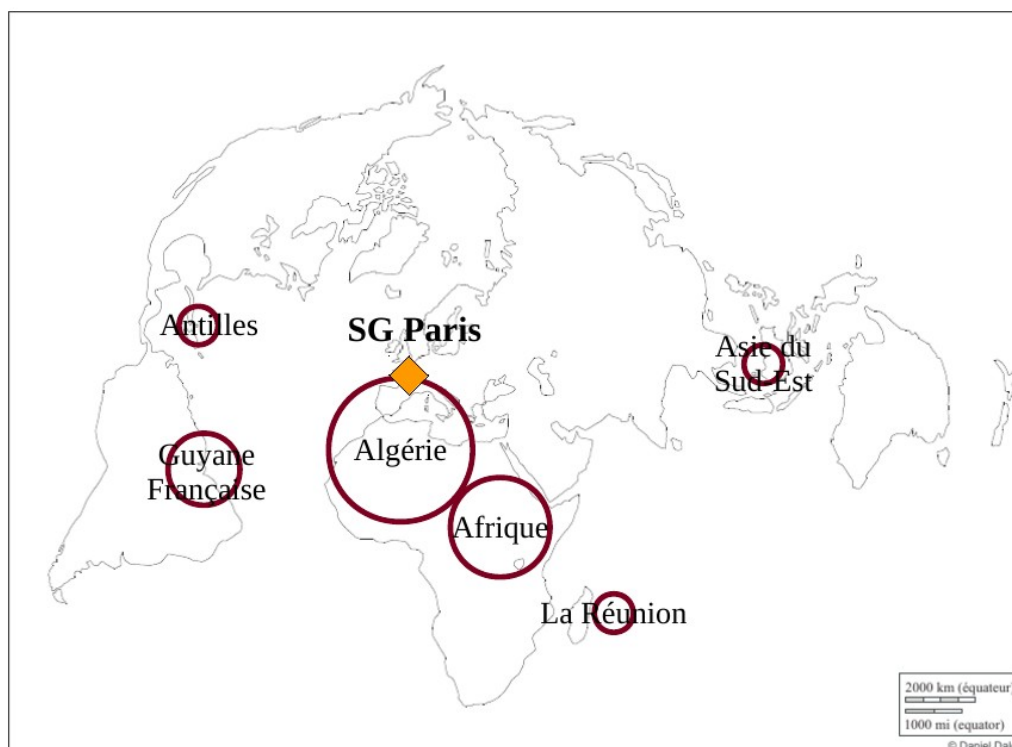
#### 112. Intérêt géographique de la Société de Géographie de Paris (1840-1860)



Les articles portant sur l'espace africain ne se concentrent pas nécessairement et uniquement sur les possessions coloniales ou les entreprises de conquête. La figure 112 permet aussi de mettre au jour une couverture du monde entier. Néanmoins, cela signale tout de même une corrélation entre les processus militaro-politiques en cours et les intérêts géographiques du moment. Cette corrélation s'exprime pour une part en raison des orientations politiques données (*cf* les demandes d'instruction ordonnées par le politique) et pour une autre part en vertu de l'imaginaire colonial qui commence alors à imprégner la société civile et la sphère scientifique française. Ce constat n'est pas aussi vrai en ce qui concerne la *Royal Geographical Society* : ses bulletins proposent une géographie moins calquée sur celle des espaces coloniaux britanniques. Même si les espaces indiens, australiens ou canadiens apparaissent régulièrement à travers des articles et interventions, ils font à peu près jeu égal avec d'autres régions du monde qui ne sont pas investies par le processus colonial. Une première distinction s'opère donc entre les deux sociétés quant à la part des colonies dans les bulletins.

Si l'on affine les analyses, il s'avère en outre que les espaces coloniaux ne sont pas également considérés les uns par rapport aux autres. L'écriture des espaces coloniaux reflète les particularités de l'espace que l'on écrit. À travers les bulletins des deux sociétés transparaît une hiérarchie des territoires coloniaux, cartographiée sur les deux figures ci-dessous : ce sont aussi des centres et des périphéries qui sont mis en avant. Du côté français, la prédominance africaine frappe d'emblée (voir figure 113). L'Afrique et, plus encore, l'Algérie, se situent ainsi au cœur des curiosités géographiques françaises en matière coloniale. Parmi les autres espaces africains convoqués par la société française, le Sénégal et l'Afrique de l'Ouest sont majoritaires. Très peu d'articles sont consacrés à l'Afrique de l'Est ou méridionale. Surtout, plus de cinquante pourcents des articles qui portent sur des espaces coloniaux sont ainsi consacrés à ce qui constitue bien la grande affaire coloniale des années 1840-1860 en France. Il y a ainsi une confusion ou, du moins, une surface de recouvrement très nette entre l'entreprise politique à l'œuvre et le champ couvert par les géographes français. L'Algérie ouvre également au reste de l'Afrique, qui constituait déjà dans les périodes précédentes une région riche pour l'imaginaire géographique (la recherche de la mythique Tombouctou en témoigne par exemple dans les années 1820). Le Sénégal et l'Afrique de l'Ouest constituent en particulier des champs d'investigation nouveaux pour la société parisienne. Quelques articles portent également sur des espaces plus lointains – au sens géographique et dans l'actualité politique de ces années, la Réunion, les Antilles ou encore la Guyane française ; mais ils sont tout à fait anecdotiques et n'atténuent aucunement la domination algérienne. Les recherches portant sur les espaces coloniaux sont loin d'être majoritaires à la Société de Géographie de Paris et, en ce sens, on ne peut pas conclure à une domination du contexte colonial. Pour autant, lorsque les géographes parisiens se penchent sur cet objet, ils embrassent pleinement le champ d'intérêt mobilisé par le politique.

113. Cartographie de l'intérêt colonial de la Société de Géographie de Paris (1840-1860)

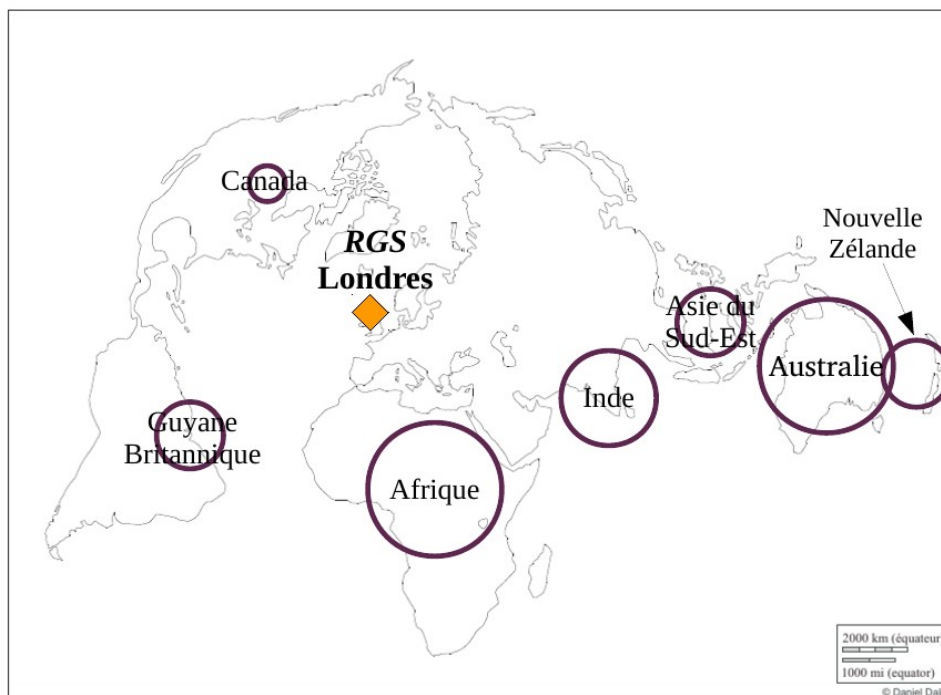


La cartographie des territoires coloniaux britanniques convoqués dans les articles de la *Royal Geographical Society* offre une autre configuration que celle proposée côté parisien. Deux espaces s'affichent en tête : l'Afrique, l'espace colonial en devenir, et l'Australie, une des plus récentes colonies britanniques qui soulève alors bien des espoirs. Au sein de la catégorie Afrique, ce sont plutôt les régions de l'est et du sud du continent qui sont surreprésentées, dans une configuration contraire à celle présentée par la société parisienne. De plus, alors que l'Afrique et l'Australie apparaissent au centre des curiosités géographiques, il n'y a pas de domination écrasante telle que l'on peut la constater côté français avec l'Afrique et l'Algérie. La géographie coloniale proposée par la société londonienne s'avère moins centripète et davantage polycentrique. L'Inde, une des plus anciennes possessions de la couronne, suscite toujours un intérêt important, en particulier alors que son *topographical survey*, son levé topographique, y est réalisé. En revanche, le Canada n'apparaît pas porteur de vifs appétits géographiques, alors pourtant qu'il forme une des plus vastes possessions de l'empire et également une des plus anciennes. Mise à part cette anomalie canadienne, tous les espaces coloniaux britanniques



jouissent d'un intérêt relativement égal, proportionné certes aux espoirs qu'on leur porte et aux entreprises qui y sont menées, mais sans que de gros déséquilibres se révèlent en termes d'intérêt géographique. Cette différence de considération, par rapport à la société parisienne, tient bien sûr à la configuration politique, juridique et économique différente de l'Empire britannique en regard du système colonial français.

#### 114. Cartographie de l'intérêt colonial de la *Royal Geographical Society* (1840-1860)



Plus de 25 %  
Entre 15 et 20 %  
Entre 5 et 15 %  
Moins de 5 %



Pourcentage des articles consacrés à des territoires coloniaux

Inde

Principaux espaces  
coloniaux britanniques

Du côté britannique, les recherches portant sur les territoires coloniaux semblent moins dépendants de l'actualité et de l'intérêt politiques des régions en question ; alors que du côté français, la mise en récit géographique de ces espaces montre une corrélation très nette avec les entreprises miliraro-politiques. Cela tient-il uniquement à des choix épistémologiques opérés par les géographes de ces deux sociétés ? Il faut aussi prendre en compte l'attrait de la nouveauté côté français et l'habitude côté britannique. En effet, alors que l'empire britannique possède une épaisseur temporelle déjà appréciable en 1840, la France renoue seulement avec cette ambition dans cette décennie. Cela plaide donc, de mon point de vue, en faveur de l'hypothèse selon laquelle les activités géographiques se développent en fonction du contexte national, dont elles dépendent et dont elles se font l'écho.

## b) Écrire les entreprises concurrentes

Si l'intérêt porté aux territoires coloniaux présente une délimitation nationale assez marquée, cela n'empêche pas pour autant quelques incursions dans les champs voisins. Se tenir informé des progrès des nations voisines, et concurrentes, participe en effet de l'activité des sociétés de géographie. Même si cette pratique reste minime, cela fait également entrer dans le périmètre des intérêts coloniaux les régions contrôlées par les autres nations européennes.

Du côté français et britannique, alors que ces nations sont fortement engagées dans le processus colonial, la dimension concurrentielle de ce mouvement transparaît au travers des bulletins, mais de manière différenciée. La figure 111 a déjà montré que la société londonienne n'accorde qu'une faible importance aux autres espaces coloniaux que ceux de sa nation. Seuls quelques articles daignent se pencher sur la situation de possessions françaises. Dans le bulletin parisien, en revanche, de nombreux articles, dans une proportion bien plus significative, se penchent sur les entreprises menées par les autres pays européens. Les nations britannique, mais aussi prussienne ou russe sont objets de curiosités. Les différents bulletins semblent ainsi tenir les scores des nations européennes et tiennent à jour les progrès réalisés par les uns et les autres. Tout en soulignant généralement les opportunités scientifiques que les avancées des voisins représentent, les articles prennent nettement la mesure des conséquences en termes d'implantation et de domination nationale et participent ainsi d'analyses géopolitiques.

En 1846, la société parisienne commente par exemple la parution d'un ouvrage du Dr. Wappäus, *Émigration et colonisation allemande*. Le commentaire porte sur l'importance de ce livre, qui fait le bilan des mouvements de population allemande. Ces mouvements sont pour la plupart spontanés et ne répondent pas à une organisation au niveau étatique. L'auteur du compte-rendu insiste ainsi sur la nécessité pour les gouvernements des différents États allemands de mieux prendre en compte ces émigrés, dont le statut est précaire dans les colonies où ils s'installent, il souligne en particulier leur situation difficile au Texas. Ces réflexions s'appuient sur l'idée que chaque nation doit se faire le garant de ses ressortissants. Mais, au-delà de cet appel à défendre ces populations, le commentateur conclut sur l'indigence du processus colonial allemand :

Mais, en reconnaissant parfaitement les bonnes intentions de ces entreprises, c'est cependant la manière même dont elles ont été conduites, qui donne la preuve évidente, qu'en Allemagne ne sont encore que peu répandues ces connaissances générales, qui sont indispensables pour fonder avec succès une organisation de l'émigration allemande. Les Allemands ont eu trop peu de relations directes avec les pays qui ont été colonisés par les peuples de l'Europe occidentale, dès le commencement du XVI<sup>ème</sup> siècle, pour être parvenus à connaître véritablement les conditions physiques, l'état politique et industriel de ces pays, et l'histoire des colonisations modernes, connaissances pourtant qui sont les seuls fondements solides d'un système rationnel pour l'organisation de l'émigration et de la colonisation allemandes. (BSGP, 1846 (S3, T6) : 245-246)

Sous couvert de prendre le parti des populations allemandes, cet article propose en réalité un bilan de

l'avancement de la colonisation allemande et en déduit l'impossibilité de son développement. Les intérêts purement géographiques et démographiques le disputent ainsi à la mesure de l'avancée des nations concurrentes.

Même dans le cas prussien, alors que l'entreprise coloniale se situe clairement au second plan des préoccupations nationales, la curiosité pousse les géographes de la *Gesellschaft für Erdkunde* à regarder du côté des mouvements français ou britanniques. Lors de la séance du 6 mai 1848, par exemple, les membres de la société berlinoise se prêtent à un bilan sur les expéditions en cours de quelques grandes nations : ils soulignent celle des Français au Lappland, mettent en avant la présence des Anglais au Sierra Leone, et s'interrogent également sur l'agitation entraînée par les actions du gouvernement américain au Liberia (BGFE, 1850 (S2, T6)). Le sujet du Liberia revient d'ailleurs fréquemment dans les autres sociétés (BRGS et BSGP). L'actualité mondiale en matière de colonisation et d'expédition est ainsi passée au crible. Du côté britannique, les bulletins de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* se penchent tout particulièrement sur les avancées menées en Australie et en Nouvelle-Zélande, ces deux régions attisant fortement la curiosité des géographes Prussiens. Ainsi, par exemple, trouve-t-on en 1848 un article sur les relations entre les *Urbewohner* (les populations indigènes) et les colons dans la province d'Adelaïde (BGFE, 1848 (S2, T5)). Pour ce qui est de la France, ces mêmes bulletins proposent régulièrement des articles sur l'Algérie française et sur les mouvements du gouvernement en Afrique. Les voyages de Barth et Vogel en Afrique du Nord au début des années 1850 donnent l'occasion de quelques bilans généraux sur ces régions : ainsi en 1855 la société berlinoise propose-t-elle quelques commentaires sur l'arrivée des Français dans le sud algérien (BGFE, 1855 (S3, T4)).

Écrire l'espace colonial ne se résume donc pas à dresser le portrait géographique des possessions nationales, cela recoupe aussi la prise en considération de l'avancée des nations voisines et concurrentes. Du moins pour les géographes français et prussiens, les Britanniques jouent peut-être de l'avance impériale de leur nation pour négliger les progrès des autres États. La prise en charge de territoires coloniaux ne relevant pas de leur nation tutélaire par les sociétés de géographie indique ainsi leur participation, consciente ou non mais bien réelle, à la mise en concurrence nationale qui s'opère alors sur le continent européen.

## **2 - Cartographier l'espace colonial**

En contexte colonial, les savoirs géographiques affermissent leurs liens avec la cartographie, qui devient un des outils privilégiés de représentation et d'écriture des territoires concernés. La reconnaissance des territoires donne en effet généralement lieu à leur mise en carte, une façon de mettre en ordre visuellement les informations collectées tout en asseyant une domination militaire et politique. Le *medium* cartographique apparaît ainsi à la fois comme la traduction des explorations scientifiques menées en terrain colonial et l'instrument, de même que le symbole, de la conquête

militaire achevée ou en train de se faire.

Comme le rappelle H. Desbois, la triangulation et la cartographie de l'Inde « s'inscrivent précocement dans le projet colonial britannique » (Desbois, 2012 : 70). En effet, dès la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'enjeu est d'unifier le territoire étendu et complexe qu'est l'Inde, en en proposant une cartographie à petite échelle. Cette entreprise, connue sous le nom de *Great Trigonometrical Survey*, commence réellement au début du XIX<sup>ème</sup> siècle et s'étend sur plusieurs dizaines d'années, tant la tâche à accomplir est immense. Symboliquement, la campagne vise à assurer la prédominance britannique sur le sous-continent indien : M. Edney souligne que ce projet constitue à la fois une entreprise idéologique et une solution technique innovante pour cartographier une grande étendue d'espaces (Edney, 1997). Du point de vue idéologique, elle est ponctuée de quelques temps forts, dont un cité par H. Desbois :

Le plus éminent monument à cette Grande Triangulation, particulièrement révélateur de la façon dont cette entreprise a été héroïsée, est l'Everest, nommé ainsi en 1865, par la Société Royale de Géographie, du nom d'un des responsables de la triangulation, Sir George Everest : le Mont Everest a été désigné comme la plus haute montagne du Monde lors de mesures effectuées depuis le Bengale (le Népal étant fermé aux britanniques) à l'occasion de la Grande Triangulation. (Desbois, 2012 : 70)

M. Edney considère son succès comme inégal et sans doute pas à la hauteur des ambitions premières (1997). Pour autant, cette entreprise tient une place non négligeable dans l'esprit des géographes britanniques de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Étant donnée l'immensité de la tâche, ce défi les tient en haleine pendant plusieurs dizaines d'années, comme en témoignent les bulletins de la *Royal Geographical Society* qui relaient régulièrement les progrès ou difficultés de cette campagne cartographique (voir par exemple : BRGS, 1837 (T7) ou BRGS, 1851 (T21)).

Du côté français aussi, la cartographie s'impose comme un outil et comme la marque du processus colonial, tout spécialement en Algérie. H. Desbois l'affirme, « L'Algérie a constitué le laboratoire de la cartographie coloniale française. » (Desbois, 2012 : 69). Sous le contrôle du Général Pelet qui encadre les opérations, les ingénieurs du Dépôt de la Guerre participent aux premières expéditions sur le territoire algérien, ils sont présents sur place dès les années 1830 et pendant tout le temps de la conquête vers le sud. Dès 1830, Delaroche, qui dépend du Dépôt de la Guerre, dresse par exemple le plan d'Alger, indispensable à la poursuite des opérations (voir figure 115). Comme le rappelle H. Desbois, le rôle des cartographes est double : dresser les cartes des champs d'intervention militaire et préparer la carte générale qui servira à administrer la future colonie. Les ingénieurs géographes se situent ainsi sur le double horizon du présent et du futur, intégrant de fait la carte dans le processus de colonisation. Comme dans le cas indien, l'Algérie est rattachée au système géodésique français. La carte de France, projet mené parallèlement sous la conduite du Général Pelet, constitue le modèle à suivre pour les ingénieurs arpenter l'Algérie. Si cela possède un vrai intérêt technique et cartographique, cela permet surtout d'assurer le rattachement de l'Algérie à la France (Desbois, 2012),

et d'affirmer la continuité territoriale de la nation française.

115. *Plan d'Alger*, par Delaroche (1830)



(Source : gallica.bnf.fr)

La question de la cartographie algérienne ne passionne pas uniquement les responsables de la conquête, elle trouve un relais chez les géographes restés en métropole et contribue à nourrir leur imaginaire colonial. Toutes les entreprises sont relevées, et elles sont nombreuses à partir de 1840. En 1856, la Société de Géographie de Paris s'enthousiasme par exemple pour la parution d'une *Carte de l'Algérie, du Tell et de la Kabylie*, réalisée par Delaroche une dizaine d'années plus tôt et actualisée:

Elle est à l'échelle de 1/800000, c'est-à-dire que 1 millimètre représente 800 mètres. Elle a été dressée avec soin à l'aide des documents particuliers que possède le ministère de la guerre, et donne tous les éléments qui peuvent servir à indiquer l'état géographique de notre colonie ; on y reconnaît les limites des provinces, des divisions et des subdivisions militaires ; chaque subdivision militaire est indiquée par une teinte plate ; des signes particuliers, convenablement appropriés à l'étendue de la carte, indiquent les préfectures, les sous-préfectures, les bureaux arabes, les chefs-lieux de divisions et de subdivisions militaires, et les postes militaires. M. De la Roche y a indiqué toutes les routes, y compris celles qui traversent le Sahara algérien et unissent entre elles les oasis jusqu'à Ouargla, vers l'extrême limite du désert. On peut aussi suivre les routes à entretenir, celles sur lesquelles il reste des travaux d'art à exécuter, et les routes ouvertes par des travaux de campagne. (...)

Ce travail, qui est distinct de celui qu'entreprennent nos officiers d'état-major (cartes topographiques de chacune des trois provinces d'Alger, en plusieurs feuilles), a été fait par ordre de M. le ministre de la guerre. C'est une carte pratique et administrative de l'Algérie qui fait honneur à son auteur, M. Ch. De la Roche, auquel le ministère de la guerre doit déjà d'estimables travaux. (BSGP, 1856 (S4, T12) : 69-70)

Delaroche ne va pas jusqu'à représenter la France sur sa carte, mais il englobe le sud de l'Espagne, les

Baléares et une bonne partie du bassin occidental de la Méditerranée, comme si lui tenait à cœur d'indiquer que l'Algérie n'existe pas pour elle-même, mais se situe dans une situation de proximité territoriale avec l'Europe et la France.

116. *Carte de l'Algérie*, par Delaroche (1846)



(Source : gallica.bnf.fr)

Attester de la continuité territoriale nationale constitue un premier enjeu essentiel de la cartographie de l'espace algérien. Ce qui passionne également les géographes français, comme le pouvoir politique d'ailleurs, relève du découpage de l'Algérie, qui change à mesure de l'avancée militaire. Les cartes produites hors du champ militaire reproduisent cette fascination pour la délimitation géographique de la colonie et pour sa partition physique. Alors que les progrès militaires français ouvrent le territoire en direction du désert, on voit les limites physiques onduler en fonction de la conquête, à la manière d'un palimpseste (Deprest, 2011). En 1840, une carte de Beaupré (voir figure 117) marque ainsi une coupure très nette entre la plaine et le « pays des dates (sic) » et indique en outre une coupure très marquée, à l'aide de pointillés, entre la zone contrôlée par les Français et le reste du territoire algérien. D'autres cartes, postérieures, repoussent la frontière du désert en même temps que progresse la domination militaire française. La carte de Delaroche (voir figure 116), datée de 1846, distingue déjà plusieurs niveaux : le Sahara Algérien et le Grand Désert forment par exemple deux entités géographiques différenciées. Leur distinction même sur l'espace de la carte prouve que ce territoire n'est pas considéré également, mais selon un gradient nord-sud, de la côte vers l'intérieur, qui correspond à l'axe de progression de l'armée française. Au fur et à mesure que celle-ci avance, la frontière de l'inconnu et de l'insoumis recule, proposant une image cartographique sans cesse



renouvelée de ce territoire.

117. *Carte générale de l'Algérie, par Beupré (1840)*



La cartographie des espaces coloniaux répond donc clairement à des besoins politiques et militaires ou se fait l'écho du contexte militaro-politique, ce qui influence en retour la représentation de ces mêmes espaces : les schèmes mentaux concourant à l'élaboration de l'Algérie des géographes Français résonnent avec le contexte national et se traduisent de manière cartographique en schèmes spatiaux mouvants et évolutifs.

### 3 – *Quelle rhétorique géographique du fait colonial ?*

Le politique infuse-t-il autant les discours que les modes de représentation cartographiques et la délimitation des périmètres des objets coloniaux ? La rhétorique géographique est-elle, pour le dire autrement, complètement au service du projet colonialiste ? Les analyses précédentes invitent à penser que l'intrication entre politique et savoirs géographiques atteignent un point d'acmé à propos des territoires coloniaux. Pourtant, l'examen des discours révèle une certaine distance vis-à-vis du projet politique. Plusieurs niveaux discursifs apparaissent, allant de l'État à l'individu, et renvoient l'image d'une complexité du propos géographique et de sa détermination incomplète par le politique. Le politique ne serait pas l'unique facteur déterminant le discours géographique sur les objets coloniaux.

#### *a) Du terrain au texte et du texte au terrain : l'écriture géographique faiseuse d'espaces coloniaux*

Pour questionner la difficulté de saisir les tenants et les aboutissants des discours produits par les géographes sur des territoires coloniaux, le cas de Bory de Saint-Vincent paraît une bonne matière à

---

## Gros plan 18 - L'Algérie de Bory de Saint-Vincent<sup>253</sup>

Alors qu'il est colonel de l'armée française et naturaliste passionné, Bory devient en 1839 responsable d'une mission scientifique en Algérie soutenue par le gouvernement français. Cette expédition constitue à la fois l'apogée et l'aboutissement de son parcours scientifique. Avant l'Algérie, il s'illustre en Morée (1829), où il dirige la section des sciences physiques de l'expédition française qui vise à mieux connaître la région du Péloponnèse. À l'issue de cette expédition, en 1834, à 56 ans, Bory est enfin élu membre de l'Institut. Il connaît alors la consécration tant désirée. Pourtant, c'est bien avec l'expédition scientifique de l'Algérie (1839-1842) que sa carrière atteint des sommets. Il en est nommé responsable après avoir reçu la Légion d'Honneur en 1838. Sous le double patronage du ministère de la Guerre et de l'Institut, il rédige avec Boblaye les instructions qui doivent présider à la bonne conduite du projet, en termes géographiques et topographiques (Bory, 1838(a), 1838(c)). L'expédition algérienne diffère des précédents travaux de Bory, dans la mesure où elle marque l'aboutissement de son ambition : en menant ces travaux, en les dirigeant, l'éternel amateur en quête de reconnaissance et de gloire cherche à asseoir une fois pour toutes sa valeur scientifique (Ferrière, 2009). L'expédition algérienne est aussi bien différente des précédentes menées par la France (Égypte, 1798 ; Morée, 1830), car c'est la première à s'inscrire vraiment dans un contexte colonial affirmé (Bourguet et *alii*, 1998). La France s'empare en effet d'Alger en 1830 et dans la décennie qui suit instaure progressivement un système colonial, dont les modalités sont encore largement en débat en 1840 (Blais, 2008a et 2008b). Ce moment spécifique entre-t-il en jeu dans la construction de son discours sur l'Algérie ? La réponse n'est pas certaine, mais les propositions faites par Bory interpellent.

Pour une jeune colonie, dont les contours ne sont pas encore bien définis, l'enjeu de connaître le nombre d'habitants qu'elle administre est grand. Il rejoint d'ailleurs la question de la taille de l'espace colonisé ou à coloniser dans le futur. H. Blais montre que ce débat suscite de nombreuses discussions chez les parlementaires de la monarchie de Juillet (Blais, 2008(b)) : on en trouve écho dans les travaux de Bory de Saint-Vincent, mais d'une manière pour le moins étonnante. Plusieurs extraits de sa correspondance avec Léon Dufour permettent de prendre connaissance de la vision que Bory avance du territoire algérien. En mai 1841, puis en décembre de la même année, il écrit successivement à son ami :

Que diriez-vous si la commission scientifique vous démontrait que l'Algérie entière, depuis Tunis au Maroc et de Tagurt ici ne contient que quatre cent mille âmes en tout ; et que les Arabes indomptés, les Kabyles indomptables, ne s'élèvent pas à six par lieues carrées. La moitié de tout cela est parfaitement soumis. (Lauzun, 1912 : 81)

---

253 Pour ce gros plan, je m'inspire d'une communication proposée dans le cadre du colloque *Ciencia colonial* qui s'est tenu à Lisbonne du 25 au 29 novembre 2013, sous le titre : « L'Algérie de Bory de Saint-Vincent ou la construction d'un discours géographique colonial ».

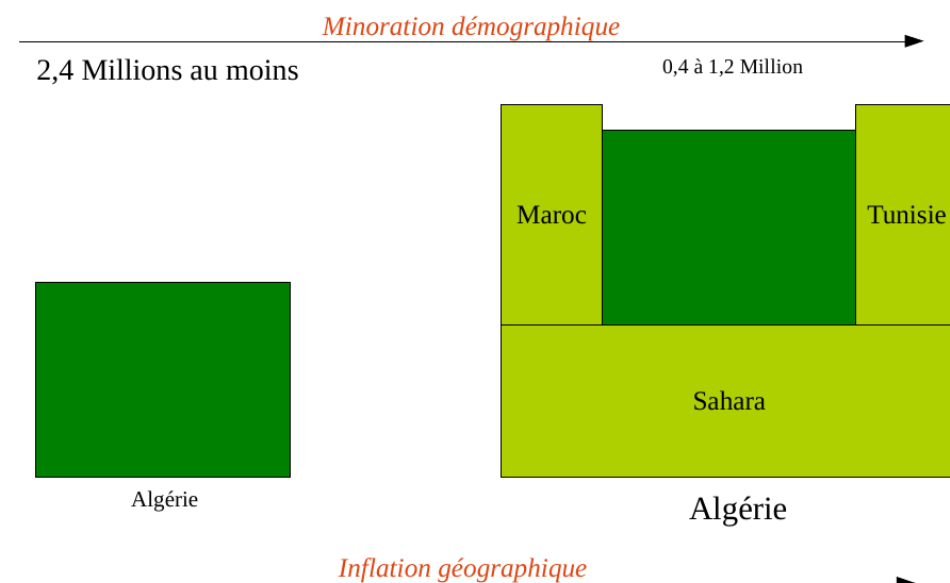


Il en est de même de ces indomptables Arabes sans nombre et insaisissables qui fondent par nuées sur nos arrière-gardes comme des vautours dévorans (sic). Je maintiens et prouverai quand il le faudra que l'Algérie toute entière du Maroc à Tunis et de Saara (sic) à la Méditerranée ne compte pas 1 200 000 âmes, dont la moitié pour la province de Constantine et le reste pour Alger et Oran. Or c'est là la question. Mettez (sic) donc 300 000 femmes, 200 000 enfants et vieillards, restera cent mille adultes éparpillés sur une surface égale au tiers de la France (...). (*ibid.* : 88)

Ces deux extraits, écrits à sept mois d'intervalle présentent deux situations différentes. Entre mai et décembre 1841, Bory hésite entre 400 000 et 1 200 000 d'habitants pour toute cette zone. Que l'on retienne son estimation haute ou basse, ces deux chiffres sont bien loin de la réalité des années 1840. En effet, on évalue environ la population totale de cette région à 7 millions, dont au moins 2,4 millions rien que pour l'Algérie comprise au sens strict. Dans l'extrait de décembre, il détaille également la population en classes d'âge, tendant à montrer que le pays ne serait peuplé pour sa grande majorité que de femmes, d'enfants et de vieillards, les hommes adultes ne représentant selon lui que 100 000 individus dans la région d'Alger (*ibid.*). Une région qui serait donc, en somme, vide et dépourvue de forces vives.

À cette minoration démographique, il ajoute une inflation spatiale du territoire, redoublant l'image d'une région déserte démographiquement. Bory associe en effet dans ses analyses le Maroc et la Tunisie à l'entité « Algérie ». Or, à cette époque, seule une petite partie de l'Afrique du Nord est occupée par les Français, qui à partir d'Alger et d'Oran descendent peu à peu vers le sud. Mais pour Bory le territoire concerné est bien plus vaste que cela : en latitude, il va de la mer Méditerranée à Toggourt (« Tagurt »), c'est-à-dire au désert du Sahara, mais avec un grand flou quant à la limite sud. Sa vision de l'espace colonisé et à explorer lors de sa mission subit donc de sa part une inflation en termes de surface. Cela pose le problème du découpage de l'espace, et d'une manière qui dépasse le travail de Bory. H. Blais montre bien dans son travail comment l'espace algérien est modulé et modelé par les politiques français durant cette période, chacun cherchant à adapter l'espace à la vision qu'il en a et les projets qu'il y envisage (Blais, 2008(b)). Il s'agit dans le cas de Bory de chercher à identifier les buts qui anime cette vision élargie du territoire colonial algérien, car il superpose à l'espace algérien un calque déformant, sur lequel il imprime sa propre vision des choses. Un dernier élément interpelle également : son emploi répété du futur et du conditionnel. Dans ces deux extraits, Bory semble annoncer une prochaine révélation scientifique qu'il proclamerait à la face de la métropole. Ces emplois ne sont pas anodins : ils indiquent que Bory tend à faire concorder le pays, dans son étendue spatiale et sa réalité démographique, au calque qu'il s'est dessiné de cet espace. À contre-courant de la démarche scientifique, il cherche au contraire à rendre l'espace malléable et à le faire coïncider avec sa vision des choses.

# 118. Algérie vs Algérie de Bory ou la transformation de l'espace algérien



Le discours tenu par Bory interpelle d'autant plus qu'il diffère non seulement de la réalité géographique et démographique, mais correspond aussi à une volte-face spectaculaire de la posture scientifique du géographe. Car ses intentions premières convoquent l'exigence de vérité. C'est notamment ce qu'il expose au Ministre de la Guerre dans sa *Note sur la commission exploratrice et scientifique d'Algérie*, en 1838. Il commence avec ces mots :

Le but d'une commission scientifique est de réunir complètement, et dans le moins de temps possible, ce qui peut contribuer à faire bien connaître une contrée dont l'étude importe non seulement à la puissance qui ordonne l'exploration, mais encore à l'universalité du monde savant. Le passé doit être interrogé par elle autant que l'état présent des choses ; des collections de tout genre seront formées par ses soins ; on n'y laissera rien échapper, les moindres faits ayant souvent leur importance et pouvant servir à remplir des lacunes demeurées entre ceux qu'on avait déjà, mais imparfaitement, observés ; une commission scientifique enfin, s'il est permis de s'exprimer ainsi, est faite pour élaborer les éléments (sic) d'un monument encyclopédique. (Bory, 1838(a) : 1)

Dans ce passage, si Bory a bien conscience de la subordination de son travail à des enjeux militaires, d'autant plus que lui-même dirige cette mission sous le grade de colonel, il n'en demeure pas moins sur sa posture de savant universaliste qui guide l'essentiel de sa carrière. De ce point de vue, ses intentions sont tout à fait louables et correspondent parfaitement à l'esprit de curiosité scientifique déployé également lors de l'expédition de Morée, à laquelle il participe en 1829. Dans une lettre à son ami Dufour, alors qu'il revient de Grèce, il écrit à ce propos :

J'aurai une belle relation à publier. La Morée et les Cyclades sont des lieux curieux sur tant de rapports et j'espère mettre incessamment sous presse. Quoiqu'il en soit, j'ai la satisfaction de voir que je vais sur la Grèce, comme je le fis jadis sur la Péninsule, renverser toutes les idées reçues. (Lauzun, 1908 : 310)

La volonté d'abattre les *a priori* géographiques préside aussi à la démarche scientifique déployée par Bory en Algérie. Il reprend le même principe de précaution en Algérie, comme il l'écrit à Dufour dès

son arrivée en janvier 1840 :

Tous les membres de la commission concluent de ce qu'ils voyaient chacun dans leurs parties, que j'avais bien raison quand j'imprimai, il y a 40 ans tout à l'heure, dans mes *Fortunées* : « Les lieux les plus fréquentés ne sont pas toujours les mieux connus. » (Lauzun, 1912 : 61)

Après ce constat initial, les premiers mois de sa présence sur place semblent alors consacrés à l'identification des erreurs véhiculées sur cette région, dont il fait la liste circonstanciée et critique à son ami. Dans une lettre du mois d'août 1840, il prend l'exemple du canton de Sétif, dont l'image connue jusque là l'étonne et pour lequel il s'échine à rétablir la vérité et incrimine même les plus hautes instances politiques et militaires françaises, responsables selon lui de soutenir des idées fausses et de participer à leur pérennisation :

Que d'idées fausses on m'en avait donné (sic) et que je reconnais de plus en plus combien le gouvernement lui-même est ignorant. Ainsi au retour de nos courses dans l'est et le centre, je lus dans le compte-rendu du Ministère de la Guerre, sur la province de Constantine, que le canton de Sétif abonde en beaux arbres à fruits et particulièrement en magnifiques noyers. Et bien, le croiriez-vous, le riche canton de Sétif, fertile en grains, dont Léon l'Africain disait cela littéralement il y a près de trois siècle, ne possède pas un buisson (...) Je n'en finirais pas si je voulais vous énumérer toutes les choses de ce genre que je lis dans les discours, articles, brochures qui s'impriment en Algérie, jusque chez votre ami Bujaud qui appelle le massif d'Alger « un amas stérile de rochers, où ne saurait croître l'olivier sans un grand luxe d'arrosement. » (...) C'est un fait, et le résultat des observations de la Commission scientifique serait un contrepied diamétral de tout ce qu'on ragotte (sic) depuis dix ans. Nous n'en revenons pas et nous demandons ce qui a pu donner lieu à une énormité si étrange d'erreurs !... (*ibid.* : 64-65)

Bory débarque avec la volonté de renverser les idées reçues sur le pays et d'en renouveler les études, et rentre en proposant un discours tout à fait éloigné de la réalité. Mais alors, qu'est-ce qui dans l'expérience algérienne pousse Bory à ce revirement épistémologique ? En quoi le contexte colonial dans lequel elle se déroule peut constituer une clé de compréhension de son discours ?

Pour expliquer ce retournement épistémologique je postule que le contexte colonial, ainsi que la perméabilité de Bory à cet environnement, infléchissent le discours scientifique du géographe. Cette idée s'appuie pleinement sur la théorie des savoirs situés qui pose que le « lieu » de production des savoirs, comme endroit, situé précisément dans l'espace, comme élément d'un réseau où circulent des informations et comme schème ou résultat d'un construit intellectuel (Besse, 2004), influence le contenu de ces savoirs eux-mêmes. Ainsi, dans le cadre d'une histoire spatiale du fait colonial (Blais, Deprest, Singaravélou, 2011), l'Algérie coloniale dans laquelle Bory évolue participe de l'élaboration de son discours, en tant qu'élément structurant, et pas seulement encadrant. Le fait même d'être sur place tient à l'action du gouvernement et de l'armée français, comme il le souligne dans son rapport sur la géographie et la topographie du pays (1838(b)) : l'exploration de l'Algérie, à l'instar de l'Égypte et de la Morée, les mouvements militaires sont la condition de l'ouverture du pays et donc du travail scientifique (Broc, 1981 ; Lepetit, 1998). Et Bory est bien conscient de l'articulation entre dimensions militaires et progrès scientifique dans le cas algérien. En ce sens, le pouvoir crée l'espace nécessaire à

l'élaboration du savoir. Ensuite, le fait d'être sur le terrain contribue à la construction de son opinion sur la région, d'un point de vue géographique et d'un point de vue politique et militaire. Quand il arrive à Alger en janvier 1840, Bory s'engage dans une entreprise de déconstruction des vérités circulant en métropole. Mais l'identification de ces « erreurs » ne donne pas seulement lieu à leur correction : elle entraîne de la part de Bory une critique sévère du gouvernement et des méthodes employées jusqu'à présent sur le territoire algérien. Malgré son appartenance à l'armée française depuis près de 40 ans, Bory professe régulièrement des critiques à l'encontre de tous les gouvernements qu'il a connus (Ferrière, 2009). Dans son esprit, les erreurs de nature scientifique et géographique, touchant notamment à la nature du sol et aux potentialités agricoles, ont entraîné des mauvaises décisions en termes de gestion du pays. Il relie les deux phénomènes dès 1840 :

Quand je parcours ces délicieuses campagnes, je les trouve accusatrices ; elles clament contre l'incurie de tous ceux qui les ont gouverné (sic) et même qui en ont parlé. Sous une administration raisonnable, ce serait la plus délicieuse campagne du monde. (Lauzun, 1912 : 61-62)

La chose devient évidente quand on est sur les lieux et qu'on étudie les choses avec impartialité. Rien ne serait plus facile que de passifier (sic) l'Afrique entière avec la moitié du monde et le quart de l'argent que nous y jetons annuellement. (*ibid.* : 70)

Sa présence sur le terrain semble lui donner le droit de proférer de telles critiques, car le constat *de visu* - la chose devenant évidente quand on est sur les lieux - lui confère l'autorité scientifique suffisante et nécessaire. Le terrain trouve là sa force essentielle : il semble suffire à produire une vérité (Blanckaert, 1996(a)). Ainsi, c'est bien sa présence sur le terrain, le contact étroit et prolongé avec la réalité algérienne, qui lui permet de déconstruire d'un coup et le tableau scientifique du pays et l'action du gouvernement.

L'arrivée du général Bugeaud marque le début d'une deuxième étape dans le processus de construction de son discours. Si Bory critique fortement l'action de la France en Algérie, il n'en est pas moins attaché à son action et à sa présence sur le continent africain, comme sa peur de perdre ce territoire l'illustre. À ce titre, il participe ainsi aux débats qui agitent la monarchie de Juillet sur l'avenir à réserver à l'Algérie (Blais, 2008(b)). Son scepticisme de 1840 fait place à une certaine satisfaction, alors que Bugeaud commence à partir de février 1841 à mener sa « guerre de pacification » contre les troupes d'Abd-el-Kader. Son avis initial sur la politique coloniale du gouvernement se transforme alors radicalement et il apporte un soutien entier au général. Entre février 1841 et mars 1842, les éloges pour Bugeaud sont innombrables et signalent un renversement d'opinion complet du géographe :

J'ose espérer que les journaux libéraux dont je vous parle m'écouteront, parce qu'on y voit bien quel est mon esprit de justice et quelles étaient mes préventions. Je vous assure que si le général continue dans ses premières voies, je me ferai un devoir de le prôner et de le défendre courageusement. (Lauzun, 1912 : 78)

Bugeaud est le seul, jusqu'ici, qui me paraisse avoir compris la question et qui fasse ce qu'il faut faire. (*ibid.* : 80)

Le Gal (sic) Bugeaud y fait merveille, il n'a pas encore fait une faute depuis son arrivée et il a conduit la guerre avec une rare sagacité aussi tout lui a réussi. Seul il a, selon moi, compris l'Afrique : mais que de fautes à réparer ? (Fonds d'archives du MNHN, Ms 2738 / 99)

Sans oublier les erreurs précédemment décelées, Bory s'engage avec conviction dans la voie ouverte par Bugeaud et en devient un fervent défenseur. Il montre une fois de plus sa capacité de revirement politique et sa posture d'électron libre.

D'une manière concomitante à l'adhésion aux actions du général, Bory élabore alors son discours géographique et démographique sur l'Algérie. Comment dès lors le comprendre et l'articuler au contexte colonial ? H. Ferrière propose une interprétation de cette production, qui me paraît pertinente et que l'on peut développer. D'après lui, Bory choisirait alors la voie du gouvernement et de soutien à son intervention contre Abd-el-Kader et les Arabes rebelles (Ferrière, 2009). En effet, quand on lit la suite des lettres où il dépeint son Algérie, la situation militaire y apparaît clairement : son discours aurait-il alors pour vocation de convaincre le gouvernement de poursuivre les actions engagées ? L'emploi du futur plaide pour cette interprétation.

Que diriez-vous si la commission scientifique vous démontrait que l'Algérie entière, depuis Tunis au Maroc et de Tagurt ici ne contient que quatre cent mille âmes en tout ; et que les Arabes indomptés, les Kabyles indomptables, ne s'élèvent pas à six par lieues carrées. La moitié de tout cela est parfaitement soumis. Il n'y a que les contours où ce misérable Desmichel a créé la puissance d'Abd-el-Kader qui résiste. Ce sultan d'invention française est sans le sou, ne peut jamais disposer à la fois de six à huit mille combatans (sic), dont cinquante seuls équivalent tout au plus à un français. (Lauzun, 1912 : 80-81)

Il en est de même de ces indomptables Arabes sans nombre et insaisissables qui fondent par nuées sur nos arrière-gardes comme des vautours dévorans (sic). Je maintiens et prouverai quand il le faudra que l'Algérie toute entière du Maroc à Tunis et de Saara (sic) à la Méditerranée ne compte pas 1 200 000 âmes, dont la moitié pour la province de Constantine et le reste pour Alger et Oran. Or c'est là la question. Mettez (sic) donc 300 000 femmes, 200 000 enfants et vieillards, restera cent mille adultes éparpillés sur une surface égale au tiers de la France, dont pas une puissance humaine ne saurait réunir et maintenir huit jours sur un point, seulement six mille hommes, mettons dix ; et c'est de ces sortes de moustiques mal armés, inconstants, lâches et malpropres que la France ne peut venir à bout avec les 50 000 soldats dont elle peut disposer sur les 80 000 qu'elle entretient ici sur le papier ? Ce sont des misérables demi-sauvages, dont la rage de faire des bulletins et les fautes incroyables de votre stupide volée ont fait quelque chose d'apparent qu'on ne saurait reproduire ?... Encore une fois, Bugeaud a trouvé la marche pour en venir à bout ; mais il faut qu'on le laisse faire. J'ai en lui une confiance absolue. (*ibid.* : 88)

Bory décide probablement de minorer le nombre d'habitants de la région pour faire croire à une guerre courte et peu coûteuse en hommes et en moyens ; c'est d'ailleurs bien ce qu'il met en avant : la supériorité de l'armée française face aux « moustiques mal armés » d'Abd-el-Kader. En choisissant de modeler la réalité selon sa vision intéressée, qu'il confond avec ceux qu'il aimerait voir la France défendre, Bory fournit en quelque sorte son effort de guerre. Il n'est pas directement combattant, fusil en main, mais tire profit de sa position d'expert géographique et scientifique pour contribuer à la lutte. Il se place sur le champ de bataille de l'idéologie politique. Se sentant légitime, car sur le terrain et

face à la réalité, il cherche à influencer la posture métropolitaine encore trop indécise à son goût. D'où l'adaptation qu'il fait du terrain aux enjeux coloniaux, et non l'inverse. Alors même que les autres membres de la commission et Bugeaud lui-même émettent des doutes sur ce qu'il avance, et qu'il ne participe pas à la rédaction des résultats de l'exploration, Bory reste droit sur la ligne qu'il s'est fixée. Il s'isole dans la défense de *son* Algérie. On peut poser avec H. Ferrière cette question : « Bory accommode-t-il la « réalité scientifique » aux intérêts de ceux qu'il sert ? » (Ferrière, 2009 : 215). Étant donné son isolement dans la défense d'un tel discours, la réalité, celle de l'Algérie et celle du gouvernement français, semble finalement bien loin de son horizon. Ce ne sont pas tant les intérêts de la France que Bory paraît finalement défendre, mais plutôt sa construction chimérique. L'Algérie, voire même la notion même de colonie, deviennent alors pour lui un schème spatial, plus qu'une réalité tangible et palpable. Le lieu s'est transformé sous les coups de boutoir de l'idéologie et de l'imaginaire. Du même coup, si c'est bien le contexte de l'Algérie qui transforme la vision que Bory se fait du pays et de sa colonisation, on ne peut pas pour autant parler d'imposition d'un schème par le pouvoir français lui-même. L'enjeu colonial influence certes très nettement et très fortement sa vision des choses, mais il est difficile d'affirmer que Bory sert effectivement d'autres intérêts que ceux de ses propres constructions intellectuelles.

L'exemple de Bory de Saint-Vincent et de son discours algérien interroge donc les modalités de production scientifique en contexte colonial. Si l'on peut dire avec H. Ferrière que Bory adapte son discours à son public, on peut surtout affirmer qu'il modèle le terrain algérien en fonction du contexte colonial, afin de l'adapter à ses exigences et à ses enjeux. Une lettre de 1842, donc de la fin de son séjour, montre bien que ce n'est pas tant la France qu'il cherche à ménager et à soutenir par son discours, que l'Algérie, voire l'Afrique entière, entendue comme colonie. C'est l'idée même de colonie qui l'intéresse :

Il est bien clair aujourd'hui que les véritables ennemis de l'Algérie ne sont pas en Afrique. Aussi je compte bien y devenir propriétaire et finir mes jours sous ce beau climat, quand il sera tranquille et prospère sous la domination d'Albion, des États-Unis, ou de quiconque doit être appelé par les fautes de la France à manger les marrons que nous avons tiré (sic) du feu. (Lauzun, 1912 : 94. Lettre du 22 avril 1842 à Léon Dufour)

Même si les propositions de Bory ne trouvent guère d'écho dans les instances politiques ou militaires françaises, elles illustrent toute la complexité des articulations entre savoir et pouvoir, mais aussi la variété de postures que le géographe peut adopter. Car même si Bory modèle son discours à cause du contexte algérien et de sa position à l'interface entre exploration et conquête, il ne répond pas directement à une injonction politique. D'ailleurs, son discours part d'abord d'une exigence universaliste, preuve que l'articulation n'est pas claire et univoque. L'affirmation de la figure du géographe-militaire ne signifie pas, à l'instar de l'exemple fourni par Bory, un recouvrement parfait entre projet politique et discours scientifique, mais bien plutôt une complexification des rapports entre ces deux sphères. Car s'il y a bien concordance entre ses préoccupations scientifiques et les enjeux

politiques, la rhétorique géographique de Bory l'éloigne du champ politique et militaire. Le cas de Bory en Algérie ne saurait ainsi être compris comme une exemplification des liens entre le champ du politique et celui des savoirs géographiques en contexte colonial, tant il manifeste de caractères d'exceptionnalité. Cependant, il soulève plusieurs grands questionnements qui me paraissent essentiels lorsqu'on veut essayer de saisir les traductions discursives et intellectuelles de ces liens.

*b) L'influence du politique sur le texte géographique : l'exemple de l'Exploration scientifique de l'Algérie*

S'il prouve que les intentions politiques ne façonnent pas complètement le discours géographique, l'exemple précédent pose tout de même la question de l'intervention politique sur les textes géographiques. En particulier pour le cas de l'exploration de l'Algérie, il s'avère que les autorités politiques contrôlent les productions scientifiques. D. Nordman s'est penché sur l'écriture de *l'Exploration scientifique de l'Algérie*, l'ouvrage issu de la mission française (Nordman, 1998). Il met à jour dans son travail le contrôle du texte par le politique et les tensions qui en résultent. Alors que trois instances sont en jeu, les auteurs, la commission académique et le ministère de la guerre, ce dernier a le pouvoir de décision final. D. Nordman écrit :

(...) un fait me paraît, plus que jamais, indiscutable : le rôle du ministre de la Guerre est considérable, et rompt souvent la chaîne des relations personnelles. C'est lui qui fixe les étapes de la publication et le sens de la navette, et qui s'attribue la décision finale. (Nordman, 1998 : 85)

C'est d'ailleurs le maréchal Soult qui décide de l'intitulé du texte : *Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840, 1841, 1842 publiée par ordre du gouvernement et avec le concours d'une commission scientifique (1848-1849)*. La hiérarchie est ainsi clairement rappelée : le politique vient avant les savants, lesquels ne lui sont que subordonnés. D. Nordman rapporte que certains travaux sont ainsi hâtés par le ministère, tandis que d'autres sont ralentis. Les interventions suscitent des heurts, notamment de la part de la Commission académique qui se sent usurpée. Elle se déclare dissoute en 1844, apprenant qu'une part des travaux va paraître sans que les auteurs aient été prévenus. Cette déclaration n'est pas suivie des faits, mais elle témoigne tout de même de la tension qui règne autour de l'écriture du texte. Les règles établies en 1844 par le ministère étaient pourtant claires :

Ce contrôle sera en général une simple formalité, surtout pour les portions de la publication relatives aux sciences naturelles, physiques, à l'architecture, à l'archéologie, etc. ; mais il ne saurait en être ainsi, vous le comprendrez aisément, pour tout ce qui touche aux sciences historiques ou autres, dont les résultats généraux, bien qu'entièrement liés à l'œuvre de la Commission scientifique, sont de nature à exercer [...] une certaine influence sur les intérêts politiques et administratifs de l'Algérie. (cité in Nordman, 1998 : 85)

Quelle est l'influence dont parle le ministère de la Guerre ? Dans la section de la commission dévolue aux sciences historiques et géographiques, elle se fait sentir en termes de représentation spatiale du territoire algérien. Cet espace est considéré comme très étendu dans le texte de

*l'Exploration scientifique de l'Algérie*, alors que la partie dominée par les Français est encore relativement réduite en 1848-1849, moment où l'ouvrage paraît. L'essentiel des possessions françaises se situent essentiellement sur la côte, or le texte présente lui un territoire qui s'étend jusqu'au désert. Dans l'introduction à ses *Recherches sur l'Algérie méridionale*, qui constituent une partie du deuxième tome de la section des sciences historiques et géographiques (1854), Carette ne laisse aucun doute sur la délimitation de l'Algérie. Pour lui, et donc pour le gouvernement, il est évident que l'Algérie doit être comprise comme l'espace s'étendant de la côte jusqu'au désert, celui-ci faisant partie intégrante du territoire :

L'Algérie nominale, c'est-à-dire l'ancienne régence d'Alger, est partagée, par une ligne dirigée à peu près de l'Est à l'Ouest, en deux zones distinctes, que les indigènes désignent sous les noms de Tell et de Sahara.

Le Tell, dont le nom dérive du mot latin Tellus (terre cultivable), est la zone qui borde la Méditerranée, et, ainsi que son nom l'indique, la région du labourage et des moissons.

Le Sahara s'étend au midi du Tell ; c'est la région des pâturages et des fruits. Ainsi les habitants du Tell sont surtout agriculteurs, les habitants du Sahara sont surtout pasteurs et jardiniers. (*Exploration scientifique de l'Algérie*, « Sciences historiques et géographiques » (tome II), 1854 : 5-6)

Cette vision d'un territoire vaste fait largement écho au mythe d'une immense Algérie défendu par Bory de Saint-Vincent dans ses propres schèmes mentaux. L'Algérie n'apparaît pas seulement comme un vaste territoire, elle est de plus unie et cohérente. Cette unité, que Carette décrit comme longtemps décriée par les géographes eux-mêmes, tient non seulement à la cohérence du relief et du climat, mais aussi à l'action des administrateurs français qui en ont repéré les grands traits et les potentialités. L'exploration scientifique de l'Algérie est aussi là pour rappeler que la domination française a mis fin au « désordre » et restaurer l'unité perdue de cette région, qui vise même à englober les régences voisines :

Le désordre que la déplorable administration des Turcs avait introduit dans toute l'Algérie n'est nulle part aussi complet que dans le voisinage des frontières. Il y a quelques années, il n'existait encore, pour passer d'une régence dans l'autre, que deux routes praticables, celle du littoral et celle du Sahara (...). (*ibid.* : 17)

L'expression « il y a quelques années » fait bien sûr référence, encore qu'à demi-mot, à l'action bienfaisante des Français dont l'arrivée marque une rupture. L'influence du politique se traduit donc dans la conception spatiale et mentale des géographes qui écrivent ces lignes. Alors que le projet colonial exige et ambitionne la domination d'une immense portion de territoire et sa cohésion, le discours géographique entretient ces souhaits en fournissant au public une image de l'Algérie calquée sur les *desiderata* politiques.

### *c) Les discours géographiques sur les espaces coloniaux : dire l'utile et l'utilisable*

L'influence du politique se fait également sentir car le discours géographique s'empresse de dire



les éléments utiles et utilisables, à court comme à long terme. Cela se retrouve d'ailleurs aussi bien chez les géographes français peignant le tableau d'une Afrique du Nord idyllique comme chez les géographes britanniques. La géographie des espaces coloniaux consiste ainsi essentiellement en une géographie des ressources, une géographie dont le but est de rendre les choses plus faciles pour les futurs occupants. Cette thématique est également largement développée par Bory de Saint-Vincent, dans sa volonté de montrer l'image d'une Algérie riche en multiples ressources si bien administrée. Cela se retrouve dans *l'Exploration scientifique de l'Algérie*, dont le but apparaît clairement de mettre à l'unisson le discours géographique avec les attentes des colonisateurs. Le principal *topos* vise en particulier à faire passer le Sahara pour un véritable jardin d'Éden. Par la destruction des anciens mythes géographiques considérés comme erronés, l'ouvrage vise en retour à construire un nouveau mythe.

Le Sahara fut pendant longtemps défiguré par les exagérations des géographes et par les rêveries des poètes. Compris sous deux dénominations qui, à raison de leur généralité, s'excluaient mutuellement, appelé par les uns grand désert, ce qui entraînait l'idée de la stérilité et de la désolation, appelé par les autres pays des dattes, ce qui impliquait l'idée de la production et du travail, le Sahara était devenu une contrée fantastique dont notre ignorance agrandissait les proportions et uniformisait l'aspect. Depuis les montagnes qui bornent l'horizon du Tell jusqu'aux premières côtes du pays des Noirs, il semblait que la nature, dérogeant à ses lois ordinaires, renonçant à la variété qui forme le caractère essentiel de ses œuvres, eût étendu une nappe immense et uniforme composée de steppes ardentes ; région maudite, parcourue ça et là par quelques troupes de sauvages, étrangers aux premiers besoins de la vie individuelle qui attachent les hommes au sol, et aux premiers besoins de la vie sociale qui attachent les hommes à leurs semblables.

Telle n'est point la nature, tel n'est point l'aspect du Sahara, vaste archipel d'oasis, dont chacune offre une groupe animé de villes et de villages. Autour de chaque village règne une large ceinture d'arbres fruitiers. Le palmier est le roi de ces plantations autant par l'élévation de sa taille que par la valeur de ses produits ; mais il n'exclut pas les autres espèces : le grenadier, le figuier, l'abricotier, le pêcher, la vigne, croissent à côté de lui et mêlent leur feuillage au sien. (*ibid.* : 7)

Cette habitude, qui consiste à dépeindre les colonies comme regorgeant de richesses et formant le substrat idéal à une mise en valeur optimale pour qui sait s'y prendre, se retrouve dans de nombreux travaux de géographes Français dans ces années. Carette encore, qui participe activement à l'écriture de *l'Exploration scientifique de l'Algérie*, produit dès 1849 une recherche sur la Kabylie, dans laquelle il adopte la même stratégie :

J'ai choisi la contrée qui comporte la définition la plus exacte et celle qui renferme, dans le moindre espace, les produits les plus variés et les populations les plus nombreuses. Le cadre de cet inventaire embrasse les questions qui se rattachent le plus directement aux intérêts français : 1° la délimitation, la configuration et l'aspect du sol ; 2° les habitudes de travail et d'échange ou les ressources que chaque groupe de population trouve dans le territoire qu'elle habite ; 3° l'état politique ou les relations des tribus entre elles. (Carette, 1849 : 6)

Il s'agit toujours de vanter les richesses que l'on pourrait tirer de ce territoire. La stratégie rhétorique des géographes semble donc se calquer sur une nécessité utilitaire.

Les articles de la Société de Géographie de Paris se conforment à cette règle, dans la mesure où ils ne présentent les colonies qu'à travers l'aspect de leurs ressources et de leurs potentialités commerciales. La seule différence, majeure, tient en ce que les articles publiés par la société parisienne ne visent pas à instiller l'image d'une Algérie mythique, idéalisée, aussi bien par sa taille que par ses ressources. Ils se contentent de dresser le tableau des ressources des colonies, participant d'une rhétorique de l'utilité, mais sans entrer dans le jeu de la mythification comme cela se constate clairement dans *l'Exploration scientifique de l'Algérie*. Du côté britannique, les espaces coloniaux sont également abordés, pour l'immense majorité des articles, à travers le prisme des ressources disponibles, celles qui concourent à une installation à court autant qu'à long terme. Mais on ne décèle pas, comme dans l'écriture de l'Algérie, de stratégie de mise en conformité de l'image scientifique des espaces coloniaux avec les ambitions politiques qui les atteignent. Dans les bulletins de la *Royal Geographical Society*, le propos se concentre sur la délivrance d'informations dont la nature est, certes, à même de faciliter les entreprises colonialistes, mais dont la présentation se veut la plus neutre et objective possible. Les articles vont en général droit au but, comme celui proposé sur les îles Cocos en 1849, dont les premières lignes forment une synthèse sur les possibilités et les difficultés offertes par l'archipel :

The Island of Quibo is about the same size as the Isle of Wight. Off the points ledges of rock generally extend ; but there is an appearance of an anchoring-place in the intervening bays on the E. side, along which I proceeded in the 'Sampson' steam-vessel. The soil on the coast is good, but the interior is nearly inaccessible from the steepness of the cliffs and the tangled vegetation. We found traces of pearl-divers having visited the shores ; but there were no inhabitants, except at the small islet of Ranchirea, between which and the N. E. end of Quibo there is good anchorage. A Frenchman of the name of Sorget is resident on Ranchirea ; and this situation, as far as I could judge on a cursory view, seems more favourable for an establishment than any we saw on the larger island.<sup>254</sup> (BRGS, 1849 (T19) : 20)

Les articles donnés dans les bulletins de la *Royal Geographical Society* possèdent presque tous ce caractère synthétique, et ne semblent pas directement rattachés à un système de justification de la colonisation de telle ou telle région. Leur objectif est pleinement utilitaire, les savoirs géographiques récoltés devant servir à déterminer les meilleurs emplacements pour de futures installations. Une différence majeure dans le traitement géographique des espaces coloniaux paraît donc exister entre les sphères française et britannique : alors que dans la première le moment est à la justification des actions en Algérie, pour la seconde le mouvement colonial se situe dans une continuité qui appelle moins de légitimation de cette entreprise. En revanche, les savoirs géographiques produits dans les deux nations sur ces territoires coloniaux insistent sur la question des ressources, qui paraît à ce titre essentielle

---

254 Traduction : L'île de Quibo a environ la même taille que l'île de Wight. À partir des pointes, des rebords de roches s'étendent généralement ; mais il semble qu'il y a un emplacement de mouillage dans les baies intermédiaires sur la côte est, le long duquel je manœuvrais avec le navire à vapeur Sampson. Le sol de la côte est bon, mais l'intérieur est quasiment inaccessible, en raison de l'escarpement des falaises et de la végétation enchevêtrée. Nous avons trouvé des traces que des plongeurs de perles ont visité le rivage ; mais il n'y avait pas d'habitants, excepté sur le petit îlot de Ranchirea, entre celui et le nord-est de Quibo se trouve d'ailleurs un bon mouillage. Un Français du nom de Sorget réside sur Ranchirea ; et cet emplacement, autant que j'ai pu en juger d'après une vue rapide, semble plus favorable pour un établissement que tout autre que nous avons vu sur l'île plus grande.

quelle que soit l'ancienneté de l'habitude coloniale.

Et que ce soit du côté français ou britannique, on trouve assez peu de recours à la rhétorique de la défense et de la glorification nationale. Tout se passe comme si les géographes se cantonnaient à l'aspect matériel, pratique et quantifiable, de la colonisation. Les seules vraies mentions du lien entre colonisation et grandeur nationale apparaissent dans les discours généraux, présentés à l'occasion des assemblées générales des sociétés. J'ai déjà mentionné quelques exemples du côté britannique, portés par les grandes figures de la société londonienne, telles que Murchison ou Hamilton. En 1859, Murchison, alors Président de la *Royal Geographical Society*, espère que le gouvernement britannique suivra l'avis de la société pour un brillant avenir colonial :

In vain has your old President insisted on this point for many years, in virtue of the advice of naval officers of experience in those seas, on whose opinions he could rely ; but he trusts that a sufficient naval protection of Australia – no less than of the British isles – will now seriously occupy the attention of the Government, the Parliament, and the country.<sup>255</sup> (BRGS, 1859 (T29) : 343)

Les géographes britanniques, même si cela reste discret, n'hésitent pas à prendre clairement le parti de la colonisation. Cela s'inscrit dans une logique réaliste, dont les ressorts ont été présentés plus haut. Du côté français, cela reste plus discret, en dépit pourtant de l'implication *de facto* des géographes dans les campagnes militaires. Une des rares marques de soutien, mais encore assez peu emphatique, revient à Victor-Adolphe Malte-Brun, alors qu'il présente le tableau général des colonies françaises. Il conclut par un vœu :

Nous formons des vœux pour la complète réussite des travaux de colonisation que le gouvernement encourage dans les mers lointaines qui baignent nos colonies de la côte de Madagascar et des îles de l'Océanie, et nous espérons voir dans un avenir prochain ces colonies mentionnées comme leurs aînées dans les tableaux statistiques de nos colonies, véritables archives de la richesse commerciale française. (BSGP, 1854 (S4, T8) : 286)

L'enthousiasme de Malte-Brun est discrètement exprimé et ne porte que sur deux régions particulières et non pas sur tout le programme colonial français. De plus, l'entreprise est avant tout pensée en termes commerciaux, les enjeux de gloire ou de rayonnement de la nation n'étant pas amenés au premier plan. Élie de Beaumont, cité au chapitre précédent, forme un autre exemple de l'adhésion, mais encore pas complètement assumée, d'un géographe au processus colonial (BSGP, 1859). Rien n'indique en tout cas un enthousiasme collectif.

Qu'est-ce qui explique cette sorte de détachement observé des deux côtés de la Manche, alors même que les deux nations s'attachent progressivement à se construire un empire colonial ? Pour ce qui est des géographes britanniques, on peut sans doute avancer deux facteurs explicatifs : l'ancienneté du fait colonial d'une part, qui n'appelle pas autant la nécessité de stratégies justificatives que s'il en

255 Traduction : En vain votre vieux Président a insisté sur ce point depuis de nombreuses années, en vertu des conseils prodigués par les officiers de marine qui ont l'expérience de ces mers, et sur l'opinion desquels il pouvait se reposer : mais il a confiance qu'une protection navale suffisante de l'Australie – pas moins que celles des îles britanniques – occupera maintenant sérieusement l'attention du gouvernement, du parlement et du pays.

était à son commencement, et la vision libérale qui prévaut économiquement d'autre part, qui vise à un certain pragmatisme et incite donc à se concentrer sur les aspects pratiques et utilitaires de la question. Pour les géographes français, des causes contraires produisent peut-être le même effet. L'horizon colonial est en effet neuf et limité à quelques régions, au premier titre desquelles l'Algérie et l'Afrique du Nord. Il ne s'agit que d'une hypothèse, mais, en dehors de l'écriture de l'*Exploration scientifique de l'Algérie* fortement contrainte par le politique, il est possible d'interpréter ce relatif détachement comme le signe d'un défaut d'habitude coloniale chez les géographes de la société parisienne. Le facteur temporel plaide en la faveur de cette idée, puisque les choses changent à partir des années 1860, alors que le gouvernement impérial français décide d'accélérer le processus colonial. Les décennies 1840-1850 ne compteraient alors que comme un essai, une esquisse dont les géographes n'auraient pas encore pris la mesure. En outre, il faut aussi compter avec un changement de génération parmi les géographes, qui intervient aussi au début des années 1860 : des Duval ou Vivien de Saint-Martin, dont la formation scientifique s'est faite alors que le fait colonial s'installe progressivement, en deviennent d'ardents soutiens. J'ai cité plus haut quelques propos de Duval, dans son *Histoire de la géographie* (1873). Vivien de Saint-Martin fait lui aussi de la colonisation une affaire de grandeur nationale :

Voilà ce que depuis 1830 nous avons fait en Algérie. La France a droit d'en être fière autant que du progrès de ses armes, car il est digne d'une grande nation de faire marcher de pair l'œuvre de l'intelligence avec l'œuvre de la force. L'Angleterre, qui s'enorgueillit à juste titre des investigations scientifiques qu'elle poursuit ou encourage dans ses nombreuses colonies, n'en pourrait citer aucune où elle ait autant fait dans le même espace de temps ; et si nous remontons jusqu'aux époques les plus brillantes de la puissance grecque et romaine, on peut dire que l'antiquité tout entière a réuni en dix siècles moins de notions positives sur le monde alors connu, que nous, en un tiers de siècle, dans nos provinces.

Telle est, il faut le répéter, la différence caractéristique des esprits des temps. (Vivien de Saint-Martin, 1873 : 484-485)

L'enthousiasme mesuré des années 1840-1860, ou du moins cantonné aux opportunités économiques et commerciales, se transforme dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle alors que la « course au clocher » pour la possession du monde va s'accroissant. Les géographes y jouent alors un rôle considérable, l'engagement de Marcel Dubois le prouve (Dubois, 1894). Pour ce qui est des géographes du milieu du siècle, la rhétorique coloniale de défense et d'expansion nationale n'apparaît pas comme une habitude disciplinaire. On ne peut à ce titre clairement pas parler de stratégie discursive collective, comme cela apparaît plus nettement côté britannique. Mais l'exemple de Bory montre bien la complexité de la construction du discours géographique, nourri de l'imbrication des différentes influences. S'il représente un cas exceptionnel, par la construction qu'il ordonne d'une Algérie mythifiée, il illustre le fait que la résolution de ces diverses influences s'effectue aussi et surtout à l'échelle de l'individu, au prix d'un arbitrage entre choix intellectuels, expériences de terrain, tendances politiques et contexte scientifique.

## Conclusion du chapitre 10

Pour répondre à la question liminaire de ce chapitre, pour les géographes de la période 1840-1860 les espaces coloniaux, à la fois, représentent et ne représentent pas un horizon scientifique. Ce moment apparaît en effet comme une phase de transition entre le premier et le deuxième XIX<sup>ème</sup> siècle, dans lequel l'habitude coloniale s'impose progressivement dans le champ des savoirs géographiques sans y être encore dominante. L'analyse concomitante des différents niveaux de considération des territoires coloniaux par les géographes (la colonie peut être un terrain, un objet d'étude ou une idée à défendre) laisse apparaître des distorsions diachroniques et géographiques dans le traitement de ces espaces. Entre le vécu du terrain colonial et son écriture, différentes réalités s'expriment. De même, si l'on constate un engagement pour la défense du processus colonial côté britannique, celui-ci demeure malgré tout ténu si on le mesure en nombre d'articles par exemple. Et du côté français, si l'espace colonial impose des habitudes méthodologiques et pratiques, il n'apparaît pas non plus comme une préoccupation collective première. Pour ne pas répéter les analyses développées plus haut mais pour embrasser d'un regard les développements précédents, j'opte en forme de conclusion pour un tableau synthétique (voir figure 119). Alors que le fait colonial s'impose peu à peu dans les sociétés européennes, en particulier britannique et française, sa présence dans les sociétés de géographie est encore minoritaire. En termes quantitatifs, le nombre d'articles consacrés aux espaces coloniaux ne signalent pas une vague d'enthousiasme démesurée. Cela se retrouve aussi dans l'absence d'emphase constatée : les discours géographiques ne portent pas, au niveau collectif, la marque d'un soutien absolu au processus. Quelques individus se démarquent, tels que Bory de Saint-Vincent, mais ils restent des exceptions.

Une différence s'observe tout de même à ce sujet entre France et Grande-Bretagne : alors que des deux côtés de la Manche les géographes mettent l'accent sur les bienfaits de la colonisation quant au progrès des savoirs géographiques, seuls les géographes britanniques ont conscience du rôle qu'ils jouent en retour dans la progression coloniale. Le tableau ci-dessous met en évidence que la question coloniale fait système en Grande-Bretagne, alors qu'une certaine distance s'impose en France vis-à-vis de cette question. Pourtant, lorsque l'on se penche sur les pratiques et méthodes déployées en terrain colonial, l'idée de réciprocité dynamique s'impose, et ce quelle que soit la sphère envisagée. Les habitudes disciplinaires géographiques se nourrissent du contact prolongé avec les instances militaires : la pratique du terrain se renforce, ainsi que sa militarisation. Et le besoin de renseignements utiles informe les méthodologies : l'approche statistique joue un rôle prédominant. Cette nécessité de donner à voir les territoires modèle aussi la manière d'écrire les espaces coloniaux. Que ce soit côté français ou britannique, la rhétorique géographique est celle de l'utilité et de l'efficacité : dire et décrire les espaces coloniaux confine largement à une géographie des ressources. Cette dernière remarque concernant la tendance à écrire uniquement ce qui peut servir au gouvernement et à la sphère politique indique que le développement du processus colonial possède des implications épistémologiques fortes,

puisque ce processus tend à réduire le champ de vision géographique. Et il l'oriente, car la cartographie des espaces coloniaux convoqués par les géographes fait nettement apparaître une nationalisation du regard géographique : le contexte politique dirige les curiosités.

119. Le fait colonial : un horizon partiel et nationalement différencié pour les savoirs géographiques entre 1840 et 1860

Indicateurs	Points communs France/GB	France	Grande-Bretagne
<b>Colonie et société</b> (habitude, situation coloniale)	Infuse l'imaginaire sociétal	Habitude coloniale à reconquérir Début du deuxième empire français	Ancienneté de l'habitude coloniale Accélération d'une politique de possession
<b>L'idée coloniale dans les sociétés de géographie</b> (considération générale, quantification)	Actualité coloniale non dominante	Distance Colonisation => progrès géographiques	Défense collective Colonisation <=> progrès géographiques
<b>Sur le terrain colonial</b> (pratiques, méthodes et approches)	Réciprocité dynamique Conforte les pratiques du terrain et de la mesure chiffrée Encourage la description		
<b>L'écriture géographique du fait colonial</b> (périmètres d'objets, rhétorique géographique)	Périmètres nationalisés Pas d'emphase coloniale Dire l'utile	Périmètre essentiellement africain et algérien Surveillance des autres nations Pas d'engagement dans défense coloniale	Périmètre de tout l'empire britannique Colonisation <=> grandeur nationale
<b>Géographie et fait colonial</b>		Distanciation	Système

Ainsi, le rassemblement de toutes ces analyses produit un tableau encore hésitant. Il est des indices clairs qui plaident pour le constat d'une influence épistémologique forte des savoirs géographiques par le politique. Pour autant, en particulier du côté français, les géographes indiquent une certaine forme de mise à distance du fait colonial, comme si les implications politiques ne le concernaient pas tout à fait. La période 1840-1860 consiste en un moment transitoire quant au traitement des espaces coloniaux, comme les travaux postérieurs de Duval ou Vivien de Saint-Martin le laissent penser. En outre, l'intérêt, mesuré mais réel et grandissant, porté aux questions coloniales est aussi l'indice d'un recentrement national de plus en plus fort des savoirs géographiques. L'enjeu ne réside pas uniquement dans l'extension du territoire métropolitain, mais dans l'évolution du concept de nation.

## **Chapitre 11. Nations et savoirs géographiques : entre collusion et distanciation**

Le chapitre 9 révèle qu'une transition est à l'œuvre parmi les géographes des principales nations européennes. Entre (ré)affirmation d'une ambition universaliste et montée des postures et des discours idéologiques, la période 1840-1860 marque un tournant dans la considération des savoirs géographiques. D'une part, ceux-ci gagnent en valeur scientifique, par des efforts de scientification et de théorisation ; d'autre part, ils s'imprègnent aussi de plus en plus de courants idéologiques, qui sont le reflet de la montée des concurrences nationales. Ainsi, à l'occasion d'un changement générationnel, les géographes se positionnent de moins en moins du côté de l'universel et prennent la voie de l'idéologie du national. Les aspirations nationales, qui s'expriment distinctement selon les sphères considérées, ont des conséquences en termes d'idéologisation des discours et des postures géographiques. Le chapitre 10 met aussi en évidence un intérêt grandissant des géographes pour les questions coloniales.

Ces deux aspirations, nationales et coloniales, se traduisent-elles également en termes de modalités de production, de circulation et de diffusion des savoirs géographiques ? L'analyse des conséquences du développement colonial donne les premiers indices, mais diffus, de la nationalisation des savoirs géographiques. En examinant plus globalement les implications du processus de renforcement national à l'œuvre dans les trois sphères de notre étude, cette tendance se renforce, tout en restant discrète. Les savoirs géographiques se coulent en effet progressivement dans le moule national qui tend à devenir le cadre de référence dans lequel et à propos duquel ils s'élaborent et circulent. De la même manière que l'histoire, mais sur le plan de l'espace cette fois-ci et non pas sur le plan temporel, les savoirs géographiques prennent peu à peu en charge les grands récits nationaux en voie de construction. Alors que la discipline sœur, l'histoire, avait joué un rôle majeur dans la première moitié du siècle, en redécouvrant et légitimant les grands héros du passé propres à soutenir les édifices nationaux balbutiants, la géographie est à son tour appelée pour assurer les bases spatiales de l'édifice. Après l'épaisseur temporelle, c'est l'étendue territoriale qui est mandée comme élément structurant et étayant l'effort national. La science géographique se met ainsi au service des projets nationaux, selon un rythme et des modalités propres à chaque sphère.

En effet, de la même manière que pour les savoirs géographiques produits en contexte colonial et à propos des territoires conquis, la nation, considérée en tant qu'objet, échelle d'analyse et enjeu, marque discrètement sa présence dans les savoirs géographiques. Les territoires nationaux ne constituent pas la majorité des objets de curiosité des géographes pour cette période et les discours

géographiques ne sont pas non plus empreints d'une rhétorique de défense de l'entité nation. Pour autant, l'activité géographique, et cela vaut pour les trois sphères en jeu ici, s'imprègne peu à peu d'une certaine préoccupation nationale, qui tend à se confondre avec l'expansion économique à l'œuvre dans ce milieu de siècle. Les progrès du libéralisme marchand orientent peu à peu les curiosités géographiques. De plus, même si la « nation » ne concentre pas tous les regards géographiques, elle contribue tout de même à développer quelques habitudes pratiques et méthodologiques, notamment la quantification et la mesure de l'espace, préférences déjà observées en contexte colonial. De plus, et en s'appuyant toujours sur la problématique des savoirs situés et sur l'approche défendue par le nationalisme méthodologique, la question de la nation rend aussi sensibles des différences d'approches, de considérations et de mises en récit géographiques d'une sphère à l'autre. L'intrication des géographes avec l'échelle nationale varie entre les pays, de même que les modalités de leur prise en charge scientifique. Même si des traits communs parcourent les modalités de production des savoirs géographiques entre France, Prusse et Grande-Bretagne, chaque situation nationale donne néanmoins lieu à des spécificités régionales et culturelles.

Après avoir mis en exergue dans le chapitre 9 la transition générationnelle à l'œuvre dans les domaines géographiques du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, le chapitre 11 procède ainsi en une montée en généralité des réflexions amorcées au chapitre 10. Il porte sur les manifestations institutionnelles, pratiques et discursives du recentrement national en cours pour le champ géographique. Cette dernière partie de la thèse vise à élargir les analyses menées en contexte colonial en direction de la sphère nationale, qui l'englobe, en suivant cette problématique : en quoi le renforcement de l'échelon national, qui s'exprime d'un point de vue politique et culturel en France, Prusse et Grande-Bretagne, donne-t-il lieu à une montée en puissance de l'enjeu national dans la production des savoirs géographiques, ainsi qu'à une progressive nationalisation de cette production ? À travers une approche relevant du nationalisme méthodologique, le chapitre 11 questionne la mesure avec laquelle les savoirs géographiques produits en France, en Prusse et en Grande-Bretagne dans les années 1840-1860 portent en eux la marque du resserrement national à l'œuvre et y contribuent, et dans quelle mesure l'universalité revendiquée de ces savoirs est balayée par l'affirmation de manières de faire nationale. Ou, pour le dire autrement, en quoi la production des savoirs géographiques de cette époque participe-t-elle des nationalismes européens à l'œuvre ?

L'enjeu consiste ici à démontrer dans un premier temps de ce dernier chapitre que l'encadrement politique (institutionnel, pratique, méthodologique) des savoirs géographiques se développe et, surtout, s'inscrit dans une perspective nationalisante. Les savoirs géographiques servent peu à peu des intérêts de justification politique. Mais les façons de considérer et de produire les savoirs géographiques varient d'une sphère à l'autre. Ensuite, le second enjeu porte sur les objets convoqués par les géographes. Le chapitre neuf révèle sur la question coloniale une certaine adéquation entre les préoccupations politiques et les curiosités géographiques. Ce constat se maintient-il aussi lorsque l'on



se penche sur tous les types d'objets ? Les objets géographiques sont-ils orientés par les contextes nationaux ? Enfin, il s'agit d'examiner les savoirs géographiques à l'échelle des mots, du discours. Comment la nation est-elle mise en récit par les géographes ? Après des façons de faire, distingue-t-on des façons d'écrire qui relèvent spécifiquement de cadres nationaux ? Autrement dit, l'hypothèse à vérifier, soulevée déjà au chapitre précédent, postule que le renforcement des différents processus nationaux influence la mise en récit géographique du monde. Ce dernier temps de l'analyse vise donc à prolonger les réflexions menées jusque là et à proposer une lecture synthétique des rapports entre nations et savoirs géographiques en France, Prusse et Grande-Bretagne.

## A) L'encadrement institutionnel et pratique des savoirs géographiques

Les lieux de production, de discussion et de circulation des savoirs géographiques que sont les sociétés de géographie se trouvent dans la période 1840-1860 investis par le politique et le militaire. Non seulement ces champs encadrent le fonctionnement institutionnel, mais ils orientent aussi les pratiques et les gestes, c'est-à-dire les habitus disciplinaires, qui président à la fabrique scientifique.

### 1 - Les sociétés de géographies, organe du pouvoir ?

Concernant la sociologie des sociétés de géographie, la tendance observée lors des décennies précédentes se poursuit et s'accroît. Si les sociétés connaissent au début des années 1840 une stagnation voire une baisse du nombre leurs membres, les années suivantes sont celles du plein succès : elles recrutent à plein et profitent de l'engouement pour les savoirs géographiques (Lejeune, 1993). Cet engouement se manifeste tout particulièrement du côté des élites dirigeantes, politiques, économiques et militaires, dont la proportion ne cesse de croître. Cette tendance n'est pas nouvelle, car on l'observe aussi lors de la période précédente (voir chapitre 5) ; mais elle est de plus en plus marquée et signale un encadrement renforcé des institutions géographiques par les sphères du pouvoir. Plusieurs indices concourent à cette conclusion.

120. La répartition des présidents de la Société de Géographie de Paris<sup>256</sup> (1821-1861)

Catégorie	1821-1861	%	1840-1861	%
Aristocratie	18	49	4	21
Armée	8	22	5	26
Autres	11	29	10	53
Total	37	100	19	100

Du côté français, la liste des présidents de la société parisienne suffit à se rendre compte de l'incursion du monde du pouvoir. Bien que cette fonction soit éminemment et essentiellement honorifique, elle représente tout de même l'orientation donnée à la noble institution. Entre 1821 et

<sup>256</sup> Remarque : la liste complète est disponible à l'annexe 5.1

1861, l'aristocratie et l'armée représentent à elles seules près des trois quarts des présidents de la société. Cette proportion tombe aux environs de la moitié pour la période 1840-1861, avec une place plus grande faite aux civils. Les « autres » proviennent des professions libérales et intellectuelles les plus élevées : dans cette catégorie, Jomard ou Daussy accèdent notamment à la fonction prestigieuse. Même si leur part baisse en proportion, les titres des militaires qui siègent comme président signalent que la très haute administration militaire est présente : amiraux, contre-amiraux ou généraux se partagent ainsi la fonction. Les militaires et responsables politiques sont aussi très nombreux dans les rangs des membres ordinaires. Un tour d'horizon des membres de la société londonienne permet de s'en convaincre. En 1859, le bulletin londonien édite la liste de ses membres depuis 1830, ce qui permet d'en cerner les évolutions et les spécificités avec précision (BRGS, 1859 (T29)). Sur les 1302 membres que la société compte au début de l'année 1859, 246 font partie du corps militaire, le reste des membres étant composé à 90 % de membres de l'aristocratie. Ce qui donne la répartition suivante :

121. Sociologie des membres de la *Royal Geographical Society* (1830-1859)<sup>257</sup>

Catégorie	Nombres	% de membres
Armée	246	19
Aristocratie	932	72
Autres	124	9
Total	1302	100

L'aristocratie domine donc largement, d'autant plus que les militaires sont en général de hauts-gradés appartenant aussi à ce corps social. Le caractère élitiste de la société londonienne apparaît donc nettement à travers cet aperçu statistique. Ici les « autres », professions libérales et intellectuelles, sont bien peu représentées. Comme du côté français ou du côté prussien, les décennies 1840 et 1850 sont vraiment celles de la militarisation des sociétés de géographie ; car si les représentants de l'administration militaire participent aux sociétés dès leur fondation, leur présence se renforce dans les lieux, et dans les pratiques également, comme illustré au chapitre précédent. Les sociétés parisienne et berlinoise donnent tout de même plus de place aux civils, en particulier à Berlin où ils représentent une proportion majoritaire. Mais pour ces trois institutions, la présence des sphères du pouvoir se renforce.

Le pouvoir apparaît d'autant plus comme un élément central du dispositif géographique qu'il renforce son soutien moral et financier. Le soutien moral se traduit par des opérations de patronage des activités géographiques courantes. Les subventions restent à peu près les mêmes que dans les décennies précédentes : 52 000 £ par an pour la *Royal Geographical Society* par exemple (BRGS) qui est de loin la plus généreusement dotée. Ponctuellement, quelques donations viennent en outre aider

---

257 Remarque : dans le tableau, le double compte armée/aristocratie n'est pas effectué. Lorsqu'un aristocrate est en même temps militaire, il est comptabilisé dans la catégorie « armée ». Ce qui indique que la catégorie « aristocratie » est légèrement sous-estimée.

les sociétés, comme l'aide apportée en 1845 à la collection géographique de la bibliothèque royale gérée par Jomard (BSGP, 1845 (SER3, T4)). Le soutien augmente surtout en termes de prises d'intérêt dans les expéditions lancées ou soutenues par les sociétés de géographie. J'ai déjà souligné le rôle joué par le pouvoir dans les explorations coloniales, il prend également pied dans les autres types de missions géographiques. Cependant, chaque gouvernement participe à la hauteur de ses possibilités. Côté britannique, les moyens déployés sont largement supérieurs à ceux investis dans la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, qui garde une dimension provinciale. L'enthousiasme public et royal est particulièrement fort pour l'expédition polaire de John Franklin lancée en 1845, financée par l'Amirauté et soutenue par la société londonienne (BRGS, 1845, 1846, 1847). Du côté français, les subventions portent majoritairement sur des projets coloniaux : le politique ne se montre pas avare, comme le prix lancé en 1855 pour la reconnaissance d'un itinéraire entre Algérie et Sénégal le prouve. Seul le pouvoir berlinois paraît nettement en retrait dans l'accompagnement des projets de la société berlinoise. Même si l'on retrouve aussi des pratiques d'hommage et de remerciement du côté prussien, les engagements financiers demeurent assez restreints, voire absents. La société berlinoise fonctionne sur un mode indépendant, comptant sur les mécénats particuliers et les adhésions individuelles. Les lancements d'expéditions sont d'ailleurs peu nombreux et les appels de fonds souvent difficiles à atteindre. Ainsi, alors qu'en 1860 est créée la *Ritter-Stiftung*, la fondation Ritter, les géographes prussiens se félicitent d'avoir réuni la somme de 2200 Thaler (BGFE, 1860), somme exceptionnelle côté prussien, mais relativement modeste au regard des milliers de francs ou le livres qui transitent dans les instances parisienne ou londonienne<sup>258</sup>. Berghaus espère pouvoir doubler la somme, mais sans certitude :

Herr Barth berichtete, dass die Carl Ritter-Stiftung bereits ein Capital von ca. 2200 Thaler besitze, das man um so mehr des baldigsten verdoppelt zu sehen hoffen könnte, als von dem ersten Ertrage desselben ein Unternehmen unterstützt werden solle, das auch on weiteren Kreisen grossen Anklang finden werde.<sup>259</sup> (BGFE, 1860 (S3, T9) : 167)

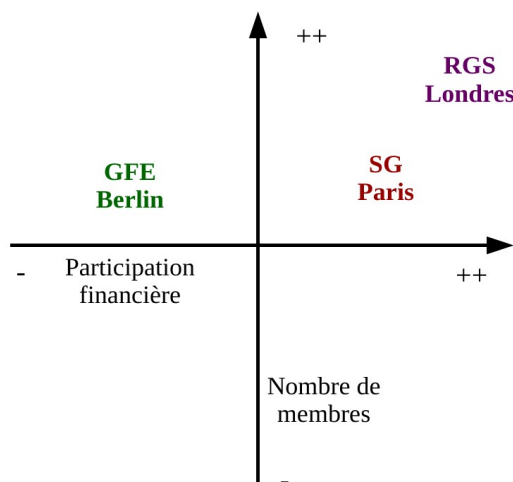
Une différence assez marquée existe donc entre les sociétés parisienne et londonienne et la société berlinoise, qui conserve un fonctionnement de type associatif beaucoup moins ancré dans les sphères de pouvoir. Cela induit une hiérarchie entre les sociétés elles-mêmes, selon un gradient d'implication du pouvoir (voir figure 122). Mais quelle que soit leur situation financière et leur taille, la présence de membres des sphères de pouvoir se renforce et atteste d'une intrication toujours plus forte entre les champs.

---

258 Remarque : en 1830, un Thaler prussien équivaut à 3,8 francs.

259 Traduction : Monsieur Barth assura que la fondation Ritter possédait déjà un capital d'environ 2200 Thaler, capital que l'on pouvait espérer voir doubler très bientôt, car de la première campagne devrait venir un soutien, qui pourrait trouver des intérêts dans d'autres cercles.

122. Le différentiel d'implication du politique dans les trois sociétés de géographie (1840-1860)



## 2 - Une circulation nationalisée des informations géographiques

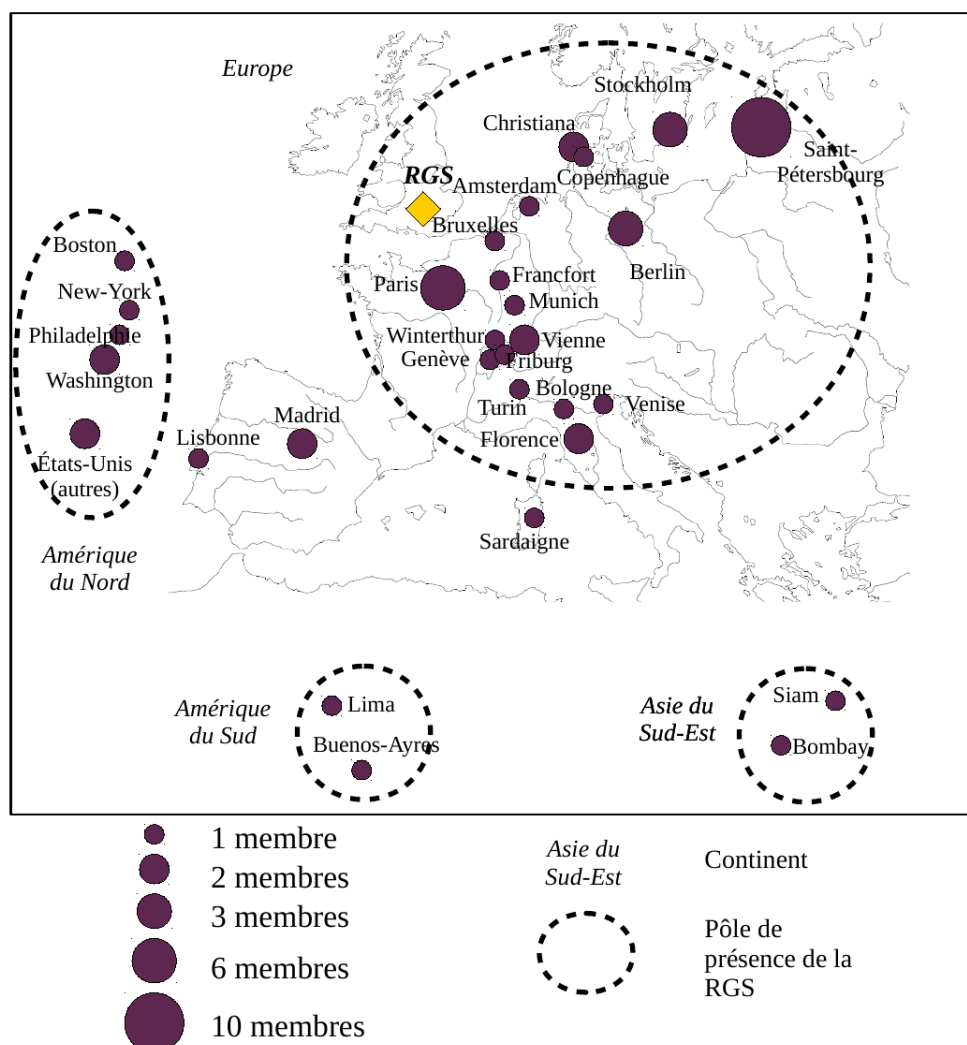
### a) Une géographie européocentrée

La circulation des informations renseigne également sur la géographie de la production et de la circulation des savoirs géographiques. Tout d'abord, les flux institutionnalisés (correspondances, membres étrangers) provenant des sociétés ou leur parvenant se singularisent par leur caractère de plus en plus occidental- voire européocentré. L'Europe et l'Amérique du Nord constituent en effet les zones d'influence privilégiées et quasiment exclusives des sociétés de géographie. Une nette continuité s'observe avec la période 1820-1840, pour laquelle l'Europe forme déjà l'aire de prédilection des échanges réalisés par les sociétés. Cela conforte l'idée avancée dans le chapitre 9 d'un recentrage européen de la part des géographes au milieu du siècle.

L'analyse de l'origine des membres honoraires étrangers et des correspondants étrangers de la *Royal Geographical Society* en 1859 permet de bien saisir cette réalité (BRGS, 1859) (voir figure 123). L'origine des membres étrangers est majoritairement européenne ; elle est assortie en outre d'une nette logique capitale, Paris, Berlin brillent en tant que consœurs. On voit apparaître aussi de manière très affirmée Saint-Pétersbourg, absent jusque là, et qui devient un pôle scientifique majeur en termes de correspondances et de circulation des informations géographiques, aussi bien d'ailleurs pour la société londonienne que pour les deux autres sociétés. Cela est sans doute dû à la création d'une société de géographie dans cette ville en 1845 et à sa grande activité, de même qu'au rôle géopolitique important de la Russie dans ces décennies (guerre de Crimée en 1853 par exemple). Le reste de la géographie des membres étrangers suit une logique métropolitaine très forte. Quelques pôles s'affichent hors de l'Europe, calqués sur les zones d'intérêt britanniques dans le monde, mais ils demeurent très minoritaires en termes de membres. En ce qui concerne la densité de flux, la cartographie est globalement la même : la *Royal Geographical Society* fonctionne en circuit presque

fermé entre les différentes sociétés de géographie européennes. Cette logique se retrouve à Paris et à Berlin : l'Europe demeure la zone d'échanges maximum.

123. Les membres honoraires et correspondants étrangers de la *Royal Geographical Society* (1859)

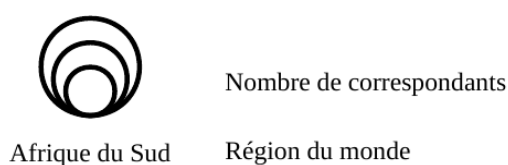
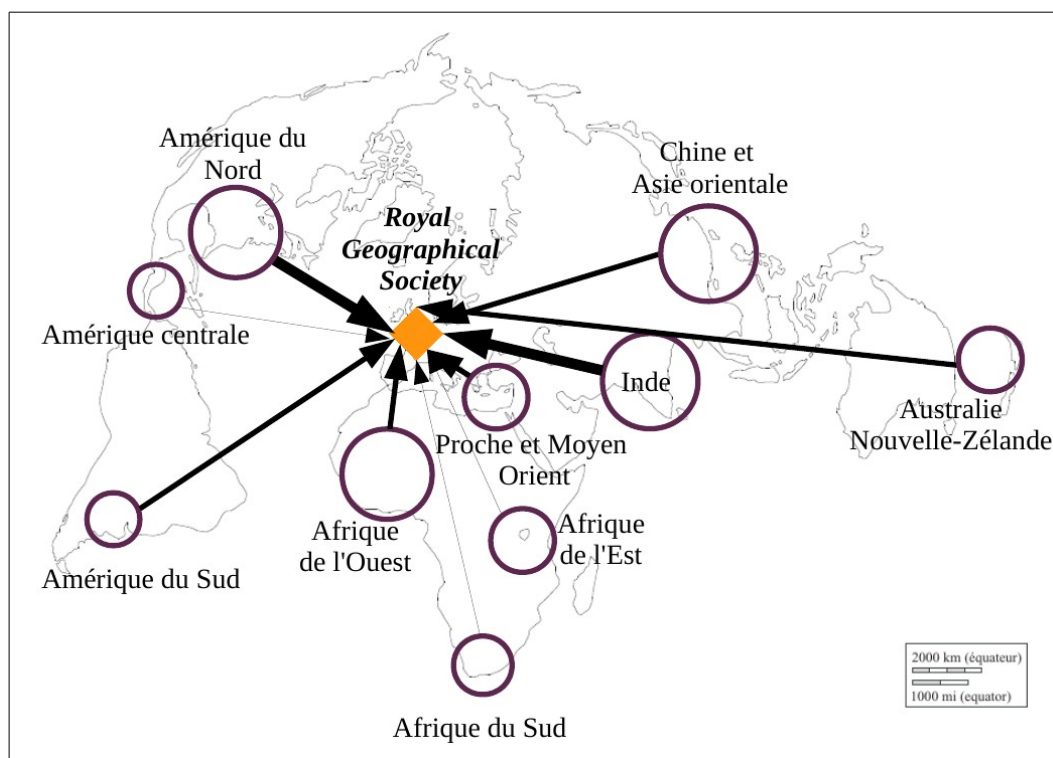


b) Des flux nationalisés

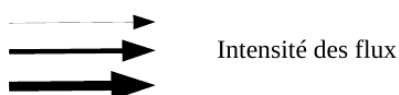
Les échanges, qu'ils soient matériels (livres, cartes, etc.) ou immatériels (actualités géographiques, données et mesures, etc.), continuent d'être très nombreux et de constituer un des modes de fonctionnement les plus importants des sociétés de géographie. Chaque bulletin dresse la liste des ouvrages ou cartes reçues, et ils sont toujours nombreux. Les sociétés affirment donc un fonctionnement réticulaire, sur les bases définies au chapitre 5. Durant la période 1840-1860, elles ne renoncent pas à reproduire l'idéal de la République des Lettres. Mais le politique s'invite dans la circulation des flux d'informations. En effet, et c'est un constat qui a déjà été fait dans la partie précédente, les sociétés de géographie reçoivent et diffusent les informations géographiques selon une logique qui leur est propre et qui reflète en grande partie les sphères d'influence politique de la nation dont elles dépendent. Alors que cela s'avère déjà marqué dès les années de fondation, cette tendance

s'accroît lors des décennies 1840-1850. L'enjeu colonial contribue pour une bonne part à la continuelle nationalisation des flux. En écho aux figures présentées dans le chapitre 5, les trois cartes ci-dessous présentent la géographie des flux pour chaque société, en dehors du continent européen. La circulation des savoirs géographiques au niveau européen est en effet globalement semblable pour les trois sociétés, avec des logiques capitales et métropolitaines (voir figure 123). Les différences apparaissent lorsque l'on envisage les flux à l'échelle mondiale, qui permet de dessiner des géographies nationalisées des circuits du savoir géographique (voir figures suivantes).

124. Flux et échanges d'informations vers la *Royal Geographical Society* (1840-1860)

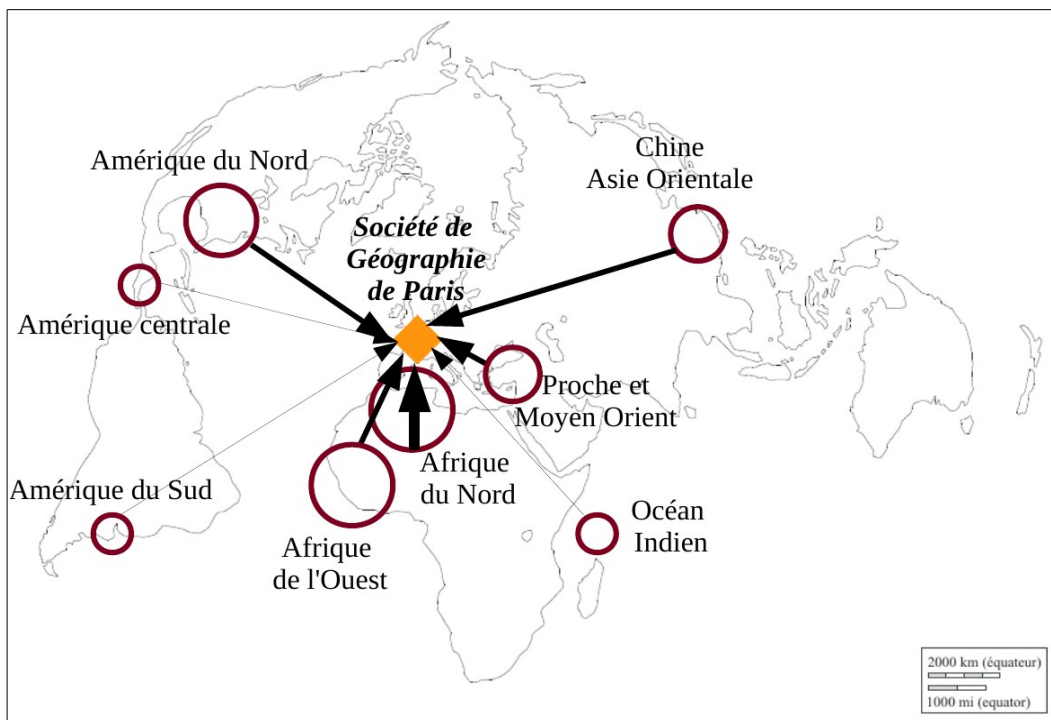


Légende des figures 124, 125 et 126

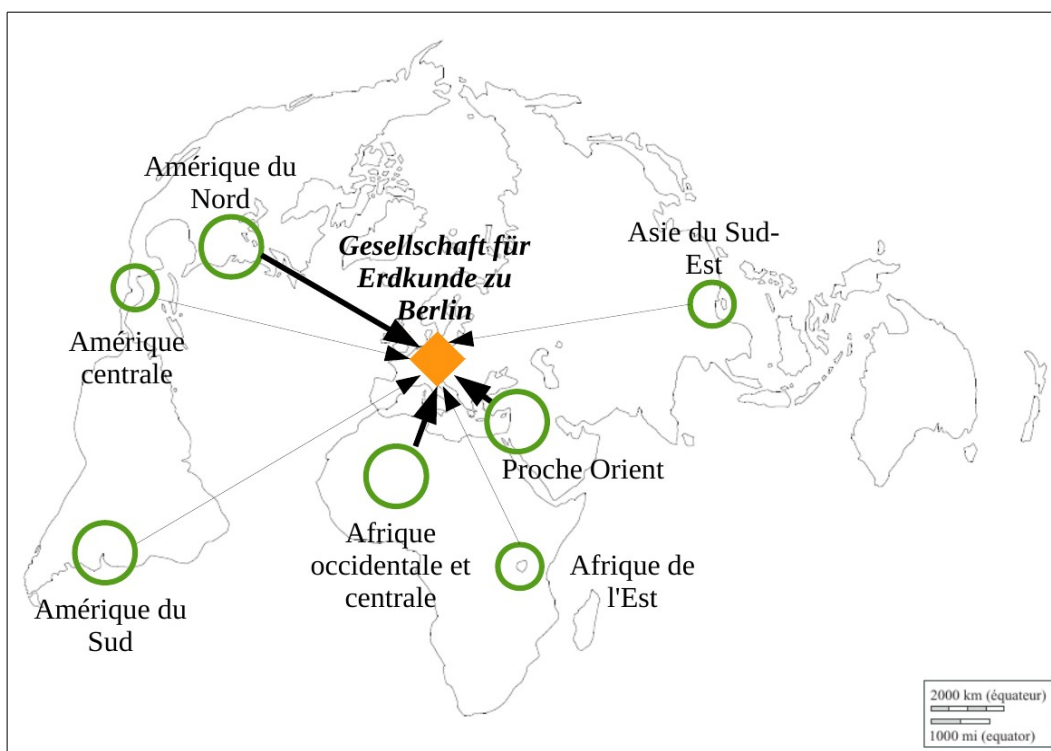


La cartographie des flux en direction des sociétés de géographie dans la période 1840-1860 apparaît globalement semblable à celle des années 1820-1840. Chaque société possède ses sphères de prédilection, qui ne se recouvrent pas nécessairement. La société britannique continue de couvrir une grande partie du monde, grâce à un réseau d'informateurs très étendu. La société berlinoise possède une aire d'influence nettement moindre, tandis que sa consœur parisienne se trouve dans une situation intermédiaire.

125. Flux et échanges d'informations vers la Société de Géographie de Paris (1840-1860)



126. Flux et échanges d'informations vers la Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin (1840-1860)



Quelques éléments changent cependant entre les deux périodes. Le développement du processus colonial tend à modeler la cartographie des flux de l'information dessinée pour chaque société. En effet, si l'on compare ces figures à celles du chapitre précédent, une bonne partie des cartes peut être superposée. Les espaces coloniaux contribuent nettement à modeler la géographie des réseaux des

société de géographie : ils renforcent certaines régions (Afrique du Nord et Algérie côté français ; Inde, Asie orientale côté britannique par exemple) et en font surgir de nouvelles (Afrique de l'est côtés britannique et prussien notamment). Ainsi, le contexte politique et militaire de conquête participe à la configuration spatiale et réticulaire de la chaîne d'information géographique, en dessinant des géographies nationalisées. De plus, l'actualité économique contribue elle aussi à accentuer les différences observées : par exemple, alors que la Grande-Bretagne signe en 1842 les accords de Nankin, les flux s'accroissent avec la Chine et l'Asie orientale. Enfin, un point commun surgit, l'intérêt accordé à l'Amérique centrale. Cette présence nouvelle et simultanée traduit la curiosité portée au projet d'un canal transocéanique à travers l'isthme central-américain. Les perspectives économiques entrouvertes suscitent alors de la part des trois sociétés un élan d'intérêt, qui s'exprime par l'extension de leur réseau d'information dans cette région.

La conquête de nouveaux territoires et de nouveaux marchés engagée par les gouvernements des nations européennes trouve une traduction dans les réseaux développés par les sociétés de géographie parisienne, londonienne et berlinoise. Le contexte politique, qui est aussi militaire et économique, contribue ainsi à façonner des géographies nationalisées pour les réseaux d'échanges et de circulation des savoirs géographiques. Les analyses menées pour la période 1840-1860 s'inscrivent dans la continuité et la continuation du processus observé dans les décennies précédentes. Non seulement les sociétés de géographie s'avèrent être des organes scientifiques annexés au pouvoir national dont elles dépendent, mais celui-ci oriente encore l'origine des flux déployés vers elles et en partance de ces institutions.

### ***3 – Le cas des institutions cartographiques***

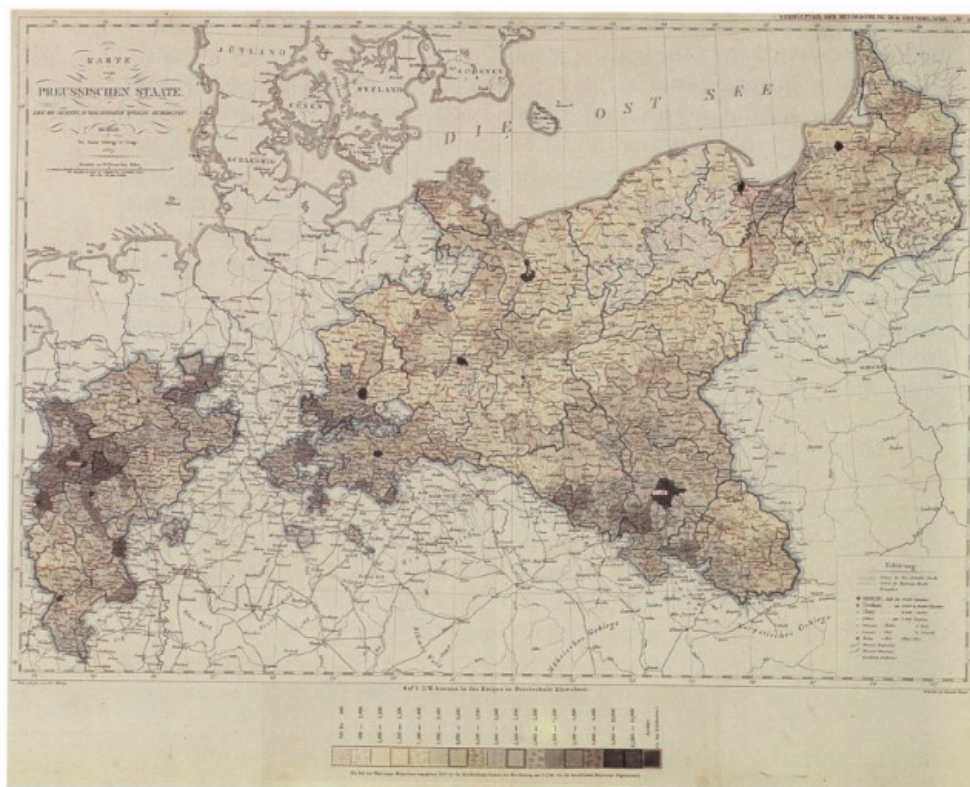
L'interaction entre politique et savoirs géographiques s'exprime également en termes de pratiques et d'habitudes méthodologiques. Elle façonne des manières de faire géographiques, qui sont de plus en plus modelées par les besoins économiques, militaires et politiques au sens large. Les chapitres précédents (6 et 10 en particulier) ont déjà révélé la militarisation accrue du métier de géographe, qui constitue un des moyens les plus nets d'intrication du politique dans la sphère des savoirs géographiques. Un autre indice de cette intrication se situe dans l'orientation thématique et utilitariste des productions cartographiques.

En effet, si le médium cartographique ne fait pas que s'affirmer en tant qu'outil et production de prédilection des géographes entre 1840 et 1860 (voir chapitre 9), il apparaît aussi influencé par les sphères du pouvoir. Le politique n'est pas seulement un commanditaire, un soutien ou un producteur de l'activité cartographique ; il contribue à changer les modalités de représentation de l'espace. En effet, les demandes politiques et militaires favorisent l'émergence d'un nouveau type de représentation cartographique : la carte par répartition, ou carte thématique. Ainsi, le politique n'influence pas uniquement la pratique en termes d'objets, il participe du renouvellement de la sémiologie graphique.



Les cartographes du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle participent encore largement à améliorer et étendre la représentation topographique du monde. C'est là leur tâche principale, particulièrement en terrain colonial ou pour les zones non encore couvertes : combler les blancs de la carte compte avant tout (Laboulais-Lesage, 2004). Pour autant, les demandes politiques les encouragent aussi à produire des cartes thématiques, représentant la répartition d'un phénomène donné. L'environnement naturel cède peu à peu le pas aux phénomènes humains et sociétaux. Cela est permis par l'amélioration de la collecte de données statistiques, qui contribuent grandement à la réalisation des nouvelles cartes thématiques. Les réflexions sur les différents moyens de la sémiologie graphique engagées dans les années 1810 par Humboldt notamment participent aussi de ce mouvement général de révision et d'amélioration des représentations cartographiques (voir chapitre 7). Le signal de départ est donné en 1828 avec la réalisation de la première carte démographique de la Prusse de von Rau (*Administrativ-Statistischer Atlas von Preussischen Staat*), qui rappelle que la Prusse avait été le premier État européen à se doter d'un bureau officiel de statistiques, dès 1805.

127. Carte de la répartition de la population allemande, par C. von Rau, *Administrativ-Statistischer Atlas vom Preussischen Staat* (1828)

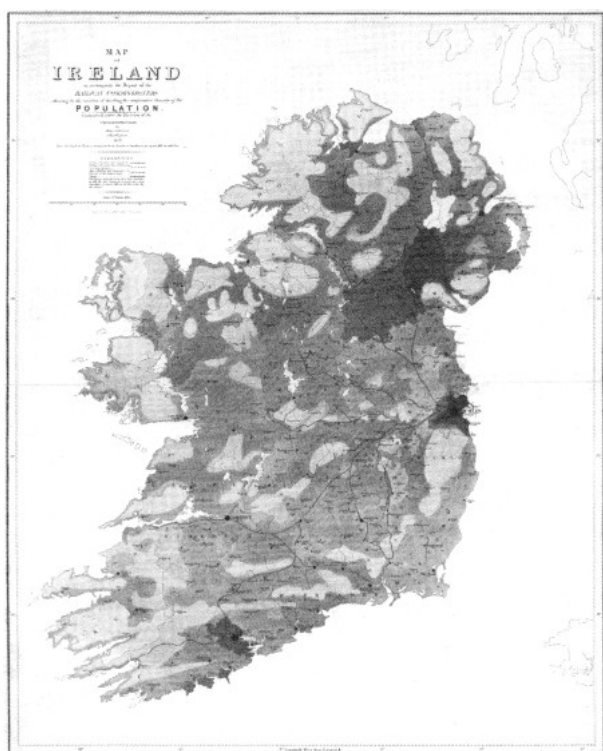


Quelques réalisations similaires suivent en Grande-Bretagne et en France : en 1833 une carte de Scorpe représente la répartition de la population à l'échelle mondiale ; en 1836 d'Angeville propose dans son *Essai sur la statistique de la population française* un essai de cartographie quantitative. Mais tout commence réellement avec le développement des cartes de chemin de fer dans les années 1830 qui marquent le début de réelles innovations graphiques (Palsky, 1991). Comme le rappelle G. Palsky,

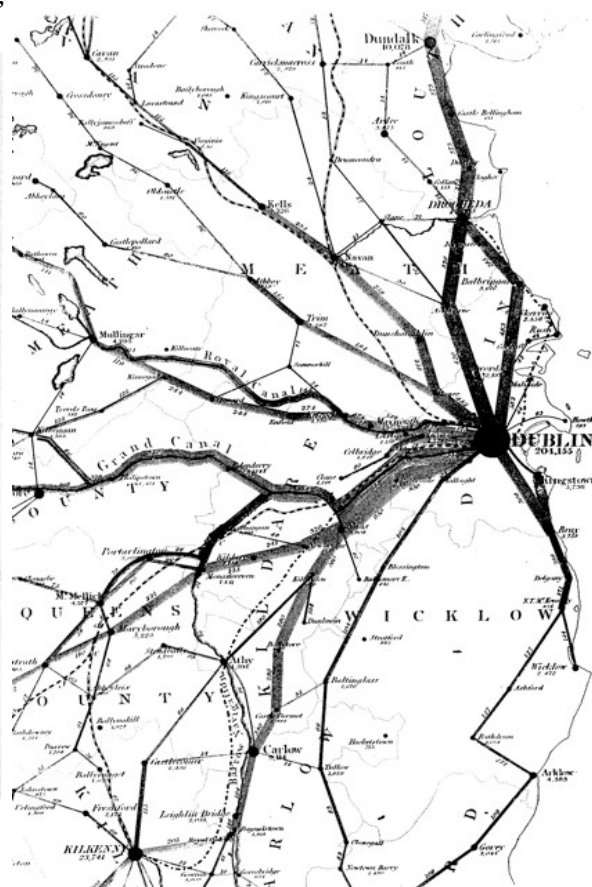
La distribution de la population est pour eux [les ingénieurs] un paramètre essentiel : pour tracer une voie nouvelle, il faut prendre en compte les flux existants (mouvements des voyageurs et des marchandises sur les routes, les canaux) mais également la population desservie. Celle-ci, décrit statistiquement dans les mémoires ou avant-projets de lignes, a pu également faire l'objet de représentation cartographique. (*ibid.* : 454)

Une des premières cartes de ce genre est réalisée par Henry Drury Harness en 1837, pour la commission des chemin de fer d'Irlande ; elle est accompagnée d'une des premières cartes utilisant la proportionnalité pour représenter les flux de voyageurs sur le réseau de chemin de fer irlandais.

128. Carte de la répartition de la population en Irlande, H. D. Harness, *Atlas to Accompany Second Report of the Railway Commissioners, Ireland* (1837)



129. Carte des flux de voyageurs en Irlande, par H. D. Harness (1837)



130. Carte de la répartition de la population des Îles Britanniques, par August Petermann (1848)



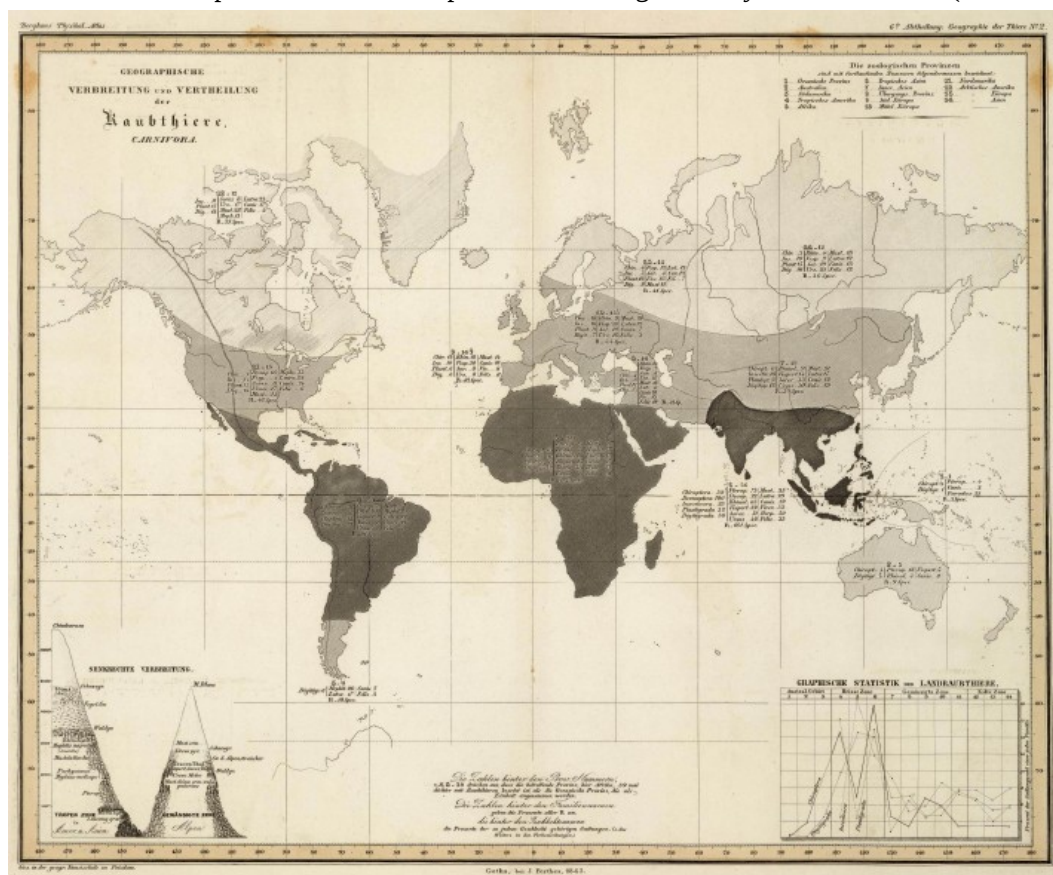
La question de l'aménagement du territoire devient ainsi une préoccupation majeure des gouvernants et des firmes privées chargées de le réaliser. Et les cartes thématiques, qui sont à l'origine essentiellement des cartes par répartition, se multiplient. Elles concernent en premier lieu des enjeux démographiques : la connaissance de la répartition de la population sur le territoire forme un enjeu majeur. Des cartographes comme Alexander Keith Johnston, Heinrich Berghaus ou August Petermann sont les acteurs de ce renouvelé cartographique. Alors qu'il séjourne à Londres à la fin des années 1840 et que les autorités craignent une épidémie de choléra, Petermann produit une carte de la répartition de la population des Îles Britanniques qu'il transmet au gouvernement (voir figure 130). Ce genre de cartes se généralise peu à peu et signale à la fois des innovations techniques et l'interaction



grandissante entre les préoccupations politiques et les productions géographiques. Les cartes de répartition de population sont permises par la rencontre de l'apparition d'enjeux politiques nouveaux (hygiène, aménagement du territoire, croissance démographique), du développement outils statistiques performants et des réflexions menées au sein de la discipline géographique en termes de représentation graphique. Ce besoin de représenter s'inscrit également dans la volonté de quantifier et de mesurer tous les phénomènes : la fièvre cartographique est aussi à ce titre une fièvre statistique et quantitative.

Et cette tendance s'étend à toutes sortes de phénomènes, aussi bien sociétaux que naturels. Dans son *Physikalischer Atlas*, Berghaus utilise par exemple l'entrée de la répartition de la population pour représenter l'occupation spatiale de populations végétales et animales, éléments que l'on retrouve dans l'Atlas du *Kosmos* ; quant à Johnston, c'est par une carte de répartition des oiseaux en Europe qu'il entre dans la cartographie thématique.

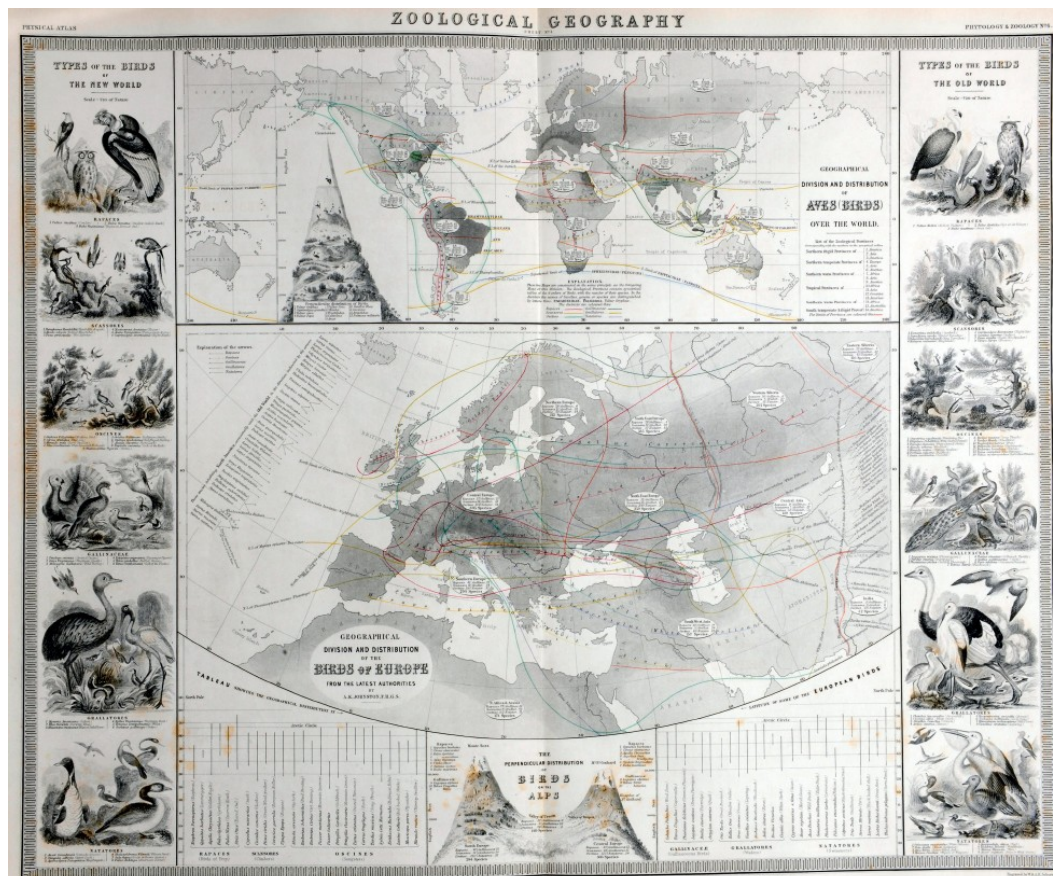
131. Carte de la répartition des fauves, par Heinrich Berghaus, *Physikalischer Atlas* (1837-1848)



Aux aplats de couleur servant à indiquer les différentes densités de population sont souvent associés des données statistiques complémentaires, de même que des outils sémiologiques connexes (graphes, diagrammes, isolignes ou coupes cartographiques) (voir figures 131 et 132). Ainsi, les besoins politiques et économiques à l'origine de ces nouvelles modalités de représentation cartographique contribuent à affirmer une nouvelle façon de faire discipline et à la pérenniser. Le politique constitue donc un facteur structurant de l'*habitus* disciplinaire qu'est la cartographie. Cet exemple signale la complexité des interactions qui existent entre les sphères politiques et les savoirs

géographiques : en l'occurrence, l'influence exercée par le politique ne se traduit pas seulement en termes de contraintes épistémologiques (périmètres d'objets imposés), elle ouvre aussi la voie à des innovations disciplinaires pérennes qui font encore aujourd'hui la valeur des productions géographiques. Car dans les années 1840 et 1850, ce ne sont ni plus ni moins que les premiers jalons de la sémiologie moderne qui sont posés (Palsky, 1991).

132. Carte de répartition des oiseaux en Europe et dans le monde, par Alexander Keith Johnston, *Physical Atlas* (1849)



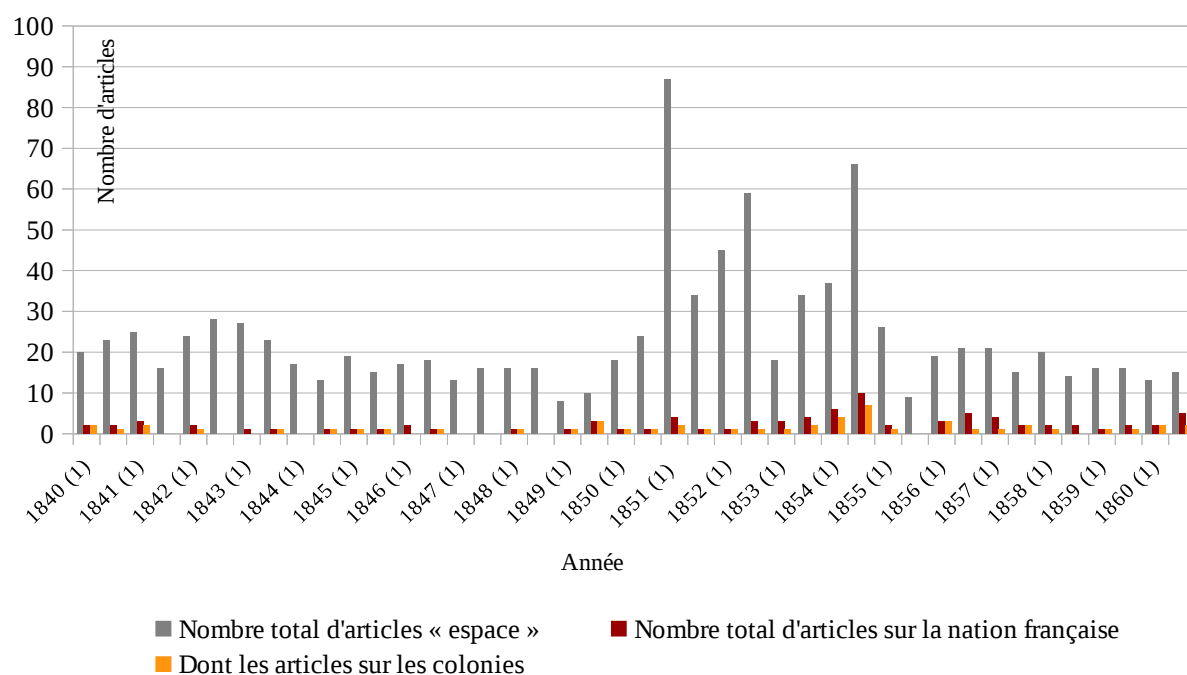
## B) La « nation » : préoccupation montante des géographes ?

Les aspirations nationales trouvent une traduction dans les dimensions institutionnelles, pratiques et méthodologiques des savoirs géographiques. Des manières de faire infusées des besoins politiques apparaissent. En est-il de même au niveau de la considération de l'objet « nation » ? Les géographes la considèrent-ils alors comme un thème de prédilection ? Les analyses sur les espaces coloniaux montrent que si ces objets s'affirment dans le champ géographique, ils n'en demeurent pas moins minoritaires. En élargissant le regard à la nation et non plus uniquement aux colonies, ce constat se vérifie.

## 1 – Un objet géographique assez peu représenté

De la même manière que pour les espaces coloniaux, les territoires nationaux (ceux dont dépendent les géographes des différentes sphères) se manifestent par une présence réelle mais néanmoins très discrète dans le champ institutionnel. Cela est également valable pour les trois sociétés de géographie de cette étude. Une analyse statistique du nombre d'articles dévolus aux espaces nationaux pendant la période 1840-1860 fait bien apparaître cette relative discrétion (voir figures 133, 134 et 135). Les espaces coloniaux ne représentent qu'une part minoritaire du nombre total d'articles des bulletins, toujours en deçà des 25 % et en général bien en-dessous des 15 %. Une légère augmentation de cette proportion est à noter à partir du milieu des années 1850 pour la France, mais globalement celle-ci reste stable. Les territoires convoqués coïncident en outre pour une part avec les objets coloniaux pour les bulletins parisiens, et même à 100 % pour les bulletins londoniens : le territoire national n'est donc que peu ou pas pensé pour lui-même, mais très largement à travers par le prisme colonial.

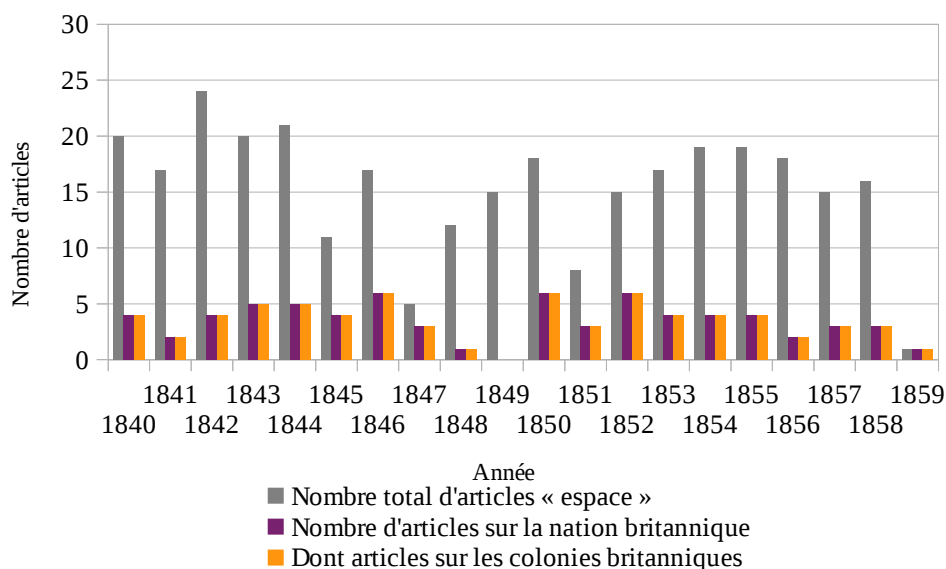
133. Part des articles de la Société de Géographie de Paris consacrés au territoire national (1840-1860)



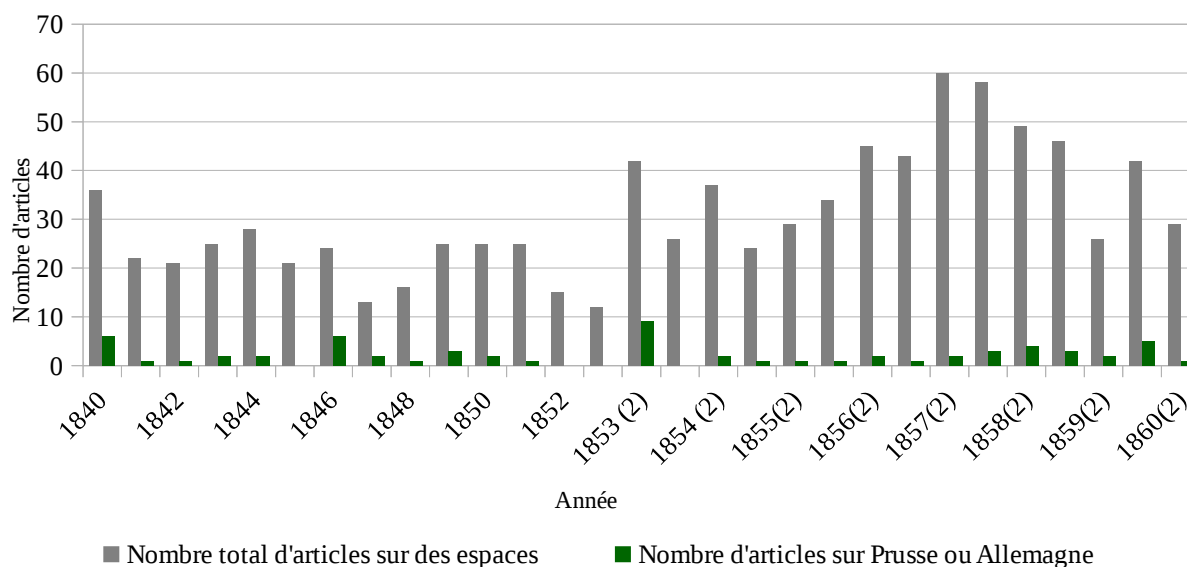
Les trois sociétés partagent donc une faible représentativité de leur propre espace national. Les espaces nationaux voisins sont aussi discrètement présents, convoqués la plupart du temps en vertu de l'actualité militaire et coloniale : mais là encore, cela ne représente qu'une faible partie des articles des bulletins (voir chapitre 9). La nation – que ce soit la sienne ou celle des autres – ne semble donc pas constituer un objet géographique dominant, du moins en termes quantitatifs. Si l'on analyse les figures précédentes en négatif, cela signifie aussi que les autres questions géographiques, identifiées pour la période précédente (voir chapitre 7), se maintiennent. Les énigmes naturelles (les sources du Nil,

l'écoulement du Niger entre autres) ainsi que les bouleversements liés au développement technologique (en particulier la construction des lignes de chemin de fer, les canaux transocéaniques et la montée de la navigation à vapeur), c'est-à-dire tout ce qui relève de l'actualisation géographique, demeurent les principaux enjeux géographiques, devant les questionnements politiques. À ce titre, une nette continuité s'observe entre les décennies 1820-1840 et les suivantes.

134. Part des articles de la *Royal Geographical Society* consacrés au territoire national (1840-1860)



135. Part des articles de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* consacrés au territoire national (1840-1860)



## 2 – Une préoccupation nationale montante pour la France et la Prusse

Pour autant, même si la nation n'est pas dominante d'un point de vue quantitatif, les enjeux nationaux ressortent tout de même de la lecture des bulletins des sociétés de géographie berlinoise et parisienne et des productions du *corpus*. Les géographes des sphères prussienne et française en

particulier semblent porter un regard neuf sur l'idée de nation et sur leur pays ; tandis que les géographes britanniques ne manifestent pas d'intérêt quant à cette question, sans doute en raison de l'ancienneté de la conscience et de la réalité nationale britannique. Un net décalage existe entre les sphères de notre étude.

#### a) Deutschland !

Du côté prussien, les années 1840 et 1850 sont marquées par la montée en puissance de l'idée d'unification allemande. Cela se traduit de manière politique, par exemple à l'occasion de la Révolution de 1848 et de l'éphémère parlement de Francfort où l'idée d'une seule et unique Allemagne prend brièvement corps. L'idée d'Allemagne se manifeste également dans le domaine culturel. Durant les années 1840, les intellectuels germaniques mettent alors en avant la seule chose susceptible à leurs yeux de pouvoir réunir à nouveau tous les Allemands, la culture et les valeurs communes. Ainsi, l'exaltation de l'antériorité historique de l'espace germanique et de ses valeurs « traditionnelles » se fond dans le mouvement nationaliste naissant. August von Fallersleben participe à ce mouvement, mais en tant qu'exilé, car le royaume de Prusse juge ses idées politiques dangereuses. C'est pendant cette période, en 1841, qu'il compose le *Deutschlandlied*, le chant de l'Allemagne, pour exprimer son désir d'une Allemagne forte et unie, mais aussi plus libérale. Ce chant s'inspire aussi de la crise rhénane qui commence en 1840, et durant laquelle la France affirma sa volonté d'annexer de nouveau les territoires de la rive gauche du Rhin. En réponse à la possible annexion d'espaces appartenant à la Confédération et au monde germanique, Fallersleben compose ce chant, symbole du nationalisme allemand montant :

Deutschland, Deutschland über alles, über alles in der Welt.

Wenn es stets zu Schutz und Trutze brüderlich zusammenhält,  
von der Maas bis an die Memel, von der Etsch bis an den Belt.

Deutschland, Deutschland über alles, über alles in der Welt.<sup>260</sup> (Fallersleben, *Deutschlandlied*, 1841: couplet 1)

En reprenant partiellement à leur compte les injonctions nationalistes, les géographes berlinois s'approprient peu à peu l'idée d'une nation allemande et contribuent à la propager. Cela se manifeste de différentes manières. À l'idée d'une culture germanique unie et unique, les géographes Prussiens et Allemands répondent par les arguments du sol et de la nature. Dès 1840, les géographes de la société berlinoise s'enthousiasment par exemple pour la *Geognostischen Karte von Deutschland, England, Frankreich und der Nachbarländern* (carte géognostique de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France et des pays voisins) de Leopold von Buch. Herr von Dechen, chargé du compte-rendu, s'exprime en ces termes :

---

260 Traduction : L'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout, Par-dessus tout au monde. / Quand constamment pour sa protection et sa défense, fraternellement elle est unie, / de la Meuse jusqu'au Niémen, de l'Adige jusqu'au Détroit. / L'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout, Par-dessus tout au monde.



Dem Zusammentreffen dieser vier, von Leop. v. Buch so glücklich unterschiedenen Systeme verdankt Deutschland die Mannigfaltigkeit seiner geognostischen Verhältnisse, die Complication seiner Oberflächenbildung, die Anmuth und den Reiz seiner Gebirgs- und Hügelgegenden ; wie verschieden von dem nebenliegenden großen Theil von Frankreich, wo von bunten Sandstein bis weit in der tertiären Formationen hineinreichend, die Schichten ohne alle Unterbrechungen gleichförmig bei stetiger Hebung des Bodens abgesetzt wurden, bis zur endlichen Ausfüllung des rund gestalteten Busens, in dessen Mitte auf den neuesten Absätzen sich Paris erhebt.<sup>261</sup> (BGFE, 1840 (M1) : 48)

Dans l'esprit de Dechen, l'Allemagne elle-même se trouve redevable de l'œuvre de Buch, qui prouve scientifiquement son unité géologique. En 1846, pour donner un autre exemple, la société se passionne pour une carte en relief de l'Allemagne de Herr Erbe, que Ritter se charge de présenter à ses confrères (BGFE, 1846 (NF, T3)) : « Als Fortschritte plastischer Darstellung der Erdoberfläche legte Herr Ritter die Reliefkarte Deutschlands von L. Erbe in Stuttgart zur Betrachtung vor (...) »<sup>262</sup> (*ibid.* : 4). Les travaux géographiques prennent ainsi place dans un système de justification de la légitimité de l'existence de la nation allemande. Plusieurs articles parus dans le bulletin de la *Gesellschaft für Erdkunde* plaident pour l'idée que les géographes aussi, à leur niveau, doivent contribuer à l'effort d'unification nationale. L'entrée géologique revient à plusieurs reprises (voir par exemple : BGFE, 1846 (NF, T3)) et forme un enjeu majeur : il s'agit de prouver que la nature a voulu une Allemagne unique et unie. Ce procédé se retrouve à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle en France, avec l'invention du Massif Central par les géologues, qui contribue pour une part à l'avènement de l'identité nationale française. O. Poujol explique les tenants de ce processus : avec le déclassement des théories des bassins fluviaux de Buache, les géologues du XIX<sup>ème</sup> siècle cherchent à expliquer les formations montagneuses sur des bases solides (Poujol, 1994). Ils en viennent ainsi à délimiter un grand plateau central, le futur Massif Central, qui devient alors un élément très fort de l'identité géographique de la France, et de la nation par extension. On retrouve ainsi dans les cas allemand et français, avec quelques dizaines d'années de décalage, la volonté d'asseoir l'idée nationale sur des bases géologiques et scientifiques sérieuses.

Le regard des géographes prussiens porte en outre sur les réalisations humaines, et en particulier sur le développement des réseaux de transport : en 1846, Ritter évoque par exemple les progrès des chemins de fer à partir de Berlin, qui débordent le cadre strict du royaume prussien pour le relier aux autres États allemands (*ibid.* ; BGFE, 1850 (NF, T6)). Du point de la nature comme de la culture et de la technologie, il s'agit de démontrer que l'unité allemande est un fait qui reste seulement à être traduit politiquement. Cette appropriation et cette défense du territoire allemand passe en outre en grande partie par le *medium* cartographique, qui permet visuellement de s'imprégner des dimensions du

261 Traduction : Grâce à la synthèse si bien réalisée par Leopold von Buch de ces quatre systèmes, l'Allemagne est redevable de la variété de ses relations géognostiques, de la complexité de la constitution de la surface de son sol et de la gloire de ses régions montagneuses et vallonnées ; elle se distingue grandement de la grande partie de la France qui la borde, où, des sables colorés jusqu'aux formations tertiaires, les couches ont été déposées uniformément sans aucune discontinuité grâce à une surrection continue du sol, jusqu'au remplissage final des gorges dessinées, au milieu desquelles Paris s'est élevé sur les nouveaux terrains.

262 Traduction : Comme progression de la représentation plastique de la surface de la Terre, Herr Ritter présenta la carte en relief de l'Allemagne de L. Erbe de Stuttgart.

territoire allemand rêvé. Deux des principaux cartographes et géographes de l'époque, Heinrich Kiepert et Heinrich Berghaus, s'y essayent à la fin des années 1840. Et les thématiques choisies ne le sont pas au hasard : carte des nationalités de l'Allemagne pour l'un et cartes des langues et dialectes pour l'autre :

136. *Nationalitäts-Karte Deutschland*, par Heinrich Kiepert (1848)



(Source : gallica.bnf.fr)

Les géographes Prussiens et Allemands reprennent donc, au moins pour certains – car ces préoccupations ne sont pas du tout présentes chez un Humboldt par exemple – les aspirations unificatrices qui agitent alors la sphère germanique et tendent à les justifier et à les soutenir à travers leurs travaux.



137. Sprachkarte, par Heinrich Berghaus (1849)



(Source : Staatsbibliothek Berlin)

b) Fonder la nation française par l'histoire

Pour les géographes Français, l'attention portée à la question nationale se manifeste, paradoxalement, par une curiosité accrue à propos de son histoire. À côté des articles consacrés aux territoires coloniaux français et à quelques tableaux statistiques concernant les échanges commerciaux du pays, la société de géographie parisienne semble se prendre de passion à partir des années 1850 pour le passé national. Alors que du côté allemand, les géographes s'attache à prouver l'unité géologique et culturelle de la nation, côté français on cherche à démontrer l'antériorité historique de la France. Comme l'écrit Vivien de Saint-Martin en 1856, l'enjeu est de trouver les preuves d'un passé ancien :

Ces titres d'origine qu'aucune nation de l'antiquité n'avait pu conserver et auxquels on suppléa plus tard par des récits légendaires, les études savantes de notre époque les ont en partie retrouvés. (BSGP, 1856 (S4, T12) : 25)

Les géographes sont mis à contribution dans ce processus de positivation et de scientification de l'histoire française. Entre 1853 et 1858, le passé apparaît comme une thématique récurrente. Dès 1853,

un premier article interroge l'étymologie des noms des provinces françaises (BSGP, 1853 (S4, T5)). Mais dans les années suivantes, c'est l'horizon historique de la France antique, la Gaule, qui est très largement mobilisé. En 1856, c'est l'emplacement d'Alésia qui est sujet à discussion :

Une découverte récente, faite dans le département du Doubs, entre Ornans et Salins, vient d'attirer l'attention des archéologues, en Bourgogne comme en Franche-Comté, et même de susciter entre eux une assez vive polémique que, à l'occasion de l'intéressante question d'histoire et de stratégie que soulève la position d'Alésia, cette ville fameuse, dont la prise et l'occupation par Jules César mit un terme à l'héroïque résistance de nos ancêtres ; événement dont l'importance est telle qu'il est également superflu de la signaler, et intéressant d'en découvrir le véritable théâtre : cette polémique semble rappeler l'ancienne querelle qui, au temps des Arabes, divisait les Séquaniens et les Eduens. (BSGP, 1856 (S4, T12) : 94)

La fixation des hauts-lieux du passé national paraît ainsi une des plus importantes missions que les géographes doivent remplir. La question de l'emplacement d'Alésia revient encore l'année suivante (BSGP, 1857 (S4, T13)). Cette thématique ne touche pas seulement Alésia, mais tout ce qui concerne la Gaule, qui constitue l'horizon géographique et historique de prédilection pour fonder avec force les cadres de la nation française. Si l'on continue l'inventaire des articles de la société parisienne sur ce sujet, on trouve en 1857 un article sur les forêts de la France dans l'Antiquité et le Moyen Âge (*ibid.*). Enfin, en 1858, la société présente un ouvrage portant sur la carte et sur l'administration de la Gaule (BSGP, 1858 (S4, T16)). L'engouement pour le passé antique de la nation se fait donc nettement sentir. On voit ainsi apparaître les hauts-lieux de la mémoire géographique (Nora, 2004). Alors que durant la période précédente, les géographes se cherchaient des héros, ce sont les champs de bataille fondateurs de la nation qu'ils visent à mettre en avant dans les années 1840-1860. Un procédé similaire se produit côté allemand, bien analysé par S. Schama dans *Le paysage et la mémoire* (1999). Il met au jour la permanence de certains imaginaires, de certaines représentations de la nature ou de la nature mythifiées dans la sphère germanique. Ainsi, la tendance est bien à la création de la nation, par la redécouverte de moments ou de lieux érigés comme fondateurs dans un effort de la mémoire collective.

Mise à part la dimension historique de la nation, les géographes parisiens insistent aussi sur les enjeux d'actualité : accroissement démographique et industriel, comme pour la ville du Creusot (BSGP, 1857 (S4, T13)) ou plus généralement les transformations du territoire national. En 1860, c'est le département fraîchement français de la Savoie qui est ainsi mis à l'honneur, à travers le compte-rendu du guide réalisé et publié par Adolphe Joanne. L'introduction rappelle en toute discrétion le retour du département dans le giron français :

C'est un itinéraire varié qui donne des renseignements précis et souvent détaillés sur les points d'excursion les plus intéressants de la Savoie, redevenue française depuis un an, et divisée en Savoie propre et Haute-Savoie, ayant pour chefs-lieux la première Chambéry et la seconde Annecy. (BSGP, 1860 (S4, T20) : 275-276)

La suite du compte-rendu insiste sur quelques points particulièrement enchanteurs pour les touristes et

souligne les grandes caractéristiques de la Savoie ; mais l'auteur ne manque pas de glisser quelques remarques nationalistes qui donne le ton de cette époque riche en bouleversements au niveau européen :

La Savoie a pour limites, au nord, le lac Léman, qui la sépare des cantons suisses de Vaud et de Genève ; à l'ouest, le Rhône, qui coule entre elle et le département de l'Ain : au sud la rivière de Guiers et de hautes crêtes de montagnes qui la séparent de l'ancien Dauphiné, ou des départements des Hautes-Alpes et de l'Isère ; à l'est enfin, la chaîne des Alpes qui la sépare du Piémont et du Valais. Défendue de ce dernier côté par les plus hautes montagnes d'Europe et d'un autre par une ligne de pics, par le Léman et le Rhône, elle n'est facilement accessible que du côté de la France par le lac du Bourget et la vallée du Graisivaudan (sic). La nature l'avait donc rendue éminemment française, si déjà elle ne l'avait toujours été par sympathie et par besoin. (*ibid.* : 276-277)

Comme leurs confrères prussiens, les géographes français invoquent donc aussi la nature comme motif de découpage des territoires nationaux. Des deux côtés du Rhin, les savoirs géographiques participent donc de l'élaboration de cadres nationaux, que l'on veut alors scientifiés et objectivés.

Si les territoires nationaux représentent en termes quantitatifs une part minoritaire de l'activité des géographes, les discours produits à leur égard montrent au contraire que ces objets interpellent. Non seulement les géographes se les approprient, mais ils participent surtout à leur élaboration en tant que cadres de pensées intellectuels et politiques, au motif qu'ils leur fournissent une légitimation scientifique. Les savoirs géographiques produits sur les territoires nationaux forment ainsi une caution objectivante et positivante de ces réalités qui ne sont pourtant que le reflet de contingences historiques et politiques. Les géographes, en prenant à leur charge ces objets, contribuent ainsi à le construire. Cela marque donc l'imbrication croissante entre les sphères politiques et scientifiques.

### **3 – Le géographe, héraut discret de la nation**

L'analyse de la rhétorique géographique à propos de l'échelon national confirme l'idée d'une certaine distance conservée vis-à-vis de cet objet, alors même qu'il tend à prendre une place importante dans les travaux géographiques. Si les géographes semblent prendre en charge certaines entreprises de justification nationale, de même que pour les colonies, on observe tout de même assez peu de discours de défense ou de lyrisme de la nation. Et cela vaut indifféremment pour les sphères française, prussienne ou britannique : si la nation est un horizon pour les savoirs géographiques, qui les informe et qui est informé par lui, elle n'apparaît pas pour autant comme un cheval de bataille idéologique.

À l'occasion des grands discours anniversaires des sociétés de géographie ou des assemblées générales, les seules mentions qui peuvent être faites concernent surtout les progrès de la colonisation, essentiellement pour les sociétés parisienne et londonienne (voir chapitre 10). Les grands discours peuvent parfois être empreints d'une certaine déférence à l'égard des gouvernants, qui restent des soutiens précieux des sociétés, aussi bien moralement que financièrement. Lord Murchison ne manque pas de le rappeler à ces collègues en 1859 :

It is for such reasons that the Secretaries of the Foreign and Colonial Departments, as well as the Board of Admiralty, never fail to supply us with materials which sustain the interest and character of our evening meetings.<sup>263</sup> (BRSG, 1859 (T29) : 344)

Ces propos manifestent une certaine déférence envers les sphères du pouvoir, mais pas de grandiloquence nationale débordante. Ils sont aussi là pour rappeler les engagements de la sphère politique envers la société. D'autres présidents insistent quant à eux sur le caractère d'utilité publique de l'institution, comme Lord Colchester en 1847 :

(...) let us hope that our prospects will continue to brighten, and that under the guidance of the able and distinguished geographer whom you have this day elected to fill the chair of the President, the Geographical Society will again increase the number of its members, and extend the sphere of its public utility.<sup>264</sup> (BRGS, 1847 (T17) : xlviii)

L'expression *public utility* tend à rappeler l'insertion sociétale de l'institution, et qui place aussi l'activité de la société du côté des débats publics et politiques. Ces affirmations d'utilité publique sont aussi régulièrement répétées à Berlin et Paris. Du côté de la société berlinoise, alors qu'un nouveau format de bulletin est lancé en 1853 - il paraît désormais sous la forme d'un véritable journal, les contributeurs rappellent que leur activité est engagée dans une course mondiale à la connaissance géographique, dans laquelle les nations s'affrontent. Mais pour autant, il ne faudrait pas négliger l'aspect universel des savoirs géographiques, qui participe aussi bien de leur production que de leur diffusion :

Der überaus rege und ununterbrochene Eifer, mit welchem in unserer Zeit von den wissenschaftlichen Forschern aller gebildeten Nationen in einem Umfange und mit der Gründlichkeit, wie niemals zuvor, die Verhältnisse der Erde nach allen Richtungen erforscht werden, macht auch in Deutschland eine Zeitschrift zum Bedürfnis, in welcher die Ergebnisse dieser Untersuchungen möglichst vollständig gesammelt, verglichen und kritisch gesichtet erscheinen. Dennoch entbehrt die deutsche wissenschaftliche Journalistik, ungeachtet ihrer sonstigen großen Vollständigkeit, seit mehreren Jahren eines Organs, welches die neuesten Ergebnisse erdkundlicher Bestrebungen bald nach ihrem Abschlusse und in geordneter Weise zur allgemeine Kenntniß zu bringen bestimmt wäre.<sup>265</sup> (BGFE, 1853 (ZAG, T1) : 1)

Les géographes berlinois intègrent dans leur discours la dimension nationale et prennent acte d'une *Deutschland* en construction, qui mérite en s'élevant au rang de nation d'un organe géographique similaire à ceux des autres États européens. Néanmoins, le regard reste tout à fait distancié par rapport à l'enjeu national : si la nécessité de fonder un nouveau journal géographique fait sens, c'est aussi et

---

263 Traduction : C'est pour de telles raisons que les Secrétaires des départements des affaires étrangères et coloniales, de même que l'Amirauté, ne faillissent jamais à nous fournir en matériaux qui soutiennent l'intérêt et le caractère de nos réunions nocturnes.

264 Traduction : Espérons que nos chances continueront à briller et que, sous la direction du géographe capable et distingué que vous avez élu aujourd'hui pour occuper le poste de Président, la société de géographie verra encore augmenter le nombre de ses membres et s'étendre la sphère de son utilité publique.

265 Traduction : L'élan on ne peut plus intense et ininterrompu, avec lequel à notre époque et grâce aux savants de toutes les nations établies dans un périmètre et avec une minutie jamais vus auparavant les relations de la terre sont examinés dans toutes les directions, rend aussi sensible en Allemagne le besoin d'un journal dans lequel les résultats de ces recherches paraissent si possible de manière exhaustive, soient comparées et examinées de manière critique. Pourtant, le paysage journalistique allemand manque, en dépit de sa grande étendue, depuis de nombreuses années d'un organe, qui serait à même d'apporter bientôt à la connaissance générale les nouveaux résultats des efforts géographiques à travers des bilans et d'une manière organisée.

avant tout pour faire progresser la jeune discipline. L'enthousiasme se porte ainsi autant sur l'opportunité de rendre visible les progrès géographiques que sur l'occasion que ce nouveau journal aurait de participer à la construction nationale. Mais dans les faits, les velléités nationalistes se font plus que discrètes chez les géographes prussiens. Les bulletins de la *Gesellschaft für Erdkunde* taisent pratiquement les agitations de 1848. Certains manifestent même une certaine tendance au rejet des questions politiques et nationales. Ainsi Humboldt qualifie-t-il par exemple les événements de 1848 de « freschen Frankfurter Utopien »<sup>266</sup> (Humboldt et Ritter, 2009 : 101), dont il ne fait par ailleurs quasiment aucune mention dans sa correspondance. Ce fait étonne d'autant plus que Humboldt suit généralement avec attention les développements politiques européens. Chez Ritter non plus, ces événements ne semblent pas faire date. Les préoccupations des géographes allemands se situent donc du côté des progrès à accomplir scientifiquement. Enfin, du côté des géographes français, la défense de la nation n'apparaît pas non plus au rang des préoccupations majeures pour cette période (BSGP, 1840-1860). L'idée nationale semble reconnue, acceptée par sa présence et son influence dans les affaires géographiques, mais ne devient pas pour autant une affaire majeure.

Pour le reste, quelques déclarations apparaissent dans les articles des bulletins des sociétés de géographie, mais cela reste relativement discret et en général lié à un contexte spécifique : bien souvent progrès d'une entreprise coloniale ou ouverture d'un marché commercial. Les marques les plus fortes sont toujours liées aux progrès réalisés en territoire colonial (voir chapitre 10). Ce contexte bien particulier de la colonisation trouve davantage de défenseurs que le concept plus général de nation. Ainsi trouve-t-on côté français en 1855 des remerciements chaleureux pour le Ministre de l'Instruction publique qui soutient le prix pour la découverte d'un itinéraire commercial en Afrique. À ce titre, les rapports entre géographie, commerce et nation sont rappelés, mais sans réelle emphase et d'une manière succincte :

Quel autre, en effet, pourrait se montrer, dans un pareil jour, à la tête de cette Société, avec plus de titres et plus d'éclat que l'éminent fonctionnaire qui a implanté, d'une manière si obligatoire et par conséquent si féconde, l'étude de la géographie dans tous les programmes universitaires ? Quel autre pouvait être plus chaleureusement accueilli par les applaudissements de cette savante réunion que le Ministre qui, cette année même, vient en aide à la Société pour fonder le prix destiné au voyageur qui, le premier, ouvrira la route à notre politique et à notre commerce, entre les frontières de l'Algérie et celles du Sénégal ? (BSGP, 1855 (S4, T9) : 241-242)

C'est encore une fois davantage l'aide apportée aux géographes par le politique que l'inverse qui est ici soulignée : le politique « vient en aide », mais la réciproque n'est pas nettement exprimée. Cette rhétorique apparaît aussi très nettement dans les discours sur les espaces coloniaux, dans lesquels les progrès réalisés sont réifiés sous la volonté de faire progresser et d'étendre le champ des savoirs géographiques. Par exemple, alors qu'un prix est lancé pour la découverte d'itinéraires de commerce africain, la dimension commerciale est dissimulée sous la dimension scientifique :

---

266 Traduction : utopies francfortoises insolentes

Dans ce second système, on s'éloigne un peu de l'idée d'établir des communications directes entre l'Algérie et le Sénégal. Mais si le voyageur a principalement pour but de faire des recherches et d'établir des relations dans l'intérêt du commerce de notre colonie, il a l'espoir, cependant, de finir par pousser au loin des explorations précieuses à la science. (BSGP, 1849 (S3, T12) : 168)

Est-ce un défaut de conscience du rôle que les géographes jouent dans le processus national ou une volonté de sciemment la taire ? Il est pourtant indéniable que les géographes français ont conscience de la politisation de leur activité (voir chapitre 9), mais ils prennent le parti de ne pas dire ces liens, de ne pas les mettre en avant. Il est en tout cas remarquable de noter comme les interactions avec le pouvoir sont faiblement dites et se cantonnent au registre du développement colonial. Tout se passe comme si les actions en contexte colonial étaient placées sous un statut d'indépendance vis-à-vis du processus national plus général. Les géographes français se signalent donc par leur capacité à occulter la politisation des savoirs géographiques.

Certains affirment au contraire les liens qui existent en les deux champs, en particulier du côté de la Grande-Bretagne. Les Britanniques semblent avoir davantage conscience des liens qui unissent géographie et pouvoir. Murchison le rappelle ainsi sans détour en 1859 :

All these, as well as many proprietors and professional gentlemen, take a deep interest in our progress, because they see and feel that in the diffusion of fresh knowledge, and in grappling with questions of physical geography, natural history, and the productions of distant countries, we are continually advancing the material interests of the nation.

It is for such reasons that the Secretaries of the Foreign and Colonial Departements, as well as the Board of Admiralty, never fail to supply us with materials which sustain the interest and character of our evening meetings.<sup>267</sup> (BRGS, 1859 (T29) : 344)

Mais là encore, les progrès scientifiques trouvent une place majeure dans le système de justification des interactions entre géographie et processus colonial. La nation pour elle-même ne trouve pas de réel discours de justification chez les géographes. La seule expression pleine et entière, au sein du *corpus*, d'une volonté de défendre à la fois la colonisation et la nation se trouve dans le discours algérien de Bory de Saint-Vincent (voir gros plan 18). Celui-ci révèle qu'il a une totale conscience d'inscrire son travail dans un effort de défense nationale. Une telle posture de défense explicite de la nation reste cependant exceptionnelle dans les années 1840-1860.

Hormis Bory de Saint-Vincent, les géographes de la période 1840-1860 sont des hérauts timides et discrets de leur nation. S'ils s'expriment, c'est en faveur du processus colonial, mais tout en veillant toujours à justifier leur participation ou leur intérêt par les progrès scientifiques permis par ces

---

267 Traduction : Tout cela [les manifestations d'intérêt portées aux savoirs géographiques], de même que de nombreux propriétaires et *gentlemen* professionnels prennent un intérêt profond dans notre progrès, parce qu'ils voient et sentent que dans la diffusion de connaissance neuve, et dans la lutte pour les questions de géographie physique, d'histoire naturelle, et sur les productions des pays distants, nous sommes continûment en train de faire progresser les intérêts matériels de la nation. / C'est pour de telles raisons que les secrétaires des départements à l'étranger et aux colonies, ainsi que le bureau de l'Amirauté, ne faillissent jamais à nous fournir les matériaux qui encourage l'intérêt et la tenue de nos rencontres en soirée.



entreprises. D'un point de vue collectif, aucune rhétorique de défense nationale n'apparaît donc.

### **C) Une écriture nationalisée du monde ?**

Les géographes contribuent à construire l'objet « nation », du moins se l'approprient-ils partiellement, l'enjeu consiste maintenant à comprendre comment ils l'écrivent. L'analyse des discours géographiques sur les espaces coloniaux a révélé une certaine distance, et l'examen des discours sur la nation ne laisse pas apparaître de système de justification ou de valorisation de la nation. Pour autant, pour poursuivre les réflexions engagées précédemment, si les géographes développent des façons de faire influencées par le politique, leur discours s'imprègne-t-il aussi de ces interactions ? Et dans quelle mesure assiste-t-on à une nationalisation de l'écriture géographique du monde ? L'hypothèse ici défendue pose que, même si la nation ne s'impose pas comme un objet dominant des géographes, elle modèle les discours géographiques, leur fixe des cadres et laisse apparaître des modes d'écriture du monde nationalisés.

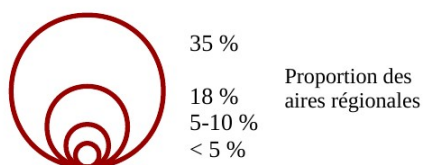
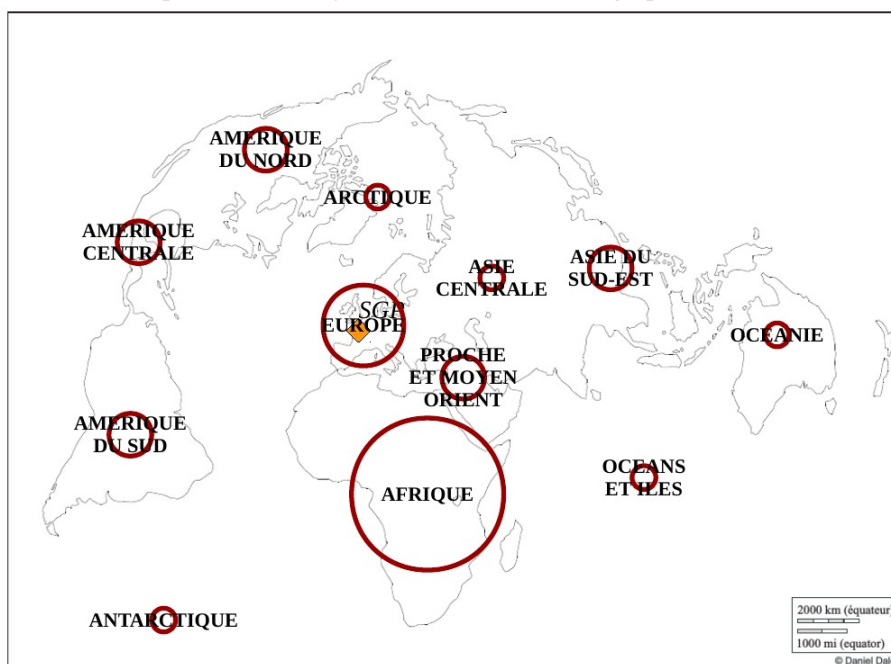
#### ***1 – La nationalisation des périmètres d'objets : un calque de la carte des échanges économiques ?***

Si l'on se penche sur la carte des objets convoqués par chaque société de géographie, des particularités nationales apparaissent nettement qui semblent calquées sur la carte des intérêts économiques des États qu'elles représentent.

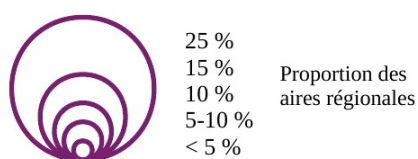
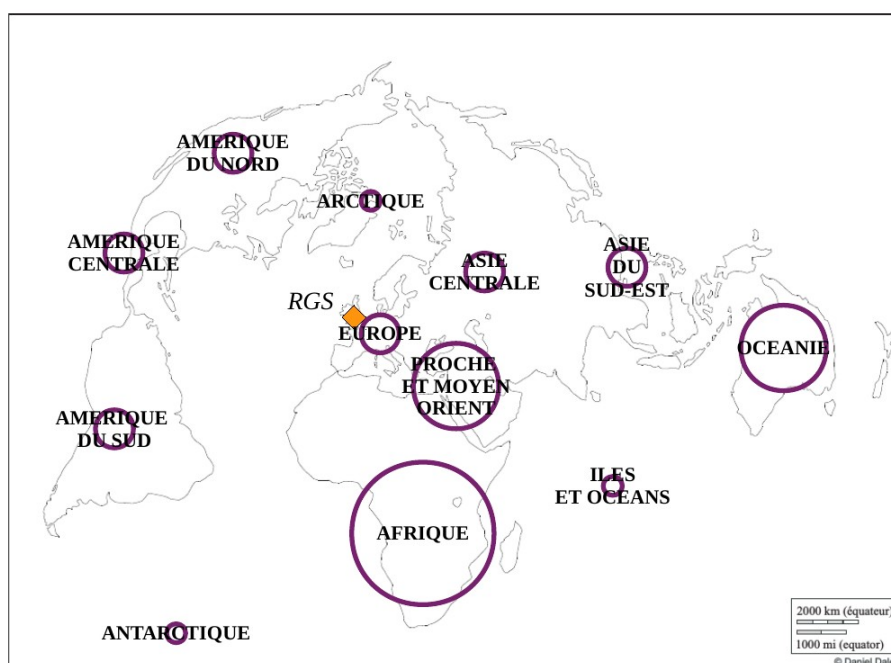
##### ***a) Des cartographies nationales des objets géographiques***

La cartographie des espaces de curiosité des trois sociétés de géographie montre bien en effet une nationalisation des centres d'intérêt géographiques. Du côté de la société parisienne (voir figure 138), la carte présentée au chapitre 10 portant sur les intérêts coloniaux des géographes français. On y retrouve la même passion pour le continent africain, qui domine très nettement les autres espaces. Cette attraction de l'Afrique est d'ailleurs commune aux trois sociétés, il domine aussi pour la société londonienne et suit l'Europe de près pour les géographes berlinois. L'Europe demeure encore un pôle d'intérêt non négligeable pour les géographes français ; mais ensuite les autres sous-continent ou régions du monde sont assez également marginalisés. La cartographie des périmètres d'objets géographiques français se révèle donc très concentrée sur deux régions phares, centripètes, qui reflètent les intérêts français très tournés alors vers le processus colonial. La carte française partage cependant avec les deux autres une marginalisation des pôles et des espaces périphériques d'une manière générale (comme les îles), qui comptent faiblement.

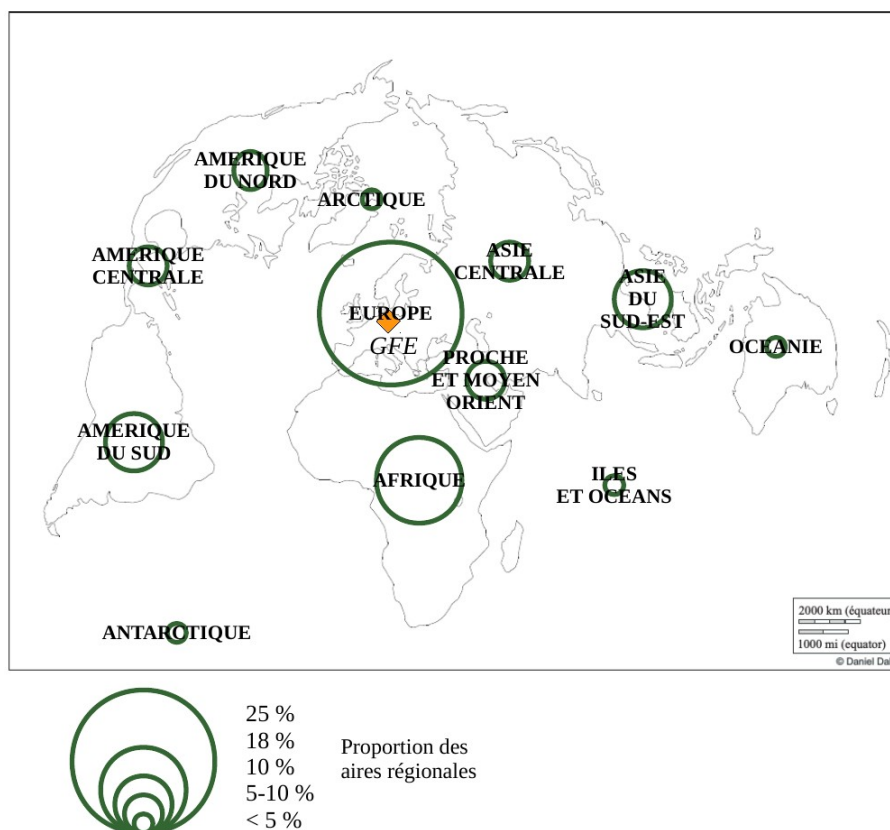
138. Carte des périmètres d'objets de la Société de Géographie de Paris (1840-1860)



139. Carte des périmètres d'objets de la *Royal Geographical Society* (1840-1860)



140. Carte des périmètres d'objets de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* (1840-1860)



La carte pour la société londonienne (voir figure 139) fait apparaître une configuration plus polycentrique, mais dominée également par l'Afrique. L'Océanie et le Proche et Moyen-Orient se taillent aussi une part non négligeable, qui contraste totalement avec la place que ces régions occupent pour Paris ou Berlin. Cette carte révèle clairement une coïncidence entre les intérêts coloniaux et commerciaux de la Grande-Bretagne et les curiosités géographiques. Cela est d'autant plus visible que l'Europe occupe une place relativement marginale, contrairement aux deux autres sociétés où elle compte encore comme un objet géographique majeur. Mais pour les géographes britanniques, le regard porte bien au-delà du vieux continent, et cela apparaît comme une constante tout au long de la période. Côté berlinois enfin (voir figure 140), le regard porte majoritairement sur l'Europe, qui distance les autres régions du monde en termes de curiosité géographique. Seule l'Afrique sort quelque peu du lot, signe que les intérêts européens convergent globalement vers ce continent. On retrouve enfin les signes de la présence économique de la Prusse : l'Amérique du Sud, où quelques tentatives de colonisation allemande ont eu lieu, et l'Asie du Sud-Est, en particulier la Chine, se distinguent.

Même si les trois sociétés partagent des intérêts (Afrique) et des désintérêts relatifs (Arctique, Antarctique) communs, des spécificités nationales apparaissent bien. Elles distinguent nettement les périmètres géographiques pris en charge par chacune des trois sociétés. Ces cartes interrogent du reste la concordance des intérêts géographiques avec le contexte colonial et économique, puisque les cartes des aires d'influence économiques se superposent presque à l'identique aux figures 138, 139 et 140.

### b) Géographie et libéralisme : quand l'économie informe les savoirs géographiques

Ce que les cartes révèlent se trouve confirmé par la lecture des articles publiés par les sociétés et par les préoccupations des géographes. Les questions économiques et commerciales apparaissent en effet de plus en plus comme des enjeux dont les géographes se saisissent.

L'intérêt porté à ces questions est largement lié côté français et britannique au développement colonial, qui ouvre de formidables opportunités en termes de marché. Mais même hors contexte colonial, les enjeux commerciaux s'affirment comme des objets géographiques majeurs. Cela se traduit pour une part en termes quantitatifs : les articles concernant des questions commerciales ou économiques représentent entre 15 et 20 % du contenu des bulletins, toutes sociétés confondues. La totalité de ces articles portent sur l'espace national ou colonial britannique pour la *Royal Geographical Society* ; pour les sociétés parisienne et berlinoise l'immense majorité concerne aussi l'espace national, mais on trouve également quelques incursions du côté des autres nations européennes. La *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* manifeste notamment un certain intérêt pour le développement du commerce en Algérie sous domination française (voir BGFE, 1855 (S3, T4) ou encore pour les visées britanniques en Sierra Leone (BGFE, 1850 (S2, T6)). La Société de Géographie de Paris regarde aussi ponctuellement du côté des entreprises concurrentes, par exemple les vellétés allemandes à la fin des années 1840 (voir BSGP, 1846 (S3, T6)). Les préoccupations économiques coïncident donc assez largement avec les espaces coloniaux ou, du moins, les zones d'influence dans lesquelles sont implantées les trois nations en jeu. Les questions commerciales sont donc abordées à travers le prisme national et dessinent des périmètres d'objets nationalisés (voir figures 138, 139 et 140). En outre, et pour rester du côté allemand, même les tenants de la *reine Geographie* accordent à ces enjeux une importance non négligeable. On peut nettement le voir à travers les articles proposés par Ritter. Dans les années 1840, celui-ci multiplie à l'Académie des Sciences de Berlin les communications sur le progrès des cultures : en 1841, sur l'étendue géographique de la culture de la canne à sucre ; en 1844, sur la culture de l'olivier, en 1846 sur l'origine africaine du café et en 1847 sur les caravanes de chameaux et la culture des dattes chez les peuples nomades d'Afrique du Nord. Ces articles mêlent toujours une dimension historique, Ritter faisant le tableau de l'évolution de ces cultures, et une dimension purement botanique, sur les conditions de développement des plantes, à un aspect économique. Mais ils prouvent surtout que les enjeux économiques, ici agricoles et marchands, influencent de plus en plus la production des savoirs géographiques ; puisque même dans le cadre de la *reine Geographie* qui se veut détachée de toute contingence politique et nationale, la question est posée.

L'expression de cet intérêt économique et commercial se manifeste de plus par un traitement particulier de ces objets. Les sociétés prennent en charge deux éléments : d'une part, une veille scientifique quant aux avancées du commerce de leur nation et, d'autre part, une participation à l'ouverture de nouveaux territoires marchands. Ces deux activités s'inscrivent dans la rhétorique de

l'utilité des savoirs géographiques, identifiée à l'occasion du chapitre précédent. Il s'agit de dire brièvement et utilement les progrès réalisés par chaque nation conquérante. Cela se traduit, en ce qui concerne la fonction de veille, par une utilisation accrue de l'approche statistique, qui apparaît comme le moyen le plus commode pour rendre compte d'une situation marchande. En 1855, un article berlinois s'intéresse par exemple à *Die neueste Zustände des Pengab unter britischer Herrschaft*<sup>268</sup> (BGFE, 1855 (NF, T4)). Si l'article commence par rappeler l'enjeu moral et culturel de s'intéresser aux progrès de la domination britannique dans le monde,

(e)s ist gewiß von dem höchsten Interesse, sich von Zeit zu Zeit mit den Fortschritten bekannt zu machen, welche die große Nation der Briten in der erhabenen Aufgabe, Civilisation und Christenthum über Asien zu verbreiten (...) <sup>269</sup> (*ibid.* : 353),

la préoccupation majeure n'en reste pas moins de prendre la mesure des intérêts commerciaux engendrés par cette nouvelle conquête. Le reste de l'article développe en effet largement les potentialités agricoles de la région, notamment la culture de l'indigo, dans une optique utilitariste et libérale (*ibid.*). Pour simplifier l'approche chiffrée et quantifiable des espaces, l'utilisation des tableaux statistiques semble aussi se généraliser pour rendre compte des situations marchandes de telle ou telle région. Cela s'avère aussi vrai pour les espaces coloniaux que pour les autres territoires. Les questions économiques encouragent donc une approche quantitative des territoires, ce qui s'accorde avec le développement des institutions statistiques à la même époque et la volonté d'objectivation des savoirs géographiques exprimée par les institutions géographiques elles-mêmes. Les géographes prennent alors l'habitude d'un langage chiffré, synthétique et qui possède surtout une dimension utilitaire très prononcée, qui remet clairement en cause les ambitions universalistes affichées lors des décennies de fondation des sociétés.

De plus, les géographes ne se contentent pas d'écrire les progrès commerciaux, ils y contribuent eux-mêmes en les organisant en partie. Pour ne prendre qu'un exemple parlant, en ce qui concerne les géographes français, la grande affaire se situe surtout du côté de l'Afrique du Nord et de l'Algérie. Ils prennent en effet une part active à la détermination d'itinéraires commerciaux entre le Sénégal et Alger (voir chapitre 10) ainsi qu'à la reconnaissance des ressources présentes dans les nouveaux territoires coloniaux. Comme le rappelle les instructeurs de la Société de Géographie de Paris,

(...) le voyageur a principalement pour but de faire des recherches et d'établir des relations dans l'intérêt du commerce de notre colonie (...) (BSGP, 1849 (S3, T12) : 168)

Le voyageur aurait à noter, aussi bien que possible, la route parcourue ; l'aspect et la nature des contrées traversées ; les sources, puits ou stations, les campements, les oasis qu'il rencontrerait ; les mœurs, la langue, les traditions, les moyens de commerce et d'existence des peuplades et des tribus avec lesquelles il aurait des communications (...). (*ibid.* : 163)

---

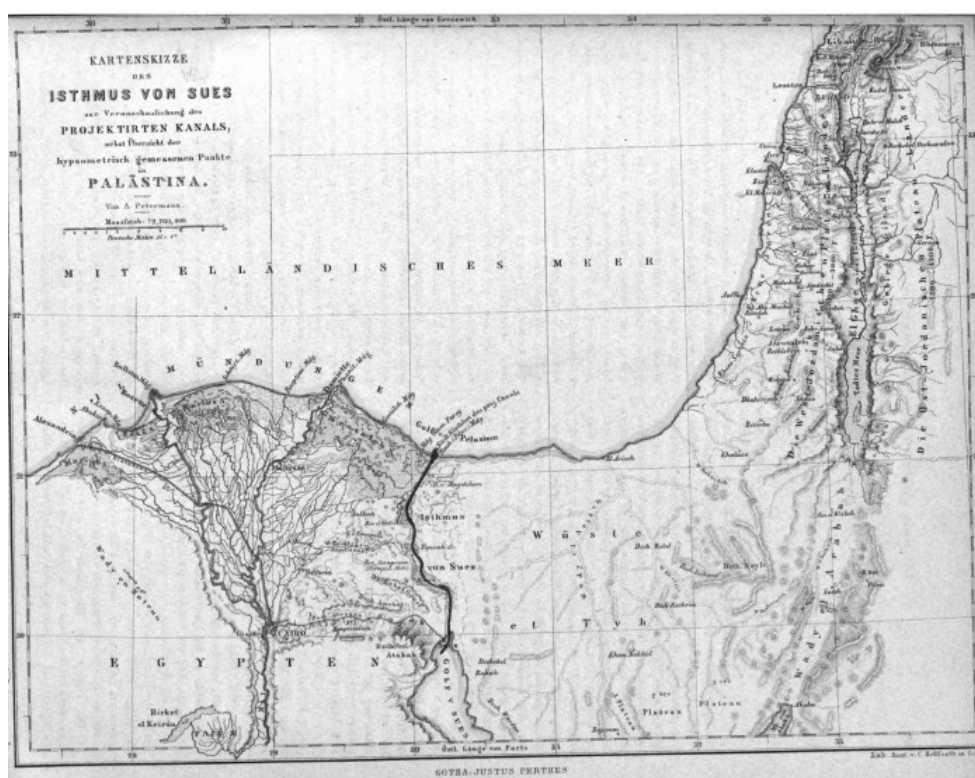
268 Traduction : La nouvelle situation du Penjab sous domination britannique.

269 Traduction : Il est du plus grand intérêt de faire attention de temps en temps aux progrès faits par la grande nation des Britanniques en termes de développement des missions sacrées, de la civilisation et de la christianisation en Asie.

En ouvrant la voie aux progrès libéraux des nations dont ils dépendent, les géographes se mettent ainsi au service des projets nationaux.

Les enjeux économiques sont enfin liés à un autre objet d'étude qui tend à prendre une considérable importance chez les géographes : les artefacts et le développement des nouvelles technologies de transport. Les futurs canaux de Panama et de Suez offrent en particulier l'occasion aux géographes de s'enthousiasmer pour la facilitation des relations interocéaniques. Les sociétés de géographie proposent nombre d'articles à ce sujet (voir : BRGS, 1856 (T6) ; BSGP, 1854 (SER4,T8) ; PGM, 1855 (T1)) ; de même que la correspondance entre Ritter et Humboldt, qui s'entretiennent régulièrement de l'avancée du projet et des avantages préférentiels de tel ou tel itinéraire (Humboldt et Ritter, 2009). D'autres projets, ferroviaires cette fois, retiennent aussi l'attention des géographes : les géographes berlinois en particulier suivent avec acuité les progrès des lignes allemandes comme les projets plus lointains. Rien que dans le bulletin de 1858, ils proposent trois articles sur cette thématique : un sur le projet de ligne de chemin de fer entre Rosario et Cordova, un deuxième sur la ligne Méditerranée-Euphrate et enfin un compte-rendu de l'ouvrage d'Adolphe Joanne *L'atlas historique et statistique des chemins de fer français* (BGFE, 1858 (NF, T4)). Dans sa revue, Petermann accorde aussi à cette thématique une place non négligeable : les progrès du percement du canal de Suez retiennent dès le premier numéro son attention.

141. Carte de l'isthme de Suez, *Petermann Geographische Mitteilungen*



(Source : PGM (1855, T1))

Les améliorations des moyens de transport fascinent ainsi de plus en plus les géographes, d'une part

parce qu'elles parlent à leur imaginaire, et réveillent l'idée d'un monde perfectible (voir chapitre 7), d'autre part parce que les nouvelles techniques révolutionnent la géographie économique du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Aussi bien d'un point de vue des périmètres d'objets que de la manière dont ils sont produits, l'enjeu économique tend donc à informer les savoirs géographiques. Il ne faudrait cependant pas conclure sur une domination des questions économiques et marchandes sur le paysage géographique européen du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les objets de nature, et en particulier les énigmes offertes par la nature et les mythes qui leur sont souvent associés représentent encore une part majoritaire des curiosités géographiques. Les nations se livrent d'ailleurs à une lutte pour la prééminence de la résolution de ces énigmes : pour les Britanniques, l'épopée de l'expédition Franklin tient en haleine tout le pays quant à l'éventuelle découverte d'un passage du Nord-Ouest (BRGS, 1847-1860) ; les Prussiens et Allemands prennent le relais sur la reconnaissance du Pôle Nord à la fin des années 1850, à l'instigation de Petermann (Felsch, 2014) ; quant aux Français, ils se battent sur le terrain africain contre les Britanniques pour la découverte des sources du Nil (BSGP, 1845-1860 ; BRGS, 145-1860). Chaque nation cherche ainsi à se créer son propre pré carré en se partageant les parties du monde qui restent à reconnaître. Pour autant, les préoccupations nationales, et en particulier celles de nature économiques, orientent peu à peu les savoirs géographiques en favorisant une dimension sociétale et contribuent à forger leur caractère synthétique entre science de la nature et science des sociétés.

## **2 - La nationalisation des notations géographiques**

Les périmètres d'objets ne sont pas les seuls indices qui plaident pour une nationalisation des savoirs géographiques. Ce phénomène n'est pas neuf, puisque des prémisses sont déjà observables lors de la période précédente, mais il s'accroît : la façon de nommer et de mesurer le monde dépend alors en grande partie de l'endroit d'où l'on parle et contribue à le définir.

### *a) Conquête du monde et terminologies nationales*

Avec la conquête progressive du monde par quelques nations européennes, la toponymie se modèle en fonction des dominations territoriales. Chacun nomme pour signaler la primauté de sa présence sur un territoire ou renomme pour indiquer sa légitimité à posséder tel ou tel territoire, ce qui peut donner lieu à un véritable palimpseste toponymique, comme le constate Jomard au milieu des années 1840 :

La division des Océans et leurs dénominations, celles des différentes parties du globe, celles de l'Océanie, sont aujourd'hui, et seront encore longtemps le sujet de nombreuses dissidences entre les navigateurs et géographes anglais, russes, français, américains, hollandais, portugais, espagnols, etc. Il serait utile de simplifier ces divisions, surtout de les dénommer d'une manière commune. (BSGP, 1847 (S3, T7) : 255)

« Les dénombrer d'une manière commune » apparaît alors comme un vœu pieu, tant les terminologies

géographiques sont liées à l'exercice d'un pouvoir (militaire, économique ou politique) sur un territoire et qu'ils représentent ce pouvoir. De nombreux autres géographes dressent un constat similaire à celui de Jomard : les différences orthographiques sont préjudiciables à la construction de savoirs géographiques cohérents et solides. Ainsi Cortambert plaide-t-il en 1846 pour une uniformisation des notations :

Un soin assez important aussi, c'est d'établir de la régularité et de l'exactitude dans un si grand nombre de noms propres. Une bonne orthographe géographique, uniforme, basée sur une saine étymologie, est une chose bien précieuse ; et cependant que de noms bizarres et incorrects substitués de toutes parts aux dénominations exactes ! Sans parler des pays étrangers à l'Europe, où l'emploi de caractères différents des nôtres, la prononciation plus éloignée de nos habitudes et des noms dictés souvent par des populations grossières, donnent lieu à tant de variation et de méprises, combien d'orthographe fautive ne trouvons-nous pas dans notre partie du monde, dans notre France même ! (BSGP, 1846 (S3, T6) : 49)

Dans la suite de son article, il donne de nombreux exemples de toponymes orthographiés différemment selon les pays et source en cela de confusion :

J'ose à peine aborder cette mystérieuse Afrique, où pour réformer tant de noms barbares, il faut la sagacité et le savoir des maîtres les plus habiles dans la géographie africaine, les Jomard, les d'Avezac. (*ibid.* : 58)

Dans la Pennsylvanie, n'est pas convenable de conserver, par les deux *n*, les traces du nom respectable de Guillaume Penn, fondateur des premiers établissements de cette florissante région ? Pourquoi les Anglo-Américains écrivent-ils toujours avec un seul *l* leur *Montpelier*, chef-lieu du Vermont, qui devrait cependant garder l'orthographe du *Montpellier* de l'ancien monde ? (*ibid.* : 60)

Cortambert semble pourtant participer lui aussi à la confusion toponymique de l'époque puisque, à l'instar de nombreux géographes français, britanniques ou prussiens, il défend une uniformisation nationale des terminologies géographiques. En effet, tous (ou presque) font le constat de la difficulté de passer d'une langue à l'autre (de la langue indigène à la langue maternelle européenne, mais aussi entre les différentes langues européennes). En revanche, la solution proposée ne passe pas par une universalisation des notations, comme l'ambition d'une science géographique universelle et internationale pourrait le souhaiter, mais par une nationalisation des écritures et des prononciations. L'exemple de Montpelier/Montepellier le laisse déjà penser : le véritable enjeu de la dénomination du monde réside dans la mise en avant du prestige national de chacun. Et Cortambert précise sa manière de penser en poursuivant ses réflexions :

Franchissons le Grand Océan (qui n'est plus le Pacifique), entrons dans l'Océanie, et remarquons-y, du moins dans la partie orientale, des noms indigènes harmonieux, doux, presque unanimement composés de voyelle. Ici encore prenons garde aux lettres étrangères : n'appelons pas la plus grande des Sandwich *Owhyhee*, à la manière anglais, mais *Haouaii*, à la française. On a substitué avec raison à l'orthographe étrange *Eaheino-Mauwee* celle d'*Ica-na-Maoui*. Les îles *Hamo* paraissent s'appeler plus correctement *Samoa* ; le vrai nom des îles situées au S.-O. Des Mariannes n'est pas sans doute *Pelew*, mais *Palos*, suivant l'orthographe espagnole. (*ibid.* : 60-61)



Choisir l'orthographe française plutôt qu'anglaise, voici l'option retenue par Cortambert. Mais pour quelle raison ? Pour une facilité de prononciation ou simplement pour ne pas froisser l'orgueil français ? Dans un paragraphe sur les terminologies africaines, il précise son idée :

Je fais seulement des vœux pour que, dans la traduction des noms arabes, abyssins et autres, on conserve des caractères purement français : pour qu'on n'y introduise, par exemple, ni w, ni aucun signe étranger à notre langue, afin qu'on ne reste pas dans l'incertitude de la vraie prononciation. (*ibid.* : 59)

La justification par la prononciation est en effet bien commode, mais elle paraît surtout cacher le vrai motif de la francisation orthographique des noms africains : asseoir la prédominance française sur ce territoire. Cette solution avancée par Cortambert interpelle dans la mesure où il dénonce dans un premier temps de son article la multiplicité des dénominations de certains lieux, ce qui irait à l'encontre d'une science géographique unique et universellement cohérente, mais il opte, sans exprimer la conscience des effets de son choix, pour une nationalisation évidente des toponymes. Cette situation se retrouve également côtés britannique et prussien : les géographes des trois sphères de notre étude trouvent une solution semblable, les noms de lieux sont francisés, anglicisés ou germanisés en fonction des besoins de chacun. Ce phénomène de construction toponymique a été bien analysé par Philippe Pelletier sur le Japon et l'Extrême-Orient : le XIX<sup>ème</sup> siècle est celui de l'imposition d'un ordre géographique européen sur des réalités éloignées, grâce notamment à la dénomination (Pelletier, 2011). Les grands découpages du monde (Occident, Orient) sont ainsi peu à peu fixés, selon des délibérations historiques et géographiques qui sont celles de l'Europe. Le vieux continent continue ainsi son œuvre de découpage du monde (Grataloup, 2009). La métagéographie imposée par les États à travers la toponymie vient influencer les schèmes mentaux des géographes et contraint ainsi les ambitions universalistes. Alors même qu'ils plaident pour une universalisation des savoirs et des notations géographiques, les géographes participent personnellement à la nationalisation des savoirs en cours. Leur universalisation de la toponymie mondiale se fait par le prisme national, ce qui indique une réduction de leur champ de vision. L'universel ne disparaît pas, mais tend ainsi à être réifié sous et par les besoins de l'échelle nationale.

#### *b) La mesure du monde : local versus universel*

Cette réalité se vérifie également pour d'autres notations géographiques : le choix des systèmes de mesures. De la même manière que pour les autres notations géographiques, une tension s'exerce au profit de l'échelon national. La question n'est pas neuve, puisque depuis la Révolution française, l'uniformisation des poids et mesures constitue un enjeu tout à la fois scientifique et politique. Denis Guedj, dans son roman *La Méridienne* (Guedj, 1997), fait le récit de l'aventure française menée par Delambre et Méchain qui visait à mesurer la longueur du méridien de Paris et à partir de laquelle le mètre fut calculé. Condorcet en rappelle les grands principes dans un discours de 1791 :

L'Académie des sciences m'a chargé d'avoir l'honneur de vous présenter un rapport sur le

choix d'une unité de longueur. Nous n'avons pas cru qu'il fût nécessaire d'attendre le concours des autres nations ni pour se décider sur le choix de l'unité de mesure ni pour commencer les opérations. En effet, nous avons exclu de ce choix toute détermination arbitraire ; nous n'avons admis que des éléments qui appartiennent également à toutes les nations. Il est possible d'avoir une unité de longueur qui ne dépende d'aucune autre quantité. Cette unité de longueur sera prise sur la Terre même. Le quart du méridien terrestre deviendra l'unité réelle de mesure, et la dix millionième partie de cette longueur en sera l'unité usuelle. (Condorcet, 1791, cité in Guedj, 1997 : 355)

Si cette mesure du monde, faite à partir de la nature et donc marquée par sa valeur universelle, est déterminée au tout début du XIX<sup>ème</sup> siècle, il n'en reste pas moins que, d'une part, le mètre est loin d'être adopté par tous les pays (la Grande-Bretagne n'est par exemple pas présente dans la commission de vérification des mesures de Delambre et Méchain et se désolidarise d'emblée de cette entreprise) et, d'autre part, le premier méridien n'est toujours pas le même pour tous les peuples. Du côté de Londres, on préfère Greenwich, pour Paris c'est celui qui passe par la capitale qui sert de base pour les mesures de localisation. Et cette situation perdure une bonne partie du XIX<sup>ème</sup> siècle, comme le rappelle Sédillot dans une intervention à la Société de géographie de Paris :

Chaque année les feuilles publiques annoncent qu'on a ouvert des négociations pour engager les chefs des grands États à s'entendre sur le choix d'un premier méridien unique dans l'énonciation des distances géographiques, et cependant cet important problème n'est point résolu. Lorsqu'un sinistre maritime vient épouvanter les esprits, et qu'on est obligé d'en chercher la cause dans des erreurs de calcul auxquelles la réduction des tables de longitudes n'expose que trop souvent les navigateurs, on s'émeut pendant quelque temps, on rappelle les efforts vainement tentés pour remédier à un état de choses aussi déplorable ; puis l'attention se porte sur d'autres objets, et la question se trouve encore une fois ajournée. On est d'accord sur la nécessité de prendre une détermination définitive, et cependant on n'avance point ; non-seulement chaque pays conserve son premier méridien particulier, mais il n'est pas rare de voir le même peuple se régler sur deux méridiens différents, comme les Anglais, qui, dans leurs tables, comptent les longitudes, tantôt de la Tour de Londres, tantôt de l'observatoire de Greenwich. C'est là un vice profond qu'il importe de faire disparaître. (BSGP, 1851 (S4, T1) : 197-198)

La faute à ce manque d'uniformité du méridien, et donc des mesures de longitudes, revient à la fierté nationale de chaque État, qui ne souffre pas de sacrifier l'orgueil patriotique à un mode de calcul universel :

Le plus grand obstacle à surmonter est le sentiment d'amour-propre national qui porte les gouvernements à vouloir imposer leur premier méridien aux autres États. L'Angleterre offre celui de Greenwich ; l'Espagne, celui de Cadix ; la Russie, l'observatoire de Pulkowa ; les États-Unis, le capitol de Washington. Dans aucun de ces pays, on ne veut faire usage du méridien de Paris ; et les Français, de leur côté, n'ont aucun motif de préférer Londres à Berlin ou Vienne à Saint-Petersbourg. La solution du problème dépend donc complètement du choix d'un méridien qui n'éveillerait aucune susceptibilité nationale. (*ibid.* : 199)

Sédillot propose une solution simple, et détachée de toute contingence nationale :

La solution, à notre avis, la plus convenable, serait de tracer une ligne imaginaire au milieu de l'Océan, de la désigner par quelque terme systématique, acceptable par tous, et de rallier ainsi l'Europe et le nouveau monde dans une communauté de vues et d'intérêts complètement en dehors de toute préoccupation nationale. (*ibid.* : 200)

En fixant notre premier méridien atlantique à la même distance de ces îles [les Açores], nous fondons aussi notre division politique sur une division naturelle, et ce méridien peut être adopté par les peuples de l'Europe et de l'Amérique, sans qu'il y ait la moindre apparence d'une concession de part et d'autre, sans qu'aucun sentiment national puisse être froissé, soit dans le présent, soit pour l'avenir. (*ibid.* : 202)

Il reprend ici le principe qui présida au calcul du mètre, à savoir faire le choix d'une « division naturelle », indépendante de quelque contingence politique que ce soit.

Mais si les gouvernants sont en cause dans l'indétermination du méridien, les géographes ne jouent pas tous non plus également le jeu de l'universalité des mesures. Dans un article de 1851, Jomard, partisan infatigable de l'uniformisation des mesures géographiques (qu'elles soient orthographiques, physiques, météorologiques, longitudinales, etc.), dénonce la frilosité de certains qui rechignent, sous couvert d'une trop grande complexité du système à mettre en place, à encourager cette entreprise. Il pointe spécialement du doigt la *Royal Geographical Society*, dont le président, Hamilton, freine la mise en place d'un méridien unique :

Toutefois la Société de Londres, parlant du moins par la bouche de son président, W. J. Hamilton, semblerait peu favorable au projet de donner de l'unité aux notations géographiques, parmi lesquelles, naturellement, figure à l'un des premiers rangs le choix d'un méridien initial. Voici comme il s'expliquait, il y a trois ans, dans une assemblée publique (22 mai 1848), à propos d'une lettre que m'avait adressée le colonel Jackson et de mon mémoire : « Il est plus aisé de signaler le mal que de trouver le remède, et je crains que les efforts de ceux qui proposent de telles mesures demeurent stériles, jusqu'à ce que l'univers parle une seule et même langue et possède un seul système monétaire. » C'est nous rejeter bien loin ! (*ibid.* : 207-208)

Les géographes eux-mêmes, du moins certains, font donc aussi le jeu de l'échelon national en refusant l'universalisation des mesures et notations géographiques. Ou plutôt, à la manière des choix toponymiques et orthographiques, ils se complaisent dans un universel teinté de national. Pourquoi en effet faire changer complètement de système de mesure quand les autres nations pourraient s'aligner sur le sien propre ? Ces questions de mesure du monde reflètent ainsi des enjeux de pouvoir évidents et une hiérarchie européenne de l'influence politique et scientifique. À ce jeu-là, les géographes britanniques se distinguent particulièrement par leur volonté de ne pas tendre vers un alignement universel des notations. À l'exception de Jackson, qui avec Jomard est un des partisans les plus convaincus de la nécessité de cette évolution, la sphère géographique britannique apparaît comme un groupe de soutien en faveur du maintien des particularités et prérogatives nationales. Les géographes français et prussiens apparaissent quant à eux plus en faveur d'une uniformisation. L'explication tient sans doute pour une part à ce qu'ils appartiennent à des sphères, scientifiques comme politiques, dominées par la puissance britannique et que cet alignement signerait aussi un moindre écrasement.

En matière de toponymie comme en matière de mesure du monde, la dimension universelle semble donc vue de plus en plus par le prisme de l'échelon national. Les géographes, selon une hiérarchie qui se dessine entre Grande-Bretagne d'un côté et France et Prusse de l'autre, contribuent

dans ce sens à accentuer la nationalisation des savoirs géographiques à l'œuvre.

### **3 – Une nationalisation partielle de la terminologie géographique**

La nationalisation des savoirs géographiques semble s'affirmer au cours de la période 1840-1860. En termes institutionnels, mais aussi en termes de périmètres d'objets ou de notations géographiques, des manières de faire nationales s'affirment, mettant en avant la patte du politique dans l'élaboration et la diffusion de ces savoirs. Pour autant, les concepts géographiques ne portent pas plus que lors de la période précédente la marque de particularités nationales, ce qui tient pour une grande part à la relative faiblesse conceptuelle observée encore parmi les géographes. Les géographes sont encore occupés à questionner le fonctionnement du monde et à le reconnaître, à combler les blancs de la carte, et, si les enjeux d'uniformisation de la langue géographique les intéressent, sa théorisation n'est pas au cœur de toutes les préoccupations (voir chapitre 9).

Il faut néanmoins distinguer les différentes situations culturelles offertes par le *corpus*. Car la sphère allemande tend à marquer sa différence en termes scientifiques, en même temps qu'elle met à jour dans les années 1840 des velléités d'unification nationale. Dans un contexte de montée des revendications nationales, les sphères scientifiques sont également touchées par cet engouement. Certains prennent très à cœur l'affirmation d'une Allemagne qui aurait une place forte dans le concert des nations européennes. Le géologue Otto Volger va même jusqu'à inventer de nouveaux noms, à racine et consonance germaniques, pour désigner les formes géométriques des cristaux. P. Felsch rappelle cet épisode :

L'enthousiasme intact que lui inspirait la cause nationale allait si loin qu'il inventa pour désigner les formes géométriques des cristaux une terminologie germanisante qui devait remplacer les notions gréco-latines courantes. Dans son lexique, un octaèdre devenait ainsi un *Eckling*, un rhombododécaèdre un *Knöchling*, un icosaèdre un *Buckling*. À ma connaissance, les noms rébarbatifs de Volger ne se sont jamais imposés. (Felsch, 2014 : 120)

L'initiative est pour le moins intéressante et signale, même si elle ne s'inscrit pas dans l'éternité scientifique, que le contexte national peut bel et bien influencer la manière de faire de la science.

Le domaine des savoirs géographiques est lui aussi touché par la vague nationaliste qui submerge progressivement les territoires allemands : la nation allemande commence à être envisagée pour elle-même d'un point de vue géographiques et des cartes de l'espace allemand apparaissent en soutien à cette idée. De plus, bien que les géographes allemands n'aillent pas aussi loin que Volger, ils semblent tout de même faire le choix d'une langue géographique germanisée. Les racines latines disparaissent des récits géographiques, au profit d'une terminologie germanisante. Si les périodes précédentes hésitaient encore entre *Geographie* et *Erdkunde* pour désigner le fait de produire des savoirs géographiques (Humboldt écrit par exemple en 1807 une *Geographie der Pflanzen*), la période 1840-1860 opte définitivement pour le terme *Erdkunde*. Et la même tendance suit également pour les autres concepts, qui tendent ainsi à se distinguer des concepts français et britanniques. En s'appuyant

sur les ouvrages de Ritter (*Erdkunde*, 1817-1859) et Humboldt (*Kosmos*, 1845-1859), on peut dresser une liste des principaux concepts employés dans la sphère allemande et les comparer à leurs pendants français et britanniques (voir figure 142 ; NB : les termes notés en italique dans la colonne « Allemand » ont une racine commune avec leur pendant français et/ou anglais).

142. Tableau comparatif de quelques termes et concepts géographiques entre allemand, français et anglais (1840-1860)

	Allemand	Français	Anglais
Termes génériques	Erdkunde	Géographie	Geography
	Verbreitung	Étendue	Extent
	Gebiet	Zone	Zone
	Ansichten	Vue, Perspective	View
	Übersicht	Aperçu	Overview
Éléments généraux de relief	<i>Welt</i>	Monde	World
	<i>Erde</i>	Terre	Earth
	Erdteile	Continent	Continent
	Himmel	Ciel	Sky
	<i>See, Meer</i>	Mer	Sea
	<i>Ocean</i>	Océan	Ocean
	<i>Insel</i>	Île	Island
	Berg	Montagne	Mount
	Gebirge	Chaîne de montagne	Mountain
	<i>Vulkan</i>	Volcan	Volcano
	Fluss	Rivière, Fleuve	River
Règnes	Gesteine	Pierre, Roche	Stone
	<i>Pflanzen</i>	Plantes	Plants
	Thiere	Animaux	Animals
	<i>Menschen</i>	Humanité	Mankind
Éléments des sociétés	Volk	Peuple	People
	<i>Staat</i>	État	State
	Stadt	Ville	City
	Dorf	Village	Village
	Bewohner	Habitant	Inhabitant
Outils et productions	<i>Karte</i>	Carte	Map
	<i>Atlant</i>	Atlas	Atlas
	<i>Barometer</i>	Baromètre	Barometer

Le tableau fait ressortir une germanisation forte de la langue géographique des savants prussiens et allemands, qui s'insère dans une continuité avec la période précédente (voir chapitre 7). Les racines germaniques dominant, même si elles ne sont pas exclusives. Quelques radicaux d'origine saxonne

(*Erde, See, Staat*) et latine (*Karte, Ocean*) sont aussi présents et forment des socles communs avec l'anglais et le français pour certains termes : la langue géographique allemande emprunte donc des concepts à d'autres cultures et partagent certaines conceptions du monde. Mais la construction des mots allemands offre aussi des possibilités de précision bien plus grande : en accolant des préfixes et/ou des suffixes à un radical donné, c'est-à-dire en vertu de son principe d'agglutination, l'allemand exprime ainsi avec clarté une réalité ou une idée en procédant à des montées en généralité. Pour reprendre le mot terre, *Erde* (terre), le radical *Erd* sert à toute une série de déclinaisons en lui ajoutant des suffixes : *Erdteile* (continent), *Erdrinde* (surface terrestre), *Erdbeben* (tremblement de terre), *Erdkunde* (géographie) par exemple. Les possibilités de composition sont presque infinies et ce procédé fonctionne pour un grand nombre de termes. Quelques préfixes typiquement allemands ajoutent encore à la spécificité de la langue, comme le fameux *Ur-* qui indique un caractère d'antériorité ou d'ancienneté : on le retrouve par exemple dans *Urbewohner* (les habitants anciens, soit les indigènes). Les géographes allemands l'intègrent pleinement dans leur écriture du monde. Cette propriété de l'allemand confère à la langue géographique une particularité qui n'est pas partagée par l'anglais et le français, en général contraint d'employer un mot par réalité : rien de commun par exemple entre les termes monde/*world* et continent/*continent*, alors que ce dernier représente une partie du premier. L'allemand possède ainsi un avantage en termes de précision de sa terminologie, bien utilisé par les géographes.

Cette terminologie s'accompagne du reste d'une manière de faire de la science « à l'allemande », revendiquée de plus en plus comme telle par les géographes, et qui s'inspire à l'origine des principes de la physique de la Terre défendue et proposée par Humboldt (*Asie centrale*, 1843 ; *Kosmos*, 1845-1859). Cela s'observe d'emblée avec le choix du terme générique *Erdkunde*, qui sert à désigner l'activité scientifique à laquelle se livre les géographes. Mis en avant par la société berlinoise dès 1828, il s'installe aussi avec les écrits de Ritter, et notamment son *Erdkunde* qui paraît entre 1817 et 1859. Lorsque le géographe emploie le terme *Geographie*, ou sa forme adjectivée ou adverbiale *geographisch*, c'est uniquement pour désigner la réalité des faits et leurs dimensions topographiques ; en revanche la mise en ordre de ces savoirs géographiques donne lieu à une *Erdkunde*, c'est-à-dire à une mise en récit de la géographie du monde. La réalité et sa mise en ordre scientifique sont donc distingués par les géographes allemands, qui sont les seuls à mettre ainsi en avant le caractère méta-discursif de l'activité géographique. Le choix d'une terminologie germanisée n'est en effet pas uniquement le fruit d'un caprice nationaliste : il reflète une manière spécifique de produire des savoirs géographiques. Celle-ci s'appuie sur une capacité d'abstraction, de généralisation et de mise en système des phénomènes et d'une moindre attention accordée aux faits, à la dimension factuelle. Cette dimension est d'ailleurs parfois reprochée aux géographes allemands par leurs confrères, notamment Britanniques, attachés à la pratique du terrain, à la constatation de visu et donnant priorité aux faits : Petermann fait par exemple les frais de telles critiques lorsqu'il se trouve à Londres (Felsch, 2014).

Les savoirs géographiques allemands sont révélateurs d'une approche systémique, englobante, dont la naissance est attribuée à Humboldt. Plus qu'une géographie générale, capable, par comparaison, de jeter des ponts entre les faits, Humboldt propose en effet une géographie par la connexion et les interrelations qui infusent les travaux de ses contemporains et de ses successeurs. Il offre plus qu'une géographie comparative : il fonde une géographie connective, entre les faits, les hommes et les savants (Péaud, 2014(d)). Avec Bonpland, dès le début de sa carrière, Humboldt évoque à propos de la *Géographie des Plantes* ce principe de connexion qui structure tous ces travaux. Le maître-mot de sa démarche pourrait être : « faisons les rapprochements que nul autre ne peut faire » (Bonpland & Humboldt, 2004 : 71). À Boussingault, un peu plus tard en 1822, il résume l'apport de ses contributions sur l'Amérique du Sud :

(...) si mon ouvrage a quelque mérite, c'est dans l'ensemble des vues qui embrassent les formations des deux hémisphères ; c'est le premier essai de ce genre (Boussingault & Humboldt, 2014, lettre du 31 août 1822)

Mettre à jour les connexions cachées et donner à voir un ensemble cohérent, voilà son ambition, celle qui structure tout son *Kosmos* (1845-1859). Ce qui est notable chez Humboldt, c'est sa capacité à envisager les phénomènes comme participant d'un tout. Et cette tendance se retrouve chez Ritter, dont les travaux visent également à embrasser les réalités géographiques et à comprendre leurs interrelations à la fois dans l'espace et dans le temps (Ritter, 1852(a), 1852(b), 1861) (voir chapitre 7). Les nouvelles générations revendiquent également cet héritage humboldtien et rittérien : alors que Petermann se penche théoriquement sur l'existence d'une mer polaire ouverte, sans jamais confronter ses idées à la réalité du terrain, c'est encore en référence à Humboldt et à la physique de la terre (Felsch, 2014). Il se heurte d'ailleurs au sens du réel des Anglais sur cette question (*ibid.*) qui eux se distinguent par une confiance absolue et exclusive en les faits. Les géographes britanniques défendent en effet une approche factuelle de plus en plus forte : leur credo est celui du concret, contre l'abstrait des Allemands. Voir par soi-même, se déplacer sur le terrain et reléguer les *armchair geographers*, les géographes de cabinet, au rang de théoriciens farfelus, voici quelques principes défendus fermement par la *Royal Geographical Society* (voir par exemple l'adresse de Murchison : BRGS, 1852 (T22)). Les géographes français embrassent une situation intermédiaire, dans laquelle le terrain se renforce et où les géographes de cabinet trouvent encore une place importante.

La langue géographique des années 1840-1860, même si elle ne manifeste pas de différences notables entre les sphères d'un point de vue conceptuel, recouvre donc des manières de faire distinctes. Une coupure de plus en plus nette apparaît entre la Prusse, où s'affirme une science allemande empreinte de théorie, et la sphère germanique d'un côté et la Grande-Bretagne et la France de l'autre, où l'empirisme l'emporte.

## Conclusion du chapitre 11

Afin de répondre aux questions posées au seuil de ce chapitre, je choisis de faire apparaître les différents éléments issus des analyses précédentes dans un tableau (voir figure 143), en écho à la conclusion du chapitre 10.

De la même manière que pour le fait colonial, qui s'impose peu à peu dans les sociétés européennes, l'enjeu national se démarque par une présence encore discrète et minoritaire dans les sphères géographiques française, prussienne et britannique. Que ce soit en termes quantitatifs (en considérant le nombre d'articles consacrés à cette question) ou en termes de rhétorique géographique, les discours géographiques ne portent pas, au niveau collectif, la marque d'un soutien absolu au processus. Quelques individus se démarquent, tels que Bory de Saint-Vincent, qui se distingue aussi dans le soutien colonial qu'il apporte, mais ils restent des exceptions. D'ailleurs, l'expression d'un soutien national, quand elle existe, est généralement associée à l'intérêt porté aux espaces coloniaux. Ceux-ci forment le prisme essentiel à travers lequel l'espace national est abordé par les géographes. Que ce soit du côté français, prussien ou britannique, la rhétorique géographique est aussi celle de l'utilité : prendre en charge les espaces et les enjeux nationaux se confond largement avec la description des géographies des zones d'influence économique de chaque nation. Du reste, les périmètres d'objets abordés par les géographes tendent à recouvrir les cartes des marchés commerciaux des pays.

Le parallélisme entre approche géographique des espaces coloniaux et approche des espaces nationaux se vérifie aussi du côté des périmètres d'objets. De la même manière que la cartographie des espaces coloniaux laissait apparaître une nationalisation du regard géographique, lorsqu'on envisage cette question plus globalement, le contexte politico-économique dirige les curiosités géographiques. Même si les discours de soutien à la nation et aux différents gouvernements ne sont pas légion parmi les géographes, et qu'ils restent du ressort d'initiatives individuelles, le politique marque tout de même de sa griffe les savoirs géographiques produits alors, en contribuant à une nationalisation du regard géographique et des périmètres d'objets convoqués. Il encourage aussi une quantification du monde, qui est directement liée à la montée des préoccupations économiques. Outre les périmètres d'objets et les pratiques, une nationalisation s'opère également en termes toponymiques et conceptuels. Du point de vue des toponymes, chaque nation vise, pour des raisons de suprématie politique et militaire, à créer sa propre carte du monde. Les noms choisis sont ensuite de fait repris par les géographes, en dépit des appels à une nomenclature commune au niveau mondial. De plus, du point de vue des concepts et de la langue géographique choisie, la période 1840-1860 est également celle d'une différenciation plus marquée entre la sphère allemande et les sphères française et britannique. Une germanisation du vocabulaire géographique s'opère côté prussien, qui répond au souci de théorisation plus grande exprimé par Ritter et Humboldt notamment. Cette germanisation porte essentiellement sur



le choix des racines étymologiques, et peu sur le contenu des concepts, mais cela indique déjà une volonté de se distinguer des usages en cours dans les autres sphères.

143. Le fait national comme horizon partiel des savoirs géographiques (1840-1860)

Indicateurs	Points communs des trois sphères	France	Grande-Bretagne	Prusse/Allemagne
<b>Nation et société</b>		Habitude nationale Enjeu relancé à partir de 1848-1852	Ancienneté de l'habitude nationale	Balbutiement nationaliste
<b>Nation et sociétés de géographie</b>	Augmentation présence des sphères du pouvoir Encadrement politique des activités		Fort contingent de militaires	
<b>Géographes et ressenti national</b> (proportion et considération)	Discretion de l'objet « nation » Actualité nationale présente, mais en minorité	Préoccupation montante	Peu d'intérêt, hormis les espaces coloniaux	Préoccupation montante
<b>Influence pratique et méthodologique</b>	Conforte la pratique de quantification			
<b>L'écriture de la nation</b> (périmètres d'objets, rhétorique géographique)	Périmètres nationalisés Pas d'emphasis nationale Accent sur la dimension économique	Périmètre des zones d'influence françaises Distance Nation doit servir les progrès géographiques	Périmètre des zones d'influence britannique Distance Nation et progrès géographiques interagissent	Périmètre des zones d'influence prussiennes Distance Les progrès géographiques passent avant
<b>L'écriture géographique</b> (langue, concepts, terminologie)	Nationalisation des notations géographiques Nationalisation de la mesure de l'espace Nationalisation partielle de la terminologie	Francisation de la toponymie	Anglicisation de la toponymie	Germanisation de la toponymie Germanisation de la langue géographique

De même que pour la conclusion du chapitre précédent, le rassemblement de toutes ces analyses produit une situation de transition, qui invite à prolonger les réflexions vers les décennies suivantes. Certaines analyses plaident pour une influence épistémologiques du politique et du national sur les savoirs géographiques (périmètres, pratiques, approches, vocabulaire). Cependant, les géographes maintiennent en même temps, exactement comme pour les espaces coloniaux, une certaine distance vis-à-vis des questions nationales. Tout se passe comme si, alors que l'information politique des

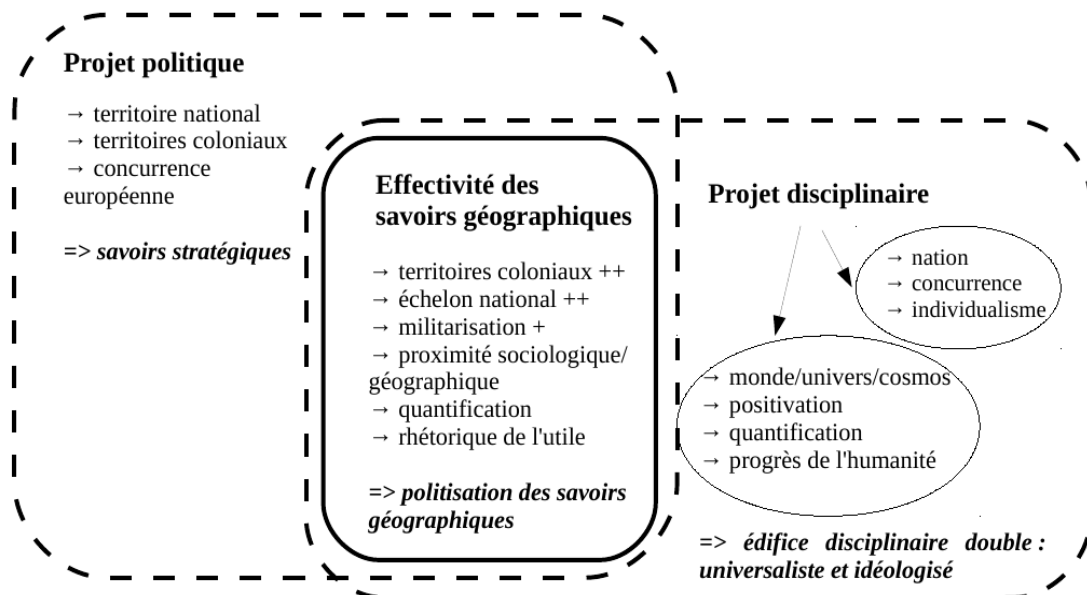
savoirs géographiques est à l'œuvre, même partiellement, les géographes demeuraient indifférents au contexte qui les entourent et les influencent. Or, la situation change dans les années 1860, moment où les géographes prennent une part non plus discrète et hésitante, mais importante et assumée dans le processus de concurrence nationale. Les exemples de Vivien de Saint-Martin ou de Duval laissent ainsi penser à un bouleversement des modalités de production des savoirs géographiques au début de la décennie 1860.

## Conclusion de la troisième partie

Les analyses portant sur la période 1840-1860 révèlent une certaine continuité avec la décennie précédente, tout en dessinant un tournant pris par les savoirs géographiques. Encore une fois, c'est l'image d'une tension qui apparaît pour les savoirs géographiques.

Cette tension s'exprime entre les deux pôles principaux de ces recherches, la sphère géographique et la sphère politique, mais elle se manifeste de bien des manières en fonction de la focale utilisée. D'une manière générale, si l'on regarde d'un point de vue englobant la situation des savoirs géographiques à l'échelle européenne, ceux-ci apparaissent tiraillés entre la volonté universaliste et l'inscription dans le giron idéologique et politique. À la faveur d'un tournant générationnel mettant en relief les difficultés du projet disciplinaire universaliste et positiviste, la science géographique s'engage dans une dimension idéologique affirmée. Et ce en dépit de la certaine distance discursive que les géographes semblent maintenir vis-à-vis du contexte politique. En écho à la figure conclusive de la partie 2, la figure ci-dessous permet d'embrasser les évolutions qui ont touché les savoirs géographiques et l'édifice géographique européen entre les années 1840 et 1860 :

144. La situation des savoirs géographiques aux environs de 1860, mainmise du projet politique et idéologisation disciplinaire



Mais ce tableau appelle bien des nuances, qui apparaissent si on l'envisage au niveau de chaque nation qui constituent le cadre de cette recherche. À ce titre, d'ailleurs, cette partie montre la valeur de l'approche par le nationalisme méthodologique, dans la mesure où le tableau général ne permet pas de

rendre compte des spécificités nationales et locales qui existent bel et bien et qui dessinent des géographies des savoirs géographiques spécifiques selon la sphère envisagée. En effet, au-delà des constatations valables d'une manière générale (la montée de la dimension idéologique, l'interaction grandissante entre sphère géographique et sphère politique, la faiblesse des discours de défense nationale), chacune de ces sphères révèle des particularités épistémologiques concernant le processus de production des savoirs géographiques. Une première distinction tient au rôle du politique et à sa présence dans le champ scientifique, en l'occurrence géographique. Une deuxième distinction touche à l'expression conscientisée de ces liens : si du côté britannique, l'instrumentalisation de la discipline semble comprise et conscientisée et participe en retour de la stratégie de production des savoirs géographiques, du côté français, cette dimension semble faire l'objet d'un déni collectif. Sur cette question, les géographes allemands et prussiens sont eux partagés, entre la défense d'une future Allemagne et le refus catégorique de s'engager dans ce débat. Ainsi, à partir de ces seuls indicateurs, des différences nationales et locales apparaissent dans la manière de considérer les liens entre pratique scientifique et monde du pouvoir. C'est une première manière de considérer la nationalisation des pratiques et des savoirs géographiques. Cette différenciation tient aussi à ce que les savoirs géographiques ne sont pas non plus nécessairement considérés également en fonction des sphères culturelles envisagées, ce qui constitue un deuxième facteur de nationalisation des savoirs géographiques et des méthodes et pratiques disciplinaires. Pour les caractériser rapidement, ces différences concernent par exemple la prise en charge de la théorisation et de la conceptualisation géographiques, plus importantes du côté prussien et allemand qu'en France ou en Grande-Bretagne. Au contraire, les géographes britanniques affichent un goût prononcé pour le terrain, la constatation *de visu* des phénomènes et le caractère factuel des analyses géographiques ; la France se situe sur ces questions dans une situation intermédiaire.

Ce qui est autrement remarquable est de constater que les différenciations nationales en matière disciplinaire et en matière politique s'alimentent et se nourrissent l'une l'autre, sous la forme d'une dialectique interculturelle scientifique. Ainsi, le goût pour le terrain des géographes britanniques et français trouvent un écho dans les campagnes militaro-scientifiques lancées par leurs gouvernements respectifs à l'occasion de conquêtes coloniales. Le contexte colonial renforce également la propension à la quantification et à l'usage du chiffre. Du côté germanique, il est remarquable de noter que la germanisation des esprits coïncide avec une germanisation de la langue et des concepts géographiques. Ainsi, comme une réciprocité dynamique se met en place entre science et pouvoir à l'occasion des entreprises coloniales, cette réciprocité dynamique apparaît aussi dans la construction de manières nationales de faire de la géographie. Que les géographes en aient conscience ou non (et là encore, un gradient significatif se dessine d'une sphère à l'autre), le fait est que le contexte national informe les pratiques, les méthodes, les imaginaires et les conceptions géographiques. Cette constatation bat en brèche la volonté si fortement exprimée de la part des géographes de bâtir une discipline universaliste

et répondant aux canons des Lumières. Ou plutôt, les analyses menées montrent que la volonté universaliste se nationalise, en regard des aspirations politiques : l'universalisme n'est pas abandonné, il est simplement informé (au sens d'alimenté d'informations et mis en forme) par les enjeux nationaux. L'échelon national fonctionne comme un prisme déformant : ainsi, chaque sphère détermine les canons de sa propre universalité géographique. Les géographes prussiens et allemands insistent sur le volet théorisation, qui passe par une germanisation de la langue géographique ; les britanniques concentrent leurs efforts sur les questions de quantification, répondant à la logique libérale de la Couronne ; les géographes français quant à eux embrassent aussi le credo d'une positivation chiffrée, sacrifiant aux attendus coloniaux, tout en conservant par devers eux l'illusion d'un détachement vis-à-vis du politique. Les esquisses faites des décennies suivantes, à travers les quelques exemples de Duval, Vivien de Saint-Martin ou Petermann, plaident pour ces interprétations. Elles invitent surtout à les poursuivre, en ouvrant temporellement ce sujet déjà bien balisé en ce qui concerne les décennies de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Enfin, l'examen de l'échelle individuelle permet aussi de mettre au jour le caractère encore essentiellement personnel de la pratique géographique. Si des manières de faire européennes et nationales s'affirment indubitablement, l'échelle individuelle garde encore une grande valeur, dans la mesure où les modalités de production des savoirs géographiques et les relations nouées avec la sphère politique dépendent encore pour une part de négociations interpersonnelles. La lecture de J.M. Besse et *alii*, celle de la pluralité des manières de faire, s'avère encore largement valable. De plus, la pertinence de la dialectique des échelles et de la mise en œuvre d'un raisonnement proprement spatial s'affirme à travers cette enquête : un tableau d'ensemble ne suffit pas à comprendre la complexité de la situation des savoirs géographiques au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, celle-ci demande, pour être comprise, une multiplicité de points de vue et d'approches.



## CONCLUSION GENERALE

---



## Conclusion générale

Cette recherche doctorale a pris en charge une analyse relationnelle, celle des savoirs géographiques avec le couple *politics/policy* au cours de la période 1780-1860. En examinant la progressive disciplinarisation de ce champ de savoirs dans les sphères française, prussienne et britannique, le principal enjeu consistait à identifier en quoi ce processus est lié, et dans quelle mesure et selon quelles modalités il est lié, au champ du pouvoir. Le fil conducteur de cette enquête a mis en évidence une tension dialectique corrélativement à la montée en discipline : à la volonté de construire un champ scientifique autonome et au service du progrès de l'humanité, dans un esprit hérité des Lumières, répond une présence toujours plus forte du politique et, en particulier, de son échelle nationale. C'est cette tension qui a été au cœur de ce parcours. Plus spécifiquement, cette recherche doctorale a visé l'identification des modalités d'articulation de ces deux polarités, dimension universaliste et dimension nationale, et de leurs effets sur la construction du champ géographique.

La conclusion générale propose, dans un dernier temps du récit, de synthétiser les caractéristiques de la relation entre champ des savoirs géographiques et champ politique, en mettant l'accent sur le fait que le champ du pouvoir apparaît globalement comme un opérateur de la fabrique géographique et qu'il contribue plus spécifiquement à la nationalisation des savoirs géographiques. Ensuite, cette conclusion reviendra sur les aspects méthodologiques de cette recherche, en faisant le bilan des différentes approches mobilisées. Enfin, elle proposera quelques pistes d'ouvertures pour de futures recherches sur ce sujet, en ouvrant notamment vers des perspectives contemporaines.

### ***Le politique, opérateur de la fabrique géographique***

#### *Disciplinarisation et politisation des savoirs géographiques*

La première hypothèse de ce travail posait *le* politique, mais aussi *la* politique, comme des opérateurs de la fabrique des savoirs géographiques. Du point de vue des pratiques et des finalités de la discipline scientifique, la sphère du pouvoir intervient effectivement dans le processus de fabrication scientifique et informe les savoirs produits. Ce travail a montré que le contexte politique, qui recouvre des réalités d'ordre social, culturel, linguistique et économique, constitue un facteur structurant, et pas seulement encadrant du mouvement de disciplinarisation géographique.

Le facteur politique intervient tout d'abord sur les finalités des savoirs géographiques, en leur accordant une reconnaissance. Pendant la période 1785-1860, les acteurs politiques font en effet l'expérience de la valeur stratégique des savoirs géographiques. Sur le plan de la politique, les savoirs géographiques sont objets d'intérêt dans la mesure où ils soutiennent les projets du politique. Cela se vérifie d'ailleurs tout au long de la période et pour les trois sphères engagées dans cette étude. Cette



valeur stratégique des savoirs géographiques n'est pas neuve, mais elle prend une importance renouvelée à partir de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle et va en augmentant. Le premier tournant s'effectue à l'occasion de la Révolution française, en France d'abord puis par effet miroir en Prusse et en Grande-Bretagne. À partir de ce moment, les acteurs politiques s'appuient largement sur ce type de savoirs pour assurer la construction nationale qui s'affirme alors. La nation devenant l'échelon de référence, les projets politiques se teintent d'une dimension spatiale et territoriale nouvelle. Cela nécessite des connaissances actualisées, que le politique cherche et commande du côté de la sphère géographique. Les mêmes modes opératoires se retrouvent d'une aire géographique à l'autre : l'accent est mis en particulier sur la dimension quantifiée des informations, à travers le développement des bureaux statistiques, et sur la représentation cartographique. La mise en place en France des enquêtes statistiques au niveau des départements, ou bien la réalisation d'une nouvelle carte de France sous la direction du Dépôt de la Guerre en sont deux exemples représentatifs. Le deuxième temps d'affirmation de la valeur stratégique des connaissances sur l'espace se situe au moment de l'amplification des processus coloniaux, vers 1840. La nation s'exporte alors au-delà de ses frontières, ce qui appelle en retour de nouvelles connaissances sur les territoires nouvellement intégrés à l'édifice national. La cartographie joue de nouveau un rôle central. Pour ces deux moments, le politique investit les savoirs géographiques d'une valeur stratégique, dans la mesure où ils doivent servir une politique précise, et idéologique, car le champ de la géographie est désormais considéré comme au service du politique et de politiques nationales. Les contingences historiques de *la* politique contribuent ainsi à conférer aux savoirs géographiques une valeur stratégique et idéologique renforcée et font advenir la reconnaissance de cette valeur par *le* politique.

L'influence du champ politique ne se limite pas à l'effectivité de cette reconnaissance. En actant la valeur stratégique des savoirs géographiques, le domaine du politique s'inscrit pleinement dans le processus de disciplinarisation de ces savoirs et ce à plusieurs niveaux. Sur un plan sociologique et institutionnel, sur un plan épistémologique et enfin sur un historiographique, l'analyse relationnelle a prouvé une incursion décisive du politique dans ce processus. Tout d'abord, du point de vue sociologique et institutionnel, le politique apparaît comme un opérateur structurant de la disciplinarisation géographique. Il encadre financièrement et matériellement l'édification des premières institutions géographiques (sociétés de géographie, universités, écoles). Sociologiquement, les acteurs du politique se situent dans une relation de proximité avec les acteurs du champ géographique : certains hommes politiques participent des nouveaux lieux géographiques, ou les encouragent. Cette participation des acteurs politiques varie au fil du temps et selon la sphère considérée, mais elle constitue un invariant pour la période 1785-1860. Du point de vue ensuite de l'épistémologie, le politique influence la construction des savoirs géographiques en termes de finalités, d'objets, de méthodes et de pratiques. L'enjeu des finalités a été rappelé plus haut : il s'agit d'asseoir le processus de construction nationale. Un évident parallélisme apparaît entre le renforcement de

l'échelle nationale et le processus de construction disciplinaire du champ des savoirs géographiques. Celui-ci semble devoir servir celui-là. Cela se traduit aussi en termes d'objets mobilisés, mais de manière progressive : en effet, les premières années ne voient pas une convocation massive de l'objet « nation », les géographes ayant à cœur de ne pas restreindre leurs horizons spatiaux. C'est avec le renforcement de la colonisation que les objets des géographes se trouvent davantage orientés vers l'échelon national, qui comprend le territoire national proprement dit et ses annexes colonisées. En termes de méthodes et de pratiques, le politique semble encourager le recours au terrain ainsi que l'usage du chiffre et de la quantification d'une manière générale. Ces aspects résonnent avec les exigences de scientificité affichées par les géographes eux-mêmes à partir des années 1840. Il y a à ce titre une concomitance qui n'est pas seulement fortuite : les géographes puisent en partie du côté du politique pour construire leur édifice disciplinaire. Du point de vue historiographique enfin, les choses sont peut-être moins évidentes, et surtout moins univoques. Dans l'écriture même des savoirs géographiques, des indices d'une stratégie rhétorique qui dit le service du politique apparaissent, mais d'une manière différenciée selon les sphères. Si du côté britannique, les géographes semblent avoir pleinement conscience que leur activité sert les intérêts du politique et dialogue, de fait, avec le domaine de la politique (cela est dit sans détours par Murchison par exemple), du côté français les discours sont marqués par davantage d'ambiguïté, voire d'hypocrisie, et maintiennent l'illusion d'une distance. L'idée d'un fonctionnement systémique des sphères politique et géographique paraît évacuée par les géographes français. Dans la sphère prussienne enfin, les géographes rejettent complètement les aspects politiques dans les écritures des savoirs géographiques, alors même que leur posture les place au cœur du dispositif du pouvoir.

Cette recherche a donc fait apparaître une influence mutuelle entre les processus de renforcement national et celui de disciplinarisation du champ géographique. Pour reprendre une expression développée plus longuement dans le corps des analyses, une réciprocité dynamique se met en place entre le champ des savoirs géographiques et le champ du politique. La discipline géographique se nourrit de l'influence conjointe de ces deux champs. La question historiographique fait de plus apparaître une caractéristique essentielle de l'incrustation du politique dans la fabrique des savoirs géographiques : la politisation de ces savoirs doit être considérée de manière différenciée selon chacune des trois sphères de cette étude.

### *Une disciplinarisation nationalisée des savoirs géographiques*

Cet aspect des particularismes nationaux est d'importance et ne concerne d'ailleurs pas que l'influence politique, il touche à tout le processus de disciplinarisation des savoirs géographiques. Ceux-ci sont en effet progressivement différenciés nationalement, et ce en dépit d'une exigence universaliste et humaniste essentielle. Cette thèse a en effet montré en quoi la montée en discipline progressive de ce champ de savoirs s'accompagne d'une nationalisation. En 1860, on ne fait clairement

pas de la géographie de la même manière en France, en Prusse et en Grande-Bretagne. Et les différences observées font directement écho à la politisation des savoirs géographiques. Pour ne pas répéter ce qui a été développé, la figure suivante propose une synthèse des grandes différences nationales en matière de façons de faire géographiques, en s'attachant aux aspects proprement épistémologiques et historiographiques :

145. Synthèse des manières de faire géographiques nationales vers 1860<sup>270</sup>

Dimensions		France	Prusse	Grande-Bretagne
Épistémologique	Objets de prédilection	France Empire français (Afrique)	Prusse Monde	Grande-Bretagne Empire britannique
	Finalités	Actualisation des connaissances sur le monde	Compréhension des lois d'organisation du monde	Actualisation des connaissances sur le monde
	Méthodes	Approche uniscale Quantification Instrumentation	Approche multiscalaire Quantification Instrumentation	Approche uniscale Quantification Instrumentation
	Approches	Approche idiographique	Approche nomothétique	Approche idiographique
	Pratiques	Cabinet	Terrain	Terrain
	Effort théorique	Faible	Fort	Faible
Historiographique	Conceptualisation	En cours de stabilisation	En cours de stabilisation	En cours de stabilisation
	Langue	Usage des racines latines	Effet de germanisation	Usage des racines latines et saxonnes
	Rhétorique par rapport au politique	Hésitation et déni de l'implication politique	Mise à distance du politique	Géographie au service du politique

Ce tableau montre des points communs dans la manière de faire de la géographie. Ils se situent au niveau de la conceptualisation, dont le caractère imparfait indique que le processus de montée en discipline est en cours et n'est pas encore parvenu à une stabilisation parfaite, et au niveau de l'usage du chiffre et des instruments, dont le recours systématique touche à la scientification et à l'objectivation des savoirs géographiques. Par ailleurs, cette synthèse permet surtout de mettre en avant des particularités nationales, qui distinguent en particulier la Prusse. Les modalités épistémologiques et historiographiques prussiennes révèlent une conception spécifique de la géographie. La nationalisation de la géographie prussienne s'exprime sans doute le plus fortement dans l'effet de germanisation opéré dans la mise en récit du monde. Mais cet aspect n'est pas le seul à différencier la géographie prussienne. Celle-ci doit en effet à la compréhension des lois qui régissent l'organisation de

270 Chaque couleur (rouge pour la France, vert pour la Prusse et violet pour la Grande-Bretagne) indique les spécificités nationales dans les manières de faire et de produire les savoirs géographiques.

la nature, alors que côtés français et britannique la géographie est avant tout conçue comme la science de l'actualisation des connaissances sur le monde, en dépit de certains appels (ceux de Jomard et Jackson en particulier).

Cette conception engage l'approche mobilisée : clairement nomothétique pour les géographes prussiens et articulant différentes échelles, alors qu'en France ou en Grande-Bretagne on privilégie l'approche idiographique et l'examen d'un échelon géographique à la fois. La géographie prussienne se différencie ensuite, et cela va avec sa propension à rechercher des lois d'organisation, pour son goût de la théorie : elle est une science de l'abstraction, Ritter et Humboldt en posent clairement les bases. Alors qu'en France et en Grande-Bretagne, elle est avant tout une science des faits. Cela se manifeste cependant de manière paradoxale côté français, car cette sphère délaisse la pratique du terrain fortement implantée par ailleurs. Les effets de nationalisation s'observent aussi du côté des objets de prédilection : chaque sphère développe des préférences en matière d'horizon géographique, orientées très fortement par le contexte politique, sauf dans le cas prussien. Enfin, c'est aussi dans la rhétorique adoptée vis-à-vis du politique que s'exprime les manières de faire nationales, selon un gradient. La géographie française opte pour une rhétorique du déni, la géographie prussienne pour une mise à distance du politique en dépit de la conscience des liens qui la relie à cette sphère, enfin la géographie britannique affirme consciemment son rôle d'opérateur au service du politique.

Tous ces éléments donnent l'image d'une disciplinarisation différenciée, qui est négociée selon des critères distincts en fonction des relations entretenues avec la sphère du politique. Ainsi, il n'y a pas *une* façon de faire de la géographie au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, ce qui atteste de la validité d'une lecture plurielle (Besse, Blais, Surun, 2010), mais bien *des* façons qui sont réglées à l'échelle nationale. Et il n'y a pas, encore moins peut-être, une seule manière d'envisager les relations entre champ des savoirs géographiques et champ du pouvoir, mais *des* manières, qui sont modulées nationalement. Cela confirme la seconde hypothèse de cette recherche, à savoir la très grande labilité des savoirs géographiques jusqu'au milieu du siècle. En vertu de l'approche située, l'examen au niveau des nations fait bien apparaître différentes géographies.

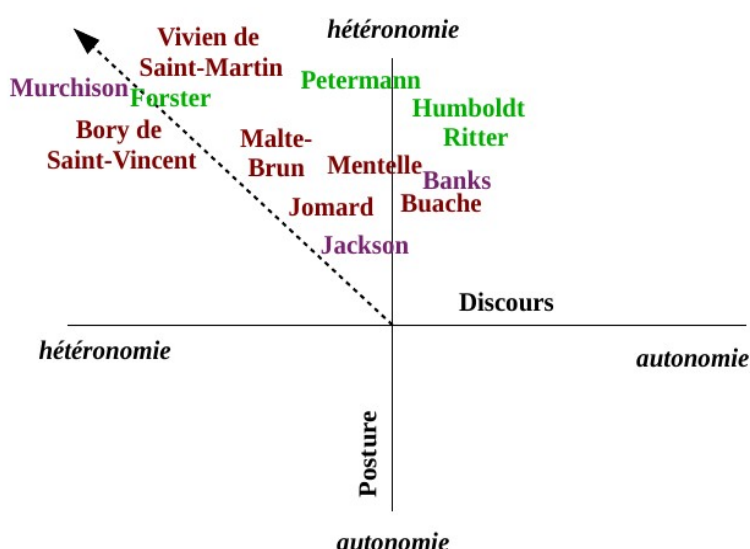
### *Discipline et individus*

Cette labilité ne doit d'ailleurs pas être pensée seulement au niveau des nations, mais aussi à l'échelle de collectifs de pensée plus restreints, en particulier à l'échelle des individus. Cette thèse a bien montré en effet que l'échelle individuelle demeure une échelle valable alors même que le processus de disciplinarisation est en cours et qu'il s'accompagne d'une nationalisation évidente. L'échelle individuelle est clé dans cette étude, et ce pour plusieurs raisons. Elle s'avère heuristique pas seulement comme échelle d'analyse, mais parce qu'elle révèle que la dialectique ne se joue non pas seulement au niveau du collectif, mais également en tenant compte du niveau individuel. Les exemples pris du côté des figures du *corpus* illustrent la manière avec laquelle chaque individu détermine sa

propre manière de produire des savoirs géographiques. Cela nuance donc le processus disciplinarisation, puisque les normes, pour reprendre le deuxième sens de ce terme (Foucault, 1969, 1975), qui sont mises en place au niveau collectif, ne sont pas encore adoptées par tous. Cela signifie donc que en dépit de l'avancement du processus disciplinaire, au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle il n'existe pas encore de communauté géographique, mais au mieux des collectifs plus ou moins pérennes qui s'accordent sur certaines modalités. La disciplinarisation n'est pas pour autant remise en question, elle a bien lieu et d'après les modalités mises au jour plus haut, mais elle coexiste avec des configurations épistémologiques, historiographiques et relationnelles individuelles.

De plus, la prise en compte de l'échelon individuel met en évidence que la politisation des savoirs géographiques est aussi, et peut-être encore avant tout, une affaire de négociation interpersonnelle. La question des rapports de force, de la dissymétrie entre sphère du savoir et sphère du pouvoir se résout d'abord et principalement au niveau des individus. Le graphique ci-dessous permet de se rendre compte d'un coup d'oeil des différentes situations des individus sur les plans de leur posture mais aussi de leurs discours. S'il s'avère qu'aucun ne parvient à assurer une réelle autonomie vis-à-vis du politique, en particulier en termes de positionnement (toutes les figures du *corpus* se situent dans un rapport de proximité avec la sphère du pouvoir), il n'existe pas de configuration unique. Cela signifie qu'il n'existe pas de manière univoque de gérer épistémologiquement et historiographiquement l'influence du politique. Au contraire, c'est bien une pluralité de configurations qui domine. Les géographes se répartissent pour la plupart le long d'une ligne de plus ou moins grande hétéronomie :

146. Configurations relationnelles des géographes du *corpus* vis-à-vis du politique



Les différences nationales apparues à travers d'autres approches s'atténuent ou disparaissent de manière différente lorsqu'elles sont envisagées à l'échelle des individus. De même, la question générationnelle se trouve aussi reconsidérée en regard de ce graphique. Ce qui joue avant tout est bien

la capacité individuelle à négocier, ou non, et à réévaluer périodiquement le jeu des forces qui l'entoure. En ce sens, c'est à l'échelle de l'individu que se règle la question de la dissymétrie des rapports entre champ scientifique et champ politique.

Ainsi, l'échelle individuelle révèle qu'en dépit d'une évidente nationalisation des savoirs géographiques, la lecture par la pluralité est encore valable pour les savoirs géographiques du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. En prolongement de cette réflexion, il serait intéressant d'envisager la confrontation entre échelon national et échelon individuel pour la fin du siècle, alors que des écoles nationales de géographie se renforcent et s'envisagent comme telles (autour de Vidal de la Blache en France, autour de Ratzel en Allemagne par exemple). L'échelle individuelle permet en effet d'aborder la disciplinarisation des savoirs géographiques sous un autre angle et contribue à révéler, dans le cas de notre enquête, son caractère encore imparfait.

### ***Apports méthodologiques de cette thèse***

Les apports résultant de la mobilisation de l'échelle individuelle résonnent aussi en termes méthodologiques. L'un des enjeux de cette thèse consistait en effet à discuter les approches mobilisées en histoire et en épistémologie de la géographie.

#### *Collectif et individuel, internalisme et externalisme, approche transnationale : l'apport du « croisement »*

L'un des premiers enseignements à mettre en avant, me semble-t-il, réside dans la complémentarité heuristique entre l'échelle du collectif et l'échelle de l'individu. Le paragraphe précédent montre bien en quoi la mobilisation croisée de ces deux échelles permet de faire advenir des éléments complémentaires, qui ne sont aucunement redondants mais au contraire éclairent différemment une même question. Il me paraît important d'insister sur cette complémentarité, car elle place les niveaux collectif et individuel sur le même plan, sans en valoriser l'un plus que l'autre.

De plus, la convocation de cette double échelle permet également de pointer l'intérêt de coupler l'approche internaliste et l'approche externaliste. Cette recherche s'est en effet penchée largement sur l'aspect contextuel de la production des savoirs géographiques, de même que sur la dimension interne qui prévaut pour cette production. Là encore, la valeur du croisement de ces deux angles d'approche apparaît. La dimension internaliste est bien évidemment nécessaire à la compréhension d'un moment de fondation épistémologique des savoirs géographiques. Mais elle est très fortement éclairée et expliquée par l'approche externaliste. Le débat entre internalisme et externalisme est depuis plusieurs années dépassé en histoire et sociologie des sciences et ne suscite plus autant d'interrogations (Grimoult, 2003), mais il me paraît important d'insister sur la complémentarité de ces approches. Tout comme la confrontation des échelles collective et individuelle fait advenir de nouveaux éclairages, le croisement de ces deux approches permet de mettre réellement et précisément en évidence le rôle des

facteurs externes, en l'occurrence le rôle de la politique et du politique, sur les modalités épistémologiques et historiographiques de la production de savoirs géographiques. Cela met en évidence que le champ du pouvoir, c'est-à-dire le couple *politics/policy*, agit comme un opérateur, comme un facteur structurant, et non pas uniquement comme un facteur encadrant, de la disciplinarisation des savoirs géographiques.

Le croisement de ces approches révèle leur caractère complémentaire. Cela autorise en conséquence à articuler en intelligence les conceptions bourdieusienne et latourienne de la science et à les mobiliser conjointement (voir discussion 2). L'approche macrosociologique, par le collectif et par les pratiques de ce collectif, ne recouvre en effet pas tous les pans de l'enquête. Celle-ci appelle aussi l'individu, pour les raisons expliquées plus haut, et les facteurs externes à la pratique scientifique, ce que B. Latour propose. Ainsi, à travers l'analyse relationnelle des champs du politique et des savoirs géographiques apparaît le caractère heuristique de la mobilisation croisée des dimensions macro- et microsociologiques.

Le maître mot de la méthodologie de cette recherche est sans doute « croisement » : croisement des échelles, des approches, des matériaux. Et croisement des sphères, puisqu'un des enjeux de ce travail résidait dans la convocation simultanée de trois sphères politiques, culturelles et linguistiques (France, Prusse et Grande-Bretagne). C'était le rôle confié à la méthodologie de l'histoire croisée, que de permettre des analyses transnationales, c'est-à-dire capables de décroiser les dimensions nationales et de les faire dialoguer entre elles. L'histoire croisée postule en effet l'importance des transferts transnationaux, aspect qui est clairement apparu au cours de cette recherche, alors même que la catégorie de l'État-nation se renforce à cette époque. En effet, en dépit du processus national, les échanges entre nations s'avèrent encore forts et concourent à une structuration partielle du champ des savoirs géographiques. L'examen des réseaux épistolaires fait apparaître cette dimension. La catégorie du transnational vaut donc alors même que l'accent a été clairement mis dans cette recherche sur le nationalisme méthodologique.

#### *Spatial turn et savoirs situés*

Le croisement de l'approche transnationale et de la perspective nationale a permis également de mettre en avant les bénéfices du *spatial turn*. Ce courant défend la validité de l'approche par l'espace, qu'en tant que géographe on ne peut qu'affirmer et adopter. Il considère surtout, dans le cadre des recherches en histoire et sociologie des sciences, que le lieu d'où l'on parle, qu'on le considère d'un point de vue ponctuel, territorial ou même réticulaire, importe. Il importe non pas seulement en tant qu'il fonctionne comme un facteur encadrant de la pratique scientifique, mais comme un facteur structurant. Le lieu est considéré en ce sens comme un opérateur à part entière des modalités de production du savoir. Par lieu, on entend aussi toutes les réalités, sociales, économiques, culturelles, politiques, linguistiques, etc., que le terme recouvre. Le *spatial turn* rejoint en cela l'approche

externaliste, dans la mesure où il prend acte de la performativité du lieu, c'est-à-dire de sa capacité à influencer la production et la circulation des savoirs. Et c'est l'ensemble de cette recherche qui a fait la preuve qu'un lieu (un État, une capitale, une société, un réseau de correspondances individuel, etc.) joue un rôle sur la manière dont s'organisent et se structurent la production et la diffusion des savoirs géographiques. La façon d'envisager ces lieux, leurs configurations internes ainsi que les liens qu'ils tissent entre eux, a également sollicité et utilisé de véritables compétences géographiques. En suivant les recommandations de Jean-Marc Besse, je me suis attachée à identifier :

- l'organisation des espaces du savoir géographique ; - les parcours effectués concrètement par l'information géographique au sein de ces espaces ; - les représentations spatiales ou exactement les schèmes spatiaux constitutifs du savoir géographique (Besse, 2004 : 406)

Ce faisant, c'est la géographicit  des recherches en histoire et épistémologie de la géographie que je me suis efforcée de développer et de revendiquer. En mobilisant les notions clés de réseau ou de centralité, en m'attachant à révéler les dispositifs spatiaux, effectifs et idéaux, j'ai ainsi démontré qu'il est possible d'aller plus loin que la simple « convocation » des lieux dans le tournant spatial. Car si les lieux valent comme catégorie à utiliser pour prouver le caractère situé de la production scientifique, il s'agit de les faire travailler géographiquement, c'est-à-dire en revendiquant et en assumant pleinement les méthodes et les outils du géographe.

Cette recherche a surtout montré la valeur, si le besoin s'en faisait encore sentir, de la problématique des savoirs situés. L'adjectif « situés » renvoie bien sûr à la dimension géographique, c'est-à-dire à la situation dans l'espace, mais il renvoie plus largement à la question du positionnement sociétal des savoirs, à leur place dans l'ensemble du dispositif social, politique, culturel ou encore économique d'une ou de plusieurs sociétés. Pour rebondir sur l'épisode lisboète que j'ai placé au début de mon introduction, il apparaît clairement à travers cette étude qu'il est impossible de déconnecter la pratique scientifique de l'endroit où elle s'effectue, car, et ce lien de causalité est des plus importants à mon sens, on ne peut pas la considérer comme essentiellement neutre. Au contraire, la pratique scientifique, à travers cet exemple de l'analyse des relations entre politique et géographie, apparaît tout sauf neutre : elle est fondamentalement enchevêtrée dans des rapports de force et des rivalités. Ce qu'il s'agit de comprendre, une fois ce point de départ posé, est dans quelle mesure elle se situe dans une posture de dissymétrie dans ce jeu de rapports de force.

### ***Quelques éléments d'ouverture***

Alors même que nos façons contemporaines de faire de la géographie sont largement influencées par le processus de mondialisation et par un mouvement de globalisation des savoirs (Caillé et Dufoix, 2013), le *spatial turn* et l'affirmation du caractère essentiellement situés des savoirs offre à mon avis de nouvelles perspectives de recherche. En mobilisant les catégories et les outils de la géographie, il me semble pertinent de continuer les interrogations qui ont été les miennes dans ce travail en les transposant à la période contemporaine. Une des prolongations de cette recherche pourrait en effet



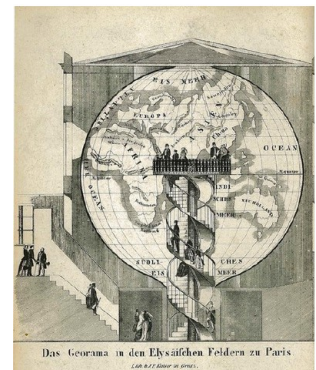
viser à comprendre comment, aujourd'hui, la géographie française se positionne vis-à-vis des autres sphères nationales et du niveau global. L'interrogation de la dialectique national/global me paraît en effet une perspective très riche dans le contexte actuel du fonctionnement de la recherche. La confrontation de la sphère française avec la sphère anglophone et germanophone ont aussi un sens aujourd'hui, dans la mesure une compétition assez comparable se joue sur la scène internationale en matière de production et de diffusion des savoirs. Comprendre comment cela s'ordonne permettrait sans doute de mieux saisir les enjeux auxquels le monde de la recherche doit faire face. Je pense que des parallèles avec la situation du XIX<sup>ème</sup> siècle pourraient surgir en ce qui concerne les modalités de production des savoirs géographiques, dans la mesure où notre époque convoque dans un jeu de tiraillement complexe les échelons national et global (Houssay-Holzschuh et Milhaud, 2013). Sans invoquer une similarité parfaite, il me semble pertinent de poursuivre les interrogations qui ont été les miennes dans le présent de la géographie, en invitant peut-être à une collaboration transnationale sur ce sujet.

Pour poursuivre sur l'actualisation de ce travail, la question des relations entre géographie et politique me semble également pertinente à être posée de façon contemporaine. Certaines des analyses que j'ai menées pendant ces années de thèse n'ont pas manqué de faire résonner en moi certaines situations actuelles. Je pense notamment à la pratique de la commande politique, que j'ai croisée à plusieurs reprises, que ce soit à travers les enquêtes des préfets de départements en France sous le Consulat et l'Empire, bien analysées par G. Palsky (1996) en ce qu'elles donnent lieu à des pratiques spécifiques, ou bien les différentes commandes cartographiques énoncées tout au long du premier XIX<sup>ème</sup> siècle, les *surveys* britanniques ou les levés topographiques en Algérie fonctionnent sur le même mode (Desbois, 2012), ou les demandes de cartes thématiques (Felsch, 2014). Tous ces exemples reflètent l'influence du politique sur les pratiques, les méthodes, les objets et les types de production géographiques effectuées. Et cette influence dépasse le moment de la commande, il infuse la discipline ; le cas des cartes thématiques l'illustre parfaitement. Or, cette pratique de la commande par le pouvoir, notamment à travers les collectivités territoriales ou les grands organismes publics, fleurit aujourd'hui. Les géographes universitaires ont souvent un pied dans le domaine opérationnel et touche aux enjeux d'aménagement du territoire. Cette dimension s'invite d'ailleurs de plus en plus dans le champ de la géographie scolaire et universitaire, à travers des Masters professionnalisants qui mettent l'accent sur l'aspect appliqué et opérationnel de la discipline. Il serait à mon avis plus qu'intéressant de réfléchir à la façon dont aujourd'hui, à travers l'exemple de la commande, le politique fonctionne aussi comme un opérateur de la production géographique. En examinant les natures de ces commandes, leurs réponses et en essayant d'identifier la façon dont les demandes politiques percolent dans le champ de la géographie scientifique et universitaire, cela permettrait de saisir plus avant les liens complexes entretenus entre géographie et pouvoir. Et ce d'autant plus que l'injonction du modèle économique de l'Université et de la recherche répète à l'envie qu'il faut articuler sciences et sociétés.

En proposant ces quelques éléments d'ouverture à ce travail, je considère cette thèse non comme un aboutissement, mais bien comme une propédeutique à l'analyse contemporaine des relations entre géographie et politique ainsi que, plus largement, à la compréhension des modalités de production épistémologiques, historiographiques, sociologiques et institutionnelles des savoirs géographiques.

# BIBLIOGRAPHIE

---



# Bibliographie

## A) Sources

### 1 – Corpus principal

- Archives du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris pour Bory de Saint-Vincent : Fonds Ancien « Am 632 », « Ms CRY 439 / 111-172 », « Ms CRY 500 170-177 », « Ms 2738 / 99 », « Ms 2735 / 18-37 », « Ms 2313 / 19-21 », « Ms 2753 / 2-17 », « Ms 2388 / 12-14 »
- Archives du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris pour Jomard : Fonds ancien « Ms 2739 / 208-212 », « Ms 2604 / 1737-1738 », « Ms CRY 441 / 669-670 », « Ms 2313 / 116-120 »
- Archives du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris pour Vivien de Saint-Martin : Fonds d'archives « Ms 2313 / 213 »
- Archives de la Staatsbibliothek zu Berlin pour Ritter : « Nachlass 133 » et « Nachlass Ritter »
- ARNDT, E.M., 1892, *Sämmtliche Werke*, Teil 1, hrsg von Hugo Rösch, Leipzig, Pfau, 344 p.
- BERGHAUS, H., HUMBOLDT, A. de, 1869(a), *Briefwechsel Alexander von Humboldt's mit Heinrich Berghaus aus den Jahren 1825 bis 1858. Erster Band*, Jena, H. Costenoble, 348 p.
- BERGHAUS, H., HUMBOLDT, A. de, 1869(b), *Briefwechsel Alexander von Humboldt's mit Heinrich Berghaus aus den Jahren 1825 bis 1858. Zweiter Band*, Jena, H. Costenoble, 308 p.
- BERGHAUS, H., HUMBOLDT, A. de, 1869(c), *Briefwechsel Alexander von Humboldt's mit Heinrich Berghaus aus den Jahren 1825 bis 1858. Dritter Band*, Jena, H. Costenoble, 336 p.
- BESSEL, F., HUMBOLDT, A. de, 1994, *Briefwechsel zwischen Alexander von Humboldt und Friedrich Wilhelm Bessel*, H.-J. Felber, Akademie Verlag, Berlin, 249 p.
- BONPLAND, A., HUMBOLDT, A. de, 2004, *Correspondance 1805-1853*, publiée par Nicolas Hossard, L'Harmattan, Paris, 153 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B. 1912, *Correspondance de Bory de Saint-Vincent. Supplément*, publiée par Philippe Lauzun, Agen, Maison d'édition et imprimerie moderne, 106 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1908, *Correspondance de Bory de Saint-Vincent*, publiée par Philippe Lauzun, Paris, Maison d'édition et imprimerie moderne, 358 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B. 1838(a), *Note sur la commission exploratrice et scientifique d'Algérie : présentée à S. Exc. le ministre de la Guerre*, Paris, 19 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1838(b) *Mémoire sur les Cent-Jours, pour servir d'introduction aux souvenirs de toute ma vie*, Paris, Hippolyte Souverain, 210 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1838(c), « Rapport concernant la géographie et la topographie », in *Rapports de la commission chargée de rédiger les instructions pour l'exploration scientifique de l'Algérie*, Paris, Académie des Sciences, pp. 49-53.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1836, *Relation du voyage de la commission scientifique de Morée dans le Péloponnèse, les Cyclades et l'Attique*, tome 1, Section des Sciences Physiques, Paris & Strasbourg, Levrault, 474 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1827 (troisième édition), « Aperçu sur la géographie physique de l'Espagne », in *Itinéraire descriptif de l'Espagne*, par M. de Laborde, Paris, Firmin Didot père et fils, pp. 16-50
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1816 (2ème édition), *Justification de la conduite et des opinions de M. Bory de Saint-Vincent*, Bruxelles, Chez les marchands de nouveauté, 88 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1804(a), *Voyage dans les quatre principales îles des mers d'Afrique, fait par ordre du gouvernement pendant les années neuf et dix de la République*, tome 1, Paris, Buisson, 412 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1804(b), *Voyage dans les quatre principales îles des mers d'Afrique, fait par ordre du gouvernement pendant les années neuf et dix de la République*, tome II, Paris, Buisson, 431 p.
- BORY de SAINT-VINCENT, J.-B., 1804(c), *Voyage dans les quatre principales îles des mers d'Afrique, fait par ordre du gouvernement pendant les années neuf et dix de la République*, *Collection de planches*, Paris, Buisson, 56 planches.
- BOUSSINGAULT, J.-B., HUMBOLDT, A. de, 2014 (à paraître), *Briefwechsel*, Berlin, De Gruyter, 480 p.
- BUACHE de la NEUVILLE, J.-N., 1807(a), « Carte représentant l'intérieur de l'Afrique », in *Géographie physique*

- de la mer Noire, par Dureau-Lamalle A., Paris, Dentu, 401 p.
- BUACHE de la NEUVILLE, J.-N., 1807(b), « Carte pour servir à l'ouvrage de M. Dureau-fils sur la géographie des mers intérieures », in *Géographie physique de la mer Noire*, par Dureau-Lamalle A., Paris, Dentu, 401 p.
- BUACHE de la NEUVILLE, J.-N., an 9, « Considérations géographiques sur les îles Dina et Marseveen », in *Mémoire de morale et de politique*, pp. 367-381.
- BUACHE de la NEUVILLE, J.-N., an 4, « Observations sur l'existence de quelques îles peu connues, situées dans la partie du Grand Océan comprise entre le Japon et la Californie. », in *Mémoire de morale et de politique*, pp. 475-492.
- BUACHE de la NEUVILLE, J.-N., 1793, *Rapport fait à la commission des Arts, sur le perfectionnement des Cartes géographiques*, Paris, Comité d'Instruction publique, 6 p.
- BUACHE de la NEUVILLE, J.-N., 1775, *Mémoire sur les pays de l'Asie et de l'Amérique situés au nord de la mer du Sud*, Paris, L'Auteur, 19 p.
- FORSTER, G., 1989, « Briefe 1792-1794 », bearbeitet von Klaus-Georg Bopp, in *Georg Forsters Werke, Sämtliche Schriften, Tagebücher, Briefe*, 17ten Band, Berlin, Akademie Verlag, 898 p.
- FORSTER, G., 1981, « Briefe Juli 1787-1789 », in *Georg Forsters Werke. Sämtliche Schriften, Tagebücher, Briefe*, 15. Band, bearbeitet von Horst Fiedler, Berlin, Akademie Verlag, 574 p.
- FORSTER, G., 1980, « Briefe 1790 bis 1791 », in *Georg Forsters Werke. Sämtliche Schriften, Tagebücher, Briefe*, 16. Band, bearbeitet von Brigitte Leuschner et Siegfried Scheibe, Berlin, Akademie Verlag, 660 p.
- FORSTER, G., 1978, « Briefe 1784-Juni 1787 », bearbeitet von Brigitte Leuschner, in *Georg Forsters Werke, Sämtliche Schriften, Tagebücher, Briefe*, 14ten Band, Berlin, Akademie Verlag, 896 p.
- FORSTER, G., 1979, *Ansichten vom Niederrhein von Brabant, Flandern, Holland, England und Frankreich, im April, Mai und Junius 1790*, herausgegeben von Gerhard Steiner, Leipzig, Dieterich'sche Verlagsbuchhandlung, 742 p.
- FORSTER, G., 1970, *Werke in vier Bänden, 3. Band Kleine Schriften zu Kunst, Literatur, Philosophie, Geschichte und Politik*, herausgegeben von Gerhard Steiner, Frankfurt am Main, Insel Verlag, 915 p.
- FORSTER, G., 1958, *Ansichten von Niederrhein, von Brabant, Flandern, Holland, England und Frankreich im April, Mai und Junius 1790*, in *Georg Forster's Werke, Sämtliche Schriften, Tagebücher, Briefe*, t. 9, Akademie Verlag, Berlin, 742 p.
- FORSTER, G., 1795 *Voyage philosophique et pittoresque en Angleterre et en France fait en 1790*, traduit par Ch. Pougens, Paris, Buisson, 407 p (édition originale en 1790).
- FORSTER, G., 1791, *Geschichte der Reisen, die seit Cook an der Nordwest- und Nordostküste von Amerika und in dem nördlichen Amerika selbst von Meares, Dixon, Portlock, Coxe, Long u. a. m. Unternommen worden sind*, Berlin, Hoffmann Buchhandlung, tome 1, 302 p.
- GAUSS, F., HUMBOLDT, A. de, 1977, *Briefwechsel zwischen Alexander von Humboldt und Karl Friedrich Gauss*, Akademie Verlag, Berlin, 206 p.
- GERARD, H.-A., 1867, *Lettres adressées au baron François Gérard, peintre d'histoire, par les artistes et personnages célèbres de son temps*, A. Quantin, Paris, 401 p.
- HAUSMANN, J.F.L. et RITTER, C., 1879, *Carl Ritter's Briefwechsel mit Johannes Friedrich Ludwig Haussmann*, herausgegeben von F.G. Wappäus, Leipzig, Hinrich'sche Buchhandlung, 173 p.
- HUMBOLDT, A. de, Friedrich Wilhelm IV., 2013, *Briefwechsel*, herausgegeben von Eberhard Knobloch und Ulrike Leitner, Berlin, Akademie Verlag, 617 p.
- HUMBOLDT, A. de, 2009(a), *Briefe aus Russland 1829*, sous la direction de Eberhard Knobloch, Ingo Schwarz et Christian Suckow, Akademie Verlag GmbH, Berlin, 330 p.
- HUMBOLDT, A., de, 2009(b), *Alexander von Humboldt und Cotta. Briefwechsel*, herausgegeben von Ulrike Leitner, Berlin, Akademie Verlag, 702 p.
- HUMBOLDT, A. de, 2004(a), *Alexander von Humboldt und die Vereinigten Staaten. Briefwechsel*, herausgegeben von I. Schwarz, Berlin, Akademie Verlag, 691 p.
- HUMBOLDT, A. von, 2004(b), *Ansichten der Kordilleren und Monumente der eingeborenen Völker Amerikas*, hsgb. von Claudia Kalscheuer, Oliver Lubrich und Ottmar Ette, Frankfurt am Main, Eichborn, 447 p.
- HUMBOLDT, A. de, 2004(c), *Kosmos, Entwurf einer physischen Weltbeschreibung*, Frankfurter am Main, Eichborn Verlag, 935 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1997, *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne du Mexique*, préface et édition de François Chevalier, Paris, Utz, 2 tomes, 906 p. (première édition 1808, Schoell)
- HUMBOLDT, A. de, 1993(a), *Briefe aus Amerika (1799-1804)*, par Ulrike Moheit, Akademie Verlag, Berlin, 376 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1993(b), *Humboldt über das Universum. Alexander von Humboldt : Die Kosmosvorträge 1827/28 in der Berliner Singakademie*, Leipzig, Insel Verlag.
- HUMBOLDT, A. De, 1989, *Essai Politique sur l'Île de Cuba*, première édition 1826, préface de Charles Minguet,

- Paris-Nanterre, Editions Erasme, 211 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1985, *Vier Jahrzehnte Wissenschaftsförderung. Briefe an das preussische Kultusministerium 1818-1859*, par Kurt-R. Biermann, Akademie Verlag, Berlin, 262 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1973, *Die Jugendbriefe Alexander von Humboldts*, par Ilse Jahn et Fritz G. Lange, Akademie Verlag, Berlin, 838 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1971(a), *Vues des Cordillères et monumens des peuples indigènes de l'Amérique* (planches) (première édition 1810 chez Schoell, Paris), Amsterdam-New-York, Theatrum Orbis Terrarum Ltd. et Da Capo Presse Inc.
- HUMBOLDT, A. de, 1971(b), *Atlas géographique et physique des régions équinoxiales du Nouveau Continent, fondé sur des observations astronomiques, des mesures trigonométriques et des nivellements barométriques, par Al. de Humboldt* (première édition 1814 chez Schoell, Paris), Amsterdam-New-York, Theatrum Orbis Terrarum Ltd. et Da Capo Presse Inc.
- HUMBOLDT, A. de, 1970(a), *Relation historique du Voyage aux Régions équinoxiales du Nouveau-Continent*, tome 2 (première édition 1819, Maza, Paris), édité par Hanno Beck, Stuttgart, Brockhaus, 722 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1970(b), *Relation historique du Voyage aux Régions équinoxiales du Nouveau-Continent*, tome 3 (première édition 1825, Smith et Gide, Paris), édité par Hanno Beck, Stuttgart, Brockhaus, 688 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1969 (1811), *Atlas géographique et physique du Royaume de la Nouvelle Espagne ou Mexico-Atlas* (première édition 1811), herausgegeben von Hanno Beck und Wilhelm Bonacker, Stuttgart, Brockhaus, 20 tableaux.
- HUMBOLDT, A. de, 1934, *Vorlesungen über physikalische Geographie nebst Prolegomenen über die Stellung der Gestirne*, Berlin, Miron Goldstein, 190 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1928, *Alexander von Humboldt und das preussische Königshaus. Briefe aus den Jahren 1835-1857*, par Conrad Müllern, R. F. Roehler Verlag, Leipzig, 348 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1907, *Correspondance d'Alexandre de Humboldt avec François Arago*, éditées par E.T. Hamy, Paris, 377 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1905(a), *Lettres américaines d'Alexandre de Humboldt (1799-1826)*, éditées par E.T. Hamy, Paris, 309 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1905(b), « Mes confessions (1805) », in *Lettres américaines*, pp. 236-244.
- HUMBOLDT, A. de, 1880, *Briefe Alexander's von Humboldt an seiner Bruder Wilhelm*, J. G. Cotta, Stuttgart, 228 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1869, *Correspondance scientifique et littéraire*, recueillie, publiée et précédée d'une notice et d'une introduction, par M. de la Roquette, E. Ducrocq, Paris, 500 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1865, *Correspondance scientifique et littéraire*, recueillie, publiée et précédée d'une notice et d'une introduction, par M. de la Roquette, E. Ducrocq, Paris, 466 p.
- HUMBOLDT, A. von, 1860, *Briefe von Alexander von Humboldt an Varnhagen von Ense aus den Jahren 1827 bis 1858*, Leipzig, Brockhaus Verlag, 400 p.
- HUMBOLDT, A., de, 1853, *Kleinen Schriften*, Berlin, Cotta.
- HUMBOLDT, A. De, 1843(a), *Asie centrale. Recherches sur les chaînes de montagnes et la climatologie comparée*, tome I, Paris, Gide, 632 p.
- HUMBOLDT, A. De, 1843(b), *Asie centrale. Recherches sur les chaînes de montagnes et la climatologie comparée*, tome II Paris, Gide, 558 p.
- HUMBOLDT, A. De, 1843(c), *Asie centrale. Recherches sur les chaînes de montagnes et la climatologie comparée*, tome III Paris, Gide, 644 p.
- HUMBOLDT, A., 1837(a), *Histoire de la Géographie du Nouveau Continent et des Progrès de l'Astronomie Nautique aux Quinzième et Seizième Siècles*, Paris, Gide, vol 2, 373 p.
- HUMBOLDT, A., 1837(b), *Histoire de la Géographie du Nouveau Continent et des Progrès de l'Astronomie Nautique aux Quinzième et Seizième Siècles*, Paris, Gide, vol 3, 407 p.
- HUMBOLDT, A., 1836, *Histoire de la Géographie du Nouveau Continent et des Progrès de l'Astronomie Nautique aux Quinzième et Seizième Siècles*, Paris, Gide, vol 1, 362 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1831, *Fragmens de géologie et de climatologie asiatiques*, Paris, Gide, 310 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1826, *Ansichten der Natur*, Tübingen, Cottaschen Buchhandlung, Band 2.
- HUMBOLDT, A. de, 1814-1825, *Relation historique du Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent*, Paris, Schoell, 3 tomes.
- HUMBOLDT, A. De, 1810, *Vues des cordillères et monumens des peuples indigènes de l'Amérique*, Paris, Schoell, 350 p.
- HUMBOLDT, A. de, 1808, *Ansichten der Natur*, Tübingen, Cottaschen Buchhandlung, Band 1.
- HUMBOLDT, A. de, 1805-1834, *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent, fait en 1799, 1800, 1801, 1802, 1803 et 1804 par Alexandre de Humboldt et Aimé Bonpland ; rédigé par Alexandre de Humboldt, avec deux atlas qui renferment, l'un les Vues des Cordillères des Andes et les monuments des peuples indigènes, et l'autre des cartes géographiques et physiques*.
- HUMBOLDT, A. De, 1805, *Essai sur la géographie des plantes accompagné d'un tableau physique des régions*

- équinoxiales, Paris, Levraut, 155 p.
- HUMBOLDT, A. de, RITTER, C., 2010, *Briefwechsel*, herausgegeben von Ulrich Päßler, Berlin, Akademie Verlag, 311 p.
- HUMBOLDT, A. de, SCHUMACHER, H. C., 1979, *Briefwechsel zwischen Alexander von Humboldt und Heinrich Christian Schumacher*, K.-R. Biermann, Akademie Verlag, Berlin, 196 p.
- HUMBOLDT, A. de, VALENCIENNES, A., 1965, *Une amitié de savants au siècle dernier : Alexander von Humboldt et Achille Valenciennes (Correspondance inédite)*, par Jean Théodoridès, in *Biologie Médicale*, Paris, 131 p.
- JOMARD, E.-F., ND, *Sur la publication des Monuments de la géographie*, Paris, Martinet, 14 p.
- JOMARD, E.-F., 1879, *Introduction à l'atlas des Monuments de la Géographie*, publiée de façon posthume par M. Eugène Cortambert, Paris, Arthus Bertrand, 60 p.
- JOMARD, E.-F., 1867, « Inventaire et classement raisonné des « Monuments de la Géographie » », Extrait du *Bulletin de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, Paris, Donnaud, 8 p.
- JOMARD, E.-F., 1862(a), *Banquet de l'expédition d'Égypte*, Paris, Edition Chaux, 8 p.
- JOMARD, E.-F., 1862(b), *Les monuments de la géographie*, Paris, Duprat, Franck, Arthus Bertrand, Renouard, Gide et Baudry, Delion, 21 planches.
- JOMARD, E.-F., 1859, « Coup d'œil sur l'île Formose », Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie*, Paris, Martinet, 43 p.
- JOMARD, E.-F., 1853, *Souvenirs sur Gaspard Monge et ses rapports avec Napoléon*, Paris, Duprat, 174 p.
- JOMARD, E.-F., 1849, *Remarques au sujet de la notice de M. Fresnel sur les sources du Nil*, Paris, Imprimerie Martinet, 6 p.
- JOMARD, E.-F., 1848, *De la Collection géographique créée à la Bibliothèque royale, examen de ce qu'on a fait et de ce qui reste à faire pour compléter cette création et la rendre digne de la France*, Paris, Duverger, 104 p.
- JOMARD, E.-F., 1839, *Etudes géographiques et historiques sur l'Arabie, accompagnées d'une carte de l'Asyr et d'une carte générale de l'Arabie*, Paris, Didot Frères, 273 p.
- JOMARD, Edme-François, 1836, *Coup d'œil impartial sur l'état présent de l'Égypte comparé à sa situation antérieure*, Paris, Béthune et Plon, 60 p.
- JOMARD, E.-F., 1831, *Considérations sur l'objet et les avantages d'une collection spéciale consacrée aux collections géographiques et aux diverses branches de la géographie*, Paris.
- JOMARD, E.-F., 1829, *Réflexions sur l'état des connaissances relatives au cours du Dhioliba vulgairement appelé Niger*, Paris, Everat, 28 p.
- JOMARD, E.-F., 1828, *Rapport de la commission spéciale chargée de rendre compte du voyage de M. Auguste Caillié, à Temboctou et dans l'intérieur de l'Afrique*, Paris, Everat, 15 p.
- JOMARD, E.-F., 1826, « Réflexions sur un article de la *Quarterly Review*, relatif à la communication des eaux du lac Tchad avec le Nil d'Égypte », Extrait du *Bulletin universel des Sciences et de l'Industrie*, sous la direction du baron de Férussac, Vième section, 4 p.
- JOMARD, E.-F., 1825, *Extrait d'un mémoire sur la communication du Nil des Noirs ou Niger avec le Nil d'Égypte*, Académie Royale des Sciences, 28 p.
- JOMARD, E.-F., 1821, *Description d'Égypte*, Paris, Panckoucke, tome 1 (deuxième édition), 445 p.
- JOMARD, E.-F., 1816, *Abrégé de la méthode des écoles élémentaires*, Paris, Colas, 163 p.
- KRAMER, G., 1875, *Carl Ritter. Ein Lebensbild nach seinem handschriftlichen Nachlass. Zweiter Theil : die Reisebriefe*. Halle, Verlag der Buchhandlung des Maisenhausen, 320 p.
- MALTE-BRUN, C., 1821, *Tableau politique de l'Europe au commencement de l'an 1821, Extrait des Nouvelles Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire*, Paris, Gide, 168 p.
- MALTE-BRUN, C. et alii, 1819-1860, *Nouvelles Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire*, volume 1, Paris, Librairie de Gide, 510 p.
- MALTE-BRUN, C., 1817, *Précis de la géographie universelle*, tome cinquième : « Description de l'Afrique méridionale et des deux Amériques », Paris, Volland et Brunet, 804 p.
- MALTE-BRUN, C., 1815, *Apologie de Louis XVIII*, Paris, Poulet, 23 p.
- MALTE-BRUN, C., 1812, *Atlas complet du Précis de la Géographie universelle*, par M. Lapie Capitaine Ingénieur Géographe, Paris, Buisson, 75 cartes.
- MALTE-BRUN, C., 1810 (a), *Précis de la Géographie Universelle*, tome premier « Histoire de la Géographie », Paris, Buisson, 548 p.
- MALTE-BRUN, C., 1810 (b), *Collection de cartes géographiques*, dirigées par Malte-Brun et dressées par MM. Lapie et Poirson, gravées par MM. Tardieu et Chamouin, in *Précis de la Géographie universelle*, Paris, Buisson, 24 cartes.
- MALTE-BRUN, C., 1807-1814, *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire*, Paris, Chez Buisson, 8 vol.

- MALTE-BRUN, C., 1807(a), *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire*, Paris, Chez Buisson, Tome Premier, Cahier I à III, 416 p.
- MALTE-BRUN, C., 1807(b), *Tableau de la Pologne ancienne et moderne*, Paris, Tardieu et Nicolle, 498 p.
- MALTE-BRUN, C. et MENTELLE, E., An XII (1803(a)), *Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde*, Tome I, Paris, Tardieu et Laporte, 555 p.
- MALTE-BRUN, C. et MENTELLE, Edme, An XII (1803(b)), *Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde*, Tome 2 Europe, Russie, Suède et Danemarck, Paris, Tardieu et Laporte, 555 p.
- MALTE-BRUN, C. et MENTELLE, E., 1816, *Géographie universelle ancienne et moderne, mathématique, physique, statistique, politique et historique des cinq parties du monde*, tome 16, Paris, chez Desray, 664 p.
- MENTELLE, E., 1825, *Géographie physique, historique et statistique de la France* (troisième édition), Paris, Guillaume, 604 p.
- MENTELLE, E., 1804, *Géographie physique, historique, statistique et topographique de la France, en cent-huit départemens et de ses colonies*, Paris, Guilleminet, 590 p.
- MENTELLE, E., 1797, *Considérations générales sur l'Instruction Publique. Mémoire lu à la Classe des Sciences morales et politiques de l'Institut National*, le 17 fructidor de l'an V, Paris, L'Auteur et Dessene.
- MENTELLE, E., an V, *Décade philosophie, littéraire et politique*, pp. 11-13. (Cité dans Nordman, D, 1994)
- MENTELLE, E., 1792, *Géographie ancienne*, in *Encyclopédie méthodique*, Paris, chez Panckoucke, tome 3.
- MENTELLE, E., 1791, *Méthode courte et facile pour apprendre aisément et retenir sans peine la nouvelle géographie de la France*.
- MENTELLE, E., 1789, *Géographie ancienne*, in *Encyclopédie méthodique*, Paris, chez Panckoucke et Liège, chez Plomteux, tome 2.
- MENTELLE, E., 1787, *Géographie ancienne*, in *Encyclopédie méthodique*, Paris, chez Panckoucke et Liège, chez Plomteux, tome 1.
- MENTELLE, E., 1785, *Géographie comparée ou Analyse de la géographie ancienne et moderne des peuples de tous les pays et de tous les âges*, tome « Turquie d'Europe », Lyon, chez L'Auteur et Nyon, 267 p.
- MENTELLE, E., 1781, *Cosmographie élémentaire, divisée en parties astronomique et géographique*, Paris, L'Auteur, 429 p.
- NORDMAN, D., 1994, *L'École Normale de l'an III. Leçons d'histoire, de géographie, d'économie politique. Édition annotée des cours de Volney, Buache de La Neuville, Mentelle et Vandermonde avec introductions et notes* (directions de l'ensemble du volume « Introduction générale. Les sciences morales et politiques à l'École Normale », et édition des « Leçons de géographie de Buache et Mentelle » en collaboration avec François Labourie), Paris, Dunod, in-4°.
- PETERMANN, A., 1855-1860, *Petermann Geographische Mittheilungen*, Gotha, Haack, vol. 1-6.
- THEODORIDES, J., 1972, *Alexandre de Humboldt observateur de la France de Louis-Philippe (Rapports diplomatiques inédits) 1835-1847*, Paris, Édition A. Pedone, 196 p.
- THEODORIDES, J., 1988, *Alexandre de Humboldt observateur de la France de Louis-Philippe. Rapports diplomatiques inédits pour l'année 1841*, Paris, Revue d'histoire diplomatique, 1988, n°1-2, pp. 35-66.
- RITTER, C., 1974, *Introduction à la géographie générale et comparée*, traduction de Danielle Nicolas-Obadia, introduction et notes de Georges Nicolas-Obadia, Paris, Annales Littéraires de l'Université de Besançon, Les Belles Lettres, 255 p.
- RITTER, C., 1863, *Europa. Vorlesungen an der Universität zu Berlin gehalten* (hrsg. von H. Daniel), Berlin, Reimer, 420 p.
- RITTER, C., 1862, *Allgemeine Erdkunde. Vorlesungen an der Universität zu Berlin gehalten*, Berlin, Reimer Verlag, 240 p.
- RITTER, C., 1861, *Geschichte der Erdkunde und der Entdeckungen, Vorlesungen an der Universität zu Berlin gehalten*, Berlin, Reimer Verlag, 265 p.
- RITTER, C., 1859, *De la configuration des continents à la surface du globe et de leurs fonctions dans l'histoire*, avec un préambule d'Elisée Reclus, *Revue germanique*, pp. 241-267 (mémoire présenté à l'Académie des Sciences de Berlin en 1850).
- RITTER, Carl, 1858, « Klein-Asien », *Die Erdkunde im Verhältniss zur Natur und zur Geschichte des Menschen, oder allgemeine, vergleichende Geographie, als sichere Grundlage des Studiums und Unterrichts in physikalischen und historischen Wissenschaften*, vol. XVIII, Berlin, Georg Reimer, 1024 p.
- RITTER, C., 1855, « Über einige verschiedenartige charakteristische Denkmale des nördlichen Syriens », in *Abhandlungen der Königlich Preussischen Akademie der Wissenschaften* (1855), Berlin, pp. 333-363.
- RITTER, Carl, 1852(a), *Einleitung zur allgemeinen vergleichenden Erdkunde und Abhandlungen zur Begründung einer mehr wissenschaftlichen Behandlung der Erdkunde*, Berlin, Georg Reimer, 246 p.
- RITTER, C., 1852(b), *Vergleichende Erdkunde der Sinai-Halbinsel, von Palästina und Syrien, dritter Band, Judäa*,



- Samaria, Galiläa. Mit einem Plan von Jerusalem und einer Karte von Galiläa*, Berlin, G. Reimer, 834 p.
- RITTER, C., 1852(c), *Über die geographische Verbreitung der Baumwolle und ihr Verhältniss zur Industrie der Völker aller und neuer Zeit Erster Abschnitt*, Vorgetragen in der königl. Akademie der Wissenschaften zu Berlin am 18. Juli 1850 und 10. November 1851, pp. 297-359.
- RITTER Carl, 1847, « Über die geographische Verbreitung von Kameel und Dattelpalme in ihren Beziehungen zum primitiven Völkerleben des Nomadisirens wie der Festsiedlung », in *Bericht über die zur Bekanntmachung geeigneten Verhandlungen der Königlich Preussischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin* ; 1847 ; S. 8-14.
- RITTER, C., 1846, « Über die afrikanische Heimat des Kaffebaums (*coffea arabica*) », in *Bericht über die zur Bekanntmachung geeigneten Verhandlungen der Königlich Preussischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin* ; 1846 ; S. 237-238.
- RITTER, Carl, 1844, « Über die Verbreitung des Ölbaums. Aus einer Abhandlung über die asiatische Heimat und die geographische Verbreitung der Platane, des Oliven- und Feigenbaums, der Granate, Pistacie und Cypresse in der alten Welt », in *Bericht über die zur Bekanntmachung geeigneten Verhandlungen der Königlich Preussischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin* ; 1844 ; S. 171-181
- RITTER, Carl, 1841, « Über die geographische Verbreitung des Zuckerrohrs (*Saccharum officinarum*) in der Alten Welt vor dessen Verpflanzung in die Neue Welt », in *Abhandlungen der Königl. Preussischen Akademie der Wissenschaften zu Berlin* ; 1839 ; S. 305-412.
- RITTER, C., 1833, *Über das historische Element in der geographischen Wissenschaft : Eine in der Königl. Preussischen Akademie der Wissenschaften gelesene Abhandlung*, Berlin, Königl. Preussische Akademie der Wissenschaften, 27 p.
- RITTER, C., 1832, « Entwurf zu einer Karte vom ganzen Gebirgssystem des Himalaja nebst dem Specialblatte eines Theiles desselben um die Quellen des Ganges, Indus und Sutludsch », in *Abhandlungen der Königl. Preussischen Akademie der Wissenschaften* (1832), pp. 95-119.
- RITTER, Carl, 1806, « Einige Bemerkungen über den methodischen Unterricht in der Geographie », *Zeitschrift für Pädagogik, Erziehungs- und Schulwesen*, vol. 7, 1806 / 2, p. 198-219.
- RITTER, C., 1804-1807, *Europa, ein geographisch-statistisches Gemälde für Freunde und Lehrer der Geographie, für Jünglinge, die ihren geographischen Cursus vollendeten, bey jedem Lehrbuche zu gebrauchen*, Berlin, Band 1 (1804) : 496 p., Band 2 (1807) : 603 p.
- SCHRADER, F. et VIVIEN de SAINT-MARTIN, L., 1912, *Atlas Universel de géographie*, Paris, Hachette, 90 planches.
- VIVIEN de SAINT-MARTIN, L., 1845, *Histoire des découvertes géographiques des nations européennes dans les diverses parties du monde*, Paris, Arthus-Bertrand, tome 2
- VIVIEN de SAINT-MARTIN, L., 1851, *Les sciences historiques et géographiques envisagées dans leur mouvement actuel chez les différents peuples de l'Europe*, Paris, Arthus Bertrand.
- VIVIEN de SAINT-MARTIN, 1863 *L'Année géographique : revue annuelle des voyages de terre et de mer ainsi que des explorations, missions, relations et publications diverses relatives aux sciences géographiques et ethnographiques*, Paris, Hachette, tome 1.
- VIVIEN de SAINT-MARTIN, Louis, 1873, *Histoire de la géographie et des découvertes géographiques depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Paris, Hachette, 615 p.
- VIVIEN de SAINT-MARTIN, 1874, *Atlas dressé pour l'histoire de la géographie et des découvertes géographiques depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Paris, Hachette, 13 cartes.

## 2 – Corpus secondaire

- BALBI, A., 1833, *Abrégé de géographie rédigé sur un nouveau plan d'après les derniers traités de paix et les découvertes les plus récentes*, Paris, Jules Renouard, 1392 p.
- BARBIÉ DU BOCAGE, Jean-Denis, 1782, Auteur du texte, « Plan particulier du détroit des Thermopyles dressé uniquement sur les rapports des auteurs anciens et seulement pour le temps de l'invasion de Xerxès dans la Grèce / d'après Hérodote, Livre VII. [1 : 17 000 env. Par Barbié du Bocage] ».
- BERGHAUS, H., 1830-1843, *Annalen der Erd-, Völker- und Staatenkunde*, Berlin, Reimer Verlag, 28 volumes.
- BORDA, CONDORCET, LAGRANGE, LAPLACE & MONGE, 1791, *Rapport fait à l'Académie des sciences, sur le choix d'une unité de Mesures*, Paris.
- BUACHE, Ph., 1752, « Essai de géographie physique, où l'on propose des vues générales sur l'espèce de Charpente du Globe, composée des chaînes de montagnes qui traversent les mers comme les terres, avec quelques considérations particulières sur les différents bassins de la mer, et sur sa configuration intérieure », *Compte-Rendus et Mémoires de l'Académie Royale des Sciences*, 399-416.
- BÜSCHING, A. F., 1787-1805, *Erdbeschreibung*, Hamburg, Hamburg, 11 vol.

- CAILLE, R., 1830, *Journal d'un voyage à Temboctou et à Jenné dans l'Afrique centrale : précédé d'observations faites chez les Maures Braknas, les Nalous et d'autres peuples, pendant les années 1824, 1825, 1826, 1827, 1828. ; avec une carte itinéraire et des remarques géographiques par M. Jomard*, Paris, Imprimerie royale, volume 3.
- COMTE, A., 1830-1842, *Cours de philosophie positive*, Paris.
- CONDER J., 1834, *Dictionary of geography, ancient and modern*, London, T. Tegg, 724 p., [ <http://catalog.hathitrust.org/Record/008588208> ], consulté le : 28 avril 2014.
- CONDORCET, 1791, *Discours à l'Assemblée nationale du 26 mars 1791*, Paris.
- Description de l'Égypte ou Recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Égypte pendant l'expédition de l'armée française*, publiée par C.L.F. Panckoucke en 1821, seconde édition, Paris, tome 1 Antiquités-Descriptions, 445 p.
- D'ALEMBERT, J. et DIDEROT, D., 1751, *L'Encyclopédie ou Dictionnaire des sciences, des arts et des métiers, par une Société de Gens de Lettres*, Paris, Briasson, David, Le Breton et Durand, Tome Premier, 916 p.
- DUBOIS, M., 1894, *Leçon d'ouverture du cours de géographie coloniale*, Armand Colin.
- FICHTE, J. G., 2008 [1808], *Reden an die deutsche Nation*, Hamburg, Meiner Verlag, 346 p.
- GALETTI, J., 1822, *Allgemeines geographisches Wörterbuch oder alphabestische Darstellung aller Länder, Städte, Flecken, Dörfer, Ortschaften, Meere, Flüsse, usw*, Pesth, Hartlebens Verlag, 3 volumes.
- GASPARI, A. Ch., 1797-1805, *Vollständiges Handbuch der neuesten Erdbeschreibung*, Weimar, 1797-1805, 4 vol.
- GEOFFROY SAINT-HILAIRE, I., 1829, « Rapport fait à l'Académie des Sciences sur les opérations de la Commission des Sciences et des Arts en Morée, et en particulier sur les travaux de la section dirigée par M. Le Colonel Bory de Saint-Vincent », in *Moniteur*, Paris, Agasse, 18 p.
- GUADET, J., 1820, *Dictionnaire universel abrégé de géographie ancienne comparée*, Paris, Desray, 484 p.
- GUTSMUTHS, Johann Christoph Friedrich, *Kurzer Abriss der Erdbeschreibung : als Leitfaden und Memorienbuch für Schule*, (1819), 2<sup>ème</sup> éd., Leipzig, 1821.
- HASSEL, G., *Vollständiges Handbuch der neuesten Erdbeschreibung und Statistik*, Berlin, 1816-1817, 2 vol.
- HOFFMANN, J. G., 1817, *Übersicht der Bodenfläche und Bevölkerung des Preussischen Staats*, Berlin.
- HUGO, V. (1869 (1829)), *Orientales*, Paris, Hetzel et Cie, 226 p.
- KANT, I., 1997, *Critique de la raison pure*, Traduction et présentation d'Alain Renaut, Paris, Aubier, 749 p. (première édition 1781 et 1787)
- KANT, I., 1905, *Physische Geographie*, herausgegeben von Paul Gedan, Leipzig, Verlag der Derr'schen Buchhandlung, 386 p.
- KANT, I., 1784(a), *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, traduit par J.-M. Muglioni, édition de 1988, Paris, Bordas, 112 p.
- KANT, I., 1784(b), « Qu'est-ce que les Lumières ? », in *Berlinische Monaschrift*.
- KRUG, L., 1823 *Neues topographisch-statistisch-geographisches Wörterbuch des Preussischen Staats*, Halle, August Kümmel, 5 Bänder.
- LAMARCK, J.-B. P. A. de Monet de, 1820, *Système analytique des connaissances positives de l'homme: restreintes à celles qui proviennent directement ou indirectement de l'observation*, numérisé par le CHRS en 2001, 364 p. URL : [http://www.lamarck.cnrs.fr/ouvrages/docpdf/Systeme\\_analytique\\_connaissances.pdf](http://www.lamarck.cnrs.fr/ouvrages/docpdf/Systeme_analytique_connaissances.pdf) (consulté le 21/07/2014)
- LANGLOIS, H., ND, *Nouveau dictionnaire universel, usuel et complet de géographie moderne*, Paris, Langlois Père, 4 volumes.
- LANGLOIS, H., 1830, *Dictionnaire classique et universel de géographie moderne*, Paris, Langlois Père, 2 tomes.
- MILTENBERG, W. A., 1815, *Die Höhen der Erde oder systematisches Verzeichniss der gemessenen Berghöhen und Beschreibung der bekanntesten Berge der Erde, nebst einem Anhang, enthaltend die Höhen von vielen Städten, Thälern*, Frankfurt am Main, Brönnner, 144 p.
- PERROT, A.-M., 1857, *Nouveau dictionnaire de géographie universelle : description physique, politique et historique de toutes les parties du monde*. Paris, Renault et Cie.
- PINKERTON, J., 1802, *Modern Geography. A Description of the Empires, Kingdoms, States and Colonies ; with the Oceans, Seas and Isles ; in All Parts of the World : Including the Most recent Discoveries, and Political Alterations*, Londres, 2 volumes.

- RATZEL, F., 1891, *Anthropogeographie*, Stuttgart, J. Engelhorn, In-8.
- RATZEL, F., 1923 (1897), *Politische Geographie*, München und Berlin, Oldenburg, 626 p.
- SANTAREM, vicomte de, M.F., 1848-1852, *Essai sur l'histoire de la cosmographie et de la cartographie pendant le moyen-âge ; et sur les progrès de la géographie après les grandes découvertes du XV<sup>e</sup> siècle*, Paris, Maulde et Renou, 3. vol.
- SANTAREM, vicomte de, M.F., 1842, *Recherches sur la priorité de la découverte des pays situés sur la côte Occidentale d'Afrique, au-delà du cap Bojador, et sur les progrès de la science géographique, après les navigations des portugais au XV<sup>e</sup> siècle, accompagnées d'un atlas composé de mappemondes, et de cartes pour le plupart inédites, dressées depuis le XI<sup>e</sup> siècle jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fain et Thunot.
- SANTAREM, vicomte de, M.F., 1842, *Atlas composé de cartes du XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, pour la plupart inédites et devant servir de preuves à l'ouvrage sur la priorité de la découverte de la côté occidentale d'Afrique au-delà du cap Bojador*, Paris, Fain et Thunot.
- SIEBOLD, Philipp Franz Balthazar, 1843, *Lettre sur l'utilité des musées ethnographiques et sur l'importance de leur création dans les états Européens qui possèdent des colonies, ou qui entretiennent des relations commerciales avec les autres parties du monde*, à M. E. François Jomard, Duprat, 34 p.
- SIMENCOURT, A.-H., 1830, *Atlas classique de géographie ancienne, moderne et du moyen âge ; à l'usage des collèges royaux et des institutions, pour suivre les cours de géographie et d'histoire*, Paris, Langlois.
- VOLNEY, M. C. F., 1787, *Voyage en Syrie et en Égypte, pendant les années 1783, 1784 & 1785*, Paris, Volland et Desenne, 2 tomes.
- VOSGIEN, L., 1825 *Dictionnaire géographique ou Description de toutes les parties du monde*, Nouvelle édition précédée d'un précis de géographie par J. D. Goigoux, Paris, Ménard et Dessenne, 672 p.
- WALCKENAER, Ch.-A., 1821 *Recherches géographiques sur l'intérieur de l'Afrique septentrionale, comprenant l'Histoire des voyages entrepris ou exécutés jusqu'à ce jour pour pénétrer dans l'intérieur du Soudan ; l'exposition des systèmes géographiques qu'on a formés sur cette contrée ; l'analyse de divers itinéraires arabes pour déterminer la position de Timbouctou et l'examen des connaissances des anciens relativement à l'intérieur de l'Afrique ; suivies d'un Appendice contenant divers itinéraires traduits de l'arabe par M. le baron Sylvestre de Sacy et M. de La Porte, et plusieurs autres relations ou itinéraires également traduits de l'arabe, ou extraits des voyages les plus récents... Par C.-A. Walckenaer,....*, Paris, impr. de F. Didot.
- WALCKENAER, Ch.-A., 1839, *Géographie ancienne historique et comparée des Gaules cisalpine et transalpine ; suivie de l'Analyse géographique des itinéraires anciens, et accompagnée d'un atlas de 9 cartes. Tome 2 / par M. le baron Walckenaer,....*, Paris, P. Dufart.
- Le Palais de cristal. *Journal illustré de l'Exposition universelle*. Album de l'exposition, 1851, Paris, 366 p. URL : <http://cnum.cnam.fr/redir?FOLXAE2> (consulté le 13/05/2014)
- ZEUNE, A., 1808, *Gea : Versuch einer wissenschaftlichen Erdbeschreibung*, Berlin.
- ZEUNE, A., 1815, *Der Rheinstrom, Deutschlands Weinstrom, nicht Deutschlands Rainstrom*, Berlin.
- ZIMMERMANN, E., 1790, *Annalen der Geographie und Statistik*, Erster Band, Braunschweig, Leipzig, 580 p.
- ZIMMERMANN, E., 1791, *Annalen der Geographie und Statistik*, Zweiter Band, Braunschweig, Leipzig, 592 p.
- ZIMMERMANN, E., 1792, *Annalen der Geographie und Statistik*, Dritter Band, Braunschweig, Leipzig, 578 p.

## B) Bibliographie générale

- APRILE, S., 2010, *La Révolution inachevée 1815-1870*, ouvrage dirigé par Henry Rousso, collection *Histoire de France* sous la direction de Joël Cornette, Paris, Belin, 670 p.
- BACHELARD, G., 1960, *La formation de l'esprit scientifique, contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Vrin, 256 p.
- BAULIG, H., 1956, *Vocabulaire franco-anglo-allemand de géomorphologie*, Paris, Les Belles Lettres, 229 p.
- BAYLY, C., 2004, *The Birth of the Modern World, 1780-1914 : global connections and comparisons*, Blackwell Publishing, 540 p.
- BEAUREPAIRE, P.-Y., 2002, *La plume et la toile : pouvoirs et réseaux de correspondance dans l'Europe des Lumières*, Arras, Artois presses université, 343 p.
- BECK, H., 1985, *Alexander von Humboldts Amerikanische Reise*, Stuttgart, Thienemann, 368 p.
- BECK, H., 1982, *Große Geographen, Pioniere, Außenseiter, Gelehrte*, Berlin, Dietrich Reimer Verlag, 294 p.
- BECK, H., 1979, *Carl Ritter. Genius der Geographie*, Berlin, Dietrich Reimer Verlag, 132 p.
- BECK, U., 2003, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Alto/Aubier, 564 p.

- BELL, M., BUTLIN, R.A. et HEFFERNAN, M.J. (ed.), 1995, *Geography and Imperialism 1820-1940*, Manchester, Manchester University Press, 338 p.
- BERDOULAY, V., 1995, *La formation de l'école française de géographie. 1870-1914*, Paris, CTHS, 253 p.
- BERTHELOT, J.-M., 2001, *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 593 p.
- BERTHELOT, J.-M. (dir.), 2003, *Figures du texte scientifique*, Paris, Presses Universitaires de France, 312 p.
- BESSE, J.-M., 2003(a), *Les grandeurs de la Terre, aspects du savoirs géographiques à la Renaissance*, Lyon, ENS Éditions, 420 p.
- BESSE J.-M., 2003(b), *Face au monde. Atlas, jardins, géoramas*, Paris, Desclée de Brouwer, collection "Arts et esthétique", 244 p.
- BESSE, J.-M., 2004, « Le lieu en histoire des sciences. Hypothèses pour une approche spatiale du savoir géographique au XVIème siècle », in *MEFRIM*, tome 116 – 2, pp. 401-422.
- BESSE, J.-M., BLAIS, H., SURUN, I. (dir.), 2010, *Naissances de la géographie moderne (1760-1860). Lieux, pratiques et formations des savoirs de l'espace*, Lyon, ENS Éditions, 286 p.
- BLAIS, H., DEPREST, F. et SINGARAVELOU, P. (dir.), 2011, *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 336 p.
- BLAIS, H., 2008(a), « Fortifier Alger ? Le territoire de la colonie en débat vers 1840 », in *Mappemonde*, 91 (2008 : 3), 11 p.
- BLAIS, H., 2008(b), « Qu'est-ce qu'Alger ? Le débat colonial sous la monarchie de Juillet », in *Romantisme*, 139 (2008-1), pp. 19- 32.
- BLAIS, H., 2005, *Voyages au Grand Océan. Géographies du Pacifique et colonisation 1815-1845*, Paris, C.T.H.S. Géographie, 351 p.
- BLAIS, H. et LABOULAIS, I. (dir.), 2006(a), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, 349 p.
- BLAIS, H., LABOULAIS, I., 2006(b), « Les figures de la géographie moderne : fragments et régularités », in : BLAIS, H. et LABOULAIS, I. (dir.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, p. 9-60.
- BLANCKAERT, C., 2013, « L'apport de l'histoire des sciences de l'Homme à la compréhension des sciences humaines et sociales », in *1970-2010. Les sciences de l'Homme en débat* dir. par Yann Brailowsky et Hervé Inglebert, Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest, pp. 424-438.
- BLANCKAERT, C., 1999, « L'histoire générale des science de l'homme. Principes et périodisation », in *L'histoire des sciences de l'homme. Trajectoire, enjeux et questions vives*, sous la direction de C. Blanckaert, L. Blondiaux, L. Loty et M. Renneville, Paris, L'Harmattan, pp. 23-60.
- BLANCKAERT, C. (dir.), 1996(a), *Le terrain des sciences humaines. Introductions et enquêtes (XVIIIè-XXè siècles)*, Paris, L'Harmattan, 404 p.
- BLANCKAERT, C., 1996(b), « Histoires du terrain entre savoirs et savoir-faire », in *Le terrain des sciences humaines. Introductions et enquêtes (XVIIIè-XXè siècles)*, sous la direction de Cl. Blanckaert, Paris, L'Harmattan, pp. 9-55.
- BLOCH, M., 1928, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, t. 46, pp. 15-50.
- BOTTING, D., 1988, *Humboldt, un savant démocrate*, traduction de *Humboldt and the Cosmos*, 1973, par Martine Duponey, Paris, Belin, 295 p.
- BOURDIEU, P., 2001, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 239 p.
- BOURDIEU, P., 1984, *Homo academicus*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, 302 p.
- BOURDIEU, P., 1975, « La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison », *Sociologie et société*, vol. 7, n°1, pp. 91-118.
- BOURGUET, M.-N., LEPETIT, B., NORDMAN, D., SINARELLIS, M. (dir.), 1998, *L'invention scientifique de la Méditerranée : Égypte, Morée, Algérie*, Paris, E.H.E.S.S., 325 p.
- BOURGUET, M.-N., LICOPPE, C., 1997, « Voyages, mesures et instruments: Une nouvelle expérience du monde au Siècle des lumières », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 52e Année, No. 5 (Sep. - Oct., 1997), pp. 1115-1151. URL: <http://www.jstor.org/stable/27585505>
- BOURGUET, M.-N., LICOPPE, C. et SIBUM, O., 2002, *Instruments, travel and science : itineraries of precision from the seventeenth to the twentieth century*, London - New York, Routledge, 303 p.
- BOURGUET, M.-N., 1998, « De la Méditerranée », in Bourguet, Lepetit, Nordman et Sinarellis (dir.), *L'invention scientifique de la Méditerranée : Égypte, Morée, Algérie*, Paris, E.H.E.S.S., pp. 7-30.
- BOURGUET, M.-N., 1996, « L'explorateur », in *L'Homme des Lumières*, sous la direction de M. Vovelle, Paris, Seuil, 483 p.
- BOURGUET, M.-N., 1989, *Déchiffrer la France : la statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 476 p.
- BOURGUIGNAT, N., VENAYRE, S. (dir.), 2007, *Voyager en Europe de Humboldt à Stendhal : contraintes nationales et tentations cosmopolites, 1790-1840*, Paris, Nouveau Monde Editions, 546 p.

- BRAUNSTEIN, J.-F., 2003, « Thomas Kuhn lecteur de Ludwik Fleck », *Archives de Philosophie*, Tome 66, n° 3, 1 septembre 2003, p. 403-422.
- BRET, P., 2003, « L'Égypte de Jomard : la construction d'un mythe orientaliste, de Bonaparte à Méhémet-Ali », in *Romantisme*, 2003, n°120. L'Égypte. pp. 5-14.
- BROC, N., 1991, *Les montagnes au siècle des Lumières*, Paris, Éditions du CTHS, 300 p.
- BROC, N., 1981, « Les grandes missions scientifiques françaises au XIX<sup>ème</sup> siècle (Morée, Algérie, Mexique) et leurs travaux géographiques », in *Revue d'histoire des sciences*, tome 34 n°3-4, pp. 319-358.
- BROC, N., 1976, « Eugène Cortambert et la « Place de la géographie dans la classification des connaissances humaines » (1852) », in *Revue d'histoire des Sciences*, tome 29 n°4, pp. 337-345.
- BROC, N., 1975, « Un bicentenaire : Malte-Brun (1775-1975) », in *Annales de géographie*, année 1975, volume 84, numéro 466, pp. 714-720.
- BROC, N., 1974, « Un Musée de Géographie en 1795 », in *Revue d'histoire des Sciences*, 1974, tome 27 n°1, pp. 37-43.
- BROC, N., 1972, *La géographie des philosophes. Géographes et voyageurs français au XVIII<sup>ème</sup> siècle*, thèse soutenue à l'université Paul Valéry de Montpellier, Lille, Service de reproduction des thèses, 799 p.
- BUTTIMER, A., 2001, « Alexander von Humboldt », Actes d'un colloque dans le cadre du Festival International de Géographie de Saint-Dié, [http://fig-st-die.education.fr/actes/actes 2001/rocques/article.htm](http://fig-st-die.education.fr/actes/actes%202001/rocques/article.htm).
- CABO ASEGUINOLAZA, F., 2011 « The Spatial Turn in Literary Historiography. » *CLCWeb: Comparative Literature and Culture*, 13.5 : <<http://dx.doi.org/10.7771/1481-4374.1903>>
- CAILLE, A. et DUFOIX, S. (dir.), 2013, *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 440 p.
- CALBERAC Y. et DELAGE A. (dir.), 2010, « A quoi sert la géographie ? L'approche spatiale comme moyen de compréhension et d'action sur les sociétés », *Tracés. Revue de Sciences Humaines*, « Volume hors-série : A quoi servent les sciences humaines ? II ».
- CALBERAC, Y., 2010, *Terrains de géographes, géographes de terrain. Communauté et imaginaire disciplinaires au miroir des pratiques de terrain des géographes français au XX<sup>ème</sup> siècle*, Thèse pour l'obtention du grade de docteur en géographie, soutenue à Lyon le 13 décembre 2010 (Lyon 2, Isabelle Lefort). Disponible en ligne : [http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/14/81/PDF/these\\_calberac.pdf](http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/14/81/PDF/these_calberac.pdf)
- CANNADINE, D. (Ed.), 2007, *Empire, the Sea and Global History : Britain's Maritime World, c. 1763-c. 1840*, New-York, Palgrave Macmillan, 159 p.
- CANOVA, N., 2014, *La musique au cœur de l'analyse géographique*, Paris, Édition L'Harmattan, collection Musique et sciences sociales, 220 p.
- CARON, J.-C., VERNUS, M., 1996, *L'Europe au XIX<sup>ème</sup> siècle. Des nations aux nationalismes 1815-1914*, édition de 2004, Paris, Armand Colin U, 477 p.
- CHAPMAN, S., 1959 « Alexandre von Humboldt et l'étude du géomagnétisme », *Ciel et Terre*, vol. 75, pp. 269-284.
- CHAPPEY, J.-L., 2006, « De la science de l'homme aux sciences humaines : enjeux politiques d'une configuration de savoir (1770-1808) », in *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2006, n°15, pp. 43-68.
- CHARLE, C., 2013, « Histoire et histoires : par-delà les nations, comparaisons et frontières », in *1970-2010. Les sciences de l'Homme en débat* dir. par Yann Brailowsky et Hervé Inglebert, Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest, pp. 389-408.
- CHARLE, C., 1996, *Les intellectuels en Europe au XIX<sup>ème</sup> siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, L'univers historique/Seuil, 359 p.
- CHASSAIGNE, P., 2003, *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 319 p.
- CHRISTIN, O. (dir.), 2010, *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines*, Paris, Éditions Métailié, 462 p.
- CLAVAL, P., 2013, « Comment construit-on l'histoire de la géographie ? », in *Terra Brasilis (Nova Serie)*, 2, 18 p.
- CLAVAL, P., 2004, *Histoire de la géographie*, Paris, Presses Universitaires de France collection Que sais-je ?, n°65, 127 p.
- CLAVAL, P., 2001, *Épistémologie de la géographie*, Paris, Nathan, 265 p.
- CLAVAL, P., 1999, *Histoire de la Géographie Française de 1870 à nos jours*, Paris, Collection références, Nathan Université, 543 p.
- CLAVAL, P., 1978, *Espace et pouvoir*, Paris, Presses Universitaires de France, collection Espace et liberté, 257 p.
- CLAVAL, P., 1972, *La pensée géographique. Introduction à son histoire*, Paris, S.E.D.E.S., 116 p.
- CLAVAL, P. et SINGARAVELOU, P., 1995, *Ethnogéographies*, Paris, L'Harmattan, 370 p.
- CLAVAL, P. et STASZAK, J.-F., 2008, « Où en est la géographie culturelle ? » Introduction, *Annales de géographie*, 2008/2 n° 660-661, p. 3-7.
- CLERC, P. (dir), 2012, *Géographies - Épistémologie et histoire des savoirs sur l'espace*, CNED SEDES, 312 p.
- CLERC, P., 2011(a), *Tous colonialistes ? Les géographes français et l'idéologie coloniale*. Communication au colloque « Quand l'injustice crée le droit : le procès des insurgés de Cayenne à Nantes en 1931 », Archives



- départementales de Loire-Atlantique, 14 et 15 avril 2011
- CLERC, P., 2011(b), « Les voyages de Maurice Zimmermann en Afrique du Nord (1908-1930) : pratiques spatiales et découpages de l'espace colonial », in *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, sous la direction de Hélène Blais, Florence Deprest et Pierre Singaravélou, Paris, Éditions de la Sorbonne, pp. 25-189-209.
- CLERC, P., 2008, « Les formes de la domination : paysages ruraux de l'Afrique du Nord », in *Mappemonde*, 91 (2008:3), 10 p.
- CLOUT, H., 2009, *Patronage and the production of geographical knowledge in France. The testimony of the first hundred regional monography (1905-1966)*, Londres, Royal Geography Society, 123 p.
- COLLEY, L., 1992, *Britons. Forging the Nation, 1707-1837*, New Haven, London, Yale University Press, 429 p.
- CRAIG, G.A., 1969, « Engagement and Neutrality in Germany : The Case of Georg Forster, 1754-94 », *The Journal of Modern History*, vol. 41, n°1 (mars 1969), pp. 1-16
- CRONE, G. R., et DAY, E. E. T., 1960, « The Map Room of the Royal Geographical Society », *The Geographical Journal*, mars 1960, vol. 126, n° 1, p. 12-17
- DA COSTA GOMES, P., 1997(a), «Le discours dualiste dans la géographie, de Humboldt à Ritter », in *Les discours du géographe*, sous la direction de J.F. Staszak, Paris, L'Harmattan, pp. 235-254.
- DA COSTA GOMES, P., 1997(b), « Les deux pôles épistémologiques de la modernité. Une lecture des fondements de la géographie chez Kant et Herder », in *Les discours du géographe*, sous la direction de J.F. Staszak, Paris, L'Harmattan, 281 p.
- DE SAUSSURE, F., 2002, *Ecrits de linguistique*, Gallimard, Paris, 353 p.
- DEBARBIEUX, B., 2013, « The various modes of existence of space and the idea of « nation » in the making of European geographies : the case of 20th century French geography », in *Geographica Helvetica*, 68, 2013, pp. 45-49.
- DEBARBIEUX, B., 2012, « Figures et unité de l'idée de montagne chez Alexandre von Humboldt », *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Epistémologie, Histoire de la Géographie, Didactique, article 617, mis en ligne le 21 août 2012, URL : <http://cybergeog.revues.org/25486>
- DEBARBIEUX, B., 2010, « Imaginaires nationaux et post-nationaux du lieu », in *Communications*, 2010/2 n°87, pp. 27-41.
- DEBARBIEUX, B., 2001, « Les montagnes: représentations et constructions culturelles » in Yvette Veyret (dir.), *Les montagnes : discours et enjeux géographiques*, Paris, SEDES, pp. 35-50.
- DEBARBIEUX, B., 1993, « Du haut lieu en général et du mont Blanc en particulier », In: *Espace géographique*. Tome 22 n°1, 1993, pp. 5-13.
- DEBARRE, S., 2011, *Du Méandre à l'Euphrate : l'Anatolie au prisme des savoirs géographiques allemands (1835-1895)*, Thèse de géographie, soutenue à Paris 1, sous la direction de Jean-Louis Tissier.
- DEBARRE, S., 2010, « Carl Ritter », *Hypergéog*, Encyclopédie de la géographie, [En ligne] <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article496>
- DE CERTEAU, M., 1990, *L'invention du quotidien 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 349 p.
- DE DAINVILLE, F., 1964, *Le langage des géographes. Termes, signes, couleurs des cartes anciennes 1500-1800*, Paris, Picard, 384 p.
- DE DAINVILLE, F., 1940, *La géographie des humanistes*, Paris, Beauchesne, 562 p.
- DE L'ESTOILE, B., 2010, *Le goût des Autres. De l'Exposition coloniale aux Arts premiers* (première édition 2007), Paris, Flammarion, 616 p.
- DELAMETHERIE, J.-C., 1905, *Notice d'un voyage aux Tropiques exécuté par MM. Humboldt et Bonpland en 1799, 1800, 1801, 1802, 1803 et 1804*, in Alexandre de Humboldt *Lettres Américaines*, par E.T. Hamy (première édition dans le Journal de Physique, messidor an XII, t. LIX, p. 122-139).
- DENIS, J., 2006. « Les nouveaux visages de la performativité », *Études de communication*, 29, pp. 7-24.
- DEPREST, F., 2011, « Tell et Sahara : le palimpseste d'un premier découpage de l'Algérie coloniale », in *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, sous la direction de Hélène Blais, Florence Deprest et Pierre Singaravélou, Paris, Éditions de la Sorbonne, pp. 25-55.
- DESBOIS, H., 2012, *Les mesures du territoire : aspects techniques, politiques et culturels des mutations de la carte topographique*, Habilitation à diriger des recherches, présentée le 3 décembre 2012 à Lyon, volume 2.
- DETTLEBACH, M., 1996 « Humboldtian Science », in Nicholas Jardine, James Secord et Emma Spary (dir.), *Cultures of Natural History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 287-304.
- DHARAMPAL-FRICK, G., 2008, « Entre orientalisme des Lumières et idéalisme révolutionnaire : Georg Forster et Matthias Sprengel face au colonialisme (1781-1802) », *Revue germanique internationale* [En ligne], 7 | 2008, mis en ligne le 15 mai 2011, consulté le 11 septembre 2012. URL : <http://rgi.revues.org/388>.
- DHOMBRES, J., DHOMBRES, N., 1989, *Naissance d'un nouveau pouvoir : sciences et savants en France 1793-1824*, Paris, Bibliothèque Historique Payot, 938 p.
- DIAS DUARTE, L. F., 2003, « La nature nationale : entre l'universalisme scientifique et la particularité symbolique des nations », *Civilisations*, 52-2.

- DI MEO, G., 2008, « Une géographie sociale entre représentations et action », in *Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, 2008, 23 (Numéro Spécial Représentation, Action, Territoire), pp. 13-21.
- DRAPEYRON, L., 1888, « Les Deux Buache et l'éducation géographique de trois rois de France », Extrait de la *Revue de Géographie*.
- DRAPEYRON, L., 1887, « L'éducation géographiques de trois princes français au XVIIIème siècle, le duc de Berry et les comtes de Provence et d'Artois (Louis XVI, Louis XVIII et Charles X) », in *Revue de Géographie*, vol. 11, juillet-décembre 1887.
- DRIVER, F., 2001, *Geography Militant. Cultures of Exploration and Empire*, London, Blackwell, 258 p.
- DROZ, J., 1945, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 128 p.
- DU BUS, Ch., 1932, *Edme-François Jomard et les origines du cabinet des cartes*, Paris, Imprimerie Nationale, 129 p.
- DUVIOIS, J.-P., MINGUET, C., 1994, *Humboldt, savant citoyen du monde*, Paris, Gallimard, collection Découvertes, 144 p.
- EDNEY, M., 1997, *Mapping an Empire : The Geographical Construction of British India, 1765-1843*, Chicago, University of Chicago Press, 480 p.
- ENGELMANN, G., 1996, « Carl Ritters « Sechs Karten von Europa » », in *Erdkunde*, 1996, volume 20, 2, pp. 104-110.
- ENGELMANN, G., 1983, *Die Hochschulgeographie in Preussen 1810-1914*, Wiesbaden, Steiner Verlag, 184 p.
- ESPAGNE, M., WERNER, M., 1988, *Transferts. Relations interculturelles franco-allemandes (XVIII-XIXème siècle)*, Paris, Ed. Recherches sur les Civilisations, 480 p.
- ETIEMBLE, R., 1988, *Ouverture pour un comparatisme planétaire*, Paris, Bourgeois, 283 p.
- ETTE, O., 2011, « Alexander von Humboldt : Wissenschaft im Feld transareale Wissenschaftsfelder in den Tropen », *Humboldt im Netz*, n°23.
- ETTE, O., 2010, « L'Amérique en Asie. L'expédition russo-sibérienne d'Alexandre von Humboldt dans un contexte transaréal », in J.-M. Besse, H. Blais et I. Surun (dir.), *Naissances de la géographie moderne (1760-1860). Lieux, pratiques et formations des savoirs de l'espace*, Lyon, ENS Éditions, pp. 21-52.
- ETTE, O., 2009, *Alexander von Humboldt und die Globalisierung*, Frankfurt am Main und Leipzig, Insel am Main, 476 p.
- ETTE, O., 2007, « Amerika in Asien. Alexander von Humboldts Asie Centrale und die russisch-siberische Forschungsreise im transarealen Kontext », *Humboldt im Netz*, n°14.
- FALL, J.J., 2013(a), « Tricot français ou mailles anglaises. Dénouer l'emmêlement des biographies, des débats et des géographies », in *Tournant global des sciences sociales*, sous la direction de Alain Caillé et Stéphane Dufoix, Paris, La Découverte, pp. 115-132.
- FALL, J.J., 2013(b), « Thinking spaces of writing and engagement », in *Geographica Helvetica*, 68, pp. 57-59.
- FELSCH, P., 2013, *Comment August Petermann inventa le Pôle Nord*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme [1ère édition allemande 2010], 195 p.
- FERRIERE, H., 2010, « Les géographies de Bory de Saint-Vincent. Construction, présentation, réception », in J.-M. Besse, H. Blais et I. Surun (dir.), *Naissances de la géographie moderne*, Lyon, ENS Éditions, pp. 221-244.
- FERRIERE, H., 2009, *Bory de Saint-Vincent. L'évolution d'un voyageur naturaliste*, Paris, Syllepses, 234 p.
- FEUERHAHN, W. et RABAUULT-FEUERHAHN, P., 2010, « Présentation : la science à l'échelle internationale », in *Revue Germanique Internationale*, 12 (2010), pp. 5-15.
- FIERRO, A., 2007, « Géorama », in *Mappemonde*, 87/3, pp. 33-35.
- FIERRO, A., 1983, *La Société de géographie, 1821-1946*, Genève-Paris, Droz-Champion, 354 p.
- FLECK, L., 2008, *Genèse et développement d'un fait scientifique* (première édition 1935), Paris, Flammarion, 280 p.
- FONTIUS, M. (herausgegeben von), 1999, *Friedrich II. Und die europäische Aufklärung*, Berlin, Duncker und Humblot, 125 p.
- FOUCAULT, M., 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, collection Tel, 362 p.
- FOUCAULT, M., 1969, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, Collection Tel, 288 p.
- FOUCAULT, M., 1966, *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 405 p.
- FOX, C. (dir.), 1992, *London – World City (1800-1840)*, New Haven, London, Yale University Press, 624 p.
- FREMONT, A., 1976, *La région, espace vécu*, Paris, Presses Universitaires de France, 223 p.
- FUKUYAMA, F., 1992, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, coll. Histoire, 452 p.
- GARNER, G., 2008, « Statistique, géographie et savoirs sur l'espace en Allemagne (1780-1820) », *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Epistémologie, Histoire de la Géographie, Didactique, document 433, mis en ligne le 28 novembre 2008, consulté le 24 octobre 2011. URL : <http://cybergeog.revues.org/20883> ; DOI : 10.4000/cybergeog.20883
- GARNER, G., 2006, « La représentation de l'espace dans les discours économique et géographique en Allemagne

- au XVIII<sup>e</sup> siècle », in : BLAIS Hélène et LABOULAIS Isabelle (dir.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, p. 217-233.
- GASCAR, P., 1985, *Humboldt l'explorateur*, Paris, Gallimard collection NRF, 205 p.
- GAUCHET, M., 2003, *La condition politique*, Paris, Gallimard, 557 p.
- GAUCHET, M., 1985, *Le désenchantement du monde. Une histoire politique du religieux*, Paris, NRF Gallimard, 306 p.
- GAYET, M., 2006, *Alexandre de Humboldt, dernier savant universel*, Paris, Vuibert, 412 p.
- GILLI, M., 2005, *Un révolutionnaire allemand. Georg Forster (1754-1794)*, Paris, Editions du CTHS, 735 p.
- GODLEWSKA, A. M. C., 1999, *Geography unbound. French Geographic Science from Cassini to Humboldt*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 443 p.
- GODLEWSKA, A. M. C., 1991, « L'influence d'un homme sur la géographie française : Conrad Malte-Brun (1775-1826) », In: *Annales de Géographie*. 1991, t. 100, n°558. pp. 190-206.
- GOODY, J., 2010, *Le Völ de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, trad. de l'anglais par F. Durand-Bogaert, Paris, Gallimard [éd. orig. 2006]
- GOODY, J., 1979, *La raison graphique, la domestication de la pensée sauvage*, traduction et présentation de Jean Bazin et Alban Bensa, Paris, Les Éditions de Minuit, 274 p.
- GRANGE, J., 2000, Préface et traduction de *Cosmos, Essai d'une description physique du monde*, Paris, Utz, 2 vol., 1166 p.
- GRATALOUP, C., 2013, « Une géographie post-braudélienne », in *Tournant global des sciences sociales*, sous la direction de Alain Caillé et Stéphane Dufoix, Paris, La Découverte, pp. 67-77.
- GRATALOUP, C., 2009, *L'invention des continents : comment l'Europe a découpé le monde*, Paris, Larousse, 224 p.
- GRATALOUP, C., 2007, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, Paris, Armand Colin, collection U, 255 p.
- GRATALOUP, C., 1996, *Lieux d'histoire. Essai de géohistoire systématique*, Montpellier, GIP Reclus, coll.« Espaces Modes d'emploi », 200 p.
- GRIMOULT, C., 2003, *Histoire de l'histoire des sciences: historiographie de l'évolutionnisme dans le monde francophone*, Paris Librairie Droz, 314 p.
- GUEDJ, D., 1997, *La Méridienne*, Paris, Points, 380 p.
- HABERMAS, J., 1989 [1968], *Technik und Wissenschaft als "Ideologie"*, Francfort am Main, Suhrkamp, 287 p.
- HALLAIR, G., 2010, *Histoire croisée entre les géographes français et allemands de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : la géographie du paysage (Landschaftskunde) en question*, Thèse de Géographie, sous la direction de Marie-Claire Robic, soutenue le 9 octobre 2010, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université de Leipzig.
- HAMMACHER, K., 1976, *Universalismus und Wissenschaft im Werk und Wirken der Brüder Humboldt*, Vittorio Klostermann, Frankfurt am Main.
- HAROCHE-BOUZINAC, G., 2002, *L'épistolaire*, Paris, Hachette, 160 p.
- HEADRICK, D. R., 1981, *The tools of Empire. Technology and European Imperialism in the Nineteenth Century*, New-York Oxford, Oxford University Press, 221 p.
- HEBERT, S., 2009, « Ce que la pensée doit au carnet », *Recto/verso. Revue de jeunes chercheurs en critique génétique*, numéro 5, consulté le 25 octobre 2011, URL : <http://www.revuerectoverso.com/spip.php?article162>.
- HEFFERNAN, M., 1998(a), « Geography and imperialism » In GOOD, G., ed., *Sciences of the Earth: An Encyclopedia of Events, People, and Phenomena*, New York, Garland, pp. 287-191.
- HEFFERNAN, M., 1998(b), « The Changing Political Map : Geography, Geopolitics and the Idea of Europe since 1500 », in *An Historical Geography of Europe*, ed. Robin A. Butlin et Robert A. Dodgshon, Oxford, Clarendon Press.
- HEFFERNAN, M., 2005, « Edme Mentelle's Geographies and the French Revolution », in *Geography and Revolution*, ed. David N. Livingstone et Charles W. J. Withers, Chicago, Chicago University Press, pp. 273-303.
- HEFFERNAN, M., 2009. *The cartography of the Fourth Estate: mapping the new imperialism in British and French newspapers c. 1875-1925*. In: AKERMAN, J., ed., *The imperial map: cartography and the mastery of empire*, University of Chicago Press, pp. 261-299.
- HEILRBON, J. et alii, 2009, « Vers une histoire transnationale des sciences sociales », *Sociétés contemporaines* 1/ 2009 (n° 73), pp. 121-145.
- HEILBRON, J., 2008, « Qu'est-ce qu'une tradition nationale en sciences sociales ? », in : *Revue d'histoire des Sciences Humaines*, 2008/1 n°198, pp. 3-16.
- HOHENDORF, G., 1993, « Wilhelm von Humboldt (1767-1835) », in *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée*, Paris, UNESCO, vol. XXIII, n°3-4, pp. 685-696
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH, M. et MILHAUD, O., 2013, « Geography after Babel – a view from the French province », in *Geographica Helvetica*, 68, pp. 51-55.
- HUNT, L., 2013, « Les Cultural Studies (1970-2010) », in *1970-2010. Les sciences de l'Homme en débat*, dir. par



Yann Brailowsky et Hervé Inglebert, Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest, pp. 189-202.

- JACOB, C., 1992, *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*, Paris, Albin Michel, 537 p.
- JACOB, C. (dir.), 2007, *Les lieux de savoir. Tome 1 : Espaces et communautés*, Paris, Albin Michel, 1277 p.
- JACOB, C. (dir.), 2011, *Les lieux de savoir. Tome 2 : Les mains de l'intellect*, Paris, Albin Michel, 986 p.
- JACOB, C., 2014, *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir ?*, OpenEdition Press, 122 p.
- JACOB, F., 1976, *La Logique du vivant*, Paris, Gallimard, 352 p.
- JEISMANN, Michael, 1992, *Das Vaterland der Feinde. Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich 1792-1918*, Stuttgart, Klett-Cotta, 414 p.
- KENNY, K., 2004, *Ireland and the British Empire*, Oxford History of the British Empire, Oxford, Oxford University Press, 296 p.
- KLEMP, E., 1982, « Carl Ritters Bemühungen um die Schaffung einer zentralen kartographischen Sammlung in Berlin nebst einigen Hinweisen zum Nachlass des Jubilars », in Richter H. (dir), 1982, *Carl Ritter. Werk und Wirkungen. Beiträge eines Symposiums im 200. Geburtsjahr des Gelehrten*, Gotha, Hermann Haack, pp. 153-157.
- KORINMAN, M., 1990, *Quand l'Allemagne pensait le monde*, Paris, Fayard, 412 p.
- KRAFT, T., 2013, « Text Karte Politik. Humboldts kritische Kartographie Neu-Spaniens », Vortrag anlässlich der Tagung »Kartographische Episteme - Visuelle Praktiken Alexander von Humboldts« an der Universität Potsdam (1er juin 2013).
- KUHN, T., 1983, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Champs Flammarion, 251 p. (première édition en 1960)
- KURY, L., 1998, « Les instructions de voyage dans les expéditions françaises (1750-1830) », in *Revue d'histoire des sciences*, 51-1, pp. 65-92.
- LABOULAIS-LESAGE, I., 2008, *Les usages des cartes (XVIIè-XIXè siècle). Pour une approche pragmatique des productions cartographiques*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 285 p.
- LABOULAIS-LESAGE, I. (dir.), 2004, *Comblant les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVIè-XXè siècle)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 314 p.
- LABOULAIS-LESAGE, I., 1999, *Lectures et pratiques de l'espace. L'itinéraire de Coquebert de Montbret, savant et grand commis d'Etat (1755-1831)*, Paris, Honoré Champion Éditeur, 753 p.
- LACOSTE, Y., 2003, *De la géopolitique aux paysages. Dictionnaire de la géographie*, Paris, Armand Colin, 413 p.
- LACOSTE, Y., 2002, « Le géographe et le politique », Compte-rendu proposé par Y. CALBERAC d'après des notes d'E. BONERANDI d'une conférence prononcée à l'École normale supérieure Lettres et Sciences Humaines (28/02/2002). En ligne : <http://geoconfluences.ens-lsh.fr/general/geoquest/rm-28-02-02.htm>.
- LACOSTE, Y., 1976, *La géographie ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, François Maspéro, 187 p.
- LAGARDE, L., 2010, « Philippe Buache, ou le premier géographe français, 1700-1773 », *Mappemonde*, 87/2.
- LAKATOS, I., 1994, *Histoire et méthodologie des sciences : programme de recherche et reconstruction rationnelle*, Paris, Presses Universitaires de France, 266 p.
- LAISSUS, Y., 2004, *Jomard, le dernier égyptien*, Paris, Fayard, 654 p.
- LATOUR, B., 1998, *Petite leçon de sociologie des sciences*, Paris, La Découverte/Poche, 251 p.
- LATOUR, B., 1996, « Ces réseaux que la raison ignore – laboratoires, bibliothèques, collections », in *Le pouvoir des bibliothèques. La mémoire des livres dans la culture occidentale*, sous la direction de Christian Jacob et Marc Baratin, Albin Michel, pp.23-46, 1996.
- LATOUR, B., 1989, *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte/Poche, 450 p.
- LATOUR, B., WOOLGAR, S., 1996, *La vie de laboratoire, production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte/Poche, 299 p.
- LEFEBVRE, H., 1959, *La somme et le reste*, Paris, La Nef de Paris Éditions, 2 vol., 788 p.
- LEFORT, I., 2014, « De l'inévitable et heureux inachèvement géographique », in : *L'information géographique*, Paris, Armand Colin, 2014/2, pp. 95-105.
- LEFORT, I., 2011, « Olivier Orain, De plain-pied dans le monde », *Géocarrefour*, Vol. 86/3-4 | 2011, 234-236.
- LEFORT, I., 1990, *La lettre et l'esprit, géographie scolaire, géographie savante, 1870-1970*, Paris, Presses du CNRS, 216 p.
- LEJEUNE, D., 1993, *Les sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au XIXème siècle*, Paris, Albin Michel, 236 p.
- LEJEUNE, D., 1992, « Les membres des sociétés de géographie au XIXème siècle », in *Communications*, 54, 1992. pp. 161-174.
- LENZ, K., 2003, « Erneuerung durch Wandel : Entwicklungsperioden in der Geschichte der Gesellschaft für Erdkunde », in *Die Erde*, 1/2003, pp. 7-16.

- LEPETIT, B., 1998, « Missions scientifiques et expéditions militaires : remarques sur leurs modalités d'articulation », in Bourguet, Marie-Noëlle, *L'invention scientifique de la Méditerranée : Égypte, Morée, Algérie*, pp. 97-116.
- LEVY, J., LUSSAULT, M. (dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1034 p.
- LIVINGSTONE, D. N., 2003, *Putting Science in its Place. Geographies of Scientific Knowledge*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 234 p.
- LIVINGSTONE, D. N., WITHERS, C. W. J., 2005, *Geography and Revolution*, Chicago, Chicago University Press, 433 p.
- LIVINGSTONE, D. N., WITHERS, C. W. J., 1999, *Geography and Enlightenment*, Chicago, Chicago University Press, 455 p.
- LÜDECKE, C., 2002, *Carl Ritters Lehrtätigkeit an der Allgemeinen Kriegsschule in Berlin (1820-1853)*, Berlin, Verlag für Wissenschafts- und Regionalgeschichte, 97 p.
- MARGAIRAZ, D., 2006, « La géographie des administrateurs », in : BLAIS Hélène et LABOULAIS Isabelle (dir.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 185-215.
- MARKHAM, C. R., 2009, *The fifty years' work of the Royal Geographical Society* (1st edition 1881), Cambridge, Cambridge University Press, 255 p.
- MARROU, L., 2005, *La figure de l'archipel*, Inédit scientifique d'HDR, Université de La Rochelle.
- MARROU, L., 1998, « La Macaronésie et les Géographies Universelles Françaises », *Norois*, vol. 180, n° 1, 1998, p. 667-684.
- MARTIN, L. et VENAYRE, S. (dir.), 2005, *L'Histoire culturelle du contemporain*, Paris, Nouveau Monde éditions, 436 p.
- MARTONNE, E. de, 1909, *Traité de géographie physique* (Tome 1: Notions générales, Climat, Hydrographie. Tome 2: Relief du sol. Tome 3: Biogéographie), Paris, Armand Colin.
- MASSARDIER, G., 1996, « Les savants les plus 'demandés'. Expertise, compétences et multipositionnalités. Le cas des géographes dans la politique d'aménagement du territoire. », *Politix*, vol. 9, n°36, p. 163-180.
- MAUSS, M., 1923-1924, *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, édition de 2007, Paris, Presses Universitaires de France, 248 p.
- MONNIER, J.-E., 2013, « Réciprocité dynamique entre l'exploration et la conquête coloniale à Madagascar (1890-1905) », communication dans le cadre du Coloquio Internacional « Conhecimento e Ciência Colonial » (Lisbonne, 26-29 novembre 2013).
- MOUSSA, S., 2003, « Méhémet Ali au miroir des voyageurs français en Égypte », in *Romantisme*, 2003, n°120, pp. 15-25.
- NICOLAS-OBADIA, G., 1984, *L'espace originel*, Berne, Editions Peter Lang SA, 313 p.
- NORA, P., 2004, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 4751 p.
- NORDMAN, D., 2012, « Science et rivalités internationales en Afrique du Nord : la France et l'Allemagne (XVIe - XIXe siècle) », in A. Abdelfettah, A. Messaoudi, D. Nordman (dir.), *Savoirs d'Allemagne en Afrique du Nord XVIIIe-XXe siècle*, Saint-Denis, Bouchène, p. 27-54.
- NORDMAN, D., 2006, « Les sciences historiques et géographiques dans l'Exploration scientifique de l'Algérie (vers 1840 - vers 1860) », in BLAIS, H. et LABOULAIS, I. (dir.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, pp. 235-253.
- NORDMAN, D., 1998, « L'exploration scientifique de l'Algérie : le terrain et le texte », in Bourguet M.-N., Lepetit B., Nordman N. et Sinarellis M. (dir.), *L'invention scientifique de la Méditerranée : Égypte, Morée, Algérie*, Paris, E.H.E.S.S., pp. 71-95.
- NORDMAN, D., 1997, « De quelques catégories de la science géographique. Frontière, région et hinterland en Afrique du Nord (19e et 20 e siècles) », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 1997 (5), p. 969-986.
- NORDMAN, D., 1994, *L'École Normale de l'an III. Leçons d'histoire, de géographie, d'économie politique. Édition annotée des cours de Volney, Buache de La Neuville, Mentelle et Vandermonde avec introductions et notes* (directions de l'ensemble du volume « Introduction générale. Les sciences morales et politiques à l'École Normale », et édition des « Leçons de géographie de Buache et Mentelle » en collaboration avec François Labourie), Paris, Dunod, in-4°.
- NORDMAN, D. et OZOUF-MARIGNIER, M.-V., 1989, *Atlas de la Révolution française*, vol. 4 : *Le territoire* (1). *Réalités et représentations*, Paris, éditions EHESS, 106 p.
- « Observer, enquêter : un "moment 1800 ?" », Journée d'étude du Centre Alexandre Koyré le 17 mai 2003.
- ORAIN, O., 2003, *Le plain-pied du monde. Postures épistémologiques et pratiques d'écriture dans la géographie française au XXème siècle*, thèse dirigée par M.-C. ROBIC, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 405 p.

- PALSKY, G., 1991, « La cartographie statistique de la population au XIXe siècle », *Espace, populations, sociétés*, vol. 9, n° 3, pp. 451-458.
- PALSKY, G., 1996, *Des chiffres et des cartes. Naissance et développement de la cartographie quantitative au XIXème siècle*, Paris, CTHS, 331 p.
- PÄßLER, U., 2010, « Die Perfektibilität des geographischen Raumes. Alexander von Humboldt und Carl Ritter über den zentralamerikanischen Isthmus », *Zeitschrift der Deutschen Gesellschaft für die Erforschung des achtzehnten Jahrhunderts*, Wallstein Verlag.
- PÄßLER, U., 2009, *Ein « Diplomat aus den Wäldern des Orinoko » : Alexander von Humboldt als Mittler zwischen Preußen und Frankreich*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 244 p.
- PÄßLER, U., 2008, « Alexander von Humboldt und die transnationale Wissenschaftskommunikation im 19. Jahrhundert », *Humboldt im Netz*, n°17.
- PEAUD, L., 2014(a) (à paraître), « Du Mexique à l'Oural, l'expertise humboldtienne au service du politique », *Humboldt im Netz*, volume anniversaire en hommage à Ingo Schwarz.
- PEAUD, L., 2014(b) (à paraître), Actes du Colloque « 'Mein zweites Vaterland'... Alexander von Humboldt und Frankreich », sous le titre « Alexander von Humboldt diplomate : la France au prisme de la géopolitique prussienne dans les rapports diplomatiques de 1835-1847 »
- PEAUD, L., 2014(c) (à paraître), Actes du colloque « Voyage » tenu à Bordeaux le 23 novembre 2012, sous le titre « Des émotions du voyageur à la construction d'une géographie du paysage : l'exemple des expéditions humboldtiennes. », Cahiers d'Ades, Bordeaux.
- PEAUD, L., 2014(d) (à paraître), Actes du colloque Humboldt tenu à Paris en juin 2009, sous le titre « La géographie connective ou la géographie au miroir humboldtien ».
- PEAUD, L., 2012, « Le voyage asiatique de Humboldt. Les interactions savoir-pouvoir au prisme de la fabrique géographique moderne. », in *Trajectoires*, revue en ligne du CIERA, 6/2012.
- PEAUD, L., 2011(a), « Le politique, opérateur de la construction des savoirs géographiques modernes : l'exemple des voyages d'Alexander von Humboldt », *Humboldt im Netz*, n°23.
- PEAUD, L., 2011(b), « L'Orénoque plus les épauettes ». *L'incrustation du champ politique dans la construction des savoirs géographiques modernes*, Mémoire de Master 2 sous la direction d'Isabelle Lefort, Lyon, École Normale Supérieure, 117 p.
- PEAUD, L., 2009, *Entre continuité scientifique et révolution épistémologique : la fabrique de la géographie sous la plume d'Alexander von Humboldt*, Mémoire de Master 1 sous la direction d'Isabelle Lefort et de Myriam Houssay-Holzschuh, Lyon, École Normale Supérieure, 92 p.
- PELLETIER, M., 2002, *Les cartes des Cassini. La science au service de l'État et des régions*, Paris, CTHS, collection Format 50, 338 p.
- PELLETIER, Ph., 2011, *L'Extrême-Orient. L'invention d'une histoire et d'une géographie*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2011, 867 p.
- PEREC, G., 2003, *Penser/Classer*, Paris, Seuil, 176 p.
- PERROT, J.-C., 1976, « L'âge d'or de la statistique régionale (an IV - 1804) », in *Annales Historiques de la Révolution Française*, n°224, pp. 215-276.
- PINCHEMEL, P. et PINCHEMEL, G., 2005, *Géographes. Une intelligence de la terre*, Paris, Arguments, 296 p.
- PINCHEMEL, P. et PINCHEMEL, G., 1988, *La Face de la Terre. Éléments de géographie*, Armand Colin, 519 p.
- POUJOL, O., 1994, « L'invention du Massif Central », *Revue de géographie alpine*, vol. 82, 1994/3, p. 49-62.
- PROMIES, W., 1995, « Georg Forster : citoyen du monde ou individu apatride ? », in *Revue Germanique Internationale* [En ligne], 1995, n°3, mis en ligne le 6 juillet 2011, pp. 71-81. URL : <http://rgi.revues.org/484>.
- RAFFESTIN, C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, préface de R. Brunet, Paris, LITEC, Librairies Techniques, collection Géographie économique et sociale, 249 p.
- RAIMBERT, C., 2011, « Lingua(e) geographica, globalité et localité de la pensée géographique », in *Le français à l'université*, 16-02, mis en ligne le 29 mars 2012.
- RAJ, K., 1997, « La construction de l'empire de la géographie, l'odyssée des arpenteurs de sa Très Gracieuse Majesté, la reine Victoria, en Asie Centrale », *Annales. Histoire, science sociales*, vol. 20, n°5, pp. 1153-1180.
- RANCIERE, Jacques, 1992, *Les mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Seuil., Paris, coll. « La librairie du XXè siècle », 214 p.
- RAPHAEL, L., 1995, « Freiheit und Wohlstand der Nation. Alexander von Humboldt Analyse der politischen Zustände Amerikas und das politische Denken seiner Zeit », in *Historische Zeitschrift*, n°3, pp. 749-776.
- REY, A., 2011, *Dictionnaire amoureux des dictionnaires*, Paris, Plon, 1008 p.
- RICŒUR, P., 2004, *Parcours de la reconnaissance. Trois études*, Paris, Les Essais, Stock, 387 p.
- RICŒUR, P., 1986, *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*, Paris, Points, 452 p.
- RICOEUR, P., 1985, *Temps et récit 3 : Le temps raconté*, Paris, Seuil (coll. « L'ordre philosophique »), 473 p.
- RICHTER, H., 1982 (herausgegeben von), *Carl Ritter. Werk und Wirkungen. Beiträge eines Symposiums im 200. Geburtsjahr des Gelehrten*, Gotha, Hermann Haack, 254 p.
- ROBIC, M.-C., 2013, « Connaître son monde. Les géographes et les savoirs géographiques en congrès

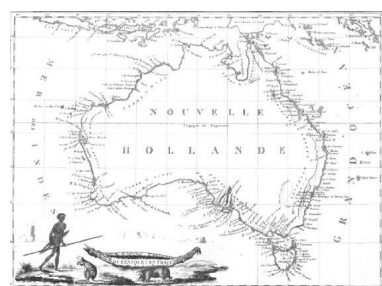
- internationaux : spatialités et géographismes », in *Terra Brasilis (Nova Serie)*, 2, pp. 2-26.
- ROBIC, M.-C., 2010, « A propos de transferts culturels. Les congrès internationaux de géographie et leurs spatialités », in *Revue Germanique Internationale*, 12 (2010), pp. 33-45.
- ROBIC, M.-C. (dir.), 2006(a), *Couvrir le monde. Un grand XXème siècle de géographie française*, Paris, ADPF – Ministère des Affaires Étrangères, 232 p.
- ROBIC, M.-C., 2006(b), « Approches culturelles de l'histoire de la géographie en France. Au-delà du provincialisme, construire des géographies plurielles », *Inforgéo*, 18-19 (Silva Telles e os 100 Anos de Ensino Superior da Geografia em Portugal), Lisbonne, pp. 53-76.
- ROBIC, M.-C., 2004, « Rencontres et voisinages de deux disciplines », in *Ethnologie française*, 2004/4 Vol. 34, p. 581-590. DOI : 10.3917/ethn.044.0581
- ROBIC, M.-C. (dir.), 2001, *Le Tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache. Dans le labyrinthe des formes*, Paris, Editions du CTHS, 299 p.
- RUF, W., 2000, « La conception de la nation en France et en Allemagne », in *Hommes et migrations*, numéro thématique « Regards croisés France-Allemagne », n°1223, pp. 12-19.
- SAADIA, E., 1997, « Tableaux géographiques d'Alexander von Humboldt », in *Les discours du géographe*, sous la direction de J.-F. Staszak, Paris, L'Harmattan, pp. 69-87.
- SACHS, A., 2007, *The current Humboldt. A European Explorer and his American Disciples*, Oxford, Oxford University Press, 496 p.
- SAID, E., 2003, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* (première édition 1978), Paris, Le Seuil, 578 p.
- SCHAMA, S., 1999, *Le paysage et la mémoire*, Paris, Seuil, 1999, 720 p.
- SCHARFENORT, V., 1910, *Die Königlische Preußische Kriegsakademie 1810*, Berlin, Ernst Siegfried Mittler und Sohn, 393 p.
- SCHALENBERG, M. et VOM BRUCH, R., 2004, « London, Paris, Berlin. Drei wissenschaftliche Zentren des frühen 19. Jahrhunderts im Vergleich. », in Richard van Dülmen et Sina Rauschenbach (Hg.), *Macht des Wissens. Die Entstehung der modernen Wissensgesellschaft*, Köln, Weimar, Wien, Böhlau Verlag, pp. 681-699.
- SCHLÖGEL, K., 2006, *Im Raume lesen wir die Zeit. Über Zivilisationsgeschichte und Geopolitik* (première édition : 2003), Frankfurt am Main, Fischer Verlag, 567 p.
- SCHOEPS, J.H., 2001, *Preussen. Geschichte eines Mythos*, Berlin-Brandenburg, be.bra Verlag, 247 p.
- SCHRÖDER, I., 2011, *Das Wissen von der ganzen Welt. Globale Geographien und räumlich Ordnungen Afrikas und Europas 1790-1870*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 411 p.
- SCHULZE, H., 2007, *Kleine deutsche Geschichte*, München, Verlag C.H. Beck, 281 p.
- SIGRIST, R., 2013, « Les communautés savantes européennes à la fin du siècle des Lumières », in *Mappemonde* 110 (2013:2), 20 p.
- SINGARAVELOU, P. (dir.), 2008, *L'Empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation, XIXè-XXè siècle*, Paris, Belin collection Mappemonde, 287 p.
- STASZAK, J.-F. (dir.), 2001, *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, 313 p.
- STENGERS, I. (dir.), 1988, *D'une science à l'autre. Des concepts nomades*, Paris, Seuil, 388 p.
- STERNHELL, Z., 2010, *Les Anti-Lumières. Une tradition du XVIIIème siècle à la guerre froide*, Paris, Folio Histoire (1ère édition 2006), 944 p.
- SUCKOW, C., 2006, « Prinz Humboldt », *Humboldt im Netz*, n°13.
- SURUN, I., 2006(a), « Les sociétés de géographie dans la première moitié du XIXème siècle. Quelle institutionnalisation pour quelle géographie ? », in BLAIS, H. et LABOULAIS, I. (dir.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 113-130.
- SURUN, I., 2006(b), « L'exploration de l'Afrique au XIXè siècle : une histoire pré coloniale au regard des postcolonial studies », in *Revue d'histoire du XIXè siècle*, n°32, 2006/1, pp. 21-39.
- SURUN, I., 2006(c), « Du texte au terrain : reconstituer les pratiques des voyageurs (Afrique occidentale, 1790-1880) », in *Sociétés & Représentations*, 2006/1 n°21, pp. 213-223.
- SURUN, I., 2003, *Géographies de l'exploration. La carte, le terrain et le texte (Afrique occidentale 1780-1880)*, Thèse dirigée par Daniel Nordman, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- SURUN, I., 2002, « La découverte de Tombouctou : déconstruction et reconstruction d'un mythe géographique », in *L'Espace géographique*, 2002/2, tome 31, pp. 131-144.
- THEODORIDES, J., 1988, *Alexandre de Humboldt observateur de la France de Louis-Philippe. Rapports diplomatiques inédits pour l'année 1841*, Paris, Revue d'histoire diplomatique, 1988, n°1-2, pp. 35-66.
- THEODORIDES, J., 1972, *Alexandre de Humboldt observateur de la France de Louis-Philippe (Rapports diplomatiques inédits) 1835-1847*, Paris, Édition A. Pedone, 196 p.
- THERY, H., 2012, « Visions ambiguës d'un pays disparu, le Brésil dans la Géographie universelle de Conrad Malte-Brun », in *Annales de Géographie*, n°683, Paris, Armand Colin, 2012, pp. 66-85.
- THIESSE, A.-M., 2005, « L'histoire culturelle est-elle une histoire nationale ? », *L'histoire culturelle du*

- contemporain, sous la direction de L. Martin et S. Venayre, Paris, Nouveau Monde Éditions, 436 p.
- THIESSE, A.-M., 1999, *La création des identités nationales, Europe XVIIIème-XXème siècle*, Paris, L'Univers Historique/Seuil, 302 p.
- TORRE, A., 2008, « Un « tournant spatial » en histoire ? », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 63, n° 5, 2008, p. 1127-1144.
- TRAUTMANN-WALLER, C., 2007, « Berlin au XIXe siècle : l'Université dans la ville », in *Les lieux de savoir*, tome 1 « Espaces et communautés », dirigé par Christian Jacob, Paris, Albin Michel, pp. 1185-1205.
- TUAN, Y.-F., 1977, *Space and Place: The Perspective of Experience*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 235 p.
- ULRICH JOST, H., 2008, « La science, l'État et la politique : Du XIXe siècle à nos jours: essai sur l'autonomie versus la dépendance des sciences humaines et sociales par rapport à l'État et aux pouvoirs politiques », *Traverse : Zeitschrift für Geschichte*, vol. 15, n° 2, pp. 117-134.
- VANNONI, A., 1996, « Les instructions pour les voyageurs : voyage, expérience et connaissance au XVIIIè siècle », in *Le terrain des sciences humaines. Introductions et enquêtes (XVIIIè-XXè siècles)*, sous la direction de Cl. Blanckaert, Paris, L'Harmattan, pp. 73-87.
- VAN SCHUYLENBERGH, P., 2011, « Arpenter le territoire congolais. Savoirs géographiques, ressources militaires et expansion coloniale (1870-1900) », in *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, sous la direction de Hélène Blais, Florence Deprest et Pierre Singaravélou, Paris, Éditions de la Sorbonne, pp. 83-107.
- VENAYRE, S., 2002, *La gloire de l'aventure : genèse d'une mystique moderne 1850-1940*, Paris, Aubier, 250 p.
- VOLVEY, A., 2003, « Terrain », in *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, sous la direction de J. Lévy et M. Lussault, Paris, Belin, pp. 904-906.
- VOLVEY, A., 2000, « L'espace vu du corps », in *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, sous la direction de J. Lévy et M. Lussault, Paris, Belin, pp. 319-332.
- WALLERSTEIN, I., 2004, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des système-monde*, Paris, La Découverte, 173 p.
- WALLERSTEIN, I., 1995, *Impenser les sciences sociales, pour sortir du XIXème siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 318 p.
- WEBER, M., 2002, *Le savant et le politique*, Paris, Bibliothèques 10/18, première édition 1919, 223 p.
- WEIHRAUCH, F.-J., 2006, « Nachrichten aus Amerika oder wie man in Koblenz von Humboldts Reise nach Amerika erfuhr », *Humboldt im Netz*, n°12.
- WELLER, E., 1914, *Leben und Wirken August Petermanns*, Leipzig, Julius Klinkhardt Verlag, 64 p.
- WELLER, E., 1911, *August Petermann. Ein Beitrag zur Geschichte der geographischen Entdeckungen und der Kartographie im 19. Jahrhundert*, Leipzig, Otto Wigand, 284 p.
- WERNER, M., ZIMMERMANN, B. (dir.), 2004, *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Le Seuil, 236 p.
- WERNER, M., ZIMMERMANN, B., 2003, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales. Sciences sociales*, 2003/1, pp. 7-36.
- WESSELING, H., 2009, *Les empires coloniaux européens, 1815-1919*, Gallimard., Paris, coll.« Folio », 560 p.
- WISMANN, H., 2012, *Penser entre les langues*, Paris, Albin Michel, 320 p.
- WITHERS, Ch. W. J., 2007, *Placing the Enlightenment. Thinking geographically the age of reason*, Chicago, University Chicago Press Books, 336 p.



# ANNEXES

---



# Annexe 1 - Tableau synoptique

Le tableau suivant propose une chronologie sélective de la période 1785-1860.

Dates	Politique			Science (institutions, grands événements)			Individus (France, Prusse, GB)
	France	Prusse	GB	France	Prusse	GB	
1783	Paix France/GB dans le conflit américain		Paix France/GB dans le conflit américain				Mentelle, <i>Eléments de géographie à l'usage des commerçants</i>
1785				Départ de La Pérouse			
1786		Mort de F II – FG II sur le trône					
1787	Traité commercial avec Cochinchine						Volney, <i>Voyage en Syrie et en Egypte</i>
1788	Mouvements dans le Dauphiné. Annonce des EG.					Fondation <i>African Society</i>	Forster à Mayence (bibliothécaire)
1789	Début de la Révolution Assemblée Nationale Constituante						
1790	Fête de la Fédération						Humboldt et Forster voyagent ensemble le long du Rhin
1791	Monarchie constitution-nelle (octobre)						
1792	Avril : guerre au roi d'Autriche-Hongrie République	Siège de Verdun et Lille par la Prusse	Déclaration guerre				
1793	Mort de Louis XVI Montagnards au pouvoir Conquête Belgique Guerre vs Angleterre et Hollande, Espagne			Disparition de l'Académie Royale des Sciences. Le Museum d'histoire naturelle existe en propre			
1794				Unification du Dépôt de la Guerre et de la Marine			Mission diplomatique de Humboldt auprès de Hardenberg.
1795	Début du Directoire			Création de l'Institut (géographie dans la classe des sciences morales et politiques) Projet du Musée de Géographie			Expédition de Mungo Park Mission diplomatique de Humboldt auprès du prince de Hohenlohe
1797		Mort de FG II – FG III sur le trône					
1798	Expédition d'Egypte			Expédition d'Egypte			
1799	Consulat			Expédition d'Egypte			Humboldt et Bonpland en Amérique du Sud
1800				Expédition d'Egypte			Nicolas Baudin part pour trois ans vers terres australes
1801				Fin de			Expédition de



				l'expédition égyptienne			Flinders et Brown vers Australie
1802	Napoléon consul à vie						
1803				Révision de l'Institut de France			Humboldt et Bonpland au Mexique
1804	Premier Empire						Bory de St-Vincent : <i>Voyage dans les quatre principales îles des mers d'Afrique</i> Retour de Humboldt en France
1805							Humboldt en Italie avec Gay-Lussac
1806	Confédération du Rhin	Bataille de Iéna 27/10 entrée de Napoléon dans Berlin					Mort de Mungo Park en Afrique
1807		Réformes de Hardenberg		Fondation des <i>Annales des voyages</i> par Malte-Brun			<i>Géographie des plantes</i> , Humboldt
1809		Université de Berlin			Université de Berlin		
1813		Bataille de Leipzig, défaite française					Naissance de David Livingstone
1814	Chute de Napoléon						Mission diplomatique de Humboldt à Londres
1815	Les 100 Jours Retour de la monarchie avec Louis XVIII						Mort de Mentelle
1816				Académie des Inscriptions et Belles-Lettres			Auguste de St Hilaire part au Brésil (jsq'en 1822)
1817							Premier tome <i>Erdkunde</i> , Ritter
1818						Premier voyage de Ross en Arctique	Mission de Humboldt à Aix-la-Chapelle
1819							Ritter à Berlin
1820				Fondation Société de Géographie de Paris			Candolle, <i>Essai élémentaire de géographie botanique</i> Mort de Joseph Banks
1821	Ministère Villèle						
1822							Humboldt accompagne FG IV au congrès de Vérone
1824	Charles X						
1825							Mort de Buache de la Neuville
1826							Mort de Malte-Brun
1827							Leçons de géographie de Humboldt à Berlin
1828	Ministère Martignac			Création dépôt des cartes par Jomard	Fondation Société de Géographie Berlin Congrès des naturalistes		René Caillé à Tombouctou Bory nommé Président commission scientifique à

					allemands à Berlin		l'expédition de Morée Leçons de géographie de Humboldt à Berlin
1829	Ministère Polignac Expédition de Morée			Morée			Expédition asiatique de Humboldt
1830	Révolution de Juillet Louis-Philippe Début conquête Algérie			Morée		Fondation <i>Royal Geographical Society</i> , Londres	
1831				Morée			<i>Fragmens asiatiques</i> , Humboldt
1832		Hambach : fête de l'unification allemande					
1833						Deuxième voyage de Ross	
1834		<i>Zollverein</i>					
1837			Victoria sur le trône				Ritter en Europe centrale et Turquie
1838							<i>Note sur la commission exploratrice et scientifique d'Algérie...</i> , par Bory Humboldt à Paris en mission du 14/8/1838 au 3/1/1839
1839	Expédition Algérie (Bugeaud)		Protocole de Londres qui reconnaît l'indépendance belge	Commission d'exploration scientifique de l'Algérie - Expédition d'Algérie			Walckenaer président de la commission académique d'Algérie
1840		Mort de FG III (le 7/6) FG IV monte sur le trône		Expédition d'Algérie			
1841				Expédition d'Algérie			
1842				Expédition d'Algérie			
1843							<i>Asie Centrale</i> , Humboldt
1845						Début de l'expédition Franklin	<i>Kosmos</i> , Humboldt
1846							Mort de Bory de Saint-Vincent
1848	Révolution Deuxième République	Révolution – Parlement de Francfort		Jomard Président de la Sté de Géo de Paris			
1849						<i>Arctic Council</i>	
1851	Coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte (2 décembre)		Exposition universelle Londres				
1852	Second Empire, sacre de Napoléon III (2/12)						Mort de Walckenaer
1853			Guerre de Crimée				
1855	Exposition universelle de Paris				<i>Petermann Geographi-sche Mitteilungen</i>		Livingsstone reçoit une médaille d'honneur de la <i>Royal Geographical</i>

							<i>Society</i>
1858							Livingstone membre de la Royal Society
1859							Mort de Humboldt et Ritter <i>De l'origine des espèces</i> , Darwin
1862							Mort de Jomard

## Annexe 2 - Résumés biographiques des principales figures du corpus

### 2.1 - Jean-Baptiste Bory de Saint-Vincent (1778-1846)

D'après Hervé Ferrière (2009) :

Bory est un autodidacte de Gascogne. Ses premières publications savantes remontent à 1796-1798. Il entre alors en contact avec de nombreux naturalistes. Ainsi, on sait qu'il fut l'élève du géologue et minéralogiste Déodat Gratet de Dolomieu à l'École des mines de Paris 1. Après le décès de son père, il s'engage dans l'armée en 1799. Il est alors affecté en Bretagne. En septembre 1800, il épouse à Rennes Anne-Charlotte Delacroix de la Thébaudais, avec qui il a deux filles.

Il apprend le départ d'une expédition scientifique organisée par le gouvernement et obtient grâce à celui qui lui tient lieu de père la place de zoologiste en chef à bord de l'une des corvettes participantes. C'est ainsi qu'après avoir quitté l'armée de l'ouest fin août puis obtenu du ministère de la guerre un congé indéfini, Jean-Baptiste Bory de Saint-Vincent quitte Paris le 30 septembre, arrive au Havre le 2 octobre et quitte la ville le 19 à bord de l'un des deux navires que le capitaine Nicolas Baudin emmènera autour du monde de 1800 à 1804, *Le Naturaliste*. Il s'arrête lors d'une escale à l'île Maurice en mars 1801. De là, il rejoint le 23 mai 1801 la Réunion voisine, où il effectue en octobre et novembre 1801 l'ascension et la première description scientifique générale du Piton de la Fournaise.

Il est de retour en France métropolitaine le 11 juillet 1802. Il publie un *Voyage dans les îles d'Afrique*. Il reprend par ailleurs du service dans l'armée dès son retour comme officier d'état-major : il est alors affecté, en 1803-1805, au camp de Boulogne. Il poursuit en parallèle sa carrière savante : il est élu correspondant du Muséum en août 1803 et correspondant de la première classe de l'Institut de France au printemps 1808. En 1804, il publie *Essais sur les îles fortunées* et *Voyage dans les quatre principales îles des mers d'Afrique*. L'impression de cette relation est surveillée par le jeune Léon Dufour, qui devient son ami fidèle.

En 1805, il prend part à la Campagne d'Autriche, devient capitaine de Dragons en novembre et est présent le mois suivant à la Bataille d'Austerlitz. Bory passe ensuite deux ans en Prusse et en Pologne. Il sert à partir d'octobre 1808 dans l'état-major de Ney, puis de Soult à partir d'octobre 1809. Il participe ainsi à la Campagne d'Espagne. En mai 1811, il devient chef d'escadron, puis est fait chevalier de la légion d'honneur et lieutenant colonel à la fin de l'année. Aux côtés de Soult, il prend part à la campagne de Prusse de 1813 et à la campagne de France de 1814. Après la chute de Napoléon, il intègre le service du dépôt de la Guerre à Paris le 10 octobre 1814. Pendant les Cent-Jours, il est élu député d'Agen. Il se signale par son patriotisme. Au début de la Seconde Restauration, il est condamné à cinq ans d'exil le 24 juillet 1815. Il fuit vers Rouen et fait aussi paraître ses *Justifications*.

Il passe les années de 1816 à 1819 en exil entre la Belgique et la Prusse. Avec Drapiez et Van Mons, il est un des directeur scientifique des *Annales générales des Sciences physiques*, éditées à Bruxelles de 1819 à 1821. En 1820, au traitement de réforme à partir de juillet en tant que lieutenant-colonel, Bory de Saint-Vincent revient s'installer à Paris où il réside jusqu'en 1825. Il collabore à divers journaux libéraux. En 1825, il est jeté en prison pour dettes à Sainte-Pélagie. Il y reste jusqu'en 1827.

Le 9 décembre 1828, il est nommé pour diriger la commission scientifique d'exploration de Morée, qui a lieu en 1829-1830.

En 1830, il se présente à une élection pour devenir membre de l'Institut après le décès de Lamarck. Après les Trois Glorieuses, J.-B. Bory est réintégré dans l'armée et au Dépôt des Cartes avec le grade de colonel, il y resta

jusqu'en 1842. Le 1er Mai 1831, Bory est fait officier de la Légion d'honneur et en juillet, il devient député de Marmande mais démissionne bientôt. Il fait paraître le compte-rendu de son exploration qui lui permet d'être élu membre de l'Académie des sciences en novembre 1834 : *Relation du voyage de la commission scientifique de Morée dans le Péloponnèse, les Cyclades et l'Attique*.

Il participe à la fondation de la Société entomologique de France le 29 février 1832 aux côtés de son vieil ami P. A. Latreille. Le 17 novembre 1834, il est élu membre libre de l'Institut. De 1835 à 1838, Bory siège à la commission d'état-major.

La commission scientifique d'Algérie est nommée le 24 août 1839. Bory en est le chef en tant que Colonel d'État-Major. De 1840 à 1842, il séjourne en Algérie. Placé à la retraite en janvier 1840, il préside tout de même la Commission d'exploration scientifique d'Algérie entre 1839 et 1842 et se rend sur place, à Alger et dans d'autres villes de la côte entre 1840 et le premier trimestre 1842.

## **2.2 - Jean-Nicolas Buache de la Neuville (1741-1825)**

D'après Ludovic Drapeyron (1888) et Daniel Nordman (1994) :

Il est élevé par son oncle le géographe Philippe Buache qui l'associe rapidement à ses travaux et à la préparation des cours de géographie des enfants de France, futurs Louis XVI, Louis XVIII et Charles X. Il devient dépositaire du fonds de cartes géographiques de Philippe Buache à son décès, et entre ensuite rapidement au Dépôt des cartes et plans de la Marine. Pour des raisons diplomatiques, Sartine le nomme officieusement premier ingénieur hydrographe le 1er octobre 1779, la nomination officielle n'étant effective que 10 ans plus tard, le 25 avril 1789.

À la mort de d'Anville, Buache est nommé adjoint géographe de l'Académie royale des sciences le 25 avril 1782, et devient également associé géographe de cette même académie lors de la réorganisation du 23 avril 1783. Chargé par Claret de Fleurieu, alors ministre de la Marine, des travaux préparatoires pour le voyage de La Pérouse, il engage son cousin Beauteemps-Baupré et lui fait dresser les cartes du navigateur (v. 1783).

Il est chargé par Louis XVI, en 1788, de dresser la carte des baillages du royaume de France.

Pendant la période révolutionnaire, il enseigne en 1794 la géographie à l'École normale avec Edme Mentelle. Dénoncé pendant la Terreur pour avoir enseigné au roi, il est écarté de son poste au Dépôt de la Marine, mais est réintégré après la chute de Robespierre, le 27 août 1795. Il est alors nommé membre résident de la seconde classe de l'Institut national (sciences morales et politiques) par arrêté du Directoire exécutif du 29 brumaire an IV ( 20 novembre 1795), section de géographie.

Il est ensuite nommé au titre de géographe, membre du Bureau des longitudes à sa fondation en 1795. Il devient membre de la première classe de l'Institut national des sciences et des arts le 8 pluviôse an XI ( 28 janvier 1803), section de géographie et de navigation. En 1804, il est nommé ingénieur hydrographe en chef du Dépôt de la Marine. En 1814, la Restauration le maintient dans ses fonctions en le nommant premier ingénieur hydrographe, et conservateur du Dépôt général de la Marine.

## **2.3 - Georg Forster (1754-1794)**

D'après Marita Gilli (2005) :

Avec son père, ils partent ensemble pour le second tour du monde de Cook (1775-1778). Au retour, il publie *Voyage autour du monde*, en anglais puis en allemand, ouvrage qui va le rendre célèbre en Allemagne, où il s'installe. D'abord à Kassel, il souffre d'une vie étriquée et d'une société noble qui l'ennuie. Il part souvent à Göttingen, où il retrouve Lichtenberg (ami, rationaliste) et côtoie aussi Jacobi et Sömmerring. Forster rejoint les Rose-Croix à cette époque, société mue désir de fabriquer de l'or et de gagner de l'argent. Il en ressort quelques années après, conscience de s'être égaré.

Pour rompre définitivement avec les loges rose-croix, Forster part de Kassel et accepte poste de Wilna, en Lituanie. Mais il s'y ennue rapidement, découvre la misère sociale et politique de la Pologne. C'est à cette époque qu'il épouse Therese Heyne, en 1795. En plus de ses cours d'histoire naturelle, il vit des traductions d'ouvrage qu'il fait. Il abandonne finalement son poste quand, en avril 1787, un projet de voyage financé et soutenu par la Russie lui est proposé. Mais à cause de la guerre cela n'aboutit pas.

Il retourne alors en Allemagne, et obtient poste de bibliothécaire de l'université de Mayence, à la suite de Johannes von Müller. Forster est confiant car, même si Mayence est catholique et lui protestant, le prince

électeur relativement accueillant et tolérant.

Avec l'argent promis pour le voyage russe, il fait voyage sur le Rhin avec Alexander von Humboldt en 1791. Ensemble, ils voyagent le long du Rhin, Belgique, Londres et Paris. Ce voyage s'avère fondateur pour les deux. Pour Forster, car il se rend compte que Angleterre n'est pas si progressiste que ça et surtout parce qu'il est profondément secoué par le Paris révolutionnaire. Son ouvrage *Ansichten* (1791), deuxième ouvrage majeur de sa vie, fait le récit de ce voyage. Forster y montre sa vision de la nature, dans sa diversité, son idée de civilisation, qui n'est chez lui pas opposée à l'idée de culture. De plus, ce livre contient aussi des indications politiques, mais pas sur la France car le troisième tome n'a jamais été rédigé.

Forster entretient de plus des rapports confus avec le politique. D'abord héritier de l'universalisme des Lumières, il adopte ensuite vision libérale du monde. Dans la guerre Anglo-américaine, il passe du soutien aux Anglais à celui des Américains, à la lecture de Thomas Paine qui l'influence. Il développe une vision libérale du monde et pluraliste ; ce qui explique pourquoi il écrit un essai contre les théories raciales de Kant : celui-ci exprime le parti de la raison, de l'universalisme, tandis que Forster défend alors la pluralité des races, dans la mouvance de Herder qu'il lit alors beaucoup.

Sa vision politique du monde change encore avec la Révolution française : la fête de la Fédération du 14 juillet 1790, à laquelle il assiste, reste pour lui moment fondateur. Il y comprend et soutient les aspirations du peuple à la liberté et prend le parti de la RF. Non sans critique, il fait sien le combat révolutionnaire, en gardant toujours une vision relativement libérale. Son idée clé est celle de bonheur de l'humanité.

Alors que la ville est occupée par les troupes françaises en 1792, il participe à fondation de la Société des amis de la liberté et de l'égalité de Mayence, et aide à l'approvisionnement de la ville. Il est ensuite envoyé comme délégué à Paris pour demander soutien de la France à la République de Mayence. Forster fait alors le choix de devenir français, beaucoup de ses amis se détournent de lui. Il termine sa vie à Paris, en faisant finalement le choix des Montagnards, par qui uniquement la solution politique peut venir d'après lui.

## **2.4 - Alexander von Humboldt (1769-1859)**

D'après Douglas Botting (1988) et Mireille Gayet (2006) :

Issu d'une famille de l'aristocratie prussienne, Alexander von Humboldt reçoit, comme son frère aîné Wilhelm, une éducation d'avant-garde, dispensée par des précepteurs éminents, au château familial de Tegel. Il complète ensuite ses études à Berlin, puis, entre 1787 et 1792, aux universités de Francfort-sur-l'Oder et de Göttingen, ainsi qu'à l'académie du commerce de Hambourg et à l'école des mines de Freiberg.

Après un voyage en Europe occidentale (1790), avec Georg Forster, il achève ses études et devient directeur des mines de Franconie en 1792, tout en poursuivant des recherches dans le domaine des sciences naturelles. S'intéressant notamment à la botanique, il publie en 1793 un ouvrage très original sur la flore souterraine de l'Erzgebirge. Il reprend aussi les expériences électriques de Galvani, mais sur son propre corps. Il élabore ensuite de grands projets de voyages et vend plusieurs propriétés pour disposer des fonds nécessaires.

Venu à Paris acheter du matériel scientifique, il fait la connaissance du naturaliste Aimé Bonpland, avec qui il se lie d'amitié et part en Espagne à l'automne 1798. À Madrid, les deux hommes obtiennent un passeport pour les possessions espagnoles d'Amérique.

Ils sont au Venezuela en juillet 1799. En 1800, ils traversent la région des llanos, puis étudient la curieuse transfluence du río Cassiquiare, qui unit les eaux du bassin de l'Amazonie à celles tributaires de l'Orénoque : une liaison continue entre les deux grands fleuves est ainsi découverte. Humboldt et Bonpland visitent ensuite la Colombie (1801), l'Équateur et le Pérou (1802). En juin 1802, ils parviennent à 5 610 m d'altitude sur les pentes du Chimborazo (qui culmine à 6 272 m), réalisant ainsi un grand exploit. Après une incursion dans le bassin amazonien, au Pérou, la fin de leur périple est marquée par des recherches sur le grand courant marin auquel Humboldt a donné son nom. Leur retour vers l'Europe passe par le Mexique (1803) et les États-Unis (1804).

De cette expédition, ils rapportent de nombreuses descriptions de minéraux, de végétaux et d'animaux ainsi qu'une moisson de données géographiques et climatiques. Installé à Paris en 1807, après un passage rapide en Prusse et en Italie, Humboldt se consacre à dépouiller et approfondir toutes ces informations. Il les rassemble dans un ouvrage en trente volumes, *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent*, dont il dirige la rédaction et dont la parution s'échelonne sur vingt ans.

En 1822, il rejoint le roi de Prusse en Italie, pour un congrès à Vérone. Il en profite pour faire quelques excursions dans les Alpes et les Apennins.

Forcé financièrement à revenir à Berlin en 1827, Humboldt est nommé chambellan du roi. Il donne alors en 1827-1828 des leçons publiques qui préfigurent son œuvre *Cosmos*. Il prend également part en 1828 à la fondation de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, qu'il contribue à animer avec Carl Ritter. Il participe également activement aux activités de l'Académie des Sciences de Berlin et entreprend plusieurs projets visant à donner à la ville un statut scientifique européen : il engage par exemple un projet de réseaux d'observatoires dans le monde, dont les données seraient centralisées à Berlin, et organise en 1828 un congrès des naturalistes allemands.

Invité par le tsar de Russie pour un voyage dont il rêve depuis des années, il repart en 1829 pour un grand voyage en Asie russe. Il parcourt avec les professeurs Rose et Ehrenberg en 1829 la Dzoungarie et l'Altaï, en multipliant les observations scientifiques. Ce voyage fonctionne comme le pendant asiatique de son expédition américaine.

Par la suite, devenu l'un des principaux conseillers du roi de Prusse, il accomplit de nombreuses missions diplomatiques, en particulier auprès de Louis-Philippe. Entre 1835 et 1845, il effectue plusieurs courts séjours en France et rédige des notices diplomatiques à destination de son monarque.

Il se lance enfin dans la rédaction d'une synthèse de ses travaux et des connaissances scientifiques de son temps, *Cosmos*, essai d'une description physique du monde. Le premier volume paraît en 1845, mais Humboldt meurt avant d'avoir pu achever le cinquième et ultime volume.

## **2.5 - Edme-François Jomard (1777-1862)**

D'après Yves Laissus (2004) :

Edme François Jomard, voit le jour à Versailles le 22 novembre 1777. Il fait ses études au collège Mazarin, puis à l'École nationale des ponts et chaussées et à l'École polytechnique.

Membre de l'expédition française en Égypte de 1798, il consacre une grande partie de sa vie et de ses travaux à ce pays. De retour en France en 1803, il établit un catalogue des hiéroglyphes et revendique une part de la paternité des travaux de Champollion lors de leur publication.

Il participe à la rédaction de la *Description de l'Égypte*, ouvrage collectif en dix volumes de texte et treize volumes de planches qui paraît à l'Imprimerie impériale puis royale entre 1809 et 1828. Il est aussi l'un des premiers à trouver l'origine géodésique des longueurs grecques anciennes et à faire leur conversion dans le nouveau système métrique.

En 1814, il fait un séjour en Angleterre, grâce auquel il se passionne pour la méthode d'enseignement mutuel qu'il contribue à développer en France jusqu'à la fin de sa vie.

Dans les années 1820 et 1830, il encourage les relations franco-égyptiennes en faisant venir de jeunes Égyptiens en France pour qu'ils soient instruits. D'une manière générale, il est fasciné

En 1830, il est un des premiers à créer un système de classification concernant les objets ethnographiques. Cette première classification reconnue (en ethnographie et muséologie) est basée sur l'utilité de chaque objet : sociale, pratique, économique et technologique. Par la suite, ce procédé sera repris et amélioré par Ernest Théodore Hamy en 1878.

Jomard est très engagé dans différentes institutions savantes : il est élu membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1818, il est membre fondateur de la Société de géographie en 1821 et la préside en 1848-1849, enfin il est le créateur du département Cartes et plans de la Bibliothèque royale, dont il devient conservateur administrateur en 1838.

## **2.6 - Conrad Malte-Brun (1775-1826)**

D'après Numa Broc (1975) et Anne-Marie Godlewska (1991) :

Né dans une famille bourgeoise (son père était administrateur des domaines de la Couronne danoise après avoir fait carrière dans l'armée), Conrad était destiné à devenir pasteur, mais son goût des lettres l'entraînera vers l'Université de Copenhague à l'âge de 15 ans. Il y découvre les idées de la Révolution française et prône publiquement la liberté de la presse.

Il s'exile d'abord en Suède, puis à Hambourg. Finalement, il arrive en France en novembre 1799. Son idée est de doter son pays d'adoption d'un traité de géographie qui n'existe pas encore à l'inverse de l'Allemagne et de la

Grande-Bretagne. Sa rencontre avec Edme Mentelle, professeur à l'École normale chargé de réformer les manuels de géographie, sera déterminante. Leur travail commun produira une Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde en seize volumes parus de 1803 à 1807.

Conrad, bon journaliste et convaincu que seules de bonnes publications feront progresser la science, fonde en 1807, *Les Annales des voyages, de la géographie et de l'histoire* et en 1819, *Les Nouvelles Annales des voyages, de la géographie et de l'histoire*. Il collabore aussi au Journal des débats.

En 1807, les armées de Napoléon atteignent la Pologne ; or, aucun ouvrage digne de ce nom n'existait en français sur ce pays. Un *Tableau de la Pologne* fut demandé à Conrad Malte-Brun et celui-ci s'acquitta de sa tâche en six mois, ce qui établira définitivement sa renommée. Et même s'il n'apprécie guère l'empire Napoléon, il garde une grande estime pour Bonaparte.

Son œuvre majeure sera le célèbre *Précis de géographie universelle* ou *Description de toutes les parties du monde* publié à partir de 1810, première *Géographie Universelle* française. Cette œuvre, dont le dernier volume paraît en 1829 après la mort de Malte-Brun, connaîtra un succès considérable si on en juge par le nombre de rééditions et d'augmentations dont elle fera l'objet jusqu'au moment où la *Géographie universelle* de Reclus la détrône.

Après la fondation de la Société de géographie de Paris en 1821, il en fut le premier secrétaire général, pour les années 1822-1824. Son deuxième fils, Victor-Adolphe, fut lui aussi géographe et à son tour secrétaire général de la Société de géographie de 1859 à 1866.

## **2.7 - Edme Mentelle (1730-1816)**

D'après Michael Heffernan (2005) :

Géographe et historien, né à Paris en 1730, mort en 1815. Il est professeur de géographie pour les enfants de Louis XVI pendant quelques années avec Buache de la Neuville. On lui doit d'ailleurs un globe en relief conçu dans le cadre de ces enseignements royaux. Ensuite, fervent partisan de la Révolution, il est professeur de géographie et d'histoire dans différentes institutions nouvellement créées : à l'École militaire; puis, après la suppression de cet établissement en 1792, il enseigne successivement professeur de géographie à l'École centrale et, en 1794, à l'École normale. Il devint membre de l'Institut dès la création de ce corps en 1795.

Sa carrière savante est très teintée de son parcours d'enseignant. Ses nombreux ouvrages ont contribué à répandre en France le goût des études géographiques. On a de lui : *Géographie comparée*, 1778; *Cours complet de Cosmographie, de Chronologie, de Géographie et d'Histoire*, 1801; *Atlas universel*, avec Chamaire. Il a en outre coopéré à la rédaction de la *Géographie universelle* de Malte-Brun.

## **2.8 – Carl Ritter (1779-1859)**

D'après Hanno Beck (1979) et Cornelia Lüdecke (2002) :

Issu d'une famille modeste, il reçoit une éducation rousseauiste à l'école de Christian Gotthilf Salzmann à Schnepfenthal, où il suit également les enseignements de GutsMuths qui lui donnent le goût de la géographie. Il fréquente aussi Justus Perthes, qui lance en 1785 ses *Geographische Anstalt*.

Ritter devient ensuite précepteur dans de riches familles, en particulier la famille Bethmann-Hollweg à Francfort-am-Main. À l'occasion de cette fonction, il fait de nombreux voyages en Europe, et notamment en Suisse où il découvre les préceptes pédagogiques de Pestalozzi. Cette rencontre s'avère décisive pour la formation de son goût au terrain. En Suisse, il se forme à cette pratique et éprouve l'*Anschauung*.

Ritter est aussi influencé par sa lecture assidue des philosophes, en particulier Kant et Schleiermacher, chez qui il puise sa vision religieuse.

Dès les années 1810, il commence à écrire l'œuvre de toute sa vie, son *Allgemeine Erdkunde*, dont la parution s'étale de 1817 à 1859, pour un total de 19 parties et 21 tomes.

En 1816, il voyage à Berlin pour trouver un éditeur à son *Erdkunde*. Dans le même temps, les frères Bethmann-Hollweg, ses anciens élèves, lui proposent une place à la *Kriegsschule*, l'Académie militaire de la capitale prussienne. Ritter accepte finalement en 1819 et commence en 1820. En 1821, il donne aussi des cours à l'Université de Berlin, dans le cadre de la première chaire de géographie.

À travers ses cours, il apporte un certain nombre de changements dans l'enseignement de la géographie : il

installe par exemple de grandes cartes murales mises dans les salles. Ritter place ainsi l'espace au centre et favorise aussi la pratique de terrain, notamment à la *Kriegsschule*.

Il s'implique aussi pleinement dans la vie institutionnelle de la capitale prussienne. Il participe à l'Académie des Sciences et dès 1828 à la *Gesellschaft für Erdkunde*, la société de géographie, dont il est avec Humboldt un des membres fondateurs et un des principaux animateurs. La société doit beaucoup à Ritter, qu'il préside quelque temps, qui l'anime et y présente un grand nombre de communications. Comme Jomard, il se bat aussi pour la création d'une collection cartographique indépendante dans la capitale prussienne.

Ritter se situe également au centre d'un vaste réseau scientifique européen : il communique beaucoup avec la société de géographie de Londres et possède une réelle fonction nodale en matière de circulation des savoirs géographiques en Europe.

Même si Ritter ne parcourt pas des contrées aussi lointaines que Humboldt, il connaît très bien l'Europe. Entre 1824 et 1852, il multiplie les excursions et explorations de terrain : Paris, Böhmen et Mähren, l'Autriche, Slovaquie et Italie, Suisse, Allemagne centrale pour les excursions proches ; entre 1837 et 1838, il parcourt inlassablement la Grèce, Turquie, Bulgarie et Roumanie, Hongrie, régions dont il devient un des meilleurs connaisseurs en Europe ; puis il arpente l'Angleterre et le sud de la France dans les années 1840 ; les pays scandinaves, et de nouveau l'Angleterre, puis les Pays-Bas, la Pologne, l'Allemagne méridionale, l'Espagne et l'Italie dans ses derniers voyages.

Il termine sa vie à Berlin.

## Annexe 3 - Statuts des sociétés de géographie

### ***3.1 - Société de Paris – 1821 : Lettre de Barbié du Bocage aux Membres de la Société de géographie de Paris***

« Messieurs,

Toutes les personnes qui sont ici présentes, connaissent le but de la Société qu'il est question d'organiser aujourd'hui. La science de la géographie est entrée dans l'objet de leurs études ; toutes en reconnaissent l'utilité et l'avantage, mais toutes n'en connaissent peut-être pas également l'étendue. Liée à toutes les sciences, la géographie sert, pour ainsi dire, d'introduction à chacune d'elles, et prépare les voies pour les étudier avec fruit. C'est un vestibule dont plus de cent portes communiquent à toutes les branches des connaissances humaines.

Cette science a déjà fait des progrès immenses, mais il lui reste encore beaucoup à acquérir. Elle ne peut augmenter son domaine que par une direction éclairée, par une production constante, et par les encouragements (sic) dont elle sera redevable à votre zèle généreux. C'est là, Messieurs, ce que vous êtes appelés à établir. La Société que vous formez doit être le point central d'où partiront les instructions qui seront données aux voyageurs, aux marins et aux négocians (sic) ; elle correspondra avec eux et leur donnera, autant qu'il sera en elle, les moyens de profiter de leurs voyages ; elle les guidera en quelque façon comme la colonne de feu conduisait les Israélites dans le désert ; elle leur indiquera le chemin qu'ils auront à tenir, et leur signalera les dangers qu'ils auront à éviter. La Société, à son tour, profitera de leurs découvertes ; elle sera instruite de leurs courses, les annoncera au monde savant, en fera connaître les résultats utiles, et pourra se féliciter d'avoir agrandi, par ses soins, le cercle de nos connaissances.

Voilà, Messieurs, quel est le but que se propose d'atteindre la Société dont vous êtes les fondateurs.

Pour y parvenir, elle n'a pas craint de se former sur un plan d'une grande étendue. Elle a appelé les savans de toutes les nations à en faire partie. Elle a pensé qu'elle ne pouvait réunir trop de lumières, et son objet lui a paru trop vaste pour être le partage d'une seule nation.

Cette Société renferme donc tous des savans dans tous les genres, des hommes éclairés de tous les pays, dont les goûts et les travaux tendent tous à l'accroissement des connaissances géographiques. C'est parmi ces hommes instruits que vous devez faire le choix de votre bureau et de la commission centrale chargée de tout le travail de la Sté. Ce choix, Messieurs, est très important, car c'est de lui que dépend la manière dont les travaux seront dirigés, et celle de les conduire à leur fin. Vous devez y mettre beaucoup de scrupule ; heureusement les élémens ne vous manquent pas ; souvent les talens sont joints aux plus hautes dignités. Vous ne risquerez point de les employer lorsqu'ils peuvent être utiles au but que se propose la Société. Vous avez à choisir parmi des astronomes, des voyageurs éclairés qui ont parcouru des contrées lointaines, des marins expérimentés qui ont



affronté tous les dangers de la mer, des généraux qui ont fait la guerre, des ingénieurs instruits, des géographes habiles, des naturalistes, des savans dans les langues ; l'administrateur lui-même, le politique a fait entrer la géographie dans ses études, et souvent le magistrat s'en sert pour comparer les loix des différens peuples. C'est également avec son secours que l'économiste a étudié les produits des différentes contrées et que le négociant a su transporter dans son pays des productions étrangères et y former des établissemens de commerce enviés des autres nations. » (BSGP, 1822 (S1, T1) : 10)

### **3.2 - Société de Berlin – 1828**

Les statuts de la Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin :

« 1 – Der Zweck der Gesellschaft ist Beförderung der Erdkunde, im weitesten Sinne des Worts, durch freie Mittheilung.

2 – Zur Beförderung dieses Zweckes sind zunächst bestimmt monatliche Versammlungen der Mitglieder der Gesellschaft ; jedoch sollen hierdurch andere Beförderungsmittel, welche im Laufe der Zeit als nützlich anerkannt werden könnten, keineswegs ausgeschlossen sein.

3 – Die Gesellschaft besteht aus ordentlichen, auswärtigen und Ehren-Mitgliedern.

4 – Ihre ordentlichen Mitglieder wählt die Gesellschaft aus denjenigen Einwohnern Berlins und der nächsten Umgegend, welche sich die Beförderung der Erdkunde interessiren, und ihr in einer von den zehn gewöhnlichen Versammlungen durch drei darin gegenwärtige ordentliche Mitglieder zur Ausnahme in Vorschlag gebracht werden, nachdem der Vorschlag durch eine nähere Angabe : inwiefern der Vorgeschlagene sich für den Zweck der Gesellschaft eigene, und dass derselbe als wirklich befähigt, sei es durch Privatstudien oder durch dienstliche Stellung, für die Bevölkerung der geographischen Wissenschaft den öffentlichen Ruf habe, begründet worden ist.

5 – Die Ausnahme erfolgt durch geheimes Ballotiren in denjenigen Versammlungen der Gesellschaft, welche in den Monaten April und November statt finden.

Nur in diesen beiden Monaten darf über die Wahl neuer Mitglieder ballotirt werden, und die Ballotirung kann sich nur auf solche erstrecken, die wenigstens in der nächstvorhergegangenen, oder auch in einer früheren monatlichen Versammlung, statutenmässig zur Ausnahme in Vorschlag gebracht worden sind.

6 – Alle in einer Versammlung, worin ballotirt wird, anwesende ordentliche und Ehren-Mitglieder sind zu stimmen berechtigt und verpflichtet, und ihre Anzahl wird vor dem Geschäfte ermittelt. Fällt ein Drittel der abgegebenen und richtig befundenen Stimmen, oder mehr, vereinend aus, so wird die angetragene Ausnahme hierdurch abgelehnt.

7 – Den Mitgliedern, welche den Auszunehmenden zur Wahl vorgeschlagen haben, liegt es ob, demselben die Genehmigung ihres Vorschlages bekannt zu machen, ihn in die Gesellschaft einzuführen, und dem Vorstande derselben vorzustellen. Der Direktor wird seine Anwesenheit der Gesellschaft sodann anzeigen. Amtliche schriftliche Benachrichtigungen von der erfolgten Ausnahme sind nicht üblich. Der Aufgenommene trägt seinen Namen, Stand und Wohnung in der Listen der Gesellschaft ein, welcher die Statuten vorgeheftet sind, und unterschreibt damit zugleich letztere, nachdem er in einer der monatlichen Versammlungen dem Vorstande als neu gewähltes Mitglied vorgestellt worden ist.

8 – Ordentliche Mitglieder, welche ihren Wohnsitz in einer solchen Entfernung von Berlin nehmen, dass sie dadurch verhindert werden, den monatlichen Versammlungen der Gesellschaft beizuwohnen, treten in das Verhältniss eines auswärtigen Mitgliedes der Gesellschaft, sobald sie von dieser Veränderung ihres Wohnsitzes dem Vorstande der Gesellschaft Kenntniss gegeben haben. (...) » (BGFE, 1833 (S1, T1) : 1-2)

### **3.3 - Société de Londres – 1830**

Les buts fixés par les statuts de la *Royal Geographical Society* :

« 1. To collect, register, and digest, and to print for the use of the Members, and the public at large, in a cheap form and at a certain intervals, such new, interesting, and useful facts and discoveries as the Society may have in its possession, and may, from time to time, acquire.

2. To accumulate gradually a library of the best books on Geography – a selection of the best Voyages and Travels – a complete collection of Maps and Charts, from the earliest period of rude geographical delineations to the most improved of the present time ; as well as all such documents and materials as may convey the best

information to persons intending to visit foreign countries ; it being of the greatest utility to a traveller to be aware, previously to his setting out, of what has been already done, and what is still wanting in the countries he may intend to visit.

3. To procure specimens of such instruments as experience has shown to be most useful, and best adapted to the compendious stock of traveller, by consulting which, he may make himself familiar with their use.

4. To prepare brief instructions for such as are setting out on their travels : pointing out the parts most desirable to be visited ; the best and most practicable means of proceedings thither ; the researches most essential to make ; phenomena to observe ; the subjects of natural history most desirable to be procured ; and to obtain all such information as may tend to the extension of our geographical knowledge. And it is hoped that the Society may ultimately be enabled, from its fund, to render pecuniary assistance to such travellers as may require it, in order to facilitate the attainment of some particular object of research.

5. To correspond with similar societies that may be established in different parts of the world ; with foreign individuals engaged in geographical pursuits, and with the most intelligent British residents in the various remote settlements of the Empire.

6. To open a communication with all those philosophical and literary societies with which Geography is connected ; for as all are fellow-labourers in the different departments of the same vineyard, their united efforts cannot fail mutually to assist each other. » (BRGS, 1831, T1 : vii-viii)

## Annexe 4 - Tableau de fondation des sociétés de géographie

Date de fondation	Villes	Date de fondation	Villes
1821	Paris	1873	Rome, Berne, Amsterdam, Hambourg, Halle
1828	Berlin	1875	Copenhague, Bucarest, Madrid, Lisbonne, Le Caire
1830	Londres	1876	Bruxelles, Anvers, Lima, Alger
1833	Mexico	1877	Stockholm, Varsovie, Québec
1836	Francfort sur le Main	1878	Hanovre
1845	Saint-Pétersbourg	1879	Tokyo
1852	New-York	1883	Rio de Janeiro
1856	Vienne	1885	Madrid, Neuchâtel
1858	Genève	1886	Adelaïde
1861	Leipzig	1888	Washington, Helsinki, Sydney
1863	Dresde	1889	Oslo
1867	Turin, Kiel	1891	Philadelphie
1869	Munich	1894	Prague
1870	Brême	1898	Chicago
1872	Budapest	1899	Dacca

# Annexe 5 - Sociologie des sociétés de géographie

## 5.1 - Liste des Présidents de la Société de Géographie de Paris (1821-1860)

1821-1823	Marquis Pierre-Simon de LAPLACE
1823-1824	Marquis Claude Emmanuel Joseph P. de PASTORET
1824-1825	Vicomte François René de CHATEAUBRIAND
1825-1826	Comte Gilbert-Joseph-Gaspard CHABROL DE VOLVIC
1826-1827	Louis BECQUEY
1827-1828	Comte Christophe-Jean-André CHABROL DE CROUZOL
1828-1829	Baron Georges CUVIER
1829-1830	Baron Jean-Guillaume HYDE DE NEUVILLE
1830-1831	Duc Ambroise-Polycarpe de LA ROCHEFOUCAULD-DOUDEAUVILLE
1831-1832	Comte Antoine-Maurice-Appolinaire d' ARGOUT
1832-1833	Amiral comte Henri Gauthier de RIGNY
1833-1834	Duc Elie DECAZES
1834-1835	Comte Marthe-Camille de MONTALIVET
1835-1836	Baron Amable-Guillaume-Prosper de BARANTE
1836-1837	Lieut.-gén. baron Jean-Jacques-Germain PELET
1837-1838	François Pierre-Guillaume GUIZOT
1838-1839	Comte Narcisse-Achille de SALVANDY
1839-1840	Baron Jean-Marguerite TUPINIER
1840-1841	Comte Hippolyte François JAUBERT
1841-1842	Abel-François VILLEMAIN
1842-1843	Laurent CUNIN-GRIDAIN
1843-1844	Amiral baron Albin-Reine ROUSSIN
1844-1845	Vice-Amiral baron Ange-R.-A. de MACKAU
1845-1846	Baron Alexandre von HUMBOLDT
1846-1847	Baron Charles-Athanase WALCKENAER
1847-1848	Comte Louis-Mathieu MOLE
1848-1849	Edme-François JOMARD
1849-1851	Jean-Baptiste DUMAS
1851-1853	Contre-Amiral Pierre-L.-A. MATHIEU
1853-1854	Contre-Amiral C. LAPLACE
1854-1855	Hippolyte FORTOUL
1855-1856	Noël-Jacques LEFEBVRE-DURUFLE
1856-1857	Joseph-Daniel GUIGNIAUT
1857-1858	Pierre DAUSSY
1858-1859	Général Melchior-Joseph Eugène DAUMAS
1859-1860	Léonce Elie de BEAUMONT

## 5.2 - Conseil fondateur de la Royal Geographical Society :

### VICE PRESIDENTS.

John Barrow, Esq., F.R.S., F.L.S.	W. R. Hamilton, Esq., F.S.A., M.R.S.L.,
G. Bellas Greenough, Esq., F.R.S., F.L.S., F.G.S.	F.R.S., &c.,
	Lieut.-Col. Leake, F.R.S., M.R.S.L., &c.

### TREASURER.

John Biddulph, Esq., F.H.S.

### SECRETARIES.

Captain M'Konochie, R.N.	Rev. G. C. Renouard, <i>Foreign and Hon. Sec.</i>
--------------------------	---

### COUNCIL.

Viscount Althorp, F.R.S., M.A., &c.	R. W. Hay, Esq., F.R.S. and H.S.
Francis Baily, Esq., F.R.S., F.G.S., M.R.I.A., F.L.S.	F.L.S., F.S.A.
Captain Beaufort, R.N., F.R.S.	Sir J. C. Hobhouse, Bart., F.R.S., A.S. and H.S., F.L.S.
John Britton, Esq., F.S.A.	Major the Hon. G. Keppel.
W. Brockedon, Esq.	Colonel Jones, R.E.
Robert Brown, Esq., F.R.S., M.R.S.E., F.L.S., M.R.I.A., F.R.S.E., V.P.L.S., M.C.P.S., &c.	George Long, Esq.
Sir A. de Capell Brooke, Bart., F.R.S., M.A., F.L.S.	Colonel Monteith, E.I.C.S.
Hon. Mountstuart Elphinstone.	Thomas Munloch, Esq., F.R.S., F.S.A.
Col. Sir Aug. Frazer, R.A., K.C.B., F.R.S.	Right Hon. Sir G. Murray, G.C.B., F.R.S., K.G.H., K.T.S.
Captain Hall, R.N., F.R.S.L. and E. F.G.S., M.R.A.S. Edin.	Captain Lord Prudhoe, R.N., F.R.S., F.S.A.
	Captain Smyth, R.N., F.R.S., K.F.M.
	The Very Rev. the Dean of Wells, F.R.S., D.D., F.L.S.

## **Annexe 6 – Liste des cartes contenues dans les *Monuments de la Géographie* (E.-F. Jomard)**

1. Globe céleste arabo-koufique en bronze du XI<sup>e</sup> siècle (de la collection géographique de la Bibliothèque royale de Paris). Deux feuilles simples
2. Globe céleste arabe en bronze, grandeur naturelle, fait à la Mecque au XVI<sup>e</sup> siècle ( de la collection géographique de la Bibliothèque impériale de Paris). Une feuille simple
3. Astrolabe koufique rapporté d'Egypte (tiré de la collection de M. Marcel). Grandeur naturelle. Une feuille simple.
4. Sujets tirés d'un manuscrit florentin du XV<sup>e</sup> siècle. Une feuille simple.
5. Carte itinéraire d'un pèlerinage de Londres à Jérusalem (tirée de la chronique de Matthieu à Paris, XIII<sup>e</sup> siècle, conservée au Musée Britannique). Trois feuilles simples
6. Carte militaire du moyen âge, représentant le théâtre de la guerre à l'époque des premières conquêtes de la république de Venise en terre ferme. Une feuille simple.
7. Carte de l'ancien Padouan (tirée de la Bibliothèque Ambrosienne). Une feuille double
8. Carte perspective italienne du XV<sup>e</sup> siècle. Une feuille simple.
9. Atlas de Petrus Vessconte, de l'an MCCCXVIII (Bibliothèque impériale de Vienne). Une feuille double.
10. Mappemonde des frères Pizzigani, de l'an MCCCXLVII. Trois feuilles doubles
11. Carte marine du XIV<sup>e</sup> siècle d'une famille pisane. Une feuille double
12. Carte du Globe, par Mohammed ebn-Aly ebn-Ahmed al-Scharfy de Sfax, an 1009 de l'hégire. Deux feuilles doubles
13. Dix mappemondes de X<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles des bibliothèques de Turin, Leipzig, Copenhague, Londres, Paris, Reims, etc.
14. Mappemonde du XIII<sup>e</sup> siècle conservée à Hereford. Six feuilles doubles.
15. Mappemonde Martin Behaim (Hémisphère occidental – Hémisphère oriental). Deux feuilles doubles.
16. Mappemonde de Jean de la Cosa, pilote de Christophe Colomb, fin du XV<sup>e</sup> siècle. Trois feuilles doubles.
17. Globe terrestre de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, conservée à Francfort sur le Mein. Une feuille double.
18. Cartes du XVI<sup>e</sup> siècle, figurées sur une cassette de la collection Trivulei, dite Cassetina all' agemina. Une feuille simple.
19. Mappemonde peinte sur parchemin par ordre de Henri II roi de France. Six feuilles doubles.
20. Mappemonde de Sébastien Cabot, pilote-major de Charles-Quint, de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Quatre feuilles doubles
21. Mappemonde de Gérard Mercator, Duisbour, 1569. Huit feuilles simples.

## Annexe 7 - Extrait de la table des matières du premier numéro des *Petermann Geographischen Mittheilungen* (August Petermann, PGM, 1855, T1) :

### INHALTS-VERZEICHNISS. NACH DEN ERDTHEILEN GEORDNET.

#### I. EUROPA.

1. Grössere Aufsätze.	
Die Bevölkerung Russlands im Jahre 1851. Nach P. v. Köppen. Von Dr. Petermann	14
Die Gletscher und Schneefelder Norwegens. Von Prof. James D. Forbes.	62
Die Orkney- und Shetland-Inseln. Von Dr. Petermann.	79
Physikalisch-Geographische Skizze vom Herzogthum Coburg. Von Major A. W. Fils.	160
Beschreibung des Mer-de-Glace bei Chamouni. Von Prof. James D. Forbes.	183
2. Geographische Notizen.	
Das Telegraphen-Netz von Europa zu Anfang des Jahres 1855	27
Die nördliche Brod-Linie in Gross-Britannien und der Bodenertrag Schottlands	54
Die Europäischen Eismeere: das Weisse Meer, die Ostsee und das Asow'sche Meer	54
Die geographische Verbreitung des Irischen Riesen-Hirsches Russlands Malachit-Lager	89
Statistisches von Griechenland	145
Untersuchungen über das jüngste grosse Erdbeben in Central-Europa	232
Neue Englische Aufnahme vom Schwarzen und Asow'schen Meere	232
Zur geographischen Verbreitung von Kultur-Pflanzen: Ananas in Berlin, Kresse in Paris	267
Die geographische Verbreitung der Schlangen im Grossherzogthum Baden	267
Geographisches aus dem Hospiz des Grossen St. Bernhard	302
Zunahme und Abnahme der Bevölkerung Frankreich's	302
Die numerischen Werthe der Religionen Frankreich's	302
Die Wasserstrassen Frankreich's	303
Ersteigung des Mont-Perdu im Sommer 1855	322
Projektirte Tunnel-Eisenbahn von Calais nach Dover	323
Der Bergbau Preussens	323
Bevölkerung des Österreichischen Kaiserstaates zu Ende des Jahres 1854	323
Die Österreichische Handels-Marine am Schlusse des Jahres 1854	323
Die Universitäten der Österreichischen Monarchie	323
Religions-Statistik von Ungarn und Nebenländern	324
Die Schulen Ungarn's und die Unterrichts-Sprachen	324
Die Kohlenlager des Nördlichen England's	324
Eisenbahn-Verkehr in Frankreich im Jahre 1855	325
Resultat der Trockenlegung des Haarlemer Meeres	325
Der neueste Census in Dänemark, 1855	325
Statistik Griechenlands	325
Die Streitkräfte des Königreichs beider Sicilien	326
Die Amerikanische Agave in Europa	330
Gründung einer Geographischen Gesellschaft in Wien.	375
Zur Ornithologie von Thüringen	376
Neuester Census von Toscana	376
Kultur in den Abruzzen	376
Die Cochenille-Zucht in Spanien	376
Rear-Admiral W. H. Smyth, The Mediterranean, a Memoir physical, historical and nautical	56
Prof. James D. Forbes, Norway and its glaciers visited in 1851, etc. (Englische Ausgabe.)	56
Die im Jahre 1853 von der Britischen Admiralität herausgegebenen Seekarten der Britischen Küsten	75
Desgl. von der Ostsee	75
Desgl. vom Mittelländischen Meere	75
Desgl. vom Schwarzen Meere	76
Desgl. vom Atlantischen Ocean	76
Prof. James D. Forbes, Norwegen und seine Gletscher. (Deutsche Ausgabe.)	92
Cortambert, Carte générale des célébrités de la France	92
F. v. Stülpnagel's Schulwandkarte von Deutschland, nach politischer Eintheilung colorirt	120
Dr. L. Goldmann, Aesthetische Wanderungen in Sicilien	148
Major A. W. Fils, Höhenmessungen im Herzogthum Coburg	148
Prof. D. Völter, das Kaiserthum Russland in Europa, Asien und Amerika	171
A. Kündig, Karte vom Canton Basel	172
von Reden, die Türkei und Griechenland in ihrer Entwicklungsfähigkeit	234
Colonel Blondel, Carte de la Presqu'île de Gallipoli	234
A. M. Perrot, Itinéraire de la Turquie d'Europe et des provinces Danubiennes	234
Viquesnel, Carte de la Thrace, d'une partie de la Macédoine et de la Moesie	234
Dr. M. Willkomm, die Halbinsel der Pyrenäen, eine geographisch-statistische Monographie	235
Freiherr von Minutoli, Portugal und seine Colonien im J. 1854	235
Prof. Dr. J. Kutzen, das Deutsche Land	235
Bernhard Cotta, Deutschlands Boden, sein geologischer Bau etc.	235
Notizblatt des Vereins für Erdkunde und verwandte Wissenschaften zu Darmstadt	235
August Bück, die Reisen des Venezianers Marco Polo im dreizehnten Jahrhundert	236
F. v. Stülpnagel, Bär u. Petermann, Karte von Europa in 4 Blättern	236
Hermann Berghaus, Schulatlas der Österreichischen Monarchie	236
E. von Sydow, Wandkarte von Europa in 9 Sectionen	236
M. A. Becker, Österreichische Vaterlandskunde	271
Dr. H. Girard, die norddeutsche Ebene, insbesondere zwischen Elbe und Weichsel	306
Kummer von Kammersberg, Administrativ-Karte von den Königreichen Galizien u. s. w.	306
Vogel, Wenig und Körner, das Vaterlandsbuch	334
Jahrbücher und Abhandlungen der k. k. geologischen Reichsanstalt zu Wien	377
Heinrich Kiepert, Generalkarte des Türkischen Reiches in Europa und Asien u. s. w.	378
4. Karten.	
Die Orkney- und Shetland-Inseln. Ges. von Dr. Petermann	6
Illustrationen zur Physikalischen Geographie des Herzogthums Coburg. Von Major A. W. Fils.	16
Forbes' Karte vom Mer-de-Glace bei Chamouni und dem angrenzenden Gebiet. Ges. von Dr. Petermann	17

## Annexe 8 – Extrait de *La place de la géographie dans la classification des connaissances humaines* (Eugène Cortambert)

Extrait de l'essai de Cortambert (BSGP, 1852 (S4, T3) : 239-245) :

« Rien de plus commun que de voir la géographie mal classée parmi les autres connaissances humaines : dans les catalogues, dans les tables encyclopédiques, dans les sections des sociétés savantes, elle est rangée tantôt parmi les sciences historiques, tantôt parmi les sciences sociales, ou dans les sciences physiques, ou dans les sciences mathématiques. Essayons de mettre quelque ordre dans cette confusion, et de chercher la vraie place de cette

noble étude. Remontons, pour cela, à l'ensemble des travaux variés auxquels se livre l'espèce humaine ; et qu'on nous permette d'en présenter un tableau rapide, sans que nous ayons assurément la prétention d'entrer dans une classification rivale de celles des Bacon et des Ampère. Nous serons aussi simple que possible, et nous conserverons le langage usuel dans cette distribution, où l'on est trop souvent porté à introduire un savant néologisme.

Demandons-nous d'abord d'où proviennent les travaux des hommes. L'homme peut être considéré sous un double caractère : le physique et le moral. De là deux sortes de besoins : ceux du corps et ceux de l'âme, les besoins physiques et les besoins moraux ou spirituels. De là sont nés successivement des arts, destinés à répondre immédiatement à ces deux séries de besoins ; le commerce, qui fait circuler ou échanger parmi les hommes les produits des arts ; enfin, les sciences, qui éclairent les arts et le commerce.

Les arts se sont naturellement divisés en deux sortes : les uns pour les besoins physiques : ce sont les arts matériels ; les autres pour les besoins moraux et spirituels : ce sont les beaux-arts, auxquels se joignent les belles-lettres.

Le commerce s'exerce sur deux grandes divisions de produits : les produits naturels et les produits fabriqués.

Les sciences, à leur tour, comprennent trois divisions : les sciences physiques, qui ont pour objet le monde matériel ; — les sciences morales, qui ont trait particulièrement à l'esprit humain ; — enfin les sciences qui, s'appuyant, d'une part, sur la description ou les richesses de la nature, et, de l'autre, sur les travaux et l'histoire de l'humanité, tiennent à la fois aux connaissances physiques et aux connaissances morales : ce sont celles que nous appellerons sciences physico-morales et que, dans le tableau des connaissances humaines, nous placerons entre les sciences physiques et les sciences morales, parce qu'elles sont une transition des unes aux autres. (...)

La géographie, mélange de descriptions physiques, politiques et morales, vient donc, suivant nous, se placer à la tête des sciences physico-morales, entre les sciences naturelles, d'un côté, et les sciences économiques et historiques de l'autre.

Nous créons une section spéciale pour les sciences géographiques, car la description de la Terre et de ses habitants, embrassant des choses actuelles plus encore que des choses passées, ne peut être comprise dans les sciences historiques ; on ne doit pas la renfermer non plus dans les sciences sociales, car elle n'a pas pour but que la classification des peuples et des États ; ce n'est pas davantage une des sciences naturelles, puisqu'elle n'a point pour objet unique de décrire l'état naturel de la surface du globe, quoique ce soit un de ses plus importants travaux. Les sciences géographiques ont donc leur propriété, leur valeur et leur place propres et indépendantes, comme les sciences historiques ont les leurs, et elles sont, avec les sciences économiques, la transition entre les sciences physiques et les sciences morales. Outre la géographie proprement dite, chargée de la description générale de la Terre sous tous ses rapports, nous y renfermons l'ethnographie qui étudie spécialement les hommes dans leur filiation, leurs races, leurs langues ; la topographie, qui décrit les lieux avec détail ; la statistique, qui énumère et compare les forces et les richesses des divisions politiques. Quant aux arts qui reçoivent leurs lumières des sciences géographiques ou qui s'y rattachent plus ou moins directement, nous les avons placés dans les sections d'arts auxquelles ils appartiennent : ainsi, la cartographie dans les arts graphiques ; la géodésie, dans les arts propres à la mesure de l'espace. La cosmographie, qui d'abord pourrait paraître la compagne inséparable de la géographie, nous a semblé cependant devoir être rangée dans les sciences naturelles, et non dans les sciences géographiques ; elle n'embrasse rien, en effet, qui ne soit du domaine unique de la nature ; elle n'est elle-même qu'une description large et générale de la nature ; elle nous a paru assez différer de l'astronomie, pour ne pas être placée, comme celle-ci, dans les sciences mathématiques ; elle examine l'univers dans son ensemble, dans sa pittoresque magnificence, et non avec les détails savants et précis, mêlés de calculs multipliés et minutieux, qui sont le propre de l'astronomie.

Telles sont les remarques que nous a suggérées l'incertitude où nous voyons flotter les meilleurs esprits eux-mêmes quand il s'agit de classer la géographie. Nous serions heureux que la place que nous lui assignons, et que cette distribution générale des travaux des hommes, fussent approuvées du monde savant, et particulièrement de nos honorables confrères de la Société de Géographie, dont nous appelons du reste la critique éclairée sur ce sujet philosophique. »

## **TABLES**

---



# Index

- Abrégé de géographie*.....348, 357, 385  
*Académie des Sciences*.....79, 111, 150, 164  
*African Association*.....54, 230, 290  
*Algérie*...31, 77, 87, 89, 174, 271, 282, 287, 292, 293, 296, 326, 327, 386, 400, 447, 460, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 471, 472, 473, 474, 478, 479, 480, 481, 483, 484, 485, 486, 487, 489, 492, 493, 494, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 514, 516, 521, 526, 541, 542, 546, 547  
*Allgemeine Erdkunde*.....47, 120, 407, 583  
*Andes*.....315, 316, 355  
*Annalen der Erd-, Völker- und Staatenkunde* 228, 331  
*Annalen der Geographie*.....114, 586  
*Annales des voyages*....29, 31, 88, 112, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 123, 124, 125, 126, 129, 130, 133, 134, 135, 136, 157, 159, 160, 179, 206, 228, 247, 251, 286, 321, 332, 383, 384, 419, 445  
*Anschaung*.....272, 273, 275, 277, 442  
*Antarctique*.....119, 292, 545  
*Apologie de Louis XVIII*.....157, 164, 582  
*Arago*.....83, 209, 257, 284, 285, 359, 376  
*Arctique*.....118, 119, 256, 292, 470, 545  
*Arndt*.....72, 73  
*Arrowsmith*.....113, 310  
*Asie centrale*.....274, 285, 310, 355, 356, 438, 556  
*Atlas de l'Europe*.....58  
*Atlas du Mexique*.....58, 170, 171, 344  
*Balbi*.....348, 357, 358, 363, 385  
*Banks*.....28, 53, 54, 66, 111  
*Barbié du Bocage* 56, 57, 66, 113, 130, 160, 208, 209, 224, 226, 229, 231, 232, 240, 263, 267, 268, 322  
*Barrow*.....211, 278, 279, 280, 290  
*Barth*.....274, 309, 408, 409, 412, 462, 470, 497, 521  
*Baudin*.....57, 153, 294  
*Beaumont*.....446, 447, 448, 473, 475, 513  
*Berghaus* 228, 238, 247, 310, 331, 408, 409, 410, 414, 444, 521, 529, 530, 536, 537  
*Berthollet*.....80, 81, 87, 88, 172  
*Bonaparte*.....77, 81, 87, 88, 89, 109, 157, 173, 174  
*Bonpland*.....56, 65, 256, 274, 276, 281, 557  
*Bory de Saint-Vincent*.....28, 31, 219, 220, 274, 286, 287, 293, 294, 326, 358, 386, 468, 480, 483, 486, 501, 502, 508, 510, 511, 515, 542, 558  
*Boussingault*.....165, 256, 259, 271, 281, 377, 557  
*Buache*.. 100, 103, 108, 113, 130, 154, 156, 157, 163, 175  
*Buache de la Neuville*. 28, 36, 50, 54, 64, 65, 99, 114, 150, 151, 152, 153, 155, 176, 334  
*Bureau des Longitudes*.....152  
*Burke*.....76  
*Burnes*.....210  
*Büsching*.....56, 66, 163  
*Cabinet des cartes*.....31, 215, 413  
*Caillé*.....245, 253, 262, 264, 269, 270, 278, 279, 280, 293, 324, 340, 359, 455, 456  
*Cancrin*.....283, 284  
*Carette*.....510, 511  
*Cassini*.....39, 49, 92, 174, 316  
*Cassiquiare*.....360, 362  
*Census of India*.....93, 460  
*Chabrol de Crouzol*.....207, 241  
*Chabrol-Volvic*.....238  
*Charles X*.....63, 241  
*Chimborazo*.....311, 312, 353, 354, 355, 358  
*Colomb*.....245, 306, 307, 308  
*Comité d'Instruction publique*.....152, 153, 580  
*Commission d'Égypte*.....174, 293, 442  
*Comte*.....420, 423, 427  
*Conder*.....348, 349, 352, 353, 367, 368, 371, 435  
*Considérations générales sur l'Instruction Publique* .....156, 583  
*Cook*.....50, 57, 103, 104, 144, 384, 580  
*Coquebert de Montbret*.....86, 592  
*Cortambert*...217, 303, 418, 419, 420, 421, 422, 424, 550, 551  
*Cosmographie élémentaire*.....56, 63, 64, 154  
*Cournot*.....420  
*Cuvier*.....111, 451  
*D'Avezac*.....430, 550  
*Darlymple*.....53, 66, 113  
*Darwin*.....19, 451, 453  
*De Martonne*.....438  
*Dépôt de géographie*.....216  
*Dépôt de la Guerre*.....60, 74, 92, 110, 174, 288, 291, 415, 484, 485, 498  
*Dépôt des Cartes et Plans*.....54, 60  
*Description d'Égypte*.....88, 89, 174, 216, 253, 582  
*Die Erdkunde im Verhältniss zur Natur und zur Geschichte des Menschen, oder allgemeine, vergleichende Geographie*.....163, 439, 583  
*Drapeyron*.....64, 150  
*Dufour*.....294, 295, 484, 502, 504, 508  
*Duval*.....452, 480, 514, 516, 560, 563  
*École Normale*.....80, 81, 98, 99, 101, 107, 108, 109, 135, 136, 151, 152, 153, 154, 179  
*École polytechnique*.....80, 89, 172, 252, 288, 289  
*Erdbeschreibung*.....131, 163, 584, 585, 586  
*Essai politique sur l'île de Cuba*.....170, 377  
*Essai sur la géographie des plantes*.....128, 169  
*Essai sur le Royaume de la Nouvelle-Espagne*.....59, 170, 171, 308, 328, 366  
*Expédition d'Égypte* 30, 56, 77, 81, 88, 135, 173, 175  
*Exposition universelle*.....221, 399, 403, 463  
*Fichte*.....72, 73, 75, 76, 101  
*Forster*..28, 30, 48, 50, 51, 52, 53, 56, 61, 62, 63, 65, 66, 70, 71, 103, 104, 126, 130, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 172, 175, 176  
*Foucault*.....94  
*Fourcroy*.....80, 81, 172



<i>Fragmens asiatiques</i> .....	285, 310, 341
Franklin.....	292, 293, 401, 444, 470, 481, 521, 549
Frédéric-Guillaume Ier.....	217
Frédéric-Guillaume III.....	55, 72, 74, 83, 90, 106, 131, 164, 166, 255, 336
Galetti.....	348
Gaspari.....	56, 113
Gay-Lussac.....	256, 274, 281, 358
Gea.....	101, 131, 586
<i>Generalstab</i> .....	60, 74, 92, 289
Geoffroy Saint-Hilaire.....	239
<i>Géographie des Plantes</i> .....	557
<i>Géographie élémentaire moderne et ancienne</i> .....	150
<i>Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde</i> ...	120, 135, 157, 159, 583, 606
<i>Géographie universelle, ancienne et moderne, mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde</i> .....	154
Géorama.....	220, 221, 319, 401
<i>Geschichte der Reisen</i> .....	63, 148, 580
<i>Gesellschaft für Erdkunde</i> .....	29, 206, 207, 210, 217, 223, 226, 230, 232, 234, 237, 241, 247, 248, 254, 268, 274, 317, 326, 329, 382, 405, 407, 409, 416, 441, 497, 521, 525, 533, 535, 541, 545, 546
Gobineau.....	451, 452
Gosselin.....	57, 66, 113, 160
Guadet.....	348
Gumprecht.....	407, 417
GutsMuths.....	253
Hachette.....	403, 404
Hardenberg.....	73, 74, 82, 90, 91, 101, 102, 108, 111, 166, 167, 168
Herder.....	75, 76
Hoffmann.....	91, 126, 130, 131, 585
Humboldt... ..	13, 15, 19, 20, 28, 31, 36, 39, 49, 50, 51, 53, 55, 56, 58, 59, 61, 65, 66, 72, 74, 82, 83, 104, 105, 106, 107, 111, 113, 120, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 131, 132, 135, 144, 145, 147, 148, 154, 161, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 175, 176, 177, 209, 210, 211, 219, 223, 232, 236, 238, 246, 247, 248, 252, 254, 255, 256, 259, 269, 270, 271, 272, 274, 275, 276, 277, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 291, 292, 295, 296, 297, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 315, 316, 326, 328, 329, 330, 331, 334, 335, 336, 340, 341, 342, 344, 345, 353, 354, 355, 356, 358, 360, 361, 362, 366, 367, 370, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 386, 388, 389, 396, 398, 409, 414, 428, 429, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 443, 445, 453, 527, 536, 541, 548, 554, 555, 556, 557, 558
Iéna.....	72, 74, 111
Jackson....	28, 211, 260, 320, 338, 339, 356, 357, 363, 364, 365, 366, 369, 370, 417, 427, 428, 431, 432, 433, 434, 444, 553
Joanne.....	403, 404, 538, 548
Johnston.....	310, 414, 415, 444, 529, 530, 531
Jomard.....	28, 31, 36, 56, 57, 66, 79, 81, 87, 88, 130, 160, 172, 173, 174, 175, 176, 208, 211, 215, 216, 217, 218, 219, 229, 232, 238, 239, 240, 245, 252, 253, 254, 257, 263, 278, 279, 280, 286, 287, 288, 294, 303, 304, 305, 306, 307, 309, 317, 318, 320, 324, 327, 332, 333, 334, 338, 339, 340, 343, 387, 396, 413, 416, 417, 427, 428, 429, 431, 432, 433, 434, 441, 442, 443, 444, 450, 479, 520, 521, 549, 550, 553
<i>Journal des débats</i> .....	157, 334, 335, 606
Kant.....	43, 44, 48, 49, 134, 136, 273, 274, 275, 330, 346, 375, 378, 429, 437, 443, 451
<i>Königliche Kartographische Institut</i> .....	218
<i>Kosmos</i> .....	125, 130, 159, 276, 285, 310, 313, 314, 315, 341, 354, 355, 367, 370, 377, 378, 379, 414, 439, 530, 555, 556, 557
<i>Kriegsschule</i> .....	74, 83, 91, 102, 108, 111, 135, 179, 190, 237, 254, 275, 286, 288, 289, 382, 383, 390, 415, 485, 593
Krug.....	91, 131, 348, 371, 585
Laing.....	278, 279, 280, 292, 293, 324
Lalande.....	169
Lamarck.....	122, 585
Langlois.....	348, 349, 350, 351, 353, 367, 368, 370, 371, 435
Laplace.....	80, 81, 238
Latour.....	137, 138, 139, 141, 142, 164, 177, 179
Lichtenstein.....	210, 239, 240, 241, 242, 243, 249
Louis XVIII.....	152, 157, 207, 208, 245
Malte-Brun.....	28, 36, 47, 50, 53, 61, 66, 78, 88, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 129, 130, 133, 134, 135, 136, 143, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 175, 176, 177, 179, 185, 206, 207, 208, 228, 232, 239, 240, 251, 263, 268, 275, 286, 287, 319, 332, 333, 334, 335, 339, 349, 375, 383, 384, 387, 407, 417, 419, 420, 445, 473, 488, 489, 513
<i>Map Room</i> .....	413
Mentelle.....	28, 36, 44, 45, 47, 48, 50, 53, 56, 57, 58, 61, 63, 64, 65, 66, 99, 100, 103, 108, 109, 113, 120, 121, 127, 130, 132, 135, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 163, 175, 176, 334
Mercator.....	304, 305
Mexico.....	59
<i>Modern Geography</i> .....	47, 120, 158, 162, 585
Monge.....	79, 80, 81, 87, 88, 172, 252, 582
Montalivet.....	209, 290, 326, 384
<i>Monuments de la Géographie</i> .....	31, 303, 304, 305, 307, 309
Morée.....	87, 89, 174, 219, 271, 287, 292, 293, 295, 296, 327, 386, 483, 484, 486, 502, 504, 505
Mungo Park.....	291, 292
Murchison.....	28, 290, 405, 407, 413, 444, 475, 476, 513, 539, 542, 557
Musée de Géographie.....	110, 152, 588
Musée ethnographique.....	217, 219
Muséum d'Histoire Naturelle.....	172, 219, 252, 294, 295
Napoléon.....	34, 69, 71, 72, 73, 75, 77, 81, 84, 98, 99, 101, 107, 108, 118, 134, 152, 153, 157, 158, 174, 176, 179, 215, 403, 445, 464, 473, 479, 582, 600, 601, 602, 606
Napoléon III.....	462, 464, 473, 479, 601
Nicolas Ier.....	270, 283, 284, 296, 326, 335
Nil.....	88, 173, 262, 264, 293, 318, 324, 338, 362, 363,

364, 470, 532, 549, 582  
*Nouvelles Annales des Voyages* 29, 228, 321, 332, 384  
 Océanie. 119, 292, 325, 349, 350, 449, 450, 513, 545, 549, 550  
*Ordnance Survey*.....60, 92, 288, 316, 413, 415  
 Oural.....326, 355, 356, 438  
*Palestine Association*.....230  
 Panama.....323, 329, 330, 339, 447, 548  
 Pasigraphie.....314, 315  
 Pelet.....291, 384, 415, 484, 498  
 Perrot.....85, 263, 350, 434, 435  
 Perthes.....253, 408, 444  
 Pestalozzi.....82, 83, 126, 253, 275  
 Petermann....28, 29, 31, 396, 398, 408, 409, 410, 412, 414, 424, 443, 444, 445, 446, 529, 548, 549, 556, 557, 563  
*Petermann Geographische Mitteilungen* 31, 408, 444, 548  
*Physical Atlas*.....444, 531  
 Pictet.....167, 168, 169, 366  
 Pinkerton....47, 61, 120, 143, 157, 158, 159, 162, 163  
*Précis de la géographie universelle* 47, 116, 117, 118, 121, 122, 159, 582  
*Privatgelehrter*.....31, 443, 444  
*Raleigh Club*.....230  
 Ratze.....15, 383, 396, 452  
 Ratzel.....15, 383, 396, 452  
*Reine Geographie*....31, 56, 254, 282, 286, 379, 380, 386, 546  
 République des Lettres..204, 222, 223, 229, 231, 232, 286, 523  
 Ritter19, 20, 28, 31, 36, 47, 56, 58, 59, 61, 63, 66, 74, 82, 83, 91, 101, 102, 111, 120, 122, 123, 125, 126, 127, 130, 143, 144, 157, 158, 163, 207, 210, 212, 213, 215, 217, 218, 232, 238, 241, 247, 252, 253, 254, 269, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 282, 286, 289, 308, 309, 310, 322, 323, 329, 330, 331, 334, 338, 339, 360, 362, 375, 379, 380, 381, 382, 383, 385, 386, 388, 396, 398, 409, 413, 416, 425, 426, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 453, 521, 535, 541, 546, 548, 555, 556, 557, 558  
*Royal Geographical Society*....29, 207, 208, 211, 213, 214, 223, 227, 229, 230, 231, 232, 233, 237, 240, 241, 258, 262, 264, 266, 270, 320, 321, 322, 329, 331, 333, 345, 356, 363, 401, 405, 407, 409, 413, 414, 444, 469, 470, 471, 472, 475, 476, 477, 486, 488, 492, 493, 494, 495, 498, 512, 513, 520, 522, 523, 524, 533, 544, 546, 553, 557  
 Salzmann.....253  
 Santarem.....305, 306  
 Schlagintweit.....230, 274, 470  
 Sédillot.....552  
 Siebold.....210, 219  
 Société d'Arcueil.....81  
 Société de géographie de Paris29, 206, 208, 212, 215, 217, 220, 224, 231, 233, 237, 241, 245, 253, 261, 262, 265, 268, 278, 291, 305, 310, 317, 323, 326, 329, 342, 401, 405, 407, 418, 427, 442, 445, 446, 451, 469, 470, 472, 474, 479, 492, 493, 494, 499, 512, 519, 525, 532, 544, 546, 547, 552  
 Sömmerring.....167  
*spatial turn*....13, 23, 27, 36, 185, 187, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 221, 235, 248, 298, 455  
*Statistiques du Mexique*.....104  
*Tableau politique de l'Europe*.....332, 384  
 Tombouctou.....31, 245, 261, 262, 263, 269, 278, 326, 359, 447, 465, 466, 493  
*Trigonometrisches Bureau*.....217  
 Université de Berlin 74, 75, 82, 83, 91, 101, 108, 110, 254, 308, 377  
*Unter den Linden*.....74, 75, 82, 200, 237  
 Varnhagen von Ense.....284  
 Vivien de Saint-Martin.....28, 31, 220, 396, 398, 443, 444, 445, 446, 448, 449, 452, 514, 516, 537, 560, 563  
 Vogel.....73, 82, 409, 497  
 Volney.....56, 101, 113  
 Von Buch.....210, 534  
 Vosgien..348, 349, 350, 351, 352, 353, 367, 368, 369, 370, 371, 435  
*Voyage aux régions équinoxiales*.....169  
 Walckenaer.....113, 208, 245, 263, 268, 308, 586  
 Wilhelm von Humboldt.....82, 591  
 Zeune.....101, 126, 130, 131, 379, 586

## Table des figures

1. Liste des discussions méthodologiques de la thèse.....	27
2. Présentation des géographes du corpus.....	28
3. Référencement des sources institutionnelles dans le texte.....	29
4. Liste des « gros plans » de la thèse.....	30
5. <i>Tableau des différens (sic) rapports sous lesquels on peut considérer la géographie</i> , Mentelle (1787).....	45
6. <i>Planche du système des connaissances humaines</i> , in <i>l'Encyclopédie</i> (1772).....	46
7. Les terrains de Forster entre 1775 et 1794.....	51
8. Pays d'origine des correspondants de Forster (1784-1794).....	52
9. Champs d'activité des correspondants de Forster (1784-1794).....	52
10. <i>Carte générale des parties connues du globe</i> , Mentelle (1804).....	57
11. <i>Carte du relief de l'Europe</i> , Ritter (1806).....	58
12. Détail de la <i>Carte de la vallée de Mexico et des montagnes voisines</i> , Humboldt (1811).....	59
13. Coexistence de différentes cultures géographiques de la fin du XVIIIème au début du XIXème siècle.....	66
14. Schéma des différentes « cultures géographiques » entre 1780 et 1810.....	67
15. La <i>Humboldt Universität</i> aujourd'hui.....	74
16. <i>Unter den Linden</i> vers 1820, Carse.....	75
17. <i>Le général Bonaparte s'entretient à bord de l'Orient avec les savants de l'expédition d'Égypte</i> , Potrelle (1798 ).....	89
18. Les périmètres nationaux de la France, de la Prusse et de la Grande-Bretagne entre 1790 et 1815.....	94
19. Nature des articles des <i>Annales des Voyages</i> .....	117
20. Proportion des aires régionales dans les <i>Annales des voyages</i> .....	118
21. Analyse régionale des articles des <i>Annales des voyages</i> .....	119
22. Périmètres de recherche et terrain de géographes, 1785-1815.....	125
23. Table des matières du tome II des <i>Annales des voyages</i> .....	126
24. Tableau de comparaison des géographies politique et savante entre 1785 et 1815.....	130
25. Tableau synthétique des cours de géographie de l'École Normale.....	154
26. <i>Carte de l'Océanique Centrale</i> , Malte-Brun (1812).....	161
27. Détail de la <i>Carte du Mexique et des pays limitrophes</i> , Humboldt (1811).....	171
28. Configurations relationnelles entre politique et géographes, 1785-1815.....	176
29. Discours et postures géographiques vis-à-vis du politique.....	177
30. La situation des savoirs géographiques entre 1785 et 1815.....	180
31. Carte des lieux de savoir, de la géographie et du pouvoir – Berlin (1815-1840).....	200
32. Carte des lieux de savoir, de la géographie et du pouvoir – Paris (1815-1840).....	201
33. Carte des lieux de savoir, de la géographie et du pouvoir – Londres (1815-1840).....	202
34. Le réseau de l'information géographique.....	203
35. Les sociétés de géographie ou l'idéal de la République des Lettres ?.....	204
36. Ériger les sociétés de géographie en nouvelles centralités scientifiques.....	205
37. Les trois sociétés aujourd'hui.....	208
38. Les membres d'honneur de la <i>Gesellschaft für Erdkunde</i> (1828-1837).....	210
39. Recensions de la <i>Royal Geographical Society</i> entre 1835 et 1840.....	211
40. Provenance des livres recensés par la <i>Royal Geographical Society</i> entre 1835 et 1840.....	211
41. Le géorama de Guérin (1844).....	220
42. Le système de correspondance au sein de la Société de Géographie de Paris pour le premier semestre de 1836.....	224

43. Hiérarchie du système de correspondance des sociétés de géographie.....	225
44. <i>Sketch of the appearance of Graham Island</i> .....	228
45. Carte de l'Australie.....	228
46. Contributions nationales et étrangères dans les bulletins de 1837 des sociétés de Paris et de Londres.....	231
47. Flux et échanges d'informations vers la <i>Royal Geographical Society</i> , vers 1840.....	233
48. Flux et échanges d'informations vers la Société de Géographie de Paris, vers 1840.....	233
49. Flux et échanges d'informations vers la <i>Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin</i> , vers 1840.....	234
50. Logo de la <i>Royal Geographical Society</i> .....	240
51. <i>Humboldt und Bonpland in ihrer Dschungelhütte</i> , Eduard Ender (1822-1883).....	256
52. Le thermomètre de Sykes.....	259
53. Liste des prix proposés par la Société de Géographie de Paris (1821-1860).....	262
54. <i>M. Caillé méditant sur le Coran et prenant ses notes</i> .....	270
55. Les voyages majeurs d'Alexander von Humboldt.....	274
56. Les principales missions d'exploration commanditées par les gouvernements de France, Grande-Bretagne et Prusse (1820-1840).....	292
57. Extrait de la planche 21 des <i>Monuments de la géographie</i> .....	304
58. Détail de la <i>Carte générale du Royaume de la Nouvelle-Espagne</i> , Humboldt (1811).....	312
59. Détail de la coupe du Chimborazo, Humboldt (1814).....	312
60. Carte des lignes isothermes, Humboldt (1845).....	313
61. <i>Umriss der Pflanzengeographie</i> , Humboldt (1845).....	314
62. Détail de <i>Umriss der Pflanzengeographie</i> , Humboldt (1845).....	315
63. La primauté de l'actualité géographique dans les bulletins de la <i>Royal Geographical Society</i> (1831-1840). 320	
64. Analyse des numéros des <i>Nouvelles Annales des Voyages</i> (1819-1840) par aire régionale.....	321
65. Analyse des bulletins de la <i>Royal Geographical Society</i> (1831-1840) par aire régionale.....	322
66. Répartition des aires régionales dans un bulletin de la Société de Géographie de Paris (1825).....	323
67. Intérêts géographiques des trois sociétés (1820-1840).....	325
68. <i>Carte des liaisons entre Atlantique et Pacifique</i> , Humboldt (1811).....	328
69. Gradient d'activité politique des géographes du corpus.....	334
70. Tableau d'observation assurant un discours scientifique.....	338
71. Extrait d'une carte de l' <i>Atlas géographique et physique du Royaume de la Nouvelle Espagne</i> , Humboldt (1969).....	344
72. Extrait d'une carte de l' <i>Atlas géographique et physique du Royaume de la Nouvelle Espagne</i> , Humboldt (1969).....	345
73. Détail d'une carte de l'Afrique du Sud.....	346
74. Extraits de la partie notions générales (à gauche) et glossaire (à droite) chez Vosgien.....	351
75. Extrait du dictionnaire de Langlois.....	351
76. Détail de la coupe du Chimborazo, Humboldt (1814).....	354
77. <i>Planisphère physique où l'on voit du pôle septentrional ce que l'on connoit de terres et de mers, avec les grandes chaînes de montagnes qui traversent le globe</i> , Philippe Buache (1752).....	360
78. <i>Carte Itinéraire du cours de l'Orénoque, de l'Atabapo, du Cassiquiare et du Rio Negro, montrant la bifurcation de l'Orénoque et sa connexion avec l'Amazone</i> (détail), Humboldt (1814).....	361
79. <i>Réseaux hydrographiques</i> , Julian Jackson.....	365
80. Comparaison du lexique « montagne » entre les trois sphères.....	368
81. Comparaison du lexique « rivière » entre les trois sphères.....	369
82. Comparaison du lexique du découpage de l'espace entre les trois sphères.....	370
83. Positionnement et discours des géographes du corpus (1815-1840).....	386
84. Le positionnement des géographes du corpus, vers une hétéronomie de plus en plus grande vis-à-vis du politique.....	387
85. La situation des savoirs géographiques aux environs de 1840, à l'intersection entre projet disciplinaire et projet politique.....	391

86. <i>The Great Globe</i> , par James Wyld (1851).....	400
87. « A Consultation about the State of Turkey ».....	400
88. <i>Le guide de Paris</i> , Karl Baedeker (1860).....	402
89. <i>Itinéraire de la Suisse</i> , Adople Joanne (1841).....	403
90. <i>Le guide-itinéraire de Paris à Nantes</i> (1854) et <i>Le guide du voyageur à Londres</i> (1853).....	404
91. Effectifs des trois sociétés de géographie (1821-1860).....	405
92. Evolution de l'effectif des sociétés de géographie (1821-1860).....	406
93. <i>Carte de la géologie de l'Inde</i> , Petermann (1855).....	411
94. Planche cartographique accompagnant le récit du voyage de Barth.....	412
95. Extrait du <i>Tableau de classification des connaissances humaines</i> , Cortambert (1852).....	419
96. Tableau de mesures météorologiques.....	423
97. Commerce des États-Unis (1850-1851).....	424
98. Tableau comparatif des langues indigènes d'Afrique du Sud (extrait).....	430
99. L'organisation du <i>Kosmos</i> .....	439
100. Tableau comparatif des possessions françaises et britanniques entre 1840 et 1860.....	462
101. « British Lion attacks Bengal Tiger », John Tenniel (août 1857).....	463
102. <i>The Secret of England's Greatness</i> , Thomas Jones Barker (1862).....	464
103. <i>Détail de La prise de la smalah d'Abd-el-Kader</i> , Horace Vernet (1844).....	465
104. <i>Pèlerins allant à la Mecque</i> , Léon Belly (1861).....	466
105. Nombre d'articles consacrés à des territoires coloniaux dans les bulletins de la <i>Royal Geographical Society</i> (1840-1860).....	469
106. Nombre d'articles consacrés à des territoires coloniaux dans les bulletins de la Société de Géographie de Paris (1840-1860).....	470
107. Origine des membres de la <i>Royal Geographical Society</i> venant des colonies britanniques (1859).....	471
108. Liste des souscripteurs au prix pour un voyage de l'Algérie au Sénégal.....	474
109. Réciprocité dynamique entre la conquête coloniale et le progrès des connaissances géographiques.....	482
110. Tableau statistique des colonies françaises en 1851, V.-A. Malte-Brun.....	488
111. Proportion d'articles consacrés à des espaces coloniaux britanniques dans les bulletins de la <i>Royal Geographical Society</i> (1840-1860).....	492
112. Intérêt géographique de la Société de Géographie de Paris (1840-1860).....	492
113. Cartographie de l'intérêt colonial de la Société de Géographie de Paris (1840-1860).....	494
114. Cartographie de l'intérêt colonial de la <i>Royal Geographical Society</i> (1840-1860).....	495
115. <i>Plan d'Alger</i> , Delaroche (1830).....	499
116. <i>Carte de l'Algérie</i> , Delaroche (1846).....	500
117. <i>Carte générale de l'Algérie</i> , Beaupré (1840).....	501
118. Algérie versus Algérie de Bory ou la transformation de l'espace algérien.....	504
119. Le fait colonial : un horizon partiel et nationalement différencié pour les savoirs géographiques entre 1840 et 1860.....	516
120. La répartition des présidents de la Société de Géographie de Paris (1821-1861).....	519
121. Sociologie des membres de la <i>Royal Geographical Society</i> (1830-1859).....	520
122. Le différentiel d'implication du politique dans les trois sociétés de géographie (1840-1860).....	522
123. Les membres honoraires et correspondants étrangers de la <i>Royal Geographical Society</i> (1859).....	523
124. Flux et échanges d'informations vers la <i>Royal Geographical Society</i> (1840-1860).....	524
125. Flux et échanges d'informations vers la Société de Géographie de Paris (1840-1860).....	525
126. Flux et échanges d'informations vers la <i>Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin</i> (1840-1860).....	525
127. <i>Carte de la répartition de la population allemande</i> , C. von Rau (1828).....	527
128. <i>Carte de la répartition de la population en Irlande</i> , H. D. Harness (1837).....	528
129. <i>Carte des flux de voyageurs en Irlande</i> , H. D. Harness (1837).....	528
130. <i>Carte de la répartition de la population des Îles Britanniques</i> , Petermann (1848).....	529

131. <i>Carte de la répartition des fauves</i> , Heinrich Berghaus (1837-1848).....	530
132. <i>Carte de répartition des oiseaux en Europe et dans le monde</i> , Alexander Keith Johnston (1849).....	531
133. Part des articles de la Société de Géographie de Paris consacrés au territoire national (1840-1860).....	532
134. Part des articles de la <i>Royal Geographical Society</i> consacrés au territoire national (1840-1860).....	533
135. Part des articles de la <i>Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin</i> consacrés au territoire national (1840-1860).....	533
136. <i>Nationalitäts-Karte Deutschland</i> , Heinrich Kiepert (1848).....	536
137. <i>Sprachkarte</i> , Heinrich Berghaus (1849).....	537
138. Carte des périmètres d'objets de la Société de Géographie de Paris (1840-1860).....	544
139. Carte des périmètres d'objets de la <i>Royal Geographical Society</i> (1840-1860).....	544
140. Carte des périmètres d'objets de la <i>Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin</i> (1840-1860).....	545
141. <i>Carte de l'isthme de Suez</i> , Petermann (1855).....	548
142. Tableau comparatif de quelques termes et concepts géographiques entre allemand, français et anglais (1840-1860).....	555
143. Le fait national comme horizon partiel des savoirs géographiques (1840-1860).....	559
144. La situation des savoirs géographiques aux environs de 1860, mainmise du projet politique et idéologisation disciplinaire.....	561
145. Synthèse des manières de faire géographiques nationales vers 1860.....	569
146. Configurations relationnelles des géographes du corpus vis-à-vis du politique.....	571

# Table des matières

Remerciements.....	4
Sommaire.....	7
Introduction générale.....	10
Introduction de la première partie.....	34
Chapitre 1. 1780-1815 : Pluralité et variété des savoirs géographiques.....	37
Discussion méthodologique 1 - Être ou ne pas être discipline ?.....	37
A) À la fabrique des savoirs géographiques.....	42
1 – L'emprise de l'esprit universaliste et humaniste dans la science européenne.....	42
Gros plan 1 - L'emprise de la géographie universelle.....	44
2 – Qui produit des savoirs géographiques, où et comment ?.....	48
a) Géographes de terrain versus géographes de cabinet.....	49
Gros plan 2 - La pratique géographique de Georg Forster.....	50
b) Géographes en réseau.....	53
3 – Quelles formes prennent les savoirs géographiques ?.....	54
a) Rassembler le monde : de la collection.....	54
b) ... aux livres.....	55
c) Cartographier le monde.....	57
B) Une distance proximale avec le politique.....	60
1 – Géographie et politique : des relations a priori distantes.....	60
2 – Des liens parfois étroits.....	62
Conclusion du chapitre 1.....	65
Chapitre 2. 1790-1815 : Affirmations nationales et augmentation de la demande de savoirs géographiques.....	68
A) 1790-1815 : le moment des affirmations nationales.....	69
1 – La nation française entre Révolution et Napoléon.....	69
2 – Le sursaut national prussien.....	71
3 – Les balbutiements britanniques au milieu des bouleversements européens.....	76
B) Nouvelles organisations des fabriques scientifiques.....	78
1 – Le centralisme scientifique français.....	79
2 – Le savoir au service du renouveau national prussien.....	82
C) Accroissement de la demande de savoirs sur l'espace de la part des États.....	84
1 – En France, des statistiques nationales aux ambitions coloniales.....	84
Gros plan 3 - L'expédition d'Égypte.....	87
2 – En Prusse, la fièvre statistique à l'échelle du royaume.....	90
3 – En Grande-Bretagne, la cartographie comme modalité de connaissance de l'Empire.....	91
Conclusion du chapitre 2.....	93
Chapitre 3. L'information d'une discipline géographique naissante par le champ politique.....	96
A) Un nouveau rôle assigné aux géographes : servir la patrie.....	98
1 – Enseigner la géographie.....	98
a) L'enseignement géographique français : le cas de l'École Normale de l'an III.....	98
b) L'enseignement géographique prussien.....	101
2 – Expertiser l'espace national.....	103

a) Forster et la Russie.....	103
b) Humboldt, expert géographique en Amérique.....	104
B) Une institutionnalisation scientifique dans le sillage du politique.....	107
1 – La reconnaissance d'une discipline enseignée.....	107
2 – L'apparition de la « géographie » dans les hauts lieux de la fabrique scientifique.....	109
a) Manque de pérennité institutionnelle pour la géographie en France.....	109
b) Le tournant des années 1810 en Prusse.....	110
3 – La création de tribunes par les géographes eux-mêmes.....	112
Gros plan 4 – L'aventure des Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire.....	112
C) Discours et pratiques de géographes : entre volonté d'unité et réalités plurielles.....	115
1 – Les Annales des voyages, ou fonder l'unité épistémologique de la géographie.....	115
a) Faire de la géographie une discipline d'actualité et universelle.....	116
b) Description versus analyse.....	121
c) Géographe versus voyageur.....	123
2 – Le maintien du paradigme de la pluralité.....	124
a) Une pluralité de pratiques géographiques.....	125
b) Une faiblesse théorique partielle.....	128
D) Une construction avec ou contre le politique ?.....	129
1 – Politique et géographie de l'espace national.....	129
2 – Se construire sans/contre le politique, l'esprit des Annales des voyages ?.....	133
Conclusion du chapitre 3.....	135
Discussion méthodologique 2 - Bourdieu, Latour et le practical turn.....	137
Chapitre 4. Déclinaisons individuelles autour de l'ambition universaliste.....	143
A) Forster : du géographe au politique.....	144
1 – Forster financé par le politique.....	144
2 – Le choix du politique.....	146
3 – Politique et scientifique au service d'un même but.....	147
B) Buache de la Neuville et Mentelle, les derniers géographes de cour.....	150
1 – Deux parcours parallèles.....	150
a) Deux géographes du roi.....	150
b) ... dans la tourmente révolutionnaire.....	151
2 – Des discours volontairement épurés ?.....	153
C) Malte-Brun ou l'élan universel.....	156
1 – Amours et désamours politiques.....	157
2 – Malte-Brun résolument moderniste et universaliste.....	158
a) Le projet universaliste de Malte-Brun.....	158
b) Malte-Brun et les autres projets universalistes européens.....	162
D) Alexander von Humboldt, entre liberté et récupération politique.....	164
1 – Humboldt ou la liberté contrariée.....	164
2 – Humboldt au-delà des considérations politiques.....	168
E) Jomard et le service de la France en Égypte.....	172
Conclusion du chapitre 4.....	175
Conclusion de la première partie.....	179
Introduction de la deuxième partie.....	184
Chapitre 5. L'établissement de lieux dédiés aux savoirs géographiques.....	190
Discussion méthodologique 3 - Enjeux et apports du spatial turn.....	191
A) Une cartographie des lieux de savoirs géographiques : interroger le triangle Berlin-Paris-Londres. .....	199



1 – Localisation du savoir et de pouvoir dans les trois capitales.....	199
a) Berlin : la force de l'axe Unter den Linden.....	200
b) Paris, la centralité historique du savoir.....	201
c) Londres, entre dispersion et axialité du savoir.....	202
2 – Circulation, mobilité et réseaux.....	203
a) Les sociétés de géographie, pivots de la chaîne d'information géographique.....	203
b) Les sociétés de géographie au centre d'un réseau de correspondances scientifiques.....	204
3 – Essai graphique : quelle place pour les sociétés de géographie ?.....	205
B) La construction de lieux dédiés à l'activité géographique.....	206
1 – Les sociétés de géographie : les hauts lieux des savoirs géographiques.....	206
a) Développer des lieux de sociabilité.....	208
b) ... destinés à accélérer le progrès des savoirs géographiques.....	212
2 – Bibliothèques et cartothèques, ou le stockage du monde.....	215
Gros plan 5 - Jomard ou la bataille du cabinet des cartes.....	215
Gros plan 6 - Ritter et la collection géographique.....	217
3 – La mise en scène du monde ou les autres lieux de la géographie.....	218
C) Institutionnalisation des réseaux et circulation des savoirs géographiques.....	221
1 – Renouer avec l'idéal de la République des Lettres.....	222
a) Recueillir les données géographiques.....	222
b) ... pour mieux les diffuser.....	226
2 – La réalité des flux : les sociétés aspirées par l'espace national ?.....	229
D) Les nouveaux lieux de la géographie, des organes au service de la nation ?.....	235
1 – Une proximité géographique et sociale vis-à-vis du pouvoir.....	235
a) Cartographie de la géographie institutionnelle : proximité des lieux centraux.....	235
b) Sociologie des sociétés de géographie : une élite militaire, économique et politique.....	237
2 – Dans le sillage du politique.....	239
a) Des sociétés sous le patronage du politique.....	239
b) Le politique, financeur des savoirs géographiques.....	244
3 – Une géographie berlinoise particulière.....	246
Conclusion du chapitre 5.....	248
Chapitre 6. Les gestes du géographe : apparition et fixation progressive de figure(s) de géographes.....	250
A) La professionnalisation de l'activité géographique.....	251
1 – Vers une plus grande exclusivité de la pratique géographique.....	252
Gros plan 7 - Les parcours de Jomard et Ritter : à l'école de l'exclusivité géographique.....	252
2 – Une professionnalisation des gestes géographiques.....	254
a) Instrumentation des gestes géographiques : le recours aux artefacts.....	255
b) Fixation et encadrement des gestes géographiques.....	258
B) In terrain veritas ?.....	260
1 - Les sociétés de géographie, actrices de la promotion du terrain.....	261
a) Proposer des terrains d'exploration.....	261
b) Assurer la scientificité des voyages.....	264
2 – Diversité et pluralité des pratiques de terrain.....	267
a) Les sociétés de géographie : entre cabinet et terrain.....	267
b) Le terrain des voyageurs, entre solitude individuelle et encadrement militaire.....	269
c) La sacralisation du terrain côté prussien.....	272
3 – Les géographes sur le terrain des concurrences nationales.....	277
a) Lutte pour la connaissance du monde.....	278
Gros plan 8 - La lutte pour Tombouctou.....	278
b) Quelques collaborations transnationales.....	280
C) Politisation et militarisation du géographe.....	282
1 – Des géographes politisés malgré eux ?.....	282
a) Humboldt et Ritter, le rêve universaliste dans le giron politique ?.....	282
Gros plan 9 - Le voyage asiatique de Humboldt, des compromis à la censure.....	283
b) Malte-Brun, Bory et Jomard : une adéquation entre le travail intellectuel et le devoir national ?.....	286
2 – La militarisation de l'activité géographique.....	287

a) Encadrement militaire de l'activité géographique : du côté des sociétés.....	288
b) Encadrement militaire de l'activité géographique : du côté du terrain.....	291
Gros plan 10 - Bory de Saint-Vincent, un géographe dans l'armée française.....	294
Conclusion du chapitre 6.....	296
Chapitre 7. Mettre géographiquement le monde en récit.....	298
Discussion méthodologique 4 - Combiner l'approche externaliste et l'approche internaliste.....	298
A) À la recherche des fondements géographiques communs.....	302
1 – Écrire l'histoire de la discipline.....	303
Gros plan 11 - Jomard et Les Monuments de la Géographie.....	303
2 – L'écriture géographique est aussi cartographique.....	309
a) La fascination cartographique.....	309
b) La production cartographique humboldtienne.....	311
3 – Standardiser la mesure et la représentation du monde.....	316
B) Les périmètres et objets de recherche.....	319
1 – Actualiser la carte (des ressources) du monde, entre curiosité universelle et prémisses coloniaux...319	
a) Actualité versus recul critique ?.....	319
b) Les espaces privilégiés de l'actualité géographique : Europe, Afrique et les mystères de la nature...321	
c) ... modulés par la montée des préoccupations économiques et coloniales.....	325
2 – Géographie et artefacts.....	327
3 – La « nation », objet géographique.....	331
a) La question européenne et méditerranéenne passionnée.....	331
b) Les géographes politiques ?.....	334
C) Trouver le ton juste de la nouvelle langue géographique.....	337
1 – Le contrat géographique.....	337
2 - Toponymie locale vs souveraineté nationale : traduire ou ne pas traduire ?.....	342
D) Das Problem der Begrifflichkeit.....	346
1 – La faiblesse conceptuelle géographique.....	347
a) Indigence des dictionnaires géographiques.....	347
b) Écriture géographique et légèreté conceptuelle.....	350
2 – Comprendre le monde pour mieux l'écrire.....	357
a) Êtes-vous neptuniste ou plutoniste ?.....	358
b) Dépassez Buache : montagnes et bassins hydrographiques.....	359
c) Les énigmes hydrographiques.....	362
3 – L'intraductibilité des concepts géographiques ?.....	366
a) Les enjeux du problème.....	366
b) Comparaisons de quelques concepts géographiques français, prussiens et britanniques.....	367
Conclusion du chapitre 7.....	372
Chapitre 8 : Entre Nationalgefühl et Universalismusgebot, positionnement et discours des géographes.....	374
A) De l'universalité des savoirs géographiques à leur nationalisation : un gradient prusso-français....375	
1 - Le maintien du credo universaliste.....	375
Gros plan 12 – Humboldt et la volonté cosmopolitique : du projet à l'écriture universaliste du monde.....	376
Gros plan 13 - Ritter et la reine Geographie.....	379
2 - ... associé de plus en plus à des réflexions sur l'échelon national.....	383
B) La situation des géographes du corpus : essai graphique et synthétique.....	386
Conclusion du chapitre 8.....	388
Conclusion de la deuxième partie.....	390
Introduction de la troisième partie.....	394

Chapitre 9. Entre résistance et délitement de l'exigence universaliste : la situation des savoirs géographiques au milieu du XIXème siècle.....	398
A) Un engouement géographique général.....	399
1 – La géographie dans la sphère publique.....	399
a) La géographie se trouve un public.....	399
b) Apparition d'une nouvelle littérature géographique : les guides de voyage.....	402
2 – Le développement de la géographie institutionnelle.....	404
a) Augmentation du nombre de membres des sociétés de géographie.....	404
b) Une production en hausse de livres et revues géographiques.....	406
Gros plan 14 – L'aventure des Petermann Geographische Mittheilungen.....	408
c) Die neue Bedeutung der Kartographie.....	412
B) À la recherche de cadres disciplinaires pour la géographie.....	415
1 – Des savoirs géographiques à la géographie, l'enjeu d'une montée en discipline.....	415
a) Faire enfin science.....	415
b) ... parmi les sciences.....	417
2 – Universaliser et positiver les approches géographiques : enjeux et difficultés de la scientification de la géographie.....	422
3 – Langue, méthodologie et universalité des savoirs géographiques.....	426
a) À la recherche d'une uniformité des notations géographiques.....	426
b) L'enjeu linguistique.....	429
4 – La poursuite de la construction théorique des savoirs géographiques.....	432
Gros plan 15 – L'avance théorique prussienne, regards croisés sur les œuvres de Humboldt et Ritter.....	435
C) D'une génération à l'autre, l'ambition universaliste mise à mal.....	440
1 – 1850-1860 : un tournant générationnel.....	440
a) La disparition d'une génération au service de la géographie.....	441
b) ... et la montée d'une autre au service d'elle-même.....	443
Gros plan 16 - Les parcours de Privatgelehrter de Petermann et de Vivien de Saint-Martin.....	444
2 – La montée des discours idéologiques : d'une géographie à l'autre.....	446
a) Une géographie nécessairement politisée ?.....	446
b) Une vision euro-péo-centrée du monde.....	448
c) De l'intérêt ethnologique à la classification raciale.....	450
Conclusion du chapitre 9.....	453
Discussion méthodologique 5 : Provincialisme méthodologique ou globalisation inter- et transdisciplinaire ?.....	454
Chapitre 10. L'ambition coloniale comme horizon des savoirs géographiques ?.....	460
A) L'ambition coloniale ou la nouvelle idéologie nationale ?.....	461
1 – L'enthousiasme français et britannique.....	462
a) Le choix des colonies.....	462
b) Imprégnation coloniale.....	463
c) Mise en question de l'entreprise coloniale.....	466
2 – Le décalage colonial prussien et allemand.....	468
B) Les sociétés de géographie française et britannique, relais inégaux de l'engouement colonial.....	469
1 – Les colonies s'invitent dans les sociétés de géographie.....	469
a) Les colonies comme sujets d'intérêt géographique.....	469
b) Les colonies présentes dans la fabrication des savoirs géographiques.....	470
c) Objets coloniaux et ancrage politique des sociétés.....	472
2 – Des soutiens variés au processus colonial.....	475
a) Soutien colonialiste du côté britannique.....	475
b) Soutien conditionné au progrès des savoirs géographiques côté français.....	477
C) Sur le terrain colonial : militarisation de la pratique géographique.....	481
1 – Réciprocité dynamique entre actions militaires et activités géographiques.....	481
Gros plan 17 – L'exploration scientifique de l'Algérie (1839-1842).....	483
2 – La mesure de l'espace colonial.....	485

a) Recenser les ressources des territoires coloniaux.....	485
b) Mesurer et décrire l'espace colonial : une géographie quantitative et qualitative.....	488
D) Écrire géographiquement l'espace colonial.....	491
1 – Des périmètres nationaux de l'écriture des territoires coloniaux.....	491
a) Mettre en récit son espace colonial.....	492
b) Écrire les entreprises concurrentes.....	496
2 - Cartographier l'espace colonial.....	497
3 – Quelle rhétorique géographique du fait colonial ?.....	501
a) Du terrain au texte et du texte au terrain : l'écriture géographique faiseuse d'espaces coloniaux....	501
Gros plan 18 - L'Algérie de Bory de Saint-Vincent.....	502
b) L'influence du politique sur le texte géographique : l'exemple de l'Exploration scientifique de l'Algérie.....	509
c) Les discours géographiques sur les espaces coloniaux : dire l'utile et l'utilisable.....	510
Conclusion du chapitre 10.....	515
Chapitre 11. Nations et savoirs géographiques : entre collusion et distanciation.....	517
A) L'encadrement institutionnel et pratique des savoirs géographiques.....	519
1 - Les sociétés de géographies, organe du pouvoir ?.....	519
2 - Une circulation nationalisée des informations géographiques.....	522
a) Une géographie européocentrée.....	522
b) Des flux nationalisés.....	523
3 – Le cas des institutions cartographiques.....	526
B) La « nation » : préoccupation montante des géographes ?.....	531
1 – Un objet géographique assez peu représenté.....	532
2 – Une préoccupation nationale montante pour la France et la Prusse.....	533
a) Deutschland !.....	534
b) Fonder la nation française par l'histoire.....	537
3 – Le géographe, héraut discret de la nation.....	539
C) Une écriture nationalisée du monde ?.....	543
1 – La nationalisation des périmètres d'objets : un calque de la carte des échanges économiques ?.....	543
a) Des cartographies nationales des objets géographiques.....	543
b) Géographie et libéralisme : quand l'économie informe les savoirs géographiques.....	546
2 - La nationalisation des notations géographiques.....	549
a) Conquête du monde et terminologies nationales.....	549
b) La mesure du monde : local versus universel.....	551
3 – Une nationalisation partielle de la terminologie géographique.....	554
Conclusion du chapitre 11.....	558
Conclusion de la troisième partie.....	561
Conclusion générale.....	566
Bibliographie.....	578
A) Sources.....	578
1 – Corpus principal.....	578
2 – Corpus secondaire.....	583
B) Bibliographie générale.....	585
Annexe 1 - Tableau synoptique.....	598
Annexe 2 - Résumés biographiques des principales figures du corpus.....	601
Annexe 3 - Statuts des sociétés de géographie.....	606

Annexe 4 - Tableau de fondation des sociétés de géographie.....	608
Annexe 5 - Sociologie des sociétés de géographie.....	609
Annexe 7 - Extrait de la table des matières du premier numéro des Petermann Geographischen Mittheilungen (August Petermann, PGM, 1855, T1) :.....	611
Annexe 8 – Extrait de La place de la géographie dans la classification des connaissances humaines (Eugène Cortambert).....	611
Index.....	614
Table des figures.....	617
Table des matières.....	621

## **Du projet politique des Lumières aux géographies nationales.**

**France, Prusse et Grande-Bretagne (1780-1860)**

**Laura Péaud**

### **Résumé :**

Entre 1780 et 1860 en Europe, la géographie se structure peu à peu en champ scientifique et académique indépendant, et particulièrement en France, Prusse et Grande-Bretagne. Au même moment dans ces trois pays européens, des géographes travaillent à ce que leur champ soit enfin considéré comme une science à part entière, au même titre par exemple que l'histoire ou les mathématiques. Ils construisent leur champ à la faveur d'un renouvellement profond de ses principes institutionnels et épistémologiques, selon un processus similaire dans ces trois sphères. Ils organisent progressivement les connaissances géographiques selon une exigence de scientificité, dont ils discutent les modalités. Ce processus de construction à la fois scientifique et disciplinaire est profondément marqué par l'héritage des Lumières et l'esprit universaliste, mais, parallèlement, il se trouve également influencé et informé par le contexte politique. Entre 1780 et 1860, les savoirs géographiques sont en effet investis d'une valeur stratégique grandissante : ils jouent un rôle majeur dans les idéologies politiques des États et également dans les actions politiques menées. En interrogeant conjointement les champs du politique et des savoirs géographiques, cette thèse vise ainsi à mettre en évidence en quoi le processus de montée en discipline des savoirs géographiques engagé simultanément en France, en Prusse et en Grande-Bretagne se trouve fondamentalement en tension entre, d'une part, une exigence universaliste portée à l'échelle européenne par le champ scientifique et, d'autre part, la nationalisation progressive des savoirs géographiques.

**Mots-clés :** histoire et épistémologie de la géographie ; *science studies* ; politique ; construction disciplinaire ; nationalisation des savoirs géographiques ; France ; Prusse ; Grande-Bretagne ; 1780-1860.

### **Abstract :**

Between 1780 and 1860, geography is progressively becoming a full scientific field in Europe, built thanks to renewed institutional and academic principles, especially in France, Prussia and Great Britain. At the same time in these three European countries, geographers expect that their field will be finally considered as a proper science, compared for instance to history or mathematics. In order to complete this aim, they gradually organise geographical knowledge according to scientific patterns. The French, Prussian and British spheres are affected by a similar process. This scientific and academic construction of a proper geographical field is influenced by a universalistic spirit, inherited from the European Enlightenment, but also deeply affected by political context. Between 1780 and 1860, geographical knowledge is recognised as strategic : it plays a major role in the states politics and, therefore, in the organisation of the different policies developed in this period. By questioning at the same time the field of geography and the field of politics and policy, this dissertation intends to highlight how the process of academic and scientific construction of geography engaged at the same time in France, Prussia and Great-Britain is essentially in a position of tension between a demand of universalism and the progressive nationalisation of geographical knowledge.

**Key words :** history and epistemology of geography ; *science studies* ; politics/policy ; academic and scientific construction ; nationalisation of geographical knowledge ; France ; Prussia ; Great-Britain ; 1780-1860.